HAL
archives-ouvertes.fr

SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation "apolitique". Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981

Philippe Juhem

▶ **To cite this version:**

Philippe Juhem. SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation "apolitique". Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981. Sociologie. Université de Nanterre - Paris X, 1998. Français. <tel-00131701>

HAL Id: tel-00131701

https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00131701

Submitted on 19 Feb 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Philippe Juhem

SOS-Racisme

Histoire d'une mobilisation « apolitique »

Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981

Thèse de science politique soutenue à l'université de Nanterre
en décembre 1998 sous la direction du professeur Bernard Lacroix

Jury : Bernard Lacroix
Jacques Gerstlé
Patrick Champagne
Jean Leca
Jacques Lagroye

Introduction générale

Lorsqu'on étudiera la vie politique durant les septennats de François Mitterrand, il est possible que l'on retienne SOS-Racisme comme le mouvement de mobilisation le plus original et le plus représentatif des transformations sociales qui s'opéraient alors. Fondée fin 1984 et complètement inconnue au début de 1985, la nouvelle association antiraciste parviendra en juin 1985 à réunir plusieurs centaines de milliers de personnes place de la Concorde. « Organisation-champignon », SOS-Racisme l'est aussi par le nombre et les caractéristiques de ses militants puisque fin 1985 surgiront dans la plupart des villes de France des comités locaux qui entendront représenter l'association. En classe de terminale lors de la fondation de SOS-Racisme et donc susceptible de porter le badge en tant que membre de « la jeunesse » ou de la « génération morale »[1] appelées à « réagir » contre la montée du « racisme » et de « l'extrême droite », je me souviens avoir été plutôt réservé à l'égard de SOS. Si j'étais plutôt en accord avec les objectifs affichés par l'association – qui pouvait ne pas l'être – les « bons sentiments » déployés devant les caméras de télévisions m'agaçaient. Je n'étais d'ailleurs pas particulièrement sensibilisé au phénomène du « racisme » ou aux « problèmes de banlieue » : alors dans un lycée rural de province, les problèmes de racisme touchaient peu mes camarades et aucun élève de mon établissement n'avait porté le badge. Aucune organisation militante n'était susceptible d'impulser une distribution de badge dans le lycée dont les élèves apparaissaient fort peu concernés par « la politique ». D'une famille « de gauche » et par conséquent familiarisé à une approche « politique » des faits de société, l'image d'apolitisme qu'entendait préserver les animateurs de SOS-Racisme et leur volonté de s'opposer au racisme d'un point de vue purement « moral » sans en envisager les causes sociales me semblait procéder d'une analyse erronée. Au contraire, mon cadre de perception spontané me faisait voir « le racisme » (dont je ne mettais pas en doute la réalité objective) comme un produit des inégalités sociales et de la pauvreté de certaines zones urbaines dont le traitement relevait d'une politique économique spécifique plutôt que d'une croisade morale culpabilisatrice. Pourtant l'engouement de la presse pour cette association ne se démentait pas. Chaque initiative, même mineure, de la nouvelle association suscitait de nombreux articles et des reportages alors que les organisations antiracistes traditionnelles

1. Voir Laurent Joffrin, Un coup de jeune. Une génération morale, Paris, Arléa, 1987.

semblaient ne plus exister. Le badge connaissait un très grand succès auprès des jeunes et ce qui me paraissait être les lacunes du discours initial de SOS, ne semblaient troubler ni les acheteurs de badges, ni la plupart des journalistes, ni même les hommes politiques que l'association interpellait.

Quelques mois après la création de la nouvelle association, il apparut que, loin d'être des jeunes militants « apolitiques », les fondateurs de SOS-Racisme appartenaient au Parti socialiste, avaient pour certains d'entre eux été membres de la LCR et avaient donc délibérément occulté leurs engagements politiques précédents et actuels pour accroître leur audience. Cette information « surprenante » amenait de nouvelles interrogations. Pour quelles raisons ces anciens militants d'extrême gauche aujourd'hui membres du Parti socialiste acceptaient-ils de se dire « apolitiques » alors même que quelques années plus tôt, ne se disait « centriste » ou « apolitique » qu'un personnel politique classé « de droite » ? Comment se faisait-il que moins de dix ans après l'apogée et le déclin des mouvements d'extrême gauche, d'anciens membres « non repentis » de ces mouvements aient pu demander à des parrains « de droite » de soutenir leur association antiraciste et revendiquer « l'apolitisme » de celle-ci sans susciter les protestations des partis et des militants « de gauche » alors que l'antiracisme constituait depuis longtemps un thème de mobilisation propre à « la gauche » ? En d'autres termes comment l'appartenance à « la gauche » qui était auparavant valorisée avait pu subrepticement devenir comme honteuse ? Les logiques pratiques qui avaient manifestement présidé aux stratégies de mise en forme « apolitique » de la nouvelle association devaient nous conduire à nous interroger sur l'évolution des représentations politiques et des modes d'engagement depuis la fin des années soixante-dix.

Le formidable engouement des journalistes pour la nouvelle organisation antiraciste suscitait d'autres interrogations. Pour quelle raison les principaux journaux de presse écrite et les journaux télévisés avaient-ils pu consacrer tant d'attention à une organisation antiraciste qui n'avait alors guère fait ses preuves et ne comprenait alors, de toute évidence, qu'un nombre réduit de militants ? Comment expliquer que la plupart des journaux aient pu considérer SOS-Racisme avec un œil aussi bienveillant en 1985, avant, quelques années plus tard et toujours de façon convergeante, de se montrer critiques au point de mettre en danger l'existence de l'organisation ? Enfin, comment les classes d'âge des lycéens et des étudiants qui, au milieu des années soixante-dix apparaissaient aux observateurs sinon militantes, au moins souvent acquise à l'opposition « de gauche », avaient-elles pu quelques années plus tard considérer d'un œil favorable une organisation officiellement « apolitique » dont le discours ne comportait ni interprétation de l'origine du « racisme » ni revendications pouvant déboucher sur une politique de réduction de ses causes ?

Faire une recherche signifie souvent écarter autant de questionnements ou de modes légitimes d'approche de l'objet qu'on en utilisera effectivement. Nous chercherons au cours de cette thèse à éclaircir les conditions de création et de succès d'une association antiraciste sous la forme sociale qui a été la sienne : celle d'une organisation « apolitique ». Nous nous intéresserons plus aux conditions structurelles de la réussite de l'association en 1985 qu'à l'action de SOS-Racisme, aux militants de ses comités, aux raisons de leurs engagements, au travail argumentatif de ses porte-parole face aux pouvoirs publics et aux autres organisations antiracistes, au rôle de l'association dans la constitution d'un ministère de la ville et de politiques publiques dans les quartiers périphériques. Nous ne chercherons donc pas à étudier les raisons et les modalités de l'action militante dans les comités de SOS, ni les caractéristiques sociales et politiques de ces militants. Une telle approche, bien entendu parfaitement légitime, aurait entrainé notre recherche dans une autre direction. En revanche nous nous donnerons pour objectif de déterminer les conditions de possibilité politiques et symboliques de la constitution d'une entreprise antiraciste *de forme apolitique*. Nous chercherons plus particulièrement à déterminer les configurations politiques particulières qui vont susciter les stratégies de mise en forme de SOS-Racisme adoptées par ses fondateurs et les raisons du succès de l'association auprès des journalistes mais également auprès des jeunes porteurs de badges.

Nous diviserons notre recherche en deux parties qui nous permettront d'explorer les différents processus sociaux engagées dans la création et le succès de SOS-Racisme. Nous chercherons à analyser dans un premier temps les raisons de l'intérêt des journalistes pour la nouvelle association. En effet, SOS-Racisme n'aurait pas connu la réussite rapide qui a été la sienne ni offert à ses fondateurs les même opportunités politiques sans l'intérêt que les journalistes lui ont manifesté en 1985. Après sa création, SOS-Racisme aurait en effet pu rester une association estimée mais dont la couverture médiatique modérée, similaire à celles dont bénéficiaient alors le MRAP ou la LDH, aurait limité le développement. Nulle nécessité propre au thème de l'antiracisme ne pouvait assurer aux fondateurs de SOS l'ampleur prise par les articles et les reportages qui leur étaient consacrés. La réussite de SOS ne peut donc être expliquée sans une analyse des causes de l'intérêt que le milieu journalistique lui manifeste. Nous chercherons à déterminer les logiques spécifiques qui ont conduit certains secteurs du champ de l'information à traiter très abondamment les premières initiatives de SOS-Racisme. Nous montrerons que l'adéquation entre la mise en forme « juvénile » et « apolitique » de SOS-Racisme et les besoins d'information spécifiques des journalistes vont favoriser l'ampleur de la couverture des

journalistes. L'établissement de la notoriété de SOS-Racisme sera donc le produit de la rencontre entre une offre antiraciste dotée de propriétés spécifiques et d'un intérêt journalistique dont nous chercherons à analyser le principe de production.

« L'emballement » du champ journalistique en faveur de SOS en 1985 avait donné à la nouvelle offre antiraciste une notoriété sans commune mesure avec ce qu'aurait permis d'atteindre une campagne fondée sur les seules forces militantes de ses fondateurs. Mais si la vente des badges a largement profité de la publicité que les journalistes avaient fait à SOS, la campagne menée alors par certains journaux en sa faveur n'aurait pu se poursuivre si la petite main n'avait rencontré l'adhésion d'un grand nombre de jeunes justifiant ainsi *a posteriori* l'intérêt des journalistes. Dans une seconde partie nous chercherons donc à expliquer d'une part les raisons de l'engouement d'une fraction de la jeunesse pour une association « réactive » ne proposant pas de programme ou de revendication en dehors de l'affichage d'une « opinion antiraciste » et d'autre part pourquoi les fondateurs de SOS-Racisme, membres actifs du Parti socialiste, vont donner à SOS-Racisme une forme et un discours neutralisés, à l'opposé de ce qui était le programme politique de leur courant. Alors que quelques années auparavant un mouvement se proclamant « apolitique » aurait rencontré l'opposition de toutes les organisations politiques et antiracistes « de gauche » et, face à ces critiques, n'aurait pas été en mesure de rassembler autant que le fera SOS, au contraire en 1985, l'affichage de « l'apolitisme » du mouvement est la condition de sa réussite, à la fois à l'égard de journalistes qui se réjouissent de la « fin des idéologies » et vis-à-vis de jeunes qui sont proportionnellement plus nombreux qu'auparavant à être indifférents à l'égard de « la politique ». En d'autres termes, nous essayerons de déterminer comment s'est opéré ce que nous désignerons pour l'instant comme le changement « d'ambiance politique » qui a fait passer le champ des oppositions partisanes de l'antagonisme droite-gauche au « consensus », de la mobilisation pour le « Changement » à la réhabilitation de la figure de l'entrepreneur et d'une jeunesse « contestataire » à l'indifférence croissante des jeunes envers les luttes politiques.

Mais si la réussite de SOS-Racisme a pour origine des processus sociaux propres au champ partisan et au champ de l'information politique et si les raisons de la mise en forme « apolitique » et du succès public de l'association doivent être recherchées dans le processus de transformation des représentations politiques entammé à partir de 1981, sa fondation par un groupe de jeunes syndicalistes étudiants revèle de logiques partiellement indépendantes. Nous conclurons notre analyse des conditions d'émergence de SOS-Racisme par l'examen des logiques qui ont pu conduire un groupe de militants étudiants à constituer la nouvelle association antiraciste. La création d'une organisation militante ne va pas de soi. Elle n'est jamais le produit

de la coalescence d'individus isolés mais résulte de l'initiative de militants politiques déjà expérimentés. Nous montrerons que c'est la configuration du syndicalisme étudiant dans laquelle étaient engagés les fondateurs de SOS-Racisme et les caractéristiques de leurs trajectoires politiques et universitaires qui permettent d'expliquer la fondation d'une nouvelle organisation antiraciste. À travers l'analyse du militantisme étudiant au milieu des années quatre-vingt nous mettrons en évidence les contraintes structurelles qui s'imposaient aux fondateurs de SOS-Racisme et comment cette entreprise a pu représenter pour eux une solution pertinente à un certain nombre de difficultés qu'ils rencontraient dans les organisations au sein desquelles ils militaient. Nous montrerons en particulier comment la fondation de SOS-Racisme a constitué pour le groupe de militants réunis autour de Julien Dray un moyen d'éviter la divergence de leurs trajectoires militantes et professionnelles en leur permettant d'acquérir des positions partisanes au sein du PS et d'accumuler des ressources politiques.

L'émergence de SOS est donc le produit de l'interaction d'acteurs engagés dans des secteurs sociaux partiellement autonomes qui, pour des raisons hétérogènes, concourront à l'établissement de sa notoriété et de son crédit symbolique. Issue du sous-champ politique propre à l'université, l'association devra son succès aux usages qu'en feront selon des logiques différentes les journalistes de certaines rédactions et le personnel politique de la gauche. Au terme de cette analyse, SOS-Racisme apparaîtra comme le révélateur des transformations qui auront affecté le champ politique à partir de 1981 : organisation réactive contre l'extrême droite, elle ne saurait mobiliser qu'en opposition au Front national ; organisation subventionnée par le personnel politique de la gauche, elle ne pourrait organiser ses concerts si Valéry Giscard d'Estaing était à l'Elysée ; organisation promue par la télévision, elle ne saurait s'imposer tant que l'Etat exerce un contrôle politique sur l'ensemble des chaînes de télévision ; mouvement doté d'une mise en forme « apolitique », il ne saurait apparaître tant que le « déclin des idéologies » et les transformations des oppositions partisanes n'auront pas changé les cadres de perception et de jugement de l'action politique.

Chapitre préliminaire

Histoire de SOS-Racisme

Le 15 juin 1985, la nuit tombe sur la place de la Concorde, pourtant il n'y a pas la circulation habituelle. Les piétons ont remplacé les voitures et plusieurs centaines de milliers de personnes assistent à un grand concert gratuit. L'organisateur de cette manifestation inédite est une toute nouvelle association, SOS-Racisme, qui n'existait pas quelques mois auparavant et qui était encore inconnue avant février. Nous allons ici retracer l'histoire de SOS-Racisme comme pourrait le faire un observateur qui disposerait d'une revue de presse des articles publiés sur l'association entre 1985 et 1992 et qui aurait pu rencontrer et interroger les acteurs. Nous remonterons un peu au delà de la fondation de l'association pour retracer rapidement l'histoire des « marches des beurs », mouvement qui a précédé et inspiré la création de SOS-Racisme, et dont les fondateurs se sont réclamés. Cette histoire préliminaire doit permettre au lecteur de se familiariser avec SOS et ses animateurs, avec les actions qu'ils ont menées et avec les commentaires et les jugements qui ont été portés sur elles. Elle est, bien sûr, tributaire des sources utilisées pour l'écrire. On identifiera des acteurs, on observera des actions de mobilisation, on discernera des oppositions politiques, on relèvera des évolutions dans les prises de positions et dans les discours. Il ne s'agira pas seulement de retracer l'évolution chronologique de l'association mais aussi de donner un aperçu des intentions et des arrière-pensées des acteurs impliqués dans les événement décrits, telles que notre observateur pourra les reconstituer. Enfin nous chercherons à montrer la façon dont les organes de presse ont rendu compte de l'activité de SOS.

Les marches des Beurs
D'octobre 1983 à décembre 1984

L'initiative de la première marche des beurs est venue en 1983 de Lyon. Les relations entre ce qu'il est convenu d'appeler la « jeunesse issue de l'immigration » et la police étaient devenues très difficiles, dans la région lyonnaise depuis 1980. Des « rodéos » au cours desquels des jeunes volaient une voiture, faisaient plusieurs fois à vive allure le tour des « cités », aux Minguettes, pour incendier le véhicule un peu plus tard, avaient attiré l'attention de la presse et des pouvoirs publics en 1981. Depuis, plusieurs « opérations anti-étés chauds »

avaient été organisées et la surveillance policière de ces quartiers de la banlieue lyonnaise avait été renforcée. Les rapports entre les « jeunes » et la police s'étaient encore tendus. Toumi Djaïdja en « voulant s'interposer » entre des jeunes et des policiers avait été blessé par un policier, ce qui avait été ressenti par les « jeunes » des Minguettes comme une agression de plus. L'ambiance était à l'affrontement direct avec les forces de police.

La marche a alors été conçue par le Père Christian Delorme comme un moyen d'échapper à la tension entre les policiers et les jeunes pour poser les bases d'une réflexion sur la situation dans la banlieue lyonnaise et en particulier sur celle de cette catégorie de jeunes qui n'avait pas encore de nom ou dont le nom était constitué par une périphrase : les « jeunes issus de l'immigration » ou la « seconde génération immigrée ». La méthode utilisée par le Père Christian Delorme est explicitement inspirée de celle employée par le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ou par Gandhi en Inde : la non-violence, des grèves de la faim et des marches de protestation. Ce type d'action rencontre le scepticisme d'autres groupes de jeunes militants « issus de l'immigration »[1] ; s'ils ne refusent pas totalement d'y participer, ils considèrent que ces actions ne sont pas assez énergiques et revendicatives et qu'il serait plus mobilisateur et plus utile d'affronter directement les institutions (police, justice), ressenties et dénoncées par certains jeunes comme des adversaires. Pourtant, la marche est un grand succès. Elle parvient à rassembler de plus en plus de manifestants dans chacune des villes traversées à mesure qu'elle se rapproche de Paris. Ses organisateurs parviennent aussi à intéresser des journalistes à leur mouvement. Plusieurs journaux (en particulier *le Monde*, *Libération*, *le Matin*) font régulièrement des articles sur la progression de la marche. Des reportages télévisés, induits par les articles publiés par la presse écrite, font connaître très largement les marcheurs et leurs revendications. Pour désigner les « jeunes de la seconde génération immigrée » un nouveau mot s'impose, issu de l'argot de la banlieue parisienne : « beur », mot verlan pour Arabe.

La plupart des journalistes chargés de rendre compte de la marche ont été plutôt favorables à l'initiative des jeunes « beurs ». Le mode de présentation adopté par les médias suivait généralement un scénario solidement établi : celui du juste qui proteste contre une injustice. Ce traitement favorable et cette forte publicité vont assurer le succès de l'initiative de Christian Delorme, c'est-à-dire une manifestation plus importante que les observateurs ne le prévoyaient lors de l'arrivée à Paris des marcheurs et une couverture de presse encore très abondante et

1. En particulier Mogniss Abdallah à Nanterre ou Djida Tazdaït et les militants lyonnais de Zaâma d'banlieue qui n'étaient guère favorables à une initiative dominée par les animateurs de la Cimade (le père Christian Delorme et le pasteur Costil) qui n'étaient pas « issus de l'immigration ». À Nanterre, le père Claude Lefort avait rencontré de semblables difficultés avec certains membres de l'association Gutemberg, voir Fatiha Dazi-Heni et Catherine Polac, « Chroniques de la vrai base », Politix, n° 12, décembre 1990, p. 56-57.

favorable. Les animateurs de la marche sont reçus à l'Elysée par François Mitterrand qui accède à leur revendication de la carte de séjour de dix ans[2].

L'écho rencontré par la marche entraîne la multiplication des associations locales de « jeunes de la deuxième génération ». Ces associations tentent, au cours d'assises tenues à Lyon du 9 au 11 juin 1984 puis à Saint-Etienne les 27 et 28 septembre, de constituer un mouvement national qui pourrait disposer d'un poids plus important et présenter des revendications communes. Ces tentatives d'unification, ou plutôt de constitution d'une fédération d'associations dotée d'un porte-parole et d'une plate-forme minimum ont achoppé sur les questions des revendications et des leaders. Si tous les participants étaient d'accord sur la nécessité de « l'autonomie » du mouvement des « jeunes issus de l'immigration » vis-à-vis des « organisations de solidarité », les différentes associations présentes divergeaient sur le contenu des revendications. Si certains voulaient développer des revendications sur la base de caractères spécifiques aux « jeunes issus de l'immigration », d'autres préféraient insister sur la dimension sociale de problèmes qui ne touchaient pas seulement la « seconde génération ». Les premiers étaient accusés de prôner le « repli communautaire » tandis que les seconds étaient soupçonnés de souhaiter l'assimilation[3]. La détermination du contenu de la plate-forme posait également la question des alliances et de la stratégie du mouvement. Un discours trop radical et « communautaire » risquait d'isoler le mouvement et de le laisser sans soutien. Un discours trop social et œcuménique posait la question de l'intérêt de l'autonomie du mouvement : si les problèmes qui se posent aux « jeunes issus de l'immigration » sont les mêmes que ceux qui se posent aux « jeunes français », pourquoi constituer un mouvement spécifique ? D'autre part, la revendication de l'autonomie du mouvement aboutissait en pratique à exclure les non-maghrébins sinon des associations et des collectifs du moins des postes de responsabilité.

Les divergences entre, d'une part, Djida Tazdaït et le collectif lyonnais, qui défendaient une affirmation du caractère maghrébin du mouvement et de spécificités « communautaires » et, d'autre part, Farida Belghoul et la minorité, dite « pro-intercultures »[4], du collectif parisien qui souhaitaient un rassemblement plus large, aboutissent à l'organisation par ces derniers d'une

2. Voir Patrick Weil, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration 1938-1991*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 176-182.

3. Voir Saïd Bouamama, Hadjila Sad-Saoud, Mokhtar Djerboubi, *Contribution à la mémoire des banlieues*, Paris, Editions du Volga, 1994, p. 63, Ahmed Boubeker et Mogniss H. Abdallah, « Points de repères... pour mémoire », in Douce France. La saga du mouvement beur, *Quo Vadis*, automne-hiver 1993, p. 7-8, Ahmed Boubeker et Mogniss H. Abdallah, « Les années beurs », *ibid.*, p. 43 et Adil Jazouli, *Les années banlieues*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 81-94 et *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, Ciemi L'Harmattan, 1986, p. 138-148.

seconde marche en 1984. Soutenue par l'ensemble des associations antiracistes et des organisations de solidarité avec les immigrés, la seconde marche, constituée de cinq cortèges convergeants sur Paris, bénéficie tout de suite de l'intérêt des journalistes rendus attentifs par la forte mobilisation qu'avait entraînée la première. Bien qu'elle ait rassemblé à Paris un nombre de manifestants plus faible que l'année précédente, cette seconde marche fut cependant considérée comme un succès par la presse. Le slogan de la marche, « la France, c'est comme une mobylette : pour avancer, il lui faut du mélange », loin de souligner les différences entre une « communauté française » et une « communauté maghrébine » insistait sur la nécessité de « vivre ensemble » et de « se mélanger ». Pourtant, la marche de « Convergence 84 » a été émaillée d'un certain nombre d'incidents entre les marcheurs et les comités de soutien locaux, en particulier sur le parcours entre Marseille et Paris. Certains marcheurs n'étaient pas satisfaits de l'action des comités d'accueil, principalement composés par des « antiracistes du centre ville »[5], accusés de ne pas informer de l'arrivée des marcheurs les « principaux intéressés », les jeunes des banlieues de chaque ville traversée. Le discours de Farida Belghoul prononcé lors de l'arrivée de la marche à Paris est une critique des associations de soutien qui sont rejetées comme étrangères aux préoccupations réelles des « jeunes issus de l'immigration » et composées de « militants du centre-ville », par opposition aux jeunes qui « galèrent » en banlieue[6]. Farida Belghoul indique qu'elle est « devenue une dissidente de [sa] propre initiative »[7]. Elle s'éloigne des positions qu'elle défendait au moment de l'organisation de « Convergence 84 » pour se rapprocher de ceux qu'elle critiquait auparavant.

Le mouvement beur est alors affaibli par les divergences internes et par les conflits de personnalités. En outre, les critiques que Farida Belghoul ou le collectif de Lyon adressent au milieu associatif antiraciste, lié aux partis politiques et aux municipalités de gauche rendent plus difficile le soutien des seules organisations qui pourraient collaborer avec les associations « beurs ». Les pouvoirs publics qui ont soutenu financièrement l'organisation des marches et des assises des « jeunes issus de l'immigration » (à travers le Fond d'action social – FAS –, ou les subventions de collectivités territoriales) ne sont pas prêts à maintenir leur soutien à des associations qui tiendraient un discours trop radical. Les journalistes qui ont suivi les marches n'ont pas fait émerger un porte-parole capable de fédérer autour de lui les tendances

4. Voir Tarek Kawtari, « Convergence 84, nous nous sommes tant aimés », Paris, *bulletin de l'agence IM'média*, 1984, p.12.
5. Voir Farida Belghoul, « La gifle », Paris, *bulletin de l'agence IM'média*, 1984.
6. « Sur les trente mille personnes présentes place de la République, une bonne moitié est littéralement douchée par l'image qu'on lui renvoie de ses convictions et de ses engagements successifs. », Adil Jazouli, *Les années banlieues*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 92.
7. ibid. p. 39.

antagonistes du mouvement beur. De plus, il leur est difficile de rapporter les thèmes et les débats internes aux réseaux des associations et des militants « issus de la deuxième génération » sans affaiblir le mouvement de sympathie envers les beurs qui a suivi l'arrivée des deux marches. Si certains sont prêts à éprouver de la « compassion »[8] pour les marcheurs et pour les « beurs », ils ne sont sans doute pas disposés à accepter un discours assez radical pour critiquer d'abord les organisations antiracistes elles-mêmes[9].

À la fin de 1984, il n'y a pas d'organisation nationale ou de porte-parole qui puisse revendiquer représenter l'ensemble des « jeunes issus de l'immigration ». Lorsque SOS-Racisme apparaît les journalistes peuvent, sans risque d'être démentis, faire de l'association l'héritière des « marches » et la représentante naturelle des « beurs », catégorie dont l'usage s'est répandu à la suite de l'action des marcheurs.

La préparation de l'association
De mai 84 au 23 octobre 1984.

Lorsque, le succès et les premières critiques venus, les fondateurs de SOS-Racisme devront faire pour la presse l'historique de la création de l'association, ils mettront en avant l'inquiétude qu'ils avaient éprouvée devant la montée de l'extrême droite à partir de la municipale partielle de Dreux et des municipales de 1983. SOS-Racisme était conçu comme un moyen pour défendre les « valeurs antiracistes » de la gauche et permettre à celle-ci de reprendre l'avantage sur ce qu'on appelait le « terrain des libertés » qui lui était alors disputé par l'opposition. Le passé militant des membres fondateurs de SOS-Racisme ne les prédisposait pas à investir le secteur de l'antiracisme. Beaucoup étaient membres du Mouvement des jeunes socialistes ou de la tendance Plus (socialiste et minoritaire) de l'Unef-Id, un syndicat étudiant formé en 1980 par la réunion des mouvements étudiants de deux groupes trotskistes, l'Unef-Us, dirigé par Jean-Christophe Cambadélis, appartenant au PCI de Pierre Boussel (Lambert) et le MAS, mouvement de la Ligue Communiste Révolutionnaire, dirigé par Julien Dray au moment de la réunification et dont il avait été exclu en même temps que de la LCR où il militait dans le courant de Gérard

8. Pour une réflexion sur les relations entre la souffrance des « victimes » et les effets produits par l'exhibition médiatique de leurs souffrances (et ici, plus généralement, des problèmes spécifiques des « jeunes issus de l'immigration »), voir Luc Boltanski, *La souffrance à distance*, Paris, Métailié, 1994.
9. Les débats entre les « jeunes issus de l'immigration » (ceux des assises de Lyon ou de Saint-Etienne, ceux publiés par le journal Sans-Frontière, ou par le bulletin de « l'agence IM'média ») ont rarement comme objet la critique du Front National qui apparaît plutôt comme une préoccupation des militants antiracistes et politiques classiques. Les mouvements antiracistes sont finalement plus critiqués que le Front National que son hostilité systématique semble placer au delà de la critique.

Filoche. Ce groupe de jeunes militants socialistes du MJS et de l'Unef-Id organisés autour de Julien Dray[10], n'avait jamais fait de l'antiracisme son principal objet de militantisme. Peu d'entre eux disposaient des stigmates « physiques » de l'immigration qui apportent crédibilité et légitimité à la lutte antiraciste et ils étaient généralement pourvus d'un niveau de diplômes supérieur à celui des marcheurs de 1983 et 1984. Ces caractéristiques seront en partie à l'origine de l'hostilité et de la défiance que les associations du « mouvement beur » manifesteront à l'égard de SOS.

L'audience du discours du Front National et celle de la mobilisation « beur » de 1983 coordonnée par le père Christian Delorme et des collectifs « beurs » avaient créé un espace de débat et de mobilisation autour de l'immigration et du « racisme ». La critique des politiques de l'immigration par le président du Front National obligeait les autorités gouvernementales et les partis politiques à prendre position dans les débats que celui-ci contribuait à initier et à définir. Parallèlement, la marche avait conduit les journalistes et les acteurs politiques à tenir compte des « jeunes issus de l'immigration » qui semblaient pouvoir faire parler d'eux de diverses manières (rodéos, manifestations à la suite de crimes racistes, émeutes urbaines, petite criminalité, marches de revendication). Il était devenu plus facile qu'auparavant d'intéresser journalistes, partis politiques et militants associatifs à un mouvement de jeunes dans le « secteur de l'immigration ».

Après le parcours « des mobylettes » de « Convergence 84 » et l'échec des tentatives de constitution de coordination et d'organisation permanente des diverses associations de « jeunes issus de l'immigration », l'absence d'un porte-parole unique et indiscutable issu des marches rendait possible une initiative antiraciste issue de groupes autres que de ceux qui avaient produit les marches de 1983 et de 1984. Les fondateurs de SOS-Racisme avaient rencontré en septembre 1984 le Père Christian Delorme qui les avait encouragés à poursuivre leur action, mais ils n'avaient pu participer au collectif de Convergence 84 où Farida Belghoul et d'autres militants « beurs » ne souhaitaient pas leur présence, ressentie comme « trop politique » et pas « assez immigrée »[11]. L'association fut donc lancée en dehors du mouvement « beur » et sans la participation d'un leader « communautaire » ayant participé à l'une des deux marches. Cette insuffisante « authenticité beur » permit par la suite de nombreuses remises en cause de SOS-Racisme par les organisations « issues de l'immigration », qui assuraient être plus représentatives, plus proches du terrain et plus authentiquement « beurs ».

10. Groupe qui comprenait Didier François (dit Rocky), Bernard Pignerol, Eric Montès, Harlem Désir, Laurence Rossignol, Claire Robillard, Arnold Stassinet, Isabelle Thomas, tous fondateurs de SOS-Racisme et aujourd'hui membres de la « Gauche Socialiste », courant du Parti Socialiste.

Les responsables de l'association ont été par la suite souvent critiqués[12] pour l'image très travaillée qu'ils auraient présentée aux journalistes[13]. On leur reprochera d'avoir caché leur passé politique et d'avoir minoré par calcul les difficultés sociales et économiques auxquelles étaient pouvaient être controntés les beurs pour ne proposer qu'un antiracisme de « strass et de paillettes », réduisant à une simple réaction morale festive le discours plus contestataire et plus revendicatif des « mouvements beurs ». L'ensemble des prises de position de l'association fut en effet soigneusement pesé. Après plusieurs années de militantisme dans des mouvements politiques et dans des syndicats étudiants « d'extrême gauche »[14], les convictions et les habitudes de pensée des fondateurs de SOS-Racisme les préparaient plutôt à tenir un discours très politique contre l'extrême droite et les « idées racistes du Front National »[15]. Mais pour ces militants qui avaient appartenu à des mouvements « d'extrême gauche » critiqués et marginalisés dans l'espace politique et dans les médias, il n'y avait aucun intérêt à produire un groupe radical supplémentaire. L'ambition de Julien Dray et des fondateurs de SOS-Racisme était de construire ce qu'ils appelaient un « mouvement de masse » dont la capacité de mobilisation importerait plus que le détail de son programme. Plus précisément, il s'agissait de rassembler largement, bien au-delà de l'audience ordinaire d'une organisation militante, sur un discours antiraciste qui, par conséquent, devrait rebuter le moins de gens possible. Les fondateurs de SOS considéraient que ce discours antiraciste devait être plus simple et moins chargé de « marqueurs idéologiques » que les discours qu'eux-mêmes tenaient au sein de l'Unef-Id. Il s'agissait donc de n'envisager ni les causes du « racisme » ni les politiques à mettre en œuvre pour le faire reculer. S'il n'était pas question de faire une association neutre ou réellement apolitique, le discours du mouvement devait être, au moins dans la première phase, le moins partisan possible, tandis que l'origine des militants, sans être dissimulée, devait passer au second plan pour ne pas nuire à la crédibilité de l'association fondée sur l'œcuménisme politique des parrains et la non-politisation des militants.

---

11. Farida Belghoul connaissait bien le groupe des fondateurs de SOS puisqu'elle avait milité à l'université de Paris Tolbiac avec et contre eux au sein des Jeunesses communistes.
12. Dans un premier temps par la plupart des associations « beurs » et des journaux « de droite », puis certains des anciens soutiens de l'association.
13. Voir notamment Eric Favereau, Comment ils ont lancé le SOS, *Libération*, 15 juin 1985 et Bouguereau (Jean-Marcel), Un enfant du siècle, *Rolling Stones*, juin 1989.
14. Et systématiquement « plus à gauche » que le Parti Socialiste. Le positionnement toujours « plus radical » des mouvements de jeunesse et des organisations étudiantes par rapport aux mouvements politiques ordinaires est sans doute un élément structurel de leur capacité à mobiliser et à attirer des militants. Voir sur l'Unef et l'UEC avant 1969, Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, Paris, Le Seuil, 1987.
15. C'est le type de mouvement que fondera Jean-Christophe Cambadélis en Mai 1987 lorsqu'il réorientera une partie des militants de la tendance majoritaire de l'Unef-Id dans un mouvement dirigé contre le Front National.

L'idée du concert et celle de la construction d'une structure durable semblent avoir été présentes dès la phase d'élaboration du projet de l'association[16], tandis que le badge ne devait à l'origine être distribué qu'aux spectateurs du concert. L'utilisation, lors du lancement, du badge et du slogan « touche pas à mon pote » ne s'est imposée que quelques semaines plus tard. Le discours destiné aux journalistes fut soigneusement travaillé par les fondateurs qui élaborèrent une « histoire officielle » de l'association : les amis de Diego, que les voyageurs du métro avaient semblé accuser du vol du portefeuille d'une vieille dame, parce qu'il était noir, auraient décidé, dans un sursaut d'indignation, de réagir au « racisme ambiant » en fondant SOS-Racisme pour éviter que leur ami, écœuré, ne reparte au Sénégal[17]. Cette anecdote fut systématiquement diffusée auprès des journalistes pour accréditer la thèse d'un mouvement spontané issu de l'indignation morale d'une bande de copains. La presse[18] et la télévision reproduisirent, sans vraiment la vérifier, la version officielle fournie par les militants de l'association. Les journalistes qui pouvaient être au courant de l'origine politique des fondateurs[19] préférèrent ne pas publier l'information immédiatement.

La campagne de lancement de SOS-Racisme a semblé extrêmement originale aux observateurs de 1985 qui n'étaient pas habitués à voir un groupe militant axer toute sa stratégie sur une sensibilisation du public au moyen des médias, enrôlant à la fois des personnalités (artistes, intellectuels ou journalistes) chargés de promouvoir la campagne du badge et des militants « de faible intensité » qui portaient l'insigne de l'association pour organiser, non pas des manifestations ou des meetings, mais des fêtes musicales gratuites alliant loisir et action antiraciste ou politique[20]. Les animateurs de SOS-Racisme ont alternativement nié et souligné l'originalité de leur campagne de lancement, oscillant entre la justification d'un mode action qui ne devait pas apparaître comme trop en rupture avec les pratiques militantes ordinaires et la mise en avant de leurs capacités à faire bouger la jeunesse par des thèmes et des types de mobilisation nouveaux. Ainsi les dirigeants de SOS ont indiqué que l'idée de faire un concert-meeting provenait de l'exemple de « Rock Against Police », série de concerts organisés en Angleterre vers 1979-1980 contre « l'ordre établi » et la politique du gouvernement de Margaret

16. Certains entretiens indiquent qu'au contraire l'idée de la mise en place d'une structure nationale ne s'est imposée qu'au moment du succès vers mars ou avril. Cependant, la première mention dans la presse de la volonté d'organiser des comités en province remonte à janvier 85.

17 . Pour un récit de cette anecdote par un journaliste favorable à SOS-Racisme voir p. 638.

18. En fait, nous verrons que c'est surtout la presse « de gauche », « *Le Nouvel Observateur* », « *Le Matin de Paris* » et « *Libération* » ainsi que « *La Croix* » et « *Le Monde* » qui fait des articles sur SOS, tandis que les chaînes de télévision leur consacrent de nombreux reportages.

19. Comme Frédéric Ploquin du *Matin de Paris* qui avait milité en même temps qu'eux à l'université de Paris Tolbiac.

Thatcher et dont l'initiative avait déjà été reprise en France par Mogniss et Samir Abdallah, militants « beurs » de Nanterre, tandis que le badge était inspiré de celui de Solidarnosc porté en particulier par Yves Montand, Simone Signoret et Edmond Maire après le « coup d'Etat » de 1981 en Pologne[21]. Le slogan fut, dit-on, trouvé par l'un des fondateurs, Didier François (dont le pseudonyme dans la LCR était Rocky), et permettait de signifier le sursaut moral contre le racisme sans impliquer de prise de position précise ni un programme de revendication détaillé.

Le plus difficile entre septembre 1984 et février 1985 était de sortir de l'anonymat et d'imposer le nouveau mouvement face aux associations antiracistes établies (MRAP, LDH, LICRA) et au jeune mouvement beur qui avait réussi en 1983 à sensibiliser les médias et une partie de la population à la situation sociale de la « deuxième génération immigrée ». Les forces initiales du groupe fondateur de SOS étaient relativement minces : environ cinquante personnes mobilisables dont quinze vraiment motivées et capables de militer à plein temps, surtout des étudiants de la région parisienne, peu de soutien de la part du Parti Socialiste ou du personnel gouvernemental qui ne se sont intéressés à la nouvelle association qu'après son succès[22], pas de relations et de contacts dans les milieux du spectacle, de la politique ou des médias, soutien moral de la part de la majorité de l'Unef-Id, un peu plus réel de la part des responsables de la MNEF. La collaboration de l'UEJF – dont était membre le frère de Julien Dray – et surtout celle

---

20. Voir Gilles Anquetil et Pierre Blanchet, Touche pas à mon pote, *Le Nouvel Observateur*, 15 février 1985, René-Pierre Boullu, L'effet main, *Libération*, 13 juin 1985 et Lucien Rioux, « We are the world », *Le Nouvel Observateur*, 14 juin 1985.

21. Pierre Favier et Michel Martin-Roland (qui passent pour bien informés et qui n'ont pas été démentis) écrivent que le badge a été « dessiné à l'agence publicitaire « Temps public » fondée par le publicitaire Jacques Pilhan, par ailleurs conseiller en image du chef de l'Etat », voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand. 2. Les épreuves*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 391.

22. Certains ont accusé SOS d'avoir été créé « de toutes pièces » à partir de l'Elysée. Jacques Attali (dans « *Verbatim* », note du 1er avril 1985, Paris, Fayard, 1993, p. 793) reprend à son compte cette version en indiquant que « Jean-Louis Bianco a tout organisé à l'initiative de Julien Dray et Jean-Loup Salzman » (dont le père Charles Salzman était le conseiller technique chargé des sondages à l'Elysée), que Christophe Riboud a financé l'association et que Coluche avait, à sa demande, accepté, « en bon militant », de participer à leur promotion. La date du premier avril correspond non pas à la création de l'association comme l'indique Jacques Attali mais à la première grosse campagne de presse de SOS après la mort d'Aziz Madak. Ce n'est pas la seule inexactitude commise par Jacques Attali puisqu'il fait de l'arrivée de la seconde marche des « beurs » une « manifestation contre le racisme [...] organisée par SOS-Racisme », (cf. *Verbatim I*, *op. cit.*, p. 735). En fait, il semble effectivement probable que certains conseillers de François Mitterrand aient été informés dès juin ou septembre 1984 par les fondateurs de SOS du lancemment prochain d'une nouvelle association antiraciste (cf. Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie*.., *op. cit.*, t. 2, p. 391 et 392). Il est également possible et même probable que l'argent nécessaire pour le lancement de SOS ne n'ait pas eu pour origine deux « prêts étudiants » de 50.000 francs comme l'avait originellement soutenu Harlem Désir mais plutôt une subvention des pouvoirs publics. En outre, il n'est pas complètement exclu que l'amorçage médiatique des toutes premières campagnes de SOS ait pu bénéficier de contacts entre des collaborateurs de la présidence et les rédactions du *Nouvel Observateur*, du *Matin de Paris*, de *Libération* ou des journaux télévisés gouvernementale. Cependant, l'émergence médiatique de SOS a été très progressive (sur cinq mois) et ne semble pas porter la trace de pressions politiques que l'Elysée et le gouvernement n'auraient peut-être pas été en position d'exercer. La date du début de l'aide du gouvernement (qui est avérée à partir de juin 1985) importe finalement peu puisqu'on ne peut faire de l'engouement de la presse à l'égard de SOS l'effet de la simple influence occulte du gouvernement pas plus qu'il n'est possible de considérer l'intérêt des lycéens pour le badge comme une conséquence de la seule publicité faite autour de l'association.

de son président Eric Ghébali, si elle apportait le soutien et la légitimité d'une association de la « communauté juive » et un portefeuille de relations, ne procurait que peu de militants. D'ailleurs, si Julien Dray, en tant que dirigeant de la tendance socialiste au sein du principal syndicat étudiant, disposait de contacts au sein du MJS et du Parti Socialiste, établis notamment durant les grèves étudiantes de 1983[23], ceux-ci n'étaient pas forcément toujours favorables au fondateur de « Questions Socialistes »[24] dont le passé trotskiste et la volonté de maintenir un noyau militant autonome au sein du courant mitterrandiste étaient généralement considérés avec suspicion ; de plus, l'existence de contacts précoces avec les responsables du Parti Socialiste n'impliquait pas l'automaticité d'un soutien effectif à toutes les initiatives que pouvaient prendre les étudiants socialistes. Il est d'ailleurs probable qu'une aide financière de plus grande ampleur ou la mise en contact avec des membres de la presse ou du show-business auraient orienté différemment l'activité de l'association à ses débuts et auraient fait prendre un tour radicalement autre aux relations de l'association avec les rédactions et les journalistes.

Un décollage long à se dessiner
Du 24 octobre 1984 au 14 février 1985

À partir de la fondation officielle de SOS, la stratégie du groupe initial était de faire connaître rapidement l'association pour lancer la campagne d'opinion. Puisque les membres de SOS-Racisme n'avaient pas les moyens militants et financiers de construire un mouvement à partir de la base, il s'agissait donc de toucher et de sensibiliser les médias pour atteindre le public le plus large. Mais, bien sûr, pour être reconnu des médias il aurait mieux valu être déjà à la tête d'un « mouvement de masse » qui leur aurait apporté crédibilité et base militante. La campagne autour du badge est donc engagée sur deux fronts, d'abord en direction de personnalités et de vedettes sollicitées pour porter le badge en public, en particulier à la télévision et devenir les parrains de l'association, ensuite en direction du public, pour se constituer une base de « porteurs de badge » anonymes soutenant l'association pour les présenter aux médias[25]. Les

23. Durant le mouvement étudiant de 1983, il semblerait que les responsables de l'Unef-Id n'aient pas été aussi actifs qu'ils auraient pu l'être dans l'organisation des grèves contre les projets de réformes d'Alain Savary. Certains ont même pu penser qu'ils avaient fait en sorte que le mouvement reste limité aux facultés majoritairement « de droite » (médecine, droit...). Les relations de Julien Dray et de Jean-Christophe Cambadélis avec le cabinet de la présidence de la République et avec ceux des ministres concernés datent probablement de cette époque.
24. Le nom du groupe animé par Julien Dray au sein du mouvement des jeunesses socialistes.
25. Voir Gérard Curley, Les « potes » de Bourgogne, *La Croix*, 8 février 1985, Sophie Duchemin, La petite main sur le coeur des lycéens de Brochon, L'Evénement du Jeudi, 21 février 1985 et Gérard Colin, Dijon : le premier comité de province, *Le Matin de Paris*, 15 juin 1985.

débuts sont ardus : sans notoriété et sans soutiens il est difficile d'être pris au sérieux, sans parrains et sans apparitions médiatiques, pas de notoriété. Les quelques militants dont dispose SOS-Racisme tentent de contacter les vedettes dont ils peuvent trouver les coordonnées puis utiliseront les carnets d'adresses des premières personnalités favorables. Les mois de novembre et décembre sont ainsi consacrés à convaincre des personnalités du spectacle et des journalistes. Jean Daniel, en novembre, se montre sceptique[26] ; Ils rencontrent Eric Favereau, le journaliste de Libération couvrant le « secteur de l'immigration », qui ne comprend pas la logique de leur démarche et en particulier le caractère moral et antiraciste du discours tenu, qu'il considère comme en recul par rapport aux revendications exprimées par le mouvement « beur ». Les responsables des rédactions attendent avant de parler d'une initiative qui n'est pas encore visible et qui peut donc difficilement faire l'objet d'articles. La plupart des artistes sollicités avaient trouvé l'idée généreuse mais hésitaient à s'engager et à agir pour la soutenir, en partie, sans doute, parce que le « décollage » de la campagne était encore incertain[27]. Les conférences de presse du 22 novembre et du 4 décembre 1984, données dans un local prêté par la LICRA et dans le local de SOS, rue Martel, n'attirèrent que quelques journalistes et n'eurent que peu d'écho. Les militants de SOS connaissent alors une phase de découragement : ils ont l'impression que tous leurs efforts sont inutiles et que les personnalités contactées ne s'engageront pas.

En revanche, les premières distributions de badges avaient rencontré un certain succès, d'abord lors de l'arrivée de la « marche des mobylettes » de « Convergence 84 », le premier décembre où cinq à dix mille badges auraient été vendus[28], puis partout où ils avaient tenté de le diffuser, c'est-à-dire principalement dans les universités et les lycées, sans atteindre le volume de vente qui serait bientôt réalisé. Pour augmenter les ventes de badges, il était nécessaire de mieux faire connaître l'association. Des amis du groupe fondateur, anciens membres de l'Unef-Id, qui travaillaient dans l'émission « Droit de Réponse » de Michel Polac, permirent à Harlem Désir d'être présent lors de l'émission du 5 janvier 1985 consacrée à l'immigration et ayant pour principaux invités des Français célèbres d'origine étrangère (Luis Fernandez, Linda de Susa..). L'émission était conçue par Michel Polac pour montrer, contre les

---

26. Jean Daniel est contacté par l'intermédiaire de Jean-Michel Grosz, le président de la MNEF, présenté comme un ami de Claude Perdriel ; voir Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 33-35.
27. Si le principe de l'engagement des artistes ou des intellectuels pour un mouvement dépend, en partie, des profits de notoriété et d'image morale qu'ils peuvent en retirer, l'enrôlement dans le comité de parrainage de SOS racisme était d'autant moins facile que SOS était moins connu et que le procédé du parrainage lui-même était peu institutionnalisé. Bien sûr, l'engagement dans un tel mouvement peut aussi dépendre de caractéristiques personnelles qui orientent un engagement politique, antiraciste ou anti-frontiste (par exemple pour Coluche, Guy Bedos, Simone Signoret ou Jean-Jacques Goldman).
28. Voir Nicolas Beau, Egalité, égalité, 25.000 manifestants antiracistes à Paris, *Le Monde*, 4 décembre 1984.

discours du Front National sur les étrangers, que l'immigration était un enrichissement pour la France puisqu'elle lui fournissait (entre autres) des chanteuses et des footballeurs de talent. Avant le début de l'émission, Harlem et quelques militants avaient distribué des badges et les avaient fait porter par les participants en leur expliquant le but de l'association. Le badge était donc apparu durant toute l'émission et Michel Polac, à la fin du débat, avait demandé à Harlem Désir d'expliquer en deux minutes ce qu'était le badge et l'association. L'adresse et le numéro de téléphone du local ne furent pas donnés lors de cette émission mais le lendemain sur Europe 1 par Michel Drucker qui avait écouté « Droit de réponse » et s'était renseigné sur cette nouvelle association antiraciste. Les deux émissions provoquèrent quelques coups de téléphone au local de l'association durant un ou deux jours. Leurs retombées furent pourtant moins fortes que les membres de SOS-Racisme ne l'avaient espéré, en partie parce que l'adresse et le téléphone de l'association ne furent pas donnés à la télévision. Malgré leurs efforts le décollage n'avait pas eu lieu et la conférence de presse du 10 janvier donnée dans le local de l'association ne produisit, malgré l'affluence et le passage de Georgina Dufoix, alors ministre des Affaires Sociales, que quelques entrefilets dans la presse du lendemain. Le découragement commençait à gagner les quelques militants fondateurs qui ne voyaient pas ce qu'ils pouvaient faire de plus pour attirer sur eux l'attention des médias et des vedettes qu'ils contactaient.

L'explosion médiatique
Du 15 février au 15 juin 1985

Le déblocage se fit par trois voies. Au début de février, Simone Signoret, déjà contactée et intéressée par la campagne du badge qui lui aurait rappelé une campagne antiraciste des années trente, devait participer à l'émission 7/7 d'Anne Sinclair où l'invité pouvait alors choisir le sujet d'un reportage. Simone Signoret, en accord avec les militants de SOS, demanda à ce que ce reportage porte sur le lycée Stephen-Liégeard de Brochon près de Dijon, où un élève, Emmanuel, avait vendu au cours du mois de janvier plusieurs centaines de badges dont une partie était quotidiennement portée. C'était alors le seul lycée où l'on portait vraiment la petite main. Le sujet présenta des lycéens enthousiastes, désintéressés, non politiques et moralement impeccables, brûlants de combattre un racisme qu'ils déclaraient détester. Simone Signoret commenta très favorablement l'initiative de SOS à l'heure de plus grande écoute, affirmant que ces jeunes allaient dans la bonne direction et qu'il fallait soutenir l'association ; l'adresse et le numéro de téléphone qui n'avaient pas été donnés dans un premier temps le furent à la fin de

l'émission à la suite des appels de plusieurs militants de SOS simulant des demandes pressantes de téléspectateurs. D'autre part, Bernard-Henri Lévy et Marek Halter, contactés par l'intermédiaire d'Eric Ghébali, acceptèrent de soutenir l'association, notamment en lui ouvrant leurs carnets d'adresses et en utilisant leur capacité à mobiliser leurs relations autour d'une campagne d'opinion. Enfin Jean Daniel et la rédaction du Nouvel Observateur, déjà sensibilisés par la prise de contact du mois de novembre et par les diverses apparitions médiatiques de SOS, décident alors de faire un dossier sur le mouvement en plaçant la main jaune en première page. L'image que les fondateurs de l'association voulaient donner d'eux-mêmes réunissait deux caractéristiques susceptibles d'intéresser la rédaction de l'hebdomadaire : un discours antiraciste qui permettait la critique du Front national et un habillage « jeune, moderne et non-politique » qui démarquait l'association de l'antiracisme classique et du militantisme ordinaire. L'article de Jacques Julliard présentant SOS-Racisme décrit l'association comme le produit d'une génération à la fois individualiste et pragmatique qui trouve les partis « ringards », les manifs et les slogans dépassés, la politique institutionnelle ennuyeuse. SOS-Racisme constitue aux yeux de l'éditorialiste du Nouvel Observateur l'anti-mouvement de Mai, pragmatique au lieu d'être utopiste, concret et non pas dogmatique, agissant en dehors des appareils politiques plutôt que structuré par eux. Il lui apparaît comme le produit du « déclin des idéologies » et de la conversion de la gauche à un « discours libéral ». De fait, SOS proposait une forme de militantisme et d'engagement qui pouvait apparaître spontanée et nouvelle, en particulier parce qu'elle n'exigeait de ses « militants » qu'un engagement minimum, le port du badge et le déplacement aux concerts, au service, non d'un programme revendicatif précis mais d'une cause généreuse et vague, que personne ne pouvait aisément critiquer.

Le décollage se produisit après la parution du numéro du Nouvel Observateur ayant pour couverture la main de SOS-Racisme. Tout le travail effectué jusqu'en février auprès des personnalités du spectacle et des médias, et qui avait semblé improductif, se trouva réévalué : les journalistes concernés avaient alors entendu parler de SOS, tandis que les « vedettes du show-bizness » qui avaient hésité à s'engager dans un mouvement incertain, pouvaient maintenant se sentir rassurées par la caution de Simone Signoret et du Nouvel Observateur et participer à la grande cause morale de la lutte contre le racisme, sans que leur soutien ne risque de tomber dans l'indifférence ou de ternir leur image. Quelques jours plus tard, le 8 mars, Yves Mourousi qui porte le badge depuis le début du journal de 13 heures sur TF1, le retire après quelques minutes en indiquant que la rédaction a reçu des appels de spectateurs lui demandant de ne pas porter l'insigne au nom de l'apolitisme du journal télévisé. Du coup, Michel Polac, toujours rebelle, arbore la petite main lors de son émission suivante pour marquer sa solidarité

avec son collègue Yves Mourousi et pour défier les censeurs. La polémique fait, bien sûr, de la publicité au badge qui commence à être porté à la télévision et dans la rue.

Ses ventes augmentent rapidement, le téléphone n'arrête pas de sonner au local de SOS-Racisme et le courrier dépasse largement les possibilités de traitement de la petite équipe de militants. Ils se mettent à organiser ce qu'ils appellent des « nuits du courrier » au cours desquelles ils rassemblaient le maximum de sympathisants pour traiter à la chaîne les sacs de courrier qui s'accumulent, envoyer les badges et rassembler chèques et argent liquide[29]. Le succès était là, un peu surprenant et inattendu par son ampleur. Plus on parlait de l'association plus elle vendait de badges, plus elle vendait de badges plus on parlait d'elle. Une longue file d'attente rue Martel matérialisait la demande de petites mains dont les lycées faisaient une consommation abondante. La télévision parlait de SOS-Racisme mais aussi du phénomène du badge. Le décollage de l'opération provoqua un afflux de sympathisants au local de SOS-Racisme. Beaucoup d'acheteurs de badges, des gens venus exprimer leur soutien mais aussi des personnes proposant leur aide et désireuses de militer dans un mouvement si populaire. Parmi celles-ci, des militants « de gauche », des Jeunesses Communistes, de la Ligue Communiste Révolutionnaire ou du Parti Socialiste, des jeunes dont c'était la première expérience militante et aussi des jeunes issus du « mouvement beur » divisé depuis l'arrivée de « Convergence 84 ». Les fondateurs de SOS-Racisme les organisèrent peu à peu en comités locaux, ne serait-ce, dans un premier temps, qu'en constituant un fichier des contacts départementaux et en fournissant aux nouveaux arrivants les coordonnées de quelques militants déjà répertoriés.

Bernard-Henri Lévy et Marek Halter prirent en main l'organisation de la conférence de presse du 19 février qui suivit le dossier du Nouvel Observateur. Ils invitèrent personnellement des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, demandèrent des articles à des journalistes avec qui ils étaient en contact, s'assurèrent de la présence de plusieurs caméras de télévisions étrangères pour donner du lustre et de l'importance à cette conférence de presse organisée cette fois, non au siège du mouvement, dans le dixième arrondissement, mais à l'hôtel Lutétia, Boulevard Raspail. La présence de Coluche et de plusieurs autres parrains qui firent le spectacle assura le succès de la réunion : plusieurs articles parurent les jours suivants et les journalistes des services immigration et société ne pouvaient plus ignorer l'existence de SOS. Cela donna le départ à une vague d'articles très abondante et par conséquent à une série de reportages dans les journaux télévisés, présentant la nouvelle association ou se penchant sur le

29. Une telle profusion d'argent devait d'ailleurs créer des tentations et quelques militants furent alors chassés de l'association.

phénomène du badge. La presse était particulièrement attentive aux actions de l'association : durant ces quelques mois de février à décembre 1985 chaque action de l'association fut remarquée, commentée, appréciée et parfois critiquée, mais rarement passée sous silence. SOS devint la première association antiraciste en France, éclipsant par son dynamisme médiatique les organisations les mieux établies, moins par ses effectifs, son implantation ou son crédit public que parce que les journalistes en parlait davantage que de ses concurrentes. Tous les badges vendus finissant par se voir dans la rue, puisque au moins une fraction de ceux qui les achetaient les portait publiquement, nul ne pouvait plus ignorer l'existence de l'association et de la main colorée.

L'équipe fondatrice (qui commençait à ce moment à s'élargir) était d'ailleurs très active et, parallèlement à la vente de badges qui se poursuivait au local, sur les marchés et dans les lycées, montait des actions et des manifestations comme le meeting organisé le 21 février à la Mutualité par l'UEJF qui y avait associé SOS-Racisme[30]. L'image d'association jeune de la « communauté juive » avait permis à l'UEJF d'attirer sur le slogan « je ne suis pas raciste mais... il n'y a pas de mais », des représentants de partis politiques (Jean-François Deniau, François Doubin, Olivier Stirn, Dominique Baudis, Bernard Pons, Georgina Dufoix et Bertrand Delanoë), des vedettes du spectacle (Philippe Noiret et Marie-France Pisier) et des universitaires (Emmanuel Le Roy Ladurie) devant quelques centaines de personnes, ce que SOS, association trop récente, était encore incapable de faire. Bernard Pons, représentant du RPR, fut pris à partie et hué[31] lorsqu'il aborda la question des relations entre le RPR et le Front National et Emmanuel Le Roy Ladurie s'affirmant outré par « l'intolérance » du public aux propos du responsable du RPR quitta la réunion. Si le bilan en terme de crédibilité et de neutralité politique n'était peut-être pas sans mélange, le meeting avait permis à SOS et à l'UEJF d'intervenir dans le débat politique sur les questions de l'antiracisme, de l'immigration et du Front National et préfigurait ce que serait l'attitude de l'association entre 1986 et 1988.

Dans le même temps, SOS multipliait, lors des « crimes racistes », les interventions publiques à Paris et en province. Ainsi, après l'agression, le 13 février, de Saïd Zanati à Notre-Dame-de-Gravenchon près du Havre par quatre jeunes français qui voulaient « commencer le nettoyage de la ville » d'après ce qu'ils déclarèrent ensuite à la police, deux membres du « Bureau National » de SOS, Hervé Chevalariat et Jean-Pierre Chaumont allèrent au Havre, rendirent visite au blessé, rencontrèrent les pouvoirs publics et les contacts que pouvait avoir

30. La réunion avait été annoncée par le journal *Le Monde* et l'hebdomadaire *L'Evénement du Jeudi* dans les articles consacrés à l'émergence de SOS-Racisme.

SOS sur place. Ils restèrent dix jours, vendirent des badges, distribuèrent des tracts dans les lycées, y montèrent des comités Stop-racisme et organisèrent, le 7 mars, une journée « ville ouverte » ainsi qu'un débat dans la salle des fêtes du Havre auquel participaient Harlem Désir, Bernard-Henri Lévy, Guy Konopnicki et Ivan Levaï. Le lendemain, Ivan Levaï raconta la soirée lors de son billet matinal à Europe 1 tandis que Bernard-Henri Lévy et Harlem Désir étaient interrogés sur France-Inter. Après le meurtre d'Aziz Madak le 22 mars à Menton, SOS-Racisme envoya sur place Pierre Raiman et organisa à Paris une campagne contre le crime raciste autour d'une minute de silence et de débats avec Costa Gavras et Daniel Gélin au lycée Voltaire et Coluche au lycée Henri IV. À Menton, une délégation de SOS conduite par Julien Dray et Harlem Désir assista à la manifestation du 26 qui rassembla environ 5000 personnes. L'avocat de la famille sera celui de SOS, Francis Terquem.

Le « crime raciste » de Menton fut l'occasion de la première campagne de presse centrée sur SOS-Racisme et son action : Le Matin de Paris fit paraître plusieurs cahiers spéciaux consacrés au « crime raciste de Menton » et aux diverses manifestations de SOS dans lesquels chaque page était surmontée du sigle de la petite main : 7 pages le 26 mars dont la une, 5 le 27 mars dont la une, 4 le 28 mars et deux encore le 29 mars, tandis que Libération consacra à l'affaire 4 pages dont la une le 27 mars[32]. SOS y apparaît comme l'association antiraciste la plus combative, celle qui par un activisme sans faille organise la riposte morale contre les racistes et le Front National. Cette couverture de la presse lui permet d'accroître sa notoriété auprès du public, d'éclipser, sur le front médiatique, les associations antiracistes établies et les associations communautaires et « beurs », et de raffermir son emprise sur les lycées en assurant à la vente des badges une publicité considérable.

Le samedi 30 mars, Nourredine Hassan Daouadj est assassiné à Miramas ; Julien Dray et Pierre Raiman s'y rendent immédiatement. Ils mènent auprès des amis, des voisins et de la famille de la victime, une enquête parallèle à celle de la police pour déterminer les circonstances de la mort de Nourredine et mettent en cause la version officielle pour établir l'existence du « crime raciste ». Dès le lundi 1er avril, ils tiennent une conférence de presse pour démentir la version des faits de la police et annoncent que l'association prend à sa charge le rapatriement du corps et les frais d'avocat. La politique des responsables de SOS est alors d'organiser une campagne d'indignation publique pour toutes les agressions dont étaient victimes des « beurs ».

---

31. Selon SOS, les réactions hostiles à l'égard des hommes politiques de l'opposition présents étaient dues à la « claque socialiste » et non aux militants de l'UEJF ou de SOS ; voir Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 101.

32. Cette campagne dans la presse s'accompagne de reportages télévisés sur les actions de SOS, reportages qui touchent bien plus de gens que les articles de la presse écrite mais qui sont réalisés en partie parce que les articles du *Matin de Paris*, de *Libération* et du *Monde* ont fait exister l'association et lui ont donné du crédit.

Il s'agit d'arracher ces morts ou ces blessés à la contingence de ce qu'ils appellent la « version policière » : « bagarres d'ivrognes », « querelles de voisinage », « règlements de comptes entre petits truands » pour en faire des « crimes racistes » dont les causes et donc les conséquences médiatiques seront tout autres. Cela leur permettait également de se faire connaître, de se poser en défenseurs des « beurs », de constituer un réseau de soutiens et de comités là où s'étaient déroulés les événements et de montrer aux médias qu'ils disposaient d'une base. À Miramas, les envoyés de SOS rencontrent pour la première fois l'hostilité d'autres acteurs. Le maire communiste de Miramas qui a organisé une manifestation dans sa ville le lundi 1er avril et a participé, le vendredi suivant, à une autre manifestation à Marseille organisée par la CGT, le MRAP et l'amicale des algériens en Europe, considère que la manifestation que SOS-Racisme veut organiser le samedi est « inutile et dangereuse » et qu'elle risque « d'exacerber les passions au lieu de les apaiser ». De son côté, l'amicale des algériens en Europe semble percevoir SOS-Racisme comme un concurrent. Harlem Désir assure que les envoyés de SOS ont toujours agi avec l'accord de la famille et des amis de Nourredine qui participeront à la manifestation du samedi 6 avril. Pour les responsables de SOS-Racisme, ces premières manifestations d'hostilité envers l'action de l'association seront ensuite utilisées par certains groupes de « beurs » pour critiquer l'action « sur le terrain » de SOS sur le thème : « Dès qu'il y a un mort ils viennent de Paris en avion comme des charognards, ils écrasent les associations locales et se moquent de la douleur de la famille ».

Le 28 mars, l'UEJF et SOS-Racisme organisent un meeting à l'université d'Assas dans le fief de l'extrême droite étudiante devant une salle de plus de 2.000 personnes autour d'un débat avec Jean Imbert, président de l'université d'Assas, Bernard-Henri Lévy, Marek Halter, Philippe Sollers, Ivan Levaï, André Glucksmann, M. Denquin et Harlem Désir. Le lendemain la presse insistait sur le caractère symbolique d'un meeting antiraciste à Assas et sur la présence de SOS-Racisme qui tendait à éclipser celle de l'UEJF, pourtant principal organisateur[33]. Le lendemain, une bombe explosait dans le cinéma Rivoli-Beaubourg qui programmait un festival du film juif en faisant 20 blessés. Même si l'enquête n'a jamais abouti et si l'hypothèse n'a pas été avancée par la presse dans les jours qui suivirent, Eric Ghébali fait aujourd'hui un lien entre

33. Comme pour le meeting à la Mutualité le 21 février, tout avait été organisé par l'UEJF et son président Eric Ghébali ; la tribune portait un grand bandeau « Union des Etudiants Juifs de France » et SOS participait en invité. Pourtant, la presse du lendemain (29 mars) insiste essentiellement sur la participation de SOS : Frédéric Ploquin dans *Le Matin de Paris* titre « SOS racisme à Assas », Jean-Marie Thénard de *Libération* titre « Assas fait assaut d'antiracisme » avec en sous-titre « les animateurs de SOS-racisme avaient envahi la tribune » et en surtitre « pote » tandis que Mattieu de Laubier dans *Le Figaro* titre « Assas Antiraciste », avec en sous-titre « 2000 étudiants autour de “ SOS-racisme ” ».

l'attentat et le meeting à Assas. Selon lui l'explosion du cinéma aurait été une riposte à la « provocation » de la veille. L'émotion que suscite dans la presse et dans le monde politique l'explosion du cinéma est considérable tant est forte la sensibilité aux actes antisémites. La mobilisation de réaction est très rapide mais SOS-Racisme malgré la présence à ses côtés des responsables de l'UEJF n'est pas au premier rang des organisations à qui la presse donne la parole pour réagir. Les possibilités d'action de SOS-Racisme semblent plus fortes lorsque les « crimes racistes » impliquent des « beurs » que lorsque les agressions ont un caractère antisémite. Le samedi 30 mars 1985 SOS participe, à Montparnasse, à une manifestation appelée par le MRAP et de nombreuses associations immigrées pour protester contre les meurtres de Menton et de Miramas. Cette manifestation qui réunit de 2.000 à 5.000 personnes[34], est en partie organisée par les associations de « beurs » et de travailleurs immigrés pour ne pas laisser à SOS-Racisme le monopole de l'indignation et de l'action dans les affaires de Menton et de Miramas. On y entend pour la première fois le slogan « Arabe à Paris, Juif à Menton, c'est toujours nos potes qu'on assassine » qui sera repris le lendemain par SOS et l'UEJF lors de la manifestation organisée devant le cinéma par les associations de la « communauté juive ».

Lors de cette phase ascendante, le local de l'association voit affluer des lettres et des coups de téléphone demandant quelle est l'antenne de SOS-Racisme la plus proche ou la marche à suivre pour fonder un comité. C'est à cette période que sont créés les premiers comités Stop-racisme, dotés d'une structure juridique propre pour ne pas impliquer l'association mère en cas de difficulté. Toutes les bonnes volontés sont acceptées puisque le groupe fondateur n'a pas les moyens humains de contrôler réellement l'ensemble de ceux qui se présentent et qu'il est nécessaire de profiter de l'euphorie ambiante et du phénomène de mode pour former et structurer une organisation nationale. Les statuts juridiques de l'association[35] mettent à l'abri le groupe fondateur de toute tentative de prise de contrôle et lui permettent ainsi d'accueillir sans trop d'inquiétude des militants provenant d'autres structures politiques. Ceux qui se présentent ne sont pourtant généralement pas organisés (à part les militants de la LCR) et connaissent là pour beaucoup leur première expérience militante. Ils seront donc sans grande difficulté incorporés à la majorité de l'association organisée autour du groupe originel.

Cependant, le succès et la notoriété de SOS ne satisfont pas tout le monde, en particulier les responsables des associations du « mouvement beur » qui étaient quelques mois auparavant sur le devant de la scène médiatique. Ils ont le sentiment que le succès de SOS, les marginalise

34. Estimations des différents organes de presse.
35. Ceux-ci réservent un nombre important de mandats aux membres fondateurs.

et les prive du fruit de leurs actions. Les options tactiques de l'association (apolitisme, mouvement festif et non-revendicatif, thème du mélange) apparaissent aussi comme des choix politiques de fond, à l'opposé de ceux qu'ont fait beaucoup de mouvements beurs, qui tiennent souvent un discours « radical » et parfois « identitaire ». Les prises de positions de la plupart des dirigeants d'associations de la « deuxième génération issue de l'immigration » sont donc très hostiles à SOS-Racisme. Ce mécontentement s'exprime d'abord, le 30 avril, par une lettre du père Christian Delorme à SOS-Racisme, rendue publique début mai par le journal Le Monde, où il indique, d'une part que la présence en tant qu'organisation au sein de SOS de la seule UEJF « commence à faire douter de l'indépendance et de la spontanéité du mouvement », d'autre part que « SOS tend à devenir hégémonique et à éclipser les autres acteurs organisés de la résistance au racisme et à la ségrégation ». L'hostilité des associations beurs[36] se manifestera ensuite dans les secteurs où celles-ci seront suffisamment fortes ou lorsque des adversaires de SOS-Racisme auront besoin de remettre en cause sa représentativité « sur le terrain »[37].

Les tentatives d'union des différentes associations locales en un mouvement « beur » autonome qui aurait pu opposer à SOS-Racisme une authenticité et une représentativité fortes n'aboutissent pas ni entre février et juin 1985 ni plus tard. Il y a plusieurs raisons à cet échec. Les associations beurs ne regroupent qu'une très faible proportion de leur « base potentielle ». Les deux marches ont rassemblé autant de manifestants surtout parce que la presse et la télévision en ont largement parlé et qu'il s'agissait d'une mobilisation ponctuelle n'exigeant rien d'autre qu'une présence lors de la manifestation. Les associations « beurs » « radicales » qui ont organisé les marches n'ont pas d'alliés politiques et pas de subventions autonomes[38]. Il leur est par ailleurs très difficile d'obtenir un financement privé. Les financements publics qu'ils peuvent solliciter sont soumis à une décision politique. L'obtention et le renouvellement des moyens de développement des associations « beurs » sont donc conditionnés par leur attitude vis-à-vis des institutions payeuses. Enfin, aucun leader ne fait l'unanimité et il existe des divergences profondes concernant le discours et les prises de position que doit adopter le mouvement, entre les partisans d'une intégration plus forte à la communauté française

36. Par exemple l'ANGI, France Plus d'Arezki Dahmani, SOS-Ça bouge de Bondy, les JALB (Jeunes arabes de Lyon et banlieue) de Djida Tazdaït, l'agence Im'Media de Mogniss Abdalla, le comité contre la double peine qui réunit des anciens organisateurs de « Convergence 84 », le comité des déboutés du droit d'asile, Radio Beur de Nacer Kettane et Radio Soleil.

37. Voir Judith Waintraub, Pommes de la discorde, *Le Quotidien de Paris*, 15 juin 1985, et Quand Harlem se fait chahuter par les beurs, *Le Quotidien de Paris*, 6 décembre 1990.

38. Les principales sources de financement du mouvement associatif « beur » (et de SOS-racisme d'ailleurs) sont le Fonds d'action social (FAS), les différents ministères, notamment ceux des affaires sociales et de la jeunesse et des sports et les collectivités territoriales, en particulier les mairies.

(revendication d'égalité des droits et de disparition des discriminations) et ceux qui souhaitent une affirmation plus identitaire (revendication de la possibilité de maintenir une identité cultivée et forte). Ces deux discours possibles sont sans doute en partie fondés sur un même dépit et une même amertume ressentis devant certaines formes d'exclusion et de rejet. Toutefois, leur opposition structure les discussions entre les organisations « issues de l'immigration » et tend à rendre moins probable une organisation nationale et autonome des « beurs ».

En l'absence d'une organisation communautaire pouvant s'opposer à SOS, de nombreux « beurs » n'appartenant pas à une association constituée vont rentrer à SOS-Racisme comme d'autres jeunes « porteurs de badges » pour fonder des comités et participer à la mobilisation (par exemple Malek Boutih ou plus tard Nasser Ramdane). D'autre part, les difficultés de l'union des associations de la deuxième génération immigrée vont conduire certains membres de la « mouvance beur » à intégrer SOS-Racisme (par exemple Kaïssa Titous et Malik Lounès du collectif parisien) parce qu'ils considèrent que SOS-Racisme s'est imposé et qu'il vaut mieux être à l'intérieur. La direction de SOS, dont la composition (essentiellement des militants étudiants français et blancs) prêtait, en effet, le flan aux critiques, cherchait justement des beurs pour se constituer une base d'aspect « authentique ». Kaïssa Titous, Malek Boutih, Hayette Boudjema et Malik Lounès seront donc successivement vice-présidents de l'association et deviendront les porte-parole « beurs » de SOS-Racisme. L'arrivée à la direction de SOS de militants qui n'ont pas suivi le parcours des membres fondateurs occasionne des tensions : lors du premier congrès de SOS-Racisme à Epinay-sur-Seine en 1986, le principal débat aura lieu entre, d'une part, Julien Dray et la direction historique de l'association et, d'autre part, Kaïssa Titous qui, soutenue par les militants de la LCR, tentera de constituer au sein de SOS une tendance « beur », attachée à défendre la spécificité des « jeunes issus de l'immigration maghrébine ».

Après le succès de la campagne du badge, les fondateurs de SOS-Racisme cherchent à capitaliser leur succès initial par un grand rassemblement qui matérialiserait le soutien des « potes » plus directement que le simple port du badge. L'organisation d'une manifestation est délicate et ils ne sont pas certains de réussir à convertir des « militants de badge » en militants plus actifs et plus présents, en « militants de manifestation ». Depuis février leur objectif est d'organiser un concert ou un « festival musical multiracial » pour la fin avril. Devant les nouvelles perspectives qu'ouvrent les ventes importantes du badge, l'association décide d'organiser un grand concert gratuit où serait invité l'ensemble des antiracistes et en particulier la « jeunesse métissée », pas encore « black, blanc, beur ». Le carnet d'adresses, les nouveaux contacts dans le monde du spectacle, des médias et de la politique et le considérable mouvement de

sympathie dont bénéficie l'association lui permettent d'envisager la constitution d'un plateau pléthorique et peu coûteux. SOS-Racisme organise donc une série de concerts début mai à Lille, Bordeaux, Lyon, Rennes et Belfort qui se terminera par le grand concert du 15 juin à Paris.

Le problème essentiel de l'organisation de la fête est bien sûr celui de son financement qui coûtera environ trois millions de francs. Le paiement des frais des artistes et celui de l'équipe d'Album Production, spécialisée dans l'organisation de concerts sera assuré par des subventions publiques (en particulier un million de francs du ministère de la culture), les droits de retransmission télévisée versés par TF1 et par des sponsors publics et privés (UAP, Philip Morris, Société Générale, Thomson...). Ce financement est censé être indépendant de la trésorerie normale de l'association qui assure chercher des financements spécifiques pour le concert. Les responsables de l'association feront des déclarations contradictoires sur le complément du financement du concert. Tantôt ils assureront que la fête de la Concorde a été financée en dehors de la trésorerie ordinaire de SOS pour faire valoir qu'ils n'ont pas dilapidé inutilement leurs réserves, tantôt ils diront que les réserves accumulées lors de la vente des badges ont été utilisées pour combler le déficit du concert[39] (en particulier lorsqu'ils voudront demander de l'argent). SOS a été par la suite souvent critiqué pour dépenser chaque année des sommes très importantes (jusqu'à 6 millions de francs) pour le concert au lieu de les employer pour des actions « de terrain » ; les responsables de l'association se sont toujours défendus en disant qu'ils ne recueillaient ces sommes que parce qu'ils organisaient un grand concert public et que le ministère de la culture, les télévisions et les sponsors ne payeraient pas pour d'autres opérations moins spéctaculaires.

La couverture du concert de 1985 par la presse, principalement Libération et Le Matin de Paris est très volumineuse : Libération fait trois dossiers spéciaux, respectivement de huit, six et sept pages, les trois jours qui précèdent le concert, annonçant la fête, donnant le programme, faisant le point sur le racisme en France et fournissant un historique de SOS-Racisme et des mouvements beurs ; Le Matin consacre au concert une page tous les jours de la semaine du 10 au 15 avec un dossier de huit pages le samedi et un cahier spécial annonçant le programme qui sera distribué gratuitement dans la foule durant la soirée. Le Monde et La Croix annoncent également favorablement le concert tandis que le Quotidien de Paris lui fait aussi de la publicité en dénonçant « la main du PS dans la culotte du beur » et le gouvernement qui « orchestre le concert des potes »[40]. Environ 70 articles consacrés à SOS-Racisme sont publiés dans les principaux quotidiens de la presse parisienne dans la semaine qui précède le concert et

39. Certains soupçonneront même le gouvernement d'avoir subventionné le concert avec suffisamment de retenue pour les obliger à combler le déficit et pour les rendre plus dépendants des subventions publiques.

plusieurs reportages télévisés annoncent l'événement. Celui-ci, place de la Concorde, est un grand succès : il draîne entre 200 et 500.000 spectateurs selon les estimations. Il est largement retransmis par TF1 et ce succès est abondamment commenté par la presse les jours suivants : l'association accroît encore sa notoriété, et tend à apparaître comme la première et la plus dynamique association antiraciste en France.

La construction de l'association
Du 15 juin 1985 au 16 mars 1986

Après une courte période de repos, les responsables de SOS, pour ne pas laisser retomber la vague médiatique, continuent à mener des actions spectaculaires. Ils organisent l'occupation du bureau parisien des lignes aériennes d'Afrique du Sud dont ils sont délogés énergiquement par la police. Ils lancent d'autre part, à l'initiative de Kaïssa Titous, un « Voyage de l'égalité » en Europe du Nord, dont l'objectif affiché est de comparer publiquement la situation des immigrés en France avec celle qui leur est faite dans les autres pays d'Europe et d'établir des contacts en vue du lancement d'un mouvement antiraciste européen. La couverture de la presse (exclusivement Le Matin de Paris et Libération) restera assez forte[41]. Ce voyage de trois semaines qui passe par Bruxelles, Bruges, Amsterdam, Copenhague et Stockholm consiste essentiellement en une série de rencontres avec les associations d'immigrés et les organisations antiracistes et avec des responsables municipaux et gouvernementaux. Le « Voyage de l'égalité » culminera avec la rencontre d'Olof Palme en Suède et deux articles du Matin et de Libération dresseront un bilan positif de l'opération.

Après le succès médiatique et militant de la « marche des beurs » de Toumi Djaïdja et de Christian Delorme en 1983 et de « Convergence 84 » de Farida Belghoul, l'organisation d'une éventuelle troisième marche devenait un enjeu important. Certaines organisations « issues de l'immigration » voulaient en profiter pour faire la démonstration que SOS ne disposait pas du soutien de la base de la « deuxième génération » des cités, tandis que les responsables de SOS-Racisme voulaient montrer au contraire que l'association n'était pas seulement un « phénomène médiatique » mais qu'elle pouvait au contraire mobiliser sur « le terrain » et se faire le relais des revendications concrètes des « beurs ». L'organisation de deux marches concurrentes semblait inévitable. Pour les responsables de SOS, l'association devait se poser

40. Martin Peltier, Le PS organise la nuit des potes, *Le Quotidien de Paris*, 15 juin 1985.

en héritière directe des deux précédentes marches[42]. L'important pour SOS était donc d'apparaître avec des « beurs » pour faire taire les rumeurs de « manque de représentativité » de l'association ou de trop forte influence de l'UEJF au Bureau National que tendaient à répandre Christian Delorme et les organisations « beurs » ; il lui suffisait donc de participer à une marche unitaire au coude à coude avec d'autres associations beurs ou antiracistes, de faire partie d'une mobilisation commune. SOS a donc plutôt recherché la conciliation et l'unité d'action. Pour le collectif d'associations « beurs » le problème était justement de ne pas apparaître avec SOS-Racisme pour défendre leur monopole de la représentativité des « jeunes issus de l'immigration ». Le collectif « beur »[43] d'organisation de la troisième marche refusa donc de fusionner les deux initiatives pour isoler SOS-Racisme et pour ne pas lui donner la caution et la légitimité du « mouvement beur ». Il y aura donc deux marches séparées et SOS appellera à l'unification des marches durant le parcours et en particulier à Lille ou à Montpellier où les deux groupes se sont croisés. À la suite de dissensions internes[44], la première marche aura tendance à s'étioler pour ne rassembler à Paris qu'environ 3.000 personnes selon les journalistes le 30 novembre 1985. Au contraire la manifestation organisée lors de l'arrivée de la marche de SOS-Racisme, le 7 décembre, réunira entre 25.000 et 80.000 personnes[45] et sera présentée comme un succès de l'organisation. L'arrivée et la manifestation de la Bastille au Palais Royal seront accompagnées par des animations diverses (groupe Urban Sax jouant du saxophone en émergeant d'un brouillard artificiel hissé par des plates-formes hydrauliques) et suivies par un concert gratuit dans un hangar du Bourget où l'on fera pleuvoir sur les spectateurs de la neige artificielle[46]. La couverture de presse est encore très fournie puisque plus d'une quarantaine d'articles seront consacrés soit au déroulement de la marche de SOS, soit à l'annonce de son arrivée, de la manifestation et du concert, soit au résultat du rassemblement. Ces articles

41. Une douzaine d'articles dont la moitié sous forme d'une chronique de voyage écrite dans *Le Matin* par Malek Boutih, ancien élève d'une école de journalisme et futur vice-président de l'association.
42. Ainsi au début de 1985, un poste de vice-président de SOS-Racisme avait été proposé à Toumi Djaïdja qui avait décliné l'offre parce qu'il déclarait ne plus vouloir mener d'action politique. En mars 1985, Harlem Désir avait assisté au mariage de Toumi Djaïdja aux Minguettes. Les dirigeants de SOS ont, durant toute l'année 1985, essayé de faire la connexion entre leur association et le mouvement « beur ». À partir de la constitution des comités locaux (où des « beurs » étaient présents) et de l'arrivée de Kaïssa Titous la légitimité « beur » de SOS se raffermit. La marche est un moyen de montrer que SOS-racisme est aussi une association « beur ».
43. Qui comprenait, en particulier, France-Plus, le CAIF, Radio beur, le CMDTI, Radio Soleil et « Beurs ici et maintenant », avec le soutien du MRAP et de la Fasti. Eric Favereau et Nicolas Beau indiquent que France Plus a reçu, pour organiser la marche, une subvention du gouvernement de 400.000 francs qui leur permet de se « rendre en avion, tous frais payés, aux réunions qu'ils organisent ». Donner une telle information équivaut, bien sûr, à une critique et risque de provoquer des dissensions entre organisateurs et entre ceux-ci et leur « base » tant est fort le thème de l'autonomie (voir Nicolas Beau et Eric Favereau, Loin de SOS, la marche des beurs implose, *Libération*, 30 octobre 1985). L'information a été démentie le lendemain par le collectif de la marche.
44. Avec notamment le départ de Farida Belghoul et de deux militants de SOS-ça bouge et de l'ANGI.
45. 25.000 selon la police, 80.000 selon SOS et de 35 à 40.000 selon la presse.
46. Tout cela pour un prix « magique » selon un responsable de SOS.

proviennent surtout du Monde, de Libération et du Matin de Paris où le journaliste qui couvre alors la marche est l'un des membres fondateurs de SOS, Didier François.

Parallèlement à la marche, SOS-Racisme, à l'initiative de Bernard-Henri Lévy, lance un « appel des intellectuels contre le racisme » et organise des « assises antiracistes » le 24 novembre 1985 au théâtre de l'Athénée, sorte de colloque de réflexion sur le racisme auquel participeront des artistes et des intellectuels[47] et qui donnera lieu à plusieurs articles du Matin, de Libération et du Quotidien de Paris. Ce colloque est en partie organisé pour changer l'image de SOS-Racisme et pour montrer qu'il ne s'agit pas d'un mouvement fondé par de jeunes naïfs, plus prompts à réagir épidermiquement qu'à réfléchir. En effet, la légende de Diego et le discours très peu polémique de l'association paraissaient avoir en partie dépassé leurs objectifs et il semblait nécessaire aux dirigeants d'acquérir plus de crédibilité et de faire apparaître l'association comme un lieu de réflexion et d'élaboration programmatique. La création de « Brain-Potes », comité de parrains chargé d'élaborer des argumentaires, des projets et des réflexions pouvant servir Harlem Désir et les porte-parole du groupe dans leurs interventions publiques, permettra de réunir périodiquement un réseau de soutiens autour de discussions à la fois intellectuelles, mondaines et médiatiques. SOS-Racisme continuera à organiser des colloques jusqu'en 1990 et le déclin de son activité de colloque correspondra à la chute de son influence dans le milieu médiatique après « l'affaire des foulards » et la Guerre du Golfe.

Fin 1985, SOS-Racisme est au sommet de sa notoriété ; des comités de militants se créent dans de nombreuses villes, la presse parle beaucoup de l'association et le gouvernement la soutient financièrement ; seuls certains militants « beurs » la critiquent mais la presse s'en fait peu l'écho.

Le concert du Bourget, subventionné seulement en partie par le ministère de la culture, a quelque peu épuisé l'argent que l'association avait gagné sur la vente des badges[48]. Les dirigeants de SOS lancent donc début 1986 une campagne baptisée « potes-money » pour trouver de nouvelles ressources[49] ; ils mettent à contribution leurs parrains à qui ils demandent la recette d'un de leurs spectacles. L'action de l'association sera, après 1985, constamment limitée par la faiblesse de ses sources de financement. Le changement de majorité en mars 1986 va fortement limiter les subventions gouvernementales. Alors que le gouvernement

47. Dont Edmond Maire, Alexandre Minkovski, François Castro, Jean Daniel, Pierre Bourdieu, Lucien Bodard, Bernard-Henri Lévy, Marek Halter, Paul Thibaud, Jean-Pierre Vernant, André Miquel, Sami Nair, Ivan Levaï, Dominique Jamet, Serge July, Albert Jacquard, Alain Miller, Max Gallo...
48. L'association annonce alors 850.000 francs de dettes.
49. Ils procéderont en particulier à une vente publique de peintures données par des parrains qui leur rapportera 400.000 francs.

socialiste donnait, en dehors du concert, environ 2,5 millions de francs par an, SOS n'aurait reçu que 400.000 francs de subvention en 1986 et pas grand chose en 1987 (c'est-à-dire après les événements étudiants de 1986)[50]. Ils poursuivront leurs activités pendant la période de la cohabitation d'une part en faisant des dettes qui les suivront longtemps, d'autre part avec la coopération d'organisations alliées (par exemple la FEN ou la MNEF) ou de mairies favorables[51] et grâce à la générosité de « mécènes » (Christophe Riboud, Nicolas Seydoux et surtout Pierre Bergé) qui payeront en partie les dépenses de fonctionnement de l'association[52]. Grâce à ces partenaires, aux droits de retransmission et aux exigences réduites des artistes, SOS-Racisme parviendra à assurer le financement des concerts annuels de juin en 1986 et 1987. Toutefois, la routinisation de l'événement va au fil des années réduire l'écho médiatique du concert qui sera de moins en moins bien annoncé et couvert. Il restera cependant pour SOS-Racisme l'occasion de montrer que l'association est capable de mobiliser la jeunesse, et en particulier celle des banlieues, même si c'est pour un événement musical, et qu'elle est donc fondée à parler en faveur des « beurs » et de la « deuxième génération immigrée ».

La cohabitation
Du 16 mars 86 au 8 mai 88.

Les campagnes électorales, focalisant l'attention des médias, sont généralement peu propices à des tentatives de mobilisation ou à des stratégies médiatiques. SOS diminue donc ses activités à partir de janvier 1986 et n'intervient pas dans une élection qui apparaît comme déjà perdue pour le gouvernement de Laurent Fabius. Les responsables de l'association qui sont pour la plupart membres du Parti Socialiste ne veulent d'ailleurs pas discréditer leur organisation en soutenant publiquement les partis de « gauche ». Après les législatives du 16 mars, l'image publique de SOS-Racisme reste donc celle d'une association apolitique,

50. La question du financement de l'association pendant la cohabitation est peu claire et il est difficile de demander des éclaircissements aux responsables de SOS tant la question est sensible. On peut en particulier se demander si les subventions inscrites au budget de 1986 (préparé par le gouvernement de Laurent Fabius) ont été versées ou si elles ont été supprimées lors du collectif budgétaire. D'autre part, une partie des subventions de SOS ne dépendait pas des ministères (en particulier la subvention du Fond d'action sociale) mais pouvait cependant être supprimée par une volonté politique suffisante. En outre, on ne sait pas si M. Malhuret et M. Seguin qui avaient promis 400.000 francs de subvention ont effectivement versé cette somme à SOS après les prises de positions de l'association sur les « bavures » de l'été 1986 et lors du mouvement étudiant de décembre. Enfin, il est possible qu'avant les législatives, le gouvernement socialiste ait versé à l'association une subvention exceptionnelle pour qu'elle puisse survivre durant la cohabitation.
51. Pour des tirages de tracts ou d'affiches, ou pour rémunérer un permanent.
52. On peut également penser l'association a reçu, avant le départ du gouvernement de Laurent Fabius suffisament d'agent pour tenir durant la cohabitation, peut-être sous forme de fonds secrets.

interpellant les responsables des différents partis sur « la question du racisme » mais sans être inféodée à aucun d'entre eux. Pourtant la campagne électorale avait été marquée par la probable arrivée à l'Assemblée de plusieurs dizaines de députés du Front National. La plate-forme électorale de la nouvelle majorité qui n'entendait pas laisser à Jean-Marie Le Pen le monopole de la critique du « laxisme des socialistes » en matière d'immigration contenait un certain nombre de projets de lois, notamment concernant la réforme du code de la nationalité, la réforme des procédures d'expulsion, l'extension des contrôles d'identité, avec lesquels SOS-Racisme ne pouvait pas être en accord. Le principal problème de l'association était donc d'exprimer ce désaccord sans paraître s'opposer par principe aux orientations d'un gouvernement « de droite ».

Après les élections, le gouvernement de Jacques Chirac bénéficie pendant quelques mois de ce qu'il est convenu d'appeler « l'état de grâce », période d'attente des premières initiatives gouvernementales et des effets de la nouvelle politique, pendant laquelle personne ne peut critiquer une action gouvernementale qui n'existe pas encore. SOS-Racisme adopte alors ce que ses responsables appellent « un profil bas », ne critiquant pas d'emblée les premières mesures ou les premières déclarations des nouveaux responsables gouvernementaux. Julien Dray et Harlem Désir rencontrent M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et en obtiennent des subventions (respectivement 300.000 et 50.000 francs). Ils font en retour des déclarations prudentes où ils assurent vouloir « juger le gouvernement à ses actes ». Les responsables de SOS-Racisme préfèrent se démarquer de toute démarche d'opposition et ne veulent pas, en critiquant le nouveau gouvernement, porter atteinte à leur image de neutralité politique encore réelle en 1986[53]. Si, dès le mois d'avril, Harlem Désir avait fait part à la presse de ses « inquiétudes » devant les projets de réforme des procédures d'expulsion et du code de la nationalité, il prenait soin de dire que l'association « dialoguait » avec les ministres concernés pour « les convaincre de revenir sur [ces] projets » et qu'il trouvait « rassurant que dans les bureaux ministériels on ne fasse pas l'amalgame entre l'insécurité et l'immigration »[54]. Mais la concrétisation des projets de lois du gouvernement et la fin progressive de « l'état de grâce » vont conduire l'association à une attitude plus critique. L'arrivée de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur coïncide avec une série d'actes de violence commis par des policiers sur des jeunes ou des travailleurs immigrés, actes que la presse appelle habituellement des « bavures ». SOS-Racisme ne va pas, dans un premier temps, critiquer le gouvernement sur les projets de lois « anti-immigration » qui

53. Voir Alain Frilet, SOS-Racisme recense les bavures, *Libération*, 5 juin 1986.
54. Voir *Le Monde* du 18 mai 1986.

semblent avoir été favorablement accueillis par les électeurs mais va faire campagne autour des « bavures », des abus de la police, qui, moins abstraits que les conséquences d'un projet de loi, sont susceptibles de produire une indignation plus directe. SOS-Racisme va organiser une série de conférences de presse pour rendre publics des cas de « bavures » qui n'auraient sans cela probablement pas eu une aussi forte diffusion médiatique. Ainsi le 28 mars l'association présente à la presse le cas de Patrick Deguin qui aurait été frappé par des policiers d'un commissariat du 12ème arrondissement ; le 13 mai elle indique que six « bavures » graves ont eu lieu en deux mois[55] ; le 4 juin l'association expose au cours d'une conférence de presse le cas de plusieurs personnes qui s'estiment victimes de « bavures » de la part de la police ou de services publics. Jusqu'en juin le ton de l'association reste modéré[56]. Le ton change en juillet après la mort de Loïc Lefebvre, abattu par un CRS[57]. Le second concert de SOS est alors passé et le besoin de subventions probablement moins pressant, tandis que « l'état de grâce » tend à s'affaiblir ; cela va permettre à l'association de se montrer plus critique et d'attaquer le gouvernement et en particulier le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, après les deux « bavures » de juillet, celles de Loïc Lefevbre et de William Normand. Il est difficile pour SOS de médiatiser directement ces « bavures » parce que les victimes ne sont pas « beurs » et que les journalistes vont toujours obliger l'association à se justifier de sortir du rôle de stricte défense des immigrés que lui assigne son nom[58]. Pourtant, SOS va proposer deux avocats « militants » (dont celui de l'association, Francis Terquem) pour représenter les intérêts des familles et va porter le débat sur la place publique en organisant des conférences de presse dans les locaux de l'association pour remettre en cause la version officielle des faits[59]. Au contraire de la préfecture de police et du ministère de l'Intérieur qui cherchent à minimiser les « bavures » et présentent – selon SOS – les « victimes » comme des « coupables », les porte-parole de l'association veulent convaincre la presse, d'une part que la version des faits donnée par la police est erronée, d'autre part que la responsabilité des bavures incombe non aux policiers

55. Curieusement, les « bavures » semblent comptabilisées à partir du changement de gouvernement. Voir Fosto Giudice, *Arabicides, une chronique française 1970-1991*, Paris, La découverte, 1992, p. 184-210 pour un recensement des « bavures » et des « crimes racistes » dont les victimes sont d'origine arabe.

56. voir Etienne Gau, Immigration : on se calme, *La Croix*, 15 mai 1986 et Alain Frilet, *art. cit.* : l'association se refuse à « condamner globalement la politique de tel ou tel ministre de ce gouvernement (...) le problème des bavures n'est pas un problème de droite ou de gauche, mais un problème qui touche au respect des droits de l'homme »

57. Le communiqué de SOS déclare : « l'arrogance et la suffisance du ministre de l'Intérieur, les déclarations qui couvrent par avance les fonctionnaires de police et leur laissent croire qu'ils peuvent tout faire, engendrent le climat générateur de violation des libertés, de tabassage, et aujourd'hui de mort d'homme »

58. Voir Sybille Vincedon, Duel Pasqua-SOS à l'ombre des bavures, *Libération*, 12 août 1986.

59. Ainsi, Francis Terquem, dans une conférence de presse le 4 août, tente de montrer que William Normand, au contraire de ce que disait de lui la police, n'avait pas de casier judiciaire, ne possédait pas de 357 magnum, mais seulement un calibre 32, « une arme de collection », et que les objets trouvés chez lui (une trentaine de stylos, de briquets et de calculettes) n'en faisaient pas un receleur.

mais au ministre lui-même, accusé d'introduire une « ambiance sécuritaire » au sein de la police[60]. À la suite d'un article très violent de Francis Terquem dans Le Nouvel Observateur, construit sur le modèle du « j'accuse » d'Emile Zola, reprochant à Charles Pasqua d'avoir fait au moins quatre victimes depuis son arrivée Place Bauveau[61], le ministre menace Francis Terquem, Julien Dray et Le Nouvel Observateur de poursuite en diffamation. La polémique prend de l'ampleur et contribue à faire apparaître Charles Pasqua comme un ministre particulièrement répressif et dangereux, image qui sera également utilisée en décembre lors de la mort de Malik Oussekine.

Les fondateurs de SOS-Racisme sont issus de la tendance Plus de l'Unef-Id, mais en créant l'association antiraciste ils n'ont pas abandonné le syndicalisme étudiant. En 1986, la majorité de l'Unef-Id qui était dirigée par Jean-Christophe Cambadélis fonde « Convergence Socialiste » et passe du Parti communiste internationaliste (lambertiste) au Parti Socialiste (courant mitterrandiste puis jospiniste). Le syndicat étudiant ne change pas de direction mais devient majoritairement socialiste. Les militants proches de Julien Dray, particulièrement implantés à Villetaneuse et à Créteil, perdent donc la direction de la tendance socialiste mais intègrent la majorité du syndicat. Lors de la rentrée universitaire de 1986, Ils se trouvent en position de s'opposer au projet de loi de réforme de l'université présenté par Alain Devaquet, ministre de l'enseignement supérieur. Ils ont le sentiment qu'une mobilisation est possible contre le gouvernement sur ce sujet. Les militants de Villetaneuse[62] commencent donc un travail de sensibilisation des étudiants au projet de loi et à ses conséquences : distributions de tracts, affiches, réunions, discussions avec les nouveaux étudiants au moment des inscriptions en juillet. À partir de novembre, il y a accélération de l'activité de sensibilisation des étudiants au projet de loi, organisation d'A.G. et finalement vote de la grève à Villetaneuse. Julien Dray rencontre alors plusieurs journalistes, à la fois pour leur signaler l'importance du mouvement en train de naître et pour leur indiquer que sa mouvance est à l'origine de la mobilisation. Bien qu'ils rendent compte des grèves des universités de Villetaneuse et de Caen, la plupart des

60. « Ce que n'admet pas M. Pasqua, c'est que nous nous soyons adressés directement aux syndicats de police en disant que, dans ces deux affaires, il n'y avait pas deux victimes mais quatre : les jeunes gens tués et les deux policiers en cause. (...) Monsieur Pasqua peut dire ce qu'il veut : depuis qu'il a pris ses fonctions, on constate la multiplication des bavures contre les jeunes », voir Sybille Vincedon, *art. cit*.

61. « J'accuse Pasqua d'avoir fait en moins d'un mois quatre victimes innocentes : William Normand, Loïc Lefebvre (...) et deux policiers dont la vie est brisée, dont l'honneur est entamé (...). Je l'accuse d'avoir fait croire aux policiers qu'ils bénéficiaient d'un privilège d'immunité (...). Je l'accuse d'influencer et de dévoyer la justice, d'amener les magistrats à tenir les paroles des policiers pour paroles d'Evangile. J'accuse Pasqua de laisser infiltrer la police par des éléments d'extrême droite. Je l'accuse d'enfermer la police dans un ghetto et de la couper de la population. », Francis Terquem, J'accuse Pasqua, *Le Nouvel Observateur*, 8-14 août 1986.

journalistes demeurent encore sceptiques sur l'ampleur que peut prendre le mouvement. Les étudiants des facultés déjà en grève sont toutefois aidés dans leurs efforts de diffusion du mouvement par la publicité que lui donnent les médias. Au bout de quelques jours la plupart des universités sont en grève.

La tendance SOS[63] de l'Unef-Id est vite incapable de garder l'initiative au sein du mouvement car elle se retrouve minoritaire dans la coordination nationale face à la majorité de l'Unef-Id[64] et aux autre groupes politiques. Pourtant elle maintient en partie son influence sur le mouvement à la fois grâce aux journaux télévisés qui ont fait d'Isabelle Thomas le personnage emblématique de l'action étudiante, et grâce au milieu lycéen où l'organisation lycéenne de SOS, la FIDL[65] est moins mal implantée que la plupart des autres organisations, Lutte Ouvrière exceptée[66]. La mort de Malik Oussekine marquera la défaite du gouvernement contraint d'apparaître comme répressif, dangereux et autoritaire. On peut faire l'hypothèse que la « réputation répressive » de Charles Pasqua et de Robert Pandreau, en partie construite par SOS-Racisme au moment des « bavures » de juillet a contribué à rendre plus facile l'imputation de responsabilité de la mort de Malik Oussekine au gouvernement. En terme de notoriété, SOS-Racisme ne bénéficiera pas directement de la « victoire » du mouvement étudiant puisque son nom et son sigle ne sont pas autant apparus que ceux de l'Unef-Id. Celle-ci verra ses effectifs augmenter mais la majorité issue de « Convergence Socialiste » en profitera davantage que la « sensibilité Villetaneuse ». Alors que tous les militants dont disposait SOS ont été mobilisés à plein temps pour animer les A.G., organiser les lycéens ou préparer les manifestations, le grand public ignorera généralement le rôle qu'ont tenu les responsables de SOS dans le déclenchement et dans le déroulement des manifestations étudiantes de 86. En revanche, les responsables politiques et les journalistes connaissent d'autant mieux l'activité de SOS que Julien Dray, pour lutter contre la mainmise croissante de la majorité de l'Unef-Id sur le mouvement, a informé certains journalistes du rôle de son groupe dans le déclenchement de la grève.

L'incertitude sur l'identité politique de l'association est donc levée en 1986, à la fois par la campagne contre les « bavures » et par la participation au mouvement de décembre. Mais si les dirigeants politiques et les journalistes savent que SOS-Racisme n'est pas un mouvement aussi apolitique que ses fondateurs l'ont prétendu, le grand public ne l'apprendra que

---

62. Dont Isabelle Thomas, Thaima Samman, Patrice Lavau et Daniel Goldberg qui sont déjà des militants de « Questions Socialistes ».
63. Appelée ensuite la « sensibilité Villetaneuse », c'est à dire la partie fractionniste de la majorité.
64. L'Unef-Id est alors présidée par Philippe Dariulat et contrôlée par Christophe Cambadélis et le groupe « Convergence Socialiste » qui viennent, au début de 1986, de quitter le PCI pour rejoindre le Parti Socialiste.
65. FIDL est l'acronyme de Fédération indépendante et démocratique lycéenne.
66. Il s'agit surtout des lycéens de la région parisienne qui pouvaient se déplacer pour les manifestations et les assemblées générales.

progressivement. On verra toutefois se multiplier les mises en cause de la « politisation » de l'association, en particulier dans la presse « de droite » et à partir de 1987 il sera beaucoup plus difficile à SOS de jouer d'une attitude politique floue et incertaine ou de continuer à maintenir l'image d'un mouvement apolitique. Cette identification politique croissante de l'association à « la gauche » va progressivement affecter son image publique et, après les élections présidentielles de 1988, faire chuter sa popularité.

Pour l'association, l'année 1987 sera marquée par le passage, le 19 août, de Harlem Désir à l'émission politique « l'Heure de Vérité » animée par François-Henri de Virieu. L'émission a été soigneusement préparée dans son contenu et dans sa forme avec l'aide des membres de « brain-potes »[67] et sans doute d'une entreprise de conseil en communication[68]. Elle sera l'occasion pour la direction de SOS de préciser et de formaliser un discours qui, en dehors de quelques interviews et de quelques tribunes dans la presse, n'avait pas été développé depuis la parution du premier livre d'Harlem Désir en octobre 1985. L'ensemble des journaux avait annoncé l'émission et souligné son importance pour une association qui apparaissait alors à la recherche d'un second souffle après les succès de 1985 et la lente retombée du phénomène de mode. Harlem Désir surprit ceux qui attendaient une stricte défense des immigrés et un antiracisme purement moral, proche des thèmes qui avaient été ceux de l'association depuis 1985, en tenant un discours beaucoup plus « social » que « moral », centré sur les conditions économiques et urbaines qui entraîneraient les « tensions racistes ». En insistant sur les « devoirs » des immigrés et sur les concessions que chacun devait faire pour améliorer les relations intercommunautaires, il apparut beaucoup plus modéré que ne le supposaient ceux qui critiquaient l'association ou qui commençaient à contester son action. De surcroît, il avait semblé parfaitement maîtriser la technique d'expression télévisuelle, apparaissant toujours très calme, jamais pris au dépourvu, posant toujours bien sa voix et son argumentation. Il enregistre le plus fort « taux de satisfaction » (70 %) exprimé sur Minitel par un panel de quelques centaines de téléspectateurs depuis l'apparition de ce type de « sondage » à « l'Heure de vérité ».

Le lendemain, les commentaires de la presse sont généralement élogieux[69]. La plupart des journalistes soulignent le caractère raisonnable et le bon sens des propositions d'Harlem Désir : lutte contre l'immigration clandestine mais sans considérer les clandestins comme des criminels et en leur donnant une possibilité de recours devant un tribunal, effort pour l'intégration des

67. Notamment Laurent Joffrin, chef du service société de *Libération* et Christophe Riboud, PDG de l'Ifop.
68. Voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 46-47 ; les dirigeants de l'entreprise de communication ont cependant intérêt a soutenir avoir « fait » Harlem Désir et on ne peut donc que prendre leurs affirmations avec circonspection.
69. L'hebdomadaire « La Vie » parle du « tabac » qu'aurait fait Harlem Désir et du « concert de louanges » de la presse tandis que les hommes politiques lui « tressaient des lauriers », «La Vie» N°2191, 26 août 1987.

immigrés en situation régulière et surtout de leurs enfants, traitement social du racisme qui se nourrit de la misère, du chômage et de la dégradation des conditions de vie des banlieues. Le succès de l'émission sera prolongé par un livre, « SOS désirs », qui reprendra les thèses développées à « l'Heure de Vérité »[70]. Cette transformation du discours public de l'association sera d'abord bien accueillie et apparaîtra comme un recentrage, comme une atténuation de thèmes plus radicaux (le métissage, la société multiculturelle, voire le « droit à la différence »). Pourtant ce changement de discours va conduire l'association à demander l'application de propositions beaucoup plus précises qu'auparavant et va donc l'amener à intervenir dans le débat politique non plus seulement sur la question de l'opposition au Front national mais aussi sur la politique générale du gouvernement.

La principale campagne de SOS-Racisme en 1987 est la lutte contre la réforme du code de la nationalité qui, du fait de l'affaiblissement du gouvernement après le mouvement étudiant, s'avérera moins difficile que prévu. SOS-Racisme s'engage contre la réforme du code avec la plupart des associations antiracistes et des organisations « de gauche ». Dès la fin du mouvement de décembre, les responsables étudiants de Villetaneuse avaient essayé d'engager une mobilisation contre le code de la nationalité[71]. Il s'était cependant révélé difficile de maintenir mobilisée la population étudiante en changeant aussi radicalement l'objet de la mobilisation. L'action contre la réforme du code aboutira à une manifestation unitaire rassemblant environ 30.000 personnes, le 15 mars 1987, soutenue par un collectif comprenant l'ensemble des associations antiracistes dont SOS se présente comme l'élément moteur. C'est la première fois que SOS-Racisme organise une manifestation de forme traditionnelle, qui ne soit pas suivie ou précédée d'un concert. Ce retour à des formes plus classiques de mobilisation correspond à la fois au manque de moyens de l'association et à une volonté d'insertion dans le milieu antiraciste, une normalisation des moyens d'action pour ne pas être accusé d'être un simple organisateur de divertissements musicaux. Bien que cette manifestation ait un peu déçu des organisateurs et des observateurs que les grandes manifestations de décembre avaient habitués à des foules plus impressionnantes, le gouvernement qui craignait une montée progressive des mouvements sociaux attisés par les partis, les syndicats et l'ensemble des organisations « de gauche », préféra ajourner le vote du nouveau code et désigner une « Commission de la Nationalité » pour abandonner le projet de réforme sans paraître reculer totalement devant les manifestations. Harlem Désir sera entendu le 13 octobre 1987 par la

70. Voir Harlem Désir et SOS-Racisme, *SOS Désirs*, Paris, Calmann-Lévy, 1987.
71. Voir Nicole Gauthier, Les étudiants embrayent sur le code de la nationalité, *Libération*, 17 décembre 1986.

commission et plaidera pour un maintien du jus soli et contre toute réforme du code de la nationalité.

L'association s'engage dans une opposition de plus en plus marquée envers la majorité parlementaire et son action tend à s'organiser en fonction de l'échéance des élections présidentielles de 1988. L'objectif des responsables de l'association est de favoriser la défaite de Jacques Chirac et l'élection du candidat de la gauche. Cet objectif n'est évidemment pas clairement exprimé. Mais on ne pourrait comprendre l'attitude des militants des différentes branches de la mouvance de SOS-Racisme si on ne considérait pas que le point commun des différentes initiatives de l'association entre 1986 et 1988 est de critiquer, de mettre en cause et de mobiliser contre la politique du gouvernement de Jacques Chirac. SOS-Racisme intervient donc sur toutes les « affaires » où sont impliqués des policiers pour en faire des « bavures » et des « crimes racistes », il met en cause la réforme du code de la nationalité, et sa branche étudiante s'engage dans la campagne contre la réforme des universités.

Pour prolonger l'effet politique des manifestations de décembre 1986, SOS-Racisme va organiser conjointement avec l'Unef-Id, un an après la mort de Malik Oussekine et cinq mois avant les élections présidentielles, une manifestation « contre le racisme et la xénophobie, pour l'intégration et l'égalité des droits et pour la défense des valeurs démocratiques ». L'objectif était de mettre en cause le gouvernement dans le domaine des libertés publiques et du racisme, mais aussi de rappeler qu'un an avant « toute la jeunesse » défilait contre le projet Devaquet. Les responsables de SOS ne veulent pas faire directement apparaître l'enjeu politique de la manifestation. Si les responsables et les observateurs politiques savent que SOS-Racisme est une organisation « de gauche », l'image publique de l'association, celle à laquelle adhèrent les nouveaux militants et celle qui donne leur poids aux mobilisations qu'elle organise n'est pas encore aussi marquée à « gauche ». L'association ne tient pas à affaiblir l'effet de ses initiatives en s'affichant de trop près avec le Parti Socialiste. Aussi, lorsque Jean-Christophe Cambadélis et la direction de l'Unef-Id avec le « bureau national du PS au grand complet »[72] font publier dans le Monde un texte commun d'appel à la manifestation, une polémique s'engage avec les responsables de SOS-Racisme qui reprochent à l'Unef-Id de permettre au Parti Socialiste de tenter de « récupérer » la manifestation[73]. Celle-ci verra donc la présence de Lionel Jospin,

72. Voir Alain Léauthier, Fausses notes dans le concert antiraciste, *Libération*, 28 novembre 1987 ; voir aussi Robert Solé, « SOS-intégration », *Le Monde*, 28, novembre 1987.

73. Les responsables de SOS-Racisme espéraient convaincre des personnalités de droites de venir à la manifestation. Même avec le concours actif de Jean-François Kahn et de l'Evénement du Jeudi, toujours à la recherche d'un consensus politique au centre, peu de personnalités centristes ont accepté, quelques mois avant les élections présidentielles, de risquer d'apparaître comme jouant contre leur propre camp politique. Jean-

Michel Rocard, Paul Quilès, Jack Lang et Jean-Pierre Chevènement et on pourra lire quelques badges affirmant « Tonton, tiens bon, nous arrivons »[74]. Cette manifestation n'a toutefois pas rencontré un écho très positif dans la presse qui l'a comparé à celles de l'année précédente[75] pour constater que la jeunesse était moins mobilisée qu'elle ne l'avait été et ses organisateurs plus divisés. Moins bien annoncée que d'autres initiatives de SOS-Racisme, ayant bénéficié de réactions après l'événement plus réduites, la manifestation du 29 novembre a en partie contribué à associer l'image de l'association à celle du Parti Socialiste. L'échec relatif de la manifestation a en outre commencé à jeter un doute sur les capacités de mobilisation de l'association. Alors que précédemment tous les rassemblements pour lesquels s'était engagé SOS-Racisme avaient rassemblé plus de 50.000 personnes, la manifestation du 29 novembre réunit un public beaucoup plus restreint et probablement limité à la frange la plus militante. C'est la première fois que l'association ne va pas au delà du public « politisé », à la fois dans l'objet et les slogans de la manifestation et dans la forme de mobilisation proposée : il s'agit d'une manifestation antiraciste et politique « ordinaire » alors que SOS parvenait auparavant à rassembler un public qui n'était pas concerné par l'antiracisme et le militantisme. Rétrospectivement, on peut faire du passage d'Harlem Désir à « l'Heure de Vérité » l'apogée du mouvement et de la manifestation du 29 novembre le début de son déclin, marqué par une liaison croissante de l'image de SOS-Racisme avec celle du Parti Socialiste et de François Mitterrand et par une baisse progressive de l'audience de l'association.

À partir de 1987, SOS-Racisme ne constitue probablement plus la principale préoccupation de ceux qui, autour de Julien Dray, ont fondé l'association. En effet, leur effort principal se porte alors vers le Parti Socialiste. Après le mouvement étudiant de décembre 1986 Isabelle Thomas est entrée au comité directeur du Parti Socialiste. Cette position permet à Julien Dray et au groupe fondateur de SOS-Racisme de présenter une contribution au congrès de Lille en avril 1987, de se rendre visibles à l'intérieur du parti et de commencer à nouer des contacts dans les fédérations. Parallèlement, Julien Dray essaye de s'enraciner dans le Parti Socialiste en devenant majoritaire dans la section rocardienne de Tony Dreyfus dans le 10ème arrondissement où se trouve le siège de l'association. Cette tentative échouera tant est grand le verrouillage des sections parisiennes du parti, produit par la lutte entre le CERES et le courant

---

François Kahn fustigera après la manifestation dans un éditorial énergique l'attitude de la droite modérée, voir Jean-François Kahn, Sur un demi-succès, L'Evénement du Jeudi, 3 décembre 1987.

74. Cette manifestation a rassemblé 25.000 personnes selon la police et presque 100.000 selon les manifestants.

75. Par exemple Gérard Courtois, Potaches en marge, *Le Monde*, le premier décembre 1987.

mitterrandiste pour le contrôle de la fédération de Paris[76] et par la prise de contrôle de sections par des ministres et des responsables du parti trouvant plus pratique d'avoir leur section dans la capitale[77]. Cette petite bataille laissera des traces, en révélant l'ambition de Julien Dray de créer une tendance au sein du Parti Socialiste et cristallisant les oppositions politiques entre le principal courant de la « droite du parti » et le nouveau groupe qui se conçoit à sa « gauche ». Ces oppositions réapparaîtront lorsque Michel Rocard deviendra premier Ministre.

Mais au début de 1988, le principal objectif des différents courants du Parti Socialiste et des organisations « de gauche » est l'élection présidentielle. SOS-Racisme va participer de plusieurs façons à la campagne. L'association poursuit son harcèlement contre la politique de l'immigration du gouvernement. En janvier, lors de la remise du rapport de la Commission de la Nationalité, SOS-Racisme est l'une des seules organisations antiracistes à condamner radicalement les conclusions de la commission[78] qui préconisait la fin de l'acquisition automatique de la nationalité française pour un jeune né en France, remplacée par une « manifestation de la volonté » pour l'obtenir et la possibilité de refuser la nationalité française aux auteurs de certains délits, dispositions qui, selon SOS-Racisme, entérinaient « la possibilité d'expulser, à partir de dix-huit ans, des jeunes nés en France n'ayant jamais vécu dans un autre pays »[79]. Sentant SOS-Racisme un peu isolé dans son opposition au rapport de la Commission de la Nationalité généralement perçu comme très en deçà des propositions contenues dans la plate-forme UDF-RPR de 1986, les responsables de l'association vont organiser le 28 Janvier un colloque sur la réforme du code de la nationalité où les projets gouvernementaux seront critiqués par des spécialistes du droit et de l'immigration[80].

L'association ne prendra pas officiellement position pour la candidature de François Mitterrand lors de son deuxième congrès, tenu à Noisiel du 2 au 4 avril 1988, à quelques semaines des élections, pour pouvoir, selon Julien Dray, « peser sur les présidentielles »[81]. Une forte minorité[82], organisée autour de Kaïssa Titous et surtout des militants de la Ligue

---

76. Voir Pierre Guidoni, *Histoire du nouveau parti socialiste*, Paris Téma, 1973 et Jacques Kergoat, *Le parti socialiste de la commune à nos jours*, Paris, Le Sycomore, 1983, p. 229.
77. Il s'agit de Pierre Joxe, Paul Quilès, Tony Dreyfus, Jean-Marie Le Guen, Jean-Chrisophe Cambadélis. George Sarre est l'ancien premier secrétaire fédéral CERES de la fédération de Paris, il est donc le ministre socialiste le plus anciennement implanté à Paris.
78. Le MRAP a relevé dans le texte une « orientation positive » mais a critiqué les « restrictions apportées aux acquis du code actuel » tandis que *France Plus* « [saluait] le rapport des “ sages ” » tout en regrettant que le rapport « relève plus du compromis que du concensus ». Voir Oui, mais, *Le Monde*, 9 janvier 1988.
79. Voir Harlem Désir, pas si sage que ça !, *Le Monde*, 9 janvier 1988.
80. Notamment Jacques Robert, professeur de droit, Azeline Hazan, présidente du Syndicat de la Magistrature, Paul Bouchet, conseiller d'Etat et Hervé Le Bras, démographe.
81. Voir Jean Quatremer, Le dimanche en campagne de SOS-Racisme, *Libération*, 4 avril 1988.
82. Il s'agit d'une forte minorité en termes de militants et non en termes de mandats pour le congrès puisque les statuts de l'association ne lient pas les deux. Ainsi un amendement de Kaïssa Titous est repoussé par une majorité des trois quarts des votants.

Communiste Révolutionnaire soutient au premier tour la candidature de Pierre Juquin, dont Kaïssa Titous est la directrice de campagne. Pour que le mouvement n'apparaisse pas divisé, aucune consigne de vote n'est officiellement donnée, mais la critique que plusieurs orateurs font de la politique du gouvernement de Jacques Chirac laisse apparaître que le « bon choix » de SOS-Racisme doit se faire parmi les candidats « de gauche » au premier tour et pour le candidat socialiste au second. Le congrès de Noisiel verra aussi s'affronter Kaïssa Titous et la direction de l'association sur la « question du Proche-Orient » : SOS-Racisme doit-il prendre officiellement position dans le conflit israélo-arabe ? Julien Dray et les membres fondateurs de l'association ne veulent se couper ni des beurs de l'association ni des militants juifs et de l'UEJF. Jusqu'à présent SOS-Racisme s'en était tenu à une position neutre exprimée par le slogan « on ne résout pas les problèmes du Jourdain sur les bords de la Seine ». Mais durant le congrès, Kaïssa Titous voudrait que l'association prenne une position officielle plus nette. Elle s'oppose à Eric Ghébali, secrétaire général de SOS et ancien président de l'UEJF, qui ne veut pas d'une motion condamnant la politique d'Israël ou demandant son retrait des territoires occupés. Après plusieurs heures de discussions un texte est voté qui indique que l'association exprime sa « solidarité avec les victimes de la répression dans les territoires occupés » et que « chacun des deux peuples doit se voir reconnaître le droit à l'existence ». Ce « texte de compromis » est lu par téléphone à Arie Bensemhoun, président en exercice de l'UEJF dont l'organisation n'avait pas voulu être présente au congrès, pour qu'il donne son accord. La question des « relations israélo-arabes » est récurrente à SOS puisqu'elle avait déjà animé les débats du congrès d'Epinay-sur-Seine en 1986. Ce thème a probablement été soulevé par Kaïssa Titous, vice-présidente de l'association, pour des raisons tactiques. Cette question est en effet la seule qui, au sein de SOS, peut rassembler les « beurs » en tant que tels et créer un clivage sur une base communautaire. Ni le contenu du programme, ni l'analyse de la situation dans les banlieues, ni le thème de l'identité culturelle, religieuse ou raciale ne sont susceptibles de produire dans l'association un clivage entre les « beurs » et les « autres ». Insister sur la position de l'association sur les « territoires occupés » était donc une façon pour Kaïssa Titous de tenter de constituer une « faction beur » à l'intérieur de SOS-Racisme. Bien évidemment, les fondateurs de l'association ont toujours essayé de refuser cette logique qui les faisait apparaître comme moins représentatifs des « beurs » et, dans leur propre mouvement, comme « de droite » par rapport à des positions plus « radicales ».

Le congrès va voter un « programme » en six points qui sera adressé à tous les candidats à l'élection présidentielle « sauf Jean-Marie Le Pen »[83]. Ce programme sera pour SOS-Racisme une façon de prendre position dans la campagne sans paraître être trop partisan : de tous les candidats seul Jacques Chirac n'aurait pas répondu[84] ; cela permettra à l'association de déclarer que deux projets de société s'opposent en 1988, « une démocratie de l'exclusion », sur le « modèle américain » et une « démocratie de l'intégration » de tous les « exclus du système »[85]. Il n'est alors pas difficile de mettre un nom sur chacun de ces deux « modèles ».

Si, durant le congrès de Noisiel, SOS-Racisme n'a pas explicitement soutenu le candidat du Parti Socialiste, la direction de l'association va par la suite bien plus s'engager dans la campagne en participant à l'opération de mobilisation des jeunes en faveur de la réélection de François Mitterrand appelée « pour nous, c'est lui », organisée notamment par le sénateur de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon : location d'espaces publicitaires dans les journaux, affiches, appels d'artistes et meetings de soutien rassemblant des jeunes. François Mitterrand est invité à participer à « la semaine de l'éducation contre le racisme », initiative annuelle de l'association qui, subventionnée pour cela par le Ministère de l'éducation nationale, envoie ses militants faire des animations sur le thème du racisme dans les collèges et les lycées. Le président, dûment accompagné par des journalistes et une équipe de télévision visitera une école et répondra aux questions que lui poseront les élèves sur le racisme et la politique. D'autre part, l'appareil de SOS-Racisme organise le 12 mars sur la pelouse de Reuilly, « le Grand Rancard », sorte de concert-meeting électoral qui, soutenu par Libération qui fait sa une et plusieurs pages de dossier sur l'événement, rassemble entre 10 et 20.000 personnes. Sans prendre encore trop explicitement parti pour le président sortant qui n'a pas encore déclaré sa candidature, les intervenants font une critique si virulente de la politique du gouvernement de Jacques Chirac qu'aucun doute ne subsiste sur l'attitude à adopter lors des prochaines élections. Enfin, Harlem

---

83. L'association propose l'extension du droit du sol : serait français (dès sa naissance) tout enfant né en France ayant au moins un parent en situation régulière ; la création d'une « haute autorité policière » composée de personnalités « indépendantes » chargée de contrôler la police ; le droit de vote pour les étrangers aux élections municipales (sur amendement « juquiniste » est supprimée la phrase « pour les étrangers en situation régulière résidant sur la commune depuis plus de cinq ans » ; en revanche est repousé l'amendement, toujours « juquiniste », qui élargit le droit de vote des étrangers aux élections législatives, sénatoriales et présidentielles) ; l'abrogation de la loi Pasqua du 9 septembre 1986 qui permettait à l'administration de reconduire à la frontière des étrangers en situation irrégulière sans qu'ils puissent faire appel de la décision devant un tribunal et la création d'une « commission de recours » qui statuerait en appel des décisions préfectorales de refus de cartes de séjour ; la création de « bassins d'habitat social » pour favoriser la construction et la rénovation des logements sociaux, et l'octroi aux commissions d'attribution des logements de pouvoirs de sanctions vis-à-vis des offices HLM pour éviter les « discriminations raciales » ; le vote d'une « loi de programmation scolaire » qui permettrait de dégager des moyens supplémentaires pour aider les jeunes ayant des difficultés scolaires, en particulier ceux des zones d'éducation prioritaires.

84. Voir Jean Quatremer, Questionnaire bis sur l'immigration, *Libération*, 25 avril 1988.

85. Voir l'interview d'Harlem Désir in Alain Léauthier et Jean Quatremer, Harlem Désir : « Aujourd'hui, deux projets de société s'affrontent », *Libération*, 13 mars 1988.

Désir et Isabelle Thomas organisent et animent le meeting-concert des « jeunes pour l'égalité » du 30 avril, à quelques jours du second tour qui rassemble autour de François Mitterrand et de nombreuses vedettes du show-business entre 15 et 35.000 personnes. L'association colle également une série d'affiches portant pour slogan « nos voix sont à qui veut les entendre », puis, plus près de l'élection, une affiche détournant la publicité pour une eau minérale et représentant Le Pen se cachant derrière le masque de Jacques Chirac avec pour légende « votez, éliminez »[86].

Les prises de position de SOS dans la campagne présidentielle vont attacher pendant plusieurs années l'image de SOS à celle de François Mitterrand et du Parti Socialiste, ce qui pèsera sur la capacité de mobilisation et la crédibilité de l'association quand ceux-ci seront devenus impopulaires. Si pour le grand public le lien n'est sans doute pas encore établi entre SOS-Racisme et le Parti Socialiste, pour les journalistes et la classe politique l'association est considérée comme un outil des stratégies de Julien Dray et des socialistes, c'est-à-dire comme hétéronome et soumise à d'autres logiques que celles de l'antiracisme. À partir de 1988, SOS-Racisme se voit consacrer moins d'articles et ceux-ci sont plus fréquemment critiques comme si une suspicion pesait sur les activités de l'association, décourageant les journalistes d'écrire sur SOS ou les conduisant à introduire dans leurs articles des réserves ou des critiques qu'ils ne faisaient pas auparavant. De plus, les reportages télévisés se raréfient puisque l'association, soupçonnée d'être « politisée » ne peut plus entrer comme auparavant dans les rubriques « cause humanitaire », « mouvement d'intérêt général » ou « les jeunes sont formidables ». L'image de SOS, mouvement « proche des socialistes », (version de la presse « de gauche »), ou « instrument politique du PS » (version de la presse « de droite ») va alors se diffuser après l'élection présidentielle, portée par les journalistes et les adversaires de l'association.

De l'élection présidentielle à « l'affaire des foulards »
De juin 88 à octobre 1989.

Après la réélection de François Mitterrand, la situation de SOS-Racisme se transforme profondément. L'engagement de l'association aux côtés de François Mitterrand et du Parti Socialiste tend à donner à SOS une image ouvertement gouvernementale[87]. La participation à la

86. Cette affiche a été conçue par un groupe de publicitaires et réalisée par l'agence VU, filiale du quotidien *Libération*.
87. Lorsque Harlem Désir s'associera à « ça suffat comme ci », opération de mobilisation contre la « dette du tiers-monde » au moment du sommet des sept pays les plus industrialisés le 14 juillet 1989, il sera attaqué par le

campagne socialiste, si elle avait paru naturelle et profitable dans un contexte où les actions du gouvernement étaient largement critiquées (« bavures », projet Devaquet, lois Pasqua, intervention dans la grotte d'Ouvéa), devient vite un handicap lorsque le Parti Socialiste est de nouveau au pouvoir, c'est-à-dire en position de décevoir et d'être attaqué. L'association qui s'était structurée comme une organisation d'opposition et de protestation et qui avait développé à partir de 1987 un discours sur les conditions sociales de l'intégration, se trouve rapidement conduite à critiquer un gouvernement qu'elle assure avoir contribué à mettre en place. Les discours et l'effort programmatique que SOS avait déployé durant la cohabitation pour mettre en évidence ce que ses dirigeants appelaient « l'idéologie sécuritaire » et les « insuffisances du gouvernement en matière d'intégration » vont obliger l'association, pour des raisons de cohérence interne vis-à-vis des militants mais aussi de cohérence externe par rapport aux journalistes, aux autres associations antiracistes et à la « base des quartiers », à juger l'action de Michel Rocard puis, au bout de quelques mois, à critiquer les « insuffisances du gouvernement en matière d'intégration ».

Pour la première fois, l'association va être conduite à s'opposer à un gouvernement de gauche, alors qu'elle est maintenant assimilée dans l'esprit de beaucoup au Parti Socialiste et qu'elle reçoit la quasi-totalité de son financement du gouvernement et de mécènes qui lui sont proches. Elle va donc devenir une gêne pour le gouvernement de Michel Rocard sans parvenir à échapper à son image d'organisation proche du PS. Que Julien Dray ait été élu député en juin 1988 dans une circonscription « confortable » de l'Essonne où il avait été « parachuté »[88] tandis qu'Isabelle Thomas, dans une circonscription plus difficile de la banlieue parisienne, a été battue, ne va pas contribuer à dissiper l'image « politique » de l'association. Julien Dray quitte alors la vice-présidence de l'association pour orienter son action vers le Parti Socialiste et la construction de sa tendance, « Question Socialiste », qui deviendra la « Nouvelle Ecole Socialiste » après la fusion avec le groupe animé par le sénateur de l'Essonne Jean-Luc Mélenchon puis la « Gauche Socialiste » après l'adhésion de Marie-Noëlle Lienemann.

Harlem Désir, pressenti par Michel Rocard pour un poste de secrétaire d'Etat à « la Jeunesse » ou à « l'intégration », le refuse, en partie par crainte de manquer de moyens et d'attacher l'image de SOS-Racisme à une politique dont la réussite paraît aléatoire à court terme. Le premier ministre propose alors ce secrétariat d'Etat à Julien Dray qui l'accepte. Mais quelques heures plus tard, Julien Dray n'est plus sur la liste des ministres et secrétaires d'Etat

---

chanteur Renaud, l'animateur médiatique de la mobilisation qui déclarera qu'il est « inféodé, pour ne pas dire plus, à l'Elysée ».

88. plus de 60 % des voix au second tour. En 1993, il sera réélu après avoir obtenu 18 % des suffrage exprimés au premier tour et un peu plus de 50 % au second.

lue sur le perron de l'Elysée : certains membres du Parti Socialiste auraient fait pression pour qu'il reste député[89]. Il semble probable que la constitution de la Nouvelle Ecole Socialiste au sein du Parti Socialiste à partir notamment des réseaux de SOS-Racisme, de l'Unef-Id tendance Villetaneuse et du MJS de la région parisienne ait irrité les responsables d'autres courants du parti[90]. SOS-Racisme va donc passer, pour certains dirigeants du parti, du statut de sympathique groupe de jeunes qui peut être utile et qu'il faut aider, à celui d'agitateurs embarrassants dont les initiatives doivent être surveillées, et cela d'autant plus facilement que les échéances électorales sont plus lointaines et le besoin d'une organisation de mobilisation sur le thème du racisme moins urgent.

D'ailleurs, le Parti Socialiste n'était pas le seul investissement politique concevable pour les dirigeants de l'association qui avaient envisagé de présenter une liste SOS-Racisme aux élections législatives de 1986[91] puis aux élections européennes de 1989[92]. Les réactions hostiles de François Mitterrand et du Parti Socialiste les en avaient dissuadés. Il est vraisemblable que la volonté de Julien Dray de jouer à la fois à l'intérieur du Parti Socialiste et en dehors de lui, dans des mouvements sociaux ou électoralement sous leur propre drapeau, sous celui des verts ou celui de Bernard Tapie[93] ait suscité, à l'intérieur du Parti Socialiste, de solides inimitiés envers SOS, perçu comme une organisation peu sûre, « gauchiste » et ne jouant pas selon les règles admises. La stratégie de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon au sein du PS était de faire pression à la gauche du parti pour éviter à celui-ci les tentations de « dérives droitières » à l'exemple de Marceau Pivert et du CERES. Parmi les cibles de la

89. Voir Philippe Boggio et Alain Rollat, Le sillon profond de l'ouverture, *le Monde*, 14 mai 1988. Les noms de Lionel Jospin et de Jean-Christophe Cambadélis, de Michel Delebarre, ou des rocardiens Tony Dreyfus ou Emmanuel Vals qui s'étaient heurtés à Julien Dray, l'un dans la section du 10ème arrondissement, l'autre au Mouvement des jeunesses socialistes, ont été avancés comme étant à l'origine du veto (voir Sylviane Stein, SOS-Racisme : la main du pouvoir, *L'Express*, 17 novembre 1989 pour un exemple de publication de ces « rumeurs »). Lionel Jospin a déclaré qu'il n'y était pour rien. Il apparaît pourtant que le milieu journalistique attribue à Julien Dray un ressentiment plutôt dirigé vers les rocardiens, voir par exemple Solé (Robert), SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1990.

90. L'entrée d'Isablle Thomas au bureau politique du Parti Socialiste en avril 1987 permet à Julien Dray et à Jean-Luc Mélenchon de soumettre leur propre motion au vote des militants lors du congrès de Rennes du 15 au 18 mars 1990. Même si le pourcentage obtenu est faible (moins de 2%), la participation du fondateur de SOS-Racisme aux jeux de pouvoir du Parti Socialiste suscite envers l'association qui lui reste proche une certaine suspicion. La presse et les responsables des autres courants du PS, qui généralement sont aussi les ministres qui accordent les subventions à l'association, se mettent alors à suspecter l'autonomie des prises de position de SOS-Racisme.

91. Voir Philippe Bernard, Harlem Désir pourrait conduire une liste SOS-Racisme à Paris, *Le Monde*, 14 février 1986. L'association a démenti quelques jours après.

92. Voir Michel Samson, Européennes : SOS se tâte, *Libération*, 29 mars 1989 ; SOS-Racisme débat de son avenir politique, *Les échos*, 22 mars 1989 ; Harlem Désir « européen », *Le Nouvel Observateur*, 23 mars 1989 et Patrick Jarreau, M. Harlem Désir renonce à présenter une liste aux européennes, *Le Monde*, 31 mars 1989.

93. Le congrès de Longjumeau en avril 1990 marquera un rapprochement entre les Verts et SOS-Racisme qui débouchera sur une coopération durant la guerre du Golfe dans l'association pacifiste Maintenant la Paix. Lors des élections européennes de 1994, Bernard Tapie proposera à Fodé Sylla une « place éligible », la cinquième, sur la

démarche « néo-pivertiste » de Julien Dray et de la Nouvelle Ecole Socialiste figurait en particulier la « droite » du parti, le courant rocardien.

Les relations entre le gouvernement de Michel Rocard et la mouvance de SOS-Racisme vont être assez mouvementées et seront marquées par deux mouvements de mobilisation importants, celui des infirmières et celui des lycéens. Dès le mois de juin 1988, Harlem Désir indique dans une série d'interviews[94] ce que l'association attend du nouveau gouvernement : l'abrogation rapide de la loi Pasqua et une énergique politique de la ville pour combattre la constitution progressive de « ghettos ». Il s'agit de la reformulation du programme qui a été adopté en avril au congrès de Noisiel. Harlem Désir attaquera publiquement ce qu'il appellera « l'immobilisme du gouvernement » dès le mois de novembre 1988[95], constatant que la loi Pasqua de 1986 n'a toujours pas été abrogée, que le comportement de la police ne s'est pas modifié et que la « politique de la ville » ne semble pas être, selon lui, une priorité du nouveau budget. SOS-Racisme mettra constamment en cause la politique sociale de Michel Rocard entre 1988 et 1991, en particulier son plan d'aménagement de la région Ile-de-France, publié au début de 1990 et qu'Harlem Désir critiquera dans une tribune du Monde[96].

Entre septembre et octobre 1988 se déroule le mouvement des infirmières. SOS-Racisme n'est pas directement impliqué dans cette mobilisation. Mais plusieurs leaders de la grève, dont la principale porte-parole, appartiennent à la Gauche Socialiste. Il faut relativiser l'importance de Julien Dray dans ce mouvement : il n'a pas les moyens de « contrôler » la grève, il n'impose pas les revendications, il ne l'a pas déclenchée, et il n'a pas les moyens de l'arrêter. Toutefois, il apparaît au yeux de certains journalistes et de l'Hôtel Matignon comme ayant une certaine influence sur le mouvement[97], impression que, comme lors du mouvement étudiant de 1986, Julien Dray ne cherchera pas à dissiper, soulignant au contraire auprès de ses interlocuteurs l'importance de son rôle dans la mobilisation des infirmières. Michel Rocard et ses collaborateurs lui en garderont une rancune tenace ainsi qu'à Jean-Luc Mélenchon, réputé avoir exercé une « influence » semblable dans la grève de la RATP du 10 au 26 octobre. Plus profonde sera l'intervention de SOS-Racisme, par l'intermédiaire de ses militants les plus jeunes, regroupés dans la FIDL, dans les grèves lycéennes en décembre 1990.

---

liste « Energie Radicale » ; après un débat animé en Conseil National, l'association, partagée entre les représentants de la LCR, résolument contre et ceux de la majorité plutôt pour, décidera de décliner l'offre.

94. Voir Harlem Désir interrogé par Robert Solé dans *Le Monde*, 17 juin 1988 et par Benoît Rayski dans *Passage*, 5 juin 1988.

95. Voir les interviews d'Harlem Désir avec Jean Quatremer dans *Libération*, 16 novembre 1988, Gérard Courtois dans *Le Monde*, 17 novembre 1988 et Georges-Emmanuel Hourant, *Le Journal du Dimanche*, 18 décembre 1988.

96. Voir Harlem Désir, Janus ou la vrai ville, *Le Monde*, 1 mars 1990.

97. Voir Jean-Paul Huchon, *Jours tranquilles à Matignon*, Paris, Grasset, 1993 notamment p. 11, 57, 58 et 242.

Après mai 1988, l'association retrouve un militantisme plus routinier. Les prochaines élections nationales sont lointaines où l'association pourrait avoir à se prononcer et à jouer un rôle de mobilisation. Un gouvernement de gauche est au pouvoir et il est probablement difficile de mobiliser les militants et les soutiens habituels de l'association contre un gouvernement « de gauche », dirigé par un premier ministre assez populaire, dont la ligne politique est soutenue par la plupart des rédactions de la presse « de gauche ». SOS reprend donc ses activités habituelles, tout en maintenant dans son discours l'inflexion sociale et critique qui le caractérise depuis 1987.

Le concert de 1988 se déroule à la fois à Paris, à Dakar et à New-York, pour symboliser le triangle de la traite des esclaves. Si les concerts américains et africains sont moins réussies que la fête à Vincennes qui réunit selon la presse entre 200 et 300.000 personnes, l'association montre qu'elle est encore capable de rassembler sur son nom des dizaines de milliers de personnes pour un concert[98]. Les animateurs laissent une certaine part aux discours politiques et aux déclarations de responsables municipaux pour montrer que la foule ne vient pas seulement pour écouter un concert gratuit. L'année suivante le concert de Vincennes réunira à nouveau 300.000 personnes[99]. Pourtant la couverture de presse du concert diminue chaque année.

L'association poursuit également ses campagnes contre les crimes racistes et les bavures[100]. Lors de la mort de Hocene Benhadjarmor le 10 mai à Nice, SOS organise une manifestation devant Matignon où une délégation est reçue puis une manifestation à Nice rassemblant un millier de personnes. Après la mort d'Ali Rafat, SOS réunit une manifestation de protestation à Reims. Mais, là encore, la presse ne suit plus l'association autant que lors des « crimes racistes » de 1985 ou lors des bavures de 1986, et le nombre d'articles consacrés aux crimes racistes ou aux manifestations de protestation est bien inférieur à ce qu'il était quelques années auparavant. Par ailleurs SOS lance en octobre 1988 une campagne de pétition et de réunions publiques appelée « 89 pour l'égalité » pour revendiquer le droit de vote des étrangers aux

98. Le financement de la fête est assuré pour deux millions de francs par Pierre Bergé et Yves St-Laurent, pour deux autres millions par les droits de retransmission de TF1 et pour un millions et demi de francs par les subventions de l'Etat.

99. Estimation donnée par les organisateurs et reprise par Danièle Rouard dans *Le Monde*. Thierry Portes, dans *Le Figaro* indique que s'il y avait « probablement moins de 300.000 personnes présentes, il y avait quand même beaucoup de monde », tandis que l'article le moins favorable est signé par Françoise Berger dans *Libération* pour qui il y avait « plusieurs dizaines de milliers de personnes selon l'AFP » et « moins de monde que l'année dernière ». Voir Danièle Rouard, Les potes de Pékin, *Le Monde*, 13 juin 1989, Berger (Françoise), Herzog au village des potes, *Libération*, 12 juin 1989 et Thierry Portes, Les « potes » unissent la gauche, *Le Figaro*, 12 juin 1989. À partir de cette époque les journalistes commencent à remettre en cause l'audience et les chiffres de la fréquentation des concerts annoncés par SOS-racisme, ce qu'ils ne faisaient pas auparavant.

100. Notamment lors de la mort d'Ahmed Boussena à Montataire, d'Ali Rafa à Reims, de Hocene Benhadjarmor à Nice, de l'agression de Mansour Sghir à la Réole. Pour une description de ces affaires voir Fosto Giudice, *op. cit*.

élections locales. Si la pétition a un certain succès (environ 50.000 signatures en un mois), le caractère discret et peu spectaculaire de la campagne induit très peu d'articles dans la presse et touche essentiellement ceux qui ont été en contact avec la pétition.

L'année suivante SOS organise un tour de France en car qui parcourt une trentaines de ville et tente d'établir le contact avec la « jeunesse des banlieues » pour essayer de dialoguer et de la mobiliser. Animent le voyage les militants les plus proches de la base (Fodé Sylla, Pierre N'dho, Toufik[101]), les plus aptes à établir un contact avec la population « issue de l'immigration », les moins susceptibles d'être disqualifiés par leur origine sociale ou ethnique. Pourtant les représentants de SOS ne sont pas toujours bien accueillis et s'aperçoivent qu'il est devenu très difficile de mobiliser la nouvelle génération de « jeunes issus de l'immigration », pas forcément encouragée à l'action collective par ce qu'elle perçoit des résultats des marches de 1983 et de 1984. Ce « tour de France » montre aux animateurs de SOS-Racisme que le discours antiraciste classique de l'association passe plus difficilement dans les banlieues auprès de la population « beur » qui n'hésite pas à critiquer ceux qui sont ordinairement perçus comme leur représentants ou leurs défenseurs. Les « jeunes issus de l'immigration » tiennent devant les représentants de SOS un discours spontanément radical contre le gouvernement, les partis politiques, les médias et les institutions en général. Ils en tirent la conclusion que si l'association ne veut pas devenir inaudible dans les banlieues elle devra radicaliser son discours. Le « tour de France » de SOS s'achève le 9 décembre 1989 par un concert aux Arcs-sur-Argens dans le Var qui rassemble environ 8.000 personnes.

L'association amorce donc à partir de 1988 une transformation sensible de son mode de justification public. Alors qu'auparavant la principale légitimité de SOS-Racisme était le soutien de « l'opinion », les jeunes qui portaient les badges et la foule du concert[102], l'association tend alors à développer des actions et des activités « de terrain », c'est-à-dire à justifier son droit de parler de « la question du racisme » ou du « problème des immigrés » non plus seulement ou principalement par les campagnes de mobilisation nationale qu'elle organise mais surtout par les « actions concrètes » qu'elle mène dans ses comités locaux autour du logement et de la constitution de ghettos, de l'échec scolaire, des discriminations à l'embauche ou à l'entrée des lieux publics. SOS-Racisme tend à se rapprocher de l'activité des associations « beurs » ou des associations antiracistes plus anciennes organisées autour de « l'aide aux immigrés » plus qu'autour de campagnes d'opinion. Cette évolution de l'association se fait parallèlement à

101. Ils seront plus tard chargés d'animer l'OBU (l'organisation des banlieues unies), un sigle vierge et moins discrédité que celui de SOS, pour tenter de mobiliser dans les banlieues.
102. Soulignons cependant qu'une commission juridique fonctionne au siège de l'association dès 1985.

l'apparition de critiques exprimées contre l'association et de doutes sur sa représentativité dans les banlieues et auprès de la population « beur »[103].

Cette évolution des modes d'intervention de l'association a aussi pour origine la baisse de ses ressources financières. Entre 1985 et 1988, l'association avait vécu des recettes des ventes de badges et des subventions publiques ou des dons privés qui lui étaient accordés en partie pour des raisons politiques et électorales. Il s'agissait pour François Mitterrand et le gouvernement de mobiliser la jeunesse autour de thèmes traditionnels de « la gauche » et d'avoir un « mouvement de masse » dirigé par des amis politiques, dans la perspective de la cohabitation et des élections présidentielles. Après 1988, les nécessités politiques et électorales deviennent moins pressantes et Michel Rocard n'est pas un partisan de l'association. Les subventions accordées à SOS se font moins importantes et plus irrégulières, jusqu'à être pour une large part dépensées en agios bancaires dus à la nécessité d'assurer le fonctionnement continu de l'organisation. Ce manque de moyens qui entraînera à partir de 1994 l'abandon du concert annuel de l'association, commence, entre 1988 et 1990 par peser sur toutes les initiatives de SOS. Alors que les permanents ne sont pas toujours déclarés ni payés régulièrement, l'association n'a pas les moyens d'organiser des manifestations, des concerts ou des initiatives aussi spectaculaires qu'en 1985. Cette plus faible capacité à innover et à faire le spectacle en matière de mobilisation se paye aussi par un écho moindre dans les médias et par la plus faible fréquentation des manifestations organisées par l'association. Si l'association se replie vers un militantisme plus traditionnel et plus « proche du terrain » c'est aussi parce qu'elle n'a plus les moyens financiers de dépasser le cadre limité du militantisme pour créer des événements qui ne peuvent pas être atteints par la simple action militante.

Ce retour vers le « terrain », qui est plus un abandon forcé de la « scène médiatique »[104], s'accompagne d'une attention accrue envers les actions des comités locaux de l'association. Pour homogénéiser les discours et les interventions de chaque comité de SOS-Racisme, les responsables de l'association vont organiser une université d'été annuelle, dont la première se tiendra les 23 et 24 juillet 1988 à Dourdan. Ces journées permettront de former les militants les plus motivés et de développer un discours plus politique mais aussi plus radical en matière de

---

103. Voir Yves Léridon, Vaulx-en-Velin, Comment tout à commencé, *Le Figaro*, 11 octobre 1990, Pierre Sorgue et Bruno Marion, Lendemain de hargne à Vaulx-en-Velin, *Libération*, 9 octobre 1990, Robert Solé, Les petits frères des beurs, *Le Monde*, 11 octobre 1990, Judith Waintraub, Quand Harlem se fait chahuter par les beurs, *Le Quotidien de Paris*, 6 décembre 1990, Gilles Millet, SOS part à la découverte de la France, *Libération*, 9 décembre 1989, Daniel Groussard, Harlem choisit son pote marseillais, *Libération*, 14 mars 1989.

104. Une des dernières grandes manifestations « médiatiques » de SOS-Racisme sera les « Etats Généraux Européens de la jeunesse pour l'égalité », les 17 et 18 décembre 1988 à la Sorbonne devant 2000 personnes (dont une partie venue de tous les pays d'Europe et des antennes étrangères de SOS-Racisme), réunis pour voter

logement, d'échec scolaire, de relations entre les jeunes et la police ou de politique de la ville. L'ensemble de l'association se rapproche alors des thèmes que développaient les comités de SOS majoritairement formés de membres de la LCR, discours plus radical que Julien Dray et les responsables de l'association avaient évité de développer depuis la création de l'association.

Cette évolution des thèmes de l'association va permettre à partir de 1988 un rapprochement avec les autres associations antiracistes qui critiquaient jusqu'à présent les orientations de l'association. Alors que jusqu'en 1989, SOS-Racisme menait généralement des actions autonomes, les initiatives de l'association vont de plus en plus souvent êtres organisées conjointement avec d'autres associations dans le cadre de collectifs antiracistes, à l'échelon local ou national, coopération qui aboutira à l'organisation des manifestations antiracistes organisées chaque année à partir du 25 janvier 1992. Les actions de mobilisation menées par des collectifs permettent à chaque organisation de dépasser le strict cadre de ses propres forces pour rassembler bien au delà de ce que chaque association aurait pu faire indépendamment. Elles présentent aussi l'avantage de montrer l'unité de l'ensemble des associations antiracistes. Toutefois une manifestation organisée par un collectif unitaire apparaît pour les journalistes organisée par aucune organisation en particulier. SOS-Racisme, en participant activement à des mobilisations unitaires, obtient donc beaucoup moins d'articles de presse qu'auparavant. Cependant, jusqu'en 1989 l'image publique de SOS reste encore relativement bonne et les positions de l'association ne sont que rarement publiquement critiquées, peut-être parce qu'il est difficile, en particulier pour les hommes politiques ou les journaux « de gauche » de paraître attaquer une association antiraciste. SOS-Racisme ne va être directement mis en cause qu'à partir de l'affaire des foulards de Creil qui va rendre l'association critiquable pour les acteurs politiques « de gauche ».

Les premiers articles sur l'affaire sortent au début d'octobre 1989, quelques jours avant une réunion du Conseil National de SOS-Racisme. Celui-ci prend alors une position qui réunit un large consensus dans l'association et que chacun estime alors à la fois raisonnable et assez anodine : refus de l'exclusion des élèves, avec pour argument que l'école publique est plus intégratrice, même avec des foulards, qu'une école privée n'accueillant que des musulmans. Les responsables de l'association n'avaient pas prévu que le débat prendrait une telle ampleur et focaliserait les intérêts d'autant d'hommes politiques, de journalistes et d'intellectuels ni que la tonalité générale du débat dans la presse serait nettement contre le port du foulard et la position de SOS. Alors que les arguments de SOS indiquaient que le but à atteindre était l'intégration par

---

une « charte des immigrés en Europe ». Cette manifestation, qui ne recueillera qu'un faible écho sera probablement la dernière initiative de l'association largement subventionnée par le gouvernement.

l'école des « immigrés de deuxième génération » et relevaient donc d'un souci réaliste de l'éducation « laïque et républicaine » de l'ensemble des élèves, l'association est apparue comme défendant plus ou moins le « droit à la différence » des immigrés. Certaines rédactions (en particulier celle du Nouvel Observateur) et certains intellectuels (comme Alain Finkielkraut) que les positions de SOS-Racisme et de Julien Dray irritaient mais qui ne trouvaient pas d'angle d'attaque contre l'association ont saisi cette occasion pour la mettre en cause. Le « droit à la différence », accusé de constituer le fondement idéologique de l'association va devenir avec le « manque de représentativité » le principal reproche adressé à l'association par les journaux et les hommes politiques « de gauche » qui peuvent, plus difficilement que les journaux « de droite », critiquer sa « politisation » et son manque d'indépendance par rapport au gouvernement. C'était la première fois que SOS prenait une position minoritaire dans l'opinion et dans la presse. C'était aussi la première fois que la presse « de gauche » dans son ensemble critiquait ouvertement SOS-Racisme. L'affaire des foulards marque le début d'une période difficile pour SOS puisqu'il devient légitime et même à la mode dans la presse « de gauche », auparavant principal soutien de l'association, de critiquer l'action et les idées défendues par SOS-Racisme. Cette hostilité nouvelle va entraîner la baisse des effectifs militants et affaiblir la capacité de mobilisation de l'association.

Des foulards à la Guerre du Golfe.

De novembre 1989 à février 1991.

Cette période est donc marquée par des difficultés à la fois financières et politiques. Si, depuis la réélection de François Mitterrand, les subventions gouvernementales sont redevenues plus abondantes, elles n'ont jamais retrouvé leur niveau d'avant 1986 et parviennent avec retard à l'association. La direction de SOS-Racisme hésite sur l'attitude à adopter à l'égard du nouveau gouvernement. Le premier ministre a employé, dans son discours d'investiture, le mot utilisé par Harlem Désir à « l'Heure de Vérité » : « il faut repeindre les cages d'escalier et réparer les boîtes aux lettres », et semble donc s'occuper des banlieues et répondre aux revendications de l'association. Pourtant, à court terme, SOS-Racisme et les « jeunes des cités » ne trouvent pas que les choses évoluent assez vite en banlieue. SOS-Racisme est donc placé en porte-à-faux entre sa « base » dans les banlieues et le gouvernement qui le subventionne. Pourtant, en 1988, il est difficile à SOS de manifester publiquement et spectaculairement son désaveu car l'association n'a pas les forces militantes pour mobiliser, même localement, contre un gouvernement « de gauche » comme peut le faire la C.G.T. ou le Parti Communiste et doit donc, en dehors de mouvements de revendication spécifiques (conflit des infirmières) se contenter de déclarations à la presse. Celles-ci sont moins bien accueillies que les communiqués critiquant le Front National en 1985. Les médias « de gauche », longtemps assez favorables au gouvernement de Michel Rocard, considèrent que le discours d'opposition de SOS-Racisme provient plus de la frustration ministérielle de Julien Dray et de son engagement mitterrandien que d'une analyse fondée de la situation dans les banlieues et ne relayent plus autant les campagnes de l'association. De plus, SOS n'est plus très bien accueilli dans certaines banlieues quand, à la suite d'un crime raciste ou d'une émeute, des envoyés de l'association accourent pour parler de l'affaire avec les habitants et devant les journalistes. Les journaux commencent à rapporter certaines réactions de rejet des « jeunes beurs » devant des gens qu'on accuse d'avoir beaucoup promis et de n'être visibles, tels des « charognards », que lorsqu'il y a un mort dans la cité. Lors des événements de Vaulx-en-Velin les 6 et 7 octobre 1990 où des « jeunes de la cité » mettent à sac le centre commercial après que la tentative d'arrestation par la police d'un motard, Thomas Claudio, ait abouti à sa mort, une délégation de SOS-Racisme venue sur place est dans un premier temps violemment rejetée par les jeunes du quartier avant de pouvoir établir un dialogue. Ainsi se construit la nouvelle image que les journalistes vont avoir de l'association, celle d'une organisation très proche du PS et de François Mitterrand, sans base militante réelle et peu représentative, et que rejettent sur le terrain les jeunes « beurs » eux-

mêmes, image que les associations strictement « beurs », comme France Plus ou les JALB, rarement mieux implantées que SOS, vont contribuer à répandre.

Le congrès de Longjumeau tente, du 28 au 30 avril, d'imposer une autre image de SOS-Racisme. Les responsables de l'association commencent par faire la critique de la politique suivie depuis 1988 par le gouvernement socialiste. Ils déclarent publiquement « avoir trop collé à Mitterrand »[105] et au Parti Socialiste, et invitent au congrès Antoine Waechter et des représentants des Verts pour manifester leur éloignement de leurs parrains politiques traditionnels. Un programme est adopté, le « manifeste pour l'intégration », qui formalise les revendications de SOS au sujet de la situation dans les banlieues et des causes des tensions sociales et racistes. Le congrès de Longjumeau marque un « virage à gauche » de l'association ; moins dans les propositions du « manifeste pour l'intégration », qui ne font que reprendre sous une forme plus détaillée la lettre aux candidats adoptée lors du précédent congrès en 1988 ou les thèmes qu'Harlem Désir avait développés à l'Heure de Vérité en 1987, mais plutôt en ce qui concerne l'attitude politique de SOS qui pour la première fois se déclare « plus à gauche » que le Parti Socialiste. Jusqu'alors les responsables de l'association avaient toujours préféré adopter des positions consensuelles sur lesquelles le plus large public pouvait se retrouver. Ils prennent lors du congrès de Longjumeau des positions politiques plus radicales pour rompre avec leur image d'alliés du Parti Socialiste et pour ne pas être décrédibilisés « sur le terrain » où, chaque fois qu'ils interviennent, on tend à les renvoyer à la politique de « leurs amis » du gouvernement socialiste. Ce nouveau discours politique comporte un risque : celui d'éloigner de SOS les jeunes qui l'avaient soutenu jusqu'alors sur des positions plus « morales » que « politiques ». C'est aussi en partie ce qui explique la présence d'Antoine Weachter et des Verts lors du congrès : elle permet de rompre avec le Parti Socialiste en atténuant l'image « plus à gauche » et « plus politique » qui risque d'être associée à cette nouvelle attitude. Cependant, dans un premier temps, ce nouveau discours politique va permettre à l'association de consolider les contacts qu'elle a pu établir avec les autres associations antiracistes ou « de gauche »[106] et de commencer à avoir des articles dans l'Humanité qui avait tendance à éviter de parler de l'association.

---

105. Voir Jean-Michel Thénard, Deux ans après, les tontonmaniaques ont la gueule de bois, *Libération*, 30 avril 1990.

106. Comme les associations pour le logement (Droit au Logement) ou les associations d'alphabétisation. SOS va également participer aux rencontres des « déçus de la gauche et du mitterrandisme » réunissant les rénovateurs communistes, les chevènementistes, Jean-Luc Mélanchon et la Gauche Socialiste ; voir Thierry Portes, Les déçus de la gauche jugent le pouvoir, *Le Figaro*, 10 Juin 1991.

En Juin 1990, le livre de Serge Malik, un ancien membre de SOS-Racisme vient renforcer la méfiance envers l'association. L'Histoire secrète de SOS-Racisme[107] est un pamphlet contre Julien Dray et Harlem Désir qui raconte la fondation et les premières années de fonctionnement de l'association sur la tonalité du complot, de la manipulation et de la magouille. Les dirigeants de SOS préféreront ne pas porter plainte contre le livre « pour ne pas contribuer à son succès » et parce qu'il s'agissait moins d'une entreprise de diffamation que d'une interprétation systématiquement hostile de l'histoire de l'association à partir de faits déjà publiés dans la presse. Ce livre ainsi que celui de François de Closets, La Grande Manip[108], publié en mai 1990, va être la manifestation et la justification de la désaffection de la presse pour SOS. Ils vont fournir aux journalistes et en particulier aux journalistes « de gauche » le support critique qui leur manquait pour qu'il leur soit possible d'attaquer l'association sans être accusés de faire le jeu des « racistes », de « la droite » ou de « l'extrême droite ». En faisant le procès à la fois des pratiques, du discours et des positions politiques de SOS, Serge Malik et François de Closets vont permettre à certaines rédactions de remettre en cause une association antiraciste qu'elles avaient activement soutenue et dont les objectifs affichés étaient partagés par la plupart des journalistes. François de Closets en essayant de montrer que SOS, loin de servir la cause de l'antiracisme, aurait plutôt tendance à aggraver les tensions et à obscurcir les problèmes, donne aux adversaires déclarés de l'association un angle d'attaque et une caution[109] et à ses anciens soutiens la possibilité de dépasser, au nom de l'antiracisme, leurs réticences à critiquer un mouvement qu'ils avaient largement contribué à faire connaître. S'installe donc dans la presse une « ambiance » systématiquement suspicieuse autour des activités de Julien Dray, de SOS ou des groupes qui leur sont proches. Ainsi certains journaux « de gauche » parlent de « filiales de SOS » pour désigner la FIDL, l'OBU ou « Maintenant la Paix », ou placent systématiquement après le sigle de l'association, la désignation « proche du PS », ce qu'ils n'avaient jamais fait entre 1985 et 1989, même après que les origines militantes des fondateurs de l'association aient été publiquement divulguées. Après 1989, les articles consacrés à l'association ne sont que rarement purement informatifs et tendent à introduire systématiquement un élément d'analyse et de critique envers l'action de l'association.

---

107. Serge Malik, *Histoire secrète de SOS-Racisme*, Paris, Albin Michel, 1990. Julien Dray a longtemp considéré que ce livre avait était écrit par Judith Waintraub, journaliste au *Quotidien de Paris*, d'après sa connaissance du mouvement et les informations founies par Serge Malik. Judith Waintraub ne reconnaît que la « correction des épreuves ».

108. François de Closets, *La Grande Manip*, Paris, Le Seuil, 1990. Ce livre met en cause le discours moral de SOS-Racisme, accusé de produire des clivages idéologiques plutôt que d'aider à résoudre les problèmes concrets. Il critique la politisation du noyau fondateur, mais aussi l'action de Julien Dray et d'Isabelle Thomas pendant les manifestations étudiantes de 1986, action que François de Closets juge « manipulatoire ».

Dans ce contexte peu favorable, SOS-Racisme va cependant continuer ses actions habituelles. Le concert, donné en 1990, à la fois à Vincennes et à Prague rassemble sous la pluie entre 150.000 personnes selon les organisateurs et quelques dizaines de milliers selon la presse. Celui de 1991, dont la vedette est Johnny Halliday, réunit, toujours à Vincennes et toujours sous la pluie, entre 150.000 et 200.000 personnes selon l'association et quelques dizaines de milliers pour les journalistes. Chaque année l'association participe à la semaine de l'éducation contre le racisme qui l'autorise à mener des initiatives dans le milieu scolaire où elle est généralement bien accueillie et qui lui permet d'obtenir des subventions spécifiques du Ministère de l'éducation nationale pour son organisation.

Les campagnes d'opinion contre les crimes racistes, devenues moins centrales dans les activités de l'association depuis 1985 connaissent un regain en 1990. En mars, se produisent coup sur coup trois « crimes racistes », le 6 à la Ciotat, le 9 à Roanne et le 10 à Saint Florentin [110]. SOS fait campagne contre ces meurtres en organisant des conférences de presse et des manifestations : le 10 mars à Saint-Florentin avec environ un millier de personnes, le 13 mars à la Ciotat et à Roanne dans le lycée de la victime, Majid Labdaoui, le 15 mars à Paris, Lyon, Roanne et La Ciotat pour des manifestations rassemblant au total environ 3000 personnes dont 1500 à Paris. Les actions de SOS sont assez comparables, voire plus importantes, que celles que l'association avait organisées en 1985 lors des meurtres de Menton et de Miramas, mais les échos qu'en donne la presse sont beaucoup plus faibles. Alors que les articles de la presse en mars 1985 étaient consacrés à SOS-Racisme se mobilisant contre des « crimes racistes », les articles de mars 1990 parlent des affaires elles-mêmes et citent éventuellement en conclusion les réactions des hommes politiques et des associations antiracistes dont celles de SOS-Racisme, mise au même niveau d'importance et de signification que celle du MRAP ou de France Plus. Les manifestations organisées par l'association n'ont pas l'écho qui pouvait leur être donné il y a quelques années alors même que les capacités de mobilisation de SOS sont bien supérieures en 1990. Quelques jours plus tard, lors de « l'affaire de Carpentras » qui commence à partir du 10 mai, SOS ne sera pas, comme dans tous les mouvements de réaction aux actions antisémites, au premier rang de la mobilisation.

SOS poursuit son effort sur les problèmes de la ville en réunissant les 1 et 2 décembre 1990 des « états généraux de la ville » qui doivent rassembler et faire dialoguer tous les acteurs concernés par la banlieue : policiers, responsables d'associations, d'offices HLM, éducateurs, « jeunes des quartiers », élus locaux, et le ministre de la Ville, Michel Delebarre. L'initiative doit

---

109. Ainsi le directeur de cabinet de Michel Rocard est réputé avoir obligeamment signalé l'intérêt du livre de Serge Malik à des journalistes qui n'en avaient pas encore pris connaissance.

permettre de montrer que SOS est une association qui a une réflexion globale sur les « facteurs sociaux » qui induisent le racisme et qu'elle est soucieuse d'efficacité et d'actions concrètes. SOS se donne aussi un nouveau rôle : celui de permettre la jonction entre les responsables politiques et administratifs qui ont un pouvoir de décision et les associations « de terrain » qui connaissent les préoccupations des usagers ou des citoyens. Les deux jours de débats sont divisés en séances plénières et réunions de commissions spécialisées (police, éducation, logement) pour que tous les problèmes soient abordés. L'initiative se heurte au manque de publicité et à la faible capacité de mobilisation de l'association : si le plateau est bien fourni et les thèmes abordés proches de l'actualité du moment[111], la salle n'est pas aussi remplie que l'espéraient les organisateurs et les « interlocuteurs » que SOS met en face des responsables locaux ou administratifs ne sont ni très nombreux ni très « représentatifs ».

Les responsables de SOS-Racisme déclarent avoir le sentiment de ne pas être écoutés lorsqu'ils préconisent une politique active d'intégration dans les banlieues pour éviter la « formation de ghettos » et la « marginalisation sociale » de certaines populations. La presse semble considérer que leur discours sur la nécessité de diminuer les causes sociales et économiques des tensions racistes en banlieues est plus un moyen de critiquer le gouvernement Rocard « sur sa gauche » que la proposition d'une politique réaliste. Pour Julien Dray, le dialogue avec le gouvernement passe donc aussi par l'établissement de « rapports de forces » dans lesquels l'association s'appuiera sur des mouvements sociaux qu'elle organisera ou soutiendra pour mettre en évidence la nécessité d'une prise en compte des problèmes sociaux de la banlieue.

Le mouvement des lycéens en octobre 1990 va constituer un moyen d'établir un tel « rapport de force ». Comme pour le mouvement des infirmières en 1988, les militants de SOS-Racisme prennent le mouvement en marche. Parti de quelques lycées de la banlieue parisienne qui s'étaient mis en grève pour demander « plus de sécurité » après le viol, le 3 octobre, d'une élève dans l'enceinte du lycée Auguste Blanqui de Saint-Ouen, le mouvement est « redressé » par les militants de la FIDL et des Jeunesses Communistes qui tendent à remplacer les revendications « sécuritaires » dont ils n'ont pas l'habitude par des revendications plus « politiques » et pédagogiques sur le manque de crédits et de personnel et sur la dégradation des locaux. Si les Jeunesses communistes sont mieux implantées que SOS-Racisme dans les lycées de la banlieue parisienne, notamment grâce aux réseaux des mairies communistes, la FIDL dispose

110. Voir Fosto Giudice, *op. cit*.
111. les émeutes de Vaulx-en-Velin ont lieu du 6 au 8 octobre 1990, la « mise à sac » du magasin « C & A » de Montparnasse le 12 novembre et le pillage du centre Leclerc à Argenteuil les 17 et 18 novembre.

en Nasser Ramdane, du « leader médiatique » du mouvement[112], invité par tous les médias à exprimer les revendications et à donner le sens du mouvement lycéen. Après les manifestations du 22 et du 24 octobre qui réunissent 4000 puis 7000 lycéens, Lionel Jospin reçoit une délégation de lycéens. Cela n'arrête pas le mouvement qui organise une autre manifestation le 26 octobre, avant l'interruption des vacances de la Toussaint. Une délégation est reçue par Michel Rocard qui promet 1000 postes de personnel non enseignant. La lutte qui opposait depuis plusieurs jours les Jeunesses Communistes et la FIDL pour le contrôle du mouvement éclate lors des réunions de la coordination du 24 et du 26 octobre[113]. Cette lutte pour la représentation du mouvement lycéen s'intensifiera encore en novembre avec l'apparition d'une troisième puis d'une quatrième coordination qui marqueront la fin du mouvement[114]. Le mouvement s'interrompt pendant les vacances puis reprend dès la rentrée, le lundi 5 novembre, par une manifestation rassemblant environ 35.000 personnes. Les violences de fin de cortège qui avaient commencé à se développer lors des précédentes manifestations et qui n'avaient d'ailleurs pas été réprimées deviennent plus importantes à partir de la manifestation du lundi. Le mouvement culmine lors de la manifestation du 12 novembre, rassemblant environ 100.000 personnes selon les organisateurs et la presse. La manifestation est marquée par des incidents lors de son passage devant le magasin « C & A », avenue du Maine, dont les vitrines sont pillées par ceux que la presse et le gouvernement appelleront les « casseurs », et près du pont de l'Alma où les gardes mobiles sont assaillis de projectiles. Une délégation de lycéens est reçue par François Mitterrand[115]. Sur le perron de l'Elysée, Nasser Ramdane déclarera aux journalistes que le président avait compris les préoccupations des lycéens et que le gouvernement devait prendre ses responsabilités. Michel Rocard annoncera que 4,5 milliards de francs supplémentaires seront alloués au budget de l'éducation pour satisfaire les revendications des lycéens.

---

112. Au contraire, lors du mouvement contre le CIP, SOS sera relativement bien implanté dans less facultés parisiennes et dans certains IUT, notamment celui de Villetaneuse, mais n'aura pas la « direction médiatique » tenue par Hélène Joubert et le comité de grève de l'IUT de Paris.

113. Les Jeunesses Communistes dont les militants étaient représentés dans plus de lycées souhaitaient une coordination représentative par département, mode de désignation des délégués qui leur aurait donné la majorité dans chaque département. La FIDL, qui contrôlait moins d'établissements scolaires, souhaitait au contraire une coordination élue lycée par lycée, ce qui aurait maintenu leur représentation dans le mouvement. Ne pouvant pas obtenir une « représentation raisonnable » de leur sensibilité dans la coordination unitaire, les lycéens de SOS ont préféré constituer le 27 octobre leur propre « Coordination Nationale », ce qui leur permet de profiter de la notoriété de Nasser Ramdane qui tend à représenter auprès des médias l'ensemble du mouvement lycéen.

114. Il s'agira de coordinations formées en province par les comités de grève locaux qui attireront l'attention des journalistes en dénonçant le caractère « politique » des coordinations parisiennes. Ces coordinations accéléreront la fin du mouvement et amoindriront la légitimité des deux premières coordinations.

115. L'entretien a été organisé par Isabelle Thomas, chargée de mission pour la jeunesse auprès de la présidence de la République.

Tout cela créait une certaine tension entre la Nouvelle Ecole Socialiste et SOS-Racisme d'une part et le gouvernement socialiste de Michel Rocard de l'autre, qui voyait d'un mauvais œil une opposition de gauche à l'intérieur du Parti Socialiste s'appuyer sur des mouvements sociaux pour affaiblir le gouvernement. Le Congrès de Rennes, en avril 1990, avait précisé les positions à l'intérieur du Parti Socialiste. Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon et la Nouvelle Ecole socialiste n'avaient obtenu qu'environ 1 % des mandats mais avaient choisi de rejoindre la motion de Laurent Fabius qui leur avait accordé, sur le contingent de sa motion, des places dans la nouvelle direction du parti. Michel Rocard qui envisage alors de prendre la direction du parti grâce à son alliance avec Lionel Jospin ne pouvait éprouver beaucoup de sympathie envers ceux qu'il percevait comme des adversaires politiques à l'intérieur du Parti Socialiste et comme des « agitateurs » mitterrandistes cherchant à déstabiliser son gouvernement[116].

La fin de la période est marquée par la crise de la Guerre du Golfe qui conduit une nouvelle fois SOS-Racisme à prendre position, comme dans l'affaire des foulards, en opposition à la majorité de l'opinion et de la presse. Les militants de l'association étaient plutôt contre la guerre comme une grande partie de la population « beur » que SOS-Racisme est censé « représenter ». Il était donc difficile pour l'association de se prononcer en faveur de la participation de la France à la Coalition des Nations Unies sans risquer de perdre des militants et surtout d'être complètement déconsidérée auprès des « jeunes immigrés de la seconde génération ». Mais une simple prise de position discrète contre la guerre ou un refus de prendre position sur le slogan « on ne règle par les problèmes du Koweït sur les rives de la Loire » aurait pu suffire à ne pas attirer l'attention médiatique sur la position de SOS qui, après tout, était sans grande influence sur les événements. Cependant, SOS-Racisme n'a pas recherché à adopter une attitude floue ou ambiguë et, à partir de janvier, l'association a activement participé à la campagne contre la guerre. Cette participation, après l'affaire des foulards et la prise de distance envers le gouvernement et le Parti Socialiste au congrès de Longjumeau, manifeste publiquement la prise d'indépendance de l'association vis-à-vis du gouvernement et du Parti Socialiste mais aussi envers le chef de l'Etat et contribue à transformer l'image publique de l'association.

Après quelques jours de campagne contre la guerre[117], Eric Ghébali, qui est en désaccord avec la position officielle de SOS, parvient, après un débat mouvementé au Conseil National extraordinaire réuni le 27 janvier, à obliger la direction à revenir sur son opposition à la guerre.

---

116. Pour un récit du congrès de Rennes, voir Eric Dupin, *L'Après Mitterrand, le parti socialiste à la dérive*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, Jean-Louis Andriani, L*e mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993, et Jean-Paul Huchon, *op*. *cit*.

SOS accorde alors à ses membres un « droit de militance » : chacun peut prendre la position qu'il désire sans engager l'association tout entière. SOS ne peut plus avoir de position officielle sur le conflit du Golfe et ses militants ne peuvent plus engager le sigle de l'association dans la campagne pacifiste. En réalité, le sigle et l'image de l'association ont été largement associés à la mobilisation contre la guerre entre le 15 et le 27 janvier. D'autre part, la plupart des permanents, c'est-à-dire la majorité de l'appareil de SOS va participer à la création de La Paix Maintenant qui deviendra Maintenant La Paix[118] et qui, en collaboration avec les Verts et d'autres associations, va constituer un des pôles non communistes de mobilisation contre l'engagement de la France dans le conflit. La Guerre du Golfe marque une rupture dans l'histoire de SOS-Racisme, puisque sa prise de position contre la guerre va améliorer son image dans les banlieues mais va éloigner beaucoup de ses anciens soutiens dont un des plus importants, Pierre Bergé, qui contribuait en partie au fonctionnement quotidien de l'association. Le départ spectaculaire de Guy Konopniki, Bernard-Henri Lévy et Marek Halter a donné l'impression que beaucoup de membres de la communauté juive quittaient l'association. En réalité, il s'agissait plus de compagnons de route et d'anciens soutiens que de militants véritables et l'association enregistrera assez peu de départs dus aux prises de positions « pacifistes » des permanents du Bureau National. Même le président François Mitterrand ne manifestera pas vraiment son mécontentement envers Julien Dray et Harlem Désir puisqu'il sera présent au dîner des parrains quelques mois après la guerre, tandis que Marek Halter et Pierre Bergé reprendront progressivement leur collaboration avec l'association. Celle-ci réussissait d'ailleurs à rassembler l'année suivante autour d'elle la plupart des partis et des associations « de gauche » pour la manifestation du 25 janvier 1992. On pourrait donc croire que SOS-Racisme n'a que peu souffert de sa prise de position « pacifiste ». En réalité, la Guerre du Golfe, ajoutée à l'affaire des foulards et au développement de la Nouvelle Ecole Socialiste marque une rupture dans le ton des articles de presse consacrés à SOS-Racisme. Puisque seule la gauche du Parti Socialiste a critiqué la participation à la guerre, les prises de position de SOS, jointes à la tonalité très « à gauche » des interventions de Harlem Désir au sujet de la politique du gouvernement Rocard dans les banlieues et l'attitude de la Nouvelle Ecole Socialiste au sein du Parti Socialiste, contribuent à donner une image « gauchiste » de l'association, en rupture complète avec celle qui était la sienne en 1985.

---

117. Harlem Désir avait participé à une manifestation dont certains slogans étaient « Mitterrand assassin ». SOS avait publié un communiqué condamnant ce genre de mots d'ordre.
118. La reprise du nom « La Paix Maintenant » qui voulait rappeler celui de l'association pacifiste israélienne avait précisément soulevé les protestations de celle-ci.

La transformation de SOS-Racisme d'un mouvement consensuel en une organisation plus radicale et plus critique correspondait aux nécessités du maintien d'une implantation de SOS « sur le terrain » mais rendait plus difficiles ses relations avec les médias. La campagne de l'association contre la guerre, alors que la plupart des rédactions prenaient position, de façon plus ou moins ouverte, en faveur de la participation de la France aux opérations militaires[119], ne pouvait pas favoriser l'image de SOS dans la presse, surtout après « l'affaire du foulard ». De plus, les menaces que Sadam Hussein voulait faire peser sur Israël favorisaient les réactions émotionnelles de certains journalistes qui, de part leur trajectoire personnelle, étaient particulièrement sensibles à la « sécurité d'Israël » et qui, pour des raisons semblables avaient soutenu SOS en 1985 pour lutter contre la « montée de Le Pen » qu'ils ressentaient comme une désagréable réminiscence. La position anti-guerre de SOS avait donc tendance à éloigner de l'association précisément ceux qui avaient été ses meilleurs soutiens. D'autre part « l'affaire du foulard », la guerre du Golfe et les critiques de l'association contre la politique du gouvernement Rocard contribuaient à fabriquer des adversaires « de gauche » dont l'hostilité était d'autant plus dangereuse pour l'association qu'ils avaient plus de chances d'être crédibles auprès de ceux qui constituaient le public de SOS. Alors qu'avant la Guerre, comme avant « l'affaire des foulards », certains journalistes de la presse de gauche, que l'association pouvait irriter, avaient des scrupules à critiquer un mouvement qui leur semblait œuvrer dans le bon sens, on voit, après le conflit, se multiplier les allusions critiques contre une organisation qui ne fait d'ailleurs plus les gros titres depuis plusieurs années.

Mais cette hostilité nouvelle envers l'association ne touche pas que des hommes politiques ou des journalistes ; Pierre-André Taguieff qui avait longtemps été un soutien de SOS-Racisme[120], prend ses distances après la guerre et, lors de la publication de son livre « Face au racisme » en avril 1991[121], attaque « l'antiracisme différencialiste » qui ferait le jeu de l'extrême droite. La thèse de l'auteur est que le « droit à la différence » favorise la constitution d'une situation communautaire comme aux Etats-Unis et tend à contribuer à la montée du racisme et de l'extrême droite[122]. De nombreux articles sont consacrés pendant quelques mois au livre de Pierre-André Taguieff et les journalistes semblent beaucoup s'intéresser à l'antidifférentialisme

119. Voir Arnaud Mercier, « Mobilisation collective et limite de la médiatisation comme ressource, l'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française », in Olivier Fillieule (dir.), *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan, 1993.
120. Il avait dirigé l'Observatoire de l'Antisémitisme et participé au « brain-potes ».
121. Pierre-André Taguieff, (dir.), *Face au racisme*, Paris, La Découverte, 1991, notamment tome 2 p. 13-63.
122. Pierre-André Taguieff mène à la fois une critique contre l'antiracisme « différencialiste » – sans nommer SOS-Racisme – et contre la « juvénilisation » et la médiatisation de l'antiracisme, en citant cette fois SOS-Racisme. La plupart des journalistes écrit cependant que Pierre-André Taguieff critique le « différencialisme » de SOS-Racisme.

et à la critique de SOS-Racisme. « Face au racisme » permet aux journalistes de donner un fondement rationnel et argumenté à la critique d'une association antiraciste dont les objectifs semblaient jusque là inattaquables. En ce sens Pierre-André Taguieff permet de faire tomber les dernières réticences qui pouvaient encore empêcher les journalistes « de gauche » de critiquer SOS-Racisme.

De l'après-Guerre du Golfe jusqu'aux élections législatives
De mars 1991 à mars 93.

SOS-Racisme connaît donc une accumulation de conditions contraires. La presse « de gauche » lui est devenue défavorable et hésite entre le silence et la critique ; la présence d'un gouvernement de gauche hostile ne lui permet ni de disposer des moyens nécessaires à la relance de ses activités[123], ni de pouvoir mobiliser en situation d'opposition à la politique d'un gouvernement « de droite ». L'impopularité croissante de François Mitterrand et du Parti Socialiste va conduire l'association à se placer en position d'opposant « de gauche » au gouvernement soutenu par le Parti Socialiste. Mais cette politique, qui n'est pas pour déplaire aux militants et aux permanents, a pour conséquence d'isoler SOS-Racisme en lui donnant une image radicalisée. La presse et une majorité des responsables socialistes perçoivent l'association comme un groupe « gauchiste » et maximaliste, un « syndicat de défense des immigrés », devenu embarrassant pour la politique plus répressive envers les « immigrés » que le gouvernement s'efforce de mener.

L'état du débat sur l'immigration affaiblit également l'association. Alors qu'en 1985, elle avait réussi le coup de force de faire du débat sur les immigrés une mobilisation de protestation contre le racisme, la focalisation des médias sur « la situation dans les banlieues » et les progrès du Front National rendent beaucoup plus difficile une protestation purement morale contre « le racisme ». Face aux critiques de l'opposition sur leur « laxisme » envers les immigrés clandestins ou délinquants, les gouvernements socialistes qui se succèdent jusqu'en 1993 sont contraints de durcir leur position sur le « problème de l'immigration », changement d'attitude résumé par la phrase de Michel Rocard, « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »

123. Le budget de l'association passe en quelques années de 10 millions de francs à 2,5 millions de francs (sources SOS). Un tel recul du budget ne permet plus de payer régulièrement les permanents ni d'organiser comme auparavant des manifestations spectaculaires. La manifestation du 25 janvier 1992, jugée pourtant particulièrement bon marché par les responsables de SOS aurait coûté environ 100.000 francs. L'affluence à la manifestation du 25 a été suscitée par la couverture anticipée de la presse et par la présence de nombreuses associations plus que par le côté spectaculaire et festif du cortège de SOS.

et par la « politique des charters » d'Edith Cresson[124]. SOS-Racisme, qui est tenu de s'opposer à toute loi discriminatoire envers la « deuxième génération immigrée » ou à toute mesure ne respectant pas les « droits des personnes » des étrangers, apparaît encore comme une gêne pour le gouvernement, comme sa « mauvaise conscience ». De leur côté, si les responsables de l'association ne peuvent pas accepter que le gouvernement socialiste fasse ce qu'ils jugent être la « politique de Pasqua »[125], ils ne peuvent refuser complètement certaines mesures sans paraître favoriser une immigration sans limites et sans passer pour irresponsables. Le discours de l'association perd alors de sa netteté et de sa force de conviction pour devenir, sur bien des points, confus et embarrassé.

Pourtant, en janvier 1992, SOS-Racisme prend l'initiative d'une grande manifestation pour « l'égalité des droits » c'est-à-dire contre la politique sociale du gouvernement. Il parvient à rassembler un large collectif unitaire comprenant l'ensemble des associations du secteur de l'immigration (à l'exception de France Plus), les syndicats, les groupes d'extrême gauche et le PCF. Un tel collectif aurait été difficile à réunir lorsque l'association avait la réputation d'être un simple satellite du Parti Socialiste sponsorisé par « les amis du président ». « L'affaire des foulards » et sa campagne contre la Guerre du Golfe ont donné à SOS une crédibilité et une capacité de rassemblement « à gauche » dont il ne disposait plus depuis 1985. Au dernier moment, le Parti Socialiste, alors dirigé par Laurent Fabius, qui avait tout d'abord trouvé le texte de l'appel trop radical et trop critique envers la politique du gouvernement, appelle à la manifestation pour « lutter contre le Front National et l'extrême droite ». Le collectif organisateur est très réservé sur ce soutien tardif qui tend à transformer les objectifs qu'ils avaient voulu donner à la manifestation. Le journée du 25 janvier qui aura rassemblé de 50.000 à 100.000 personnes selon les estimations sera considérée comme un succès de SOS et prouvera ainsi sa capacité de mobilisation. Mais cette mobilisation se fait sur un discours radicalisé et très offensif vis-à-vis du gouvernement et du Parti Socialiste dont les représentants se feront conspuer et bombarder de projectiles variés avant d'être empêchés de défiler[126]. SOS est ainsi obligé, pour ne pas perdre sa crédibilité vis-à-vis de ses militants, des populations qu'il assure représenter et des mouvements avec qui il travaille, d'adopter une position de plus en plus « à gauche », de prendre ses distances vis-à-vis de ses soutiens habituels, politiques ou journalistiques. Si la

124. Michel Rocard a prononcé cette phrase au cours d'un discours le 3 décembre 1989, tandis qu'Edith Cresson a annoncé son intention de lutter contre l'immigration clandestine le 8 juillet 1991.
125. Le ministre de l'intérieur, Pierre Joxe, a mis beaucoup de temps, après 1988, pour réviser la « loi Pasqua ». Finalement, sous la pression de l'ensemble des associations antiracistes et de François Mitterrand, la loi a été non pas abrogée mais allégée de ses dispositions les plus contestées.
126. Les organisateurs avaient choisi de quitter la place de la Bastille par la rue du Faubourg Saint-Antoine dont l'étroitesse ne permet pas un débit très important. Les militants socialistes, délibérément placés en fin de cortège, ne purent donc quitter la place avant la dispersion.

manifestation du 25 janvier lui permet d'améliorer son image auprès des autres militants associatifs, elle tend à l'isoler davantage de la scène politique principale.

Après le résultat décevant d'une seconde manifestation unitaire de SOS-Racisme le 6 février 1993 (environ 15.000 personnes), l'horizon politique et militant est entièrement occupé par la perspective des élections législatives de 1993 et de la défaite annoncée du Parti Socialiste. L'association attend de se retrouver dans l'opposition pour voir augmenter ses possibilités d'action et de mobilisation. Mobiliser « à gauche » contre un gouvernement socialiste s'est révélé être une opération délicate : l'association s'est fait beaucoup d'ennemis pour un résultat limité par les fidélités et le sentiment que ceux qui remplaceraient les ministres socialistes pourraient être plus désagréables. Faute de moyens l'association tend à réduire ses initiatives : le concert de 1992 que SOS présente sur la place de la République sera le dernier que l'association parviendra à produire. L'impact du concert s'est affaibli et les sponsors sont moins intéressés : l'association ne parvient plus à réunir les quatre millions de francs nécessaires à l'organisation du concert. À partir de 1993, SOS n'a donc plus les moyens financiers d'attirer l'attention des médias sur des initiatives originales et rien ne le distingue plus des autres associations antiracistes.

Harlem Désir qui voulait quitter l'association qu'il représentait depuis sept ans, part fonder le Mouvement Action-Egalité après l'université d'été de Cergy en septembre 1992. Le nouveau parti déclare vouloir présenter une centaine de candidats lors des législatives de 1993. Le Mouvement est formé par des militants de SOS-Racisme et des militants de la LCR autour de David Assouline, ancien leader du mouvement étudiant de 1986. Harlem Désir espérait que son image et son réseau de contacts dans la presse permettraient au nouveau parti d'avoir suffisamment de publicité pour décoller avant les législatives. Le « créneau politique » choisi est le même que celui de la manifestation du 25 janvier : rassembler les déçus du Parti Socialiste et proposer un vote antigouvernemental de gauche concurremment au Parti Communiste et aux écologistes. En fait, le Mouvement, sans moyens, sans couverture de presse et sans militants sera dans l'incapacité de présenter des candidats et de faire campagne. Harlem Désir va le quitter pour rejoindre Génération Ecologie qui passe pour devoir faire un bon score conjointement aux Verts lors des élections législatives. Après un score décevant des écologistes en général et de Harlem Désir en particulier (Moins de 10 % au premier tour), celui-ci se verra marginalisé par Brice Lalonde qui le trouve trop « gauchiste » pour la ligne politique qu'il veut imprimer à son mouvement. Harlem Désir finira par rejoindre le Parti Socialiste et la Gauche Socialiste.

Fodé Sylla, le successeur de Harlem Désir au poste de président et de porte-parole de SOS-Racisme, hérite d'un mouvement perçu par beaucoup comme sur le déclin. Le nombre de ses adhérents et de ses militants est en baisse, les ressources financières sont d'autant plus réduites que s'annonce une deuxième cohabitation au cours de laquelle les subventions gouvernementales seront probablement encore diminuées. L'image et la popularité de l'association apparaissent largement entamées. De plus, le changement des responsables, oblige à reconstituer l'ensemble des contacts personnels qu'Harlem Désir avait noué avec les journalistes et les hommes politiques depuis 1985. Cependant, Fodé Sylla bénéficie d'une image plus « authentique », plus « proche du terrain » que celle d'Harlem Désir au moment de son départ. Enfin l'arrivée d'un gouvernement RPR-UDF permettra à SOS-Racisme de retrouver, comme entre 1986 et 1988, un potentiel de mobilisation.

première partie

Parler de l'antiracisme

Les logiques de la fluctuation des attitudes des journalistes envers SOS-Racisme

Introduction

L'une des caractéristiques les plus surprenantes de SOS-Racisme – et donc l'une de celles dont l'analyste doit en priorité rendre compte – est la vitesse de croissance de l'organisation durant sa première année, vitesse qui procède moins du militantisme des fondateurs que de la publicité dont ils bénéficient. En effet, la nouvelle association antiraciste n'aurait pu connaître un tel développement en 1985 sans l'effet d'amplification de sa notoriété que provoque le nombre considérable des articles et des reportages télévisés favorables qui lui sont alors consacrés. Dans les représentations ordinaires de l'action militante, représentations qui informent aussi bien les modes de présentation des organisations politiques ou syndicales que les catégories de perception que vont utiliser les acteurs sociaux et les journalistes pour juger de leurs actions, c'est le lent travail de persuasion individuelle des militants qui doit progressivement permettre la constitution d'un groupe cohérent qui ne sera que dans un second temps exhibé aux journalistes sous la forme d'une manifestation ou d'une action collective dont le premier principe d'organisation sera la mise en scène de la représentativité du groupe[1]. Cependant dans le cas de SOS-Racisme, le groupe à l'origine de la fondation de l'association était extrêmement réduit et n'aurait pas supporté, durant ses premiers mois d'existence, l'objectivation brutale qu'aurait constituée une manifestation. C'est au contraire la publicité que vont lui faire les journalistes qui va faire connaître SOS-Racisme à des personnes qui n'étaient – et pour cause – généralement jamais entrées en contact direct avec ses militants.

Cependant l'intérêt des journalistes pour SOS-Racisme n'est rien moins que banal. Comment l'ensemble de la presse, et en particulier la presse télévisée, a-t-elle pu montrer autant d'intérêt pour une association qui promouvait, certes, une noble cause, mais dont la composition, les objectifs et le discours apparaissaient alors plutôt imprécis ? Quelles ont été les logiques sociales qui ont engendré l'engouement des journalistes et qui ont contribué à faire d'un groupe militant auparavant obscur une organisation antiraciste connue de tous ? Pour comprendre comment SOS a pu obtenir une presse aussi attentive, nous nous proposons d'analyser en

1. Sur les présupposés implicites sur lesquelles reposent la mise en scène des manifestations et les commentaires qui en sont fait voir Patrick Champagne, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, 52-53, p. 18-41 et *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990. Voir également l'ouvrage collectif : Pierre Favre (Ed.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

détail la couverture des actions de l'association entre 1985 et 1992 dans trois quotidiens nationaux, *Libération*, *le Monde* et *le Figaro*. Nous avons choisi des journaux de presse écrite plutôt qu'audiovisuelle – dont l'impact public est pourtant plus important – en raison de la plus grande accessibilité des archives[2] mais aussi parce que le nombre d'articles ayant SOS pour objet est plus important que celui des reportages, ce qui nous autorisait une analyse moins discontinue de l'orientation de la couverture. Enfin, travaillant pour un public plus large, les journalistes de la presse audiovisuelle ont moins de latitude que leurs confrères de la presse écrite pour porter un jugement et ils se contentent donc généralement de reprendre la tonalité dominante des commentaires de la presse écrite[3]. C'est la persistance de l'attention de la presse écrite pour SOS-Racisme qui sera à l'origine du maintien de l'intérêt des journalistes de télévision pour SOS. Pour comprendre les logiques de l'évolution du jugement que les journalistes pouvaient légitimement porter sur SOS-Racisme à différents moments de son histoire, il était donc à la fois plus facile et préférable de comprendre les processus d'engendrement des commentaires au sein des journaux de presse écrite.

Si un journal « de gauche », un journal « de droite » et un grand quotidien du soir ont été choisi c'est évidemment parce que nous supposions que la ligne politique du journal était un facteur important de l'orientation des commentaires journalistiques sur SOS-Racisme. L'analyse de la couverture de SOS par *Libération*, le quotidien qui avait le plus publié d'articles consacrés à SOS-Racisme s'imposait pour cette raison : en soumettant durablement SOS-Racisme à l'attention du milieu journalistique, les journalistes de *Libération* avaient en partie contribué à imposer ce sujet à l'ensemble de leurs confrères. *Le Figaro*, ayant un tirage plus important que celui du *Quotidien de Paris*, a été préféré au quotidien de Philippe Tesson qui avait cependant consacré plus d'espace à SOS. Enfin il pouvait apparaître intéressant d'analyser la couverture du journal *le Monde*, en raison de son statut particulier au sein de la presse française, de son image publique de « neutralité » et de sa capacité supposée à imposer l'orientation de ses commentaires à d'autres secteurs du champ de l'information. L'objectif de ces trois études sera

---

Sur les technologies de construction et de mise en scène de la représentativité d'un groupe, voir Luc Boltanski, *Les Cadres*, Paris, Minuit, 1982.

2. Il existe plusieurs revues de presse consacrées au racisme et à l'antiracisme, et plusieurs bibliothèques disposent des séries complètes des journaux sur la période considérée. En revanche seule l'INA dispose d'archives audiovisuelles qui ne sont pas d'un accès et d'un maniement aisés.

3. La spécialisation des journalistes est moins grande au sein des rédactions télévisées, et un plus grand nombre de journalistes sont en mesure de participer à la fabrication des reportages. Au contraire des « rubricards » de la presse écrite, les journalistes reporters d'images ne sont pas spécialisés dans un secteur particulier – comme le secteur de l'antiracisme et de l'immigration. Cela implique de plus grandes difficultés d'enquête : les « J.R.I. » peuvent plus difficilement être retrouvés et leurs souvenirs ne portent que rarement sur l'orientation du reportage dont ils ne sont que partiellement responsables, au côté du monteur, du directeur de la rédaction et du chef de service. Voir Gilles Balbastre, « Journal d'un J.R.I., ou les scherpas de l'information », dans Alain Accardo, *Journalistes au quotidien*, Bordeaux, Editions Le Mascaret, 1995, p. 65-185.

de comprendre quelles ont été au sein de chacune de ces rédactions les conditions pratiques de la production des articles et en particulier la logique d'engendrement des commentaires sur l'action de l'association. Pour chaque quotidien étudié, j'ai cherché à mettre en relation à la fois le contenu et l'orientation des articles, la position et la trajectoire des journalistes au sein de la rédaction quand il était possible de la reconstituer, les opinions propres à chaque journaliste dans le secteur de l'antiracisme en fonction de son histoire particulière et enfin la ligne éditoriale et les stratégies d'image des hiérarchies rédactionnelles en relation avec la positon du quotidien dans le champ des médias d'information et avec sa situation économique.

Pour rendre compte de la complexité des logiques pratiques de l'écriture des articles, j'ai choisi d'analyser séparément dans un premier temps la couverture de chacun des trois journaux considérés. Ce mode d'exposition présente évidemment des défauts. Il risque de surestimer la cohérence du traitement de l'actualité propre à chaque quotidien et ne permet pas toujours de saisir les logiques de l'interaction synchronique entre les journalistes de différents journaux au sein du champ de l'information. Pour atténuer cet inconvénient, j'ai cherché, dans l'analyse de la couverture de chaque quotidien de rappeler comment les autres journaux traitaient simultanément de SOS-Racisme[4]. Enfin le chapitre de synthèse permettra de comprendre les effets de l'interaction entre les différents journaux dans le champ de l'information politique. Mais ce mode d'exposition présentait l'avantage de permettre l'analyse d'une unité concrète d'interaction : la rédaction. En effet, c'est au niveau de la rédaction que certains choix de ligne éditoriale sont réalisés, selon des objectifs simultanément politiques, commerciaux et journalistiques dont nous essayerons de faire percevoir au lecteur l'intrication. Un autre mode d'exposition aurait risqué de ne pas nous permettre de discerner les logiques pratiques, propres à chaque rédaction, de l'écriture des articles. Enfin comme je souhaitais comprendre les processus de production des commentaires et l'évolution de leur orientation, j'ai choisi un mode d'exposition chronologique qui me permette d'analyser la succession des attitudes journalistiques vis-à-vis de SOS et des situations pratiques d'écriture qui, s'imposant partiellement aux journalistes, contribuent à faire des articles la résultante d'un ensemble de contraintes que nous essayerons de déterminer. Si le mode d'exposition chronologique rend plus difficile une perception synthétique des phénomènes, il permet en revanche l'étude au sein de chaque rédaction des processus pratiques d'engendrement des commentaires que les journalistes pouvaient porter sur SOS-Racisme. J'assume donc pleinement le choix de la méthode d'exposition à la fois dans sa dimension « monographique » pour rechercher les

contraintes propres à chaque site de production des articles et dans sa dimension « chronologique » pour comprendre les processus d'évolution des attitudes des rédactions vis-à-vis de SOS.

Pour pouvoir disposer d'un indicateur de l'orientation des commentaires portés sur SOS-Racisme au sein de la presse j'ai constitué une base de données de 1400 articles et procédé à un codage de la tonalité à l'égard de SOS qui se dégageait de chaque article. La méthode de codage sera exposée à la section suivante. Cependant, il n'a pas été procédé à un codage des schèmes de description que les journalistes mettaient en œuvre pour rendre compte des activités de l'association[5]. D'une part la méthode est lourde à utiliser sur un échantillon de 1400 articles, ensuite la diversité des schèmes d'intelligibilité et d'expression des jugements sur SOS-Racisme peut être estimée trop grande pour que leur codage soit véritablement fécond. En revanche, pour que le lecteur accède à ces cadres de description des « faits » qui sont également un moyen de porter un jugement sur SOS, j'ai choisi de citer fréquemment des extraits que je jugeais significatifs des articles étudiés, notamment lorsqu'ils comportaient des commentaires à l'égard de l'association. J'ai conscience qu'à la longue ce parti pris de description détaillée du contenu des articles puisse lasser le lecteur. Je m'en excuse par avance. Pourtant, j'ai jugé préférable de toujours donner un aperçu du texte des articles pour lier en permanence les conditions structurelles de la production journalistique au produit lui-même. Cette méthode permet cependant d'analyser de manière empiriquement convaincante des logiques sociales engagées dans la couverture d'une organisation politique comme SOS-Racisme. Notre effort a porté notamment sur l'intégration dans une même analyse de l'étude des caractéristiques professionnelles des journalistes et de leurs motivations particulières vis-à-vis de SOS, des stratégies rédactionnelles à l'égard de l'association, relevant à la fois de logiques politiques, commerciales et professionnelles et, pour comprendre celles-ci, des transformations conjoncturelles du champ de l'information politique en relation avec les évolutions qui affectent simultanément le champ politique. À notre connaissance, une analyse intégrant ces trois niveaux explicatifs n'avait jamais été menée.

Une des raisons du succès de SOS-Racisme réside dans l'adéquation tout à fait remarquable entre la mise en forme de la nouvelle organisation antiraciste et les besoins particuliers du milieu

---

4. En outre, si le lecteur peut estimer lors de la lecture de l'analyse de la couverture du premier journal qu'il lui manque des informations sur l'attitude de ses concurrents, cette objection devient moins forte lors de la lecture des chapitres suivants.

5. Voir le concept de « package » développé dans W. Gamson et A. Modigliani, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : a Constructionist Approach », *American journal of sociology*, vol. 95, 1, juillet 1989, p. 1-37.

journalistique au mitant des années quatre-vingt. Cette adéquation a été recherchée par les fondateurs de SOS dont l'offre antiraciste tentait de ne donner prise à aucune critique. L'œcuménisme politique affiché et la limitation du discours revendicatif à quelques mots d'ordre roboratifs rendaient difficile aux journalistes les plus hostiles la formulation d'un commentaire critique à l'égard des défenseurs d'une aussi juste cause. Cependant, la difficulté qu'il y avait à mettre en cause l'association pourra expliquer en 1985 la neutralité relative des journalistes des quotidiens d'opposition, mais pas le soutien actif dont vont faire preuve les journalistes des journaux « de gauche ». Nous montrerons comment la mise en forme « apolitique », « neutre » et « juvénile » qui va être donnée à SOS-Racisme va le rendre susceptible de recevoir les investissements multiples des acteurs du champ journalistique. Investissements politiques d'abord puisque le soutien à SOS-Racisme sera considéré comme un moyen de lutter contre Le Pen mais aussi d'affirmer la fidélité de certaines rédactions à « la gauche » en période de « rigueur de gauche » ; investissement économique et publicitaire puisque certains quotidiens vont procéder à de véritables campagnes de publicité lors des concerts pour capter un public potentiel et pour établir fermement leur image de journal de la jeunesse ; investissement journalistique dans la mesure où, dans une période où « la politique » ne faisait plus recette, cette association correspondait parfaitement au type de sujets que cherchaient alors à promouvoir les journalistes : gais, optimistes, consensuels, non partisans, susceptibles d'intégrer les pages « modes de vie » ou « culture », aussi bien que les pages « faits de société », « jeunesse » ou « people ». À partir de 1988, l'accroissement du nombre des articles critiques envers l'association au sein des journaux qui auparavant la soutenaient aura pour origine les transformations de l'image publique de SOS-Racisme provoquées par sa participation aux luttes politiques : lorsque l'association apparaîtra « socialiste » plutôt que « apolitique » et dirigée par des militants chevronnés plutôt que par « des jeunes antiracistes », les usages journalistiques que pourront en faire les quotidiens d'information ne seront pas les mêmes qu'auparavant et cette modification de la nature journalistique de l'association aura pour conséquence la transformation des commentaires qui pourront être portés.

Constitution et codage d’une base d’articles de presse sur SOS-Racisme

L'analyse de la couverture de presse consacrée à une organisation est un moyen rarement utilisé de façon systématique en sociologie pour étudier les conditions de son action. Pour beaucoup d'organisations les textes nécessaires sont trop nombreux, trop diffus, écrits sur une durée trop longue et il est coûteux d'en réunir un fraction significative. L'organisation préexiste souvent à ceux qui sont chargés d'écrire sur elle et il est difficile de préciser et de contrôler les rapports que les journalistes entretiennent avec les organisations dont ils traitent. Il est ainsi malaisé de lire une partie significative des articles qui ont été consacrés au Parti socialiste, sous ses formes diverses, depuis sa constitution ou même sa refondation à Epinay. Savoir ce que les rédacteurs engagent dans la couverture de partis dont ils ont été militants, sympathisants ou adversaires constitue dès lors un travail considérable.

Un article de journal est en outre un produit difficile à interpréter. L'observateur maîtrise rarement les conditions de son écriture. Il est ainsi particulièrement délicat de déterminer qui des rédacteurs présents durant la conférence de rédaction, de la direction du journal, du chef de service, du journaliste « rubricard » ou même de la nécessité de traiter d'une actualité s'imposant aux journalistes est à l'initiative de la publication d'un papier. Il semble également particulièrement complexe d'imputer à un acteur unique la détermination de la « ligne rédactionnelle » suivie par le journal. L'existence d'une orientation commune à l'ensemble des articles consacrés à un même secteur pourrait souvent être mise en doute pour tous les sujets qui ne relèvent pas de la politique générale du titre : le processus d'engendrement des articles semble fréquemment chaotique et faire intervenir de multiples rédacteurs. Pour être complète et convaincante, l'interprétation des produits journalistiques ne saurait être possible qu'après l'analyse des évolutions idéologiques et de la trajectoire professionnelle de chaque rédacteur, celle des configurations politiques et professionnelles propres à chaque rédaction, mais aussi après l'étude des interactions concurrentielles entre les rédacteurs et entre les rédactions, et la prise en compte du contexte politique et social dans lequel l'écriture de chaque article s'effectue.

Il est de surcroît difficile de contrôler les effets sociaux de la production journalistique. La lecture des journaux ne concerne qu'une part réduite de la population totale. Chaque journal n'est lu que partiellement et avec une attention qui n'est pas toujours constante. En outre, les lecteurs réguliers de la presse parisienne appartiennent aux fractions les plus intéressées par la politique et les plus susceptibles d'avoir des préférences partisanes bien établies et des opinions constituées. Il est alors difficile de déterminer l'impact marginal de l'orientation des articles sur des agents dont les préférences sont solidement établies. Cependant, on peut supposer que le

ton adopté par les principaux journaux à l'égard d'un groupe militant peut affecter sa popularité, en particulier lorsque le lectorat de ce journal est très proche (politiquement et générationnellement) des soutiens principaux de ce groupe. En outre, l'attitude des journalistes de presse écrite constitue un marqueur d'opinion pour un ensemble d'acteurs qui interviennent dans la constitution de produits journalistiques – journaux télévisés ou radiodiffusés, reportages, livres, sources journalistiques et personnels politiques – . Les journalistes de presse écrite contribuent donc à l'établissement de la tonalité des commentaires pouvant légitimement être produits sur les groupes politiques ou sociaux. Ainsi les porte-parole des organisations militantes sont particulièrement attentifs à l'image que la presse et la télévision peuvent donner d'eux. Beaucoup d'actions sont organisées « pour la presse », c'est-à-dire mises en forme pour satisfaire les besoins particuliers des journalistes et adaptées à leur exigeances en matière de justification.

Comment la couverture de presse d'un mouvement peut affecter celui-ci, par quel processus et comment peut-on mesurer les effets des comptes-rendus et des commentaires journalistiques ?

SOS-Racisme qui a été fondé par un groupe militant très réduit n'a pu être aussi rapidement connu du grand public que par la publicité que lui ont procurée de nombreux médias. La télévision a sans doute joué un rôle essentiel dans la popularisation de l'association, en particulier chez les collégiens et les lycéens, qui constituaient la population la plus susceptible d'acheter le badge mais qui regardaient plus la télévision qu'ils ne lisaient la presse écrite. Cependant, si la notoriété de SOS-Racisme provenait surtout des reportages télévisés, la presse a eu une importance déterminante dans son émergence : la première page du *Nouvel Observateur* du 15 février 1985 avec la reproduction de la main jaune du badge a été à l'origine de l'attention que les journalistes ont accordée à l'association. C'est l'attention que certains quotidiens de presse écrite accordaient à SOS-Racisme qui a entrainé celle des journaux télévisés. De fait, si la télévision touche un public beaucoup plus large que la presse écrite, elle tend à être moins autonome que celle-ci dans le choix et le mode de traitement de ses principaux titres. En effet, les trente minutes d'un journal télévisé permettent de traiter moins de sujets et de façon plus sommaire que les quarante pages d'un quotidien. La part des informations qui sont « imposées » par l'actualité est donc proportionnellement plus importante au sein des journaux télévisés que dans les quotidiens : la marge de liberté pour placer un sujet original est plus réduite. Les contraintes propres à la télévision, c'est-à-dire en particulier la nécessité de proposer des images pour traiter un sujet et les coûts de production et de tournage

de ces images, obligent les journaux télévisés à se replier sur les sujets sûrs pour lesquels l'envoi d'une équipe de reportage sera rentable de façon certaine. Si les journalistes de télévision disposent d'une plus forte audience, ils ont donc moins d'autonomie et sont plus souvent « suiveurs » d'une information découverte et d'abord construite ailleurs. Soulignons en outre que les journaux télévisés préfèrent, en dehors du secteur de la politique nationale, traiter des sujets « consensuels », ne prêtant pas à polémique, parce que leur audience plus large, qui n'est pas sélectionnée selon une ligne politique clairement identifiée comme les médias de presse écrite, les contraint à une plus grande « neutralisation » de leurs propos. Les journaux télévisés qui couvrent largement les actions de SOS-Racisme en 1985 lorsque l'association est nouvelle et peu critiquée en parlent beaucoup moins à partir de 1986, même lors des principaux « événements médiatiques » suscités par l'association (manifestations, concerts, réactions après un « crime raciste », polémiques des foulards et de la Guerre du Golfe), parce que l'association « crée moins l'événement » mais aussi parce qu'elle est plus critiquée.

Nous pouvons cependant faire l'hypothèse que l'étude de la presse écrite constitue un indicateur relativement fiable de l'évolution de la couverture de SOS-Racisme par l'ensemble des médias, à condition de prendre en compte les contraintes et les caractéristiques différentes du journalisme de presse écrite et du journalisme audiovisuel. Il était donc à la fois plus facile et plus pertinent de nous intéresser à la couverture de l'association par la presse écrite. D'une part la couverture de la presse était plus continue que celle des journaux télévisés, d'autre part elle était moins « neutralisée » politiquement et présentait donc l'avantage de permettre de retracer plus facilement la progression des critiques formulées à l'encontre de l'association. Nous allons étudier ici l'évolution du traitement journalistique que la presse nationale a accordé à SOS-Racisme entre 1985 et 1992 en cherchant à établir un lien entre la capacité de mobilisation de SOS et la tonalité générale de sa couverture médiatique.

A) La constitution d'une base d'articles

Dans le but de mener une analyse quantitative de la couverture de SOS-Racisme par la presse nationale, nous avons recueilli le plus grand nombre possible d'articles consacrés à l'association. Notre travail a été facilité par l'existence de collections d'articles déjà constituées sur le sujet du racisme ou sur l'association elle-même. Nous avons consulté la revue de presse de l'Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI) sur la période 1985-1992 (environ 550 articles), la revue de presse personnelle d'un militant de SOS-Racisme entre

1985 et 1990 (environ 400 articles), celle du service de documentation du journal *Le Monde* consacrée à Harlem Désir et à SOS-Racisme entre 1985 et 1992 (environ 200 articles supplémentaires), celle du journal *La Croix* sur SOS-Racisme de 1985 à 1992 (environ 150 articles) et celle du journal *Libération* sur SOS-Racisme pour la période 1989-1991 (environ 150 articles). Nous avons en outre dépouillé systématiquement les journaux et les hebdomadaires d'actualité durant la semaine qui précédait et celle qui suivait les 19 principales initiatives de SOS (les huit concerts annuels, deux congrès, trois manifestations, la minute de silence pour Aziz Madak, l'arrivée de la troisième marche, l'Heure de Vérité de Harlem Désir, le Grand Rancard, les Etats généraux européens de la jeunesse, les Etat généraux des quartiers) soit environ 150 articles supplémentaires. Nous avons ainsi obtenu pour la période comprise entre 1985 et 1992 environ 1500 articles dont le sujet principal était SOS-Racisme ou qui citaient seulement l'association. Nous avons décidé de ne tenir compte que des articles de la presse parisienne qui représentaient d'ailleurs la plus grande partie des articles collectés. Ont donc été conservés les articles issus des quotidiens *Libération*, *le Matin de Paris* (entre 1985 et 1987), *le Monde*, *le Quotidien de Paris*, *le Figaro*, *l'Humanité*, *la Croix*, et des hebdomadaires *le Nouvel Observateur*, *l'Express*, *l'Evénement du jeudi*, soit un peu plus de 1300 articles. *France Soir* et *le Point* ont été exclus de l'échantillon parce que très peu d'articles étaient repris dans les différentes revues de presse[1].

Au fur et à mesure qu'étaient dépouillées les différentes collections d'articles, nous rencontrions de plus en plus fréquemment des articles déjà recueillis. De plus, les articles qui s'ajoutaient étaient souvent des brèves qui n'avaient pas été retenues dans les revues de presse des journaux[2]. Nous avons fait une recherche dans la liste des articles faisant référence à SOS établie par le service documentation de *Libération*. Les articles manquants étaient peu nombreux mais nous ne pouvions pas avoir de garantie sur la rigueur du recensement effectué par la documentation de *Libération*. Toutefois, il semble bien que notre collection soit quasiment exhaustive en ce qui concerne *Libération* en 1985 et il en est presque de même en ce qui concerne le journal *Le Monde* de la même année, en partie parce que nous avons travaillé

1. Les sondages que nous avons réalisés lors des principales périodes d'activité de SOS tendent à suggérer que *France Soir* et *Le Point* ont consacré à l'association moins d'articles que les autres journaux. Une analyse particulière des raisons du faible intérêt de ces deux rédactions pour SOS-Racisme aurait sans doute été pertinente. Cependant une telle enquête sur le non-traitement de l'action d'une organisation se révèle particulièrement délicate. Il est ainsi difficile de trouver un interlocuteur : si les journalistes s'intéressent souvent assez peu aux questions qu'ils ont jadis traitées et parfois ne comprennent pas pourquoi on souhaite les interroger, on peut supposer qu'ils se montreraient encore moins susceptibles d'aborder des sujets sur lesquels ils se rappelleraient parfaitement n'avoir jamais écrit.

2. Dans la dernière collection consultée 400 articles ont été retenus (sur 1383 au total). La moitié d'entre eux étaient des brèves. En outre, sur ces 400 références, celles dont le principal sujet était SOS (c'est-à-dire celles qui ne se contentent pas de citer l'association) représentent seulement le quart.

directement sur les revues de presse de ces deux journaux, mais aussi parce qu'ils étaient fortement représentés dans la collection de l'ADRI et dans la collection personnelle du militant de SOS. Au delà de l'année 1985, il est possible que la collection soit moins complète, en particulier pour les brèves qui n'ont pas toujours été reprises dans les revues de presse. Nous avons en outre beaucoup plus de brèves issues du *Monde*, du *Matin* et de *Libération* que des autres journaux (après 1985, 75 % des brèves proviennent de ces trois journaux) sans que l'on sache si ces trois quotidiens publient effectivement plus de brèves consacrées à SOS ou si celles de leurs concurrents ne nous sont pas parvenues. Par la suite, pour diminuer l'effet de possibles biais, nous comparerons souvent la couverture des différents journaux en ne tenant compte que des articles non-courts.

L'établissement de cette revue de presse et son utilisation pour décrire l'évolution de la couverture de SOS-Racisme par les médias posaient cependant un certain nombre de problèmes de méthode. En premier lieu celui de l'estimation de la proportion entre les articles recueillis et l'ensemble des articles publiés à propos de SOS-Racisme. Pour pouvoir tirer des conclusions de l'étude quantitative de l'ensemble des articles codés, il était donc nécessaire de définir quelle était la « masse manquante » et si celle-ci se trouvait également répartie dans le temps et entre les différents organes de presse. Les conditions de recueil dans les revues de presse consultées n'avaient probablement pas été les mêmes durant les huit années considérées et pour tous les journaux. On peut en effet faire l'hypothèse que la collecte d'articles sur SOS-Racisme a été plus suivie entre 1985 et 1987, quand SOS-Racisme était actif et peu critiqué, qu'après 1988, lorsque l'intérêt se sera émoussé. C'est vrai pour la revue de presse de l'ADRI où l'année 1985 est particulièrement fournie et les années 1986, 1987 et 1988, peu représentées. Il était en outre probable que certaines des revues que nous avions utilisées avaient privilégié les journaux « de gauche » qui parlent d'avantage de SOS et de l'antiracisme. La revue de presse du militant de SOS était extraite des journaux qu'il achètait, c'est-à-dire principalement *Libération*, *Le Monde*, *Le Matin de Paris* jusqu'à sa disparition. Toutefois, on peut penser que les revues de presse du *Monde*, de *Libération* et de *La Croix*, en partie faites pour donner aux journalistes des informations sur le traitement du sujet par les autres journalistes, étaient plus complètes. Le biais principal risquait cependant d'être une sous-représentation des journaux « de droite » en particulier *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris*, *Le Point* et *L'Express*. Il était donc nécessaire, en faisant des sondages systématiques sur certaines périodes, d'une part de contrôler la représentativité de notre échantillon par rapport au nombre total des articles

publiés sur SOS-Racisme, d'autre part de déterminer la part relative de chaque quotidien, enfin d'estimer si une période entre 1985 et 1992 était sur-représentée dans notre échantillon.

Le tableau 1 indique le nombre total d'articles consacrés à SOS publiés par les journaux parisiens lors des 19 principales initiatives de l'association (première colonne) et le nombre d'articles issus de la recherche systématique qui n'avaient pas été trouvés dans les revues de presse consultées. Il apparaît que pour presque tous les événements concernés, plus de la moitié des articles que la presse parisienne avait consacrés à SOS avaient été repris dans les différentes revues de presse. Cette proportion est encore plus forte si on ne tient pas compte des articles non directement centrés sur SOS, des articles non signés et des brèves (voir tableau 1 colonnes 4, 5 et 6). Au total, pour les principaux événements organisés par SOS-Racisme (en excluant la minute de silence après la mort d'Aziz Madak et le premier concert, pour lesquels les collections consultées étaient très complètes), les articles rassemblés dans les différentes revues de presse représentaient environ 65 % de l'ensemble des articles réellement publiés et environ 73 % des articles centrés sur SOS, signés et non-courts[3]. L'écart entre le nombre d'articles recueillis dans les revues de presse et le nombre de ceux réellement publiés permet-il de donner une approximation des articles manquants ? Il est possible de considérer que les revues de presse sont particulièrement complètes lors des principaux événements organisés par SOS, ou au contraire que par un effet de saturation beaucoup de textes sont oubliés lorsque les journaux en publient trop simultanément. Il est cependant probable que le dépouillement systématique porte sur les périodes où l'on avait le plus de chance de trouver des articles sur l'association. Le nombre important de textes supplémentaires (132 sur 34 semaines) n'est donc sans doute pas représentatif du nombre total d'articles manquants.

Tableau 1 : nombre d'articles consacrés à SOS en fonction de leur type et des événements organisés

numéro de colonne / événement		1	2	3	4	5	6
Minute de silence après la mort d'Aziz Madak	26/03/ 1985	77	0	-	25	-	-
Concert de la Concorde	15/06/	120	0	-	65	-	-

3. Nous utilisons ici le codage qui sera décrit ci-dessous. Ne sont retenus que les articles signés qui ne sont pas des brèves et dont le sujet principal est SOS (c'est-à-dire ceux qui ne se contentent pas de citer incidemment l'association). Ce tri permet de ne retenir que les articles principaux.

	1985						
Arrivée de la marche	7/12/ 1985	38	3	8 %	23	1	4 %
2ème Concert à la Bastille	14/06/ 1986	24	4	17 %	12	1	8 %
Manifestation contre le code	15/03/ 1987	31	18	58 %	4	3	75 %
3ème concert	20/06/ 1987	17	7	41 %	10	3	30 %
Heure de Vérité d'Harlem Désir	19/08/ 1987	58	29	50 %	27	15	56 %
Manifestation avec l'UNEF-ID	29/11/ 1987	33	10	30 %	15	2	13 %
Le Grand Rancard	12/03/ 1988	20	13	65 %	14	9	64 %
Congrès de Noisiel	4/04/ 1988	17	7	41 %	7	1	14 %
4ème concert	18/06/ 1988	26	7	27 %	16	3	19 %
Etats Généraux Européens de la Jeunesse	18/12/ 1988	6	3	50 %	3	2	67 %
5ème concert	10/06/ 1989	13	4	31 %	5	0	0 %
Congrès de Longjumeau	30/04/ 1990	22	2	9 %	18	2	11 %
6ème concert	9/06/ 1990	11	4	36 %	8	3	38 %
Etats généraux des quartiers	2/12/ 1990	9	2	22 %	6	1	17 %
7ème concert	9/06/ 1991	12	6	50 %	7	2	29 %
Manifestation antiraciste contre le gouvernement	25/01/ 1992	38	7	18 %	20	2	10 %
8ème concert	14/07/ 1992	7	6	86 %	4	3	75 %
total*		382	132	34,5 %	199	53	27 %
total 1985-1988*		201	71	35 %	91	25	27 %
total 1989-1992		181	61	34 %	108	28	26 %

Colonne 1 : nombre d'articles suivant et précédant les principaux événements recueillis dans les différentes revues de presse consultées.

Colonne 2 : nombre d'articles absents des revues de presse consultées et trouvés lors d'une recherche systématique.

Colonne 3 : pourcentage d'articles issus de la recherche systématique et qui n'avaient pas été trouvés dans les revues de presse.

Colonne 4 : nombre d'articles centrés sur SOS, signés et non-courts, pour chaque journal.

Colonne 5 : nombre d'articles centrés sur SOS, signés et non-courts, absents des revues de presse consultées et trouvés lors d'une recherche systématique.

Colonne 6 : pourcentage d'articles centrés sur SOS, signés et non-courts, absents des revues de presse consultées et trouvés lors d'une recherche systématique.

* Le total est calculé sans compter les articles consacrés au concert de la Concorde et à la mort d'Aziz Madak qui étaient très bien représentés dans les revues de presse.

Tableau 2 : nombre d'articles consacrés à SOS en fonction du journal et des événements

numéro de colonne	1	2	3	4	5	6
Journaux nationaux	nombre total d'articles	nombre d'articles centrés, non-courts	nombre d'articles sur les 19 principaux événements	Nombre d'articles centrés, non-courts (19)	nombre d'articles en dehors des 19 principales actions	nombre d'articles centrés non-courts en dehors des 19
Libération	419	202	156	98	263	104
Le Monde	282	101	66	33	216	68
Le Matin de Paris	206	94	106	46	100	48
Le Quotidien de Paris	147	77	88	56	59	21
La Croix	90	34	46	20	44	14
L'Humanité	74	24	42	16	32	8
Le Figaro	67	29	35	16	32	13
Le Nouvel Observateur	50	27	23	13	27	14
L'Evénement du Jeudi	26	13	9	6	17	7
L'Express	21	11	7	3	14	8
Total	1382	612	578	307	804	305

Colonne 1 : nombre des articles sur SOS publiés par chaque journal.

Colonne 2 : nombre d'articles centrés et non-courts pour chaque journal.

Colonne 3 : nombre, pour chaque journal, des articles sur SOS lors des principaux événements impliquant l'association (relevé systématique).

Colonne 4 : nombre, pour chaque journal, des articles centrés et non-courts lors des principaux événements, impliquant l'association (relevé systématique).

Colonne 5 : nombre, pour chaque journal, des articles issus des revues de presse consultées en dehors des principaux événements, impliquant l'association (relevé non systématique).

Colonne 6 : nombre, pour chaque journal, des articles centrés, signés et non-courts issus des revues de presse consultées en dehors des principaux événements impliquant l'association (relevé non systématique). (colonne 2 moins colonne 4).

On peut contrôler la représentativité de notre échantillon en comparant la répartition des articles des différents journaux entre les périodes pour lesquelles nous avons fait une recherche systématique et celles pour lesquelles nous n'avons que les articles issus des revues de presse (voir tableaux 1 et 2). La colonne 3 du tableau 2 montre la part de chacun des journaux nationaux retenus dans la couverture des dix-neuf principaux événements impliquant SOS-Racisme, tandis que la colonne 5 indique la répartition entre ces journaux des articles issus des différentes revues de presse consultées. On constate que les quatre journaux qui consacrent le plus d'articles à SOS lors des 228 jours systématiquement dépouillés sont aussi ceux dont les revues de presse proposent le plus d'articles. Toutefois des écarts importants se manifestent : *Libération* qui représente 33 % des articles en dehors des 19 dates principales ne fournit que 27 % des articles lors de ces événements. De même *Le Monde* qui représente 27 % des articles en dehors de ces dates ne représente que 11 % des articles lors des principales initiatives de SOS. À l'inverse, *le Matin de Paris*, *le Quotidien de Paris*, *l'Humanité* et *le Figaro* sont proportionnellement plus représentés dans le relevé systématique que dans la sélection d'articles, respectivement 18 et 12 % pour *le Matin de Paris*, 15 et 7 % pour *le Quotidien de Paris*, 7 et 4 % pour *l'Humanité*, 6 et 4 % pour *le Figaro*. Si on ne tient compte que des articles dont le sujet principal est SOS (voir tableau 4 colonnes 5, 6 et 7), on obtient des résultats très semblables. Ces résultats peuvent être interprétés de deux façons : soit on considère que notre échantillon d'articles issus des revues de presse est biaisé par une collecte désordonnée et que la répartition des articles entre les différents journaux entre 1985 et 1992 est relativement proche de la répartition donnée par le dépouillement systématique, soit on considère que celui-ci ne fournit pas une image réaliste de la part prise par chaque journal à la couverture de SOS parce que certains d'entre eux ne consacrent des articles à SOS que lors des principales initiatives de l'association. Le dépouillement complet sur les dix-neuf principaux événements conduirait donc à une sur-représentation de certains journaux, en particulier les journaux « de droite », *le Quotidien de Paris* et *le Figaro*.

Tableau 3 : part des articles consacrés à SOS en fonction du journal et de la taille et de la centralité des articles

Numéro de colonne _____ Journaux	1	2	3	4	5	6
Libération	30 %	33 %	27 %	32 %	33 %	34 %
Le Monde	20 %	17 %	11 %	11 %	27 %	22 %
Le Matin de Paris	15 %	15 %	18 %	15 %	12 %	16 %
Le Quotidien de Paris	11 %	13 %	15 %	18 %	7 %	7 %
La Croix	7 %	6 %	8 %	7 %	5 %	5 %
L'Humanité	5 %	4 %	7 %	5 %	4 %	3 %
Le Figaro	5 %	5 %	6 %	5 %	4 %	4 %
Le Nouvel Observateur	4 %	4 %	4 %	4 %	3 %	5 %
L'Evénement du Jeudi	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %
L'Express	2 %	2 %	1 %	1 %	2 %	3 %
Total	101 %	101 %	99 %	100 %	99 %	101 %

Colonne 1 : pourcentage des articles sur SOS publiés par chaque journal.

Colonne 2 : pourcentage d'articles centrés et non-courts pour chaque journal.

Colonne 3 : pourcentage, pour chaque journal, des articles sur SOS lors les principaux événements impliquant l'association (relevé systématique).

Colonne 4 : pourcentage, pour chaque journal, des articles centrés et non-courts publiés lors des dix-neuf principaux événements impliquant l'association (relevé systématique).

Colonne 5 : pourcentage des articles de chaque journal issus des revues de presse consultées en dehors des principaux événements impliquant l'association (relevé non systématique).

Colonne 6 : pourcentage, pour chaque journal, des articles centrés, signés et non-courts, issus des revues de presse consultées en dehors des principaux événements impliquant l'association (relevé non systématique).

Tableau 4 : nombre des articles consacrés à SOS en fonction du mode de collecte et du journal

Numéro de colonne Journaux nationaux	1	2	3	4	5	6	7
Libération	419	310	131	179	31 %	28 %	33 %
Le Monde	282	187	56	131	19 %	12 %	24 %
Le Matin de Paris	206	157	78	79	16 %	17 %	15 %
Le Quotidien de Paris	147	114	77	37	11 %	16 %	7 %
La Croix	90	65	36	29	6 %	8 %	5 %
L'Humanité	74	44	31	13	4 %	7 %	2 %
Le Figaro	67	47	27	20	5 %	6 %	4 %
Le Nouvel Observateur	50	43	19	24	4 %	4 %	4 %
L'Evénement du Jeudi	26	20	7	13	2 %	1 %	2 %
L'Express	21	16	6	10	2 %	1 %	2 %
Total	1382	1003	468	535	100 %	100 %	98 %

Colonne 1 : nombre total d'articles par journaux.

Colonne 2 : nombre d'articles dont le sujet principal est SOS ou une de ses actions.

Colonne 3 : nombre d'articles dont le sujet principal est SOS ou une de ses actions lors des principales initiatives de l'association (après 1985) (relevé systématique).

Colonne 4 : nombre d'articles dont le sujet principal est SOS ou une de ses actions en dehors des principales initiatives de l'association (relevé non systématique).

Colonne 5 : pourcentage d'articles dont le sujet principal est SOS ou une de ses actions (correspond à la colonne 2).

Colonne 6 : pourcentage d'articles dont le sujet principal est SOS ou une de ses actions lors des principales initiatives de l'association (relevé systématique), (correspond à la colonne 3).

Colonne 7 : pourcentage d'articles dont le sujet principal est SOS ou une de ses actions en dehors des principales initiatives de l'association (relevé non systématique), (correspond à la colonne 4).

Pour trancher cette question nous avons fait un dépouillement systématique des journaux nationaux retenus en dehors des périodes où SOS organisait des actions publiques. Nous avons choisi les mois de janvier-février 1986 et mai 1992 parce que les revues de presse consultées ne proposaient pour ces deux périodes que très peu d'articles, (respectivement 7, 2 et 3 – alors qu'à partir de 1986 la moyenne mensuelle des articles recueillis consacrés à SOS est de 11,7 –), les mois d'octobre 1989 et de janvier 1991, correspondant à l'affaire dite du « foulard islamique » et aux manifestations contre la guerre du Golfe, parce que nous avions un nombre d'articles important (respectivement 27 et 23) et le mois d'octobre 1987 pour lequel nous

avions un nombre d'articles moyen (12). Pour chaque période considérée nous avons trouvé des articles supplémentaires qui n'avaient pas été repris dans les revues de presse consultées (voir tableau 5).

Tableau 5 : pourcentage des articles supplémentaires issus du dépouillement systématique

Période	Articles issus des revues de presse	Articles supplémentaires issus du dépouillement systématique	Proportion d'articles supplémentaires	Proportion d'articles centrés	Proportion d'articles centrés hors brèves
janvier 1986	7	3	43 %	60 %	0 %
février 1986	2	4	200 %	150 %	0 %
octobre 1987	12	16	133 %	90 %	100 %
octobre 1989	27	6	22 %	11 %	25 %
janvier 1989	23	36	156 %	70 %	27 %
mai 1992	3	6	200 %	133 %	0 %
total	74	71	96 %	69 %	36 %

Pour les six mois considérés, la recherche systématique conduit à trouver 96 % d'articles supplémentaires se référant à SOS-Racisme. Toutefois, ce pourcentage décroît si l'on ne considère que les articles dont l'association constitue le sujet principal (69 % d'articles supplémentaires) ou si l'on ne tient pas compte des brèves (36 % d'articles supplémentaires).

Si l'on fait l'hypothèse qu'il manque autant d'articles pour l'ensemble de l'échantillon qui n'a pas été systématiquement dépouillé (soit 733 articles[4]) que sur les six mois qui l'ont été, on peut estimer le nombre d'articles manquants à environ 630, dont environ 100 articles non-courts dont le principal sujet est SOS-Racisme. Il y aurait donc eu environ 2000 articles citant SOS-Racisme publiés entre 1985 et 1992 dont 1382 répertoriés dans notre revue de presse (qui représenterait 69 % du nombre d'articles probables) et environ 700 articles non-courts centrés sur SOS-Racisme dont 612 répertoriés dans notre échantillon (soit 85 %). On peut donc estimer que notre revue de presse est numériquement assez représentative de l'ensemble des articles publiés à propos de SOS-Racisme.

Reste à déterminer si chaque titre est proportionnellement représenté dans notre échantillon, c'est-à-dire si certains journaux ne sont pas sur-représentés dans notre revue de presse. Si on

compare la proportion respective de chacun des journaux nationaux retenus dans notre échantillon total avec la proportion qui est la sienne dans les périodes pour lesquelles nous sommes assurés de la répartition, on constate certaines disparités importantes : *Libération* qui représente 30 % de notre échantillon total (voir tableau 3 colonne 1) ne constitue que 26 % des périodes vérifiées tandis que pour *Le Monde* les proportions sont respectivement de 20 % et de 13 %) ; au contraire *Le Quotidien de Paris* qui représente 15 % des périodes vérifiées ne constitue que 11 % de l'ensemble des articles rassemblés. On peut toutefois constater que quel que soit le mode d'estimation retenu, *Libération* est le quotidien qui publie le plus d'articles consacrés à SOS-Racisme, suivi du *Monde*, du *Quotidien de Paris* et du *Matin de Paris*. Au contraire, *la Croix*, *le Figaro* et *l'Humanité* sont les quotidiens qui en publient le moins. Pour les hebdomadaires, *le Nouvel Observateur* consacre deux fois plus d'articles à l'association que *l'Evénement du Jeudi* et *l'Express*.

Tableau 6 : Nombre d'articles consacrés à SOS présents dans notre corpus en fonction du journal et de l'origine de sa recollection

colonne Journaux nationaux	1	2	3	4	5	6
Libération	230	35 %	189	26 %	27 %	23 %
Le Monde	190	29 %	92	13 %	11 %	18 %
Le Matin de Paris	90	14 %	116	16 %	18 %	7 %
Le Quotidien de Paris	36	5 %	111	15 %	15 %	16 %
La Croix	32	5 %	58	8 %	8 %	8 %
L'Humanité	25	4 %	49	7 %	7 %	5 %
Le Figaro	19	3 %	48	7 %	6 %	9 %
Le Nouvel Observateur	21	3 %	29	4 %	4 %	4 %
L'Evénement du Jeudi	10	2 %	16	2 %	2 %	5 %
L'Express	6	1 %	15	2 %	1 %	6 %
Total	659	101 %	723	100 %	99 %	101 %

Colonne 1 : nombre d'articles issus des revues de presse en dehors des principales actions de SOS et des six mois tests (relevé non systématique).

Colonne 2 : répartition des articles issus des revues de presse (relevé non systématique), (pourcentage correspondant à la colonne 1).

Colonne 3 : nombre d'articles publiés lors des principales actions de SOS et lors des six mois tests (relevé systématique).

4. Total de la colonne 5 du tableau 2 moins le nombre d'articles supplémentaires, soit 804 moins 71.

Colonne 4 : répartition des articles lors des principales actions de SOS et lors des six mois tests (relevé systématique) (pourcentage correspondant à la colonne 3).

Colonne 5 : répartition des articles lors des 19 principales actions de SOS (relevé systématique).

Colonne 6 : répartition des articles lors des six mois tests (relevé systématique).

B) Le codage

Pour étudier l'évolution de la couverture de presse de SOS-Racisme nous avons constitué une base de données à partir de l'ensemble des articles de presse rassemblés. Une fiche a été établie pour chaque article indiquant la date de parution, le journal, l'auteur de l'article, la longueur de l'article, le sujet traité et la tonalité de l'article vis-à-vis de l'association.

1) Le codage de la tonalité des articles

Pour décrire l'évolution des attitudes de la presse envers SOS-Racisme, je souhaitais construire un indicateur de l'orientation des journalistes et des rédactions. Pouvait-on considérer que certains journaux « soutenaient » l'association tandis que d'autres étaient soit indifférents soit hostiles ? Comment mesurer l'orientation de la presse envers SOS-Racisme et pouvait-on discerner des périodes, des cycles ou des ruptures dans la façon dont les rédactions rendaient compte de SOS ? Il était donc nécessaire de coder la « tonalité » des articles, c'est-à-dire le rapport du journaliste à l'association tel qu'il pouvait être perceptible dans l'article. La tonalité des articles a donc été codée en trois catégories : positive, négative et neutre.

Le codage en seulement trois catégories ne permet bien évidemment pas de prendre en compte la diversité des attitudes journalistiques possibles à l'égard de l'association. Il présentait cependant l'avantage d'être simple à mettre en œuvre et de correspondre en partie à la façon dont les responsables de l'association percevaient l'action de la presse à leur égard. L'objectif du codage n'était pas de déterminer en toute exactitude la position de chaque journaliste à l'égard de SOS-Racisme mais essentiellement de fournir un indicateur de l'évolution des attitudes des rédactions vis-à-vis de l'association. Il importe alors peu que l'outil ne soit pas extrêmement précis pourvu qu'il permette de repérer les grandes tendances de l'évolution de la couverture de presse.

Le codage de la tonalité de l'article a été fait par rapport au contexte de parution de l'article : en 1985, alors que l'ensemble de la presse est favorable à l'association, quelques réserves sur

l'organisation ou le simple rappel de l'origine politique des membres fondateurs suffit à faire coder l'article négativement. En revanche, quelques années plus tard, les mêmes éléments seront considérés comme neutres puisqu'ils sont de « notoriété publique » (au moins chez les journalistes) et se retrouvent dans de nombreux articles. Seront codés négatifs après 1985 les articles qui comportent des critiques explicites des actions, de l'affiliation partisane ou des prises de position de SOS-Racisme. Après 1985 les articles qu'on pourrait qualifier de « perfides » ou de critiques « entre les lignes » seront codés neutres. Seront codés positifs en 1985 les articles qui font la promotion de l'association, ceux qui présentent l'association alors qu'elle est encore inconnue, et en général tous les articles qui parlent de SOS sans le support d'une action précise de l'association. Après 1985 seront codés positifs les articles qui rapportent les actions de SOS en termes bienveillants ou les articles où les « faits parlent d'eux-mêmes » : un article sur une manifestation de SOS en réaction à un « crime raciste » sera systématiquement codé positif lorsque le ton n'est pas explicitement négatif. Seront codés neutres les articles « factuels » lorsque les circonstances ne sont pas suffisamment dramatiques pour en déterminer l'orientation et les articles qu'on ne peut coder ni en positif ni en négatif. Ont été codées positives toutes les tribunes et toutes les interviews même si les questions portent sur des points que l'association peut percevoir comme délicats ou embarrassants. On a en effet considéré que les réponses données par le porte-parole étaient plus marquantes que les questions parfois hostiles du journaliste.

Le codage de la tonalité laisse de côté la question de la perception de l'orientation des articles par les lecteurs. Il y a des périodes où l'image de SOS-Racisme était tellement favorable (en 1985 ou après l'Heure de Vérité de Harlem Désir en 1987) qu'un lecteur pouvait probablement ne pas percevoir le contenu « aigre-doux » d'un article. À l'inverse lorsque la majorité des articles émettait des réserves sur SOS, il est probable qu'un lecteur pouvait avoir une lecture critique d'un article perçu par les responsables de l'association comme plutôt favorable. La question des effets de la lecture des articles et des conséquences de leur orientation sera pour l'instant laissée de côté.

2) codage de la longueur

la longueur des articles a été estimée et classée en quatre catégories : les articles « courts » (les brèves) ; les articles de taille « moyenne » (un peu plus longs que les brèves) ; les articles « longs » (qui font environ une demi page de *Libération* ou un quart de page du Monde) ; les

articles « très longs » (ceux qui représentent plus d'une demi page de *Libération* ou plus d'un quart de page du Monde – soit pour *Le Monde* 11 articles en 8 ans –). Ce codage visait à pouvoir contrôler l'importance de l'article et en particulier à pouvoir éliminer les articles les plus courts dont on pouvait penser qu'ils seraient les plus nombreux et les moins significatifs. Une des hypothèses que je voulais vérifier était qu'entre 1985 et 1992 la longueur des articles consacrés à SOS tendait à baisser, ou en tout cas le nombre des articles les plus longs, tandis que les actions de l'association avaient de plus en plus tendance à être traitées dans des brèves (voir tableau 7).

Tableau 7 : articles de la presse parisienne citant SOS en fonction de l'année et de la taille des articles

année	articles très longs	articles longs	articles de taille moyenne	articles courts	total
1985	37	104	115	144	400
1986	3	35	31	63	132
1987	20	61	75	86	242
1988	5	36	41	63	145
1989	8	44	42	65	159
1990	12	40	34	35	121
1991	10	29	26	33	98
1992	8	27	24	28	87
total	103	376	388	517	1384

En réalité, la proportion des différentes tailles d'articles codés varie peu entre 1985 et 1992 et en tout cas pas selon l'hypothèse de départ. On s'aperçoit au contraire que le nombre de brèves diminue également fortement lorsque les journalistes tendent à écrire moins d'articles sur l'association. Les brèves voient leur nombre se réduire plus que proportionnellement (voir tableau 8). On peut faire l'hypothèse que la chute d'attention des journalistes envers les initiatives de SOS touche d'abord ses actions mineures, ses communiqués, ses conférences de presse, les mobilisations mineures, pour lesquelles les journalistes faisaient auparavant un court article pour en rendre compte. Au contraire, on constate une légère augmentation de la part des articles codés longs (accompagnée toutefois d'une diminution en volume) qui correspond aux articles qui traitent des actions majeures de l'association.

Tableau 8 : articles de la presse parisienne citant SOS en fonction de l'année et de la taille des articles en pourcentage

année	articles très longs	articles longs	articles de taille moyenne	articles courts	total
1985	9 %	26 %	28 %	36 %	101 %
1986	2 %	27 %	23 %	48 %	100 %
1987	8 %	25 %	30 %	36 %	99 %
1988	3 %	25 %	27 %	44 %	99 %
1989	5 %	28 %	26 %	41 %	100 %
1990	11 %	33 %	28 %	28 %	100 %
1991	9 %	29 %	27 %	34 %	99 %
1992	9 %	31 %	28 %	32 %	100 %
85-92	7 %	27 %	28 %	38 %	100 %

3) Le sujet de l'article

Le sujet de l'article a été codé de plusieurs façons. Tout d'abord on a codé si SOS était le sujet principal de l'article ou si l'association est seulement citée dans l'article. Quand l'article décrit un concert de SOS, l'association a été considérée comme le sujet de l'article ; lorsque à la suite d'un « crime raciste » le journaliste reprend le communiqué de l'association condamnant le meurtre, SOS n'est pas considéré comme le sujet principal de l'article. Une des hypothèses dont est issu ce codage est qu'entre 1985 et 1992 la part des articles dont SOS est le sujet principal tend à décroître tandis qu'augmente celle des articles où on se contente de citer la réaction de l'association. En réalité, la part des articles consacrés à SOS-Racisme par rapport à ceux qui citent seulement l'association est à peu près stable sauf en 1989 et en 1991 lorsque « l'affaire des foulards » et la guerre du Golfe font qu'on citera souvent les prises de position de l'association sans que celle-ci constitue le sujet principal des articles (voir tableau 9). Ce codage nous permettra cependant de déterminer dans quelles circonstances et en fonction de quel type d'action sont écrits les articles dont le sujet principal est SOS-Racisme.

Tableau 9 : nombre d'articles dont SOS est le sujet principal par rapport au nombre d'articles où SOS est seulement cité

année	articles consacrés à SOS	pourcentages	articles citant seulement SOS	pourcentages
1985	317	79 %	84	21 %
1986	102	77 %	30	23 %
1987	174	72 %	67	28 %
1988	107	74 %	38	26 %
1989	93	59 %	65	41 %
1990	93	77 %	28	23 %
1991	61	62 %	37	38 %
1992	60	73 %	27	27 %
total	1007	73 %	376	27 %

4) Codage de l'initiative de l'écriture de l'article

On a codé si l'article était issu d'une action de mobilisation publique de SOS ou s'il ne devait rien à une action particulière de l'association. Ainsi un article décrivant une manifestation organisée par SOS-Racisme ou à laquelle SOS a participé est codé comme ayant pour support une action de l'association. Un article qui relate un « crime raciste » et qui reprend un communiqué de protestation de SOS n'est pas codé comme ayant pour support une action publique. Faire un communiqué peut être considéré comme une action publique mais n'a pas été codé comme une action de mobilisation publique susceptible d'entraîner par elle-même un compte-rendu journalistique. En revanche, si l'article signale que SOS va organiser une manifestation sur place, l'article est recodé. Les premiers articles du Nouvel Observateur qui présentaient l'association sont certes dus à une action de mobilisation des médias menée par les fondateurs de SOS, mais pas à une action de mobilisation publique (manifestation, concert, marche, etc.) : ils sont donc codés comme n'étaient pas directement liés à une action publique de SOS, comme les articles qui font périodiquement le bilan de l'association, qui parlent de ses divisions internes ou qui assurent révéler son histoire secrète. Ce codage avait pour but de savoir à quelle période SOS devait agir pour obtenir une couverture de presse et à quel moment les journalistes étaient susceptibles de faire des articles sur l'association en dehors de toute actualité précise. Les taux d'articles spontanés restent assez constants entre 1985 et 1992 sauf en 1989 et en 1991, c'est-à-dire lorsque des polémiques publiques (foulards islamiques et prises

de position contre la guerre du Golfe) induisent des articles consacrés à l'association en dehors de toute action de mobilisation publique de sa part.

Tableau 10 : nombre d'articles de la presse parisienne qui ont pour origine une action de SOS par rapport aux articles qui ont SOS pour sujet ou qui le citent sans avoir pour support une action de SOS

Année	articles issus d'une action de SOS	%	articles qui ne sont pas issus d'une action de SOS	%
1985	341	85 %	58	15 %
1986	111	84 %	21	16 %
1987	202	83 %	40	17 %
1988	125	87 %	19	13 %
1989	112	70 %	48	30 %
1990	95	77 %	28	23 %
1991	52	54 %	44	46 %
1992	77	89 %	10	11 %

5) Les insuffisances du codage

D’autres rubriques de codages étaient originellement prévues. Cependant, leur réalisation commencée et reprise plusieurs fois sous des modalités différentes n’a pas pu être menée à bien : les articles ont été codés à des périodes différentes et selon les catégories partiellement hétérogènes. Le résultat obtenu était donc difficile à utiliser. Nous avions ainsi entrepris un codage sur le sujet et l’action décrit par l’article. Devait être codé le type d'action dont les journalistes rendaient compte : concert, marche, manifestation locale, nationale ou internationale, pétition, colloque, minute de silence, meeting, etc. Ce codage visait à permettre de connaître les formes d’intervention privilégiées par l'association à différents moments de son histoire ainsi que les formes d'action auxquelles les médias étaient le plus sensibles, celles qui étaient le plus susceptibles d’engendrer une couverture de presse importante. Devait également être codée l'initiative des actions auxquelles participe SOS. Pour les concerts, SOS est le seul organisateur mais lors de la manifestation du 25 janvier 1992, SOS, qui était à l'origine de la

mobilisation, n'apparaît que comme un des coorganisateurs et l'un des cosignataires de l'appel à manifester. Dans d'autres cas, SOS participe à une manifestation décidée et mise en oeuvre par d'autres associations, syndicats ou partis. Ce codage devait permettre de différencier les occurrences de mobilisation qui ont pour origine SOS de celles auxquelles SOS participe seulement. Enfin nous souhaitions réaliser un codage de l'angle journalistique adopté pour traiter de SOS-Racisme : « association dynamique de jeunes », « organisation permettant de réagir contre le FN », « association proche du PS », « organisation peu implantée en banlieue », etc. Ce type de codage se rapprochait de l'analyse des « packages » mis en œuvre par Gamson et Modigliani[5]. La dimension de l'entreprise et la nécessité de la mener de façon systématique ont fait échouer la réalisation du codage de l'angle journalistique.

L'échec de la réalisation de ce codage particulier constitue un de mes regrets concernant cette thèse : ne pas avoir mieux objectivé les transformations des postures journalistiques vis-à-vis de SOS-Racisme. L'analyse de l'évolution du l'angle journalistique « association proche du PS » aurait en particulier été particulièrement pertinente. Permettant de mesurer les progrès de l'association croissante de l'organisation antiraciste et du parti majoritaire, les données issues de ce codage auraient permis de décrire de façon plus contrôlée les transformations de l'image publique de SOS-Racisme. De même la mesure de l'utilisation de l'angle journalistique critique « association peu implantée en banlieue » ou « organisation favorable au " droit à la différence " » aurait permis de mieux percevoir la mise en place de schèmes d'analyse critique de SOS au sein des rédactions.

Malgré ses imperfections, la base de données ainsi constituée permet d'obtenir des résultats intéressants. Elle permet de connaître les quotidiens et les journalistes qui ont le plus écrit sur SOS-Racisme. Elle permet de mettre en évidence les grandes tendances de l'évolution des attitudes des journalistes vis-à-vis de SOS. Elle nous donne la possibilité de mesurer, par l'évolution du nombre des articles consacrés à SOS, l'intérêt que les différents journaux portent à l'action de l'association. Enfin, elle nous donne la possibilité d'estimer le sens et l'ampleur des fluctuations des commentaires que les journalistes vont pouvoir porter sur SOS-Racisme.

5 . W. Gamson et A. Modigliani, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : a Constructionist Approach », *American journal of sociology*, vol. 95, 1, juillet 1989, p. 1-37.

Chapitre premier

La couverture journalistique de SOS-Racisme par *Le Monde*

« Notre époque médiatique neutralise et affadit le journalisme à mesure qu'elle le promeut et qu'elle le sacralise. Grands témoins de la vie qui va, les journalistes semblent devenus les oracles d'un avenir auquel ils n'auraient pas part. L'opinion commune les enferme dans une illusoire objectivité où ils se contenteraient de tenir les comptes d'apothicaire d'une actualité qui leur serait extérieure. Or, dans ce métier, nous savons que nous produisons cette réalité, que nous l'organisons et la construisons au travers de nos choix et de nos tris, de nos hiérarchies et de nos curiosités. Nous sommes aussi acteurs, impliqués par nos commentaires, nos reportages, nos enquêtes qui minimisent tel fait, en grossissent un autre, en oublient un troisième. Nous pouvons être honnêtes, nous ne serons jamais objectifs. Nous pouvons être professionnels, nous serons toujours subjectifs. C'est tromper notre monde, lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, que de nous représenter comme des êtres asexués culturellement ou politiquement, au-dessus de la mêlée, de ses drames et de ses espoirs »[1].

Edwy Plenel, La part d'ombre.

Moins proches des fondateurs de SOS-Racisme que ne le seront les journalistes de *Libération*, les rédacteurs du *Monde* ont pourtant participé en 1985 à l'établissement de la notoriété de la nouvelle association. *Le Monde* est en effet l'un des journaux qui a le plus publié sur SOS-Racisme[2]. La tonalité générale des articles est en moyenne beaucoup plus favorable à l'association que celle des articles publiés dans *Le Figaro* ou dans *Le Quotidien de Paris*[3]. Mais les responsables de l'association ressentent beaucoup plus durement les « attaques » envers leur organisation qu'ils perçoivent dans certains articles du *Monde* et, en général, dans les journaux identifiés comme « de gauche ». Les militants de l'association, très attentifs à ce qu'on

1. Edwy Plenel, *La part d'ombre*, Paris, Stock, 1992, p. 20.
2. Environ 720 articles citant SOS-Racisme entre 1987 et 1992 (voir tableau 5) et au moins 187 articles dont l'association est le sujet principal entre 1985 et 1992 (voir tableau 1).
3. Dans la suite de ce texte nous allons souvent utiliser les notions « indigènes » d'article « favorable » ou « défavorable » qui sont d'ailleurs en partie à l'origine des catégories utilisées pour coder la base d'articles. Remarquons qu'il existe un relatif consensus entre les professionnels de la presse et le personnel politique ou les responsables d'organisations pour distinguer de « bons » articles et de « moins bons » et supposer que, pour la santé des entreprises militantes, les articles « favorables » sont plus souhaitables que les articles « défavorables », eux-mêmes préférables à une absence totale de presse. Cependant, il y a des exemples d'organisations (le Front national) qui ont relativement prospéré dans un environnement médiatique majoritairement hostile. Dans le cas de SOS-Racisme, notre travail fait l'hypothèse que, connu grâce à une forte campagne de presse et sans implantation locale très visible, SOS-Racisme est fortement sensible à l'image que les journaux et les télévisions donnent de son action.

dit d'elle, accueillent souvent avec un mélange d'incompréhension et de colère, les articles critiques qu'ils peuvent lire dans *le Monde* ou *Libération*, journaux qu'ils considèrent comme « proches » et de sensibilité antiraciste. Les acteurs militants semblent penser que le succès de leur organisation peut être amoindri par les critiques publiques qui lui sont adressées. De fait, nous constaterons que le succès social de SOS-Racisme évolura parallèlement à la tonalité générale des commentaires de presse à son égard.

La couverture que *le Monde*, comme *Libération*, consacre à SOS-Racisme ne peut être considéré comme uniformément positive. Les choix de couverture et la tonalité des journaux à l'égard de SOS-Racisme ne peuvent être seulement rapportés aux préférences politiques des rédactions et des journalistes. Il est également nécessaire d'analyser le rôle des choix commerciaux et des stratégies de démarcation que chaque organe de presse adopte vis-à-vis de ses concurrents. Comme Louis Pinto peut repérer un « angle “ Nouvel Obs ” » qui identifie les articles de l'hebdomadaire par delà la variété des sujets et les différences de tonalité politique des rédacteurs[4], on peut discerner un « ton *Le Monde* » qui tire son origine du travail de mise en forme des produits journalistiques opéré par les rédacteurs du journal et qui contribue à définir l'orientation générale des articles du titre. Dans l'espace de concurrence journalistique français *le Monde* entend être le « journal de référence »[5], c'est-à-dire celui qui accomplit un travail documentaire de citation de déclarations et de documents mais également celui auquel les lecteurs et les concurrents se réfèrent pour évaluer la fiabilité ou l'importance relative d'une information. Nous verrons que si la notion de « journal de référence » est indissociablement une revendication professionnelle, une communication interne d'entreprise et un slogan commercial, la position institutionnelle du *Monde* rend la tonalité de sa couverture particulièrement cruciale pour l'image publique d'une organisation politique. Nous nous attacherons à donner un aperçu des articles publiés par *Le Monde* sur SOS en mettant en évidence les commentaires et les jugements que les rédacteurs ont portés sur l'association. En nous appuyant sur les interviews des principaux journalistes ayant écrit sur l'association, nous montrerons que les caractéristiques de la couverture de SOS par *le Monde* s'expliquent en partie par la trajectoire sociale et les préférences de ceux-ci[6]. Nous analyserons les logiques de

4. Voir Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, Paris, Métailié, 1984, notamment p. 44-45 et p. 161 : « Rien ne serait plus forcé que de traiter le discours du *Nouvel Observateur* comme une œuvre qui enferme une visée de systématicité – essai doctrinal, manifeste politique... ».

5. Selon Claude Julien, « Par la qualité, les véritables concurrents du *Monde* ne sont pas les autres quotidiens mais les grands journaux étrangers », Claude Julien in *Le Débat*, cité in Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, Paris, Samuel Tastet Editeur, 1988, p. 126.

6 . Pour analyser l’évolution du journal *le Monde* puis de celle de *Libération* et du *Figaro*, nous nous appuierons également sur des sources journalistiques et sur les livres de mémoires ou d’anecdotes que le milieu journalistique de la presse nationale produit fréquemment. Au sein de notre démonstration les extraits que nous citerons seront

la stratégie politique, commerciale et éditoriale du journal et nous rechercherons ce que leur doit le traitement que les journalistes du *Monde* ont donné de SOS. Enfin, nous mettrons en évidence que les contraintes journalistiques et commerciales du *Monde* tendent, à partir d'un certain moment, à engendrer une tonalité systématiquement critique envers l'association.

A) En retrait de *Libération* : une couverture de SOS-Racisme « mesurée »

Les premiers articles que *le Monde* consacre à SOS-Racisme ne sont pas défavorables à l'association. Le 21 février 1985, *le Monde* publie un article non signé qui rend compte de la conférence de presse donnée le 19 février à l'hôtel Lutétia. Cet article est suivi par une tribune de Marek Halter qui dit tout le bien qu'il pense de cette initiative[7]. Toutefois, entre février et mars 1985, alors que l'association est encore inconnue, *le Monde* publie peu d'articles consacrés à SOS et ne lui fait donc que peu de publicité, contrairement au *Nouvel Observateur*, au *Matin de Paris* puis à *Libération*. *Le Monde* n'anticipe pas sur la notoriété de SOS-Racisme et n'a pas l'attitude presque militante et promotionnelle qu'ont eue certains journaux vis-à-vis de SOS-Racisme. Comme nous le verrons ensuite plus en détail, l'attitude de la rédaction et des journalistes du *Monde* vis-à-vis de SOS-Racisme au moment de son apparition ne peut se comprendre sans analyser l'attitude générale du journal dans le traitement des informations et les stratégies de démarquage de son offre journalistique qu'il met en œuvre par rapport aux autres titres. Si la rédaction du *Monde* comme celles des autres journaux est attentive à la nouveauté, elle cherche à la traiter à la façon du *Monde*, en exhibant vis-à-vis de ses lecteurs toutes les apparences de la rigueur et de la circonspection professionnelle :

> « *Robert Solé* – Un journal est toujours à l'affût de ce qui est nouveau et important. À l'époque, le phénomène SOS-Racisme nous était apparu nouveau, et on s'y était intéressé normalement, comme un phénomène qui émerge, qui est nouveau, voilà [...] À partir du moment où il y avait

---

considérés comme des témoignages d'acteurs, que leur caractère subjectif et leur destination parfois polémique doivent conduire à considérer avec précaution. Cependant, il s'agit souvent d'un savoir sur la presse que possèdent l'ensemble des journalistes des quotidiens parisiens dont la publication périodique sous forme de livre de souvenirs ne surprend que les profanes d'un milieu que l'accroissement de la fréquence des échanges de journalistes durant la décennie quatre-vingt a d'ailleurs rendu plus transparent. En outre, le contrôle que les lois sur la diffamation font peser sur les témoignages publiés peut nous laisser penser que le détail des anecdotes que nous utiliserons est généralement exact. En outre, nous n'appuierons jamais notre propos sur les seuls récits de journalistes mais plutôt sur un ensemble de sources concordantes permettant d'établir l'effectivité de processus sociaux que ces récits journalistiques viennent à la fois confirmer et illustrer.

7. Voir Des antiracistes s'affichent, *Le Monde*, 21 février 1985 (article probablement écrit par Philippe Bernard qui a assisté à la conférence de presse) et Marek Halter, La bouilloire et la locomotive, *Le Monde*, 21 février 1985 ; « Je ne sais pas si leur engagement [il s'agit des jeunes de SOS-Racisme], massif et spontané, portera ses fruits. Ils ont, en tout cas, le mérite de réintroduire dans notre société un peu d'espoir en l'homme. Car, mieux que quiconque, ils ont compris que, chaque fois qu'on excluait l'un d'entre nous, on tuait quelque chose en nous ».

> nouveau, il était normal qu'on s'y intéresse. D'autres nous avaient peut-être devancés, l'avaient vu plus vite, avaient perçu peut-être plus vite le phénomène, mais nous on s'en est occupé à la façon du *Monde*. C'est-à-dire avec une certaine retenue, une certaine prudence, heu, en attendant de voir, etc. »[8].

Cette retenue dans le traitement de l'information se manifeste après la mort d'Aziz Madak à Menton par une couverture plus prudente que celle du *Matin de Paris* et de *Libération*. Bruno Frappat partage le diagnostic de SOS sur le racisme et considère que les discours du Front national et leur diffusion par les médias sont en partie responsables de la montée du racisme : « les thèses qui en [le racisme] favorisent l'émergence sont médiatisées et banalisées ». Le journaliste approuve donc les actions de SOS-Racisme même s'il doute de leur efficacité sur ce qu'il appelle « la bêtise des racistes » : « Voici l'heure des réactions. Communiqués, déclarations, meetings, grève d'une heure même, organisée mardi par “ SOS-Racisme ” : rien là qui surprenne vraiment, les arguments sont au point. L'indignation a son prix. Mais, là aussi, elle passera. Resteront, enfouis dans la crise, incrustés dans la France des “ petits blancs ”, les fondements du racisme : la bêtise et la peur. On doute qu'il soit possible de les anéantir »[9]. Cependant, *le Monde* n'annonce la journée d'action proposée par SOS-Racisme que par un petit article, au contraire du *Matin de Paris* qui consacre plusieurs cahiers spéciaux à l'initiative de l'association. Toutefois, le journal publie après les manifestations un cours article assez louangeur du correspondant régional du *Monde* à Marseille qui rapporte l'intervention d'Harlem Désir lors de la manifestation organisée à Menton par SOS-Racisme et le MRAP[10].

Robert Solé en retraçant l'histoire de SOS-Racisme dans un article paru quelques jours après la journée d'action pour la mort d'Aziz Madak, exprime d'ailleurs quelques réserves qu'il dit partagées par « beaucoup de Français » : « Cette campagne [du badge] a agacé beaucoup de Français. Ceux, bien sûr, qui se sentent menacés par les immigrés (“ touche pas à nos femmes ”, “ touche pas à nos emplois ”) mais aussi ceux qui ont l'impression d'être rejetés dans le camp des “ racistes ” parce qu'un tel slogan, formulé dans un langage “ coluchien ” leur paraît

---

8. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995.
9. Bruno Frappat, SOS bêtise, *Le Monde*, 26 mars 1985. Voir, par exemple, la tribune publiée dans *Le Monde* le 27 mars 1985 par Marek Halter et Bernard-Henri Lévy qui précise la doctrine de SOS-Racisme sur les agressions racistes *:* « un crime raciste, quoiqu'on en dise, n'est jamais un phénomène parfaitement dément ni délirant [...], il s'ordonne à un air du temps, à un imaginaire commun de la société où il puise son assurance, sa légitimité, sa raison d'être ». Les auteurs font donc de la montée du Front national et de la diffusion de ses idées l'origine de l'apparition « d'un climat malsain » provoquant les crimes racistes ; Marek Halter et Bernard-Henri Lévy, le verbe qui tue, *Le Monde*, 27 mars 1985.
10. Guy Porte, « Nous sommes tous des enfants d'immigrés », *Le Monde*, 28 mars 1985 : « M. Harlem Désir, animateur de SOS-Racisme, s'exprime à son tour. Il est bref, simple, chaleureux et très applaudi par les jeunes manifestants, qui, comme lui, ne se reconnaissent pas dans les discours des spécialistes de l'immigration ». Guy Porte considère que « la journée du 26 mars a été un succès » et conclut en citant Harlem Désir : « “ Avec tous les porteurs de badges, je fais un serment : celui de poursuivre partout la chasse aux idées racistes ” ».

niais ou incongru »[11]. Toutefois, cet article est accompagné d'un autre plus favorable de Philippe Bernard sur le meeting commun de l'UEJF et de SOS-Racisme à la faculté d'Assas que le journaliste décrit comme « un véritable pied de nez collectif à “ Assas la facho ” » ; il ajoute que « l'espoir, les orateurs l'ont localisé dans cet amphithéâtre qui acclamait la tolérance, la société multiraciale, et sifflait l'extrême droite et les quotas d'étrangers »[12].

L'accueil fait par *le Monde* à SOS-Racisme entre février 1985 et le concert de la Concorde n'est donc pas hostile sans toutefois contribuer au lancement de l'association comme celui des autres journaux identifiés à « la gauche ». *Le Monde* ne participe pas à la « mise à la mode » de SOS, autrement qu'en publiant quelques articles pour ne pas apparaître trop en décalage par rapport aux journaux qui se montrent beaucoup plus enthousiates[13]. Si Philippe Bernard ne paraît alors pas défavorable à l'association[14], Robert Solé semble dès ses premiers articles plutôt réservé envers une association dont il ne semble apprécier ni le langage, ni les thèmes.

11. Robert Solé, SOS-Racisme, victime de son succès, *Le Monde*, 29 mars 1985. Nous verrons ci-dessous que les idées que l'auteur attibue à « beaucoup de Français » sont d'abord les siennes.
12. Philippe Bernard, On a sifflé l'extrême droite... à Assas, *Le Monde*, 29 mars 1985.
13. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. « *Philippe Bernard* – C'est comme ça dans n'importe quel journal ne serait-ce qu'honnête : on ne va pas parler d'une manifestation excessivement avant qu'elle ait eu lieu, hein ou alors on y appelle dans un journal d'opinion. Mais quand vous lisez les suppléments, les pages spéciales qu'il y avait dans *Libé* avant la manif, c'était pas du tout du type compte-rendu d'une manif puisque c'était avant. C'était plutôt, le programme, le supplément pour le programme d'une fête, de quelque chose comme ça, que les gens sachent à quel moment et à quel endroit aller. Bon, c'est pour appeler à la participation. Bon ça nous on n'a vraiment jamais fait ça comme ça ».
14. Les neuf premiers articles de Philippe Bernard ont été codés « positifs » entre mars et septembre 1985. Il écrira ses premiers articles codés « négatifs » lors de l'arrivée des deux marches de 1985. Voir Philippe Bernard, L'éléphant et les fourmis, *Le Monde*, 30 octobre 1985 et Les deux marches contre le racisme : défaut de convergence, *Le Monde*, 29 novembre 1985.

Tableau 1 : Répartition des articles du *Monde* citant SOS selon leur polarité entre 1985 et 1992 (n=282)

période	articles	positifs	articles	neutres	articles	négatifs	densité
1985/ 03-1986	41	62 %	20	30 %	5	8 %	6
03-1986/ 22-08-1987	27	50 %	24	44 %	3	6 %	10
22-8-1987/ 05-1988	18	67 %	7	26 %	2	7 %	10
06-1988/ 09-1989	20	34 %	39	66 %	0	0 %	9
10-1989/ 15-01-1991	17	39 %	22	50 %	5	11 %	10
16-01-1991/ 1992	7	22 %	18	56 %	7	22 %	22

Le nombre de la colonne « densité » représente le nombre moyen de jours entre la publication de deux articles citant SOS.

Nicolas Beau, le journaliste du *Monde* qui avait été chargé de couvrir les marches des « beurs » de 1983 et 1984 vient de quitter le journal lorsque paraissent les premiers articles sur SOS-Racisme. Si Nicolas Beau, qui avait eu une attitude presque militante vis-à-vis du mouvement beur[15], était resté au *Monde*, il est probable que le ton de ses articles aurait été aussi critique vis-à-vis de SOS que celui d'Eric Favereau de *Libération* avec qui il avait suivi les marches[16]. Après son départ du *Monde*, SOS a été couvert, non par un spécialiste des « questions de l'immigration », mais par Philippe Bernard, jeune journaliste détaché de la rubrique éducation, probablement jugée la plus proche d'un mouvement antiraciste composé de jeunes[17]. Il n'a pas, en 1985, la connaissance des « milieux antiracistes » et des « milieux

15. Nicolas Beau publie ainsi avec un autre journaliste Ahmed Boubeker un récit historique très engagé des mouvements « beurs » : voir Nicolas Beau et Ahmed Boubeker, *Chroniques métissées, l'histoire de France des jeunes arabes*, Paris, Alain Moreau, 1986.

16. Voir *ibid.* chapitre SOS-Kitsch p. 93-103, notamment p. 95-96 : « SOS-Racisme apparaît alors comme un melting pot de l'histoire blanchie et aseptisée des beurs. Les questions de fond disparaissent devant les problèmes universels, au nom d'une prétendue fraîcheur juvénile qui, d'après Harlem Désir, serait allergique « aux catégories trop complexes des spécialistes de l'immigration et de la réal politique ». Bref, la société française reprend la parole sur l'immigration au nom d'une morale du minimum. La grande vogue des beurs arrive à son terme : on s'occupe désormais de leur histoire avec pour alibi cette vulgate plutôt simpliste de l'antiracisme. [...] l'essentiel n'est plus l'authenticité de la parole, mais l'impact sur l'opinion publique ».

17. « Philippe Bernard – Enfin, bon, sur l'attitude du *Monde* au moment de la création de SOS, moi je n'étais pas encore à couvrir ça, j'étais à la rubrique éducation, et c'était un sujet qui était... Le collègue qui s'en occupait, qui

beurs » qu'avait Nicolas Beau : ce n'est qu'en 1989 qu'il deviendra l'un des deux journalistes spécialisés du *Monde*, responsable d'une rubrique immigration renforcée. Cependant, il n'est pas engagé auprès des militants beurs, comme son prédécesseur et les premiers articles qu'il écrit sur SOS-Racisme ne sont pas défavorables à l'association. Il demande d'ailleurs plus de surface rédactionnelle pour couvrir l'association :

> « *Philippe Bernard* – Voilà c'est ça, c'est le papier que j'ai fait sur la conférence de presse de l'hôtel Lutécia. Bon, c'était vraiment petit. Moi, à l'époque je me souviens que je disais que ça valait plus. [...] Je crois que [au *Monde*] notre premier réflexe c'est par rapport à la mode. Moi qui étais plus jeune que maintenant et donc, dans le milieu, ayant plutôt tendance à défendre mon sujet (je ne parle pas de défendre telle ou telle cause, mais, jeune journaliste, on défend toujours les sujets qu'on traite), je me souviens très bien qu'au début j'ai insisté pour qu'on en fasse plus. Les plus anciens freinaient mes ardeurs en me disant qu'on allait voir ce que ça allait donner, mais que ce n'était pas parce qu'il y avait Coluche qui... donc bon, ça c'était au début. Après, c'est vrai que quand on a vu l'ampleur que ça prenait dans *Libé* ou dans *l'Observateur*, il y a eu des sujets plus nombreux »[18].

Pour demander à sa rédaction plus de « place » pour traiter SOS-Racisme, Philippe Bernard reconnaît avoir utilisé l'importance donnée à l'association par d'autres journaux mais selon une logique professionnelle plutôt que militante. Si les rédacteurs sont jugés sur la qualité journalistique de leurs articles, ceux qui ne sont pas encore « établis » et qui sont en phase professionnelle ascendante seront enclins à vouloir traiter les sujets les plus visibles et faire valoir l'importance intrinsèque de ceux-ci pour obtenir l'attention de leurs supérieurs et une surface rédactionnelle plus grande. Toutefois, Philippe Bernard peut alors s'appuyer sur l'organisation interne du *Monde* qui contribue à accorder à l'antiracisme une plus grande place que dans d'autres titres. En effet, l'effort de SOS-Racisme pour mettre en scène des actions spectaculaires n'explique pas la publication de nombreux articles en dehors des actions principales de SOS. *Le Monde* consacre beaucoup plus d'articles à SOS-Racisme mais aussi, plus largement, aux « problèmes de racisme » et « de l'immigration » que d'autres journaux en particulier *La Croix*, *Le Figaro*, *Le Quotidien de Paris* ou même *Le Matin de Paris*[19] :

---

avait couvert depuis le début le mouvement beur, bon, Nicolas Beau n'était plus là au moment de SOS, et c'est vrai que c'était un événement qui n'a pas fait spécialement les gorges chaudes ici. Voilà ça, c'est le premier truc qu'on a publié sur SOS [il montre un article illustré du sigle de SOS], c'est la seule fois où la petite main est apparue, on est allé très loin là (rire) » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

18. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

19. Voir le tableau 2 pour les articles consacrés à SOS-Racisme. Pour un aperçu plus général du traitement de l'immigration dans différents journaux voir l'article de Yvant Gastaut, « Les mutations du thème de l'immigration dans le journal *Le Monde* (1958-1992) », *Migration Société*, Vol. 6, n° 31, Janvier-février 1994, pp. 40-51 et Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, Paris, Ed. Kiné, 1991. Yvant Gastaut considère que « dans le paysage de la presse française, *Le Monde* s'est placé au centre en matière d'immigration, à la fois proche d'une démocratie chrétienne avec une morale progressiste. On trouve à sa gauche *Libération*, quotidien très productif en articles sur l'immigration, et à sa droite *Le Quotidien de Paris* ou *Le Figaro*, moins sensibles aux thèmes de l'immigration ». Le lien direct que l'auteur établit entre la position « centriste », « démocrate-chrétienne » du *Monde* et la position centrale qu'occupe le journal pour le nombre d'articles sur l'immigration est sans doute un peu rapide.

« Q – Le Monde a fait plus d'articles sur SOS que des journaux comme le Figaro...
Philippe Bernard – Mais bien sûr, mais parce que le Monde parle beaucoup plus des manifestations antiracistes que.. Evidemment, on choisit les sujets. Consultez les journaux au lendemain des événements des banlieues, bon ben, vous connaissez bien la différence de tonalité, mais là, je crois que ce n'est pas simplement de tonalité, c'est le choix des sujets et que, oui, on a plus la sensibilité antiraciste que Le Quotidien de Paris, oui, c'est évident »[20].

Cette « sensibilité antiraciste », sans doute liée à la ligne politique du journal depuis l'accession de Jacques Fauvet à la direction du *Monde*, s'appuie sur une hiérarchisation de l'information et de l'importance des sujets qui attribue à certains journalistes une rubrique consacrée à « l'immigration et au racisme ». Sauf durant une courte période après le départ de Nicolas Beau, *le Monde* a toujours disposé d'un ou plusieurs journalistes chargés d'écrire sur les « questions de l'immigration » :

« Q – *Le Monde* est pourtant un des journaux qui écrit le plus d'articles sur l'immigration, depuis 85 et même depuis les années 70...
Robert Solé – Oui, on a beaucoup écrit sur tout ça, parce que c'était dans l'actualité..
Q – Mais vous donnez aux questions touchant à l'immigration une plus grande importance que par exemple *Le Figaro* ou *Le Parisien* ou *Le Quotidien de Paris*..
R – Oui, mais on avait vu juste, c'était vraiment un problème qui naissait. C'est bien.. je pense. Et aujourd'hui on en parle beaucoup aussi. [...] Un quotidien c'est au jour le jour. On ne sait pas. En 86, quand on écrivait sur SOS-Racisme, on ne savait pas ce qu'allait devenir SOS, donc c'est au jour le jour, de la façon la plus honnête possible, en se trompant, en étant approximatifs, en étant incomplets. Surtout qu'à l'époque on n'était pas, enfin moi, je n'étais pas consacré à cela, j'étais en charge d'un service, on faisait ça en plus, moi tous ces articles, je les faisais en plus de mon travail. *Actuellement, on est mieux outillé, on a deux personnes qui ne font que ça*. Enfin, ils ne font pas que l'immigration, mais ils font essentiellement ça quand même, donc on est devenu mieux outillés, plus complets. [...] C'est toujours comme ça dans un journal, l'absence de journaliste et l'absence de place, pour bien traiter un sujet, il faut un spécialiste et de la place consacrés à ça, si vous n'avez ni l'un ni l'autre, ou l'un ou l'autre... »[21].

Le nombre des articles consacrés aux « problèmes de l'immigration » par les journaux dépend donc en partie de l'existence de journalistes spécialisés dans le traitement de ce registre d'information. Dans des journaux comme *le Monde* ou *Libération*, les actes « racistes » et les « problèmes de l'immigration » étaient considérés, bien avant la création de SOS-Racisme, comme des « questions de société » dont devait parler la presse et en particulier la presse « de gauche »[22]. La montée du Front national et les deux « marches des beurs » avaient accentué l'attention des rédactions envers les « actes de racisme » et les mouvements antiracistes et avaient donc entraîné l'accroissement, dans les journaux ayant une « sensibilité antiraciste », de

---

Nous y verrons plutôt l'effet de la conjonction de deux positionnements d'ordre différent : un engagement politique « à gauche » et une stratégie de « sérieux » journalistique.
20. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.
21. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995 (c'est moi qui souligne).
22. Voir *ibid.* p. 48.

la surface rédactionnelle accordée aux journalistes spécialisés. L'existence de journalistes chargés d'être attentifs aux nouvelles touchant l'immigration implique que feront l'objet d'un article, non seulement les principales informations sur l'immigration, mais aussi des informations moins importantes. En outre, pour exister professionnellement au sein de leur journal, de tels spécialistes ou « rubricards » sont conduits à proposer régulièrement à la rédaction des articles sur les sujets qu'ils traitent. Même en l'absence d'événements particuliers, les journalistes spécialisés tendent donc à engendrer des articles consacrés à leur domaine de compétence. Il est possible que le nombre relativement réduit d'articles consacrés à SOS en 1985 par *le Monde* soit en partie dû à la position, au sein de la rédaction, de Philippe Bernard, à la fois jeune journaliste et rédacteur nouvellement chargé d'une rubrique qu'il ne maîtrise pas encore.

Tableau 2 : Nombre d'articles citant SOS publiés par chacun des organes de la presse nationale entre 1985 et 1992

Journaux	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	total
Libération	116	48	65	56	57	38	24	15	419
Le Monde	64	39	31	35	50	30	21	12	282
Le Matin	126	27	52	1	0	0	0	0	206
Le Quotidien	25	4	29	27	19	14	14	15	147
La Croix	25	4	13	7	9	7	11	14	90
Le Figaro	13	4	7	5	9	14	9	6	67
L'Humanité	14	2	11	5	6	13	8	15	74
Le Nouvel Obs	11	3	12	4	5	3	4	8	50
L'Express	2	0	10	0	3	1	4	1	21
L'EDJ	3	0	12	4	2	3	4	1	29
total	399	131	242	144	160	123	99	87	1385

Bien que ses premiers articles consacrés à SOS n'aient pas été défavorables, *le Monde* est à l'origine de la première attaque importante contre l'association : début mai 1985, le journal publie la lettre envoyée par Christian Delorme à SOS pour critiquer son « attitude hégémonique » et son manque de considération pour le mouvement « beur ». Robert Solé, qui rédige cet article non signé, considère que SOS-Racisme « ne fait [...] pas toujours l'unanimité dans les milieux antiracistes », avant de citer de larges extraits de la lettre[23]. C'est la première fois que la

23. Voir article non signé, Le père Christian Delorme reproche à SOS-Racisme une tendance à l'hégémonie, *le Monde*, 7 mai 1985. Voici le récit que fait Harlem Désir dans le livre *Touche pas à mon pote* : « mi-avril Christian Delorme nous a envoyé une lettre étrange. S'il rappelait qu'il nous avait toujours encoragés et soutenus dès le départ, et que notre action lui semblait plutôt positive, il exprimait tout à cout des « inquiétudes » d'autant plus

représentativité de SOS-Racisme à l'égard des « beurs » est publiquement remise en cause dans la presse. Deux jours plus tard, Robert Solé reprend les critiques de Christian Delorme et écrit que « depuis sa création, il y a quelques mois, cette association originale est accusée par certains de servir de paravent à tel ou tel parti politique, tandis que d'autres tentent grossièrement de la récupérer. Et, à mesure que son succès grandit [...], elle suscite des réserves chez ceux qui auraient dû être ses meilleurs alliés : les autres militants antiracistes. C'est vrai d'institutions traditionnelles comme la LICRA ou le MRAP, bousculées par un langage et des moyens nouveaux, mais aussi de jeunes maghrébins qui ne se retrouvent pas dans cette campagne d'opinion habilement médiatisée »[24]. Les dirigeants de SOS-Racisme ressentent durement cette remise en cause de leur légitimité à un moment où leur assise n'est pas vraiment assurée. Ils perçoivent cet article comme une attaque délibérée de la part de Christian Delorme, qui a envoyé la lettre au *Monde* et de Robert Solé qui l'a publiée.

---

surprenantes qu'il ne nous en avait jamais fait part. Or le fait invoqué était loin d'être nouveau puisqu'il s'agissait de la présence de l'UEJF en tant que telle dans le bureau de SOS. Il nous reprochait aussi notre position « hégémonique » dans le mouvement associatif maghrébin, et les risques « d'étouffement » qui en découlaient pour les autres associations. Enfin, il nous accrochait durement sur l'attitude des militants de SOS qui, à chaque incident raciste, débarquent en province, « veulent tout prendre en main » et court-circuitent les structures traditionnelles. Pour finir cette quasi-déclaration de guerre, il nous proposait une rencontre pour essayer de résoudre les problèmes. [...] À ma grande surprise, le lendemain, Robert Solé, du *Monde*, m'appela : il s'apprêtait à publier des extraits de cette lettre et voulait avoir ma réaction. Delorme ne m'avait pas dit qu'il comptait étaler notre différend sur la place publique. [...] Les jours suivants, tous les journalistes nous sont tombés sur le dos. « Alors c'est la fin ? SOS éclate ? » était la tonalité générale des questions. Les articles ont alimenté la polémique. », Harlem Désir, *Touche pas...*, *op. cit.*, p. 105-106.

24. Robert Solé, Les militants antiracistes découvrent les difficultés de la cohabitation, *Le Monde*, 10 mai 1985. Robert Solé reprendra ce thème un mois plus tard dans son article sur le concert de la Concorde. Voir Robert Solé, Imagination obligée, *Le Monde*, 18 juin 1985.

Tableau 2bis : nombre d'articles consacrés à SOS publiés par chacun des organes de la presse nationale entre 1985 et 1992 (en pourcentage)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Libération	29 %	36 %	27 %	39 %	36 %	31 %	25 %	17 %
le Monde	16 %	30 %	13 %	24 %	31 %	24 %	22 %	14 %
Le Matin	32 %	20 %	21 %	1 %	-	-	-	-
Le Quotidien	6 %	4 %	12 %	19 %	12 %	11 %	15 %	17 %
la Croix	6 %	3 %	5 %	5 %	6 %	6 %	11 %	16 %
le Figaro	3 %	3 %	3 %	3 %	6 %	11 %	9 %	7 %
L'Humanité	4 %	2 %	5 %	3 %	4 %	11 %	8 %	17 %
Le Nouvel O.	3 %	2 %	5 %	3 %	3 %	2 %	4 %	9 %
L'Express	1 %	0 %	4 %	0 %	2 %	1 %	4 %	1 %
L'EDJ	1 %	0 %	5 %	3 %	1 %	2 %	1 %	1 %
Le Point	0 %	-	-	-	-	-	-	-
total	101 %	100 %	100 %	100 %	101 %	99 %	99 %	99 %

Les réticences exprimées par les journalistes du *Monde* durant les premiers mois d'existence de SOS-Racisme n'ont pas pour origine la simple mauvaise humeur des journalistes du quotidien ou une opposition a priori envers l'association mais relèvent au contraire des stratégies ordinaires de mise en forme des biens journalistiques proposés par le journal *le Monde*. Dans l'espace de concurrence journalistique, les différents journaux se distinguent selon le mode de traitement de l'information qu'ils adoptent. Cette différenciation de la mise en forme de l'information propre à chaque titre ne concerne pas seulement les orientations politiques des journaux, différences généralement assez bien connues des lecteurs disposant d'une certaine compétence politique[25], mais aussi l'ensemble des traits caractéristiques propres au journal. Les stratégies symboliques de démarquage compétitif des produits journalistiques sur le marché de la presse sont indissociablement commerciales, politiques, et culturelles[26]. Elles visent, par la

25. Cette distribution prévisible des opinions des journalistes sur un même sujet en fonction des organes de presse dans lesquels ils travaillent a été objectivée et popularisée par la généralisation des revues de presse et des débats entre éditorialistes (cf. l'émission de Michel Polac, « Droit de réponse », consacrée au commentaire de l'actualité par des membres des rédactions, l'émission de Michèle Cotta « Polémiques » conçue sur le même modèle, les débats animés par Christine Ockrent entre Serge July et Philippe Alexandre sur France 3, ou entre Philippe Tesson et Laurent Joffrin sur France Inter) au cours desquels les journalistes apparaissent défendre des opinions ou des actions politiques comme de véritables hommes politiques ; au point que la parodie de l'intitulé des titres de presse décrivant un même événement n'est plus seulement limitée à des membres du milieu journalistique, comme pourrait l'être la parodie de l'étude d'un même objet sociologique par les représentants de différents courants sociologiques ; voir Nicolas Dodier, « Agir dans plusieurs mondes », *Critique*, n° 529-530, juin-juillet 1991, p. 437-441.

26. Toutefois, les stratégies de mise en forme et d'homogénéisation des produits journalistiques en fonction des lecteurs sont souvent déniées en tant que stratégies commerciales, en particulier dans les secteurs

mise en valeur d'éléments distinctifs, à sélectionner et à satisfaire une fraction des lecteurs de journaux, c'est-à-dire, selon le langage propre à la presse, à prendre des « parts de marché »[27]. La mise en forme des informations propre au *Monde* donne au journal un ensemble de caractéristiques qui le distinguent des produits journalistiques offerts par ses concurrents[28] et tend donc à le définir comme complexe plutôt que simple, traditionnel plutôt que moderne ou « branché », sérieux plutôt que ludique ou amusant, intellectuel plutôt que populaire, « objectif » plutôt que partisan[29].

La stratégie journalistique et commerciale du *Monde* est en partie issu de l'ambition de Hubert Beuve-Méry et du gouvernement français à la Libération de faire un « journal de référence » qui succèderait au *Temps de Paris*, un « *Times* à la française », privilégiant la politique étrangère et la politique française, politiquement plus neutre que ses concurrents et dont le public serait constitué par les lecteurs les plus « exigeants », les cadres, les étudiants, les intellectuels, c'est-à-dire en pratique ceux dont le niveau d'instruction est le plus élevé[30]. Ce choix d'un ton « sérieux » conduisait à limiter délibérément le public susceptible d'acheter le journal mais plaçait *Le Monde* dans une situation de monopole sur un secteur – la presse

---

symboliquement dominants de la presse, socialement les plus portés à parler d'éthique journalistique et à prendre au sérieux leur idéologie professionnelle. C'est sans doute particulièrement vrai dans le cas du *Monde*.

27. Les stratégies de démarquage concernent à la fois la maquette du journal (la typographie, la présence de photographies, de dessins de presse, la densité de la présentation, la place de la publicité, la répartition des articles dans la page, la taille moyenne des articles), l'organisation et la hiérarchisation des rubriques (présence d'une page « débats » ou « idées », répartition des pages entre les rubriques, étranger, politique, sport ou société et ordre de présentation), la structuration des articles (contenu, présence ou non de commentaires, présence d'éditoriaux pour séparer la ligne politique et rédactionnelle des articles proprement dits, insistance sur des « principes », des « questions de fond », des problèmes institutionnels ou au contraire plus grande attention envers les acteurs et les côtés « anecdotiques » de l'actualité), le type d'écriture des articles (simple, sérieux, « branché ») et les orientations politiques du journal. Pour un exemple de changement dans le mode de présentation des journaux voir les nouvelles formules de *Libération* en 1981 et 1994 et celle du *Monde* en 1994. Pour une illustration des débats qu'il peut y avoir à l'intérieur d'un journal sur les stratégies de présentation du titre voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.* et Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai de Libération*, *op. cit.*

28. Louis Pinto observe que les journaux tendent à se démarquer en particulier par les techniques d'écriture et les postures adoptées par leurs journalistes : « La « langue » utilisée par *le Nouvel Observateur* s'oppose, d'une part, à la langue de la presse sérieuse (*le Monde*) que sont censés utiliser des locuteurs cultivés en situation de « travail » et non de « bavardage » et, d'autre part, aux variantes « inférieures » de la « langue » orale marquée comme « gouaille » (*le Canard Enchaîné*), « underground » (*Libération* première façon) » ; Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 217.

29. Chacun des termes utilisés pour décrire le mode d'écriture propre au *Monde* pouvant d'ailleurs être remplacé (par des concurrents ou des lecteurs mécontents) par un terme péjoratif : compliqué correspondant à complexe, poussiéreux à traditionnel, ennuyeux à sérieux, etc. *Libération* ou *Le Figaro* donnent une image moins « sérieuse » et moins austère et sont politiquement plus marqués et engagés. *Libération* met en place à partir de 1981 une stratégie d'acquisition progressive d'une crédibilité professionnelle qui lui faisait défaut du fait de son mode de légitimation militant entre 1973 et 1981.

30. Voir Jacques Thibau, *Le Monde*, *Histoire d'un journal, un journal dans l'Histoire*, Paris, Plon, 1996, p. 47-85 ; Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry*, Paris, Fayard, 1990, Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard, *« Le Monde » de Beuve-Méry ou le métier d'Alcèste*, Paris, Le Seuil, 1979 et Hubert Beuve-Méry, *Paroles écrites, Entretiens avec Pierre-André Boutang*, Paris, Grasset, 1991.

quotidienne haut de gamme – qui n'était pas occupé[31]. Les efforts de la rédaction pour donner au produit journalistique la forme de la rigueur et de « l'objectivité » répondait aux exigences du fondateur mais cette propriété de « neutralité » relative permettait aussi au quotidien d'attirer des lecteurs proches de l'ensemble des sensibilités politiques et donc d'accroître le nombre des acheteurs potentiels alors qu'un journal adoptant une mise en forme aussi austère n'était sans doute susceptible d'intéresser qu'une population limitée de lecteurs[32].

Les caractéristiques de l'offre de biens journalistiques propre à un titre tendent à sélectionner un certain type de lecteur[33]. Mais une fois constitué et stabilisé, le lectorat restreint les possibilités d'évolution de l'offre journalistique. Il est en effet difficile de modifier brutalement les propriétés d'un journal (par exemple changer radicalement de ligne politique ou d'heure de parution, devenir un quotidien populaire[34]) et donc le type de lecteur auquel il s'adresse. Les

---

31. C'est justement « l'absence » d'un « journal de qualité » qui fut invoquée par les fondateurs du *Monde* pour justifier la création du journal, l'exigence éthique rencontrant là presque miraculeusement la niche commerciale. Cependant, si le langage du « marketing » parle de « créneau à occuper » ou de « secteur vacant », comme si le besoin d'un certain type de journal préexistait au lancement du titre, on peut penser qu'un journal engendre partiellement le public susceptible de l'acheter. Ainsi *Le Monde* a-t-il vu son audience progressivement s'élargir à mesure que s'établissait sa réputation de « sérieux » et « d'objectivité » et que s'élargissait le public pouvant faire un usage social de ces qualités.

32. Voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 124 : « Un jugement courant, trop rapide, de certains journalistes est de contester les orientations trop « à gauche » du quotidien. *Le Monde* de Beuve-Méry avait prospéré par une rédaction où la seule vertu existante reposait sur le travail bien fait, animé, chaque jour, par l'exigence intellectuelle et morale de son fondateur. Avant 1969, et si l'ensemble des lecteurs appréciait la qualité du journal, une partie du lectorat adhérait à ses idées et l'autre grinçait des dents à la découverte du contenu rédactionnel. *Le Monde* présentait encore les faits séparés des analyses et des commentaires. Même si ces deux derniers éléments rédactionnels faisaient hurler les détracteurs, *la justesse de présentation des faits les obligeait à le lire* », (c'est moi qui souligne). Jacques Doléans considère que « l'objectivité » du journal, sa neutralisation relative était moins due à une absence d'orientation politique qu'à la stricte séparation entre le contenu informatif et les prises de position éditoriales. L'auteur a été pendant quatre ans journaliste au *Monde*. Son récit de l'évolution du journal et de la baisse de ses ventes, permet de comprendre en partie comment un journaliste du *Monde* pouvait percevoir le fonctionnement et les orientations du journal.

33. Voir le discours prononcé en juin 1982 par Jacques Fauvet lors de son départ du *Monde* « devant le « Tout-Paris » politique, syndical et culturel » où il détaille ainsi le public du *Monde :* « La jeunesse ? Messieurs les éducateurs : 27,2 % des lecteurs du *Monde* ont entre 15 et 24 ans et 26,1 % de 25 à 34 ans. Les cadres ? Messieurs les présidents : 61,2 des chefs de famille qui nous achètent sont des cadres moyens ou supérieurs. Il est vrai qu'aujourd'hui tout le monde est cadre, notre confrère *Libération* n'a-t-il pas lui aussi 60,5 % de cadres, mais n'est-il pas plus significatif, même si le pourcentage est faible, que 4,5 % des lecteurs du *Monde* soient des ouvriers spécialisés » cité in Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 177. Le coup de patte ironique au « confrère *Libération* » entend signifier au « " Tout-Paris " politique, syndical, culturel » et probablement économique que les « cadres » revendiqués par *Libération* dans sa nouvelle stratégie de « normalisation » de l'ancien journal militant ne sont pas de même qualité que ceux qui lisent *Le Monde*. Le journal prétend ici à un quasi monopole sur les lecteurs disposant à la fois de responsabilités professionnelles et d'un pouvoir d'achat important, catégorie sociale qui intéresse particulièrement certains « annonceurs ». Il est significatif que *Libération* comme *Le Figaro* cherche à avoir avant tout un public de « cadres ». Il est probable que la diminution de la consommation de journaux, en particulier dans les milieux populaires, touchant d'abord les titres situés au plus bas de la hiérarchie du prestige professionnel (chute des tirages de *France-Soir* et de *L'Aurore*) a accru la concurrence entre les journaux pour le public des « cadres », (le plus intéressant du double point de vue des ventes et des publicités qui leur sont destinées), qui était, auparavant, plutôt celui du *Monde*.

34. Sur le projet de transformation du *Monde* en quotidien du matin voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 244 et s. Sur le projet du lancement par *Le Monde* d'un magazine du week-end voir *ibid.*, p. 196 et s : « *Le Monde*, à son origine, était réservé à une « élite », sous la direction de Jacques Fauvet, il essaye de devenir

caractéristiques des lecteurs, connues au moyen d'enquêtes régulières[35], contribuent ainsi à maintenir les orientations de la rédaction du journal, qui ne peut envisager de viser un lectorat différent qu'en modifiant progressivement sa ligne rédactionnelle[36]. *Le Monde*, journal de l'information « rigoureuse » et « objective » est donc partiellement contraint par les propriétés de ses lecteurs de maintenir une offre journalistique de ce type[37].

La mise en conformité des produits journalistiques concrets des rédacteurs avec les stratégies symboliques et commerciales du titre est obtenue d'une part par la sélection et la formation des journalistes embauchés, d'autre part par le contrôle de la hiérarchie du journal sur les rédacteurs[38]. Toutefois, dans le cas du *Monde*, qui entend se situer au plus haut de la hiérarchie professionnelle[39], le respect des règles de mise en forme du « sérieux » fait partie de

---

un titre « grand public », rejetant son originalité et risquant de tout perdre » ; Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 124.

35. Ces enquêtes sont le fait des journaux eux-mêmes mais aussi de plus en plus d'institutions partiellement autonomes chargées de mesurer la diffusion des titres et les caractéristiques des lecteurs de chaque journal (l'Office de justification de la diffusion).

36. Ainsi les dirigeants de *Libération* (Serge July, Jean-Louis Péninou et Jean-Marcel Bouguereau) ont modifié le contenu rédactionnel du journal – en particulier en embauchant des journalistes issus d'autres rédactions et en licenciant ceux qui, au sein de l'ancienne équipe, correspondaient le moins aux exigences professionnelles du reste de la presse – pour permettre au titre d'élargir son audience et de bénéficier de publicités, en contradiction avec le projet initial des fondateurs du journal ; voir Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai de* Libération, *op. cit.*, p. 84-252 et Françoise Berger, *Journaux*, *op. cit.*, p. 95-101 et 138-146.

37. À propos du Nouvel Observateur, Louis Pinto considère que « on peut comprendre les controverses dont tel article est l'objet dans la rédaction seulement si l'on voit que ce qui se joue est moins une « ligne » – elle serait contraire à l'œcuménisme proclamé – que la définition des limites au sein desquelles les variations sont estimées compatibles avec l'image publique du journal » ; Louis Pinto, *L'intelligence en action*, *op. cit.*, p. 57. Si les stratégies symboliques du *Monde* diffèrent de celles mises en œuvre par *Le Nouvel Observateur*, la rédaction cherche dans les deux cas à maintenir l'offre journalistique en conformité avec « l'image publique » du titre, c'est-à-dire avec les propriétés que les lecteurs sont supposés rechercher.

38. Voir les propos de Claude Julien rapportés in Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 125, la citation de Claude Julien est issue de la revue *Le Débat* : « Il [Claude Julien] demande à l'ensemble des journalistes concoctant quotidiennement le journal tant attendu, d'écrire enfin un produit d'une plus haute exigence professionnelle. Il n'est pas persuadé que tous les journalistes du *Monde* puisse rédiger un meilleur journal et il regrette de sentir un manque évident de capacité chez certains. " Car, lorsque se multiplient non seulement les "coquilles" d'imprimerie, mais aussi les fautes de français ; lorsqu'on lit dans un éditorial *:* "il l'a enjoint à..." ; lorsqu'un "chapeau" attribue le prix Nobel à un écrivain qui ne l'a jamais reçu ; lorsqu'on omet de citer la phrase clef d'une déclaration d'un chef de gouvernement étranger ; lorsqu'on néglige de publier les principaux passages des discours d'un chef d'Etat qui marque un tournant diplomatique ; lorsqu'on imprime trop d'erreurs matérielles parfois rectifiées les jours suivants ; lorsqu'un titre dénature le sens de l'article ; lorsque le commentaire se mêle insidieusement à l'information brute ; lorsqu'il faut se reporter aux colonnes d'un concurrent pour trouver une information essentielle ; alors il faut bien penser que le journal *s'est écarté de la tradition qui a fait sa grandeur et son succès* " » (c'est moi qui souligne).

39. Voir le discours prononcé en juin 1982 par Jacques Fauvet lors de son départ du *Monde* (voir note 33 p. 106) « *Le Monde* est une institution profondément et spécifiquement française écrit Jacques Thibau [Jacques Fauvet fait allusion au livre de Jacques Thibau, *Le Monde Histoire d'un journal, un journal dans l'Histoire*, Paris, Ed. Jean-Claude Simoën, 1978]. À vous de juger. *Le Monde* s'est vu progressivement investi d'un véritable magistère moral pour Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard [allusion au livre critique de Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard, *« Le Monde » de Beuve-Méry ou le métier d'Alcèste*, Paris, Le Seuil, 1979]. À nous de juger. À la vérité, nous n'avons pas pour ambition d'exercer un magistère en dehors du service conjoint de la justice et de la liberté. Justice et Liberté tant pour les individus que pour les Etats. Certains prônent la justice au prix de la liberté, d'autres la liberté au prix de la justice. Définir, défendre, respecter l'une et l'autre, tel semble être l'idéal le plus noble et le plus difficile à atteindre. C'est, quoi qu'on en ait dit parfois, le nôtre », cité in Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 177. Au delà de l'emphase d'un discours public, le fait que Jacques Fauvet se pose la question du

l'identité professionnelle de ses journalistes et le mode d'écriture journalistique propre au titre tend à être défendu par l'ensemble des rédacteurs du journal[40]. Les profits symboliques qui sont attachés, à l'intérieur comme à l'extérieur de la profession, au fait « d'être du *Monde* » conduisent les journalistes à faire leurs, *noblesse oblige*, les contraintes de mise en forme de l'information propres au journal[41].

Les journalistes disposent de modèles de construction des articles relativement routinisés où se succèdent, l'exposition des faits, la citation des réactions des acteurs concernés et le commentaire raisonné, de préférence légèrement critique, éventuellement séparé de l'article factuel et placé en éditorial[42]. Une des techniques rédactionnelles les plus économiques pour manifester l'indépendance et la neutralité du journal consiste à introduire dans les articles un ton critique, généralement peu appuyé mais constant envers les acteurs publics concernés. Un journaliste qui reprendrait à son compte les discours d'une organisation sans introduire, au sein de son texte, une ostensible distance critique, risquerait d'entacher son crédit professionnel, en

---

« magistère moral » du *Monde* et y réponde par l'affirmative, met en évidence la position du journal au sein de la presse française et les usages symboliques et commerciaux que peuvent en faire ses responsables.

40. La présence d'une société des rédacteurs, chargée de défendre les intérêts des journalistes, contribue à diffuser à l'ensemble des journalistes du *Monde* les logiques d'écriture propres au journal. Pour des exemples de l'intervention de la société des rédacteurs du *Monde*, voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.* Voir également Marc Martin, « L'espoir perdu des sociétés de rédacteurs (1965-1981), in Marc Martin (dir.), *Histoire et Médias*, Albin Michel, 1991, p. 233-245.

41. Lorsque *Le Monde*, après avoir longtemps refusé de commander des sondages, a publié en 1984 sa première enquête d'opinion consacrée à « l'image de la classe politique », Jean-Marie Colombani, alors chef du service politique, a justifié ce changement d'attitude en soulignant que l'utilisation que le journal fera des sondages restera en accord avec la « vocation du *Monde* » et concernera des « questions plus en profondeur ». *Le Monde*, après s'être démarqué des autres journaux en refusant d'adopter la pratique des sondages, innovation introduite par les journaux populaires, continuera de s'en démarquer en revendiquant des enquêtes de qualité, dignes de « l'institution » qu'est le journal et susceptibles de maintenir l'écart distinctif qui le sépare du reste de la presse : « C'est en effet la première fois que *Le Monde* commandait une enquête d'opinion, manière pour cette institution de la presse de reconnaître cette autre institution, des sondages cette fois, qu'est la SOFRES. Manière aussi de reconnaître, après s'en être défendu, un outil de la connaissance politique dont on ne peut plus faire l'économie. À condition toutefois, pour respecter la vocation du *Monde*, de sortir des sentiers battus (mais nécessaires) que sont par exemple les baromètres de popularité, pour se concentrer sur des questions plus en profondeur » ; Jean-Marie Colombani, SOFRES, *Opinion publique 1985*, Paris, Gallimard, 1985, p. 13, voir aussi Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, *op. cit.*, p. 131-132.

42. Pour une évocation des pratiques professionnelles des journalistes du *Monde*, en particulier concernant la répartition entre « le commentaire » et « l'information », voir Jean G. Padioleau, *« Le Monde » et le « Washington Post », Précepteurs et Mousquetaires*, Paris, PUF, 1985, Chapitre 10, « Dans les bureau du *Monde* », p. 213-242. Il semble qu'au sein du *Monde*, dont la hiérarchie est officiellement attentive à maintenir dans les colonnes du journal une stricte séparation entre « l'information » et « le commentaire », se généralise un mode de construction des articles où l'adoption d'un « angle journalistique » permet au rédacteur de prendre position, en particulier parce que la possibilité d'introduire du commentaire est attachée aux positions hiérarchiques les plus hautes de la rédaction : « [...] Faute de pouvoir prendre la parole, des rédacteurs [du *Monde*] s'en remettent à une stratégie d'adaptation, somme toute à la porté de la main : imbiber de commentaire les nouvelles [...]. [selon un « rédacteur de base » dans une « note de synthèse préparatoire à l'assemblée générale du 15 octobre 1978 »] : “ Nous [les journalistes du *Monde*] Nous avons abandonné la priorité des priorités journalistiques, à savoir l'information. Comme tous ceux qui réussissent et qui perdent l'humilité, nous avons donné libre cours à nos subjectivités en privilégiant le commentaire. Si commenter devient une récompense ou une marque de faveur, comment s'étonner que nous soyons tentés de mélanger le commentaire et l'information ? [...] Cela implique concrètement que le salaire et le statut social ne doivent plus privilégier l'éditorialiste et le contrôleur, mais l'enquêteur et l'animateur ” » ; *Ibid.* p. 232-233.

apparaissant soit partisan, soit naïf. Cette technologie ordinaire de la prise de distance montre aux lecteurs que le journaliste reste vigilant vis-à-vis des discours des acteurs et contribue à placer le journal en position d'arbitre, en dehors ou au-dessus des luttes sociales, en situation de donner un avis « raisonnable » et « neutre ». En outre l'introduction d'un angle critique permet au journaliste de manifester son originalité et de singulariser son offre rédactionnelle. Cette pratique tend cependant à entretenir un ressentiment structurel des acteurs sociaux à l'égard de la presse.

La concurrence symbolique et commerciale entre les journaux tend donc à structurer jusqu'au style du traitement de l'information et au contenu rédactionnel des articles. La stratégie symbolique et commerciale du *Monde* le conduit à prendre systématiquement de la distance vis-à-vis des acteurs publics dont il rend compte, c'est-à-dire à déployer toutes les apparences de l'objectivité et du sérieux que des lecteurs « exigeants » demandent à un « journal de qualité ». Cette pratique journalistique conduit *le Monde* d'une part à publier sur SOS-Racisme beaucoup moins d'articles que les autres journaux proches de la gauche, *Libération* et *Le Matin de Paris*, mais aussi à se montrer plus rapidement critique que ceux-ci envers l'association. Le mode d'intervention de SOS, qui s'appuyait sur des personnalités de la chanson puis sur le soutien d'un concurrent du *Monde* (*Libération*) pour amener la presse à parler de lui, ne pouvait que susciter la méfiance des journalistes du *Monde*, habitués à des méthodes politiques plus traditionnelles. L'action de l'association ne correspondait pas au mode de fonctionnement et au type d'information privilégiés par les pratiques de mise en forme des nouvelles de rédaction du *Monde*[43]. L'attitude du journal par rapport à SOS-Racisme apparaît donc dictée, lors de la création de l'association, moins par des considérations de ligne politique ou rédactionnelle concernant l'immigration, que par des logiques tenant au mode d'écriture même des journalistes du *Monde*.

---

43. On peut ainsi penser que les journalistes du *Monde* qui portent une attention particulière aux informations les plus institutionnelles (plutôt qu'aux « mouvements sociaux » par exemple) sont particulièrement sensibles aux impositions de problématiques et de perspectives provenant de leurs sources administratives. On pourrait voir un indice de ce type d'attitude dans la faveur du *Monde* pour les articles « de fond », qui ne sont pas introduits dans l'actualité par l'action des acteurs sociaux eux-mêmes et qui, ayant à traiter un sujet de façon globale et exhaustive adoptent spontanément une approche de type gestionnaire et administrative. Voir Jean G. Padioleau, *« Le Monde » et le « Washington Post », Précepteurs et Mousquetaires*, Paris, PUF, 1985, p. 218 : « L'un [des journalistes politiques du *Monde*] résume : « Ici, c'est comme dans les cours de Droit ou de Science-Po : les institutions et les partis ». Dès lors les domaines de la « couverture » se découpent d'une manière physique, voire immobilière ; les plaquettes en font foi ; la division du travaille se veut d'une minutie géographico-administrative : " X (Scéances de l'Assemblée nationale), Y (Présidence de la République, couloirs et commissions de l'Assemblée nationale), Z (Scéances et couloirs du Sénat) " ». Sur l'importance des sources institutionnelles dans la définition du mode de traitement des sujets par les médias voir Philip Schlesinger, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n° 51, 1992, (titre original : Rethinking the sociology of Journalism : Source strategies and the limits of the media centrism, paru in *Public communication : the new imperatives*, sous la direction de Marjorie Fergusson, Sage, 1990).

> « *Philippe Bernard* – Moi je ne peux pas parler de l'attitude du *Monde* par rapport à SOS, indépendamment de l'attitude du journal en général. C'est à dire, on est toujours très réticent par rapport aux modes, par rapport à tout ce qui est à la mode, bon, avec l'idée que ce qui est à la mode se démode, et peut-être encore plus à cette époque. [...] À l'époque ça n'apparaissait pas tellement comme venant du *Nouvel Observateur*, (...) on n'a pas de réflexe par rapport au *Nouvel Observateur*, par rapport au fait qu'ils apparaissent dans *Le Nouvel Observateur*. C'était plutôt par rapport, si je me souviens bien, par rapport au fait que *Libération* en faisait des tonnes depuis le début, c'est-à-dire qu'il y en avait des pages et des pages, si vous regardez les couvertures de *Libé* sur les manifs de SOS. (...) En volume, par rapport à ce qu'on a fait sur le rassemblement de la Concorde, on a fait un papier comme pour une manif, mais à *Libé*, je crois me souvenir qu'ils ont fait trois pages le samedi... (...) *Libé* voulait être un peu le journal officiel entre guillemets du mouvement, voulait aussi d'une certaine manière récupérer les jeunes qui allaient dans ce genre de concert. Ce qui *a priori* se conçoit : on peut penser que les jeunes étaient plus des lecteurs de *Libé* que du *Monde*, ce qui n'est pas forcément évident mais ça c'est une idée toute faite que les jeunes lisent plus *Libé* que *le Monde*. En volume ce n'est pas vrai, parce que, en proportion, comme on a un tirage beaucoup plus important, les jeunes lisent plus *le Monde*, enfin bon... Dès le début, bien avant qu'il y ait toute la polémique sur l'Elysée et Bianco etc., notre attitude était de ne pas se laisser prendre par une mode et par le fait qu'il y avait des vedettes. On pensait que ce n'était pas forcément en soit un événement. Là où ça a sûrement commencé à changer c'est après la Concorde, quand on a vu qu'il y avait vraiment du monde »[44].

La couverture que *le Monde* donne à l'association est partiellement contrainte par la façon dont les autres journaux ont traité le sujet. Si les nombreux articles que *Libération* publiait sur SOS au moment du premier concert apparaissaient excessifs aux journalistes du *Monde*, ils ne pouvaient ignorer l'importance que l'attention de la presse et de la télévision avait contribué à donner à l'association. Pourtant, faire relativement peu d'articles sur SOS-Racisme alors que d'autres journaux comme *Le Matin de Paris*, *Libération* ou *Le Nouvel Observateur* en publiaient beaucoup, permettait aussi au *Monde* de réaffirmer sa prééminence symbolique au sein de la presse française en donnant une leçon de rigueur journalistique aux autres rédactions[45]. Mais la logique de démarcation journalistique qui conduit la rédaction du *Monde* à accorder plus d'attention aux sujets les plus difficiles (en particulier les aspects les plus techniques et les plus administratifs de l'action gouvernementale) et à traiter avec plus de retenue ceux auxquels ses

44. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

45. Philippe Bernard considère d'ailleurs que les responsables de SOS-Racisme, comme ceux d'autres mouvements, attendent du *Monde*, moins de la publicité, que la crédibilisation de leur organisation : « C'est à dire que, et je crois que c'est vrai pour beaucoup de choses, toutes les associations et SOS à ses débuts avaient beaucoup besoin quand même du *Monde* pour, par rapport aux institutions, quoi. SOS avait besoin du *Monde*, non pas tellement pour faire venir des gens à ses concerts ou à ses rassemblements mais pour asseoir son image, sa crédibilité par rapport aux institutions » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. Ce sentiment de responsabilité particulière des journalistes du *Monde*, l'impression qu'il leur revient de « donner le la » est à la fois un effet de l'idéologie professionnelle propre au journal et la conséquence de sa position dominante dans l'espace médiatique et politique. Cette conscience des « effets de théories » propres au journalisme, induit des attitudes qui n'ont sans doute pas moins d'effet sur la réalité sociale que les comportements qu'elles cherchent à éviter. Elle se superpose en outre à un énergique discours de dénégation de « l'influence des médias » sur la réalité, utilisé par les journalistes lorsque leur rôle est mis en cause par les acteurs politiques.

concurrents accordent plus d'espace constitue aussi une logique commerciale dont les journalistes ne sont pas toujours inconscients[46] :

> « *Philippe Bernard* – Nous par exemple, c'est vrai en général, on est dans une situation particulière du fait qu'on est un journal du soir et qu'on ne peut pas se contenter de donner le soir la même chose que ce qu'ont lu les gens le matin[47] ; donc on est dans une situation où on cherche toujours à se démarquer voilà, à anticiper surtout, parce qu'en plus on n'est distribué que le lendemain en province. Et puis, à aller au delà, à se démarquer des modes, ou des trucs. Enfin, par rapport à un événement qui a eu lieu la veille, dont on va donc parler l'après midi, notre seul avantage c'est d'avoir du recul par rapport au sujet. D'avoir du recul, d'avoir une doc ancienne et d'avoir des rubricards, comme on dit, très spécialisés qui connaissent bien leur domaine. Bon, c'est ça qu'on peut donner. Bon, si l'événement a eu lieu dans la nuit ou le matin, là c'est différent. Mais, donc, on cherche à se démarquer comme ça et puis je crois qu'on ne fonctionne pas du tout sur le même mode, par rapport aux journaux comme *Le Figaro* : là c'est une différence de choix dans les sujets quelquefois, ou en tout cas d'importance qu'on donne aux sujets. Enfin nous, nos deux références, c'est *Le Figaro* et *Libé*, et avec *Libé*, c'est plus une différence de formule du journal. C'est-à-dire que *Libé* avec ses trois ou ses cinq premières pages " événement ", pour tenir la formule, il faut quelquefois être obligé de gonfler les sujets, d'en rajouter, de gonfler, de donner beaucoup d'ampleur à des sujets parce que la formule veut ça. Nous quelquefois on se dit : ils en ont donné beaucoup plus que nous, donc on cherche à compenser... Sur un événement prévisible, on sait qu'ils vont faire une page là-dessus, donc on cherche à anticiper, à trouver des éclairages différents »[48].

La rédaction du *Monde* cherche donc, en fonction des contraintes qui s'imposent à elle, à démarquer, tant dans la forme que dans le fond, son offre journalistique de celle de ses concurrents. Les journalistes du *Monde* apparaissent attentifs à la concurrence de *Libération*, du *Figaro*, mais aussi à celle des journaux télévisés. Pour Philippe Bernard, si *le Monde* diverge du

---

46. Alors qu'un observateur soupçonne plus facilement une connivence politique qu'une stratégie commerciale d'être à l'origine d'une série d'articles favorables, les journalistes et les responsables de rédaction n'hésitent pas à interpréter les attitudes de leurs collègues selon la logique du « marketing » : « Q – Quel jugement vous portez par exemple sur le traitement qu'en a fait *Libération*, [...] quand ils ont fait des cahiers spéciaux au moment des concerts ?
Robert Solé – Oui oui, ils jouaient à fond la carte SOS, c'était leur public, c'était commercial, c'était.. nous on ne faisait pas ça..
Q – Vous pensez que c'était commercial ?
R – Bien sûr.
Q – Plus qu'idéologique ?
R – Ils étaient en phase avec leur public, ils étaient en phase avec leur public, nous on était beaucoup plus modestes, beaucoup plus prudents, beaucoup plus en arrière de la main, heu.. Il me semble, hein » ; entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995.

47. Les responsables du *Monde* insistent d'ailleurs auprès des acteurs politiques pour que leur première page ne soit pas en décalage par rapport à l'actualité. Ainsi, il n'est pas rare que lorsqu'une décision gouvernementale importante doit être annoncée en début d'après-midi, le cabinet du ministre concerné ou celui du premier ministre en informe avant l'heure du « bouclage » la rédaction du quotidien pour qu'elle puisse modifier sa « une » ; pour un exemple voir Jacques Attali, *Verbatim I*, Paris, Fayard, 1993, p. 826.

48. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. Voir Louis Pinto, *L'intelligence..., op. cit.* p. 44-45 et 227 : « Ayant à traiter ce dont ses concurrents ont pu parler, *Le Nouvel Observateur* doit réussir à imprimer sa marque, « l'angle *Nouvel Obs* », qui consiste à opposer une vue nouvelle et originale de l'actualité [...] » ; « L'angle « *Nouvel Obs* » se définit par l'exclusion de tous les autres angles exploités ou susceptibles de l'être dans le champ de la presse. La recommandation d'originalité [...] a un sens professionnel de cadrage avant d'avoir un sens « doctrinal » de prise de position ».

Figaro tant dans sa ligne politique que dans le choix de ses sujets[49], *le Monde* et *Libération* ont au contraire des lignes politiques et des modes de traitement de l'information assez proches, en partie parce que *Libération* cherche, depuis le début des années 80, à se rapprocher du modèle du *Monde* en atténuant son image de journal « de gauche » et en rapprochant son contenu rédactionnel de celui des autres journaux. Puisque la démarcation des produits journalistiques entre deux titres est d'autant plus cruciale que leurs lignes politiques apparaissent plus proches[50], *Libération* devient vers 1985 (lorsque *Le Matin de Paris*, en crise, voit ses ventes décroître) le principal concurrent du *Monde*[51]. Face à *Libération*, qui met en avant un style particulier, ainsi qu'une image à la fois plus « jeune », plus « à la mode » et plus « de gauche », *le Monde* est conduit à se démarquer non pas en imitant le ton de son concurrent mais plutôt en cherchant à renforcer son image de rigueur et en prétendant donner à chaque sujet de l'actualité l'importance relative qu'il mérite « objectivement » selon les critères du « sérieux ».

> La concurrence de *Libération* est perçue par les journalistes du *Monde* dès que la nouvelle stratégie de recentrage de Serge July fait décoller les ventes de *Libération*. Jacques Fauvet déclare en 1982 : « Pour *Libération*, nous venons d'avoir les résultats d'un sondage des lecteurs et nous nous sommes apperçus que nous vivions sur une idée fausse. Nous pensions que *Libération* était lu surtout par des marginaux. En réalité, il atteint exactement la même cible sociologique que celle du *Monde* : les étudiants, les jeunes de 15 à 24 ans, les enfants de cadres moyens ou supérieurs. Nous avons manqué de réflexe »[52]. Selon André Laurens « Le lecteur de *Libération*, c'est l'ancien lecteur du *Monde* ; même niveau socioculturel, même diplômes. C'est peut-être inquiétant, mais il vaut mieux le savoir »[53].
>
> « *Philippe Bernard* – Notre force [au *Monde*] ce serait plutôt justement d'entraîner les autres plutôt que d'avoir l'oeil rivé entre guillemets sur la concurrence. Ceci dit, on ne peut pas dans la situation où sont nos lecteurs aujourd'hui, on ne peut pas penser qu'un événement qui a été traité amplement par le journal télévisé de la veille soit totalement absent du journal ou alors c'est un choix pour une raison éthique et on n'en parlera pas. On est un peu forcé d'en tenir compte, hein. Mais pour prendre des exemples récents, exemple choisi à dessein parce qu'il est favorable au *Monde*, la semaine dernière, sur l'interview de Pasqua, c'est nous qui avons entraîné les autres. Sur le rapport Artus sur les délocalisations c'est nous aussi, enfin on l'a publié la veille. Bon, c'est des scoops entre guillemets, qui ont entretenu le petit système médiatique pendant la semaine. Bon, l'immigration zéro, ça a discuté là-dessus pendant toute la semaine, donc notre objectif c'est plutôt d'être dans cette position-là, ne pas avoir à ramer derrière le journal télévisé ou derrière *Libé*, parce que là ça n'intéresse plus personne. Je crois aussi que le fait d'écrire, ça permet de prendre du recul et de dire des choses un peu plus subtiles que le journal télévisé ; d'en dire plus en volume, mais d'en dire plus aussi en recul, en

49. *Le Monde* accorde une plus grande place que *Le Figaro* aux informations internationales et aux nouvelles traitées par le service société.
50. La proximité des préférences politiques des lectorats de deux journaux tend à accroître la possibilité de passage des lecteurs d'un titre à l'autre. Ainsi, *Libération* et *Le Matin de Paris* se sont-ils livrés une concurrence d'autant plus rude qu'ils avaient la conviction de s'adresser au même public potentiel ; voir Berger, *Journaux...*, *op. cit.* p. 192 : « Chaque matin, Perdriel arrivait avec les chiffres de vente : « Nous aurons *Libé*. July a juré d'avoir notre peau, mais c'est nous qui aurons la sienne. Ce sera *Libération* ou nous ». C'était devenu une obsession ».
51. Voir Jacques Doléans, *op. cit.*, p. 196 : « [...] *Libération* devient [en 1983-1984] quotidiennement la hantise du *Monde*. C'est un modèle interdit, mais un modèle qui fait envie à bien des égards ».
52. Jacques Fauvet au comité d'entreprise du 24 mai 1982, cité in Patrick Eveno, *le Monde*, *op. cit.*, p. 354.
53. André Laurens au Conseil de surveillance du 9 décembre 1982, cité in *ibid*., p. 354-355.

analyse. Nous, notre réflexe souvent, c'est presque de réagir contre ça, presque de dire : ils en font tant de tartines, est-ce que ça vaut vraiment le coup ?, et là je pense que SOS, c'est un bon exemple pour ça, alors peut-être parce qu'on avait été trop en retrait au début et qu'après on a en quelque sorte cherché à compenser une fois que SOS faisait plus clairement de la politique et que ça rentrait plus clairement dans nos schémas et dans notre organisation du journal, ça c'est possible, mais je crois que la place qui a été accordée à SOS dans *le Monde*, je la défendrais encore aujourd'hui »[54].

La position dominante du *Monde* lui permet de « créer l'événement » simplement en produisant dans ses colonnes une interview ou une tribune d'un responsable politique, ou encore en citant des extraits d'un rapport administratif. Les journaux qui reprennent l'information après sa publication dans *le Monde* tendent à lui donner raison *a posteriori*, alors que c'est souvent la position du *Monde* dans le champ médiatique qui les a contraints à s'intéresser au sujet[55]. Arrivant au troisième ou quatrième rang dans le traitement de SOS-Racisme, après *Le Matin de Paris*, *Libération* et les journaux télévisés) *le Monde* n'a aucune plus-value journalistique à attendre de la couverture de l'association. Apparaissant comme une organisation promue par *Libération*[56], qui en « faisait des tartines », SOS-Racisme ne pouvait donc que susciter les réserves de la rédaction du *Monde*, tentée de lui appliquer de la manière la plus stricte l'éthique journalistique du journal et d'estimer au plus bas l'intérêt et l'importance relative de l'association[57]. La couverture donnée par *le Monde* à SOS-Racisme avant le concert

54. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. La compétition entre les journalistes pour la recherche de l'information originale est particulièrement vive dans le cas des « affaires » judiciaires. Il s'agit pour les rédactions recherchant ce type de sujet d'être les premières à « sortir » une affaire. Denis Robert, journaliste de *Libération* spécialisé dans les enquêtes touchant les hommes politiques juge qu'en matière de « mise en place » des articles dans le but de rechercher les « reprises » par les journaux concurrents ou la télévision, la rédaction du *Monde* est plus efficace que celle de *Libération* : « [pour la sortie des affaires] Les hebdomadaires, compte tenu de la concurrence féroce entre quotidiens, sont largués. La compétition est surtout rude entre *le Monde* et *Libération*. *Le Monde* étant un journal du soir, Roland-Pierre Paringaux, le journaliste en charge de ces affaires, s'il obtient une information en fin de soirée ou dans la matinée, me grille. Si j'obtiens ce même rapport dans l'après-midi, c'est l'inverse. Ce jeu entre nous provoque de sérieux dégâts. À deux repris, *Libération* a sorti des rapports, ou des informations exclusives, sur les affaires liées à Longuet, mais les a mal « vendus ». Le papier était réduit à trois ou quatre feuillets, relégués en queue de séquence, mal présenté à la une. [...]. Deux fois, pour des informations de même nature, mieux présentés et mieux vendues, *le Monde*, bien qu'arrivé après *Libération*, a eu droit aux reprises. Cela tient à la paresse des journalistes qui lisent assez peu le contenu des papiers, s'arrêtent aux titres. *Le Monde* a meilleure presse que *Libération*. [...] Les « reprises » sont psychologiquement et économiquement importante pour un journal. Elles façonnent son image. Une bonne reprise sur un sujet sensible veut mieux que n'importe quelle campagne de publicité » ; Denis Robert, *Pendant les affaires... les affaires continuent*, Paris, Stock, 1996, p. 97-98.

55. Toutefois, les journalistes du *Monde* ne négligent pas de tenter d'obtenir des informations politiques « exclusives » (Cf. la pression exercée par Jean-Marie Colombani sur Jacques Delors pour que celui-ci annonce dans *Le Monde* sa décision de candidature, François Bazin et Joseph Macé Scaron, *Le rendez-vous manqué, les fantastiques aventures du candidat Delors*, Paris, Grasset, 1995, p. 247 et 258).

56. *Libération* n'est pas, entre février et juin 1985, le journal qui publie le plus d'articles consacrés à SOS-Racisme. Mais l'état de la concurrence journalistique ne fait pas du *Matin de Paris* ou du *Nouvel Observateur* des concurrents directs du *Monde*, puisque leur rythme de parution ou leur ligne politique sont différents.

57. « Philippe Bernard – Ceci dit, je pense que c'est comme ça dans n'importe quel journal ne serait-ce qu'honnête : on ne va pas parler d'une manifestation excessivement avant qu'elle ait eu lieu, hein, ou alors on y appelle dans un journal d'opinion. Mais quand vous lisez les suppléments, les pages spéciales qu'il y avait dans *Libé* avant la manif, c'était pas du tout du type compte-rendu d'une manif puisque c'était avant. C'était plutôt, le

de la Concorde n'est pas du même ordre que celle des autres journaux « de gauche » et n'est jamais en mesure de faire venir des gens aux manifestations de SOS : peu d'articles, souvent traités en brèves (*le Monde* est le journal qui fait le plus de brèves sur SOS-Racisme, voir tableau 2 page 80), une présentation « factuelle » qui réduit au minimum la part du commentaire. Même lorsque l'appréciation du journaliste est plutôt positive, le commentaire reste très sobre.

> « *Philippe Bernard* – Mais je crois aussi que, ça paraît très prétentieux mais on a eu plus vite plus de recul par rapport à, pas tellement par rapport à SOS puisque c'est vrai que... Il y a eu un papier de Bertrand Le Gendre que vous avez dû voir il y a 3-4 ans, mais il n'y a jamais eu de grand papier comme il y a eu dans l'Express ou dans le Point sur l'histoire cachée de SOS. Il y a eu, on en a parlé aussi, mais il n'y a jamais eu de sujet vraiment très très long là-dessus »[58].

Ne publiant jamais d'articles entièrement favorables à des acteurs publics, *le Monde* n'en publie cependant pas de très défavorables. Le journal adopte envers SOS-Racisme un ton beaucoup plus neutre et moins enthousiaste que celui de *Libération* ou du *Matin de Paris*, mais cependant jamais aussi hostile que celui de *L'Express*, du *Figaro* ou du *Quotidien de Paris*[59]. Une pratique aussi retenue du journalisme ne pouvait servir à ses débuts le développement de SOS-Racisme qui avait besoin de l'aide de la presse lors du concert de la Concorde. *Le Monde* est d'ailleurs réticent à faire des articles uniquement centrés sur les acteurs publics. À part le

---

programme, le supplément pour le programme d'une fête, de quelque chose comme ça, que les gens sachent à quel moment et à quel endroit aller. Bon, c'est pour appeler à la participation. Bon, ça, nous, on n'a vraiment jamais fait ça comme ça » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

58. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. Les journalistes du *Monde* semblent d'ailleurs d'une étonnante indifférence à l'égard des caractéristiques précises de l'association, en particulier le nombre de ses militants et l'importance de son budget. L'enquête ne semble curieusement pas faire partie des méthodes journalistiques du *Monde* :
« Q – Sur le financement de SOS-Racisme vous avez...
Robert Solé – Je n'ai jamais enquêté là-dessus. [...] Je sais qu'ils ont été aidés fortement par le pouvoir en place à l'époque, de diverses façons, ça, tout le monde le sait, et que sans cela, ils n'auraient pas pu avoir l'impact qu'ils ont eu... Je sais aussi que cet impact, comme je vous le disais, était sans rapport avec le nombre de militants réels.. bon, c'est tout ce que je peux vous dire, mais je n'ai pas enquêté pour connaître le détail de tout ça..
Q – D'accord, quel était le nombre réel de militants.. parce que plusieurs fois vous reprenez le chiffre qu'ils donnent de 17.000 ?
R – Oui probablement, en les citant. Je ne sais pas, à mon avis le nombre de leurs militants était très faible » Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995.
Philippe Bernard n'apparaît guère plus renseigné : « Q - Sur les subventions qu'ils ont reçues, vous avez des renseignements ?
Philippe Bernard – Là, franchement, je ne sais pas précisément, je sais que des gens comme Pierre Bergé ont dû contribuer. Non, ce qui est vraiment vérifiable, c'est tout ce qui transite soit par le FAS, ça c'est d'autant plus transparent qu'il y a un rapport de la Cour des comptes qui vient d'être consacré à ça, donc c'est des montants très précis, qui sont très importants, je ne sais pas si c'est la première subvention du FAS, non ça doit pas être la première, ça doit être l'une des grosses subventions du FAS et puis il y a les financements qui venaient par les ministères [...] » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

59. Ainsi lorsque André Laurens rendra cependant compte du livre de Serge Malik, il exprimera de prudentes réserves envers les révélations les plus critiques pour SOS : « chaque aventure collective traîne son lot de problèmes de personnes, de péripéties peu reluisantes et de désillusions. Dans ce procès ouvert, il y aurait

service politique, conduit, par la logique ordinaire du traitement personnalisé des luttes pour le leadership politique, à privilégier les individus et leurs déclarations publiques, les journalistes du *Monde* préfèrent parler des « problèmes » eux-mêmes plutôt que des gens qui les soulèvent, en particulier dans les domaines les mieux institutionnalisés, où le « rubricard » du journal, spécialiste de son sujet depuis souvent de longues années, peut avoir le sentiment d'en savoir autant que les responsables chargés des dossiers, et peut être tenté, à la fois par la connaissance qu'il a du sujet et par la posture distanciée que cela lui procure, de proposer lui-même les orientations générales des politiques publiques[60].

> « *Philippe Bernard* – Non, mais nous, on a fait beaucoup de papiers sur le fond du problème, c'est à dire sur la double peine, sur les zones d'attente, ah oui, on en a fait beaucoup des papiers où ni le nom de SOS, ni celui d'aucune autre association n'était mentionné. C'était vraiment pas ça le problème. Il y a dû y avoir la veille de la manif [du 6 février 1993] un papier là-dessus mais sur ces questions là, avec un chapeau de dix lignes qui disait une manifestation est appelée par telle et telle organisation mais l'article n'était pas fait là-dessus et je crois me rappeler que *Libé* a fait pareil. Tout le monde est passé à une attitude plus raisonnable. Je vais défendre ma paroisse là, mais cette attitude était plus la nôtre depuis le début, c'est-à-dire de parler des sujets plutôt que des manifs avant qu'elles aient eu lieu »[61].
> « *Philippe Bernard* – Mais sur la question de l'antiracisme elle-même, là, oui, on a pas mal donné de trucs, on a donné, on a fait écho à toutes les critiques sur le droit à la ressemblance[62], le droit à la différence plutôt. On a donné la parole à Taguieff, on a donné la parole à Wieviorka, on a fait écho à leurs bouquins, on a même fait écho au bouquin de Paul Yonnet. Non, je crois qu'on est assez en retrait par rapport à toutes les questions de boutique, ça, ça ne me passionnait pas tellement (...) »[63].

Le nombre d'articles que *le Monde* consacre à SOS-Racisme durant les premiers mois de son existence dépend donc d'une part de l'attention que le journal accorde depuis de nombreuses années aux actes racistes et aux organisation antiracistes, et d'autre part de sa position au sein de la presse en France qui lui interdit de mener une campagne de soutien à SOS comme le faisaient *Le Matin de Paris* et *Libération*. La part réduite que *le Monde* consacre

---

d'autres parties à entendre : le récit de Serge Malik ne saurait le clore. » ; André Laurens, Des échos de SOS-Racisme, *Le Monde*, 15 juillet 1990.

60. Voir par exemple Robert Solé, Aux urnes, étrangers !, *Le Monde*, 29 juin 1989, citation page 125n.

61. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. L'entretien continue par une leçon de déontologie journalistique : « Moi ça m'a toujours paru, même à la radio, quand vous entendez le matin, et c'est arrivé souvent, vous entendez le matin de la manif qu'il y a 100.000 personnes qui sont attendues à Paris, c'est du délire ça ; qu'est-ce que ça veut dire, 100.000 personnes c'est uniquement de la manip, c'est parce que on vous a glissé ça dans l'oreille. Donc c'est absurde de donner un chiffre comme ça avant que la manif n'ait eu lieu, la manif du 6 février ça devait être aussi une manif gigantesque ».

62. La question du « droit à la différence » est l'une des questions, nous le verrons plus longuement ci-dessous, sur laquelle *Le Monde* manifeste sa distance » avec SOS-Racisme : « Robert Solé – En parlant à ce moment-là de droit à la ressemblance, je prenais, il me semble, une certaine distance, je prenais une certaine distance, quand même » ; entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995.

63. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. Bien que *Le Monde* accorde une grande attention aux « intellectuels » en accueillant dans ses colonnes des tribunes ou des interviews, la rédaction veille, bien plus que celle du *Nouvel Observateur*, à séparer les articles issus des journalistes des interventions de grandes signatures extérieures. Voir Louis Pinto, *op. cit.*, p. 82-110.

aux mobilisations organisées par SOS-Racisme représente un choix de couverture qui est dans la logique des pratiques journalistiques ordinaires du journal.

B) Un concert pas « trop » annoncé : l'art de faire référence

Avant le concert de la Concorde, *le Monde* ne participe pas à la campagne de *Libération* et du *Matin de Paris* pour annoncer l'événement. Le journal fait quatre articles avant le concert (voir tableau 3) : une brève de quelques lignes le jeudi 13, qui donne les noms des artistes au programme, un article court de Philippe Bernard, le vendredi 14, une autre brève et une tribune de Marek Halter le jour du concert[64], alors que *Libération* fait trois cahiers spéciaux les 13, 14 et 15 juin avec 23 articles pour un total de 21 pages.

Dans son article du vendredi, Philippe Bernard écrit que « les responsables de l'association SOS-Racisme déclarent attendre cent mille personnes pour la fête musicale qu'ils organisent samedi 15 juin [...]. » mais « qu'en réalité, les organisateurs tablent sur une participation beaucoup plus importante ». Il ajoute toutefois qu'après « un succès spectaculaire et une période d'état de grâce, “ touche pas à mon pote ” doit se défendre de multiples accusations. Dans l'opposition, on a accusé ouvertement l'association d'être soutenue, sinon d'avoir été créée de toutes pièces, par le pouvoir en place ; à gauche, on a cité le nom de deux sympathisants « suspects » de SOS : MM. Lionel Stoléru (UDF) et Jacques Toubon (RPR). Dans les milieux militants de la jeunesse maghrébine, c'est le nombre important de responsables juifs de l'association qui a été mis en cause ». Philippe Bernard glisse cependant une phrase sur le financement de la fête : « Coût de l'opération : 3 millions de francs et un nouveau sujet de polémique sur les bonnes grâces gouvernementales à l'égard de SOS-Racisme »[65]. Il est probable que les responsables de l'association n'ont pas été très satisfaits de la couverture que *le Monde* faisait du concert : dans un contexte où la plupart des journaux apparaissaient très favorables à SOS, les journalistes qui faisaient des articles légèrement critiques, étaient ressentis comme hostiles.

---

64. Marek Halter y écrit que SOS est une association de jeunes gens apolitiques mais doués d'une éthique humanitaire, mise en forme déjà employée par Jacques Julliard dans son article de présentation de SOS dans *Le Nouvel Observateur* du 15 février 1985 : « SOS-Racisme est le premier mouvement de masse de l'après-guerre fondé sur des résolutions d'ordre exclusivement éthique. Il ne propose aucun projet de société, ne nourrit aucune ambition politique. Ses adhérents, pour la plupart des jeunes, ne se font guère d'illusions sur l'état du monde, [...]. Ils ne croient pas davantage aux promesses d'un monde lointain », Marek Halter, La main ouverte, *Le Monde*, 16 juin 1985.

65. Philippe Bernard, La nuit de la Concorde, *Le Monde*, 14 juin 1985.

Tableau 3 : Articles du *Monde* consacrés aux concerts de SOS publiés 6 jours avant et 6 jours après les concerts

Année	Articles avant le concert	Articles après le concert	total
1985	4	5	9
1986	1	3	4
1987	1	1	2
1988	1	1	2
1989	0	1	1
1990	1	1	2
1991	0	1	1
1992	1	1	2
total	9	14	23

Après le concert, la rédaction du *Monde* modifie quelque peu son attitude en constatant que la fête a été un succès. L'article que Philippe Bernard écrit après le concert est beaucoup plus satisfaisant pour les responsables de l'association : « si la grande majorité des spectateurs ne portaient pas le badge à la main tendue, ils n'avaient pas choisi par hasard cette fête là [...]. Impossible de dissocier la musique de l'antiracisme ». Il ajoute : « ce ne fut ni une manifestation, ni un simple concert, mais une triomphale nuit blanche et... multicolore pour plus de 300.000 pèlerins tranquilles, réunis par la main ouverte de " touche pas à mon pote " »[66]. Robert Solé juge de son côté que, si la fête fut un succès, « l'attrait d'un concert gratuit avec vingt-cinq artistes à l'affiche, par une belle nuit d'été à la Concorde, y est certainement pour quelque chose », mais il reconnait que « pour réunir un public aussi fervent, convaincre ces artistes de se produire sans cachet, s'assurer le concours financier et technique du ministère de la culture et bénéficier de l'appui exceptionnel de divers médias, il fallait viser juste, au bon moment, avec les mots adéquats, – bref, répondre à un besoin de se mobiliser autrement »[67]. Il émet cependant deux réserves vis-à-vis de l'association : « contrairement à ce qu'on pourrait croire, les jeunes immigrés ne militent pas en masse à SOS-Racisme. C'est d'abord un mouvement de Français qui s'adressent aux Français » et il souligne que SOS-Racisme « a provoqué de grossières tentatives de récupération politique ou commerciale, suscité les réserves de groupes

66. Philippe Bernard, Un nuit blanche multicolore, *Le Monde*, 18 juin 1985.
67. Robert Solé, Imagination obligée, *Le Monde*, 18 juin 1985.

antiracistes plus anciens et la méfiance de certains beurs, tout en agaçant une partie des Français, étrangers à son langage, sinon à ses idées », thème qu'il avait déjà développé dans son article du 29 mars[68]. Robert Solé conclut son article en abordant ce qu'il considère comme la question essentielle du « problème de l'immigration », l'intégration : « SOS-Racisme ne devrait pas faire oublier la question essentielle : comment la France pourrait-elle intégrer les millions d'étrangers qui vivent légalement sur son sol et, en majorité, y resteront ? Si cette intégration exige une lutte contre la xénophobie, elle est loin de se limiter à cela. Des mesures courageuses restent à développer, pour mieux répartir les étrangers entre les communes et les quartiers, régler des problèmes de cohabitation souvent difficile, adapter l'école et la formation professionnelle »[69].

Dans le même numéro du 18 juin, *le Monde* publie également une tribune de Daniel Amson, « avocat à la cour », qui considère que les campagnes antiracistes récentes (l'auteur fait en particulier référence à celle lancée par SOS-Racisme qui avait demandé à plusieurs hommes politiques s'ils admettraient que leur fille épouse un étranger) abaissent dangereusement le seuil de vision du racisme en le confondant avec un sentiment qu'il considère comme parfaitement justifié, « l'attachement à son village » et à ses « habitudes de pensée ». L'auteur conclut en disant que « banaliser le racisme », « le voir partout et sans cesse est, à coup sûr, une grave erreur. Que certains responsables qui se proclament antiracistes gardent leur sang-froid et réservent leur indignation pour des événements qui le méritent »[70]. La rédaction du *Monde* a donc, après le concert de la Concorde, une tonalité nettement réservée à l'égard de l'association, aussi bien par les tribunes qu'elle accepte que par le contenu des articles de ses journalistes. Le journal est donc en fort contraste avec le reste de la presse « de gauche ».

Au moment de la troisième marche, organisée séparément par SOS et des beurs, *le Monde* publie un article de Philippe Bernard dont le titre compare l'association à un éléphant en train d'écraser des « beurs » transformés en petites fourmis[71] et dans lequel le journaliste se montre pour la première fois nettement critique envers SOS. Philippe Bernard considère d'une part que l'association s'oppose aux mouvements « beurs » qui veulent affirmer leur « droit à la préservation d'une identité culturelle » et d'autre part qu'elle est « largement subventionnée par le ministère de la culture, soutenue par le premier ministre lui-même, avec l'espoir de susciter une grande vague antiraciste dans la jeunesse avant les échéances de mars 1986 »[72]. Cette présentation fait de SOS un mouvement à la fois récupéré par le gouvernement et peu

68. Voir Robert Solé, SOS-Racisme, victime de son succès, *Le Monde*, 29 mars 1985.
69. *Ibid*. Cf. la citation page 97.
70. Daniel Amson, À force de crier au loup..., *Le Monde*, 18 juin 1985.
71. Philippe Bernard, L'éléphant et les fourmis, *Le Monde*, 30 octobre 1985.

représentatif, puisque ne parvenant pas à rassembler les « beurs ». Dans un article publié un mois après, avant l'arrivée du groupe de « marcheurs » qui « devrait regrouper ceux qui, face à SOS-Racisme, défendent le principe d'une expression autonome des maghrébins »[73], Philippe Bernard écrit que « mécontents de s'être fait voler par SOS-Racisme l'idée d'une troisième marche qu'elles nourrissaient depuis longtemps, des associations de jeunes d'origine arabe se sont lancées dans une aventure parallèle. Pour tenter de rallier ces opposants, les " potes " de SOS-Racisme ont fini par intégrer à leurs slogans les revendications en faveur du droit de vote et celles concernant les discriminations à l'école et dans le domaine du logement » mais « ils ne limitent pas leur horizon à mars 1986, accusant implicitement le mouvement animé par Harlem Désir d'être une machine au service du PS »[74]. SOS est une nouvelle fois présenté dans l'article comme une organisation externe aux « beurs » et aux associations authentiquement « beurs », mais aussi comme une organisation sans revendications propres et qui ne réclame le droit de vote pour les immigrés et la fin des discriminations à l'école et en matière de logement que sous la pression des autres associations « beurs » et par simple tactique. Cette série d'articles, qui ne pouvait être que mal accueillie par les responsables de SOS-Racisme, jetait le doute sur la représentativité « beur » de l'association, élément essentiel de son dispositif de légitimation, alors que l'association était encore assez peu attaquée sur ce point dans *Le Figaro* ou *Le Quotidien de Paris*[75].

Quelques jours auparavant, lors du colloque organisé par Bernard-Henri Lévy et SOS-Racisme au théâtre de l'Athénée, Robert Solé, chef du service société du *Monde*, s'interroge : « peut-on tuer le racisme avec des mots ? ». L'auteur utilise le compte-rendu du colloque pour exprimer son opinion sur les « problèmes de l'immigration » : il se réjouit que « l'idée que les immigrés devraient faire des concessions, " raboter " un peu leurs particularités pour s'intégrer à la société française, ne fait plus pousser des cris d'orfraie à leurs défenseurs attitrés ». Il conclut son article en citant l'intervention d'un « maghrébin de l'assistance » qui tend à montrer que les problèmes en banlieue n'opposent pas les Français et les immigrés mais leur sont communs : « " J'en ai assez de n'entendre parler des immigrés que sous l'angle de la morale et du fait divers. J'habite une cité HLM de banlieue. Nous avons les mêmes problèmes que les Français.

---

72. *Ibid.*
73. Philippe Bernard, Défaut de convergence, *Le Monde*, 29 novembre 1985.
74. *Ibid.*
75. Dans les articles qui commenteront l'arrivée des deux marches, Philippe Bernard se montrera au contraire beaucoup moins critique à l'égard de SOS-Racisme dont la marche a été un succès et plus sévère à l'égard des « beurs radicaux » qui n'ont rassemblé que deux à trois mille personnes. Voir Philippe Bernard, Une pâle imitation, *Le Monde*, 3 décembre 1985 et Le bonheur de cohabiter, *Le Monde*, 10 décembre 1985.

Les mêmes problèmes d'insécurité, et pas de bus après 21 heures " »[76]. Nous voyons se dessiner les thèmes que Robert Solé défendra constamment dans les articles qu'il va consacrer entre 1985 et 1991 aux « problèmes de l'immigration » et à SOS-Racisme : l'assimilation des immigrés est souhaitable et nécessaire ; pour cela ils doivent renoncer (« raboter ») à leurs particularismes les plus irritants pour la population d'accueil. En contrepartie, l'Etat doit faire un effort pour « l'intégration » de ces populations, notamment en matière d'urbanisme et de lutte contre le chômage et l'échec scolaire. Accuser de « racisme » ceux qui rejettent les immigrés ne constitue donc pas, aux yeux de Robert Solé, une analyse adéquate de la situation et ne fait qu'accroître les tensions entre « communautés ». Il reprocha donc successivement à SOS de trop insister sur le « racisme », puis de prôner « la France multiculturelle » et enfin d'être favorable au « droit à la différence » :

> « *Robert Solé* – J'ai toujours eu une petite réticence et de nombreuses conversations et discussions avec Harlem Désir. Je n'ai pour ma part, instinctivement, jamais été favorable à l'accent mis sur l'antiracisme. J'ai toujours été favorable, au contraire, à la ressemblance, à un certain droit à la ressemblance. Dans mes articles vous trouverez cette expression très très tôt, avant qu'elle ne devienne banale. Vous allez retrouver ça, probablement, et j'ai souvent pensé, écrit, en tout cas discuté en privé, toujours pensé qu'ils auraient mieux fait de s'appeler SOS-Intégration et pas SOS-Racisme, et je n'ai pas changé d'avis. Moi je n'ai pas, je ne pense pas avoir changé d'avis à l'égard de SOS-Racisme, j'ai toujours été un petit peu réticent à cette attitude. Et aujourd'hui encore je le suis, même avec ou sans SOS-Racisme, chaque fois qu'on met l'accent sur le racisme, au lieu de mettre l'accent sur la ressemblance, sur l'intégration, je suis réticent, donc moi, j'ai toujours eu cette réserve »[77].

La couverture plutôt mitigée du *Monde* s'explique donc aussi en partie par les préférences du responsable de la rédaction, chargé, au service société, de la couverture de SOS-Racisme. Si Robert Solé assure ne pas être fondamentalement hostile à SOS-Racisme et à ses responsables, qui lui apparaissent « sympathiques » et qui « mobilisent les jeunes » pour la bonne cause, il critique toutefois l'insistance de SOS à lutter contre « le racisme », qui lui paraît plus constituer un symptôme qu'un problème en lui-même. Il est aussi très réservé sur ce qu'il perçoit comme la défense, par SOS, des immigrés en tant qu'immigrés, c'est-à-dire en tant qu'ils sont différents des Français « de souche ».

> « *Robert Solé* – J'ai toujours eu, à la fois une sympathie pour des gens sympathiques, qui lançaient un mouvement sympathique et qui mobilisaient des jeunes, et en même temps cette réticence. Donc quand Taguieff dit cela [critique de l'antiracisme « différencialiste »], moi, j'ai l'impression d'avoir depuis des années écrit ça, avant même la naissance de SOS-Racisme. Si vous retrouvez des articles, il me semble avoir essayé de parler d'intégration, de tout ça, je veux dire, j'ai ce sentiment, je me trompe peut-être, donc je ne me souviens pas d'avoir attendu Taguieff pour écrire de telles choses, ou pour prendre une certaine distance, je me trompe peut-

76. Robert Solé, Peut-on tuer le racisme avec des mots ?, *Le Monde*, 24 novembre 1985.
77. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995.

être »[78].

L'intérêt que Robert Solé porte aux questions touchant à l'immigration provient en partie de sa trajectoire personnelle : il déclare être un immigré de la « première génération » et semble recommander pour l'ensemble des immigrés le mode d'insertion dans la société française qu'il a vécu, sans considérer que ce type d'intégration puisse être plus difficile pour des immigrés issus de milieux sociaux et de pays différents, dans un contexte économique (fort taux de chômage des jeunes non qualifiés) beaucoup moins favorable :

> « *Robert Solé* – Je ne sais pas si vous m'interviewez sur mes idées personnelles ou sur *le Monde*, je ne sais pas, mais *je suis pour le modèle dit français, traditionnel, d'assimilation*. Je pense que ça n'empêche absolument pas chacun de garder, dans sa vie privée, des pratiques traditionnelles. Moi-même je suis un immigré de la première génération, et j'ai dans ma vie privée des coutumes, toutes sortes de choses qui peuvent parfaitement être conservées, mais je suis pour un modèle d'assimilation, parce que je n'en vois pas d'autre pour un pays comme la France. Je ne vois pas pourquoi on refuserait à des musulmans, ce qu'on a accepté pour des Portugais, pour des Italiens et d'autres. Chaque fois qu'on recule là-dessus, on arrive à des catastrophes comme aujourd'hui. [...] Je ne pense pas que le problème soit tellement ethnique, il est culturel. Ou bien il y a une volonté, à la fois du pays d'accueil et des gens qui viennent de s'assimiler, et à ce moment là, l'école, en particulier, joue ce rôle, et tout le monde l'accepte ; ou bien on remet ça en question, on dit que chacun a le droit, comme en Angleterre ou ailleurs, de garder des coutumes, ses lois, ses règles : je ne veux pas faire de gymnastique, je veux porter un voile, j'exige des règles particulières et on sort du modèle traditionnel. Alors peut-être que le modèle traditionnel français est dépassé, je ne sais pas. Moi, je ne le pense pas. Mais s'il n'est pas dépassé, il faut l'appliquer. Et je ne vois pas pourquoi on l'appliquerait différemment à des musulmans »[79].

Ayant lui-même vécu l'expérience de « l'intégration », Robert Solé pense que les immigrés de la première et de la seconde génération doivent faire un effort dans leur comportement public pour se rapprocher de la population française[80]. Il affirme défendre ce qu'il appelle « le modèle français d'intégration » qui aboutirait à une assimilation complète dans le pays d'accueil tout en permettant la préservation des pratiques identitaires d'ordre privé[81]. Selon lui, une certaine

78. *Ibid.*
79. *Ibid.*, (souligné par moi).
80. Robert Solé est né au Caire et a vécu dix-sept ans en Egypte. Sa famille appartenait à la bourgeoisie entreprenariale chrétienne « syrienne », c'est-à-dire grecque-catholique plutôt que copte. Il a fait ses études dans un collège jésuite français du Caire. La politique d'arabisation de Nasser a conduit sa famille à quitter l'Egypte pour la France. On peut faire l'hypothèse que son insertion dans le système scolaire français a été favorisé par une éducation qui avait toujours été délivré en français ; cf. le roman autobiographique de Robert Solé, *Le Tarbouche*, Paris, Le Seuil, 1992.
81. Sur l'opposition entre un « modèle français » et un « modèle anglo-saxon » d'intégration voir Didier Lapeyronnie, *L'individu et ses minorités, La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*, Paris, PUF, 1993, en particulier p. 129-130 : « Traditionnellement, la France et la Grande-Bretagne sont opposées à partir de conceptions et de pratiques différentes dans leurs colonies. Les Anglais auraient pratiqué une colonisation axée sur une certaine autonomie des populations colonisées alors que les Français auraient eu des conceptions purement assimilationnistes et beaucoup plus centralisatrices. Ainsi des politiques coloniales différentes expliqueraient les divergences aujourd'hui observées dans les modes de gestion des immigrations et des minorités ». Pour une formulation exemplaire de l'opposition entre un « modèle français » et un « modèle anglo-

hostilité envers des immigrés ayant des coutumes différentes est inévitable tant que resteront difficiles les conditions de logement et d'emploi dans les quartiers où vivent les immigrés et les Français les plus défavorisés. Il pense donc que l'angle du racisme n'est pas approprié pour aborder la question de l'immigration et des relations entre la population « française de souche » et les populations immigrées ou « d'origine immigrée » :

> « Q – Mais l'insistance de SOS sur le racisme, est-ce que ce n'était pas surtout un moyen d'embarrasser le gouvernement de Chirac en rapprochant les thèses du FN de celles de Charles Pasqua et des " durs " du gouvernement ?
> *Robert Solé* – Je ne sais pas, je ne sais pas, je crois que beaucoup de gens à l'époque mettaient l'accent sur le racisme, et beaucoup de gens aujourd'hui continuent à le faire. Et ça nous conduit tout droit à une impasse parce que ce n'est pas comme ça qu'on va résoudre le problème, c'est trop facile. Le problème des banlieues aujourd'hui..., le racisme c'est une part du problème seulement, ce n'est qu'une part. Non, ils avaient trouvé, ils étaient partis quand même d'une réaction saine, de bons sentiments et d'une réaction saine, ils étaient partis là-dessus. Je ne pense pas qu'il y ait eu de calcul vraiment tactique à ce point. Et avec du flair médiatique, ils ont lancé leur concept, leur petite main, leur trucs, ça a marché quelque temps, et ça a donné l'impression d'un très grand mouvement alors que c'était une coquille vide, comme beaucoup d'associations... »[82].

Robert Solé paraît beaucoup plus attentif au détail des prises de position de SOS-Racisme sur les « problèmes de l'immigration » que les journalistes du *Figaro* et du *Quotidien de Paris*, beaucoup plus soucieux de dénoncer les arrière-pensées politiques de l'association. Chef du service société du *Monde* à partir de 1985, ses responsabilités dans la rédaction auraient dû lui interdire d'accorder autant d'attention, et donc d'articles, à la rubrique « antiracisme et immigration » : « Robert Solé – [...] À l'époque, moi je n'étais pas consacré à cela, j'étais en charge d'un service. On faisait ça en plus, moi, tous ces articles, *je les faisais en plus de mon travail* »[83]. Robert Solé semble donc avoir pris particulièrement à cœur, sans doute en raison de

---

saxon » (et donc de la défense du « modèle français ») voir Jean-Claude Barreau, *De l'immigration en général et de la Nation française en particulier*, Paris, Belfond, Le Pré-aux-Clercs, 1992.

82. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995. La question avait pour objectif de souligner que la campagne morale de SOS, fondée sur l'indignation suscitée par les « crimes racistes », avait peut-être surtout des objectifs d'ordre politique et qu'il était sans doute abusif de faire, des prises de position tactiques des porte-parole de l'association, l'expression d'un système de pensée rigoureusement réfléchi et cohérent. En reposant la question un peu plus tard j'ai obtenu une réponse très proche : « Q – Alors l'action de SOS-Racisme entre 86 et 88, c'est la participation à la campagne contre les bavures, aux manifestations de décembre 1986, à la campagne contre la réforme du code de la nationalité, etc. Est-ce qu'ils faisaient de la politique sous couvert d'antiracisme ? Comment vous avez perçu, comment vous percevez cette action ? *Robert Solé* – Je les perçois comme un groupe de gens qui avaient une bonne idée qu'ils ont essayé d'exploiter au maximum et de laquelle ils n'ont pas voulu sortir, en employant tous les moyens possibles et imaginables pour survivre, pour exister, pour continuer à exister etc., il se trouve que cette idée de départ, je la trouvais à la fois sympathique et un peu fausse [...]. Alors que Julien Dray ait eu, lui, des arrière-pensées politiques, c'est très probable, c'est plus que probable. Harlem Désir était peut-être moins engagé, mais je le répète, je ne suis pas un spécialiste de SOS-Racisme » ; entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995. Robert Solé semble privilégier systématiquement l'aspect antiraciste de l'association. Tout se passe comme si Robert Solé répugnait à mettre en cause l'engagement politique « à gauche » de SOS et préférait critiquer son discours antiraciste.

83. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1985, italiques ajoutées.

son expérience personnelle de l'immigration, le traitement par *le Monde* des « problèmes des banlieues » et s'être personnellement impliqué dans la détermination de la ligne rédactionnelle du journal :

> « *Robert Solé* – Ça dépend beaucoup des personnes, je pense que si ça n'avait pas été moi qui avais écrit ces différents articles pendant quelques années sur tous ces sujets, je ne suis pas sûr que *le Monde* aurait donné exactement la même tonalité, ça dépend beaucoup des personnes, ce qu'on a écrit, la façon dont on a traité, le Code de la nationalité, tout ça, *c'était moi qui le faisais avec ma sensibilité*. D'ailleurs en analysant bien *le Monde* vous verriez des différences de sensibilités, dans toutes ces questions, beaucoup »[84].

Le Monde jugera donc fréquemment l'action de SOS-Racisme en fonction de la distance séparant les propositions de l'association de la politique recommandée par le chef du service société du journal. Cependant, comment expliquer que Robert Solé qui soutiendra avec constance dans ses articles l'idée d'une politique « d'intégration » des populations immigrées, ait été réservé vis-à-vis du discours, pourtant proche, que SOS-Racisme a défendu à partir de l'Heure de vérité d'Harlem Désir ? Après quelques articles écrits entre août et novembre 1987 où il se montre assez favorable aux nouvelles propositions sur l'intégration de SOS-Racisme[85], Robert Solé reprend assez vite ses critiques, d'une part parce que l'association continue de tenir un discours dénonçant le « racisme » et les « racistes » auquel Robert Solé est hostile, d'autre part parce qu'il juge que les responsables de SOS instrumentalisent l'antiracisme, en particulier durant la cohabitation et la campagne présidentielle de 1988. Il semble en particulier avoir été déçu par l'attitude de SOS durant la manifestation du 29 novembre 1987 : alors que l'article qui précède le rassemblement est plutôt favorable et salue les propos « modérés et tolérants »[86]

---

84. *Ibid*., italiques ajoutées.

85. Voir le portrait d'Harlem Désir publié avant son Heure de vérité ; Robert Solé, La génération Désir, *Le Monde*, 19 août 1987 : « “ Aujourd'hui, dit Harlem Désir, la meilleure réponse au racisme, c'est l'intégration. Et le point de départ de celle-ci c'est l'égalité des droits et des chances ” ». Voir également l'article publié avant la manifestation du 29 novembre 1987 : « SOS-Racisme [...] a lancé un appel à tous les citoyens » dans *Le Matin* et *Libération* : « nous avons besoin de tout le monde, de toutes les énergies ». On retrouvait là les propos modérés et tolérants d'Harlem Désir à “ L'Heure de vérité ”, affirmant que l'écrasante majorité des Français n'était pas raciste » ; Robert Solé, SOS-Intégration, *Le Monde*, 28 novembre 1987 et aussi l'article publié en octobre 1987, lors de l'organisation par France-Plus et SOS-Racisme (séparément) de nouvelles « marches » de mobilisation : « Ces deux associations [France-Plus et SOS-Racisme], de taille très inégale et qui se détestent cordialement, tiennent désormais le même langage : mettant entre parenthèses les anciennes revendications sur « la France multiculturelle », elles insistent toutes deux sur le « droit à la ressemblance ». De part et d'autre, « l'intégration est devenue le maître mot » ; il ajoute « Dans la foulée de son succès à “ l'Heure de vérité ”, la star de la “ potes-génération ” publie ces jours-ci un livre [...] qui, par des exemples concrets, veut montrer que “ la France n'est pas raciste ” et que “ partout, spontanément, dans les quartiers, les écoles, les entreprises et les administrations, des "entrepreneurs d'égalité" sont à l'œuvre, anonymes, discrets et efficaces ” » ; Robert Solé, L'intégration en marche, *Le Monde*, 26 octobre 1987.

86. Robert Solé, SOS-Intégration, *Le Monde*, 28 novembre 1987. Il conclut cependant son article en critiquant à nouveau l'insistance de l'association sur le « racisme », qu'il considère comme de « l'incantation » et conseille donc à SOS de changer de nom pour manifester son nouvel attachement à l'idée d'intégration : « Le racisme – dont personne n'est tout à fait exempt – ne se combat ni par des subtilités politiques, ni par des incantations. Il s'agit de réprimer certains actes, mais surtout de faire évoluer les mentalités et de faciliter, par diverses mesures,

qu'Harlem Désir tient depuis sa participation à l'émission l'Heure de vérité, celui qui le suit met nettement en cause son caractère politisé[87]. Robert Solé juge que SOS et les organisateurs de la manifestation ont délibérément écarté les hommes politiques de la majorité susceptibles de participer : « on cherchait en vain dans la foule quelques responsables de la majorité gouvernementale. Au moins ceux qui sont ouvertement acquis à la cause : les Hannoun, Stasi, Malhuret... Leur présence, souhaitée par certains organisateurs, aurait donné une autre allure à la manifestation. Mais n'avait-on pas fait en sorte, ici ou là, de les décourager ? Seraient-ils venus entendre des slogans de combat associant Jean-Marie Le Pen et Charles Pasqua ? »[88]. Robert Solé paraît considérer que la politique d'intégration des populations d'origine immigrée ne doit pas être transformée en enjeu politique, mais doit au contraire faire l'objet d'un « consensus » entre les partis, peut-être pour éviter qu'elle ne soit remise en cause à chaque alternance[89]. Cependant, le chef du service société du *Monde* peut difficilement critiquer explicitement l'action politique des responsables d'une association « de gauche » alors que le

---

la cohabitation entre Français et immigrés. Aujourd'hui en France, lutter contre le racisme, n'est-ce pas avant tout se battre pour l'intégration de ceux qui veulent s'intégrer ? C'est en tout cas le meilleur moyen de réaliser le consensus le plus large possible sur l'immigration. Après tout, rien n'interdit à SOS-Racisme de s'appeler " SOS-Intégration " ».

87. Robert Solé semble considérer que l'action de l'Unef-Id et de SOS n'est pas dépourvue d'arrière-pensées : « Pourquoi une manifestation contre le racisme ? Et pourquoi maintenant ? Passons sur les mauvaises raisons qui conduisent telle ou telle organisation à saisir une occasion de mobiliser ses troupes et de rappeler son existence un an après le mouvement étudiant. Ce n'est sans doute pas la première fois – et sans doute pas la dernière – que les immigrés auront démontré leur utilité politique... ». Il ajoute : « C'était, [...] une manifestation tous azimuts, avec beaucoup d'organisateurs et beaucoup d'objectifs, avoués ou non. Une manifestation éclatée par trop d'œucuménisme. Si plusieurs organisations, des intellectuels et des artistes étaient venus défendre les immigrés, d'autres semblaient fêter surtout le premier anniversaire du mouvement étudiant, tandis que les militants politiques se croyaient déjà en campagne présidentielle, avec leurs badges du genre : " Tonton, tiens bon, nous arrivons. " » Robert Solé, Les limites de l'œucuménisme, *Le Monde*, 1 décembre 1987. L'article entier est construit comme une énumération de partis et d'associations défilant, selon l'auteur, pour des objectifs essentiellement politiques ou électoralistes et donc égoïstes. Robert Solé paraît considérer comme néfaste l'intervention de groupes politiques qui tendent à décrédibiliser une manifestation qui aurait dû, selon lui, rester consacrée à la question de « la défense des immigrés » et à « l'égalité des droits et à l'intégration ». La distinction qu'il tend à établir entre ce qui relève de « la politique » (ou de la préparation des élections présidentielles) et ce qui est de l'ordre de la conviction antiraciste et de la « défense des immigrés » se retrouve dans ses articles sous la forme d'une attention presque exclusive aux propositions et aux prises de position « antiracistes » de SOS (voir ci-dessus note 82).

88. Robert Solé, Les limites de l'œucuménisme, *Le Monde*, 1 décembre 1987. Rappelons qu'une des caractéristiques du discours de SOS-Racisme durant la cohabitation est justement d'insister sur la proximité entre la pratique gouvernementale de Charles Pasqua et les déclarations de Jean-Marie Le Pen, (voir ci-dessus chapitre préliminaire). On peut toutefois relever les efforts de l'auteur pour ne pas citer les organisations qu'il accuse de ne pas souhaiter « l'œucuménisme » le plus large.

89. Robert Solé était ainsi très intéressé par le rapport de Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, sur « le racisme et les discriminations en France », remis en novembre 1987 à Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et accueilli favorablement par la plupart des associations antiracistes (dont SOS-Racisme et le MRAP), par les partis de l'opposition et par certaines personnalités de la majorité, en particulier Claude Malhuret et Philippe Séguin. En donnant la possibilité aux hommes politiques de la majorité de soutenir une politique d'intégration sans paraître faire le jeu de « la gauche », le rapport Hannoun laisse entrevoir, selon Robert Solé, la possibilité d'une politique « consensuelle » d'intégration des banlieues et des populations immigrées. Voir Robert Solé, « SOS-Intégration », *Le Monde*, 28 novembre 1987.

journal va quelque mois plus tard soutenir la candidature de François Mitterrand[90]. On peut en outre faire l'hypothèse qu'au sein du *Monde*, journal qui accorde une attention particulière à la vie politique, il ne serait pas légitime pour un membre de la rédaction de condamner une organisation pour le simple motif qu'elle mène une action politique et qu'elle cherche à mettre en difficulté le gouvernement, en particulier si cette organisation est « de gauche ». L'insistance de Robert Solé à attaquer l'aspect programmatique du discours de l'association, alors même qu'il défend une politique d'intégration très proche, s'expliquerait alors par la difficulté de mettre en cause l'utilisation de l'antiracisme à des fins politiques par les dirigeants de SOS. « L'affaire des foulards » permettra ainsi à Robert Solé de critiquer sévèrement SOS-Racisme en restant sur le terrain de l'antiracisme ; l'association ne sera alors même plus créditée d'un discours original ou précurseur sur le thème de « l'intégration » :

> « Après avoir beaucoup parlé de racisme, SOS s'est donné comme leitmotiv l'intégration. L'ennui, c'est que tout le monde a adopté le terme y compris des gens comme Charles Pasqua, ancien promoteur des charters pour le Mali, et Valéry Giscard d'Estaing, qui donne l'impression depuis quelque temps de chasser sur les terres du Front national. [...] Il faut bien que SOS-Racisme précise ce qu'il entend exactement par intégration. Car autant ce terme est clair sur le plan économique, autant il prête à confusion sur le plan social et culturel. Partis d'un cri du cœur (“ touche pas à mon pote ”), Harlem Désir et ses amis se trouvent contraints cinq ans plus tard, de définir un modèle de société »[91].

La tonalité des articles du *Monde* consacrés à SOS-Racisme provient donc en partie de l'appréciation agacée puis hostile que Robert Solé porte sur les actions et les propositions de SOS. Sa position au sein de la rédaction lui permet soit d'écrire lui-même les articles consacrés aux problèmes de l'immigration, soit de choisir les journalistes qui écriront les articles. Philippe Bernard, plutôt bienveillant à l'égard de l'association durant les premiers mois de 1985 deviendra lui aussi de plus en plus critique. Toutefois, l'humeur des journalistes du *Monde* se manifestera selon les règles rédactionnelles ordinaires du journal : il n'est pas possible pour *le*

---

90. Voir, par exemple, les propos d'André Fontaine tenus quelques mois après l'élection présidentielle dans lesquels il concilie paradoxalement l'affirmation de l'indépendance du journal et la reconnaissance du soutien à l'un des candidats : « Nous sommes avant tout un journal d'infos rédigé dans une grande indépendance. Nous avons choisi Mitterrand après débat au sein de la rédaction, mais certainement pas parce qu'il a un pied dans la maison » cité in Claire Baldewyns, « Le Monde » : le parcours obligé des idées, L'Evénement du Jeudi, 2 février 1989.

91. Robert Solé, SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1990. SOS-Racisme n'est cependant pas l'unique cible de Robert Solé qui n'hésite pas à interpeller les responsables gouvernementaux pour critiquer leur politique et leur en conseiller une autre. Ainsi lors de la remise par Harlem Désir de la pétition de 500.000 signatures en faveur du droit de vote des étrangers aux élections municipales, Robert Solé juge que « la pétition [à l'initiative de SOS-Racisme] remise mercredi à M. Fabius ne se contente pas de réclamer l'accès aux urnes [pour les étrangers] : elle demande une « loi-cadre pour l'intégration des immigrés ». Les deux démarches sont en effet liées [...] ». Pour Robert Solé « le plus urgent aujourd'hui est d'adopter une véritable politique de l'intégration au lieu de se voiler pudiquement les yeux et de se contenter de crier au racisme chaque fois que des tensions éclatent au grand jour. Avec la « loi Joxe », le gouvernement Rocard n'a pris jusqu'à présent que des mesures de police. On attend la suite » ; Robert Solé, Aux urnes, étrangers !, *Le Monde*, 29 juin 1989.

Monde de prendre aussi clairement position contre l'action de SOS-Racisme que *Le Figaro* et *Le Quotidien de Paris*, surtout vis-à-vis d'une organisation associée à « la gauche ». Il n'y aura donc jusqu'en 1992 que peu d'articles clairement hostiles à l'association, c'est-à-dire dont l'acidité soit discernable sans équivoque par un lecteur non prévenu.

C) La cohabitation : l'art de la « neutralité » politique

La nouvelle configuration[92] politique instaurée par la victoire de l'opposition aux législatives de 1986 transforme partiellement la manière dont *le Monde* est susceptible de rendre compte de l'action de SOS-Racisme. Le projet de réforme du Code de la nationalité et la présence de députés du Front national à l'Assemblée contribuent à faire des « problèmes de l'immigration » un enjeu électoral et un thème de tribunes et de débats particulièrement présent dans les journaux. Puisque la ligne de clivage sur l'immigration se confond alors largement avec les frontières de « la droite » et de « la gauche », *le Monde* est soumis à des logiques contradictoires. Alors que la majorité des acteurs politiques cherchent, dans la perspective des élections de 1988, à accentuer la différenciation des offres politiques et à développer des techniques d'enrôlement des médias, *le Monde* s'efforce de concilier une ligne politique « de gauche » qui l'a conduit à s'engager durant les campagnes présidentielles de 1974 et 1981 et une stratégie de neutralisation politique relative de ses produits rédactionnels. L'image encore non-politisée de SOS-Racisme permettra au journal de rendre compte des actions de l'association en négligeant leurs aspects les plus directement politiques pour ne s'attacher qu'à leur contenu « strictement antiraciste ». Ce n'est que dans la dernière phase de la campagne électorale que *le Monde* soulignera l'engagement politique de SOS. Entre 1986 et 1988, le service société demeure donc seul en charge de l'association et affecte de la considérer comme une organisation antiraciste ordinaire, alors que *Le Figaro* et *Le Quotidien de Paris* dénoncent avec une vigueur croissante le caractère partisan de son action.

L'action ordinaire et d'apparence strictement antiraciste de SOS reste donc, durant la cohabitation du ressort du service société et de son responsable, Robert Solé. Les réserves de celui-ci ne se manifestent pas seulement dans la tonalité des commentaires portés sur les actions de SOS mais aussi sur le nombre d'articles écrits. Si *le Monde* cite plus souvent

92 . Nous nous référons ici au concept de Norbert Elias. Voir Norbert Elias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985 et *Qu'est ce que la sociologie ?*, Paris, Edition de l'aube, 1991, p. 154-161.

l'association que la plupart des journaux c'est surtout parce qu'il consacre plus d'articles à l'antiracisme et aux « problèmes des immigrés » : le journal publie proportionnellement moins d'articles dont SOS est le principal sujet[93]. *Le Monde* est par ailleurs le journal qui comporte la plus forte proportion d'articles citant SOS en dehors des principales périodes d'action de l'association[94] : ses journalistes sont plus attentifs que ceux des autres journaux (excepté *Libération*) à l'actualité antiraciste quotidienne dans laquelle SOS n'est qu'un des acteurs, mais accordent comparativement moins d'articles aux principaux événements organisés par SOS[95]. C'est particulièrement vrai lors des concerts de 1986 et 1987 auxquels *le Monde* consacre des articles à la fois moins nombreux et moins longs que ceux de *Libération*[96]. En outre, les articles du *Monde* sont généralement écrits après les concerts et ne concourent pas à la publicité des rassemblements. Ainsi en 1986, *le Monde* ne fait paraître aucun article écrit par un journaliste avant le concert, mais seulement une courte tribune de Marek Halter[97]. En 1987, la seule brève publiée avant le concert se contentera d'indiquer que celui-ci est financé par la cinquième chaîne.

Chacune des principales actions de SOS durant la cohabitation sera une nouvelle occasion pour Robert Solé de mettre en cause l'association. Après le concert de 1986, il amorce la critique de l'association sur le thème du « droit à la différence » : « une “ France multiculturelle ? ” Attention au poids des mots. Ces dernières années, les défenseurs des

---

93. Dans le corpus d'articles que nous avons rassemblé, le rapport entre le nombre des articles citant seulement l'association et le nombre de ceux dont elle constitue le sujet principal est de un à trois pour *Libération* et *Le Quotidien de Paris* et seulement de un à deux pour *Le Monde*. *Le Monde* publie donc proportionnellement plus d'articles consacrés à un sujet général (une manifestation, le débat sur la réforme du Code de la nationalité, les lois Pasqua) dans lesquels est insérée une mention à SOS que d'autres journaux qui centrent plus souvent leurs articles sur l'action de l'association.

94. *Le Monde* a publié 66 articles durant la semaine qui a précédé et suivi les 19 principales actions de SOS, soit seulement 23 % du total des articles du *Monde* présents dans le corpus rassemblé. *Libération* a publié 156 articles soit 37 % du total des articles collectés du journal, *Le Matin de Paris* 106 articles soit 51 %, *Le Quotidien de Paris* 88 articles soit 60 %, *La Croix* 46 articles soit 51 %, *Le Figaro* 42 articles soit 57 %.

95. Les journalistes sont exposés aux pressions des « attachés de presse » et des porte-parole des organisations qui cherchent à obtenir des articles consacrés principalement aux actions de leur mouvement. Philippe Bernard considère qu'en ce domaine, les militants de SOS-Racisme, se sont trop habitués à considérer que l'attention de la presse leur était due. Il semble donc animé par le souci d'attribuer à l'association une place plus modeste : « *Philippe Bernard* – Mais je vois l'attitude qu'ils ont par rapport à nous journalistes, et à *Libé* et au *Monde* en particulier : ils sont tellement, tellement exigeants, enfin ils rêvent encore qu'ils vont avoir des pages et des pages comme au bon vieux temps » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. Il semble que beaucoup de journalistes ait été agacés par les méthodes des attachés de presse de SOS pour tenter d'imposer des articles : « *Dominique Pouchin* – La première année SOS est un fantastique travail de lobbying, je ne sais pas où ils l'ont appris, sur le terrain en le faisant, et chapeau, chapeau bas. Après ça, ils en remettent trop, ils ont tendance à considérer que tout est permis et à mon avis, je crois que c'est pas seulement à Libé, si j'en crois mes chers confrères, ils ont fait chier un certain nombre de gens. [...] C'est vrai que pour les journalistes, ils sont devenus de plus en plus énervants, oui, dans leurs rapports avec les médias, énervants... » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

96. Lors du concert de 1986, *Libération* publie six articles avant la fête (le journal lui consacre les deux premières pages de sa formule « événement ») et trois articles après. En 1987, *Libération* fait quatre articles avant le concert et deux après (voir tableau 2).

97. Marek Halter, La Bastille en chantant, *Le Monde*, 13 juin 1986.

immigrés ont beaucoup insisté sur le “ respect des différences ”. Trop peut-être. N'est-il pas au moins aussi important d'afficher les ressemblances ? ». Il ajoute que « [SOS-Racisme] ne peut se cantonner dans une défense des “ droits acquis ”. Il lui faut préciser ses idées sur l'intégration des immigrés dans la société française et mettre en valeur tout ce qui progresse en ce sens. [...] La deuxième génération est souvent plus intégrée qu'on ne le croit ».[98] Lors du débat sur la réforme du Code, Robert Solé prône une nouvelle fois une politique d'intégration des « populations d'origine étrangère » et reproche implicitement à SOS-Racisme d'attaquer la réforme du Code de la nationalité pour des raisons essentiellement électorales : « Ce débat filandreux [sur la réforme du Code de la nationalité] a fait oublier que les vrais problèmes de l'immigration sont ailleurs : Dans les HLM, les écoles, les agences de l'emploi. Une politique de l'immigration reste à définir et à appliquer. [...] Cette bataille pour l'intégration est peut-être moins payante électoralement que le code de la nationalité, mais, à l'évidence, beaucoup plus importante »[99]. Avant l'Heure de vérité d'Harlem Désir en août 1987, Robert Solé se demande : « À quoi a servi SOS-Racisme ? N'a-t-il pas été incapable d'enrayer la montée du Front national ? Ne l'aurait-il pas même favorisée en agaçant ou en effrayant un certain nombre de Français ? »[100]. Et lors de la manifestation conjointe de l'Unef-Id et de SOS-Racisme le 29 novembre 1987, si le journaliste du *Monde* admet que SOS-Racisme a changé son discours, c'est pour mieux souligner que l'association a défendu le « droit à la différence » : « Manifester pour “ l'intégration ” est une relative nouveauté. Jusqu'à présent, les défenseurs des immigrés descendaient surtout dans la rue pour dénoncer le racisme ou pour affirmer un “ droit à la différence ”. Peu à peu s'est imposée l'idée que les immigrés désireux de rester en France méritaient d'abord d'être des citoyens comme les autres ».

Pourtant, *le Monde* ne publie aucun article aussi hostile à SOS-Racisme que ceux qui paraissent régulièrement dans *Le Quotidien de Paris* et *Le Figaro* (voir tableau 1). Entre 1985 et 1988 seuls dix articles du *Monde* ont été codés négatifs, soit environ 7 % de l'ensemble des articles de l'échantillon. En dehors des principales manifestations antiracistes et des périodes où l'immigration fait partie des principaux sujets traités par le journal, Robert Solé écrit peu et ne fait

98. Robert Solé, Respecter les ressemblances, *Le Monde*, 17 juin 1986.
99. Robert Solé, Brouillard sur le code, *Le Monde*, 16 mars 1987. L'article *a posteriori* du *Monde* insiste sur les réserves des « associations beurs » envers la manifestation et donc indirectement sur le manque de représentativité « beur » de SOS : Raphaëlle Rerolle, « Nos copains de biberon... », *Le Monde*, 16 mars 1987 ; la journaliste conclut son article par les réactions négatives des associations « beurs » à la manifestation : « Les beurs affirment souvent ne pas se retrouver dans les revendications affichées là [lors de la manifestation contre le Code]. « Tout cela sent la récupération politique et les préoccupations électoralistes » commente Djida Tazdaït, présidente de Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB) qui de propos délibéré, ne sont pas venus à Paris. “ Nous avons mieux à faire, explique Djida, il y a des expulsions sur le terrain ” ».
100. Robert Solé, Le président de SOS-Racisme à « l'Heure de vérité » La génération Désir, *Le Monde*, 19 août 1987.

pas de SOS une cible régulière. Ses critiques sont d'ailleurs souvent peu explicites pour un lecteur ordinaire. La plupart des nombreux articles du *Monde* concernant les actions de SOS sont soit non signés, soit écrits par des journalistes non spécialisés qui ne montrent pas d'hostilité particulière envers l'association[101]. Ces articles sont généralement courts et ne comportent que rarement de commentaires de la part du rédacteur. La couverture du *Monde* est donc, comparativement à celle d'autres journaux, très attentive aux initiatives que peut prendre SOS et, au jour le jour, moins défavorable que la seule lecture des articles de Philippe Bernard et de Robert Solé pourrait le laisser penser. SOS est d'ailleurs l'organisation antiraciste que *le Monde* cite le plus[102]. Par ailleurs, lorsque l'événement dont le journal doit rendre compte dépasse le strict cadre antiraciste, le service société n'est plus seul en charge du traitement du sujet. Ainsi, après l'ampleur des réactions politiques suscitées par la participation d'Harlem Désir à l'Heure de vérité, c'est l'ensemble de la rédaction qui prend en charge la plupart des articles publiés le lendemain de l'événement. L'éditorialiste Bruno Frappat se demande ainsi « comment ne pas céder au charme de ... Désir ? L'apparition à " l'Heure de vérité " du président de SOS-Racisme aura fait passer, dans la touffeur de ce tardif été, comme un coup de fraîcheur. [...] Après tant de personnages défilant devant la France assemblée pour proférer semi-vérités, fausses confidences et s'indigner dans l'artifice, Harlem Désir est apparu, dans la manière, comme l'exact contraire des maîtres du ballet politicien. Aux questions pernicieuses (voire hargneuses) il répond dans la limpidité. Aux pièges mal tendus par un Henri Amouroux vraiment mal luné, il oppose une " candeur " qu'on peut juger " étudiée " comme le dit *Le Figaro*, mais qui " passe " très bien »[103]. Bruno Frappat considère que si Harlem Désir « a donné le sentiment de parler juste, c'est peut-être tout simplement qu'il pense juste » et il le cite en exemple aux hommes politiques professionnels[104]. Il juge les nouvelles propositions d'Harlem Désir à la fois « modérées », « pragmatiques », « prudentes », « légalistes », « consensuelles », et conclue en

101. Il est d'ailleurs probable qu'une partie des articles non signés soient rédigés par Philippe Bernard ou Robert Solé.

102. Voir ci-dessous le tableau 5. *Le Monde* mentionne plus souvent SOS-Racisme qu'il ne cite le MRAP, la LICRA, France-Plus, la Fasti et le CAIF réunis. Même lorsque, après « l'affaire des foulards », *Le Monde* se montrera plus critique envers l'association, celle-ci restera, peut-être faute de concurrence, l'organisation antiraciste la plus souvent mentionnée.

103. Brunot Frappat fait référence à un article acide de Renaud Matignon, critique de télévision au *Figaro* : « On n'avait jamais montré aussi clairement – et malgré soi – que M. Désir, pour justifier son combat suppose le racisme comme une cause détestable mais indispensable. D'où les effets bizzares qu'ont parfois ses campagnes : elles avivent les peurs et les haines pour mieux les dénoncer ensuite » ; Renaud Matignon, Candeur étudiée, *Le Figaro*, 20 août 1987.

104. Bruno Frappat, La leçon de Désir, *Le Monde*, 20 août 1987 ; « cette leçon de politique – au sens étymologique – aura-t-elle donné quelques idées, sur la forme et sur le fond, à ceux dont la politique est vraiment le métier ? ».

estimant que « ce cocktail inspiré par une philosophie des droits de l'homme très classiquement républicaine, qui ne l'approuverait ? »[105] .

De même, lors de la campagne présidentielle de 1988, les initiatives de l'association en faveur de la candidature de François Mitterrand sont traitées non pas par les journalistes du service société, comme c'était le cas depuis 1985, mais par ceux du service politique. Ceux-ci tendent bien sûr à prêter moins d'attention que Robert Solé et Philippe Bernard aux propositions de l'association en matière d'antiracisme ou d'intégration et à privilégier ses prises de position politiques. Ils sont en outre mieux disposés à l'égard d'une association qui soutient, comme *le Monde*, la candidature de François Mitterrand. Ainsi, Charles Vial aborde très différemment la question de la « représentativité » des rassemblements organisés par SOS. Alors que le service société donnait de moins en moins d'écho aux concerts de l'association et considérait que leurs participants étaient plus les spectateurs d'un concert gratuit que des militants, Charles Vial juge au contraire que lors du rassemblement du Grand Rancard « on n'était pas d'abord venu pour le super-concert gratuit avec les grosses vedettes de la télé. On était venu comme on va à un rancard, parce qu'on avait envie et parce qu'il le fallait ». Le journaliste n'a cependant pas de doute sur l'objectif du rassemblement : « À six semaines de l'échéance présidentielle, les militants de SOS-Racisme estiment qu'il n'est plus possible d'attendre. “ Toutes les politiques ne se valent pas, a déclaré Harlem Désir. Nous avons toujours pensé qu'un jour viendrait où il faudrait choisir. Nous y sommes ” ». Mais Charles Vial présente les raisons invoquées par les responsables de SOS pour justifier l'engagement politique direct d'une association qui apparaissait jusqu'alors « apolitique », comme relevant d'une stricte logique antiraciste et découlant naturellement de l'opposition de SOS à la réforme du Code de la nationalité : « Kaïssa Titous avait déjà mis le point sur quelques “ i ”, « Le Pen, Chirac, Le Code de la nationalité, c'est eux. Il s'agit de les battre aux présidentielles. » François Mitterrand pouvait alors livrer son message. Ecouté en silence, ce “ clip ” était acclamé sur le slogan “ Mitterrand avec nous ” ». Charles Vial, qui ne rappelle pas l'origine politique des fondateurs de SOS, ne semble pas ironique envers les organisateurs du « rancard » comme le sont, lors du même événement, Pierre Mangetout de *Libération* et Paul Guibert du *Quotidien de Paris*[106]. Il peut laisser penser à son lecteur qu'il approuve la stratégie politique de l'association à l'égard du gouvernement et qu'il juge l'association indépendante des pouvoirs publics présents ou futurs : « Harlem Désir ne

105. Bruno Frappat, La leçon de Désir, *Le Monde*, 20 août 1987.

106. Voir Jean Bothorel, La mauvaise querelle sur l'immigration, *Le Figaro*, 15 mars 1988 ; Paul Guibert, La machination du racisme, *Le Quotidien de Paris*, 14 mars 1988 et surtout Pierre Mangetout, Au Grand Rancard de SOS-Racisme, la présidentielle répondait présent, *Libération*, 14 mars 1988 : « Il y a ceux qui se frottent les yeux, ne sachant plus très bien où ils sont : [il cite un « participant »] « on frôle la grosse récupération PS. Tant pis, c'est rigolo, on est tombé dans le piège... » (Patrick, Montpellier) »

cache pas que “ quel que soit le vote de mai 1988, il faudra un mouvement pour faire évoluer les mentalités, pour former et soutenir la volonté politique ”. SOS-Racisme *aura encore à crier et à déranger* »[107].

On peut donc distinguer trois niveaux dans la couverture du *Monde*, les articles quotidiens, qui rapportent les conférences de presse, les communiqués, les petites manifestations de SOS, généralement courts, non signés et le plus souvent « factuels » ; les articles plus longs, dont le sujet est un événement plus important, généralement signés par Philippe Bernard ou par Robert Solé, qui, avant 1988, sont plus critiques qu'hostiles ; les articles issus du service politique ou des éditorialistes, qui ne peuvent s'ajouter à ceux assurés par le service société que lorsque SOS participe à un événement politique dépassant le secteur de l'antiracisme, et qui sont généralement positifs. Les contradictions dans l'image que *le Monde* donne de l'association proviennent de la segmentation des services susceptibles d'écrire sur SOS et des logiques de fonctionnement propres au journal. Toutefois, SOS-Racisme n'est pas un sujet assez central dans l'actualité pour que la rédaction du *Monde* se préoccupe d'avoir une position cohérente et unique. Notre hypothèse est que tant que l'orientation de la couverture n'est pas susceptible de remettre en cause la ligne éditoriale de neutralisation relative de l'offre rédactionnelle du *Monde* (par exemple en suscitant les protestations publiques d'acteurs politiques), la direction du journal laisse toute latitude aux journalistes et au chef du service concerné pour couvrir le sujet[108]. Or les critiques de Robert Solé ou de Philippe Bernard qui restent feutrées et concernent essentiellement le programme antiraciste de SOS ne permettent sans doute pas à l'association de dénoncer auprès de la direction du journal le caractère systématiquement négatif des articles qui lui sont consacrés.

---

107. Charles Vial, Paroles et musique, Le « grand rancard » de SOS-Racisme à Paris, *Le Monde*, 15 mars 1988, (c'est moi qui souligne). Charles Vial signe également après les élections un autre article aimable vis-à-vis de SOS-Racisme qui souligne le tour plus social et revendicatif pris par l'association ; voir Charles Vial, Exclure l'exclusion, *Le Monde*, 17 mai 1988. Sur la participation de SOS-Racisme à la campagne de François Mitterrand, voir aussi l'article qui rend compte de la visite de François Mitterrand dans une école primaire de la rue de Tourtille (celle qui avait déjà été citée en exemple dans le livre SOS-Désir pour la pédagogie originale de ses instituteurs, présentée comme spécialement adaptée à des classes composées d'élèves de diverses origines nationales) lors de la semaine de l'éducation en 1988 : article non signé, L'intégration c'est possible, *Le Monde*, 29 février 1988.

108. Ainsi, en 1994, Jean-Marie Colombani, devenu rédacteur en chef du *Monde*, semble avoir une meilleure opinion de SOS-Racisme que les journalistes chargés du secteur de l'immigration : « Paul Yonnet, au fil des pages de cet ouvrage [il s'agit de *Voyage au centre du malaise français*, *op. cit.*], instruit surtout le procès d'une organisation, SOS-Racisme, coupable selon lui de promouvoir une idéologie différentialiste dans une société morcelée. Paul Yonnet, grand pourfendeur du multiculturalisme, considère que ce sont ceux-là mêmes qui ont conduit le combat antiraciste qui ont le plus contribué à alimenter le racisme dans la société française. [...] Paul Yonnet [dénonce] avec une virulence extrême un mouvement qui a été successivement incarné par un antillais, Harlem Désir, et un Juif pied-noir, le bouillant et brillant député socialiste de l'Essonne, Julien Dray, autrement dit deux expressions achevées de l'assimilation. Faut-il rappeler que le but de ces deux personnalités était de fédérer, d'intégrer des jeunes de culture différente et non de désagréger la société ou le pays ? Comment voir qu'un tel projet ne pouvait passer que par la réévaluation des cultures exogènes ? Appeler cela « racialisme », voilà qui ne

Tableau 4 : Nom et fonction des journalistes du *Monde* ou des personnalités extérieures à la rédaction ayant signé au moins trois articles sur SOS-Racisme présents dans notre corpus d'articles

Journalistes	Service et poste rédactionnel	Nombre d'articles	Date du premier article	Date du dernier article
Philippe Bernard	Rédacteur société rubrique éducation puis immigration	27	05/03/1985	08/09/1992
Robert Solé	Chef de service société	23	29/03/1985	10/04/1991
Guy Porte	Correspondant à Marseille	7	28/03/1985	08/08/1990
Harlem Désir	Tribunes	6	09/01/1988	29/01/1991
Marek Halter	Tribunes	5	21/02/1985	21/01/1991
Danielle Rouard	n.c.	5	02/04/1985	29/01/1991
Patrick Jarreau	Service politique, rédacteur puis chef	4	12/10/1988	25/01/1992
Olivier Biffaud	Service politique	4	04/12/1986	24/01/1991
Raphaelle Rérolle	n.c.	4	16/03/1987	07/10/1989
Charles Vial	Service politique	3	17/06/1986	18/05/1988
Gérard Courtois	Service société rubrique éducation	3	30/07/1986	15/11/1988
Anne Chemin	n.c.	3	18/07/1988	13/09/1989
Jean-Jacques Bozonnet	n.c.	3	02/05/1990	04/12/1990

Les colonnes 4 et 5 indiquent la date de parution de leur premier et de leur dernier article.

En outre, dans notre corpus, 12 journalistes ont signé deux articles et 27 un seul article.

risque guère de favoriser l'intégration républicaine, *a fortiori* l'assimilation » ; Jean-Maris Colombani, *La gauche survivra-t-elle aux socialistes ?*, Paris, Flammarion, 1994, p. 110-111.

Nous avons déjà souligné que la campagne pour l'élection présidentielle de 1988 avait marqué une transformation profonde de l'image publique de l'association. SOS apparaît, après mai 1988, beaucoup plus étroitement liée à François Mitterrand et au Parti socialiste qu'elle ne le semblait entre 1985 et février 1988. Bien que l'origine politique des membres fondateurs de l'association et le soutien financier du gouvernement lors du concert de la Concorde aient été largement commentés par la presse, les porte-parole de SOS avaient réussi, par un travail d'affichage de la neutralité politique de l'association, à maintenir auprès du public profane mais aussi de beaucoup de journalistes, une image de non-affiliation partisane. La période de la cohabitation, en privant l'association de la majeure partie de ses sources de financement gouvernementales lui avait permis de renforcer son image d'indépendance puisqu'elle n'apparaissait plus financée par les ministres socialistes. À partir de 1988, le soutien apporté par SOS à la campagne de François Mitterrand identifie nettement l'association au PS. Nous allons montrer que *le Monde* qui, entre 1984 et 1986, s'était efforcé de modifier une image que ses responsables jugeaient trop marquée à gauche, ne pouvait pas considérer de la même façon une organisation qui apparaissait liée au Parti socialiste et une association non politiquement marquée.

Avant 1981, *le Monde* allie une stratégie journalistique fondée sur une image d'austérité professionnelle avec des prises de position politiques oppositionnelles. Plutôt antigaulliste entre 1958 et 1969 lorsqu'il était dirigé par Hubert Beuve-Méry, *le Monde* devient après 1968 de plus en plus engagé « à gauche » sous la direction de Jacques Fauvet, en particulier durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing :

> « Au *Monde*, Mai 68 fut chargé d'un excès de sens. L'union socialistes-communiste apparut à la nouvelle direction comme le débouché le mieux à même de satisfaire les exigences du mouvement dont le journal s'était peu ou prou fait le porte-parole. Lors de l'Affaire Soljenitsyne, *le Monde* se tut. [...] De telles analyses et les prises de position politiques qu'elles entraînaient transformaient *le Monde* en un centre mou du dispositif d'hégémonie culturelle de gauche assise sur l'intimidation communiste. [...] De tous les journaux de gauche non communistes, il devint celui qui offrait la ligne de moindre résistance à la marxisation universitaire, sans que celle-ci ne soit contrebalancée par une fonction éditoriale ferme »[109].

> « C'est d'abord par antigaullisme que *le Monde* épouse la cause de la gauche contre celle de la droite. La personnalité des gérants mais également celle de quelques figures éminentes de la rédaction, Raymond Barrillon, Gilbert Mathieu ou Pierre Viansson-Ponté, conduisent *le Monde* à soutenir ouvertement les candidats de l'union de la gauche aux élections législatives de 1973 et de 1978 et la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République, en 1974 et en 1981 [...] »[110].

---

109. Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression Tchécoslovaques*, Paris, Julliard 1985, p. 302-304. Il s'agit bien évidemment là du jugement d'un acteur engagé.
110. Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995. Histoire d'une entreprise de presse*, Paris, Le Monde Editions, 1996, p. 306-307.

« Jusqu'à ce fatal mois de mai [1981], la ligne politique du quotidien du soir consistait à taper sur Valéry Giscard d'Estaing aussi dur que possible, Jacques Fauvet voyait en lui un danger pour la démocratie. Au moment de l'affaire des diamants en 1979, *le Monde* en a rajouté. Lors de la mort de Robert Boulin, troisième décédé ministériel et mystérieux du septennat avec Jean de Broglie et Joseph Fontanet, Fauvet a envoyé promener sur les boulevards ceux qui trouvaient que le journal allait trop loin. [...] L'Elysée, furieux, avait fermé la porte à deux accrédités successifs. Le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, RPR, rendait coup pour coup. Les procès pleuvaient »[111].

« Raymond Barre est régulièrement attaqué par *l'Humanité, Libération, le Nouvel Observateur*, le Matin... Ces attaques ne lui font certainement plaisir, mais leur origine peut en limiter le désagrément, puisque ces organes de presse se situent résolument dans l'opposition : leur critiques paraissent " normales ". Tout change lorsque le censeur se pose en observateur impartial. On passe alors de la polémique au jugement, et c'est infiniement plus désagréable »[112].

La ligne politique d'opposition au président Valéry Giscard d'Estaing et aux partis qui le soutenaient ne correspondait que partiellement à la composition du lectorat du *Monde,* constitué avant 1981 pour un quart de lecteurs se déclarant proches de la majorité et pour moitié de lecteurs acceptant de se situer dans l'opposition[113]. Toutefois, les préférences politiques de la

111. Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 116. Sur le traitement par *le Monde* de « l'affaire des diamants » et de « l'affaire Boulin », voir aussi Jean G. Padioleau, « *Le Monde » et le « Washington Post »*, *op. cit.*, p. 321-329. Lors des législatives de 1973, Jacques Fauvet, directeur du *Monde*, estime qu'en : « votant au premier tour pour l'un des courant socialistes, on se prononce pour le changement et la justice ; en prenant le parti de l'alternance on escompte celui de la liberté (*le Monde*, 3 mars 1973) » (cité *in* Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 387). Avant l'élection de François Mitterrand en 1981, Jacques Fauvet écrit : « M. Mitterrand et (...) son parti (...) sont davantage à l'image sociologieque de la France entière. On l'a dépeint comme l'homme du passé, alors que tant d'homme nouveaux et de cadres de la nation se reconnaissent en lui. De ce côté-là la relève est prête. Pourquoi attendre ? », cité *in* Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 395. Après l'élection il ajoute : « Cette victoire, c'est enfin celle du respect sur le dédain, du réalisme sur l'illusion, de la franchise sur l'artifice, bref, celle d'une certaine morale », cité *in* Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.* p. 44. Dans une interview donnée en 1997, Jean-Marie Colombanie estime que « [...] les éditos de Jacques Fauvet contre le président Giscard étaient eux militants... » ; Jean-Marie Colombani *in Marianne*, 28 avril 1997. Voir aussi Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 150, où l'auteur utilise un prudent conditionnel : « Valéry Giscard d'Estaing détestant *Le Monde* le ferait attaquer, pour des motifs mesquins, par Alain Peyrefitte, ministre de la justice [...]. L'Elysée donnerait des instructions impératives aux membres du gouvernement pour ne plus écrire une seule ligne dans *Le Monde*. Le Président irait même plus loin. Il demanderait à ses « relations » de ne plus investir de budgets publicitaires [...]. Giscard se serait promis d'affamer *Le Monde* en trois mois, après sa réélection. Giscard n'aurait jamais pardonné à Jacques Fauvet la reprise, à la « une » du quotidien, un certain mercredi après-midi, de l'information sur « l'affaire des diamants » publiée le matin même par *Le Canard Enchaîné* ». Voir aussi Jean Huteau et Bernard Ullmann, *AFP. Une histoire de l'agence France Presse, 1944-1990*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 410-413 : les auteurs rapportent les menaces du ministre de l'information Jean-Philippe Lecat contre *le Monde* et l'AFP. Sur les attaques judiciaires contre *Le Monde*, voir Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 430-431 et Patrick Eveno, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 308. Voir également le témoignage de Valéry Giscard d'Estaing sur « l'affaire des diamants » : selon lui la double page du *Monde* reprenant les informations du *Canard Enchaîné* ne pouvaient qu'avoir été composée avant la parution de l'hebdomadaire, et il y voit la preuve d'une campagne de diffamation dirigée contre lui ; Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie. L'affrontement*, Paris, Compagnie 12, (éd. poche), p. 319-327. Sur la « campagne d'opinion organisée » (selon Patrick Eveno, *ibid.* p. 303) dirigée contre le soutien du *Monde* à l'opposition politique et contre la « dérive gauchiste » du quotidien à la suite de la publication du livre de Michel Legris (Le Monde *tel qu'il est*, Paris, Plon, 1976) voir Patrick Eveno, Le Monde...., *op. cit.*, p. 300-304.

112. François de Closet, *Le système E.P.M.*, Paris, Grasset, 1980, p. 193.

113. Un sondage réalisé à la demande du *Point* avant les élection législatives de 1978 indiquait que 50 % des lecteurs du *Monde* interrogés déclaraient avoir l'intention de voter en faveur des candidats de la gauche (dont

rédaction s'exprimaient sans doute moins par des éditoriaux tranchés comme au *Figaro* ou au *Matin de Paris*[114] que par l'intérêt que le journal manifestait à l'égard de certaines informations négatives pour le gouvernement (les « affaires » ou la situation économique), par l'attention qu'il accordait à François Mitterrand et aux dirigeants du Parti socialiste[115] mais également par le

---

33 % pour le PS et le MRG, 10 % pour le PC et 7 % pour « les formations d'extrême gauche), 25 % en faveur de la droite, 7 % pour les « écologistes et divers », 18 % ne se prononçant pas. Les lecteurs du *Figaro* déclaraient à 72 % vouloir voter en faveur de candidats de la majorité. Parmi les lecteurs de *France-Soir*, 41 % déclaraient vouloir voter pour la gauche et 38 % pour la majorité, tandis que les lecteurs du *Parisien Libéré* se prononçaient à 30 % pour la majorité et 30 % pour l'opposition. Cependant, à la question, avez-vous le sentiment que votre journal a « pris parti » durant la campagne, les lecteurs des différents journaux répondaient majoritairement oui, sauf les lecteurs du *Monde* qui répondaient non à 49 %, effet probable de la plus grande neutralisation des jugements et des éditoriaux dans le journal. Un sondage réalisé en 1980 par l'IFOP à la demande de Jacques Fauvet auprès de 800 lecteurs du journal indiquait un rapport « gauche-droite » assez semblable au sondage du *Point* : 24 à 26 % des lecteurs acceptaient de se déclarer « de droite » tandis que 46 % se déclaraient « de gauche ». Si le lectorat du *Monde* apparaît majoritairement de sensibilité « de gauche », la proportion importante des lecteurs qui se classent « à droite » contraint sans doute les rédacteurs du journal à une plus grande neutralisation politique que ceux du *Matin de Paris*, de *Libération* ou du *Figaro*. Le type d'information donné par le journal (plus grande attention aux nouvelles étrangères et à la politique) joint à son image de rigueur journalistique et d'objectivité politique permettent au *Monde* d'avoir un lectorat dont les affinités politiques sont plus diversifiées que ceux de ces journaux (les lecteurs du *Monde* ayant sans doute, en moyenne, une plus grande compétence politique, on peut d'ailleurs penser que leurs convictions politiques sont plus affirmées que celles des lecteurs du *Parisien* ou de *France-Soir*). Toutefois, l'hétérogénéité de ce lectorat contraint en retour les journalistes à adopter dans leurs articles un ton plus retenu. Voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 186-187 : « Thomas Ferenczi ne cache pas la position politique du quotidien, « nous sommes un journal de gauche, et nous le revendiquons. Cela posé, nous avons également des lecteurs de droite » [propos tenu dans l'Echo de la presse et de la publicité, 25 octobre 1982] ». voir aussi *ibid.* p. 61-62 et p. 131.

114. Voir cependant les commentaires et les articles consacrés aux « libertés publiques » et aux menaces que l'action de MM. Raymond Marcellin, Michel Poniatowski ou Alain Peyrefitte leur ferait courir, *cf*. Jacques Thibau, *Le Monde...*, *op. cit.*, p. 371-376. Selon Jacques Thibau, « Incontestablement, dans l'après-68, *le Monde* s'engage, politiquement, à gauche. L'approbation donnée à la plupart des mesures gouvernementales qui prennent acte de la révolution des mœurs ne diminue en rien l'opposition au " pouvoir " qui anime *le Monde* durant la décennie. [...] Jacques Fauvet le directeur, Pierre Viansson-Ponté le brillant éditorialiste, Raymond Barrillon le chef du service politique répètent sans arrêt le caractère " nocif " de l'évolution qui a rompu l'équilibre entre l'exécutif et le législatif défini par la Constitution de 1958 » ; Jacques Thibau, Le Monde..., *op*. *cit*., p. 384. Jean-Jacques Jacques Servan-Schreiber écrit que « Fauvet et son équipe militent pour Mitterrand et le programme commun. Ils le disent et, chaque fois qu'il y a un scrutin, ils publient clairement leur explication de vote » ; « Le procès du *Monde* », L'Express, 19 avril 1976, cité in Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op*. *cit*., p. 304. Pour Raymon Aron, « *Le Monde* sert plus [le PS] que ne l'a jamais fait et ne le ferait jamais un nouveau Populaire [journal de la SFIO] » ; Raymond Aron, Mémoires, *op*. *cit*., (éd. poche) p. 838.

115. Pour une analyse du traitement de la campagne de l'élection présidentielle par *le Monde* voir Jean G. Padioleau, « *Le Monde » et le « Washington Post »*, *op. cit.*, p. 240-242 : « La « couverture » des principaux candidats entretient des rapports d'homologie avec les idées de la haute hiérarchie. Bien que selon nos analyses, V. Giscard d'Estaing ou R. Barre ne subissent pas les cures d'un journalisme partisan excessif et reconnaissable à l'œil nu, les articles qui les concernent s'ornent d'annotations septiques, de remarques critiques. G. Marchais éprouverait sans doute – à tord – les mêmes sentiments ; J. Chirac pourrait reprendre un verdict qu'il rend à l'occasion : « Je n'ai pas à m'en (du *Monde*) plaindre ». En revanche le statut de F. Mitterrand dans les colonnes du *Monde* fait contraste. [...] Sans coup férir, la rue des Italiens reproduit ni plus ni moins les images, les stratégies de la propagande du candidat F. Mitterrand et de ses conseillers. [...] La « couverture » du candidat V. Giscard d'Estaing est riche d'une écriture de presse « normative » tandis que d'autres genres, comme celui du reportage à la *le Monde*, prédisposent moins à formuler des jugements ». Selon le comptage réalisé par Jean Padioleau, 56 % des articles consacrés à François Mitterrand publiés dans *le Monde* durant la campagne électorale de 1981 appartiennent au genre du « reportage » et 19 % à celui du commentaire contre respectivement 32 et 50 % dans le cas de Valéry Giscard d'Estaing. Selon le codage « effectué par deux codeurs travaillant en indépendance » et recherchant « pour chaque articles [...] les termes qui qualifient d'une manière ou d'une autre les candidats », 55 % des articles publiés sur François Mitterrand dans *le Monde* durant la campagne apparaissent « favorables » contre 7 % codés « défavorable » et 36 % neutres tandis que pour Valéry Giscard d'Estaing les pourcentages sont respectivement de 13 %, 20 % et 63 %.

faible niveau de critique des journalistes du service politique à l'égard du Parti communiste qui contribuait à rendre légitime la stratégie d'union de la gauche et l'usage de la « discipline républicaine » de désistement entre les candidats du PC et du PS, alors même que les médias proches de la majorité soulignaient fréquemment les « violations » des « droits de l'homme » en URSS[116]. Dans un contexte de contrôle général du gouvernement sur les chaînes de radio et de télévision[117], la crédibilité que le quotidien procurait à l'opposition et à son programme représentait une gêne pour le gouvernement dans un contexte électoral chargé (1977-1981)[118].

Pourtant, cette ligne politique d'opposition modérée jointe à un effort pour acquérir ou maintenir une image de rigueur journalistique (constituée de 1958 à 1981) s'est accompagnée d'une forte réussite commerciale puisque le journal est passé d'une diffusion de 164.000 exemplaires en 1958 à 439.000 exemplaires en 1981, soit une augmentation de 267 %. La croissance est particulièrement forte entre les années 1964 et 1968 au cours desquelles la diffusion passe de 200.000 exemplaires à 354.000 exemplaires[119]. Durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, si la diffusion totale[120] ne fait que se maintenir, les ventes du journal augmentent encore de 11 % entre 1974 et 1975, passant de 252.000 à 280.000 exemplaires

116. Voir Pierre Grémion, *La gauche face au renouveau et à la répression tchécoslovaque, 1968-1978*, Paris, Julliard 1985, p. 288-289, Jacques Thibau, *Le Monde...*, *op. cit.*, p. 389-393.

117. Voir Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 194-218, notamment p. 212-213 sur le traitement de « l'affaire des diamants » ; voir aussi Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La télé*, *op. cit.*, p. 24-53, et, pour le point de vue d'un acteur, voir Jean-Pierre Elkabbach, *Taisez-vous Elkabbach !*, Paris, Flammarion, 1982.

118. Entre 1969 et 1981, l'opposition croissante de la rédaction du *Monde* envers le gouvernement s'accompagne d'une hausse du tirage, mais rien ne permet de supposer qu'il s'agit des mêmes lecteurs qu'auparavant. Au contraire, on peut faire du croisement du lectorat du *Monde* avec ceux de deux hebdomadaires un indicateur de l'évolution politique des acheteurs du journal entre 1971 et 1976 : en 1971-1972 près de la moitié des lecteurs du *Monde* lisait également l'Express (alors un hebdomadaire de centre gauche) tandis qu'un tiers lisait aussi *le Nouvel Observateur*. En 1975, seuls 30 % des lecteurs du *Monde* lisaient l'*Express* alors que 37 % lisaient *le Nouvel Observateur*. Selon Patrick Eveno, « Ce chassé-croisé lors des élections présidentielles de 1974 marque le ralliement du *Monde* à la gauche et celui de *l'Express* à la droite, ainsi que l'élargissement du fossé entre les deux lectorats et les deux électorats » ; Patrick Eveno, *le Monde*, *op. cit.*, p. 222.

119. Source : Office de Justification de la Diffusion, cité in Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 315. Les tirages de l'ensemble de la presse nationale augmentent entre 1958 et 1968 de 26 %, puis diminuent jusqu'en 1976 de 41 % pour se stabiliser entre 1977 et 1988. *Le Monde* augmente donc sa diffusion, durant cette période, nettement plus vite que le reste de la presse nationale ; voir Jean-Marie Charon, *La presse...*, *op. cit.*, p. 94-96.

120. La diffusion totale comprend les ventes payées sur le territoire métropolitain auxquelles sont ajoutées les ventes à l'étranger et les services gratuits. En 1985, la diffusion payée du *Monde* était de 264.000 exemplaires par jour, tandis que sa diffusion totale s'élevait à 342.000 exemplaires quotidiens. L'écart entre la diffusion totale et les ventes en France est plus important pour *Le Monde* que pour les autres journaux (environ 10.000 exemplaires d'écart pour *Le Figaro* en 1985, 15.000 pour *Libération* contre 78.000 pour *Le Monde*). *Le Monde* vend plus que les autres journaux français à l'étranger (78.000 exemplaires par jour en moyenne en 1982) et en particulier en Afrique noire francophone (32.000 exemplaires quotidiens en 1982). Ceux qui sont chargés de vendre ou d'acheter des espaces publicitaires dans les quotidiens utilisent aussi d'autres indices, comme la « lecture dernière période », la lecture régulière, le nombre moyen de lecteurs pour chaque exemplaire acheté, et enquêtent également sur les caractéristiques économiques du lectorat de chaque quotidien et hebdomadaire, afin de mesurer la rentabilité de l'investissement publicitaire. Les chiffres de la diffusion ont donc une double importance économique, d'une part parce que les recettes des ventes au numéro ne sont pas négligeables dans l'équilibre financier du journal, d'autre part parce que les chiffres des ventes mesurés par l'Office de Justification de la Diffusion servent à établir le prix d'une page de publicité proposée aux « annonceurs ». En 1982, la vente au

vendus quotidiennement[121]. Simultanément, les recettes publicitaires du journal passent de 120 millions de francs en 1974 à 287 millions de francs en 1981, soit plus de 13 % d'augmentation annuelle.

Cependant, après l'élection de François Mitterrand, les ventes du *Monde* fléchissent. La diffusion passe de 439.000 exemplaires en 1981 à 342.000 exemplaires en 1985 soit une baisse de plus de 22 % tandis que le chiffre d'affaire publicitaire du quotidien passe de 625 millions de francs constants de 1995 en 1980 à 517 millions l'année suivante puis à 458 millions en 1984[122]. Les professionnels de la presse et les responsables du journal tendent à attribuer une grande part de la responsabilité de cette chute des ventes (qui touche d'ailleurs d'autres titres[123]) à la ligne politique et éditoriale du journal qui, apparaissant trop proche du gouvernement, diminuait la crédibilité et l'image d'indépendance du *Monde* :

> Selon André Laurens « une partie de nos lecteurs remettent en cause le contenu du *Monde*, dont l'image paraît trop proche du pouvoir. Nous perdons chez les jeunes et les catégories socioprofessionnelles élevées, où se recrutent nos lecteurs »[124].
>
> « Pour les observateurs, il semblaient évident que les 36.000 lecteurs du *Monde*, déçus du soutien qu'apportait Jacques Fauvet et la rédaction du journal au socialisme mitterrandien, avait déserté la rue des Italiens pour le Rond-point des Champs-Elysées [où est alors situé le siège du *Figaro*]. Pourtant, en décomposant les chiffres, l'évolution du lectorat paraît plus complexe. [...] Au début des années quatre-vingt, la désaffection des français pour la politique, inversement proportionnelle à la charge affective dont la solution politique avait été investie dans la décennie précédente, se marque également dans la presse. Le visuel, la couleur, la photographie et la maquette prennent une importance accrue dont profitent les magazines. Les rédacteurs du *Monde* ont beaucoup de mal à appréhender ce phénomène, car ils pensent avant tout par la politique »[125].
>
> « Il a suffit d'une année de gauche au pouvoir pour que l'illusion lyrique s'effondre. *Le Monde* qui a emboîté le pas à François Mitterrand reflue avec lui. L'organe de référence passe pour un journal gouvernemental. Ça ne lui était jamais arrivé. Dès le 10 mai 1981, le gêne s'est installée à tous les étages de la rue des Italiens. Au premier [étage de l'immeuble du *Monde*, rue des Italiens], Jacques Fauvet adopte la thèse de l'état de grâce tandis qu'au secrétariat de rédaction certains se mettent à avoir des idées et à trouver des papiers pas assez à gauche. Au second, et quoi qu'il en dise, le service politique est la proie d'un euphorique aveuglement qui procède

---

numéro représentait pour *Le Monde* 34 % des recettes, les abonnements, 9 % et la publicité (y compris les annonces d'embauche), 57 %.

121. Sur l'évolution de la diffusion du *Monde*, voir aussi Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 219-222, 338-341.

122. Voir Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 318. En francs courants le chiffres d'affaire publicitaire passe de 260 millions de francs en 1980 à 351 millions de francs en 1983 à 332 millions en 1984. Pour des chiffres légèrement différents voir Patrick Eveno, *le Monde*, *op. cit.*, p. 380.

123. Cette chute des ventes qui affecte *Le Monde* concerne aussi d'autres journaux classés « à gauche » comme *Le Matin de Paris* ou *L'Humanité* ; au contraire les tirages du *Figaro* et du *Quotidien de Paris* connaissent une forte augmentation après 1981. Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 190 : « Au mois de juin 1981, François Mitterrand était à son zénith dans les sondages où l'IFOP dénombrait 54 % de satisfaits et *Le Matin de Paris* a vendu une moyenne de 232.000 exemplaires contre 150.000 en janvier précédent. Dès le mois d'octobre suivant, la courbe de popularité présidentielle s'inversait et *Le Matin* retombait lourdement à 120.000 exemplaires [...] ». Voir aussi Jacques Doléans, *op. cit.*, p. 186.

124. André Laurens au CDS du 23 septembre 1982, cité in Patrick Eveno, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 354.

125. *Ibid.*, p. 341.

> du président de la République lui-même, lequel développe le primat du politique sur l'économique. Les membres du service ont en outre un faible particulier pour le premier ministre socialiste Pierre Mauroy. Après son départ en 1984, *le Monde* se fendra plusieurs années de suite d'un papier, gag sur le thème de sa réhabilitation[126]. Au troisième, le service économie est pratiquement coupé en deux. Un clan chevènementiste, plus ou moins allié au service politique, affronte un clan droitiste affolé par l'aventurisme. Certains menacent de grève de signature. On dresse des bûchers en attendant la rigueur. Au quatrième, le service étranger ne décolère pas contre l'union de la gauche. Les tirages paient le prix du soutien. La moyenne des ventes de l'année 1982 subit une chute de 20 %. De 1979 à 1985, *le Monde* aura perdu le quart de ses lecteurs. Tous les clignotants sont au rouge. Les petites annonces, quart des ressources du journal, souffrent en outre de la situation de l'emploi en France »[127].

En ménageant les hommes politiques « de gauche », *le Monde* court le risque d'apparaître comme un journal « gouvernemental » :

> « Avec l'arrivée au pouvoir de la gauche, qu'il avait soutenue, *le Monde* se trouve en porte à faux. Il perdait son rôle de gratte-cul pour celui de soutien plus ou moins officiel. Ça a conduit à des tortillements dans les colonnes du temple de l'objectivité [...] »[128]

Cette diminution de la crédibilité du journal et la chute des ventes tendent à être au centre des enjeux des campagnes électorales qui traversent *le Monde* lors des successions de Jacques Fauvet en 1981, d'André Laurens en 1984 et d'André Fontaine en 1990[129]. Les luttes internes à la rédaction pour la succession des directeurs entre 1981 et 1994 opposent un clan « plus à gauche » dont le centre est le service politique et dont les leaders sont successivement Claude Julien et Jean-Marie Colombani à un clan « moins à gauche » ou « professionnel », issu

---

126. Pour un autre exemple d'hommage d'un journaliste du *Monde* à Pierre Mauroy voir Edwy Plenel, *La part d'ombre*, *op. cit.*, p. 291-292.

127. Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 178. Il est difficile d'affirmer sans enquête, d'une part que les articles du service politique du *Monde* sont moins critiques que ceux des autres journaux à l'égard de la politique du gouvernement de Pierre Mauroy, d'autre part qu'un écart, réel ou perçu, est bien ressenti et identifié par un nombre significatif de lecteurs et enfin que cette baisse de crédibilité se répercute immédiatement et directement sur les ventes du journal. Nous nous contenterons ici de noter que les acteurs concernés, tant à l'extérieur du journal qu'en son sein, sont convaincus de l'existence d'un lien direct entre la ligne politique de la rédaction vis-à-vis du gouvernement et les ventes du journal et qu'ils tendent à modifier leur action en conséquence, notamment en ajustant la ligne éditoriale du journal. Sur le lien fait entre ligne politique, crédibilité du journal et tirage voir aussi Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 251-278, Jean-Claude Perrier, *Le roman*..., *op. cit.*, p. 209-280.

128. Françoise Berger, *Journaux..*, *op. cit..*, p. 116. En apparaissant « trop à gauche », *Le Monde* court aussi le risque de perdre certains budgets publicitaires : « Il nous est arrivé de perdre des campagnes publicitaires, dit Daniel Vernet du *Monde*, mais nous ne le regrettons pas. Ainsi, il y a six ans [1984-1985], BMW a cessé sa campagne sous prétexte que nous étions trop à gauche. », cité in Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 224 (entretien avec l'auteur). Si quelques années plus tard, les responsables du *Monde* peuvent tirer profit de la divulgation de telles anecdotes pour mettre en évidence leur esprit d'indépendance vis-à-vis de toutes les pressions, on peut toutefois supposer que la santé financière du journal n'aurait pas résisté à la généralisation d'un tel boycott.

129. *Le Monde* a l'originalité d'avoir une société des rédacteurs qui dispose d'un nombre important des parts dans la société éditrice du journal (environ 40 % jusqu'en 1987, 32 % après). L'importance du nombre de parts de la société des rédacteurs jointe à la tradition d'avoir un journaliste issu de la rédaction à la direction du *Monde* (Jacques Lesourne en 1991 constitue la seule exception) conduit, au moment de la succession de chaque directeur, à la désignation par la société des rédacteurs d'un de ses membres comme candidat à la succession au terme d'une campagne généralement mouvementée.

plutôt du service étranger et dont les leaders ont été successivement Jacques Amalric et Daniel Vernet[130]. Les arguments échangés entre les différents candidats à la direction du *Monde* mêlent les considérations techniques, commerciales et politiques[131]. Le caractère non-partisan du journal est considéré, au même titre que sa rigueur professionnelle, comme une part essentielle de la qualité éditoriale du *Monde*, influant directement sur les ventes et la publicité[132]. Aussi, lorsqu'à partir de 1982 les ventes du journal baissent, mettant en danger le maintien de son activité, l'attitude politique du journal est accusée de porter atteinte à la crédibilité journalistique du *Monde*[133].

C'est donc une double logique, commerciale et journalistique, qui conduit progressivement les journalistes du *Monde*[134], critiqués professionnellement pour leur complaisance envers le gouvernement socialiste, à adopter pour rétablir leur crédibilité une ligne éditoriale plus « rugueuse » à l'égard de celui-ci (dont certains d'entre eux peuvent pourtant se sentir proches[135]). Le changement d'attitude de la rédaction qui se manifeste à partir de 1984 est directement induit par les mauvais résultats commerciaux du titre[136]. Toutefois, la nouvelle orientation du journal procède moins d'instructions directement données par la hiérarchie de la rédaction que d'un affaiblissement progressif des scrupules empêchant les journalistes du *Monde* de critiquer le nouveau gouvernement. Cet affaiblissement a en partie pour origine le départ de Jacques Fauvet, en 1982, qui avait incarné une ligne politique très favorable à la

130. Ces classements sont ceux des journalistes du *Monde* eux-mêmes et se sont transformés entre 1980 et 1994, les logiques des clans et des inimitiés personnelles prenant le pas sur les positionnements politiques, voir Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit..*, p. 333-334 : « il va de soi que la politique n'a plus rien à voir avec les divisions. Le clan Colombani, présumé aile gauche, comprend tous les hostiles à l'autre. Avec le temps, Jacques Amalric est devenu plus mitterrandien que d'autres qui avaient la casaque. On a même vu à la télévision, lors d'une réception à Orly, le Premier ministre, Jacques Chirac, le choper par l'écharpe et le secouer sèchement après avoir lu dans un bulletin de l'étranger que le gouvernement avait monnayé le retour des otages emprisonnés au Liban. Animé entre les deux tours de l'élection présidentielle par la conscience du danger de mettre un type pareil à la tête de la République, *Le Monde* s'est déchaîné comme un seul homme ».

131. Pour un aperçu des discussions internes du journal voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*

132. Pour un autre exemple d'inflexion de la ligne éditoriale et politique pour des raisons commerciales, voir Louis Pinto, *L'intelligence en action*, *op. cit.*, p. 70 : « La direction [du *Nouvel Observateur*] tire argument des mauvais résultats de 1968-1969 pour tenter d'atténuer une image qui aurait été jugée trop « engagée » par une partie du public ».

133. Voir Françoise Berger, *Journaux..*, *op. cit..*, p. 182-183 : « La baisse des ventes au cours des premiers mois de 1984 correspond à 6 à 7 % de baisse annuelle. [...] Laurens a proposé à un membre du clan [celui de Jacques Amalric], Daniel Vernet, d'être codirecteur de la rédaction. L'invité a répondu par un bras d'honneur, avec lettre. Ses conditions étaient les suivantes : refaire des unes avec des titres compréhensibles et changer le service politique totalement inféodé au gouvernement socialiste ».

134. Comme d'ailleurs à la même époque ceux de *Libération*.

135. Ainsi, Thierry Pfister, entré au *Monde* en 1969 pour couvrir l'extrême gauche et devenu en 1981 conseiller politique et porte-parole de Pierre Mauroy, après avoir été chef du service politique du *Nouvel Observateur*, conservait des amis au service politique du journal, par ailleurs réputé plus « à gauche » que le reste des journalistes du *Monde*.

136. Voir Françoise Berger, *Journaux..*, *op. cit..*, p. 180-181 : « Avec le désenchantement, la rédaction politique du *Monde* est devenue peu à peu plus critique. Le débat sur l'école, la rupture de l'Union de la gauche, l'entrée en scène de Jean-Marie Le Pen ont distendu les liens. La révolution conservatrice se fait en douce ».

gauche[137], mais aussi la généralisation, dans l'ensemble de la presse, à partir de 1982, des critiques à l'égard du gouvernement. On peut en outre supposer que la pratique gouvernementale des responsables socialistes et leur bilan politique aient pu aussi décevoir les journalistes d'une rédaction qui s'affirmait majoritairement « de gauche » avant 1981. Cette prise de distance progressive deviendra particulièrement marquée lorsque *le Monde* consacrera sa « une » à « l'affaire du Rainbow Warrior » le 17 septembre 1985, puis publiera une série d'articles qui tendront à mettre en cause la responsabilité de Charles Hernu et de François Mitterrand dans la décision de couler le navire de l'organisation écologiste.

> « Le service politique du *Monde*, jusqu'à ces derniers temps réputé mitterrandiste, a pris un coup de furie. Son chef, Jean-Marie Colombani, est entré dans la danse de bon cœur. Le 17 août [1985, lors de " l'affaire Greenpeace "], [...] Colombani désigne un responsable à l'attention de François Mitterrand. Charles Hernu, ministre de la Défense bien-aimé du président, est réduit officiellement à l'état de fusible sur six colonnes à la une »[138].

Cette affaire permettra aux journalistes du *Monde* couvrant l'affaire, Edwy Plenel et Bertrand Le Gendre, en adoptant un comportement beaucoup plus « agressif » à l'égard du gouvernement qu'ils ne l'avaient fait depuis 1981, de donner la publicité la plus large à la nouvelle attitude critique qu'entendait donner au journal la rédaction du *Monde* :

> « Lorsqu'en 1985 le journal s'interroge sur son existence même – après avoir perdu dans les années 82, 83 et 84 plus de 70.000 lecteurs –, il redresse la barre en offrant à ses lecteurs la

137. Voir Françoise Berger, *op. cit.*, p. 102-103 : « Porté par la vague soixante-huitarde, le deuxième directeur [Jacques Fauvet] du *Monde* s'est gauchi avec le temps. La subjectivité désintéressée prônée par Beuve avait morflé. « *Le Monde* modéré, qui sépare l'information du commentaire, ne plaît plus aux jeunes, a-t-il dit en arrivant au pouvoir. Il faut être mordant. » Fauvet a engagé son journal autant qu'il était possible contre la droite ».

138. Françoise Berger, *Journaux..*, *op. cit..*, p. 225. Le service politique du *Monde* a longtemps été dirigé par Raymond Barrillion, considéré comme « proche de François Mitterrand » (Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 387). Voir aussi Jean-Noël jeannenay et Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry*..., *op. cit*., p. 299 : « [...] Raymond Barrillon poursuit d'une aversion tenace et systèmatique les institutions de la Vème République ; il fouaille la classe politique pour sa molesse et sa capitulation devant le pouvoir politique. Quand la gauche manifeste son unité, il se réjouit. Quand elle se divise, il ne cache pas sa réprobation et morigène avec sévérité tous ceux, communistes, socialistes ou radicaux, qui au fil des jours sont coupables à ses yeux de manquement à l'Union de la gauche ». « Etre « réputé mitterrandiste », c'est ainsi, pour un journaliste, non seulement « être de gauche » et publier des articles plutôt favorables au Parti socialiste mais aussi, avant 1981, être antirocardien, c'est-à-dire favorable à l'Union de la gauche et aux thèses sur les nationalisations. La rédaction du *Nouvel Observateur* était considérée par François Mitterrand comme une « centrale rocardienne » émettant publiquement des réserves sur l'alliance avec les communistes et sur la nécessité économique des nationalisations ; voir Robert Schneider, *La haine tranquille*, *op. cit.*, p. 148 : « Mitterrand [...] est persuadé de l'existence d'un complot rocardien, dont la presse, et notamment la presse de gauche, *Le Nouvel Observateur* et *Le Matin de Paris*, seraient le relais » (voir aussi Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 122-137, 190-202 et p. 44, Franz-Olivier Giesbert, *Le président*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 46 et Jean Daniel, Les religions..., *op. cit.*, p. 73-94). Jacques Thibau fait de quelques articles de Jean-Marie Colombani favorables à une candidature de Michel Rocard en 1981 et peu optimistes sur les chances de François Mitterrand, l'origine de « l'hostilité et de l'agressivité réciproque qui marqueront [leurs] ralations », voir Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 393. Selon Françoise Berger, celles-ci auraient plutôt pour origine l'attitude du service politique à partir de 1983, c'est-à-dire après le départ de Raymond Barrillon et l'arrivée à la tête du service de Jean-Marie Colombani. François Mitterrand semble en particulier avoir reproché aux journalistes du *Monde* l'ampleur donnée aux affaires « Greenpeace » et « Peychinay » (Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 363).

vérité sur l'affaire Greenpeace »[139].

> « Il a suffi de l'affaire Greenpeace pour inverser du jour au lendemain l'image du quotidien du soir. Le journal légué par son prédécesseur avait commencé à remonter la pente puisque la baisse des ventes était passée de moins 10 % en 1983 à moins 6 % en 1984. Or de janvier à août 1985, la courbe était redescendue à moins 10. En révélant qu'une troisième équipe des services français de la DGSE avait participé au sabotage du bateau écologiste Rainbow Warrior en Nouvelle-Zélande, le numéro du 17 septembre 1985 a fait bondir la diffusion de 25 %. Le surlendemain, lors de la démission du ministre de la Défense, Charles Hernu, qui a mis fin à cette tourmente étatique, le saut a été de 50 %. De septembre à décembre, la courbe du *Monde* est remontée à plus 4. Ça n'a pas été du goût de tout le monde. Dans les couloirs de l'Elysée, André Fontaine passait désormais pour un voyou mondain. Son nom a été rayé de toutes les listes d'invitation. Des déjeuners avec le président de la République ont été annulés sous des prétextes divers. *Le Monde* avait rompu son cordon ombilical avec le pouvoir. Il redevenait crédible. La publicité s'est ragaillardie aussi »[140].

Si, durant la cohabitation, *le Monde* adopte une attitude moins sévère envers les responsables socialistes puisque ceux-ci ne sont plus en charge des affaires publiques[141], le journal reprendra ses critiques après la réélection de François Mitterrand et se montrera particulièrement actif durant « l'affaire Péchiney » en 1989[142]. Les acteurs publics perçoivent bien le changement d'attitude de la rédaction du *Monde* et la volonté de celle-ci de marquer publiquement son indépendance en critiquant le gouvernement[143]. La tension et le ressentiment

---

139. Jacques Thibau, *Le Monde...*, *op. cit.*, p. 462-465. Voir aussi les propos de Bertrand Le Gendre : « Pendant l'affaire Greenpeace, Edwy Plenel et moi étions convaincus d'avoir raison, mais tous les journaliste du *Monde* ne l'étaient pas. [...] Nous ne sommes pas allés en Nouvelle-Zélande et nous avons eu raison. Pendant que *Libé* s'exténuait à reconstituer l'itinéraire, on s'est aperçus que la solution était à Paris. On peut dire qu'on a été des Rouletabille. C'était intéressant pour le journal. Ses ventes ont remonté », cité in Yves Roucaute, *Splendeurs et misères*..., *op. cit.*, p. 319. On peut remarquer que Bertrand Le Gendre, comme Françoise Berger, fait un lien direct entre l'image publique du *Monde*, rétablie par les articles sur l'affaire Greenpeace, et les ventes du journal.

140. Françoise Berger, *Journaux*.., *op. cit..*, p. 330. Voir cependant l'avis de Jacques Doléans à propos des « grandes enquêtes » du *Monde*, in *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 301 : « Je doute, pour ma part, que *Le Monde* redevienne le merveilleux quotidien qu'il était jusqu'en 1969. Il ne défend plus d'idées, il ne présente plus de grands mouvements. Il se contente de rendre compte dans une pléthore d'articles longs et fades d'une actualité choisie. Il ne faut pas rêver, les grandes enquêtes qu'il donne en pâture à ses lecteurs, lui sont confiées « sous le manteau » par les politiques en mal de règlement de comptes ». Toutefois, la capacité du *Monde* à produire des « scoops », c'est-à-dire à être les premiers à sortir des informations susceptibles d'intéresser un public plus large que son audience ordinaire et de constituer une puissante motivation d'achat du journal, dépend, comme celle du *Canard Enchaîné*, de la confiance de ses informateurs dans sa capacité à diffuser une information. Si certaines « révélations scandaleuses » (« fuites » dans le langage des acteurs politiques) sont communiquées au *Monde* ou au *Canard Enchaîné* plutôt qu'à d'autres journaux, c'est aussi parce que ceux qui ont intérêt à les diffuser supposent que l'audience et la crédibilité de ces titres leur permettront de donner à l'information l'ampleur qu'ils souhaitent.

141. Il est toutefois probable que la plupart des journalistes du *Monde*, même critiques envers le Parti socialiste ne sont pas vraiment favorables à Jacques Chirac (voir note 130).

142. Voir François Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 345-364. Pour un témoignage d'acteur voir Alain Boublil, *Le soulèvement du sérail*, Paris, Albin Michel, 1990 p. 276-299 ; Jacques Attali, *Verbatim III*, Paris, Fayard, 1995, p. 157-169 et Edwy Plenel, *La part d'ombre*, Paris, Stock, 1992, p. 291-318. Voir aussi les articles d'Edwy Plenel et George Marion : Un rapport sur les délits d'initiés a été remis à M. Mitterrand, *Le Monde*, 22 janvier 1989, et Les clairs-obscurs de l'affaire Péchiney, *Le Monde*, 25 mai 1989.

143. Voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.*, p. 516 : « [François Mitterrand] lit attentivement les journaux, dans lesquels il cherche le commentaire politique. Comme tous les présidents, il est rarement satisfait. [...] *Le Monde* qui avait soutenu sa candidature en 1981, n'échappe pas à sa vindicte. Le président s'est estimé personnellement attaqué par les révélations du quotidien sur les agissements des services

sont d'ailleurs souvent plus forts entre les journalistes « de gauche » et les responsables politiques socialistes qu'ils critiquent parfois, qu'entre ceux-ci et les journalistes « de droite » qui les ont toujours attaqués. Les critiques provenant de journalistes identifiés comme appartenant « au camp adverse » sont généralement admises par les acteurs publics comme faisant partie du jeu politique. Les acteurs politiques peuvent d'ailleurs penser que les critiques de journaux clairement identifiés comme oppositionnels sont moins dangereuses que celles qui proviennent de journaux considérés comme appartenant à leur propre camp politique, d'une part parce que celles-ci apparaissent plus crédibles (selon la logique de « même ses amis le critiquent »), d'autre part parce qu'elles touchent un public (militants, électeurs convaincus, observateurs politiques) dont l'opinion a plus de conséquences pour l'évolution de leur carrière[144].

La nouvelle attitude des journalistes du *Monde* devient manifeste durant l'été 1985, c'est-à-dire au moment où apparaît SOS-Racisme mais elle était sensible à partir de 1984. Elle accompagne un changement d'attitude de l'ensemble de la presse « de gauche » vis-à-vis de François Mitterrand et du gouvernement (voir chapitre 2 sur *Libération*). SOS-Racisme est donc fondé dans un contexte où non seulement la presse « de droite » est hostile au gouvernement mais où la presse « de gauche », pour des raisons de crédibilité journalistique et de pressions commerciales est conduite à critiquer publiquement les hommes politiques « de son camp » qu'elle soutenait ouvertement jusqu'en 1981 et de façon plus embarrassée depuis. Pourtant, la composition de la rédaction du journal reste, comme son lectorat, majoritairement « de gauche ». Les journalistes qui ont signé les articles lors des « affaires » « Greenpeace » ou « Péchiney », Edwy Plenel, Bertrand Le Gendre, Georges Marion, de même que les responsables du service politique intérieur, Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau, se définissent eux-mêmes comme « de gauche »[145]. Notre hypothèse est que s'il était sans doute

---

secrets pendant l'affaire Greenpeace. [...] Mitterrand [...] ne porte pas André Fontaine dans son cœur : « Je lui refuse ma porte. Je sais qu'il en est mortifié. Je m'en fiche, au fond tout cela m'amuse » (entretien avec les auteurs) ». Voir aussi Françoise Berger, *Journaux..*, *op. cit.*, p. 181-182 : « L'Elysée, très pointilleux [en 1985] sur le plan des égratignures, grogne. [...] François Mitterrand a du génie pour ne voir que la critique. Claude Sarraute lui donne des boutons et Plantu ne le fait pas toujours rire. Le bruit court le palais présidentiel qu'André Laurens [directeur du *Monde* de 1981 à 1984] ne tient pas sa rédaction ». Voir aussi Jacques Attali, *Verbatim III*, *op. cit.*, p. 290 : Jacques Attali cite François Mitterrand « *Le Monde* est mon adversaire. Heureusement, il est très mauvais. Il reste l'organe des chrétiens de gauche, qui me haïssent plus que la droite. Moi, je ne les hais pas. Ils m'indiffèrent. Je ne comprends rien à ce qu'ils racontent ». Il s'agit, bien sûr, d'une source de seconde main dont la fiabilité a été souvent remise en question.

144. Ainsi François Mitterrand était très méfiant envers les journaux « de gauche » qu'il estimait « rocardiens » (*Le Matin de Paris* et *Le Nouvel Observateur*) et qu'il accusait de faire campagne pour qu'il ne puisse pas être candidat aux élections présidentielles. D'autre part, certains observateurs politiques ont souligné le rôle joué par l'hostilité de Robert Hersant et du *Figaro* dans l'échec de la candidature de Raymond Barre en 1988 (voir Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 155, 251 et 277).

145. Voir Edwy Plenel, *La part d'ombre*, *op. cit.* notamment p. 18-19 ; voir aussi Jean-Marie Colombani, *La gauche...*, *op. cit.* Le cas de Franz-Olivier Giesbert qui est passé du *Nouvel Observateur*, journal marqué « à gauche » au *Figaro*, principal journal « de droite », constitue une exception. Lorsque Pierre Marion quittera *Le Canard Enchaîné*, ce sera pour aller au *Monde*. Lorsque Jean-Yves Lhomeau ou Jacques Amalric changeront de

difficile pour un rédacteur d'un journal classé « à gauche » de critiquer ouvertement le Parti socialiste ou François Mitterrand entre 1974 et 1981 sans être accusé de « faire le jeu de la droite »[146], une telle critique devient possible après 1982 lorsque les disciplines imposées par la pratique de l'opposition et par les échéances électorales s'estompent. Elle est même suscitée par la logique de la nouvelle configuration politique qui tend à engendrer d'une part, des électeurs et des lecteurs prêts à accueillir favorablement la mise en cause du bilan du Parti socialiste et d'autre part, des journalistes susceptibles de proposer une critique « de gauche » de la gauche[147]. La stratégie de démarcation du *Monde* à partir de 1984 est donc complexe : s'il leur est nécessaire de se distinguer de la pratique gouvernementale des responsables socialistes, la rédaction et les journalistes entendent cependant marquer qu'ils sont toujours « de gauche ». L'attitude adoptée vis-à-vis de SOS-Racisme est donc le produit de cette ligne éditoriale double : *le Monde* ne doit pas renier un certain engagement « à gauche » dont l'attention au racisme et à l'antiracisme fait partie, mais il doit prendre ses distances avec tout ce qui pourrait apparaître comme un soutien complaisant, obéissant à une logique politique.

La couleur politique publiquement attachée à SOS-Racisme tend donc à modifier la tonalité de la couverture que sont susceptibles de lui consacrer les journaux et en particulier *le Monde*. Bien que l'orientation politique de l'association ait été dénoncée durant de nombreux mois par les journalistes du *Quotidien de Paris* et du *Figaro*, à la suite de la participation de l'association

---

journal, ils seront embauchés à *Libération*. Symétriquement, plusieurs anciens journalistes de *Libération* seront embauchés au *Monde* : Luc Rosenzweig, Olivier Biffaud, Dominique Le Guilledoux, Valérie Cadet, Catherine Bédarida (*le Monde de l'éducation*), Ignacio Ramonet (*le Monde diplomatique*). Quand *Le Quotidien de Paris* cessera ses activités, certains de ses anciens journalistes dont Judith Waintraub seront embauchés par *Le Figaro*. Les trajectoires professionnelles des journalistes, en particulier s'ils appartiennent à la hiérarchie de leur rédaction, montrent qu'il existe une assez forte segmentation du champ journalistique selon des logiques d'appartenance politique.

146. La lutte entre Michel Rocard et François Mitterrand entre 1978 et 1981 pour la désignation du candidat à la présidentielle reste, à l'extérieur du Parti socialiste, plutôt feutrée et comporte peu d'attaques directes et nominatives, que ce soit par l'intermédiaire des journaux « de gauche » ou des médias en général. Si *Le Nouvel Observateur* fustige « un certain archaïsme » de la gauche ou écrit que « l'attachement à un homme ne doit pas compromettre le débat nécessaire » (cité in Catherine Nay, *Le rouge et le noir*, *op. cit.*, p. 449) les critiques formulées dans ce magazine et dans *Le Matin de Paris* contre François Mitterrand restent allusives et réservées aux lecteurs les mieux informés. L'obligation de solidarité dans le camp « de la gauche » oblige les échanges publics de coups à rester « codés ». Voir Katleen Evin, *Michel Rocard ou l'art du possible*, Paris, Ed. Jean-Claude Simoën ; 1979 ; Jean-Louis Andriani, *Le mystère Rocard*, *op. cit.* ; Franz-Olivier Giesbert, *Le président*, *op. cit.*, p. 41-58, Jean Daniel, *Les religions... op. cit.*, p. 73-94 et Robert Schneider, *Michel Rocard*, Paris Stock, 1987 et *La haine tranquille*, *op. cit.*, en particulier p. 146-161.

147. Certains journalistes ou militants déçus vont ainsi se spécialiser dans la dénonciation des « dérives du mitterrandisme », en particulier Thierry Pfister et Edwy Plenel, et dans une moindre mesure, Régis Debray. Voir Edwy Plenel, *La part d'ombre*, *op. cit.*, et Thierry Pfister, *Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes*, Paris Albin Michel, 1988, *Le cadavre de Bercy. Le vrai-faux roman des années Mitterrand*, Paris, Albin Michel, 1991, et *Le nègre du palais*, Paris, Livre de poche, 1994. Directeur de collection chez Albin Michel, Thierry Pfister a également publié de nombreux livres critiquant la pratique du pouvoir sous le septennat de François Mitterrand, en particulier ceux d'Antoine Gaudino, de Philippe Guilhaume et celui de Serge Malik : *Histoire secrète de SOS-Racisme*, *op. cit.* C'est d'ailleurs au nom des idéaux et de la tradition de la gauche qu'Edwy Plenel et Thierry Pfister mettent en cause les pratiques de la gauche au pouvoir.

aux manifestations étudiantes de 1986 et aux campagnes contre la réforme du Code de la nationalité, le statut d'organisation apolitique que les porte-parole de SOS-Racisme étaient parvenus à imposer et à maintenir n'avait pas encore été remis en cause auprès du public profane, en partie parce que SOS avait limité son action publique au « secteur de l'antiracisme »[148]. *Le Monde* avait donc pu rendre compte des activités de l'association sans être tenu d'introduire une distance critique systématique dans ses articles. Mais lorsque SOS aura acquis une image « socialiste », « gouvernementale », sa couverture représentera un risque pour la crédibilité professionnelle des journalistes perçus comme « de gauche ». Sous peine d'apparaître « complaisant », *le Monde* tendra donc à donner systématiquement un angle critique aux informations sur l'association pour montrer au lecteur que le journal n'est pas dupe de l'apparence d'apolitisme de SOS-Racisme.

D) Une tonalité critique de plus en plus affirmée après 1988

À partir de 1988, deux logiques se conjuguent donc pour conduire *le Monde* à devenir plus critique envers SOS ; celle du service société et de Robert Solé qui exprime depuis longtemps sa méfiance envers l'association et celle, nouvelle, du service politique, qui tend à assigner à SOS-Racisme une place politique bien définie et à mentionner systématiquement l'appartenance politique ses responsables. Dès le concert de 1988, dans chacun des deux articles publiés par *le Monde* sur cet événement (voir tableau 3), une interview d'Harlem Désir avant l'événement et un article de compte-rendu après, l'élection de Julien Dray à l'assemblée nationale sous les couleurs du Parti socialiste est nettement signalée[149]. Les journalistes du *Monde* soulignent

148. Au début de 1988, Catherine Nay décrivant le déroulement du mouvement étudiant de décembre 1986 considèrera encore que les militants de SOS-Racisme ont participé aux manifestations non pas pour mettre en difficulté le gouvernement selon une logique politique mais pour favoriser l'enterrement du projet de réforme du Code de la nationalité selon une logique « antiraciste » : « les dirigeants de « SOS-Racisme » [pensaient] qu'en faisant reculer le gouvernement sur la loi Devaquet, ils [créeraient] un climat favorable à l'abandon du Code de la Nationalité. À leurs yeux, les manifestations lycéennes et étudiantes sont une répétition générale » (in Catherine Nay, *Les sept Mitterrand*, Paris, Grasset, 1988, p. 242). L'image antiraciste de SOS-Racisme semble donc encore suffisamment crédible en 1988 pour que les observateurs politiques cherchent des motivations « antiracistes » à ses actions.

149. Robert Solé demande ainsi *cum grano sali* à Harlem Désir : « Mais vous auriez pu être membre du Parlement, par exemple comme votre ami Julien Dray, vice-Président de SOS-Racisme qui vient d'être élu député socialiste de l'Essonne. Le PS ne vous à rien proposé ? », in Robert Solé, Un entretien avec Harlem Désir. SOS-Racisme veut se donner une dimension internationale tout en privilégiant un « militantisme de proximité », *Le Monde*, 17 juin 1988. Raphaelle Rivais écrit plus aimablement que « Julien Dray, numéro deux de SOS-Racisme et principal organisateur de l'événement [le concert] en a profité pour annoncer sa démission ; nouveau député PS de l'Essonne, il tient en effet à préserver l'indépendance de son association » ; Raphaelle Rivais, Le concert international de SOS-Racisme a réuni près de 300.000 personnes sur l'esplanade de Vincennes, *Le Monde*, 20 juin 1988.

beaucoup plus souvent qu'auparavant la logique politique des interventions de SOS-Racisme[150] et les « liens »[151] entre Julien Dray et « l'Elysée » :

> « Le mouvement [SOS-Racisme] est victime aussi du discrédit qui frappe la classe politique. Certes, il appartient à “ la société civile ” et se situe depuis sa naissance, en opposition aux partis. Mais qu'il le veuille ou non, SOS-Racisme fait partie du paysage politique. Nul n'ignore d'ailleurs ses liens avec certains cercles socialistes et ses bonnes relations avec l'Elysée. Un de ses membres les plus en vue, Julien Dray, n'est-il pas député PS de l'Essonne depuis 1988. Un député atypique sans doute, qui agace ou inquiète beaucoup de ses collègues mais qui contribue à donner à SOS-Racisme l'image d'un mouvement proche des socialistes et même engagé dans leurs batailles internes »[152].

Chaque initiative de SOS cherchant à manifester publiquement une « prise de distance » à l'égard du PS ou du gouvernement est une occasion pour les journalistes de rappeler et de souligner l'étroitesse des relations qu'aurait nouées l'association avec le pouvoir. Ainsi, Olivier Biffaud considère-t-il, lors de la guerre du Golfe, que « SOS-Racisme a toujours eu des relations difficiles avec le Parti socialiste, bien que l'Elysée ait participé activement à sa création »[153]. Décrivant le rapprochement intervenu entre les Verts et SOS-Racisme après le congrès de Longjumeau en 1990, Jean-Jacques Bozonnet écrit :

> « Les écologistes étaient de ceux qui reprochaient vertement [sic] à l'association antiraciste son lien originel avec l'Elysée et le Parti socialiste. Il y a un an, le leader des verts avait d'ailleurs décliné l'invitation. “ Cette association avait, jusqu'à une période récente, une coloration politique très marquée, explique-t-il. Mais comme SOS-Racisme a engagé un mouvement d'indépendance, il nous a paru possible, cette fois, de nouer une relation ” »[154].

Toutefois, le journaliste s'interroge : « la charge d'Harlem Désir contre les “ idées molles ” de la classe politique et son impatience face aux velléités gouvernementales suffisent-elles à dédouaner complètement SOS-Racisme de ses antécédents ? »[155]. Deux ans plus tard, faisant le portrait de Fodé Sylla qui remplace Harlem Désir à la présidence de SOS-Racisme, Philippe Bernard indique que

---

150. Voir en particulier Patrick Jarreau, Clés politiques, *Le Monde*, 12 octobre 1988 : « Ancien vice-président de SOS-Racisme jusqu'à son élection, en juin dernier, comme député de l'Essonne, M. Julien Dray est un proche de M. Laurent Fabius, tandis que France-Plus, à travers les amis de M. Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, se rattache plutôt à la mouvance de M. Lionel Jospin » (l'analyse semble d'ailleurs plutôt fantaisiste). Voir aussi Patrick Jarreau, M. Harlem Désir renonce à présenter une liste, *Le Monde*, 31 mars 1989 et Thierry Bréhier, La chasse gardée de la Nièvre impose une modification de la liste socialiste, *Le Monde*, 8 avril 1989.

151. Le terme de « lien » paraît indiquer une connivence vaguement honteuse et occulte tout en étant suffisamment imprécis pour dispenser le journaliste d'en définir exactement la nature.

152. Robert Solé, SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1990.

153. Olivier Biffaud, En raison de ses positions pacifistes, SOS-Racisme traverse sa crise la plus grave, *Le Monde*, 21 janvier 1991.

154. Jean-Jacques Bozonnet, Alliance de terrain et « science-fiction » électorale, *Le Monde*, 17 mai 1990.

155. *Ibid.*

« “ Déçu ” par le PS, M. Fodé Sylla n'a pas renouvelé sa carte. Il a décidé de devenir français et est en passe d'obtenir sa naturalisation. Le voilà propulsé à la tête d'une association qui, portée sur les fonts baptismaux par les socialistes, a pris ses distances avec le pouvoir, surtout *depuis la guerre du Golfe*, où elle s'est opposée à l'intervention militaire »[156].

À partir de 1989 s'impose dans l'ensemble des rédactions l'idée que SOS-Racisme est un mouvement « de gauche », « proche du PS » et « lié à l'Elysée ». Cependant, l'indication des orientations politiques des responsables de SOS-Racisme est le plus souvent faite sur le mode de l'allusion. Ainsi, *le Monde* ne propose pas d'articles consacrés à la proportion de militants de SOS engagés au Parti socialiste, ou à l'utilisation éventuelle, par la Nouvelle Ecole socialiste, de l'implantation des comités de SOS-Racisme pour prendre pied dans les sections socialistes ou à l'Unef-Id, ou enfin à la similitude entre les propositions sur les « problèmes de banlieue » de SOS et celles de la NES : c'est-à-dire qu'il ne prend jamais comme sujet d'article les relations effectives entre la NES, SOS et le PS pour déterminer ce que recouvre exactement l'expression « proche des socialistes » si fréquemment accolée à SOS. Tout se passe donc bien comme si les allusions répétées du *Monde* aux « liens » de SOS avec « certains cercles socialistes »[157] relevaient moins d'une logique d'information du lecteur que de la volonté de marquer une certaine « prise de distance » avec une association « de gauche ».

Quelles que soient les déclarations critiques des porte-parole de SOS envers les gouvernements socialistes entre 1989 et 1992 et les efforts de l'association pour se démarquer de cette image, les journalistes du *Monde* vont continuer à associer SOS-Racisme au Parti socialiste[158]. Ainsi, alors qu'entre 1988 et 1992, les journaux identifiés à « la droite » (*Le Figaro* et *Le Quotidien de Paris*) dénonceront, dans la logique ordinaire des luttes politiques, le caractère partisan de l'action de SOS-Racisme, les journalistes du *Monde* et plus généralement ceux de l'ensemble des journaux situés « à gauche » seront également amenés à rapprocher de manière constante SOS et le PS, mais selon une logique toute différente de maintien de leur crédibilité professionnelle. Les responsables de SOS-Racisme qui perçoivent, après 1988,

156. Philippe Bernard, M. Fodé Sylla remplace M. Harlem Désir à la tête de SOS-Racisme, *Le Monde*, 8 septembre 1992, (c'est moi qui souligne). En estimant que SOS a « pris ses distances avec le pouvoir » seulement en janvier 1991, Philippe Bernard considère que jusqu'alors l'association entretenait toujours des relations très étroites avec le gouvernement socialiste. Tous les signes d'éloignement du PS que manifestent les dirigeants de SOS n'aboutissent donc qu'à souligner l'existence des liens anciens.

157. Cf. Robert Solé, SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1990.

158. Ainsi les divergences entre le gouvernement et l'association sont-elles considérées par les journalistes, non pas comme les conséquences d'un changement durable des relations entre le PS et l'association, mais comme une curiosité conjoncturelle de la vie politique qui n'affecte pas le caractère « de gauche » et « proche du gouvernement » de SOS : « la rumeur court dans Paris : plus personne n'aime SOS-Racisme. [...] Que l'extrême droite voue une haine à SOS-Racisme et à M . Harlem Désir, appelé naguère « Alphonse Bitru » par M. Jean-Marie Le Pen, c'est le contraire qui eût paru curieux. Que la droite ne l'étreigne pas passionnément, après avoir voulu lui « faire la peau » au moment du mouvement étudiant et lycéen de 1986, cela paraît dans l'ordre des

l'évolution sensible de l'attitude de la presse à leur égard, considèrent qu'elle se manifeste aussi par une transformation progressive des idées et des positions des journalistes spécialisés dans les débats touchant à l'immigration clandestine et aux « problèmes des banlieues » :

> « *Malek Boutih* – C'est compliqué de savoir à quel moment la presse change de... Bon, tout ça se fait au fur et à mesure des choses, sur des petits détails, sur des petits trucs, mais la période 88 marque quand même un basculement, après l'élection présidentielle. Nettement, nettement, on l'a bien senti. Par exemple, Robert Solé, dans *le Monde*, au début de la législature de 88, il est sur la ligne de SOS et il fait un papier qui dit que l'intégration, ça ne se joue pas seulement sur le temps, mais qu'il faut aussi une politique volontariste etc... Et puis on sent au fur et à mesure des semaines qu'il glisse et qu'il se met sur la position du gouvernement au point qu'à Vaulx-en-Velin, après l'affaire de Vaulx-en-Velin, Robert Solé sort un article qui se résume par la formule qu'il utilise lui-même, il a fallu une génération pour construire les grandes cités HLM ghettos, il en faudra une pour les détruire, grosso modo il y a une génération à sacrifier, tant pis, c'est comme ça, c'est le temps qui agira [...] »[159].

C'est donc paradoxalement la fin de la période de la cohabitation qui va conduire à la multiplication des articles négatifs envers l'association[160]. En outre, les critiques adressées à Michel Rocard et à son gouvernement par Harlem Désir[161] et la riposte des « rocardiens » vont favoriser la généralisation des attaques à l'égard de SOS[162]. Il va apparaître possible d'être « de gauche » et de critiquer l'association, contribuant ainsi à lever les derniers scrupules qui pouvaient empêcher, dans un contexte de croissance du Front national, certains journalistes de mettre publiquement en cause l'action d'une organisation antiraciste. Bien entendu, la publication répétée, à partir de 1988, d'articles insistant sur les orientations politiques de SOS-

---

choses. Que la gauche snobe SOS – L'association le lui rend bien depuis son dernier congrès en avril – C'est là que les choses se gâtent » ; Olivier Biffaud, Le spleen des « potes », *Le Monde*, 11 juin 1990.

159. Entretien avec Malek Boutih, vice-président de SOS-Racisme, le 13 décembre 1990.

160. Les articles mentionnant la proximité partisane des animateurs de l'association n'ont pas systématiquement été codés négatifs. À partir de 1988, cette mention est très fréquente et peut être reprise par tous les journaux. Tout dépend donc de la façon dont l'auteur de l'article présente les « liens » politiques de SOS.

161. Critiques reprises dans plusieurs articles du *Monde* ; voir en particulier Gérard Courtois, Harlem Désir s'inquiète du sur-place du gouvernement, *Le Monde*, 15 novembre 1988 ; Harlem Désir interviewé par Jean-Yves Lhomeau, « Le gouvernement aurait intérêt à défendre sa réforme avec plus de vigueur », *Le Monde*, 4 juin 1989 ; Robert Solé, SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1989 et Jean-Jacques Bozonnet, SOS-Racisme se mobilise contre les idées molles de la classe politique, *Le Monde*, 2 mai 1990.

162. Pour Malek Boutih, vice-président de SOS-Racisme, la diffusion rapide de la nouvelle image de l'association relève pour le moins de la campagne orchestrée : « On fait peur aux gens avec le politique maintenant. On veut discréditer SOS-Racisme, eh bien on dit que SOS-Racisme est proche du Parti socialiste. Et le Parti socialiste évidemment s'en sert, parce que c'est le premier gêné par SOS-Racisme, c'est le premier à dire que SOS-Racisme est proche de lui, et à faire répandre ce bruit, et à le faire écrire, parce qu'en même temps, il sait très bien que c'est nous qui sommes les plus pénibles pour eux, parce qu'on n'est pas que des critiqueurs, on est un mouvement qui existe à côté d'eux, alors évidemment on se sert de ça quoi. Bon, ça vient en particulier de Matignon, bien sûr » ; entretien avec Malek Boutih, le 13 décembre 1990. Les manuels de sociologie préconisent de se défier des interprétations des acteurs lorsque ceux-ci recourent à la « théorie du complot ». Toutefois, la forte centralisation parisienne des états-majors politiques et des rédactions des principaux médias et la nature souvent très personnalisée des interactions entre le personnel politique et les journalistes rendent parfois ce mode d'interprétation de la réalité étrangement vraisemblable. Pour une analyse soulignant l'importance des « sources institutionnelles et administratives » et leur capacité à imposer leur vision des choses aux journalistes, voir Philip Schlesinger, Repenser la sociologie du journalisme, *art. cit*.

Racisme et de Julien Dray, et en particulier ceux d'un journal tel que *le Monde*, va contribuer à établir et à diffuser, au-delà du milieu des observateurs politiques professionnels, l'image d'un mouvement lié au PS, politisé, hétéronome et en tout cas en décalage par rapport à l'image d'apolitisme qu'il avait voulu donner lors de sa création. Après 1988, les critiques envers SOS-Racisme se concentreront sur deux points principaux, la politisation de ses responsables et le caractère « différencialiste » des propositions de l'association. Comme il sera difficile à des journaux identifiés à « la gauche » de faire de la politisation de SOS une critique vraiment déterminante, la polémique concernant le port du foulard à l'école par les jeunes filles d'origine maghrébine et les prises de position de SOS sur cette question, va opportunément fournir des arguments à ceux qui entendent mettre en cause l'association.

Au moment de « l'affaire des foulards islamiques », *le Monde* consacre quelques articles aux communiqués et aux prises de position de SOS-Racisme ou d'autres associations. Si certains d'entre eux soulignent que les responsables de SOS-Racisme soutiennent les décisions du Ministre de l'Education Nationale, Lionel Jospin, « au nom de l'antiracisme et de l'intégration »[163], d'autres critiquent l'attitude de SOS, assimilée à la défense du « droit à la différence »[164]. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'apparaîtront dans *le Monde* les premières allusions au thème du « droit à la différence » que prônerait SOS-Racisme : « les responsables du mouvement antiraciste [SOS-Racisme], qui ont *pris position pour la tolérance de l'expression des diversités culturelles*, fussent-elles marquées par la religion, à l'école, avaient invité, devant deux cents militants parisiens, leurs amis et leurs contradicteurs. [...] M. Alain Touraine a exprimé la culture des militants de gauche venus à la politique au temps des guerres coloniales et qui n'ont pas oublié que la République pouvait opprimer en se couvrant de son idéal. Refusant l'ethnocentrisme qui habiterait les “ petits Français dressés sur leurs ergots ” face à ceux qu'animent d'autres croyances, M. Touraine a fait revivre, devant un auditoire tout acquis au *droit à la différence*, une sorte d'avatar du tiers-mondisme consistant à penser que la

163. « M. Julien Dray, peu suspect d'amitié pour le ministre de l'éducation nationale, mais partisan, au nom de l'antiracisme et de l'intégration, de laisser aux jeunes filles le droit de porter leur voile, s'est employé à défendre la position modérée de M. Jospin » ; Pascale Robert-Diard, La famille socialiste divisée, *Le Monde*, 27 octobre 1989.
164. Voir Alain Rollat, Les francs-maçons sonnent la charge contre les intégrismes religieux, *Le Monde*, 24 octobre 1989, et surtout la tribune d'Alain Finkielkraut : « Le MRAP et SOS-Racisme viennent d'apporter leur soutien à l'offensive lancée par les représentants officiels des religions du Livre contre le culte des livres qu'est la laïcité. Les soldats de Dieu ont été rejoints par les bons apôtres de l'identité culturelle. Ceux qui ne soutiennent pas le tchador au nom de la transcendance, le font au nom du *droit à la différence* » ; Alain Finkielkraut, La sainte alliance des clergés, *Le Monde*, 25 octobre 1989 (c'est moi qui souligne).

revendication d'identité, quelque forme qu'elle prenne, prime sur les idéaux niveleurs, qui ne seraient que l'habillage d'un particularisme parmi d'autres »[165].

Interviewés quelques années plus tard sur l'évolution du discours public de SOS-Racisme, Philippe Bernard et Robert Solé, paraissent toujours convaincus que l'association s'est opposée au mode d'intégration « assimilationniste » et a été partisan du « droit à la différence » :

> « Philippe Bernard – Aujourd'hui les responsables de SOS se défendent d'avoir défendu le droit à la différence, mais il est évident que dans SOS-première période, c'était ça le slogan phare, c'était ça l'idée..
> Q – Il y avait aussi le mélange, non ? Le mélange c'est pas tout à fait le droit à la différence. C'est plutôt la fusion. Dès les premiers temps il y a toujours ce thème du mélange aussi...
> R – Oui enfin, il faut se resituer dans le contexte de cette période-là, tout ce qu'on appelle aujourd'hui intégration, droit à la ressemblance, ça faisait quand même rigoler la plupart des gens à gauche. Il n'y a qu'à voir comment certains discours de Chevènement sur l'éducation ont été perçus à l'époque, sans parler de la Marseillaise, comment tous ses discours sur l'éducation civique ont été accueillis, ils faisaient ricaner beaucoup de gens.
> Q – Mais, enfin, je ne sais pas quel est votre sentiment, mais il me semble que le thème du mélange a toujours été présent, or c'est un thème anti-différentialiste. L'identité communautaire, c'est quand même éviter les mariages mixtes, or SOS a toujours promu l'intégration par ce type de..
> R – Tous ces mots-là n'existaient pas, l'intégration.. mais il y avait aussi, on est comme on est et on a le droit de défendre son identité. C'est là que SOS a donné prise aux critiques plus tard, et peut être accusé d'être tombé dans le piège de l'extrême droite d'une certaine manière »[166].

À cette même question Robert Solé répond de façon tout aussi affirmative :

> « Q – Mais est-ce que le discours de SOS-Racisme ce n'était pas justement le mélange, la fin des différences et l'intégration ?
> *Robert Solé* – Je n'avais pas ce sentiment, j'avais plutôt le sentiment que SOS-Racisme mettait l'accent, en le disant ou en ne le disant pas, sur *la société multiculturelle*, je n'ai jamais été favorable à ce genre de concept. [...] Par la suite ils ont contesté avoir employé cette expression, mais c'était cette philosophie du *droit à la différence*, finalement cette philosophie du droit à la différence que j'ai toujours contestée, je suis pour le droit à la ressemblance, voilà. [...] Mais il y a eu une constante quand même, j'ai l'impression, à tort ou à raison, que SOS-Racisme est né *en mettant l'accent sur le racisme*, est né en se fondant sur *une société multiculturelle et le droit à la différence*, c'est l'impression que j'ai eue, que j'ai en tout cas aujourd'hui et que j'ai toujours contestée, parce que je ne pense pas que c'est comme ça qu'il faut prendre le problème.
> Q – Donc vous étiez plus proche du discours tenu par France-Plus ?
> R – Oui, plus que de SOS-Racisme. »[167]

Les journalistes du *Monde* chargés des « questions de l'immigration » semblent ainsi considérer que les déclarations publiques de SOS-Racisme lors de « l'affaire du foulard islamique » sont une expression de la défense d'un « droit à la différence », c'est-à-dire que

165. Patrick Jarreau, Deux cultures, *Le Monde*, 10 novembre 1989, (c'est moi qui souligne).
166. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993, (c'est moi qui souligne).
167. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995 (c'est moi qui souligne).

l'association leur paraît admettre le « droit », pour les étrangers, de refuser certains aspects de la loi et des coutumes françaises. Cette conviction tend à se répandre dans l'ensemble de la presse, au *Monde* comme dans d'autres journaux[168]. Il est cependant singulier que Philippe Bernard qui, en 1985, opposait SOS-Racisme, poursuivant « une stratégie grand public reposant sur des thèmes généraux »[169] aux « Franco-Arabes partisans de l'autonomie » qui « mettaient sur pied en toute hâte « leur » marche pour affirmer [...] leur droit à la préservation d'une identité culturelle »[170], parvienne en 1993 à considérer que SOS-Racisme a été favorable à ses débuts au « droit à la différence »[171]. En 1985, Robert Solé est particulièrement hostile à la position de SOS-Racisme dans la polémique sur le port du foulard islamique qui aboutit, selon

168. Voir par exemple l'interprétation des affiches et des slogans de SOS-Racisme faite par Olivier Biffaud, journaliste du service politique : « Dans son rôle de groupe de pression, SOS n'a pas réussi un parcours sans faute. Même si M. Désir se défend d'avoir jamais prôné le « *droit à la différence* », *c'était l'image donnée par son organisation à travers des slogans* tels que « blacks, blancs, beurs » ou « United colors of Montfermeil ». Le message était bien : « enrichissons nous de nos différences ». La position prise par SOS-Racisme au moment de l'affaire du foulard islamique, à l'automne dernier, donnait la même impression. [...] Battu politiquement sur le terrain du droit à la différence dans l'affrontement sur le foulard, SOS s'est rabattu *illico presto* sur un second thème, l'intégration. » ; Olivier Biffaud, Le spleen des « potes », *Le Monde*, 11 juin 1990 (c'est moi qui souligne). Les slogans « blacks, blancs, beurs » et « United colors of Montfermeil » constataient une différence de fait (même ceux qui sont pour l'assimilation et contre le « droit à la différence » ne paraissent pas être en mesure de « blanchir » instantanément les « blacks » et les « beurs ») pour souligner la nécessité de vivre ensemble : les enfants de toutes les couleurs de l'affiche « United colors of Montfermeil » semblaient être beaucoup plus disposés à vivre et jouer ensemble qu'à défendre une « différence » qui, puisqu'ils sont tous habillés de façon similaire et « française » (les filles n'ont évidemment pas de foulard), se réduit en l'espèce à la couleur de la peau. L'interprétation du journaliste est donc bien curieuse. En outre, il paraît penser que le thème de l'intégration est postérieur à « l'affaire des foulards », ce qui est bien entendu inexact. À partir de 1989-1990, il semble que quoi qu'avance l'association, ses propos seront interprétés à son détriment.
On pourrait trouver excessif qu'Olivier Biffaud considère que SOS a été « battu politiquement » sur « le terrain du droit à la différence dans l'affrontement sur le foulard » dans la mesure où les recommandations conciliantes du ministre de l'éducation, Lionel Jospin, sont très proches de celles préconisées par l'association. Pourtant, les critiques essuyées par SOS-Racisme lors de cette polémique et la détérioration de son image dans les milieux intellectuels et médiatiques qui la soutenaient jusqu'alors, constituent effectivement une grave défaite pour l'association qui se retrouve pour la première fois du mauvais côté d'une campagne médiatique.
169. Voir Philippe Bernard, L'éléphant et les fourmis, *Le Monde*, 30 octobre 1985. L'auteur donne un aperçu des « thèmes généraux » proposés par SOS : « “ droit d'aimer, de s'exprimer, d'affirmer sa dignité ” », c'est-à-dire nullement des slogans « différencialistes », en particulier celui du « droit d'aimer » (« j'aime qui je veux ») qui débouche sur une défense des « mariages mixtes ».
170. *Ibid.*
171. Robert Solé ne semble pas s'étonner que les reproches adressés à SOS-Racisme au sujet de la « société multiculturelle » l'ai été à partir de 1988-1989 et non pas au moment de leur formulation en 1985-1986 : « Q – Pourtant à l'Heure de vérité en 1987, Harlem Désir tient un discours beaucoup plus centré sur l'intégration, mais les reproches qu'on va lui faire sur le droit à la différence viendront bien plus tard...
Robert Solé – Oui, au moment où Harlem Désir parle des ascenseurs, etc. Oui mais il y a toujours un effet retard si vous voulez, il y toujours un effet, bien sûr... Et puis il y a des hauts et des bas ; il a été très bon à cette émission, donc on en a dit beaucoup de bien... etc., mais au moment du foulard islamique il s'est complètement planté. Ils doivent avoir cette impression puisque après ils ont dit le contraire » ; entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995. En analysant les critiques adressées au « différencialisme » de SOS à partir de 1989, Robert Solé semble penser qu'elles ont pour origine une « réaction naturelle » à des prises de position erronées de l'association plutôt qu'un changement de regard des observateurs et des journalistes sur SOS. Il ne paraît donc pas s'interroger sur la nature de « l'effet retard » qu'il décrit : on peut, au contraire, faire l'hypothèse que ce n'est que lorsque certains journalistes ont souhaité pouvoir critiquer l'association qu'ils ont recherché dans les « revues de presse » des thèmes défendus par l'association susceptibles d'être mis en cause. D'où le surgissement, en 1989, de la critique de textes et de déclarations datant de 1985-1086

lui, à permettre à chaque communauté de vivre en France selon ses propres règles[172]. Robert Solé et l'enquêteur ont ici une discussion assez vive sur le point de savoir si SOS-Racisme était ou non « différencialiste », en particulier durant l'affaire du foulard :

> « *Robert Solé* – Il y a eu une évolution générale de l'opinion [...] que ce soit journalistes ou hommes politiques. Oui, une prise de conscience de ces questions, en ne limitant plus ce problème au racisme. [...] Il y a eu une évolution, une évolution de la gauche, toute la gauche a évolué, a pris conscience du problème, et tout ça a abouti au moment du foulard islamique, où SOS-Racisme à ce moment-là prend une position en faveur du foulard, pendant quelque temps..
> Q – Mais sur une argumentation qui était plutôt assimilationniste...
> R – Ah pas du tout, c'était le *droit à la différence*..
> Q – Vous pensez ?
> R – À l'époque ? SOS-Racisme ? Défendait le foulard au nom du droit à la différence !
> Q – Leur argumentation était : si on les exclut de l'école, elles ne seront pas imprégnées de..
> R – Non mais ! Cela tout le monde est d'accord, mais la question, la défense du foulard à ce moment là, c'est sauf erreur, c'était au nom du droit à la différence..
> Q – Jamais de la vie ! J'ai regardé tous leurs textes, et leur discours, c'est justement : « pour que l'école républicaine fasse son travail d'intégration, il faut maintenir le plus longtemps possible, quels que soit leurs éléments de différence passagers, les jeunes filles voilées à l'école ». Alors peut-être que c'est un habillage, mais en tout cas ils ne mettent jamais en avant, à ce moment là, le droit à la différence...
> R – Non, mais de fait, quand vous dites cela, de fait vous reconnaissez le droit des gens d'être différents..
> Q – Leur but avoué, d'ailleurs c'est ce qui leur pose des problèmes dans les banlieues par rapport aux militants beurs, c'est justement qu'ils tiennent un discours assimilationniste... Ils utilisent comme tout le monde le mot d'intégration, mais le contenu réel de ce mot c'est assimilation. Leur idée c'est qu'on ne peut pas demander aux gens qui viennent d'arriver d'adopter d'un coup toutes les coutumes françaises, et donc c'est un processus qui s'étendra sur des années...
> R – Non, mais ils n'emploient pas le mot d'assimilation j'espère (ton ironique)... Oui, moi à cette époque je n'étais pas du tout sur cette position.. Oui, je pense qu'ils s'étaient complètement trompés à ce moment là, et que je n'étais pas d'accord et que je l'ai écrit cinquante fois. Voilà..
> Q – D'accord, mais je ne sais pas si on peut dire que leur position était entre guillemets pour le droit à la différence.
> R – Si ! De fait oui, il y a ce qu'on dit et il y a ce qu'on pense. Quand vous me dites l'assimilation, ils ne disent pas l'assimilation mais ils le pensent. Mais, de fait, le débat à l'époque c'était cela. C'était : est-ce qu'on accepte des gens qui veulent être différents ou pas ? C'était cela le débat. Tout le monde étant bien entendu d'accord pour dire il faut que ces filles s'émancipent, il ne faut pas les expulser. Bien entendu, personne ne souhaitait qu'elles soient exclues de l'école, mais la question c'était : est-ce qu'on peut accepter et le débat est toujours le même, il n'a pas changé...
> Q – Leur réflexion, c'était, quel est le meilleur moyen, la meilleure politique à suivre pour favoriser l'intégration. Sous-entendu : le rejet hors de l'école provoquera un repli identitaire, et sera donc défavorable à l'intégration.
> R – Et là, il y avait une divergence. Ils étaient donc pour une certaine tolérance, une forme de tolérance, à laquelle Jospin s'est plus ou moins rallié, et qui a conduit à des catastrophes, de mon point de vue, d'un point de vue personnel »[173].

---

172. Voir aussi ce qu'écrit en 1994 le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani : « [...] l'idée de différence a été récupéré par le gauche de la gauche, qui en a fait son cheval de bataille et qui par l'intermédiaire de SOS-Racisme a cherché à s'y ressourcer au contact des jeunes générations » ; Jean-Marie Colombani, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 92

173. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995, (c'est moi qui souligne). Voir aussi Robert Solé, SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1990.

Pour Robert Solé, toute acceptation, fut-elle provisoire, des particularités vestimentaires ou religieuses les plus distinctives et les plus particularistes, même inspirée par une argumentation intégrationniste, entre en contradiction avec la « tradition française » d'assimilation des populations immigrées. Interrogé quelques années plus tard, il considère que la position publique de SOS sur le foulard islamique, qu'il estime être « une forme de tolérance » qui « conduit à des catastrophes », se situe dans la continuité des discours de l'association sur le « racisme » et la « France multiculturelle », paraissant avoir oublié les thèmes « intégrationnistes » défendus à partir de l'Heure de vérité d'Harlem Désir et la notion de « mélange » présente dès l'origine. Il n'est dès lors pas étonnant que Robert Solé juge n'avoir « jamais beaucoup vu les retournements de SOS-Racisme » et soutienne que ses porte-parole ont défendu des idées constantes : une critique « incantatoire » et abstraite du « racisme » et la défense des particularismes des populations immigrées[174], dont « l'affaire des foulards » ne lui paraît constituer qu'une confirmation supplémentaire.

À partir de 1989, la rédaction du *Monde* modifie la façon dont le journal considère SOS-Racisme en publiant plusieurs interviews et tribunes d'Harlem Désir[175]. Cette personnalisation de la couverture du *Monde* tend à faire d'Harlem Désir un acteur public singulier au même titre qu'un responsable politique ou syndical. Cette inflexion du mode de traitement de SOS par *le Monde*, qui a sans doute pour origine le rôle joué par l'association durant la campagne électorale de 1988 et l'élection de Julien Dray à l'Assemblée, confère en retour à SOS un surcroît de légitimité. Elle contribue à faire de SOS-Racisme l'association antiraciste la plus reconnue[176] et à lui donner l'image d'une organisation institutionnalisée qui entend se poser

174. Cette opinion semble partiellement partagée par Philippe Bernard : « Philippe Bernard – SOS a été sur la ligne très foulard, très différence pour le coup..
Q - Mais leurs justifications étaient non différencialistes...
R - Ah oui ?
Q - Ils disaient qu'il fallait qu'elles restent dans l'école républicaine pour pouvoir s'intégrer..
R - Oui, mais enfin, c'est pas ça qu'ont retenu les gens... ». Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993. Il semble entendu, par consensus des observateurs, et en particulier des journalistes, que SOS-Racisme a soutenu des positions « différencialistes ». Cette affirmation une fois acceptée, elle n'est plus remise en cause.

175. *Le Monde* a publié cinq longues tribunes et trois interviews d'Harlem Désir après mai 1988 contre une seule tribune entre 1985 et avril 1988. Voir en particulier, Harlem Désir, Une loi-cadre pour l'immigration, *Le Monde*, 10 novembre 1989, Janus ou la vrai ville, *Le Monde*, 1 mars 1990 et Militer, *Le Monde*, 29 juillet 1990, Un rêve écrasé sous les bombes, *Le Monde*, 29 janvier 1991, et les interviews d'Harlem Désir par Robert Solé (SOS-Racisme veut se donner une dimension internationale tout en privilégiant un militantisme de proximité, *Le Monde*, 17 juin 1988) et par Jean-Yves Lhomeau, 4 juin 1989 et le 12 mai 1991. La plupart de ces tribunes bénéficient d'une « accroche » en première page.

176. Entre 1987 et 1992, SOS-Racisme est deux fois plus cité en moyenne dans les articles du *Monde* que le MRAP, quatre fois plus que la LICRA et dix fois plus que France-Plus (voir Tableau 5). On constate, en outre, que

en interlocuteur des pouvoirs publics en matière de « racisme », d'intégration et de « problèmes des banlieues ».

> « *Philippe Bernard* – Après, il y a eu la période où il était évident que SOS, c'était de la politique. C'était de la politique, c'était Harlem Désir et c'était Julien Dray, beaucoup plus de politique que d'antiracisme au sens classique du mot. Et là, oui, il y a eu un certain nombre d'interviews, mais à mon avis pas plus en 5 ou 6 ans pas plus de 2 ou 3 interviews d'Harlem Désir [...]. C'est le moment où on a vraiment fait apparaître Harlem Désir comme un homme politique ; bon c'est après l'Heure de vérité tout ça. Ça correspond aussi au fait que SOS a changé de cap par rapport au gouvernement [...]. Peut-être parce qu'on avait été trop en retrait au début, après on a en quelque sorte cherché à compenser une fois que SOS faisait plus clairement de la politique et que ça rentrait plus clairement dans nos schémas et dans notre organisation du journal. Ça c'est possible »[177].

> « *Malek Boutih* – Comme par hasard, là où la presse est un peu plus sérieuse, par sa nature un peu plus objective (je prend *Le Monde* par exemple), il y a peut-être eu des critiques contre SOS-Racisme mais il n'y a jamais eu d'effet de mode hypertrophié dans Le Monde. Tout de même au début, on avait très très peu d'articles dans Le Monde quand on revoit par exemple la revue de presse. Il y a peut-être eu quelques articles sur les grands moments de SOS-Racisme bon, un traitement de l'information. Et après cette période là, *Le Monde* nous a beaucoup plus donné de place dans ses pages, sur le fond »[178].

Cependant, cette évolution ne s'accompagne pas d'une transformation de la tonalité des commentaires que les journalistes du *Monde* portent sur l'association. Ceux-ci tendront même à devenir plus négatifs à mesure que, de « l'affaire des foulards » à la Guerre du Golfe, l'image publique de l'association se dégradera. Il n'est cependant pas étonnant que Malek Boutih, vice-président de SOS-Racisme préfère une couverture plus abondante de l'activité de l'association même assortie des critiques discrètes à la façon du *Monde* à l'éreintement que l'association subie dans la presse « de droite », notamment au *Quotidien de Paris*, et à la raréfaction des articles alors manifeste à *Libération*.

---

dans près d'un tiers des cas, la citation du MRAP ou de France-Plus s'accompagne d'une citation de SOS (par exemple dans un appel à manifester commun) contre seulement un cas sur sept pour SOS.

177. Interview de Philippe Bernard, le 10 juin 1993.

178. Entretien avec Malek Boutih, vice-président de SOS-Racisme, le 13 décembre 1990.

Un « bon article » exemplaire

Pourtant, il arrive encore au *Monde* de publier des articles « favorables » à SOS-Racisme. Le 9 janvier 1990, paraît un long article[179] de Bertrand Le Gendre qui, à l'issue de plus d'un mois d'enquête au sein de l'association, dresse un bilan historique de son action[180]. Les acteurs sociaux ont une sensibilité très aiguë pour discerner les critiques même ténues qui leur sont adressées dans la presse et le moindre écart entre l'image qu'ils souhaitent donner d'eux-mêmes et celle que proposent les journalistes[181]. Or l'article de Bertrand Le Gendre a été très positivement perçu par les permanents de SOS et en particulier par Véronique Lambert, responsable des relations avec la presse[182]. L'analyse de cet article nous permettra de comprendre ce qu'en 1990, les responsables de l'association considèrent comme un article favorable, c'est-à-dire la façon dont ils voudraient que les journalistes parlent d'eux[183].

> « *Véronique Lambert* – On a eu une très très grande enquête sur SOS-Racisme dans *le Monde*, l'année dernière. C'est lui qui m'a appelé, " bonjour je voudrais vous voir, je voudrais vous rencontrer, je veux faire une enquête sur SOS ". J'ai dit pas de problème. Je ne le connaissais pas. Il a fait un mois et demi d'enquête, et un truc fouillé, cherché, gratté, j'ai jamais vu ça. D'habitude, j'ai pas l'habitude de ça, c'est rare de voir un journaliste aussi précis, minutieux. Il vérifie toutes les informations que tu lui donnes, il se bouge, il est allé voir plein de comités dans

179. Environ 22.000 signes soit une page entière du journal. Voir Bertrand Le Gendre, À quoi sert SOS-Racisme ?, *Le Monde*, 9 janvier 1990. L'article commençait en outre en première page.

180. Bertrand Le Gendre appartenait en 1974 à la rubrique éducation. En 1985, il est chef adjoint du service société et spécialiste de la justice. Le 17 septembre 1985, il signe avec Edwy Plenel l'article « révélant » l'existence d'une troisième équipe dans « l'affaire du Rainbow Warrior » ; voir Edwy Plenel, Bertrand Le Gendre, Le Rainbow Warrior aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français, *Le Monde*, 17 septembre 1990.

181. Cf., par exemple, la première phrase d'un article écrit par Robert Solé : « Les jeunes immigrés et leurs défenseurs ont un faible pour les tours de France » (Robert Solé, L'intégration en marche, *Le Monde*, 26 octobre 1987). Si un lecteur ordinaire accordera sans doute peu d'attention à une telle « prise de distance », les acteurs concernés, qui lisent avec beaucoup d'attention ce que la presse rapporte de leurs actions, seront sans doute peu satisfaits par le ton employé qui établit d'emblée une distinction entre « les jeunes immigrés » et « leurs défenseurs » et qui tend à remettre en cause, par l'ironie, la pertinence des modes d'action mis en œuvre. Il est souvent difficile de rendre compte de critiques aussi diffuses qui contribuent pourtant à définir la tonalité globale d'un article.

182. Philippe Bernard estime cependant que l'article de Bertrand Le Gendre n'était pas particulièrement bienveillant à l'égard de SOS, parce qu'il considère, semble-t-il, qu'un article jugé « favorable » implique que le journaliste est resté trop proche de ses sources d'information. Philippe Bernard paraît donc penser que le journalisme doit nécessairement être critique :

« Q - Le papier de Bertrand Le Gendre était d'ailleurs assez favorable non ? SOS l'avait beaucoup aimé.

Philippe Bernard – Enfin il était long, mais je ne dirais pas qu'il était favorable. Je crois que le grand danger pour un journaliste, c'est de s'identifier aux sources d'information, aux gens sur lesquels on écrit. [...] Il a fait une vraie enquête, je crois que c'était aussi au moment où on racontait des tas de choses sur l'histoire secrète, hein, c'est au moment où il y a eu ce bouquin qui était sorti [le livre de Serge Malik, *L'histoire secrète de SOS-Racisme*, est en réalité sorti quelques mois plus tard]. Je ne l'ai pas relu récemment, mais je ne pense pas qu'on puisse dire que cet article était favorable. Mais ce n'était pas, en tout cas, un papier qui disait, voilà, SOS, ce n'est pas ce qu'on croit, c'est une société secrète dont le patron est Jean Louis Bianco, je caricature, mais il y a eu des révélations entre guillemets de ce genre quand même » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

183. Pour un autre exemple d'article particulièrement favorable (à propos de l'implantation de la « maison des potes » du Luc dans le Var), voir Guy Porte, La maison des potes ou comment s'en débarrasser, *Le Monde*, 8 août 1990.

> leur locaux. On lui a montré plein de gens. Il est pas resté ici tu vois, il a lu toutes les coupures de presse concernant SOS-Racisme, tous les bouquins, il a été voir les gens autour de SOS. Je lui ai sorti tous mes dossiers de presse. Je lui ai sorti tous les communiqués qu'on avait faits. Enfin bon, un boulot de fou quoi, un mois et demi pour faire son enquête. Alors après, on a dit : “ ah, il a quand même été un peu complaisant avec vous. ” J'ai dit oui, mais contrairement à vous, lui, il a fait une enquête quoi, alors je ne sais pas si on peut appeler ça complaisant, mais en tout cas, il s'est donné la peine de faire au moins une enquête, ce qui n'est pas votre cas. Vous devez faire une enquête, après on en discute quoi »[184].

L'article, qui entend retracer l'histoire de l'association, ne peut éviter de mentionner le passé politique de ses fondateurs. Mais en 1990, Julien Dray et Harlem Désir ne considèrent plus comme une agression la publication de leur origine militante. En l'occurrence, ce rappel n'est d'ailleurs pas conçu comme la « révélation scandaleuse » d'une appartenance politique dissimulée ou d'une manipulation politique, mais comme un engagement politique normal.

> À l'origine de SOS, « il y a Julien Dray, dit Juju », « “ Juif pied-noir ” aguerri par des années de militantisme effréné à la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, il est passé au PS en 1981 avant de devenir député en 1988 ». « Il y a aussi Didier François, dit “ Rocky ”, un “ ex ”pareillement, de la Ligue communiste, aujourd'hui correspondant de *Libération*, et occasionnellement de *L'Express*, en Afrique du Sud [...]. Politiquement, les potes du premier cercle sont proches ou membres du PS, y compris Harlem Désir »[185].

Si Bertrand Le Gendre relève qu'on « rencontre beaucoup de mitterrandiens, sinon de mitterrandistes, et même quelques mitterrandolâtres, à SOS-Racisme », il n'en fait pas une source d'étonnement ou d'interrogation sur la sincérité antiraciste de l'association. Le soutien de François Mitterrand apparaît moins comme une connivence inavouable entre une association antiraciste qui s'est longtemps prétendue apolitique et une personnalité politique de premier plan, comme le dénoncent fréquemment les journalistes du *Quotidien de Paris* ou du *Figaro*, mais comme un partenariat ordinaire entre des acteurs publics ayant des intérêts partiellement convergents. Ainsi, le journaliste estime que « François Mitterrand ne pouvait pas ne pas courtiser une organisation qui, rompant délibérément avec le jeu politique traditionnel, rencontrait un tel succès parmi les jeunes ». L'initiative de la coopération semble d'ailleurs être attribuée au président de la République. SOS est décrite comme une association qui a « inventé une autre façon de faire de la politique », une organisation « rompant délibérément avec le jeu politique », expressions qui, en langage journalistique, sont connotées positivement[186]. SOS-

184. Entretien avec Véronique Lambert, 14 novembre 1990.
185. Bertrand Le Gendre, À quoi sert SOS-Racisme ?, *Le Monde*, 9 janvier 1990. Les citations suivantes seront également issues de cet article.
186. On peut reconnaître ici les traits du « langage de célébration » (particulièrement employé dans l'exercice de la nécrologie) qui, en félicitant un individu pour sa « créativité », son « audace », son esprit « d'indépendance », son « insolence », son caractère « iconoclaste », son mépris pour les « conventions » et les « règles établies », sa volonté de se situer « en marge de toutes les chapelles », « en dehors des sentiers battus », permet au locuteur d'apparaître favorable sans avoir besoin de sembler faire autre chose qu'une description. Ici, le journaliste peut se

Racisme est cependant décrite comme une association « de gauche » et susceptible de servir les intérêts de la gauche.

> SOS « présente aujourd'hui les traits d'un mouvement méta-politique, bien adapté à l'air du temps, que les leaders de la gauche seraient fort sots de ne pas couver (et, de fait, ils se bousculent aux manifestations de SOS-Racisme). Cette affection a été longtemps payée de retour : à la veille de l'élection présidentielle de 1988, Harlem Désir n'a-t-il pas appelé à voter Mitterrand les dizaines de milliers de " potes " réunis sur la pelouse de Reuilly pour un nouveau concert : " toutes les politiques ne se valent pas. Nous avons toujours pensé qu'un jour viendrait où il nous faudrait choisir. Nous y sommes " ».

Mais cette constatation du caractère politique de SOS n'implique pas une condamnation implicite telle qu'on la trouve dans d'autres journaux comme *Le Quotidien de Paris*. Le journaliste donne de SOS l'image d'une association plutôt « à gauche » comme peuvent l'être d'autres mouvements (syndicats, associations de femmes, associations laïques) ou d'autres organisations antiracistes (le MRAP ou la Ligue des droits de l'homme). En 1990, après l'engagement dans les mouvements étudiants de 1986, le soutien à François Mitterrand durant la campagne de 1988 et l'élection de Julien Dray à l'Assemblée nationale, SOS-Racisme n'est plus en mesure de vouloir imposer la même image apolitique qu'auparavant. Le rappel du rôle de l'association dans la réélection de François Mitterrand, loin de constituer une accusation d'engagement politique excessif sonne agréablement aux oreilles de ses responsables en 1990, car il s'agit alors plutôt pour eux d'éviter d'être pris pour cibles par certains responsables socialistes (Jean Poperen ou les membres du courant de Michel Rocard). Bertrand Le Gendre considère même que SOS est doté d'une utilité sociale et politique plus large, celle de lutter contre la dépolitisation des jeunes, bien que ce rôle civique semble profiter surtout à « la gauche » :

> « S'il s'est trouvé des grognons pour railler une " organisation branchée en permanence sur l'Elysée et le Top 50 " (Alain Finkielkraut), il ne fait pas de doute que Harlem Désir et ses amis ont inventé une autre façon de faire de la politique, à l'image d'une jeunesse qui s'en méfie ; un nouveau militantisme est né des méga-concerts organisés par l'association, à la conjonction de l'individualisme d'une génération et des exigences morales de celle-ci [...]. L'organisation inventée par Julien Dray et ses amis a (r)amené à la politique une génération qui s'en défiait. [...] Le succès de l'opération a massivement profité à la gauche : Dans une large mesure, la " génération Mitterrand " est une " pote génération " ».

---

dispenser d'indiquer en quoi SOS « rompt délibérément avec le jeu politique » et selon quelle logique : être « en rupture » avec ce « jeu politique », qui est le « jeu des politiciens » suffit à faire apparaître SOS comme « indépendant » et « autonome ». Pour une analyse de cette technique d'écriture journalistique appliquée aux « intellectuels » par les rédacteurs du *Nouvel Observateur*, voir Louis Pinto, *L'intelligence en action*, *op. cit.*, p. 113-117 (en particulier l'encadré consacré à la figure du « gêneur »).

Ceux qui critiquent les méthodes « médiatico-politiques » de SOS sont qualifiés de « grognons » et tendent à être disqualifiés. Toutefois, le journaliste observe que l'engagement de SOS durant la campagne de François Mitterrand a donné lieu à de nombreuses accusations de « manipulation ». Il ajoute que ceux qui critiquent l'association jugent le financement de l'association trop largement dépendant de fonds publics. Bertrand Le Gendre examine cette accusation pour finalement la trouver peu vraisemblable :

> « Avec le “ ils sont payés par le gouvernement ”, le soupçon d'être depuis toujours une marionnette dans les mains de François Mitterrand est le reproche dont SOS-Racisme doit se défendre le plus souvent. Variante qui conjugue ces deux accusations : des valises bourrées de billets de banque partiraient directement du bureau de Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, dans la caisse des potes. L'impression que laisse SOS-Racisme est plutôt celle d'une association qui vit chichement, pour ses dix-sept mille adhérents revendiqués. Et qui n'hésite pas à ouvrir ses comptes. Selon sa trésorière, son budget pour 1989 aura été de 3 millions de francs, dont une moitié de ressources propres, surtout des dons (de Guy Bedos à Jérôme Seydoux), et une moitié de subventions accordées, comme à beaucoup d'autres associations ayant une action sociale, par diverses administrations. À ce budget de fonctionnement s'ajoute 3 millions et demi de francs alloués par le ministère de la culture pour l'organisation du concert de Juin 1989, esplanade de Vincennes »

Si le journaliste du *Monde* reste prudent en indiquant le budget de SOS « selon sa trésorière » et en parlant « d'adhérents revendiqués », il paraît cependant avaliser les chiffres officiels donnés par SOS en écrivant que l'association « vit chichement » dans un local situé « en haut d'un escalier raide et glacé » du onzième arrondissement, c'est à dire nullement de façon dispendieuse et en contradiction avec le budget annoncé. Il tend ainsi à confirmer aux lecteurs que les légendes sur le financement occulte de SOS-Racisme sont très exagérées. Par ailleurs, Bertrand Le Gendre juge, contrairement à la plupart des commentateurs, que les subventions publiques touchées par l'association sont tout à fait semblables à celles que reçoivent « beaucoup d'autres associations ayant une action sociale » et les considère donc parfaitement normales.

Bernard Le Gendre reconnaît à SOS à la fois un enthousiasme militant et une certaine indépendance dans l'engagement politique. Le fait que beaucoup de militants de SOS appartiennent au Parti socialiste ne lui apparaît donc pas incompatible avec les objectifs antiracistes de l'association. Le journaliste semble d'ailleurs considérer que si Julien Dray est entré au Parti socialiste, c'est plus pour tenter de le renouveler que pour faire de SOS une courroie de transmission du parti : il semble gêner les « éléphants » du Parti.

> « Les plus aguerris des “ potes ” sont désormais potentiellement aspirés par la Nouvelle école socialiste de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, un courant du PS qui prône une alliance “ rouge-rose-verte ”. Avec le même enthousiasme qui l'animait en 1984, Julien Dray parle de “ favoriser, grâce à la Nouvelle école socialiste, l'émergence politique de toute une génération ”.

La suite de SOS en quelque sorte. Mais il s'attaque cette fois à forte partie : les éléphants du PS apprécient modérément qu'on vienne braconner sans permission sur leurs terres ».

L'article souligne que des hommes politiques « de gauche » commencent à critiquer SOS-Racisme et que les relations que l'association entretient avec les dirigeants du parti et en particulier avec les membres du gouvernement de Michel Rocard sont loin d'être bons : SOS est donc présenté à plusieurs reprises comme largement indépendant du PS.

« Harlem Désir : “ un certain nombre de leaders socialistes n'hésitent plus aujourd'hui, à surfer sur un racisme de gauche. ” [...] Où s'arrêtera ce jeu de massacre dont certains dirigeants de l'association, comme Bernard Pignerol, commencent à trouver qu'il coûte cher ? “ désormais, il n'est plus absurde d'être de gauche et d'être contre SOS-Racisme ”. Un comble ! S'il est clair que SOS-Racisme traverse une passe difficile, cette situation, paradoxalement, le sert. À ne devoir compter que sur ses propres forces, l'organisation fétiche du Tout-Paris qui pense, crée ou cause, l'association chérie de François Mitterrand, a gagné en maturité. La fête est finie, mais SOS-Racisme est au travail. Le mouvement des “ potes ” n'était pas un feu de paille. Il s'inscrit désormais dans la durée ».

La présentation que fait Bertrand Le Gendre de l'engagement politique de SOS satisfait donc les responsables de l'association à double titre : d'une part, contre les accusations de manipulation et de manque d'indépendance, l'image que l'article donne de SOS-Racisme est celle d'un mouvement original, « enthousiaste », « qui a inventé une autre façon de faire de la politique » et qui gêne aussi les responsables du Parti socialiste ; d'autre part, il rappelle à ceux qui, à gauche, commencent à critiquer l'association, qu'elle a pu rendre des services par le passé, qu'elle peut encore en rendre dans le futur et donc « que les leaders de la gauche seraient fort sots de ne pas [la] couver ». Association ancrée à gauche mais remuante et indépendante, c'est une image qui, en 1990, convient parfaitement aux responsables de l'association.

En outre, Bertrand Le Gendre souligne que l'association a acquis depuis quelques mois une nouvelle légitimité, celle du terrain. La composition de SOS-Racisme se serait modifiée pour représenter plus fidèlement qu'auparavant les immigrés et en particulier l'immigration maghrébine :

« Sociologiquement, SOS-Racisme a évolué, une évolution dont Harlem Désir s'irrite parfois [...] qu'elle ne soit pas assez perçue : “ faut-il que je rappelle que les deux vice-présidents sont des jeunes issus de l'immigration maghrébine et que la trésorière l'est également ? ” [...] Ce poids pris à SOS par les maghrébins d'origine à provoqué quelques frictions dues à la coexistence, au sein de l'association, de pro-sionistes et de pro-palestiniens. On s'est beaucoup engueulé à propos de l'Intifada, il y a eu quelques ruptures puis les choses sont rentrées dans l'ordre. Il suffit de circuler dans les banlieues, de la Seine-Saint-Denis aux cités du nord de Marseille, pour se rendre compte que SOS-Racisme colle davantage, depuis cette évolution, à la morne réalité du terrain ».

Cette évocation des transformations de la composition de l'association et de sa direction, fait écho à deux critiques couramment adressées à SOS-Racisme par certaines associations « beurs » : celle de ne pas comporter suffisamment de militants et de responsables « issus de l'immigration maghrébine » et celle d'être trop sensible à l'influence de l'UEJF et de son président Eric Ghébali, en particulier sur la question des relations entre Israël, l'O.L.P. et les pays arabes. Les beurs de SOS n'apparaissent pas ici comme des « beurs de service », que l'association pousserait devant les caméras mais qui ne joueraient qu'un rôle subalterne dans sa direction (reproche que les associations « beurs » leur ont souvent fait), mais au contraire comme de vrais militants capables de « s'engueuler » avec les membres de l'UEJF appartenant souvent à SOS depuis sa fondation[187].

Parallèlement à ce changement dans la composition de SOS-Racisme, Bertrand Le Gendre considère que l'association transforme ses modes d'action et qu'elle devient moins « médiatique », en réponse aux critiques qui l'accusaient de n'exister que devant une caméra de télévision. Selon le journaliste, SOS commencerait donc à situer son action « sur le terrain », en banlieue et dans les cités, là où vivent les populations « issues de l'immigration ». Bien que les responsables de l'association émettraient sans doute quelques réserves devant cette présentation de la « nouvelle légitimité » de SOS qui fait remonter leur « début d'enracinement » à une date récente, ils sont cependant plutôt satisfaits de se voir décerner un brevet d'authenticité et d'implantation sur le terrain :

> « Du coup, SOS a changé. Longtemps virtuose du tam-tam médiatique, la voilà désormais aux prises avec la réalité moins riante de l'immigration. Si la tâche est titanesque, elle ne semble pas effrayer SOS-Racisme qui commence à ouvrir ici ou là des “ maisons des potes ” destinées à prouver que “ l'intégration, ça marche quand on s'en occupe ”. Mi-maisons de quartiers, mi-MJC, ces “ Maisons des potes ” [...] offrent aux habitants déracinés des cités HLM les services les plus divers : depuis les cours de rattrapage pour les gosses maghrébins scolairement en perdition, jusqu'à la vente de billets pour concerts de rock. Ce début d'enracinement dans les banlieues explique que SOS-Racisme n'ait désormais qu'un mot à la bouche, fruit de cet empirisme de terrain : l'intégration ».

187. Pour un autre exemple d'article permettant à SOS de mettre en évidence sa « représentativité » « beur », voir Danielle Rouard, « Après tout, on n'est pas des chiens », *Le Monde*, 17 mars 1990. Il s'agit du récit de la manifestation qui suit le « meurtre raciste » de Magid à Roanne en mars 1990 où l'on peut voir la mère de la victime défiler avec Harlem Désir : « Trottinant aux côtés d'Harlem Désir, elle tient à la main la carte d'identité de Magid, son fils tué à Roanne le week-end dernier. « Assassiner les enfants des autres c'est raciste. Après tout, on n'est pas des chiens », murmure-t-elle avant de détourner la tête. Cette mère en deuil est venue de Roanne pour manifester en tête du défilé organisé par SOS-Racisme jeudi 15 mars, dans la capitale. Serrée dans son imperméable rose, un keffieh autour du cou pour ne pas prendre froid, au coude à coude avec sa famille et les camarades de lycée de Magid, elle scande: " Assez, assez de crimes. Egalité, justice pour tous. » [...] Le saxophoniste Manu Dibango et le chanteur Jean-Jacques Goldman suivent la marche, de la place Saint-Michel à celle de la Bastille. « Eux sont toujours avec nous, contre le racisme. », explique une jeune beur à sa copine qui brandit vaillamment un drapeau blanc, le symbole choisi pour ce défilé. »

SOS se trouve ainsi justifié sur le plan de son action concrète et de son implication sur le terrain. Bertrand Le Gendre propose alors un résumé des thèses de SOS sur l'affaire du foulard islamique, qui n'en fait pas une défense dogmatique d'un « droit à la différence » abstrait, mais une prise de position « empirique » dictée par la connaissance réelle du « terrain » :

> « Le même empirisme explique la réaction de SOS-Racisme à propos du port du foulard islamique à l'école publique, réaction que Harlem Désir s'est époumoné, ces dernières semaines à exposer : si on laisse faire, “ le jean finira par l'emporter sur le tchador ” ; “ les religions ne se développent jamais aussi bien que dans les catacombes ”, etc. Peu sensibles à ces formules que le président des “ potes ” usine si bien, nombre “ d'intégristes de la laïcité ” comme on dit sous cape à SOS-Racisme, se sont éloignés de celles-ci ».

SOS n'apparaît donc ni comme un mouvement « différencialiste », ni comme un mouvement favorable au port du foulard mais simplement comme une organisation qui a une conception particulière de la meilleure façon de faire disparaître les foulards de l'école. Résumant le portrait qu'il vient de consacrer à SOS-Racisme, Bertrand Le Gendre écrit :

> « Ebranlée par les succès du Front national, désespérant de la gauche, SOS-Racisme n'a pourtant rien perdu de son punch. La boutique tourne, tandis que le mouvement s'enracine petit à petit dans les cités d'HLM. Ce qu'elle a cédé en scintillement cathodique, l'association d'Harlem Désir l'a gagné en densité. Surgie sans crier gare, il y a cinq ans, du cerveau et des tripes de jeunes vieux routiers du militantisme, elle fait désormais partie du paysage politique, qu'elle a bousculé. [...] Le racisme, qui résiste aux chansons et aux bon sentiments, est toujours là. “ SOS ” aussi, qui s'est convaincue qu'elle avait affaire à un gros morceau et en a tiré les conséquences, quitte à heurter quelques-uns de ses amis d'hier ».

L'article en forme de bilan de Bertrand Le Gendre passe donc en revue l'ensemble des critiques souvent adressées à l'association concernant son caractère politique, son mode de financement, sa faible représentativité et son « implantation sur le terrain » réduite. Le propos du journaliste du *Monde* est parfois très proche de ce qu'écrivent à la même époque ses confrères du *Figaro* ou du *Quotidien de Paris*, en particulier concernant l'engagement politique des responsables de l'association ou les subventions publiques reçues par SOS. Toutefois, les informations qu'il donne sont toujours connotées positivement : cas apparemment exceptionnel dans sa profession, Bertrand Le Gendre ne semble pas considérer comme scandaleux, pour un mouvement antiraciste, de « faire de la politique », ni pour une association, d'être subventionnée. Il reconnaît en outre à SOS deux qualités que la presse lui dénie souvent, celle d'être relativement indépendant du PS et celle d'être une association qui « commence à s'enraciner » dans les banlieues. Il n'est donc pas étonnant que cet article ait été très favorablement accueilli par les permanents de SOS-Racisme, puisque l'image qu'il présente de l'association est, à bien des égards, celle qu'ils souhaiteraient donner.

L'enquête de Bertrand Le Gendre reste pourtant isolée parmi les articles consacrés à SOS publiés par *le Monde*. S'il est probablement le journaliste qui connaît le mieux l'association, il n'est pas quotidiennement en charge des « problèmes de l'immigration », qui demeurent couverts par Robert Solé et Philippe Bernard. Cet article n'annonce donc nullement une évolution de la tonalité des articles du *Monde* à l'égard de l'association. Quelques mois plus tard, Robert Solé juge que « SOS-Racisme cherche un second souffle » et estime qu'il « traverse un moment difficile. Le mouvement ne s'est toujours pas remis de l'affaire des foulards. D'un conflit local, à Creil, il avait contribué – avec le MRAP – à faire un débat national, mettant l'accent sur le racisme anti-arabe, sans tenir compte des autres aspects (intégrisme musulman, statut de la femme, etc.) auxquels beaucoup de Français, à gauche comme à droite, allaient être très sensibles. SOS a ensuite légèrement rectifié le tir, en insistant sur le rôle irremplaçable de l'école publique pour " résister à l'obscurantisme ". Mais il était un peu tard »[188]. Le journaliste ajoute que « [...] Le mouvement est victime aussi du discrédit qui frappe l'ensemble de la classe politique. [...] Nul n'ignore d'ailleurs ses liens avec certains cercles socialistes et ses bonnes relations avec l'Elysée »[189].

Le codage réalisé fait apparaître une nette augmentation du nombre d'articles codés négatifs consacrés par *le Monde* à l'association à partir de « l'affaire du foulard » (voir tableau 1). Entre mai 1988 et septembre 1989, 34 % des articles du corpus ont été codés positifs contre aucun codé négatif ; entre octobre 1989 et le 15 janvier 1991, si 39 % des articles sont encore codés positifs, 11 % apparaissent négatifs ; entre le 16 janvier 1991 et décembre 1992, 22 % des articles sont codés positifs et 22 % négatifs[190]. On constate en outre une diminution globale du nombre d'articles citant SOS qui passe de 50 à 21 entre 1989 et 1991 dans le corpus et de 146 à 110 durant la même période selon la recherche sur le CD-Rom (voir tableau 5). Si les articles codés « favorables » sont encore nombreux[191], y compris parfois sous la signature de Robert Solé[192] et surtout de Philippe Bernard[193], la tonalité du journal est cependant nettement plus

188. Robert Solé, SOS-Racisme cherche un second souffle, *Le Monde*, 28 avril 1990.
189. *Ibid.* Voir aussi ci-dessus page 125 note 91, page 145 citation relative à la note 152 et page 151, citation relative à la note 173. Le public ignore d'autant moins ces « liens » que les journalistes contribuent à constituer cette information comme « importante » et comme devant nécessairement être rappelée dans tout article d'un peu d'ampleur consacré à l'association.
190. Parmi les sept articles codés positifs entre janvier 1991 et décembre 1992 (voir tableau 1), l'un d'entre eux est une tribune d'Harlem Désir, l'autre une interview de celui-ci, c'est-à-dire qu'il n'y a que cinq articles codés positifs qui sont issus de la rédaction du *Monde*.
191. Voir notament Jean-Jacques Bozonnet, SOS-Racisme mobilise contre les « idées molles » de la classe politique, *Le Monde*, 2 mai 1990 ; Pascale Robert-Diard et Nathaniel Herlzberg, Les potes sous la pluie, *Le Monde*, 12 juin 1990.
192. Robert Solé accueille ainsi avec intérêt le concours d'architecture organisé en avril 1990 par SOS pour favoriser l'intégration et le désenclavement des quartiers par des projets d'urbanisme : « Le président de SOS-Racisme constate qu'il « reste toujours un petit brin de vie et d'espérance, même dans les quartiers les plus mal en point ». Pour favoriser l'intégration, ajoute-t-il, « la France ne manque ni d'idées ni de bonne volonté ».

critique qu'auparavant, tandis que la part du *Monde* dans l'ensemble des articles consacrés à l'association tend à décroître entre 1989 et 1992[194]. Alors que nous avons pu souligner que la critique de SOS se faisait avant « l'affaire des foulards » sur un mode allusif, et sans toujours citer directement l'association, les journalistes tendent à prendre moins de précautions envers l'association après la polémique de Creil et à adopter un ton critique beaucoup plus direct qu'auparavant.

Les prises de position de l'association durant la Guerre du Golfe vont encore accentuer la tonalité critique de la couverture du *Monde*. La rédaction du journal tend à donner la parole à des acteurs qui mettent en cause la participation d'Harlem Désir et de SOS-Racisme aux manifestations contre la guerre[195] et publie plusieurs articles détaillant les dissensions que les positions pacifistes de l'association provoqueraient en son sein[196]. Il est cependant difficile pour

---

Beaucoup sont déjà à l'œuvre à vrai dire. Ces « architectes de l'intégration » – pas tous architectes, loin de là – travaillent souvent dans l'ombre avec peu de moyens. Peut-être faudra-t-il à l'avenir privilégier les réalisations plutôt que des projets ». Robert Solé, Les architectes de l'intégration, *Le Monde*, 20 avril 1990.

193. Ainsi, après les démissions de plusieurs parrains de SOS-Racisme au moment de la guerre du Golfe, Philippe Bernard estime que l'association « devrait rebondir et modifier sensiblement son profil. Les démissions des « parrains », parmi lesquels l'écrivain Bernard-Henri Lévy, de Guy Konopnicki et de George-Marc Benamou, directeur du mensuel Globe, n'ont pu être vécues que comme un lâchage des intellectuels juifs. Par contre-coup, certains beurs, qui soupçonnaient parfois SOS de trop grande sympathie pour l'intelligentsia juive, pourraient s'en rapprocher, séduits par ses positions sur la guerre du Golfe et son indépendance à l'égard du gouvernement socialiste dont la cote est en baisse chez les jeunes issus de l'immigration. Dans ce contexte nouveau, SOS-Racisme entend se recentrer sur son public traditionnel, celui des victimes de l'exclusion sociale et du racisme, les familles d'origine maghrébine en particulier, et remobiliser son réseau de comités locaux. [...] Bien plus encore que l'Intifada et l'affaire du foulard, la guerre du Golfe secoue brutalement SOS. Mais cette fois, les bonnes fées qui s'étaient penchées sur les « potes » semblent envolées, et le gouvernement se bat dans le camp d'en face ». Philippe Bernard, Le recentrage de SOS-Racisme, *Le Monde*, 7 février 1991. Voir aussi Philippe Bernard, De la Bastille à la Nation, « Le Pen, la haine, y en a marre », 28 janvier 1992, et Le tour de France des banlieues, *Le Monde*, 25 janvier 1992.

194. La part du *Monde* dans l'ensemble des articles du corpus passe de 31 % en 1989 à 14 % en 1992 (voir tableau 2, p. 80).

195. Voir Guy Konopnicki, La dérive de SOS, *Le Monde*, 2 février 1991 : « en quelques jours, le dogmatisme d'une dérive politique vient de marginaliser SOS-Racisme. Les dirigeants de l'association ont craint de se couper d'une base qu'ils croyaient soulevée par le pacifisme. Ils ont, depuis, en une synthèse étrange, décrété la liberté de « militance ». [...] Voici qu'en ce turbulent mouvement qui devait rénover tant de choses, on vote des synthèses et des compromis, à la manière du PS, version congrès de Rennes ! SOS-Racisme peut bien s'allier avec les Verts qui, désormais, lui sauront gré d'avoir renouvelé une espèce menacée, les éléphants. Ces jeux sont dérisoires et indignes. Ils marquent la fin d'une dynamique. SOS-Racisme n'est pas cette fois au rendez-vous ». Voir aussi quelques jours plus tard l'interview de Arezki Dahmani par Robert Solé, *Le Monde*, 8 février 1991 : « *Robert Solé* – France-Plus s'était opposé au port du foulard islamique à l'école, se démarquant ainsi de SOS-Racisme. Aujourd'hui, contrairement à Harlem Désir, vous n'avez pas participé à des manifestations contre la guerre... *Arezki Dahmani* – Pendant des années on a traité du racisme comme d'un sujet de mode, alors qu'il aurait fallu répondre aux problèmes concrets avant qu'ils ne conduisent à des situations explosives. SOS n'a jamais cessé de s'abriter sous le parapluie de l'antiracisme et d'une conception sélective des droits de l'homme, tout particulièrement sur la question palestinienne ».

196. Olivier Biffaud, SOS-Racisme traverse sa crise la plus grave, *Le Monde*, 20 janvier 1991 « Jeudi 17 janvier, Quatre personnalités ont claqué la porte [de SOS-Racisme. Il s'agit de Pierre Bergé, de Georges-Marc Benamou, de Bernard-Henry Lévy et de Guy Konopnicki]. [...] Ces quatre personnalités jugent « innacceptable » et « irresponsable » « l'alignement de fait sur un discours où l'on retrouve les munichois d'hier et d'aujourd'hui ». Quelques heures auparavant, SOS-Racisme avait appelé à une manifestation, interdite par le préfet de police de Paris [...]. Ce rassemblement avait été convoqué par « l'appel des 75 », que domine largement l'appareil du PCF ainsi que celui de la CGT. « Désolé de ces départs », M. Harlem Désir a répliqué sur un mode qui témoigne d'un

le journal *le Monde* de critiquer ouvertement les organisations qui ont pris des positions « pacifistes » sans apparaître se départir de son attitude « d'objectivité ». Notre hypothèse est que pour mettre en cause une association antiraciste, qui bénéficie généralement d'un préjugé favorable, il est nécessaire de justifier publiquement la pertinence des critiques. En outre, la position de nombreux médias ou acteurs publics leur rend difficile l'utilisation de certains arguments critiques ; ainsi les journalistes du *Monde* ou de *Libération*, même s'ils considèrent que SOS-Racisme est trop proche du Parti socialiste ou trop « à gauche » alors qu'ils souhaiteraient un antiracisme plus « œcuménique », ont plus de mal que leurs confrères du *Figaro* ou du *Quotidien de Paris* à formuler une critique à partir de cet argument. Lorsque, jour après jour, SOS-Racisme organise des manifestations pour protester contre l'*apartheid* en Afrique du Sud ou contre les « crimes racistes », c'est-à-dire incarne et défend des causes difficilement critiquables dans le contexte politique français, les acteurs publics ou les journalistes qui cherchent à mettre en cause l'association sont donc contraints de trouver des angles d'attaque pertinents pour espérer être entendus. La critique de la défense du « droit à la différence » qu'aurait soutenue l'association avant 1987 puis lors de « l'affaire des foulards » est un moyen d'obtenir un tel « angle critique » pour mettre en cause une organisation antiraciste sans faire apparaître de motifs d'ordre politique. De nombreux journalistes utiliseront ainsi les livres de Pierre-André Taguieff pour critiquer, au nom d'un antiracisme mieux compris, les « incohérences » du discours des associations antiracistes et en particulier les effets pervers supposés de la défense du « droit à la différence »[197]. Si Pierre-André Taguieff n'a jamais écrit

---

certain embarras ». L'auteur considère par ailleurs que « le président de SOS-Racisme s'efforce à présent de rétablir une image dégradée » et qu'en créant le mouvement « La paix maintenant », « l'organisation de M. Désir va tenter un rétablissement ». L'auteur semble donc, sans toutefois l'écrire clairement, donner subtilement tort à Harlem Désir, qu'il considère « embarrassé » et à SOS-Racisme dont l'image est jugée « dégradée », pour avoir participé à une manifestation pacifiste « interdite » conduite par une organisation « [dominée] largement [par] l'appareil du PCF ». L'article est en outre accompagné de deux encadrés, l'un indiquant que « deux Français sur trois approuvent l'intervention », l'autre reprenant une déclaration de Marek Halter qui écrit : « je me suis toujours opposé à la tentation politicienne de certains de ses dirigeants. Leur ralliement aujourd'hui aux thèses les plus rabâchées et leur complicité, même involontaire, avec Jean-Marie Le Pen, me révulse ». Voir aussi Olivier Biffaud, SOS-Racisme fait machine arrière, *Le Monde*, 24 janvier 1991 et deux articles non signés : Plusieurs personnalités quittent SOS-Racisme, *Le Monde*, 19 janvier 1991 et Le chanteur Patrick Bruel quitte SOS-Racisme, *Le Monde*, 29 janvier 1991. Voir aussi la tribune d'Harlem Désir qui défend la position de l'association : Harlem Désir, Un rêve écrasé sous les bombes, *Le Monde*, 29 janvier 1991.

197. Voir Eric Conan, Vous avez dit école laïque, L'Express, 27 octobre 1989 : « SOS-Racisme avait pourtant entrepris une véritable révolution culturelle, quand Harlem Désir, lors de son « Heure de vérité », en août 1987, abandonnant cette thématique du « droit à la différence » au sein d'une société multiculturelle, choisissait celle de l'intégration à une nation comme communauté de destins rassemblés autour des valeurs républicaines de l'égalité des droits et des devoirs. Or Harlem Désir vient de *retomber dans l'ornière du « différencialisme culturel »*. Invoquant la « liberté de conscience » pour dénoncer la position du principal de Creil, il s'oppose radicalement à Arezki Dahmani, président de France-Plus, qui estime que, « en aucun cas, au nom du pseudo-droit à la différence, on ne doit introduire la confusion ni l'affrontement à l'école [...] », (souligné par moi). Sur la question de la défense du « droit à la différence » par SOS-Racisme voir ci-dessous p. 795.

que SOS-Racisme était coupable d'avoir tenu un discours « différencialiste »[198], la publication de son livre *Face au racisme*, après la guerre du Golfe[199], lui donne l'occasion, au cours des nombreuses interviews qu'il donne alors, de critiquer publiquement l'association en utilisant d'autres arguments :

> « Les mobilisations antiracistes des années 80 se donnaient en effet pour objectif de stopper la progression du Front national : l'antiracisme de la dernière décennie aura été pour l'essentiel un mouvement anti-lepéniste, dont l'action s'est concentrée sur l'illégitimation d'un parti et de son leader (Le Pen), supposés incarner " le racisme ". Or en dépit des sanctions judiciaires, des discours conjuratoires et des rassemblements expiatoires, le parti de la " haine organisée " n'a point disparu de l'espace politique français. [...] L'instrumentation politique de l'antiracisme a permis à certains courants et à certaines formations, et pas seulement à gauche, de se donner une identité idéologique de substitution, au même titre que le pacifisme inconditionnel, le tiers-mondisme ou l'antisionisme démonologique. [...] La mobilisation antiraciste des années 80 a été pour l'essentiel une mobilisation par le haut, à la fois politisée et fortement médiatisée (fêtes et spectacles). Les grands rassemblements et les coups sans lendemains ont contribué à disqualifier le militantisme au quotidien. La " juvénilisation " du mouvement antiraciste, symbolisé par SOS-Racisme, a vite trouvé ses limites, non seulement en raison de sa stratégie de parrainage par des stars médiatiques qui lui conférait un parfum à la fois élitiste et apolitique (un " fan-club " antiraciste), mais encore du fait que, lancé comme une mode, l'antiracisme ne pouvait que se démoder (à partir de 1989) »[200].

---

198. Pierre-André Taguieff considère d'ailleurs aujourd'hui que son analyse critique des discours antiracistes a été utilisée par les journalistes au gré de « leurs fantasmes » : « *Pierre-André Taguieff* – Ce n'est pas de ma faute si les journalistes, à partir, disons de ma position critique légitime pour l'intérieur, m'ont attribué leurs fantasmes. Je me souviens d'une histoire avec Eric Conan. Eric Conan avait eu une polémique avec SOS-Racisme, il les avait traités de différencialistes [il s'agit de l'article *Vous avez dit école laïque* paru dans *L'Express* du 27/10/1989, cité ci-dessus]. Dans mes analyses, encore une fois, le différencialisme n'est pas une insulte, c'est une certaine conception qui a sa légitimité, dont je pense avoir montré les effets pervers. Tout cela est devenu quasiment une vulgate [...]. Alors bon, il se trouve que la réception de ma critique a été extrêmement grossière, [...] je n'en suis pas étonné outre mesure. Eric Conan avait cru lire, avait cru comprendre que le péché majeur de SOS-Racisme était le différencialisme. Alors je lui ai dit que non. Je lui ai dit tu te trompes, et je lui ai montré un certain nombre de textes montrant qu'en fait ils oscillaient, et que bon ils ne maîtrisaient pas leur langage, leurs métaphores, les représentations dans lesquelles ils puisaient. Ils puisaient si vous voulez à plusieurs sources : ils entendaient Adil Jazouli et c'était banlieue, banlieue, ils entendaient Taguieff, ils devenaient républicains, le lendemain ils voyaient Touraine ou Wieviorka et ils devenaient communautaristes etc. Bon, c'est quand même affligeant » ; entretien avec Pierre-André Taguieff, 7 décembre 1994. On peut cependant penser que si les journalistes ont pu conserver « leurs fantasmes », c'est en partie parce que Pierre-André Taguieff n'a jamais publiquement démenti que le discours de l'association ait eu un caractère essentiellement « différencialiste ». En outre une analyse suivie des écrits et déclarations des porte-parole de SOS ne montre pas une oscillation entre différentes positions empruntées à quelques intellectuels mais au contraire, à partir de 1987, le maintien de thèmes assez constants qui correspondent aussi aux logiques propres aux luttes politiques auxquelles participe.

199. L'éloignement entre SOS-Racisme et Pierre-André Taguieff qui animait l'Observatoire de l'antisémitisme a pour origine des prises de position divergentes lors de la guerre du Golfe : « *Pierre-André Taguieff* – Alors évidemment, la guerre du Golfe a tout fait capoter parce que la Guerre du Golfe a produit une attitude chez Harlem Désir, enfin SOS-Racisme, une attitude d'une ambiguïté insoutenable, parce que je me souviens très bien d'avoir eu une longue conversation avec Harlem Désir, après la guerre du Golfe. [...] [Leurs] arguments étaient des arguments politiques, de plus ou moins bonne qualité mais qui, en tant qu'intellectuel, moi, je n'intervenais pas en tant que politique, m'ont sur le moment scandalisé. [...] Donc ça s'est plus ou moins, pas envenimé, mais il y a eu une espèce d'éloignement progressif, non-dit, je n'ai même pas démissionné officiellement de la présidence de l'Observatoire (de l'antisémitisme], mais disons que je n'avais plus envie de travailler dans ce milieu, dans une telle ambiguïté [...] » ; entretien avec Pierre-André Taguieff, 7 décembre 1994.

200. Pierre-André Taguieff interviewé par Robert Solé et Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 10 avril 1991, texte repris dans Pierre-André Taguieff, L'action antiraciste, in Michel Wieviorka (dir.), *Racisme et modernité*, Paris, La découverte, 1993, p. 371 et 384. Pierre-André Taguieff n'indique dans aucune des interviews qu'il donne après la publication de *Face au racisme*, que des divergences concernant la guerre du Golfe sont à l'origine de sa rupture

En donnant la parole à Pierre-André Taguieff ou en utilisant la critique de l'antiracisme et du « différencialisme » développée dans *La force du préjugé*, les journalistes du *Monde* peuvent adopter une position critique à l'égard de SOS-Racisme sans paraître mettre en cause une association qui n'aurait pas démérité dans la poursuite de ses objectifs « antiracistes ». En effet, l'utilisation du thème du différencialisme permet de considérer SOS-Racisme comme une association « communautariste » dont l'action contribue à organiser les immigrés autour de leur appartenance ethnique, puis à dresser ces communautés les unes contre les autres selon le répulsif « modèle américain ». De même, la critique de Pierre-André Taguieff de la « médiatisation » et de la « juvénilisation » de l'antiracisme contribue à souligner l'inutilité et la nocivité de l'antiracisme développé par SOS. Ces mises en cause forment une véritable injonction, adressée aux vrais antiracistes, de se détourner d'une association dont l'action apparaît aussi contre-productive. Cette critique de l'antiracisme se révèle plus destructive que ne semble le souhaiter Pierre-André Taguieff, car entre 1991 et 1992, SOS-Racisme est désigné dans la presse comme étant en partie responsable de l'augmentation de l'influence du Front national et du développement des idées « racistes ». Il semble donc désormais impossible de soutenir une action antiracisme. Ainsi, voici comment Philippe Bernard rend compte (sans ironie apparente) d'un colloque intitulé « trois jours sur le racisme » organisé par le mensuel Passages et la Maison des Sciences de l'Homme[201] :

> « Peut-on encore lutter contre le racisme et la xénophobie sans se jeter dans la gueule du loup ? La question taraude bien des militants antiracistes qui craignent que la simple évocation des questions ethniques ou d'immigration ne fasse le jeu de l'extrême droite. [...] “ On a parlé du racisme à tort et à travers. Il arrive que les mots créent une partie de la réalité qu'ils prétendent décrire ” a estimé Marc Augé. [...] M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, [...] n'a pas hésité à égratigner “ certains antiracistes convaincus ” qui en arrivent à “ forcer le trait et à porter « des accusations non fondées qui ne servent pas leur cause ”. M. Marchand a ainsi estimé que sur les 500 meurtres dénoncés comme racistes durant les cinq dernières années, dix seulement ont pu être recensés comme tels. [...] Le colloque a ainsi implicitement appelé les organisations antiracistes, dont aucune n'avait été invitée, à faire leur autocritique, pour sortir de l'impasse »[202].

Cependant, jusqu'en 1991, on ne peut pas dire que le journal *le Monde* soit devenu hostile à SOS. Le nombre des articles codés positifs reste supérieur à celui des articles codés négatifs jusqu'en 1990 (voir tableau 1). Ce n'est qu'à partir de la guerre du Golfe que le nombre d'articles du *Monde* codés positifs baisse significativement. L'évolution semble se faire en trois phases :

---

avec SOS-Racisme. Il utilise donc pour critiquer SOS des arguments différents de ceux qu'il emploie pour justifier sa rupture avec l'association.

201. Les actes du colloque ont été publiés dans Michel Wieviorka (dir.), *Racisme et modernité, op. cit.*

entre l'élection présidentielle de 1988 et le début de « l'affaire des foulards » en octobre 1989, la part des articles codés positifs décroît tandis qu'augmente celle des articles codé neutres ; à partir de novembre 1989 apparaissent des articles codés négatifs mais qui restent cependant moins nombreux que les articles codés positifs ; enfin après la guerre du Golfe, il y a autant d'articles codés négatifs que positifs. Dans le tableau récapitulatif 6, nous considérons que la couverture du *Monde* peut être estimée « positive » jusqu'à l'élection présidentielle, puis « neutre » entre celle-ci et le début de la guerre du Golfe et enfin « négative » jusqu'à la fin de 1992.

Tableau 6

Période/ Polarité	1985/03-1986	03-1986/22-08-1987	22-08 1987/05-1988	06-1988/09-1989	10-1989/15-01-1991	16-01-1991/ 1992
polarité	+	+	+	neutre	neutre	–

Orientation des articles du journal *le Monde* vis à vis de SOS

Conclusion

La popularité de SOS-Racisme – mesurée, par exemple, à sa capacité à faire porter ses badges ou ses autocollants dans les manifestations antiracistes, ou encore au nombre de comités “ Stop-racisme ” qui apparaissent ou maintiennent leur activité – semble très sensible à ce que les journaux publient à son propos, sans doute en partie parce que la plupart des gens ne connaissent et ne jugent son action qu'à travers les comptes-rendus et les appréciations des journalistes. L'étude de la couverture que *le Monde* a consacrée à l'association a permis de mettre en lumière l'importance du rôle des journalistes dans la définition de l'orientation des articles. Toutefois, cette autonomie relative des journalistes dans le traitement de leur objet ne s'exerce que dans la mesure où ils satisfont aux exigences de mise en forme de l'offre journalistique de leur rédaction. Ainsi, ce n'est que lorsque la ligne défendue par le journaliste entre en contradiction avec les choix de couverture de la rédaction ou avec le ton global propre au titre, que la hiérarchie du journal est susceptible d'intervenir. Dans le cas de la couverture de SOS-Racisme par *le Monde*, le responsable du service société, chargé ordinairement de traiter des « problèmes de l'immigration » était également le défenseur d'une ligne éditoriale critique

202. Philippe Bernard, Changer l'antiracisme, *Le Monde*, 9 juin 1991.

envers l'association. On peut faire l'hypothèse que l'organisation interne du journal *le Monde*, qui accorde aux journalistes une autonomie relative plus forte que dans d'autres titres[203], rendait difficile l'intervention de la hiérarchie de la rédaction ou de journalistes issus d'autres services dans la couverture de SOS-Racisme, considérée comme relevant de la compétence du seul service société[204]. Une telle intervention aurait sans doute pu être justifiée dans un contexte d'opposition politique forte (par exemple avant des élections) lorsque la rédaction du journal est susceptible d'imposer une ligne politique cohérente à ses journalistes. Or, en dehors d'une courte période avant les élections présidentielles de 1988, la rédaction du *Monde* cherche au contraire à se démarquer d'une image publique trop proche des responsables gouvernementaux socialistes et n'est donc nullement disposée à se montrer ouvertement favorable à une organisation qui apparait au *Monde* soit trop « à la mode » soit trop « liée » au PS.

Toutefois, il faut souligner que Robert Solé et Philippe Bernard ont toujours mis en cause SOS-Racisme « à la façon du *Monde* », « c'est-à-dire avec une certaine retenue, une certaine prudence, en attendant de voir »[205]. *Le Monde*, contrairement au *Quotidien de Paris* ou au *Figaro*, n'a jamais été en première ligne dans la dénonciation de la « politisation » de l'association, de son mode de financement « gouvernemental » ou de son manque « d'implantation » dans les banlieues. Ainsi, la couverture du *Monde* consacrée à SOS reste abondante et courtoise entre 1985 et 1988, pour devenir progressivement plus critique à partir de 1989 et de « l'affaire des foulards ». Ce n'est que lorsqu'une large partie de la presse et de la classe politique « de gauche » aura changé d'attitude à l'égard de SOS-Racisme que *le Monde* accentuera sa mise en cause, contribuant ainsi à officialiser un nouveau « consensus » public sur l'organisation. Ce retournement dans le jugement que les journaux « de gauche » et *le Monde* portent publiquement sur SOS se révélera particulièrement néfaste pour l'association : l'unanimité critique de la presse permettra aux journalistes de la télévision, paralysés jusqu'alors par leur obligation de « neutralisation » politique, de faire des reportages plus désobligeants

---

203. En règle générale, le journaliste spécialisé dans un secteur particulier écrit la plupart des articles touchant à son domaine, ce qui donne à la couverture du *Monde* une importante homogénéité mais qui induit également une certaine univocité de point de vue. Voir Jean G. Padioleau, *« Le Monde » et le « Washington Post », op. cit.*, p. 218 : « La production témoigne d'un certain respect des plates-bandes de chacun. [Lors de l'élection présidentielle de 1981], en moyenne un seul rédacteur est à l'origine d'au moins 70 % des papiers portant sur un candidat ».

204. Au sein de la rédaction du *Monde*, les chefs de services disposent d'une forte autonomie vis-à-vis de la rédaction en chef et d'un pouvoir important sur les journalistes : « *Daniel Vernet* – Oui, c'est vrai, [au *Monde*] la hiérarchie est très forte. Il faut trouver l'équilibre entre le pouvoir de la haute hiérarchie et celui des chefs de services, traditionnellement fort ici car *le Monde* est un journal de spécialiste » ; interview de Daniel Vernet, ancien rédacteur en chef du *Monde* cité in Yves Roucaute, *Splendeurs et misères...*, *op. cit.*, p. 186. Sur les relations hiérarchiques au sein du *Monde* voir aussi Jean G. Padioleau, *« Le Monde » et le « Washington Post »*, *op. cit.*, p. 228-331.

205. Entretien avec Robert Solé, 11 septembre 1995, voir page 96 citation relative à la note 8.

qu'auparavant à l'égard de SOS. La diffusion télévisée de ces critiques contribuera, bien plus que les articles de la presse écrite, à transformer l'image publique de l'association.

L'étude des articles du *Monde* consacrés à SOS-Racisme montre que si la dégradation de son image publique est progressive, les années 1988 et 1989 marquent une forte diminution des articles codés « positifs » et au contraire une augmentation de ceux codés « négatifs ». Tout se passe comme si, à partir de 1988-1989, il était devenu légitime de critiquer SOS-Racisme ou, tout au moins, comme si la mise en cause d'une organisation antiraciste dans un contexte de développement de « l'extrême droite » n'était plus illégitime. Il est particulièrement étonnant que le changement d'attitude des journaux « de gauche » soit remarquablement simultané et corresponde à l'arrivée de Michel Rocard à Matignon et aux premières critiques de SOS à son égard. Nous montrerons ultérieurement que ce retournement de tendance de la presse s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs liés aux contraintes structurelles et aux transformations conjoncturelles du système politique français.

Chapitre deuxième

La couverture de SOS-Racisme par le journal *Libération* : du soutien à l'indifférence

« Si on fait une revue de presse de tous les articles parus sur SOS-Racisme, on s'aperçoit que, mis à part les six premiers mois de notre existence, peu de mouvements sans doute ont été aussi critiqués que le nôtre. On ne nous a pas fait beaucoup de cadeaux, contrairement à ce qu'on croit. Ce qui a fait la force de SOS, ce n'était pas d'être chouchouté, c'est de rassembler derrière nous des milliers de gens qui se retrouvaient pour protester contre le Code de la nationalité, contre la loi Pasqua... C'est cela qui a fait la légitimité de SOS-Racisme. Pas le fait d'être plus ou moins bien traité »[1]

Harlem Désir

L'analyse de la couverture de SOS-Racisme par les journalistes du *Monde* nous a montré qu'ils concevaient l'orientation de leurs commentaires envers SOS et le volume des articles qu'ils lui consacraient aux caractéristiques de la couverture de leurs concurents du *Figaro* et surtout *du Nouvel Observateur* et de *Libération*. Il est vrai que ce journal a joué, conjointement au *Matin de Paris* un rôle essentiel dans la croissance initiale de l'association. En effet, *Libération* est le quotidien de la presse nationale qui a consacré le plus d'articles à SOS-Racisme et de manière la plus constante. Depuis sa fondation en 1973, le journal accordait une attention particulière au « racisme » et aux problèmes rencontrés par les immigrés et disposait, comme *le Matin* ou *le Monde*, d'un rédacteur spécialisé dans le « secteur de l'immigration »[2]. Lors de la première marche des « beurs », *Libération* avait été le journal qui avait suivi le plus étroitement la progression des marcheurs vers Paris et qui avait contribué à faire d'un groupe peu connu un mouvement auquel s'étaient intéressés les journaux télévisés et l'ensemble de la presse[3]. Quelques mois plus tard, l'initiative des fondateurs de SOS-Racisme reçoit un soutien

1. Harlem Désir interviewé par Florence Touret, Raymond Pronier et Stanislas Noye, Profession politique, 27 avril 1990.

2. Pour un aperçu des différences dans le traitement des « questions de l'immigration » dans plusieurs journaux nationaux voir Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, *op. cit.*, p. 32-37, 69-79 et 121-129. On peut cependant penser que cette catégorisation (« les problèmes de l'immigration ») a pour effet de donner une unicité de ton et de traitement à des objets qui pourraient aussi bien être disjoints : logement et conditions de travail des travailleurs immigrés, affaires judiciaires impliquant comme victimes ou comme accusés des « immigrés », mouvements de revendications syndicales majoritairement « immigrés », conditions de logement et de vie des « jeunes issus de l'immigration » ou « émeutes urbaines ».

3. Le journal *le Monde* publie le premier article consacré à la marche des « beurs » le 23 novembre 1983 (Nicolas Beau, Quarante apôtres de l'antiracisme, *le Monde*) tandis que *Libération* publie quelques brèves dès le premier jour de la marche (voir Paris-Marseille : ça marche pour les immigrés, *Libération*, 15 octobre 1983 et Robert Marmoz, Etape lyonnaise pour la « marche contre le racisme », *Libération*, 31 octobre 1983 – ces premiers articles

similaire provenant de la direction de *Libération*. Nous chercherons à mettre en évidence les raisons qui ont conduit *Libération* à s'intéresser de près à SOS-Racisme et nous montrerons que la forme (un mouvement de jeunes antiraciste et apolitique) et l'orientation (contre le FN) données à l'association par ses fondateurs étaient particulièrement pertinentes et attrayantes pour les journalistes et les dirigeants de *Libération*. Nous étudierons ainsi les modalités de la couverture de SOS par *Libération* en nous attachant à donner au lecteur un aperçu de l'orientation des articles que le journal consacre aux actions de l'organisation. Nous essayerons notamment de mettre en évidence les inflexions successives qu'a connues le traitement de SOS par les journalistes de *Libération* et, en nous intéressant aux raisons de la baisse progressive du nombre d'articles ayant SOS pour sujet, nous chercherons à confirmer les hypothèses formulées auparavant pour rendre compte de l'intérêt du journal pour cette association.

Tableau 1 : répartition des articles de *Libération* selon leur orientation à l'égard de SOS entre 1985 et 1992 (n=420).

période	articles positifs	positifs	articles	neutres	articles	négatifs	densité
1985/03-1986	77	63 %	23	19 %	22	18 %	3
03-1986/22-08-1987	65	87 %	7	9 %	3	4 %	7
22-08-1987/ 05-1988	43	74 %	12	21 %	3	5 %	4
06-1988/09-1989	43	60 %	25	36 %	5	4 %	7
10-1989/01-1991	32	60 %	17	31 %	5	9 %	9
02-1991/1992	14	35 %	19	50 %	5	13 %	19

ne parlent pas de « beurs », terme qui ne sera repris que dans des articles ultérieurs mais seulement de « jeunes immigrés » – et Robert Marmoz, Avec les marcheurs des Minguettes : « La politique des « beurs »... c'est

A) SOS-Racisme critiqué par *Libération*

Libération n'est pas le journal qui fait paraître le plus d'articles sur SOS durant les tout premiers mois d'existence de l'association car *le Matin* et *le Nouvel Observateur* ont accordé davantage d'attention à l'association quelques semaines avant *Libération*. Le premier article de ce journal consacré à SOS est publié à l'occasion de la conférence de presse donnée par Harlem Désir à l'hôtel Lutétia le 19 février 1985. Il n'est pas signé par le journaliste du service société, spécialiste des « questions de l'immigration » mais par Michel Chemin, dans une section du journal intitulée « modes de vie » alors dirigée par Laurent Joffrin. Dans ce premier article le journaliste insiste sur le succès du badge auprès des jeunes et sur le caractère apolitique d'un mouvement qu'il présente comme cherchant à s'éloigner des « associations [telles que] le MRAP ou la LICRA » qui, selon les fondateurs de l'association, « “ ronronnent sans imagination et font un peu figure de vieilles barbes ” », mais aussi de « “ l'extrême gauche, comme la LCR par exemple, qui intervient avec des gros sabots ” »[4]. Michel Chemin ne reprend pas la version dite « de Diégo » de la fondation de SOS[5] mais donne à l'organisation, en citant Harlem Désir, une origine plus militante : « “ après les deux meurtres de Châteaubriant, nous avons pris la décision à une quinzaine de créer une association ” »[6]. S'il n'est pas muet sur le passé politique des membres fondateurs puisqu'il les décrit comme des « transfuges du mouvement socio-éducatif pour la plupart, de l'extrême gauche pour certains », il ne précise cependant pas de quels mouvements ils ont fait partie ni les responsabilités qu'ils ont exercées, ni enfin s'ils appartiennent encore à une organisation politique. En outre, il utilise un terme qui connote un fort éloignement (« transfuges ») pour décrire les relations qu'ils entretiennent avec leurs anciennes organisations. Citant de larges extraits de la conférence de presse d'Harlem Désir qui donnent au lecteur un aperçu des thèmes défendus par la nouvelle association, Michel Chemin conclut sa présentation de SOS en décrivant favorablement les fondateurs comme une « quinzaine de personnes qui ont eu envie un jour de mettre la main au cul du racisme », c'est-à-dire comme un groupe dont la motivation antiraciste est première et ne fait pas de doute. L'angle journalistique adopté par Michel Chemin qui accepte le mode de présentation de SOS proposé par ses fondateurs apparaît donc très favorable à l'association. Le 15 mars *Libération*

---

spécial », *Libération*, 7 novembre 1983).

4. Michel Chemin, Lifting pour l'antiracisme, *Libération*, 20 février 1985. « Aujourd'hui 30.000 badges ont été vendus. L'objet fait fureur, surtout du côté des lycées, auprès de cette génération qu'on dit désabusée, indifférente ou arriviste, mais surtout pas politisée ou sensible aux problèmes de société. Au-delà du succès du badge, s'il y a eu contact, entre lycéens et militants antiracistes, c'est sans doute parce que le discours militant sonnait différemment aux oreilles lycéennes ».

5. Voir ci-dessus p. 638.

publie un deuxième article, surtitré « vent en poupe », qui rend compte d'une conférence de presse de SOS et reproduit partiellement le bulletin d'information diffusé par l'association où plusieurs responsables politiques doivent répondre à deux questions : « Le Front national est-il un parti fasciste ? » et « quelle serait votre réaction si un de vos enfants épousait un étranger ? » Cet article non signé publié dans les pages « faits divers » de *Libération* n'a d'autre objet que la conférence de presse de SOS et n'émane pas du journaliste chargé des « questions de l'immigration ». Ainsi, entre la première apparition télévisée d'Harlem Désir en janvier 1985 et le 24 mars, *Libération* ne consacre à l'association que deux articles dont aucun d'eux n'est écrit par Eric Favereau, alors chargé de la rubrique « antiracisme et immigration » après avoir suivi la seconde marche de Convergence. Pourtant, Eric Favereau n'ignorait pas l'existence de SOS-Racisme puisque, comme la plupart des journalistes chargés du « secteur de l'immigration », il avait rencontré en 1984 ses fondateurs. Cependant, il avait été surpris par un discours qui lui semblait très différent de celui des militants « beurs » :

> « *Eric Favereau* – Je me souviens très bien de les avoir vus en décembre 84, avant l'arrivée de Convergence. J'ai pensé que c'étaient des rigolos. Là, j'ai fait une erreur totale, parce que je les ai pris pour des rigolos. Je les ai pris pour une bande de boy-scouts, qui me racontaient une histoire. Je me disais " mais attends, on est où, là ? ". Alors là, j'ai pas du tout saisi, et à mon avis, ils ont dû essayer d'autres relais qui n'ont pas marché, mais pas du tout... (...). Ils étaient quand même des gens absolument insupportables au niveau de l'histoire officielle qu'ils voulaient imposer, les fameuses histoires de Diego... »[7].

Entre janvier et mars 1985, Eric Favereau connaît donc les efforts des fondateurs de SOS pour obtenir une plus grande attention des journalistes. Cependant, il se refuse à leur consacrer le moindre article. Eric Favereau, comme la plupart des journalistes qui avaient suivi les marches et qui avaient établi des liens d'amitié avec les membres des organisations « beurs »[8], partageait l'appréciation négative que ceux-ci portaient sur SOS.

---

6. À Châteaubriant, le 12 novembre 1984, deux turcs, Salih Kaynar et Abdullah Yloir sont tués dans un bar par un jeune chômeur, Frédéric Boulay ; voir Fosto Giudice, *Arabicides*..., *op. cit.*, p. 179-182.

7. Eric Favereau, entretien réalisé le 23 mars 1993. Dans la suite du texte nous aurons fréquemment recours à des extraits d'entretiens de plusieurs journalistes – Laurent Joffrin, Dominique Pouchin, Eric Favereau, Eric Dupin, et dans une moindre mesure Judith Waintraub, Philippe Bernard et Robert Solé – qui donnent leurs points de vue sur SOS ou sur la façon dont *Libération* a couvert SOS. Si nous ne faisons pas une « critique de la source » au moment où nous citons leurs propos, nous donnons dans le cours du texte des informations sur les trajectoires professionnelles et politiques des journalistes, sur l'évolution de leur position au sein de la rédaction et sur les interactions conflictuelles qui ont pu les opposer. Les journalistes interrogés sont conduits par la forme même de l'entretien à chercher à justifier leurs actions passées – en particulier la place qu'ils ont accordée à SOS et la tonalité de leurs articles –. Il est donc nécessaire de se montrer prudent dans l'interprétation des extraits d'entretiens ou d'articles qu'isolément nous ne considérerons pas comme des « preuves » des analyses avancées. C'est la concordance de l'interprétation des entretiens, des statistiques issues du codage de notre corpus et de l'analyse de l'orientation des articles qui formera un dispositif de preuve dans lequel la crédibilité de chaque élément empirique du système sera renforcée par sa juxtaposition avec les autres.

8. Citons Frédérique Lantiéri du *Quotidien de Paris*, Nicolas Beau du *Monde*, Eric Favereau de *Libération* et Frédéric Ploquin du *Matin de Paris*. Laurent Joffrin estime que les journalistes de *Libération* qui « avaient suivi

« *Eric Favereau* – Il y a eu un mouvement beur original, extrêmement particulier, singulier, au début des années 80, avec les marches des beurs et la constitution d'un premier réseau. C'était très particulier parce que c'étaient les beurs qui étaient maîtres de leurs associations, les jeunes issus de l'immigration eux-mêmes. [...] Et le constat est très accablant : ce mouvement-là a été totalement cassé par l'arrivée des français militants professionnels. Ça a abouti, quand même, à ce que tout ce réseau soit complètement détruit par l'émergence de SOS. Au départ, pour de bonnes raisons mais quelques années plus tard les bonnes raisons ont toutes disparu. De ce point de vue-là, historiquement, les gens de SOS ont une responsabilité très grande dans le fait qu'il n'y a plus de mouvement dans les cités. Toute une série de personnes qui ont eu un rôle et une forte présence au début des années 80 ont totalement disparu dans la nature. [...] À SOS, ils avaient quand même des moyens absolument invraisemblables. Ils avaient des relais invraisemblables avec l'Elysée : avoir le secrétaire général de l'Elysée dans la poche, le président de la République, le ministre des Affaires sociales avec Georgina Dufoix[9], c'étaient quand même des appuis invraisemblables. Et face à eux, il y avait des gens qui étaient dans un état de fragilité étonnant, et pour cause, c'étaient quand même des gens qui vivaient dans des situations aussi bien familiales, personnelles qu'urbaines très compliquées. Donc il était très facile de les faire tomber, très facile, surtout que ce n'étaient pas des professionnels, c'est facile de faire tomber un gosse »[10].

Eric Favereau semble faire de l'émergence de SOS-Racisme la cause efficiente du déclin des organisations « beurs ». Cependant, même si les ressources supérieures de SOS peuvent permettre d'expliquer sa rapide croissance et une éventuelle stagnation des associations « beurs », elles ne permettent pas de rendre compte du recul et de la quasi-disparition du mouvement « beur », sauf si on fait de celui-ci le produit, tout aussi « artificiel » que SOS, de l'activité des médias lors des marches : le mouvement « beur » serait ainsi entré en concurrence

---

l'immigration » tendaient à reprendre à leur compte les critiques des organisations « beurs » : « *Laurent Joffrin* – Il y avait au journal deux ou trois journalistes, effectivement, qui avaient suivi l'immigration depuis un certain temps et qui adhéraient aux critiques qui étaient adressées à SOS-Racisme par les associations de beurs et qui considéraient que SOS était trop manoeuvrier, un peu artificiel et même médiatique et puis trop modéré ou trop proche des socialistes ». Cependant, Laurent Joffrin et sans doute le reste de la hiérarchie de la rédaction se montraient peu sensibles à ces critiques, en particulier celle reprochant à SOS son caractère médiatique : « cette médaille d'or médiatique a son revers paradoxal. Elle conforte parfaitement le jugement mi-condescendant mi-acrimonieux qu'on entend si souvent à propos des potes : « SOS-Racisme n'est qu'un phénomène médiatique ». À vrai dire le diagnostic a quelque chose d'étrange. Il tend à réduire à une agitation superficielle l'action du mouvement, alors que tout le monde s'accorde précisément à attribuer aux médias un rôle essentiel dans la formation de l'opinion. À supposer qu'il soit purement médiatique, le phénomène SOS agit plus sur les esprits que beaucoup de courants de pensée traditionnels » ; Laurent Joffrin, Trois thèses pour une génération, *Libération*, 19 août 1987.

9. Il semblerait cependant que Georgina Dufoix se soit montrée plus réservée à l'égard de SOS que ne l'affirme Eric Favereau puisqu'ayant soutenu la marche des « beurs » de 1983, elle disposait de davantage de contacts au sein de la mouvance « beur » qu'à l'intérieur de SOS-Racisme qui disposait d'autres relais avec le Parti socialiste.

10. Entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993. Le journaliste du « secteur immigration » du *Matin de Paris*, Frédéric Ploquin, estime qu'Eric Favereau a pris le parti des mouvements « beurs » contre SOS : « *Frédéric Ploquin* – Eric Favereau et Nicolas Beau étaient plutôt contre SOS. Mais moi j'étais pas là pour faire de l'idéologie, j'étais là pour faire du journalisme. Eux, je crois qu'à un moment ils ont confondu leurs amitiés politiques ou leurs choix idéologiques et le journalisme. Ils se sont tous les deux très impliqués dans les deux combats précédents, la première marche et Convergence, mais presque personnellement... Alors effectivement les mouvements beurs classiques gueulaient contre ces types-là [SOS] donc ils se sont rangés d'un côté contre l'autre. Ils n'avaient que méfiance pour ces gens [SOS] qui arrivaient et qui parlaient au nom des beurs alors qu'ils ne l'étaient pas et qui racontaient des histoires etc. C'était leur droit. Moi, je n'ai pas fait ça, j'ai estimé que je n'avais aucune raison de tout mélanger, je trouvais cet élan plutôt séduisant et sympathique ».

avec SOS pour l'accès aux médias plus que pour le public militant potentiel. Reprenant les critiques formulées par les militants « beurs », le cadre d'interprétation d'Eric Favereau à l'égard de SOS et des mouvements « beurs » était structuré autour des notions de « représentativité » des populations immigrées et « d'autonomie » vis-à-vis des organisations « françaises ». Pour Eric Favereau, il était positif que les « jeunes issus de l'immigration » développent leur propre mouvement et leurs propres associations, face aux autorités politiques mais aussi face aux organisations antiracistes « de soutien » que Farida Belghoul avait critiquées dans le discours prononcé lors de l'arrivée de la seconde marche et qui étaient essentiellement composées de membres d'origine française[11]. Le principal handicap des fondateurs de SOS était donc de ne pas être, pour la plupart d'entre eux, « issus de l'immigration » et d'apparaître soutenus par un gouvernement que les associations « beurs » critiquaient. Le discours « antiraciste » tenu par les fondateurs de SOS – que certains militants « beurs » considéraient comme une tentative pour désamorcer le mouvement revendicatif issu des marches – était donc difficilement compréhensible pour des journalistes qui s'étaient souvent engagés personnellement dans la couverture des marches des beurs : il n'était pas porté par des individus disposant des stigmates qui les légitimaient et il n'était pas revendicatif mais seulement antiraciste, ce qui leur apparaissait comme une régression vers l'antiracisme généraliste « français » qui avait cours avant les marches. Eric Favereau percevait donc en partie la nouvelle association antiraciste comme une usurpation, qui permettait à des individus qui n'avaient aucune qualité pour le faire, de parler au nom des « beurs » et de prétendre les représenter.

Les responsables des rédactions[12] de journaux « de gauche », « traditionnellement antiracistes », ne pouvaient considérer les associations « beurs » et SOS qu'avec un égal préjugé favorable, en particulier depuis les municipales de 1983 et la progression du Front national, puisque toutes ces organisations leur apparaissaient œuvrer dans la bonne direction. Seuls les journalistes qui avaient suivi les marches ou qui étaient en relation avec les

11. Voir Farida Belghoul, Lettre ouverte aux gens convaincus, *ronéoté* et La gifle, Paris, *bulletin de l'agence IM'média*, 1984.

12. Nous tendrons à distinguer dans la suite du texte les journalistes selon la position hiérarchique qu'ils occupent au sein de leur rédaction. Nous emploierons le terme de « rédaction » pour désigner la hiérarchie du journal par opposition aux journalistes rédigeant au quotidien et pour signifier que les choix de couverture sont rarement laissés aux seuls rédacteurs, en particulier dans les domaines qui identifient le plus clairement la « ligne rédactionnelle » et l'orientation « politique » des entreprises de presse. La rédaction apparaît comme une configuration sociale impliquant des acteurs occupant des positions hiérarchiques différentes et où le processus de prise de décision n'est pas réductible à la résultante des préférences de chacun des rédacteurs. Chaque fois que nous le pourrons nous essayerons de reconstituer les systèmes d'interaction de la rédaction en déterminant l'orientation à l'égard de SOS des principaux acteurs concernés (« rubricard » du secteur de « l'immigration », chef du service société ou politique, rédacteur en chef). Dans la suite du texte nous utiliserons le terme de rédaction en tant que sujet lorsque les processus d'interaction entre journalistes nous seront inconnus, sans qu'il s'agisse de notre part de la réification d'un collectif, impliquant que l'ensemble des rédacteurs pourraient partager une orientation commune et unique.

animateurs de ces mouvements, pouvaient être sensibles aux différences qui séparaient SOS des organisations « issues de l'immigration » et étaient susceptibles d'exprimer une préférence envers un mouvement autonome « beur » plutôt que pour une nouvelle association antiraciste généraliste. D'une certaine façon, pour les rédactions des journaux « de gauche », SOS-Racisme et le mouvement « beur » constituaient des équivalents fonctionnels puisqu'ils leur permettaient de la même façon de faire campagne contre le Front national en dénonçant le « racisme » du parti « d'extrême droite ». Cependant le discours radical des marcheurs de Convergence 84 présentait des inconvénients pour les rédactions. Le premier mouvement de sympathie passé[13], le mouvement « beur » risquait d'apparaître fondé sur une base ethnique ou raciale, ce qui est perçu comme plutôt illégitime dans la tradition politique française. SOS ne présentait pas ces inconvénients, puisque sa base était ethniquement plus large et son discours moins particulariste. La rédaction de *Libération* se trouve donc confrontée en février et mars 1985 à un mouvement dont la télévision et le reste de la presse parlent de plus en plus mais sur lequel le journaliste chargé des questions d'immigration refuse d'écrire, avant de se montrer résolu à le critiquer systématiquement.

> « *Dominique Pouchin* – Mon souvenir c'est que *Libération* a raté le début de SOS, mais raté comme on peut rater quand on est un journal, rater un événement, rater une tendance, rater quelque chose qui se passait qu'on ne voyait pas. J'ai le souvenir que le journal a mis du temps à se rendre compte qu'il se passait quelque chose. On n'a pas été beaucoup plus en avance sur les autres par rapport au phénomène de la petite main. Je doute qu'on en ait parlé vraiment avant les autres, peut-être même après d'autres, c'est bien possible »[14].

Eric Favereau se trouve donc rapidement en conflit avec les fondateurs de SOS-Racisme qui sont peu satisfaits des articles publiés par *Libération* mais aussi avec les dirigeants du journal, qui souhaiteraient une couverture plus favorable à un mouvement à la mode dont l'antiracisme et l'antilepénisme leur apparaissent positifs et leur semblent correspondre au public du journal.

> « Eric Favereau – J'ai été très vite catalogué comme le soutien inconditionnel à Farida Belghoul contre les méchants de SOS. C'est vrai qu'ils ont employé toutes les armes par rapport à la direction de *Libé*, pour que je ne m'occupe plus de SOS. Ça a pas marché, c'est-à-dire que, moi, je m'en suis toujours occupé et quand j'en suis parti, ce n'était pas du tout parce qu'on ne voulait plus que je m'en occupe. Mais c'était pénible, c'était conflictuel et c'était brutal. Il y avait un conflit et la rédaction en chef a plus de pouvoir qu'un journaliste dans un journal. Bon, on ne m'a jamais fait réécrire des articles, mais *on m'a critiqué violemment sur des articles. Je me souviens de rapports très brutaux, ici, avec la direction du journal qui disait qu'on traitait SOS de façon pas assez enthousiaste. Moi, j'ai eu des conflits simplement parce que je racontais le passé politique de chacun d'entre eux* : c'était comme si on faisait un crime de lèse-majesté.

13. La presse a consacré beaucoup d'articles à la première marche et a contribué à son succès. Il n'y aurait probablement pas eu plusieurs milliers de personnes à l'arrivée des marcheurs à Paris si, après les nombreux articles dans *le Monde* et *Libération*, la télévision n'avait pas fait plusieurs reportages sur les jeunes « beurs ».
14. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

Mais en même temps, on avait un chef de service, à cette époque-là, qui s'appelait René-Pierre Boullu et qui lui, était assez autonome. Et puis, il y avait des problèmes internes à la rédaction en chef, donc on peut toujours se débrouiller »[15].

Au contraire de *Libération*, certains journaux concurrents comme *le Matin de Paris* sont d'emblée plus favorables à SOS-Racisme. Le journaliste qui traitait le secteur de l'antiracisme au *Matin de Paris*, Frédéric Ploquin, considère rétrospectivement que l'attitude d'Eric Favereau contre SOS constituait un engagement militant en faveurs des mouvements beurs : « *Frédéric Ploquin* – Eric Favereau et Nicolas Beau étaient plutôt contre SOS. Plutôt contre... mais moi j'étais pas là pour faire de l'idéologie, j'étais la pour faire du journalisme. Eux je crois qu'à un moment ils ont confondu, c'est-à-dire qu'ils ont confondu leurs amitiés politiques et leurs choix idéologiques probablement, et le journalisme. Ils n'avaient que méfiance pour les gens de SOS qui arrivaient et qui parlaient au nom des beurs alors qu'ils ne l'étaient pas, et qui racontaient des histoires. Mais c'était leur droit. Ils se sont tous les deux très impliqués idéologiquement dans les deux combats précédents, la Marche de 83 et Convergence 84, mais presque personnellement quoi. Donc à partir de ce moment là quand les mouvement beurs classiques ont gueulé contre ces types-là donc ils se sont rangés d'un côté contre l'autre. Moi je n'ai pas fait, j'ai estimé que je n'avais aucune raison de tout mélanger. Je trouvais l'élan de SOS plutôt séduisant et sympathique, parce que je n'étais pas dans la rancœur... »[16]

« *Eric Favereau* – Mais, à *Libération*, il y avait quand même, au niveau de la direction de ce journal, des relais très forts avec les gens de SOS et avec Bianco. Une seule version devait être écrite... Ça n'a pas été le cas parce qu'on a écrit toutes les autres versions mais ça a été au prix d'affrontements assez forts, avec la direction, avec Bouguereau, Pouchin, July, avec tous. Ils s'en foutaient mais ça leur paraissait important. Et puis en tout cas, ils n'avaient pas du tout compris le clivage qu'il y avait entre le mouvement beur, je simplifie, et le mouvement français si on peut dire... »[17].

Laurent Joffrin et Dominique Pouchin confirment qu'eux-mêmes et les principaux responsables de la rédaction de *Libération*, Serge July, René-Pierre Boullu, chef du service société, Jean-Marcel Bouguereau, rédacteur en chef adjoint, souhaitaient une orientation plus conciliante de *Libération* à l'égard de SOS-Racisme et qu'Eric Favereau représentait un obstacle à l'approche qu'ils entendaient favoriser :

« Q – Vous aviez eu des discussions avec Eric Favereau pour le... fléchir...
Laurent Joffrin – Oui, il y a toujours des débats, bien sûr, on discutait. Il disait que SOS était artificiel, mais moi je ne pense pas que c'était artificiel, ça correspondait vraiment à l'état d'esprit de l'époque, donc ce n'était pas artificiel. Ce n'était pas une organisation structurée sur le terrain, militante, mais ça ne suffit pas à condamner un mouvement. [...] Pouchin était très favorable à SOS et moi ensuite quand je me suis occupé de ces affaires, moi aussi, j'étais très favorable. Mais il y avait souvent un article grinçant et puis un article favorable, [...] parce que moi, je n'ai jamais empêché quiconque d'écrire de manière très acide sur SOS-Racisme au sein

15. Entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993, (italiques ajoutées).
16. Entretien avec Frédéric Ploquin, le 23 juin 1993.
17. *Ibid.* Eric Favereau estime aujourd'hui que même dans ceux de ses articles qui apparaissaient les plus hostiles à l'égard de SOS il était au-dessous de la vérité : « *Eric Favereau* – Rétrospectivement je trouve que j'ai toujours été en retard d'un degré avec SOS : quand j'ai considéré qu'ils étaient un peu liés avec le PS, en fait, ils étaient totalement liés (en tout cas ils avaient des passerelles très fortes avec Jack Lang et Jean-Louis Bianco), quand je disais qu'ils avaient un peu d'argent, en fait, ils en avait beaucoup... » ; *ibid*.

de *Libération*. »[18].

« Q – À *Libé* qui s'occupait de SOS, qui prenait les décisions, qui fixait la ligne directrice... c'était Serge July, Dominique Pouchin...?
Laurent Joffrin – C'était, Pouchin et moi, en gros. July était d'accord, mais c'était Pouchin et moi principalement. Bon, il y avait Véronique Brocard, il y avait Favereau, il y avait une ribambelle de journalistes, il y avait René-Pierre Boullu [chef du service société avant Laurent Joffrin] qui a soutenu SOS aussi. Le principal, c'était Pouchin. Pouchin et ensuite moi lorsque j'ai été chef du service société »[19].

Dominique Pouchin estime aujourd'hui que l'attitude d'Eric Favereau conduisait le journal à passer sous silence, pour des raisons qu'il juge politiques[20], l'apparition d'une association qui constituait, selon lui, un « événement journalistique » que *Libération* ne devait pas ignorer.

« *Dominique Pouchin* – Il se passait quelque chose, même Eric Favereau, je n'imagine même pas qu'Eric n'ait pas compris qu'il se passait quelque chose, je suis sûr qu'il avait compris. Même s'il pouvait continuer de penser tout ce qu'il pouvait penser sur SOS, mais enfin journalistiquement, ça existait ce machin, il ne faut quand même pas exagérer : on ne met pas 200.000 personnes dans la rue à la Concorde un beau jour comme ça. Un journal ne peut pas dire “ ah ben non, on n'est pas d'accord avec les trois dirigeants, les douze dirigeants, les vingt-sept dirigeants et puis c'est mieux Convergence etc., et donc on n'en fait rien ”. Alors oui, *il y a eu d'autres journalistes parce que si on se mettait à faire la grosse caisse, oui, il fallait du monde.* Mais ça n'a pas éteint le débat à l'intérieur du journal, ça a continué à la deuxième fête etc. »[21].

---

18. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. Dominique Pouchin identifie également deux camps dans le journal à propos de la couverture qu'il faut donner à SOS : « *Dominique Pouchin* – Voilà, dans les mois qui suivent, j'ai vu poindre dans le journal [...] une divergence entre ceux qui critiquaient le caractère de grosse machine médiatique, show-biz de SOS, sans implantation à la base, sans travail de terrain, ceux qui critiquaient cette forme d'expression, le côté show-biz d'Harlem et de sa bande, et donc avaient plutôt tendance à privilégier tout le mouvement, plus ou moins parti des cités, qui avait fait la marche. Dans la rédaction, Eric Favereau représentait plutôt un soutien, enfin un soutien, une sympathie plus grande, ou une bienveillance plus grande pour tout ce qui est Convergence. Gilles Millet, à l'époque, et d'autres aussi, trouvant qu'il y a du grain à moudre du côté de SOS. [...] Je me souviens, moi, avoir été gêné par la façon dont le journal reproduisait dans son sein des batailles qui m'apparaissaient être des batailles de tendances » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.
19. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.
20. Dominique Pouchin assimile à un militantisme partisan les préférences exprimées par Eric Favereau et d'autres journalistes vis-à-vis des mouvements « beurs » et contre SOS-Racisme. Pour Dominique Pouchin, la critique systématique de SOS, présentée comme un soutien aux organisations « beurs » représentait un choix arbitraire qui ne relevait pas d'une logique « journalistique » : « *Dominique Pouchin* – Je me souviens avoir été, à l'époque, particulièrement énervé par les débats à l'intérieur de *Libé*, par le côté *Libération* doit faire ça, *Libération* doit être avec ceux-ci, non avec ceux-là. J'ai toujours pensé que ce n'était pas à *Libé* de prendre parti, en tout cas comme journal, pour savoir si le travail de terrain était préférable au travail médiatique. Il y avait des discussions, j'en étais pantois, je leur disais « on est dingue, on est en train de recréer dans *Libération* 1985, les trucs vieux de 15 ans, dans les années 69-70, les grands débats entre ce qui s'appelait à l'époque les CVB et le CVN ». Les CVB c'étaient les comités Viêt-nam de base, qui étaient en général plutôt prochinois, que nous, on appelait mao-stals, et qui faisaient du travail de terrain, disaient-ils, à la base, et le CVN, le Comité Viêt-nam national, comme une espèce de grosse caisse médiatique, et qui faisait ses six heures, ses douze heures, etc. J'avais l'impression de retrouver la même chose » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. On peut remarquer que la critique d'une activité militante orientée vers les médias au nom d'un militantisme « de terrain » est une ressource discursive déjà constituée avant l'émergence de SOS. On peut faire l'hypothèse que Dominique Pouchin, semble-t-il plutôt méfiant à l'égard des ceux qu'il appelle des « mao-stals », était peu disposé à accueillir favorablement ce type d'argument.
21. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994, (italiques ajoutées).

La rédaction de *Libération* est donc prise entre la mauvaise volonté d'Eric Favereau et la concurrence des autres journaux, en particulier celle du *Nouvel Observateur* et du *Matin de Paris* qui consacrent alors beaucoup d'articles à SOS-Racisme. Entre le 15 février, date du premier dossier du *Nouvel Observateur* et les premiers articles sur le concert de la Concorde du 15 juin, *Libération* ne fait paraître que 28 articles consacrés à l'association dont seulement 13 en dehors du traitement des manifestations qui ont suivi la mort d'Aziz Madak[22] tandis que *le Matin de Paris* en publiait respectivement 51 et 24. En dehors de la période allant du 25 au 29 mars, Eric Favereau n'écrit que peu d'articles sur SOS-Racisme et ceux-ci sont toujours critiques. Cette situation est embarrassante pour les responsables du journal car il leur est difficile, du fait des traditions journalistiques et militantes du journal, de dessaisir d'un sujet, pour des raisons d'ordre politique, un journaliste ayant fait normalement son travail et qui apparaît bien implanté dans les associations « beurs ». Cependant la rédaction n'entend pas « rater » plus longtemps un objet journalistique qui est alors présenté dans la presse comme ayant toutes les caractéristiques du sujet que *Libération* souhaite traiter : « moderne », « jeune » et à la mode.

> « *Judith Waintraub* – On ne dit pas à un journaliste, surtout à *Libération*, “ hep toi, là, tu nous emmerdes, on va te décharger ”, simplement on fait en sorte que ses articles passent difficilement, qu'il y ait d'autres articles à côté qui disent le contraire, c'est beaucoup plus subtil que ça, enfin si vous connaissez la vie interne d'une rédaction, surtout une rédaction qui se prétend libertaire et tolérante »[23].

Les responsables de la rédaction de *Libération* vont d'abord tenter de faire pression sur Eric Favereau, pour l'amener à euphémiser ses critiques ; puis, ne pouvant contourner l'obstacle constitué par le journaliste, ils donneront plus d'ampleur à la couverture de SOS, en « faisant la grosse caisse » autour de l'association selon l'expression de Dominique Pouchin : la réalisation d'une série de trois dossiers spéciaux lors du concert de la Concorde permet à la direction du journal d'engager plus de journalistes dans la couverture du mouvement et ainsi d'atténuer l'importance d'Eric Favereau qui n'est plus alors qu'un rédacteur[24] parmi d'autres contribuant aux dossiers. Ainsi pour la seule année 1985, outre Eric Favereau qui écrit 26 articles, pas moins de 32 rédacteurs vont écrire les 70 autres articles signés consacrés à SOS-Racisme (voir tableau 2). Toutefois, quels qu'aient été les désaccords entre la rédaction et Eric Favereau et les pressions exercées sur celui-ci, le journaliste va continuer d'écrire sur SOS jusqu'à la fin de 1985.

---

22. Sur ces 28 articles Eric Favereau en signe 8 (les proportions qui sont données ici sont calculées à partir des seuls articles du corpus).
23. Judith Waintraub (journaliste au *Quotidien de Paris*), entretien du 23 juin 1993.
24. Dans la suite du texte le terme de rédacteur sera employé comme synonyme de journaliste.

Tableau 2 : Nombre d'articles du corpus signés par Eric Favereau ou d'autres journalistes publiés par *Libération* en 1985

nombre d'articles signés en 1985	95	100 %
Eric Favereau	26	27 %
Autres journalistes	69	73 %
dont René-Pierre Boullu	6	6 %
Nicolas Beau	5	5 %
Robert Marmoz	4	4 %

C'est à l'occasion des manifestations que SOS-Racisme organise après la mort d'Aziz Madak à Menton que *Libération* consacre pour la première fois plusieurs pages à la nouvelle organisation antiraciste (voir ci-dessous page 84 le tableau 5). Le lundi 25 mars, le journal annonce que SOS appelle à une minute de silence le lendemain à 11 heures et Harlem Désir est interviewé par deux journalistes, Eric Favereau auquel a été adjoint Michel Chemin, qui apparaît beaucoup moins hostile à SOS. Si deux des questions posées au porte-parole de l'association semblent embarrassantes[25], cette interview permet à Harlem Désir de faire connaître une action qui, sans la publicité que lui ont donnée *Libération* et *le Matin de Paris*, n'aurait probablement rencontré que peu d'écho[26]. Eric Favereau reprend le lendemain le terme de « passage à l'acte » en conclusion d'un article décrivant l'agitation fébrile qui règne rue Martel pour préparer la minute de silence pour Aziz Madak : « S'il y a aujourd'hui un notable « passage à l'acte » des porteurs de badges, cela changera, à coup sûr, le paysage de l'antiracisme en France ». Eric Favereau écrit d'ailleurs que Christian Delorme soutient l'initiative de SOS et qu'il organisera une minute de silence à Lyon. Toutefois un autre texte (non signé) constate qu'il y a eu peu de réactions officielles positives à l'annonce de l'organisation de cette minute de silence

25. La formulation des questions sous-entend implicitement que le badge a du succès chez les jeunes français et non chez les jeunes « d'origine immigrée », c'est-à-dire que le mouvement des potes est totalement extérieur aux immigrés ou aux « beurs » : « n'est-ce pas paradoxal de voir le succès de votre mouvement au moment même où les immigrés sont de plus en plus isolés dans leurs cités, tentés par une logique communautaire ou acculés à une situation d'impasse ? » et « Le « mon pote » de votre badge introduit une extériorité... [entre vous et les beurs] » ; interview d'Harlem Désir par Eric Favereau et Michel Chemin, *Libération* 25 mars 1985.

26. *Ibid.* Le texte de présentation de l'interview indique que « ce « passage à l'acte » est le tout premier de SOS-Racisme qui se cantonnait jusque-là à la sensibilisation par badges, meetings et communiqués », semblant ainsi sous-entendre que SOS n'a jusqu'à présent mené aucune action sérieuse au sens où Eric Favereau et les associations « beurs » l'entendent.

« diffusée par voie de presse », que ce soit dans les lycées, dans les entreprises ou dans les municipalités, ce qui souligne le faible effet d'entraînement du mot d'ordre de SOS et sa faible implantation locale. À travers cette série d'articles, l'action de la nouvelle association apparaît positive, même si elle semble dépourvue de réseaux locaux, populaire surtout chez les lycéens et peu implantée chez les immigrés ou les « beurs ».

Le lendemain, le 27 mars, *Libération* fait pour la première fois la « une » et les deux pages de la « formule événement »[27] sur une manifestation organisée par SOS-Racisme. Dans son article de « une » le journal juge que « la journée de mobilisation contre la montée du racisme lancée par « SOS-Racisme », en riposte au meurtre d'Aziz Madak [...], a obtenu hier matin un premier succès : des milliers de lycéens porteurs du badge « touche pas à mon pote » sont passés de l'acte vestimentaire aux paroles. Avec, comme mascotte, un Coluche revendiquant ses origines immigrées »[28]. Un article d'Eric Favereau raconte le déroulement de la minute de silence et de la manifestation de protestation à Montreuil. L'ensemble du texte intitulé « la rencontre peu ordinaire de “ pas touche ” avec “ mon pote ” » est construit sur une opposition entre les élèves du LEP Eugénie Cotton, dont « plus d'un tiers sont d'origine étrangère », dont « aucun ou presque dans l'établissement ne porte ces fameux badges qui font fureur » et où la participation à la manifestation se fera à l'initiative de leurs professeurs parce que « “ tout de même, c'est normal, c'est nous qui sommes touchés ” » et les élèves du lycée « “ classique ” » Jean-Jaurès qui eux « préparent le bac », ont « tous le badge à la boutonnière » et n'ont pas besoin de l'aide des professeurs pour aller manifester. « Résultat : une demi-heure plus tard, ce parfait mélange devant la mairie, les futurs étudiants porteurs de badges et les autres, pour une heure de défilé bruyant et coloré dans la ville »[29]. Dans un second article, Eric Favereau ajoute que si « ce passage à l'acte du « pas touche » parmi les potaches [constitue] un « frémissement » remarquable », c'est surtout « les grands lycées parisiens – à commencer par Henri IV – [qui] ont bien sûr tenu la vedette, appuyés par quelques stars » et que « les manifestations de banlieues, plus inégales, ont eu le mérite de mettre enfin en présence les « pas touche »

27. Chaque jour *Libération* consacre sa « une » plus les pages deux et trois (et parfois aussi quatre et cinq) à un événement particulier qui est ainsi « mis en évidence ». SOS a été plusieurs fois au centre de la rubrique « événement », (voir tableau 8). Voici la description que donne Serge July des pages « événement » dans son projet de quotidien *Libération* 2, cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman.…*, *op. cit.*, p. 204 : « L'événement du jour. Il commence en page 2 et peut courir sur deux ou trois pages ou plus en fonction de son importance. C'est l'événement sur lequel *Libération* met le paquet. C'est le sujet de *Libération*. et sur lequel on affine nos traitements. Un éditorial se trouvera en page 3 relatif à l'événement. L'événement du jour peut être politique, étranger, judiciaire ou culturel ou scientifique ».

28. Texte de « une » non signé, *Libération*, 27 mars 1985. L'utilisation du terme « passage à l'acte » permet de supposer que c'est Eric Favereau qui a rédigé ce texte de présentation. On peut également penser que l'utilisation des termes « d'acte vestimentaire » et de « parole » représente une critique implicite de l'engagement faible des lycéens, opposé à l'engagement fort des marcheurs « issus de l'immigration ».

badgés des centre-villes avec leurs « potes » des collèges plus métissés »[30]. Dans ces deux textes, Eric Favereau semble estimer que ceux qui portent le badge, de jeunes bourgeois qui seront bientôt à l'université, sont rarement susceptibles d'être des « victimes du racisme » et que leur engagement apparaît donc d'autant plus suspect qu'il contraste avec la relative passivité des véritables « victimes » potentielles, les jeunes de banlieue qui connaîtront bientôt le chômage. À côté de ces articles subtilement hostiles, le compte-rendu du débat organisé au lycée Voltaire en présence d'Harlem Désir et de Costa-Gavras et l'éditorial de Gérard Dupuy apparaissent au contraire extrêmement favorables à l'association : « le bricolage d'urgence de SOS-Racisme a réussi là où la sagesse aguerrie des organisations et partis antiracistes avaient raté le coche : réussir à faire entendre un « non » résolu, à faire passer le cri du cœur. [...] Ce ne sont ni les batailles juridiques, ni les controverses politiques de bon aloi, qui pourront enrayer l'épidémie de peste xénophobe qui infecte la France. Tout cela est nécessaire mais insuffisant à défaut d'une réplique sentimentale. Puisque le maquereautage politique du racisme – dont on constate les dégâts électoraux – racole par la tripe, il convient de répondre aussi sur son terrain. C'est ce qu'ont intuitivement compris les jeunes pas bégueules sur la forme, pourvu qu'ils tiennent le fond »[31]. Malgré les réserves voilées exprimées par Eric Favereau, il ressort néanmoins de l'ensemble des articles de cette rubrique « événement » que SOS-Racisme est une association antiraciste active et dynamique et que, selon Eric Favereau lui-même, « le mouvement antiraciste a eu, à l'appel de SOS-Racisme une répercussion inattendue et imposante »[32].

La mort d'Aziz Madak est suivie par celle de Nouredine Hassan Daouadj à Miramas. Comme lors du meurtre de Menton, SOS envoie quelques militants pour organiser localement la protestation publique contre un nouveau « crime raciste ». Si *Libération* suit plus modérément cette nouvelle initiative de l'association c'est sans doute seulement parce qu'elle n'organise qu'un rassemblement local à Miramas plutôt que des manifestations à Paris. Le journal envoie cependant un envoyé spécial, Michel Chemin, qui souligne le rôle joué selon lui par les membres de SOS dans la mise au jour de la dimension « raciste » du meurtre : « trois militants de l'association sont arrivés à Miramas pour mener une contre-enquête, peu satisfaits de la première version policière [...]. L'enquête menée par SOS-Racisme s'explique par le refus de

29. Eric Favereau, Montreuil : la rencontre peu ordinaire de « pas touche » avec « mon pote », *Libération*, 27 mars 1985.
30. Encadré sans titre, *Libération*, 27 mars 1985.
31. Gérard Dupuy, Il faut banaliser l'antiracisme, *Libération*, 27 mars 1985.
32. Eric Favereau, 5000 personnes samedi avec les immigrés, *Libération*, 1er avril 1985. Remarquons encore la distinction opérée par Eric Favereau à la suite des organisations « beurs » entre les « immigrés » et leurs soutiens (les « 5.000 personnes »).

l'association de voir, comme ce fut le cas à Menton, les crimes racistes expliqués comme des “ règlements de compte ou de simples faits divers ” ». En conclusion d'un article consacré tout entier à l'intervention de SOS plutôt qu'à la mort de Nouredine, Michel Chemin annonce le rassemblement organisé à Miramas par SOS. Après la manifestation, la correspondante de *Libération* à Marseille présente l'association comme le principal soutien des jeunes « beurs » de Miramas dans leurs efforts pour manifester indépendamment des organisations politiques françaises ou immigrées : « dès le lendemain du meurtre de Nouredine, les jeunes Maghrébins de Miramas, encore sous le choc, avaient été pris de vitesse par les professionnels des « organisations responsables ». Le maire communiste de la ville et l'Amicale des Algériens en Europe organisaient dès lundi une belle manifestation. Lorsque, relayés par SOS-Racisme, les jeunes de la Rousse [quartier de Miramas] veulent à leur tour descendre dans la rue, la réponse du maire est cinglante [...] et l'Amicale des Algériens fait circuler un tract suggérant aux Maghrébins de ne pas bouger. [...] Mais ils voulaient leur manif, ils l'ont faite. [...] Ces manœuvres ont montré aux militants de SOS-Racisme que leur route était semée d'embûches »[33].

Durant les trois premiers mois d'apparition de SOS-Racisme dans les médias (février-avril 1985), *Libération* n'a donc publié que quelques articles ayant la nouvelle association antiraciste comme principal sujet, essentiellement parce qu'Eric Favereau n'a à aucun moment proposé d'article sur SOS ; au contraire, tous les textes consacrés à l'association qu'il a signés avaient pour sujet une initiative spectaculaire de l'association à laquelle la direction du journal avait décidé de s'intéresser. Le 10 mai 1985, à la suite de la parution dans *le Monde* de la lettre critique adressée au journal par Christian Delorme[34], Eric Favereau publie un long article d'une page et demie consacré au bilan du développement de SOS et à l'état de ses relations avec les associations « beurs ». On peut faire l'hypothèse qu'à l'inverse des textes qu'il avait précédemment signés, cet article est publié à l'initiative d'Eric Favereau avec l'appui de René-Pierre Boullu, chef du service société, contre l'avis d'une partie de la rédaction. En effet, au sein de *Libération*, les critiques adressées à SOS par Christian Delorme, rapportées dans une courte « brève » du *Monde*, n'auraient probablement pas constitué un événement susceptible de retenir l'attention de la hiérarchie de la rédaction ou de tout autre journaliste. Eric Favereau s'étonne de la croissance de la nouvelle association antiraciste et souligne ainsi le caractère récent de

33. Daniel Groussard, Les jeunes Beurs de Miramas ont fait « leur » manif, *Libération*, 8 avril 1985.
34. Voir, article non signé, Le père Christian Delorme reproche à SOS une tendance à l'hégémonie, *le Monde*, 7 mai 1985 et Robert Solé, Les militants antiracistes découvrent les difficultés de la cohabitation, *le Monde*, 10 mai 1985, et ci-dessus p. 26.

l'engagement antiraciste des responsables de SOS : « qui aurait imaginé, il y a quatre mois tout juste, qu'un groupe d'inconnus, et sortis tout droit de leurs études, allaient vendre leur idée – ce badge *Touche-pas-à-mon-pote* – à plus d'un million de revers de veste ? Et du même coup réveiller une France, singulièrement passive devant des crimes à caractère raciste ». Eric Favereau dresse ensuite l'historique de l'association en paraissant mettre en doute l'authenticité de la version donnée par ses fondateurs : « en octobre 1984, le petit groupe apparaît. Il fait le tour des journaux, raconte une histoire « spontanée », en forme de conte de fées. L'histoire d'un des leurs agressé dans le métro, et sur le champ l'idée qui leur est venue de réagir. Le petit groupe va chercher des appuis, trouve ainsi Christian Delorme ». Le journaliste souligne en outre que l'effort des responsables de SOS se porte plus en direction de la presse que d'une éventuelle « base » militante : « La stratégie souterraine se révèle sans équivoque : s'appuyer au maximum sur les médias. Mi-février, tandis que le badge s'infiltre dans chaque lycée, à travers une conférence de presse spectacle, à l'hôtel Lutétia, « SOS » s'impose définitivement sur les écrans de télévision ». L'association qu'Eric Favereau présente ainsi comme « médiatique », c'est-à-dire un peu artificielle, semble en outre soupçonnée d'illégitimité puisqu'elle est une nouvelle fois décrite comme une organisation qui n'est pas « issue de l'immigration » et qui n'intègre dans ses rangs que peu de « beurs » : « Déjà embarrassés par la nouvelle mode « beur », les jeunes franco-maghrébins se retrouvent les « héros » d'une « pote-génération » qui ne leur fait guère de place ». Eric Favereau cite longuement les critiques de Christian Delorme, qui est présenté comme beaucoup plus réservé envers SOS après l'avoir soutenu : « Il avoue, avec pudeur, mais sans cacher son sentiment profond : “ je me sens un peu trahi ; comme si on m'avait trompé et laissé croire que tout cela était spontané. [...] Je suis blessé, oui, et je suis bien obligé de me poser la question, même si je n'ai à présent que très peu d'éléments de réponse. Qu'est-ce qu'il y a derrière tout cela ? ” »[35]. Le journaliste s'interroge à son tour : « l'épopée de SOS-Racisme serait-elle donc à double visage, avec en filigrane le fait que les principaux animateurs du mouvement avaient dès le départ des idées derrière la tête ? » avant de répondre à sa propre question en précisant l'origine politique des fondateurs de

35. Eric Favereau juge que les critiques de Christian Delorme sont des « propos graves et pourtant longuement médités » : « “ Ils ont débarqué de l'avion le lendemain du meurtre, fait aussitôt une conférence de presse et appelé à une manifestation. Tout cela sans la moindre concertation avec les jeunes sur place. Puis ils ont lâché qu'ils allaient prendre en charge le rapatriement du corps de la victime, sans en référer à quiconque, alors que ce rapatriement, d'habitude se fait très simplement, dans l'intimité et dans la solidarité au sein de la communauté maghrébine ”. Manque de tact, maladresse, précipitation ? Allez savoir ! un peu tout sûrement, mais rien ne change malgré les conseils répétés et les lettres successives de Christian Delorme. La gronde se développe alors. La quasi-totalité du mouvement associatif beur se rebiffe ». Christian Delorme ajoute « “ Si jusqu'à présent SOS a eu des effets très largement positifs sur la société française, elle a désormais des effets très négatifs sur la communauté maghrébine. Pour moi continuer à appuyer SOS dans ces conditions, ce serait trahir ma solidarité avec le mouvement associatif maghrébin ”. Propos graves et pourtant longuement médités ».

l'association et leur engagement actuel : « nul doute que pour un certain nombre d'entre eux, ils ont milité ensemble, quelques uns assidûment. Julien Dray, la trentaine, est l'un des penseurs de « SOS » : il a été dix ans à la Ligue communiste révolutionnaire et un temps membre du comité central. Aujourd'hui, il a sa carte au Parti socialiste. De même pour Patrick, qui s'occupe aujourd'hui des relations avec les lycées, et Rocky, l'inventeur du slogan, tous les deux anciens membres de la Ligue et aujourd'hui plutôt « socialisants ». Comme Bernard Pignerol, lui-même ancien assistant parlementaire d'un député socialiste. C'est l'évidence, les animateurs de SOS-Racisme, anciens trotskistes et nouveaux socialistes notamment, ne viennent pas de nulle part »[36]. C'était la première fois qu'étaient évoqués dans la presse non seulement l'organisation précise dans laquelle Julien Dray avait milité[37], mais aussi le fait que la plupart des fondateurs de SOS appartenaient au Parti socialiste.

On peut s'étonner rétrospectivement qu'il ait fallu plusieurs mois aux journalistes qui écrivaient sur SOS pour s'intéresser aux origines militantes des fondateurs d'une association aussi populaire et qui était présentée comme le symbole d'une autre façon de faire de la politique. Interrogé quelques années plus tard, Dominique Pouchin assure qu'il n'était pas au courant du passé politique de Julien Dray et qu'il n'a donc pas aidé SOS à dissimuler ce stigmate politique, alors qu'Eric Favereau déclare au contraire avoir « eu des conflits [avec sa rédaction] simplement parce que [il] racontait le passé politique de chacun d'entre eux »[38] :

> « *Dominique Pouchin* – Moi je ne l'ai pas su au départ que Julien avait été à... Et pourtant j'étais militant des mêmes organisations pour ce qui est de Julien, de la même organisation pendant des années, sauf que moi je ne l'ai jamais connu à la Ligue, Julien. À mon avis, il est arrivé à la Ligue au moment où j'étais déjà parti. [...] Bon, moi je m'en fous qu'on le dise, leurs origines, si je l'avais su, je l'aurais dit, enfin bon, ça ne me choquait pas du tout qu'on mette dans un papier “ ancien militant de l'Unef ou de la Ligue ” »[39].

---

36. Eric Favereau, SOS-Racisme au tournant : des « potes » s'en mêlent, *Libération*, 10 mai 1985, et errata : une précision sur « SOS-Racisme au tournant », *Libération* 11 mai 1985.

37. Michel Chemin dans *Libération* et Frédéric Ploquin dans *le Matin de Paris* avaient déjà écrit que certains membres fondateurs provenaient de « l'extrême gauche » mais ils n'avaient pas précisé qu'il s'agissait de la Ligue communiste révolutionnaire ni que Julien Dray avait été membre du Comité central. Ils n'avaient en outre jamais publié que Julien Dray et d'autres membres de la direction de SOS appartenaient au Parti socialiste. Voir Frédéric Ploquin, « touche pas à mon pote : la multiplication des parrains, *le Matin de Paris*, 15 mars 1985 et Michel Chemin, Lifting pour l'antiracisme, *Libération*, 20 février 1985. Frédéric Ploquin qui avait milité à l'université de Tolbiac à la fin des années 1970 connaissait bien le passé militant de Didier François et de Julien Dray : « *Frédéric Ploquin* – Je connaissais le parcours de quasiment tous les fondateurs de SOS pour les avoir côtoyés à la fac de Tolbiac parce qu'on est de la même génération. J'étais à ce moment-là assez proche d'eux mais pas dans le même mouvement. Il y avait en tout cas un passé commun qui faisait qu'on savait de quoi on parlait et que tout de suite on pouvait aller rapidement à une relative connivence. On savait exactement de quoi il était question et de quoi on parlait, on parlait des mêmes choses... *Ques. – Mais ça, leur passé politique, tu ne l'as pas écrit dans tes premiers articles ?* R – Quant tu as un mouvement, ce n'est pas la première chose que tu veux raconter. À la limite, au départ, ce n'était pas une information fondamentale. C'est vrai quelque part on a été probablement volontairement un petit peu naïfs parce qu'il y avait un côté extrêmement sympathique, plaisant et un peu drôle » ; entretien avec Frédéric Ploquin, le 23 juin 1993.

38. Entretien avec Eric Favereau, le 23 mars 1993, voir ci-dessus l'extrait d'entretien de la note 16.

39. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

Laurent Joffrin déclare également qu'il n'était pas informé du passé politique de Julien Dray dans les premiers mois d'existence de SOS-Racisme et qu'il a cru de bonne foi à l'histoire des origines racontée par les responsables de SOS, histoire qu'Eric Favereau qualifie de « conte de fées ». D'ailleurs, Laurent Joffrin ne paraît pas leur tenir rigueur de ces quelques accommodements avec la vérité journalistique et considère que cela fait partie de « la politique » :

> « *Laurent Joffrin* – Moi à l'époque j'avais écrit sur eux, moi je ne connaissais pas cette histoire, leur passé, donc moi j'ai raconté l'histoire qu'ils m'avaient racontée, l'histoire de Diégo, mais qui était un peu... (rire), mais je n'avais pas de raison de la suspecter tellement, pourquoi pas, après tout..
> Q – Ça ne vous semblait pas un peu gros, quand même ?
> R – Ah, c'est possible : moi je voyais bien que ce n'était pas que ça. Mais on a vite compris que c'étaient des militants politiques chevronnés. On s'est dit : " pourquoi pas, s'ils ont trouvé cette idée de badge ", mais on ne savait rien. [...] Bon, c'est la politique ça. Et puis s'ils n'avaient pas été un peu manœuvriers, ils n'auraient jamais réussi à faire ce qu'ils ont fait (rire). C'est ça la politique. [...] On ne peut pas leur reprocher d'être un peu malins. En plus, je connaissais un peu la musique, puisque j'étais militant quand j'étais jeune, donc je savais comment ça se passait (rire). Tout le monde fait ça quoi : les journalistes, on ne leur raconte pas tout, si on raconte tout aux journalistes où est-ce qu'on va (rire) ? »[40].

Pourtant, selon Eric Dupin, même lorsque les dirigeants de *Libération* furent informés du passé politique des fondateurs de SOS-Racisme, ils préférèrent ne pas insister sur ce point, de peur de nuire à l'association et de faire « le jeu de la droite et de l'extrême droite ».

> « Q – Et alors comment expliquer que l'image de neutralité de SOS-Racisme ait tenu aussi longtemps ?
> *Eric Dupin* – Je me souviens de discussions que j'avais eues, avec Favereau notamment, et avec d'autres qui connaissaient ça, et quand ils me racontaient leurs débats internes, c'était : " qui étaient ces zigotos ? ". Evidemment, ce n'était pas du tout apolitique, c'étaient des militants politiques très très estampillés. [...] Alors, en plus, tous les journalistes qui devaient suivre ça devaient le savoir. Alors on a là un phénomène d'autocensure, intéressant, un phénomène d'autocensure. Alors là, je crois que c'est le militantisme, inconscient, en plus. Il devait y avoir dans le Fig. Mag. deux trois trucs disant : " SOS, c'est animé par les trotskes ". Je me souviens d'ailleurs de débats à *Libération*, où notamment j'avais dit " mais pourquoi on ne dit pas que c'est des militants politiques ", et on me répondait, " mais si on dit ça, on fait le jeu de la droite et de l'extrême droite, parce qu'on dégonfle le truc " »[41].

---

40. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. Eric Favereau envisage avec beaucoup plus de réticence les omissions des responsables de SOS : « *Eric Favereau* – Je ne vois pas où est la différence entre un Hernu qui cache le Rainbow Warrior et un Julien Dray qui cache la véritable histoire de SOS ; quand même, c'est quoi la différence ? C'est une différence de fonction mais c'est des menteurs, ce qu'on n'avait pas quand même dans le mouvement beur ». « C'était des pros du militantisme et des pros du mensonge, tout ça pour la bonne cause, pour leur bonne cause. Et on pouvait le comprendre à l'époque, on pouvait se dire c'est vrai, ça va dans le bon sens » ; entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993.
41. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

Rendant compte de la réunion du 10 mai 1985 entre SOS et les associations « beurs », Eric Favereau atténue quelque peu les critiques dont il s'était fait l'écho quelques jours auparavant. Il écrit ainsi qu'en « quatre heures de débat, SOS-Racisme et les associations de la mouvance beur ont fait le point de leur rôle respectif. Les premiers se sont définis comme « la caisse de résonance » de l'action associative. Et la cause semble avoir été entendue ». Cependant, le journaliste constate que « Christian Delorme a été très sévèrement attaqué. On lui a reproché d'avoir étalé au grand jour ses propres inquiétudes – “ un mauvais coup... ” » mais il juge qu'il y a eu dialogue entre SOS et les associations « issues de l'immigration » et que SOS a apporté des réponses aux accusations de Christian Delorme sur ses tendances à l'hégémonie sur le mouvement associatif antiraciste : « quand à l'hégémonie supposée de SOS-Racisme qui écraserait tout sur son passage, et surtout les expressions fragiles du mouvement associatif maghrébin, les réponses de Julien Dray, un des personnages-clés avec Harlem Désir de SOS-Racisme ont été sans équivoque : “ Hégémonique ? Ce n'est nullement notre intention. Nous n'avons aucune prétention à nous substituer à ce mouvement associatif, d'autant que nous avons besoin de lui. Autrement, d'une certaine façon nous reposerions sur du vide. [...] Grâce à SOS, on va pouvoir porter de manière mille fois plus efficace les exigences d'associations de diverses communautés ” ». Eric Favereau juge d'ailleurs que « les associations présentes ont semblé prêtes à répondre, et même à jouer franc-jeu. « Passés les malentendus et les non-dits, la situation s'est clarifiée » a expliqué Farid Aïchoune du journal *Sans-Frontière*. [...] En filigrane se dessine donc un *modus vivendi*, une sorte d'acceptation de démarches parfois parallèles, d'autres fois convergentes »[42]. Bien que l'article du 13 mai 1985 d'Eric Favereau soit beaucoup moins défavorable pour SOS-Racisme que celui du 10, le bilan de cette polémique semble plutôt négatif pour l'association. La lettre de Christian Delorme publiée dans *le Monde* et les longs articles écrits à ce sujet dans *Libération* et *le Matin de Paris* tendent à faire apparaître l'association sous un jour radicalement différent de celui sous lequel elle se présentait jusqu'alors : d'une part elle est décrite comme une association distincte de la mouvance « beur » et constituée essentiellement de militants « blancs » et « juifs », d'autre part l'appartenance politique passée et présente de ses fondateurs est rendue publique. Ceux-ci sont très mécontents de la polémique suscitée par la publication de la lettre de Christian Delorme dans *le Monde* qu'ils qualifient de « quasi-déclaration de guerre »[43] et de l'image qu'Eric Favereau donne d'eux dans les colonnes de *Libération*.

---

42. Eric Favereau, Débat cartes sur table entre SOS-Racisme et les Beurs, *Libération*, 13 mai 1985.
43. Voir Harlem Désir, *Touche pas...*, *op. cit.*, p. 106. « *Eric Favereau* – Parce que quand même, il y avait un vrai discours officiel de la part de Julien Dray et d'Harlem, et face à ce discours officiel, toute lézarde était très mal prise » ; entretien avec Eric Favereau, le 23 mars 1993.

B) Les stratégies de « recentrage » de *Libération*

Si l'on comprend que le démenti flagrant et frontal opposé par Eric Favereau à l'image de représentativité « beur » et de virginité politique que les fondateurs de SOS-Racisme avaient donnée à leur association ait pu mécontenter ceux-ci, il est sans doute plus difficile d'expliquer le souci des dirigeants de *Libération* d'éviter que l'association antiraciste dont ils semblaient favoriser le développement (en particulier au moment du concert de 1985) puisse apparaître « partisane » ou pourvue d'une couleur politique trop marquée. Ce qui se joue dans les luttes symboliques pour définir la véritable nature de l'association, c'est la crédibilité publique et la capacité d'attraction de SOS, c'est-à-dire l'intérêt qu'elle est susceptible de provoquer et les soutiens qu'elle est capable de mobiliser[44]. Nous nous proposons de montrer que le type d'article publié par *Libération* à propos d'une association qui n'apparaît pas engagée en politique ne peut être le même que celui adopté vis-à-vis d'une organisation considérée comme « politisée » et « de gauche » parce que la politique éditoriale et commerciale des dirigeants de *Libération* à partir de 1978 et jusqu'à la création de SOS, vise à transformer l'image publique « gauchiste » puis « de gauche » du journal pour faire un quotidien « indépendant » de centre gauche, pourvu d'une image proche de celle du *Monde*. Dans une logique de démarcation politique, les journalistes de *Libération* sont donc encouragés à manifester une prise de distance critique avec toutes les organisations et les institutions identifiées au gouvernement ou au Parti socialiste. Sous cet aspect, l'image d'apolitisme construite par les fondateurs de l'association durant ses premiers mois d'existence et rendue manifeste par la présence de parrains politiques appartenant à l'UDF et au RPR, permettait à *Libération* de consacrer beaucoup d'articles à SOS sans mettre en cause sa ligne éditoriale « neutralisée ». Au contraire, l'effort d'Eric Favereau pour rendre publiques les caractéristiques politiques de Julien Dray et d'Harlem Désir et leurs ressources institutionnelles menaçait de porter atteinte à la capacité de *Libération* de parler positivement de SOS en risquant de faire apparaître *Libération* comme un journal « de gauche » soutenant selon une logique militante les organisations de son « camp » politique, en particulier si celles-ci sont appuyées par le gouvernement et le PS. Si jusqu'en 1988, l'image apolitique de SOS demeure suffisamment crédible pour que *Libération* maintienne un niveau élevé de

44. Pour un parti politique engagé dans une campagne électorale, le profit marginal du soutien d'une association ayant une image d'indépendance partisane est sans doute supérieur à celui d'une organisation perçue et décrite comme étant sa « courroie de transmission ». Il sera donc d'autant plus facile à SOS d'obtenir des soutiens des

couverture, ce ne sera progressivement plus le cas après les élections présidentielles de 1988 à mesure que l'association apparaîtra liée au Parti socialiste et que décroîtra la cote de popularité de celui-ci.

Libération a été fondé en 1973 par des militants issus de courants politiques qui s'étaient développés après Mai 1968 : le mouvement maoïste de la Gauche prolétarienne autour de Serge July et de Jean-Jacques Vernier auxquels se sont joints, par souci tactique d'ouverture des premiers, des non-maoïstes « libertaires » ou « sartriens » autour de Philippe Gavi. Les objectifs déclarés de ses fondateurs relevaient d'une logique politique plutôt que journalistique ou entrepreneuriale au sens économique[45]. Il s'agissait de construire un quotidien qui se démarquerait nettement du reste de la presse pour donner un éclairage politique différent[46] aux informations traitées par les autres journaux selon la logique ordinaire des médias[47]. Toutefois,

---

membres du gouvernement socialiste qu'il apparaîtra politiquement « indépendant ». En revanche, lorsque l'association sera identifiée au PS, l'aide financière de celui-ci sera plus difficile à obtenir.

45. Nous avons conscience de reprendre ici les catégories ordinaires séparant l'économique du politique ou du journalistique, catégories qui étaient justement partiellement récusées par les fondateurs de *Libération*. Ceux-ci ont donné à leur entreprise des raisons explicitement militantes : « les origines du projet sont directement héritées des idéologies, des mouvances et des utopies de ce qu'on peut appeler le « gauchisme soixante-huitard ». Philippe Gavi, un de ses fondateurs, définit ainsi le projet du journal : " dans une France occupée par les 'salauds', il faut créer des zones de libération, et appuyer des mouvements qui se créent " » (Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 15). La création du journal est d'ailleurs précédée d'une activité programmatique visant à définir les contours du projet : « toute la fin de l'année 1972 va voir l'équipe de *Libération* et ses amis déployer une activité débordante. Théorique, tout d'abord, pour asseoir les bases idéologiques et politiques du journal qu'ils veulent faire. C'est ainsi que Benny Levy, alias Pierre Victor, rédige (le texte sera revu et largement amendé dans un sens moins " mao " par Philippe Gavi) et présente le 2 novembre un manifeste : " *Libération* renversera le monde de la presse quotidienne... *Libération* dira tout ce qu'il y a à dire, sous le contrôle permanent du lecteur et en dehors de toute pression. " L'organisation du journal y est également présentée : " les journalistes de *Libération* partageront la vie des lecteurs du journal dans les cités, dans les banlieues, dans les villages. Pour l'équipe de *Libération*, il n'y aura pas de différence entre travail manuel et intellectuel, pas de hiérarchie des salaires. Ni de petits chefs " » ; Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 20-21. Pour le texte définitif de présentation de *Libération*, voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 2. Les années de poudre*, Paris, Le Seuil, col. point, 1988, p. 465.

46. Le manifeste publié le 5 février 1973 dans un des premiers numéros affirme que « *Libération* ne fera certainement pas de " politique " comme la grande presse l'entend dans les pages dites " politiques " ». À *Libération*, « l'information vient du peuple et retourne au peuple ». « L'organisation du quotidien et son financement dépendent du peuple, pas de la publicité, pas de la banque [...] Nous appelons tout le monde à soutenir *Libération* qui sera comme une embuscade dans la jungle de l'information » ; cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai de* Libération, *op. cit.*, p. 26. Il semble que Jean-Claude Perrier tend à sélectionner les citations des textes rédigés par les fondateurs de *Libération* pour ce qu'il estime être leur caractère rétrospectivement outrancier et ridicule pour le lecteur ordinaire de 1993.

47. La création de *Libération* est issue de la critique du traitement de l'actualité quotidienne par ce que les fondateurs du journal appellent alors la « presse bourgeoise ». Le manifeste inaugural du journal commence comme suit : « Il est temps que paraisse un quotidien démocratique. Il est temps que les grèves ouvrières, les souffrances, les choses de la vie des gens ne soient pas bafouées et manipulées par ces hommes de pouvoir, d'autant plus puissants qu'ils sont plus cachés, les magnats de la presse quotidienne », cité in Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, *op. cit.*, p. 465. Serge July écrit dans les colonnes de *Libération* : « c'est très sérieusement que nous disons que *Libération* sera un journal objectif... L'objectivité pour laquelle nous combattons, c'est une information qui sera sous le contrôle public et direct de la population » (cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 25). Dans une tribune cosignée avec Jean-Paul Sartre et publiée dans *le Monde* le 15 octobre 1973, il ajoute : « nous refusons d'être assimilés à un journal d'opinion. *Le Parisien Libéré* se prétend un journal d'information : c'est en réalité un journal d'opinion. Pas *Libération* » (*ibid.* p. 59). *Le Parisien Libéré*, journal à la fois populaire et « gouvernemental » constituera durant ses premières années l'antimodèle des

la politique rédactionnelle de *Libération* évolue rapidement : Serge July et Philippe Gavi cherchent progressivement à faire un quotidien qui apparaisse moins militant et plus « professionnel »[48]. À partir de juin 1974, ceux des membres fondateurs qui sont le plus attachés à l'aspect politique et engagé de *Libération* tendent à le quitter, aussi bien ceux qui appartiennent à la tendance qu'au sein du journal on nomme « mao » que ceux de la tendance appelée « démocrate ». Cependant malgré cette évolution, *Libération* continuera au moins jusqu'en 1981 à être considéré comme le journal le plus « à gauche » au sein du champ de la presse quotidienne[49].

Si le contenu éditorial du journal a évolué parallèlement à la perte d'influence des mouvements « gauchistes » après 1974[50], la traduction des principes politiques des fondateurs de *Libération* dans son mode d'organisation a été plus durable ; en effet en 1981, les trois règles sur lesquelles le journal a été constitué sont toujours en vigueur : égalité des salaires, relations professionnelles peu hiérarchisées, et prohibition de la publicité[51]. Ces caractéristiques tendent à définir l'organisation et le mode de fonctionnement du journal : l'absence de publicité contribue à faire de *Libération* un journal pauvre qui n'a pas toujours les moyens de faire des enquêtes, d'entretenir des correspondants ou de payer ses rédacteurs autant que ses concurrents. L'égalité des rémunérations encourage donc les journalistes susceptibles d'être embauchés ailleurs pour un salaire supérieur à quitter le quotidien[52]. Progressivement, le journal tend à se

---

journalistes de *Libération* qui entendront traiter les mêmes types de sujets (et en particulier les faits divers) selon une approche qu'ils souhaiteront radicalement différente.

48. Dans le numéro du 31 mai 1974, Serge July publie un article consacré au bilan et aux perspectives du journal dans lequel il rejette « la pensée morte de l'extrême gauche en train de mourir » et indique vouloir faire de *Libération* « un journal d'opinion, dont les opinions sont celles de la nouvelle gauche ». Jean-Claude Perrier estime que Serge July a alors « rompu » « avec le gauchisme, l'héritage de mai 68 et tout ce qui a présidé à la création du journal première manière. Et il annonce ce que sera demain *Libération* : de gauche, certes, mais une gauche « nouvelle », professionnel, et résolument moderne » ; Jean-Claude Perrier, *Le roman…*, *op. cit.*, p. 56.

49. Sur les premières années de *Libération* voir aussi François-Marie Samuelson, *Il était une fois* « Libé », Paris, Le Seuil, 1979. Le livre, auquel a participé Jean-Claude Vernier et qui est édité aux éditions du Seuil par Jean-Pierre Barou, deux membres fondateurs « maos » de *Libération* ayant quitté le journal en 1974, a été assez mal accueilli par les journalistes restés à *Libération*. Voir aussi Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, *op. cit.*, p. 461-467, 582-586, et 628-633.

50. Sur le déclin des mouvements « gauchistes », en particulier sur la dissolution de la Gauche prolétarienne voir le livre de témoignages de Hervé Hamon et Patrick Rotman, *ibid.* p. 493-656.

51. Serge July estime en 1978 que l'organisation interne du journal a des effets structurants sur son contenu rédactionnel : « *Serge July* – En fait l'entreprise *Libération* fonctionne sur trois principes : pas de hiérarchie des salaires ; l'assemblée générale est souveraine pour les grandes décisions ; *Libération* vit exclusivement de ses ventes et ne dépense pas plus que la recette mensuelle. [...] Je crois, je suis persuadé, comme toute l'équipe, que cela influe directement sur le type de presse que nous faisons. C'est la vieille histoire du mode de production. Si *Libération* " fonctionnait " autrement, je ne donnerais pas cher de son point de vue " libertaire " » ; Serge July interviewé en mai 1978 par Paul Thibault, directeur de la revue *Esprit*, « De la politique au journalisme. *Libération* et la génération de 68 », *Esprit 5*, mai 1978, p. 131-138, cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman…*, *op. cit.*, p. 126.

52. Les justifications avancées par les nombreux journalistes qui quitteront *Libération* entre 1973 et 1981 seront souvent d'ordre politique. Pourtant on peut faire l'hypothèse que la modicité des salaires et le mode de fonctionnement très intensif du journal (ceux qui font le journal travaillent souvent beaucoup) ont favorisé les découragements et les départs. Ainsi Marc Kravetz quitte *Libération* pour *le Matin de Paris* après que l'obtention du prix Albert Londres en 1980 pour sa couverture de la révolution iranienne ait établi sa réputation journalistique

réduire à ceux qui sont impliqués dans sa direction et à ceux qui ne peuvent être engagés ailleurs. *Libération* aura ainsi jusqu'en 1981 beaucoup de difficulté à engager des journalistes expérimentés en provenance d'autres rédactions[53].

Entre 1973 et 1981, l'image publique du journal le démarque nettement du reste de la presse : *Libération* apparaît comme « gauchiste » et « libertaire ». Les nombreux procès que le gouvernement et le garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, intentent à *Libération*, notamment pour la publication de plusieurs interviews de Mesrine[54], de petites annonces et de lettres de lecteurs « outrageant » les bonnes mœurs et de nombreux articles favorables à la dépénalisation des drogues douces ou indiquant leur mode d'emploi, contribuent à entretenir son image de journal marginal qui lui permet d'avoir un lectorat de fidèles mais qui limite probablement son public potentiel par rapport à celui des autres quotidiens et en particulier au *Matin de Paris* ou au *Monde*. En 1980, *Libération* dispose d'environ 41.000 acheteurs quotidien alors que Serge July fixe le seuil de développement du journal à 50.000 exemplaires.

À partir de 1978, les membres de la direction de *Libération*[55] s'engagent dans une nouvelle politique éditoriale. Ils souhaitent augmenter le tirage du journal et pour cela élaborer un produit journalistique plus proche de ce que proposent les quotidiens concurrents. Serge July entend rompre en premier lieu avec l'image de journal « gauchiste » qui ne lui apparaît plus que comme un « carcan ». On pourrait supposer que les transformations du contenu éditorial du journal entre 1974 et 1981 sont induites par l'évolution idéologique collective de ses fondateurs qui les a éloignés de « l'extrême gauche », mais on peut aussi faire l'hypothèse que c'est l'étroitesse de plus en plus grande du lectorat potentiel de *Libération*, tendant à décroître avec le recul de la

---

et accru les ressources qu'il pouvait faire valoir auprès d'autres rédactions. Jean-Louis Péninou justifie son départ de *Libération* pour *le Matin de Paris* par la difficulté à mettre en place la hiérarchisation des salaires. Dans une lettre affichée dans les couloirs du journal lors de son départ il écrit : « je pars pour une simple question de salaire. Une décision a été prise à l'automne [1981, sur l'introduction de la différenciation des salaires]. Son application soulève tant d'humeur et de difficultés que le journal préfère apparemment y renoncer. » cité in Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 146.

53. « Rien d'étonnant, à examiner les conditions de la création, que l'équipe soit constituée ou de militants, ou de jeunes journalistes venus là par idéal. En revanche, peu de journalistes professionnels quitteront leur place au soleil pour tenter pareille aventure » ; Jean-Claude Perrier, *Le roman....*, *op. cit.*, p. 21. Jean-Marcel Bouguereau juge qu'il « fallait avoir l'énergie que nous avaient donnée dix ans de militantisme désintéressé pour construire ça, dans un contexte aussi difficile, sans moyens ni expérience. Nous étions tous très mal payés, mais nous étions heureux de réussir ce que personne n'avait pu prévoir : un quotidien indépendant, novateur [...] » cité in Yves Roucaute, *Splendeurs et misères...*, *op. cit.*, p. 123.

54. Ces interviews réalisées par Gilles Millet seront publiées dans plusieurs numéros de *Libération* en novembre 1978 et dans les numéros du 3 et du 4 janvier 1979.

55. La composition de la direction de *Libération* a évolué entre 1973 et 1985, citons cependant les noms de Serge July, Jean-Louis Péninou, Jean-Marcel Bouguereau, Antoine Griset (directeur administratif entre 1981 et 1987) et Dominique Pouchin (à partir de 1984).

mouvance née de Mai 68, qui conduit la direction à changer sa ligne rédactionnelle pour élargir le public du journal[56].

> « En mars dernier [1980], la direction avait également tenté de changer l'image " gauchiste-porno-marginale-délinquante " du journal dans le public, pour être en phase avec l'évolution des mœurs et donner aux lecteurs le grand quotidien qu'ils attendaient. [...] " c'est cette stratégie qui a échoué " écrit Serge July (dans un rapport présenté le 6 février 1981 devant l'assemblée générale de la rédaction], à cause de la résistance de la majorité de l'équipe [...]. La question des licenciements notamment (entre vingt et trente personnes, jugées " pas assez compétentes " ou " pas à leur place ") a constitué une pierre d'achoppement »[57].

Dès 1978, une partie de la rédaction prépare une « nouvelle formule de *Libération* », qui implique « embauches, nouvelle maquette, sondage sur le lectorat, étude sur un éventuel passage à la publicité, [...] campagne de promotion nationale pour le lancement »[58]. Serge July entend faire un « quotidien libéral-libertaire » qui ne soit plus encombré d'une « image marginalo-gauchiste qui est un carcan, plus qu'un tremplin, qui surtout ne correspond plus à la réalité du journal et de ce que nous pensons »[59]. Pour changer cette image qu'il juge néfaste au développement du titre, il envisage de faire de la publicité pour le journal mais aussi d'en accueillir dans ses pages afin de montrer que les journalistes de *Libération* considèrent désormais qu'ils appartiennent à un média comme les autres[60].

Mais le changement de stratégie commerciale et journalistique de *Libération* nécessite aussi, selon Serge July, une transformation radicale des structures et du mode de fonctionnement du quotidien. Les responsables de *Libération* soutiennent que pour faire un produit journalistique plus proche de ce que propose le reste de la presse, il faut abandonner une organisation interne ne comportant ni hiérarchie fonctionnelle formelle, ni inégalité des salaires et où toutes les

---

56. Serge July juge à la fin de 1978 que ce qu'il analyse comme le déclin du « gauchisme » contraint *Libération* à évoluer : « La défaite sans équivoque de l'Union de la gauche en mars a clos une époque [...] le gauchisme et la contre-culture ont cessé d'être des forces créatives. [...] L'été 78 est éloquent, on chercherait en vain la moindre manifestation gauchiste, contre-culturelle, ou écologiste. [...] *Libération*, s'il veut vivre est condamné à en tenir compte. C'est-à-dire à changer, s'il veut devenir non le reflet cynique ou décadent ou mondain – ce que nous sommes très fréquemment – de la déprime de notre public, mais une équipe qui décrypte les bouleversements souterrains en cours. [...] nous ne sommes pas toujours débarrassés des cadavres pestilentiels abandonnés par l'agonie du gauchisme. » Serge July dans un document communiqué à la rédaction daté du 30 septembre 1978 cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 137.

57. *Ibid.*, p. 192.

58. *Ibid.*, p. 194.

59. Texte de Serge July daté du 15 mars 1980, cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 168. Voir aussi les propos de Jean-Marcel Bouguereau : « Ce journal [*Libération*] était encore loin de ressembler à ce que, dans nos rêves, nous imaginions. Nous avions l'impression de traîner un boulet, de ne pas progresser assez vite, d'être victimes de notre ancienne image gauchiste caricaturale » cité in Yves Roucaute, *Splendeurs et misères*..., *op. cit.*, p. 123.

60. « [*Serge July]* – " On nous traite de gauchistes [...]. Cette définition ne nous correspond plus [...] C'est pourquoi il me semble décisif de faire de la publicité pour *Libération*, en ce sens que la publicité a un effet de message, et par conséquent elle nous permettra de *casser* cette image " » ; Serge July cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 156.

décisions importantes sont prises au sein d'assemblées générales[61]. Entre 1978 et 1981, le principal souci de ce qui n'est pas encore la « direction » de *Libération* est de faire admettre au personnel du journal le principe de la généralisation de rapports hiérarchiques formalisés au sein de la rédaction. En 1980, dans un article collectif, Serge July et trois autres membres du journal estiment que « le système autogestionnaire qui régit le mode de décision depuis sa création s'est dégradé au point de paralyser à peu près totalement l'entreprise, rendant en particulier la direction inopérante »[62]. Parce que, selon lui, « le mode de production influe de manière négative sur le contenu du journal »[63], Serge July cherche donc à instaurer à *Libération* une structure hiérarchique permanente pour avoir des moyens de contraintes sur les journalistes et ainsi plus de prise sur la définition d'une ligne éditoriale[64]. En 1980, le quotidien qui embauche une quinzaine de journalistes est divisé en quatre principaux services, société, étranger, culture et politique-social-économie. Mais même Serge July, qui cumule durant quelques mois en 1980, la direction du service société avec la direction du journal a beaucoup de mal à imposer sa vision des choses aux membres de son service[65]. La réforme des statuts du journal soulève de très fortes oppositions. L'introduction d'une hiérarchie exerçant des « fonctions de responsabilité rédactionnelle » implique à court terme la remise en cause de l'unicité de traitement des salariés de *Libération* et l'éviction des journalistes les moins favorables aux transformations du quotidien. Serge July juge que l'égalité des salaires est « une égalité par le bas », fondée sur « la médiocrité, les bas rendements, le « j'm'en-foutisme », la sécurité »[66]. Il considère que l'évolution du journal qu'il estime nécessaire « ne se fera pas sans toucher au fonctionnement du journal, sans toucher à l'équipe » car seule « une partie de l'équipe actuelle est grosse d'un avenir pour *Libération* »[67].

> « Le 13 mars [1981], chaque salarié de *Libération* reçoit une lettre individuelle de Serge July l'informant des mesures de relance du journal. Trente-huit licenciements économiques sont demandés à l'Inspection du travail : dont vingt et un journalistes et onze fabricants [...]. Dans sa

61. Selon la direction, ce mode d'organisation tend à engendrer des conflits permanents au sein de la rédaction. Il présente en outre l'inconvénient de rendre difficiles et douloureux les licenciements collectifs.
62. Texte signé par Zina Rouabah, Serge July, Blandine Jeanson et Jean-Louis Péninou, publié dans *Libération* le 16 février 1980, cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman....*, *op. cit.*, p. 168.
63. Texte de Serge July daté du 15 mars 1980, cité in *ibid.*, p. 168.
64. Quelques mois auparavant, dans un texte préparatoire à une AG du journal (le 23 juin 1979), Serge July juge que l'assemblée générale est le « lieu par excellence où les projets et les décisions s'enterrent dans le silence de la conscience malheureuse. [...] Le rôle de l'AG est moins de prendre des décisions que de réaffirmer par sa cérémonie l'identité de l'équipe ». « Nous avons besoin d'une direction ayant des pouvoirs réels, ce qui implique qu'elle retire à l'AG certains de ses pouvoirs » « Nous avons besoin d'une bureaucratie, d'un cadre permanent investi de pouvoirs et exerçant réellement des fonctions de responsabilité rédactionnelle » ; cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman....*, *op. cit.*, p. 155.
65. Voir *ibid.*, p. 189.
66. Serge July, « commentaires de la direction sur sa démission », communication à l'assemblée générale du 21 février 1981 cité in *ibid.* p. 194.
67. Serge July dans la communication de la direction à l'AG du 21 février 1981, cité in *ibid.*, p. 191.

lettre Serge July n'exclut pas une autre charrette, composée de ceux qui seraient en désaccord avec leurs propositions de poste ou avec l'ensemble du projet »[68].

Les journalistes licenciés sont ceux que la direction juge être les plus éloignés des exigences professionnelles en vigueur dans le reste de la presse, c'est-à-dire ceux qui n'apparaissent « pas assez compétents » ou ceux qui, encore attachés au projet politique originel de *Libération*, n'ont pas suivi la même évolution idéologique que les responsables du journal[69]. Ce changement d'orientation ne va pas sans conflit avec les membres du journal qui ne l'acceptent pas ou qui en font les frais[70]. Pourtant, le 30 octobre 1981, une majorité des journalistes acceptent le principe de la hiérarchie des salaires (limitée dans les premiers projets de la direction à une amplitude de un à cinq, puis, devant les protestations du personnel, à une amplitude de une à deux), l'introduction de la publicité (dans un premier temps pas plus de trois pleines pages par jour sans publicité politique), et le principe de la prise de participation d'actionnaires extérieurs (pas plus de 30 % du capital). L'introduction de la publicité représente un changement radical dans le mode de fonctionnement du journal. Fondé sur un refus des logiques commerciales en vigueur dans le reste de la presse, *Libération* avait constitué son lectorat sur la base de l'originalité rédactionnelle et formelle permise par un moindre souci de

68. *Ibid.*, p. 200. Voir l'interview de Jean-Marcel Bouguereau citée in Yves Roucaute, *Splendeurs et misères...*, *op. cit.*, p. 124-125 : « On a fait un véritable chantage vis-à-vis de la rédaction : ou on change ou on part. On a finalement eu une majorité, de justesse, sur une base plus affective que journalistique. En vérité les journalistes n'étaient pas très convaincus. Ils ont accepté la transformation de mauvaise grâce [...]. Quand le journal est reparu, en mai 1981, nous étions presque sortis du ghetto. Pour la première fois, le tabou du licenciement avait été brisé puisque 35 personnes avaient été licenciées : les critères professionnels remplaçaient les critères communautaires. Le journal était beaucoup moins bricolé. J'ai pris le titre de rédacteur en chef, ce qui correspondait au travail que je faisais déjà, mais jusque-là le nom était aussi un tabou ».

69. Le licenciement collectif de 1981 a été en partie ressenti comme une épuration sur des critères politiques : « le 22 mars, Serge July affichait dans le couloir de la rue de Lorraine la liste des quarante bénéficiaires du licenciement économique. Il avait fait autant qu'il pouvait table rase du gauchisme. Toutes les tendances ont morflé, même les écolos et les anciens du lycée de Melun. Le traumatisme a été terrible. D'urgence, Polo [Jean-Paul Cruse], lui-même sur la liste, a créé un collectif dit du 22 mars [...] et s'est inscrit précipitamment à la C.G.T. L'un des exclus a fait quatre jours de grève de la faim pour rien. Des gens sortaient en pleurant dans la rue de Lorraine. Le service culture a sauvé sa forteresse anarchiste. Personne n'a été viré à l'atelier de fabrication. Zina Rouabah a trouvé honteux de couper ainsi le journal en deux » ; Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 99.

70. Ainsi Zina Rouabah, directrice administrative (gérante) de *Libération* de 74 à 81 quitte le journal en 1981 avant de revenir en 1984. Si elle approuve la politique suivie par Serge July, elle constate que celle-ci se heurte à de vives oppositions à l'intérieur de la rédaction : « J'étais d'accord sur l'arrêt [de *Libération*, c'est-à-dire la mise en place d'une nouvelle formule avec une nouvelle équipe]. C'est même moi qui l'avais proposé, ainsi que sur les licenciements et la réembauche de vrais professionnels. Mais l'AG a été horrible ». Elle est en revanche en désaccord sur les conséquences à court terme de l'alignement de *Libération* sur les autres titres de la presse quotidienne : « L'appel à des actionnaires extérieurs, la politique des salaires, l'introduction de la publicité... J'étais contre cette politique mégalo », cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 199 et 201. Zina Rouabah souligne en outre que les journalistes étant moins indispensables dans le journal que les fabricants, il était donc plus facile de les licencier sans provoquer l'arrêt de la parution du journal : « *Zina Rouabah* – La rédaction a été écrémée plus que la fabrication, qui a fait bloc et dont Serge July a eu peur. En particulier parce qu'il avait besoin que le journal reparaisse vite » ; Zina Rouabah, citée in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 200.

l'audience[71]. L'évolution de *Libération* impliquait donc une transformation partielle de ce lectorat, même si la direction préfère alors parler d'un « élargissement » de la clientèle du journal au delà des 40.000 acheteurs quotidiens. L'augmentation continue du nombre des lecteurs montre simplement que *Libération* gagne plus de lecteurs qu'il n'en perd[72]. La direction de *Libération* cherche à partir de 1981 à développer l'audience du journal chez les « cadres », catégorie sociale qui n'était pas auparavant ouvertement recherchée par le journal.

> « Sur la base de son lectorat acquis (41.000 acheteurs en moyenne en 1980), le journal doit avoir pour objectif 50.000 à 70.000 exemplaires vendus, " *sans copier le Matin pour détourner une partie du lectorat du Matin ou copier le Figaro ou encore le Parisien libéré, autrement dit "faire le plein de son créneau" (cadres urbains qui souhaitent plus de rigueur dans l'information et attachent une importance intellectuelle à leur mode de vie)* " »[73].

On peut faire l'hypothèse que la recherche de nouvelles ressources financières et l'introduction de la publicité ont fortement contribué à imposer à la direction du quotidien une évolution de l'offre rédactionnelle du journal et par conséquent une transformation des propriétés de son lectorat. L'ancien *Libération*, qui avait une image publique « gauchiste », une audience réduite et des lecteurs qui n'avaient pas la réputation de disposer de revenus élevés, accumulait les handicaps pour servir de support publicitaire. Recherchant des « annonceurs », les dirigeants de *Libération* devaient se procurer des lecteurs dotés d'un profil plus en adéquation avec les préférences de leurs clients. Le nouveau *Libération*, pour accroître son tirage, cherche donc à échanger son image « d'extrême gauche » pour une image « branchée », transforme ses lecteurs en « cadres urbains » intellectuels et « recentre » son offre journalistique aussi bien

---

71. Jean-Claude Perrier juge que l'introduction de la publicité a marqué le début d'un processus de normalisation du journal qui n'a cependant pas, selon lui, porté atteinte à « l'indépendance » du journal – mesurée selon les critères qui étaient ceux des fondateurs de *Libération* en 1973, cette « indépendance » a toutefois bien disparu avec l'introduction de la publicité au sein du journal – : « Il faut se rendre compte de la formidable rupture que cette prise en considération de la logique commerciale et capitaliste représentait par rapport à la culture idéologique de base du journal. Serge July se fend d'un long papier explicatif et autojustificatif. [...] Il est vrai que le fait d'accepter la publicité (à dose homéopathique dans un premier temps) ne changera rien à l'indépendance du journal, ni à celle de ses journalistes, heureusement. En revanche, et quoi que s'en défende Serge July, cette révolution a bel et bien contribué à faire de *Libération* un journal comme les autres ! » ; Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 221. La publicité rapportera au journal de 7 à 8 millions de francs en 1982 et 75 million en 1986. À titre de comparaison, en 1981, la publicité rapporte au *Monde* 215 millions de francs, 210 millions au *Figaro*, 130 à *France-Soir*, 54 au *Matin de Paris*, 45 au *Parisien libéré*, 14 à *L'Humanité*, 11 au *Quotidien de Paris,* 10 à *La Croix*, *ibid.* p. 222.

72. La page courrier de *Libération* se fait l'écho des réactions hostiles à la nouvelle formule du journal : « " Ça pue le marketing, la soupe au canard, l'image de marque, la cible, la clientèle, le créneau " (BBBB, 19 mai) ; " c'est devenu de la merde. Jamais plus je ne le lirai " (Jean-Pierre, 19 mai), " vous êtes tristes " (Hélène Giraud, 19 mai) [...] » ; Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 211. Voir aussi dans le numéro de 20 février 1982 les premières réactions de lecteurs face à la publicité : « " Le journal se fait hara-kiri sous nos yeux " (Grika) ; " Nous aurions préféré plus chère notre ration de *Libé* quotidienne, plutôt que d'avaler toutes ces merdes dignes de *France-Soir*. *Libé* est mort, d'autres prendront la place. Crève charogne " (un groupe de lecteurs de Toulouse) » ; *ibid.*, p. 223. Voir aussi le 15 mars 1982 la publication d'une « salve de lettres attristées ou râleuses ».

73. *Ibid.*, p. 202. La phrase entre guillemets et italiques est une citation issue d'un texte programmatique de Serge July diffusé en 1981 dans la rédaction.

dans le contenu éditorial que dans la maquette et la mise en forme de l'information[74]. Pour donner au journal l'apparence « libéral-libertaire » qu'ils souhaitent imposer, Serge July et la hiérarchie de la rédaction devront donc donner une image plus « professionnelle » du journalisme de *Libération*, ce qui conduira à une « neutralisation » relative de la ligne éditoriale[75]. Le discours tenu à cette époque par la hiérarchie de *Libération* aux rédacteurs, utilisant l'image d'un journalisme « à l'anglo-saxonne », fondé sur « les faits » et une « neutralité » affichée, avait pour objectif, à l'intérieur du journal, de définir la nouvelle norme professionnelle devant entrer en usage et, à l'extérieur, de montrer que *Libération* avait changé.

> « *Eric Favereau* – En 1985, c'était l'époque où à *Libération*, on avait soi-disant un positionnement " journalistique ", c'était quand même l'époque où le journal devait être neutre, quoi. C'était le mythe de la presse à l'américaine. Mais là, pour l'antiracisme version SOS, notre rédacteur en chef disait, " militer pour eux c'est bien " »[76].

L'introduction de la publicité va donc amener les dirigeants de *Libération* à dédifférencier leur offre journalistique de celle des quotidiens concurrents pour rendre le journal susceptible d'être acheté par un public plus large. Mais *Libération* est simultanément tenu de maintenir une certaine originalité pour démarquer le journal des autres titres de la presse quotidienne. Puisque *Libération* cherche à rapprocher son contenu éditorial et journalistique de ceux du *Matin de Paris* et du *Monde*, ceux-ci deviennent ses principaux rivaux. La logique concurrentielle de la rédaction de *Libération* obéira donc à un double principe : dans les pages politiques et économiques le journal essayera d'apparaître comme un quotidien « sérieux », et pour contrebalancer son image publique « de gauche », se montrera plus « neutre » vis-à-vis de

---

74. Jean-Claude Perrier écrit qu'à partir de 1979 « Le public visé désormais par *Libération* [...] est celui des *news* : la classe intellectuelle, les professions libérales et les « générations sans illusions qui entrent dans le salariat ». Le directeur de *Libération* ne se cache pas que dans ce créneau la concurrence est forte : *le Matin de Paris* et *Actuel*, qui vient de reparaître, *le Monde*, *le Nouvel Observateur...* » « Face à la concurrence (les autres quotidiens, mais surtout les news), *Libération* va jouer l'information et non plus l'opinion. Il faut d'autre part faire un quotidien complet et non plus d'appoint, par rapport au *Monde* par exemple », Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 167 et 202. Voir note 39 p. 107 la réaction de Jacques Fauvet, le directeur du *Monde* en 1982, devant les prétentions des responsables de *Libération* à disposer d'un lectorat de cadres. Voir également le récit que fait Bérangère Lorraine, pseudonyme d'un journaliste de *Libération* (Il s'agit semble-t-il d'Hélène Crié, entrée au journal en 1982), des transformations intervenues en 1981 au sein du journal et de la volonté de sa direction de présenter ses lecteurs comme des « cadres » : « Deuxième suicide, entièrement programmé par le patron, mais approuvé à la majorité par ses enfants : celui de 1981. July suspend la parution et vire la moitié de l'équipe (dont des gens qui lui avaient donné carte blanche, sachant qu'ils allaient faire partie de la charrette : vous avouerez qu'il faut être maso !). Ça ressemble au coup de Jim Jones en Guyana. Pas tout à fait cependant : le phénix renaît de ses cendres. Un *Libé* relooké à mort part à l'assaut d'une nouvelle génération de lecteurs. On veut bien garder le vieux public ringard, mais il faut qu'il change de look, lui aussi. Il change, oh, il change ! La preuve : pour montrer aux annonceurs que *Libé* est un bon coup, on effectue un sondage. « Lecteurs qui êtes-vous ? vous manger souvent au restaurant ? Vous porter une montre Kelton ou une Cartier ? Vous gagnez combien par mois ? » Victoire ! Le lecteur de *Libération* n'est plus un marginal qui lance des cocktails molotov, mais un cadre dynamique. La pub commence à rentrer (ah ! j'avais oublié la pub : encore la disparition d'un concept d'origine) » ; Bérangère Lorraine, *Meurtres à* Libération, Paris, Calmann-Lévy 1989, p. 152.

75. Jean-Claude Perrier écrit que « professionnalisme » devient « le maître mot de Serge July », *op. cit.*, p. 128.

l'UDF et du RPR et plus fréquemment critique à l'égard du parti et du gouvernement socialistes que *le Matin de Paris* ou *le Monde* ; dans les pages « société » et « culture », les journalistes de *Libération* chercheront à apparaître plus attentifs aux « transformations culturelles » et aux « changements de société », c'est-à-dire plus « à la mode » et plus « branchés » (selon la terminologie qui se diffuse alors) que leurs concurrents dont la présentation et les thèmes resteront plus traditionnels.

> « L'évolution des rubriques et des genres sur le thème de l'immigration nous semble refléter l'évolution de *Libération*, passé du statut de journal gauchiste à celui de grand quotidien d'une gauche majoritaire. Elle révèle l'effort de la rédaction pour se distinguer des autres quotidiens d'opinion voisine (*le Monde* et *le Matin*) tout en s'en approchant. La solution trouvée consiste, outre une rhétorique qui n'est pas ici notre propos, à traiter l'essentiel de l'information de la même façon que les autres, mais à se démarquer dans des rubriques annexes où peut se donner libre cours un certain goût de l'exotisme, du singulier et du marginal »[77].

Serge July déclare ainsi vouloir faire de *Libération* une « équipe qui décrypte les bouleversements souterrains en cours »[78]. Nous verrons que l'importance donnée par le journal à SOS-Racisme proviendra en partie de la volonté de la rédaction de *Libération* d'apparaître sensible aux modes et aux « phénomènes de société », en particulier lorsqu'ils touchent « la jeunesse ». À partir de 1981, les dirigeants de *Libération* sont donc amenés à manifester avec ostentation la rupture avec l'histoire du journal. En critiquant le gouvernement de Pierre Mauroy sur sa politique économique, la rédaction de *Libération* montre qu'elle sait prendre ses distances avec des hommes politiques dont elle est réputée proche et qu'elle a rompu avec des conceptions économiques et politiques qu'elle contribue alors à présenter comme des idées « archaïques »[79].

> « *Laurent Joffrin* – Le journal, et en particulier le service économie, a pris ses distances très vite par rapport aux mythes de la gauche. Nous faisions dans la dérision, l'impertinence. Nous avons été très critiques sur les nationalisations »[80].

---

76. Entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993.
77. Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, *op. cit.*, p. 79.
78. Serge July dans un document communiqué à la rédaction daté du 30 septembre 1978 cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 137 (voir note 56). Pour une critique ironique de ce type de discours de promotion et de justification de *Libération* voir Bérangère Lorraine, *Meurtres à* Libération, Paris, Calmann-Lévy 1989, par exemple p. 175.
79. Pour une analyse des techniques journalistiques d'euphémisation qui permettent d'allier un engagement « progressiste » « de gauche » et le refus de positions politiques trop radicales, voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 131-242.
80. Laurent Joffrin cité in Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 211. Laurent Joffrin a bien sûr rétrospectivement intérêt à présenter les choix politiques et économiques de la rédaction à partir de 1981 sous le jour du réalisme et de la lucidité précoce ; voir aussi Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 214-215 : « Jouant sur le terrain de la macro-économie, *Libération* est entré comme dans du beurre dans les cabinets ministériels de l'après-1981, dont l'ancien *Libé* ignorait jusqu'à l'existence. Il est devenu le journal du matin de la nomenklatura socialiste, gênée par l'image officielle du *Matin de Paris*. Il allait de soi que le marxisme était cuit. Sans s'être

La mise en cause de ce que Laurent Joffrin appelle les « mythes » économiques de la gauche et le passage du journal à la promotion de « l'économie de marché » sont d'autant moins douloureux pour Serge July et les dirigeants de *Libération*, qu'ils ont passé plus de six ans à transformer une entreprise autogérée qu'ils considéraient comme ingouvernable et d'un niveau journalistique médiocre en une entreprise de presse « comme les autres » dotée d'une hiérarchie rédactionnelle et d'une régie publicitaire prospère. Les services politique et économie du journal sont les premiers concernés par la nouvelle stratégie de respectabilité de *Libération*. Entre 1981 et 1986, Pierre Briançon et Laurent Joffrin du service économie et Jean-Michel Helvig du service politique, marquent, par l'adoption d'un angle très fréquemment critique à l'égard du gouvernement, la prise de distance de *Libération* avec le PS[81]. La lutte commerciale avec *le Matin de Paris* et *le Monde* est une conséquence de ce travail symbolique de transformation de l'image du journal : en dédifférenciant son offre journalistique vis-à-vis de celles de ses concurents, en apparaissant plus « indépendant » et moins « gouvernemental » que *le Matin de Paris*[82], mais aussi plus ouvertement « de gauche » que *le Monde* qui essayait

---

jamais concertés, July et Briançon [chef du service économie de *Libération*] ont été d'accord dès le premier jour sur la ligne de la rigueur ».

81. Selon Laurent Joffrin, Serge July considérait comme stratégique pour *Libération* de pouvoir critiquer « la gauche » : « *Laurent Joffrin* – On a créé le service économique avec Pierre Briançon. Serge July avait un projet de transformation symbolique du journal, concrétisé par la nouvelle maquette et un point de vue critique de la gauche. Il voulait doubler la gauche sur sa droite. Le service économique était stratégique car on injectait du libéralisme. Je prenais des positions virulentes. Par exemple, je disais : « il faut accepter la hiérarchie des salaires. » Nous étions l'aile moderniste, « tapiste » disaient les méchants... On trouvait que Serge July n'allait pas assez vite, mais c'était utile pour lui d'avoir une droite. », cité in Yves Roucaute, *Splendeurs et misères*..., *op. cit.*, p. 187.

82. La ligne éditoriale de *Libération* s'explique en grande partie par un souci de concurrencer *le Matin de Paris* et aussi d'éviter le déclin connu par ce quotidien que beaucoup au sein de la presse attribuaient à son image de journal « gouvernemental » : « *Eric Dupin – Le Matin* était encore plus militant par rapport à SOS, je crois, de façon encore plus affichée, *le Matin* avait une coloration de journal de gauche, point, alors qu'au contraire tous les efforts de July c'était de s'éloigner de ça » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994. Sur la disparition du *Matin* voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 122-137, 190-202 et 189-195 ; Françoise Berger décrit ci-dessous les effort déployés par les actionnaires du *Matin* pour transformer l'image symbolique du quotidien : « Puisque *le Matin* était jugé trop proche du pouvoir, il fallait donner un coup de barre dans l'autre sens avec une figure de proue. Ils [les membres du conseil d'administration du *Matin*] ont cité deux ou trois noms, dont celui d'un journaliste centro-centriste, Jean-François Kahn, qui venait de quitter la direction des *Nouvelles littéraires*. Perdriel était contraint d'obtempérer. Carte blanche a donc été donnée à JFK pour jouer les ventilateurs. Kahn : " Mais je ne suis pas de gauche. " Perdriel : " C'est ce qu'il faut " » (*ibid.* p. 192-193) ; voir aussi Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 199-200. Toutefois, il apparaît difficile de transformer l'image du journal une fois qu'elle se trouve largement diffusée et stabilisée. Dans l'extrait ci-dessous, Françoise Berger raconte comment une campagne du *Matin de Paris* conçue pour placer le journal en position critique par rapport à la politique du gouvernement se retourne contre ses promoteurs : « La mauvaise réputation a la vie dure. *Le Matin* fait une grande opération liberté pour les radios libres. Quatre jours après dans les DOM-TOM, François Mitterrand dit qu'il faut effectivement de la pub. Le patron de l'institut de sondage Ipsos en conclut et affirme que la campagne du *Matin* venait de l'Elysée. S'il l'avait vu Lalu [Vincent Lalu, alors rédacteur en chef du *Matin*] lui aurait mis son poing sur la gueule », *ibid.* p. 194. Pour une interprétation du déclin de *France-Soir* comme une conséquence de prises de positions systématiquement gouvernementales, voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 244-246.

également de se défaire d'une image « socialiste », *Libération* pouvait espérer « prendre des lecteurs » à chacun de ces titres[83].

L'émission télévisée intitulée « Vive la crise » accompagnée d'un numéro « hors série » de *Libération* permettra aux dirigeants du journal de montrer de façon spectaculaire que *Libération* avait changé à des lecteurs potentiels qui n'avaient pas toujours eu l'occasion d'apercevoir l'évolution idéologique et éditoriale du journal. En participant à ce qui va apparaître comme l'enterrement officieux des « mythes » de « la gauche » d'avant 1981 et la mise à la mode des idées « libérales » – hier encore identifiées au personnel politique « de droite »[84] – par des acteurs publics s'affirmant « de gauche » (Yves Montand, Alain Minc, Bernard Tapie), l'équipe dirigeante de *Libération* va donner une publicité inespérée à sa nouvelle ligne éditoriale et contribuer à justifier les nouvelles orientations économiques des responsables gouvernementaux socialistes[85].

> « Le livre saint-simonien de Michel Albert, *Le Pari français* (Seuil), ayant fait un malheur, Guillebaud [ancien journaliste du *Monde*, directeur de collection au Seuil et membre de la Fondation Saint-Simon] avait décidé d'en faire un scénario. Il a demandé à Joffrin de l'aider. Alain Minc était dans le coup [...]. L'acteur chantant Yves Montand, en plein trip de communiste repenti et reaganien, qui parlait même d'être candidat à la présidence de la République, prêtait son concours. Serge July a participé avec empressement à cette opération de recentrage. [...]“ Vive la crise ” a fait exploser l'audimat. Le supplément concomitamment réalisé par *Libération* a fait plus de cent mille exemplaires. Tenant en main la preuve que *Libé* était vendu au patronat, le délégué C.G.T. Jean-Paul Cruse était aux anges. C'était du gâteau : Bernard Tapie, repreneur d'entreprises en difficulté expliquait noir sur blanc comment résorber le chômage en virant les gens. Le syndicalisme était ouvertement insulté [...] L'ultra-vendéen Philippe de Villiers, énarque du Puy-du-Fou, passait pour un gentilhomme de conte de fées grâce à un papier de dernière minute. Une assemblée générale a été convoquée d'urgence. Envoyé au casse-pipe dans la fosse aux lions, Laurent Joffrin se faisait l'effet du mec qui a tiré

83. La direction du *Matin de Paris* se considérait également dans une situation de concurrence aiguë avec *Libération*. Selon Françoise Berger, « Chaque matin, Perdriel arrivait avec les chiffres de vente : “ Nous aurons *Libé*. July a juré d'avoir notre peau, mais c'est nous qui auront la sienne. Ce sera Libération ou nous ” » ; *Journaux intimes*..., *op*. *cit*., p. 192. Il est probable que le nombre d'articles que *Libération* et *le Matin de Paris* publie sur SOS s'explique aussi par la concurrence que les deux rédactions estime devoir mener pour attirer le public des acheteurs de badges, qui semblent constituer un lectorat jeune proche de la gauche.

84. Pour Jean Boissonnat, Jacques Chirac a adopté des thèmes économiques et politiques « libéraux » inspirés de ceux de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan lors de la campagne des présidentielles de 1981, alors qu'il recherchait une thématique à la fois originale et « de droite » pour critiquer le président sortant, Valéry Giscard d'Estaing ; voir Jean Boissonnat, *Journal de crise (1973-1984)*, Paris, Lattès, 1984.

85. Le « scandale » suscité « à gauche » par cette émission montre que l'adoption par le gouvernement d'une politique économique plus « libérale » – le « tournant de la rigueur » – ne s'était pas immédiatement accompagnée d'une évolution parallèle des « mentalités » chez ceux qui avaient adhéré au projet de changement social de 1981. La nouvelle politique est souvent présentée comme une « parenthèse » et le gouvernement n'assume pas ouvertement l'évolution de sa politique. Le processus de transformation des représentations politiques en est encore à ses débuts. On peut faire l'hypothèse qu'en donnant une visibilité au mouvement de promotion des idées « libérales », l'émission a contribué à cristalliser les transformations en cours et à accélérer la remise en cause manifeste des thèmes politiques dont était issu le programme socialiste de 1981. En élargissant le spectre idéologique au sein duquel on pouvait encore prétendre appartenir au camp de « la gauche », l'émission permettait également le « recentrage » progressif des responsables du Parti socialiste qui ne souhaitaient pas apparaître les premiers à abandonner des thèmes sur lesquels ils avaient fait campagne quelques années plus tôt.

la chasse d'eau et sent tout l'immeuble lui dégringoler dessus »[86].

Si le changement de ligne éditoriale ne suscite pas que des réactions favorables à l'intérieur même du quotidien[87], la publicité donnée à l'émission consolide et diffuse la nouvelle image « gauche moderne » de *Libération* qui le rapproche de la position occupée dans l'espace de la presse par *le Nouvel Observateur*[88]. La nouvelle orientation du quotidien, qui passe par une

86. Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 214-215. Voir aussi Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 245 : « Le service économie de *Libération*, " très controversé au sein même du journal ", selon Laurent Joffrin, s'associe à l'émission de télévision *Vive la crise* (sur Antenne 2), coréalisée avec Jean-Claude Guillebaud, où Yves Montand [...] fait un tabac. L'opération débouche sur un numéro hors série de *Libération*, intitulé lui aussi " Vive la crise ", ce qui ne laisse pas d'être un tantinet provocateur alors que la France entre dans une longue période de vaches maigres. Serge July, dans son éditorial, appelle à " domestiquer la crise ", à " changer de vie " à défaut de " changer la vie ", tandis que Laurent Joffrin fustige les erreurs des socialistes : " la relance ratée, le colbertisme impuissant qui a défini leur politique pendant un an, jusqu'à la volte-face de la rigueur, ont eu le mérite de vacciner l'opinion. " " Ça a fait du remue-ménage dans le journal, dit Joffrin. Lors d'une AG, je me suis retrouvé tout seul, mis en accusation. Serge July laissait faire, se contentant de nous soutenir mollement. Et puis ça c'est calmé " ». Il apparaît donc non seulement que l'ensemble des journalistes de *Libération* n'était pas en accord avec la nouvelle ligne éditoriale et politique des dirigeants du journal, mais aussi que l'émission « Vive la crise » a également opéré une rupture de l'image que le personnel du quotidien avait de *Libération*.

87. Eric Dupin juge au contraire que la transformation de la ligne éditoriale de *Libération*, amorcée depuis plusieurs années, a finalement soulevé peu de protestations au sein du journal : « *Quest. – Mais ça n'a pas posé de problème justement cette conversion à l'économie de marché à l'intérieur de* Libération *? Eric Dupin* – Non, parce qu'il y avait deux sortes de gens, ceux qui s'intéressaient à l'économie et ceux qui ne s'y intéressaient pas. Ceux qui ne s'intéressaient pas à l'économie, ce n'était pas leur univers – je simplifie –, donc quand on leur disait que la balance des paiements était déficitaire et qu'il fallait faire ceci ou cela, bon pfff... Ceux qui s'y connaissaient entre guillemets était du moule Sciences-po, études d'économie, comme moi : ils croyaient à leur machin, donc ça n'avait pas posé de problème. Pour le noyau dirigeant du journal et pour Serge July en particulier, c'était une possibilité d'être vraiment en prise avec la décision, en prise avec l'histoire entre guillemets, et c'est vrai qu'en mars [1983, lors du choix de la politique économique de maintien dans le SME] c'était quand même assez important, ce qui s'est passé, c'étaient les papiers de Serge July qui donnaient un petit peu le la de l'évolution, donc ça suppose évidemment une situation journalistique et un bénéfice, en terme de crédibilité du journal, assez énorme » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

88. Cette proximité dans le champ journalistique entre *Libération* et le *Nouvel Observateur* se manifestera en particulier par les échanges de journalistes entre les deux titres (citons notamment, outre Laurent Joffrin, François Reynaert, Daniel Rondeau, Alain Schiffres, Thierry Philippon, Dominique Nora, Bernard Loupias, Michel Lebris, Philippe Gavi, Martine Gilson, Didier Eribon, Pierre Blanchet, Serge Raffy, Philippe Boulet-Gercourt, François et Max Armanet, Claude Soula, Jean-Jacques Chiquelin) et par la participation de collaborateurs des deux rédactions aux mêmes institutions affinitaires (Siècle, la fondation Saint-Simon), voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 77-78 et Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 212-214. Après 1988, sous l'impulsion de Laurent Joffrin, *le Nouvel Observateur* déploie des stratégies de prise de distance vis-à-vis du gouvernement très semblables à celles de *Libération* ; voir l'interview de Laurent Joffrin par Yves Roucaute où le nouveau rédacteur en chef justifie la ligne éditoriale de l'hebdomadaire : « *L'Observateur* doit accentuer son originalité, sa spécificité en tenant le plus grand compte des contraintes commerciales. Il doit s'engager sur des idées et non pas des partis ou des hommes. [...] Nous n'avons pas hésité à dénoncer les anomalies du financement de la campagne électorale socialiste. Claude Perdriel a reçu des menaces. Le pouvoir a tenté d'organiser des pressions par des voies économiques. Mais Claude Perdriel ne nous a pas demandé de céder, au contraire. Il a dit : « Continuez, j'ai l'habitude. » Quand Jacques Julliard a dénoncé « l'affairisme rose », Pierre Bérégovoy en colère a appelé Jean Daniel « c'est une déclaration de guerre. » Jean Daniel a refusé de désavouer la rédaction. Nous n'hésitons plus. Sur les fausses factures, nous avons été au premier rang des attaques. Il est stratégique pour nous que nous soyons indépendants » ; Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 171. Bien entendu, l'affirmation par le rédacteur en chef du *Nouvel Observateur* que la ligne éditoriale de l'hebdomadaire est de se démarquer du gouvernement et d'affirmer son « indépendance », fait elle-même partie de la stratégie de démarquage critique mise en œuvre. Il est cependant peu vraisemblable qu'il s'agisse là d'une orientation éditoriale très originale : « du temps de *France-Observateur*, on avait pour précepte de refuser la ligne des états-majors : « pour savoir ce que vous aurez à dire, attendez de voir ce que vont dire le PC et la SFIO, et puis choisissez une position distincte » (ancien journaliste de *France-Observateur*) » ; Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 159.

attitude fréquemment critique envers le gouvernement socialiste et ceux qui lui semblent liés, n'est donc pas sans conséquence pour SOS-Racisme : tant que l'association apparaîtra comme une organisation apolitique ou au moins non-partisane, les rédacteurs de *Libération* pourront lui consacrer des articles nombreux et positifs, en cumulant les profits de la fidélité aux traditions antiracistes du quotidien et ceux de la sensibilité journalistique aux nouveaux courants de la jeunesse ; mais lorsque SOS-Racisme sera identifié au Parti socialiste et à François Mitterrand, ils seront conduits, par la logique structurelle de leur politique éditoriale et commerciale, à critiquer l'association, ou, s'ils répugnent encore à mettre en cause une organisation antiraciste, à lui consacrer moins d'articles.

C) Le revirement de la rédaction de *Libération* à l'égard de SOS-Racisme : une stratégie publicitaire

Jusqu'au concert de juin 1985, SOS-Racisme s'était fait connaître essentiellement par les ventes de son badge et pour la « minute de silence » organisée dans quelques lycées parisiens après le meurtre d'Aziz Madak. *Libération* n'a publié, début juin, que 35 articles sur les 120 que le journal va consacrer à l'association en 1985, contre respectivement 47 sur 126 pour *le Matin de Paris*[89]. Le concert va permettre à SOS d'asseoir durablement son image de première association antiraciste et de devenir le principal interlocuteur des journalistes et des pouvoirs publics en matière de racisme. Cependant malgré l'importance des artistes présents, le succès n'aurait pas été assuré sans les nombreux articles que *le Matin de Paris* et *Libération* lui ont consacrés. *Le Matin de Paris* va publier plusieurs textes annonçant le concert les 12 et 13 juin, une page le 14 et un cahier spécial de 8 pages le jour de la fête (ce journal publie en particulier pour chaque région la liste des associations ou des individus qui organisent l'affrètement de cars pour se rendre à Paris). *Libération* va également largement participer à la campagne d'annonce du concert en faisant paraître les 13, 14 et 15 juin trois encarts spéciaux de respectivement 8, 6 et 7 pages sur le « racisme » et SOS. La décision de consacrer 21 pages à SOS-Racisme les trois jours précédant le concert, c'est-à-dire selon l'expression de Dominique Pouchin de « faire la grosse caisse », n'a bien sûr pu être prise qu'au niveau de la direction de *Libération* et en collaboration avec les responsables de l'association[90]. Ainsi, Eric Ghébali, alors secrétaire

89. Les chiffres donnés ici sont ceux des articles recensés dans le corpus.
90. Dominique Pouchin justifie l'abondance des articles consacrés au concert par le souci du journal de rattraper son « retard » dans la couverture de SOS : « *Quest. – Alors, au début, la couverture de SOS est faite par Eric Favereau, qui est plutôt pas très favorable et ensuite, vous prenez la décision de faire les trois cahiers spéciaux pour la Concorde... Dominique Pouchin* – Ouais, c'est parce que je pense qu'on a réagi tard, et que comme

général de SOS-Racisme, assure que l'accord de principe pour la publication par *Libération* d'une série d'articles avant le concert a été discuté au cours d'une réunion rassemblant, en l'absence d'Eric Favereau, Jean-Marcel Bouguereau et plusieurs membres de la rédaction de *Libération* :

> « *Eric Ghébali* – Quelques semaines avant le concert du 15, j'ai appelé Bouguereau, et je lui ai dit, " voilà on fait un grand concert, je voulais t'en parler, est-ce qu'on peut se voir ? ". Il me reçoit, il était au téléphone. Et puis, [...] il y a un mec qui vient s'asseoir à coté de moi, puis un deuxième, un troisième, il y a 8 personnes qui se sont retrouvées assises à la table autour de Bouguereau qui était toujours en ligne. Puis il raccroche au bout d'un moment. Je me suis dis " il démarre une réunion, il ne va pas me recevoir ". " *Comment vas-tu etc., bon, on t'écoute* ". Avec Bouguereau, il y avait 8 à 10 journalistes, et il n'y avait pas Favereau. " *Comment se présente votre concert ?* ", " voilà, on va faire un grand truc, un concert à la Concorde, on va avoir un tel et un tel et un tel ". Il dit "*ah bon, c'est impressionnant, tu es sûr du plateau ?* ", " Oui, quasiment ". " *Il faudra que tu nous le confirmes* " [...]. Et il me dit " *qu'est-ce qu'on peut faire pour vous ? Qu'est-ce que vous voulez ?* ". " Ecoute, moi je crois que ce serait bien que vous fassiez un supplément, qu'on distribuerait à la fête, sur SOS-Racisme, sur le racisme ". " *Très bonne idée, on n'y avait pas pensé* ". Bon, je lui ai confirmé le plateau, il me dit " *écoute, moi, je suis tout à fait favorable, on se lance dans l'affaire* ". Et de là est né un supplément, la veille du concert de SOS-Racisme il y a eu un supplément dans *Libé* pendant une semaine »[91].

Eric Favereau confirme avoir appris ultérieurement que la direction de la rédaction de *Libération* entretenait des relations régulières avec les fondateurs de SOS-Racisme :

> *« Eric Favereau* – Lorsqu'ils [les dirigeants de SOS, Julien Dray, Eric Ghébali et Harlem Désir] avaient leurs réunions ici, avec la direction du journal, je n'étais jamais là, alors que ça ne se fait jamais. Si ça s'était su ça se serait très mal passé quand même. Non, j'ai appris ça plus tard, je n'étais même pas au courant. J'étais assez nouveau à l'époque. Moi, je n'ai pas du tout un passé politique, je ne saisissais pas du tout les enjeux, je n'imaginais pas du tout un monde souterrain, c'est SOS qui m'a fait découvrir quel pouvait être... Qu'on pouvait réfléchir quoi, avant de lancer les actions, donc là, j'était très naïf, très très naïf »[92].

Eric Favereau va progressivement écrire moins d'articles ayant pour sujet SOS-Racisme. Les « cahiers spéciaux » d'avant le concert constituent un moyen de diluer son emprise sur le traitement des « questions de l'immigration » sans que cela apparaisse comme un dessaisissement. Ainsi, la part des articles consacrés à SOS-Racisme signés par Eric Favereau passe de 36 % avant le concert, à 17 % dans les cahiers spéciaux (voir tableau 3). Après le concert, sa contribution à la couverture de SOS augmente à nouveau pour représenter 27 %

---

toujours quand on réagi tard, on en fait d'autant plus qu'on a sans doute eu le sentiment d'être tardif. Mais je pense qu'on a eu mille fois raison, je ne regrette strictement rien » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

91. Eric Ghébali, entretien réalisé les 15 et 21 octobre 1992. Dans la relation qu'il fait de cette réunion, Eric Ghébali montre qu'avant même de connaître les projets de SOS, Jean-Marcel Bouguereau avait convoqué une dizaine de journalistes pour entendre le secrétaire général de SOS-Racisme, c'est-à-dire que, selon Eric Ghébali, certains membres de la direction de *Libération* semblaient souhaiter dès le mois de mai une couverture plus large de SOS. Le fait qu'Eric Favereau n'ait pas été convié à la réunion paraît en outre montrer qu'ils cherchaient en outre à tenir à l'écart de la couverture de SOS le journaliste trop systématiquement critique qu'était Eric Favereau.

des articles, mais ceux-ci sont bien plus nombreux et le journaliste spécialisé du secteur « immigration » ne constitue plus autant qu'auparavant un goulot d'étranglement pour la couverture de SOS-Racisme puisqu'il apparaît établi que le rédacteur du secteur immigration n'est plus le seul journaliste à pouvoir écrire légitimement sur SOS, devenu une priorité de la direction du journal.

Tableau 3 : Proportion d'articles écrits par Eric Favereau au sein de *Libération* durant l'année 1985.

Période	articles d'Eric Favereau	nombre d'articles signés	part des articles d'Eric Favereau
avant le concert	10	28	36 %
période du concert	4	23	17 %
après le concert	12	45	27 %
total en 1985	26	96	27 %

L'intérêt de la rédaction de *Libération* à l'égard de SOS-Racisme entre mai et juin 1985, rendu perceptible, nous l'avons vu, à travers les efforts déployés pour écarter Eric Favereau, peut être interprété comme l'effet de la sensibilité particulière des responsables du journal aux questions de racisme et de leur désir d'apparaître participer à la lutte contre le Front national. On peut aussi y voir la conséquence de la popularité de l'association et du sentiment des rédacteurs d'avoir « pris du retard » sur les journaux concurrents dans la couverture de SOS : *Libération* était tenu d'accorder une certaine attention à un mouvement dont les autres journaux de presse écrite et surtout télévisée parlaient beaucoup. Il est ainsi possible de faire l'hypothèse que l'intérêt des journalistes de *Libération* à l'égard de SOS-Racisme durant l'année 1985 n'est pas exempt d'arrière-pensées commerciales : lorsqu'une association parvient à vendre en quelques mois des centaines de milliers de badges dans les collèges et les lycées, les dirigeants de *Libération* peuvent supposer qu'il existe un public susceptible d'acheter, par sympathie ou curiosité, un journal qui accorderait une large place au mouvement.

> « *Laurent Joffrin* – Il y a un raisonnement de journaliste qui consiste à parier sur un mouvement et sur son succès, et donc à se dire : “ il faut absolument qu'on traite ça très largement parce qu'il y aura beaucoup de lecteurs pour le lire ”. C'est logique. Quand on sent un mouvement comme ça, on va faire 15 pages, dès lors qu'on est d'accord avec lui. Si on est contre, bien

92. Entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993.

souvent, on fait aussi 15 pages, comme sur le Front national »[93].

La rédaction de *Libération* pouvait penser que ses lecteurs étaient particulièrement sensibles aux « problèmes de racisme » et à la progression de l'extrême droite. En effet, lorsque *Libération* avait, en février 1985, fait plusieurs fois sa rubrique « événement » sur Jean-Marie Le Pen, l'accusant d'avoir pratiqué la torture durant la guerre d'Algérie[94], le tirage du journal avait significativement augmenté, de même que lorsque *Libération* avait publié un dossier après la mort d'Aziz Madak[95]. Les trois encarts spéciaux sur le concert, en plaçant SOS-Racisme en première page, constituaient donc aussi pour *Libération* un moyen de s'attacher des lecteurs particulièrement intéressés par les sujets du « racisme » et de « l'antiracisme »[96]. Les rédacteurs de *Libération* qui tendent, comme les journalistes des autres quotidiens, à choisir les sujets placés à la « une » en fonction des préférences supposées de leur lectorat pouvaient donc présumer que des titres consacrés à SOS permettraient de mieux vendre le journal[97].

---

93. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. On peut remarquer que l'interprétation que propose ici Laurent Joffrin est rarement invoquée pour expliquer l'intérêt de la presse pour l'association en 1985.

94. Voir le numéro de *Libération* du 12 février 1985 dont le titre est « Torturés par Le Pen, plusieurs de ses victimes témoignent aujourd'hui » ; voir également Lionel Duroy et Joëlle Stolz, Alger 1957, villa des roses : un député français chez les légionnaires, *Libération*, 12 février 1985 et Serge July, L'enquête, pas la campagne, *Libération*, 13 février 1985. Voir aussi Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 310-311.

95. Eric Dupin estime ainsi que la fréquence avec laquelle Le Pen et les « problèmes de racisme » sont placés en première page par *Libération* est due autant au souci de favoriser les ventes du journal qu'à la manifestation d'une indignation d'ordre politique : « *Eric Dupin* – Un certain nombre de « unes » faites sur le Front national, ça contribue à le faire exister aussi. La motivation, d'ailleurs, étant parfois assez commerciale, au moins inconsciemment, c'est-à-dire que les unes sur le Pen ça se vend toujours très bien, c'est comme les journaux de curé, s'ils titrent sur le diable, et bien ils vendent... » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

96. Parmi les pratiques professionnelles des journalistes et des responsables de rédaction, l'attention au nombre d'exemplaires vendus et le contrôle des thèmes les plus susceptibles d'attirer des acheteurs font partie des savoir-faire les moins souvent mis en avant auprès du public, mais les plus constitutifs et les plus structurants de cette industrie. Ainsi le directeur d'un journal ne perd pas de vue que le succès et l'audience d'une couverture, d'un sujet ou d'un dossier se mesurent avant tout en terme de tirage : « *Jean Daniel* – Ils [les fondateurs de SOS] avaient été extrêmement reconnaissants de cette une, qui a eu un grand retentissement. Je dois dire qu'elle a eu un retentissement intellectuel, moral, affectif, plus grand que commercial. Je ne me souviens pas, il faudrait contrôler, qu'elle ait eu un succès énorme, qu'on ait vendu ce numéro plus qu'on avait vendu les précédents. Mais tous les gens s'en souviennent, tous les gens s'y sont référés, et c'est vrai qu'on est apparu comme les promoteurs » ; entretien avec Jean Daniel, le 9 juin 1993. Le prestige, les profits symboliques et la notoriété qu'un journal peut tirer de sa position de précurseur ou de découvreur d'un mouvement peuvent contrebalancer partiellement un tirage médiocre, ou être considérés comme un investissement à plus long terme. On pourrait percevoir comme contradictoires les ventes ordinaires du numéro du 15 février *du Nouvel Observateur* et les futures stratégies publicitaires de *Libération* et du *Matin de Paris* fondées sur la promotion de SOS-Racisme. D'une part ces journaux utilisent l'image sociale de SOS pour rajeunir leur propre image publique plutôt que pour accroitre directement leurs ventes, d'autre part *le Nouvel Observateur*, d'une certaine façon « essuie les platres » en faisont sa première page sur une association inconnue, tandis que *Libération* et *le Matin de Paris* appuiront au contraire une organisation déjà en vente

97. La rédaction du journal qui élabore chaque jour la « une » doit à la fois présenter au lecteur un journal attractif et rendre compte de l'actualité en respectant, sans beaucoup s'en écarter, les règles usuelles de la hiérarchisation de l'information. La composition de la « une » (le choix des sujets, les titres, l'organisation des informations, le choix des photographies) est réalisée avec l'objectif de favoriser la vente du journal. Le bilan chiffré des ventes des précédentes « unes » est analysé pour faire évoluer les stratégies de présentation et la maquette du quotidien. La rédaction de *Libération* cherche à se distinguer du *Monde* et du *Matin de Paris* qui demeurent très classiques et « sérieux » dans la composition de leurs « unes ». *Libération* essaye au contraire par des jeux de mots dans les

« *Eric Dupin* – Sur l'attitude de *Libé* vis-à-vis de SOS, il y avait aussi qu'on pensait que nos lecteurs étaient là-dedans. Ça compte. C'est-à-dire si on faisait la manchette événement sur les fêtes de SOS, c'est parce qu'on se disait que tous les mecs, les 100.000 ou 50.000 mecs qui vont être là, ils vont tous acheter *Libé*. Il y avait aussi des logiques commerciales, pas forcément au sens le plus vulgaire, mais de dire " c'est notre public ", comme n'importe quel journal dit, " ça, c'est pour nous, c'est notre public ". Quand il y a par exemple vingt viols à la suite dans le métro, *le Parisien* dit " c'est notre public " »[98].

Les cahiers spéciaux et plus largement la couverture importante que le journal consacre à SOS-Racisme en 1985 peuvent ainsi être en partie expliqués par l'intérêt que la rédaction de *Libération*, dans une logique d'élargissement de sa diffusion, pouvait porter aux jeunes acheteurs de badges et à tous ceux qui éprouvaient de la curiosité à l'égard du nouveau mouvement antiraciste. Le public de SOS-Racisme, qui était alors présenté dans la presse comme principalement constitué de jeunes scolarisés, généralement lycéens, amateurs de concerts et de musique pop, prêts à défendre des causes généreuses mais n'ayant pas de préférences partisanes bien affirmées[99], présentaient des caractéristiques sociales et culturelles proches de celles des lecteurs potentiels que les responsables de *Libération* pouvaient penser être en mesure d'attirer[100]. En devenant, malgré les réticences d'Eric Favereau, le quotidien qui publiait le plus grand nombre d'articles consacrés à SOS, *Libération* était amené à apparaître comme le « journal officiel » du mouvement selon l'expression ironique de Philippe Bernard qui analyse la politique éditoriale des dirigeants de *Libération* vis-à-vis de SOS comme une stratégie commerciale destinée à capter de jeunes lecteurs :

« *Philippe Bernard* – Favereau était en décalage par rapport à son journal : *Libération* en faisait des tonnes depuis le début, il y en avait des pages et des pages [...]. Libé

---

titres et par la mise en « une » fréquente d'événements non-politiques (culturels, sociaux, musicaux) de démarquer son offre journalistique et d'apparaître plus original et plus « à la mode » que ses concurrents. SOS-Racisme constitue ainsi en 1985 à la fois un sujet dont *Libération* est tenu de parler parce que la télévision et ses concurrents le font, mais aussi un mouvement pourvu d'une forme originale (le mélange entre la politique, le mouvement de jeunesse et la musique) qui semble particulièrement propice au déploiement d'un « angle *Libération* ».

98. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994. Thierry Portes, journaliste au *Figaro*, estime également que *Libération* avait d'excellentes raisons commerciales de s'intéresser au concert de SOS : « *Thierry Portes* – Oui, à *Libération*, ils en ont fait des tonnes, mais c'est vraiment leur public : s'ils veulent vendre leur journal, n'importe quel type sans aucune opinion politique et sur simple constat marketing aurait fait exactement la même chose. S'il faut vendre *Libé* dans les facs, il faut vendre *Libé* dans ces concerts. Si vous avez 100.000 personnes, pour *Libé* c'est quand même intéressant » ; entretien avec Thierry Portes, le 3 juillet 1995.

99. Il s'agit là de la perspective adoptée par la plupart des journalistes dans leurs premiers articles sur l'association. Voir Gilles Anquetil et Pierre Blanchet, Touche pas à mon pote, *Le Nouvel Observateur*, 15 février 1985, Sophie Duchemin, La petite main sur le cœur des lycéens de Brochon, *L'Evénement du Jeudi*, 21 février 1985, Philippe Bernard, le succès d'une campagne antiraciste, *Le Monde*, 5 mars 1985, Martine Azoulay et Didier Porte, La petite main des lycéens, *Le Matin de Paris*, 26 mars 1985, Catherine Bedarida, Lycées : au rendez-vous de la « pote-génération », *Libération*, 27 mars 1985, Pierre Mangetout, Lycéens en mains propres, *Libération*, 13 juin 1985.

100. Serge July les définit comme les jeunes cadres, les professions intellectuelles, d'opinion « progressiste » mais éloignés de toutes pratiques militantes ; voir Jean-Claude Perrier, *Le Roman...*, *op. cit.*, p. 167 et 202 et ci-dessus note 74.

voulait être un peu, entre guillemets, le journal officiel du mouvement. Ils voulaient aussi d'une certaine manière récupérer les jeunes qui allaient dans ce genre de concert. Ce qui *a priori* se conçoit : on peut penser que les jeunes étaient plus des lecteurs de *Libé* que du *Monde*. Ce qui n'est pas forcément évident, c'est une idée toute faite que les jeunes lisent plus *Libé* que *le Monde*. En volume ce n'est pas vrai : comme on a un tirage beaucoup plus important, les jeunes lisent plus *le Monde* »[101].

La publicité apportée par la rédaction de *Libération* à SOS-Racisme avait aussi pour effet de participer à la constitution de l'image publique du journal, qui cherchait alors à apparaître à la fois « engagé » mais non « partisan », « de gauche » mais « moderne » et « branché ». Les dirigeants de *Libération*, qui mettaient au principe des campagnes d'auto-promotion qu'ils menaient, en particulier face au *Monde* et au *Matin de Paris*, la sensibilité du journal aux jeunes, aux modes nouvelles et aux « phénomènes de société » étaient d'une certaine façon tenus, noblesse oblige, de suivre un mouvement présentant les caractéristiques mêmes mises en avant par leur discours publicitaire.

« *Laurent Joffrin* – Cette alliance de militantisme moral et de savoir-faire médiatique était tout à fait dans l'air du temps des années 80, comme *Libération* était aussi l'expression de l'air du temps des années 80. Les deux entités se trouvaient en phase. Il y avait cette réconciliation avec le monde des médias, avec le monde de la publicité, avec le monde de l'apparence quoi [...]. Mais il y avait un côté mode, d'effet d'air du temps, qui incitait *Libération* à traiter très largement pour être dans le coup. »[102].

Le concert de la Concorde représentait donc pour le journal un support promotionnel disponible et adéquat pour diffuser l'image de *Libération*, au sein d'un public qui semblait spécifiquement constitué de jeunes[103]. Puisque le quotidien ne sponsorisait pas officiellement le spectacle et ne disposait pas de son « logo » sur la tribune, la publication des cahiers spéciaux durant la semaine précédant le concert et la distribution de ces pages sous forme de supplément gratuit pendant la fête représentaient ainsi pour *Libération* un moyen de s'associer à l'opération. La rédaction du journal entendait ainsi ne pas laisser les thèmes de « la jeunesse » et de « l'antiraciste » à des concurrents comme *le Nouvel Observateur*, *Actuel* ou encore *le Matin de Paris* qui avaient, eux aussi, consacré de nombreuses pages à l'événement.

« *Dominique Pouchin* – Mes premiers souvenirs forts [sur SOS] ce sont des discussions sur le

101. Entretien avec Philippe Bernard, le 10 juin 1993.
102. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. Eric Dupin, à l'époque sur le point de partir de *Libération* pour *l'Evénement du Jeudi*, juge également que les dirigeants de *Libération* accordaient une très grande attention aux phénomènes de mode : « *Eric Dupin* – D'abord, il y avait quand même, au journal *Libération*, leur critère, c'était ce qui marche, ce qui est à la mode, c'est bien, c'est un critère je dirais, de réussite sociale au sens général, « si ça marche c'est que c'est bien, donc il faut en rendre compte » et donc il y a un phénomène de boule de neige » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.
103. Le succès du concert apparaît probable au moins une semaine à l'avance puisqu'on sait alors que la météo sera sans doute bonne, que le plateau réuni par SOS-Racisme est pléthorique et que le concert sera retransmis en différé à la télévision qui en assurera la promotion.

thème [...] : “ Mais pourquoi n'a-t-on pas sponsorisé le concert de la Concorde ? Pourquoi est-ce qu'on n'était pas à la Concorde ? Pourquoi on a laissé ça à *Actuel* ? ” Je crois qu'*Actuel* était le sponsor de la première fête à la Concorde, et qu'on n'y était pas. Comme la Concorde avait été un gros événement, je me souviens qu'il y avait eu une première discussion qui avait été relativement courte, mais assez animée, sur le thème : “ pourquoi on est en dehors de ça ? ” »[104].

Libération qui avait « manqué » la fête de 1985 deviendra le sponsor de presse officiel des concerts de SOS-Racisme jusqu'en 1988 et assurera gratuitement leur promotion dans les pages du quotidien. Cependant, le caractère, pour certains trop visiblement publicitaire et commercial de l'intérêt de *Libération* envers les concerts de SOS-Racisme, comportait le risque d'affaiblir la crédibilité journalistique du quotidien. Le mélange entre une couverture rédactionnelle abondante et favorable et la promotion conjointe de l'association et du journal était parfois sévèrement jugé par le reste de la presse et en particulier par les journalistes du *Monde* qui n'hésitaient pas, en adoptant une attitude plus retenue, à donner des leçons de déontologie journalistique à leurs collègues de *Libération* :

« Q – Quel jugement vous portez par exemple sur le traitement de SOS qu'a fait *Libération*, [...] quand ils ont fait des cahiers spéciaux au moment des concerts ?
Robert Solé – Oui, oui, ils jouaient à fond la carte SOS, c'était leur public, c'était commercial, nous au *Monde*, on ne faisait pas ça..
Q – Vous pensez que c'était commercial ?
R – Bien sûr »[105].

La rédaction de *Libération* se trouvait donc toujours à la limite de ce qu'il était possible de faire pour SOS-Racisme sans mettre en danger sa réputation professionnelle dans le champ de la presse. En 1985, cette perte de crédibilité publique est faible parce que SOS-Racisme est une association nouvelle dont les adversaires sont encore peu nombreux et elle est contrebalancée par les profits publicitaires que le journal peut en retirer. Lorsque le coût du soutien à SOS-Racisme augmentera, c'est-à-dire quand l'association sera moins à la mode et que son image apparaîtra plus liée à celle du Parti socialiste, la rédaction de *Libération* tendra à trouver moins de charmes à l'association antiraciste.

1) La couverture phlétorique du premier concert

104. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. On peut supposer que cette « discussion » « courte mais animée » est essentiellement dirigée contre Eric Favereau.
105. Entretien avec Robert Solé, le 11 septembre 1995.

Nous allons étudier en détail le contenu des encarts spéciaux que *Libération* publie sur SOS du 13 au 15 juin 1985 pour mettre en évidence les modes de présentation de l'association mis en œuvre par les journalistes à la veille du concert. Nous verrons que si la ligne éditoriale est clairement favorable à l'action de SOS-Racisme, il est possible de constater qu'une part non négligeable des articles semble assez critique à l'égard de l'association. Il est difficile de déterminer aujourd'hui s'il s'agissait là d'une stratégie du journal pour éviter d'apparaître trop complaisant à l'égard de l'association ou si les membres de la rédaction favorables à SOS n'étaient pas alors en mesure de contrôler plus étroitement la désignation des journalistes chargés du dossier. Toutefois, le fait qu'Eric Favereau signe quatre articles entre le 13 et le 15 juin et qu'il soit chargé d'écrire le texte retraçant la courte histoire de SOS peut laisser penser que si les dirigeants de *Libération* cherchaient à promouvoir l'association et à profiter du concert, ils souhaitaient éviter d'être accusés de complaisance et n'entendaient pas être soupçonnés d'avoir écarté un journaliste.

Le premier supplément de *Libération* commence par un article introductif très louangeur de René-Pierre Boullu, chef du service société, qui estime que « le « touche pas à mon pote », formule négative pour un mouvement farci de positivité, avait ce zeste d'agressivité juste nécessaire à déclencher l'onde de choc non violente ». Le journaliste juge que l'engagement des hommes politiques au côté de SOS-Racisme est modeste et plus motivé par le souci de leur image publique que par celui de l'action antiraciste : « le nouvel antiracisme badgé a su, jusqu'à maintenant, tourner ce racisme fait d'antiphrases, par son flanc mou. Qui a peur du grand gentil look de SOS-Racisme, sinon les politiciens, de divers bords, qui craignent de s'afficher plus avant dans son projet de lobby antiraciste, mais peur aussi de refuser trop nettement cette main tendue ? » En faisant de SOS un mouvement qui utilise les hommes politiques « de divers bords » mais aussi les critique, René-Pierre Boullu reconnaît implicitement SOS comme une association « indépendante » des pouvoirs et des partis. Pourtant, le journaliste n'ignore pas les rumeurs sur l'engagement socialiste des fondateurs de l'association : « Look ou lobby, l'effet « main » est-il cousu de fil blanc, ou rose ? ». Cependant, il juge que les « milliers de jeunes » qui portent le badge ne le font pas pour des raisons partisanes mais par une conviction antiraciste qu'il estime sincère : « la réponse est dans la main de milliers de « kids » qui au gré des passages à l'acte raciste [...] seront défiés dans les mois qui viennent, à vivre leur « pas touche » en Sainte-Nitouche ou plutôt comme un serment collectif, un engagement à mettre la main à la pâte »[106]. René-Pierre Boullu semble estimer que quoiqu'on puisse penser de SOS-Racisme en tant qu'organisation, le mouvement du badge, réunissant des milliers de jeunes

contre le racisme ne peut être considéré qu'avec faveur. Dans un autre article, Pierre Mangetout souligne que l'engouement pour le badge doit beaucoup à la volonté de réagir contre le Front national : « si les mômes sont sortis du cocon où ils semblaient s'être frileusement repliés, s'ils ont quitté la forêt qui leur masquait les vrais espaces, c'est d'abord à cause du grand méchant loup : Jean-Marie Le Pen. [...] Un élève du lycée Michelet de Vanves donne cette définition saisissante de SOS-Racisme : c'est l'inverse du Front national ». « Dans le ventre mou des lycées, cela a été reçu comme un exorcisme contre Le Pen et la haine »[107]. Apparaissant comme une association anti-Le Pen, SOS-Racisme semble ne pouvoir être considéré que positivement par un journaliste ou un lecteur de *Libération*.

Cependant ces deux textes sont les seuls que les animateurs de SOS puissent estimer satisfaisant au sein de ce premier supplément. Les autres articles apparaissent dans le contexte de cette période ouvertement ou implicitement hostiles. Ainsi Eric Favereau envisage l'aspect publicitaire et « marketing » de SOS-Racisme. Le journaliste écrit que « chaque publicitaire a un regret : ne pas avoir trouvé seul la petite main et le slogan à l'intérieur [...] »[108] et livre les réactions de quelques professionnels de la publicité reconnus. Celui, pessimiste de Daniel Robert qui juge que « ça ne va pas tarder à s'essouffler. Qui porte encore le badge de Solidarnosc ? Il n'y a pas d'exemple de ce type de mouvement qui ait pu tenir plus de six mois » et celui plus politique de Jacques Ségéla qui paraît enthousiasmé par la cause défendue et la forme du slogan (« Génial ! ça a la force des mots, ça rentre dans les tripes, ça décoiffe ») mais apparaît très « déçu » par un mouvement qu'il juge « récupéré » : « maintenant, c'est foutu. Ça n'a plus d'avenir, parce que l'affaire a été récupérée, politisée et le drame, c'est que ça soit venu de l'Elysée. Dommage, c'était une réussite exceptionnelle »[109]. On peut supposer qu'Eric Favereau aura été assez satisfait de parvenir à mentionner l'orientation politique des fondateurs de SOS-Racisme et le rôle de « l'Elysée » dans un article qui, dans la logique hagiographique d'un « cahier spécial concert » aurait dû être consacré à glorifier le flair publicitaire des animateurs de l'association. Un second article d'Eric Favereau a pour sujet le processus d'invention du badge et du slogan qui est présenté comme un simple travail de marketing, très éloigné du mode d'action ordinairement associé à un mouvement militant ou à une organisation « de terrain ». En outre, Eric Favereau écrit que les fondateurs de l'association ont sollicité le soutien des « réseaux juifs et socialistes » : « à partir du mot [le slogan Touche pas à mon pote],

106. René-Pierre Boullu, L'effet main, *Libération*, 13 juin 1985.
107. Pierre Mangetout, Lycéens en mains propres, *Libération*, 13 juin 1985.
108. Rappelons que Pierre Favier et Michel Martin-Roland affirment que le symbole de la main a été « dessiné à l'agence « Temps publics » fondée par le publicitaire Jacques Pilhan » également « conseiller en communication » de François Mitterrand (cf. Pierre Favier et Michel Martin Roland, *La décennie*..., *op. cit.*, t. 2, p. 391).
109. Eric Favereau, Fils de pub : vous en reprendrez bien un doigt, *Libération*, 13 juin 1985.

l'objet n'est pas allé de soi. [...] Mais chacun dans la petit troupe se prend au jeu [...] et fait le tour de ses relations dans le milieu publicitaire. Les réseaux juifs et socialistes sont mis à contribution, mais de façon avant tout individuelle ». Une citation d'Eric Ghébali lui permet de souligner l'influence de l'UEJF au sein de SOS et le sens dans lequel s'exerce cette influence, à l'opposé des intérêts des « beurs » : « “ au départ [dit Eric Ghébali], je n'étais pas convaincu [par le badge], je trouvais que ça faisait trop beur, et on ne voulait pas s'appuyer sur une communauté en particulier. Il y a même eu un vote du bureau national de l'UEJF pour s'y opposer ” »[110]. La description qu'Eric Favereau fait de l'élaboration du slogan, du badge et des thèmes de SOS-Racisme qui apparaît artificielle et publicitaire, s'oppose terme à terme à celle qu'il faisait des mouvements « beurs » lors des marches, lorsqu'il insistait sur « l'authenticité » et la « proximité avec le terrain » des militants « beurs ». Eric Favereau réalise en outre, conjointement avec Véronique Brocard, une courte interview d'Harlem Désir, dans laquelle, sur quatre questions, deux apparaissent plutôt « inamicales » : « mais ne craignez-vous pas aussi une “ récupération ” politique ? SOS-Racisme roule pour la gauche, oui ou non ? » et « y-a-t-il toujours un problème entre les associations beurs et SOS-Racisme ? La quasi-totalité de ces associations n'ont pas en effet signé l'appel à la fête de la Concorde »[111].

Dans le même cahier, Jean-Paul Cruse, journaliste aux informations générales, dont les relations avec la direction du journal ont souvent été conflictuelles[112], s'intéresse au nombre de badges vendus et aux revenus que cette vente auraient engendrés. Il montre d'abord que les responsables de SOS-Racisme ont tendance à surestimer les ventes de badges mais aussi leur prix de revient lorsqu'ils s'adressent à la presse : « Laure qui a réalisé la première série [...] contesta absolument avoir produit 500.000 badges. “ C'est beaucoup moins que cela. Mais je comprends pourquoi ils ont dit ça. S'ils avaient dit que ça marchait mal personne n'aurait parlé d'eux ” ». Le journaliste constate en outre qu'il est difficile d'estimer le prix de revient du badge pour SOS (de un à trois francs par badge) parce que « les artisans et les petits industriels » qui travaillent pour le badge de SOS constituent « un maquis de sous-traitance et de travail plus ou moins clandestin [...], un milieu où, traditionnellement, sur les presses en plastique pour gadgets, s'aventurent les mains des « potes » arabes payés au noir... ». En conclusion de son article Jean-Paul Cruse estime que SOS-Racisme qui hésitait « à fournir des renseignements sur “ ses ” fabricants “ par crainte d'un coup de main des partisans de Le Pen ” » ne court probablement plus aucun risque puisque « la maison Moret, après avoir fabriqué 400.000

110. Eric Favereau, La génération d'un must, *Libération*, 13 juin 1985.
111. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Véronique Brocard, Harlem Désir, les dessous de l'après fête, *Libération*, 13 juin 1985.
112. Voir Françoise Berger, *Journaux intimes*, *op. cit.*, p. 138 et 321.

badges « Solidarnosc« , travaille aujourd'hui parallèlement pour SOS-Racisme... et pour [le badge] « touche pas à mon peuple » de Jean-Marie Le Pen »[113]. *Libération* affirmant que les badges des potes et ceux du Front national sont fabriqués dans la même usine par des travailleurs immigrés sans doute « payés au noir », voilà qui n'a pas dû satisfaire les responsables de SOS. Nicolas Beau, journaliste qui vient de quitter *le Monde* après y avoir couvert les marches des « beurs », étudie de son côté les soutiens politiques dont dispose SOS et estime que « quelques mois après le baptême, les parrains sont moins « trans-partisans » que prévu ». Le journaliste constate que seul le gouvernement et en particulier le ministre de la culture, Jack Lang, apporte son soutien à une initiative qui semble surtout servir les intérêts politiques de la gauche : « “ ce mouvement peut contribuer, dit Jack Lang, à dégeler la vie politique, emprisonnée dans des étiquettes qui ne correspondent pas à la vie des gens, à leurs aspirations ”. Autrement dit : le rassemblement d'accord, mais tant qu'à faire plutôt sur des valeurs défendues traditionnellement par la gauche. Pourquoi pas, à la Concorde, une foultitude antiraciste en forme de pied de nez au rassemblement de juin dernier pour l'école privée ?... semble rêver tout haut ce mitterrandiste... de première main »[114].

Les journalistes de *Libération* apparaissent donc divisés sur « l'angle » qu'ils doivent donner aux articles consacrés à SOS-Racisme. Le clivage est le suivant : d'un côté Eric Favereau et certains rédacteurs qui traitent de l'association en utilisant un ensemble de schèmes interprétatifs critiques, mettant en cause le caractère partisan de l'association, l'absence de militants « beurs » en son sein, la faible implantation de SOS auprès des populations immigrées et les pratiques militantes des dirigeants de l'association, qu'ils jugent plus proches du « marketing » que de ce qu'ils considèrent être le « travail de terrain » militant authentique ; de l'autre la hiérarchie de la rédaction qui estime que l'action de l'association à permis à beaucoup de jeunes un engagement antiraciste qu'ils n'auraient jamais eu sans elle et qu'en période de croissance du Front national, cette action est utile.

> « *Laurent Joffrin* – Donc quand on envoyait des gens faire des enquêtes sur le terrain, en général, ils revenaient en disant “ mais ça n'existe pas sur le terrain, c'est de la connerie etc., c'est un pur phénomène de télévision, d'ailleurs sur le terrain les gens peuvent pas les voir, d'ailleurs il y a des associations qui font un travail formidable et qui vont être gênées parce qu'ils captent toute l'attention etc. ” Et puis il y avait à côté un autre reportage au siège de SOS-Racisme où au contraire c'était plutôt l'imagerie positive : ce sont des jeunes, formidables, il y a

113. Jean-Paul Cruse, Si le badge m'était compté, *Libération*, 13 juin 1985. Cet article a été, comme on pouvait le supposer, très mal accueilli à SOS : « *Eric Favereau* – Je sais que pour la Concorde, le premier supplément qu'on avait fait, les quelques chiffres qui avaient été donnés sur les ventes des badges étaient un crime de lèse-majesté, quoi, paraît-il qu'ils étaient totalement faux, totalement en-deçà de la vérité, ils avaient hurlé » ; entretien avec Eric Favereau, le 23 mars 1993.

114. Nicolas Beau, Un projet de lobby en rupture d'état de grâce, *Libération*, 13 juin 1985. Voir aussi Nicolas Beau, Le racisme en fleurs de la 5ème D. prime, *Libération*, 14 juin 1985.

> des beurs, c'est mélangé. Et puis il y avait les éditos. Là, la ligne éditoriale du journal, c'était clair, c'était de soutenir, parce que ça allait dans le bon sens, c'est simple.. »[115].

Eric Favereau confirme l'opposition entre d'un côté la plupart des dirigeants de *Libération* qui souhaiteraient que le journal publie des articles à la fois plus nombreux et plus favorables sur SOS-Racisme et de l'autre des journalistes qui se montrent irrités par les méthodes des responsables de l'association envers eux, en particulier leur faible tolérance à l'égard des critiques journalistiques et leur tendance à s'en plaindre à la direction du journal :

> « *Eric Favereau* – Ils [les fondateurs de SOS] ont voulu jouer *Libé*. À *Libé*, il y avait de vraies réticences, de vrais blocages et qui ne tenaient pas qu'à moi d'ailleurs. Parce que les autres journalistes, qui au départ étaient plutôt assez sensibles à SOS, avaient toujours des problèmes avec les gens de SOS, parce qu'ils ne supportaient pas la moindre critique. Il y avait une autre journaliste, qui était pourtant au départ très ouverte à SOS, qui s'appelait Véronique Brocard : elle a eu des problèmes. Tous les journalistes de base qui ont suivi SOS ont eu des problèmes. Mais en haut, ça marchait bien, vu que July, Pouchin, Bouguereau étaient pour. Au niveau de la base, ça ne s'est pas bien passé ; donc à SOS, ils ont trouvé que *Libération* s'est très mal comporté avec eux, dans les années décisives, dans les mois décisifs, au début. Même pour les trois cahiers spéciaux du concert, ça a été des injures parce qu'ils trouvaient qu'ils étaient trop critiques. [...] Mais Harlem Désir et Julien Dray ont quand même bénéficié d'une complaisance invraisemblable de la presse, invraisemblable »[116].

Si les articles du deuxième encart, plus centrés sur le « racisme » que sur l'association apparaissent plus favorables, ceux du troisième cahier se révèlent au contraire assez critiques et moins susceptibles de satisfaire les exigences publicitaires des fondateurs de l'association. *Libération* accorde une tribune à Christian Delorme qui reprend les attaques qu'il formule depuis deux mois. Delorme estime qu'à « trop vouloir exister, SOS étouffe les associations de jeunes issues de l'immigration maghrébine qui voudraient pouvoir enfin être reconnues dans leur autonomie » et juge que SOS-Racisme place son action dans une logique électorale : « il y a derrière SOS des stratégies inavouées. Une stratégie électoraliste tendant à créer autour de l'antiracisme un rassemblement dépassant les frontières de la gauche, et susceptible de constituer une force d'appoint pour le Parti socialiste en mars 86. Une stratégie aussi de la fraction de gauche de l'UEJF, seule organisation présente en tant que telle dans les instances de décision de SOS et qui s'inscrirait dans une volonté de leadership ». En outre, Christian Delorme met en cause la stratégie de culpabilisation des racistes adoptée par SOS qui risque,

---

115. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

116. Entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993. « *Eric Favereau* – [sur les difficultés entre les gens de SOS et les journalistes] C'était encore plus vrai en 86. Au point même qu'en 86, moi je me souviens que le type qui était chargé de faire le portrait d'Isabelle Thomas, a eu les mêmes problèmes que moi. [...] Bon, ils rencontraient un certain écho dans le journal, mais pour nous journalistes, c'était quand même assez réconfortant de voir que même avec le journaliste *a priori* le plus ouvert, à un moment donné, ça coinçait avec ces gens alors que idéologiquement on peut être tout à fait proches : il y a bien un truc qui clochait quoi. » ; *ibid.*

selon lui, d'avoir un effet contraire à celui recherché : « si ces campagnes [celles de l'extrême droite] ont une certaine audience, c'est parce que se manifestent de réelles difficultés de coexistence des communautés dans une situation économique et un urbanisme défavorable. Et à trop rapidement faire peser la culpabilité de « racisme » sur des gens qui souffrent de la mal-vie ensemble, ne court-on pas le risque de les jeter dans les bras des racistes politiques ». Il considère donc que la nouvelle association antiraciste fait une analyse erronée du « racisme » et omet d'en examiner les « causes profondes » : « en se limitant à une position éthique nécessaire mais insuffisante [...] SOS néglige de prendre en compte les causes profondes de la xénophobie et passe au-dessus des situations concrètes d'injustice, ne s'attaquant qu'aux manifestations les plus voyantes. [...] Et le débat sur l'égalité réelle des communautés, l'égalité des droits et des chances peut être trop facilement occulté »[117]. L'article de Christian Delorme est suivi d'une tribune de Mogniss Abdallah, l'un des premier promoteurs de mobilisations spécifiquement « beurs » et le créateur en France de « rock against police », série de concerts destinés à protester contre les expulsions et les méthodes de la police entre 1979 et 1981. La critique de Mognissh est très proche de celle que développent Eric Favereau et Christian Delorme. Il juge que « l'hostilité à l'égard de SOS-Racisme fait désormais l'unanimité parmi les « Beurs » organisés » et reproche à Harlem Désir et à Julien Dray « la présence de l'UEJF dans l'état-major de SOS et ses prises de position en faveur d'Israël » qui « ont été vécues comme une O.P.A., une véritable provocation, voire comme une humiliation supplémentaire venant corroborer le sentiment diffus de se faire déposséder de sa propre histoire ». Mognissh condamne en outre le caractère sélectif des campagnes de SOS-Racisme qui ne protesterait que lorsque la motivation raciste est clairement affichée par les agresseurs et lorsqu'ils se réclament du Front national. SOS ne servirait alors que les intérêts électoraux du Parti socialiste et de Laurent Fabius : « l'antiracisme prôné par SOS nous paraît sujet à caution. Il est sélectif, prétend ne s'attaquer qu'aux « vrais » crimes racistes, les autres affaires n'étant pas exploitables parce qu'insuffisamment ciblées, nous dit-on. Qu'est-ce que définit le « vrai » crime raciste ? À suivre les dires et les mobilisations de SOS-Racisme, il s'agit des crimes commis par des racistes se revendiquant comme tels [...] et qui de préférence ont partie liée avec le Front national. Ainsi il y a les vrais racistes et en face d'eux les vrais antiracistes regroupés derrière le drapeau républicain, celui de Fabius s'entend »[118]. Paul Thibaud, directeur de la revue *Esprit*, signe une autre tribune dans laquelle il déclare « [éprouver] toujours un peu de gêne devant les déploiements de la vertu antiraciste ». Il se demande si « crier encore que l'on va écraser

117. Tribune de Christian Delorme, Oui et non à SOS, *Libération*, 15 juin 1985.
118. Tribune de Mognissh Abdallah, B comme Bémol, *Libération*, 15 juin 1985.

l'infâme, [...] sert à autre chose qu'à se donner bonne conscience, à se poser en prédicateur, voire en inquisiteur face à la méchanceté ou à la perversion commune ». Paul Thibaud conteste aussi le diagnostic implicite que SOS-Racisme fait du racisme car il juge percevoir moins la montée d'un véritable racisme que des manifestations de xénophobie, dues au « désarroi devant un sentiment de dépossession » de « perte des repères » qu'exploite Jean-Marie Le Pen. Il s'agit donc pour lui de s'attaquer aux causes sociales de ce « désarroi » plutôt que de condamner des discours ou des actes racistes qui ne constitueraient que des « symptômes » : « ça ne veut pas dire qu'il ne faut jamais condamner, mais qu'il ne faudrait pas le faire en répandant la panique et en criant au loup pour se donner l'air héroïque. Mieux vaudrait essayer de soigner le mal au lieu de s'acharner contre les symptômes »[119]. Les fondateurs de SOS sont ainsi accusés d'utiliser les actions « racistes » pour faire parler de l'association.

Enfin, dans le principal article du cahier intitulé « comment ils ont lancé SOS », Eric Favereau retrace la jeune histoire de l'association en reprenant certains éléments de ses articles du 27 mars et du 10 mai 1985[120]. Le journaliste rappelle que « certains [membres de SOS] ont un passé politique très marqué, comme Rocky, ou bien Julien Dray, ancien membre du comité central de la Ligue communiste révolutionnaire, passé au PS » et qu'ils ont tendance à raconter une « histoire en forme de conte de fées pour expliquer leur naissance ». Il insiste également sur le caractère essentiellement médiatique de l'action de l'association : « ils [Harlem Désir et Julien Dray] ne démordent pas de leur stratégie initiale, à savoir jouer sur les médias. Ainsi le choix de leur porte-parole : « il fallait que notre affaire ne soit pas directement liée à une communauté particulière, ce qui avait été la faiblesse du mouvement beur » [...]. On l'a compris, leur initiative, « entre potes » est pensée au millimètre, à mille lieux de l'improvisation ». Reprenant l'argumentation de Mognissh Abdallah, Eric Favereau juge que le caractère selon lui soigneusement réfléchi de l'association permet de soupçonner que sa création n'est pas sans rapport avec les manœuvres électorales de certains dirigeants socialistes : « les mauvaises langues constatent que leur stratégie et leur développement convergent avec toute l'ambiance politique « fabiusienne », toute de « minimalisme », de consensus et de show sur les droits de l'homme. [...] Par temps de pré-campagne électorale, avec des candidats aux aguets des moindres phénomènes, SOS est à coup sûr un enjeu de taille »[121]. Bien qu'Eric Favereau veille

119. Tribune de Paul Thibaud, Sus à la bonne âme, *Libération*, 15 juin 1985.
120. Eric Favereau, Montreuil : la rencontre peu ordinaire de « pas touche » avec « mon pote », *Libération*, 27 mars 1985 et SOS-Racisme au tournant : des « potes » s'en mêlent, *Libération*, 10 mai 1985.
121. Eric Favereau, Comment ils ont lancé le SOS, *Libération*, 15 juin 1985. Toutefois, Eric Favereau estime que « si au départ, l'Elysée a dressé une oreille, la direction du PS, elle, s'est méfiée de cette initiative pourtant née en son sein ».

à ne pas introduire formellement de commentaire dans son article, celui-ci apparaît pourtant comme un catalogue de toutes les critiques qui pouvaient alors être adressées à SOS[122].

Les articles de *Libération* précédant le concert sont donc loin d'être toujours complaisants envers l'association. Toutefois, même si tous les articles publiés ne sont pas favorables à SOS, le nombre de pages consacrées au concert constitue à lui seul une publicité importante qui contribuera à assurer le succès de la fête de la Concorde. Si les commentaires et les modes de présentation défavorables seront parfaitement décodés par les associations « beurs », par les journalistes spécialisés ou par les animateurs de SOS qui protesteront auprès de la direction du journal, on peut douter que le grand public ait perçu l'ampleur des réserves exprimées par certains rédacteurs. Même dans les articles d'Eric Favereau les attaques demeurent relativement euphémisées. Les critiques que plusieurs journalistes de *Libération* laissent transparaître sont d'ailleurs bien plus mesurées que celles qui seront adressées à l'association quelques années plus tard et tout se passe comme si les éditoriaux enthousiastes envers SOS et l'effet de masse produit par la publication d'autant d'articles consacrés au racisme et au concert contribuaient à rendre positifs et favorables des articles isolément plutôt hostiles. On peut en outre faire l'hypothèse que l'image publique de SOS-Racisme est, en 1985, tellement favorable que les schèmes d'interprétation des articles spontanément mis en œuvre par les lecteurs de *Libération* conduisent à une neutralisation de toutes les informations en contradiction avec ce qu'ils connaissent par ailleurs de l'association au travers des autres médias et en particulier de la télévision (organisation jeune, sympathique, luttant de façon désintéressée contre le racisme). Alors que dans un contexte moins célébratif, une plus grande part du public aurait été susceptible de « lire entre les lignes » les réserves et les critiques formulées par les journalistes, tout se passe alors comme si les informations défavorables n'étaient pas perçues comme telles par les lecteurs. Il est d'ailleurs significatif, lorsqu'on interroge rétrospectivement des rédacteurs du journal ou d'autres quotidiens sur la couverture que *Libération* a consacrée à SOS-Racisme durant l'année 1985 et en particulier lors du concert de juin, de constater que tous parlent d'un soutien sans réserve accordé à l'association par *Libération*[123].

---

122. Ce n'est que sur la dénonciation d'un « crime raciste » qu'Eric Favereau peut rejoindre les thèmes et les discours de SOS-Racisme. Ainsi, après un meurtre « raciste » en Avignon, Eric Favereau rend compte de la conférence de presse de SOS-Racisme qui suit le retour des « enquêteurs » que l'association avait envoyés sur place. Eric Favereau semble en accord avec les militants de SOS qui dénoncent la version policière du meurtre : « Tous les ingrédients sont réunis, comme pour une caricature au millimètre du dérapage raciste. [...] Pourtant, la police n'a pas retenu l'hypothèse d'un acte raciste, le meurtre étant pour elle le résultat d'un contentieux entre le meurtrier et sa victime » ; Eric Favereau, SOS-Racisme mène l'enquête en Avignon, *Libération*, 24 mai 1985.

123. Voir ci-dessus et ci-dessous les interviews de Robert Solé, de Philippe Bernard, d'Eric Dupin et même d'Eric Favereau.

2) Les raisons politiques du soutien de SOS par *Libération*

Comme nous venons de le montrer dans le cas du premier concert, *Libération* se distingue des autres journaux – excepté du *Matin de Paris* – par le caractère massif de sa couverture de SOS-Racisme puisque le journal publie, en juin 1985, trois fois plus d'articles sur l'association que *le Monde*. En 1985, le journal accorde quatre fois sa formule « événement » à l'association et consacre à de nombreuses reprises plusieurs pages à SOS au sein d'un même numéro (voir tableau 5). Dans le corpus rassemblé, 52 articles sur 96, soit 54 % des articles signés parus en 1985 ont été publiés en 11 numéros de *Libération* et 27 articles, soit 28 %, en quatre numéros du journal[124]. En 1985, 50 articles, soit 52 % des articles signés de *Libération*, sont suscités par seulement cinq actions de SOS-Racisme[125] et trois d'entre elles en rassemblent 45, soit 47 % des articles signés en 1985. Il apparaît donc que la couverture de *Libération* n'est pas limitée et régulière comme le serait le traitement ordinaire d'une organisation antiraciste par le rédacteur spécialisé, mais au contraire que la rédaction du journal, en réunissant de nombreux articles dans un nombre restreint de numéros, contribue à attirer sur SOS-Racisme l'attention de ses lecteurs et des autres médias. En outre, plus de la moitié des articles que publie le journal ne sont pas écrits après les actions organisées par SOS mais au contraire avant (voir tableaux 4 et 5).

Tableau 4 : Nombre d'articles signés et de pages du journal Libération consacrés en 1985 à SOS publiés avant ou après un événement organisé par SO.

	Avant l'événement		Après l'événement	
	Nombre d'articles avant un événement	Nombre de pages avant un événement	Nombre d'articles après un événement	Nombre de pages après un événement
année 1985	38	34	32	22

124. Les 96 articles ont été publiés sur 44 jours, soit un taux de présence de SOS dans le journal de 12 % si on compte sur 365 jours, de 14 % si on ne tient compte que des 320 jours suivant la parution du dossier du *Nouvel Observateur* en février, et de 16 % si on ne tient pas compte des deux mois d'été au cours desquels ni les entreprises de presse ni les organisations militantes ne sont très actives.

125. Il s'agit du concert du 15 juin, de la marche du 7 décembre, de la minute de silence après la mort d'Aziz Madak, du colloque ressemblant des intellectuels à l'Athénée et du débat Peyrefitte-Harlem. En 1985, *le Matin de Paris* publie également 50 articles sur 87 articles signés – soit 57 % – concentrés sur 4 événements organisés par SOS.

Il était probablement difficile pour les dirigeants de *Libération* de justifier le nombre et la tonalité des articles qu'ils publiaient sur SOS selon le mode de légitimation strictement « professionnel » en usage dans le champ des médias qui privilégie une description réaliste des « faits » et l'établissement d'une stricte proportion entre « l'importance » d'un événement et sa traduction dans la presse[126]. La couverture « prévisionnelle » de *Libération* n'avait aucune commune mesure avec ce que la presse accorde ordinairement à une manifestation avant qu'elle ait eu lieu[127]. Il apparaît hors de doute que la publication par *Libération* d'un aussi grand nombre d'articles, qui pour beaucoup d'entre eux annoncent les actions de SOS plutôt qu'ils n'en rendent compte, a pour origine une stratégie de promotion de SOS-Racisme suivie par les principaux dirigeants de la rédaction du journal, stratégie qui a probablement fortement contribué à l'essor de l'association[128].

Tableau 5 : Numéros de *Libération* comportant au moins deux articles signés consacrés à SOS-Racisme durant l'année 1985.

126. Bien que fréquemment critiquée au sein même des médias, l'idéologie professionnelle spontanée des journalistes, consistant à soutenir que ceux-ci se contentent de décrire à peu près fidèlement la réalité, sans y introduire de représentations préformées et sans que l'organisation des médias n'induise de mise en forme particulière de l'information, demeure le mode de justification des pratiques journalistiques le plus largement en usage. Dans cette perspective, employée y compris par ceux qui au sein de la profession peuvent apparaître comme les plus critiques, il suffirait pour éliminer tout risque de distorsion excessive que le journaliste soit « honnête » et qu'il « fasse son travail ». Pour un exemple de ce type de représentations journalistiques voir la courte interview de Daniel Schneidermann par Eric Neveu in *Réseaux*, n° 76, mars-avril 1996, p. 107-109.

127. Patrick Champagne montre à l'occasion de la manifestation de la FNSEA de 1982 que la plupart des rédactions avaient titré, le jour même, sur une manifestation qui n'avait pas encore eu lieu, en reprenant, avec ou sans guillemets, les chiffres « prévisionnels » donnés par l'organisateur. Dans le cas de manifestations prévues de longue date par des organisations bien structurées qui peuvent tenir un compte assez sûr des réservations de cars et de trains, de telles prévisions peuvent être assez proches de ce que sera effectivement la manifestation. Pour le journaliste, la question principale est alors celle de la confiance qu'il peut accorder aux déclarations des structures organisatrices. Celles-ci n'ont d'ailleurs aucun intérêt à se voir infliger un démenti flagrant des faits à la suite d'une annonce de participation excessive et hésitent donc à mettre en cause leur crédit pour un profit aléatoire. Il est d'ailleurs difficile d'estimer si l'annonce « prévisionnelle » d'un nombre important de manifestants est effectivement susceptible « d'aider à faire advenir l'événement » et de modifier leur nombre « réel » (lui-même incertain et objet habituel d'une lutte entre les acteurs ayant intérêt à l'estimer à la hausse ou à la baisse). Il est probable que de tels « effets d'annonce » sont conçus moins pour accroître directement la participation à la manifestation que pour imposer des cadres d'interprétation aux journalistes en leur suggérant le seuil à partir duquel la manifestation devra être considérée comme un succès. On peut par ailleurs supposer que la FNSEA était plus autonome vis-à-vis des médias que ne l'était SOS-Racisme puisque sa capacité à informer et à mobiliser elle-même sa « base » était considérablement plus importante que celle de SOS, contrainte de s'appuyer sur le travail de mobilisation indirect produit par la presse par le simple fait de publier des articles ayant pour objet l'association. Voir Champagne (Patrick), *Faire l'opinion. Le Nouveau jeu politique*, Paris Minuit, 1990, p. 233.

128. En effet, SOS-Racisme, à la différence d'organisations dotées de plus de ressources (syndicats, partis politiques), ne disposait pas d'une organisation nationale et n'était pas en mesure d'informer par lui-même une part significative des participants potentiels de ses manifestations. L'association devait donc compter sur la presse et surtout sur la télévision pour assurer la publicité de ses actions.

date	nombre d'articles	nombre de pages	sujet
13/6	10	8	annonce du concert
15/6	7	7	annonce du concert
7/12	5	4	annonce de l'arrivée de la marche
9/12	5	4	après l'arrivée de la marche
14/6	4	6	annonce du concert
27/3	4	4	mort d'Aziz Madak après la minute de silence
17/6	4	3	après le concert
9/11	4	2	après le débat Désir-Peyrefitte
30/10	3	2	avant l'arrivée de la marche "beur"
23/11	3	2	annonce du colloque de SOS à l'Athénée
6/12	3	2	annonce de l'arrivée de la marche
25/3	2	2	mort d'Aziz Madak avant la minute de silence
05/12	2	2	annonce de l'arrivée de la marche
26/3	2	1	mort d'Aziz Madak avant la minute de silence
1/4	2	1	après des manifestations antiracistes
22/5	2	1	après l'agression d'un porteur de badge
21/10	2	1	après le départ des marches
22/10	2	1	après le départ des marches
25/11	2	1	après le colloque de SOS à l'Athénée
total	68	54	nombre total d'articles signés en 1985 : 96

Il nous faut alors expliquer pourquoi les dirigeants de *Libération* ont déployé un « militantisme journalistique » aussi important et aussi durable à l'égard de SOS-Racisme. Le soutien dont a bénéficié SOS-Racisme à *Libération*[129] nous apparaît fortement connecté aux transformations des configurations politiques après 1981 et en particulier à l'émergence du Front national, premier parti identifié à « l'extrême droite » à augmenter son audience depuis le déclin du « mouvement poujadiste ». Nous avons déjà montré que si la concurrence au sein du champ journalistique conduisait les rédacteurs de *Libération* à des stratégies de « neutralisation » relative de leur offre journalistique et de prise de distance vis-à-vis du gouvernement, le journal conservait une orientation « de gauche », ne fût-ce que parce qu'il aurait été commercialement difficile de faire évoluer trop rapidement la ligne éditoriale sans risquer de perdre un grand nombre de lecteurs. Bien qu'ils aient rompu avec leur militantisme passé et qu'ils aient considérablement « neutralisé » la ligne politique du journal, on ne saurait négliger dans l'explication des attitudes des journalistes vis-à-vis de SOS, le rôle des préférences politiques des dirigeants de *Libération* et en particulier leur hostilité à « l'extrême droite ». Lorsqu'aux élections municipales de 1983 puis aux élections européennes de 1984, le Front national progresse notablement, les journalistes de *Libération* sont logiquement conduits à s'inquiéter des progrès de ce parti.

> *Eric Dupin* – Alors le Front national, quand il a émergé en 84, c'était pour *Libération*, pour les anciens gauchistes pour qui le fascisme c'était... – les extrêmes se fascinent mutuellement –. Donc pour eux, voir le Front national arriver comme ça à 11 %, c'était un coup de tonnerre extraordinaire. Je me souviens de la soirée des élections européennes de 84 au journal, c'était quelque chose d'extraordinaire[130]. Et donc ensuite, il fallait lutter contre Satan. Et là je crois de manière assez sincère, le fait de promotionner SOS-Racisme était considéré comme un moyen de faire reculer le Front national, de façon assez sincère, (...). Pour *Libération*, ce serait erroné de penser qu'on aurait promu SOS par un jeu de miroirs pour faire monter le FN par rapport à la droite, on n'en est pas à ces niveaux de raisonnement. Ce qui est vrai, par contre, c'est que, par un phénomène de fascination à l'égard de l'adversaire, *Libération* a parfois objectivement fait le jeu du Front national, c'est-à-dire qu'un certain nombre de unes faites sur le Front national, ça le fait exister (...). Mais je crois que c'était surtout l'univers idéologique : il y avait le bien et le mal, SOS-Racisme et le Front national, c'est ça qui est le plus critiquable d'un point de vue journalistique. [...] Je pense que ce qui a entraîné la mobilisation de beaucoup de gens, c'était l'existence du Front national, la légitimation politique du racisme, donc de SOS, avant 81, c'est impossible à concevoir, si vous voulez »[131].

---

129. Outre les articles suscités par le concert et par l'appel à une minute de silence lancé par SOS après la mort d'Aziz Madak, *Libération* consacre deux autres fois sa rubrique « événement » à SOS en 1985, lors du débat entre Harlem Désir et Alain Peyrefitte au Lutétia qui serait, sans cela, probablement passé inaperçu et lors de l'arrivée des marches en décembre.

130. *Libération* titre le lendemain des élections européennes « Le Choc », surtitré « Percée de Le Pen, effondrement du PC » et consacre neuf pages à « l'événement ». Voir également l'article d'Eric Dupin, L'irruption Le Pen, *Libération*, 18 juin 194, l'éditorial de Gérard Dupuy, Qui a peur d'un homme aimable ?, *Libération*, 18 juin 1984 et le lendemain le texte de Fabien Roland-Lévy, L'opposition troublée par le choc Le Pen, *Libération*, 19 juin 1984.

131. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994. Eric Favereau juge également que le désir de contrebalancer la progression du Front national est en partie à l'origine de l'intérêt des dirigeants de *Libération* pour SOS :

L'inquiétude à l'égard des progrès du Front national est alors un état d'esprit très répandu au sein des rédactions. Certains journalistes s'interrogent publiquement sur la responsabilité des médias dans la progression du Front national et considèrent que la profession serait fondée à tenter d'empêcher Jean-Marie Le Pen d'accéder à la radio ou à la télévision[132]. D'autres, s'ils acceptent de l'inviter à parler, déclarent vouloir le mettre en difficulté. Face à un parti qui est alors couramment qualifié de « fasciste », toute action visant à entraver sa progression apparaît légitime, même si elle ne provient pas d'acteurs politiques professionnels mais de journalistes. En se présentant comme un mouvement qui veut organiser une riposte à ce qu'ils nomment la « banalisation des idées racistes » dans la sphère politique consécutive à l'émergence du Front national, les fondateurs de SOS vont bénéficier de la sympathie spontanée de beaucoup de journalistes et de rédactions, en particulier celle de *Libération*, où le « racisme » faisait déjà l'objet depuis longtemps d'une couverture abondante[133]. Interrogés quelques années plus tard, les journalistes de *Libération* justifient leur engagement pour SOS-Racisme par l'inquiétude éprouvée face à l'émergence du Front national.

> « *Laurent Joffrin* – Il faut bien voir, qu'à l'époque de l'apparition de SOS, c'était la montée de Le Pen, c'était l'inquiétude devant la montée de l'extrême droite. Alors les gens qui s'opposaient traditionnellement à la montée de l'extrême droite, c'était soit la gauche classique, mais elle était au gouvernement, soit les associations antiracistes à l'ancienne, et donc c'était logique que les journalistes soient séduits par un mouvement nouveau, qui en plus faisait la preuve, en tout cas, donnait l'impression de faire la preuve de son efficacité, en réunissant beaucoup de monde et en touchant des jeunes. Une des angoisses devant la montée de l'extrême droite, c'était que les

---

« *Quest. – Qu'est-ce que doit, à votre avis, le soutien de Libé à SOS à la peur de Le Pen ? Parce que je me souviens des débats entre journalistes sur le thème « est-ce qu'il faut aider Le Pen, est-ce qu'il faut le faire passer à la télé ? ». Est-ce qu'on n'a pas promu un mouvement antiraciste aussi pour faire pièce au FN ? Eric Favereau* – Si, je crois que ça a dû jouer. Ils se sont bien inscrits sur ce débat surréaliste, de « faut-il ou pas combattre Le Pen ». [...] Oui, sûrement que ça a joué, puisque c'est la seule chose dans un journal comme celui-là qui est absolument tabou. Le Pen oui, l'évidence de ce combat-là... Donc, peut-être que certains trouvaient dans SOS le militantisme qu'ils n'exerçaient plus eux-mêmes, ou exerçaient différemment dans un journal ou en écrivant. Ouais, c'est vrai, mais je crois que SOS a bien correspondu à ces années-là et c'est pour ça que ça a bien marché » ; entretien avec Eric Favereau, 23 mars 1993.

132. Pour une illustration des relations entre les journalistes et le Front national voir Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, *op. cit.*, p. 28-38 ; voir aussi, François-Henri de Virieu, *La médiacratie*, *op. cit.*, p. 235-247, Yves Roucaute, *Splendeurs...*, *op. cit.*, p. 314, 335, 343 et 370, Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, 305-313, Paul Yonnet, La machine Carpentras, histoire et sociologie d'un syndrome d'épuration, *Le Débat*, n° 61, septembre-octobre 1990 et pour un exemple de livre sur Jean-Marie Le Pen écrit à cette époque par des journalistes, voir Edwy Plenel et Alain Rollat, *Le phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte-*Le Monde*, 1984.

133. Voir Simone Bonnafous, *L'immigration...*, *op. cit.*, p. 32-37, 69-79 et 121-129. Laurent Joffrin justifie l'attention que *Libération* a accordée à SOS par la « tradition » de « sympathie antiraciste » du journal : « *Laurent Joffrin* – *Libération* était un journal qui avait des traditions de défense des immigrés, depuis toujours. C'est même un des premiers journaux qui avait mis ça en exergue. Donc pourquoi *Libération* a réagi comme ça lors de l'arrivée de SOS-Racisme ? Parce que c'était un mouvement de militants, sur un problème sur lequel les gens étaient un peu impuissants parce qu'ils n'arrivaient pas à trouver vraiment un discours, donc là on avait des gens qui tenaient un discours, donc effectivement pour des raisons de sympathie antiraciste, de volonté de trouver des pôles militants nouveaux, *Libération* en a fait grand cas, *Libération* a estimé qu'il fallait traiter ça de manière très large, et donc a favorisé effectivement le mouvement » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

jeunes basculent de ce côté-là, qu'il soient touchés par ça. Alors SOS-Racisme donnait le sentiment d'avoir inventé une méthode, qui servait de garde-fou, qui servait de cordon sanitaire »[134].

Le 12 février 1985, *Libération* avait publié un dossier de huit pages consacré au passé de Jean-Marie Le Pen durant la guerre d'Algérie, rassemblant cinq témoins qui accusaient le leader du Front national de les avoir torturés en 1957 à la Villa des Roses d'Alger[135]. Le journal est alors accusé par Jean-Marie Le Pen mais aussi par certains journalistes de participer à la campagne du Parti socialiste contre le Front national. En cherchant à publier des informations tendant à discréditer Jean-Marie Le Pen, c'est-à-dire en faisant à l'encontre du Front national un « coup journalistique » qui peut être aussi interprété comme un acte politique, les rédacteurs de *Libération* s'exposent à être accusés de prendre parti. L'engagement direct du quotidien donne prise à la critique et risque de porter atteinte à sa crédibilité journalistique et de rétablir l'image de journal « politique » que ses dirigeants avaient chercher à faire disparaître. En ce sens, la publication d'articles consacrés à SOS-Racisme pouvait représenter pour les journalistes de *Libération* un moyen de continuer à mener une action contre le Front national sans encourir une mise en cause directe.

« Q – Qu'est-ce que le soutien à SOS devait à la montée de Le Pen ?
Dominique Pouchin – À mon avis beaucoup. C'est quand les européennes ? C'est 84, l'arrivée de Le Pen à plus de 10 %, c'est 84. Bon, ben oui, c'est la réplique, et c'est une bonne réplique. Je pense que la corrélation est à la fois considérable et étroite, c'était sain »[136].

Pourtant, le soutien de *Libération* à SOS-Racisme ne peut s'expliquer par la seule hostilité des journalistes envers le Front national. Il est en effet possible de discerner une certaine adéquation entre la nouvelle ligne éditoriale de *Libération* et la forme donnée par ses fondateurs à SOS et à son discours. Le quotidien avait suivi avec beaucoup d'attention les deux marches des « beurs », sans doute parce que les rédacteurs chargés des « questions de l'immigration », et en particulier Eric Favereau, éprouvaient de la sympathie envers leur mouvement, mais aussi

134. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. Placés en situation de devoir, au cours d'un entretien avec l'enquêteur, justifier leurs choix rédactionnels passés et le soutien qu'ils ont apporté SOS-Racisme, les journalistes sont sans doute conduits à mettre en avant les motifs qui, *a posteriori*, apparaissent les plus légitimes. On peut donc penser qu'ils insisteront plus facilement sur leur volonté de s'opposer au Front national que sur l'intérêt commercial de leur journal ou l'usage politique qu'ils ont pu faire de SOS pour placer dans l'embarras les dirigeants de l'UDF ou du RPR sur les « problèmes de l'immigration ». Toutefois, les très nombreuses et très vives réactions de la presse à l'émergence soudaine en 1983 d'un parti qui était associé à « l'extrême droite » historique – les comparaisons entre les progrès électoraux de Jean-Marie Le Pen et ceux de Mussolini ou de Hitler ne sont pas rares – permettent de penser que la sensibilité des journalistes aux progrès du Front national était importante et que l'hypothèse d'une attention plus forte des rédactions aux « problèmes de racisme » et aux associations antiracistes après 1983 est vraisemblable.
135. Voir Lionel Duroy et Joëlle Stolz, Alger 1957, villa des roses : un député français chez les légionnaires, *Libération*, 12 février 1985 et ci-dessus note 94.

parce que la direction du journal voyait déjà dans une telle action antiraciste un moyen de lutter contre les progrès du Front national. Toutefois, la rédaction ne pouvait longtemps considérer favorablement les militants « beurs » qui faisaient preuve d'un radicalisme politique difficilement compatible avec la ligne éditoriale du journal[137]. Les fondateurs de SOS-Racisme présentaient au contraire beaucoup d'affinités avec les responsables du journal puisqu'ils partageaient une trajectoire politique semblable, étant issus comme eux du militantisme étudiant et ayant souvent fait partie des mêmes organisations d'extrême gauche. Leur évolution commune de l'extrême gauche vers la gauche modérée contribuait à leur donner une perception sensiblement proche de l'espace et des luttes politiques[138]. Au contraire du mouvement « beur », toujours susceptible d'apparaître particulariste et « identitaire », l'action de SOS-Racisme, qui recherchait le rassemblement le plus large[139], respectait la grammaire « universaliste » en usage dans le champ politique français tout en innovant dans les formes de la mobilisation. Les thèmes « consensuels », le caractère multipartisan des parrains politiques et les objectifs affichés de SOS-Racisme – la lutte contre le « racisme » et le Front national – convenaient beaucoup mieux aux modes de pensée et aux préoccupations des responsables des rédactions de la presse parisienne que ceux des militants « beurs » dont les méthodes d'action plus rugueuses et le discours alors plus « protestataire », mettant en cause les discriminations raciales dont ils s'estimaient victimes et en particulier l'attitude de la police à leur égard, apparaissaient beaucoup plus éloignés des formes politiques légitimes que les journalistes étaient habitués à

136. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

137. Laurent Joffrin et Dominique Pouchin connaissaient les prises de position plus « radicales » de Djïda Tazdaït, de Farida Belghoul ou de Mogniss Abdallah et les divergences politiques entre les militants « beurs » et les fondateurs de SOS, en partie parce qu'Eric Favereau utilisait cet argument contre SOS : « *Laurent Joffrin* – À *Libération* certains journalistes considéraient que SOS était trop manoeuvrier, un peu artificiel et même médiatique et puis trop modéré ou trop proche des socialistes, alors que les autres étaient plutôt soit des militants de terrain, très dévoués à la cause et à la vie quotidienne etc., soit des gens plus influencés par l'extrême gauche. Donc il y avait une part d'agacement devant le savoir-faire médiatique de SOS, une part de divergence sur le caractère trop modéré de SOS-Racisme par rapport à ces associations » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

138. Eric Favereau évoque d'ailleurs l'intérêt des dirigeants de *Libération* à l'égard des mouvements de mobilisation de jeunes susceptibles d'apparaître comme les « héritiers » de Mai 68. Ainsi, certains anciens militants de Mai 68 appartenant au journal auraient considéré le soutien à SOS-Racisme et au mouvement de décembre 1986 comme une forme de fidélité à leur propre passé : « *Eric Favereau* – C'est quand même la génération de Mai 68 qui était à la tête du journal. Ils prenaient un coup de vieux, mais masos comme ils étaient, ils disaient “ surtout ne loupons pas nos petits frères ou nos petits-enfants ” » ; entretien avec Eric Favereau, le 23 mars 1993. Cependant, *Libération* n'est pas le seul journal à être attentif aux états d'âme de la jeunesse et l'intérêt pour les jeunes entre 1968 et 1988 est constitué de longue date au sein de la presse, en particulier au *Nouvel Observateur* qui a publié plusieurs dossiers scrutant l'esprit revendicatif de la jeunesse après 1968, dont le numéro de mai 1978 qui avait lancé l'expression de « bof-génération ».

139. Pour Dominique Pouchin, le mouvement de la deuxième marche des beurs, Convergence 84, avait moins que SOS une stratégie fondée sur le consensus : « *Dominique Pouchin* – C'est un mouvement qui du moins dans sa première étape a joué la résonance, a cherché la résonance. La vrai différence avec Convergence c'était ça » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

traiter et donc moins utilisables dans le cadre des débats et des luttes politiques ordinaires entre factions politiques « de gauche » et « de droite »[140].

Selon Laurent Joffrin, SOS-Racisme correspondait à une forme nouvelle de militantisme, qui n'apparaissait plus fondée sur ce qu'il nomme la « culture politique traditionnelle » de la gauche, posant en préalable la nécessité d'une transformation globale du système économique mais au contraire sur un mode de justification faisant référence à la morale, aux « droits de l'homme » ou à la « Révolution française »[141]. Pourtant, l'opposition entre l'antiracisme de SOS et un attachement à la « culture politique traditionnelle » de la gauche est d'autant moins évidente que Julien Dray ancrera la Nouvelle école socialiste à la gauche du Parti socialiste[142]. Il est donc plus probable que si Laurent Joffrin et ceux des dirigeants du journal qui affirmaient un certain militantisme journalistique pour des « valeurs de gauche »[143] se trouvaient en affinité avec le discours des fondateurs de SOS-Racisme, c'est qu'en développant un mouvement fondé sur une « morale antiraciste » et sur la solidarité avec les « potes », SOS fournissait au journal « de gauche » une cause « progressiste » n'apparaissant pas directement dépendante d'une organisation politique et qui n'était pas contradictoire avec la nouvelle ligne éditoriale de

---

140. On peut ainsi faire l'hypothèse que les mouvements beurs ont été soutenus par la presse et la télévision – c'est-à-dire couverts abondamment avec des angles journalistiques positifs – « par erreur » ou plutôt « faute de mieux » parce que leur mobilisation pouvait alors apparaître aux journalistes comme un moyen de lutter contre le Front national.

141. Lorsque Laurent Joffrin, citant Julien Dray et Harlem Désir, compare la génération des militants d'extrême gauche des années soixante-dix et les militants du badge de 1985, le dogmatisme, le radicalisme et l'inefficacité des premiers s'opposent au pragmatisme, au réformisme et à l'efficacité des seconds : « la base de SOS est le contraire de ce qu'ont vécu Harlem Désir et Julien Dray. Dray a passé près de quinze ans dans les sphères dirigeantes du trotskisme version Krivine. Sans y militer, Désir a lui aussi fréquenté l'extrême gauche. « La nouvelle génération est plus généreuse, dit Dray. Nous prétendions aussi à la générosité, mais l'idéologie asséchait tout. Avant les militants se voulaient durs, savants, agressifs. Mais le léninisme est mort. Ceux d'aujourd'hui sont plus humains. Et ils essaient surtout d'être efficaces. C'était le dernier de nos soucis : nous courrions derrière les mythes, au mauvais sens du terme, la révolution, l'internationalisme prolétarien, le parti d'avant-garde. Aujourd'hui, on veut des résultats même partiels. » Et Désir continue : « notre seule référence idéologique ce sont les droits de l'homme. Nous n'avons ni motions, ni programmes, ni plate-forme, à peine une petite charte. Ce serait une perte de temps et une manière artificielle de se diviser. La philosophie, c'est l'humanisme ». » Laurent Joffrin conclut, « le gauchisme s'est évanoui : reste l'expérience » ; Laurent Joffrin, Les potes sont des pros, *Libération*, 14 juin 1986.

142. Cependant la plupart des thèmes défendus par Questions socialistes et la Nouvelle école socialiste après 1987 auraient sans doute conduit à classer leurs défenseurs à la droite du Parti socialiste avant 1981.

143. Il serait possible de voir une contradiction entre les stratégies de neutralisation politique relative de l'offre journalistique suivies à partir de 1983 par la plupart des rédactions et les convictions ou l'attachement à un « camp » politique affirmés par certains journalistes appartenant aux hiérarchies rédactionnelles, en particulier dans les livres qu'ils publient (voir Edwy Plenel, *La part d'ombre*, *op. cit.*, Laurent Joffrin, *La gauche en voie de disparition*, Paris, Le Seuil, 1984, Eric Dupin, *L'après Mitterrand...*, *op. cit.*, Serge July, *Les années Mitterrand*, *op. cit.*, Jean-Marie Colombani, *La gauche survivra-t-elle aux socialistes ?*, Paris, Flammarion, 1994). Cependant, le propos de la plupart de ces livres est de critiquer les responsables de la tendance dont les auteurs affirment se sentir proches. Les journalistes peuvent sans dommage pour leur crédit professionnel affirmer un attachement aux « valeurs » associées à un « camp » politique – en général les valeurs « de gauche » –, pourvu que celui-ci demeure suffisamment modéré et qu'il soit accompagné d'une attitude ouvertement critique des organisations politiques qui les incarnent.

Libération[144]. On peut ainsi faire l'hypothèse, avec Eric Dupin, que le militantisme antiraciste de *Libération* était également un moyen pour la rédaction de réaffirmer l'ancrage « à gauche » du quotidien alors que celui-ci était souvent critiqué pour les idées économiques « libérales » qu'il défendait[145]. Interrogé quelques années plus tard, Laurent Joffrin estime qu'en 1985, SOS-Racisme représentait un mouvement dont l'action et la forme étaient en adéquation avec les idées qu'il cherchait alors à défendre dans ses livres ou dans son travail de journaliste :

> « Q – Vous, vous avez soutenu SOS pour des raisons politiques ?
> *Laurent Joffrin* – Oui, pour des raisons politiques, oui, bien sûr. Dans mon premier bouquin sur la gauche, en 1983, qui s'appelait " *La gauche en voie de disparition* ", ma thèse était que la gauche devait abandonner sa culture politique traditionnelle, qui avait volé en éclats au contact du pouvoir, qui était une culture marxisante, étatiste, protectionniste, genre Chevènement, l'ancienne culture, celle du congrès de Metz, du Mitterrand des années 78, au profit d'une nouvelle idéologie dont le fondement aurait été l'extension continue de la démocratie, de la démocratie formelle, de la démocratie sociale etc. [...] Mon idée c'est qu'il fallait militer avec des valeurs qui étaient celles des droits de l'homme, déduire la politique non pas du catéchisme socialiste, mais du catéchisme révolutionnaire, de la Révolution Française, [...]. Et puis arrive ce mouvement, que je ne connaissais pas et qui dit exactement la même chose : " il ne faut plus parler de socialisme, il faut prendre les droits de l'homme comme source, et puis on applique ça sur le terrain ". Donc c'était exactement ce que je pensais. Donc là, la sympathie idéologique était immédiate. [...] Au sein de Libération, il y avait de manière dominante une sympathie pour SOS, notamment pour le fait que c'était un mouvement qui ressemblait aux mouvements des années 60-70 mais avec des bases idéologiques démocratiques, qu'il n'y avait pas là-dedans de critique générale de la société, comme il pouvait y avoir dans les années 70. Donc ça avait l'air d'un mouvement qui avait tenu compte, au fond, des impasses de l'extrême gauche, mais qui luttait quand même de manière efficace pour une cause juste [...]. Et puis c'était des socialistes, moi j'ai été jeune socialiste, militant des Jeunesses socialistes. Et puis, après je les ai connus, on est devenu amis, bon, c'est la vie. Et c'était amusant d'être dans un petit sérail politique »[146].

---

144. Quelle que soit l'attitude critique qu'un journal adopte vis-à-vis du personnel politique dont il est le plus proche, il doit cependant veiller à marquer également son appartenance à un « camp politique » : « Sur les terrains constitués politiquement, le discours ne doit pas manquer d'être conforme tant bien que mal à la représentation que les lecteurs se font, pour la plupart, d'un journal se réclamant d'une idéologie " progressiste " », Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 204-205.

145. Eric Dupin estime en effet que l'engagement journalistique de la rédaction dans la défense de causes sociales et en particulier de l'antiracisme permettait à *Libération* de contrebalancer ce qu'il appelle « virage à droite sur le plan économique » pour maintenir une image de journal « de gauche » : « *Eric Dupin* – Ma thèse, elle n'est pas très originale, c'est que *Libération* dans les années 80, outre le militantisme antiraciste, a fait un militantisme sur un autre plan, très différent, sur le plan économique. Ce qui est intéressant aussi, c'est que Laurent Joffrin était aussi de ce coup-là, puisqu'il était au service économique avant d'être au service société. La fameuse période de 1983, le tournant dit de la rigueur ou de l'austérité a été défendu de façon très militante également, par Serge July en particulier, mais aussi par tout le service économique, essentiellement Pierre Briançon et Laurent Joffrin. Il y avait un petit côté virage à droite, et cas de conscience. En tout cas, c'était l'acceptation des règles de l'économie de marché, d'ouverture, etc. En même temps, ça a fait le succès de *Libération* parce qu'il était totalement en phase avec l'évolution de l'Elysée, avec aussi l'évolution de la majorité des socialistes et donc, ça donnait l'impression d'un journal qui, non seulement était bien informé des désiderata du prince, mais qui accompagnait les mutations de la société politique, en tout cas de la micro-société socialiste. Et par un phénomène de compensation peut-être inconscient, avec le virage à droite sur le plan économique, on reste tout de même à gauche sur le plan sociétal. D'où le côté très engagé dans l'antiracisme, dans la défense des immigrés etc., qui a toujours été une constante du journal *Libération*. Avec une déconnexion totale, on est pour le capitalisme et on est contre la racisme sans se rendre compte qu'il peut y avoir dans la crise économique une passerelle entre les deux » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

146. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. On pourrait penser qu'il est dangereux pour Laurent Joffrin de reconnaître faire du journalisme « politique ». Cependant, les opinion qu'ils assure défendre sont suffisamment

Nous avons montré qu'à partir de 1982, la direction de *Libération* et les responsables du service économique qui cherchent à transformer l'image « gauchiste » du journal, adoptent une attitude critique à l'égard de la « culture du congrès de Metz »[147] et des idées économiques du programme de François Mitterrand, qui culmine avec la participation de Laurent Joffrin et de *Libération* à l'émission « Vive la crise » en 1984. Cette ligne éditoriale s'était traduite par la publication dans les colonnes de *Libération* d'articles mettant en cause « l'archaïsme » des organisations les plus proches de cette « culture traditionnelle de la gauche », le Parti communiste[148], certains syndicats ou les courants situés à la gauche du Parti socialiste, ceux de Jean Poperen ou de Jean-Pierre Chevènement[149]. Parallèlement, la rupture avec le militantisme d'extrême gauche des principaux dirigeants de *Libération* et l'évolution de leurs convictions politiques vers des conceptions « social-démocrates » et « libérales », les avaient conduits à considérer avec méfiance tout discours politique de forme « économiste » ou « marxiste » attribuant essentiellement à des causes structurelles ou économiques l'origine des problèmes sociaux ou des tensions raciales[150]. On peut donc faire l'hypothèse que les dirigeants de

---

modérées (économie libérale mais sociale, antiracisme, défense de « l'idée républicaine ») pour être considérées avec bienveillance dans de nombreux journaux. En outre, on peut faire l'hypothèse que son image de « journaliste de gauche » n'est pas étrangère à son recrutement par Claude Perdriel au poste de rédaction en chef du *Nouvel Observateur* puis à son retour à la direction de la rédaction de *Libération* (cf. Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 371).

147. Voir par exemple l'éditorial où Serge July commente un sondage intitulé « C'est quoi, être de gauche ? » qui « interroge les Français » sur l'évolution de leurs opinions depuis 1981 : « Que ce soit dans l'électorat de François Mitterrand en 1981, parmi les communistes ou les socialistes, ils sont plus de 60 % à préférer que la gauche se transforme, se rénove à l'éventualité d'un retour aux idées qui étaient les siennes avant 1981. Sentiment à bien des égards incroyablement positif. En d'autres termes, pour les électeurs de gauche, il importe de moderniser la gauche. [...] Il est manifeste que l'électorat, même l'électorat de gauche avait une sacrée longueur d'avance sur les dirigeants socialistes. Et au passage, ceux-ci ont perdu le bénéfice politique de " la modernisation de la gauche " » ; Serge July, La fin des désillusions, *Libération*, 28 janvier 1985. Voir également Serge July, Les années Mitterrand, *op. cit.*, p. 61-115.

148. Les journalistes de *Libération* ont souvent critiqué le Parti communiste dont les représentants ont plusieurs fois dénoncé dans l'*Humanité* le caractère « anticommuniste » du journal. Voir Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai*..., *op. cit.*, p. 140, 166, 182, 190, 193.

149. *Repères*, magazine publié par le CERES, le courant de Jean-Pierre Chevènement avait en 1984 consacré à *Libération* un numéro spécial intitulé « *Libation* », constituant une parodie et une critique du journal de Serge July, accusé ironiquement de « n'être libertaire que dans les pages culturelles et libéral dans le reste du journal » ; voir *Repères*, septembre 1984.

150. Eric Dupin estime que beaucoup de membres fondateurs de *Libération* expriment un rejet énergique des analyses de type « marxiste » mais aussi plus généralement des formes d'explication des tensions sociales par l'existence de structures sociales inégalitaires et hiérarchisées. On perçoit dans l'extrait d'entretien suivant, l'écho des désaccords politiques et journalistiques entre Eric Dupin et sa rédaction : « *Quest. – Mais curieusement, beaucoup de journalistes de Libération étaient d'anciens militants, qui avaient longtemps soutenu que le fascisme était, pour aller vite, un produit des rapports de classe, donc qui étaient habitués à ramener le racisme à des causes sociales : comment se fait-il qu'ils arrivent à basculer dans une conception morale du racisme ? Eric Dupin* – Ils ne pouvaient plus avoir ce type d'analyse précisément parce qu'ils avaient eu l'habitude de raisonner comme ça et que ce raisonnement sommaire, ce marxisme un peu sommaire – infrastructure-superstructure, etc. – était un raisonnement qu'ils avaient abandonné, précisément parce qu'ils avaient trop dit ça dans le passé et que c'était leur passé. Ils avaient rompu avec ça. Et ils ne veulent plus entendre parler de raisonnement de leur passé : quand, par exemple, j'ose parfois dire à *Libération*, que l'idée de classes sociales, n'est pas une notion à

Libération auraient accueilli beaucoup moins favorablement une association antiraciste faisant, comme le MRAP ou le Parti communiste en 1985, de la crise économique et de la croissance du chômage le principe de l'augmentation des actes « racistes »[151]. En proposant une interprétation du « racisme » qui ne faisait pas de l'immigration un « problème » mais une « richesse sociale »[152], qui n'attribuait pas de causes d'ordre économique à l'augmentation des comportements « xénophobes » mais en faisait le seul produit de la diffusion des idées et des thèses du Front national, les fondateurs de SOS présentaient donc une explication des « problèmes de racisme » qui était conforme à la façon dont les responsables de la direction de *Libération* étaient susceptibles de les percevoir[153].

« *Eric Dupin* – Le terrain sur lequel s'est créé SOS, celui de la morale antiraciste, essentiellement une réaction morale, ça rentrait très fortement en résonance avec la manière

---

abandonner etc. Non, c'est quelque chose qu'ils ne peuvent plus entendre. C'est un peu la gueule de bois (rires). Ils ont tellement dit ça à tort et à travers que maintenant ils pensent que les concepts eux-mêmes sont vides, n'existent plus. Ils ont éprouvé l'irréalité d'un discours marxiste obtus et donc ensuite ils refusent tout type de raisonnement de ce genre. Essayer de faire comprendre à Gérard Dupuy [éditorialiste], qu'il y a un effet de domination dans la société – ce qui est assez basique, il n'y a pas besoin d'être marxiste, il y a des tas de philosophes libéraux qui le reconnaissent – non, tout de suite, c'est l'énervement... » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

151. Pour un aperçu du discours tenu en 1985 par les dirigeants du Parti communiste sur le racisme, voir la tribune intitulée « S'attaquer à la racine du mal. Le racisme se nourrit de la crise, c'est elle qu'il faut combattre » de Claude Billard, membre du bureau politique du PCF dans *le Monde* du 29 mars 1985 : « le racisme se nourrit de la crise et de ses conséquences. C'est donc à la crise, aux problèmes du chômage, du pouvoir d'achat... qu'il faut s'attaquer pour faire reculer le racisme. Cette position responsable et non démagogique est perçue par certains [il s'agit d'une allusion à Patrick Tort] comme faisant l'impasse sur « l'argumentation et le sentiment racistes ». En vérité se refuser à voir les vrais problèmes et à prendre le mal à la racine contribue, de manière consciente ou non, à alimenter l'actuelle campagne raciste et xénophobe ». Voir aussi l'interview conjointe d'Harlem Désir et de Pierre Tartakowsky, responsable du secteur immigration de la CGT in *La vie ouvrière*, n° 2221, 22 avril 1985.

152. Voir par exemple les propos d'Harlem Désir lors de la conférence de presse du 19 février 1985 rapportés dans Chemin (Michel), Lifting pour l'antiracisme, *Libération*, 20 février 1985 et le livre *Touche pas à mon pote*, *op. cit.*, notamment p. 132 et 145.

153. Ci-dessous, Dominique Pouchin exprime explicitement ses réticences à l'égard du second discours de SOS-Racisme qui fait du « racisme » le produit de l'urbanisme de la banlieue et de l'appauvrissement de certaines couches sociales à la suite de la croissance du chômage :

« *Quest. – Julien Dray, qui venait d'un mouvement trotskiste, avait probablement dès le début de SOS, une analyse proche de celle de l'association aujourd'hui, c'est-à-dire : « le racisme est le produit des conditions de vie dans les banlieues, de la pauvreté, des frictions entre les pauvres blancs et les pauvres immigrés ». Je suppose que vous qui étiez également ancien militant vous avez dû percevoir ce décalage entre un discours très moral qui ne parlait pas des causes ou des solutions à apporter au racisme et qui se contentait de dénoncer simplement le...*
Dominique Pouchin – D'abord moi j'ai vieilli, j'ai changé, j'ai réfléchi aussi aux choses, je ne pense pas comme ça. [...] Je crois évidemment que le racisme, dans son expression la plus radicale, quand il est pratiqué de façon radicale, de façon exacerbée, à une échelle collective, pratiqué et non pas professé, mais pratiqué à l'échelle collective est un symptôme de tensions sociales graves. [...] Je pense que réduire le racisme à l'expression de tensions, de conditions économiques particulières avec les tensions sociales qu'elles génèrent ne me paraît pas probant. Je ne crois pas ça, je crois que ça va au-delà. Ça préexiste et ça va au-delà. Cela dit, oui, ça se bâtit sur ce terreau-là, ça prolifère sur ce terreau-là, c'est l'histoire qui l'apprend.
Q - Donc vous êtes finalement plus proche du premier discours de SOS que de l'actuel ?
R - Oui, je suis resté fidèle à ce discours, bien sûr. Personnellement, sans aucun doute, parce que je pense que précisément parce que le racisme ne se limite pas à l'expression exacerbée de tensions sociales liées à un substrat économique, à de l'économie, parce que justement il n'est pas que cela, et qu'il ne se réduit pas à cela. [...] Oui c'est un combat moral, oui je suis d'accord. Je continue de penser cela et j'ai la conviction qu'il n'y a de vraie bataille antiraciste que sur cette base-là, je crois ça forcément. » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

dont *Libération* concevait la question de l'immigration et du racisme. C'est-à-dire qu'il y avait un débat, peu important parce que les gens comme moi étaient très minoritaires, entre ceux qui disaient que le phénomène du racisme – qui à l'époque se développait et avait une traduction politique avec le Front national – devait être relié à la crise économique, à des réalités sociales, etc., et donc que le racisme ne devait pas être uniquement condamnable moralement, même si c'était un préalable indispensable, mais que si on voulait le faire reculer dans la société française, il fallait poser la question des formes de l'immigration, celle de la crise économique et de la marginalisation de beaucoup de gens, enfin les nouveaux pauvres etc. Et je me souviens très bien que ce discours-là, que je tenais avec quelques autres, était très minoritaire. D'abord, il était considéré comme suspect, puisqu'il reconnaissait qu'il pouvait y avoir un problème de l'immigration. Reconnaître que l'immigration pouvait être un problème dans le contexte social et économique était déjà une concession aux racistes, suivant la thèse majoritaire à l'époque à *Libé*. René-Pierre Boullu, qui s'occupait du service société, était le grand théoricien de cette ligne-là. Il me disait " non Eric, non, si tu commences à dire ça, tu vas reconnaître qu'il y a un problème de l'immigration, ensuite tu vas reconnaître qu'il y a trop d'immigrés et ensuite, tu vas basculer dans le racisme ". Bon, je caricature là, mais c'est pour ça que la thématique de SOS, " *Touche pas à mon pote* ", avec le côté convivial, pour eux, pour le service société de *Libération*, pour *Libération* de façon plus générale, correspondait tout à fait à leur approche, c'est-à-dire les racistes sont des méchants, il faut les dénoncer et il faut que le racisme soit considéré comme quelque chose de très mal (...) »[154].

Conçu pour susciter peu de critiques et d'oppositions, le discours de SOS-Racisme se révèle donc particulièrement adapté aux représentations politiques et aux modes de pensée des principaux dirigeants de *Libération*[155] qui peuvent faire des usages symboliques multiples de la nouvelle association antiraciste : montrer qu'ils participent selon leurs moyens à la lutte contre le Front national, manifester que le quotidien est encore attaché à une valeur « de gauche » traditionnelle (l'antiracisme), contribuer, par la forme œcuménique de l'association et le soutien de parrains centristes, au travail symbolique de « dégauchisation » de l'image du quotidien. L'habileté des fondateurs de SOS aura été de ne pas développer dans un premier temps de programme de revendications qui les aurait amenés à préciser leurs orientations politiques et aurait contraint les acteurs politiques et donc les journalistes à se situer par rapport à celles-ci. Durant ses premiers mois d'existence, les multiples soutiens que reçoit SOS-Racisme s'ordonnent selon une logique du flou qui autorise des acteurs situés dans des espaces sociaux

154. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

155. Eric Dupin juge d'ailleurs que le souci de préserver le soutien de l'Elysée et de *Libération* a pu retarder l'adoption par SOS d'un discours plus revendicatif : « *Eric Dupin* – La question qui se pose, c'est « est-ce qu'ils n'auraient pas pu, compte tenu de leur propre culture politique (je pense à quelqu'un comme Dray), basculer plus tôt d'un positionnement moral à un positionnement qui est leur discours actuel depuis un certain temps, qui est de dire, en effet, c'est la crise qui provoque le racisme etc. ? Est-ce qu'ils n'ont pas trop tardé de ce point de vue-là ? Et, autre question, est-ce que leur retard pour passer d'un discours éthéré à un discours social n'est pas lié aux appuis politiques et médiatiques qu'ils avaient, l'Elysée et *Libération* pour simplifier, qui les tiraient en arrière de ce point de vue-là ? Ils n'avaient pas forcément envie pour des raisons de positionnement politique et d'idéologie de faire le lien avec la crise sociale. Donc, il se peut que leurs appuis politiques et médiatiques leur aient fait prendre du retard par rapport à des analyses plus critiques, et ensuite, les aient empêchés d'embrayer plus sur la réalité » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

différents et pourvus d'intérêts contradictoires à concourir à l'établissement de sa notoriété et à l'accroissement de ses ressources[156].

D) Le retour à des logiques partisanes : le soutien à une association « de gauche » en période de cohabitation

La victoire de l'opposition aux élections législatives de 1986 transforme la configuration politique et amène SOS à modifier son mode d'action et ses thèmes de campagnes pour devenir plus revendicatif et contestataire. La participation de SOS-Racisme aux protestations contre les « bavures » durant l'été 1986 et aux manifestations contre la loi Devaquet vont conduire à une opposition ouverte entre l'association et le gouvernement de Jacques Chirac. La ligne de clivage politique sur l'immigration se confond alors largement avec la frontière entre « la droite » et « la gauche ». Cette nouvelle configuration permet à la rédaction de *Libération* de concilier, plus facilement qu'entre 1981 et 1986, une politique rédactionnelle d'opposition au gouvernement et le maintien d'une « identité » de journal « de gauche ». L'image publique encore relativement « apolitique » de SOS-Racisme permettra à *Libération* de montrer qu'il reste un journal antiraciste de gauche capable de se mobiliser pour des causes justes sans toutefois apparaître comme un quotidien « partisan » proche du Parti socialiste. Ce n'est qu'au moment de l'engagement de SOS-Racisme dans la campagne des élections présidentielles de 1988 que l'on verra le journal prendre ses distances avec l'affiliation politique de Julien Dray. Entre 1986 et 1988, la rédaction va continuer à se montrer très attentive aux actions de l'association : *Libération* restera le journal qui consacrera le plus d'articles à SOS-Racisme et celui dans lequel le nombre d'articles hostiles envers l'association sera le plus faible.

Quelques mois avant les élections législatives s'opère, au sein de la rédaction de *Libération*, un changement des responsables hiérarchiques du journaliste chargé de la rubrique « immigration ». Laurent Joffrin remplace René-Pierre Boullu à la direction du service société tandis que Dominique Pouchin devient rédacteur en chef adjoint. Ces journalistes qui vont être durant deux ans au sein du journal les principaux soutiens de SOS-Racisme, conduiront *Libération* à se montrer particulièrement attentif aux initiatives de l'association que celles-ci

156. Sur la logique du flou et le rôle des stratégies d'ambiguïté dans la conciliation momentanée d'intérêts contradictoires, ou plutôt d'intérêts qui dans d'autres types de configurations auraient pu se révéler contradictoires, voir le chapitre intitulé « la cohésion d'un ensemble flou » in Luc Boltanski, *Les cadres*, *op. cit.*, p. 463-489.

soient liées ou non à la lutte contre le « racisme » : entre 1986 et 1988, le journal consacrera sa formule « événement » à chacun des concerts organisés par SOS ; lors des « bavures » de Fontenay-sous-Bois et de la rue de Mogador, le journal donnera un écho important aux conférences de presse organisées par SOS-Racisme, contribuant ainsi à faire de ces morts un enjeu politique national ; en décembre 1986, le journal accordera beaucoup d'importance aux premières grèves étudiantes de l'université de Villetaneuse et à leur leader, Isabelle Thomas, membre fondateur de SOS-Racisme.

> « *Eric Favereau* – Laurent Joffrin a été l'un des relais les plus forts, les plus solides et les plus constants de SOS à *Libération* avant de partir au *Nouvel Observateur*, au point qu'il participait aux colloques de SOS. (...) Il arrive fin 85 début 86, à la tête de notre service et il est l'ancrage des gens de SOS. Et plus que l'ancrage parce qu'il est, par exemple, à la fondation St-Simon ; il y avait aussi d'autres réseaux que je ne connais pas, mais [...] Laurent Joffrin participait à égalité avec Harlem ou Julien Dray dans tous les trucs. Et ils étaient exactement sur la même ligne, qui était aussi la ligne de modernisation du PS etc. »[157].

> « *Eric Dupin* – Historiquement, dans le journal, ça a été le service société, et notamment, le chef du service société qui était Laurent Joffrin qui était très intéressé par tout ça, et donc qui avait la haute main sur le traitement des questions d'immigration et de SOS en particulier [...]. Il était très proche de SOS. Je crois qu'il y avait typiquement un phénomène d'osmose entre les journalistes et une organisation politique et que là typiquement on est dans la problématique de l'engagement des journalistes, c'est-à-dire qu'on considère qu'une cause est bonne et c'est de façon, là, je pense assez consciente, qu'on favorise cette cause, la bonne cause. D'ailleurs je ne prétends pas du tout, moi, être étranger à cette tentation qu'ont tous les journalistes et généralement tous les observateurs et tous les intellectuels. (...) Sur certains points, il y a une bonne cause, il y a quelque chose à défendre et on ne peut pas rester d'une neutralité parfaite en toute circonstance [...] »[158].

Eric Favereau quitte le secteur « immigration » peu après l'arrivée de Laurent Joffrin à la tête du service société[159]. Après son départ, la rédaction ne désignera pas d'autre journaliste chargé

---

157. Entretien avec Eric Favereau, le 23 mars 1993.

158. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994. Laurent Joffrin confirme que c'est lui, conjointement avec Dominique Pouchin qui déterminait l'importance que le journal devait donner à SOS : « Oui, je les [SOS] trouvais bien et sympathiques, donc toute la couverture de SOS de 86 à 88, c'est moi qui l'ai faite, principalement, enfin sur la ligne éditoriale. C'est moi qui faisais les éditos, les papiers d'analyse etc., Serge en faisait une partie et Pouchin abondait dans ce sens » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

159. Selon Judith Waintraub, journaliste au *Quotidien de Paris*, Eric Favereau aurait été écarté de la rubrique immigration dans laquelle il était depuis 1984 en raison de son opposition à SOS-Racisme. Cette version du départ d'Eric Favereau du secteur de l'immigration m'a été confirmée par des dirigeants de SOS mais ni par Eric Favereau ni par Laurent Joffrin ou Dominique Pouchin : « *Judith Waintraub* – Favereau a été déchargé parce qu'il traitait SOS comme un journaliste, et pire encore un journaliste qui avait suivi les histoires associatives des beurs, donc qui était plutôt défenseur de la thèse de la récupération. Et Favereau a été écarté sciemment par deux personnes : Serge July et Pouchin. Je ne dis pas ça comme ça, je ne fantasme pas, on m'a raconté cette réunion dont la teneur était : « on va décharger Favereau parce que c'est vachement important pour nous, journal d'opposition [en 1985, *Libération* n'est pas encore un journal d'opposition], d'être en liaison avec ces gens-là qui représentent notre lectorat effectif ou potentiel, donc on va faire en sorte de les aider ». C'était avant le concert. C'est des gens de Libé qui m'ont raconté ça et ça m'a été confirmé par des gens de SOS » ; entretien avec Judith Waintraub le 23 juin 1993. On remarquera le caractère indissociablement politique et commercial des motivations que Judith Waintraub prête aux dirigeants de *Libération*.

de cette rubrique avant la nomination de Jean Quatremer en septembre 1987 : les articles seront écrits par de multiples journalistes désignés par le chef du service société et généralement moins hostiles à SOS que ne l'était Eric Favereau. On peut faire l'hypothèse que plutôt que de confier le secteur de l'antiracisme et de l'immigration à un journaliste pouvant sur le long terme se révéler mal disposé envers SOS, Laurent Joffrin préfère que plusieurs rédacteurs soient susceptibles d'écrire sur le sujet, ce qui lui permet d'avoir plus d'emprise sur le contenu des articles et sur l'orientation de la couverture. Outre l'influence qu'il exerce au sein du journal, Laurent Joffrin prête également son concours à SOS entre 1986 et 1988 lors de l'organisation de colloques et de la préparation de la participation d'Harlem Désir à l'Heure de vérité.

> « *Dominique Pouchin* – Joffrin arrive un peu plus tard, parce qu'à ce moment-là, il devient chef du service société, quand je deviens moi rédacteur en chef adjoint, ça se fait presque en même temps. Je suis assez sensible à sa sympathie pour SOS. Je partage assez volontiers, à ce moment-là, la sympathie de Joffrin. [...] Laurent Joffrin les accompagnait davantage que moi, Laurent a fait du conseil, il a fait ingénieur-conseil chez eux. Moi, j'ai été toujours plus en recul parce que je ne pouvais pas me permettre, moi, d'être davantage impliqué. [...] Après ça, c'est vrai, c'est surtout Joffrin qui a couvert ça, il a pris la responsabilité de ça, c'est vrai. »[160]

Dominique Pouchin et Laurent Joffrin reconnaissent tous les deux que les articles que *Libération* publie entre 1986 et 1988 sont délibérément « favorables » à SOS, et beaucoup plus nombreux que ce qu'un journal soucieux de proportionner l'importance de la couverture de l'organisation à son « poids social » véritable (mesuré, par exemple, en terme d'adhérents ou de potentiel de mobilisation) aurait dû consacrer à SOS.

> « *Laurent Joffrin* – Pouchin était très favorable à SOS et moi ensuite quand je me suis occupé de ces affaires, moi aussi, j'étais très favorable [...]. Oui, mais les articles favorables... Enfin je veux dire, (rire) ils ne faisaient pas partie d'un plan de communication de SOS-Racisme. [...] Moi, je les ai pris en sympathie au départ, et après je les ai aidés pendant environ deux ans dans ce groupe d'experts qui s'appelait Brain-pote. Les articles favorables que je pouvais écrire, c'est parce que je trouvais que c'était bien, mais je n'ai pas écrit des articles simplement pour les aider, d'ailleurs parfois j'en ai écrit qui les ont pas aidés du tout (rire), notamment au moment du

160. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Il ajoute « Cette sympathie, Joffrin l'exprime sur le thème : « c'est un mouvement nouveau, ce n'est pas à proprement parler un mouvement politique, une organisation politique, c'est plus un mouvement qu'une organisation, c'est un message, c'est un message qui a des porteurs mais c'est d'abord un message ». C'est tout ce que Joffrin a pu écrire sur le côté modernité du mouvement. D'une certaine manière, je trouvais ça juste : il y avait effectivement un parfum de modernité, et d'intervention moderne sur le terrain politique, non sectaire, non cloisonné, clair, utilisant toutes les ressources, toutes les ficelles de ce qu'on pourrait appeler la relation publique au sens attachée de presse du terme. Et je trouvais ça plutôt pas con quoi, de la petite main à la grande fête, cette habileté à courtiser les médias, à travailler partout, à pénétrer les rédactions. Le type d'intervention de SOS c'était un formidable lobbying, c'était des lobbyistes. Alors qu'on fasse du lobbying antiraciste m'est plutôt sympathique ».

foulard. Au moment du foulard, ils l'avaient quand même mal pris »[161].

Cet engagement de certains rédacteurs de *Libération* au côté de SOS n'est cependant pas sans intérêt journalistique. Lorsque le quotidien a besoin de la réaction d'une organisation antiraciste à un quelconque événement, de l'interview d'un « beur », d'un contact dans un quartier « sensible » ou d'un sujet de société permettant un éclairage original, SOS-Racisme peut le procurer au journaliste à moindres frais. Lors du mouvement étudiant de novembre-décembre, les services politique et société bénéficient des informations que leur donnent Julien Dray et Isabelle Thomas sur le déroulement de la manifestation et les débats au sein de la coordination. *Libération* peut alors entretenir ou renforcer son image de journal sensible aux évolutions et aux mobilisations de la jeunesse. En contrepartie, *Libération* participe à la diffusion du mouvement étudiant et à l'établissement de la notoriété d'Isabelle Thomas. Laurent Joffrin utilise le terme de « symbiose » pour décrire les relations que le journal entretient avec les fondateurs de SOS à cette époque.

> « *Laurent Joffrin* – En 86, SOS-Racisme a été en partie à l'origine du mouvement des étudiants et des lycéens. Je me souviens, Julien et Harlem nous avaient prévenus : " on sent qu'il y a quelque chose, cette loi Devaquet ne passera pas, et d'ailleurs il y a des comités étudiants, à Villetaneuse, qui commençaient à s'agiter là-dessus ", *Alors moi, je dirigeais le service société, donc j'avais envoyé immédiatement quelqu'un en reporter à Villetaneuse pour suivre ça. Du coup, on a eu un coup d'avance dans le traitement pendant tous les événements. On a vu ça avant les autres journaux et on a fait donc gros tout de suite. Notamment, on a mis une photo d'Isabelle Thomas pour montrer une des leadeuses, une des chefs de file du mouvement, et [...] on a fait un traitement favorable au mouvement, mais vraiment très gros quoi*. À juste titre d'ailleurs, parce que c'était l'énorme épreuve du gouvernement Chirac, et donc on était un peu en symbiose avec eux. Tout en racontant, en même temps, toutes les manœuvres qu'il y avait au sein du mouvement. C'était pas complaisant, c'était favorable dans les éditos, ça leur laissait une place importante, mais en même temps il y avait des papiers assez désagréables pour eux, parce qu'ils ont un côté manipulateur d'AG : enfin comme tous ces mouvements étudiants, qui passent une grande partie de leur temps à faire des manœuvres de couloirs, donc on les racontait... »[162].

Entre 1986 et 1988, le partenariat de *Libération* avec SOS-Racisme est également financier et publicitaire puisqu'en échange de la distribution de journaux et de la présence du losange

---

161. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. En 1989, lors de l'affaire du foulard, Laurent Joffrin n'était plus à *Libération* mais au *Nouvel Observateur*, hebdomadaire qui durant la polémique a plutôt pris position contre le port du foulard dans les établissements scolaires.

162. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993, (italiques ajoutées). Devant au cours de l'entretien se justifier de la place accordée à Julien Dray et Isabelle Thomas durant le mouvement étudiant de décembre 1986, Laurent Joffrin se sent obligé de déclarer que la couverture n'était « pas complaisante » puisqu'il y « avait des papiers désagréables ». Les propos de Laurent Joffrin permettent de mettre en évidence les logiques pratiques d'engendrement de la tonalité des articles qui conduisent les responsables de la rédaction de *Libération* à juxtaposer des textes relevant d'une orientation éditoriale positive (éditoriaux très laudatifs, surface rédactionnelle importante), à des textes contenant un angle systématiquement critique dont l'usage symbolique est justement de

rouge de *Libération* sur la scène du concert, le journal donne à l'association des espaces publicitaires gratuits annonçant la fête accompagnés par une surface rédactionnelle importante. Il n'est ainsi pas étonnant que *Libération* fasse paraître avant les concerts beaucoup plus d'articles que les autres journaux puisque la direction du quotidien est directement intéressée au succès de la fête. Lors du concert de 1986, *Libération* publie six articles avant la soirée (le journal lui consacre les deux premières pages de sa formule « événement ») et trois articles après. En 1987, *Libération* fait quatre articles avant le concert et deux après (voir tableau 6).

> « *Dominique Pouchin* – Que le journal joue lucidement le jeu de la sympathie avec un lobbying de ce type, du point de vue des valeurs et des valeurs qu'il portait me paraissait parfaitement estimable. Ça nous a conduit à la deuxième fête, celle de la Bastille sur laquelle on est intervenu en partenaire. On a du intervenir deux ou trois fois en partenaire, je pense, ça a dû être 86-87-88 »[163].

Durant les deux années que va durer la cohabitation, *Libération* va donc suivre de très près les actions de SOS, entraînant en partie les autres journaux et les télévisions. Appuyée sur un grand média d'audience nationale (deux avec *le Matin de Paris*, mais la diffusion et le crédit professionnel de celui-ci tendra à décroître entre 1985 et sa disparition en 1988), l'association va s'imposer face aux autres organisations antiracistes qui ne bénéficient ni du même budget, ni de la même attention médiatique, et contribuer, par les manifestations auxquelles elle va participer et par le travail symbolique de rapprochement des images publiques de Charles Pasqua et du Front national, à mettre en difficulté le gouvernement de Jacques Chirac et à amoindrir les chances de celui-ci aux élections présidentielles de 1988.

Tableau 6 : articles de *Libération* consacrés aux concerts de SOS publiés 6 jours avant et 6 jours après les concerts.

Année	Articles publiés avant le concert	Articles publiés après le concert	total
1985	23	5	28
1986	6	3	9
1987	4	2	6

montrer que la couverture suivie n'est pas « complaisante », contribuant ainsi à préserver la crédibilité journalistique du quotidien.

163. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Eric Dupin juge que le soutien de *Libération* à SOS-Racisme passe par une forme d'autocensure, en particulier concernant l'absence de mention de l'engagement politique des dirigeants de l'association : « *Eric Dupin* – Ça, c'est un vrai débat de déontologie journalistique : est-ce qu'on s'autocensure parce qu'on considère qu'il y a une bonne cause ? J'ai tendance à dire non. Ça ne veut pas dire que moi-même, parfois, je ne cède pas à ce genre de tentation, mais en tout cas il faut la reconnaître comme une tentation mauvaise, malsaine » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

1988	6	3	9
1989	2	2	4
1990	0	2	2
1991	2	1	3
1992	1	1	2
total	44	19	63

La première grande campagne de l'association en 1986 va être celle menée contre une série de « bavures » policières. Dès le 28 mars, quelques jours après les élections législatives, SOS donne une première conférence de presse pour protester contre le « tabassage » dans un commissariat de Patrick Deguin dont la mère est martiniquaise[164]. Dans les mois qui vont suivre, affirmant que « jamais la commission juridique de SOS-Racisme n'a reçu autant d'appels [puisque] les passages à tabac d'immigrés ont augmenté de façon exponentielle »[165], les dirigeants de l'association vont tenter de rendre publiques les affaires de « bavures » en essayant d'imposer, face à ce qu'ils nomment « la version policière », une interprétation des faits tendant à présenter les protagonistes impliqués non comme des « délinquants » mais comme des « victimes ». *Libération* va régulièrement répercuter les conférences de presse de l'association et participer directement à la campagne de SOS contre Charles Pasqua[166]. Si *Libération* est le journal qui publie le plus d'articles dénonçant des « bavures » ou des « crimes racistes », il est aussi celui qui associe le plus souvent la protestation contre les « bavures » avec SOS (voir tableau 7)[167].

Tableau 7 : nombre d'articles du corpus citant SOS-Racisme consacrés à des « bavures » et à des « crimes racistes » en 1986 et 1987.

164. Alain Frilet, Nuit de cogne au commissariat de la rue de Charenton, *Libération*, 28 mars 1986.
165. Harlem Désir cité in Véronique Brocard, SOS-Racisme : dansons aussi sous la droite, *Libération*, 14 mai 1986.
166. Voir Alain Frilet, Mort sous contrôle à la gare de Vigneux, *Libération*, 5 juin 1986 ; Alain Frilet, Un cinquième témoin contre le C.R.S. Burgos, *Libération*, 10 juillet 1986 ; Sorj Chalandon, Bavure de Fontenay : les thèses de la police mises à mal, *Libération*, 4 août 1986 ; Polémique autour d'une noyade, *Libération*, 11 août 1986 ; Laurent Gally, Le policier meurtrier d'Abdel en liberté, *Libération*, 9 décembre 1986 ; Loïc Chevreau, Embûches de Noël pour les jeunes de Villiers, *Libération*, 30 décembre 1987.
167. Ainsi les photos qui accompagnent deux des articles consacrés aux « bavures » sont prises dans les locaux de SOS-Racisme lors de conférences de presse et montrent Harlem Désir ou Julien Dray. Voir Alain Frilet, Nuit de cogne au commissariat de la rue de Charenton, *Libération*, 28 mars 1986 (photo de Harlem Désir devant une grande main de SOS) et Sibylle Vincedon, Duel Pasqua-SOS à l'ombre des bavures, *Libération*, 13 août 1986 (photo de Julien Dray et de Francis Terquem).

journaux	nombre d'articles citant SOS consacrés aux « bavures »	nombre d'articles citant SOS consacrés aux « bavure » et aux « crimes racistes »
Libération	14	18
le Monde	4	5
le Matin	4	7
Le Quotidien	0	1
Le Figaro	0	0

Dans un premier temps, avant la mort de Loïc Lefevre et celle de William Lenormand[168], survenues le 4 et le 31 juillet 1986, les dirigeants de SOS veillent à ne pas apparaître comme des opposants systématiques du gouvernement ou du ministre de l'intérieur[169]. Rendant compte d'une conférence de presse sur quelques « bavures » donnée le 4 juin 1986, Alain Frilet cite une prise de position d'Harlem Désir où celui-ci entend rester mesuré : « “ Nous ne voulons pas, affirme Harlem Désir, condamner globalement la politique de tel ou tel ministre de ce gouvernement. Le problème des bavures n'est pas un problème de droite ou de gauche, mais un problème qui touche au respect des droits de l'homme ” », puis décode la stratégie de SOS : « refus officiel du jeu droite-gauche, langage modéré : SOS-Racisme s'en tient à la tactique appliquée depuis le 16 mars. Souvent accusée d'être liée aux socialistes, l'association tient à se démarquer autant que possible de toute démarche d'opposition. Pour cette raison, elle a soigneusement attendu que la multiplication des contrôles policiers produise des effets concrets – une impressionnante série de bavures – pour les dénoncer avec éclat »[170]. Si Alain Frilet prend ici soin d'expliquer à ses lecteurs les stratégies de SOS sans toutefois sembler les désapprouver, les journalistes de *Libération* ne prennent pas toujours la précaution de marquer une distance entre les déclarations de l'association et les commentaires qu'ils font eux-mêmes, l'indignation du porte-parole de SOS se confondant souvent avec celle du rédacteur de l'article. Voici la présentation d'une affaire de « bavure » mise en avant par SOS que donne le sous-titre d'un article de *Libération* : « À l'initiative de SOS-Racisme, adolescents, familles et avocats ont

168. Les patronymes français des victimes embarrassent quelque peu les responsables de SOS qui se voient contraints d'expliquer pourquoi ils s'occupent de bavures n'impliquant pas des « beurs » : « ces affaires ne concernaient pas des immigrés. Pourquoi alors, s'être engagé dans la défense des victimes ? « Nous sommes concernés par l'ensemble du dispositif sécuritaire dans notre combat contre le racisme », répond Julien Dray. « Nous avons des dizaines de témoignages sur la façon dont se passent ces contrôles. SOS s'est, en quelque sorte, trouvé contraint et forcé de s'engager sur ces terrains », Sibylle Vincedon, Duel Pasqua-SOS à l'ombre des bavures, *Libération*, 13 août 1986.

169. Voir le récit de la rencontre entre Harlem Désir et Julien Dray et le nouveau ministre délégué chargé de la sécurité, Robert Pandraud in Eric Favereau, Harlem Désir : la droite classique doit larguer les amarres avec le Front national, *Libération*, 15 avril 1986.

170. Alain Frilet, SOS-Racisme recense les bavures, *Libération*, 5 juin 1986.

dénoncé les interventions policières de samedi dernier à la cité de la Cuve à Choisy. Une opération musclée que les policiers n'ont toujours pas justifiée »[171]. Dans ce court passage, la police est d'emblée mise en accusation (« opération musclée » qui ne semble « toujours pas justifiée »), tandis que SOS apparaît comme un intermédiaire qui permet aux « victimes » de demander justice, sans que ses éventuelles intentions soient mentionnées. Concernant la même affaire, le sous-titre de l'article d'une autre journaliste, Anne Fouchard, est encore plus explicite : « Le 4 avril dernier, les jeunes d'une cité de Choisy-le-Roi étaient victimes d'une “ ratonnade ” policière. Avec l'aide de SOS-Racisme et de plusieurs organisations ils ont décidé de porter plainte avec constitution de partie civile »[172].

Tout se passe, dans le processus de dénonciation des « bavures », comme si SOS-Racisme et *Libération* tenaient des rôles complémentaires. L'association antiraciste fournit la matière en collectant dans sa permanence juridique des affaires susceptibles d'être utilisées et en organisant des conférences de presse servant de support événementiel à la publication d'articles. Le service société de *Libération* reprend l'information « selon SOS » en lui adjoignant toutefois un commentaire critique et accusateur à l'égard de la police ou de Charles Pasqua. Les cadres interprétatifs que les journalistes de *Libération* emploient et diffusent dans leurs articles se révèlent systématiquement défavorables à la police et aux responsables gouvernementaux. Le reste de la presse, sensibilisée par les conférences de presse de SOS et par le suivi et la crédibilité que leur donnent les articles publiés par *Libération*, va progressivement accorder plus d'importance aux « bavures »[173]. On peut faire l'hypothèse que les deux grandes affaires de « bavures » de l'année 1986 et plus tard la mort de Malik Oussekine n'auraient pas connu le retentissement public qu'elles ont eu sans le travail symbolique de constitution de l'image « répressive » du gouvernement mené auparavant « en collaboration » par les dirigeants de SOS-Racisme et le service société de *Libération*[174]. Les profits pour l'association sont doubles :

---

171. Choisy : descente des policiers dans un dossier piège, *Libération*, 9 avril 1987.
172. Voir Anne Fouchard, Les ados de Choisy réclament justice, *Libération*, 30 avril 1987.
173. Le fait qu'une information ait déjà fait l'objet d'un article augmente ses chances d'être l'objet de l'attention d'autres journalistes qui n'ont alors plus à assumer les risques inhérents à la première publication d'une information et qui peuvent reprendre la nouvelle « selon » le premier journal. Le coût de la « reprise » de l'information est ainsi plus faible que celui de la première publication. En outre, lorsque la crédibilité d'une information n'est pas clairement établie et que l'intérêt de sa publication n'est pas imposé par son appartenance à une catégorie de nouvelles prioritaires dans la hiérarchisation de l'information en usage au sein de la presse (i.e. l'émergence de SOS-Racisme au contraire de l'explosion d'une bombe dans le métro), le fait d'avoir déjà été publiée contribue à accroître son importance journalistique et à « frayer » le chemin pour d'autres journalistes et d'autres articles.
174. On peut soutenir que les discours qui tendent à associer le personnel politique « de droite » à une volonté d'ordre excessif s'appuient en partie sur l'activité symbolique de celui-ci qui cherche à apparaître le garant de la « sécurité » (loi anticasseurs de Raymond Marcellin, opérations « coup de poing » de Michel Poniatowski, loi « sécurité et liberté » de d'Alain Peyrefitte, efforts de Charles Pasqua pour apparaître lutter contre « l'insécurité ») et se fondent sur des cadres interprétatifs constitués de longue date et largement diffusés après 1968.

d'une part, elle montre sa capacité à défendre les « jeunes issus de l'immigration » sur la question des rapports avec la police qui constitue le principal thème revendicatif des militants « beurs » et limite ainsi les possibilités de critique de ceux-ci ; d'autre part, elle contribue à mettre en cause la politique du gouvernement en matière de sécurité et d'immigration. Pour sa part, *Libération*, qui affecte de ne faire que couvrir de façon « journalistiquement objective » les actions de SOS, renforce son image de principal quotidien d'opposition et montre qu'il est encore susceptible de participer à une campagne sur le thème des libertés publiques contre les abus des policiers, cumulant ainsi les profits symboliques issus de la fidélité à l'histoire du journal et ceux qui découlent de l'adoption d'une stratégie commerciale agressive. Lorsque le débat public au sujet des « bavures » deviendra plus tendu entre le gouvernement et l'opposition, on verra la rédaction de *Libération* engager plus directement le journal contre le gouvernement en adoptant une ligne éditoriale beaucoup plus critique[175] :

> « Tous ceux qui, en France, pour une raison ou pour une autre, rêvent de déstabiliser l'institution policière, ont deux alliés de choix : Charles Pasqua et Robert Pandraud. En effet, ces messieurs, dont l'âge et l'histoire expliquent peut-être la facilité avec laquelle ils ont su incarner la sensibilité des électeurs du Front national à l'intérieur du gouvernement Chirac, ont réussi à ternir un peu plus qu'elle ne l'était l'image de la police dans l'opinion publique »[176].

Lors du deuxième concert de l'association, *Libération* accepte de publier plusieurs publicités présentant le programme et les horaires de la fête auxquelles s'ajoute une importante surface rédactionnelle (la formule « événement » du jour, soit quatre pages et demie dont la « une ») consacrée également à l'annonce du concert et au bilan de l'action de l'association. Même si tous les articles sont loin de satisfaire les responsables de SOS-Racisme, l'effet de masse produit par la formule « événement » contribue une nouvelle fois à la réussite de la fête en attirant sur elle l'attention des journalistes et en particulier de ceux des télévisions. Dans l'un des articles publiés le jour du concert, Laurent Joffrin s'interroge sur la véritable « nature » politique de l'association : « L'histoire de SOS depuis un an, [...] c'est celle de la gestion calculée du spontané, qui a transformé SOS en un mouvement national inédit, qui fait de la politique à la nouvelle manière : en jurant qu'il n'en fait pas ». Le chef du service société apparaît reprendre à son compte les justifications avancées par Julien Dray et estimer que si les responsables de SOS ont des préférences politiques, SOS n'a pas un caractère partisan : « L'ornière aurait été la mise sous tutelle. La proximité avec les socialistes est connue de tous. “ Nous avons tout de suite joué l'autonomie, dit Julien Dray. [...] En Allemagne ou aux Etats-Unis, nous aurions

175. Voir par exemple Sibylle Vincedon, Duel Pasqua-SOS à l'ombre des bavures, *Libération*, 13 août 1986.

sans doute eu des liens organiques avec le SPD ou le Parti démocrate. En France le PS est trop petit, trop isolé de la société. C'était le piège ” ». Laurent Joffrin estime en conclusion de son article que SOS a non seulement réussi à garder son indépendance vis-à-vis du Parti socialiste, mais manifeste un esprit d'ouverture remarquable à l'égard du nouveau gouvernement : « SOS refuse, avec une obstination qui trouble souvent les militants de l'antiracisme, toute prise de position directement politique. Le mouvement refuse de se prononcer pendant la campagne électorale. Il affiche sa volonté de dialogue avec le gouvernement Chirac, attend avec prudence – pusillanimité, diront certains – pour commencer à critiquer le comportement de la police sous Pandraud et cherche constamment le contact avec les fractions les plus libérales de la nouvelle majorité, avec un bonheur très inégal »[177]. En reprochant presque à SOS de ne pas se montrer assez sévère avec le gouvernement, Laurent Joffrin tend à disculper l'association des accusations de subordination politique qui lui sont alors adressées. Le même jour, Sorj Chalandon fait un portrait de Julien Dray et décrit l'activité du local de SOS avant le concert en insistant sur la pagaille joyeuse et le désordre militant. Il ne semble pas partager l'avis de Laurent Joffrin sur le caractère non politique de SOS, mais il en fait plutôt une qualité : « La radio télévision luxembourgeoise pose ses trois questions puis amène Julien Dray sur le terrain battu de la délinquance immigrée. Dray a réponse à tout. Normal. Il fait de la politique, à l'opposé du gnangnan ou de l'antiracisme bêlant d'arrière-salles paroissiales »[178].

Même si la tonalité générale du dossier est plutôt favorable à l'association, *Libération* publie néanmoins deux articles acides dont on pourrait penser, si l'on ne craignait pas de surestimer la cohérence et la rationalité rédactionnelle du journal, qu'ils constituent le contrepoint critique des deux premiers. Dans un court article, Marianne Rougé fait écho au départ de l'association de deux anciens permanents, Serge Malik et Hervé Chevalariat, qui sont décrits comme « pas vraiment « dissidents » de SOS-Racisme [dont ils] sont partis pour explorer d'autres terrains » mais qui reprennent à leur compte une critique habituelle faite par les militants des mouvements « beurs » : le caractère écrasant de

176. Editorial de Gilles Millet, La stratégie et ses risques, *Libération*, 13 août 1986.
177. Laurent Joffrin, Les potes sont des pros, *Libération*, 14 juin 1986. L'auteur estime cependant que l'engagement et les discours flous des concerts doivent laisser place à une doctrine plus construite, qu'il contribuera d'ailleurs à établir quelques mois plus tard : « L'intérêt médiatique s'émousse. L'ardeur lycéenne aussi. C'est sans doute la rançon d'un engagement limité, d'une doctrine souple, presque unanimiste, d'une forme de militantisme morale et ludique à la fois : la structuration manque de solidité. Cette fois encore on joue le spectacle. On a sans doute raison, les discours ennuieraient. Mais pourra-t-on continuer très longtemps sans enrichir un peu la doctrine ? »
178. Sorj Chalandon, Vous avez demandé SOS-Racisme ? Ne quittez pas, *Libération*, 14 juin 1986.

« l'ombre que le géant [SOS] porte sur la multitude des associations de province »[179]. Enfin, dans un long article, Véronique Brocard – qu'Eric Favereau et Laurent Joffrin estiment plutôt critique envers SOS – décrit différents comités SOS de province et montre qu'ils sont souvent en conflit avec le bureau national de l'association et qu'ils peuvent être investis par des militants d'extrême gauche, par des membres du Parti socialiste ou d'associations humanitaires. Si Véronique Brocard souligne que les comités de Lyon et de Besançon sont dirigés par des « maghrébins », elle considère cependant que « riches ou non, les comités de SOS ont un point commun : ils entretiennent très peu de relations (et souvent aucune) avec les associations beurs ou immigrées. » Elle ajoute que « selon la région, ces dernières accusent SOS-Racisme d'être « lié au sionistes », d'être infiltré par les trotskistes, d'être vendu aux socialistes. Enfin bref, d'être globalement pas aussi apolitique qu'il l'assure », avant de donner la réponse du président du comité de Lyon à ces accusations : « “ À Lyon, on nous a tout reproché ” s'amuse à rappeler Robaï qui ajoute en souriant : “ Si vous commencez à vous occuper de ces questions-là, c'est à y perdre son badge ” »[180]. Après le concert, Sorj Chalandon décrit sur une page et demie le déroulement de la fête reprenant le chiffre de participation (200.000 personnes) avancé par les organisateurs. Le journaliste semble chercher à mettre en avant l'aspect festif du concert et le mélange culturel qu'il suscite. Il conclut son article sur une apostrophe qu'Harlem Désir adresse de la tribune aux spectateurs et que le journaliste paraît partager « “ vous êtes l'avenir de ce pays, et aucune bombe [c'est l'époque des attentats de 1986], aucun excité, fût-il membre de l'assemblée nationale, ne peut nier cette évidence ” »[181]. L'éditorial de Laurent Joffrin dresse un bilan très positif de la fête et donne « l'opinion du journal » à l'égard de SOS. Il reprend à son compte l'ensemble des thèmes de SOS et apparaît en accord avec ce qui est alors la principale revendication politique de l'association, l'abandon du projet de réforme du Code de la nationalité :

> « À la Bastille, trop petite pour contenir une assistance qui débordait dans les rues courbes d'un quartier mi-branché mi-populaire, la France du mélange s'épanouissait chez elle, au cœur du Paris frondeur. L'image fait symbole et la leçon de la fête est claire, qui fera glapir les défenseurs atrabilaires de la France fermée : SOS s'enracine. En réunissant une foule où les immigrés étaient encore plus nombreux, où les classes d'âge se mélangeaient plus volontiers et en lui faisant applaudir à tout rompre le triptyque ancien du fronton des mairies, SOS subvertit par la masse et la musique le pays étriqué du sang et de la tradition, pour y substituer celui du lien juridique et moral. Une éclatante manière de démontrer qu'il existe un autre versant de l'identité française, plus fort, pour la bonne raison qu'il s'enracine non dans le passé mais dans

179. Marianne Rougé, Le Kous Kous Klan fête le retour des arabes à Poitiers, *Libération*, 14 juin 1986.
180. Véronique Brocard avec les correspondants de *Libération*, Les potes de province, *Libération*, 15 juin 1986.
181. Sorj Chalandon (avec Anne Fouchard et Marianne Rougé), 400 000 mains place de la Bastille, *Libération*, 16 juin 1986.

> l'avenir d'une France par hypothèse métissée. Reste à gérer le succès. SOS a choisi son terrain : le refus de la modification du code de la nationalité prévue par la nouvelle majorité »[182]

L'attention du service société de *Libération* envers SOS-Racisme se manifeste en outre par la publication de nombreux articles ayant pour sujet des initiatives locales ou des actions secondaires de l'association qui ne susciteront généralement d'écho dans aucun autre journal[183]. L'intérêt de ces articles pour l'association est de faire parler d'elle en dehors des périodes de concerts ou de manifestations, et de montrer qu'elle mène des actions de « terrain »[184], alors que les association « beurs » l'accusent d'être trop exclusivement tournée vers les médias. Ainsi *Libération* rend compte de la création par SOS d'une radio[185], du soutien de l'association aux lycéens d'un LEP face à leur proviseur[186], d'un cas de discrimination racial à l'embauche[187] ou à l'entrée d'une boîte de nuit[188], d'un concert antiraciste à Vitrolles[189], d'un défilé de mode organisé par SOS-Lyon[190], de la venue d'Harlem Désir dans un lycée à

182. Laurent Joffrin, SOS s'enracine, *Libération*, 16 juin 1986. L'allusion de Laurent Joffrin à une foule où les « immigrés étaient nombreux » n'est pas anodine et peut être interprétée comme une réponse aux critiques des associations « issues de l'immigration » et de certains journalistes de *Libération* concernant la « représentativité beur » de SOS.

183. Il est aujourd'hui difficile de savoir comment les animateurs de SOS-Racisme négociaient la parution de ces articles avec la rédaction de *Libération*. Il est évident qu'il ne s'agissait pas d'une entente formalisée dans laquelle le journal se serait engagé à publier un nombre déterminé d'articles chaque mois. Il semble au contraire que l'attachée de presse de SOS, Laure Skoutelski, ait dû convaincre au coup par coup les journalistes de l'intérêt de chacun des sujets proposés en essayant de s'adapter aux logiques du journal (par exemple avec des sujets moins centrés sur SOS et ayant une porté plus générale – exemples de discrimination sur le logement, pratiques des administrations de l'immigration, etc.). Cependant, on peut penser que les journalistes de *Libération* étaient plus réceptifs à la force de persuasion de Laure Skoutelski que ceux d'autres quotidiens.

184. Le terme de travail de « terrain » est utilisé par les associations locales et nationales « beurs » dans les polémiques qui les opposent à SOS pour désigner l'action de proximité qu'elles mènent et pour critiquer le caractère lointain, institutionnel et « médiatique » de l'activité de SOS. C'est en partie pour répondre à ces critiques que l'association a développé les « maisons des potes » dont les animateurs conduisent un travail de « terrain » au plus près des « jeunes issus de l'immigration ».

185. Marianne Rougé, SOS-Racisme crée une nouvelle radio pour les potes, *Libération*, 16 juin 1986. *Libération* est d'ailleurs bien placé pour en parler puisque SOS acquiert l'ancienne fréquence et les locaux de la radio d'information créée par le journal. Cette radio deviendra ultérieurement Ouï-FM sous la direction de Pierre Raiman, ancien membre de la LCR et permanent de SOS-Racisme jusqu'en 1986.

186. Catherine Bédarida, Les mômes du LEP Roussel en voient de toutes les couleurs, *Libération*, 25 avril 1986.

187. François Reynaert, Scène de racisme ordinaire à l'embauche, *Libération*, 16 septembre 1987. Le journaliste, dans un article consacré au récit d'un acte de discrimination « raciste », ne peut qu'apparaître fortement engagé aux côtés de SOS : « une société de travail intérimaire parisienne a refusé d'embaucher Magali pour un poste d'hôtesse standardiste. Une autre postulante, en fait membre de SOS-Racisme, a cherché à connaître la raison : pas de personnes de couleur pour accueillir les visiteurs d'une entreprise » « Voilà. c'est ordinaire, banal presque. Ce racisme à la petite semaine, quotidien, diffus, sous le visage d'une femme si aimable, si chaleureuse, et qui a « même », elle l'a précisé bien sûr, un « couple d'amis algériens ». Seulement on se trouve là dans le cadre d'une recherche de travail. Il y avait, cette fois, des témoins et un micro. Cette dame « ne se place pas sur un plan humain », comme elle le dit. Mais Magali, et SOS-Racisme, vont eux se placer sur un plan juridique. La dame appelle ça « du commerce ». Dans un état de droit, ça s'appelle un délit ».

188. François Reynaert, Racisme : quand la justice retourne sa veste, *Libération*, 6 janvier 1988. Là encore, devant relater un cas de discrimination raciale, le journaliste ne peut qu'apparaître favorable à la démarche de SOS : « le président local de SOS-Racisme et ses copains arabes ont voulu montrer de façon patente que les portes des discothèques se ferment toujours, ici, sur leur teint mat et leurs cheveux frisés ».

189. Daniel Groussard, Concert d'inscriptions pour les jeunes électeurs, *Libération*, 9 décembre 1987.

190. Florence Saint-Arroman, Les petites mains de « Style potes », *Libération*, 28 juin 1986.

Sarcelle[191] ou à Boulogne[192]. Lorsqu'Harlem Désir demande, durant sa participation à l'Heure de vérité, la mise en place de politiques de rénovation urbaine, *Libération* réalise une série d'articles décrivant des cas de réhabilitation de quartiers « en difficulté » et illustrant le propos du porte-parole de SOS[193]. Véronique Brocard fait le portrait d'Hayette Boudjema[194] et Nicole Gauthier montre que SOS tente de mobiliser l'université de Villetaneuse contre la réforme du Code de la nationalité après l'avoir fait contre la loi Devaquet[195]. Béatrice Vallaeys et Gilles Millet assistent à un colloque organisé par SOS et le mensuel *Globe*[196] sur le « retour à l'ordre moral »[197]. En outre, *Libération* consacre plusieurs articles à la manifestation du 15 mars 1987 contre la réforme du Code et souligne le rôle tenu par SOS-Racisme dans son organisation[198]. Enfin, on pourrait ajouter ici certains des nombreux articles sur le mouvement de novembre-décembre 1986 qui, s'ils ne concernent pas directement SOS et citent rarement l'association,

191. Pierre Mangetout, Melting-pots de Harlem Désir au lycée de Sarcelles, *Libération*, 3 décembre 1986. Le journaliste, sans doute envoyé là par sa hiérarchie, renâcle un peu et introduit une certaine distance critique dans le récit de l'intervention d'Harlem Désir.

192. François Dumas, SOS-Racisme au programme des écoles, *Libération*, 4 mars 1988.

193. Voir les articles réunis sous le titre commun, « Visites urbaines de SOS-Racisme pour le droit de cité des immigrés », Pascale Nivelle, Bordeaux : Le FN veut bouter les immigrés hors de St Michel, *Libération*, 16 novembre 1987, Yann Bouffin, Clermont-Ferrand : l'ombre du racisme sur les murs rénovés du Mazet, *Libération*, 16 novembre 1987 et Daniel Groussard, Toulon : La métamorphose forcée d'un ghetto, *Libération*, 16 novembre 1987.

194. Véronique Brocard, La voix d'Hayette Boudjema au chapitre de SOS-Racisme, *Libération*, 2 novembre 1987.

195. Nicole Gauthier, Les étudiant embrayent sur le Code de la nationalité, *Libération*, 17 décembre 1986.

196. *Libération* se fera souvent l'écho de colloques organisés entre 1986 et 1988 par SOS sur les conseils de Laurent Joffrin qui les encourage à se doter d'un programme plus précis : « *Laurent Joffrin* – Moi je me souviens, j'avais travaillé un peu avec eux à l'époque, je leur avais donné des conseils comme ça, à plusieurs on leur avait dit : “ il faudrait que vous en fassiez un mouvement de jeunes avec une armature intellectuelle un peu plus forte, donc qu'il y ait des intellos, que vous fassiez des colloques, que vous produisiez des documents, des textes programmatiques, des projets de lois, que ça se structure, que ça acquière une armature intellectuelle ” » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

197. Béatrice Vallaeys, SOS-Racisme lance la chasse aux « fantômes », *Libération*, 15 novembre 1986. Dans cet article, la journaliste prend position contre la réforme du Code de la nationalité et écrit que « si l'opinion n'est pas à son tour mobilisée, il y a fort à parier que le projet de réforme du Code de la nationalité connaisse à peu près le sort que d'autres projets ont connu avant lui : passer comme une lettre à la poste ». Voir aussi Gilles Millet, Les potes retroussent les manches, *Libération*, 17 novembre 1986. Rendant compte du colloque, Gilles Millet juge sévèrement les projets de réforme du Code de la nationalité et estime, à la suite de SOS, qu'il existe « un puissant relais des thèses discriminatoires du Front national au niveau des discours institutionnels et de leurs concrétisations législatives ». Gilles Millet ajoute qu'il n'est pas impossible que les mobilisations contre le Code organisées par SOS prennent de l'ampleur « tant les projets de loi autoritaires du gouvernement deviennent scandaleux au regard de ses arrangements douteux avec l'insécurité tant dénoncée, notamment en matière de terrorisme ».

198. Voir Béatrice Vallaeys, Mobilisation contre le Code de la nationalité, *Libération*, 12 mars 1987. Alain Frilet et Jean Quatremer, Des stars allument le code, *Libération*, 14 mars 1987. Béatrice Vallaeys, Des stars allument le code, *Libération*, 14 mars 1987. Alain Frilet et Alain Léauthier, La manif recale le code, *Libération*, 16 mars 1987. Les journalistes reprennent l'évaluation de la participation à la manifestation proposée par SOS : « Julien Dray de SOS-Racisme assure que le cap des 30.000 est largement dépassé. Cette évaluation là paraît vraisemblable ». Ils acceptent également la mise en scène de la neutralité politique opéré par le porte-parole de SOS lorsque celui-ci quitte le tête du cortège tandis que les leaders du Parti socialiste et du Parti communiste s'y portaient : « Diplomate Harlem. Œcuménique en diable. Pas question de se démarquer trop nettement des politiques. Demain est un autre jour. “ Ce qui est fait est fait, et ce fut bien fait ”. Pourtant, d'autres à SOS-Racisme ne cachent pas leur irritation. “ C'est la grande récup. Jusqu'au dernier moment, les politiques se tâtaient pour venir. Et puis, voyant que la mayonnaise prenait, ils nous collent cette première ligne Union de la gauche. C'est trop ” ».

ont pour objet un mouvement que les militants de SOS se flattent d'avoir déclenché puis animé[199].

E) Les premières critiques

Lors du troisième concert de SOS, le caractère de plus en plus ouvertement politique de l'association semble gêner les responsables du quotidien qui, pour la première fois, n'en font pas le sujet de la formule « événement », mais lui accordent cependant deux pages et demie le jour de le fête. Durant les mois suivants, les journalistes de *Libération* vont de plus en plus fréquemment constater l'implication de Julien Dray et des membres fondateurs au sein du Parti socialiste. Cette attention nouvelle est bien sûr le produit de la visibilité croissante de cet engagement politique, mais aussi sans doute des contradictions entre les idées politiques défendues par Julien Dray au sein du PS et la ligne éditoriale du journal qui conduisent certains journalistes à remettre en cause la place que le quotidien accorde à l'association. En outre, les journaux concurrents (en particulier *le Quotidien de Paris* et *le Monde*) publient de plus en plus souvent des articles évoquant les liens existant entre les fondateurs de l'association et le PS, et il est alors sans doute difficile pour *Libération* de continuer à faire de la publicité pour SOS sans s'intéresser au moins ponctuellement à cette question. Cependant, les articles qui mettent en évidence l'appartenance partisane des fondateurs de SOS tendent à transformer l'image publique politiquement non-engagée sur laquelle a été constituée l'association et que ses dirigeants cherchent à préserver. Ils constituent donc pour SOS un enjeu symbolique crucial et chaque nouvel article de *Libération* concernant ce sujet sera perçu au sein de l'association comme une agression.

Le principal article du dossier publié lors du troisième concert en 1987 est ainsi consacré à l'analyse des stratégies politiques de Julien Dray et des animateurs de SOS, au sein du Parti socialiste, que Nicole Gauthier semble ne pas savoir situer à la frontière de la politique et de l'antiracisme. La journaliste juge qu'il « n'est un secret pour personne que les dirigeants de SOS sont militants ou anciens militants de gauche et d'extrême gauche » mais elle semble les supposer de bonne foi lorsqu'ils déclarent être convaincus « qu'un mouvement antiraciste peut exister en dehors des contingences politiciennes ». D'ailleurs, elle écrit qu'en 1986

199. Voir le livre de Julien Dray sur le mouvement de décembre 1986, Julien Dray, *SOS génération*, *op. cit.*, et David Assouline et Sylvia Zappi, *Notre printemps en hiver, op. cit.* Il est cependant probable que chacun des auteurs tend à retraduire les événements selon sa propre expérience et ses propres intérêts de mise en scène, et

« l'association a refusé de se prononcer pendant la campagne électorale puis a manifesté sa volonté de dialogue avec le gouvernement Chirac. Le mouvement entretient des contacts avec les membres de la majorité comme de l'opposition ». La journaliste estime en outre, reprenant ainsi la thèse de SOS, que l'évolution de l'association vers un engagement politique croissant est la conséquence de la politique suivie par le gouvernement : « Pourtant, peu à peu, le fossé se creuse entre le gouvernement et SOS. Après les bavures policières, la première version du projet de réforme du Code de la nationalité sonne le glas de ce bref pacte de non-agression. En novembre et en décembre, tous les militants de l'association lancent leurs forces dans la bataille contre les projets Devaquet et Monory. »[200]. Cependant Nicole Gauthier constate que Julien Dray et Isabelle Thomas s'impliquent de façon croissante au sein du Parti socialiste : « Julien Dray ainsi qu'Isabelle Thomas ont fait alliance avec Jean Poperen pour concocter une motion destinée à symboliser un “ courant de gauche ” dans le PS. [...] Au congrès de Lille, Isabelle Thomas est élue suppléante au comité directeur »[201]. Même si la journaliste apparaît bien disposée envers SOS, l'angle adopté dans l'article – l'engagement politique de Julien Dray et des autres fondateurs au sein du Parti socialiste – ne peut conduire qu'à une remise en cause du principal fondement de SOS : son image de non-engagement politique. On peut s'interroger sur l'attitude de *Libération* qui publie des articles comportant une tonalité critique au sein des dossiers les plus manifestement destinés à favoriser SOS. Sans écarter totalement l'hypothèse de clivages au sein du journal qui se traduiraient par la juxtaposition d'articles contradictoires, nous verrons qu'il s'agit là d'une constante du traitement de SOS par *Libération* : tout se passe comme si, pour éviter qu'on puisse mettre en cause sa complaisance à l'égard de SOS, la rédaction avait d'autant plus besoin de manifester des réserves ou des critiques envers SOS qu'elle apparaît par ailleurs soutenir l'association. Après le concert Gilles Millet fera sur une page entière un compte rendu très favorable de la soirée, reprenant le chiffre de participation donné par les organisateurs : « plus de 200 000 personnes, beurs, blancs, black, se sont

---

en particulier à surestimer le rôle de sa propre organisation dans le déclenchement et le déroulement du mouvement.

200. Nicole Gauthier, De la génération nouvelle à la stratégie politique, *Libération*, 20 juin 1987.

201. *Ibid.* Nicole Gauthier accorde avec beaucoup d'indulgence le bénéfice du doute aux responsables de SOS quant à leur volonté d'apolitisme, même si elle se montre dubitative sur leurs chances de concilier antiracisme politique et volonté d'apolitisme en période électorale : « en parallèle, SOS tient à préserver son image d'association indépendante. La manœuvre est à double tranchant. Les responsables de SOS reconnaissent qu'on « a cherché à pousser le mouvement dans l'opposition et à l'assimiler aux socialistes ». Le risque, il est vrai, n'a pas toujours été conjuré. « il nous fallait une stratégie politique, explique encore Julien Dray. Mais sortir du cadre de l'antiracisme, c'est la mort de SOS. Il ne fallait pas aller trop loin. » Le mouvement se recentre donc sur son objectif originel. [...] Devenir « politique » sans « jouer à la politique », l'enjeu n'est pas simple. D'autant que s'ouvre le débat sur les présidentielles qui, lui, est éminemment politicien. [...] Quoi qu'il en soit, puisque SOS fait désormais partie du paysage politique, il lui sera difficile d'éviter tous les écueils en même temps. D'autant que l'association est devenue une référence négative ou positive. [...] Dans ce contexte, s'en tenir à la réflexion antiraciste en échappant aux querelles électorales risque d'être une impossible gageure ».

retrouvées devant le château de Vincennes samedi, malgré le mauvais temps. On est sans doute venu autant pour la musique que pour militer contre le projet de réforme du Code de la nationalité. La culture du mélange a néanmoins marqué un nouveau point »[202].

Cependant, pour SOS, le principal événement de l'année 1987 est la participation d'Harlem Désir à l'Heure de vérité. Si le journal, sans doute à l'initiative de Laurent Joffrin, consacre une nouvelle fois la formule « événement » du jour à SOS lors de cette émission, la rédaction apparaît beaucoup plus partagée dans son soutien à l'organisation antiraciste. Comme lors du concert de juin, certains journalistes considèrent que l'action de l'association devient plus contestable depuis que ses fondateurs font trop ouvertement de la politique. Jean-Michel Helvig, chef du service politique, signe un éditorial critique dans lequel il considère que SOS-Racisme a « perdu de sa crédibilité » du fait que « certains leaders du mouvement des « potes » se sont impliqués au PS dans de dérisoires tractations de courants » :

> « SOS-Racisme, qui s'est érigé sinon organisé en lobby des droits démocratiques, s'efforce de constituer autour du Front national un cordon sanitaire sans exclusive. La stratégie est intelligente mais délicate dans un pays surpolitisé où toute instance associative d'envergure a bien du mal à échapper à l'instrumentalisation partisane. Or depuis quelques mois SOS-Racisme a perdu de sa crédibilité en la matière. Une opération “ présidentielle ” qui aurait vu Harlem Désir faire mine de se présenter pour convaincre les jeunes de s'inscrire sur les listes électorales aurait été manigancée dans les couloirs élyséens. Certains leaders du mouvement des “ potes ” se sont impliqués au PS dans de dérisoires tractations de courants. Bref, même si la mouvance générationnelle qui porte SOS-Racisme reste étrangère à tout cela, il y a un léger brouillard sur l'autonomie réelle de l'organisation et de ses dirigeants qu'il reviendra à Harlem Désir de lever. C'est un préalable indispensable à l'heure où jamais, à droite, la ligne de fracture n'a été aussi nette entre ceux qui sont prêts à “ perdre leur âme ” à s'allier avec Le Pen, et ceux qui s'y refusent »[203].

Les faits évoqués par Jean-Michel Helvig ne sont pas connus du grand public et peu de journaux en ont parlé : on peut donc faire l'hypothèse qu'il s'agit moins pour l'éditorialiste de marquer une distance publique avec un mouvement qui apparaîtrait « politisé » puisque l'image de non-engagement de SOS ne s'est pas encore détériorée que de montrer aux professionnels de la politique et de l'information que *Libération*, à quelques mois des élections présidentielles, conserve une ligne éditoriale recentrée et n'entend pas soutenir inconditionnellement les campagnes de l'association antiraciste. Une partie de la rédaction de *Libération* semble donc attacher une grande importance à l'aspect « apolitique » de l'association, sans doute pour ne

---

202. Gilles Millet (avec Philippe Lançon), SOS a fait le plein des potes, *Libération*, 22 juin 1987.
203. Editorial de Jean-Michel Helvig, Léger brouillard, *Libération*, 19 août 1987. Les « dérisoires tractations de courant » recouvrent l'accord passé entre Julien Dray et Jean Poperen pour qu'Isabelle Thomas ait une place de suppléante au comité directeur du Parti socialiste lors du congrès de Lille. C'est cette position qui permettra à Julien Dray de présenter une motion au congrès suivant, d'être connu nationalement à l'intérieur du PS et de créer le courant de la Nouvelle école socialiste.

pas apparaître rétrospectivement avoir soutenu une association proche du Parti socialiste pour des raisons d'affinité politique. Il est d'ailleurs logique que si certains membres de la rédaction de *Libération* avaient favorisé l'association parce qu'elle semblait pouvoir isoler le Front national en réalisant un « consensus » réunissant les hommes politiques des « partis de gouvernement », son engagement dans les luttes politiques ordinaires qui compromet cet objectif tend à entraîner la publication d'articles moins positifs. Ainsi Dominique Pouchin reproche à SOS-Racisme d'avoir trop vite abandonné toute idée de front commun contre le Front national comprenant les « centristes ».

> « *Dominique Pouchin* – Pour moi la période que je trouve la plus sympathique de SOS, la plus intelligente, et la plus intelligible, [...] c'est la période que, l'histoire étant écrite, on appellera consensuelle, ouverte, etc. C'était un discours très ouvert [...]. Et je pense que cette ouverture-là, cet état d'esprit-là, cette empathie-là, cette façon de canaliser des énergies dans le bon sens, pour la bonne cause... Il y avait une générosité qui était forte, y compris dans leur façon d'agir. Et d'une certaine manière, je pense que jusqu'à l'histoire de Malik Oussekine tout ça existe. Je le leur ai dit très vite, je trouvais qu'ils avaient trop vite fait l'économie de leurs soutiens centristes. Je pense que c'était une chance inouïe, que Baudis, Simone Veil valaient beaucoup de concessions de leur part, qu'ils n'ont pas faites, ils ont eu tort. Ils ont été très prégnants pendant toute cette période à travers ça, à travers une adéquation entre la cause et le comportement. En cela, ce ne sont pas des militants politiques classiques à cette période, même s'ils le sont quand même. Y compris les dirigeants, ils n'agissent pas comme des politicards dogmatiques, sectaires et intéressés, ils sont sur un autre registre [...]. Allez me dire après ça qu'il font des réunions de sous-fractions pour savoir comment ils vont tirer les marrons du feu, possible, et alors ? Les détracteurs diront : “ ils n'ont jamais cru au côté transpolitique ”, si c'est vrai, ce que je n'exclus pas, c'est là qu'ils ont eu tort. Moi, je n'exclus pas du tout que sur cette période il y avait la possibilité de faire ça et de le faire durer. [...] Je pense qu'il y avait là quelque chose qu'il fallait savoir protéger »[204].

Mais si Dominique Pouchin et Jean-Michel Helvig considèrent que Julien Dray et Harlem Désir font une erreur en paraissant mettre l'association au service du Parti socialiste, Laurent Joffrin semble conserver son soutien à SOS. Dans l'article qu'il signe le 19 août, il reprend les thèmes des éditoriaux consacrés depuis deux ans à SOS qu'il a développés dans son livre *la génération morale*. Il estime que « ce qu'annoncent les fêtes politico-musicales de SOS, c'est plutôt une nouvelle manière de faire de la politique » : « la génération nouvelle se défie des pyramides militantes et des projets de société. Elle se coule spontanément dans la démocratie fin de siècle, pacifiée et médiatisée, préférant les solutions partielles qui aboutissent aux plans généraux qui restent dans les cartons. Elle est souvent rejointe sur ce plan par des sympathisants plus âgés, souvent rescapés des années soixante-dix ». Laurent Joffrin continue

---

204. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Selon l'ancien vice-président de SOS, Malik Lounès, à partir de la campagne contre les « bavures », Simone Veil, Dominique Baudis et les personnalités centristes qui avaient accepté de parrainer SOS-Racisme ont été rappelés à l'ordre de la solidarité gouvernementale par Jacques Chirac et ont donc refusé de continuer à soutenir publiquement l'association.

donc de présenter l'action de SOS-Racisme comme un phénomène générationnel se traduisant par des formes de militantisme originales et moins « politiques ». Il justifie cependant la participation de l'association au mouvement de décembre 1986 alors que le « racisme » ne semblait pas en cause : « très vite, constatant que la petite main se vendait surtout dans les lycées, ils ont conçu l'idée maîtresse qui préside au destin de l'organisation : devenir avant tout le porte-parole des 15-25 ans. [...] C'est la raison d'un engagement total dans le mouvement étudiant de décembre, alors même qu'il était bien difficile, même avec la plus grande audace polémique de présenter Alain Devaquet en fourrier du racisme »[205]. Le propos de Laurent Joffrin semble être précisément ici de justifier les interventions politiques de SOS que l'éditorial de Jean-Michel Helvig avait mis en cause. Si Laurent Joffrin n'approuve pas explicitement les « dérisoires tractations de couloirs », il ne semble pas considérer que l'engagement politique de SOS implique que celui-ci ait « perdu de sa crédibilité ». Au contraire, il paraît juger positif que le nouveau type de militantisme développé selon lui par SOS parvienne à amener les jeunes à une forme de participation à la politique. Laurent Joffrin, qui avait lui-même aidé Harlem Désir à préparer sa participation à l'Heure de vérité ne pouvait bien entendu adopter une position aussi critique que celle de Jean-Michel Helvig. On peut en outre supposer que Laurent Joffrin, qui a été militant au Parti socialiste et au CERES[206] jusqu'en 1978 et n'avait pas rompu avec le militantisme aussi tôt et aussi radicalement que les membres de la direction de *Libération* issus

205. Laurent Joffrin, Trois thèses pour une génération, *Libération*, 19 août 1987. Laurent Joffrin estime alors que SOS-Racisme est, à l'égard de la situation des « beurs » en France, sur l'option de la « francisation », c'est-à-dire de l'assimilation plutôt que sur celle du « droit à la différence » : « cette option de la génération – et non de la communauté – a eu un inconvénient : celle de déclencher la polémique avec une partie des associations beurs. D'emblée, SOS choisissait l'intégration des immigrés à la société française, c'est-à-dire leur francisation progressive, quand beaucoup de militants beurs mettaient d'abord l'accent sur leur originalité culturelle, au nom du " droit à la différence " ». Il est surprenant qu'il évoque cette question dans un article datant d'août 1987 alors que la polémique sur les aspects « différencialistes » des thèses de SOS ne se développera qu'à partir de l'affaire des foulards en 1990. Il est possible que Laurent Joffrin réponde là au développement, au sein des milieux politiques et journalistiques, d'un angle critique « différencialiste » contre SOS (dont la première apparition au sein de notre corpus date d'un article de Robert Solé en 1986 – Robert Solé, Respecter les ressemblances, *le Monde*, 17 juin 1986 – mais dont 85 % des occurrences se situent pendant ou après « l'affaire des foulards »). Le succès de la prestation d'Harlem Désir à l'Heure de vérité et les thèmes très « intégrationistes » qu'il y a exposés rendront pour quelque temps plus difficile l'usage de ce type d'argument contre SOS et retarderont de plusieurs années le développement de telles critiques. Interrogé six ans plus tard, Laurent Joffrin estime que la mise en cause du différentialisme de SOS a été initiée par Alain Finkielkraut et Pierre-André Taguieff sans donner de précision sur la logique qui les a conduits à soutenir une thèse qu'il considère erronée : « *Laurent Joffrin* – C'est Finkielkraut, avec ensuite Taguieff, qui a lancé la critique sur le thème : « cette idéologie multiculturelle est néfaste, il faut en revenir à une idéologie plus républicaine, avec une France qui pratique l'intégration et non pas l'addition de communautés et de différences », donc une critique du différentialisme, ce dont d'ailleurs les gens de SOS se sont toujours défendus. Ils ont essayé de montrer que ce n'était pas vrai. [...] Taguieff et Finkielkraut ont fait cette critique à SOS, qui était en partie mal fondée parce que justement, les gens de SOS étaient en bisbille avec les militants beurs qui leur reprochaient de ne pas être assez communautaires » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.
206. Laurent Joffrin a été jusqu'en 1978 responsable des étudiants du CERES où militait également Eric Dupin.

de mouvements « gauchistes »[207], avait une perception plus positive que ceux-ci du Parti socialiste[208].

> « Laurent Joffrin – Je les [Julien Dray et Harlem Désir] avais vus avant l'Heure de vérité. J'avais alors discuté avec Harlem pour le conseiller puisqu'il voyait beaucoup de gens pour préparer son émission. C'était dur, c'était un homme jeune. Il devait parler, alors il a vu beaucoup de gens. Moi, il m'a vu parmi 35 autres, mais avec d'autres copains, on a travaillé un peu avec eux. On avait monté un truc qu'on avait appelé Brain-pote, avec d'autres experts entre guillemets et donc on leur avait donné des conseils, on avait fait des papiers, même des notes, des dossiers. On leur avait dit qu'il fallait d'abord parler aux gens de leurs problèmes concrets, des banlieues, et ensuite qu'ils ne pouvaient pas avoir un discours extrémiste parce qu'ils allaient se faire complètement sabrer. Il fallait dire que les immigrés n'avaient pas tous les droits, qu'il y avait des problèmes et qu'il y avait une intégration. Enfin, on leur avait conseillé de tenir un discours républicain, une idéologie républicaine, d'intégration républicaine. Ce qu'il a fait avec un succès incroyable, parce que tout le monde attendait une espèce de discours extrémiste »[209].

Le lendemain de l'émission, le compte rendu de la prestation d'Harlem Désir dans *Libération* apparaît très neutre, à l'opposé de ce que sont les commentaires de la plupart des quotidiens. Ne sachant pas quel sera la tonalité des réactions, ni l'accueil du reste de la presse, la rédaction semble avoir adopté une position prudente en ne publiant qu'un seul article, long mais très factuel, composé essentiellement de citations des propos d'Harlem Désir[210]. Le journal se retranche derrière le verdict exprimé par le sondage réalisé au terme de l'émission[211] pour exprimer une opinion positive sur la prestation d'Harlem Désir : « le plus jeune invité de “ l'Heure de vérité ” a aussi été hier le plus convaincant si on en croit les bonnes opinions exprimées par les téléspectateurs. Le président de SOS-Racisme a plaidé pour l'intégration et pour la lutte

---

207. Jean-Michel Helvig a, comme Dominique Pouchin, appartenu à la LCR. Il est entré à *Libération* en 1982 en tant que chef du service politique avant de devenir rédacteur en chef adjoint.

208. Laurent Joffrin justifie en partie son soutien aux fondateurs de l'association par le fait qu'ils étaient socialistes, comme lui-même l'avait été : « *Laurent Joffrin* – Arrive ce mouvement que je ne connaissais pas et qui dit exactement la même chose [que ce que je disais et écrivais alors] : il ne faut plus parler de socialisme, il faut prendre les droits de l'homme comme source et appliquer ça sur le terrain. C'était exactement ce que je pensais, donc là, la sympathie idéologique était immédiate. *Et puis c'étaient des socialistes, moi j'ai été jeune socialiste, militant des Jeunesses socialistes* », (cf. ci-dessous la citation de la note 144), italiques ajoutées.

209. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

210. Pour un exemple de dissonance entre la tonalité des commentaires de presse le lendemain d'un événement et sur le processus de réduction de cette dissonance, voir Patrick Champagne, Le cercle politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 71-72, mars 1988, p. 71-97.

211. Les sondages « minitels », utilisés par François-Henri de Virieu à l'Heure de vérité, donnent, « en direct », cinq minutes avant la fin de l'émission, l'avis de quelques centaines d'auditeurs. Malgré les mises en garde formelles des professionnels du sondage, avant la lecture des chiffres, concernant la « représentativité de l'échantillon », ils sont susceptibles de donner aux commentateurs journalistiques l'impression qu'ils disposent d'un aperçu, même approximatif, du jugement sur la prestation de l'invité de l'ensemble des téléspectateurs ayant regardé l'émission. En pratique, l'usage social de ces sondages et des commentaires qui en sont donnés est rigoureusement semblable à celui qui est fait des « vraies » enquêtes d'opinion. Voici par exemple comment *le Monde* parle de l'émission dans son résumé des événements de l'année : « M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, atteint le niveau record de 70 % d'opinions favorables à l'issue de son « Heure de vérité », sur Antenne 2 » ; Edouard Masurel, 1987 dans le monde, chronologie annuelle – 2ème partie, *le Monde*, 4 janvier 1988. Sur ce point, voir Patrick Champagne, « l'Heure de vérité ». Une émission très « représentative », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 71-72, mars 1988, p. 98-101.

contre toutes les « insuffisances » de la société ».[212]. Mais le surlendemain de l'émission, devant les réactions très favorables de la plupart des commentateurs de la presse, le ton des journalistes de *Libération* se fait plus chaleureux. Fabien Roland-Lévy se félicite des réactions hostiles du Front national et du Parti communiste : « Forcés de reconnaître l'efficacité du “ parler vrai ” du “ jeune homme français ” (c'est ainsi que s'est défini Harlem Désir), les porte-parole du Front national ont dénoncé dans le discours “ relativement modéré ” de Désir le “ festival des sophismes ” qui, selon le député Bruno Mégret, est destiné à “ tromper les français ”. [...] Le Parti communiste s'est également montré critique vis-à-vis de cette Heure de vérité exceptionnelle : “ les raisons économiques et sociales du racisme ont été rapidement esquivées ”, écrit *l'Humanité* d'hier en ajoutant qu'Harlem Désir avait “ adopté un profil bas. Il s'est rogné les ongles, poursuit le quotidien, il ne s'est pas battu contre Le Pen. Il n'a pas attaqué les responsables du racisme ”, prétend encore le journal avec une évidente mauvaise foi ». Fabien Roland-Lévy estime en conclusion que la plupart des hommes politiques et des journalistes ont accueilli favorablement la prestation d'Harlem Désir : « excepté le PCF et le Front national, la classe politique a réagi favorablement à la prestation du jeune leader. [...] Dans la presse, une quasi-unanimité a salué la performance télévisée d'Harlem Désir qui a accédé en une soirée à la consécration médiatique et devient un inévitable interlocuteur pour le monde politique »[213].

Laurent Joffrin qui signe également un article se montre évidemment très laudatif envers la prestation d'Harlem Désir, estimant que si le discours du porte-parole de SOS a séduit nombre d'auditeurs et de commentateurs c'est en raisons de la force des principes énoncés. Ce sont, selon Laurent Joffrin, les idées républicaines qu'Harlem Désir a défendues qui ont séduit l'auditoire, idées susceptibles de recueillir un large consensus, n'excluant que le seul Front national : « ce sont là principes tout bonnement républicains. Porte-parole de la nouvelle vague, Harlem Désir parle aussi comme un vieil instituteur radical socialiste. Sans trop se forcer, ses propos auraient pu être signés par un Chevènement version républicaine, voire un Poperen. [...] Du coup, il ratisse large, bien au-delà de la génération des potes qui l'a porté jusque là. C'est l'effet politique principal de la prestation. La droite classique peut difficilement rejeter ses propos. Mais comment après, justifier les alliances locales avec le Front national ? La prestation fut donc consensuelle, tout en portant sur le problème le moins consensuel de France : aussi bien, elle dessine une stratégie aux arêtes dures. Le contraire d'un placebo politique »[214]. Laurent Joffrin justifie ici la stratégie d'isolation du Front national et de critique de tout dialogue entre celui-ci et

212. Article non signé, Harlem Désir, la pote génération, *Libération*, 20 août 1987.
213. Fabien Roland-Lévy, L'effet Désir percute le Front national, *Libération*, 21 août 1987.

la « droite modérée » menée depuis 1986 par SOS et les journaux de gauche, et bientôt relayée par le PS. *Libération*, emboîtant le pas du reste de la presse se montre extrêmement favorable à l'égard d'Harlem Désir et de SOS-Racisme. Le discours public tenu par les porte-parole de l'association est très proche des options susceptibles d'être défendues par les journalistes de *Libération* – Laurent Joffrin parle d'idées républicaines –. Pourtant, après l'Heure de vérité, la tonalité des articles publiés par *Libération* ne redeviendra jamais aussi favorable qu'entre 1985 et 1987.

Trois mois plus tard, *Libération* consacre plusieurs articles à la manifestation organisée conjointement par SOS-Racisme et l'Unef-Id le 29 novembre 1987, un an après le mouvement de décembre 1986. Deux jours avant la manifestation, Alain Léauthier s'intéresse essentiellement aux divergences d'ordre politique entre les deux associations organisatrices[215]. Il écrit que SOS est très mécontent que l'Unef-Id ait encouragé le bureau national du Parti socialiste à signer et à publier dans *le Monde* un texte appelant à la manifestation : « ce sont des méthodes inqualifiables, [s'indigne un responsable de SOS] un véritable sabotage, désormais nous apparaissons comme des sous-marins du PS ». L'auteur juge que même si SOS cherche à « convaincre plusieurs personnalités de droite et du centre de se joindre aux manifestants », « l'appel du *Monde* donne la fâcheuse impression que seule la gauche est mobilisable sur le terrain de l'antiracisme. Et ce constat sonne douloureusement aux oreilles de SOS-Racisme qui depuis quatre ans, court après une sorte de “ nouvelle majorité politique ” sur quelques grands problèmes de société ». Le journaliste conclut que « dimanche, de toute manière, la manif sera on ne peut plus politique... »[216]. Si Alain Léauthier souligne la volonté des animateurs de SOS d'apparaître indépendants du Parti socialiste, tout son article est construit autour du caractère politique de la manifestation et des rivalités entre l'Unef-Id et SOS, alors que les organisateurs auraient souhaité un angle journalistique plus favorable, insistant par exemple sur l'anniversaire de la mort de Malik Oussekine et l'aspect commémoratif du mouvement de 1986, ce qui aurait contribué à replacer la mise en cause de Charles Pasqua et de la politique du gouvernement au centre du propos. En prenant pour objet de son article non pas les thèmes que les dirigeants des deux associations assignent à la manifestation mais les conditions de son organisation, le journaliste donne un angle implicitement critique à son texte qui ne peut en aucun cas être compris comme un appel à manifester, au contraire des dossiers précédemment

214. Laurent Joffrin, Harlem a mis le droit dessus, *Libération*, 21 août 1987.
215. Alain Léauthier, rédacteur du service société, fait partie des journalistes « professionnels » engagés en 1981 en remplacement de certains fondateurs licenciés.

publiés par le journal. Alain Léauthier conserve cette approche dans l'article publié le matin de la manifestation, qui semble présenter celle-ci sous le jour d'un plus ou moins sordide calcul politicien dans lequel Julien Dray et Jean-Christophe Cambadélis rivaliseraient de pratiques manipulatrices pour plaire au PS et à l'Elysée : « en fait, les deux partenaires [SOS et l'Unef-Id], à l'invitation de François Mitterrand s'étaient retrouvés le 11 juin à l'Elysée pour un déjeuner auquel participaient notamment Jean-Christophe Cambadélis et Isabelle Thomas, ancienne égérie du mouvement étudiant et unes des fondatrices de SOS. L'alliance entre les deux courants a été scellée au cours de l'été et concrétisée par de multiples contacts entre leurs différents dirigeants ». Léauthier fait de la manifestation du 29 novembre le résultat de la collaboration concurrentielle entre SOS et le mouvement de Jean-Christophe Cambadélis, Convergences socialistes : « forts déjà d'une présence plus significative au PS, les militants de Convergences socialistes continueront probablement à chasser sur le terrain de la jeunesse. Les potes, dès dimanche, auront certainement à cœur de remettre les pendules à l'heure... »[217]. Il souligne en outre ce qui lui semble être une contradiction entre le discours très large et « faussement apolitique » de SOS-Racisme et les prises de positions de Julien Dray au sein du Parti socialiste :

> « Depuis 1984, le mouvement présidé par Harlem Désir s'efforce de dégager une sorte de “ no man's land ” politique autour de quelques grands sujets de société, antiracisme en tête bien sûr. Ce pragmatisme, faussement apolitique, n'empêche pas Julien Dray, le vice-président et véritable tête pensante de SOS, d'animer à l'intérieur du PS un petit club de réflexion – Questions Socialistes (Q.S.) – aux positions furieusement anti-modernistes et anti-libérales. Ainsi lors d'une contribution présentée en janvier dernier, Q.S. affirmait le caractère révolutionnaire du parti, lui fixant comme objectif “ la reconquête d'une majorité à gauche et l'union des forces populaires ”. Rien à voir en somme avec la nouvelle majorité politique, élargie au centre, dont rêvent d'ores et déjà certains caciques du PS. À ceux qui lui reprochent son incohérence, sa “ véritable schizophrénie politique ”, Julien Dray répond, imperturbable : “ le PS est une chose, SOS-Racisme en est une autre. Nous, nous ne faisons pas dépendre les mouvements sociaux de calculs politicards ” »[218].

---

216. Alain Léauthier, Quand la manif marche au mélange politique, les potes boudent les potaches, *Libération*, 27 novembre 1987.

217. Alain Léauthier, Fausses notes dans le concert antiraciste, *Libération*, 28 novembre 1987. L'article qui suivra la manifestation constatera cependant que « le contentieux est largement passé au-dessus de la tête de nombreux manifestants, notamment en province. Pour eux, SOS-Racisme est une grande famille antiraciste sans enjeux politiques » ; Nicolas Beau et Alain Léauthier, Nuancier pour un dimanche en couleur, *Libération*, 30 novembre 1987.

218. *Ibid.* Alain Léauthier signera également l'éditorial de *Libération* le jour de la manifestation, dans lequel il souligne encore l'importance de « la politique » qui un temps « récusée » lui semble avoir « repris le dessus » : « les choix de SOS ont à la longue payé, comme en témoigne le succès de la prestation d'Harlem Désir à l'Heure de vérité. *À* preuve aussi le récent rapport sur le racisme réalisé par le député RPR Michel Hannoun, nourri d'un antiracisme sans la moindre ambiguïté. Toutefois la politique, si longtemps redoutée et récusée, a repris le dessus, comme le montre aussi la sévère concurrence à laquelle se sont livrés SOS et l'Unef-Id, les deux organisateurs de la manif. C'est une autre leçon... » ; Alain Léauthier, Dimanche couleur à Montparnasse, *Libération*, 28 novembre 1987.

Alain Léauthier semble reprocher à Julien Dray ses idées « furieusement anti-modernistes et anti-libérales »[219], effectivement à l'opposé de l'appui que le quotidien a apporté à l'évolution du discours politique du Parti socialiste. Cependant, *Libération* publie le même jour deux longs articles qui présentent au contraire SOS sous un jour plus satisfaisant pour l'association. Le premier est un portrait de Rabbah Hebbache, un jeune « beur » de 17 ans se trouvant sans papiers que SOS cherche à faire régulariser[220] ; le second décrit la mise en place à Châteauroux, avec l'aide de SOS et en présence d'Harlem Désir, d'un conseil de prévention du racisme réunissant la municipalité, les associations antiracistes, les organisations immigrées, les églises, etc.[221]. Le cadre d'interprétation de l'action de SOS utilisé dans ces deux articles n'en fait pas, au contraire de ceux d'Alain Léauthier, une association engagée dans des rivalités politiques toujours susceptibles d'apparaître liées à des ambitions personnelles et négativement connotées, mais la présente au contraire comme soucieuse de se situer au plus près du « terrain » et essayant d'améliorer, y compris au cas par cas, la situation des « beurs » et des populations d'origine étrangère.

F) La mise en cause croissante de SOS-Racisme dans *Libération* lors de la campagne présidentielle de 1988

Le jour où SOS-Racisme organise son meeting « le Grand Rancard », destiné à permettre à l'association d'intervenir dans la campagne électorale, *Libération* consacre au rassemblement sa formule « événement » et deux pages entières. Les dirigeants de *Libération*, dont la ligne rédactionnelle n'est pourtant pas favorable à Jacques Chirac, semblent cependant embarrassés par la volonté de SOS de se prononcer en faveur de François Mitterrand. Dominique Pouchin fait rétrospectivement du « Grand Rancard », l'origine de la dissolution progressive des liens existant entre SOS-Racisme et *Libération.* Il estime que c'est la « politisation » de l'association antiraciste, l'entrée de Julien Dray dans ce qu'il considère être une logique d'utilisation de SOS au sein du Parti socialiste qui est à l'origine du changement d'attitude de la rédaction de *Libération* :

---

219. L'emploi du terme « anti-moderniste », proche du qualificatif « archaïque » souvent employé contre les fractions du Parti socialiste qui renâclent à l'aggiornamento idéologique qui a suivi 1981, introduit implicitement un jugement négatif – comment peut-on ne pas vouloir être « moderniste » ? –.
220. Loïc Chauvreau, Première manif pour Rabbah, 17 ans et sans papiers, *Libération*, 28 novembre 1987.
221. Philippe Dossal, Châteauroux : un conseil antiraciste à l'ombre des querelles de clochers, *Libération*, 28 novembre 1987 ; le journaliste écrit « qu'il a fallu toute la patience et le savoir-faire du leader de SOS-Racisme pour conclure sur un programme d'actions concrètes ».

> « *Dominique Pouchin* – Les choses ont commencé à se gâter quand, de fait, SOS se politise. Ça ne veut pas dire qu'il n'était pas un mouvement politique au départ, mais quand, ostensiblement, le mouvement devient d'abord une organisation qui, d'une certaine manière, opte pour le champ politique, et accompagne ce qu'il est convenu d'appeler la crise de la gauche [...]. SOS a été une forme de renouvellement de la militance, de l'expression politique etc. Et on a l'impression qu'au lieu de nourrir cela jusqu'au bout et de se sauvegarder lui-même, il a accompagné la crise de la gauche et il en a été lui-même à la fois un vecteur et une victime, parce qu'au fur et à mesure que la crise de cette gauche s'accentuait, la direction du mouvement devenue organisation, rétrécissait son propre discours et donc son propre prisme d'intervention. Peu à peu, on est passé, en gros, du mouvement démocratique large à l'organisation politique plutôt de gauche et d'une organisation plutôt de gauche à une organisation franchement attachée, sinon au socialisme, en tout cas au mitterrandisme. [...] Il y a une forte responsabilité de la tête de l'organisation de rétrécir son propre champ d'activité, jusqu'à finir par être, non plus mitterrandiste, mais, en gros, par ce que je crois être alors là franchement choquant au bout du compte, par une utilisation du mouvement dans la bataille interne au PS [...] À ce moment-là, il y a un congrès de SOS qui doit prendre position pour Mitterrand en 88, et juste après, en tout cas là, ça commence à ne plus aller très bien entre SOS et *Libération*, je ne sais pas si on est sponsor en 88 »[222].

Ce que Dominique Pouchin semble rétrospectivement reprocher à SOS-Racisme, c'est de ne pas avoir maintenu une apparence « consensuelle », qui, d'une part, correspondait mieux à ses propres idées que les thèmes de la Nouvelle école socialiste et le projet de constitution d'un « courant de gauche » au sein du PS[223], et d'autre part permettait à *Libération* de « faire la grosse caisse » autour d'une association défendant « la bonne cause antiraciste » sans être considéré comme une « courroie de transmission » du Parti socialiste au sein de la presse. Dominique Pouchin estime ci-dessous que les journalistes de *Libération* ne peuvent écrire sur un mouvement faisant du « lobbying pour la Gauche socialiste », comme ils le feraient d'un mouvement non « marqué » politiquement qui apparaîtrait lutter pour une cause d'intérêt général. On peut en effet supposer que la rédaction de *Libération* peut justifier quelques entorses à la ligne rédactionnelle de « neutralité » et « d'objectivité » journalistique s'il s'agit de lutter contre le « racisme » ou le Front national mais pas si l'objet du soutien est engagé dans les luttes politiques ordinaires :

> « *Dominique Pouchin* – À l'époque de l'explosion de SOS [...], ils font du lobbying et tout va bien. Quand ce n'est plus la grosse caisse et qu'ils ont décidé d'en faire un groupe politique – parce que ce n'est jamais plus qu'un groupe politique, il ne faut pas me raconter d'histoires, ils l'ont voulu, ils l'ont fait – ben, c'est vrai que les journalistes ne peuvent plus être vis-à-vis d'eux dans le même rapport, même si c'est les journalistes de *Libération*. Et eux, ils en prennent ombrage, il faut quand même être cohérent. Je n'ai pas la même attitude vis-à-vis d'un lobbying pour la

222. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.
223. Si Dominique Pouchin déclare avoir de l'amitié pour Julien Dray, il affirme être « d'accord avec peu de chose » de ce que celui-ci défend : « *Dominique Pouchin* – Juju revient régulièrement ici, je lui tape dans le dos, je peux aller manger avec lui éventuellement ce soir, je suis d'accord avec peu de chose de ce qu'il raconte, certes, il le sait mais ça n'empêche pas, c'est un pote, c'est un copain » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

> bonne cause antiraciste et d'un lobbying pour la Gauche socialiste. Je n'y peux rien, pour moi, ce n'est pas de même nature et je ne me comporte pas de la même manière vis-à-vis de l'un et vis-à-vis de l'autre [...]. Ce que *Libération* ne pouvait plus suivre, c'était le rétrécissement du champ à la fois, idéologique, politique, moral que présentait l'évolution de SOS et de fait on ne l'a pas suivi »[224].

Durant la période qui précède l'élection présidentielle, la direction de *Libération* se trouve dans une position embarrassante vis-à-vis de SOS-Racisme : il lui est difficile de désapprouver formellement les prises de position de l'association contre la candidature de Jacques Chirac puisque la ligne éditoriale du journal n'est guère éloignée. Cependant, la rédaction ne peut se réjouir que l'association qu'elle a semblée soutenir pendant trois ans et dont elle a été partenaire dans l'organisation de plusieurs concerts, soit de manière croissante associée au PS, mettant ainsi en cause la crédibilité journalistique du quotidien. C'est ce qui explique que certains journalistes sont amenés à exprimer des réserves vis-à-vis de l'engagement politique de SOS, manifestant ainsi que l'attention que *Libération* lui avait auparavant accordée n'avait pas été suscitée par des logiques partisanes, mais seulement par la volonté de défendre la « cause antiraciste ». Nous verrons que l'intensité de ces stratégies de démarquage croîtra proportionnellement à la « politisation » de l'image de SOS mais indépendamment des caractéristiques de son discours public. Pour manifester cette prise de distance, la rédaction de *Libération* va confier certains des articles sur l'organisation antiraciste à des journalistes qu'elle sait plutôt hostiles à SOS. Ainsi, Alain Léauthier qui avait déjà couvert la manifestation du 29 novembre organisée conjointement par SOS et l'Unef-Id selon un angle qui ne pouvait que déplaire à l'association est à nouveau mis à contribution pour l'interview d'Harlem Désir lors du « Grand Rancard »[225] :

> « *Dominique Pouchin* – En 88, on fait “ l'événement ” sur le concert, mais déjà, le ton n'est plus le même. Non, il y avait encore de la sympathie, il y a encore aujourd'hui de la sympathie, je ne vois pas pourquoi je nierais qu'il y a de la sympathie pour SOS-Racisme, Dieu merci, mais c'est déjà un peu différent. Mais on informe, et on analyse l'évolution de SOS dans cet événement, dans le troisième concert en 88. Pourquoi la politisation ? Si je me souviens bien, il y a une interview d'Harlem sur le thème : “ mais pourquoi avoir voulu prendre parti comme ça ”, et si je me souviens bien, c'est une interview faite par Léauthier, [cette interview est faite au moment du Grand Rancard, le 12 mars 1988] et Alain, à ce moment-là, est très contre SOS, est plutôt hostile à l'évolution de SOS[226]. Donc je sais qu'on fait travailler des gens sur cet événement,

---

224. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.
225. Dans l'extrait d'entretien ci-dessous, Dominique Pouchin date les articles dont il parle de juin 1988, c'est-à-dire du concert de 1988, alors qu'ils ont été publiés en mars lors du « Grand Rancard ».
226. Voir l'interview d'Harlem Désir par Alain Léauthier et Jean Quatremer, Harlem Désir : « Aujourd'hui, deux projets de société s'affrontent », *Libération*, 12 mars 1988. Les questions posées par Alain Léauthier et Jean Quatremer portent dans une large mesure sur la « politisation » de l'association : « à quelques semaines des présidentielles, vos déclarations ressemblent quasiment à une consigne de vote ? », « avec un tel programme, votre choix semble assez transparent et, inévitablement, on va vous accuser de prendre parti. Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout ? », « votre propos est devenu plus politique que par le passé. Après avoir voulu dépasser les

c'est parfaitement justifié, qui sont plutôt, hum... hostiles non, mais qui n'ont pas une sympathie profonde pour SOS. Pour la cause, ça oui, ils l'ont, mais en tout cas pas pour l'organisation elle-même. Je ne suis pas sûr qu'Harlem soit vraiment satisfait d'être interviewé par Léauthier, etc., mais on le fait volontairement, à l'époque, très volontairement, j'y veille à ce moment là »[227].

Mais l'effort de Dominique Pouchin et de la direction de *Libération* pour faire travailler sur SOS, non pas les journalistes les plus favorables à l'association comme c'était souvent le cas auparavant, mais des rédacteurs qui apparaissent moins bien disposés, constitue, dans un premier temps, sans doute plus un signal envoyé aux animateurs de SOS et aux observateurs politiques professionnels qu'un véritable retournement de l'orientation du quotidien. En effet, le jounal consacre malgré tout sa rubrique « événement » du 12 mars au « Grand Rancard », ce qui ne paraissait nullement aller de soi puisque *Libération* est le seul journal à consacrer autant de surface rédactionnelle à cet « événement » avant qu'il n'ait eu lieu (*le Monde* fait une « brève ») ; en outre, on peut penser que très peu de lecteurs sont susceptibles d'interpréter la présence d'Alain Léauthier lors de l'interview comme le signe d'une prise de distance du journal avec SOS, même si les questions posées se révèlent un peu abruptes et centrées sur l'engagement politique de l'association[228]. D'ailleurs, le principal article du dossier est celui de Laurent Joffrin qui tend au contraire à justifier l'action antiraciste passée de SOS et sa logique d'engagement politique.

Laurent Joffrin estime en effet qu'à l'occasion de ce meeting, « SOS-Racisme entre en politique » puisque l'objectif implicite de la fête est bien d'engager publiquement l'association aux côtés de François Mitterrand : « Le contenu de la réunion ne laisse là-dessus aucun doute. [...] Comme les critiques que l'animateur de SOS adresse par ailleurs aux hommes politiques visent exclusivement ceux de la majorité actuelle, et que son discours ressemble comme deux gouttes d'eau à celui que pourrait tenir un candidat socialiste à n'importe quelle élection, il n'a pas besoin de citer de nom pour faire comprendre de quel côté il penche. La présence de François Mitterrand à Vincennes, sur laquelle on s'interrogeait encore hier soir, confirmerait, si besoin était, l'orientation choisie ». Cependant, contrairement à certains journalistes de *Libération*, Laurent Joffrin ne semble pas considérer comme inquiétant ou négatif un engagement politique qui, selon lui, « a pour but la transformation progressive de la génération

---

traditionnels clivages, vous semblez redécouvrir qu'il existe des valeurs de droite et de gauche ? », « SOS s'est longtemps voulu l'émanation et l'expression de la société civile. N'êtes-vous pas en train de retourner vers la société politique ? Et pourquoi cette rupture ? ».

227. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

228. Dominique Pouchin semble admettre que le lecteur ordinaire de *Libération* n'est pas susceptible de décoder le changement d'attitude de *Libération* envers SOS : « *Dominique Pouchin* – On fait « l'événement », mais cet événement est pris en charge d'un point de vue interne par des gens dont le regard sur SOS est très variable... *Quest. – C'est difficile à lire... L'acheteur habituel peut ne pas du tout s'en rendre compte*... R – Possible, possible » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

morale en génération politique ». Il estime que l'appartenance de Julien Dray au Parti socialiste et sa participation « au jeu interne des courants du parti » était connue depuis plusieurs années, sans que, selon lui, les liens entre le PS et SOS n'aient « le caractère de subordination qu'on leur prête parfois »[229]. Il juge en outre que c'est le gouvernement de Jacques Chirac, par sa « maladresse » lors des affaires de bavures, du projet de réforme du Code de la nationalité[230] et surtout du mouvement étudiant de 1986 qui a conduit à l'engagement du mouvement antiraciste : « Le mouvement étudiant avait aussi accéléré une politisation qui était en filigrane derrière l'humanisme vague des origines. Critiquant un projet et non un gouvernement, les étudiants en grève, par suite de la maladresse avec laquelle le gouvernement leur avait répondu, en étaient venus, dans les dernières manifestations, à mettre en cause une politique, et bientôt une majorité ». Loin de critiquer la nouvelle orientation politique de SOS, Laurent Joffrin estime que « le moralisme teinté de pragmatisme » de l'association qui avait fait son succès en 1985 devenait insuffisant et que « son imprécision finissait par devenir un handicap »[231] et se félicite donc que « Cette fois, l'association [produise] un discours plus construit, fondé sur le principe de l'égalité, et décliné en propositions touchant non seulement à la situation des minorités d'origine étrangère en France, mais aussi au fonctionnement de l'école, à l'urbanisme ou bien à la position des femmes dans la société. Autour du thème de l'exclusion, qui motive l'action antiraciste, on développe une série de thèmes qui dessinent les

229. Laurent Joffrin, SOS-Racisme : un tournant au rancard, *Libération*, 12 mars 1988. Bien que Laurent Joffrin écrive que Julien Dray et Isabelle Thomas « n'aient jamais fait mystère » de cette appartenance, on peut remarquer qu'ils n'avaient pas été très satisfaits de la diffusion de cette information dans la presse, en particulier dans les articles d'Eric Favereau.

230. Lors du débat public sur la réforme du Code de la nationalité entre septembre et octobre 1987, les journalistes de *Libération* apparaissent osciller entre l'approbation du refus de SOS d'envisager toute réforme du droit du sol (voir par exemple Jean Quatremer, Enfants du Sol, enfants du sang, égaux devant la nationalité, *Libération*, 14 octobre 1987, Jean Quatremer, Alain Finkielkraut : le droit à la volonté, *Libération*, 17 octobre 1987 et l'article de Gilles Millet, Les potes retroussent les manches, *Libération*, 17 novembre 1986) et la critique du rejet par l'association des propositions émises par la Commission de la Nationalité que Jean Quatremer – qui succède fin 1987 à Eric Favereau au poste de journaliste chargé des « questions de l'immigration » qui se trouvait vaquant depuis mars 1986 – n'est pas loin de considérer comme positives (voir Jean Quatremer, SOS-Racisme dit non au code des sages, *Libération*, 9 janvier 1988). *Libération* publie une tribune de l'avocat de SOS, Francis Terquem, qui critique assez violemment les propositions de la commission (Voir Francis Terquem, *Libération*, 12 janvier 1988), mais fait paraître également dans la page « idées-rebonds » une réponse sévère d'un juriste membre de la commission (Berthold Golman, Réponse à SOS-Racisme, *Libération*, 19 janvier 1988). On peut supposer que si *Libération* ne condamne pas formellement les positions de SOS et n'approuve pas les conclusions de ceux qu'on appelle alors les « sages », c'est probablement en raison de la proximité des élections présidentielles et au fait que la commission avait été perçue et dénoncée par l'opposition comme une manœuvre du gouvernement pour désamorcer la contestation contre la réforme du Code. Rétrospectivement, Laurent Joffrin juge les positions de SOS-Racisme sur la réforme du Code « trop extrêmes ». Mais on peut supposer qu'il se remémore les débats sur le Code à la lumière de l'évolution du débat public sur l'immigration allant plutôt vers une répression accrue : « *Laurent Joffrin* – Ils [les dirigeants de SOS] ont pris des positions trop extrêmes quoi, sur le Code de la nationalité, ils ont tout refusé et ils ont dit il faut que ce soit le droit du sol intégral, si on est né en France on est français dès la naissance, même si on n'a passé que 15 jours en France, même si la mère n'a passé que 15 jours en France, donc ça c'était aller trop loin », (entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993).

231. Laurent Joffrin, SOS-Racisme : un tournant au rancard, *Libération*, 12 mars 1988.

contours d'une « démocratie de l'intégration », selon la formule avancée par Harlem Désir, et finissent par ressembler à l'esquisse d'un programme politique ». L'association qui développe des propositions ressemblant à un « programme politique » apparaît ainsi fondée à prendre position durant la campagne présidentielle en faveur du candidat le plus proche de ses recommandations. D'ailleurs, selon Laurent Joffrin, les jeunes qui soutenaient l'association, ceux qu'il appelait la « génération morale »[232], sont peu éloignés des options politiques défendues par l'association car « en dépit de sa méfiance à l'égard de l'idéologie et du jeu politique, la « génération morale » (du moins sa partie la plus engagée), n'avait jamais présenté un apolitisme complet. Bien au contraire, les valeurs qu'elle mettait en avant gardaient, même dans leur plus grande généralité, une connotation sans ambiguïté, traduisant dans la langue des clips et des banlieues une sorte de républicanisme new-look ». L'article de Laurent Joffrin apparaît donc comme une justification de la démarche politique de SOS-Racisme, et peut-être comme une réponse aux critiques que certains journalistes de *Libération* adressent à l'association[233]. On peut en effet voir dans la contradiction entre les articles d'Alain Léauthier et ceux de Laurent Joffrin un écho de luttes internes au quotidien[234] entre les rédacteurs qui souhaiteraient un engagement à gauche plus marqué et ceux qui cherchent au contraire à rapprocher les pratiques journalistiques de *Libération* de celles du *Monde* pour adopter une ligne éditoriale plus « neutralisée »[235].

---

232. Voir Laurent Joffrin, *Un coup de jeune*, *op. cit.*

233. Laurent Joffrin, SOS-Racisme : un tournant au rancard, *Libération*, 12 mars 1988. Laurent Joffrin introduit cependant dans son article des formules irrévérencieuses et quelques mises en garde lui permettant d'écarter en partie les accusations de complaisance. Ainsi, selon lui, SOS court deux dangers lors de ce qu'il nomme « l'atterrissage tontonnien de SOS » : celui de la « dépendance partisane » et celui de la « banalisation » car « parlant politique, programmes, propositions, [SOS] aura plus de mal à se distinguer de la rhétorique politique classique ». Il conclut son article sur un avertissement : « déjà, l'entretien d'Harlem Désir [publié le même jour] porte quelques marques de la « langue de bois » des politiques traditionnels. La génération morale avait fait preuve d'imagination. La génération politique destinée apparemment à prendre sa suite devra dans ce domaine faire ses preuves ».

234. Pour un exemple des luttes internes au journal pour imposer l'adoption d'une ligne rédactionnelle unique, voir, dans le cas de la guerre du Golfe, le récit de Françoise Berger : Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 385-388. Sur les tensions internes à *Libération* voir aussi Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 187-188.

235. Alain Léauthier ayant refusé de nous accorder un entretien, il est difficile de savoir si ses articles sont le reflet d'une opposition à SOS-Racisme qui utilise comme argument critique le caractère « politique » de l'association ou bien s'il reproche à SOS d'intervenir dans la campagne électorale. L'opposition entre Alain Léauthier et Laurent Joffrin semble avoir été assez forte pour laisser des traces dans la mémoire des journalistes de *Libération*. Voici comment Bérangère Lorraine, auteur d'un roman policier ayant pour cadre le quotidien et rédacteur au journal (il s'agit semble-t-il d'Hélène Crié, voir note 74), décrit les relations entre les deux hommes et raconte une scène (fictive) au cours de laquelle Alain Léauthier dit ce qu'il pense des propositions (fictives) de Laurent Joffrin à la direction de *Libération* (même si ce qu'écrit l'auteur est pure fiction, il nous permet d'avoir un aperçu de ce que l'ensemble des rédacteurs de *Libération* pouvait savoir du soutien que Laurent Joffrin apportait à SOS-Racisme et de l'opposition de certains journalistes et en particulier d'Alain Léauthier à cette ligne éditoriale) : « “ Tu es au courant du coup qu'on prépare avec *l'Obs* ? ” demande Alain Léauthier. “ Une opération conjointe [avec *Libé*] pour soutenir le concert annuel de SOS-Racisme. J'aurais été étonné si Laurent n'avait pas encore voulu filer un coup de main à son copain Harlem Désir. [...] Mais cette fois, on va faire fort : un bouquin, pas moins. Il faut du temps. Traiter ça en Evénement, tu comprends pour la quatrième ou cinquième année consécutive, la rédac' chef commence à trouver le procédé répétitif. [...] Alain Léauthier connaît bien le sujet. Il appartient au service société

Après « le Grand Rancard », l'article qui doit en rendre compte est confié à Pierre Mangetout, qui apparaît plutôt réservé envers la nouvelle orientation de SOS. Le ton du journaliste est d'emblée ironique et impertinent à l'égard des organisateurs du meeting : après avoir annoncé au début de l'article que « bientôt, Tonton nous tombera des nues via un clip vidéo projeté sur grand écran », Pierre Mangetout signale que le discours de François Mitterrand dont il cite un long extrait commence par être sifflé par quelques personnes de l'assistance avant que les « “ taisez-vous ” imposent “ in fine ” un silence dont on ne sait s'il est poli ou religieux ». Puis il rectifie largement à la baisse les chiffres de participation annoncés par les organisateurs : « Harlem Désir citera le chiffre de 30.000 personnes. L'Agence France-presse se ralliera à 15.000. Une assistance plus qu'honorable s'est retrouvée à Reuilly, en retrait néanmoins des prévisions des organisateurs. En témoigne l'écran géant qui retransmettait le spectacle à l'extérieur du chapiteau devant un parterre clairsemé » alors que « le chapiteau ne pouvait contenir que 13.000 personnes debout » et qu'il « ne sera jamais plein à craquer ». En conclusion de son article, Pierre Mangetout propose une sorte de « micro-trottoir » censé donner un aperçu des réactions des participants qui lui permet de suggérer un jugement sur la réunion de SOS sans que le rédacteur ou son journal apparaissent prendre position : « sous le chapiteau, ce n'est pas l'unisson. Il y a les militants actifs de SOS, très mobilisés, qui tiennent résolument la droite dans leur ligne de mire. « on ne peut pas se mettre à côté des présidentielles sous prétexte de politique politicienne », (Evelyne, de Seine Saint-Denis). Ceux que la tontomanie chiffonne : « Il a eu sept ans pour faire ce qu'il dit. Ça fait un peu récup », (Pierre, rouennais). Ceux que la tontomanie rassure : « J'aime mieux être récupéré par Tonton que par Chirac ». Ceux qui se frottent les yeux, ne sachant plus bien où ils sont : « On frôle la grosse récupération PS. Tant pis, c'est rigolo, on est tombé dans le piège... » (Patrick, Montpellier) »[236]. En présentant les militants de SOS comme « très mobilisés » contre « la

qui était dirigé, en 1986, par Laurent Joffrin avant que celui-ci ne monte à la rédaction en chef. Il a travaillé sur les événements successifs consacrés dans *Libé* à SOS-Racisme. L'événement de 1988 avait été l'occasion d'une dispute mémorable entre Léauthier et Joffrin. L'inimitié entre les deux hommes est de notoriété publique ” » ; Bérangère Lorraine, Meurtres à *Libération*, *op. cit.*, p. 199 et 200. Contacté, Alain Léauthier considère que la description qui est faite dans ce roman de ses relations avec Laurent Joffrin relève de la pure fantaisie et que le nouveau rédacteur en chef de *Libération* est « un ami ».

236. Pierre Mangetout, Au grand rancard de SOS-Racisme la présidentielle répondait présent, *Libération*, 14 mars 1988 ; Pierre Mangetout est le pseudonyme de François Devinat, rédacteur du service société entré à *Libération* en 1978 et chargé du secteur de la justice. Cependant *Libération* couvre parfois beaucoup plus favorablement la participation de SOS à la campagne électorale de François Mitterrand, par exemple en consacrant un article assez long à la visite par le président de la République d'une école de la rue de Tourtille qu'Harlem Désir avait citée, durant l'Heure de vérité d'août 1987 comme exemple de pédagogie favorisant l'intégration. Mais on peut bien sûr supposer que la présence du président de la République restreint la capacité de critique de *Libération*. Voir l'article de Michel Henry, Petit déjà, vous vouliez faire président ?, *Libération*, 1 mars 1988, dont le sous-titre est : « visite surprise, hier, de François Mitterrand dans une école communale de Belleville, à Paris, à l'occasion de la « semaine de l'éducation contre le racisme » organisée par SOS-Racisme. Takena, Philippe, Samia, et Foued étaient “ sciés ” ».

droite » et en concluant son article par la « citation » d'un participant qualifiant « le Grand Rancard » de « grosse récupération » – terme qu'il utilise d'ailleurs à deux reprises –, Pierre Mangetout tend à souligner l'engagement « partisan » de SOS dans la campagne présidentielle et montrer qu'il considère cette « tontomanie » comme contradictoire avec l'objectif antiraciste de SOS et donc plutôt condamnable[237]. Quelques semaines plus tard, lors du congrès de SOS précédant de peu les élections, Jean Quatremer manifestera également une prise de distance critique avec l'engagement de SOS en faveur de François Mitterrand, même s'il se montrera nettement moins désapprobateur que Pierre Mangetout ou Alain Léauthier.

Tableau 8 : Nombre de formules « événement » de *Libération* dont SOS a été l'objet entre 1985 et 1992.

année	nombre « d'événements »	occasions	Date
1985	4 (auxquels on peut ajouter les 3 cahiers spéciaux publiés avant le concert de la Concorde)	après la mort d'Aziz Madak après le concert après le débat Désir-Peyrefitte avant l'arrivée de la Marche	27 mars 16 juin 9 novembre 7 décembre
1986	1	avant le concert	14 juin
1987	2	avant l'Heure de vérité après l'Heure de vérité	19 août 21 août
1988	2	avant « le Grand Rancard » avant le concert	12 mars 19 juin
1989	0		
1990	1	après le congrès de Longjumeau	30 mai
1991	0		
1992	1	après la manifestation du 25 janvier	27 janvier

237. L'éditorialiste du *Figaro*, Jean Bothorel, utilise d'ailleurs les critiques perceptibles de l'article de Pierre Mangetout pour justifier sa condamnation de la prise de position de SOS-Racisme en faveur de François Mitterrand. Le journaliste du *Figaro*, commentant un extrait du discours d'Harlem Désir, écrit : « On croit rêver. Nous voilà renvoyés au discours socialiste, boursouflé de démagogie, des années soixante. Nos confrères de *Libération* en sont eux aussi restés pantois ! C'est dire » ; Jean Bothorel, La mauvaise querelle sur l'immigration, *le Figaro*, 15 mars 1988.

Lors du deuxième congrès de l'association à Noisiel, Jean Quatremer juge que « SOS-Racisme a bien fait les choses. Rien ne manque pour que cette grande messe se déroule dans le respect des meilleures traditions : ni les mandats, ni les délégués enthousiastes, ni les bans [...] scandés de longues minutes, ni, enfin, les votes unanimes à main levée. Sans oublier les inévitables messages de soutien, dont celui, désormais rituel, et accueilli par une salve exaltée, de François Mitterrand, qui s'adressant aux congressistes, a salué leur " générosité et leur soif de justice " et leur a rendu hommage par ces mots : " vous avez su donner un nouveau visage à la fraternité " ». Même si Jean Quatremer laisse entendre avec ironie qu'il s'agit là des conventions habituelles des congrès syndicaux ou associatifs et paraît considérer que celui-ci reste dans les limites de ce qui est ordinairement admis, le déroulement du congrès n'est pas présenté sous un jour vraiment favorable. Le journaliste développe ensuite longuement les justifications de l'engagement de l'association dans la campagne électorale des présidentielles avancées par les animateurs de SOS, sans toutefois mentionner leur appartenance au PS – ce qui constituait au contraire l'axe principal des articles d'Alain Léauthier et de Pierre Mangetout – : « Julien Dray s'est attaché à démontrer que « c'est le gouvernement de mars 86 qui a rompu le consensus que SOS-Racisme tentait de réaliser sur les thèmes de l'antiracisme et de l'intégration ». Pour preuve le vice-président de SOS a énuméré la liste des bavures policières, la loi Pasqua sur le séjour des immigrés, la tentative de réforme du Code de la nationalité, le charter des 101 Maliens »[238]. On peut toutefois faire l'hypothèse que cette argumentation a de bonnes chances d'apparaître au moins partiellement fondée à des lecteurs de *Libération* que leur orientation partisane moyenne ne pousse probablement pas à l'indulgence envers Jacques Chirac, alors même que la campagne électorale tend à ranimer les sentiments d'identification partisanes. Ainsi, le journaliste estime que la consigne de vote implicite des responsables de l'association découle de l'hostilité de SOS à certaines décisions adoptées par le gouvernement et n'est donc pas dictée par la simple logique des appartenances politiques comme le laissaient entendre Alain Léauthier et Pierre Mangetout : « soulignant que SOS-Racisme ne donnait à ses

238. Jean Quatremer, Le dimanche en campagne de SOS-Racisme, *Libération*, 4 avril 1988. Pour un autre exemple d'article de *Libération* reprenant la même argumentation, voir Béatrice Vallaeys, SOS-Racisme retourne à la base, *Libération*, 18 juin 1988 ; « Le mouvement s'affiche désormais politique. « Cette évolution nous a été en quelque sorte imposée, dit Harlem Désir. Au cours de l'été 1986, Charles Pasqua a commencé à me qualifier d'agitateur professionnel : nous avons simplement refusé de nous taire lorsqu'il y avait eu toute une série de bavures policières ». Ainsi marginalisée, l'association antiraciste pouvait difficilement conserver un discours empreint de strict humanisme. Elle était, de son propre aveu entraînée dans une « bipolarisation » qu'elle refusait à tout crin jusque-là ».

militants et sympathisants, aucune consigne de vote, le numéro 2 de l'organisation ne s'est cependant pas privé d'indiquer le « bon choix » version « pote » 1988. Dans un discours un rien langue de bois, il a accusé le gouvernement actuel de promouvoir une « démocratie de l'exclusion ». « Nous lui avons laissé une chance : nous avons accepté de discuter avec lui, adoptant une démarche pragmatique ». Mais la « logique implacable de la répression s'est enclenchée ». [...] « Nous ne roulons pour personne, mais nous sommes prêts à être récupérés par tout le monde, dès lors qu'il s'agit de l'égalité », a poursuivi Julien Dray, ajoutant que la date du congrès avait été choisie afin de " peser sur les présidentielles " ». Jean Quatremer conclut son article en jugeant raisonnable et réaliste le catalogue de propositions avancées par l'association : « au total un programme fort sérieux, qui pourrait parfaitement être repris tel quel par un parti politique. La part du rêve est réduite à la portion congrue. D'où, peut-être, les réticences de certains " potes " »[239]. Cependant, le journaliste veille à marquer une nette distance critique à l'égard de l'association puisqu'il estime que les propos de Julien Dray sonnent « un peu langue de bois » et que l'association se situe aujourd'hui sur le « terrain mouvant de la politique voire de la politique trivialement politicienne ». Les réserves exprimées par Jean Quatremer s'ajoutent aux critiques d'Alain Léauthier et de Pierre Mangetout pour dessiner la nouvelle ligne éditoriale de *Libération* à l'égard de SOS. Mais plus grave que les critiques exprimées par le quotidien, on peut observer un changement de l'angle journalistique adopté pour rendre compte des initiatives de l'association : alors qu'auparavant les rédacteurs de *Libération* reprenaient souvent dans leurs articles le mode de présentation de la réalité proposé par les animateurs de SOS-Racisme et ne mettaient pas en cause leur bonne foi antiraciste, la nouvelle ligne éditoriale conduit au contraire les journalistes à focaliser leur attention sur les relations de l'association avec les acteurs politiques – c'est-à-dire à insister sur l'aspect tactique et « politicien » de l'activité des dirigeants de SOS – et à mettre en doute la version des événements que ceux-ci cherchent à promouvoir. On peut faire l'hypothèse que le changement de l'angle journalistique habituellement employé par le quotidien le plus favorable à SOS pour traiter de l'association a contribué à progressivement transformer les schèmes de

239. Jean Quatremer, Le dimanche en campagne de SOS-Racisme, *Libération*, 4 avril. 1988. Voir aussi Jean Quatremer, Six propositions de lois qui font programme, *Libération*, 4 avril 1988 et Jean Quatremer, SOS-Racisme en campagne implicite et en désaccord explicite, *Libération*, 5 avril 1988, sous-titré : « à l'issue de son deuxième congrès, qui s'est terminé hier à Noisiel (Seine et Marne), SOS-Racisme est désormais doté d'un programme et soutient implicitement un candidat désormais explicite à l'élection présidentielle ». Voir également Jean Quatremer, Questionnaire bis sur l'immigration, *Libération*, 25 avril 1988. Analysant les réponses que les candidats à l'élection présidentielle ont données au questionnaire sur l'immigration et l'intégration que SOS leur avait fait parvenir, Jean Quatremer juge ironiquement que les militants de SOS se trompent de candidat puisque les réponses de François Mitterrand devraient leur apparaître peu satisfaisantes, au contraire de celles d'Antoine Waechter. Voir aussi Jean Quatremer, Deux petits tours et SOS-Racisme revient, *Libération*, 18 mai 1988.

perception que les lecteurs ordinaires mais aussi les journalistes d'autres titres étaient susceptibles de mettre en œuvre à propos de SOS.

L'attitude que le quotidien doit adopter envers SOS suscite, au sein de la rédaction, des débats et des luttes inégalement intenses en fonction de la période considérée. Au moment de la création de l'association, seuls Eric Favereau puis Véronique Brocard ont une attitude critique tandis que l'ensemble de la direction du journal lui est favorable. Durant la période de la cohabitation, *Libération* continue d'accorder à SOS une attention bienveillante : il serait sans doute inopportun pour les rédacteurs d'un journal « de gauche » de critiquer une association qui apparaît comme l'un des principaux opposants aux nouvelles lois concernant l'immigration et à Charles Pasqua. Toutefois, à partir de novembre 1987, on pourra lire – notamment sous la plume d'Alain Léauthier – des articles mettant en cause l'association (soit pour sa « politisation », soit pour son manque de représentativité « beur »)[240]. Mais ce n'est que lorsque SOS soutiendra ouvertement la candidature de François Mitterrand, que l'influence des journalistes critiquant l'association (pour des raisons souvent contradictoires) augmentera tandis que décroîtra l'empressement de Dominique Pouchin et de Laurent Joffrin à défendre une organisation qui ne possède plus les propriétés qui les avaient conduits à la soutenir[241].

« *Laurent Joffrin* – Il y avait des journalistes qui étaient critiques : Brocard[242], Léauthier et

240. Toutefois, il est probable que l'hostilité de certains journalistes à l'égard de SOS-Racisme tenait souvent moins à un désaccord avec la cause défendue, la forme publicitaire utilisée ou l'engagement de Julien Dray au sein du PS, qu'à l'irritation ressentie devant les méthodes que l'association employait avec les médias d'information : une sollicitation constante et une forte pression pour orienter le contenu des articles ou pour sanctionner un commentaire ou un angle trop critique : « *Dominique Pouchin* – Après [la première année], ils en remettent trop [avec les journalistes], ils ont tendance à considérer que tout est permis et à mon avis, je crois que c'est pas seulement à Libé, si j'en crois mes chers confrères, ils ont fait chier un certain nombre de gens. [...] C'est vrai que pour les journalistes, ils sont devenus de plus en plus énervants, oui, dans leurs rapports avec les médias, énervants... » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Philippe Bernard, journaliste au *Monde*, considère également que les porte-parole de SOS sont trop « exigeants » : « *Philippe Bernard* – Mais je vois l'attitude qu'ils [les animateurs de SOS] ont par rapport à nous journalistes, et à *Libé* et au *Monde* en particulier : ils sont tellement, tellement exigeants [...] » ; entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

241. Pour un exemple de « sabotage » par un journaliste des consignes implicites de la direction du service voir Florence Aubenas, Harlem Désir au pas de course dans un lycée de Sarcelle, *Libération*, 29 avril 1988. On peut reconstituer ainsi le scénario de la journée : Laure Skoutelski, l'attachée de presse de SOS téléphone au service société pour lui signaler que puisqu'Harlem Désir doit se rendre le lendemain dans un lycée de Sarcelle à l'invitation des élèves après le score réalisé dans leur ville par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle (19 %), il serait bon et intéressant pour *Libération* d'en faire un article. Laurent Joffrin ou un autre membre de la rédaction accepte d'envoyer une journaliste, Florence Aubenas, qui se trouve à l'heure dite dans le lycée. Or Harlem Désir arrive avec plusieurs heures de retard. L'article va donc essentiellement souligner les ratés de l'organisation d'une journée de mobilisation lycéenne où Harlem Désir est absent et où il ne se passe rien. La journaliste conclut son article par la citation d'une question de lycéens : « “ contre la galère, qu'est ce qu'il faut voter ? ”, ont demandé les élèves » et la réponse d'Harlem Désir : « “ en tant que citoyen ”, Harlem Désir a invité tout le monde à la fête des Jeunesses socialistes samedi ». Malgré la tonalité acide du texte et la conclusion qui fait de Harlem Désir un rabatteur de jeunes antilepenistes vers le Parti socialiste, la rédaction doit publier un article qu'elle a commandé.

242. Selon Eric Favereau, Véronique Brocard ne serait devenue critique à l'égard des animateurs de SOS qu'après avoir enquêté sur eux, peut-être parce qu'ils se montraient exigeants vis-à-vis de la teneur des articles écrits par

> Favereau. Leur argumentation c'était de dire : “ les vrais militants sur le terrain c'est pas eux ”, premier point. Deuxième point, “ c'est médiatique ”, ils voulaient dire artificiel. Troisième point, “ c'est politique ” »[243].

À la liste que cite Laurent Joffrin, on peut ajouter au moins Pierre Mangetout et Eric Dupin[244]. En revanche, certains journalistes se montrent continûment favorables à SOS : Laurent Joffrin et Gilles Millet[245]. À partir du troisième concert de SOS en juin 1987, l'association a plus de mal à obtenir des articles de la rédaction, et ceux qui paraissent adoptent de manière croissante un angle critique. La publication de nombreux articles positifs sur SOS-Racisme (plus d'un tous les trois jours en 1985, voir tableau 1) avait pour origine un travail constant des membres de la rédaction les plus favorables à l'association pour imposer les sujets en conférence de rédaction, évaluer les opinions des journalistes chargés de rédiger les papiers et écarter ceux qui étaient susceptibles de se montrer hostiles. En effet, une part importante des articles consacrés à SOS par *Libération* étaient essentiellement suscités par les relations existantes entre l'association et le service société. Lorsque la hiérarchie de la rédaction, après le départ de Laurent Joffrin pour *le Nouvel Observateur* en septembre 1988[246] et sous l'effet des tensions entre le journal et SOS, se révèle moins disposée à envoyer des journalistes couvrir des actions mineures de SOS et à sélectionner les rédacteurs les plus favorables, le nombre d'articles diminue rapidement (voir tableau 1), tandis qu'augmentent les chances de voir publiés dans *Libération* des commentaires

---

les journalistes et « qu'ils ne supportaient pas la moindre critique » (entretien avec Eric Favereau) ; voir les citations d'Eric Favereau page 212 note 116.

243. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993. Dominique Pouchin identifie également deux camps dans le journal à propos de la couverture qu'il faut donner à SOS : « *Dominique Pouchin* – Voilà, dans les mois qui suivent, j'ai vu poindre dans le journal [...] une divergence entre ceux qui grosso modo critiquaient le caractère grosse machine médiatique, show-biz de SOS, sans implantation à la base, sans travail de terrain, tous ceux qui critiquaient cette forme d'expression, ce côté show-biz d'Harlem et de sa bande, et donc avaient plutôt tendance à privilégier tout le mouvement, plus ou moins parti des cités, qui avait fait la marche. Dans la rédaction, Eric Favereau représentait plutôt un soutien, enfin un soutien, une sympathie plus grande, ou une bienveillance plus grande pour tout ce qui est Convergence. Gilles Millet, à l'époque, et d'autres aussi, trouvant qu'il y a du grain à moudre du côté de SOS. [...] Je me souviens, moi, avoir été gêné par la façon dont le journal reproduisait dans son sein des batailles qui m'apparaissaient être des batailles de tendances » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Curieusement, Dominique Pouchin semble faire de SOS et des organisations « beurs » des tendances d'un même mouvement, d'une même cause, l'antiracisme, ce qu'ont bien sûr toujours refusé les militants « issus de l'immigration ».

244. Eric Dupin estimait que SOS monopolisait les colonnes de *Libération* au détriment d'autres associations : « *Eric Dupin* – J'avais fait des papiers sur France-Plus. Je dois dire que pour des raisons diverses, j'étais un peu énervé du monopole de SOS-Racisme » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

245. Gilles Millet, ancien membre de la Gauche Prolétarienne au lycée de Melun et fondateur de *Libération*, est en 1986 chef-adjoint du service société (voir Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 270). Lorsque Dominique Pouchin se souvient de ses premières rencontres avec Julien Dray, Harlem Désir et Serge Malik, il les associe à Gilles Millet : « Dominique Pouchin – Quand je les [les fondateurs de SOS] ai vus les premières fois, ils venaient voir Millet. C'étaient les potes à Millet, Malik [sans doute Serge Malik] était un pote à Millet, voilà c'étaient les potes à Millet. [...] Quand on les voyait débarquer dans le journal, c'était la bande à Millet » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Interrogé, Gilles Millet se montre beaucoup plus évasif.

246. Sur le départ de Laurent Joffrin pour *le Nouvel Observateur* voir Jean-Claude Perrier, *Le roman...*, *op. cit.*, p. 316, et Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 371.

critiques à l'égard d'une association qui apparaît moins en phase avec la ligne rédactionnelle du journal[247].

> « *Dominique Pouchin* – Il y a eu le problème de la réélection de Mitterrand en 88. Là, la césure se fait, enfin pour moi. À ce moment là, je vois bien que le fait qu'on intervienne en tant que journal avec SOS continue à cristalliser des oppositions du type " c'est un parti pris politique, pourquoi vous choisissez ? C'est quoi ? Et l'indépendance ? " Donc *on se fait reprocher par une partie du journal, par des gens pour qui j'ai la plus grande sympathie par ailleurs,* " *mais enfin c'est quoi ? On joue avec qui ? C'est un engagement non dit etc.* ". Jusqu'à ce moment là, je continue à penser : " mais attendez, si c'est un engagement, c'est un bon engagement ". Le journal n'est pas neutre par principe, ça me paraît sain, normal, presque spontané et sain. Mais peut-être que je ne m'intéressais pas suffisamment aux dessous des cartes. Tout le jeu politique qui avait commencé à ce moment là, mais qui n'était pas visible, dont je n'ignorais pas qu'il devait exister, mais qui ne m'intéressait pas, était plutôt mis en avant par ceux qui à l'intérieur du journal étaient hostiles à une complicité aussi ouverte, qui disaient : " grenouillage et compagnie, c'est le PS par rapport à d'autres etc. " »[248].

La publication d'articles critiques peut être expliquée soit par l'affaiblissement de l'emprise de Laurent Joffrin et de Dominique Pouchin sur le traitement de SOS-Racisme et par la présence au sein de la direction du quotidien d'un groupe de journalistes contestant la façon dont *Libération* en rend compte, soit, plus probablement, par un désaccord croissant entre les journalistes proches de SOS et les animateurs de l'association sur l'engagement trop ouvertement « politique » de celle-ci. Cependant, même si les soutiens de SOS au sein du journal semblent s'affaiblir à partir de 1988, *Libération* demeure longtemps le journal qui publie le plus d'articles sur SOS. Mais les discussions internes à la rédaction ne tournent plus systématiquement au désavantage des journalistes hostiles à SOS et, lorsqu'en juin 1990 se pose à nouveau en conférence de rédaction la question de la place que le journal doit accorder

---

247. Selon Dominique Pouchin, la prise de distance du journal à l'égard de SOS est assumée par l'ensemble de la rédaction, y compris Laurent Joffrin et non pas seulement par une fraction de journalistes critiques qui parviendrait à mettre en cause le soutien que le service société procure à SOS : « *Dominique Pouchin* – La distanciation prise par *Libération*, elle précède quand même largement le rupture. La fête de 88 est typique : on fait un « événement », mais l'événement est pris en charge d'un point de vue interne par des gens dont le regard sur SOS est très variable. Je me souviens qu'à l'époque, même Laurent Joffrin était assez critique » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Interrogé quelques années plus tard, Laurent Joffrin met moins en cause la logique politique de Julien Dray que le manque de finesse de l'utilisation de SOS dans la campagne électorale : « *Laurent Joffrin* – En 88, SOS, de fait, a participé à la campagne de Mitterrand, donc là, pour un mouvement associatif indépendant, c'était un peu contradictoire (rire). Donc une partie de la presse a commencé à dire : « là vous poussez un peu loin le bouchon, les mecs ». Et en plus le succès a été un peu moindre notamment quand ils ont essayé de se raccrocher à Mitterrand, ils avaient moins d'audience, moins d'impact. Après 88, c'est une phase différente, puisqu'à ce moment là, Julien est élu député et il essaye d'être ministre. Il rentre dans la carrière politique quoi, donc ça a gêné l'image puisque c'était censé être un mouvement non politique, en tout cas non politicien, l'image a commencé à être un peu ternie » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

248. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994, (italiques ajoutées). Dominique Pouchin défend cependant la justesse journalistique du soutien accordé auparavant à l'association : « *Dominique Pouchin* – Si militer c'est faire la grosse caisse, sur la base de touche pas à mon pote etc., et bien oui je m'honore d'avoir fait en sorte que *Libération*, comme journal, comme communauté de travail ait été militant, ça ne me dérange pas du tout... » ; *ibid.*

à la fête annuelle de SOS, c'est, selon Eric Dupin, après un « débat terrible » que la direction du journal décide de ne pas publier d'article annonçant le concert.

> « *Eric Dupin* – Je me souviens d'une de ces fameuses fêtes de SOS, où il y avait eu un débat terrible pour savoir si on faisait l'événement le samedi, et il y avait une tradition qui s'était instaurée, qui faisait qu'on faisait la manchette et l'événement le samedi. Là, c'est un appel à participer objectif. Et un jour, il y a eu un débat interne " il y en a marre de servir la soupe à SOS, etc. ", et finalement il n'y a rien eu du tout [il s'agit du concert de 1990]. On passait d'un extrême à l'autre, c'est-à-dire de faire la manchette et trois pages derrière simplement pour annoncer le concert, à rien. L'autre cas de figure, qui a existé un jour, c'était donc le samedi, il y avait la manchette et l'événement, et puis bon c'était une fête tout à fait classique : il y avait pas grand chose à dire et il y avait une certaine mauvaise conscience du journal, en disant " quand même, on leur sert un petit peu trop la soupe " ; et dans le journal du lundi, il n'y avait plus que deux feuillets ou un feuillet et demi, donc c'était assez bizarre de faire trois pages avant l'événement, si tant est que ce soit un événement, et deux feuillets après [il s'agit du concert de 1989]. On voyait bien la valse hésitation de *Libé*, c'est-à-dire un minimum de mauvaise conscience »[249].

Les liens entre SOS et la rédaction de *Libération* vont donc se relâcher progressivement à partir de 1988, sans qu'un événement ou une action de SOS puisse permettre d'identifier nettement la rupture. Si les polémiques autour du « foulard islamique » au cours desquelles Serge July avait pris une position qu'on pouvait rapprocher de celle de SOS, ou celles consécutives à la guerre du Golfe, qui avait profondément divisé la rédaction du journal n'ont pas suscité de divergences flagrantes entre les prises de position de *Libération* et celles de SOS, on pourra cependant observer une baisse sensible du nombre d'articles publiés à partir de novembre 1989 et plus encore après janvier 1991. Le relâchement de l'intérêt de *Libération* pour SOS va se manifester notamment par la disparition presque totale des articles consacrés par des journalistes du service société aux initiatives de second plan de SOS mais aussi par la fin de l'habitude d'accorder la rubrique « événement » au concert – ce qui va se traduire par la baisse brutale du nombre d'articles ayant SOS pour sujet (voir tableau 8) –.

G) Le déclin du soutien de *Libération* à SOS-Racisme après 1988

La réélection de François Mitterrand en 1988 modifie durablement la configuration politique puisque SOS qui s'opposait depuis deux ans au gouvernement de Jacques Chirac est confronté à un nouveau gouvernement de gauche dirigé par Michel Rocard. SOS-Racisme va avoir plus de difficultés qu'auparavant pour parvenir à faire paraître des articles à l'occasion des actions

249. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

qu'il organise. À *Libération*, cette période sera marquée par le départ de Laurent Joffrin en septembre 1988 et par le passage progressif de Gilles Millet du service société au service étranger à partir de 1989. Ces deux départs vont affaiblir les soutiens de SOS au sein de la rédaction et restreindre le nombre des journalistes que l'association était susceptible de mobiliser pour tenter d'obtenir des articles. Pourtant *Libération* publiera moins de textes délibérément hostiles à SOS que la plupart des journaux (une quarantaines d'articles codés négatifs sur les 420 du corpus, voir tableau 1). Lorsque Dominique Pouchin et la rédaction du journal se trouveront en désaccord avec certaines des options défendues par SOS, ils préféreront consacrer moins d'articles à l'association, plutôt que de la mettre régulièrement en cause dans le journal. Les années 1988-1992 verront donc la réduction du nombre d'articles codés positifs et la raréfaction des textes consacrés à SOS dont la fréquence passe dans notre corpus d'un article tous les 4 jours entre août 1987 et mai 1988 à la fin de la période de cohabitation, à un article tous les huit jours de juin 1988 à janvier 1991 puis à un article tous les 19 jours de février 1991 à décembre 1992 (voir tableau 1).

À partir de novembre 1989, les relations entre Michel Rocard et les animateurs de SOS-Racisme vont devenir conflictuelles pour des raisons que nous avons évoquées ailleurs. C'est en novembre que le porte-parole de SOS critique pour la première fois, lors d'une interview donnée à Jean Quatremer, l'action de Michel Rocard en matière de politique d'intégration[250]. Durant les mois suivants, les dirigeants de SOS-Racisme vont mettre en cause à de nombreuses reprises « l'immobilisme » du premier ministre et ce qu'ils estiment être le manque de perspectives données aux « jeunes issus de l'immigration ». Harlem Désir demande au nouveau gouvernement l'application des propositions de l'association pour favoriser l'intégration dont il réclamait déjà la mise en œuvre au gouvernement précédant, mais les observateurs politiques voient surtout dans l'attitude critique de SOS-Racisme un effet des luttes internes au Parti socialiste entre « rocardiens » et « mitterrandistes » ou « fabiusiens », les seconds se démarquant des premiers en adoptant des prises de position qui apparaissent « plus à gauche ». Au sein de la rédaction de *Libération*, l'attitude d'Harlem Désir et de Julien Dray gêne certains journalistes qui considèrent que SOS-Racisme sort de son rôle en « faisant de la politique » :

> « *Dominique Pouchin* – La période la plus folle, la plus folle, c'est après 88. C'est la période rocardienne, où là, quand je les rencontre, je leur dis : “ non, mais attendez, qu'est ce qui vous arrive ? ” [...]. Je me souviens de discussions qui ont lieu dans l'année 88-89, donc en pleine gestion rocardienne, où je leur dis : “ mais attendez, bon, d'accord, vous faites ce que vous

250. Harlem Désir interviewé par Jean Quatremer, Harlem Désir : « l'intégration est en panne », *Libération*, 16 novembre 1988.

> voulez, mais vous êtes fous ". Ils deviennent vraiment fous. C'est un dérapage vers une logique politique qui est " pour Mitterrand contre l'ouverture ". Ils inscrivent leur mouvement, leur organisation contre toute politique d'ouverture, voilà c'est tout. [...] Alors à mon avis il y a plusieurs facteurs, je crois que pour ce qui est de Julien en tout cas, il devient député, donc il se désinvestit fortement de SOS. Et puis je pense qu'ils font une bêtise. [...] Je pense que ceux qui se trouvent être encore les dirigeants de SOS à ce moment-là, se dogmatisent. Ils font de la politique, au sens à la fois le plus noble et rudimentaire du terme : ils appartiennent à la partie de la famille socialiste qui se bat contre l'ouverture et qui a peur que Tonton cède vraiment trop : surtout pas d'accord programmatique avec les centristes »[251].

Dominique Pouchin et la plupart des dirigeants de *Libération*, qui avaient été particulièrement sensibles à l'aspect « consensuel » du premier discours des fondateurs de SOS et à leur souci d'obtenir l'appui de parrains politiques « de droite », n'étaient sans doute pas disposés à suivre Julien Dray et Harlem Désir dans une mise en cause systématique de l'action de Michel Rocard alors que celui-ci apparaissait en position « d'échapper au clivage droite-gauche » et à l'union avec le Parti communiste en organisant le rapprochement plus ou moins formalisé du Parti socialiste et des formations politiques « centristes »[252]. En effet, la ligne éditoriale suivie depuis 1981 par la rédaction de *Libération* apparaissait plus proche des thèses politiques défendues par Michel Rocard (Europe, « modernisation » de l'industrie, « orthodoxie » et « rigueur » de la politique économique, critique de la stratégie d'union de la gauche, etc.) que de celles de la Nouvelle école socialiste qui entendait se placer à la gauche du PS. La direction du quotidien pouvait donc difficilement se montrer défavorable à Michel Rocard dont la trajectoire politique était parallèle à celle des fondateurs du journal et qui, depuis plusieurs années, défendait au sein du Parti socialiste des thèses qui étaient proches de celles que la rédaction de *Libération* soutenait depuis 1981. En outre, continuer d'appuyer SOS-Racisme alors même qu'Harlem Désir attaquait l'action du gouvernement aurait sans doute été interprété par les observateurs politiques professionnels et par les partisans de Michel Rocard comme un soutien implicite à

---

251. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Laurent Joffrin juge cependant que les critiques de SOS contre Michel Rocard sont induites par l'adoption d'un programme de revendications à la veille de l'élection de François Mitterrand : « *Laurent Joffrin* – Après 88, ils se sont retrouvés un peu décalés parce que la gauche était au pouvoir et ils avaient un programme qui demandait à être appliqué et donc ils étaient obligés d'en demander l'application à un gouvernement de gauche » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

252. Cette orientation est semble-t-il partagée par les principaux dirigeants de *Libération*. Pour Serge July, la « modernisation de la gauche » passe par la fin de l'alliance électorale entre le Parti socialiste et le Parti communiste qui, selon lui, ne repose plus sur aucune entente programmatique, et donc par la possibilité d'un accord entre le PS et les centristes « sociaux » (voir Serge July, La fin des désillusions, *Libération*, 28 janvier 1985). Voir également Serge July, *Les années Mitterrand*, *op. cit.*, p. 169-172 : « C'est parce que l'union de la gauche fonctionne de manière idéologique et non seulement de manière tactique que le déclin du PC a rejailli automatiquement sur le PS. La majorité crève de l'union de la gauche. La clarification au sein de la gauche est devenu indispensable [...] ». Il semble clair que si le PS rompt ses accords électoraux avec le PC, il lui faudra d'autres partenaires pour obtenir une majorité législative.

leurs adversaires, ce qui aurait engagé le principal quotidien « de gauche » dans la rivalité coopérative opposant les fractions du PS détentrices de Matignon et de l'Elysée[253].

On peut ainsi expliquer la diminution du nombre d'articles publiés sur SOS-Racisme dans *Libération* et l'utilisation croissante par les rédacteurs d'approches critiques et de techniques journalistiques de prise de distance, par la conjonction de plusieurs facteurs : la fin de la période de luttes politiques aiguës de la cohabitation qui libère partiellement le journal de « l'obligation » tacite de ne pas critiquer ouvertement les organisations de son camp politique, la transformation de l'image publique de l'association qui la place en contradiction avec la ligne éditoriale suivie par *Libération*, le départ ou le changement de fonction des journalistes les plus favorables à SOS, l'affaiblissement du caractère de nouveauté de SOS et de sa capacité à susciter l'attention des médias et du public qui en faisait un support publicitaire profitable pour le journal et enfin le soutien politique de la direction du journal à Michel Rocard. Ce que les responsables de SOS ont pu analyser comme un « état de grâce » de Michel Rocard rendant la presse et en particulier *Libération* hostile aux attaques dirigées contre le nouveau premier ministre découle donc à la fois des caractéristiques de la trajectoire politique des dirigeants du journal, de la ligne éditoriale et de la position de *Libération* au sein des configurations politiques après la réélection de François Mitterrand et de la détérioration de l'image publique de SOS qui entraîne l'affaiblissement des profits que la rédaction du journal peut espérer retirer d'une couverture fournie et favorable de l'association.

Lors du quatrième concert, suivant immédiatement l'élection présidentielle de 1988, le journal est une nouvelle fois « partenaire » de SOS[254] et consacre à la fête la formule « événement » du jour comprenant cinq pages dont la « une ». La couverture du concert est assurée par deux

253. Pour un aperçu des relations conflictuelles entre Michel Rocard et les « mitterrandistes » et sur la propension des professionnels de la politique à analyser les interventions des acteurs politiques ou médiatiques comme des manœuvres de leurs adversaires, voir Jean-Paul Huchon, *Jours tranquilles*..., *op. cit.,* notamment p. 11, 57, 58 et 242 où l'auteur parle de Julien Dray et de Luc Mélenchon : « Je comprends ce qui pouvait séduire [François Mitterrand] chez ces jeunes gens [Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon] : ils étaient l'exact contraire de ce que nous [les rocardiens] étions » (p. 59). Jean-Paul Huchon qualifie Nasser Ramdane, leader des grèves lycéennes de 1990 de « trotskiste de service » et juge que Dray et Mélenchon « animaient des groupuscules extrémistes qui *agitaient le pays* et mettaient en cause l'autorité du gouvernement. Ils n'ont jamais cessé, en fait, de *fomenter des troubles* » (italiques ajoutées). On peut imaginer les oppositions entres les thèmes défendus par les rocardiens et par les membres de la Nouvelle école socialiste à travers le jugement que Jean-Paul Huchon porte sur Jean-Pierre Chevènement partisan, comme Julien Dray, d'une alliance électorale et programmatique avec le Parti communiste : « Jean-Pierre Chevènement s'est toujours trompé : sur l'alliance avec le PC, sur la nature des communistes, sur la décomposition de l'empire russe, sur le Programme commun, sur l'Europe et sur l'Irak... Le monde a tourné trop vite pour ses certitudes [...]. Il tente désormais d'occuper un créneau archaïque, réactionnel et presque réactionnaire au sens littéral et non politique du terme ! », *ibid.* p. 75.

254. Cette participation consiste essentiellement en un « échange d'espaces publicitaires ». SOS est aussi associé à Europe 1 et à TF1. Voir l'article non signé intitulé Un budget de six millions, *Libération*, 18 juin 1988.

journalistes favorables à l'association, Béatrice Vallaeys et Gilles Millet[255]. Répondant peut-être à certaines critiques internes à la rédaction, Béatrice Vallaeys tend une nouvelle fois à justifier l'engagement antichiraquien de SOS durant la campagne électorale, jugeant que « l'association antiraciste pouvait difficilement conserver un discours empreint de strict humanisme. Elle était, de son propre aveu, entraînée dans une « bipolarisation » qu'elle refusait à tout crin jusque là ». La journaliste ne se montre d'ailleurs nullement sceptique lorsqu'Harlem Désir déclare vouloir maintenir l'indépendance de SOS face au nouveau gouvernement et au Parti socialiste. Elle estime en reprenant à son compte des propos d'Harlem Désir qu'il n'est « pas question pour l'association des « potes » de perdre son indépendance » avant de citer le président de SOS : « “ nous n'adhérons pas au Parti socialiste, même si nous ne sommes pas neutres. Il faut conserver un rapport conflictuel, c'est plus constructif ” ». En outre, Béatrice Vallaeys cite abondamment les déclarations d'intention de SOS sans introduire de prise de distance critique contrairement à ce que d'autres journalistes du quotidien faisaient depuis quelques mois : « priorité à l'implantation sociale : c'est la nouvelle stratégie antiraciste. Puisque les réseaux lepénistes bricolent le tissu social abandonné par les partis de gauche, SOS descend sur ce terrain. [...] L'expérience de terrain montre qu'il faut apporter une réponse à ce qui fait le terreau de l'extrême droite : “ les exclusions sociales, dit Harlem Désir, toutes les discriminations et pas seulement raciales. ” Bref il faut, dit-on à SOS-Racisme, inverser ce mouvement et réinvestir le terrain “ laissé à peu près libre depuis 1970 ”. Entendez, les réseaux d'action sociale entretenus par les militants communistes. [...] On mesure l'ampleur de la tâche, mais telle est bien la nouvelle priorité de l'association des “ potes ” »[256]. Ce texte dont l'angle journalistique employé accepte et utilise le cadre d'interprétation que les animateurs de SOS cherchent à donner de leur action peut être considéré comme le modèle de l'article favorable à SOS. C'est la raréfaction de ce type d'article après 1988 qui sera le signe le plus clair de la dégradation de l'image de SOS et de l'affaiblissement du soutien de *Libération*[257].

---

255. Sur le groupe des « anciens élèves du lycée de Melun » à *Libération* dont font partis Béatrice Vallaeys et Gilles Millet, voir Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 90-91.

256. Béatrice Vallaeys, SOS-Racisme retourne à la base, *Libération*, 18 juin 1988.

257. Après le concert, *Libération* publie un long article de Gilles Millet concernant le déroulement du concert de Dakar qui écrit en conclusion que « SOS-Racisme a rempli son contrat sénégalais » (Gilles Millet, Les enfants de Dakar dansent sur un volcan, *Libération*, 20 juin 1988. Ce texte ayant pu laissé penser que Harlem Désir cherchait à ménager Abdou Diouf alors que les étudiants sénégalais sifflaient celui-ci durant le concert, Gilles Millet précise dans un article ultérieur que « le fait que le gouvernement soit totalement impliqué dans l'organisation du concert ne prouve en rien que le mouvement antiraciste et antiapartheid soit « récupéré » : les manifestations hostiles à Abdou Diouf sont là pour le prouver » – voir Gilles Millet, Abdou Diouf et sa jeunesse se disputent SOS, *Libération*, 22 juin 1988 –) et un article caustique de Michel Henry, assez féroce pour le « charity-business », dans lequel on voit un ministre socialiste et ses conseillers essayer de serrer la main des artistes présents devant les photographes, dans la plus parfaite indifférence à la fois des artistes, des hommes politiques et des photographes, chacun s'efforçant de faire le plus professionnellement possible son métier. Au contraire de l'article de présentation de Béatrice Vallaeys, cette description de quelques anecdotes d'un concert présenté comme pas très réussi, dans

Le concert de 1988 sera donc le dernier pour l'organisation duquel *Libération* et SOS seront « partenaires ». Interrogé quelques années plus tard, Dominique Pouchin estime que la non reconduction du partenariat est avant tout la conséquence des frictions engendrées par les problèmes d'organisation et par les exigences des dirigeants de SOS :

> « *Dominique Pouchin* – Bon, il se révèle alors que le type de partenariat qu'on pouvait entretenir avec SOS, pfff... Ben moi j'apprends, parce que c'est un métier qui s'apprend. Je n'avais jamais fait ça, je n'avais jamais été organisateur de fêtes en tout genre. Bon, *in fine*, on éprouve vite des difficultés, qui ne sont pas d'abord des difficultés d'ordre politique : ça n'en finit pas quoi. Il suffit d'être partenaire pour un bout d'ongle et c'est la moitié du corps qui y passe quoi : ils n'en n'ont jamais assez. Et c'est vrai, même si je le dis avec le sourire, *ils réclamaient tout le temps. Il y en avait jamais assez. Alors Michel Vidal-Subias qui était directeur commercial, n'en pouvait plus de négocier des pubs qui n'étaient jamais payées, tout devait être gratuit et il y en avait jamais assez, jamais. Et là-dedans, je ne compte pas la couverture rédactionnelle qui était quand même non négligeable : couverture, la une,* " *l'événement* "*... Non, c'était au-delà de ça, c'était qu'il y en avait jamais assez quoi* [...]. Ça faisait franchement vieux couple qui commençait à se fâcher sur le thème, " tu m'as pas mis la pub où il fallait ", et nous " tu n'as pas mis le logo où il fallait sur la scène le soir du concert ". Grosso modo, les premières difficultés étaient autour de ça, négligeables, ridicules, un peu éreintantes, énervantes parce qu'il fallait donner 12 coups de téléphone, etc. Là, j'ai commencé à en avoir un peu ras le bol, d'abord parce que ce n'était pas mon boulot. J'en avais ras le bol de faire des négociations de ce type. Les lobbyistes commençaient à devenir un peu encombrants pour tout dire, même si j'ai toujours gardé de la sympathie pour eux »[258].

Toutefois, même si Dominique Pouchin présente la rupture de sa collaboration avec SOS comme la simple conséquence des tensions engendrées par les exigences des organisateurs et les contraintes logistiques de la fête, on peut supposer que les profits publicitaires de la participation de *Libération* commençaient à s'émousser depuis que l'association était moins qu'auparavant identifiée par la presse à la « jeunesse » et à la « modernité » et qu'elle ne suscitait plus autant d'articles et de sujets d'actualités télévisées. Il est en outre probable que les responsables du journal ne souhaitaient plus associer *Libération* à une organisation qui était de façon croissante assimilée à François Mitterrand et à « la gauche » alors même que la popularité du Parti socialiste paraissait s'établir durablement à la baisse, en tout cas selon le mode de mesure de l'opinion en usage dans le champ journalistique[259].

---

les coulisses duquel chaque invité politique, et en particulier le principal sponsor institutionnel, semble chercher à faire avancer ses propres intérêts et sa propre image publique n'a guère pu satisfaire les organisateurs ; voir Michel Henry, La grande kermesse de l'antiracisme, *Libération*, 20 juin 1988.

258. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994, (italiques ajoutées). Les propos de Dominique Pouchin donnent un aperçu de la proximité qu'il y a pu avoir entre la rédaction de *Libération* et SOS dont Dominique Pouchin semble être le principal interlocuteur. Ils suggèrent que les animateurs de l'association ont longtemps eu la possibilité de réclamer et d'obtenir la publication d'articles dans *Libération*.

259. Laurent Joffrin estime qu'en 1988, SOS apparaissait avoir des « liens avec les socialistes » et que cela nuisait à son image. On peut donc faire l'hypothèse que la réputation croissante de collusion avec l'Elysée que commençait à avoir SOS a aussi été perçue par l'équipe rédactionnelle de *Libération* comme un risque pour l'image d'indépendance du journal : « *Laurent Joffrin* – Leurs liens avec les socialistes ont commencé à les gêner beaucoup, parce que le gouvernement devenait impopulaire et comme ils étaient liés aux socialistes – ils avaient

Mais certains membres de la rédaction, en particulier le chef adjoint du service société, Gilles Millet, restent sensibles à l'action de l'association et continuent de publier, en dehors des périodes de concerts, des articles sur des initiatives secondaires de SOS. Entre 1988 et 1990, Gilles Millet qui avait été l'un des premiers au sein de la rédaction de *Libération* à souhaiter que le journal s'intéresse à SOS, demeure le journaliste le plus susceptible de favoriser la publication d'articles sur l'action de l'association et d'en contrôler l'orientation. D'ailleurs, le service de presse de SOS propose à certains rédacteurs de *Libération* des sujets préconstitués (l'accès discriminatoire dans les boîtes de nuit, les problèmes des jeunes d'une cité où SOS est implanté, etc.) qui permettent aux journalistes d'écrire des reportages plus originaux et mieux documentés en réalisant une économie substantielle sur le temps d'enquête tandis que SOS maîtrise en partie le mode de présentation adopté. L'association conserve ainsi la possibilité d'intéresser certains journalistes du service société à la publication d'articles qui, s'ils n'ont pas toujours comme sujet principal l'action de SOS, évoquent cependant favorablement celle-ci. En 1988, Gilles Millet s'inquiète de la mort présentée comme « suspecte » d'un militant de SOS[260], puis fait un article sur l'intervention de SOS dans le conflit qui oppose les habitants de la cité des Chamards à la municipalité de Dreux qui leur couperait l'eau « parce que sur 187 familles, il n'y en a qu'une qui est française »[261]. *Libération* accepte d'envoyer un journaliste constater avec les militants de SOS les conditions d'accueil des étrangers à la préfecture de police et dénoncer les techniques de l'administration pour placer délibérément les immigrés en situation irrégulière[262]. Gilles Millet signe un article sur les « Premiers Etats-généraux européens de la jeunesse », colloque organisé par SOS à la Sorbonne en présence de Jacques Delors[263]. Alain Frilet raconte comment SOS a aidé une délégation de locataires « évacués » d'un immeuble déclaré insalubre à rencontrer l'adjointe au logement et le directeur de cabinet de Didier Bariani, maire du vingtième arrondissement[264].

Mais les journalistes qui sont envoyés couvrir les actions de SOS ne se montrent pas toujours favorables à l'association. Ainsi le correspondant de *Libération* à Marseille livre un

---

fait campagne pour eux, ils étaient eux-mêmes socialistes, en fait, parce qu'il faut le dire – la perte d'influence du PS les a touchés aussi » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

260. Gilles Millet, La mort étrange de Mohamed, sympathisant de SOS, *Libération*, 2 août 1988.

261. Gilles Millet, Les gouttes d'eau qui ont fait déborder la cité des Chamards, *Libération*, 12 novembre 1988. Gilles Millet présente l'intervention de SOS-Racisme comme extrêmement efficace : « le vice-président de SOS-Racisme débarque le 9 novembre. La presse locale s'agite. Une manifestation vers la mairie est prévue le 10. Dans la matinée, ameutée par SOS, la presse nationale est là. Tandis que les cameramen de FR3, de la deuxième et de la sixième chaîne interviewent les habitants des Chamards, une petite camionnette bleue de la « Lyonnaise des Eaux » débarque. Deux ouvriers sortent, ouvrent les robinets d'alimentation d'eau des immeubles. Pourquoi aujourd'hui ? “ On ne sait pas, on a des ordres ” ».

262. François Reynaert, Cartes de séjour : une aussi longue attente, *Libération*, 24 janvier 1989.

263. Gilles Millet, Les thèses d'une Europe antiraciste à la Sorbonne, *Libération*, 19 décembre 1988.

264. Alain Frilet, Rue de Tourtille, les locataires habitent sur le trottoir du 21, *Libération*, 7 septembre 1988.

compte rendu très critique de l'intervention d'Harlem Désir aux côtés de Robert Vigouroux dans la campagne des élections municipales de 1989[265]. De même, lorsqu'un militant de SOS-Racisme, Olivier Léonhardt, est envoyé à Montataire pour « enquêter » sur le meurtre d'Ahmed Boussina comme l'association l'avait fait après la mort d'Aziz Madak, la journaliste dépêchée sur place, Florence Aubenas, ne se prête pas aussi bien à l'établissement de la thèse du « crime raciste » que ne l'avaient fait ses confrères en 1985 à Menton. Elle cherche au contraire à ne pas choisir entre la « thèse de la police » et celle défendue par SOS-Racisme : « À coup de communiqués, le parquet du tribunal de Senlis et l'association SOS-Racisme soutiennent pour le premier qu'il s'agit d'une querelle de comptoir, pour les seconds d'un crime raciste ». La journaliste ne semble pas avoir plus de certitudes à la fin de l'article qu'au début et conclut en citant chacun des protagonistes « “ Ce qui est dommage, c'est de faire monter la mayonnaise pour un délit ignoble mais relevant de toute évidence du droit commun. Cela décrédibilise tout le monde ” tranche un magistrat. « Ce qui est scandaleux, c'est de ne pas oser parler de racisme » conclut l'association »[266]. Après la manifestation organisée à Montataire par les proches de la victime, Florence Aubenas montre que l'association n'a pas été bien accueillie par les « jeunes issus de l'immigration » et qu'elle s'est trouvée écartée du comité « Justice pour Ahmed » et « en position très discrète d'une manifestation qu'elle avait pourtant largement contribué à lancer » : « “ C'est vrai, SOS était là depuis le début, ils ont médiatisé le combat, bravo, indique Faid Abdeslam, membre du nouveau comité qui en compte une douzaine, mais nous leur avons demandé de ne pas se poser en tuteur ” »[267].

Mais plus grave que quelques articles ponctuellement défavorables, Jean Quatremer, journaliste chargé du secteur immigration depuis la fin de 1987 et jusqu'alors plutôt favorable à l'association, commence à se montrer plus réservé à partir de 1989. Ainsi, lors d'une intervention d'Harlem Désir au cours d'une réunion du « triangle institutionnel européen » (conseil des ministres – commission – Parlement européen) intitulé « l'Europe contre le racisme » dont l'objectif était « d'associer les parlements nationaux à l'esquisse d'une politique communautaire antiraciste », Jean Quatremer met en cause le « maximalisme un peu

265. Daniel Groussard, Harlem choisit son pote marseillais, *Libération*, 14 mars 1989. « Frédérique et Philippe en pleureraient presque. Fondateurs du collectif SOS-Racisme de la faculté des sciences de Marseille, ils avaient invité mardi soir Harlem Désir à poser des questions aux candidats aux municipales. Mais celui-ci n'avait que des certitudes à apporter aux beurs qui étaient réunis dans l'amphithéâtre de Saint-Charles. Entouré d'Edmonde Charles-Roux et du chanteur Yves Simon, il s'est contenté de vanter les mérites de Robert Vigouroux. Yves Simon, perdu dans le mic-mac marseillais, a même lu à la tribune une lettre de Bernard-Henry Lévy, dithyrambique pour le maire-candidat. « Harlem fout notre crédibilité par terre ! » se lamente Philippe en constatant les dégâts. La salle, en effet n'a pas apprécié ce détournement électoraliste. « La main des potes dans la poche de Vigouroux, non merci ! » viennent de lui balancer sans ménagement quelques beurs outrés, qui n'ont pu avoir accès au micro ».

266. Florence Aubenas, Duel de mobiles autour du meurtre d'Ahmed Boussina, *Libération*, 10 février 1989.

stérile de SOS-Racisme qui s'est opposé hier à Strasbourg – appuyé par le groupe Arc-en-ciel (écologiste), le groupe communiste et une partie du groupe socialiste – à un droit de vote aux élections municipales réservé aux seuls européens. Harlem Désir, le leader des « potes », estime qu'un tel droit « créerait des discriminations inadmissibles entre immigrés », oubliant un peu vite que l'ensemble du droit européen est discriminatoire puisqu'il protège les seuls européens [rappelons cependant qu'il s'agit là d'une revendication constante de l'association depuis 1985] »[268].

En 1989, pour la première fois, le concert de SOS-Racisme ne fait pas le titre principal de la « une » et n'est annoncé qu'à la page dix-huit qui lui est cependant entièrement consacrée. Outre l'habituel article informatif donnant le programme et les thèmes de la fête, on peut lire un article de Gilbert Laval, journaliste du service politique, qui montre que Julien Dray et plusieurs membres fondateurs de SOS ont acquis des fonctions officielles au sein des réseaux socialistes, à l'Assemblée, à l'Elysée, dans le cabinet de Laurent Fabius ou au Parlement européen. Cependant, juge Gilbert Laval, « Ces postes occupés, les têtes d'affiche de SOS ne les ont pas conquis. On les leur a offerts. François Mitterrand a voulu à tout prix caser Isabelle Thomas qui se demandait il y a un an si elle devait “ faire de la politique ou chercher un travail ” ». Il estime que Julien Dray doit son élection de 1988 plus à « l'imposition des mains de François Mitterrand » qu'à son propre travail politique et qu'il est donc naturel que la « bande » de SOS soit plus proche de Laurent Fabius que de Michel Rocard à l'image de Laurence Rossignol, conseillère aux affaires familiales et sociales dans le cabinet de Laurent Fabius : « On ne peut pas être à la fois chez celui-là et chez Rocard à la fois ; SOS-Racisme n'a pas de relais à Matignon ». Ayant ainsi « établi » les relations que les fondateurs de SOS entretiennent avec le Parti socialiste et sa fraction fabiusienne, Gilbert Laval estime que l'affichage des relations existant entre SOS-Racisme et une partie des socialistes risque de nuire à l'association : « cette fuite des cerveaux de SOS par la hotte aspirante du pouvoir et ses liens sentimentaux et organiques avec l'Elysée qui ne sont plus dissimulés pourraient fatiguer le mouvement. Le message filmé de François Mitterrand aux potes de SOS rassemblés en mars 1988 sur la pelouse de Reuilly avait déjà, par réaction, essuyé quelques sifflets ». Il se montre ainsi dubitatif quand à l'indépendance de SOS et de Julien Dray vis-à-vis de l'Elysée et des fabiusiens : « Les infirmières, Julien Dray les a défendues si fort contre les rocardiens pendant leur grève que cela a fini par faire craindre à Laurent Fabius d'être en porte-à-faux avec Matignon. Et ce sont entre

267. Florence Aubenas, Manif sur les lieux du crime, *Libération*, 13 février 1989.
268. Jean Quatremer, L'antiracisme au parlement, *Libération*, 15 mars 1989. Voir aussi l'article de Jean Quatremer où SOS est présenté comme une des associations antiracistes les plus radicales dans la condamnation du pré-

autres, les copains de « Juju » du cabinet de Fabius qui lui ont demandé de mettre une sourdine. Grandeur et dépendance »[269]. *Libération* publie donc à peu près en même temps que *le Monde* des articles issus de journalistes du service politique qui soulignent les « liens » de SOS avec le Parti socialiste et qui contribuent à donner à l'association un image moins « apolitique » que celle qui était la sienne auparavant. L'angle journalistique de l'article de Gilbert Laval – le dévoilement d'une affiliation politique considérée comme vaguement occulte et honteuse – est tout à fait comparable à celui qu'adoptent les journalistes du *Monde* durant la même période[270]. Cependant, alors que *le Monde* soulignera l'affiliation politique des animateurs de SOS-Racisme dans un plus grand nombre d'articles, *Libération* le fera moins systématiquement et de façon moins appuyée, probablement parce que la rédaction de *Libération* n'a sans doute pas intérêt à insister sur les proximités partisanes d'une association dont elle a été le partenaire durant quatre ans pour l'organisation des concerts. Celà explique qu'une grande partie de la couverture de l'association à *Libération* demeure prise en charge par des journalistes plutôt favorables à SOS ou au militantisme antiraciste en général, tels Gilles Millet ou Marie-Laure Colson.

Après le concert, *Libération* ne publie pour la première fois qu'un court compte rendu sur une seule colonne signé par une journaliste du service politique, Françoise Berger[271]. Ce petit article ironique qui s'intéresse surtout aux coulisses de la fête où l'on voit passer Arlette Laguiller, Mgr Gaillot, Philippe Herzog et « à la fin du match Marseille-Monaco [il s'agit de la coupe de France de football] », Lionel Jospin et Laurent Fabius, expédie le concert dans la toute dernière phrase : « De l'autre côté des barrières et canisses, les organisateurs ont compté 300.000 personnes et l'A.F.P. des dizaines de milliers. De l'avis général, il y avait moins de monde que l'année dernière »[272]. La baisse de l'attention de la rédaction de *Libération* pour le concert de SOS et

---

projet de Pierre Joxe sur la réforme de la loi Pasqua alors que la LDH, la CFDT ou la FEN apparaissent moins éloignées du gouvernement. Jean Quatremer, Les antiracistes en front uni contre Joxe, *Libération*, 17 avril 1989.

269. Gilbert Laval, Les leaders des potes prennent pied sur le terrain du pouvoir, *Libération*, 10 juin 1989. On pourra avoir un aperçu du mécontentement des responsables de SOS-Racisme à la lecture de cet article et de la façon dont ils auraient voulu que *Libération* parlât de la fête en lisant le compte rendu de la soirée par Françoise Berger ; voir note ci-dessous.

270. Voir par exemple Patrick Jarreau, Clés politiques, *le Monde*, 12 octobre 1988 et Le président de SOS-Racisme, M. Harlem Désir renonce à présenter une liste aux européennes, *le Monde*, 31 mars 1989. Pour un autre article de *Libération* datant de la même période et mettant en cause l'indépendance de SOS-Racisme lorsque l'association envisageait de présenter une liste lors des élection européennes de 1989, voir Michel Samson, Européennes : SOS-Racisme se tâte, *Libération*, 29 mars 1989 : « Quelques solides raisons retiennent la direction de SOS-Racisme de se lancer dans la bagarre. [...] L'Elysée est hostile à une telle initiative : les dirigeants de SOS ont beau ne pas répondre quand on leur pose la question, il y a bien eu une intervention sèche du Château, et il semble bien qu'ils n'y soient pas tout à fait indifférents ». Sur ce dernier point voir les quelques pages consacrées à la révision des lois Pasqua et au projet de liste SOS lors des élections européennes, Pierre Favier et Michel Martin Roland, *La décennie*..., *op. cit.*, t. 3, p. 287-291.

271. Voir ci-dessus l'entretien d'Eric Dupin, page 263, citation se rapportant à la note 249.

272. Françoise Berger, Herzog au village des potes, *Libération*, 12 juin 1989. Françoise Berger épingle en outre Julien Dray en rapportant ses conseils aux journalistes de *Libération* pour définir le bon angle journalistique de

l'article de Françoise Berger provoquent une vive réaction de Julien Dray et de l'attachée de presse de SOS, Laure Skoutelski qui reprochent aux journalistes et en particulier à Dominique Pouchin la minoration du succès du concert et l'adoption d'un angle journalistique s'intéressant surtout aux aspects les plus anecdotiques de la fête et à l'activité politique des fondateurs de l'association :

> « *Dominique Pouchin* – Ça doit être à cette fête là, que Françoise Berger rend compte le lundi sur une colonne, en politique. On n'en fait pas des tonnes [...]. Le lundi on fait un compte rendu, succint et peut-être un peu impertinent. Elle fait un numéro comme elle sait les faire sur le gratin des fêtes de SOS, donc aussitôt après leur attachée de presse [Laure Scoutelski] téléphone : " quand il y a 200.000 jeunes qui assistent au concert etc., tout ce que vous trouvez à raconter c'est le gratin en coulisses. Ah ! vous voyez, vous avez choisi de faire les coulisses plutôt que le mouvement etc., ", Laure était folle de rage[273]. Bon, ça m'énervait, et puis le lendemain, le mardi, j'ai reçu une lettre à en-tête de l'Assemblée nationale, du député Julien Dray, qui me rentre dedans sur le thème, c'est tout juste si c'est pas Monsieur le rédacteur en chef. Bon, j'ai fait savoir à Julien que un, je ne répondrai sûrement pas, mais que désormais c'était, effectivement, monsieur le rédacteur en chef, [...] mais que ça suffisait quoi : j'avais pas de leçons de journalisme à recevoir de lui. Les choses au moins avaient le mérite de la clarté, c'est lui qui l'avait voulu mais maintenant les choses étaient parfaitement claires, limpides »[274].

Pourtant les relations entre les fondateurs de SOS et la hiérarchie de la rédaction de *Libération* et en particulier le rédacteur en chef, Dominique Pouchin, qui à partir de 1990, apparaît comme le principal responsable des orientations du quotidien à l'égard de l'association ne sont pas rompues. En effet, *Libération*, à l'inverse de la plupart des autres journaux ne se

---

traitement du concert : « Julien Dray, père fondateur de SOS-Racisme et député socialiste, répond aimablement " droit de réponse " aux journalistes de *Libération* qui lui disent " bonjour " – c'était pas du tout ce qu'il fallait écrire dans le journal de samedi : il fallait expliquer le glissement progressif de la fête antiraciste annuelle vers une forme de militantisme plus actif, représenté par le " Village des potes " aux stands innombrables plantés sur la pelouse de Reuilly ». Julien Dray propose aux journalistes un angle rédactionnel centré sur la fête et le militantisme de terrain de SOS plutôt que l'angle « politique » adopté par Gilbert Laval et François Berger qui insistent au contraire sur les postes de responsabilité occupés en 1989 par les fondateurs de l'organisation antiraciste, tendant ainsi à associer un peu plus SOS au Parti socialiste et au courant Fabius.

273. Le fait que les responsables de SOS soient susceptibles d'appeler la direction du journal pour se plaindre des articles est confirmé par Eric Dupin qui ne semble pas considérer cette pratique comme surprenante : « *Eric Dupin* – Donc j'avais fait quelques petits papiers [sur France-Plus], preuve, par parenthèse, qu'il n'y avait pas à *Libé*, d'ordre " ne touchez pas à SOS-Racisme ", puisque moi, je n'ai jamais eu la moindre difficulté à faire ça. Mais à chaque fois qu'il y avait France-Plus dans *Libération*, il y avait les autres [SOS-Racisme] qui téléphonaient, qui étaient fous de rage, mais ça ne m'empêchait pas de le faire » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994. Que les dirigeants de SOS-Racisme soient susceptibles de se plaindre d'un article ou d'un journaliste permet de penser qu'ils pouvaient espérer avoir quelques chance de succès dans leur démarche (cf. le départ d'Eric Favereau de la rubrique immigration), et confirme l'étroitesse des relations nouées entre SOS et la rédaction de *Libération* durant les années de partenariat lors des concerts. Cela montre également que si les journalistes de *Libération* et les responsables de SOS n'ont pas les mêmes intérêts et sont engagés dans des espaces sociaux de concurrence différents, ils ont une perception similaire des enjeux des luttes symboliques touchant l'image publique de SOS-Racisme, c'est-à-dire de la façon dont entend être perçue l'association et des caractéristiques des articles pouvant être considérés comme lui étant favorables ou défavorables.

274. Entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Deux jours après Harlem Désir obtient cependant une courte tribune au cours de laquelle il explique le sens qu'il donne au concert de SOS et affirme que les spectateurs des concerts viennent, certes, pour la musique mais aussi pour soutenir la lutte antiraciste. Voir Harlem Désir, la question du jour, *Libération*, 14 juin 1989.

montrera jamais véritablement hostile à SOS-Racisme, même si des articles critiques seront parfois publiés.

> « *Marie-Laure Colson* – Quand je suis arrivée [embauchée en 1989, Marie-Laure Colson succède à Jean Quatremer à la rubrique “ immigration ” à la fin de l'année 1990] [...] SOS était devenu, les années précédentes, une association presque comme les autres pour *Libération*. [...] *Quand je suis arrivée, il y avait une espèce de relation entre la rédaction en chef et SOS, avec Pouchin surtout, qui était un mélange de* “ *on a été copains, on l'est toujours, mais on se méfie de vous* ”, donc, j'ai pris les choses telles qu'elles étaient, sur le coup j'ai continué exactement dans la même ligne. Bon, après ça a évolué »[275].

Après 1988, la hiérarchie du journal exerce sur le traitement de SOS par le journaliste chargé du secteur de l'immigration un contrôle probablement plus étroit qu'elle ne le fait alors pour d'autres organisations politiques. La rédaction comprend des journalistes qui souhaitent que le journal se démarque de l'approche qui avait prévalu entre 1985 et 1988 et ne veulent pas que *Libération* consacre à l'association trop d'articles ni que ceux-ci puissent apparaître « complaisants », en particulier lors des concerts pour la couverture desquels le journal avait été critiqué. Marie-Laure Colson est donc exposée à voir ses propositions d'articles repoussées et elle doit insister et trouver des angles journalistiques nouveaux – la mise en avant de l'OBU et de son président Fodé Sylla – pour imposer la publication de textes sur SOS.

> « *Marie-Laure Colson* – À une certaine époque, SOS a un petit peu changé, [...] il y a eu l'apparition de l'OBU, donc de Fodé et moi j'ai insisté pour qu'on le fasse passer. J'ai fait un petit forcing pour faire passer Fodé parce qu'il y avait quand même une petite résistance sur SOS : *Libération* s'était trop engagé à une certaine époque, il y avait cette espèce de retour de bâton qui était, “ on ne va pas retomber dans les mêmes travers, on ne va pas recommencer ”. Je trouvais un peu stupide que, d'une certaine manière, SOS soit minoré : quand on voulait faire une interview de quelqu'un de SOS, il y avait une fatigue, c'est classique ça, jusqu'au point où ça devenait un peu énervant. Et l'OBU a été une manière de reparler de SOS. Très habilement d'ailleurs, SOS a élu Fodé à la succession d'Harlem »[276].

Marie-Laure Colson estime donc que lorsqu'elle a repris la rubrique immigration, SOS-Racisme était « minoré » par la rédaction du journal. On peut en effet constater qu'au sein de notre corpus, non seulement le nombre des articles de *Libération* consacrés à l'association a diminué entre la période de 1986 à 1988 et celle de 1988 à 1990, mais que la part du journal dans l'ensemble des articles publiés sur SOS n'a cessé de décroître de 1987 à 1992. Ainsi, au sein de notre corpus, *Libération* représente 29 % des articles (hors brèves) consacrés à SOS en 1987, 44 % en 1988, 35 % en 1989, 29 % en 1990 et 18 % seulement en 1991 (voir tableau 2bis, p. 104). L'entrée en fonction de Marie-Laure Colson marque donc moins la reprise de

275. Entretien avec Marie-Laure Colson, 18 mai 1994, (italiques ajoutées).
276. *Ibid.*

relations privilégiées entre SOS et *Libération*, qu'un retour à une orientation généralement positive des articles – pourtant sensiblement plus rares qu'auparavant – écrits sur SOS par le « rubricard » chargé du secteur du racisme et de l'immigration.

> « *Marie-Laure Colson* – Il continue à y avoir une tradition de soutien tout en maugréant, c'est-à-dire que je crois que ces encarts publicitaires sont gratuits ou quasi-gratuits, il faudrait demander à Michel [Vidal-Subias, responsable de la régie publicitaire]. Ils étaient traditionnellement gratuits, avant, je ne sais pas maintenant s'ils les font payer ou non, il faudrait demander à Michel qui s'occupe de tout ce qui est pub. Et puis il y a chaque année le dîner des parrains où on cotise, *Libé* paye, 1000 francs, comme tout le monde, enfin comme tous les anciens, c'est une espèce de tradition qui reste »[277].

Cependant, à *Libération* comme au *Monde*, l'existence au sein du service société d'un journaliste dédié au « secteur de l'immigration » tend à engendrer plus d'articles ayant pour sujet ou citant SOS-Racisme que dans les journaux qui n'ont pas de journalistes spécialisés et qui ne s'intéressent à l'association que lorsque celle-ci organise une action spectaculaire ou est prise dans une polémique de grande ampleur[278]. Devant rendre compte des actions de SOS, *Libération* n'est cependant pas toujours en mesure de les critiquer, car il est difficile aux journalistes d'un quotidien associé à « la gauche » de mettre en cause une association antiraciste protestant contre un « crime raciste » ou organisant une campagne pour la rénovation des cités de banlieues. Ainsi en septembre 1989, *Libération* publie un article consacré à deux bavures policières que des membres de SOS présentent au cours d'une conférence de presse. Le rôle de SOS qui, « une fois encore, réclame la création d'une haute autorité composée de représentants des associations, des syndicats de policiers, de l'Intérieur, des magistrats [...] » apparaît sous un jour favorable[279]. Un mois plus tard, Michel Henry signe un long article ayant pour sujet un « concours d'idées d'architecture et d'urbanisme » « parrainé par SOS » et baptisé « couleurs de la ville, couleurs de la vie »[280] montrant l'activité de SOS sur les questions de politiques de la ville.

1) L'affaire du foulard

Le mois d'octobre 1989 est marqué par la polémique sur le port du « foulard islamique » dans les lycées. Cette « affaire » est traitée avec prudence par les journalistes de *Libération* qui sont

277. Entretien avec Marie-Laure Colson, 18 mai 1994.
278. *À* partir de la disparition du *Matin de Paris* en 1988, *Libération* et *le Monde* sont les journaux qui publient le plus d'articles citant SOS-Racisme (voir tableau 2 p. .80).
279. Dominique Le Guilledoux, SOS-Racisme présente ses deux « bavurés », *Libération*, 12 septembre 1989.
280. Michel Henry, Immigrés : des plans pour ne pas laisser béton, *Libération*, 19 octobre 1989.

sans doute sur cette question aussi divisés qu'ils le seront lors de la guerre du Golfe[281]. Serge July apparaît plutôt défavorable à l'exclusion pure et simple des jeunes filles portant le voile des établissement scolaires[282]. Les prises de position de SOS-Racisme ne sont d'ailleurs pas ouvertement critiquées dans les colonnes du journal qui offre même à Harlem Désir, dans une longue interview conjointe avec Arezki Dahmani, une tribune pour expliquer la logique de la position de l'association[283]. Pourtant Laurent Joffrin estime que c'est lors de « l'affaire des foulards » que des hommes politiques et des journalistes classés « à gauche » critiquent pour la première fois ouvertement SOS-Racisme et que l'image de l'association commence à se détériorer[284]. Mais le processus de transformation des représentations de SOS en usage dans

281. Dominique Pouchin, qui adopte aujourd'hui une position fermement opposée au port du foulard à l'école, estime qu'en 1989 il n'avait lui-même, pas plus que le journal, de position nettement établie : « *Dominique Pouchin* – Est-ce qu'il y a une position de Libé dans l'affaire des foulards ? Moi, j'ai été très embarrassé. J'ai mis énormément de temps à me faire une idée sur la question. J'ai été très embarrassé, sur cette histoire au moment du début de l'affaire des foulards. Il y avait de tout dans le journal. Il y avait des gens qui étaient plus francs-maçons que des francs-maçons, plus laïcs que des laïcs. Toutes les positions existaient dans le journal, alors est-ce qu'il y avait une position du journal ? Je n'en sais rien. *À* l'époque je n'étais pas convaincu de quoi que ce soit sur la question » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

282. Voir Serge July, Il est préférable de ne pas se voiler la face, *Libération*, 23 octobre 1989. Dans un article ambigu, le directeur du journal considère que la revendication des jeunes filles est un signe de leur intégration en France : « La revendication islamique, les multiples problèmes qu'elle suscite, loin d'être un archaïsme est la manifestation éclatante que l'intégration des communautés maghrébines se poursuit malgré les échos hostiles qu'elles rencontrent. La question que posent les jeunes porteuses du foulard est à cet égard exemplaire : il ne s'agit pas de substituer l'enseignement coranique à l'enseignement public mais, au contraire, de s'intégrer dans le cadre laïc ». En outre Serge July ne considère pas que la « matrice de la société française » doit être « un laminoir comme ce fut souvent le cas dans le passé ».

283. Nicole Gauthier, Harlem Désir-Arezki Dahmani, *Libération*, 21 octobre 1989. En 1994, Dominique Pouchin estime que ni l'affaire des foulards ni la guerre du golfe n'a constitué une rupture significative dans l'orientation des journalistes de *Libération* vis-à-vis de l'association, mais semble pourtant leur reprocher leur attitude : « Quest. – *Est ce que les prises de position de SOS pendant la guerre du Golfe ou pendant l'affaire des foulards ont aussi contribué à ternir l'image de SOS ? « Dominique Pouchin* – Au moment des foulards, non, c'est fini. Ils se mêlent de tout. Encore une fois, je pense que ce n'est plus la même chose, c'est déraisonnable. Le label reste le même mais ça n'intéresse plus beaucoup, c'est une organisation parmi d'autres. [...] Ils prennent position sur tout. Bon, sur les foulards je peux comprendre, ça les concerne directement, mais alors après, ça a été l'Intifada, la Guerre du Golfe... Tout ça parce que là, tout d'un coup dans les cités, il leur fallait se définir, parce qu'on les sommait de prendre position. *À* la limite de mon point de vue, on peut se poser la question de savoir si franchement ce mouvement avait besoin de base, voilà, tout est dit. Je veux bien aller jusqu'au bout de la caricature : est-ce qu'au bout du compte ça ne devait pas rester une main et un haut-parleur. Un haut-parleur, des fêtes et des interventions intempestives » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994. Contrairement à l'avis exprimé par Dominique Pouchin, on peut cependant douter de l'absence d'incidence des prises de position de SOS sur l'attitude de la rédaction de *Libération* envers l'association puisque « l'affaire du foulard » et la guerre du Golfe correspondent à des périodes de forte diminution de la couverture de SOS par le journal. Cependant, il est difficile d'estimer si la baisse du nombre d'articles publiés est la conséquence directe du mécontentement de certains journalistes ou s'il s'agit plutôt de l'effet indirect de la dégradation de l'image de SOS. Si on fait l'hypothèse qu'au cours de l'entretien, Dominique Pouchin tend à proposer des raisons légitimes à l'attitude de la rédaction vis-à-vis de SOS, aussi bien pour l'abondance d'articles de 1985 que pour leur raréfaction en 1991, on comprend qu'il préfère souligner l'aspect « déraisonnable » de l'attitude de SOS à partir de 1988 plutôt que de déclarer que *Libération* avait cessé de s'intéresser à l'association lorsque ses porte-parole ont pris des positions non conformes à la ligne éditoriale ou aux intérêts commerciaux du journal.

284. « *Laurent Joffrin* – Dans l'affaire du foulard ils ont mal joué, [...] ils ont pris une position trop nette, trop laxiste en disant : « mais pourquoi il n'y aurait pas de foulard ». Ils n'étaient pas obligés de reprendre les thèses laïques de Régis Debray, mais dire comme ils l'ont fait : « ce n'est pas un problème s'il y a des filles avec un foulard islamique dans les salles de classe », les mettaient en décalage non seulement avec la droite profonde, mais ils se sont aliénés toute une partie de la gauche qui est laïque, qui trouve que la religion c'est pas bien. Ils avaient l'air de

les réseaux politiques et journalistiques « de gauche » ne progressera que lentement, à mesure que les prises de position de ses porte-parole lors de l'affaire des foulards seront mobilisées comme ressources argumentatives par leurs concurrents politiques – en particulier les « rocardiens » –. Cependant, à partir de novembre 1988, lorsque les porte-parole de SOS-Racisme commenceront à critiquer la politique de Michel Rocard, et surtout après la participation de Julien Dray et de Jean-Luc Mélenchon aux grèves des infirmières, de la RATP et des lycéens, les partisans du Premier ministre chercheront à mettre en cause la légitimité de SOS-Racisme, principal moyen d'influence et d'action de la Gauche Socialiste, en particulier par le financement et la promotion d'une autre organisation antiraciste, France-Plus :

> « *Marie-Laure Colson* – Oui, France-Plus a été l'association que Rocard a joué contre SOS. Ils étaient encouragés à prendre systématiquement le contre-pied de SOS. Moi, je suis arrivée en cours de route sur cette histoire mais c'est vrai qu'on a joué le jeu, quand il se passait quelque chose, on allait demander son avis à Harlem puis à Arezki [Dahmani] »[285].

> « *Eric Dupin* – Bon, ils prenaient chaque fois le contre-pied de SOS, jusqu'au délire intégral... Et puis ils étaient aussi soutenus par des fractions du PS. France-Plus a été à un moment très soutenu par les rocardiens, de façon très officielle, parce qu'ils considéraient que SOS et Dray était leur adversaire principal, donc il y a eu tout un petit jeu : quand c'était Mitterrand-Rocard, l'Elysée soutenait SOS et Matignon soutenait France-Plus, de façon quasiment ouverte »[286].

Le subventionnement de France-Plus par les services du Premier ministre va très vite augmenter le niveau d'activité de cette association et lui donner de l'importance par rapport à SOS-Racisme. L'existence d'une organisation prenant souvent le contrepied des prises de position de SOS contribuera à affaiblir son crédit et à relativiser la portée de son discours auprès

---

défendre les intégristes ou les extrémistes religieux, y compris contre une partie de la gauche et ça les a affaiblis » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

285. Entretien avec Marie-Laure Colson, 18 mai 1994. Le succès d'Arezki Dahmani s'explique également pour des raisons journalistiques puisque l'existence d'une seconde association antiraciste réunissant des « beurs » permettait aux rédacteurs de donner à la fin de leurs articles un autre éclairage que celui de SOS, c'est-à-dire de ne pas être tenus de reprendre le mode de présentation du sujet proposé par l'association : « C'est toujours pareil, on a du mal à voir des intervenants et là, on était bien contents d'avoir deux discours. Jusqu'au moment où, sur le terrain, les jeunes nous ont dit « mais c'est qui Arezki ? Pourquoi vous lui demandez son avis ? (rires) Déjà SOS, bon, mais Arezki qu'est-ce que c'est que ça ? » Et puis il a lui-même fait du forcing, il était fourré tout le temps dans le journal, où il avait des amis à tous les étages, en tout cas des gens qu'il essayait de flatter, en particulier au service politique parce que fondamentalement il voulait faire de la politique. Il a fait ça avec moi. Donc il était tout le temps fourré à *Libé* et il faisait pression, je commençais à ne plus le supporter ». Eric Dupin est un des journalistes du service politique qui a consacré des articles à France-Plus : « *Eric Dupin* – Arezki Dahmani est un garçon très habile : il m'avait approché par mon point faible, c'est-à-dire des analyses un petit peu sociologiques qui m'intéressent toujours. Donc il avait fait des petites enquêtes – après coup je me demande quelle était la qualité du truc – et je dois dire que j'avais fait quelques petits papiers [sur France-Plus], parce que j'étais aussi un peu énervé par le monopole de SOS-Racisme, d'ailleurs c'est là-dessus qu'il a misé pour lancer son truc. [...] Nous, à *Libération*, ça nous permettait d'échapper à un monopole de représentation de SOS, ça c'est vrai, mais on s'est vite rendu compte que c'était assez creux France-Plus, donc si on faisait une analyse de contenu du journal, France-Plus n'a pas eu le quart de ce qu'a eu SOS et de façon assez justifiée [...] » ; entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

286. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

des journalistes alors qu'il se trouvait auparavant en situation de quasi-monopole. En outre, l'accroissement des tensions entre les « rocardiens » et les « mitterrandistes » va conduire les partisans de Michel Rocard et les services du premier ministre à faire discrètement campagne auprès des journalistes contre Julien Dray et SOS-Racisme dont ils considèrent l'action comme gênante[287]. Les prises de position d'Harlem Désir lors de l'affaire du foulard vont notamment être utilisées pour souligner le caractère « maximaliste » et « extrémiste » des interventions de l'association. Les journalistes, et en particulier ceux de *Libération*, Jean Quatremer et Marie-Laure Colson, vont être d'autant plus sensibles à ces critiques qu'elles proviendront des rangs du Parti socialiste et aussi bien de son aile droite, les « rocardiens », que de ses ailes gauches, les tendances de Jean-Pierre Chevènement et de Jean Poperen.

Pourtant, durant quelques mois, « l'affaire des foulards » semblera n'avoir eu aucune conséquence sur l'orientation toujours positive des articles de *Libération* concernant SOS. En octobre, Nicole Gauthier qui appartient au service politique fait un portrait de Carine Seiler, nouvelle présidente de la FIDL, qui est présentée comme une jeune militante précoce et attendrissante[288]. En novembre, *Libération* rend compte d'un « colloque que SOS-Racisme consacrait aux questions d'urbanisme sous le titre “ la ville contre les ghettos ” ». SOS est présenté comme une association capable d'un travail de réflexion et susceptible de provoquer une « prise de conscience » des injustices faites aux étrangers : « à une tribune où se trouvaient réunis des gestionnaires d'HLM, des élus, des représentants de l'administration, tout le monde a constaté d'une même voix qu'effectivement, en France, un postulant de couleur, même français, même solvable, n'avait presque aucune chance de se voir attribuer un logement social. Et que l'immigré non solvable, lui, n'avait plus qu'à retourner vers l'hôtel meublé ou le taudis »[289].

---

287. Sur l'évolution des relations entre François Mitterrand et Michel Rocard voir Jean-Paul Huchon, *Jours tranquilles à Matignon*, *op. cit.*, (concernant Julien Dray et SOS plus particulièrement p. 11 et 58), et Pierre Favier et Michel Martin Roland, *La décennie*..., *op. cit.*, (sur les relations entre le cabinet de Michel Rocard et Julien Dray voir notamment p. 532-534) et Jacques Attali, *Verbatim III*, *op. cit.*, (sur les grèves lycéennes voir plus particulièrement p. 633-636) – selon Jacques Attali, François Mitterrand soupçonne par ailleurs Michel Rocard d'alimenter une campagne de presse contre lui, *ibid*., p. 634 –, Robert Schneider, *La haine tranquille*, *op. cit.*, et Jean-Louis Andreani, *Le mystère Rocard*, *op. cit.*, (voir p. 294-296 à propos des relations entre François Mitterrand et Michel Rocard). Jean-Michel Thénard, futur chef du service politique de *Libération*, estime en 1992 que les amis de Michel Rocard entretiennent une solide rancune à l'égard de SOS-Racisme et de Julien Dray : « Prompts à voir la main de SOS et de Julien Dray, l'un de ses pères fondateurs, derrière les conflits d'infirmières ou de lycéens qu'a eu à gérer le premier ministre Rocard, ses amis n'ont pas encore pardonné à l'organisation antiraciste » ; Jean-Michel Thénard, L'antiracisme défile sur tous les tons à Paris, *Libération*, 25 janvier 1992.

288. Nicole Gauthier, La petite main des lycéens devient présidente, *Libération*, 24 octobre 1989. La FIDL est décrite comme une organisation dont les effectifs sont certes peu étoffés mais qui est la seule à pouvoir représenter les lycéens : « La jeune association lycéenne ne rassemble pas les foules mais elle a le mérite d'être seule sur le créneau. Du coup elle sert de « pouls » d'un milieu lycéen réputé particulièrement insaisissable aux enseignants voire au ministère de l'Education nationale ».

289. Sibylle Vincedon, L'ombre des ghettos sur la ville, 20 novembre 1989. On peut penser que lorsqu'un journaliste souligne l'existence de telles inégalités dans un article où le sigle de SOS est cité, il fait implicitement apparaître la « nécessité » de l'action de l'association.

2) Une couverture exemplaire

Comme dans d'autres journaux, *le Monde* mais aussi *le Figaro*, la tonalité des articles de *Libération* reste durant toute l'année 1989 favorable à l'association – au sein de notre corpus, seuls 5 articles sur 57 soit 9 % ont été codés négatifs durant l'année 1989 –. La plupart des journalistes de *Libération* continuent d'utiliser dans leurs articles un cadre d'interprétation de l'action de SOS très positif. Nous allons analyser ci-dessous le travail symbolique de présentation de l'association effectué par Gilles Millet pour montrer que le journaliste tend à réfuter les critiques qui pourraient être faites à SOS concernant sa politisation, son éloignement du « terrain », le faible nombre de « beurs » dans ses rangs ou le rejet dont il serait l'objet en banlieue. Publié à la veille du concert donné en décembre 1989 par SOS aux Arcs près de Draguignan, l'article relate la rencontre entre les militants de SOS et des jeunes de la banlieue marseillaise lors d'une étape du « tour de France » organisé par l'association. Le journaliste ne cache pas que SOS est « accusé d'être coupé de la réalité » et qu'il n'est donc pas toujours accueilli à bras ouverts : « “ Cela fait cinq ans qu'on nous demande de soutenir SOS-Racisme... Et pourquoi on soutiendrait SOS-Racisme ? C'est SOS qui va nous trouver du boulot ? On préfère voir une assistante sociale. On n'en a rien à foutre de soutenir SOS pour qu'Harlem Désir aille faire le pitre à la télévision. Où on le trouve, nous, SOS ? À Paris ? Au centre ville ? ” Réunion dans les cités nord de Marseille entre une délégation des « marcheurs de SOS » partis pour un tour de France et des jeunes d'origine arabe. L'accent du Midi est garanti. L'agressivité et le mordant des critiques aussi. [...] En vrac, on évoque tous les problèmes : le chômage, le manque de logements, les tracasseries policières et le fameux foulard... Là aussi, SOS se fait critiquer ». Pourtant Gilles Millet montre que si SOS est mis en cause par les jeunes de Marseille, il n'est pas rejeté et le dialogue ne tarde pas à s'instaurer : « Les représentants d'Harlem Désir tentent de renverser la vapeur. On passe de la critique de « nos précédentes interventions à Marseille »[290] à une nouvelle tentative : « SOS ne veut pas le monopole de l'organisation. Ce n'est pas à lui d'amener la bonne parole. SOS, c'est vous, si ça vous intéresse de la construire ». [...] Un fois de plus les marcheurs réexpliquent leur position, prônent la tolérance ». Le journaliste tend pourtant à montrer que, malgré les divergences ou les malentendus, les militants de SOS sont finalement acceptés par les jeunes de Marseille : « la réunion se termine. On va boire de l'Orangina et du Coca avant de remonter dans le bus de SOS. Entre-temps, on a fait la paix. On s'est donné des claques dans le dos et on a repris quelques slogans favorables à l'OM ». Gilles Millet conclut son article en dressant un bilan

laudatif de l'action menée par les militants de SOS : « Aujourd'hui, les « marcheurs », Fodé, Pierre, Zohra, Meriem et les autres se retrouveront aux Arcs, près de Draguignan, pour un grand concert. Histoire de montrer que SOS-Racisme n'est pas qu'une organisation parisienne. Ensuite, ils rentreront chez eux. Epuisés sans doute. Mais la mémoire pleine d'une France qu'ils dénonçaient sans jusqu'ici vraiment la connaître. Une manière pour eux de se convaincre de la justesse de leur lutte. »[291]. La citation des prénoms de quatre marcheurs, dont trois sont de toute évidence « d'origine étrangère », tend à montrer que SOS-Racisme dont on a mis en cause la représentativité « beur » est une association comprenant aussi des « jeunes issus de l'immigration ». Au total SOS est donc présenté comme une organisation antiraciste capable « d'aller sur le terrain », qui se montre à l'écoute des revendications des habitants des cités de banlieue dont ses militants diffèrent finalement très peu puisqu'ils sont souvent eux-mêmes enfants d'immigrés.

Le lendemain, dans le compte rendu du concert, Gilles Millet souligne que celui-ci a soulevé une vive opposition des militants locaux du Front national et par conséquent que SOS-Racisme demeure un élément actif de la lutte contre ce parti puisqu'il suscite l'hostilité de ses membres : « c'est dans une ville morte, par peur des provocations du Front national, que les marcheurs de SOS-Racisme ont terminé leur tour de France. 8 000 personnes pourtant étaient aux Arcs, pour un concert sans couacs. [...] Pas de problème pour trouver le chapiteau de SOS-Racisme ; il suffit de suivre les sigles du Front national sur la route de Draguignan menant à la petite cité voisine des Arcs dans le Var. [...] À la fin de l'après-midi, entre cinq et dix mille jeunes, la plupart d'origine maghrébine, ont convergé vers la petite bourgade ». En écrivant que la plupart des spectateurs du concert des Arcs étaient « d'origine maghrébine », comme lorsqu'il cite les prénoms des marcheurs de SOS ou les montre avec les jeunes des quartiers nord de Marseille, Gilles Millet tend à suggérer que l'association est acceptée par les « beurs » c'est-à-dire beaucoup plus « représentative » des populations « issues de l'immigration » que certains journalistes ne l'écrivent alors. Par ailleurs, Gilles Millet cite longuement les critiques d'Harlem Désir concernant la politique suivie par le gouvernement de Michel Rocard dans les banlieues qui permettent au porte-parole de SOS de marquer une prise de distance à l'égard du PS[292].

---

290. Voir ci-dessus note 265 page 270.

291. Gilles Millet, SOS part à la découverte de la France, *Libération*, 9 décembre 1989. Gilles Millet souligne en outre que les militants de SOS savent prendre leurs distances avec « la gauche » : « “ Il n'y a plus vraiment de parti pour s'occuper des besoins les plus urgents des gens. La gauche est beaucoup trop loin de tout ça, il ne faut pas s'étonner qu'elle en subisse les conséquences... ” [citation attribuée aux marcheurs] ».

292. Gilles Millet reprend en particulier les accusations d'immobilisme formulées par Harlem Désir contre Michel Rocard : « “ Depuis un an on nous explique que pour régler le problème de l'intégration et du racisme, il n'y a pas besoin de politique spécifique. Mais effectivement, il n'y avait rien dans le discours de l'investiture du premier

L'article semble ainsi conçu pour donner une image positive d'une organisation qui est présentée comme la cible de la vindicte du Front national et pour répondre aux deux principales critiques alors adressées à SOS concernant son manque de « représentativité » chez les « beurs » et son affiliation au Parti socialiste. Le mode de mise en scène de l'association employé par Gilles Millet a ainsi pour effet de répondre à la transformation des représentations journalistiques de SOS qui s'amorce alors.

3) La raréfaction des articles consacrés à SOS-Racisme

Dans les premiers mois de l'année 1990, les actions secondaires de SOS sont encore assez bien suivies par *Libération*. Ainsi en janvier, sans doute à la suite d'une conférence de presse donnée par Harlem Désir, Florence Aubenas annonce dans un long article le programme et l'organisation du concert de juin censé se dérouler à la fois à Paris, à Prague et à Moscou[293]. *Libération* fait aussi un article lorsqu'une militante de SOS déclare avoir été victime d'une agression « raciste »[294]. En mars, après les « crimes racistes » de Roanne, de La Ciotat et de Saint-Florentin, les journalistes qui rendent compte des manifestations de protestation ne manquent pas de mentionner la participation de SOS à l'organisation et au déroulement des défilés au côté des familles des victimes[295]. Enfin lors de l'organisation annuelle de la « semaine

---

ministre. Des déclarations de bonnes intentions de temps en temps, mais rien dès qu'il s'agit de choses sérieuses ” » ; Gilles Millet, Les potes ont dansé sur la corde raide, *Libération*, 11 décembre 1989.

293. Florence Aubenas, Les potes tiendront leur concert de juin chez les Soviets, 27 janvier 1990.

294. Jean-Paul Savart, Passage à tabac tricolore pour la militante de SOS-Racisme, *Libération*, 27 mars 1990, sous-titre : « Louisa Zimour a passé huit jours à l'hôpital après s'être fait agresser à Saint-Martin d'Hères par un homme au visage masqué par un foulard bleu blanc rouge ». La description de l'agression que fait le journaliste ne manque pas de piquant puisque l'agresseur aurait indiqué la raison de chaque horion : « un coup « de la part de Le Pen », un pour SOS, un pour le PS... ». *Libération* publiera quelques mois plus tard un long article mettant en doute la version des faits donnée par la « victime », Louisa Zimour : Bruno Marion, Affaire Zemour : 65 points de suture et un doute, *Libération*, 7 juin 1990.

295. Alain Frilet, Deux jeunes Marocains cibles de la violence d'un restaurateur, *Libération*, 12 mars 1990 : « Sans cris ni larmes. Malek Boutih de SOS-Racisme, et le représentant de l'Association des travailleurs marocains de France, les deux organisations qui avaient appelé à la manifestation et une délégation de jeunes de la cité ont été reçus à la mairie. Une heure plus tard, ils annoncent à la foule restée massée sur la place du village les décisions prises par le maire Jean Lancray ». Voir aussi l'article de Bernard Fromentin sur la venue d'Harlem Désir à Roanne dans le lycée de Majid Labadaoui, à l'invitation du proviseur et des professeurs : Bernard Fromentin, Harlem Désir à Roanne, contre la banalisation du racisme, *Libération*, 14 mars 1990 et celui de Florence Aubenas et Bernard Fromentin dans lequel les journalistes dressent un portrait sympathique et attendrissant d'une jeune lycéenne venue participer à la manifestation de SOS : « Valérie s'est dépêchée de filer du lycée à 17 h pour arriver une demi-heure plus tard, pile au rendez-vous fixé simultanément dans quatre villes de France par SOS-Racisme et son opération “ drapeau blanc ” après “ les crimes racistes de la semaine dernière ”. En vitesse, elle agrafe la “ petite main ” qu'elle avait soigneusement emmenée dans son portefeuille. Elle s'affole : “ J'ai oublié mon drapeau blanc ” puis s'excuse : “ C'est ma première manifestation ” », anecdote dont on peut considérer qu'elle véhicule le cadre interprétatif suivant : « quoi qu'on puisse penser de SOS, il permet à des jeunes sincères d'exprimer leur antiracisme » ; Florence Aubenas et Bernard Fromentin, Roanne, Paris, Lyon, La Ciotat manifestent en ordre clairsemé, *Libération*, 16 mars 1990. *À* l'inverse de ce que Florence Aubenas avait décrit lors de la manifestation

de l'éducation contre le racisme », le journal donne un large écho aux propos de Jean-Marie Le Pen qui considère que « “ Harlem Désir, facteur d'agitation subventionné par le gouvernement ” n'a pas à aller faire “ sa propagande de gauche dans les écoles ” », prenant implicitement position en faveur de SOS-Racisme[296].

Cependant, si au début de 1990 les articles que le journal publie sur SOS-Racisme sont encore nombreux et bien orientés, le congrès de Longjumeau auquel cinq long textes seront consacrés marquera une rupture dans l'attitude de la rédaction de *Libération* vis-à-vis de l'association. Avant le congrès, Jean Quatremer et Fabien Roland-Lévy réalisent une longue interview d'Harlem Désir annoncée par un sous-titre dans lequel les journalistes établissent les « enjeux » d'un congrès qu'ils déclarent être celui de « tous les dangers » : « Ce congrès, où un millier de participants représentant les 300 comités « stop racisme » de France sont attendus, apparaît comme celui de tous les dangers. Jamais depuis sa création en 1984, l'organisation antiraciste n'a eu à affronter autant de critiques, non seulement de l'extrême droite, mais aussi, depuis l'affaire du foulard islamique, de certains de ses amis au sein du pourvoir »[297]. Les questions posées par Jean Quatremer et Fabien Roland-Lévy sont parfois assez rudes[298] mais

---

qui avait suivi le meurtre de Montataire (Florence Aubenas, Manif sur les lieux du crime, *Libération*, 13 février 1989), SOS n'est pas écarté de la manifestation de La Ciotat mais apparaît au contraire étroitement associée à l'entourage de la victime : « La famille marche à nouveau en tête, encadrée cette fois par les responsables de SOS-Racisme ».

296. François Bonnet, Le Pen, inculpé, s'attaque aujourd'hui à Harlem Désir, *Libération*, 28 mars 1990 : « Hier sur RTL, Le Pen a annoncé son intention de porter plainte pour « excès de pouvoir » contre les chefs d'établissements scolaires qui reçoivent Harlem Désir ». Nous considérons que lorsque *Libération* cite, même sans y ajouter de commentaire, une déclaration de Jean-Marie Le Pen mettant en cause SOS, il s'agit d'un article favorable à l'association, car toutes les prises de position du quotidien vis-à-vis de Le Pen sont critiques. Rappeler que SOS est une organisation qui s'oppose au Front national tend à replacer l'association dans la situation qui était la sienne en 1985. Lorsque certains des adversaires de SOS chercheront à l'attaquer publiquement, ils devront aussi critiquer l'ensemble de la « cause » antiraciste, qu'ils accuseront d'une part de faire le jeu de l'extrême droite en donnant trop d'importance au Front national et d'autre part de pousser les gens vers Le Pen en soutenant des thèses inacceptables pour la majorité des français comme le « droit à la différence ». Pour un autre exemple d'article où le commentaire favorable à SOS-Racisme revêt la forme de la description de l'attitude et des déclarations des adversaires de l'association voir François Bonnet, Elus en folie à Montfermeil, *Libération*, 31 mars 1990, texte dans lequel le journaliste présente sous un jour inquiétant la manifestation organisée par le maire de Montfermeil, Pierre Bernard, pour protester contre la venue d'Harlem Désir dans un lycée de la ville : « Devant le collège, trois cents personnes brandissent banderoles et affiches du Front national. Comme leurs élus, ils ne sont pas seulement venus protester contre la présence de SOS-Racisme dans un CES. Après avoir dénoncé « l'intoxication de nos enfants », la « propagande gouvernementale », chacun en revient à son obsession : l'immigration et les 30 % d'étrangers que compte la ville. « C'est trop, beaucoup trop », crie un adjoint. Pierre Bernard [maire de Montfermeil] n'est pas si nuancé. « Nous avons des devoirs, dit-il, ceint de son écharpe d'élu. Eux ont des droits. Le droit de piller notre territoire, de cracher sur nos femmes, de tuer nos adolescents, de violer nos filles. » La foule frissonne ». On peut supposer que pour un journaliste ou un lecteur de *Libération*, une organisation qui suscite de telles oppositions ne peut pas être tout à fait mauvaise.

297. Jean Quatremer et Fabien Roland-Lévy, Harlem Désir à Rocard : « assez parlé, agissez », *Libération*, 28 avril 1990.

298. En particulier les questions suivantes : « Depuis vos prises de position sur l'affaire des foulards, à droite bien entendu, mais aussi au PS, de nombreuses voix s'élèvent pour condamner votre action. SOS-Racisme ne serait-elle pas entrée dans une logique de marginalisation ? », « La progression du FN ne signe-t-elle pas aussi votre propre échec ? », « Votre discours reste très négatif. Vous dites qu'il n'y a pas de politique d'intégration alors que

permettent à Harlem Désir de répondre aux « critiques » que lui adresseraient « ses amis au sein du pouvoir » et de marquer une nouvelle fois une prise de distance avec le gouvernement et le Parti socialiste. Deux jours plus tard, *Libération* consacre pour la dernière fois sa rubrique « événement » à SOS-Racisme (quatre pages dont la une), avec deux longs articles ayant pour sujet le congrès de Longjumeau et l'évolution des relations entre le gouvernement socialiste et l'association. Le premier est écrit par Jean-Michel Thénard, membre du service politique en charge de la couverture du PS, qui se montre habituellement critique à l'égard des ministres et des dirigeants du Parti socialiste auxquels il reproche une politique trop oublieuse de leur programme social et de leurs électeurs populaires. Il semble donc plutôt satisfait de la rupture intervenue entre SOS et ceux qu'il présente comme les anciens soutiens politiques de l'association : « Après avoir désespéré des socialistes et du gouvernement Rocard, la pote-génération ne croit plus – pour le moment en tout cas – en François Mitterrand. Finie la génération morale, celle qui se bat pour des valeurs et fait confiance aux politiques pour les inscrire dans des projets de loi. [...] Malade d'avoir trop flirté avec les socialistes, SOS a coupé les ponts pour ne pas se couper de sa base, la jeunesse lycéenne, qui, elle, avait déjà décroché du pouvoir. En s'affichant avec Antoine Waechter, leader d'un parti qui monte, elle a signifié clairement qu'à ses yeux le PS, lui, est une force qui descend »[299]. Soucieux avant tout de mettre en évidence le déclin de la popularité des socialistes, Jean-Michel Thénard montre que SOS est devenu indépendante du PS et y voit le signe de l'éloignement entre « la jeunesse » et le gouvernement. L'association ne pourrait que se féliciter de la tonalité de l'article s'il ne soulignait pas ainsi l'étroitesse passée des liens avec François Mitterrand, mettant ainsi en cause (une nouvelle fois) l'image originelle d'apolitisme de SOS et si le compte-rendu des nombreuses attaques d'Harlem Désir et de Malek Boutih vis-à-vis de la politique suivie depuis longtemps par les socialistes ne risquait pas de leur aliéner leurs derniers soutiens au gouvernement.

Le second article est signé par Jean Quatremer qui, comme Jean-Michel Thénard, insiste sur la détérioration des relations entre SOS et le PS et souligne qu'à la suite de la polémique du

---

des efforts sont faits. N'est-ce pas disqualifier par avance tout discours, décourager toute tentative ? » et « Les oreilles de la majorité vont siffler pendant votre congrès », *ibid.*

299. Jean-Michel Thénard, Deux ans après, les tontonmaniaques ont la gueule de bois, *Libération*, 30 avril 1990. Jean-Michel Thénard rapporte ainsi avec gourmandise les critiques que les dirigeants de SOS-Racisme formulent à l'encontre de François Mitterrand et des dirigeants socialistes : « Les responsables de SOS, son leader en premier, énuméraient dans les couloirs du congrès leurs griefs nombreux à l'égard des socialistes, du gouvernement et du président de la république : les socialistes ? au nom du républicanisme laïque, ils ont, Poperen et Chevènement en tête, à l'automne dernier, profité de l'affaire du foulard pour tenter de tordre le cou à « l'hégémonie morale » de SOS, assimilée à l'éloge de la différence. [...] Placés ainsi sur la défensive par ceux-là mêmes qu'ils avaient contribué, il y a deux ans, à porter au pouvoir, les dirigeants de SOS en ont donc tiré les

« foulard islamique » l'association a été publiquement critiquée par des membres du Parti socialiste, ce qui n'était auparavant jamais arrivé : « SOS est depuis « l'affaire du foulard » en butte aux attaques violentes et sans complexes de la droite qui l'accuse d'être « à l'origine du racisme et de la montée du Front national », mais aussi d'une partie de la gauche et singulièrement du Parti socialiste »[300]. Le journaliste juge en outre que SOS est en 1990 plutôt en recul : « Ce congrès est sans doute celui de la gueule de bois, après celui, triomphant, d'avril 1988, où elle avait alors appelé implicitement à voter pour François Mitterrand contre les « tenants de l'exclusion » avec la certitude d'être une force qui compte. Aujourd'hui, l'association se sent isolée sur l'échiquier politique, trahie – beaucoup – par le gouvernement et – un peu – par François Mitterrand ». Jean Quatremer donne ainsi un large écho aux critiques croisées des responsables socialistes et des dirigeants de SOS-Racisme, ce qui satisfait en partie ceux-ci puisqu'un des objectifs du congrès est justement de mettre en scène l'indépendance de SOS vis-à-vis du gouvernement[301]. Enfin, après avoir détaillé le nouveau programme de SOS qu'il juge favorablement[302], Jean Quatremer écrit, en conclusion d'un article qui jusque-là pouvait satisfaire les dirigeants de SOS, que leur doctrine sur l'immigration a considérablement évolué depuis quelques mois puisque, selon lui, ils ne défendent plus le droit de vote des étrangers aux

---

conséquences ce week-end. [...] Le courant entre SOS et l'Elysée ne passe plus, signe qu'il y a un vrai malaise aujourd'hui entre le pouvoir et la jeunesse ».

300. Les articles de Jean Quatremer et de Jean-Michel Thénard, très voisins par le contenu et l'angle journalistique adopté, sont en outre résumés dans une colonne éditoriale non signée : « Le congrès de SOS-Racisme n'est pas celui d'un triomphe. Il est vrai que le racisme et l'exclusion xénophobe se portent bien en France, en témoignent les scores du Front national et l'inflexion du discours politique général en direction d'une opinion inquiétante. L'organisation antiraciste veut donc compter sur « ses propres forces ». Les flirts appuyés avec le PS et l'Elysée sont remisés au magasin des accessoires et la seule personnalité politique invitée est le leader des verts Antoine Waechter. En dehors des ennemis traditionnels de SOS, les plus égratignés furent le PS et le gouvernement Rocard, à qui les potes semblent reprocher d'abord de leur avoir refusé la création d'un ministère de l'intégration. Intégration qui reste à la base de la volonté militante de SOS-Racisme. Harlem Désir a d'ailleurs présenté un manifeste sur le sujet » ; *Libération*, 30 avril 1990.

301. Jean Quatremer, Revenus de Mitterrand, les potes se mettent au vert, *Libération*, 30 avril 1990 : « Malek Boutih, vice-président de l'association, a vivement critiqué Michel Rocard dont l'action a été résumée en une phrase : « le meilleur moyen de lutter contre le racisme c'est de ne plus en parler. » On est ainsi passé en quelques mois – avant et après les présidentielles – de l'immigré partout à l'immigré nulle part. » [...] Si la droite n'a pas su se dégager de ses ambiguïtés avec le FN, « la gauche a multiplié les effets d'annonce sur l'intégration non suivie d'effets. Ceux qui ont échoué aimeraient que cela ne se voit pas » et ont donc fait de SOS un bouc émissaire commode en l'accusant d'avoir « inventé le racisme » plutôt que de combattre l'extrême droite. [...] La salle est au diapason de ces critiques. Les déçus du rocardisme sont légion ».

302. Jean Quatremer, Revenu de Mitterrand, les potes se mettent au vert, *Libération*, 30 avril 1990 : « Des solutions ? SOS en a. En premier lieu, un “ Manifeste de l'intégration ”. Mais d'abord et avant tout, le terrain : “ il faut faire de SOS une association moins paillettes, moins clinquante. Désormais, il faut aller sur le terrain ”, a expliqué Julien Dray. Antienne reprise par Harlem Désir qui a expliqué que “ SOS ira dans les mairies pour soumettre ses propositions. Et nous rendrons public le résultat de nos démarches pour créer sur le plan local un rapport de force ” ». Pour une description détaillée du programme de l'association, voir Jean Quatremer, Un acte d'accusation contre les grands ensembles, *Libération*, 30 avril 1990. Le même jour, *Libération* publie une interview de Maurice Benessayag, ministre délégué aux Rapatriés, qui critique des propositions de SOS concernant « l'intégration » et l'action même des associations antiracistes : « Je ne crois pas que telle ou telle forme de manifestation antiraciste contribue à faire reculer le Front national. Distinguer entre les exclus, alors que le mal

élections locales et se montrent favorable à la « maîtrise des flux migratoires » : « au nom du principe de réalité, le leader des potes a signé hier l'abandon d'une revendication de l'association : le droit de vote pour les étrangers aux élections municipales. [...] Rendant un hommage – involontaire ? – au premier ministre, Harlem Désir a répété son attachement à la « maîtrise des flux migratoires » car « la France ne peut pas bien sûr accueillir toute la misère du monde » – phrase fétiche de Michel Rocard »[303]. L'annonce par la presse d'un changement aussi spectaculaire des principes défendus par SOS allait immédiatement provoquer les critiques des associations « beurs » et des autres organisations antiracistes mais aussi celles de la minorité issue de la Ligue communiste révolutionnaire. Le lendemain, le représentant de *Libération* se trouvait pris à parti dans les couloirs du congrès et Harlem Désir devait démentir ce qui avait été perçu comme un alignement de SOS sur les positions de Michel Rocard et du gouvernement.

L'article de Jean Quatremer qui suit le congrès est accompagné d'une brève intitulée « la tentation de la censure » signalant que « *Libération* a été déclaré lundi non grata au congrès de SOS-Racisme par un service d'ordre zélé. [...] Le journaliste de *Libération* [il s'agit de Jean Quatremer] qui est allé s'enquérir auprès du service d'ordre des conditions de l'incident, s'est même fait traiter de “ provocateur ” et de “ fouteur de merde ” par les membres du service d'ordre. [...] Finalement en milieu d'après midi, Malek Boutih, vice-président de SOS, présentait ses “ excuses ” pour l'incident en expliquant que “ les journalistes étaient libres d'écrire ” »[304]. La colère des militants et des dirigeants de SOS est liée au passage de l'article de Jean Quatremer consacré à leur « renonciation » à la revendication du droit de vote des immigrés aux élections locales, sujet qui apparaît particulièrement sensible au sein de SOS. Jean Quatremer revient d'ailleurs sur cette question dans un article publié le 2 mai en reprenant les termes du démenti d'Harlem Désir : « “ il n'y a pas d'abandon, mais une démarche pédagogique, c'est tout. [...] Il faut éviter d'agiter le droit de vote comme un chiffon rouge ” »[305]. Cet « incident » est révélateur des relations que les dirigeants de SOS entretiennent après 1988 avec la rédaction de

---

vivre atteint tant de gens, est une erreur. Le ministère de l'intégration (réclamé par SOS, NDLR) aurait été une faute à tous égards » ; interview de Maurice Benessayag par Gilles Bresson, *Libération*, 30 avril 1990.

303. Jean Quatremer, Revenu de Mitterrand, les potes se mettent au vert, *Libération*, 30 avril 1990.

304. Voir La tentation de la censure, *Libération*, 2 mai 1990.

305. Jean Quatremer, Entre SOS et le pouvoir, la brouille est consommée, *Libération*, 2 mai 1990. Ce même article comprend au moins deux autres passages qui ont probablement mécontenté Julien Dray et Harlem Désir. Jean Quatremer écrit en effet que les « potes » « en ne faisant à aucun moment appel [au président de la République], ont clairement marqué leurs distances avec un homme en chute dans les sondages d'opinion ». Il ajoute que bien que Julien Dray critique le Parti socialiste, il épargne toutefois « “ Ceux qui trouvaient que le FN posait les bonnes questions (et qui) sont devenus depuis des antifascistes convaincus [il s'agit de Laurent Fabius et d'une allusion aux propos tenus par celui-ci au cours de son débat avec Jacques Chirac en 1985] ” », semblant insinuer d'une part que Julien Dray se détourne de François Mitterrand pour de simples questions d'opportunité, d'autre part que les critiques de SOS sont en réalité plus antirocardiennes qu'antisocialistes.

Libération : le journal entend reprendre sa liberté de critique vis-à-vis de SOS après plusieurs années de « partenariat » et poursuit une stratégie de démarcation journalistique qui conduit les rédacteurs à mettre en évidence les aspects politiques des actions de SOS et son rôle au sein des luttes de pouvoir à l'intérieur du PS, comme le fait *le Monde* au même moment, alors que ses dirigeants cherchent au contraire, en dotant SOS d'un programme revendicatif sur l'intégration par l'école et la lutte contre les « ghettos » à maintenir l'image strictement « antiraciste » et politiquement neutre du mouvement. Il n'est donc pas étonnant que les dirigeants de SOS réagissent violemment à ce qu'ils perçoivent comme une agression de la part d'un quotidien qui constituait auparavant leur principal relais journalistique.

L'incident intervenu entre le service d'ordre du congrès et Jean Quatremer va semble-t-il être la cause ou le prétexte d'un sensible refroidissement des relations que SOS entretient avec *Libération* : 17 des 24 articles du journal publiés en 1990 présents au sein de notre corpus paraissent durant les quatre premiers mois de l'année, jusqu'au congrès, tandis que durant les huit mois suivants nous ne retrouvons que 7 autres articles. Jean Quatremer ne s'occupera plus très longtemps du secteur immigration – il deviendra le correspondant du journal à Bruxelles – puisque Marie-Laure Colson le remplacera à la fin de l'année 1990, sans que l'on puisse établir un lien de cause à effet entre la dégradation de ses relations avec les dirigeants de SOS et son départ. Le concert de 1990 ne sera pour la première fois annoncé par aucun article, ce qui apparaît nettement comme une mesure de rétorsion après l'incident ayant marqué le congrès de Longjumeau[306] et le compte rendu, assez étoffé toutefois, sera écrit par Alain Léauthier et Florence Aubenas, deux journalistes qui ont, auprès de la rédaction du journal, la réputation de ne pas être favorables à SOS. Pourtant, le commentaire suivant le concert n'apparaît pas aussi négatif que les animateurs de SOS auraient pu le redouter. Les journalistes estiment en effet que malgré la pluie et l'absence de vedettes marquantes[307], les spectateurs étaient « des dizaines de milliers » (le sous-titre de l'article reprend même le chiffre de 150.000). Alain Léauthier et Florence Aubenas citent en outre des propos de jeunes spectateurs parlant de leur attachement à la fête de SOS[308] et écrivent que « l'organisation a toujours du mal à réguler ses

306. Voir ci-dessus l'entretien d'Eric Dupin, page 263, citation se rapportant à la note 249.
307. Selon un « manager » que citent les deux journalistes, cette absence de vedettes, pourtant relative car sont présents Patrick Bruel, Francis Cabrel, Alain Bashung, Khaled et Chico Buarte, s'explique par le fait que SOS n'est plus autant à la mode que naguère : « Avant, il y avait tout le monde ou au moins quelqu'un. C'est moins clair cette fois. C'est dur de rester à la mode même pour une petite main et c'est un argument auquel le show-business est particulièrement sensible » ; Florence Aubenas et Alain Léauthier, SOS pluie pour la fête des potes, *Libération*, 11 juin 1990.
308. Les deux journalistes « citent » ainsi « Ingrid, redoublante de terminale : " Les jeunes au concert c'est la génération suivante, ça fait plaisir qu'ils s'y mettent aussi, tous ceux qui n'ont pas vécu l'affaire Malik. J'ai l'impression qu'ils sont moins politisés. Moi, je viens depuis cinq ans aux fêtes de SOS. Une vieille quoi. Louper le rendez-vous, je ne l'envisageais même pas " » et « André, 14 ans, première fête de SOS, il n'a vu que la foule.

relations avec les socialistes », ce qui dans le continuum des commentaires journalistiques possibles et probables sur l'orientation politique de l'association apparaît modéré et tend plutôt à souligner les désaccords existant entre l'association et le gouvernement sur « les problèmes de l'immigration ».

Après le concert de 1990, les articles que *Libération* publie sur SOS-Racisme sont encore souvent favorables mais ils sont de plus en plus rares. Entre mai 1988 et le concert de juin 1990, *Libération* fait paraître au moins un article tous les 7 jours citant SOS, alors qu'entre juillet 1990 et décembre 1992, le journal ne publie plus qu'un article tous les 19 jours[309]. *Libération* est pourtant l'un des seuls journaux à s'intéresser à certains « événements » organisés par l'association comme par exemple l'université d'été de Dourdan en juillet 1990[310]. Mais *Libération* fait également un article lors du procès d'un animateur de SOS-Racisme, poursuivi pour « aide au séjour irrégulier » en faveur duquel viennent témoigner Mouloud Ahounit, Christian Delorme et Harlem Désir, faisant apparaître SOS comme particulièrement actif dans l'aide directe aux immigrés[311]. Enfin l'interview qu'Harlem Désir donne à *Libération* lors de l'organisation des États généraux des quartiers en décembre 1990 permet au journaliste qui l'interroge de présenter SOS-Racisme comme un mouvement qui veut mener une action « sur le terrain » : « organisés par l'organisation antiraciste, se déroulent ce week-end à Paris, les premiers « Etats généraux des quartiers ». L'occasion pour Harlem Désir de préciser les nouveaux objectifs de SOS, qui entend désormais jouer un rôle « d'acteur de la recomposition des relations humaines dans la vie quotidienne ». [...] L'association antiraciste ne veut plus se limiter à tirer les sonnettes d'alarme et six ans après sa création en 1984, elle entend s'attaquer au terrain social »[312]. Le journaliste accepte ainsi de reprendre les grandes lignes du travail symbolique des porte-parole de l'association pour la présenter comme une organisation « de terrain » engagée dans l'action sociale en banlieue.

" On était des milliers, autant que ce qu'on m'avait raconté. Je suis venu parce que la fête de SOS, il faut la voir au moins une fois. C'est un monument " » ; *Ibid*.

309. Cette évaluation est faite à partir des seuls articles réunis dans le corpus.

310. François Reynaert, qui n'a jamais donné à ses articles un angle journalistique défavorable à SOS, donne une image studieuse du rassemblement et écrit que « Les thèmes de réflexion choisis indiquent aussi une volonté de sérieux et de travail « de terrain ». Toute la journée de vendredi était ainsi centrée sur « la ville, espace de citoyenneté », et lieu où l'intégration et l'antiracisme se construisent au quotidien », François Reynaert, SOS-Racisme remobilise sa base, *Libération*, 23 juillet 1990. Le journaliste estime cependant que SOS est alors beaucoup critiqué : « SOS-Racisme, après avoir été pendant ses premières années, l'enfant chéri des médias, en a subi, en 1990, toutes les critiques. On sait l'association fâchée avec quelques intellectuels. On la dit en froid avec le pouvoir. Et elle paye aujourd'hui le prix logique d'avoir été un phénomène de mode : elle se démode ».

311. Pascale Nivelle, Un animateur de SOS-Racisme poursuivi pour « aide au séjour irrégulier », *Libération*, 1 novembre 1990. La journaliste cite Harlem Désir qui déclare : « Cette inculpation nous inquiète car la quasi-totalité des adhérents de SOS s'occupent d'étrangers en situation irrégulière », ce qui pourrait apparaître trop beau pour être vrai.

312. Brigitte Vital-Durand, SOS-Racisme veut passer « aux actes », *Libération*, 1 décembre 1990.

H) La guerre du Golfe et l'accentuation de la baisse de l'attention de *Libération* envers SOS-Racisme

Durant la crise du Golfe la rédaction de *Libération* se trouve partagée entre ceux qui s'opposent à la guerre et à l'engagement de l'armée française (Jean-Louis Péninou, Marc Kravetz, Dominique Pouchin) et ceux qui y sont plutôt favorables (Serge July, Jean-Michel Helvig, Edouard Mir, chef du service société)[313]. Les articles décrivant des manifestations contre la guerre auxquelles participait SOS pouvaient donc difficilement adopter un tour critique sans donner lieu à des débats au sein même de la rédaction[314]. L'article de Catherine Erhel qui rend compte de la rupture de Pierre Bergé et de Guy Konopniki avec l'association et des divergences entre SOS et France-Plus ne semble pas hostile et donne une large place à la prise de position d'Eric Ghébali qui, s'il ne partage pas l'orientation de la direction de SOS, considère qu'il est nécessaire de continuer à soutenir une organisation qui représente, selon lui, « un espace de dialogue judéo-arabe » en France[315]. En outre *Libération*, comme il l'avait fait durant l'affaire du foulard, donne l'occasion à Harlem Désir d'exposer son point de vue sur la participation de la France à la guerre dans une longue interview conjointe avec François Hollande. Le porte-parole de l'association, en établissant un dialogue courtois avec un député du Parti socialiste sur un sujet qui vaut alors à SOS de nombreuses critiques, permet à celui-ci d'échapper à un trop grand isolement politique[316]. Cependant, c'est après la guerre du Golfe que Pierre-André Taguieff commence à mettre en cause publiquement l'antiracisme et en particulier SOS-Racisme. Les arguments critiques qu'il propose aux divers adversaires de SOS ne seront pourtant que rarement repris dans *Libération*[317], même si la journaliste spécialiste du secteur de l'immigration y parait sensible :

---

313. Voir Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 385-388.

314. Il est cependant probable qu'une partie de la rédaction ait pu tenir rigueur à SOS et Harlem Désir de leur activisme contre la guerre pour ne le manifester qu'ultérieurement. Laurent Joffrin souligne que les prises de position de SOS contre l'engagement français dans le Golfe ont non seulement éloigné d'anciens soutiens mais lui ont également suscité beaucoup d'adversaires : « *Laurent Joffrin* – Alors ils ont pris position violemment contre la Guerre du Golfe, alors que le consensus, alors que la majorité des français était pour. Je pense que c'est plutôt à leur honneur d'avoir défendu leurs idées, mais ils en ont payé le prix politique. En plus ils se sont brouillés avec une partie de leurs soutiens, Berger, BHL etc., qui étaient très anti-Saddam. » ; entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

315. Catherine Erhel, Schisme entre France-Plus et SOS-Racisme, *Libération*, 19 janvier 1991.

316. Pour ou contre la guerre, François Hollande et Harlem Désir confrontent leurs vues, propos recueillis par Gilles Bresson et Jean-Michel Helvig, *Libération*, 24 janvier 1991. Voir aussi la tribune publiée par Eric Ghébali et Salem Kacet, membres de la commission de la nationalité ; Eric Ghébali et Salem Kacet, La guerre des communautés n'aura pas lieu, *Libération*, 31 janvier 1991.

317. Voir cependant deux très courts articles de François Reynaert, « Face au racisme », la méthode, *Libération*, 21 mars 1991, et Grosse tête antiraciste du troisième type, *Libération*, 14 mai 1991. On peut remarquer l'absence presque totale dans le corpus d'articles de *Libération* de textes mettant en cause le soutien de SOS au « droit à la

« *Marie-Laure Colson* – Taguieff, c'est ça qui les a... Ça leur a porté un sacré coup. Les arguments de Taguieff contre l'antiracisme étaient bons ; enfin le débat était fondé, en tout cas, ça j'en suis sûre, mais ça a eu un effet assez terrible. Ça a discrédité la lutte antiraciste de façon globale. Ça a obligé aussi SOS à repenser ses thèmes de mobilisation, la manière dont ils traitaient leurs affiches, leurs images, de l'antiracisme ou de l'immigré. Oui, il y a eu une vraie crise identitaire, pour tout le monde. Ça a été bénéfique dans le sens où tout le monde s'est posé de vraies questions. Pour les militants ça a été dramatique aussi, comme si tout ce qu'ils avaient fait jusqu'ici était criminel (rire). Alors qu'il y a un tas de gens qui faisaient essentiellement du soutien sur le terrain et qui étaient sincères dans leur démarche. Les arguments de Taguieff étaient intelligents, c'est vrai, et puis, après cinq ans d'antiracisme, quelqu'un remet tout en cause avec des arguments intelligents : *why not*, c'est une espèce d'attitude un peu intello-snobinarde. Mais c'est un débat, et nous on rend compte des débats. Il y a eu les articles de journalistes mais il y a eu tout l'aspect débat d'idées qui apparaissait ailleurs que dans les pages actualité »[318].

Ainsi, lors de la publication d'un rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme en mars 1992, alors que Philippe Bernard du *Monde* et Pierre-Yves Le Priol de *la Croix* soulignent que la Commission a fait une large place à la critique de l'antiracisme effectuée par Pierre-André Taguieff dont ils apparaissent approuver les grandes lignes, Marie-Laure Colson n'accorde que très peu d'attention à la partie du rapport qui remet en cause l'action des associations antiracistes, c'est-à-dire essentiellement de SOS[319]. Cependant, la guerre du Golfe

---

différence » que beaucoup d'autres journalistes lui ont reproché – voir en particulier Eric Conan, Vous avez dit école laïque, *l'Express*, 27 octobre 1989 et Antiracisme, le retour de l'Etat, L'Express, 4 avril 1991, l'interview de Pierre-André Taguieff par Robert Solé et Jean-Marie Colombani, 14 avril 1991, Patrick Jarreau, Deux cultures, *le Monde*, 10 novembre 1989, Olivier Biffaud, Le spleen des potes, *le Monde*, 11 juin 1990, Thierry Portes, De l'antiracisme au combat pour l'intégration, *le Figaro*, 12 septembre 1990, Judith Waintraub, Front républicain, du plomb dans l'aile gauche, *le Quotidien de Paris*, 27 janvier 1992 –. Dominique Pouchin semble juger qu'on ne peut donc pas faire ce procès à SOS car il estime que si les fondateurs de l'association ont défendu un tel « droit à la différence » à leurs débuts, c'est le changement d'attitude de SOS-Racisme sur cette question qui a entraîné une évolution des thèmes du débat public sur l'immigration aboutissant à la généralisation de la notion d'intégration : « *Dominique Pouchin* – Je crois qu'ils ne peuvent pas se défendre d'avoir été le vecteur du pluriculturel. Ils ne peuvent pas dire le contraire, mais c'était la thématique générale de l'époque, y compris ici à *Libé*, c'était le droit à la différence. L'idéologie du droit à la différence était très très prégnante. Bon, ils parlaient aussi du « mélange », mais c'était toujours le problème, c'était l'équilibre entre le droit à la différence et le melting pot culturel. C'était le droit à la différence qui fondait le melting pot, le melting pot était fait de l'addition et du mélange des différences, on était là réellement dans l'ambiguïté et le mot d'intégration n'est venu que plus tard : l'idée laïque et républicaine, le Harlem Désir mendésiste n'arrive qu'au moment de l'Heure de vérité. [...] Mais je pense que SOS, en évoluant comme ils ont évolué sur la question de l'immigration, ils ont été, *in fine*, le vecteur essentiel qui a amené du pluriculturel à l'intégration. C'est parce que eux ont fait ce chemin-là que là, que le chemin a pu être fait, ils en ont été le vecteur essentiel, ça j'en suis convaincu... Ils ont changé et ils ont fait changer beaucoup de gens avec eux et je pense que l'émission d'Harlem Désir à la télé est un moment fort de déclic dans cette affaire » ; entretien avec Dominique Pouchin, le 9 décembre 1994.

318. Entretien avec Marie-Laure Colson, le 18 mai 1994. On peut remarquer que Marie-Laure Colson fait spontanément du « soutien sur le terrain » le fondement du militantisme « sincère dans [sa] démarche », c'est-à-dire qu'elle a en partie admis le cadre d'interprétation de l'activité de SOS diffusé par ses adversaires.

319. Voir Marie-Laure Colson, Racisme : le lent grignotage de l'opinion publique, *Libération*, 31 mars 1992, Philippe Bernard, L'antiracisme est inadapté face à une « xénophobie de masse », *le Monde*, 31 mars 1992, Pierre-Yves Le Priol, L'antiracisme doit faire son autocritique, 1 avril 1992. Voir également l'article de Gilles Smadja dans *l'Humanité* qui ne cite pas Pierre-André Taguieff : Gilles Smadja, 360 pages alarmantes, *l'Humanité*, 31 mars 1992. Philippe Bernard écrit : « Le racisme traditionnel s'est mué depuis quelques années en une théorie fondée sur la culture et la nationalité, comme l'explique le philosophe Pierre-André Taguieff dans les pages les plus brillantes du rapport. Le « droit à la différence », slogan préféré des antiracistes dans les années 70 et 80, a été

et les critiques de Pierre-André Taguieff, qui se traduisent par une augmentation des attaques dirigées contre SOS dans les médias, marquent une nouvelle baisse du nombre d'articles consacrés par *Libération* à SOS-Racisme, comme si le journal, pour ne pas s'isoler, ne pouvait que réduire son soutien à une organisation sévèrement mise en cause par le reste de la presse.

Pourtant, le concert de 1991, contrairement à celui de l'année précédente, donne lieu à un article le jour de la fête. Outre une longue interview conjointe d'Harlem Désir et de Johnny Halliday qui est la principale vedette à se produire[320], *Libération* publie un article de Marie-Laure Colson qui constate l'affaiblissement de l'association consécutif à la guerre du Golfe[321] mais estime qu'elle « amorce un tournant » et réoriente ses efforts vers « l'action concrète » : « Il faut d'abord pérenniser SOS, dont l'image, selon son n° 2, Malek Boutih souffre d'une étrange schizophrénie : « il y a deux SOS, celle d'Harlem, populaire, et l'association elle-même qu'on prend souvent bille en tête. » D'où l'apparition de « filiales de SOS », plus proches du terrain ». Contrairement à d'autres journalistes au cours de cette période, dont en particulier ceux du *Monde*, Marie-Laure Colson ne rappelle pas dans son article les proximités politiques de SOS, ni l'hostilité à son égard que manifestent beaucoup d'organisations beurs. Après le concert, *Libération* consacre un long article au compte rendu de la fête et les commentaires du journaliste sont nettement positifs : « sept ans après le mythique concert de la Concorde, la magie, pourtant, a de nouveau fonctionné. Ex-fans des sixties et home-boys de la nation rap, lycéens en baskets et leurs mamans en impers, jeunes des cités et militants de la Jeunesse communiste, déboutés du droit d'asile, sérieux et immobiles derrière leurs banderoles, blancs, blacks et beurs, ils étaient plusieurs dizaines de milliers (150 à 200 000 selon les organisateurs). Parisiens mais surtout banlieusards et provinciaux »[322]. Quelques jours plus tard, Marie-Laure Colson publie un article assez long sur l'université d'été de SOS-Racisme à Châtenay-Malabry

---

totalement retourné par l'extrême droite, et mis au service de la thèse de « l'inassimilabilité » de l'étranger. [...] Ce « néo-racisme » laisse désarmé « l'antiracisme progressiste de lamentation, d'indignation et de déploration stupéfiée » que brocarde sans nuances M. Taguieff. SOS-Racisme a pris conscience des limites de ses grands rassemblements musico-médiatiques ». On peut faire l'hypothèse que les propos de Pierre-André Taguieff sont repris dans la presse en fonction de l'intérêt du journaliste à mettre en cause SOS-Racisme.

320. Johnny Halliday et Harlem Désir, propos recueillis par Yves Bigot, *Libération*, 8 juin 1991.

321. Marie-Laure Colson écrit : « Le racisme n'est pas mort mais la lutte antiraciste a pris un coup de vieux. SOS-Racisme qui a symbolisé ce combat dans les années 80, amorce un tournant. Non sans à-coups. La guerre du Golfe lui a coûté certains de ses parrains – et des sous. Pierre Bergé, directeur de l'Opéra de la Bastille et cofondateur de l'association a signé l'appel à la fête aujourd'hui mais ne finance plus l'association.. Et, dernièrement la rumeur selon laquelle Harlem quitterait la tête de l'organisation allait bon train » ; Marie-Laure Colson, SOS : la fête, et après ?, *Libération*, 8 juin 1991.

322. Pierre Grundmann, SOS-Racisme : la fête à pleins potes, *Libération*, 10 juin 1991. Cependant le journaliste insiste longuement sur les bagarres qui ont suivi le concert à partir de trois heures du matin et souligne la faible adhésion au discours tenu par l'association : « Harlem Désir lit son discours. Hommage prémonitoire, « à nos potes qui cette années encore sont morts pour rien » [...]. S'il prend acte de la création des ministères de la ville et de l'intégration, le président de SOS-Racisme invite l'Etat à prendre ses responsabilités : « Aujourd'hui, plus que des paroles, il faut des actes ». Le public n'est pas franchement convaincu. Et encore moins quand Harlem Désir lit le message traditionnel de François Mitterrand. [...] Sifflements dans le public »

dont le principal invité est Jean-Louis Bianco, alors ministre des affaires sociales et de l'intégration. La présentation que la journaliste fait des débats met en évidence le caractère très « direct » et revendicatif des questions que les militants de SOS et les « jeunes des cités » posent à Jean-Louis Bianco. En décrivant le travail de SOS pour mettre en contact les institutions publiques avec les « jeunes des cités » et pour permettre à ceux-ci d'exprimer des revendications, Marie-Laure Colson, comme elle l'avait fait lors du concert, présente l'action de SOS sous un jour très positif : celui du travail « concret », « de terrain »[323].

Mais le caractère favorable de l'angle journalistique que Marie-Laure Colson emploie pour traiter de SOS n'a sans doute pas pour seule origine la bonne opinion que la journaliste peut avoir de l'association. L'article qu'elle publie lors de l'université d'été de SOS est sans doute aussi un moyen d'évoquer la « question des banlieues » et les politiques qui sont censées la résoudre. Mis en position de devoir écrire sur les problèmes de la société, les journalistes sont conduits à définir leur identité et leur utilité professionnelle en fonction des questions qu'ils doivent traiter, adoptant ainsi une attitude engagée à l'égard des sujets dont ils rendent compte[324]. Dans l'extrait d'entretien ci-dessous, Marie-Laure Colson montre comment les journalistes sont amenés à s'appuyer sur les actions publiques des organisations antiracistes, sur « l'actu » que celles-ci sont en mesure d'engendrer, pour pouvoir faire paraître des articles sur les sujets qu'ils souhaitent voir traiter par leur journal, c'est-à-dire pour avoir un motif légitime de publier des textes et pour pouvoir les imposer en conférence de rédaction. Il n'est dès lors pas étonnant que la baisse de la popularité et des moyens financiers de SOS-Racisme, c'est-à-dire de son niveau d'activité et de sa capacité à susciter de « l'actu » ait rapidement conduit à une raréfaction des articles qui lui étaient consacrés.

> « Q – Lors des “ 6 heures contre les lois Pasqua ” [présentation publique en 1994 dans une salle de concert de cas particuliers d'immigrés en situation irrégulière du fait des lois Pasqua], ils ont eu un fort écho dans la presse, le journal de France 2 a fait un reportage...
> *Marie-Laure Colson* – Oui, parce qu'ils [SOS] sont en plein sur l'actualité. Nous, on a des cas comme ça qui arrivent tous les jours. Il n'y a pas d'autres “ actu ” que des gens qui sont dans une situation impossible du fait des lois Pasqua. Donc nous à *Libération*, avec Dominique [Simonnot, autre journaliste susceptible d'écrire sur le sujet], notre problème a toujours été de savoir comment on va traiter ça : on le traite par thème, par bloc. Si SOS qui représente quelque chose, ne serait-ce que dans le titre, dans l'intitulé, organise une manifestation sur ces lois et sur les conséquences de ces lois, ils sont en plein dans “ l'actu ”, et nous, normal, on s'y raccroche, on en profite, pour faire passer les cas qu'on a en stock, trop contents, trop contents d'avoir une “ actu ”. On utilise leurs initiatives pour faire passer des choses, pas toujours, mais ça sert. Donc c'est vrai qu'il y a une espèce de relais presse-association, enfin pas toute la presse, ceux qui veulent bien. [...] C'est vrai qu'aujourd'hui, nous, on se sert d'eux, d'une

323. Marie-Laure Colson, Intégration : questions chaudes à Jean-Louis Bianco, *Libération*, 22 juillet 1991.
324. Sur les discours de justification des rôles professionnels propres aux journalistes, voir Jacques Le Bohec, le recours à la notion de démocratie dans les luttes symboliques autour du rôle de la presse, *communication au congrès de l'A.F.S.P.*, Aix-en-Provence, mai 1996.

certaine façon, *on se sert du peu de choses qu'organisent les associations, SOS comme les autres, pour essayer de ramener un projecteur d'actualité sur un sujet dont on sent qu'il est en train de sombrer dans l'indifférence*, [...] qu'on trouve fondamentaux, mais qui ne sont plus d'actualité. À la limite on leur demanderait : " s'il vous plaît, manifestez " (rire), parce qu'il n'y a plus de discours politiques sur le sujet, il n'y a plus rien. [...] Tou ceux qui font quelque chose, dès qu'on peut, on essaye d'en parler : le MRAP fait un petit livre ou même le ministère de la justice fait un petit livre sur le bilan des lois antiracistes, et bien on le fait passer. C'est une espèce d'attitude, un peu bêbête militante mais qui n'est pas seulement pour SOS »[325].

L'année 1992 marque une nouvelle diminution du nombre d'articles que *Libération* publie sur SOS-Racisme qui n'obtient pratiquement plus aucune couverture de presse en dehors de ses deux principales actions de l'année, la manifestation antiraciste du 25 janvier et le dernier concert en juillet. Si dans l'article qui précède la manifestation du 25 janvier, Marie-Laure Colson souligne qu'il s'agit d'un « rassemblement à l'initiative de SOS-Racisme », elle montre surtout l'opposition entre le collectif d'associations antiracistes et le gouvernement de Pierre Bérégovoy et les dirigeants du Parti socialiste : « Relégués en queue de cortège, les socialistes sont là, malgré la volée de bois vert que ne cessent de leur envoyer les associations qui défilent en tête »[326], car « Bien entendu, le PS n'est pas là pour dénoncer les zones de transit, ni d'ailleurs pour soutenir le droit de vote aux élections locales des étrangers, réclamé par le collectif, mais pour faire de la journée du 25 janvier une journée d'action contre l'extrême droite, contre Le Pen »[327]. Le même jour, un article de Jean-Michel Thénard souligne une nouvelle fois les contradictions que les journalistes de *Libération* perçoivent entre la stratégie des responsables socialistes et celle des associations antiracistes et en particulier de SOS-Racisme[328] : « Le pari

325. Entretien avec Marie-Laure Colson, 18 mai 1994, (italiques ajoutées).

326. Associations dont Marie-Laure Colson tend par ailleurs à mettre en doute la « représentativité » : « Depuis que les banlieues s'embrasent, sans d'autre mot d'ordre que celui du désespoir, les associations sont en outre sur la sellette, questionnées sur leur réelle représentativité. [...] De quelle assise dispose aujourd'hui le mouvement d'Arezki Dahmani qui lui aurait permis de faire nombre dans le cortège ? La même question pourrait en fait être posée à presque toutes les associations présentes aujourd'hui. Réussiront-elles à mobiliser jusque dans les cités pour lesquelles elles disent se battre ? » ; Marie-Laure Colson, L'antiracisme défile sur tous les tons à Paris, *Libération*, 25 janvier 1992.

327. *Ibid*. Le texte d'une colonne non signée exprimant le point de vue « du journal » insiste également sur les divergences entre le texte de l'appel signé par l'ensemble des associations antiracistes et les mots d'ordre défendus par les dirigeants du Parti socialiste : « le spectre du Front national ne suffira pas à ressouder, cet après-midi à 15 heures, la famille antiraciste entre la place de la Bastille et celle de la Nation. Les 70 organisations qui, avec SOS-Racisme, ou le MRAP sont à l'origine de l'appel, manifesteront contre la « démagogie » qui fait employer aux hommes politiques des mots comme « odeurs, charters, invasion, seuil de tolérance ». Et contre les dernières mesures prises pour contrôler l'immigration, telles les zones de transit. Une dénonciation de la politique gouvernementale qui a longtemps fait hésiter le Parti socialiste. S'il s'est finalement décidé à rejoindre le cortège, c'est sur ses propres mots d'ordre, uniquement dirigés contre l'extrême droite. Une discorde qui n'est pas nouvelle, tant les liens autrefois étroits entre les socialistes et SOS-Racisme se sont depuis distendus depuis les prises de position de l'organisation d'Harlem Désir durant la guerre du Golfe » ; *Libération*, 25 janvier 1992.

328. Contrairement aux journalistes du *Monde* qui soulignent alors surtout sur les liens existants entre SOS et le Parti socialiste, les journalistes de *Libération* insistent principalement sur les stratégies de démarquage mises en œuvre par les dirigeants de l'association. Voir par exemple Sophie Benard, Manif anti-FN : la querelle des absents et des présents, *Libération*, 18 mars 1992 : « SOS-Racisme tente depuis plusieurs mois de bien marquer son

des socialistes est clair. Pour tenter de faire oublier « affaires », perquisitions et chômage au « peuple de gauche », ils veulent jouer sur la peur que ne manque pas de susciter l'extrême droite. Le pari sera-t-il payant ? Il irrite, en tout cas, SOS et les organisations signataires de l'appel n'entendent pas laisser le PS « se refaire une virginité » en « dénaturant » le sens de la manifestation »[329].

Le traitement du huitième et dernier concert organisé par l'association (l'année suivante elle ne disposera plus des subventions suffisantes) apparaît symptomatique de la nouvelle approche que les dirigeants du journal cherchent à adopter vis-à-vis de SOS. Si la journaliste responsable de la rubrique immigration apparaît toujours favorable à la cause défendue, la direction du journal semble beaucoup plus réservée. Avant le concert, *Libération* ne publie qu'une petite interview du porte-parole de SOS, plus consacrée à son remplacement à la présidence de l'association qu'à la fête elle-même[330]. Après le concert, Marie-Laure Colson écrit un petit article sur l'ambiance d'une fête qui est devenue un « marronnier » dont même *Libération* ne parvient plus à parler[331]. Le départ d'Harlem Désir de la présidence de SOS, annoncé lors de l'université d'été de 1992 est cependant l'occasion de la publication de deux articles. Marie-Laure Colson fait un papier qui correspond d'assez près à l'angle journalistique souhaité par les animateurs de SOS puisqu'elle reprend dans ses grandes lignes le discours des porte-parole de SOS justifiant le renouvellement du Bureau national – « une équipe plus jeune et plus proche du terrain » – : « elle, c'est Delphine Batho, présidente de la FIDL [...]. Lui, c'est Fodé Sylla, qui depuis décembre 1990, trimballe obstinément sa grande carcasse dans toute la France pour créer un réseau de jeunes décidés à faire bouger leurs cités : OBU, pour l'organisation des banlieues unies. À eux deux, ils représentent l'essentiel de la mouvance « jeune » de SOS-Racisme. Mais le choix de Fodé pour remplacer Harlem traduit bien l'importance que l'association tient à donner, à l'avenir, à ceux des banlieues. [...] Au charismatique Harlem, qui figura l'antiracisme français huit années durant, succède une génération issue des luttes lycéennes et marquée par

---

indépendance vis-à-vis du PS ». voir aussi l'interview d'Harlem Désir par Jean-Yves Lhomeau, Harlem Désir : pourquoi je n'y vais pas, *Libération*, 18 mars 1992.

329. Jean-Michel Thénard, L'antiracisme défile sur tous les tons à Paris, *Libération*, 25 janvier 1992. Jean-Michel Thénard juge d'ailleurs que cette utilisation stratégique du Front national est en tout point semblable à celle que les dirigeants socialistes accusaient naguère SOS de mener : « ironie de l'histoire, alors que beaucoup de socialistes reprochaient depuis quelques années à SOS de n'avoir qu'un discours antiraciste et antilepéniste faisant, au final, le jeu de Le Pen, l'organisation d'Harlem Désir se retrouve désormais à critiquer un PS qui, pour des raisons électorales, a choisi de privilégier la seule dénonciation de l'extrême droite ». L'auteur indique également que les relations ne se sont pas améliorées entre Julien Dray et les responsables du courant rocardien : « prompts à voir la main de SOS et de Julien Dray, l'un de ses pères fondateurs, derrière les conflits d'infirmières ou de lycéens qu'a eu à gérer le premier ministre Rocard, ses amis n'ont pas encore pardonné à l'organisation antiraciste ».

330. Harlem Désir interviewé par Sophie Benard, Harlem Désir : la fin d'une époque, *Libération*, 14 juillet, 1992.

331. Marie-Laure Colson, Des milliers de vieux potes pour la dernière de Harlem, *Libération*, 15 juillet 1992, sous-titre : « À Paris, sous la statue de la République enfumée, on est venu pour le rap, le raï et le ragga-muffin, autant que pour le « black, blanc, beur » du huitième concert de SOS-Racisme ».

l'exclusion urbaine »[332]. Marie-Laure Colson ajoute que ce changement d'équipe dirigeante correspond aussi à une nouvelle prise de distance avec le Parti socialiste, concourant ainsi une nouvelle fois au travail symbolique de démarquage de SOS : « Il n'empêche que les petits nouveaux n'ont pas la même histoire politique que leurs grands frères. La génération qui prend le pouvoir à SOS a coupé le cordon ombilical avec les socialistes, sans états d'âme »[333]. Mais un autre article est publié le même jour, qui dresse un bilan historique de l'action de SOS sur une tonalité beaucoup moins positive que celui de Marie-Laure Colson. On peut faire l'hypothèse que certains membres de la direction de la rédaction de *Libération* n'ont pas voulu laisser à Marie-Laure Colson, que l'on sait favorable à SOS, le soin de déterminer seule la position du journal. L'article de Dominique Conil, rédactrice au service société, qui n'avait encore jamais écrit sur SOS ressemble à une compilation de la revue de presse considérée sous un angle négatif mais où, bien entendu, le rôle joué par *Libération* et le reste de la presse dans l'essor de l'association est passé sous silence. Après avoir rappelé que Julien Dray et les fondateurs de SOS étaient des « transfuges de la Ligue communiste révolutionnaire », la journaliste estime que dès ses débuts l'association manque d'indépendance bien qu'elle « s'annonce résolument hors politique » : « à SOS, quelques-uns râlent un peu contre le parrain « envahissant » qu'est Jack Lang. Mais le ministère de la culture finance la fête du 15 juin. Et en 1986, Stoléru commente : « ce fut une erreur majeure de demander de l'argent au gouvernement. » Mais comment garder ses distances avec le PS, quand l'échéance des législatives de 1986 invite au front commun ? »[334]. Pour la journaliste cette affiliation politique devient encore manifeste lors des élections présidentielle de 1988 : « Avant même que ne commence la campagne présidentielle, SOS prend position pour Mitterrand. On est loin de « l'apolitisme » des débuts. Quand les sympathisants se rassemblent à 20 000 sur la pelouse de Reuilly, un message du président les y attend. Harlem dit qu'on est à l'heure des choix ». Outre cette nouvelle mise en cause de l'engagement politique de SOS, la journaliste reprend à son compte les critiques que certains militants « beurs » adressent à SOS depuis plusieurs années :

---

332. Marie-Laure Colson, Les petits frères d'Harlem prennent la relève, *Libération*, 5 septembre 1992. Marie-Laure Colson est particulièrement sensible aux tentatives « d'enracinement en banlieue » de SOS et à ceux qui, au sein de l'association en sont porteurs, Fodé Sylla et Nasser Ramdane :« *Marie-Laure Colson – À* cette époque, SOS changeait déjà de nature et on parlait beaucoup des banlieues. Le combat antiraciste se déplaçait, parce qu'il fallait bien que SOS survive aussi. *À* ce moment-là sont apparus des gens nouveaux dont certains venaient d'OBU. Il y a eu l'apparition d'OBU, donc de Fodé et, moi, j'ai insisté pour qu'on s'y intéresse. [...] Moi il me semblait que c'était une forme d'association et de militantisme d'une autre nature, au moment où ça a émergé » ; voir aussi l'interview de Fodé Sylla (alors président de l'OBU) par Marie-Laure Colson, Pour Fodé Sylla, il faut accrocher les leaders des cités, *Libération*, 24 juillet 1992 et l'article de Nicole Pénicaut, Banlieue : plein d'Obus contre les parrains, *Libération*, 3 juillet 1992.

333. Marie-Laure Colson, *ibid.*

334. Cette affirmation est étrange dans la mesure où SOS n'a pas pris position lors des élections législatives de 1986.

« Dès le début des réserves se font jour contre « l'antiracisme vague ». Les Beurs ont déserté SOS, et Christian Delorme prend ses distances avec le « rouleau compresseur » qui passe sur les organisations beurs. Tandis que SOS occupe la Concorde, elles se réunissent à Bondy. « SOS a cassé les reins du mouvement. On nous a fait pire qu'avant. Ces gens qui portaient la main, on aurait dit que ça lavait. On voulait être partie prenante, on se retrouvait exotique », dit aujourd'hui un ancien de Convergence ». Dominique Conil constate qu'à partir de « l'affaire des foulards » SOS prend ses distances avec le Parti socialiste mais est plus que jamais accusé d'en être proche : « De plus en plus souvent, Harlem Désir tire à boulets rouges sur la politique de « non-intégration » du gouvernement. [...] C'est pourtant la même année qu'est publié le livre de Serge Malik, l'ex qui accuse SOS de n'avoir été qu'une courroie de transmission du PS, pilotée par Bianco et Attali ». D'ailleurs la journaliste ne semble pas porter au crédit de l'association son opposition à la politique de l'Elysée et du gouvernement lors de la guerre du Golfe. Voici comment elle décrit la participation d'Harlem Désir à une manifestation contre la guerre : « La cohorte des militants est bien maigre, entre anars et communistes, qui marchent vers la place de la Nation. Harlem Désir est bien seul, au soir tombant, entre casseurs et lacrymos. Impassible, il regarde la scène. Et pour la première fois, il n'apparaît plus seulement comme le plus virtuose des porte-parole. Les relais médiatiques, les réseaux financiers et mondains viennent d'être mis à bas. Comme le disait un ministre socialiste un an plus tôt, “ c'est une vipère qu'on a réchauffée dans notre sein ” »[335]. En 1992, *Libération* paraît ainsi s'être aligné sur le jugement majoritairement hostile que l'ensemble de la presse porte sur SOS et dresser un bilan très négatif de l'action de l'association. Les dirigeants du journal ne semblent n'avoir plus aucune raison de ne pas dire du mal de leur ancien partenaire.

335. Dominique Conil, La main des potes huit ans après, *Libération*, 5 septembre 1992.

Tableau 9 : Nom et fonction des journalistes de *Libération* ayant écrit au moins trois articles sur SOS-Racisme. Date de parution de leur premier et de leur dernier article.

Journaliste	service et poste rédactionnel	nombre d'articles	date du premier article	date du dernier article
Favereau Eric	société – rédacteur immigration	31	25/03/1985	12/08/1986
Quatremer Jean	société – rédacteur immigration	24	14/03/1987	02/05/1990
Frilet Alain	société – rédacteur	15	28/03/1986	13/03/1990
Millet Gilles	société – rédacteur faits divers	14	05/12/1985	11/06/1990
Reynaert François	société – rédacteur	13	05/12/1985	14/05/1991
Colson Marie-Laure	société – rédacteur immigration	9	22/07/1990	15/09/1992
Gauthier Nicole	politique – rédactrice	9	17/12/1986	21/10/1989
Léauthier Alain	société – rédacteur	8	27/11/1987	11/06/1990
Joffrin Laurent	société – chef de service	7	15/06/1985	13/03/1988
Aubenas Florence	société – rédactrice	7	29/04/1988	11/06/1990
Brocard Véronique	société – rédactrice justice	7	13/06/1985	17/01/1991
Beau Nicolas	société – rédacteur immigration	7	16/06/1985	25/11/1985
Boullu René-Pierre	société – responsable immigration	6	13/06/1985	25/11/1985
Laval Gilbert	politique – rédacteur	5	19/11/1987	02/07/1991

journaliste	service et poste rédactionnel	nombre d'articles	date du premier article	date du dernier article
Nivelle Pascale	correspondante à Bordeaux	5	21/10/1985	01/11/1990
Groussard Daniel	correspondant à Marseille	5	08/04/1985	15/06/1985
Roland-Lévy Fabien	politique – adjoint puis chef de service	5	04/04/1985	28/04/1990
Fromentin Bernard	correspondant à Lyon	4	21/08/1987	16/03/1990
Thénard Jean-Marie	politique – rédacteur	4	29/03/1985	27/02/1985
Chalandon Sorj	société – rédacteur	4	14/06/1986	13/10/1988
Bresson Gilles	n.c.	3	31/12/1987	24/01/1991
Berger Françoise	politique – rédactrice	3	23/05/1986	12/06/1989
Vincedon Sybille	société – rédactrice	3	07/12/1985	20/11/1989
Erhel Catherine	société – rédactrice justice	3	04/04/1985	19/01/1991
Mangetout Pierre (François Devinat)	n.c.	3	22/05/1985	14/03/1988
Rosenzweig Luc	société – rédacteur	3	01/05/1985	15/06/1985

Conclusion

L'analyse de la façon dont les journalistes de *Libération* ont rendu compte et commenté l'action de SOS-Racisme a permi de mettre en évidence un ensemble de phénomènes propres au processus d'émergence de l'association. En 1985, le succès de SOS-Racisme n'aurait pu atteindre une telle ampleur sans le soutien actif de certains des principaux organes de presse – *le Matin de Paris* et *Libération* – qui ont mobilisé leur propre lectorat mais qui ont également conduit les journaux télévisés à consacrer plusieurs reportages laudatifs à une organisation dont

les seules actions militantes n'auraient alors probablement pas suffi à lui assurer un tel intérêt. Nous nous sommes attachés à montrer qu'une couverture abondante de SOS par les rédactions de gauche requérait un accord politique de leurs principaux dirigeants avec les objectifs affichés de l'association antiraciste – s'opposer à la montée du Front national – mais était également rendue possible par un ensemble plus large de caractéristiques de la mise en forme de l'association antiraciste. Alors que *Libération, le Monde* et, dans une moindre mesure *le Matin de Paris*, sont engagés dans une stratégie de démarquage vis-à-vis de leur image publique de journaux engagés « à gauche », la mise en forme « apolitique » de l'antiracisme permet à ces rédactions de mener une action politique contre le Front national et les partis qui sont alors tentés de nouer une alliance électorale avec celui-ci tout en minimisant les risques que cette campagne partisane pourrait faire courir à leur nouvelle image de rigueur journalistique et de « professionnalisme ». Dans le cas de *Libération*, le public auquel le badge était destiné rendait particulièrement forte l'affinité entre la nouvelle association antiraciste destinée aux jeunes scolarisés et le nouveau quotidien des cadres jeunes, urbains et intellectuels. Le soutien à SOS-Racisme et à ses concerts est alors susceptible de devenir un élément parmis d'autres du style et de l'attitude proposés par les journalistes de *Libération* : culture Rock et alternative dans les pages culturelles, libéralisme en matière de mœurs dans les pages société et, en pages politique, les nouveaux modes d'engagement politique « modernes », en opposition au « gauchisme » avec lequel l'équipe dirigeante du journal a rompu. En outre, l'homogénéité apparente du public de SOS-Racisme – des jeunes collégiens ou lycéens susceptibles d'un engagement progressiste – rend possible un investissement publicitaire dans les concerts de l'association dont *Actuel* puis *Libération* sera le sponsor de 1985 à 1988. Au contraire, la perte par l'association de certaines propriétés de mise en forme qui rendaient possible le soutien des journalistes pour ses initiatives va entraîner la raréfaction de l'intérêt des journalistes à l'égard de ses initiatives.

Pour être plus précis, il est possible de distinguer entre des caractéristiques qui étaient susceptibles d'engendrer l'intérêt des journalistes pour SOS-Racisme – la nouveauté de l'association et son public lycéen, son opposition au Front national et le fait qu'il était alors possible de penser que les manifestations d'antiracisme entraveraient la croissance de celui-ci – et des propriétés qui n'empêchaient pas les journalistes de s'intéresser à SOS – par exemple son image « apolitique », l'absence d'adversaires actifs qui permet un traitement journalistique « consensuel » de l'association, etc. – . Lorsqu'entre 1988 et 1989, les propriétés qui faisaient la particularité de SOS disparaissent ou s'inversent – l'association qui hier encore était « nouvelle » devient routinisée, l'association « à la mode » qui permettait à *Libération* d'étaler

son logo devant les jeunes devient une association aussi « ringarde » que les autre groupes militants, l'association qui apparaissait « apolitique » devient « proche du Parti socialiste », l'organisation qui était réputée pouvoir contenir la progression du Front national est alors accusée de lui avoir permis d'accroître sa notoriété, les militants qui luttaient contre le racisme sont présentés comme les défenseurs d'un improbable « droit à la différence », etc... les motivations des journalistes pour soutenir SOS-Racisme vont décroitre. Mais ce moindre intérêt pour SOS va être encore amplifié par l'inversion des propriétés qui auparavant n'empêchaient pas les journaux de s'intéresser à SOS, seul groupe militant à susciter l'intérêt de journalistes revenus du militantisme : le caractère ouvertement « politique » de SOS va rendre plus coûteux pour la crédibilité d'un journal de gauche d'apparaître soutenir son action, l'existence d'opposants actifs va rendre difficile pour les journalistes la reprise du discours de l'association sans faire mention des critiques de ceux-ci.

Chapitre troisième

La couverture de SOS-Racisme par le journal *Le Figaro* : les contraintes de la critique

En contrepoint de l'analyse de la couverture des deux quotidiens ayant consacré le plus d'article à SOS-Racisme, il nous a semblé utile de comparer leur mode de traitement journalistique de l'association avec celui d'une journal « de droite » réputé beaucoup moins favorable à une organisation antiraciste « de gauche ». *Le Figaro* représente le journal de référence de la droite et, avec *le Quotidien de Paris*, le principal journal clairement favorable aux partis politiques de la droite parlementaire. La couverture que *le Figaro* a accordée à SOS-Racisme a été bien moindre que celle que *Libération*, *Le Matin de Paris* ou *Le Monde* ont consacrée à l'association : *le Figaro* a ainsi publié 11 articles entre 1985 et 1992 sur les concerts de SOS-Racisme dont 7 après 1985 (voir tableau 2), alors que *Libération* en consacrait 63 dont 35 après 1985 et *Le Matin de Paris* 44 entre 1985 et 1987. La tonalité des articles écrits sur SOS-Racisme est également très différente de celle que l'on trouve dans les journaux « de gauche » : entre la création de SOS-Racisme et l'élection présidentielle de 1988, 63 % des articles du corpus publiés par *le Figaro* ont été codés négatifs contre 14 % qui ont été considérés positifs (voir tableau 1). Cependant, nous verrons que l'attention de la rédaction du *Figaro* à l'égard de SOS n'est pas constante et que l'orientation des articles varie considérablement en fonction des configurations politiques.

En 1975, *Le Figaro* est racheté par Robert Hersant, qui possède alors plusieurs quotidiens régionaux[1]. Le nouveau propriétaire décide de faire du quotidien, qui est déjà généralement considéré comme « de droite » mais dont la rédaction avait une tradition d'autonomie[2], un « journal de combat »[3] dont il fixera lui-même les orientations politiques[4]. Cette nouvelle ligne

1. Voir le récit – par une journaliste alors au *Figaro* – des réactions de la rédaction lors du rachat du quotidien par Robert Hersant, voir Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 67-74. Voir également Dominique Pons, *Dossier H... comme Hersant*, Paris, Alain Moreau, 1977, Nicolas Brimo, *Le dossier Hersant*, Paris, François Maspéro, 1977 et Denis Périer Daville, *Main basse sur le Figaro*, Tema-Editions, 1976.

2. Selon Raymond Aron, une partie des journalistes du *Figaro* apparaissait en 1975 engagée « à gauche » : « Pendant les premières semaines de la campagne [présidentielle de 1974], *le Figaro* publia chaque jour un article en faveur de la majorité et un autre en faveur de François Mitterrand. Une fraction de la rédaction penchait pour Mitterrand et souhaitait le glissement du journal vers le centre gauche. [...] Je parvins à convaincre Jean [d'Ormesson] que, durant la dernière semaine, *le Figaro* cesserait de se présenter comme une tribune libre et que nous prendrions position, sans réserves, pour Valéry Giscard d'Estaing » ; Raymond Aron, Mémoire, *op. cit.*, p. 786-787.

3. Voir le témoignage de Yann de l'Écotais alors chef du service économique et social du *Figaro* et futur directeur de *l'Express* : « [En 1977] Robert Hersant a réuni les 10 personnes qui dirigeaient *Le Figaro* et il nous a déclaré :

éditoriale provoque le départ de cinquante-cinq journalistes invoquant la clause de conscience mais aussi celui de son plus prestigieux éditorialiste, Raymond Aron[5]. Robert Hersant engage alors le journal dans une ligne éditoriale de soutien aux candidats de l'UDF et du RPR lors des élections législatives de 1978 et durant la campagne de l'élection présidentielle de 1981.

> « La ligne politique du *Figaro* définie par son propriétaire et renouvelée d'élection en élection, c'est la brosse à faire reluire la droite. Un humoriste maison a trouvé la formule : " un sujet, un verbe, un compliment ". *Le Figaro* n'a pas de lecteurs, mais des électeurs. Le seul problème du chef du service politique consiste à cirer les deux pieds du monstre, l'UDF, et le RPR, avec le même brio. Le nombre des papiers, leur titre, leur longueur, les photos sont calibrées au centimètre. Pour éviter les quiproquos, le parti giscardien est suivi par des militants giscardiens, le parti chiraquien par des militants chiraquiens. Lesquels pratiquent charitablement l'autocensure pour ne pas répercuter tout le mal qui se dit d'un camp sur l'autre. Hersant ayant interdit d'entrée qu'on recrute un socialiste, il a été difficile de trouver un volontaire pour suivre le PS, qui est longtemps resté sans titulaire. [...] Poussé par Giscard qui cherchait un jeune premier pour ranimer la flamme du parti républicain après sa défaite de 1981, François Léotard bénéficiait au *Figaro* d'un journaliste-militant pour lui tout seul »[6].

Jusqu'en 1981, le renforcement du soutien apporté par *le Figaro* aux partis de « droite » tend à porter atteinte à l'image publique du quotidien[7]. La publicité négative pour le journal faite au moment de son rachat et de la démission de certains journalistes, l'intervention du propriétaire

---

" J'ai décidé de me nommer directeur politique à la place de Raymond Aron. Je veux faire du *Figaro* un journal de combat " », *ibid.*, p. 94.

4. Il semble que Max Clos ait disposé entre 1975 et 1988 d'une large autonomie au sein de la rédaction, limitée seulement par l'influence que Robert Hersant exerçait sur le service politique par l'intermédiaire de Charles Rebois : « Si Max Clos règne sur *Le Figaro* en général et sur les titres et les éditos à la une en particulier, il ne met pas les pieds dans les pages du service politique. Cet Etat dans l'Etat est le domaine réservé d'Hersant qui en a confié, dès son arrivée en 1976, la gestion à un de ses hommes de confiance [Charles Rebois]. [...] Depuis qu'il a pris ses fonctions au *Figaro*, Charles Rebois va prendre ses instructions chez le patron à une fréquence soumise aux événements mais en gros hebdomadaire, et qui ne s'interrompra qu'en 1988 » ; Françoise Berger, *Journaux intimes, op. cit.*, p. 152. Sur les relations entre Max Clos et Valéry Giscard d'Estaing, voir *ibid.*, p. 148.

5. Voir le récit du rachat du *Figaro* par Robert Hersant que fait Raymond Aron dans ses Mémoires, Paris, Plon (ed. poche Presses Pocket), 1983, p. 744-766. Raymond Aron raconte qu'il a demandé audience au Premier ministre Jacques Chirac et au Président Valéry Giscard d'Estaing pour leur demander de convaincre Robert Hersant de ne pas intervenir dans la rédaction. Voici le discours que Françoise Berger attribue à Raymond Aron : « Robert Hersant m'affirme qu'il entend désormais écrire des éditoriaux. S'il n'en démord pas, je quitterai *le Figaro*. Or *le Figaro*, en dépit de son déclin, demeure, dans la bataille politique, une tribune irremplaçable. Il a déjà perdu une part de son crédit le jour où il entra dans l'empire Hersant. S'il devient l'organe du député de l'Oise, il glisse dans le néant ».

6. Françoise Berger, *Journaux intimes, op. cit.*, p. 152 et 376 ; voir aussi p. 242-243. Voir également le récit que fait Dominique Jamet de l'intervention de Robert Hersant dans la ligne politique de *l'Aurore*, voir l'interview de Dominique Jamet citée in Yves Roucaute, *Splendeur..., op. cit.*, p. 197,

7. Pour une illustration de l'engagement « à droite » du journal voir Françoise Berger, *ibid.*, p. 76 : « Un beau soir, le service politique du *Figaro* a été convoqué pour le lendemain [...]. Il y avait environ cent cinquante personnes, dont beaucoup de candidats [des partis de la majorité lors des élections législatives de 1978], principalement de la région parisienne. Hersant [...] a expliqué la situation aux invités : « Messieurs, le service politique du *Figaro* est à votre disposition. Les journalistes que vous avez devant vous sont tous vos amis. Ils sont là pour vous servir. Vous pouvez les appeler jour et nuit. » Le propriétaire n'était pas du genre à lésiner sur les renvois d'ascenseur. L'un des mobilisés a grommelé qu'il allait se mettre aux abonnés absents, mais il était impossible de se défiler. En fait, comme boulot, c'était plutôt facile. Il suffisait d'écrire que M. Untel était bien implanté, qu'il était remarquable et que ses électeurs l'adoraient » ; pour un exemple de l'intervention des responsables politiques « de droite » dans les nominations des responsables de la rédaction du *Figaro*, voir Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 377.

dans le fonctionnement du service politique et l'engagement du quotidien au service de la majorité tendent, selon les professionnels de la presse, à affaiblir la crédibilité publique du quotidien. Selon les commentaires ayant alors cours au sein de la presse, le contenu et l'orientation des articles apparaissent manquer d'esprit critique à l'égard du gouvernement et du personnel politique issu de la majorité alors que les dirigeants de l'opposition ne sont généralement pas aussi bien traités[8].

> « Avec son nouveau propriétaire, *le Figaro* a vécu jusqu'en 1981 une période de dégringolade journalistique. Le numéro un de la presse française avait la conviction absolue qu'un journal peut se faire sans journalistes. Max Clos a dû se battre pour garder l'abonnement à l'AFP et n'a pu obtenir le niveau de recrutement qu'il souhaitait »[9].

La baisse de crédibilité du journal accompagne également une chute de la diffusion qui, passée de 400.000 à environ 350.000 exemplaires quotidiens entre 1970 et 1975, baisse encore après le changement de propriétaire à moins de 300.000 exemplaires en 1980[10]. Après 1981, *le Figaro* adopte une ligne éditoriale critique à l'égard du nouveau gouvernement, sous l'impulsion du directeur de la rédaction, Max Clos, fortement opposé à ce que *le Figaro* appelle alors « l'expérience socialiste »[11]. Mais cette ligne rédactionnelle d'opposition au pouvoir se révèle beaucoup plus favorable sur le plan commercial[12]. Alors que les journaux identifiés à « la

---

8. Seul Raymond Barre lorsqu'il était premier ministre apparaissait susceptible d'être légèrement critiqué dans *le Figaro* : « À une exception près : une relative impertinence avait été admise à l'égard de Raymond Barre, même premier ministre, sans que personne ne proteste, sauf lui ». Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 155. Cette hostilité de la rédaction du *Figaro* et sans doute de Robert Hersant envers Raymond Barre se manifestera également lors de l'élection présidentielle de 1988 durant laquelle le journal soutiendra ouvertement Jacques Chirac dès le premier tour ; voir ci-dessous note 17.

9. Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 151.

10. Voir Jean-Marie Charon, *La presse*..., *op. cit.*, p. 101 (sources : médiaspouvoirs, n° 15, juillet-septembre 1989, p. 64 et OJD).

11. Voir Françoise Berger, *Journaux intimes, op. cit.*, p. 21-22, 147, et 155 : « Fin octobre [1981], le congrès du PS à Valence a presque été pris à la rigolade [au *Figaro*]. « La force tranquille a vraiment donné l'impression d'avoir abusé des anabolisants », constatait plaisamment le chapeau à la une en s'indignant modérément des débordements des coupeurs de têtes cloués au pilori par *le Quotidien de Paris* [...] Max Clos commençait pour sa part à se désespérer. Il avait vu *le Quotidien de Paris* partir dès le printemps à l'assaut du nouveau pouvoir et en tirer des bénéfices. Le directeur de la rédaction du *Figaro* a redurci la machine contre « l'expérience socialiste » de sa propre initiative. [...] Robert Hersant a laissé faire, ni approbateur ni rien. Qui ne dit mot consent, s'est dit Clos, habitué à l'art de la délégation. *Le Figaro* est rentré franchement dans la bagarre en janvier 1982. Au service politique, c'était un vrai plaisir. On pouvait enfin torpiller des ministres, ce qui ne s'était jamais produit. », *op. cit.*, p. 155. Les témoignages recueillis par Yves Roucaute décrivent également le caractère généralement non interventionniste de Robert Hersant, Yves Roucaute, *Splendeur.., op. cit.*, p. 195-196 : « [*Jean Bothorel*] – Robert Hersant a compris qu'il était le pouvoir en terme de symbole. Il est dans la tête de tout le monde. Peu de gens pourtant l'ont vu. Je ne pense pas que depuis un an il ait un contact direct dans la maison. Avant [avant 1988 probablement et l'arrivée de Franz-Olivier Giesbert au *Figaro*], Charles Rebois passait les instructions. Plus ou moins rapidement. On était ainsi convenu d'attendre vingt-quatre heures avant de parler du dossier sur le passé de Le Pen ». Toutefois, il semble également avéré que Robert Hersant a tenu à engager *le Figaro* plus nettement « à droite » qu'il ne l'était auparavant et qu'il exerçait une influence indirecte sur le service politique à travers Charles Rebois.

12. Il serait hasardeux de faire de la seule orientation éditoriale l'origine des hausses ou des baisses de la diffusion des quotidiens – il serait d'ailleurs probablement difficile d'établir un lien autre que statistique –. Cependant, le

gauche » voient leurs chiffres de ventes baisser[13], ceux qui adoptent immédiatement une ligne éditoriale critique – *le Figaro* et *le Quotidien de Paris* – connaissent au contraire une sensible augmentation de leur diffusion. *Le Figaro* passe de 308.000 exemplaires par jour en 1981 à 338.000 en 1984, 367.000 en 1985 et 391.000 en 1991, alors que le reste de la presse nationale voit son tirage total décroître de 13 % entre 1981 et 1985, en particulier les quotidiens « populaires » – *France-Soir*, *le Parisien* –, dont les orientations politiques apparaissent moins tranchées et qui tendent à stagner ou à régresser[14]. Cette ligne oppositionnelle du *Figaro* va culminer en 1984 lors du vote de la loi sur la concentration de la presse et des manifestations contre la loi Savary puis en 1986 durant la campagne pour les élections législatives et présidentielles.

Cependant, malgré le succès commercial du *Figaro*, Robert Hersant cherche – tout en maintenant l'appui du journal aux partis de l'opposition – à renforcer la crédibilité journalistique d'un quotidien parfois sévèrement mis en cause par certains journaux pour son engagement politique jugé trop manifeste et trop outrancier[15]. Ainsi, selon Françoise Berger, l'arrivée au *Figaro* d'Alain Peyrefitte aurait traduit un effort du propriétaire du journal pour atténuer l'orientation politique du quotidien. On peut au contraire supposer que la présence d'un ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing et du général de Gaulle renforçait probablement l'image publique « conservatrice » que *le Figaro* avait déjà.

> « Surnommé le “ bémol ”, Peyrefitte était chargé d'appuyer sur la pédale douce côté éditorial et côté titre de une. Au comité de rédaction [...] Max Clos l'insultait au moins une fois par jour. [...] Après avoir consulté des membres de la rédaction, le nouveau président du comité éditorial [il s'agit d'Alain Peyrefitte] a fait au directeur politique [Robert Hersant] une note selon laquelle *le*

---

caractère simultané de l'augmentation du tirage des journaux identifiés à « la droite » et de la diminution de ceux identifiés à « la gauche » et la concomitance de ces phénomènes avec la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing permet de penser que l'attitude des rédactions vis-à-vis du nouveau gouvernement est susceptible de réduire ou d'accroître une fraction du lectorat des journaux les plus engagés en politique.

13. Le *Matin de Paris* qui vendait une moyenne de 150.000 exemplaires par jour en janvier 1981 et qui avait atteint 230.000 exemplaires en juin, après les élections présidentielles, voit ses ventes chuter à 120.000 exemplaires quotidiens dès le mois d'octobre (voir Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, p. 190). *Le Monde* voit également ses ventes régresser entre 1981 et 1985 de 440.000 à 343.000. Selon les observateurs professionnels de la presse (journalistes, directeurs de publication, publicitaires), il s'agit de la conséquence directe d'une ligne politique trop favorable au gouvernement de Pierre Mauroy, voir ci-dessus p. 137 et suivantes.

14. Voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 316, Jean-Marie Charon, *La presse*..., *op. cit.*, p. 94 et 101 et Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 409,

15. Pour un exemple de mise en cause par la presse du caractère politique des orientations journalistiques du *Figaro* lors d'un événement proche de notre objet (la mort d'Aziz Madak) voir les articles cités note 7 p. 340. Plusieurs témoignages de journalistes montrent Robert Hersant peu satisfait par ce qu'il aurait perçu comme le sectarisme de sa rédaction : « [avant la publication en 1984 du cahier économique saumon] Hersant tempêtait contre *le Figaro* – « Ce journal est un torchon ! » – et citait sans arrêt *Libération* en exemple. Il fallait donner la parole aux socialistes » ; Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 247, voir aussi *ibid*. p. 148-151. Sur les relations entre Robert Hersant et la rédaction du *Figaro*, voir également Yves Roucaute, *Splendeur.., op. cit.*, p. 196 : « [*Jean Bothorel*] – Max Clos ? On sait seulement que Robert Hersant piquait des colères quand il lisait ses éditoriaux, mais il n'avait guère de contacts avec lui ». Il semble cependant que l'engagement du *Figaro* en faveur de l'UDF et du RPR soit directement induit par Robert Hersant.

> *Figaro* devait retrouver sa crédibilité en évitant de se confondre avec un parti ou un clan. “ Hersant : Vous ne pouvez pas me demander ça maintenant. Nous sommes engagés dans un combat pour la liberté. De la presse, de l'entreprise, de l'enseignement. On ne peut pas faire de cadeaux ”. [...] [À l'approche de la campagne pour les législatives en 1986], l'académicien lui avait suggéré une nouvelle fois de prendre ses distances. Hersant : “ Il faut quand même soutenir Chirac au maximum. Mais en 1988, de toute façon, que ce soit Chirac ou la gauche, cette distance on la prendra ” »[16].

En 1985, lors de la création de SOS-Racisme, la rédaction du *Figaro* est dirigée par Max Clos qui est le tenant d'une ligne d'opposition ferme à l'égard du gouvernement et des dirigeants du Parti socialiste et qui se voit conforté dans cette attitude par le succès commercial du journal. Celle-ci ne semble toutefois pas entièrement partagée par Robert Hersant qui cependant n'intervient pas ouvertement avant 1988[17]. À partir de 1985 et au moins jusqu'à la fin de la campagne des élections présidentielles de 1988, *le Figaro* reste donc un journal très engagé à droite et se montre particulièrement critique à l'égard du « laxisme » du gouvernement en matière d'immigration. Durant les premiers mois d'existence de SOS, les rédacteurs du journal n'auront aucune raison de se montrer favorables à une nouvelle organisation antiraciste associée officieusement au Parti socialiste. Lorsque SOS-Racisme commencera sa campagne de vente du badge et cherchera à médiatiser les meurtres dont les victimes sont des immigrés, la rédaction du *Figaro* publiera très rapidement des articles ou des tribunes critiques, mettant en cause le caractère contre-productif de telles mobilisations, les liens avec le PS et reprenant les attaques des militants « beurs » contre SOS. Nous verrons que cette ligne éditoriale péjorative connaîtra deux inflexions, après 1988, lorsque l'expression de l'opposition du journal à SOS s'atténuera et à partir de « l'affaire des foulards » quand les journalistes du *Figaro* adopteront à nouveau une attitude critique, suivant ainsi le changement d'attitude du reste de la presse.

---

16. Françoise Berger, Journaux..., *op. cit.*, p. 243 et 250. Françoise Berger utilisant essentiellement des informations de seconde main, les propos entre guillemets qu'elle rapporte doivent être probablement considérés avec prudence. Toutefois, s'appuyant sur de multiples témoignages d'acteurs, les anecdotes relatées sont probablement contrôlées et traduisent le savoir pratique que des acteurs travaillant dans la presse peuvent avoir sur leur milieu professionnel, connaissance qui est à l'origine des stratégies et des pratiques mises en œuvre par les journalistes au cours de leur activité professionnelle.

17. Comme lors des élections législatives de 1978, le journal de Robert Hersant prend une part active, en 1986, dans la campagne des candidats soutenus par l'UDF et le RPR : « À l'approche de la campagne pour les élections législatives de mars 1986, Robert Hersant joue les maîtres de l'opposition. Les deux vaches sacrées de première classe du *Figaro*, Valéry Giscard d'Estaing (UDF) et Jacques Chirac (RPR), accompagnées de leur suite, sont venues s'entendre avec lui [...] sur la stratégie de cohabitation dure à mener avec François Mitterrand. Le respect du *Figaro* pour leurs personnes va jusqu'à cacher leurs dissensions et veiller à ce qu'elles aient toujours le même traitement. Même Raymond Barre le mal-aimé qui a comparé plus tard *le Figaro* avec la *Pravda* a été reçu par

Tableau 1 : Répartition des articles du *Figaro* selon leur polarité entre 1985 et 1992 (n=67).

période	articles positifs	positifs	articles	neutres	articles	négatifs	densité
1985/ 03-1986	3	21 %	1	07 %	10	71 %	28
03-1986/ 22-08-1987	1	11 %	3	33 %	5	56 %	58
22-08-1987/ 05-1988	0	0 %	2	50 %	2	50 %	65
06-1988/ 09-1989	1	17 %	2	33 %	3	50 %	86
10-1989/ 01-1991	4	20 %	9	45 %	7	35 %	23
02-1991/ 1992	4	29 %	6	43 %	4	29 %	51
total	13	19 %	23	34 %	31	46 %	43

A) La création de SOS-Racisme : une couverture faible et négative

Le nombre relativement faible d'articles du *Figaro* consacrés à SOS-Racisme ne s'explique pas seulement par une hostilité d'ordre politique à l'égard d'une association rapidement associée à « la gauche ». En effet, lors de la création de SOS-Racisme, la rédaction du *Figaro*, contrainte par le découpage de ses services, est moins susceptible de consacrer des articles à l'association que celle d'autres journaux[18]. Ainsi, *le Figaro* ne dispose pas d'un service immigration ou d'un journaliste spécialisé dans les « questions de l'immigration » comme *Libération* ou *le Monde*[19]. La présence ou l'absence de rédacteur spécialisé chargé de couvrir un secteur nettement identifié détermine très directement le nombre des articles qui seront

Robert Hersant. Il a été invité à dîner avec Alain Poher. Une photo l'a prouvé » ; Françoise Berger, Journaux..., *op. cit.*, p. 250-251.

18. Pour une étude comparée de la place réservée aux « questions de l'immigration » dans les différents journaux, voir Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, *op. cit.*, p. 34-37. Selon le comptage réalisé par l'auteur, *le Figaro* publie entre 1980 et 1984 une moyenne de 85 articles « ayant trait à l'immigration et aux immigrés » par an tandis que *le Quotidien de Paris* – avec une surface rédactionnelle totale sans doute plus réduite que celle du *Figaro* – en publie 150 et *Libération*, 395 ; voir aussi Yvan Gastaut, Les mutations du thème de l'immigration dans le journal *Le Monde* (1958-1992), *Migrations Société*, vol. 6, n° 31, janvier-février 1994, p. 40-51.

19. *Le Figaro* a ainsi consacré très peu d'articles aux marches des beurs de 1984 et 1985.

publiés puisqu'un journaliste tend à défendre les sujets dont il a la charge et la publication de ses articles auprès d'une rédaction en chef qui n'est pas en mesure de lui refuser toutes ses propositions. Or avant 1987, SOS-Racisme ne dispose pas au *Figaro* d'un journaliste qui lui serait attitré et entre février 1985 et août 1987, parmi les textes du corpus, aucun rédacteur ne signera plus d'un article ayant SOS pour objet. Pour Joseph Macé-Scaron, si *le Figaro* s'intéresse aussi peu à la nouvelle association c'est parce que « SOS-Racisme était à la frontière des services politique et société » et « qu'aucun d'entre eux ne s'est vraiment intéressé à SOS-Racisme »[20].

> « Q – *Le Quotidien de Paris* en faisait beaucoup plus que *le Figaro* sur SOS-Racisme..
> *Thierry Portes* – Oui, mais au *Quotidien*, l'autre journal de sensibilité de droite, ils ont toujours été plus en phase sur les mouvements de société, plus attentifs aux mouvements de société. Je crois que sur SOS, ils ont fait tout de suite une couverture politique »[21].

Mais le nombre réduit de textes consacrés à SOS publiés par *le Figaro* durant les premiers mois de 1985, s'explique également par la faiblesse et le caractère dominé du service société au sein de la rédaction du *Figaro* – comparé, par exemple, à la position de celui-ci à *Libération* – qui ne parvient pas à imposer la publication d'articles consacrés aux sujets qu'il est chargé de traiter. La période la plus « apolitique » de l'association et donc la plus propice à la publication de textes favorables est ainsi beaucoup moins abondamment traitée dans *le Figaro* que dans la plupart des autres journaux et selon une orientation plus négative. Alors que dans la majorité des rédactions, ce sont des journalistes des services société qui sont chargés de couvrir SOS en 1985 (en particulier au *Monde*, à *Libération* ou à *La Croix*), au *Figaro* ou au *Quotidien de Paris*, ce sont les services politiques qui écrivent la plupart des textes que ces deux journaux font paraître sur l'association. Or les articles signés par les journalistes des services société sont moins souvent consacrés aux orientations politiques des fondateurs de l'association que ceux écrits par les rédacteurs politiques – sans doute en raison des logiques et des modes d'analyse mis en œuvre par chacune de ces catégories de journalistes dans leurs pratiques professionnelles ordinaires – qui insistent plus fréquemment sur les aspects conflictuels de l'action de SOS et sur l'opposition des autres organisations politiques, antiracistes ou beurs. D'ailleurs, il faut souligner que même en 1985, les rédactions du *Figaro* et du *Quotidien de Paris*, s'attachent surtout à critiquer la connivence entre SOS et le Parti socialiste, thème qui est alors

20. Entretien téléphonique avec Joseph Macé-Scaron, mai 1993. On peut évidemment mettre en doute une explication qui fait de l'absence d'intérêt du *Figaro* pour SOS non pas un choix délibéré de minorer une association qui ne faisait pas partie du même « camp » politique mais l'effet d'une organisation interne mal adaptée au traitement de l'antiracisme.
21. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

confié à des journalistes politiques. Cependant, ce n'est que lorsque SOS consacrera ses efforts à la lutte contre le gouvernement de Jacques Chirac, c'est-à-dire lorsque qu'un angle journalistique critique sera plus facile à tenir pour *le Figaro*, que l'association se verra consacrer plus d'articles et sera successivement suivie par deux journalistes du service politique, Joseph Macé-Scaron et Thierry Portes, qui écriront à eux deux la moitié des articles signés du *Figaro* consacrés à SOS-Racisme (voir tableau 3).

> « *Thierry Portes* – Dans la première phase, la plupart des journaux traitent ça comme un mouvement sociétal, et pas vraiment politique. À part peut-être Judith Waintraub qui est une journaliste politique. Les autres, c'était Quatremer à *Libération* je crois [Jean Quatremer écrit sur SOS entre octobre 1987 et juin 1990], ce n'était pas vraiment des journalistes politiques, c'était plutôt les services société qui traitaient ça. Et puis, je crois que c'est l'engagement de SOS en faveur de Mitterrand à l'élection présidentielle de 88 – qui était un signe assez clair – qui a changé les choses. À partir de ce moment, ça a été traité à la fois par le service société et par le service politique. Alors il se trouve qu'au *Figaro*, ça a d'abord été traité par la politique, pour la bonne et simple raison que c'est moi qui ai commencé à m'intéresser à ça. Mais ensuite, je crois que ça a été traité par les deux rubriques je crois. Et puis dans la dernière phase, il n'y avait plus que les retombées politiques qui intéressaient les journaux. À la fin, SOS devenait presque une tendance du PS, donc c'était un traitement très politique »[22].

Alors que les journalistes des quotidiens identifiés comme « de gauche » sont disposés à accorder une large couverture à des mouvements sociaux et antiracistes qu'ils considèrent généralement avec leurs lecteurs comme positifs, la rédaction du *Figaro* est évidemment beaucoup moins susceptible de consacrer une surface rédactionnelle importante à un mouvement de jeunes et à une organisation antiraciste qui apparaît vite hostile au Front national et aux propositions électorales de l'UDF et du RPR en matière « d'immigration ». Toutefois, selon Thierry Portes, le désintérêt relatif du *Figaro* pour SOS n'est pas seulement dû à des causes politiques ou à l'organisation interne de la rédaction mais s'explique aussi par les caractéristiques de ceux qui dirigeaient alors *le Figaro* qu'il décrit comme peu susceptibles – par construction intellectuelle – de s'intéresser à un mouvement antiraciste de jeunes adoptant une forme inhabituelle :

> « *Thierry Portes – Le Figaro*, au début, n'a pas souhaité traiter SOS-Racisme. Ça n'est venu que plus tard. Je dois être un des premiers au *Figaro* a avoir traité ce mouvement... C'est parce que les gens qui étaient aux commandes étaient des gens âgés [*il s'agit probablement de Max Clos et de Charles Rebois et sans doute d'autres membres de la hiérarchie de la rédaction*]. C'était vraiment un phénomène de génération. C'est vrai qu'ils n'avaient rien vu venir. Alors ils partaient du principe que ce n'était pas le lectorat du *Figaro*, et donc que ça ne servait à rien d'en parler... Et ils ne comprenaient pas de toute façon l'importance que ça avait... [...] Ce que je sais c'est qu'au *Figaro*, ils n'aimaient pas trop en parler. [...] C'était une question de culture et de génération, les mouvements de jeunes les effrayaient. Enfin, de toute façon, ils ne comprenaient

22. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

pas ce mouvement, ils ne l'ont jamais compris, ils n'ont compris qu'à la fin »[23].

La logique que, selon Thierry Portes, les dirigeants du *Figaro* utilisent pour justifier l'attention réduite du quotidien à l'égard de SOS en 1985 est la même que celle avancée par les responsables de *Libération* pour expliquer la publication des cahiers spéciaux : *Libération* aurait reconnu « son public » dans les jeunes portant le badge, alors que les dirigeants du *Figaro* n'auraient pas estimé qu'ils correspondaient à leur lectorat[24]. Le lectorat du *Figaro,* sensiblement plus âgé que ceux de *Libération* ou du *Monde*, est supposé ne pas s'intéresser à un mouvement « de jeunes » qui, de surcroît, appartient à un secteur politique traditionnellement « de gauche ». La rédaction du *Figaro* ne peut donc pas avoir, vis-à-vis des concerts de SOS, les mêmes arrière-pensées publicitaires que celles de *Libération* ou *du Nouvel Observateur*. La concurrence des autres journaux de la presse écrite ou des journaux télévisés qui, entre mars et juin 1985, traitent abondamment de SOS ne conduit pas la rédaction du *Figaro* à se montrer plus attentive aux actions de l'association (c'est cependant au moment du concert de la Concorde, alors que l'ensemble de la presse semble s'enthousiasmer pour SOS que le journal lui consacrera le plus d'articles – dans notre corpus en 1985, 44 % des articles du *Figaro* dont le sujet principal est SOS-Racisme sont publiés à l'occasion du concert –). Ainsi, le quotidien n'accorde à SOS que très peu de surface rédactionnelle en 1985, puisque *le Figaro* est le journal qui fait paraître le moins d'articles sur SOS-Racisme en 1985, mais aussi durant l'ensemble de la période considérée jusqu'en 1992. Selon Thierry Portes, il n'est pas sûr qu'il s'agisse là d'une politique clairement réfléchie par les principaux membres de la rédaction du *Figaro* mais plutôt d'un manque d'intérêt pour des objets journalistiques de ce type : les propositions d'articles traitant de SOS sont alors plus ou moins systématiquement écartées en conférence de rédaction par la hiérarchie du journal.

> « Thierry Portes – Les dirigeants ne s'intéressaient pas à SOS.
> Q – Mais vous n'aviez pas d'instructions de ne pas écrire sur SOS...
> R – Ca ne se passe pas comme ça. Les premiers temps *le Figaro* ne traitait pas SOS, parce qu'on privilégiait d'autres événements. En revanche, *Libé* faisait des " unes ", des cahiers

23. *Ibid*.
24. Quelles que soient la pertinence et l'efficacité réelle d'un mode de raisonnement relevant du « marketing » pour maximiser le nombre des acheteurs d'un journal, le fait que cette logique soit systématiquement mise en avant par nos interlocuteurs dans la plupart des entretiens que nous avons pu réaliser tend à indiquer qu'elle semble largement diffusée au sein de la plupart des hiérarchies des rédactions et qu'elle constitue un principe utilisé en pratique par les rédacteurs pour établir les sujets d'actualité que leur journal doit privilégier et le mode de traitement qui doit leur être appliqué. Cependant, le fait que les journalistes interviewés qui évoquent l'existence d'une logique commerciale dans la détermination des choix de couverture soient placés en situation de devoir justifier le mode de traitement de SOS suivi par leur rédaction ou de critiquer celui adopté par leurs concurrents peut nous amener à penser que cette interprétation « marketing » des logiques pratiques à l'œuvre dans les rédactions pourrait également être pour les journalistes un moyen de relativiser l'importance des logiques politiques et des contraintes induites par les orientations éditoriales.

spéciaux au détriment d'autres événements. Quand il y a 10 événements dans le week-end, des événements d'importance à peu près égale, il faut choisir lequel privilégier. Si ce n'est que SOS réunissait toujours une foule énorme, donc *a priori* ça méritait un traitement, mais *le Figaro* ne le traitait pas »[25].

Il semble qu'en 1985 et 1986, alors que SOS conserve en grande partie son image initiale d'association de jeunes « apolitique », les rédacteurs du *Figaro* ne parviennent pas à trouver un angle journalistique permettant de critiquer l'association. Tant qu'il n'est pas plus largement connu et admis que les animateurs de SOS appartiennent au Parti socialiste, il est difficile au seul *Figaro* de mettre en cause le caractère politique d'une association qui n'a donné aucune preuve de collaboration avec le gouvernement autre que la sollicitation de subventions ministérielles lors de ses concerts, se gardant en particulier de prendre parti durant la campagne des législatives en 1986. En outre, critiquer une association antiraciste constitue probablement un risque pour une rédaction et des journalistes qui sont, plus que dans d'autres quotidiens, susceptibles d'être accusés d'engagement partisan ou même de « racisme ». Ainsi, la publication par *le Figaro*, lors de la première action menée par SOS-Racisme à la suite de la mort d'Aziz Madak à Menton, des extraits du casier judiciaire de celui-ci, destinés à montrer que la « victime » n'était pas aussi immaculée que SOS et des journaux « de gauche » l'affirmaient, avait entraîné de nombreuses protestations dans la presse[26]. Les nombreuses critiques adressées au *Figaro* après la publication de cette série d'articles ont sans doute conduit les journalistes à traiter avec plus de prudence des questions de l'immigration et à moins s'intéresser à l'apparition d'une nouvelle association antiraciste. La rédaction du *Figaro* essaye ensuite à ne pas être mise en accusation sur la question du « racisme », mais cherche également à éviter de participer à la campagne de promotion de SOS-Racisme.

« *Thierry Portes* – Mais au tout début, l'idée que SOS-Racisme était un mouvement de gauche récupéré par le PS était vraiment une thèse qui était difficile à soutenir et à affirmer de cette façon. Comment dire ? Il y avait quand même un consensus pour penser que c'était un mouvement de jeunes. Même si tout le monde voyait bien les implications que ça avait. Ça n'a craqué que tard, dans les années 90 »[27].

---

25. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.
26. Voir Michel Franca, La mort d'Aziz version *le Figaro*, le *Matin de Paris*, 28 mars 1985, *le Monde*, « Une sordide affaire » pour *le Figaro*, 27 mars 1985, *la Croix*, « Touche pas à mon pote », heurts et polémiques et 28 mars 1985, Jean-Michel Thénard, Assas fait assaut d'antiracisme, *Libération*, 30 mars 1985. Michel Franca écrit qu'en « révélant qu'Aziz Madak avait fait l'objet de plusieurs condamnations pour vol et blessures volontaires à l'époque où il résidait à Reims, *le Figaro* a sans doute réalisé une première : s'intéresser non pas au casier judiciaire des meurtriers mais à celui... de la victime », *le Matin de Paris*, 28 mars 1985. La citation, à la suite de l'article de Michel Franca, d'un communiqué critique du syndicat de la magistrature accroît le caractère polémique du texte du *Matin de Paris* : « " La méthode qui consiste à salir la victime d'une infraction raciste fait partie de la démarche politique de ce journal (*le Figaro*) " ».
27. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

La plupart des premiers articles que *le Figaro* publie entre le 15 février 1985 et le concert de la place de la Concorde manifestent une forte hostilité à l'égard de SOS[28]. Le 3 mai 1985, *le Figaro* publie un article de Jean Bothorel qui dénonce les tentatives d'instrumentalisation de SOS : « Ce qui est des plus troublant, dans cette affaire, c'est l'acharnement que mettent les partis de gauche à récupérer le mouvement. Une fois de plus les dirigeants socialistes et communistes veulent être les seuls à pouvoir s'identifier à l'antiracisme ». L'auteur de l'article cite des propos d'Eric Ghébali, secrétaire général de SOS qui, en dénonçant des tentatives d'utilisation partisane de SOS, tend à soustraire l'association aux accusations d'engagement politique dont elle est déjà l'objet[29]. Jean Bothorel semble d'ailleurs croire les fondateurs de SOS lorsqu'ils affirment vouloir maintenir leur indépendance politique : « La formule “ touche pas à mon pote ” a ceci d'original qu'elle est difficilement récupérable, qu'elle sort de l'épure traditionnelle, qu'elle renvoie au concept de “ l'amitié ” qui est sentimental et non à celui de “ l'égalité ” qui est idéologique. Sans doute est-elle simplificatrice, comme elle est loin d'être parfaite. Qu'au moins les socialistes et les communistes veuillent bien la laisser aux jeunes qui l'ont inventée »[30]. Les responsables de SOS-Racisme, en dénonçant ces « tentatives de récupération », font parler de l'association dans les colonnes du *Figaro* tout en diffusant l'image de neutralité politique qu'ils souhaitent imposer. Toutefois, après ce premier article « favorable », les journalistes du *Figaro* deviendront vite critiques envers SOS-Racisme[31] dont la cible principale est alors le Front national que *le Figaro* n'attaque pas entre 1985 et 1988 avec autant de vigueur que le reste de la presse[32].

---

28. Selon notre corpus d'articles, au premier semestre 1985 *le Figaro* publie 12 articles dont les deux tiers ont été codés négatifs, tandis que le *Matin de Paris* publie 86 articles dont 90 % codés positifs, *Libération* 67 articles dont 66 % codés positifs et *le Monde* 40 articles dont 72 % codés négatifs.

29. Selon Jean Bothorel, Eric Ghébali déclare alors : « “ Les jeunes ne veulent surtout pas être récupérés. Il m'arrive, devant certains socialistes ou communistes, qui arborent avec outrecuidance notre badge, de leur dire : “ Arrêtez les frais, vous allez nous couler, la ficelle est trop grosse ”! ” », Eric Ghébali cité *in* Jean Bothorel, La récupération politique de SOS-Racisme, *Le Figaro*, 3 mai 1985.

30. *Ibid*. L'auteur décrit en particulier comment la municipalité de Marseille « gérait quasiment SOS-Racisme dans les bureaux de l'Hôtel de ville », comment « Le PCF a fait acheter un énorme stock de badges, à tel point que depuis, SOS-Racisme a décidé de ne plus vendre que dix badges à la fois » et révèle que « Selon un responsable de SOS-Racisme [il s'agit sans doute d'Eric Ghébali], la LRC d'Alain Krivine a donné comme mot d'ordre à ses militants, d'infiltrer le plus possible les comités locaux du mouvement ».

31. Quelques jours après l'éditorial de Jean Bothorel, la rédaction du *Figaro* publie un autre article adoptant une orientation critique à l'égard de SOS ; lors d'une bagarre dans un lycée entre un porteur du badge de SOS et un autre élève portant celui édité par le FN, « touche pas à mon peuple », le journaliste du *Figaro* « cite » un « parent d'élève » mettant en cause le principe même du badge qui engendrerait les conflits politiques plutôt qu'il n'atténuerait les haines : « “ Les jeunes ont un caractère entier. La France est déjà suffisamment coupée en deux comme ça. Les gens ne devraient pas étaler leurs opinions sur le revers du veston. C'est le meilleur moyen de provoquer des réactions d'intolérance. Le bulletin de vote suffit ” » ; Michel Bougeard, La guerre des badges n'aura pas lieu, *Le Figaro*, 22 mai 1985.

Tableau 2 : Articles du *Figaro* consacrés aux concerts de SOS publiés 6 jours avant et 6 jours après les concerts.

Année	Articles avant le concert	Articles après le concert	total
1985	2	2	4
1986	1	1	2
1987	0	0	0
1988	1	0	1
1989	0	1	1
1990	1	1	2
1991	0	1	1
1992	0	0	0
total	5	6	11

Avant le concert du 15 juin 1985, *le Figaro* publie un article de Joseph Macé-Scaron mettant en cause le manque de « représentativité » et la « politisation » de SOS-Racisme ; il estime alors que si le « Tout Paris « chébran » s'apprête à assister à ce « must » de l'antiracisme, les principaux intéressés – les Beurs – boudent ce happening médiatique » puis il cite des extraits de la lettre de Delorme publiés quelques jours plus tôt par *le Monde*[33]. Le journaliste écrit que « Les associations antiracistes mettent surtout en doute l'indépendance de SOS-Racisme. Outre les sympathies de gauche du leader du mouvement, Harlem Désir, on relève l'engagement du " théoricien " du mouvement : Julien Dray, ancien de la Ligue communiste révolutionnaire, aujourd'hui militant du parti socialiste. Bien sûr, les membres de SOS-Racisme réfutent l'accusation tout en reconnaissant que nombre d'entre eux appartiennent aux Jeunesses socialistes ». Le journaliste constate en outre que les organisateurs du concert ne refusent pas l'aide du ministre de la culture Jack Lang qu'il estime ne pas être « tout à fait innocente ou désintéressée ». Enfin, Joseph Macé-Scaron ajoute qu'en « portant sur la scène nationale le problème du racisme, en liant ce problème étroitement à celui de l'immigration, le mouvement finit par être accusé – y compris par des militants antiracistes traditionnels – d'aggraver la tension au lieu de la dissiper. [...] L'effet immédiat de la campagne de SOS-Racisme, c'est

32. Voir en particulier l'article de Jean Bothorel, Pourquoi ne pas discuter avec Jean-Marie Le Pen ?, *le Figaro*, 20 août 1987. Jean Bothorel considère que le RPR et l'UDF doivent dialoguer avec le Front national comme François Mitterrand l'a fait avec les communistes.

33. Voir ci-dessus l'analyse de la couverture de SOS-Racisme par le journal *le Monde* p. **Erreur ! Signet non défini.** et suivantes.

d'avoir fait fleurir un peu partout des titres tels que « Le retour du racisme » ou “ La France est-elle vraiment raciste ? ”. Curieuse façon d'apaiser le débat »[34]. L'article de Joseph Macé-Scaron comprend déjà en 1985 la plupart des critiques qui vont ensuite être formulées à l'encontre de SOS-Racisme jusqu'en 1992 : « politisation » occulte, « récupération » par le Parti socialiste, manque d'assise chez les « beurs », et effets contre-productifs des campagnes qui tendraient à augmenter les tensions racistes. Toutefois, ces attaques n'auront alors que très peu d'échos : il semble d'une part que le public n'est pas en mesure d'accepter sur SOS un angle journalistique aussi radicalement opposé à l'ensemble de ce que la presse et la télévision ont jusqu'alors dit et écrit sur l'association, d'autre part que provenant du *Figaro*, journal identifié au personnel politique de l'UDF et du RPR, cette critique de SOS est alors moins crédible que lorsqu'elle sera plus tard reprise dans *le Monde* et dans *Libération* ou lorsqu'elle émanera de membres du Parti socialiste.

Le lendemain de la fête, si Henri Paillard reconnaît que « nul ne contestera que la grande fête de samedi, le “ Woodstock de l'antiracisme ” ait été un succès populaire », il estime que « l'attrait de voir et d'entendre des groupes souvent inaccessibles expliquent aussi le succès » d'une fête qu'il juge toutefois « fort coûteuse ». En effet, le journaliste estime que si Woodstock « avait été largement spontané et surtout indépendant d'un pouvoir qui, à l'époque, était contesté », la fête de SOS « a bénéficié à l'évidence d'une bienveillance, de la manne et de l'encadrement – au moins moral – des pouvoirs publics » puisque « Jack Lang l'a parrainée politiquement et soutenue en partie financièrement » conjointement à des « sponsors, essentiellement des sociétés nationales ». En outre, Henri Paillard demeure sceptique sur la capacité d'une telle fête à remplir son objectif affiché, affaiblir le « racisme » : « Mais “ Touche pas à mon pote ” [...], les mains en plastique flottant au-dessus de la Concorde, [...] les musiciens de toutes les races, les bons sentiments, tout cela suffit-il à en finir avec le racisme ? »[35]. Après le concert de la Concorde, la rédaction du *Figaro* ne s'intéressera que peu, pendant quelques mois, aux initiatives de SOS-Racisme, en particulier à la « troisième marche » qui s'achève à Paris le 7 décembre 1985 et qui ne donne lieu à aucun article, comme d'ailleurs les marches de 1983 et de 1984 qui n'avaient pas retenu l'attention du journal. On peut faire l'hypothèse que les journalistes du *Figaro* ne s'intéressent pas, pour des raisons d'organisation interne du journal et de pratiques professionnelles constituées, à une action de mobilisation sur les « problèmes de l'immigration », ou bien – si on ne redoute pas de surestimer la cohérence des choix rédactionnels – que les dirigeants du *Figaro* ne tiennent pas à devoir se prononcer sur

34. Joseph Macé-Scaron, SOS-Racisme 100.000 personnes attendues à la Concorde, *Le Figaro*, 15 juin 1985.
35. Henri Paillard, La joyeuse nuit des B.B.B. (blacks, blancs, beurs), *Le Figaro*, 17 juin 1985.

une forme de protestation légitime – une marche pacifique – des « jeunes issus de l'immigration » que le journal ne peut affecter d'accueillir favorablement sans craindre de mécontenter une partie de son lectorat et qu'il ne peut pas davantage mettre en cause, sans risquer de se voir accuser de « racisme » ou de favoriser « l'extrême droite ».

Durant la première année d'existence de SOS-Racisme, la couverture de SOS par les journalistes du *Figaro* s'avère donc – cela ne saurait nous surprendre – à la fois parcimonieuse et critique. Cette orientation rédactionnelle va perdurer durant les premiers mois de la cohabitation, puis au cours de la campagne électorale de 1988. Durant cette période, les actions de SOS dirigées contre le gouvernement seront régulièrement mises en cause par les journalistes du *Figaro*, en particulier lors des campagnes de SOS contre la réforme du Code de la nationalité et au moment de l'organisation par l'association de meetings de soutien à la candidature de François Mitterrand.

B) Le retour des logiques d'opposition politique : la Cohabitation

À partir de l'été 1986, après la campagne contre les « bavures » et la participation de SOS aux manifestations étudiantes de décembre, les fondateurs de SOS-Racisme sont alors de façon croissante considérés comme des adversaires par le personnel politique appartenant à la majorité parlementaire. La couverture de l'association par *le Figaro* – qui tend alors à appuyer le gouvernement de Jacques Chirac[36] – s'en ressent fortement. Le nombre d'articles consacrés à SOS par le journal tend à décroître, passant d'un article tous les vingt-six jours entre février 1985 et mars 1986 à environ un article tous les soixante jours entre avril 1986 et mai 1988 (voir ci-dessus tableau 1), soit une diminution proportionnellement plus importante que celle que connaît *le Monde* qui, d'un texte tous les six jours jusqu'en mars 1986, n'en publie plus qu'un tous les dix jours entre avril 1986 et mai 1988[37]. La proportion d'articles du corpus codés

36. L'étroitesse des relations entre *le Figaro* et les groupes politiques de la nouvelle majorité est rendue manifeste par la présence à l'Assemblée nationale de plusieurs responsables des sociétés de presse appartenant à Robert Hersant élus en mars 1986 sur les listes du RPR et de l'UDF : « Le 16 mars 1986, les urnes ont été aimables pour le groupe Hersant, qui comptait 10 députés au soir des élections. Robert Hersant (UDF), PDG de la Socpresse, a retrouvé l'Oise. André Oudinot, son bras-droit (non-inscrit), a gardé la Somme ; Alain Peyrefitte (RPR), président du comité éditorial du *Figaro*, la Seine-et-Marne ; et Philippe Mestre (UDF barriste), PDG de Presse-Océan, la Vendée. La famille parlementaire s'est enrichie de Jean Allard (UDF), PDG de Paris-Normandie, en Seine-Maritime ; Bertrand Cousin (RPR) directeur général de la Socpresse, dans les Côtes-du-Nord ; Jean-François Deniau (UDF), chroniqueur du *Figaro*, dans le Cher, et Alain Griotteray (UDF), directeur du *Figaro Magazine*, dans le Val-de-Marne. Quant à Jacques Hersant et Philippe Vasseur [responsable des pages économiques « saumon »], ils ont été élus tous les deux dans le Pas-de-Calais » ; Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 251.
37. Ces estimations de la fréquence de publication des articles ayant trait à SOS sont établies à partir des seuls articles du corpus.

positivement tend à décroître entre la période qui précède les élections législatives et celle de la cohabitation. Nous pourrons constater qu'à mesure que se rapprochera l'échéance de l'élection présidentielle et, par conséquent, que la rivalité politique entre les titulaires de Matignon et de l'Elysée se fera plus vive, les journalistes du *Figaro* tendront à durcir le ton employé à l'égard de SOS-Racisme et ce d'autant plus que l'association s'engagera activement et directement dans la campagne en faveur de François Mitterrand.

Ainsi, lors du second concert de l'association, Michel Chamard juge que celui-ci est « un semi-échec après la gigantesque fête de l'an dernier » puisque les spectateurs « n'étaient que cent mille ». Le journaliste du *Figaro* s'étonne que « le gouvernement [ait] accordé une subvention de 350.000 francs pour l'organisation de ce concert, par l'entremise de Philippe Seguin, ministre des Affaires sociales, et Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ! », alors que Jack Lang déclare publiquement qu'il considère que cette fête est « une réponse généreuse, constructive et intelligente à la politique d'exclusion du gouvernement ». Aux animateurs de SOS qui avouent un « déficit de taille », Michel Chamard suggère alors d'aller réclamer de l'argent auprès de « Philippe Seguin et Claude Malhuret, avant de les laisser à nouveau insulter par Jack Lang ou Laurent Fabius »[38]. Un an plus tard, la rédaction du *Figaro* ne consacrera aucun article au concert de SOS, ni avant son déroulement ni après, boycottant manifestement un événement qui retient moins l'attention de la presse que les deux premiers concerts mais que la majorité des autres quotidiens annonce (à l'exception de *la Croix* et de *l'Humanité*) et dont la plupart rendent compte (à l'exemption une nouvelle fois de *la Croix*). À partir de 1987, les commentaires des journalistes du *Figaro* tendent à devenir plus sévères. Lors de la manifestation du 15 mars 1987 contre le Code de la nationalité réunissant les partis politiques d'opposition, les associations antiracistes et les « sections régionales de SOS-Racisme dirigées par Harlem Désir », François Terré écrit que « derrière les manifestants, on discerne une manœuvre subversive. L'idéologie qui l'inspire a prospéré à l'ombre de l'œcuménisme marxiste-léniniste. Elle consiste à délier la gerbe des attributs inhérents à la nationalité et à faire progressivement éclater celle-ci. [...] L'actuelle contestation est inséparable de cette entreprise. Ses meneurs la parent de toutes les vertus. Ils ironisent sur les symboles et les tabous. Ils agitent le slogan de la société pluraliste, et même “ plurielle ”. Finie une assimilation longtemps nécessaire, les “ étrangers-français ” ne veulent plus être assimilés, puisqu'ils ne veulent que “ s'insérer ” dans la société française »[39].

38. Michel Chamard, « SOS-Racisme » : les potes en play-back, *Le Figaro*, 16 juin 1986.
39. François Terré, l'identité nationale, *Le Figaro*, 16 mars 1987.

Cependant, si *le Figaro* se montre alors sévère avec SOS, il va, quelques mois plus tard, consacrer de nombreux articles à la participation d'Harlem Désir à l'émission télévisée l'Heure de vérité dont certains apparaîtront curieusement bienveillants à l'égard du porte-parole de l'association – en particulier le premier texte de Thierry Portes sur SOS-Racisme –. Faisant un rapide historique de l'association, celui-ci écrit que lorsqu'en 1983 « de jeunes “ beurs ” des Minguettes organisent des marches contre le racisme, Harlem Désir et ses amis de faculté suivent de très près cette nouvelle forme de protestation ». Journaliste du *Figaro* particulièrement indulgent, Thierry Portes n'ajoute pas que ces « amis » appartiennent à coup sûr à la tendance Plus de l'Unef-Id et aux Jeunesses socialistes. Il ne rappelle pas davantage à ses lecteurs la campagne menée par les fondateurs de SOS contre le ministre de l'Intérieur et le gouvernement lors des « bavures » de l'été 1986 ni la participation des militants de SOS aux grèves étudiantes de décembre 1986. En revanche, Thierry Portes estime que durant cette Heure de vérité, Harlem Désir « [aura] sans doute à cœur d'afficher un apolitisme sans faille » et rapporte qu'Harlem Désir affirme « qu'il ne [veut] pas appartenir au microcosme et que son mouvement [n'a] pas vocation à soutenir tel ou tel parti »[40]. Le même jour paraît un autre article de Stéphane Denis qui va également dans le sens d'une atténuation des critiques formulées à l'encontre de SOS dans le *Figaro*. Le journaliste écrit en effet que « La politique est manichéenne et l'on est à huit mois d'une élection présidentielle, d'un côté ou de l'autre. Faire de Harlem Désir un sous-marin de l'Elysée procède cependant, d'une analyse sommaire [...]. Bien sûr des liens existent. Des liens financiers d'abord, encore qu'ils soient modestes et que le changement de majorité en ait atténué l'efficacité. SOS-Racisme a bénéficié de subventions dans le cadre normal du champ d'action reconnu à chaque ministère. Il n'y a eu là, malgré un net emballement à la fin de 1985, qu'une pratique régulière des pouvoirs publics »[41]. On peut difficilement supposer que la publication dans *le Figaro*, la veille de l'Heure de vérité d'Harlem Désir, de deux textes beaucoup moins critiques à l'égard de SOS que ceux parus précédemment, ne soit pas la marque d'une volonté de la direction de la rédaction d'adopter une attitude différente, sans qu'il nous soit possible de déterminer les raisons de cette soudaine mansuétude.

Au contraire, au lendemain de l'émission télévisée, la réaction du *Figaro* apparaît plutôt réservée à l'égard d'Harlem Désir alors que la plupart des journaux accueillent très favorablement sa prestation. Outre un grand article « factuel » qui rend compte de ses propos et

40. Thierry Portes, Harlem Désir à « l'Heure de vérité », *Le Figaro*, 19 août 1987.
41. Stéphane Denis, Qui tient l'autre ?, *Le Figaro*, 19 août 1987.

lui fait crédit d'un certain apolitisme[42], *le Figaro* publie deux courts commentaires qui se révèlent nettement plus acides que ceux parus avant l'émission. Ainsi, le critique de télévision Renaud Matignon, juge que « M. Désir pour justifier son combat suppose le racisme comme une cause détestable mais indispensable [...] d'où les effets bizarres qu'ont parfois ses campagnes : elles avivent les peurs et les haines pour mieux les dénoncer. [...] Candeur ou arrière-pensées ? »[43]. Il estime que, par ce qu'il considère être une instrumentalisation stratégique du « racisme », SOS-Racisme tend à augmenter les tensions raciales plutôt qu'à les résorber, argument que Joseph Macé-Scaron avait déjà formulé avant le concert de la Concorde[44]. Dans le second article, le journaliste ajoute « qu'Harlem Désir avait choisi un certain angélisme qui le poussait à minimiser certains problèmes, à en évacuer d'autres, à se garder de toute prise de position trop “ carrée ” pour “ surtout ne point déplaire ” »[45].

42. « Refusant le qualificatif d'homme politique, il assure qu'il n'a jamais été membre d'un parti politique, et il ne se considère même pas comme un membre de la mouvance socialiste. Avec emphase, il explique que sa famille n'est pas le socialisme, “ mais l'humanisme ” » ; article non signé, Harlem Désir : avocat de l'intégration, *Le Figaro*, 20 août 1987.

43. Renaud Matignon, Candeur étudiée, *Le Figaro*, 20 août 1987. Voir aussi l'article de Joseph Macé-Scaron publié deux jours après et faisant l'inventaire des réactions suscitées par la prestation d'Harlem Désir ; Joseph Macé-Scaron, Le Front national veut débattre avec Harlem Désir, *le Figaro*, 21 août 1987.

44. Pour un développement systématique dans une tribune publiée par *le Figaro* de l'argumentation selon laquelle les campagnes antiracistes auraient pour effet d'augmenter le racisme voir le texte de Philippe Beneton, L'antiracisme dévoyé, publié dans *Le Figaro* du 12 septembre 1986.

45. P.P., Harlem Désir : avocat de l'intégration, *Le Figaro*, 20 août 1987. On peut imaginer que les deux textes publiés le 19 août (avant l'émission) et issus du service politique du journal, moins engagé dans la bataille politique contre la gauche que le reste de la rédaction dirigée par Max Clos, sont intentionnellement très neutres à l'égard d'Harlem Désir pour éviter que *le Figaro* apparaisse faire une campagne purement « politique » contre toutes les associations proches de « la gauche ». Le caractère imprévisiblement positif des articles, à rebours de ce qu'un lecteur habituel du journal ou un observateur de la presse aurait pu supposer devoir être écrit par *le Figaro* participerait ainsi d'un travail symbolique de transformation de l'image du quotidien. En revanche, le lendemain de l'émission, à côté d'un article descriptif de la prestation d'Harlem Désir, sans doute pris en charge par le service politique, Max Clos parviendrait à insérer deux commentaires éditoriaux qui ne seraient pas issus du service politique, dont celui du critique de télévision Renaud Matignon.

Tableau 3 : Noms et fonctions des journalistes du *Figaro* ayant écrit au moins deux articles présents dans le corpus et ayant SOS pour sujet, avec la date de parution de leur premier et de leur dernier article.

Journalistes	service et poste rédactionnel	nombre d'articles	date du premier article	date du dernier article
Thierry Portes	politique – rédacteur	12	19/08/1987	10/06/1991
Joseph Macé-Scaron	politique – rédacteur	11	15/06/1985	11/09/1992
Jean Philippe Moinet	politique – rédacteur ?	4	14/03/1988	11/01/1991
Valérie Duponchelle		3	26/03/1985	23/10/1989
Jean Bothorel	éditorialiste politique	2	07/03/1985	15/03/1988

Vingt autres journalistes du *Figaro* ont signé au moins un article.

Jusqu'en 1987, il apparaît difficile de vouloir rapporter les caractéristiques du traitement de SOS dans *le Figaro* aux propriétés sociales des journalistes chargés de l'association et à leur position au sein de la rédaction, puisqu'aucun journaliste n'écrit régulièrement sur le sujet : sur les dix-sept textes signés, publiés dans *le Figaro* entre mars 1985 et août 1987 et présents dans le corpus, aucun n'a le même auteur. Après 1987, la couverture du *Figaro* est en partie assurée par un jeune rédacteur, Thierry Portes, pour qui SOS représente un sujet très peu traité par le quotidien et donc un moyen de faire ses preuves en définissant une zone de compétence propre et un mode de traitement de l'information original, sensiblement moins marqué par la ligne éditoriale du journal que celui d'autres rédacteurs.

> « *Thierry Portes* – Je suis arrivé en 1986 au Figaro, comme stagiaire, j'avais 25 ou 26 ans. Quand vous êtes stagiaire, vous essayez de proposer des papiers que les autres ne proposent pas, donc c'est vrai que j'ai proposé ces papiers-là sur SOS-Racisme. Les premiers ont dû être publiés en 1987-1988. Il y a aussi une histoire d'âge, parce que, comme j'étais jeune, j'étais plus sensible à ce mouvement que la hiérarchie du journal »[46].

46. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

La position de Thierry Portes au *Figaro* est alors très proche de celles de Philippe Bernard au *Monde*, de Judith Waintraub au *Quotidien de Paris* ou d'Eric Favereau à *Libération* en 1985 : ces journalistes jeunes et entrés récemment dans leurs rédactions respectives sont chargés d'écrire sur un objet qui n'appartient pas aux secteurs journalistiques les plus prestigieux (la politique institutionnelle, l'étranger) mais dont la notoriété propre est susceptible de leur permettre d'attirer sur eux l'attention de leur hiérarchie et d'accélérer leur carrière. Ils sont donc conduits à traiter de leur objet de façon prudente – c'est-à-dire sans s'éloigner de la ligne éditoriale de leur rédaction et du mode de traitement de SOS majoritairement adopté dans le reste de la presse – mais aussi originale puisqu'il s'agit pour eux de se démarquer de leur concurrents à l'intérieur et à l'extérieur de leur rédaction[47]. Si Thierry Portes se montre plus nuancé à l'égard de SOS et beaucoup moins enclin à éreinter l'ensemble des actions menées par l'association que beaucoup de rédacteurs de son journal ou que Judith Waintraub du *Quotidien de Paris*, c'est parce la rédaction du *Figaro* connaît alors un système de contrainte double qui ne récompense pas seulement les rédacteurs qui savent suivre la ligne politique du titre mais qui fait aussi de la capacité à adopter une posture journalistique « neutralisée » une qualité professionnelle reconnue. On remarquera en outre que ce mode de traitement des activités de SOS correspondra assez étroitement à la nouvelle orientation rédactionnelle « recentrée » suivie par *le Figaro* après les élections présidentielles de 1988.

> « Q – Mais votre couverture de SOS n'est pas vraiment négative si je la compare avec ce que faisaient *le Quotidien de Paris* et Judith Waintraub, ou même avec ce qu'on pouvait lire dans certains journaux de gauche à partir d'un certain moment...
> *Thierry Portes* – Oui ? Je ne sais pas, en règle générale j'essaye d'être plus ou moins objectif. J'y arrive plus ou moins bien. Non, mais pourquoi voudriez-vous que je sois complètement négatif ?... Au *Figaro*, on s'adresse plutôt à un lectorat de droite ; cela étant, on est quand même obligé de rendre compte des faits. Waintraub devait avoir une lecture très politique des choses. Et puis dans le mouvement, il y avait un peu de tout, c'est vrai. Il y avait à la tête Julien Dray et quelques autres qui étaient politiques, mais la masse du mouvement était quand même constituée de jeunes qui... C'était un véritable mouvement de jeunes. Ils avaient le cœur à gauche comme la jeunesse à 20 ans... »[48].

Cependant, la plupart des articles de Thierry Portes consacrés à SOS ne seront publiés qu'après mai 1988 : jusqu'à cette date, *le Figaro* soutient la candidature de Jacques Chirac que SOS-Racisme combat. Jusqu'au second tour des élections présidentielles, la totalité des articles ayant SOS pour sujet mettront en cause l'action de l'association. Ainsi le meeting du « Grand Rancard », au début de la campagne présidentielle, est l'occasion d'une série de textes

47. La trajectoire professionnelle d'Eric Favereau à *Libération* confirme cette analyse : s'opposant frontalement à la ligne éditoriale que sa hiérarchie souhaite le voir adopter, sa position au sein du journal se trouvera provisoirement affaiblie.

fortement critiques. Jean-Philippe Moinet se demande si « le vernis de “ l'apolitisme ” de SOS-Racisme [n'est pas] en train de craquer ? » et considère qu'en dénonçant « la “ démocratie de l'exclusion ” [...], “ celle des bavures policières, des attentats racistes, du saccage de la vie sociale ” », « les amis de Harlem Désir ont ouvertement choisi leur camp ». Le journaliste écrit qu'au « Bois de Vincennes, la “ fête des potes ” avait tout de l'apparat du meeting politique [...], discours, langue de bois, beaucoup de musique et quelques artistes certes, mais des tracts sans ambiguïté : “ La droite au pouvoir c'est plus de profit, de chômage et d'exploitation ! ” Signé : Jeunesse socialiste ». Jean-Philippe Moinet apprend de surcroît à ses lecteurs que « Dans l'ombre des coulisses, l'omniprésent Jack Lang jubilait, glissant prudemment : “ Notre idéal est le leur... et inversement ” »[49]. Le journaliste n'a alors pas besoin d'ajouter un commentaire critique, il lui suffit de citer les déclarations d'Harlem Désir soutenant François Mitterrand : au cours de la campagne électorale celles-ci ne peuvent qu'apparaître agressives à un journaliste et à un lecteur du *Figaro*. Le lendemain, Jean Bothorel écrit dans un texte très engagé que « La gauche amorce une nouvelle offensive contre Jacques Chirac, sur un thème qu'elle manie avec habileté depuis maintenant une bonne dizaine d'années : la montée du racisme, voire du fascisme, en France. [...] SOS-Racisme, que François Mitterrand caresse avec ostentation, et dont le prétendu “ apolitisme ” a fini, depuis longtemps, de faire illusion, s'en est pris directement au candidat du RPR, proclamant sans vergogne, “ l'alliance Le Pen-Chirac ” ». L'éditorialiste ajoute que « nul n'en doute, SOS-Racisme roule pour le président sortant » : « SOS-Racisme et François Mitterrand agitent la “ bête immonde ” pour servir des desseins bassement électoraux »[50].

L'angle journalistique critique employé par les rédacteurs du *Figaro* durant la cohabitation pour présenter et commenter l'action de SOS a pour origine la logique politique qui détermine les principales orientations de la ligne éditoriale de la rédaction et en particulier les contraintes

---

48. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

49. Jean-Philippe Moinet, SOS-Racisme : à gauche toute, *Le Figaro*, 14 mars 1988. Curieusement, quelques semaine plus tard, lors du second congrès de SOS à Noisiel, alors que l'ensemble de la presse considère que ce congrès est marqué par l'engagement de l'association en faveur de François Mitterrand (voir par exemple Jean Quatremer, Le dimanche en campagne de SOS-Racisme, *Libération*, 4 avril 1988), *le Figaro* ne publie qu'un court article qui juge au contraire que SOS-Racisme ne s'est pas prononcé pour l'un ou l'autre des candidats : « “ Nous ne roulons pour personne, mais nous sommes prêts à être, par ailleurs, récupérés par tout le monde, dès lors qu'il s'agit de l'égalité ” a dit Julien Dray, soulignant que SOS-Racisme ne donnait à ses militants et sympathisants, aucune consigne de vote pour la présidentielle » ; article non signé, *le Figaro*, 4 avril 1988.

50. Jean Bothorel, La mauvaise querelle sur l'immigration, *Le Figaro*, 15 mars 1988. Pourtant, rétrospectivement, Thierry Portes considère parfaitement justifiée l'attitude de SOS-Racisme qui, durant la cohabitation, attaquait Charles Pasqua et Jacques Chirac en les accusant de vouloir ménager le Front national : « *Thierry Portes* – À l'époque entre 86 et 88, la droite était flageolante entre le soutien au Front national et sa condamnation, enfin rien n'était très clair. Donc à chaque fois qu'un maire de droite faisait un appel du pied au Front national, SOS était tout à fait dans son rôle de tirer la sonnette d'alarme, là-dessus, il n'y a rien à dire. La campagne présidentielle de 88 se termine quand même par Pasqua qui déclare “ nous avons des valeurs communes avec le Front national ” » ; entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

induites par le soutien que le journal apporte à la candidature de Jacques Chirac. Cependant, après le scrutin, la tonalité des articles que *le Figaro* consacre à SOS va sensiblement se transformer. Cette évolution aura pour origine l'arrivée de nouveaux dirigeants à la tête du journal qui entendront atténuer le caractère partisan de sa ligne éditoriale et la présence d'un journaliste chargé de SOS – Thierry Portes – qui ne se montre pas hostile envers l'organisation antiraciste.

C) La stratégie de recentrage du *Figaro* après 1988

Après avoir fortement augmenté entre 1980 et 1985, les ventes du *Figaro* régressent légèrement entre 1986 et 1989[51], ce que les professionnels de la presse attribuent alors au caractère trop partisan de la ligne éditoriale et à la mauvaise réputation professionnelle de la rédaction. Après les élections législatives de 1988, Robert Hersant souhaite modifier la ligne politique du *Figaro* et transformer son image publique pour rétablir sa crédibilité. Il écarte de la direction du journal Max Clos qui avait dirigé le quotidien depuis 1976 et qui incarnait l'orientation politique et journalistique antérieure et nomme un nouveau chef du service politique[52].

> « Robert Hersant : “ J'ai lu avec dégoût depuis des semaines un journal plein de fantasmes, d'agressivité et de mensonges ” [...].“ Clos est trop engagé. Nous devons absolument changer. Nous ne pouvons plus faire un journal de combat. ” Le vice-P-DG du *Figaro*, Philippe Villain, a mis la politique de recentrage en musique. Au service politique, Charles Rebois, promu dans

51. Jean-Marie Charon, *La presse en France*, *op. cit.*, p. 100. La diffusion totale payée passe de 443.000 exemplaires par jour en 1986 à 429.000 en 1989.

52. Pour une illustration de l'engagement du *Figaro* dans la campagne électorale de 1988 voir Yves Roucaute, *Splendeur.., op. cit.*, p. 196 : « Robert Hersant n'hésitera pas [...] à faire du *Figaro* une machine électorale au service de Jacques Chirac lors du second tour des élections présidentielles de 1988 ». Voir également Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 366 : « Dans la dernière ligne droite du grand prix présidentiel, alors que la casaque de Jacques Chirac était nettement distancée, *Le Figaro* a cravaché aussi sec que le candidat Premier ministre de la cohabitation. Le coup de pied de l'âne est venu sous la forme d'un article anonyme. Sur une suggestion de l'hôtel Matignon, Alain Peyrefitte, baron alors mal en cour au RPR et président du comité éditorial du *Figaro*, faisait du zèle. Il tenait à remettre sur le feu la vieille casserole accrochée aux basques de François Mitterrand depuis l'an 1959. Il en a parlé à l'éditorialiste Jean Bothorel qui a refusé. Personne, à vrai dire, n'était séduit par ce projet. Peyrefitte a tanné Clos, qui a tanné à son tour le chef du service politique Charles Rebois, lequel en a parlé mollement à ses troupes. Chacun s'est débiné. L'ancien ministre a insisté. Si bien qu'au bout de huit jours le directeur de la rédaction s'est mis en colère au comité. Clos : « Ce papier, je le veux demain pour après-demain. »[...] L'article a paru sans signature l'avant-veille du deuxième tour. [...] L'Elysée prolongé pour sept ans pouvait difficilement apprécier. Max Clos ayant été privé de plume, Charles Rebois a transmis la voix de son maître. Il fallait désormais « attendre et voir » : « François Mitterrand est président de la République. Il sera jugé sur ses actes. Ne faisons pas à l'élu d'hier un procès d'intention. Nous ignorons encore quels sont ses projets. » C'était la nouvelle ligne ».

une retraite dorée, a été remplacé par Baudoin Bollaert qui, ayant fait toute sa carrière en poste à l'étranger, était resté vierge en matière de politique intérieure [...] »[53].

Max Clos est remplacé en novembre 1988 par Franz-Olivier Giesbert, ancien rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, qui, arrivant d'un hebdomadaire doté d'une image « de gauche », est chargé de « recentrer » symboliquement *le Figaro*, c'est-à-dire de lui faire perdre une réputation de « tract politique »[54] établie depuis 1975 et encore renforcée entre 1986 et 1988. Toutefois, si, sous la direction de Franz-Olivier Giesbert, *le Figaro* n'est plus aussi proche qu'auparavant des intérêts politiques du RPR et de l'UDF, il reste un journal globalement orienté « à droite », et donc souvent critique à l'égard des partis « de gauche » et des organisations qui leur sont réputées proches.

« [Le jour de l'arrivée de Franz-Olivier Giesbert au *Figaro*], Clos a fait le nouveau plan de table. Il laissait son ancienne place. [...] La hiérarchie s'est levée quand FOG est entré. Giesbert : " D'aucuns peuvent s'étonner, mais je suis journaliste avant tout. Je ne suis inféodé ni à un parti, ni à une idéologie. Je me suis employé à désocialiser *le Nouvel Observateur*, ce n'est pas pour socialiser *le Figaro* ". [...] S'il n'a pas fait gagner un lecteur au *Figaro*, tout ce remue-ménage n'y a provoqué ni révolution ni coup de théâtre. Il suffisait de lire le quotidien pour s'apercevoir que rien n'avait changé. [...] Six mois après son arrivée, Max Clos félicitait Giesbert pour sa rigueur en matière d'immigration : " Ils sont un peu à droite, vos éditos. j'aurais eu du mal à en faire autant ". *Le Figaro* roulait pour les chefs de la droite comme devant. À la campagne européenne de 1989, il est passé sur les corps des rénovateurs de l'opposition. Leur chef de file RPR, Philippe Seguin, a téléphoné au nouveau directeur de la rédaction pour lui dire que, si c'était ça le changement, il aurait mieux fait de rester où il était. La bande à Léo ne décolérait plus »[55].

Cependant, si les principales orientations de la ligne rédactionnelle du *Figaro* sont maintenues, celle-ci connaît quelques aménagements, en particulier de forme : la critique des organisations « de gauche » ne retrouve pas la virulence qu'elle pouvait prendre sous la plume de Max Clos ou des journalistes que celui-ci sollicitait. L'arrivée de Franz-Olivier Giesbert entraîne ainsi de façon visible une rupture avec l'orientation qui prévalait auparavant au sein du journal et un assouplissement dans le traitement des organisations « de gauche ». Il serait cependant imprudent de conclure que ce changement de contenu provient directement d'instructions données par la nouvelle direction du journal. On peut faire l'hypothèse que la ligne éditoriale « de combat » instaurée par Max Clos, était mise en œuvre par des journalistes qui n'auraient pas toujours souhaité adopter une attitude aussi radicale. L'arrivée de Franz-Olivier Giesbert aurait ainsi entraîné un relâchement des contraintes et des autocontraintes induites par une configuration de la rédaction dominée par Charles

53. Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 366.
54. Voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 173 : « Comme le dit Jean-Marie Colombani : " Franz-Olivier Giesbert doit faire, avec *le Figaro*, d'un tract un journal " ».
55. Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.*, p. 372-376.

Rebois et Max Clos[56]. On peut également penser que certains journalistes ont pu anticiper sur ce qu'ils pouvaient supposer devoir être la nouvelle ligne éditoriale du journal avant même que celle-ci ne se traduise par un changement des orientations de la hiérarchie de la rédaction. Dans sa couverture de SOS-Racisme, *le Figaro* tend donc après 1988 à atténuer les critiques qu'il adresse à l'association antiraciste. Les articles consacrés à SOS sont généralement écrits par Joseph Macé-Scaron et Thierry Portes[57], journalistes du service politique qui suivent de manière régulière les actions de l'association, comme les « rubricards » de certains journaux, sans être pour autant spécialisés dans un « secteur de l'immigration » qui n'est pas constitué au *Figaro* (voir tableau 3). Au sein de notre corpus, le taux des articles codés négatifs diminue et passe de 71 % entre 1985 et 1986, et de plus de 50 % entre 1986 et 1989, à 33 % entre 1989 et 1992. De même, le taux d'articles codés positivement passe de moins de 8 % durant la cohabitation à plus de 20 % entre 1988 et 1992 tandis que le nombre d'articles codés neutres s'accroît également (voir tableau 1) ; simultanément, 45 % des articles sur SOS-Racisme publiés entre 1989 et 1992 dans *le Quotidien de Paris* ont été codés négatifs et seulement 13 % positifs, alors que durant la dernière phase de la cohabitation, 71 % des articles de ce journal présents dans le corpus ont été codés négatifs contre seulement 4 % codés positifs (voir tableau Quot1). Le *Figaro* se montre donc constamment moins négatif que *le Quotidien de Paris* après 1988, ce qui s'explique en partie par la stratégie de la rédaction qui a le souci de ne pas apparaître aussi systématiquement hostile aux organisations de gauche que celle dirigée par Philippe Tesson. Les animateurs de SOS-Racisme interrogés en 1990 estiment que *le Figaro* se montre souvent assez clément à leur égard. Selon Véronique Lambert, l'attachée de presse de SOS, les articles satisfaisants publiés par *le Figaro* tiennent beaucoup à la personne de Thierry Portes qui, lui, semble avoir une opinion positive de l'action de l'association[58]. Mais Véronique Lambert et Malek Boutih paraissent tous deux surpris que les articles publiés par *le Figaro* soient parfois plus favorables que ceux de *Libération*, qui cherche alors au contraire à prendre ses distances avec SOS :

---

56. Sur le concept de configuration et la façon dont les attentes et les autocontraintes produites par un état déterminé des relations de pouvoirs tendent à façonner les comportements des individus disposant des plus faibles ressources mais aussi des participants les mieux dotés, en dehors de toute intervention normative ou répressive des uns ou des autres, voir Norbert Elias, *La société de cour*, *op. cit.*

57. Parmi les articles du corpus publiés par *le Figaro* après mai 1988, 20 sur 31 sont signés par Joseph Macé-Scaron ou Thierry Portes.

58. Pour des exemples d'articles du *Figaro* adoptant un angle journalistique favorable à l'association, voir Thierry Portes, SOS-Racisme en quête d'un nouvel élan, *le Figaro*, 30 avril 1990, Isabelle Nataf, SOS-Racisme s'offre une Marianne, *le Figaro*, 1er juin 1990 et Thierry Portes, SOS-Racisme se penche à l'Est..., *Le Figaro*, 3 février 1990. Article sous-titré : « Face à la montée des nationalismes, Harlem Désir prêche sa doctrine « pluriculturelle » aux jeunes de « l'autre » Europe. Avec la bénédiction de François Mitterrand ».

« *Véronique Lambert* – Je peux te montrer des articles du *Figaro* qui sont bien meilleurs que ceux de *Libération*. À vrai dire, souvent sur les concerts de SOS, sur le congrès de Longjumeau, les meilleurs papiers, c'est *le Figaro* qui les fait. Alors, je ne suis pas sûre que si ça avait été un autre journaliste [Il s'agit de Thierry Portes], on aurait eu le même article, mais ça c'est... »[59].

« *Malek Boutih* – La presse de droite, elle, a été hostile, oui ; beaucoup plus au début d'ailleurs qu'une fois que l'association commençait à avancer. D'ailleurs, je ne peux pas te dire que nous sommes maltraités dans *le Figaro*. Objectivement, eu égard à ce qu'est ce journal et aux valeurs qu'il défend... Il y a des critiques, certes. Ils peuvent nous descendre en flèche, mais par ailleurs on n'est pas maltraités. Et y compris, lorsqu'on mène une action, les comptes rendus de presse sont quelquefois plus honnêtes, de notre point de vue, dans *le Figaro* que dans *Libération*. Ça nous est arrivé »[60].

Après 1988, la position de *Libération* au sein du champ de concurrence de la presse quotidienne – principal quotidien « de gauche » depuis la disparition du *Matin de Paris* – tend, comme nous l'avons déjà analysé, à induire des stratégies de maintien de la crédibilité journalistique du titre, qui conduisent à favoriser la publication d'articles critiques à l'égard des organisations « de gauche ». À l'inverse, la position du *Figaro* et sa réputation de journal « de droite » tendent à conduire à l'adoption d'une ligne éditoriale visant à corriger une image publique trop radicale risquant de nuire à la diffusion du quotidien. Le traitement comparé du Congrès de Longjumeau par *Libération* et *le Figaro* est à cet égard révélateur. Alors que Jean Quatremer subit la mauvaise humeur des animateurs de SOS pour avoir parlé d'un abandon de la revendication du droit de vote des immigrés aux élections locales et d'un alignement de l'association sur les positions de Michel Rocard, Thierry Portes est au contraire crédité des « meilleurs papiers » parus sur le sujet par les dirigeants de l'association. Les reproches adressés par Harlem Désir au premier ministre socialiste ainsi que la présence d'Antoine Waechter à la tribune du congrès amènent Thierry Portes à souligner la relative indépendance politique de SOS-Racisme qui, selon lui, n'a « plus aujourd'hui l'oreille du pouvoir » : « Tous deux partisans du ni-ni (ni à gauche, ni à droite), Harlem Désir et Antoine Waechter se sont trouvés hier sur la même longueur d'onde ». Le journaliste estime d'ailleurs que « si le pouvoir reste sourd aux appels de SOS, la faute en revient à Michel Rocard » qui « a été, après Le Pen et la droite, la principale cible du congrès » puisque « Harlem Désir a averti la gauche et en premier lieu Michel Rocard : “ Ce n'est pas en mettant son mouchoir sur ses valeurs, ce n'est

59. Entretien avec Véronique Lambert, le 14 novembre 1990. Selon Véronique Lambert, le contrôle de la rédaction est plus faible au *Figaro* qu'au *Quotidien de Paris* : « *Véronique Lambert* – Au *Quotidien de Paris*, quand ils ont envie de réécrire un papier, ils le réécrivent ou ils rajoutent des chapeaux, le journaliste n'y peut rien. Au *Parisien*, *idem*, ils contrôlent plus, ça c'est clair. Mais au *Figaro*, non : le journaliste vient et fait son papier, mais la rédaction ne le réécrit pas ; à la limite, s'ils n'ont pas de place, ils le coupent un peu, mais ils ne font pas de crasses ».
60. Entretien avec Malek Boutih, vice-président de SOS-Racisme, le 13 décembre 1990.

pas avec des idées molles que l'on peut faire baisser le Front national ” »[61]. En outre, Thierry Portes ne met pas en doute les chiffres d'adhésion avancés par l'association sur elle-même – en particulier les 17.000 membres et les 300 comités – et ne rappelle pas à ses lecteurs l'appartenance des membres fondateurs de SOS au Parti socialiste, l'élection de Julien Dray à l'Assemblée nationale ou l'attitude de l'association durant la dernière élection présidentielle. Tout ce qui pourrait être utilisé pour mettre en cause l'action de SOS est ainsi omis par Thierry Portes. Quelques mois plus tard, lors du concert de 1989, le même journaliste souligne l'importance du public présent devant la scène[62]. Il écrit que les « hommes politiques, grâce à SOS-Racisme, étaient venus pour chaleureusement reconstituer l'union de la gauche », mais il juge que si « la gauche » disposait ce soir-là du monopole de l'antiracisme, c'était surtout parce que « la droite, elle, ne s'était pas déplacée. Sous la tente des invités, on cherchait pourtant certains CDS qui avaient annoncé leur venue. Personne semble-t-il n'est arrivé »[63]. L'année suivante, pour le concert de 1990, Thierry Portes se montre une nouvelle fois conciliant envers SOS « qui a remporté son pari sur la pluie... et certains« météorologues ». De mauvais augures avaient en effet annoncé l'échec de la manifestation antiraciste. Des socialistes notamment, les mêmes qui, après avoir soutenu cette association, ont boudé samedi sa soirée », pourtant constate-t-il « la foule était bien là, face à la scène »[64].

Cependant, si après 1988, la stratégie rédactionnelle du *Figaro* tend à entraîner la publication d'articles neutres ou bienveillants pour l'association, il serait sans doute erroné de considérer que ce journal se montre à long terme favorable à SOS. En effet, lorsque l'image publique du quotidien aura été partiellement transformée par les changements apportés à la forme et à la tonalité des articles, la couverture du *Figaro* redeviendra progressivement critique à l'égard d'une association devenue plus vulnérable depuis « l'affaire du foulard islamique ». On verra coexister pendant quelques mois des articles neutres ou bienveillants écrits par Thierry Portes et des articles critiques signés par Joseph Macé-Scaron et Jean-Philippe Moinet. *Le Figaro* ne fera d'abord que rendre compte de l'augmentation des attaques contre SOS provenant des rangs mêmes de « la gauche » et accordera une attention plus soutenue à l'association France-Plus au moment où celle-ci se montre particulièrement active.

---

61. Thierry Portes, SOS-Racisme en quête d'un « nouvel élan », *Le Figaro*, 30 avril 1990.
62. Si Thierry Portes révise quelque peu à la baisse l'estimation du public présent effectuée par les organisateurs, il juge que les spectateurs étaient cependant très nombreux : « Combien étaient-ils samedi, au cinquième concert de SOS-Racisme ? 300.000, assurait Harlem Désir. Un chiffre sans doute exagéré, mais leur nombre pouvait faire pâlir tous les candidats aux élections européennes » ; Thierry Portes, Les « potes » unissent la gauche..., *Le Figaro*, 12 juin 1989. Il souligne cependant « qu'évidemment, ces jeunes étaient davantage venus pour la musique que pour les paroles ».
63. Thierry Portes, Les « potes » unissent la gauche..., *Le Figaro*, 12 juin 1989.
64. Thierry Portes, Des potes un peu mouillés..., *Le Figaro*, 11 juin 1990.

D) De l'affaire des foulards à la guerre du Golfe : l'accentuation de la critique

Il semble que *le Figaro* change d'attitude à l'égard de SOS à partir de « l'affaire des foulards » et de la publication du livre de Serge Malik « *L'histoire secrète de SOS-Racisme* », c'est-à-dire à peut près au même moment que la rédaction de *Libération*. « L'affaire des foulards » est en effet pour les journalistes du *Figaro* la première occasion de mettre en cause l'organisation antiraciste en apparaissant en accord avec une partie de la gauche et des « intellectuels » qui la soutenaient. Il était auparavant difficile pour les journalistes du quotidien d'utiliser contre SOS un angle critique qui ne se réduise pas à la pure et simple dénonciation du caractère « politique » de son action, dénonciation apparaissant probablement plus calculée et moins légitime dans un journal identifié comme « de droite » que sous la plume d'un rédacteur de *Libération* ou du *Monde*[65]. Ainsi *le Figaro* est contraint de s'appuyer sur les nouvelles ressources critiques issues de la publication du livre de Serge Malik ou des attaques d'acteurs politiques auparavant réputés proches des organisations antiracistes. En outre, le journal ne fait souvent que reprendre une information critique déjà publiée dans des quotidiens « de gauche ». Si on retient l'hypothèse que la rédaction du *Figaro* avait retenu et atténué les attaques envers SOS que la logique de sa ligne politique appelait, pour des raisons tenant en partie au travail symbolique de transformation de l'image publique du journal, on comprend que la généralisation au sein de la presse « de gauche » d'une attitude critique ait pu entraîner, en mettant fin aux risques d'isolement pour le quotidien, un retour à une ligne éditoriale moins conciliante à l'égard de l'association. Quelles que soient les bonnes relations personnelles que Thierry Portes entretenait avec les animateurs de SOS, il ne lui était pas possible de maintenir un traitement qui leur était favorable – en particulier en s'abstenant de rappeler l'engagement politique de ses fondateurs – alors même que l'ensemble de la presse devenait critique, notamment sur la question de l'appartenance de Julien Dray au PS. Protégée des accusations de « racisme » ou

65. Voir cependant l'article de Jean-Philippe Moinet en mars 1989 (dont le sujet est l'intervention d'Harlem Désir dans la campagne municipale de Marseille) qui met en cause l'engagement politique passé de SOS-Racisme : « Harlem Désir, derrière le paravent de l'antiracisme, n'en est pas à son premier dérapage électoraliste. Son message pour « l'intégration », ses actions « grand public » ont permis des prises de conscience, certes. Mais le vernis de l'apolitisme n'a pas toujours résisté [...]. SOS-Racisme, par le biais de ses dirigeants a longtemps sacrifié à la « tontonmania » au printemps dernier. Entre les deux tours, SOS-Racisme était là pour battre le rappel : « Nous allons voir Jean-Marie Le Pen dans la rue, avec ses milices, apporter son soutien à Chirac », déclarait dramatiquement Harlem Désir, récompensé depuis par son siège au conseil économique et social. Cette technique du chiffon rouge paraît aujourd'hui bien démodée. L'opération visant à faire croire, que, finalement l'antiracisme ne peut être « que de gauche » apparaît de plus en plus grossière » ; Jean-Philippe Moinet, Harlem Désir contesté, *Le Figaro*, 29 mars 1989.

de traitement partisan de l'information, par la généralisation de la critique de SOS-Racisme à des acteurs politiques « de gauche », la rédaction du *Figaro* était en mesure de reprendre une ligne éditoriale hostile à l'association d'Harlem Désir.

Ainsi, lors de l'affaire du foulard, Joseph Macé-Scaron met en cause SOS-Racisme en reprenant les reproches que lui adressent certains courants du Parti socialiste. Le journaliste du *Figaro* écrit que « Jadis, la laïcité constituait le terreau commun de la gauche. Or, les idées défendues par SOS-Racisme, propagées par de nouveaux élus de la « génération Mitterrand », ont mis à mal ce que le conflit enseignement public-enseignement privé n'était pas parvenu à entamer. [...] Quant à SOS-Racisme, Jean Poperen ne s'embarrasse pas de nuances : " Ils s'égarent " »[66]. Selon Thierry Portes, c'est la prise de position de SOS sur « l'affaire du foulard » qui a conduit à la multiplication des critiques et des condamnations de l'association, en particulier chez des intellectuels et des hommes politiques appartenant au Parti socialiste :

> « *Thierry Portes* – Alors, ce qui les a vraiment tués, c'est en réalité l'affaire des foulards. C'est de soutenir le foulard à l'école. C'est là qu'Arezki Dahmani organise un meeting à la mutualité où Finkielkraut attaque SOS... Il y a plein d'anciens de SOS qui basculent alors de l'autre côté, parce qu'on voit bien que c'est l'école, c'est le thème de l'école laïque. La gauche prend conscience de la perversité qu'induit le discours de SOS sur le thème de l'école laïque. Alors après, ceux qui critiquent SOS poussent trop loin en disant que c'était pervers dès le départ, ce qui est faux à mon avis...
> Q – Mais la position de SOS, n'était-ce pas une position mitigée : il ne faut pas exclure les jeunes filles de l'école laïque même s'il est nécessaire de tolérer momentanément certains écarts...
> R – Oui, mais quand il y a ce type d'affaire qui ressemblait un peu à l'affaire Dreyfus, en plus petit, vous ne pouvez pas être sur une thèse mitigée. C'est la thèse que Jospin a ensuite repris un peu et dont Bayrou ne s'écarte pas tellement en définitive dans les faits. Mais sur le discours, pas sur les actes, ce n'est pas possible de faire dans la finesse, le discours de SOS était plutôt qu'il fallait les accepter »[67].

Curieusement, Thierry Portes ne semble pas porter au crédit de l'association le fait que l'attitude qu'elle préconisait lors de « l'affaire des foulards » a été adoptée en pratique par plusieurs ministres de l'Education nationale successifs, ce qui pourrait laisser penser qu'elle était la plus conciliable avec les différentes contraintes auxquelles étaient soumis les pouvoirs publics. Le journaliste, comme d'ailleurs le reste de la presse, paraît avoir attendu de SOS-Racisme une position de principe défendant la « laïcité » et condamnant le « droit à la différence » incarné par la revendication des jeunes filles[68]. On peut aussi penser que mis en

---

66. Joseph Macé-Scaron, Les socialistes se voilent la face, *Le Figaro*, 21 octobre 1989.
67. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.
68. Thierry Portes fait rétrospectivement de SOS-Racisme une organisation défendant le « droit à la différence » ; « Q – *On a souvent dit que SOS avait prôné le droit à la différence, est-ce que vous pensez que c'est vrai ?*
Thierry Portes – Je pense qu'ils ont effectivement prononcé le terme de droit à la différence. C'était bien cette logique : il fallait qu'une petite musulmane puisse porter un fichu, un petit juif puisse porter une kippa, un petit

position au cours de l'entretien d'expliquer le changement d'attitude du *Figaro*, Thierry Portes réinterprète *a posteriori* la polémique sur le foulard, attribuant à SOS-Racisme des positions extrêmes qu'il est conduit à condamner, justifiant ainsi le futur traitement critique de l'association[69].

Selon Thierry Portes, les attaques formulées par des hommes politiques du RPR ou de l'UDF, voire du FN ou encore par les journaux identifiés à ces partis ne pouvaient pas atteindre le crédit public de SOS puisque leur point d'origine contribuait à en affaiblir la porté et la légitimité. En outre, lorsque le personnel politique ou les journaux « de droite » mettaient en cause SOS-Racisme, ils couraient le risque d'être accusés de « racisme » ou de faiblesse pour l'extrême droite. Il était donc préférable pour eux de ne paraître que reprendre les critiques énoncées par des intellectuels, des hommes politiques ou les journalistes « de gauche ». Ce n'est que lorsque ceux-ci mettront en cause l'association antiraciste que, selon Thierry Portes, une critique issue du *Figaro* retrouvera une certaine crédibilité et redeviendra énonçable et efficace. Ainsi, selon lui, l'affaire des foulards aurait été néfaste à l'association non pas essentiellement parce que le public lui aurait reproché ses prises de position mais surtout parce que celles-ci auraient conduit une partie du Parti socialiste et par conséquent des journalistes à l'attaquer.

> « *Thierry Portes* – Moi je pars du principe que, les intellectuels étant de gauche, la critique mortelle pour SOS ne pouvait venir que de la gauche. Et c'est vrai que c'est venu de là. Ce qui a

---

catholique, une croix. C'est bien une segmentation de la société. Enfin l'école laïque s'est battue contre ça. Je ne sais pas s'ils ont prononcé la formule droit à la différence, je pense que oui, mais c'est ancien. Q – *Mais au début leur thème c'était plutôt le « mélange » [...]*. R – C'était ambigu, non c'était pas ça. C'était d'abord une reconnaissance des différences au début. C'est vrai qu'ils se fondaient dans un mouvement généreux pour que tout le monde vive ensemble, c'est vrai. Cela étant, ça ressemblait quand même, *in fine*, aux thèses anglo-saxonnes de coexistence, c'est-à-dire chacun vivant dans des lois parallèles, ce qui n'est pas franchement l'esprit français. Selon l'esprit français, c'est vrai que l'intégration a un côté un peu autoritaire, mais c'est ça la tradition française. Pour SOS, c'était plutôt ces secteurs de Londres où il y a les quartiers pakistanais, les quartiers antillais etc. C'était plutôt ça leurs thèses. Alors on se retrouvait pour faire la fête ensemble, mais on arrivait seulement à vivre ensemble. Je ne dis pas que c'était conscient au début, je crois qu'ils n'ont pas fait le travail de fond. Je crois qu'ils ont isolé un mal qui était le racisme, ça coïncidait avec la montée de Le Pen, ils ont bien vu la cause, ils ont fait un énorme travail organisationnel mais il n'y a pas eu de travail de réflexion sur la société qu'il fallait proposer. Mais pas seulement de leur part, parce que les intellectuels c'était pareil, ils ont tous profondément évolué, enfin tout le monde a évolué » ; entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

69. Interrogé sur les raisons du décalage entre l'évolution des thèmes mis en avant par SOS et des critiques adressées à l'association pour son désintérêt pour les « problèmes concrets », Thierry Portes ne semble pas s'étonner qu'il soit possible en 1990 de critiquer SOS pour des positions et un type de discours que l'association ne tient plus depuis 1987 : « *Thierry Portes* – SOS-Racisme n'a que tardivement reconnu les problèmes qui existaient dans les banlieues, ce discours généreux servait quand même à nier la réalité dans les banlieues. [...] SOS-Racisme, c'était un peu une façon de se dédouaner de beaucoup de problèmes, c'était : regarder les jeunes, ils sont heureux de vivre entre eux, il n'y a pas de problèmes. Le discours sur les cages d'escaliers il vient plus tard... « Q – *Vous le situez à quelle période ? Parce qu'on ne leur fera ce genre de reproche que plus tard, au moment où ils seront affaiblis*. « R – Rocard le reprend dans sa déclaration de politique générale en 88, donc c'est avant, c'est en 87. Oui mais, il y a toujours un décalage en fait, c'est toujours, c'est toujours la même chose. Cela étant, il était quand même visible depuis un bon nombre d'années qu'il y avait un réel problème dans les banlieues » ; entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

commencé à faire mal, c'est les critiques de Finkielkraut et d'autres intellectuels mais aussi le jeu de Julien Dray qui était devenu député. Isabelle Thomas et lui s'étaient présentés aux législatives, on voyait quand même que la direction du mouvement partait uniquement sur le terrain politique. [...] La critique de SOS ne pouvait pas venir de droite, elle ne pouvait venir que de gauche. *Sur le domaine des idées, la critique ne peut venir que de la gauche. (...) La critique politique de SOS avait été menée depuis plusieurs années, mais à la limite, ça ne nous servait à rien. C'était même, pour la droite, contre-productif puisque ça ne faisait que la faire apparaître comme raciste*. Donc la critique ne pouvait venir que de la gauche comme, d'une autre manière, le Front national, c'est le problème de la droite : le fer de lance de la bagarre contre le FN, c'est surtout la droite classique : soit le RPR flanche soit il ne flanche pas. Bien sûr, le discours de gauche est important et ils ont toute leur place, mais c'est quand même un problème qui concerne essentiellement la droite »[70].

Quelques mois après les débats autour du port du foulard, Jean-Philippe Moinet s'intéresse au livre de Serge Malik, « *L'histoire secrète de SOS-Racisme* » et l'utilise pour mettre en cause les prises de position politiques de SOS. Il estime ainsi qu'Harlem Désir est « Lié aux heurts et malheurs de la “ Tontonmania ” » et que SOS a été « discrédité par de grossiers alignements politiques [et] accusé de faire le jeu de l'adversaire Front national par les outrances du militantisme [...] ». Le journaliste écrit que « Serge Malik soutient la thèse selon laquelle SOS n'a été qu'une courroie de transmission du PS, maintenant les apparences de la neutralité pour au bon moment (électoral, bien sûr), basculer du « bon côté » (socialiste, bien sûr) ». Jean-Philippe Moinet estime que « même si certains passages fleurent le règlement de compte (les tirs sont symptomatiquement concentrés sur Julien Dray), l'ouvrage puise ses informations à la meilleure source ». En conclusion de son article, il juge que les révélations faites par Serge Malik entachent la réputation de l'association qui, selon lui, ne peut plus se prévaloir de l'appellation « génération morale » : « À la lecture de ce livre en tout cas, ce mouvement qui a perdu de sa superbe semble loin, très loin, de la « génération morale » qu'il a prétendu incarner » au contraire de « L'association France-Plus, nettement plus indépendante, [qui] est devenue une référence en matière d'immigration et d'actions concrètes contre le racisme »[71]. Ce texte de Jean-Philippe Moinet définit le nouveau cadre d'interprétation de l'action de SOS qui aura cours au *Figaro* à partir de juin 1990. SOS-Racisme sera ainsi régulièrement jugé peu « représentatif », éloigné du « terrain », « politisé » et surtout défenseur du « droit à la différence » et de conceptions « outrancières » qui tendraient à accentuer le rejet des immigrés au sein de la population française. Tout se passe comme si, le ton de l'ensemble de la presse à l'égard de SOS ayant changé, *le Figaro* reprenait position « à droite » du spectre des opinions possibles sur SOS en accroissant l'intensité de ses critiques.

70. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995, (italiques ajoutées).
71. Jean-Philippe Moinet, La face cachée de SOS-Racisme, *le Figaro*, 2 juin 1990.

Tableau 4 : résumé de l'orientation du *Figaro* à l'égard de SOS-Racisme

Période Orientation	1985/03-1986	03-1986/22-08 1987	22-08 1987/05-1988	06-1988/09-1989	10 1989/15-01 1991	16-01 1991/ 1992
polarité	-	-	- -	neutre	-	-

L'augmentation des attaques dirigées contre SOS dans *le Figaro* est aussi sensible dans l'attention que le journal porte à partir de 1989 à l'association France-Plus dont l'activité, subventionnée alors depuis peu par le gouvernement de Michel Rocard, est en forte progression. France-Plus présente en effet des caractéristiques qui la rendent particulièrement intéressante pour les journalistes du *Figaro*. Comme pour l'ensemble de la presse, le surgissement d'une nouvelle association permet de renouveler le traitement du domaine de l'antiracisme et de l'immigration en insistant sur leurs désaccords. Mais France-Plus a aussi pour particularité – et pour stratégie – de prendre des positions sensiblement plus proches de celles alors défendues par Michel Rocard mais aussi par les partis de l'opposition et de situer son discours à l'opposé de celui de SOS-Racisme. En outre, France-Plus est pour la plus grande part composée de « beurs » ou de représentants « issus de l'immigration maghrébine » et dispose d'un porte-parole d'origine arabe plutôt qu'antillaise, ce qui lui permet de pouvoir se présenter aux journalistes comme plus « représentative » de la communauté maghrébine ou des habitants des banlieues et plus proche du « terrain ». Enfin, France-Plus n'a pas participé à la campagne électorale de 1988 et « l'apolitisme » de cette association est donc logiquement préféré par les journalistes du *Figaro* au caractère « politique » ou « partisan » de SOS-Racisme :

> « Contrairement à une association comme France-Plus qui s'est toujours refusée à donner des consignes de vote, SOS-Racisme, par le biais de ses dirigeants, a longuement sacrifié à la " tontonmania " au printemps dernier. [...] L'opération visant à faire croire que l'antiracisme ne peut-être " que de gauche " apparaît de plus en plus grossière. Du côté de France-Plus en tout cas, des beurs militent pour une démarche plus " crédible ". [...] Le président de France-Plus, Arezki Dahmani, trente-cinq ans, veut placer l'action concrète avant les déclarations moralisatrices et l'ouverture d'esprit au-dessus des positions politiques. [...] Lui s'est battu pour l'inscription des beurs sur les listes électorales et l'intégration de candidats de France-Plus sur les listes pour les municipales. Ô surprise ! Les candidats centristes et ceux de la droite libérale ont été les " plus offrants " en matière de places éligibles »[72].

72. Jean-Philippe Moinet, Harlem Désir contesté, *Le Figaro*, 29 mars 1989. En outre, Jean-Philippe Moinet estime que, contrairement à SOS accusé de défendre le « droit à la différence », « Arezki Dahmani en appelle au " droit à l'indifférence ", c'est-à-dire " à vivre sa différence dans l'indifférence de la société française " » ; *ibid*.

Un an après l'affaire du foulard islamique, Thierry Portes oppose point par point SOS-Racisme et France-Plus jugeant que si « SOS prônait “ le droit à la différence ”, le droit de vote des étrangers, une société multiraciale et, dans la même logique, un ministère de l'Intégration », au contraire « France-Plus parlait du “ droit à la ressemblance ”, d'intégration plutôt que de combat antiraciste, [...] refusait qu'un ministère s'occupe spécifiquement des immigrés et n'hésitait pas à proclamer : “ Le droit de vote des étrangers n'est pas une priorité ” ». Selon lui, « L'affaire du voile islamique a servi de révélateur. France-Plus s'est vigoureusement élevé contre une brèche dans le système laïc et a défendu « l'école de la République, creuset de l'intégration ». SOS-Racisme au non du droit à la différence, a soutenu qu'un fichu ne remettait pas en cause l'architecture scolaire [...]. Après l'affaire du voile, de virulents défenseurs de la laïcité, les chevènementistes et les poperenistes en premier, ont rejoint les positions de France-Plus ». Le journaliste estime donc que « dénigré par la droite, boudé par Matignon et par bon nombre de socialistes, le dialogue entre SOS et le monde politique s'est ainsi peu à peu transformé en un tête-à-tête avec les fabiusiens qu'anime à peine, de temps à autre, une petite phrase élyséenne »[73]. Thierry Portes conclut son article en présentant France-Plus comme une association qui agit depuis plusieurs années sur le « terrain » de l'intégration et qui n'entend pas s'en laisser « déloger » par SOS qui apparaît ici lui avoir opportunément emprunter le thème. Arezki Dahmani finit drapé dans les plis de la bannière tricolore : « Harlem Désir a annoncé hier la tenue des premiers états-généraux de l'intégration, les 15 et 16 décembre prochain [1990]. Un terrain qui est celui de France-Plus depuis plusieurs années, et d'où cette association ne compte pas se laisser évincer. D'ailleurs SOS est-il en mesure de la faire ? Lors de son université d'été, France-Plus présentera sa charte sur les droits et les devoirs des citoyens. Et son nouveau signe : en bleu, blanc, rouge »[74]. En insistant sur les devoirs des immigrés envers le pays d'accueil, sur le « droit à la ressemblance » ou « à l'indifférence » et en faisant de SOS-Racisme un défenseur du « droit à la différence », le porte-parole de France-Plus propose un discours qui convient beaucoup mieux que celui de SOS-Racisme à la ligne politique suivie par la rédaction du *Figaro*. Apparaissant moins revendicatif et moins accusateur envers les hommes politiques que SOS, France-Plus permet de critiquer SOS sur le fond – la lutte contre le racisme et les politiques d'intégration – tout en étant à l'abri des accusations de « racisme » ou de connivence avec Le Pen par le fait qu'Arezki Dahmani présente l'ensemble des stigmates garantissant son authenticité de représentant des Arabes et des « beurs ». En outre, le porte-parole de France-

73. Thierry Portes, De l'antiracisme au combat pour l'intégration, *le Figaro*, 12 septembre 1990.
74. *Ibid.*

Plus mettant en cause de son côté le manque d'indépendance de SOS et ses liens avec l'Elysée et le PS, les journalistes du *Figaro* pouvaient, en ne faisant que répercuter les attaques d'Arezki Dahmani, critiquer l'association sans paraître le faire.

> « *Thierry Portes* – J'en avais fait pas mal sur France-Plus. J'ai fait les premier papiers sur France Plus au *Figaro*, mais, à mon avis, les critiques de France-Plus étaient intéressantes sur plusieurs points [...][75]. C'est cette critique-là, qui est quand même assez forte, qui a finalement été reçue sur tous les bancs de l'Assemblée, puisque c'est ce qui introduit ensuite un discours sur la République, etc. Ce discours sur l'intégration et la République, certaines personnalités de droite pouvaient l'accepter, et ensuite certaines personnalités de gauche également puisque des critiques très dures contre SOS ont été portées par le PS, par Poperen et d'autres. Je suis allé à un colloque avec Poperen où on en est arrivé à la fin à accuser SOS de faire monter le racisme, ce qui représentait un retournement complet de la dialectique. Selon moi, c'était tout de même pousser le bouchon un peu loin. Mais quand SOS apparaît dans les années 84-85-86, il y a deux discours qui se renvoient la balle : c'est celui de Le Pen et celui de SOS. Tout le monde est obligé de se positionner par rapport à eux. C'était vraiment réducteur et on voit bien que c'est Le Pen qui a gagné. Si SOS faisait un peu de provoc, Le Pen faisait sa provoc dans son sens et ça bloquait tout »[76].

On peut en outre faire l'hypothèse qu'alors que SOS faisait porter la responsabilité des actes racistes sur des phénomènes sociaux et urbains (chômage, grands ensembles) dans lesquels les « jeunes issus de l'immigration » tenaient un rôle de victime, le discours de France-Plus qui demandait au contraire aux « beurs » de faire des efforts d'intégration – en particulier en s'inscrivant sur les listes électorales et en participant davantage à la vie politique – était beaucoup plus susceptible de retenir l'attention des élites françaises, personnel politique ou journalistes. Il semble que les rédacteurs du *Figaro*, Thierry Portes et Joseph Macé-Scaron, ne s'intéressaient pas essentiellement à la « représentativité » de France-Plus ou à son « authenticité », mais surtout à la critique radicale de SOS-Racisme que menait cette association[77].

---

75. Thierry Portes fait plusieurs critiques de fond aux positions défendus par SOS, qu'il semble cependant déformer quelque peu. Il juge ainsi néfaste que l'ensemble des populations issus de l'immigration s'adresse à un seul parti, comme tend à le faire SOS avec la connexion PS-SOS, il considère que le slogan du « droit à la différence », défendu selon lui par SOS, tend à entraver l'intégration des populations d'origine étrangère au contraire du mot d'ordre de France-Plus, le « droit à l'indifférence », et il juge enfin que SOS ne croit pas au modèle français d'intégration, c'est-à-dire d'assimilation : « *Thierry Portes* – Si tous les jeunes issus de l'immigration s'orientaient vers un seul parti de gauche, en l'occurrence le PS, ça aboutirait à une situation semblable à celle des Etats-Unis où toutes les minorités vont vers le Parti démocrate, ce qui fige la société. Le mieux étaient qu'ils irradient tout le spectre politique, qu'ils aillent autant à droite qu'à gauche pour poursuivre ce modèle d'intégration. L'autre critique concernait les slogans, le droit à la différence, le droit à l'indifférence. Enfin, c'est le modèle d'intégration à la française, qui revient en force à ce moment là et qui est portée par France-Plus. Et le fait aussi de condamner toute les voies proposées par SOS comme étant des voies calquées en réalité sur la société américaine, qui ne correspondent pas à cette fameuse exception française, en tout cas au modèle d'intégration à la française – auquel on peut croire ou pas – » ; entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.
76. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.
77. Thierry Portes considère qu'une des raisons de l'affaiblissement de SOS-Racisme est l'apparition de France-Plus qui aurait rendu manifestes les insuffisances des thèses développées par l'association : « *Thierry Portes* – En fait, SOS-Racisme s'est fait ensuite court-circuiter par France-Plus, d'un point de vue intellectuel. Je ne crois pas

« *Thierry Portes* – SOS a pris conscience du danger à un moment donné et justement a changé en reconnaissant les problèmes de base, qui sont des problèmes de banlieues, de boulot, de délabrement etc. La phrase de Fabius sur Le Pen qui " pose de bonnes questions en apportant de mauvaises réponses " aurait pu s'appliquer à SOS aussi. C'est-à-dire que SOS pose de vraies questions – par exemple le racisme qui est réel – mais en apportant de mauvaises réponses. Ils ont ensuite apporté de bonnes réponses quand ils ont commencé à travailler avec Castro sur les banlieues etc. En fait, quand ils ont changé. Mais à ce moment là, ils avaient déjà été discrédité par France-Plus et ils n'ont pas pu trouver un second souffle »[78].

« *Thierry Portes* – Ils [SOS-Racisme] ont raté leur mue, mais c'est parce qu'ils ont trop vécu sur le... De toute façon au bout d'un moment ils ne répondaient plus à l'attente de la société, alors ils ont essayé de se mettre dans les banlieues, dans les associations réfléchissant à l'urbanisme enfin à la vie de la cité. Ils fallait qu'ils repartent à la base dans un travail associatif, mais ils sont partis au départ d'un mouvement associatif vers un mouvement politique et c'est là qu'ils se sont plantés, comme ils n'apportaient pas de réponse sur le terrain politique, ils se sont trouvés en suspension, c'est vrai que ça aide pas quand on ne vous finance pas c'est sûr ça c'est évident.
Q – Oui on a l'impression qu'ils ne conviennent plus ni à la droite ni à la gauche et donc qu'on ne les...
R – Ah ben à la droite ils n'ont jamais convenu mais oui ils ne conviennent plus à la gauche. Mais il y a aussi un changement ce bouquin de Serge Malik, il y a quand même un virage qui se produit, et puis SOS c'est Dray qui tire la couverture à lui quand même. Oui, c'est vrai que tout le monde a utilisé ce bouquin pour critiquer SOS. Mais la critique qui avait été niée pendant des années, vous ne pouviez plus l'arrêter au bout d'un moment. »[79].

« Mais c'est vrai que sur le fond quand Harlem Désir dit il faut s'occuper des cages d'escaliers, bon, c'est un slogan, mais il ne va pas tellement plus loin, il n'y a pas tellement de propositions derrière. Moi j'étais à Longjumeau, ça devenait concret, ça devenait de vraies propositions mais il n'y avait pas d'axe, ils n'en tiraient pas eux-mêmes les conséquences sur leur propre mouvement, ça restait un mouvement pour des concerts, une association pour faire des concerts, donc il y avait un décalage. C'est sur des lignes stratégiques qu'ils sont allés dans le mur, ils auraient dû se transformer en mouvement de terrain. Ils ont essayé mais toujours avec un temps de retard, alors qu'ils étaient en avance, ils ont perdu leur avance »[80].

Lors de la guerre du Golfe, les journalistes du *Figaro* s'intéresseront surtout aux départs des « parrains » entraînés par la participation d'Harlem Désir aux manifestations contre la guerre. Valérie Dousset écrit que « La participation de SOS-Racisme [à la manifestation] a créé des

---

vraiment en nombre de militants, mais d'un point de vue intellectuel. France-Plus a vraiment condamné tous les postulats intellectuels de base et donc SOS n'a commencé un travail véritablement de fond, qu'assez tard, vers 90 [...]. Au départ, SOS-Racisme c'était de l'antiracisme, point : on est antiraciste donc, la société multiculturelle. Donc voilà, ça se bornait à ça, c'est un discours généreux, point à la ligne et puis il n'y avait rien, ce n'était pas structuré en propositions et c'est France-Plus notamment qui a décortiqué le message et qui a montré tous les vides qu'il y avait, ce qui a conduit SOS à reprendre un discours, à reprendre son discours et même à revenir sur certains postulats de base quoi [...]. Manifestement à un moment donné, l'attention s'est portée sur France-Plus parce qu'Arezki Dahmani était allé plus loin dans l'étude même des conséquences que portait le discours de SOS. En fait, SOS a été le premier à voir le mal qui touche notre société mais ils n'apportent aucune réponse avant longtemps. Mais aujourd'hui, à SOS, ils sont sur la ligne « il faut faire du travail dans les banlieues », qui est un discours qui va de Tapie jusqu'au RPR, donc il n'y a plus réellement de différences [...]. Maintenant, les discours de Julien Dray sur la banlieue sont dans la norme. Quand vous l'entendez à l'Assemblée, il n'y a pas vraiment une grosse différence avec ce que peu dire Raoult par exemple » ; entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

78. Entretien avec Thierry Portes, 3 juillet 1995.

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*

remous internes. Un de ses vieux “ compagnons de route ”, Guy Konopnicki, en a démissionné. Cet écrivain n'accepte “ ni la présence d'Harlem Désir à la tête des manifestations munichoises, ni le vote de Julien Dray, qui ne semble guère gêné de se retrouver aux côtés de Marie-France Stirbois ” »[81]. Le lendemain, Joseph Macé-Scaron interroge Pierre Bergé, réputé « proche » du président de la République, qui dénonce SOS, accusé de tenir « un discours aux forts relents munichois », et critique « l'infantilisme » de Harlem Désir qui « préfère faire passer ses sentiments avant sa raison ». Pierre Bergé juge que « Si quelqu'un devait s'adresser à la communauté arabe pour lui expliquer les enjeux de cette guerre, c'est bien Harlem Désir. Je pense qu'il a raté là une occasion exceptionnelle »[82]. Cependant, quelques jours plus tard, Thierry Portes estime que le ressentiment présidentiel envers l'attitude d'Harlem Désir et de Julien Dray n'est peut-être pas très important et que le vote hostile à la guerre des dirigeants de la Nouvelle école socialiste résulte plus d'un calcul politique que de l'expression de leurs convictions : « Plus que par souci de ne pas être débordés par les chevènementistes, les animateurs de la Nouvelle école socialiste, Dray et le sénateur Jean-Luc Mélenchon, ont d'abord tenu compte de leur base et... d'une oreille présidentielle malgré tout bienveillante. Leur pari est simple : cette guerre ne sera pas « fraîche et joyeuse ». Elle ne peut donc à terme, que hâter la recomposition de la gauche qu'ils appellent de leurs vœux »[83].

Quelques soient les dénégations ou les justifications données par Harlem Désir à propos du « droit à la différence » celles-ci ne peuvent convaincre des acteurs politiques et des journalistes qui sont à la recherche d'un thème justifiant la critique de SOS-Racisme[84]. En fait, quelque soit ce que faisait SOS-Racisme, c'était appelé à apparaître comme trop tard, trop timide ou insuffisant.

81. Valérie Dousset, Les pacifistes bravent l'interdiction, *Le Figaro*, 18 janvier 1991.
82. Joseph Macé-Scaron, Pierre Bergé : « l'infantilisme d'Harlem Désir », *Le Figaro*, 19 janvier 1991.
83. Thierry Portes, Histoire d'une rupture, 21 janvier 1991.
84 . Sur la défense supposée par SOS-Racisme du « droit à la diférence » voir annexe 1, p. 795.

Conclusion

L'orientation des jugements que les journalistes du *Figaro* ont portés sur SOS-Racisme a été durablement dominée par la ligne politique du quotidien. Lors de l'émergence de SOS-Racisme, les journalistes du *Figaro* n'ont pas participé à l'engouement médiatique qui a établi la notoriété de l'association. Durant la Cohabitation, *le Figaro* s'est montré hostile aux campagnes de SOS-Racisme, il est vrai généralement dirigées contre le gouvernement de Jacques Chirac. Ce n'est qu'après l'élection présidentielle de 1988 que la rédaction du *Figaro*, qui cherche alors à accroitre sa crédibilité professionnelle en se démarquant d'une attitude partisane dans laquelle le contenu des articles serait trop facilement déductible des préférences politiques supposées du journal, adoptera vis-à-vis de SOS-Racisme une attitude moins critique. L'embauche de Franz-Olivier Giesbert, comme les commentaires plus favorables à SOS-Racisme publiés dans *le Figaro* entre 1988 et 1990 sont les signes de cet effort de transformation de l'image publique très engagée à droite qu'avait alors *le Figaro*. Cependant, à partir de « l'affaire des foulards », le revirement des journaux « de gauche » à l'égard de l'association entraine également celui du *Figaro* dont les journalistes vont progressivement adopter la tonalité critique qui va être de plus en plus fréquemment employée par *Libération* et *le Monde* pour rendre compte des actions de SOS. Remarquons cependant que la structuration du lectorat du *Figaro*, en moyenne plus âgé que ceux de *Libération* ou du *Monde* rendait sans doute commercialement et publicitairement moins attractive une association qui semblait surtout populaire dans les collèges et les lycées. L'analyse de la couverture de SOS-Racisme par *le Figaro* permet de préciser l'importance de la ligne politique dans l'attention que les journalistes des différentes rédactions vont accorder à l'association antiraciste. Elle permet également de comprendre comment ce que les hiérarchies rédactionnelles savent des caractéristiques de leur lectorat va être utilisé pour sélectionner les priorités dans le traitement quotidien de l'actialité. Enfin elle laisse apercevoir combien l'attention des journaux « de gauche » était cruciale pour l'émergence de l'association en 1985. Si l'ensemble de la presse avait alors adopté l'attitude du *Figaro*, l'essor de la nouvelle association n'aurait pu avoir l'ampleur qui a été la sienne. Pour parvenir à atteindre auprès des journalistes de télévision le statut de « sujet d'actualité » ou de « phénomène de société » dans la jeunesse, il était nécessaire à SOS-Racisme de pouvoir s'appuyer sur une presse non pas tiède ou « neutre » mais au contraire intéressée à son succès.

Chapitre quatrième

La participation des médias à l'émergence et au déclin de SOS-Racisme

La manière dont les journalistes vont commenter les actions des manifestants et l'attitude des pouvoirs publics constituent donc un enjeu essentiel des mobilisations, l'action de chacun des protagonistes consistant souvent en des stratégies d'image destinées à attirer la sympathie et à mettre en scène la justesse ou la caractère abusif de la cause défendue. Avec la généralisation de la télévision, l'impact d'une manifestation sur le gouvernement provient surtout des effets que les reportages télévisés sont supposés avoir sur le « public », la manifestation réelle étant ainsi redoublée par une manifestation de papier ou d'images[1]. De nombreuses études ont montré que les journalistes, loin de se limiter à enregistrer passivement le déroulement des événements jouaient un rôle actif en sélectionnant les causes et les groupes susceptibles de faire l'objet de leur attention[2]. À l'inverse, face aux contraintes qu'imposent les médias, certains groupes militants ont appris à mettre en scène leur action de façon à la rendre acceptable et séduisante pour des journalistes[3]. Cependant il est souvent difficile de parvenir à établir un lien entre les caractéristiques du traitement par les médias d'un mouvement social et l'évolution ultérieure de celui-ci. L'ampleur de la couverture journalistique et l'orientation des commentaires portés sur une organisation militante vont exercer une influence décisive sur sa trajectoire. En analysant le processus de production de l'enthousiasme journalistique pour la nouvelle association antiraciste en 1985 puis celui de son déclin, nous chercherons à mettre en évidence que la couverture par la presse d'une organisation militante n'est pas seulement le produit de l'interaction entre les porte-parole du mouvement et les journalistes, mais qu'elle est aussi subordonnée à la configuration du champ politique, dont les clivages s'imposent en partie aux journaux et dont dépend le volume des ressources que perçoivent les entreprises de mobilisation.

1. Voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990.
2. Voir Herbert-J. Gans, *Deciding What's News : A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York, Pantheon, 1979, Gaye Tuchman, *Making News. A study in the construction of reality*, New York, The Free Press, 1978, Todd Gitlin, *The Whole World is Watching you. Mass Media in the Making and the Unmaking of the New Left*, Berkley, University of California Press, 1980. Les spécificités de la structuration du champ journalistique de chaque pays rendent cependant délicate l'utilisation des exemples issus d'autres espaces médiatiques.
3. Patrick Champagne, *Faire l'Opinion*, *op. cit.*, p. 232-237, « Les manifestations « pour » journalistes ».

A) L'importance de la presse dans l'émergence du mouvement

Fondé en octobre 1984, SOS-Racisme aura beaucoup de mal à se faire connaître durant les premiers mois d'existence. En janvier 1985, n'ayant à faire valoir que leur jeunesse et leur badge, les fondateurs ne parviennent pas à intéresser les journalistes chargés d'écrire sur l'immigration et les organisations antiracistes. Pourtant, le 15 juin 1985, SOS-Racisme organise place de la Concorde un grand concert auquel assistent plus de 300.000 personnes. Entre ces deux dates, un nombre considérable d'articles de journaux et de reportages télévisés aura fait connaître à tous les Français Harlem Désir et les sympathiques jeunes qui ont alors décidé de « lutter contre le racisme ». À l'inverse de structures militantes implantées de longue date, qu'on rencontre à travers leurs militants et qui sont souvent perçues comme ayant toujours été là (syndicats, formations politiques), SOS-Racisme est une organisation dont la notoriété récente a été surtout établie par les journaux télévisés. Ne disposant pas, en 1985, d'effectifs militants leur permettant de mener des actions autonomes, les fondateurs de SOS sont alors dépendants de la publicité que les journalistes peuvent leur apporter pour diffuser leur marque militante et leur badge. La croissance rapide de l'association durant sa première année d'existence et sa capacité à susciter des soutiens ont par conséquent été directement conditionnées par l'attention que lui ont portée les journalistes[4].

Tableau 1 : articles de la presse nationale ayant SOS pour sujet en fonction de l'année et de leur orientation.

Année	articles positifs	% d'articles positifs	articles neutres	% d'articles neutres	articles critiques	% d'articles critiques	Total
1985	285	72 %	64	16 %	49	12 %	398
1986	96	73 %	30	23 %	6	5 %	132
1987	150	62 %	53	22 %	39	16 %	242
1988	76	53 %	44	31 %	24	17 %	144
1989	52	33 %	89	56 %	19	12 %	160
1990	69	56 %	36	29 %	18	15 %	123
1991	23	24 %	41	43 %	32	33 %	96
1992	31	36 %	38	44 %	18	21 %	87
total	782	57 %	395	29 %	205	15 %	1382

4. Pour d'autres exemples de mouvements dont le développement provient directement de l'intérêt que lui portent les journalistes voir Molotch (H.), « media and movements », in Mac Carthy ((J.) et Zald (M.N.) (dir.), *The*

Dès les premiers mois d'existence de SOS, les journaux classés « à gauche », *le Matin de Paris*, *Libération*, *le Monde*[5], lui consacrent beaucoup plus d'articles que les journaux « de droite », *le Figaro* ou *le Quotidien de Paris* (306 articles contre 37 en 1985 voir tableau 2). Comme nous l'avons soulignées lors des chapitres consacrés à la couverture de SOS par *le Monde* et par *Libération*, les journaux « de gauche » accordent depuis longtemps plus d'attention que les journaux « de droite » au traitement de l'immigration et du « racisme » et ils disposent, contrairement à ces derniers, de journalistes spécialisés dans ce domaine, dont la seule présence au journal tend à engendrer des articles ayant l'immigration ou l'antiracisme pour sujet[6]. L'antiracisme constitue ainsi, au moins depuis la guerre d'Algérie, un thème propre au personnel politique, aux journalistes et aux associations antiracistes se reconnaissant dans « la gauche ». Les dirigeants des journaux proches de « la gauche » ont donc des raisons de supposer que leur lectorat est intéressé par des articles ayant pour sujet les actes de « racisme » et l'action antiraciste. À l'inverse, la prudence traditionnelle des rédactions « de droite » face à ce thème puis les informations sur l'origine politique des fondateurs de SOS vont, dès les premiers mois de 1985, dissuader les journalistes de la presse d'opposition de publier des articles laudatifs envers la nouvelle association, d'autant qu'il est alors difficile d'attaquer frontalement la cause de l'antiracisme[7].

Mais c'est le caractère massif de la couverture de SOS par la presse durant sa première année d'existence qui apparaît remarquable. Plus de 400 articles consacrés à SOS ont paru en 1985. Alors qu'un grand nombre d'articles publiés de façon continue sans être repris dans les journaux télévisés auraient pu n'avoir qu'un effet de notoriété réduit, ils se trouvent au contraire concentrés sur quelques périodes au cours desquelles ils tendent à saturer le lecteur et à lui rendre impossible d'ignorer l'association. Ainsi en 1985, 235 articles sur les 398 présents dans la base, soit 60 %, ont été écrits en l'espace de 6 semaines à l'occasion de trois initiatives de SOS soit une moyenne de six par jour. Ces textes sont d'ailleurs souvent accompagnés d'un

---

dynamics of social movements, Cambridge, Winthrop, 1979, p.71-93 et Todd Gitlin, *The whole world is watching you*, *op. cit*.

5. Sur l'évolution de l'orientation politique de la ligne éditoriale et de l'image publique du *Monde* voir Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995. Histoire d'une entreprise de presse*, Paris, Le Monde Editions, 1996, Jacques Thibau, *Le Monde*, *Histoire d'un journal, un journal dans l'Histoire*, Paris, Plon, 1996 et Françoise Berger, *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont, 1992

6. Voir Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, *op. cit.*, p. 32-37, 69-79 et 121-129.

7. En mars 1985, après le meurtre d'Aziz Madak à Menton par deux jeunes blancs et face aux protestations antiracistes que cette mort avait provoquées, *le Figaro* avait publié des extraits du casier judiciaire de la victime pour montrer qu'il s'agissait probablement d'un règlement de compte plutôt que d'un meurtre motivé par la seule appartenance ethnique de la victime. Cette publication avait suscité de nombreux articles indignés dans l'ensemble de la presse de gauche. Voir Gérard Nirascou, « Menton *:* une affaire sordide », *le Figaro*, 27 mars 1985 et Michel France, « La mort d'Aziz, version *le Figaro* », *le Matin de Paris*, 28 mars 1985.

titre en première page ainsi que d'une photo d'Harlem Désir ou de l'une des personnalités artistiques qui parrainent SOS[8]. *Libération* et *le Matin de Paris* font à plusieurs reprises d'une initiative de SOS le sujet de la rubrique « événement » qui occupe les deux ou trois premières pages de ces quotidiens et qui focalise l'attention du lecteur sur une question d'actualité particulière. Le concert de la Concorde suscite, à *Libération* et au *Matin de Paris*, la publication de plusieurs cahiers spéciaux. *Libération* consacre au total 24 pages entières à ce concert et 54 pages à SOS sur l'ensemble de l'année 1985. L'importance de la couverture de SOS tend à constituer elle-même un événement et participe au processus de construction de l'importance sociale de l'association. Les journalistes des autres rédactions – en particulier ceux des radios et des télévisions – vont être partiellement contraints d'aligner la tonalité de leurs commentaires, le nombre des reportages qu'ils consacreront à SOS et leur emplacement relatif dans le journal à ce qu'ils peuvent lire dans la presse écrite[9]. Il y a là un processus partiellement circulaire au cours duquel la considérable offre journalistique consacrée alors à SOS-Racisme tend à s'entretenir elle-même et, par les réactions qu'elle suscite dans les cours de lycée, contribue à produire la réalité sociale qu'elle est supposée décrire.

L'ampleur initiale de la couverture de l'action de SOS se double d'une pratique inhabituelle qui manifeste l'intérêt des journalistes pour l'association, celle des articles anticipant l'événement[10]. En 1985, 57 % des articles consacrés aux principales initiatives de SOS sont publiés avant celles-ci plutôt qu'après comme les normes professionnelles du travail journalistique le prescrivent généralement[11]. L'annonce de l'organisation d'événements militants constitue bien évidemment un soutien implicite aux initiatives ainsi rendues publiques :

> « *Eric Dupin* – [...] Il y avait une tradition qui s'était instaurée à *Libération*, qui faisait qu'on faisait la manchette et l'événement le samedi sur le concert de SOS. Là, c'est un appel à participer objectif »[12].

---

8. Entre 1985 et 1992, nous avons retrouvé environ une centaine d'articles accompagnés d'une photo d'Harlem Désir, dont une vingtaine pour la seule année 1985.
9. Si les journaux de presse écrite touchent relativement peu de lecteurs, il est fréquent que la presse audiovisuelle leur emprunte à la fois ses sujets et les angles journalistiques légitimes qu'elle est susceptible d'adopter. La faiblesse des moyens d'investigation des journaux télévisés, l'urgence dans laquelle ils sont réalisés et la protection contre les mises en cause politiques que procurent ces emprunts permettent d'expliquer la fréquence de l'imitation télévisée de la presse écrite.
10. Sur des articles annonçant les manifestations voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, *op*. *cit*., p. 204-208
11. Voir Jacques le Bohec, *Les rapports Presse-politique. Mise au point d'une typologie « idéale »*, Paris, L'harmattan, p. 21-93,
12. Interview d'Eric Dupin, 8 février 1994, déjà citée p. 263. Dans la suite de ce chapitre nous nous autoriserons à citer à l'appui de notre démonstration sur le processus de transformation des attitudes des journalistes vis-à-vis de SOS-Racisme, des extraits d'entretiens qui ont déjà été cité ici dans les chapitres consacrés à *Libération* ou au *Monde*. Généralement nous indiquerons la page où ils sont déjà cité

La publication d'autant d'articles – que l'importance réelle des actions de SOS ne justifiait pas toujours en particulier durant sa première année d'existence – n'aurait pas été possible sans un effort de certaines rédactions pour mettre l'association en valeur. La publication de cahiers spéciaux annonçant le programme du concert modifiait la structure éditoriale des journaux et nécessitait une décision de la direction de la rédaction destinée de toute évidence à favoriser le succès des manifestations. Cet effort en faveur de l'association n'est le fait que d'une partie de la presse. Ainsi on constate que les articles publiés par le *Matin de Paris*, le *Monde* et *Libération* en 1985 et 1986 représentent près de 80 % des articles de la presse nationale présents dans notre échantillon (voir tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'articles collectés consacrés à SOS publiés par *Libération*, *le Matin de Paris* et *le Monde* entre 1985 et 1992 (en pourcentage).

année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Libération + *le Monde* + *Le Matin**	306	114	148	92	107	68	45	27
pourcentage des articles publiés	77 %[13]	87 %	61 %	64 %	67 %	55 %	45 %	31 %
Le Figaro + *Le Quotidien de Paris*	37	9	36	32	28	28	23	21
pourcentage des articles publiés	9 %	7 %	15 %	22 %	18 %	23 %	24 %	24 %

* Entre 1985 et 1987.

B) Les raisons politiques du soutien initial de la presse à SOS

La réussite de SOS auprès des journalistes en 1985 ne se fit cependant pas sans difficultés. Après les mouvements « beurs » de 1983 et 1984, les rédacteurs spécialisés dans le secteur de l'immigration jugeaient la légitimité des organisations antiracistes à l'ancrage dont elles

13. Il s'agit là de pourcentages calculés à partir des articles collectés présents dans notre base de données. Pour se faire une idée de la place relative donnée à la couverture de SOS-Racisme, il faudrait en outre rapporter le nombre d'articles consacrés à l'association au nombre total de mots publiés dans chaque titre.

disposaient au sein de la jeunesse issue de l'immigration. Les premières initiatives de SOS, association d'étudiants d'origine généralement française, suscitent donc peu d'échos de la part des « rubriquards » traitant des mouvements antiracistes – Eric Favereau de *Libération*, Frédérique Lantieri du *Quotidien de Paris* ou Nicolas Beau du *Monde* – qui ne considèrent pas que la nouvelle association mérite beaucoup d'attention. Ils préfèrent proposer à leur hiérarchie des textes sur l'évolution des mouvements beurs qui, en dehors des manifestations des marches, ne constituent pas une priorité pour leurs rédactions. Nous avons montré qu'à *Libération*, les premiers articles ayant SOS pour sujet ne seront pas issus du service société auquel appartient Eric Favereau mais du service « mode de vie » alors animé par Laurent Joffrin. C'est seulement en contournant les journalistes qui auraient logiquement dû écrire sur leur action que les dirigeants de SOS vont pouvoir obtenir que *Libération* parle de la nouvelle association. Alors que les journalistes spécialisés qui doivent maintenir de bonnes relations avec leurs sources militantes privilégient l'adéquation avec les mouvements « beurs » issus des marches, les directions des rédactions évaluent l'opportunité politique de la couverture et son intérêt journalistique, c'est-à-dire ce qui leur parait pouvoir intéresser leurs lecteurs. La mise en forme adoptée par SOS – un rassemblement de jeunes multicolore et apolitique – était beaucoup mieux adaptée aux contraintes s'imposant aux hiérarchies rédactionnelles qu'à celles qui pesaient sur les simples journalistes.

À l'opposé de l'hostilité de la plupart de leurs « rubricards », l'intérêt que les hiérarchies rédactionnelles de la presse « de gauche » manifestent pour SOS-Racisme s'explique en partie par la configuration politique dans laquelle émerge la nouvelle association. Les résultats que le Front national a obtenus aux municipales de 1983 puis aux élections européennes de 1984 ont fortement surpris et inquiété au sein du milieu des journalistes des grandes rédactions nationales[14]. Certains journalistes s'interrogent alors publiquement sur la responsabilité des médias dans la progression du Front national et considèrent que la profession serait fondée à empêcher Jean-Marie Le Pen d'accéder aux micros de la radio ou de la télévision[15]. D'autres,

14. Les journalistes dirigeant les rédactions présentent sous beaucoup d'aspects des caractéristiques sociales diamétralement opposées à ce qu'on sait alors de celles des électeurs du Front national *:* statut social établi et dominant, diplomés et culturellement progressistes pour les premiers, non diplômés et statuts sociaux dominés pour beaucoup des seconds. On peut donc faire l'hypothèse qu'ils appartiennent aux fractions de la population qui éprouvent la plus forte hostilité vis-à-vis du Front national. Voir Nonna Mayer et Pascal Perinneau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la FNSP, 1996, p. 249-321. Sur la discalification des électeurs du Front national sous la catégorie de " petit blanc " voir Pierre-André Taguieff, *Les fins de l'antiracisme*, *op. cit*.

15. Pour un exemple de livre sur Jean-Marie Le Pen écrit par des journalistes après ses premiers succès électoraux, voir Edwy Plenel et Alain Rollat, *Le phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte-Le Monde, 1984. Pour une illustration des relations entre les journalistes et le Front national voir Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, *op. cit.*, p. 28-38 ; voir aussi, François-Henri de Virieu, *La médiacratie*, *op. cit.*, p. 235-247, Yves Roucaute, *Splendeurs...*, *op. cit.*, p. 314, 335, 343 et 370, Françoise Berger, *Journaux...*, *op. cit.*, 305-313, Paul

s'ils acceptent de l'inviter à parler, prétendent le mettre en difficulté[16]. Si la concurrence entre les rédactions aura rapidement raison de ces interrogations, le fait que ce type de prise de position ait pu être publiquement débattu par des responsables de rédaction et des éditorialistes constitue un indicateur de l'impact que le succès du FN a pu avoir au sein du milieu journalistique. Déterminer pourquoi le Front national a suscité une telle hostilité chez les journalistes de la plupart des rédactions nationales relèverait d'une étude particulière. En effet, comme l'admet Pierre Raiman « le fait de savoir jusqu'à quel point le Front National est un parti fasciste est une affaire très compliquée »[17] et la radicalité du Front national ne saurait être considérée en elle-même comme la cause suffisante de l'indignation manifestée par les journalistes. Il faut donc également supposer une sensibilité particulière du milieu journalistique aux thèmes et aux emblèmes de l'extrême droite. Il serait sans doute prématuré de faire l'hypothèse – comme peuvent le suggérer certains observateurs journalistiques – qu'une certaine homogénéité des idées et des modes de pensée propres aux rédactions de la presse parisienne serait à l'origine de la proximité des lignes éditoriales adoptées par les journalistes à l'égard d'entreprises politiques comme le Front national ou SOS-Racisme[18].

> « Q – *Comment expliquer que l'ensemble de la presse, en 1985, soutienne SOS-Racisme ? Eric Dupin* – Ben, ce n'est pas étonnant : la presse est faite par des journalistes. Les journalistes, ils ont, quand même, une certaine homogénéité sociale et culturelle. Et même, d'ailleurs, on pourrait dire que ce milieu est à la fois libéral-économique et libéral-culturel, si on lit les analyses les plus conventionnelles de la science politique française actuelle. Donc c'est pas étonnant que 90% des journalistes voient avec sympathie un mouvement qui avait l'air d'être un mouvement de masse, de jeunes, antiraciste et anti FN, et anti FN évidemment : le FN ne laisse neutre personne... »[19].

On peut cependant faire l'hypothèse que la généralisation de la possession de diplômes universitaires dans la profession journalistique et l'éventail restreint des revenus et des positions sociales des rédacteurs – en dehors du sommet des hiérarchies rédactionnelles – tend à favoriser la proximité relative des jugements que les journalistes peuvent porter sur le monde social[20]. Cette homogénéisation des points de vue que les journalistes sont susceptibles d'avoir sur les objets sociaux sur lesquels ils écrivent a été favorisée par les effets de la

---

Yonnet, La machine Carpentras, histoire et sociologie d'un syndrome d'épuration, *Le Débat*, n° 61, septembre-octobre 1990.

16. Les premières invitations de Jean-Marie Le Pen à l'Heure de vérité voient les journalistes interviewers se montrer inhabituellement agressifs et pugnaces avec l'invité ; voir François-Henri de Virieu, *La médiacratie*, Paris, Flammarion, 1990, p. 245.

17. Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.

18. Pour une critique, par un journaliste, de la proximité des prises de position éditoriales en matière de politique économique voir Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber, 1998.

19. Entretien avec Eric Dupin, 8 février 1994.

dédifférenciation des lignes éditoriales des journaux intervenue après 1981 et par la concurrence accrue entre les rédactions que celle-ci a entraînée[21]. Alors qu'avant 1981, les journalistes appartenant à des titres de tendance politique contraire étaient tenus de s'opposer sur l'interprétation des faits d'actualité, ils sont ensuite contraints, par la transformation des logiques de la concurrence, de rapprocher leur mode d'interprétation de l'actualité.

Face à un parti qui est alors couramment qualifié dans la presse de « fasciste », toute action visant à entraver sa progression apparaît légitime, même si elle ne provient pas d'acteurs politiques mais de journalistes dont le discours professionnel est par ailleurs souvent fondé sur l'affirmation du principe de neutralité partisane[22]. Si les rédactions ne peuvent collectivement limiter l'accès de Jean-Marie Le Pen aux médias, elles peuvent en revanche se montrer systématiquement critiques à son égard et accorder une attention bienveillante à toutes les initiatives qui apparaissent pouvoir entraver sa progression. Les fondateurs de SOS, en présentant leur mouvement comme une riposte à ce qu'ils nomment la « banalisation des idées racistes » dans la sphère politique, vont bénéficier de la sympathie spontanée de beaucoup de journalistes.

> *Eric Dupin* – Alors le Front national, quand il a émergé en 84, c'était terrible pour *Libération*, pour les anciens gauchistes pour qui le fascisme c'était l'ennemi... Donc pour eux, voir le Front national arriver comme ça à 11%, c'était un coup de tonnerre extraordinaire. Je me souviens de la soirée des élections européennes de 84 au journal, c'était quelque chose d'extraordinaire[23]. Et donc ensuite, il fallait lutter contre Satan. Et là, je crois de manière assez sincère, le fait de promotionner SOS-Racisme était considéré comme un moyen de faire reculer le Front national, (...). Il y avait le bien et le mal, SOS-Racisme et le Front national. [...] Je pense que ce qui a entraîné la mobilisation de beaucoup de gens, c'était l'existence du Front national, la légitimation politique du racisme, donc de SOS. Avant 81, c'est impossible à concevoir »[24].

> « *Frédéric Ploquin* – Il faut remettre les premiers articles écrits sur SOS dans le contexte de l'époque : il y avait la montée du Front National, l'apparition du lepenisme comme une véritable force en France. Un journal comme *le Matin de Paris* ne pouvait qu'amplifier ça. Ce n'était pas un journal lié à un parti sauf sur la fin, mais c'était quand même un journal très ancré à gauche et donc idéologiquement il y avait quand même une sorte de complicité de fait avec tous les mouvements antiracistes »[25].

---

20. Voir par exemple Rémy Rieffel, *L'élite des journalistes*, Paris, Puf, 1984, Jean-Marie Charon, *La presse en France*..., *op*. *cit*. et Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, pour des anecdotes sur le milieu journalistique.
21. Voir ci-dessous p. 461.
22. Voir Jacques Le Bohec, *Les rapports presse-politique*..., *op*. *cit*. et Gaye Tuchman, « Objectivity as strategic ritual *:* an examination of newsmen's notions of objectivity », *American Journal of Sociology*, vol 77, n°4, 1972, pp. 660-679.
23. *Libération* titre le lendemain des élections européennes « Le Choc », surtitré « Percée de Le Pen, effondrement du PC » et consacre neuf pages à « l'événement ». Voir également l'article d'Eric Dupin, L'irruption Le Pen, *Libération*, 18 juin 1984, l'éditorial de Gérard Dupuy, Qui a peur d'un homme aimable ?, *Libération*, 18 juin 1984 et le lendemain le texte de Fabien Roland-Lévy, L'opposition troublée par le choc Le Pen, *Libération*, 19 juin 1984.
24. Entretien avec Eric Dupin, 8 février 1994. Déjà cité p. 219.
25. Entretien avec Frédéric Ploquin, 23 juin 1993, journaliste du *Matin de Paris* chargé de l'immigration au début de 1985.

« *Jean Daniel* – Nous avons perçu SOS comme un élan providentiel de compensation, d'équilibre à l'égard du Front national naissant, du lepenisme populiste menaçant : nous étions bien contents de trouver des forces d'appoint et de compensation. [...] Le Pen était dominant, nous avons voulu croire que la réaction de SOS-Racisme, contre la montée du lepenisme était représentative d'un sursaut de l'opinion publique française toute entière. Nous avons voulu le croire, nous avons voulu faire en sorte que ce soit vrai. Nous l'avons sans doute surestimé, nous avons aussi sous-estimé les raisons du succès de Le Pen »[26].

« *Frédéric Ploquin* – Au départ, ces jeunes arrivent au *Matin de Paris*, bon déjà ils arrivent dans un journal qui était peut être réceptif à leur truc. Il se trouve que moi, j'étais à l'université avec eux. Je les connaissais, donc je savais exactement qui ils étaient, d'où ils venaient et je ne me racontais pas d'histoires, ce qui n'était pas le cas, à mon avis, à ce moment là, de tous les journalistes. Parce que *a priori* quand tu étais journaliste, ils arrivaient comme une bande de jeunes, ils étaient plutôt sympathiques, plutôt drôles plutôt gais et effectivement au départ on n'y croit pas forcément : si je raisonne comme journaliste, je fais 5-6 lignes comme ça dans le journal, pour signaler leur existence. Bon il se trouve qu'effectivement je les connaissais et donc ils ne pouvaient pas me raconter des sornettes sur je ne sais trop quoi. Les journalistes ont quand même tous un petit peu joué le jeu à mon avis par sympathie pour un truc dont on avait vraiment besoin en fait, dont la société avait besoin à ce moment là, globalement, d'un truc comme ça qui soit dans l'affirmation positive »[27]

« *Frédéric Ploquin* – Mais bon dans les premières années, même face à la montée de l'extrême droite, ils ont été utiles, moi je continue à croire ça... »[28].

« Pierre-Yves *Le Priol* – Ce qu'on a dit aussi, c'est que Harlem Désir avait besoin du Front National, enfin SOS avait besoin du Front National et Le Pen avait besoin d'Harlem Désir, donc il y avait une espèce de diabolisation réciproque, qui a servi aux uns et aux autres, moi je reprends partiellement cette analyse qui a été faite, ceci dit c'est pas ça qui m'empêche de penser que le bilan est globalement positif, et je ne suis pas de ceux qui aboient avec les loups aujourd'hui »[29].

SOS est donc favorisé par les rédactions « de gauche » dans une configuration politique marquée par le développement du Front national qui va permettre aux fondateurs de SOS de trouver des acteurs favorables à son action aussi bien dans le monde politique que dans le milieu journalistique. En quelques semaines, le succès de l'association dépasse de beaucoup les espérances de ses fondateurs et même leur capacité à le susciter. Tout se passe comme si l'orchestration objective des appuis à la nouvelle organisation – journalistes, personnel politique, lycéens, tous attachés à agir contre le Front national – donnait à SOS-Racisme des opportunités et des capacités d'action que l'association n'aurait jamais pu se créer sans la conjonction spontanée des conduites de soutien que suscite la présence stigmatisée du FN. Mais contrairement aux initiatives antilepénistes des partis « de gauche » que la presse qui leur est associée hésite à soutenir avec trop d'insistance de peur de voir remettre en cause sa crédibilité professionnelle, l'action de SOS-Racisme, organisation qui revendique son « apolitisme » et met

26. Entretien avec Jean Daniel, directeur de la rédaction *du Nouvel Observateur*, 9 juin 1993.
27. Entretien avec Frédéric Ploquin, 23 juin 1993.
28. Entretien avec Frédéric Ploquin, 23 juin 1993.

en avant à la fois des artistes de variétés et des hommes politiques classés « à droite » – en particulier Jacques Toubon et Simone Veil – permet aux journalistes de la presse « de gauche » de mener une campagne antilepéniste en réduisant les risques de remise en cause de leur neutralité professionnelle[30]. Tant que SOS n'apparaît pas symboliquement associé au Parti socialiste, le soutien accordé à l'association ne constitue qu'un faible danger pour la crédibilité des rédactions qui la promeuvent. Mais si le soutien des quotidiens « de gauche » à la nouvelle organisation ne peut se comprendre sans analyser la proximité idéologique qui les lie à la cause antiraciste qu'ils ont souvent défendue, le succès de SOS auprès des journalistes n'est pas réductible aux seules raisons d'affinités politiques.

C) Stratégies publicitaires et soutiens journalistiques à SOS

Si l'effort consenti par les journaux « de gauche » pour traiter largement des actions de SOS nécessitait un accord politique avec l'orientation générale de la nouvelle association celui-ci n'en constituait pas l'unique principe d'engendrement. On ne peut comprendre la considérable couverture de presse dont bénéficie SOS entre le 15 février et le 20 juin 1985, sans analyser les opérations publicitaires et commerciales auxquelles les actions et les concerts organisés par SOS donnent lieu dans un contexte de concurrence élevée entre les journaux « de gauche »[31].

> « *Dominique Pouchin* – Mes premiers souvenirs forts [sur SOS] ce sont des discussions sur le thème [...] : “ mais pourquoi n'a-t-on pas sponsorisé le concert de la Concorde ? Pourquoi est-ce qu'on n'était pas à la Concorde ? Pourquoi on a laissé ça à *Actuel* ? ” Je crois qu'*Actuel* était le sponsor de la première fête à la Concorde, et qu'on n'y était pas. Comme la Concorde avait été un gros événement, je me souviens qu'il y avait eu une première discussion qui avait été relativement courte, mais assez animée, sur le thème : “ pourquoi on est en dehors de ça ? ” »[32].

Après 1981, la baisse du tirage des anciens journaux d'opposition et le processus de neutralisation politique des lignes éditoriales qui les affectent, induits en particulier par la

---

29. Entretien avec Jean-Yves Le Priol, 11 juin 1993.
30. Peu de temps avant les premiers articles sur SOS, les journalistes de *Libération* tenteront de mettre en cause Jean-Marie Le Pen sur son action en Algérie (voir *Libération* du 12 février 1985 dont le titre est « Torturés par Le Pen, plusieurs de ses victimes témoignent aujourd'hui » ; voir également Lionel Duroy et Joëlle Stolz, Alger 1957, villa des roses : un député français chez les légionnaires, *Libération*, 12 février 1985). Le lendemain *le Quotidien de Paris* et *le Figaro* reprocheront au journal de mener une campagne politique contre le Front national obligeant Serge July à répondre aux critiques (voir L'enquête, pas la campagne, *Libération*, 13 février 1985).
31. Sur le processus d'accroisement de la concurence entre les journaux « de gauche » après 1981, voir Philippe Juhem, « Les transformations du champ de l'information politique après 1981 », à paraître dans *Actes de la recherche en sciences sociales* et ci-dessous p. 414-469.
32. Entretien avec Dominique Pouchin, directeur adjoint de *Libération*, 9 décembre 1994. Propos déjà cité page 207.

stratégie de normalisation et de « recentrage » suivie par *Libération* et *le Matin de Paris*, placent les journaux « de gauche » dans une situation de concurrence accrue pour maintenir leur diffusion et attirer de nouveaux lecteurs[33]. La couverture que *Libération* et *le Matin de Paris* consacrent à SOS-Racisme en 1985 peut ainsi être en partie expliquée par l'intérêt que ces rédactions, dans une logique d'élargissement de leur diffusion, pouvaient porter aux jeunes porteurs de badges et à tous ceux qui éprouvaient de la sympathie à l'égard du nouveau mouvement antiraciste[34]. Les lycéens qui paraissaient constituer le principal public de SOS-Racisme, sont alors décrits par les journalistes comme prêts à défendre des causes généreuses mais sans avoir de préférences partisanes bien affirmées[35]. Pour les responsables de *Libération*, du *Matin de Paris* ou même du *Monde*, ils représentent des lecteurs potentiels – puisqu'intéressés par l'actualité et une certaine forme d'engagement politique – pour lesquels des stratégies publicitaires particulières doivent être conçues. SOS-Racisme est alors considéré par certaines rédactions comme un moyen de toucher une partie de « la jeunesse » et de l'attacher à la lecture d'un journal particulier. En devenant, malgré les réserves de son « rubricard » immigration, Eric Favereau, le quotidien publiant le plus grand nombre d'articles consacrés à SOS, *Libération* cherchait à apparaître comme le journal le plus proche de la sensibilité antiraciste des jeunes. SOS constitue alors pour les dirigeants de *Libération* ou *du Matin de Paris* une cause en adéquation avec les valeurs qu'ils défendent mais aussi une organisation dotée d'une image positive à laquelle ils souhaitent associer leur journal.

> « *Philippe Bernard – Libération* en faisait des tonnes depuis le début, il y en avait des pages et des pages [...]. Libé voulait être un peu, entre guillemets, le journal officiel du mouvement. Ils voulaient aussi d'une certaine manière récupérer les jeunes qui allaient dans ce genre de concert. Ce qui *a priori* se conçoit : on peut penser que les jeunes étaient plus des lecteurs de *Libé* que du *Monde* »[36].

> « *Laurent Joffrin* – Cette alliance de militantisme moral et de savoir-faire médiatique était tout à fait dans l'air du temps des années 80, comme *Libération* était aussi l'expression de l'air du temps des années 80. Les deux entités se trouvaient en phase [...]. Mais il y avait un côté mode, d'effet d'air du temps, qui incitait *Libération* à traiter très largement pour être dans le coup »[37].

---

33. Entre 1981 et 1985, *le Monde* perd près de 100.000 lecteurs quotidiens et *le Matin de Paris*, la moitié de son lectorat alors que *le Figaro* en gagne plus de 60.000. La contraction de la demande de la presse « de gauche » est interprétée parmi les rédactions comme le signe d'un désintérêt des lecteurs envers des journaux qui apparaissent trop proches du gouvernement. Voir Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995. Histoire d'une entreprise de presse*, *op*. *cit*., p. 219-222, 338-341 353-355 et Françoise Berger, *Journaux... op. cit*., p. 181-187 et 190-191.

34. Sur l'accroisement des logiques de marketing au sein de la presse à partir de 1983 voir Jean-Marie Charon, *La presse en France*..., *op*. *cit*., p. 259-291.

35. Il s'agit là de la perspective adoptée par la plupart des journalistes dans leurs premiers articles sur l'association. Voir Gilles Anquetil et Pierre Blanchet, Touche pas à mon pote, *Le Nouvel Observateur*, 15 février 1985, Sophie Duchemin, La petite main sur le cœur des lycéens de Brochon, *L'Evénement du Jeudi*, 21 février 1985 et Didier Porte, La petite main des lycéens, *Le Matin de Paris*, 26 mars 1985.

36. Entretien avec Philippe Bernard, journaliste du *Monde* chargé de l'immigration et de l'antiracisme, 10 juin 1993.

37. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

« Q – Quel jugement vous portez par exemple sur le traitement de SOS qu'a fait *Libération*, [...] quand ils ont fait des cahiers spéciaux au moment des concerts ?
Robert Solé – Oui, oui, ils jouaient à fond la carte SOS, c'était leur public, c'était commercial, nous au *Monde*, on ne faisait pas ça..
Q – Vous pensez que c'était commercial ?
R – Bien sûr »[38].

Les concerts de SOS vont être l'occasion d'un véritable investissement publicitaire des journaux « de gauche » vis-à-vis des spectateurs présents. Le soutien qu'ils manifestent à SOS est stimulé par la concurrence qui les oppose pour apparaître aux côtés de l'association. En 1985, ne pouvant placer son « logo » sur la scène du concert de la Concorde puisque *Actuel* en est déjà le sponsor, *Libération* fait, à partir des trois cahiers spéciaux publiés durant la semaine précédant le concert, un supplément qui sera distribué gratuitement durant la fête. *Le Matin de Paris* édite plusieurs encarts identifiés par le logo de SOS avant le concert et donne les coordonnées téléphoniques des comités de province qui organisent les transports pour Paris. Au *Matin de Paris*, c'est l'un des fondateurs de l'association, Didier François, qui est chargé en octobre 1985 d'écrire sur le secteur de l'immigration et de l'antiracisme. En devenant l'année suivante et jusqu'en 1988 le sponsor du concert de SOS et en diffusant gratuitement les pages publicitaires annonçant l'événement, *Libération* s'éloigne d'une attitude strictement « journalistique » pour faire de SOS le support d'une stratégie commerciale. Dès lors, les parties rédactionnelles de ce journal peuvent difficilement être critiques à l'égard de la nouvelle association antiraciste. De fait, entre 1986 et 1988 le soutien de *Libération* à SOS ne se dément pas et si le nombre d'articles décroît – en partie parce que la nouveauté de SOS s'émousse – il demeure élevé tandis que l'orientation des commentaires reste très favorable. La couverture étoffée et louangeuse du *Matin de Paris* et de *Libération* entraîne celle des autres journaux « de gauche » mais aussi « de droite », contraints par la profusion des articles sur SOS-Racisme à traiter celui-ci plus abondamment. Si le soutien du *Matin de Paris* n'aurait sans doute pas suffi à entraîner le reste de la presse, celui de *Libération* qui est alors le journal dont l'audience et le crédit professionnel se sont le plus accrues depuis 1981 contraint les rédactions concurrentes à s'intéresser à l'association. L'intérêt de la presse écrite suscite et renforce celui des journalistes de télévision à qui SOS permet de faire des sujets à la fois positifs, consensuels et politiquement neutralisés convenant particulièrement bien au format télévisé. La configuration concurrentielle du champ de l'information tend ainsi à homogénéiser l'angle de traitement adopté par l'ensemble des journalistes à l'égard de SOS.

38. Entretien avec Robert Solé, chef du service société du *Monde* à partir de 1986, 11 septembre 1995.

D) Une mise en forme pour la presse

Mais si les journalistes sont en mesure d'accorder une aussi grande attention à la nouvelle association c'est parce que celle-ci présente une mise en forme particulièrement susceptible de les séduire. L'image jeune et spontanée que ses créateurs donnent à SOS l'associe au dynamisme, à l'enthousiasme et à l'idéalisme et semble plus proche des mises en forme produites au moyen de techniques du marketing publicitaire que des registres d'expression militants propres à rebuter les journalistes.

> « *Frédéric Ploquin* – L'antiracisme était fait jusque là par des emmerdeurs, des emmerdeurs au sens journalistique, c'est-à-dire des gens qui avaient toujours le même discours, toujours les mêmes propos : *le Matin de Paris* n'aurait pas pu faire cinq pages sur le MRAP. Et puis tout d'un coup, on a des gens qui arrivent, d'une autre génération, et qui bousculent tout ça. Ce sont les premiers à avoir appliqué à l'antiracisme une logique un tant soit peu médiatique et donc pour un journal comme *le Matin*, c'était impossible de passer à côté »[39].

> « Laurent Joffrin – Chez les fondateurs de SOS, il y avait un savoir faire concret qui consistait à démarcher les médias, à avoir beaucoup d'amis dans la presse, chez les journalistes etc. Il y avait un savoir faire qui consistait à trouver le slogan juste, quitte à se faire aider par les publicitaires. Par rapport aux associations antiracistes traditionnelles, c'était beaucoup plus séduisant et surtout c'était en phase avec la mentalité des jeunes de cette époque, qui, eux, regardaient beaucoup la télévision, écoutaient de la musique. Il y avait le fait de passer par des chanteurs rocks pour réunir des gens. Au lieu de faire une manif traditionnelle, ou un colloque, on fait un concert. Mais cette idée d'utiliser la sensibilité comme ça, du Top 50, ils ont touché juste, et ils exprimaient bien la mentalité d'une génération nouvelle »[40].

La proximité idéologique que les fondateurs de SOS peuvent entretenir avec les dirigeants des journaux « de gauche » aurait pu n'aboutir qu'à la publication de quelques articles à l'occasion de manifestations militantes. Mais l'attention que la presse accorde à SOS-Racisme est soutenue par l'intérêt proprement journalistique de l'association. L'originalité de SOS provient d'une part de l'importance de ses soutiens politiques et financiers et donc de l'ampleur des initiatives militantes qu'il est en mesure d'organiser, d'autre part d'une mise en forme de l'action militante spécifiquement destinée à la presse et profondément différente des modes de présentation des autres organisations militantes. La nouveauté, la jeunesse de ses animateurs, l'apparence ludique et presque esthétique du militantisme (le badge, les concerts, la manifestation-carnaval de décembre 1985), le discours non revendicatif et délibérément œcuménique, tout cela différencie SOS-Racisme des organisations militantes ordinaires que la

39. Entretien avec Frédéric Ploquin, 23 juin 1993.
40. Entretien avec Laurent Joffrin, 8 avril 1993.

plupart des journalistes considèrent alors comme « archaïques » et ennuyeuses, et par conséquent potentiellement dangereuses pour la conservation d'un lectorat réputé rechercher une mise en forme attrayante de l'actualité. En donnant à l'antiracisme une logique de présentation recoupant les préoccupations d'audience des responsables de rédaction, notamment ceux des chaînes de télévision, les fondateurs de SOS parviennent à offrir un produit militant qui ne rebute pas les journalistes, c'est-à-dire une organisation dont ceux-ci peuvent penser que sa couverture non seulement n'ennuiera pas le lecteur mais constituera au contraire un argument de vente.

Tableau 3 : Répartition de la tonalité des articles entre 1985 et 1992 dans les journaux « de droite », *le Figaro*, *le Quotidien de Paris*.

Année	articles positifs	articles neutres	articles critiques	articles positifs	articles neutres	articles critiques
1985	14	5	18	38 %	14 %	49 %
1986	3	2	4	33 %	22 %	44 %
1987	7	11	18	19 %	31 %	50 %
1988	2	12	18	6 %	38 %	56 %
1989	2	19	7	7 %	68 %	25 %
1990	8	8	12	29 %	29 %	43 %
1991	3	8	12	13 %	35 %	52 %
1992	5	9	7	24 %	43 %	33 %
total	44	74	96	21 %	35 %	45 %

Défendant une cause consensuelle, disposant de la sympathie manifeste « des jeunes », public recherché par les journaux et leurs annonceurs, et pourvu d'une mise en forme « moderne » et « apolitique », SOS-Racisme constitue donc une organisation particulièrement propre à susciter le soutien des journalistes de la presse « de gauche » dans un contexte où ceux-ci cherchent à s'opposer au Front national. En cumulant d'une part les avantages de l'engagement dans une cause traditionnellement « de gauche », mais en se gardant d'exhiber les stigmates – discours protestataire, « langue de bois », pratiques militantes routinisées – que beaucoup de journalistes en sont venus à considérer comme indissociables du militantisme, et d'autre part l'attrait journalistique et commercial que représente une organisation à l'action « spectaculaire » dont la couverture peut être classée aussi bien dans les pages loisirs, dans la rubrique société ou dans les pages consacrées aux personnalités artistiques, les fondateurs de

SOS-Racisme proposent un sujet d'actualité dont la mise en forme est parfaitement ajustée aux contraintes professionnelles spécifiques des journalistes.

E) D'une cause sans adversaires à une association critiquée : les effets des usages politiques de SOS-Racisme

Les débuts de SOS sont facilités par la difficulté qu'ont ses premiers adversaires – certaines associations beurs et les partis d'opposition – à critiquer les défenseurs d'une cause « irréprochable », c'est-à-dire dont le bien fondé est socialement si évident qu'il est nécessaire de justifier précautionneusement son éventuelle contestation[41]. La fondation récente de l'association qui n'a pas à répondre d'un bilan et son discours non revendicatif rendent malaisés la définition d'un registre argumentatif permettant de la mettre en cause. Ce n'est au bout de quelques mois, une fois la notoriété de SOS bien établie, qu'émergeront un certain nombre d'argumentations critiques susceptibles d'être employées contre SOS : l'indépendance politique de l'association est contestée depuis la publication dans la presse de l'appartenance partisane de ses fondateurs, le mode de financement public des concerts est dénoncé et les militants « beurs » reprochent à SOS-Racisme son manque « d'implantation » dans les quartiers de banlieue et la proportion insuffisante en son sein des jeunes issus de l'immigration. Fondées ou non, ces accusations vont constituer durant plusieurs années l'essentiel des arguments utilisés contre SOS. Pourtant en 1985, les acteurs qui formulent ces critiques ne parviennent pas à modifier le cadre d'interprétation majoritairement adopté par les journalistes[42]. Les rédactions des journaux « de gauche » continuent d'accorder une attention minutieuse aux actions de SOS et à les considérer comme positives. Même le personnel politique « de droite » préfère ne pas souligner la proximité existant entre la direction de SOS et le PS de peur d'apparaître opposé à la cause antiraciste dans son ensemble. Tant que l'image de SOS, association « liée au PS », ne sera pas davantage diffusée, le nombre des journalistes ou des acteurs politiques s'y référant pour la dénoncer demeurera très faible. Bien entendu, la rareté de ces dénonciations permettra à SOS de conserver durablement son image publique de groupe apolitique de jeunes luttant contre le racisme. Pendant longtemps les critiques formulées envers SOS resteront socialement inaudibles parce que les hiérarchies rédactionnelles trouvent un intérêt à la couverture laudative de SOS.

41. On pourrait dire qu'à l'état naissant, le public n'ayant aucune connaissance de certains faits une association antiraciste bénéficie d'un a priori favorable et d'une légitimité de principe.
42. Voir Erwing Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991.

Paradoxalement, l'association croissante de l'image publique de SOS avec les partis « de gauche » après 1988 sera favorisée par l'émergence de nouveaux adversaires de l'association au sein du PS. Tant que l'action de SOS restera conforme à la logique d'affrontement entre « la gauche » et « la droite » elle conservera suffisamment d'appuis pour prévenir la dégradation de son image publique. Durant la cohabitation de 1986-1988, l'engagement de SOS au côté de l'opposition conduit bien entendu à la publication de nombreux articles dans *le Figaro* et *le Quotidien de Paris* critiquant l'utilisation de l'antiracisme à des fins partisanes[43]. Mais la participation de l'association aux mobilisations contre les lois Pasqua et la politique du gouvernement lui permet de recevoir le soutien des partis de l'opposition et de la presse qui leur est associée. Les interventions des porte-parole de SOS sont, durant cette période, très souvent hostiles au personnel politique « de droite » (voir tableau 4). Que ce soit lors des campagnes sur les « bavures » de la rue de Mogador et de Fontenay-sous-Bois en juillet 1986, durant le mouvement étudiant de décembre 1986 ou lors des manifestations contre la réforme du code de la nationalité, les porte-parole et l'appareil de SOS-Racisme s'engagent fortement contre l'action du gouvernement de Jacques Chirac. Dans cette configuration politique, les initiatives de l'association sont largement couvertes par les journaux d'opposition dont les rédactions saisissent en pratique les diverses occasions que leur donne l'actualité d'exprimer leur désaccord avec la politique du gouvernement, notamment en matière d'immigration et de lutte contre « l'insécurité » (*Libération*, *le Matin de Paris* et *le Monde* publient plus de deux cent cinquante articles consacrés à SOS en 1986 et 1987, soit une moyenne d'un tous les trois jours voir tableau 2). La tonalité de ces articles est généralement positive (moins de 3 % des articles présents dans la base de données ont été codés critiques entre 1986 et 1988 contre 73 % codés positifs au sein des trois journaux). Face à l'appui que la presse « de gauche » apporte à SOS parmi d'autres organisations hostiles au gouvernement, les journaux télévisés – dont la large audience nécessite une plus grande euphémisation des lignes éditoriales – ne peuvent adopter un angle plus critique envers l'association antiraciste sans se retrouver sur les positions défendues par les journaux proches de la majorité et sans apparaître trop ouvertement partisane[44]. Si les reportages télévisés consacrés à SOS se raréfient, leur orientation ne devient

43. Voir par exemple Jacques Soustelle, « Un sous marin nommé Désir », *le Quotidien de Paris*, 11 juin 1986, Philippe Bénéton, « L'antiracisme dévoyé », *le Figaro*, 12 septembre 1986, Jean-Philippe Moinet, « SOS-Racisme à gauche toute ! », *le Figaro*, 14 mars 1988 et Paul Guilbert, « La machination du racisme », *le Quotidien de Paris*, 14 mars 1988.

44. En décembre 1986, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988, les présidents des radios et des chaînes de télévision publiques nommés par le précédent gouvernement sont remplacés – à l'exception d'Hervé Bourges à TF1 – par des hommes proches du nouveau pouvoir. Si la nouvelle majorité ne souhaite pas laisser les moyens d'information audiovisuels aux mains de dirigeants qu'elle perçoit comme des adversaires, la transformation des orientations éditoriales des journaux télévisés ne peut se faire alors que dans le cadre des

cependant pas hostile. Le caractère positif des articles sur SOS dans la presse « de gauche » constitue donc un obstacle à la dégradation de son image, y compris dans des médias réputés hostiles.

> « *Eric Dupin* – Est ce que les porte-parole de SOS n'auraient pas pu, compte tenu de leur propre culture politique, je pense à quelqu'un comme Dray, basculer d'un positionnement moral à un positionnement plus politique, qui est leur discours actuel, qui est de dire, c'est la crise qui est à l'origine du racisme, etc. Est ce qu'ils n'ont pas trop tardé de ce point de vue là. Leur retard à passer d'un discours éthéré à un discours social n'est-il pas lié aux appuis politique et médiatiques qu'ils avaient, l'Elysée et Libération pour simplifier ? Appuis qui les tiraient en arrière, qui n'avaient pas forcément envie pour des raisons de positionnement politique et d'idéologie de faire le lien entre le racisme et la crise sociale. Donc il se peut que leurs appuis politiques et médiatiques leur aient fait prendre de retard par rapport à ce type d'analyses. Je n'imagine pas quelqu'un comme Dray penser uniquement qu'il y a des gens méchants comme ça qui sont racistes, ce est pas conforme à l'image du personnage, mais ça veut donc dire que si malgré tout il privilégiait ce type de discours c'est qu'il avait un certain nombre de bénéfices à en attendre, enfin parce que c'était ce type de discours qui marchait, qui leur donnait prise sur le débat politique etc. [...] C'était le seul discours chez les journalistes et c'était le discours aussi qui plaisait à l'Elysée, parce que dire que c'est le chômage qui créé le racisme... Qui est impuissant à endiguer le chômage ? ça posait un petit problème... »[45].

Après la nomination de Michel Rocard à Matignon en 1988, les contraintes de crédibilité que l'appartenance au champ des associations antiracistes imposent à SOS l'obligent à conserver le programme qui avait été adopté durant la cohabitation pour mettre en cause « l'absence » de politique d'intégration des populations issues de l'immigration. L'alternance politique conduit donc SOS-Racisme à confronter pour la première fois ses propositions revendicatives à un gouvernement socialiste. Au bout de quelques mois l'association en vient donc à critiquer ce qu'Harlem Désir appelle « l'immobilisme » du nouveau gouvernement dans le domaine de la politique de la ville[46]. À partir de novembre 1988, les porte-parole de l'association mettent en cause essentiellement des hommes politiques appartenant à la nouvelle majorité plutôt qu'à l'ancienne (voir tableau 4). Alors que le personnel politique « de droite » était critiqué dans 70 % des interviews et des tribunes publiées dans la presse durant la cohabitation, il ne l'est plus que dans 20 % de celles-ci après l'élection présidentielle de 1988. Au contraire, les personnalités politiques « de gauche » qui n'étaient mises en cause que dans 5 % des cas avant 1988, le sont dans 65 % des interviews à partir de 1988. L'orientation partisane des prises de position publiques des porte-parole de SOS-Racisme – dont le travail politique consiste souvent dans

---

contraintes qu'impose l'apparence de neutralité de l'information télévisée ; voir Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La Télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992, p. 350-354.

45. Entretien avec Eric Dupin, le 8 février 1994.

46. Voir par exemple Gérard Courtois, « Harlem Désir s'inquiète du surplace du gouvernement », *le Monde*, 17 novembre 1988, Jean Quatremer, « Harlem Désir *:* “ l'intégration est en panne ” », *Libération*, 16 novembre 1988, Yves Cornu, « Harlem Désir *:* “ Rien n'a changé entre l'avant et l'après 88 ” », *le Quotidien de Paris*, 19 décembre 1988.

l'interpellation des pouvoirs publics – se révèle donc très sensible à la conjoncture politique. La construction du courant de la *Gauche socialiste* dont Julien Dray, élu député en 1988, est avec Jean-Luc Mélenchon le principal animateur suscite également à SOS-Racisme des adversaires au sein du Parti socialiste. Cependant l'accroissement du nombre des acteurs politiques susceptibles d'être hostiles à SOS ne débouche pas immédiatement sur la généralisation d'un discours critique envers l'association. Il est en effet difficile pour des journalistes ou des hommes politiques « de gauche » d'attaquer une association antiraciste issue de leur propre « camp » politique et qui a rendu des services remarqués durant la cohabitation. Les critiques que la presse « de droite » utilisent ne seront que rarement reprises au sein des journaux de gauche qui manifesteront plutôt leur irritation envers SOS par une baisse du nombre d'articles à partir de 1989 et par un accroissement limité de la proportion de textes hostiles. On voit cependant les attaques contre l'association devenir plus fréquentes : les polémiques sur le port du foulard islamique en octobre 1989 entraînent la critique de la position conciliante adoptée par SOS et préparent la mise en cause de la défense supposée par SOS d'un « droit à la différence » pour les immigrés ; les émeutes de Vaulx-en-Velin en octobre 1990 et l'opposition à SOS des associations beurs de Lyon vont permettre de développer la critique de la faible implantation de SOS « sur le terrain »[47] ; la publication du livre de Serge Malik sur « *L'histoire secrète de SOS-Racisme* » en 1990 accrédite l'idée que SOS sert les intérêts partisans du courant animé par Julien Dray[48]. Toutefois l'écho rencontré par ces nouveaux adversaires et les répertoires argumentatifs qu'ils utilisent demeure faible jusqu'en 1990. En mars 1990, Harlem Désir invite Antoine Waechter, porte-parole des Verts, au congrès de Longjumeau et lance un *Manifeste pour l'intégration* détaillant la politique que SOS souhaite voir appliquer dans les quartiers populaires notamment dans les domaines de l'éducation et de la rénovation urbaine. Ce congrès, où SOS cherche à manifester à la fois son implantation nationale et son indépendance à l'égard du gouvernement socialiste est encore favorablement considéré dans la presse qui tend à reconnaître sa prise de distance à l'égard du PS[49].

47. Pour un exemple d'article reprenant ce thème voir Judith Waintraub, « Quand Harlem Désir se fait chahuter par les beurs », *le Quotidien de Paris*, 6 décembre 1990 et Gilles Millet, « SOS part à la découverte de la France », *Libération*, 9 décembre 1989.
48. Serge Malik, *L'histoire secrète de SOS-Racisme*, Paris, Albin Michel, 1990.
49. Voir par exemple Jean Quatremer, « Revenus de Mitterrand les potes se mettent au vert, *Libération£*, 30 avril 1990, Jean-Jacques Bozonnet, « SOS-Racisme se mobilise contre les “ idées molles ” de la classe politique », *le Monde*, 2 mai 1990.

Tableau 4 : Les mentions négatives à l'égard de personnalités politiques en fonction de la période et du camp partisan dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme.

période	1985/3-1986	3-1986/5-1988	5-1988/1992
Nb d'interviews et de tribunes des porte-parole de SOS	23	20	46
mentions négatives envers le FN	17 %	65 %	35 %
mentions négatives envers des personnalités classées à droite	9 %	70 %	20 %
mentions négatives envers des personnalités classées à gauche	4 %	5 %	65 %

Le processus de défection des soutiens

La guerre du golfe a constitué une rupture entre SOS et ses soutiens politiques et journalistiques. Le nombre d'articles positifs est alors divisé par quatre tandis que celui des articles défavorables augmente brusquement (voir tableau 3). Les adversaires « de gauche » de SOS qui auparavant hésitaient à mettre en cause publiquement une organisation qui apparaissait soutenue par François Mitterrand, peuvent alors le faire. Les journalistes de la presse « de gauche » vont se mettre à utiliser les registres argumentatifs critiques qui ne participaient pas jusqu'alors à la définition du cadre de perception et d'analyse mis en œuvre pour couvrir SOS. Aux arguments sur la faible représentativité de SOS en banlieue, la manipulation politique au service du PS et la défense du « droit à la différence », Pierre-André Taguieff, que la guerre du Golfe a conduit à rompre sa collaboration avec SOS au sein de l'Observatoire de l'antisémitisme, va ajouter la critique des effets pervers de « l'antiracisme médiatique » qui loin de permettre la lutte contre le racisme ou le Front national favoriserait au contraire leur diffusion sous l'effet de la « diabolisation »[50]. Ce n'est plus seulement les modalités de l'action des organisations antiracistes qui sont mises en cause mais le fondement même de leur légitimité à mener une action publique[51]. Alors que les rédactions de la presse

50. Ce type d'argument avait d'ailleurs déjà été avancé par François de Closet dans *La Grande Manip*, Paris, Le Seuil, 1990.
51. Voir Pierre-André Taguieff, *Face au racisme*, La découverte, Paris, 1991, « Vous avez trop diabolisé », tribune dans *le Nouvel Observateur*, 26 mars 1992 et *Les fins de l'antiracisme*, Paris, Editions Michalon, 1995. On peut comparer les prises de position de Pierre-André Taguieff favorables à SOS avant la guerre du Golfe (voir par

« de gauche » hésitaient encore à critiquer une association défendant la cause de l'antiracisme, la thèse de Pierre-André Taguieff jugeant que les dirigeants de SOS desservent la cause qu'ils prétendent défendre emportent d'autant plus facilement leurs derniers scrupules qu'ils étaient plus irrités par les prises de position des porte-parole de SOS.

> « *Philippe Bernard* – Oui on a beaucoup parlé des critiques de Pierre-André Taguieff sur l'antiracisme. C'était un peu du style, " tiens voilà quelqu'un qui nous apporte des bons arguments ". Peut-être parce que le travail journalistique sur l'antiracisme n'avait pas été suffisamment fait, notamment sur les sources d'extrême droite du slogan sur la différence, ça je pense que Taguieff n'est pas le seul à l'avoir dit, mais il l'a dit de manière particulièrement claire. Alors il a eu des pages et des pages dans le Nouvel Observateur à ce moment là. *Le Nouvel Observateur*, à ce moment là, a essayé de se rattraper (rire) bon, et puis dans *Libération*. Ça c'est le problème plus général de l'autonomie de la presse par rapport aux penseurs entre guillemets universitaires »[52].

Curieusement, c'est alors que SOS cherche à se démarquer du PS en invitant des représentants des Verts à son congrès et en défendant face au gouvernement un programme revendicatif sur les politiques d'intégration que les critiques sur son affiliation partisane et son manque d'implantation prennent de l'ampleur. C'est lorsque ses propositions sur « l'intégration » des populations issues de l'immigration sont les plus éloignées de la défense d'un « droit à la différence » que la critique du « différencialisme » de SOS se généralise[53]. Tout se passe comme si le nombre et l'orientation des articles que les journalistes consacrent à SOS ne dépendaient pas de la réalité de l'action ou du discours public de l'association mais plutôt de l'opportunité politique et journalistique de sa couverture. C'est quand la presse « de gauche » qui soutenait SOS aura moins d'intérêt à le faire – c'est-à-dire lorsque les profits politiques et journalistiques que l'association pouvait procurer aux journaux auront baissé – que l'attention des journalistes aux acteurs mettant en cause l'association augmentera.

En 1985, les adversaires de SOS disposaient de peu de ressources sociales (les associations « beurs ») ou cherchaient à éviter de se prononcer publiquement contre une association antiraciste (les partis d'opposition). Entre 1989 et 1991, l'appartenance des adversaires de l'association à « la gauche » les place à l'abri des accusations de « racisme » tandis que les ressources que leur donne leur présence au gouvernement rendent leurs

---

exemple l'interview qu'il donne quelques mois avant la guerre au *Quotidien de Paris* le 18 avril 1990) avec la critique sévère qu'il en fera ensuite. On pourrait en effet s'étonner du crédit dont jouit Pierre-André Taguieff auprès des journalistes qui reprennent souvent sans hésiter les thèses développées par le chercheur. Ce n'est pas seulement son prestige scientifique qui peut expliquer ce succès mais surtout le fait qu'en 1991 cette mise en cause « théorique » de l'action antiraciste des associations rencontre les besoins argumentatifs critiques des journalistes.

52. Entretien avec Philippe Bernard, 10 juin 1993.

critiques beaucoup moins négligeables par les journalistes que ne l'étaient celles des mouvements issus de l'immigration. Le cadre de perception que les journalistes adopteront à l'égard de SOS dépendra donc pour beaucoup du crédit et de l'audience que la position sociale et politique des adversaires de l'association procurera à leurs arguments critiques. L'augmentation du nombre des adversaires de SOS va se traduire par l'accroissement des acteurs susceptibles de faire campagne contre l'association. Ainsi « l'affaire des foulards » fait de Jean Poperen le principal critique du « différencialisme » de SOS[54], tandis que les diverses mobilisations auxquelles la *Gauche socialiste* participe contre le gouvernement de Michel Rocard (mouvement des infirmières et manifestations lycéennes de 1990) conduisent Matignon et le courant rocardien à s'opposer à SOS[55]. Ainsi le premier ministre subventionne généreusement l'association France-Plus qui prend généralement une position opposée à celle de SOS[56].

Cette attitude nouvelle de certains responsables gouvernementaux contribue à infléchir les dispositions à l'égard de SOS des journalistes qui auparavant le soutenaient. En 1988, après plusieurs années de recentrage de leur ligne éditoriale[57], la direction des journaux de gauche voit avec sympathie les tentatives « d'ouverture » et de constitution d'une majorité inédite réunissant le PS et une partie de l'UDF. Les rédactions de *Libération* et du *Monde* opposent à « l'archaïsme » de ceux qui apparaissent encore attachés à l'ancien clivage gauche-droite, « l'ouverture » et la « méthode Rocard » permettant de rechercher des « majorités d'idées », présentées comme modernes. La ligne incarnée par Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon du refus de l'alliance au centre est précisément à l'opposé de ce qui séduit alors les responsables de ces journaux. L'action critique des porte-parole de SOS à l'égard du gouvernement Michel Rocard est donc perçue comme un effet des oppositions politiques internes au PS entre Julien Dray et les rocardiens. Pour cette raison, le verdict des journalistes sur l'association tend à être plus réservé qu'auparavant et l'attention journalistique à l'ensemble de ses initiatives remise en cause.

« *Dominique Pouchin* – À l'époque de l'explosion de SOS [...], ses fondateurs font du lobbying et

---

53. Voir par exemple Eric Conan, « Vous avez dit école laïque ? », *L'Express*, 27 octobre 1989, Serge Faubert, « comment SOS s'est enfermé dans un ghetto », *l'Evénement du Jeudi*, 3 mai 1990 et Gérard Spitéri, « antiracisme : la désintégration », *le Quotidien de Paris*, 24 mai 1991.
54. Voir par exemple l'interview de Jean Poperen dans *l'Express* du 13 octobre 1989. Pour une analyse du « différencialisme » de SOS-Racisme voir annexe 1 p. 795.
55. Voir Jean-Paul Huchon, *Jours tranquilles à Matignon*, Paris, Grasset, 1993, notamment p. 11, 57, 58 et 242.
56. Voir en particulier Jean-François Moruzzi, « Harlem Désir jugé par Arezki Dahmani : son discours contient 70 % de mensonges », *le Quotidien de Paris*, 21 août 1987, Jean-Philippe Moinet, « Harlem Désir contesté », *le Figaro*, 29 mars 1989 et l'interview d'Arezki Dahmani par Frédéric Georges, « Pourquoi je ne manifesterai pas », *le Quotidien de Paris*, 22 janvier 1992.
57. Voir Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai..., op. cit.*, et Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995*..., *op. cit*.

> tout va bien. Quand [...] ils ont décidé d'en faire un groupe politique – parce que ce n'est jamais plus qu'un groupe politique, il ne faut pas me raconter d'histoires, ils l'ont voulu, ils l'ont fait – ben, c'est vrai que les journalistes ne peuvent plus être vis-à-vis d'eux dans le même rapport, même si c'est les journalistes de *Libération*. Et eux, ils en prennent ombrage, il faut quand même être cohérent. Je n'ai pas la même attitude vis-à-vis d'un lobbying pour la bonne cause antiraciste et d'un lobbying pour la *Gauche socialiste*. Je n'y peux rien, pour moi, ce n'est pas de même nature et je ne me comporte pas de la même manière vis-à-vis de l'un et vis-à-vis de l'autre [...]. Ce que *Libération* ne pouvait plus suivre, c'était le rétrécissement du champ à la fois, idéologique, politique, moral que présentait l'évolution de SOS et, de fait, on ne l'a pas suivi »[58].

Alors que le grand nombre d'articles consacrés à l'association dans la presse n'était rendu possible que par une attention et un souci permanents des responsables des rédactions pour susciter et publier de nouveaux textes sur l'action de SOS, l'irritation que suscite l'opposition de l'association au gouvernement de Michel Rocard et les positions minoritaires qu'elle prend lors de l'affaire des foulards et la guerre du Golfe tendent à réduire le désir des journalistes de la favoriser. Dans un premier temps ce n'est donc pas une volonté d'affaiblir SOS qui provoque la raréfaction des articles mais simplement la baisse des motivations pratiques à le soutenir. On peut également voir dans la généralisation des mentions critiques à l'égard de SOS et en particulier dans le rappel dans chaque article de l'affiliation partisane de SOS et de l'élection de Julien Dray dans l'Essonne un effet de la concurrence entre les journaux : les titres qui n'eussent pas mentionné ce fait auraient pu se voir accusés de soutenir l'association pour des raisons de subordination partisane[59]. Là encore, l'accroissement, dans les articles consacrés à SOS, de la fréquence des mentions à l'appartenance politique de SOS ne provient pas – au moins dans un premier temps – de la volonté de nuire à l'association en affaiblissant son image « apolitique » mais constitue plutôt un effet des stratégies pratiques de défense de leur crédibilité journalistique mises en œuvre par les rédactions dans une configuration de concurrence où l'indépendance politique apparaît aux responsables des journaux – « de gauche » notamment – un critère essentiel des motivations d'achat des lecteurs[60]. L'effet de diffusion de certains angles journalistiques à l'ensemble de la presse s'explique ainsi par la concurrence que se livrent les entreprises d'information. Alors qu'en 1985 la couverture abondante et positive de SOS dans les quotidiens « de gauche » s'imposait à l'ensemble de la presse et de la télévision, après 1989, au contraire, la détérioration de l'image publique de SOS

---

58. Entretien avec Dominique Pouchin, 9 décembre 1994, déjà cité p.

59. Voir par exemple, Sylviane Stein, « SOS-Racisme la main dans le pouvoir », *l'Express*, 17 novembre 1989, Judith Waintraub, « le ticket Mitterrand-SOS : les preuves par un ancien pote », *le Quotidien de Paris*, 1 juin 1990, Jean-Philippe Moinet, « La face cachée de SOS-Racisme », 23 juin 1990. Remarquons que si ces articles dénonçant la collusion entre le PS et SOS-Racisme peuvent être publiés comme des « révélations » entre novembre 1989 et juin 1990, c'est bien que jusqu'alors SOS avait réussi à maintenir une façade de neutralité politique.

tend à contraindre les quotidiens les plus favorables à SOS à couvrir plus prudemment ses actions.

F) Affaiblissement des intérêts au soutien de SOS après 1988

Aux logiques politiques favorisant la prise de distance des journalistes vis-à-vis de SOS doit être ajouté l'affaiblissement des raisons proprement « commerciales » qui avaient favorisé l'ampleur de la couverture accordée à SOS en 1985. La dégradation de l'image publique de SOS à partir de 1988 rend SOS-Racisme moins attractif à la fois pour ses sponsors politiques et pour les rédactions qui cherchaient à apparaître aux côtés de l'association. En 1985, l'image positive de SOS en faisait un support publicitaire attractif pour la presse, ce qui avait pour effet de rendre l'association susceptible d'attirer le soutien du personnel politique « de gauche ». Puisque SOS parvenait à intéresser les journalistes et à mobiliser les lycéens autour du badge, le gouvernement socialiste l'avait subventionné, lui permettant de mener des actions plus nombreuses et plus spectaculaires que les autres associations antiracistes mais aussi que la plupart des organisations militantes.

SOS se trouve alors placé dans une logique du succès. La réussite du badge suscite l'intérêt de la presse dont les nombreux articles diffusent partout l'image positive de l'association et accroissent encore les ventes du badge. L'attention de la presse et de la télévision donne à SOS une rentabilité politique potentielle qui l'autorise à demander au gouvernement des subventions pour des initiatives dont le caractère souvent sensationnel procure aux journalistes des supports événementiels rendant possibles une couverture très abondante. L'afflux de militants que celle-ci suscite permet la construction d'une organisation implantée nationalement. L'extraordinaire succès de SOS en 1985 provient de ce processus circulaire de renforcement de la notoriété et de la positivité de l'image de l'association.

Tableau 5 : Répartition de l'orientation des articles entre 1985 et 1992 dans les journaux « de gauche », *le Matin de Paris*, *Libération* et *le Monde*.

année	articles	articles	articles	+ %	n %	- %

60. Sur ce point voir notamment Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995*, *op. cit*. p. 354 et Françoise Berger, *Journaux... op. cit*. Voir également ci-dessous le chapitre six.

	positifs	neutres	critiques			
1985	224	54	27	73 %	18 %	9 %
1986	86	27	1	75 %	24 %	1 %
1987	109	31	8	74 %	21 %	5 %
1988	63	28	1	68 %	30 %	1 %
1989	43	59	5	40 %	55 %	5 %
1990	41	22	5	60 %	32 %	7 %
1991	9	25	11	20 %	56 %	24 %
1992	12	13	2	44 %	48 %	7 %
total	587	259	60	65 %	29 %	7 %

Après 1988 au contraire, SOS semble engagé dans un processus de déclin au cours duquel la perte de ses ressources journalistiques va entraîner l'affaiblissement de ses appuis politiques. Comme nous l'avons déjà souligné, alors que les rédactions de la presse « de gauche » pouvaient apparaître soutenir la cause antiraciste, il leur est plus difficile de sembler promouvoir une organisation réputée proche du PS. Par ailleurs, le rendement publicitaire marginal de la proximité affichée avec l'association tend à décroître parce que l'effet de nouveauté s'est émoussé et parce que le soutien des « jeunes » à SOS, visible dans le succès du badge ou lors du mouvement de décembre 1986, est devenu moins manifeste en 1988. Après quatre années d'association avec SOS, les journaux ne peuvent plus guère espérer capter de nouveaux lecteurs en couvrant largement un mouvement qui ne semble plus aussi attractif qu'auparavant. *Libération* cesse d'être sponsor du concert de SOS après celui de juin 1988, affaiblissant de ce fait la capacité des animateurs de l'association à obtenir des responsables de cette rédaction des articles donnant un écho aux initiatives et aux manifestations qu'ils mettent en œuvre.

L'accroissement du nombre des adversaires de SOS – en particulier « à gauche » et au gouvernement – tend à établir un environnement hostile à son action. Les interlocuteurs institutionnels des journalistes (ministres, cabinets, services administratifs) critiquent de façon croissante l'action de l'association et contribuent à communiquer leur cadre d'interprétation négatif aux journalistes[61]. Les journaux qui auparavant consacraient le plus de place à SOS – et qui sont aussi les plus sensibles aux pressions institutionnelles du gouvernement de Michel

61. Voir par exemple Eric Conan, « Antiracisme, le retour de l'Etat », *l'Express*, 4 avril 1991, Philippe Bernard « Changer l'antiracisme », *le Monde*, 9 juin 1991 (compte rendu d'un colloque dans lequel intervient le ministre de l'intérieur Philippe Marchand) et l'interview de P. P. Keltenbach, ancien directeur du Fond d'action sociale, Robert Toubon, « France-Islam : et si l'après-guerre était révolutionnaire », *le Quotidien de Paris*, 21 février 1991. Sur l'importance des sources institutionnelles dans la définition des cadres d'interprétation journalistiques voir Philip Schlesinger, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n° 51, 1992, (titre original : Rethinking the sociology of Journalism : Source strategies and the limits of the media centrism, paru in *Public communication : the new imperatives*, sous la direction de Marjorie Fergusson, Sage, 1990).

Rocard – voient décroître le nombre de leurs articles après 1989 et l'affaire des foulards (voir tableau 2). *Le Monde* et *Libération* qui en 1988 et 1989 avaient publié environ 100 articles par an consacrés à l'action de SOS-Racisme, n'en publient plus que 68 en 1990, 45 en 1991 et 27 en 1992 alors que le nombre des articles publiés dans *le Figaro* et *le Quotidien de Paris* reste à peu près constant. Simultanément, les articles encore favorables à SOS ne sont plus, après 1990, aussi enthousiastes et susceptibles d'engendrer l'adhésion que ne l'étaient ceux écrits en 1985 : ils se voient inévitablement entachés d'une prise de distance critique qui n'apparaissait pas auparavant[62].

62. L'intensité de la tonalité (positive ou négative) des textes journalistiques n'a pas fait l'objet d'un codage spécifique dans la base de données. Il s'agit donc là d'une impression subjective qui se dégage du rapprochement et de la lecture successive des articles de 1985 et de 1990.

Tableau 6 : nombre d'articles du *Monde* citants les différentes associations antiracistes entre 1987 et 1992. Comptage effectué à partir du CD-Rom qui collecte les articles du *Monde*.

Années	SOS	MRAP	SOS et MRAP	SOS et F+	F+	Licra	Fasti	CAIF
1987	109	69	20	3	7	7	3	1
1988	120	62	16	5	12	28	2	1
1989	146	60	21	5	17	17	3	4
1990	141	71	11	2	11	28	2	4
1991	110	51	16	7	16	41	6	0
1992	90	9	9	1	9	36	12	2
total 1987-1992	716	322	93	23	72	157	28	12
1/01/1987-8/05/1988	166	101	26	6	15	53	4	1
8/05/1988-1/12/1988	63	30	10	2	4	17	1	1

Le Tableau 6 montre une baisse continue du nombre de citations de SOS-Racisme dans les articles du *Monde* entre 1989 et 1992. Cependant, il s'agit là d'une baisse simultanée du nombre de citations de l'ensemble des associations antiracistes (le MRAP n'est cité que neuf fois en 1992 et toujours associé à SOS) qui souffrent en particulier de la baisse d'intérêt des journalistes pour la lutte contre le Front national et du recul de la thématique de la « lutte contre le racisme » dans le débat public au bénéfice du thème de la « gestion des flux migratoires » ou de celui de « l'immigration collective ».

Face à une dégradation de la couverture médiatique de l'association, ses soutiens politiques tendent à lui accorder moins de subventions[63]. Le concert devient plus difficile à organiser et les formations musicales invitées sont moins prestigieuses[64]. Le concert disparaît en 1993 après la

63. Le budget de l'association est divisé par cinq entre 1990 et 1993 passant d'environ 11 millions de francs à 2,5.
64. Le concert annuel de SOS est l'occasion de montrer aux journalistes que SOS-Racisme est doté d'une base ou en tout cas que son nom est susceptible d'attirer des « spectateurs-militants », « beurs » ou non. Les organisateurs prennent bien soin de mélanger les prestations musicales et les interventions « politiques » qui doivent manifester que le public n'a pas pour seul objectif d'écouter les vedettes présentes. Mais il est également

défaite de la majorité aux législatives. Or, le nombre d'articles ayant SOS-Racisme pour sujet varie en raison directe de sa capacité à organiser des manifestations et des événements militants pour la presse, elle-même corrélée avec le budget de l'association. La réduction des subventions affaiblit la capacité de SOS d'organiser des événements militants susceptibles de donner aux journalistes un motif de couverture alors même que pour une action équivalente, SOS obtient moins d'articles qu'auparavant. Même les journalistes qui demeurent bien disposés à l'égard de l'association ont plus de mal à trouver une raison de proposer à leur rédaction un article qui lui serait consacré. Les permanents de SOS qui ne parviennent plus à susciter des articles éprouvent également des difficultés croissantes à faire en sorte que l'angle adopté par les journalistes ne soit pas critique. Puisqu'on écrit moins sur SOS et de façon moins positive, l'association connaît une peine grandissante à motiver ses militants, renouveler ses comités locaux et maintenir son audience nationale. À partir de 1990 le nombre d'adhérents diminue et l'association n'est plus en mesure d'organiser à elle seule, localement ou nationalement, des manifestations lui permettant d'exhiber ses militants. Après 1985, SOS-Racisme revendique environ 17.000 adhérents quelles que soient la conjoncture politique et l'évolution des commentaires qui sont portés sur l'association. En réalité tout porte à croire que les effectifs de SOS-Racisme décroissent régulièrement à partir de 1989. Les enquêtes que nous avons menées en province, auprès des comités de Lyon, d'Aix-en-Provence et de Montpellier, montraient des effectifs restreints et en régression entre 1990 et 1995. Certains comités, pourtant implantés dans des bassins de population importants, se réduisent alors à un seul animateur et quelques sympathisants ; dans certaines villes les comités tendent même à disparaitre. Si on ne peut établir en toute certitude que la dégradation de l'image publique de SOS-Racisme a pour conséquence le tarissement du flux de nouveaux adhérents nécessaires, chaque année, pour assurer la pérénnité des noyaux militants, on doit constater que l'affaiblissement de la capacité de recrutement de SOS-Racisme est concomitant de l'accroissement des attaques dirigées contre l'association et de la diffusion des premiers reportages télévisés critiques.

* *

*

conçu pour servir de support aux articles et aux reportages que les journalistes pourraient faire sur SOS. Sa transformation progressive en « marronnier » entraînera l'affaiblissement de son rendement journalistique face à

L'analyse de l'évolution de la notoriété de SOS-Racisme montre que la capacité des mouvements à enrôler des militants et à produire de l'activité revendicative dépend largement des modes de présentation qu'en font les journalistes. Seules sont en mesure de susciter des mobilisations sans bénéficier de la publicité des entreprises d'information des organisations très structurées, comme les syndicats et les partis politiques, ou encore des mouvements pouvant s'appuyer sur des schèmes protestataires largement diffusés (e.g. le mouvement ouvrier)[65]. Cependant le rôle joué par les journalistes dans le succès des organisations militantes n'implique pas qu'ils soient en mesure de choisir arbitrairement l'angle journalistique qu'ils adoptent. Les commentaires journalistiques sur un mouvement revendicatif sont la résultante de plusieurs systèmes de contraintes s'exerçant sur les rédactions : l'orientation de leur ligne politique[66], le maintien de leur crédibilité professionnelle et les exigences commerciales du tirage ou de l'audience. Les cadres d'interprétation pratiques que les journalistes utilisent pour écrire sur un mouvement militant sont le produit de ces différentes logiques. Lorsque la couverture positive d'un mouvement social est compatible avec les contraintes qui s'exercent sur les journalistes, il pourra bénéficier de l'attitude favorable d'une partie de la presse. Si, de surcroît, le mouvement ne constitue pas un enjeu partisan, il peut recevoir pendant un temps le soutien simultané des pôles partisans opposés du champ de l'information politique (les organisations humanitaires, les routiers, certains mouvements sociaux « sympathiques » – les étudiants –). Cependant, nous avons pu constater à quel point l'attention relative que les journalistes ont accordée à SOS-Racisme entre 1985 et 1992 dépendait des choix politiques et commerciaux des rédactions. Les propriétés de mise en forme de l'association – sa « nouveauté », son « apolitisme » et la jeunesse des sympathisants qu'elle entraine – constituent des caractéristiques déterminentes dans la capacité des journalistes à se montrer favorable à son action.

L'analyse de la trajectoire de SOS-Racisme montre également l'importance des configurations politiques auxquelles participent les organisations militantes. Les mouvements

---

des journalistes de moins en moins désireux de faire une publicité positive à l'association.

65. La généralisation de la télévision comme principal moyen d'accès à l'actualité a d'ailleurs sans doute réduit la capacité des réseaux militants à imposer une autre conception de la réalité et des informations que celle qui est majoritairement représentée dans les journaux télévisés et dont la grammaire (neutralité relative, neutralisation des termes employés) résulte du rabotage de tous les angles journalistiques pouvant susciter des protestations.

66. L'utilisation de la littérature sociologique étrangère sur les médias (en particulier américaine) pose des problèmes particuliers de transposition en dehors de son contexte d'élaboration. Ce que les journalistes peuvent légitimement dire sans être attaqués par les acteurs politiques est en effet extrêmement dépendant de la configuration politique et du débat public propre à un pays. Les différences considérables existant entre les États-Unis d'une part et les traditions politiques européennes d'autre part doit nous amener à accueillir avec prudence les travaux sociologiques élaborés dans d'autres contextes. En effet, le parti démocrate et les grands médias nationaux sont historiquement beaucoup moins liés au mouvement ouvrier que les partis et les médias de gauche en France.

sociaux ayant souvent pour origine une réaction hostile à des projets gouvernementaux ou à des groupes partisans, ils sont généralement initiés et conduits par des militants défavorables au pouvoir politique et approuvés par les partis d'opposition tandis que le regard bienveillant ou critique que les journalistes portent sur les manifestants est déterminé par la ligne éditoriale de leur rédaction. Si les organisations militantes, les partis politiques et les journalistes sont soumis à des contraintes sociales partiellement hétérogènes, ils coopèrent cependant au sein des camps partisans que constituent « la droite » et « la gauche ». Certaines causes et certains répertoires d'action étant historiquement liés à la tradition revendicative « de gauche », (mouvements antiraciste, antinucléaire ou écologiste, grèves, manifestations ouvrières), il est plus facile aux organisations militantes de mobiliser sur ces thèmes face à un gouvernement identifié à « la droite » que contre un gouvernement « de gauche »[67]. Inversement, des organisations militantes proches d'un camp partisan qui se verraient contestées par le personnel politique ou les médias appartenant à celui-ci éprouveraient de grosses difficultés à maintenir leur force revendicative et même leur structure organisationnelle. En France, l'emprise que les structures partisanes exercent sur l'émergence et le succès des mobilisations est particulièrement grande en raison de la faiblesse des sources de financement des organisations militantes extérieures à l'appareil d'Etat. En donnant à certains groupes la capacité de mener plus d'actions que leurs concurrents, les subventions publiques tendent à favoriser l'émergence et l'activité de certains mouvements au détriment des autres[68]. Les partis politiques au gouvernement se dotent ainsi d'interlocuteurs et d'organisations clientes adaptés à leurs besoins particuliers. Les ressources que les subventions gouvernementales ont procurés à SOS lui ont permis de prendre le pas sur les mouvements beurs – eux-mêmes financièrement aidés durant les marches – qui présentaient l'inconvénient d'être politiquement plus radicaux et moins contrôlables et d'avoir un rendement journalistique plus faible. Lorsque SOS sera devenu gênant pour certains acteurs politiques du Parti socialiste, les crédits que recevra France-Plus permettront de susciter face à SOS une organisation rivale qui relativisera l'impact politique des prises de position d'Harlem Désir. Ainsi l'action conjointe des critiques officielles des sources gouvernementales, de la baisse d'intérêt des journalistes et du tarissement des subventions aura pour conséquence le déclin relatif de SOS. L'activité des organisations protestataires et la teneur des débats publics se révèlent donc partiellement structurées par la capacité des factions politiques au pouvoir de favoriser certaines offres militantes et certains groupes revendicatifs.

---

67. Sur le déclin des mobilisations antinucléaires après que le gouvernement de Pierre Mauroy se soit déclaré favorable au maintien du programme nucléaire, voir Jan Willem Duyvendak, *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 247-258.

68. Le caractère annuel et partiellement arbitraire de ces subventions place d'ailleurs les organisations militantes dans une position de subordination vis-à-vis des formations partisanes.

Deuxième partie

Les conditions d’émergence d’une entreprise de mobilisation « apolitique »

Les logiques de la transformation du jeu politique depuis 1981

Introduction

> « L'arrivée de la gauche au pouvoir ne serait pas une péripétie mineure dans la vie de la nation. Si la gauche est candidate au pouvoir, c'est précisément pour changer les choses. Même si elle le veut moins qu'elle ne le dit, elle le proclame assez fort pour s'y contraindre elle-même. Elle va même jusqu'à l'écrire dans cet étonnant document que constitue le programme commun, monstre empaillé devant lequel tout leader socialiste ou communiste se doit de faire la génuflexion. Ecrit à l'usage des militants et pour donner une forme au compromis entre les états-majors, ce document reste un merveilleux répertoire d'arguments pour la droite contre la gauche. [...] L'arrivée de la gauche au pouvoir poserait donc un premier problème : comment maîtriserait-elle les engagements contradictoires consignés dans le programme commun ? Deuxième problème : comment se comporteraient, sur le terrain, les militants, étourdis depuis plusieurs décennies de proclamations révolutionnaires que leurs chefs seront bien en peine de concrétiser, sauf à " casser la baraque " ? »[1].
>
> Jean Boissonnat

> « L'existence d'un gouvernement de gauche confronté aux réalités économiques et sociales et renonçant aux idées qu'il préconisait quand il n'exerçait pas de responsabilités semble avoir ainsi rejailli sur les représentations de toute la gauche, y compris des communistes »[2].
>
> Jeannine Verdès-Leroux

Nous avons analysé dans la première partie de cette thèse les raisons de l'intérêt que les journalistes ont porté à SOS, donnant à son offre militante antiraciste une diffusion nationale sans laquelle l'association n'aurait pu connaître le succès public qui a été le sien. Sans les premières séries d'articles suscitées par les « crimes racistes » de Menton et de Miramas en mars 1985 et sans la publicité que les cahiers spéciaux de *Libération* et du *Matin de Paris* ont produit pour le concert de juin, l'équipe militante issue de l'Unef-Id aurait fini par retourner au syndicalisme étudiant. Mais à l'inverse, si SOS-Racisme n'avait pas rencontré un considérable succès public – notamment auprès des jeunes – rendu manifeste par les ventes du badge et par l'affluence au concert de la Concorde, il est probable que l'association n'aurait pu continuer

1. Jean Boissonnat, *Journal de crise (1973-1984)*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1984, p. 90 (chronique d'avril 1977). Sur l'utilisation de sources journalistiques et des commentaires d'observateurs politiques professionnels voir note 6 page 95.

durablement à recueillir le soutien actif des dirigeants du Parti socialiste et à susciter l'intérêt des journalistes de la presse « de gauche » et de la télévision. Nous devons donc nous interroger sur les raisons du succès public d'une organisation initialement inconnue.

Cependant il pouvait sembler méthodologiquement difficile d'étudier les raisons de l'adhésion à SOS-Racisme des adolescents du milieu des années quatre-vingt. D'une part une enquête menée *a posteriori* auprès de sujets qui ont grandi et considérablement changé risque bien de se révéler décevante. Il était probable qu'un aussi grand nombre de collégiens et de lycéens n'aient rien partagé, ni les convictions politiques, ni les raisons de l'engagement, ni l'intensité de la motivation antiraciste. Sans doute les premiers porteurs du badge appartenaient-ils plutôt à des familles « de gauche » dans lesquelles l'hostilité au Front national était habituelle et qui étaient exposés à l'influence de la presse de gauche ou des journaux télévisés. Mais il était à craindre qu'en interrogeant ces anciens porteurs de badges on n'aurait obtenu que des justifications vagues ou tautologiques comme : « j'ai porté le badge parce que j'était antiraciste et que je n'aimais pas le Front national » ou peut-être « parce que c'était à la mode ». Il pouvait également se révéler difficile d'étudier comment, dans une distribution de la fréquence du port du badge dans chaque établissement en forme de courbe de Gauss, les motivations des premiers porteurs minoritaires pouvaient être différentes de celles de leurs imitateurs bientôt majoritaires et de celles des derniers résistants au déclin de la mode également minoritaires. Tenter de retrouver ce que, dans chaque établissement scolaire, le port du badge avait pu signifier comme stratégie d'affichage des convictions, de valorisation de soi vis-à-vis d'élèves encore ignorants de la nouvelle mode ou de soumission empressée à une pratique déjà majoritaire risquait de se révéler extrêmement délicat. Essayer de percevoir ce que la réussite de SOS devait à l'influence de la télévision sur les adolescents et au caractère appropriable par ceux-ci de l'objet particulier que constituait le badge pouvait donc s'avérer méthodologiquement délicat quelle qu'ait pu être la vraisemblance de ces hypothèses. Il était probable qu'une grande partie des processus sociaux constituant le succès du badge dans les lycées nous échapperait plusieurs années après.

Notre interrogation sera donc un peu différente. Nous nous demanderons quelles ont pu être les conditions du succès d'une entreprise de mobilisation de forme « apolitique » sollicitant le soutien de parrains appartenant à « la droite » dans un secteur militant – l'antiracisme – traditionnellement dominé par des organisations « de gauche ». En effet, on peut percevoir comme une anomalie le fait que d'anciens militants d'extrême gauche, se réclamant encore en

---

2. Jeannine Verdès-Leroux, *Le réveil des somnambules, Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard/Editions de Minuit, 1985, p. 28.

partie des idées « trotskistes » après avoir adhéré au Parti socialiste aient pu chercher à masquer leur appartenance à « la gauche » alors que quelques années auparavant cette appartenance aurait été au contraire non seulement fièrement revendiquée mais aussi nécessairement arborée sous peine d'exclusion du sous-champ militant de l'antiracisme. Pourquoi des militants de gauche vont-ils préférer dissimuler leur appartenance politique pour favoriser la réussite de leur organisation ? Qu'ils aient pu ensuite demander à des hommes politiques appartenant au RPR et au CDS, auparavant associés aux gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing contre lesquels s'est faite toute leur éducation politique, de parrainer leur nouvelle association, apparaît également surprenant.

Nous sommes donc ici en présence de deux énigmes. Celle de la forme « apolitique » donnée à l'association pour favoriser son émergence et celle du succès proprement dit de SOS au sein d'une jeunesse scolarisée qui est alors réputée moins intéressée par les idées et les engagements politiques que les générations qui l'ont précédée. Nous nous attacherons donc à déterminer comment la dissimulation de leur appartenance à « la gauche » a pu apparaître en 1985 aux fondateurs de SOS comme la meilleure solution pour permettre, ou plutôt pour ne pas handicaper, la réussite de leur association antiraciste, et comment cet « apolitisme » sera effectivement à l'origine du succès de SOS. Pour comprendre comment une nouvelle organisation a pu s'imposer en 1985 dans un secteur – l'antiracisme – qui, à l'époque où Paul Dijoud puis Lionel Stoléru étaient secrétaires d'Etat aux travailleurs immigrés, constituait un des supports protestataires contre la politique du gouvernement de Raymond Barre, en particulier sur les questions de l'aide au retour des immigrés et de l'accroissement des expulsions d'immigrés, il sera nécessaire de remonter quelque peu dans le temps pour analyser les transformations profondes qui ont affecté, entre 1979 et 1985, les formes et les propriétés des oppositions politiques entre la droite et la gauche.

Pour discerner comment le militantisme de gauche et l'appartenance à une organisation militante sont, de valorisés et de populaires à la fin de la décennie soixante-dix, rapidement devenus au milieu des années quatre-vingt non pas l'objet d'une hostilité, mais surtout celui de l'indifférence, il nous faudra remonter aux processus qui ont transformé les façons de concevoir la politique et l'action militante au tournant des années quatre-vingt. Il nous est donc apparu nécessaire d’analyser comment les transformations du champ politique et du champ des médias d'information, mais aussi du champ de production intellectuelle. En décrivant les transformations des sensibilités politiques à partir de 1982, nous ne pensons pas nous éloigner de notre objet mais au contraire être au cœur du processus d'objectivation : comprendre quelles ont été les

conditions sociales et politiques de possibilité de l'émergence d'une nouvelle organisation antiraciste dotée des caractéristiques particulières qui étaient alors celles de SOS.

En effet, le militantisme nouveau que les fondateurs de SOS-Racisme vont proposer, jeune, spectaculaire et « apolitique » – qui sera en partie promu pour ces raisons par certains journalistes – ne peut être compris sans faire l'analyse de l'évolution de la configuration du militantisme de gauche depuis 1979. L'arrivée au pouvoir de la gauche après deux décennies d'opposition va provoquer une série de transformations dans un certain nombre de secteurs sociaux liés au champ politique. L'offre politique auparavant très radicale des partis de gauche va se rapprocher de celle de leurs opposants « de droite ». Les journalistes qui étaient souvent enrôlés dans les luttes politiques vont progressivement adopter un mode d'exercice de leur profession plus « neutralisé ». Les intellectuels dont l'engagement politique, généralement à gauche, était souvent requis par leur statut, vont se montrer plus distanciés tandis que changeront les modes d'interprétation des oppositions et des enjeux politiques qu'ils pourront mettre en œuvre. L'action des organisations militantes « de gauche » dans certains secteurs, notamment dans celui de l'antiracisme, qui était auparavant dirigée contre la politique des gouvernements gaullistes et giscardiens, va être contrariée par la présence d'un gouvernement réputé proche mais ne réalisant pas la politique qu'elles voudraient voir appliquer. L'ensemble des énoncés et des modes de description de la réalité politique ayant brutalement changé, les représentations politiques des agents ne pourront plus être celles que requéraient un champ politique où les antagonismes partisans étaient plus aigus. La modification brutale, simultanée et convergente des énoncés susceptibles d'être tenus par des acteurs situés dans des espaces sociaux distincts et dotés de contraintes de crédibilité partiellement différentes – personnel politique, journalistes, intellectuels – va conduire à une transformation des croyances et des dispositions à l'action militante des acteurs. Les modes de socialisation à la politique des jeunes vont en être profondément affectés. C'est dans cette configuration politique et militante nouvelle que SOS-Racisme sera créé et à laquelle il devra ses caractéristiques particulières.

Nous chercherons à montrer que la mise en forme qui sera donnée à l'association sera directement en rapport avec la nouvelle configuration politique qui se met en place en 1981. Nous analyserons successivement les transformations des énoncés politiques à partir de 1981 (chapitre 1), l'impact que ces transformations ont pu avoir sur le champ de l'information politique (chapitre 2), sur les postures politiques susceptibles d'être adoptées par les intellectuels (chapitre 3) et sur les représentations des luttes politiques que pouvaient utiliser les électeurs (chapitre 4). C'est à l'issue de ce détour par l'analyse des changements des représentations politiques et des configurations partisanes que nous serons en mesure de pouvoir répondre à

nos interrogations sur les conditions d'émergence et de succès d'une organisation antiraciste « apolitique ». Dans un cinquième chapitre nous montrerons donc en quoi ces transformations concentriques des différents champs de production symbolique vont affecter les conditions d'émergence de SOS-Racisme.

Chapitre premier

Les transformations de l'offre politique de la gauche après 1981

« Curieux d'observer comme ce mot, “ droite ”, a changé de connotation. Il y a quelques années, ni Chirac, ni Giscard n'auraient supporté d'être dits “ de droite ”. [...] En même temps, le mot s'est “ dédiabolisé ” et ne désigne plus, en somme, que ce qui n'est pas “ de gauche ” »[1].

Françoise Giroud

« Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi et la société capitaliste ne peut être adhérent du PS. La révolution c'est la rupture. Notre base, c'est le front de classe ».

François Mitterrand au congrès d'Epinay

À l'origine du processus de transformation des représentations politiques en France se trouve un événement politique particulier, ou, pour être plus précis, les changements enclenchés par cet événement : l'accession en 1981 de l'alliance électorale des partis « de gauche » au gouvernement après vingt-trois ans d'opposition. L'objet de ce chapitre est de mettre en évidence le caractère très « radical »[2] de l'offre politique du PS[3] et de la gauche avant 1981 et les transformations du discours politique public qu'a entraînées la modification des contraintes de justification des partis de la gauche du fait de leur accession au gouvernement.

On pourrait faire l'hypothèse que les transformations de l'offre politique du Parti socialiste et de la gauche sont provoquées par un changement dans le recrutement social du nouveau parti socialiste. Une telle hypothèse soulève cependant d'importantes difficultés. Il faudrait d'abord expliquer pourquoi cette atténuation de la radicalité du discours, qui aurait été en germe de 1974 à 1981 puisque portée par le nouveau recrutement militant, ne se serait manifestée qu'après l'accession du PS au pouvoir, c'est-à-dire seulement lorsque les besoins argumentatifs de l'entreprise électorale se voient modifiés. Il est sans doute possible

1. Françoise Giroud, *Journal d'une parisienne*, Paris, Grasset, 1993, éd. poche, p. 42.
2. Nous utiliserons dans la suite du texte le terme « radical » pour désigner l'ensemble des positions politiques qui sont classées, à la lumière de l'évolution doctrinale du Parti socialiste après 1981, plus « à gauche » que l'offre politique du nouveau gouvernement. Bien évidemment les propositions du Parti socialiste, dans la configuration idéologique de l'avant-1981, apparaissaient comme bien plus modérées que celles de la plupart des autres formations de « la gauche ». Cependant la distance symbolique entre le Parti socialiste et les mouvements se proclamant « révolutionnaires » semblait alors plus faible qu'elle ne le deviendra.
3. Dans la suite du texte nous privilégierons l'analyse de l'offre politique du Parti socialiste, parce que c'est alors le principal parti de la gauche, celui qui s'est trouvé en charge du gouvernement à partir de 1981 et enfin celui qui, de ce fait même, a connu les plus profondes transformations de sa doctrine officielle. Ce sont surtout les transformations de l'offre politique du Parti socialiste qui vont entraîner l'évolution des représentations politiques de la plupart des électeurs.

de montrer que la radicalité politique varie en fonction de l'origine sociale des agents[4] ; reste à établir dans quel sens. On pourrait ainsi montrer que les fédérations socialistes les plus anciennes – issues de la SFIO – et disposant de l'ancrage populaire le plus important (le Nord, le Pas de Calais et les Bouches du Rhône) sont aussi, de 1974 à 1981, les fédérations les plus « modérées » au sein du parti. On peut alors faire l'hypothèse que la propension au radicalisme politique serait moins le fait des agents de catégories populaires que celui des fractions sociales inférieures ou moyennes dont la position sociale serait en retrait par rapport à ce que leur permettait d'espérer leur capital intellectuel ou scolaire[5]. Il n'est donc pas certain que les transformations du recrutement du Parti socialiste après 1971, puisse expliquer la transformation ultérieure du discours du PS[6]. Il resterait d'ailleurs à établir le *modus operendi* de l'impact de ce processus de transformation de la composition sociale du parti sur son offre politique. L'accroissement relatif du recrutement social du parti pourrait au contraire être associé au maintien d'une offre politique radicale jusqu'en 1981. La croissance du CERES, forte jusqu'en 1975 – le courant obtient 25 % des mandats au congrès de Pau – n'est alors freinée que par l'action du courant majoritaire (le MJS, alors proche du CERES, qui constituait un pourvoyeur d'adhérents est repris en main par Edith Cresson)[7]. D'ailleurs, en admettant une adéquation forte entre la position sociale des agents et les répertoires argumentatifs adoptés, l'accroissement du niveau social de recrutement du PS de 1974-1981, supposé permettre ou susciter la transformation ultérieure du discours du PS, devient incompréhensible : comment des agents que leur position sociale devrait rapprocher d'offres plus modérées pourraient-ils alors adhérer à un parti de tradition militante active doté d'un programme radical ? En outre, les dirigeants du PS de 1974 à 1980, attachés à maintenir une offre partisane de forme « marxiste », sont les ministres de l'après-81 soucieux d'apparaître « réalistes » et pourvus d'une culture de gouvernement[8]. L'évolution de l'offre

4. Pour des raisons historiques liées à la prise en charge des luttes sociales par des organisations politiques « ouvrières » – ou se donnant pour objectif de défendre la « classe » ouvrière » –, il existe dans les pays européens une corrélation certaine entre les programmes politiques et la composition sociale de partis politiques attachés à apparaitre comme les représentants de catégories sociales particulières (ou au contraire le refusant) – voir Kenneth Janda, *Political parties. A cross-national survey*, New York, The Free Press, 1980 comme entre les caractéristiques sociales et le vote – voir Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, Religion et comportements politiques*, Paris, Presses de la FNSP et Éd. Sociales, 1977 et Lipset (S.) M, Rokkan (S), *Party systems and voters alignements*, Free Press, New York, 1967 – .

5. Bernard Pudal montre que l'origine sociale des cadres communistes ne correspondant que rarement avec l'image de parti de la classe ouvrière que la direction du PC s'efforçait de donner – ils avaient généralement une origine sociale et des ressources culturelles plus importantes – leurs biographies devaient être retravaillées pour en accentuer les stigmates ouvriers. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presse de la FNSP, 1988.

6. Voir Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, Hardouin (P.), « Les caractéristiques sociologiques du Parti socialiste », *Revue française de science politique*, XXVIII, n° 2, 1978, p. 220-256.

7. Hanley, (D.), *Keeping left ? CERES and the french socialist party. A contribution to the study of fractionnalism in political parties*, Manchester, Manchester university press, 1986.

8. Paul Bacot, *Les dirigeants du PS*, Presses universitaires de Lyon, 1979, Schonfeld (W.R.), « la stabilité des dirigeants des partis politiques : le personnel des directions nationales du Parti socialiste et du mouvement gaulliste », *Revue française de science politique*, XXX, n° 3, 1980, p. 477-505 et Schonfeld (W.R.), « la

programmatique du PS ne s'opère pas à la faveur d'un changement d'équipe mais au contraire avec le même personnel. Enfin la brutalité de cette évolution doit nous amener à écarter les hypothèses morphologiques pour expliquer une modification de la configuration idéologique et partisane qui a concerné tous ceux, hommes politiques, journalistes, intellectuels, militants, pour qui les catégories stabilisées de droite et de gauche constituaient des repères permettant l'intelligence du monde social. Tout porte à croire que la déception relative suscitée par l'action du gouvernement de gauche et le revirement du « tournant de la rigueur » surprend et laisse désarmés des militants socialistes fortement attachés à l'ancienne offre politique de la gauche ce dont témoigne l'hémorragie militante qui accompagne la succession des plans de rigueur.

Notre hypothèse sera la suivante : l'offre politique du Parti socialiste n'est durant les années soixante-dix d'allure aussi radicale que pour des raisons propres aux processus de concurrence internes au champ politique. La nécessité de trouver un langage commun entre tous les mouvements socialistes lors du processus d'unification de la gauche non communiste de 1971 à 1974, les besoins argumentatifs de l'opposition au gouvernement et la concurrence existant alors entre le Parti socialiste, le Parti communiste et les mouvements d'extrême gauche dans le contexte de valorisation des postures militantes radicales de l'après-68 constituaient des contraintes structurelles conduisant le nouveau parti socialiste à maintenir une offre politique d'allure marxiste indépendamment de l'évolution des caractéristiques sociales de ses dirigeants ou de ses militants[9]. Le recrutement de nouveaux militants effectué sur la base de ce discours radical et selon les réseaux traditionnels ou nouveaux de la gauche non communiste[10] va amener au sein du parti des adhérents attachés à cette offre radicale et dont l'intérêt pour la politique et l'engagement militant partisan, syndical ou associatif dépendront de cette définition de « la gauche ». L'humeur « gauchiste » de l'après-68 et la durée de la présence au pouvoir des gouvernements gaullistes et giscardiens vont favoriser l'adoption de postures politiques radicales par des agents que leur position sociale, dans une autre configuration idéologique, aurait probablement amené à un engagement plus modéré. C'est ce tissu militant attaché à la tradition idéologique de « la gauche » et à l'offre politique issue du Programme commun que le « tournant de la rigueur » va prendre à contre-pied. C'est la déception relative de ces agents qui va conduire à un affaiblissement des réseaux militants non seulement en politique

---

stabilité des dirigeants des partis politiques : la théorie de l'oligarchie de Roberto Michels », *Revue française de science politique*, XXX, n° 4, 1980, p. 846-866.

9. Voir Frédéric Sawicki, Les réseaux du Parti socialiste, *op. cit.*, p. 9 : « Dans le combat qui oppose le PS au PCF, la doctrine du « front de classe », le développement de l'implantation du parti dans les entreprises, la promotion de cadres syndicaux dans les instances dirigeantes, l'engagement des élus et des responsables du parti dans les luttes sociales, constituent autant de moyens de prouver l'enracinement populaire du PS pour faire pièce à la légitimité ouvrière communiste et à la critique des courants minoritaires ».

10. Voir Frédéric Sawicki, *Ibid*.

mais aussi dans le syndicalisme ou dans le secteur associatif[11]. C'est cet affaiblissement et cette raréfaction des acteurs et des groupes attachés à l'ancienne définition de la gauche qui va permettre la réussite d'une entreprise antiraciste « apolitique ».

A partir de 1983, la recomposition idéologique au sein du PS, la transition entre l'ancienne définition de la gauche et la nouvelle chez les militants, va s'effectuer en fonction de la position dans le parti et de la nature des pratiques militantes de chaque agent. Il est probable que les agents disposant de positions de pouvoir dans l'appareil ou de poste électif auront suffisamment de ressources et seront suffisamment contraints par leurs investissements sociaux pour accepter la nouvelle définition de l'offre politique de la gauche. C'est en revanche, chez les militants qu'aucun poste de responsabilité n'attache plus au parti qu'à son offre idéologique, que le changement de discours entraînera le plus fréquemment le départ ou une prise de distance avec l'action politique. L'adoption, dans des partis « de gauche », d'une offre politique « recentrée » adaptée aux contraintes de justification particulières de l'exercice régulier du pouvoir lors d'alternance fréquente avait déjà été observée d'autres pays européens comme l'Allemagne où le SPD avait dès les années cinquante modifié son offre électorale[12], en Angleterre après l'accession au gouvernement du Parti Travailliste ou même en France, lorsque la SFIO accepte de participer à des gouvernements « centristes » excluant les communistes. Toutefois, en 1981, la durée du séjour dans l'opposition jointe la rapidité et l'ampleur du changement d'offre politique après 1983 vont rendre cette transformation idéologique à la fois plus spectaculaire et plus dommageable pour les représentations politiques traditionnelles en usage au sein de la gauche.

Nous chercherons à montrer que cette transformation de l'offre politique des principales organisations de gauche aura pour conséquence celle des termes du débat politique et en particulier des « choix politiques » sur lesquelles les principaux partis s'opposent publiquement. Cette évolution du débat public va entraîner celle des représentations politiques non seulement des électeurs les plus indifférents à l'égard de la politique chez lesquels on peut faire l'hypothèse que les représentations politiques étaient faiblement établies mais aussi celles des acteurs les plus politisés, celles des militants et des sympathisants des partis politiques de gauche, chez qui ces représentations étaient les plus fortement solidifiées. Nous chercherons ensuite à montrer que l'émergence de SOS-Racisme, organisation antiraciste de forme « apolitique », difficile dans une configuration où les oppositions politiques sont fortes, deviendra possible lorsque la transformation de l'offre

11. Voir Henri Rey et Françoise Sibileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presse de la FNSP, 1991.
12. Rovan (J.), *Histoire de la social-Démocratie allemande*, Paris, Le Seuil, 1978.

politique du Parti socialiste aura conduit à un état radicalement différent du débat public et des représentations politiques des agents.

A) Un discours politique « radical » utilisant une mise en forme « marxiste » (1972-1981)

À partir de 1971, l'orientation politique « radicale » de la majorité mitterrandiste du nouveau Parti socialiste, la présence au sein du Parti socialiste de courants et de personnalités se réclamant du « marxisme » – non seulement le CERES de Jean-Pierre Chevènement mais aussi certaines personnalités issus du PC ou du PSU comme Jean Poperen ou des anciens membres de la Convention des institutions républicaines comme Pierre Joxe – puis après 1972, la signature du Programme commun avec le Parti communiste, vont se traduire par le renforcement de l'orientation « marxiste » de l'offre électorale du Parti socialiste. La rupture de l'Union de la gauche et l'accentuation de la rivalité électorale avec le PC, loin d'atténuer cette orientation, vont conduire le courant mitterrandiste majoritaire à maintenir la mise en forme « marxiste » du programme du parti dont la rédaction sera confiée à Jean-Pierre Chevènement et dont les grandes lignes seront conservées dans les « 110 propositions » de François Mitterrand en 1981[13]. Les nouveaux militants du PS adhéreront entre 1971 et 1981 sur la base d'un programme d'aspect très « radical ». Les succès électoraux enregistrés par les partis de gauche et surtout le Parti socialiste entre 1973 et 1977 se feront sur la base d'un Programme commun d'allure « marxiste ». La configuration propre au sous-champ des formations politiques « de gauche » et au champ intellectuel jusqu'en 1981 conduira les leaders du PS à maintenir jusqu'en 1981 une offre politique usant d'un langage « marxiste » au sein duquel les nationalisations constituent un symbole de radicalité. Les critiques que leur adressent ceux qui s'opposent à leur alliance avec les communistes ne parviennent pas à contrebalancer les risques politiques et électoraux qu'encourraient ceux qui favoriseraient la désunion de l'opposition : l'alliance électorale de l'ensemble des partis « de gauche » ne peut alors se concevoir qu'autour de la référence au « marxisme ».

13. Les « 110 propositions » reprenaient sur de nombreux points le Programme commun et la plate forme socialiste de 1980 mais apparaissaient moins précises dans le calendrier des réformes : « [la campagne de 1981] ne se fit toutefois pas sur les bases du projet socialiste. Si le manifeste présenté le 24 janvier 1981 par le candidat Mitterrand se présentait comme une synthèse du projet socialiste, il céda rapidement la place aux 110 propositions qui devinrent l'expression programmatique de la campagne. Les 110 propositions se présentaient comme un catalogue des mesures que devaient prendre le candidat et sa majorité au cours du septennat. Mesures souvent reprises du programme commun ou du programme socialiste mais qui avaient la particularité de ne définir aucun calendrier, de ne sous-tendre aucune progression vers une transition au socialisme » ; Eric Melchior, *Le PS, du Projet au pouvoir*, Paris, Ed. de l'atelier, 1993, p. 273.

a) Etre « de gauche », les usages partisans d'une référence symbolique

La réunification de tous les courants et les « clubs » de la « gauche non communiste » puis la signature du Programme commun vont asseoir durablement la légitimité « de gauche » du nouveau PS que la SFIO avait en partie perdue après la guerre d'Algérie et mai 68 mais que ne peuvent bientôt plus ignorer le PSU, les mouvements d'extrême gauche[14] et surtout le PC qui perd progressivement sa primauté symbolique sur « la gauche ». Le nouveau Parti socialiste peut donc se présenter comme une des formations de « la gauche » dont l'analyse de la situation politique et sociale et l'offre politique demeurent peu éloignées de celles des autres formations progressistes. Ainsi François Mitterrand peut, sans susciter de démenti, revendiquer la représentation de l'ensemble de « la gauche » au second tour des élections.

> « Je souhaite une candidature unique de la Gauche. Mais ne rêvons pas. Le Parti communiste a désigné son candidat. Le PSU aussi. Les radicaux de gauche aussi. Et le Parti socialiste va le faire. Sans oublier Krivine et les autres. Nous irons donc à la bataille en ordre dispersé. Je le regrette mais ne m'en offusque pas. Dans une démocratie, il est normal qu'un parti politique veuille compter ses suffrages, apprécier son audience. À condition, bien entendu, que la discipline joue au deuxième tour. [...] Je vous ai dit ma préférence. Elle va vers une candidature unique des forces de progrès contre les forces conservatrices, d'un candidat de la Gauche contre un candidat de la Droite, d'un candidat porteur des espérances et des volontés populaires contre un candidat de la classe dirigeante et des intérêts dominants. Mais cela suppose l'existence d'un contrat de longue durée entre les partis qui représentent et soutiennent ce candidat. Si la Gauche avait maintenu son élan unitaire des élections présidentielles de 1974, des municipales de 1977, des cantonales de 1976, elle l'eut emporté en 1978 et serait imbattable en 1981 »[15].

14. Alors qu'en 1968, François Mitterrand était considéré par les leaders du mouvement comme un « politicien de la IVème République » (voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.*, t. 1), le réunification du PS puis la signature du programme commun avec le PC constituent un travail politique de « gauchissement » de son image publique qui va lui permettre de se rendre acceptable par l'ensemble des groupes militants et des électeurs de la gauche.

15. François Mitterrand interrogé par Guy Claisse, *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, 1980, p. 38. Les extraits de déclarations ou de textes publiés par les dirigeants politiques ne seront cités dans la démonstration qu'à titre d'exemple de l'orientation de l'offre politique des partis « de gauche » avant et après 1981. Pour être tout à fait complet et parfaitement convainquant, il serait nécessaire de faire une analyse plus contrôlée et plus exhaustive des discours qui étaient susceptibles d'être tenus pour définir plus rigoureusement la proportion des thèmes « radicaux » et des thèmes « sociaux-démocrates » dans l'offre politique des dirigeants du Parti socialiste. Il serait en outre nécessaire de différencier les énoncés destinés à un usage interne au parti utilisant souvent une thématique plus « radicale » (hebdomadaire du PS ou des courants, textes des motions des congrès, etc.) et ceux destinés à un public plus large dont certains cherchent au contraire à « rassurer » les électeurs vis-à-vis des intentions du PS (interventions télévisées, livres), puis de construire l'espace des prises de position et des énoncés politiques propres à « la gauche ». Un tel travail d'analyse dépasserait cependant de loin le cadre de cette thèse. Nous nous contenterons donc d'une prospection de plus modeste ampleur. Nous avons privilégié ici les textes ou les discours ayant eu la diffusion la plus large qui nous permettent de raisonner *a fortiori* sur l'évolution du contenu de l'offre politique du PS. En effet, même s'ils ne constituent que des exemples des énoncés qui pouvaient être publiquement soutenus par le personnel politique de la gauche entre 1979 et 1985, les extraits de textes que nous citerons constituent un moyen sûr de datation des discours des dirigeants du PS. Nous nous apercevrons que les textes sur la modernisation de l'industrie française que Laurent Fabius signe en 1985 n'auraient pu en aucun cas être publiés en 1980 par un membre du PS souhaitant y rester. *À* l'inverse les textes sur la lutte des classes ne pourraient être repris après 1982 que par des responsables très marginaux du Parti socialiste. Nous montrerons donc que même si

Revendiquer leur appartenance à « la gauche » – plutôt par exemple qu'à « la gauche non communiste » ou bien à la « social-démocratie » – constitue pour les dirigeants du PS une ressource symbolique permettant de faciliter le rassemblement électoral au second tour de tous ceux qui se reconnaissent dans cette référence politique et que gênerait un discours trop anticommuniste. Ainsi les dirigeants du Parti socialiste entendent maintenir l'idée d'union de la gauche qui, par delà les différences et les divergences existant entre les formations politiques de l'opposition, réunit cependant celles-ci par la référence commune à la tradition ouvrière et par la volonté de battre les « forces conservatrices ». Le découpage symbolique de l'espace politique qu'opèrent les dirigeants du Parti socialiste place d'un côté les « forces de progrès » qui rassemblent l'ensemble des groupes de l'opposition depuis l'extrême gauche et le PC jusqu'aux radicaux de gauche représentant la « volonté populaire » et de l'autre côté les « forces conservatrices » qui représentent « la classe dirigeante et les intérêts dominants »[16]. Dans cette représentation du champ politique que contribuent à promouvoir les porte-parole du PS, la distance existant entre leur parti et le PC ou les groupes d'extrême gauche apparaît comme beaucoup plus faible que celle qui les sépare des centristes avec lesquels le personnel de la SFIO ou du parti radical gouvernait sous la précédente République. Dans le travail politique de clarification des oppositions partisanes qu'opèrent les porte-parole du PS, le rôle qu'ils assignent aux autres organisations de « la gauche » est de maintenir – par delà des différences qui sont minimisées ou passées sous silence – une cohésion suffisante pour permettre le rassemblement électoral au second tour et la définition du programme que devrait appliquer un gouvernement de « gauche » en cas de victoire.

> « L'Union de la Gauche est et reste une entreprise difficile. Par ses surenchères le Parti communiste a mis de lui-même un terme à la phase du “ Programme commun ”. Certes on ne recommencera pas le Programme commun comme avant ! Pourtant face à la Droite et au rassemblement de ses forces derrière Giscard d'Estaing, je ne connais pas d'autre réponse. Sans doute l'association de ces mots, “ Union de la Gauche ”, a-t-elle perdu de sa vertu. Mais la réalité profonde qu'elle exprime, l'union des forces populaires, traduction politique du front de classe des travailleurs en lutte pour que cesse l'exploitation qu'ils subissent,

---

ces quelques extraits ne peuvent se substituer à une analyse approfondie de l'offre politique du PS, ils constituent un indicateur particulièrement frappant de l'évolution des contraintes d'expression et de justification qui s'exercent sur les leaders du principal parti de « la gauche » entre 1975 et 1985.

16. Les représentations politiques des journalistes et des observateurs professionnels sont également dominées, avant 1981, par la perception de deux blocs d'électeurs opposés et peu enclins à hésiter lors du vote. L'effort des porte-parole du Parti socialiste pour associer symboliquement leur parti aux « forces du progrès » au sein de l'Union de la gauche procède d'une telle représentation de la structuration du corps électoral et concourt à la faire advenir. Ainsi Françoise Giroud distingue, en 1977, deux électorats à la fois différents, étrangers l'un à l'autre et peu susceptibles de voir leurs membres passer de l'un à l'autre, entre lesquels une minorité d'électeurs sans affiliation décident de la victoire électorale : « [en 1974] Entre les deux électorats captifs de leurs intérêts, de leurs traditions, de leurs préjugés, de leur dogmatisme, les voix glissantes qui font et défont les majorités selon qu'un courant venu des profondeurs les entraîne d'un côté ou de l'autre, se sont, encore une fois, refusées à la gauche » ; Françoise Giroud, *La comédie du pouvoir*, Paris, Fayard 1977, p. 16.

> continue d'être puissamment désirée par les masses. Ni l'exploitation, ni la lutte n'ont disparu avec l'échec de 1978. Au contraire, elles se sont amplifiées en même temps que la crise »[17].

La représentation de la société et des luttes politiques que propose le discours des responsables du Parti socialiste repose donc sur une définition très agonistique du clivage entre « la gauche » et « la droite ». Face à « l'exploitation » que subissent les « travailleurs », l'alliance politique de toutes les « forces populaires » doit matérialiser sur le terrain électoral le « front de classe » des « travailleurs en lutte ». Le langage « marxiste » ou d'apparence « marxiste » employé participe de l'effort des porte-parole du PS pour exhiber les signes de leur « radicalité » politique[18]. L'usage d'un tel vocabulaire est indissociable de la stratégie politique suivie par François Mitterrand : plus les porte-parole du parti radicalisent leur discours et tendent à le rapprocher symboliquement de celui du PC, plus une éventuelle alliance électorale avec les centristes – que pourraient proposer certaines fractions du PS comme les rocardiens – devient difficile à faire accepter à des militants et à des électeurs habitués à considérer ceux-ci comme des « auxiliaires » de « la droite »[19]. Face à des acteurs politiques et économiques qui sont présentés comme des « exploiteurs » et qu'on accuse publiquement de maintenir sciemment un « volant de chômage » pour accroître les profits de leur classe, il peut difficilement y avoir dialogue ou alliance gouvernementale.

> « *Guy Claisse* : On entend couramment l'expression “ volant de chômage ” pour caractériser la politique gouvernementale et celle du patronat. Croyez-vous qu'il y ait une volonté consciente de multiplier le nombre des chômeurs pour peser sur le marché du travail ? »
> « *François Mitterrand* – Je le crois tout à fait. [...] Gouvernement et patronat considèrent le chômage comme le médecin la fièvre : une saine réaction de l'organisme. Mais, à la

17. François Mitterrand interrogé par Guy Claisse, *Ici et maintenant*, *op*. *cit*., p. 46.
18. Sur les usages de la référence au marxisme au sein du mouvement ouvrier français voir Marie Ymonet, « Les héritiers du capital. L'invention du marxisme en France au lendemain de la Commune », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 55, 1984, p. 3-14.
19. On peut ainsi supposer que le durcissement du discours des porte-parole du courant mitterrandiste constitue – indissociablement des stratégies externes – un instrument de défense interne face aux ambitions de Michel Rocard. Il semble que les contraintes propres aux rivalités internes au PS aient poussé à sa radicalisation politique. On peut par conséquent faire de la rivalité personnelle entre François Mitterrand et Michel Rocard pour l'investiture du PS à l'élection présidentielle de 1981 et dans l'adoption par Michel Rocard d'un discours économique « moderniste », une des raisons du maintien d'un discours très « à gauche » tenu par le courant mitterrandiste au sein du Parti socialiste. Selon l'ensemble des témoignages ultérieurs des membres du courant mitterrandiste, la confirmation d'une ligne politique proche du Programme commun était, de 1978 à 1981, considérée comme nécessaire au maintien de bons reports de voix entre les candidats communistes et socialistes, c'est-à-dire comme indispensable à la victoire en 1981 : « Autour de François Mitterrand, nous étions persuadés qu'il fallait maintenir fermement l'ancrage à gauche du PS, sous peine d'ouvrir un espace au Parti communiste. Ce fut tout l'enjeu du congrès de Metz en 1979. Certes le discours moderniste de Michel Rocard comportait des éléments pertinents pour la société française. Mais s'il était devenu majoritaire au sein du Parti socialiste, la tâche des dirigeants communistes en aurait été facilitée, empêchant probablement la victoire de mai 1981 » ; Paul Quilès, *La politique n'est pas ce que vous croyez*, Robert Laffont, 1985, cité *in* Jean-Louis Andreani, *Le mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 228. S'il s'agit là en partie d'une reconstruction *a posteriori* des motivations des cercles mitterrandiens, elle éclaire cependant les raisons de l'irritation des mitterrandistes face aux déclarations « anticommunistes » de Michel Rocard qui remettaient en cause la stratégie globale mise en œuvre depuis plusieurs années par la direction du parti.

différence du médecin qui sait qu'il faut aider le corps dans sa résistance au mal et faire tomber la fièvre, gouvernement et patronat entretiennent le chômage. Pour eux c'est un régulateur économique [...]. Le grand capital, pour reprendre nos comparaisons médicales, se sert du chômage comme d'une purge. L'important pour lui est de préserver, et si possible accroître, ses marges de profit. Il va là où le nombre des travailleurs potentiels, leur disponibilité, la carence des protections sociales, l'absence d'organisations syndicales les livrent sans résistance aux bas salaires, aux cadences élevées et à des conditions de travail écrasantes. À ce prix-là on devient vite compétitif ! Les migrations des multinationales des vieux pays occidentaux industrialisés, où elles ont bâti leur empire, vers les pays du Tiers-Monde s'explique comme cela, et non par le dessein louable d'équiper ces pays en transformant sur place leurs matières premières. La vérité est que le grand capital n'entend ni ralentir le cours de la révolution industrielle de l'informatique et de l'automatisation, ni en payer les frais. Comme il s'oppose à toute planification – considérée comme une entrave – dans les régions politiques qu'il contrôle, notre société se débat, cahotante, incertaine, déchirée... »[20].

« Le chômage résulte, dans son ampleur actuelle, de la politique voulue par Monsieur Giscard d'Estaing et que Monsieur Barre applique avec la détermination qu'on lui connaît. Ce faisant cette politique s'inscrit dans la politique du grand capital, c'est-à-dire de la division internationale du travail et de la production qui conduit la France à voir disparaître son industrie par pans entiers : déjà le textile, la tannerie, la sidérurgie, et j'en passe... »[21]

L'éloignement des dirigeants des partis de l'opposition des postes gouvernementaux depuis le début de la Vème République facilite sans doute l'adoption de positions tranchées par les dirigeants du PS puisqu'ils n'ont pas à défendre un bilan gouvernemental et que la perspective d'application de leurs propositions demeure lointaine au moins jusqu'en 1978. À partir de 1971, le PS tient un discours qui est beaucoup plus proche de celui des communistes que ne l'était en 1969 celui du dernier candidat à l'élection présidentielle issu de la SFIO, Gaston Defferre. La signature du programme commun en 1972 a ainsi constitué pour le Parti socialiste l'équivalent d'un brevet public de « radicalité » politique qui a placé symboliquement le parti au même niveau que le Parti communiste dans la volonté de transformer la société. Une fois cette ancrage à gauche établi et consolidé par la signature du Programme commun et par l'établissement de règles de désistement, on comprend les réticences des responsables du PS pour opérer sa révision publique en 1977. Ils perçoivent en effet la volonté des dirigeants du PC de « réactualiser » le Programme commun comme une tentative de découpler symboliquement les deux partis en faisant apparaître le PC comme la formation qui recherche une plus grande satisfaction des revendications populaires et qui surenchérit sur les propositions d'un PS tendant au contraire à estimer au plus juste les réformes nécessaires et les avantages à accorder aux « travailleurs ».

---

20. François Mitterrand interrogé par Guy Claisse, *Ici et maintenant*, *op. cit.*, p. 195-197. « *François Mitterrand* : Seule une victoire politique de la Gauche offrira une réponse durable aux justes revendications sociales. Sans cette victoire, les avantages acquis par les luttes seront toujours remis en question. Le patronat ne signe que des trêves. Qui aurait imaginé le démantèlement de la Sécurité Sociale, la privatisation du secteur public ? Tout ce qui nuit à la conquête du pouvoir par la Gauche nuit à la cause des travailleurs » ; *ibid.*, p. 132.

21. François Mitterrand interviewé dans Paris-Match, 3 avril 1981, cité dans Anne Rolly, *Ainsi parlait la Rose*, Paris, La table ronde, 1986, p. 52.

« Une renégociation des dispositions du programme commun cumulait donc aux yeux des responsables socialistes les inconvénients suivant : d'une part, en réactualisant certaines dispositions devenues obsolètes, elle redonnait une fonctionnalité à un document dont la direction du PS révérait surtout la portée emblématique ; d'autre part, une négociation effectuée sous les feux des médias ne pouvait que contraindre les responsables de la gauche à se prononcer sur des points sensibles (extension des nationalisations, dimension de la politique de redistribution sociale) et à se partager ainsi publiquement entre garants des grands équilibres économiques et tenants de la satisfaction des besoins populaires »[22].

Cependant, lors des négociations entre le PS, le PC et le MRG pour l'établissement du Programme commun en 1972 puis lors des discussions pour son actualisation en 1977, les désaccords entre les négociateurs apparaissaient aux yeux des journalistes et des électeurs moins porter sur la nature ou la logique des dispositions à prendre en cas de victoire électorale que sur le détail et l'ampleur de ces mesures (le nombre des nationalisations et modalités de l'indemnisation des actionnaires, le taux de l'impôt sur la fortune et le capital des sociétés, l'ampleur de la hausse des salaires et des allocations familiales, etc.). Si le PC parvient à se présenter comme le parti qui cherche à imposer plus de nationalisations et de plus fortes augmentations de salaire, le Parti socialiste apparaît néanmoins symboliquement comme un parti « très à gauche » qui semble en accord avec le PCF – même après la rupture du Programme commun – sur beaucoup de réformes à adopter en cas de victoire électorale et qui, en outre, sait résister aux surenchères des communistes[23]. Les désaccords entre les deux partis contribuent d'ailleurs à renforcer la crédibilité politique de ce programme puisque la lettre du projet devenant un enjeu politique, chacun des partenaires semble plus décidé à en respecter les modalités. En rompant avec l'image publique « modérée » de la SFIO, les dirigeants du PS rendent l'offre politique du parti plus attractive dans le contexte de radicalisation politique qui suit l'après-mai et mettent ses candidats en mesure de rassembler au second tour de scrutin les électeurs s'étant portés au premier sur le PC. On peut d'ailleurs penser que l'effet de convergence que suscite le rapprochement symbolique des programmes de l'ensemble des partis de gauche contribue à crédibiliser les énoncés de chacun d'eux et tend à accroître la séduction du camp de « la gauche ».

« N'oublions pas que Mai a formidablement réactivé la vulgate marxiste dans la société

22. Eric Melchior, *Le PS, du Projet au pouvoir*, Paris, Ed. de l'atelier, 1993, p. 207.
23. Ainsi le Parti socialiste demeurait attaché à l'image publique du programme commun qui symbolisait le caractère résolument « de gauche » du PS sans représenter pour François Mitterrand une contrainte très forte lors des campagnes électorales ou en cas de victoire : « François Mitterrand précisait devant les congressistes [congrès du PS de Nantes en 1977] [...] qu'une renégociation globale du programme commun constituerait une atteinte au contrat tacite passé en 1972 par la gauche avec ses électeurs [...]. Cette défense vertueuse de la lettre d'un programme rédigé en 1972 pouvait paraître singulière de la part d'un homme politique qui en 1974 n'avait pas hésité à prendre ses distances vis-à-vis des dispositions de ce document et à dessiner en 1976 les contours d'une politique assez éloignée de l'esprit dudit programme. Le paradoxe n'était qu'apparent. Pour la direction du PS le Programme commun avait une fonction avant tout symbolique puisqu'il concrétisait l'unité des partis de gauche et leur engagement à gouverner de concert » ; Eric Melchior, *Le PS, du Projet au pouvoir*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1993, p. 206.

française. Prenez le PSU d'avant 68 et le PSU pour la dictature du prolétariat du congrès de Dijon, prenez la CFDT avant 68 et la CFDT du XXXVème congrès en 1970, et même la CFDT d'Edmond Maire et Jacques Julliard en 1975, prenez le discours du Parti socialiste, de Mitterrand, lui-même, jusqu'au congrès de Metz en 1979. On était en train de sortir du marxisme avant 68. On y replonge »[24].

« Pour faire face au " pouvoir des monopoles ", à la " grande bourgeoisie ", qui ne se compose pourtant pas seulement, comme l'affirme sans cesse le PC, de " quelques milliardaires " (François Mitterrand discours au congrès de Pau), le PS a peu à peu élaboré la notion de " front de classe ", définie au congrès de Pau, en 1975, comme " l'expression de l'homogénéité croissante de toutes les catégories de salariés ". Ce rassemblement antimonopolistique, inspiré de la problématique du Capitalisme monopoliste d'Etat, se distingue pourtant par certains aspects de " l'Union du peuple de France " proposée par le PCF. Contre les seuls " gros ", celle-ci, on s'en souvient, doit rassembler 90 % de la population, les ouvriers, les cadres, les employés, les petits commerçants, la petite bourgeoisie, le capital non monopoliste, les paysans, etc. Le PS au contraire insiste d'abord sur le fait que les " gros " ne sont pas qu'une poignée de milliardaires ; certains salariés se trouvent de ce fait écartés du front de classe. [...] Lorsque François Mitterrand déclare : " il me paraît clair que le grand capitalisme, maître des leviers économiques et politiques, est et reste l'adversaire numéro un " (*le Monde*, 11 juillet 1978), lorsqu'il s'emporte contre " la dictature de classe de la bourgeoisie d'argent " (*le Monde*, 7 décembre 1978), il actualise les vieilles illusions sur le pouvoir et adhère à son tour au mythe des gros [...] »[25].

Sur la base d'un tel programme, le PS recrute de nouveaux militants « beaucoup plus à gauche » – selon le repérage spatial des idées alors en usage – que ne l'étaient ceux de l'ancienne SFIO, pour une part composée d'élus locaux et de notables. Le caractère radical de ces nouveaux militants est d'ailleurs encore accru par le travail politique que le parti effectue sur ses membres. La littérature militante, les motions déposées lors des congrès, les discussions de section et l'unité d'action avec les communistes lors des campagnes, notamment celle des municipales de 1977 contribuent à donner aux militants socialistes une orientation très oppositionnelle. La posture contestataire adoptée par ces nouveaux militants et l'offre politique qu'ils propagent contribue à établir la réputation et l'image publique « de gauche » du Parti socialiste. L'assurance et la certitude d'être dans le vrai avec lesquelles les porte-parole de l'opposition exposent alors leur offre politique et dénoncent la collusion de leurs adversaires avec les « puissances d'argent » – assurance que l'échec successif des politiques de lutte contre le chômage durant les deux dernières décennies ne permet plus aux personnels politiques de retrouver et que nous avons même du mal à concevoir depuis une époque où ils ont appris à susciter moins d'attentes – contribue d'ailleurs à accroître la crédibilité de leur propositions.

24. *Le Débat*, « Notre histoire. Matériaux pour servir à l'histoire intellectuelle de la France. 1953-1987 », 1988, n° 50, p. 73, cité in Jan William Duyvendak, *Le poids du politique*..., *op. cit.*, p. 137.
25. Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros*, *op. cit.*, p. 128-133.

b) Le Programme commun : une plate-forme radicale cristallisant un électorat

Attachées à se démarquer des politiques économiques de « la droite » pour proposer une offre politique originale, les formations de « la gauche » entendent dresser un réquisitoire sévère du bilan économique des présidences Pompidou et Giscard. L'explication de l'augmentation du chômage par la « crise économique mondiale » ou par les faiblesses structurelles de l'industrie française, avancée par le personnel gouvernemental, est récusée par le PC et le PS qui considèrent que cette augmentation résulte plutôt d'une gestion « capitaliste » de l'économie qui cherche d'abord à préserver les « profits » des « capitalistes ». Pour échapper à la crise il est donc nécessaire sinon de « sortir du capitalisme », en tout cas de sortir d'un mode de gestion purement « capitaliste » de l'économie. Le Programme commun et, à la suite de celui-ci, le programme socialiste et les « 110 propositions » constituaient donc une offre politique qui pouvait sembler représenter une rupture par rapport aux logiques économiques à l'origine des politiques économiques suivies par « la droite ».

> « Pour sortir de la crise, il faut sortir du capitalisme en crise. Puisque la crise est la stratégie du capitalisme pour rétablir ses profits et restaurer son pouvoir, il nous faut inventer une autre logique de développement vers d'autres finalités avec d'autres incitations »[26].

> « Engagés dans la lutte des classes, nous sommes d'un côté, pas de l'autre. Venons-en à ce que nous avons appelé notre stratégie de rupture. L'expression nous a valu les sarcasmes de nos adversaires et les doutes dans nos propres rangs... Quelles sont donc nos raisons ? En premier lieu nous croyons à la prééminence du plan sur le marché. Il ne s'agit pas là d'un vœu, d'un désir, mais d'une constatation... Voilà pourquoi, deuxième terme de la stratégie de rupture, nous considérons que le plan n'est pas dissociable de l'appropriation sociale des grands moyens de production et du crédit... Ajoutons que, s'il faut casser l'Etat en tant qu'agent privilégié de la dictature de la bourgeoisie d'argent, c'est par la prise du pouvoir d'Etat que nous disposerons du moyen déterminant d'agir »[27].

Les porte-parole du Parti socialiste proposent donc une mise en cause radicale des politiques économiques qui avaient prévalu jusqu'alors. À rebours de l'argumentation économique de Raymond Barre qui défendait une politique « d'austérité » salariale, le programme du Parti socialiste de 1980 préconise la relance budgétaire et économique, l'augmentation substantielle du salaire minimum, la diminution du temps de travail à 35 heures sans baisse de salaire et l'attribution d'une cinquième semaine de congés payés. Il propose la « démocratisation » de l'organisation hiérarchique des entreprises, l'instauration de la planification économique, la nationalisation des principaux groupes industriels et celle de l'ensemble du secteur bancaire, étendue à une partie plus ou moins large de leurs filiales.

---

26. In *Le projet socialiste*, Parti socialiste, 1980, Club socialiste du livre, cité in Eric Melchior, *Le PS, du Projet au pouvoir*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1993, p. 252-253.
27. François Mitterrand, Convention nationale du PS, le 26, novembre 1978, cité in Anne Rolly, *Ainsi parlait la Rose*, *op. cit.*, p. 66.

Les nationalisations constituaient la principale manifestation symbolique de la volonté du candidat socialiste de « rompre » avec la logique du « capitalisme », puisque sans actionnaires propriétaires des moyens de production et sans appropriation privée des profits, il pouvait sembler que l'économie puisse sortir du cadre de l'économie de marché. La nationalisation des principaux groupes industriels et bancaires français pouvaient donc être présentée comme une quasi-expropriation des « classes possédantes » de l'appareil de production. S'il n'était pas prévu d'abolir la logique du marché, celle-ci devait être orientée et régulée par le Plan. Dans un tel programme, les « capitalistes » semblaient disparaître et les travailleurs devenir, en tant que citoyens, copropriétaires des principaux moyens de production : « N'est-ce pas une rupture fondamentale avec la société capitaliste que de nationaliser les banques et les grands groupes industriels ? »[28]. Sans doute, certains commentateurs jugent *a posteriori* qu'il s'agissait moins d'un programme de « rupture avec le capitalisme » que d'un programme de relance d'inspiration « keynésienne » assorti de la nationalisation de certaines grandes entreprises. Cependant, gardons-nous de projeter dans l'évaluation des débats et des logiques du passé la connaissance que nous avons du déroulement ultérieur des événements. La gestion des entreprises nationalisées selon la logique du marché n'était pas forcément prévisible ou acquise avant 1981. « L'expropriation » des actionnaires des principaux groupes industriels et bancaires apparaissait au contraire comme un signe extrêmement fort de rupture avec les anciennes logiques économiques. En 1981, les propositions économiques du PS semblaient très différentes de la politique suivie par les différents gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing et pouvaient effectivement être perçues comme porteuses d'une « rupture »[29] avec

28. Christian Pierret, *le Quotidien de Paris*, 25 octobre 1981. Voir les débats à l'Assemblée nationale et les déclarations des dirigeants socialistes lors du vote de la loi de nationalisation : « Les nationalisations constituent “ la revanche posthume de toutes les générations qui ont été asservies à la machine ”. Elles sont une forme de libération, elles permettent d'assurer la primauté de l'homme sur la machine. Elles annoncent l'aube des temps nouveaux », Pierre Mauroy, à l'Assemblée nationale, 13 octobre 1981 ; « Ce débat sur les nationalisations est, c'est vrai, un moment de la lutte des classes. Le gouvernement veut rendre à la nation un certain nombre de pouvoirs économiques qui lui avaient été confisqués par une classe », Pierre Joxe, à l'Assemblée nationale, 21 octobre 1981 ; « La nationalisation socialiste, c'est un moment de la lutte des classes, pas un échange de bons procédés. C'est l'expropriation des expropriateurs », Pierre Joxe, à l'Assemblée nationale, cité in Anne Rolly, *Ainsi parlait la Rose, Paris*, La table ronde, 1986, p. 67-68.

29. L'idée de rupture avec le capitalisme était évidemment présente dans les programmes de la SFIO, mais elle n'en constituait plus le principe directeur. La configuration politique de la décennie soixante-dix rend à cet aspect de la culture socialiste son effectivité programmatique. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, p. 416 : « La SFIO avait certes maintenu vivante l'opposition au capitalisme, Guy Mollet en avait même tiré l'essentiel de ses effets dans son discours au congrès d'Epinay, mais elle avait une tendance à le réduire à une opposition économique, pour le reste partageant plutôt l'euphorie des années de croissance et n'offrant guère des valeurs différentes de la société de consommation. Les idées de 1968 ont élargi les perspectives et donné d'autres dimensions à l'opposition entre le capitalisme et le socialisme, compris et décrits dans les textes d'abord comme deux systèmes de valeurs incompatibles. [...] Il y eu incontestablement une emphase idéologique, produit d'un climat politique et intellectuel, qu'il faut saisir pour comprendre la nature du débat des années soixante-dix. L'idée de rupture avec le capitalisme qui, dans le fond, fut le mot clef de cette période, n'est pas compréhensible sans cela. [...] La “ rupture ” était finalement une attitude d'esprit perdue de vue dans l'économisme de la vieille SFIO ».

les logiques économiques qui avaient prévalu jusque-là[30]. Si les « 110 propositions » qui constituaient en 1981 le programme du candidat François Mitterrand étaient plus modérées que les précédentes propositions faites par le Parti socialiste, elles n'en étaient pas moins conçues dans la continuité de la plate-forme électorale de l'Union de la gauche – notamment sur les nationalisations – et constituaient un programme allant bien au-delà de ce qu'avait été la pratique gouvernementale des dirigeants de la SFIO durant la IVème République ou même de ce qu'avaient pu être les mesures adoptées par le Front populaire en 1936, jusqu'alors principale référence symbolique de « la gauche ». *À fortiori* ce programme semblait aux antipodes de la politique suivie par « la droite » depuis 20 ans.

> « C'est le Plan qui doit décider en fonction de l'intérêt général et des prévisions à terme, l'orientation des grands investissements. C'est de lui que relèvent le modèle de développement, la réduction des inégalités, l'équilibre régional, la relation au reste du monde. Ses grands instruments sont le maniement des dépenses et des recettes des autorités publiques et de la sécurité sociale, la maîtrise du financement, un puissant secteur économique public, des procédures contractuelles où les obligations assumées sont la contrepartie des avantages consentis. C'est en ce sens et avec ces moyens que, laissant au marché l'ajustement ponctuel entre l'offre et la demande, le Plan est aux yeux des socialistes le régulateur global de l'économie »[31].
>
> À Guy Claisse qui " redoute que ne pointe derrière tout cela l'esprit de système "[32], « François Mitterrand – Je l'ai en horreur plus que vous. Mais où voyez-vous que le marché respecte la liberté ? Et il aggrave les inégalités ! [...] Les inégalités nourrissent l'inflation et s'en nourrissent. Elles interdisent toute négociation sérieuse. Tant que les salariés et leurs syndicats constateront qu'il existe deux poids et deux mesures dans la répartition des richesses produites, selon que l'on appartient à tel ou tel groupe social, les discussions entre les partenaires se heurteront à une contrainte autrement plus déterminante que celle que vous nous prêtez : la lutte des classes. Ce n'est pas ainsi en tout cas qu'on mobilise un pays quand les temps sont rudes.
> – Restez-vous décidé à nationaliser le crédit ?
> – Oui, la totalité du secteur bancaire et financier et notamment les banques d'affaires et les principaux holdings financiers, puisque comme vous le savez, de Gaulle a déjà nationalisé en 1945 les banques de dépôt. Il avait d'ailleurs exprimé le regret en 1947 de n'être pas allé plus loin.

30. Nous ne nous prononcerons ici, ni sur la pertinence du programme économique de la gauche en 1981, ni sur l'implication effective des principaux dirigeants socialistes et de leurs conseillers économiques dans la construction idéologique qui sous-tendait et impliquait un tel programme. Nous ne nous prononcerons pas non plus sur la volonté réelle des dirigeants socialistes d'opérer une quelconque « rupture avec le capitalisme » – le programme de François Mitterrand en 1981, les « 110 propositions », n'emploient pas la formule –, ni sur leur croyance en la possibilité de la réaliser. Ainsi, selon Franz-Olivier Giesbert, les principaux représentants de l'opposition interne au mitterrandisme étaient extrêmement opposés au projet socialiste de 1980 : « " Mon silence a été une faute, reconnaîtra plus tard Rocard. Sur la base d'un tel programme, on a quand même fait sauter la balance des paiements ! " [...] " J'aurais dû m'opposer à ce projet, dira aussi Mauroy. C'est de là qu'est venu tout le mal, le lyrisme et les surenchères sociales " » ; Franz-Olivier Giesbert, *Le Président*, *op. cit.*, p. 62.

31. François Mitterrand interrogé par Guy Claisse, *Ici et maintenant*, *op*. *cit*., p. 167.

32. Tout au long des entretiens de Guy Claisse avec François Mitterrand, le journaliste du *Matin de Paris* se révèle beaucoup moins « à gauche » que son interlocuteur. Dans ce numéro de « compères » où chacun tient sa partition, François Mitterrand apparaît toujours en train d'adopter une posture « de gauche » face à un interlocuteur souvent dubitatif qui se fait l'avocat du diable c'est-à-dire de « la droite ». François Mitterrand apparaît ainsi par effet de contraste comme plus « à gauche » qu'il ne l'aurait semblé dans un dialogue avec une personnalité plus nettement identifiée à « la gauche ». Guy Claisse va jusqu'à décerner à son interlocuteur des brevets d'authenticité « marxiste » : « Tout au long de notre conversation j'ai remarqué que vous teniez un discours sous-jacent qui affleurait de temps en temps à la surface, celui de la lutte des classes » ; Guy Claisse, *in* François Mitterrand, *Ici et maintenant*, *op*. *cit*., p. 144.

– Et les assurances ?
– Même réponse. Entreront dans le secteur public, à l'exception des véritables mutuelles, les grandes compagnies d'assurance privées qui ont échappé à la nationalisation de 1945. [...] Nous avons publié noir sur blanc dans le Programme commun de la Gauche la liste de ces entreprises. On peut, au pire, nous accuser de naïveté mais pas de dissimulation, car les propriétaires visés ont aussitôt déversé leurs milliards dans les caisses de nos adversaires politiques. Les engagements pris en 1972 restent notre règle aujourd'hui »[33].

Ainsi, les textes programmatiques officiellement défendus par les dirigeants du Parti socialiste entre 1971 et 1981 – le Programme commun en 1972, les motions majoritaires adoptées par les différents congrès entre 1975 et 1979 et le programme du Parti socialiste publié en 1980 affirment tous la nécessité d'une réforme radicale des structures de la société et établissent une continuité symbolique, notamment dans le vocabulaire, avec les énoncés politiques du PC et des groupes d'extrême gauche[34]. Le rôle prépondérant laissé par François Mitterrand et les dirigeants du courant majoritaire dans la rédaction du Projet socialiste de 1980 à Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane s'explique en partie par la nécessité tactique de s'assurer des alliés au sein du parti contre les partisans de Michel Rocard et de Pierre Mauroy alors minoritaires mais aussi parce que ce texte, rédigé par le courant apparaissant comme le plus radical et le plus « marxiste » du PS, établissait et diffusait l'image d'un Parti socialiste ancré à gauche[35].

---

33. *Ibid*., p. 168-169.
34. Il serait bien entendu nécessaire non seulement d'analyser les textes de ces formations politiques mais également d'étudier les modes de perception, par les militants des organisations de gauche et par les agents les plus politisés, des différences de discours qu'elles entretiennent avec le PS. En effet, ce qui nous paraît être aujourd'hui, au vu de l'évolution ultérieure du PS, des offres politiques symboliquement extrêmement proches pouvaient apparaître alors comme très distantes dans l'espace des discours potentiellement exprimables au sein de « la gauche ». Cependant, la perception par les électeurs d'alors de distances politiques plus grandes que nous ne le ressentons aujourd'hui ne signifie pas qu'il n'existait pas de sentiment d'appartenance au même camp de la « gauche », y compris parmi les militants des organisations d'extrême gauche, ne serait-ce qu'en raison de la commune opposition à « la droite » et au gouvernement. La surenchère radicale ne touche d'ailleurs qu'une fraction de l'électorat se reconnaissant dans « la gauche ».
35. Franz-Olivier Giesbert fait rétrospectivement en 1990 du programme du Parti socialiste de 1980 un condensé de l'idéologie « marxiste », extrémiste et « archaïque » ayant alors cours à gauche : « Le premier secrétaire a offert à Jean-Pierre Chevènement et au CERES, comme un os à ronger, de mettre au point un projet socialiste " pour la France des années 80 ". Et ils en ont fait une machine de guerre contre tous ceux qui, depuis deux décennies, ont entrepris de moderniser la pensée socialiste. Un texte extravagant. C'est peut-être, comme le note Roger Priouret [*le Nouvel Observateur*, 10 décembre 1979], " le terrorisme intellectuel que les communistes font peser sur le PS, qui amène celui-ci à se tenir tout près du programme commun, de Karl Marx et d'un certain nationalisme ". *À* moins que ce ne soit, plus prosaïquement, la volonté d'isoler, dans le parti, Rocard, Mauroy et les autres. Résumons. Le projet socialiste, gravé dans la mythologie comprend toutes les thèses à la mode au PC et dans l'extrême gauche marxiste. [...] Tel est le projet socialiste : pittoresque et archaïque. C'est la gauche racontée aux enfants. Comtesse de Ségur du socialisme, Jean-Pierre Chevènement entend donner aux militants du PS le plaisir d'avoir peur. C'est pourquoi il a peuplé son conte de dragons, de diablotins, de croquemitaines. Il leur a simplement donné d'autres noms : capitalisme, impérialisme, américanisation, etc. Tour à tour scolaire, polémique ou poétique, ce texte en noir et blanc – moitié Engels, moitié Hergé – aurait pu servir de base à un groupuscule marxisant. Mais au Parti socialiste... Avec ce projet, les socialistes ont l'air en exil sur cette terre. Ils ont perdu tout contact avec les réalités » ; Franz-Olivier Giesbert, *Le Président*, *op. cit.*, p. 60 et 61 (pour une analyse plus nuancée du Programme commun par le même auteur, voir Franz-Olivier Giesbert, *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire*, *op. cit.*, p. 357-372). Le commentaire polémique de Franz-Olivier Giesbert omet un point important : si, en 1990, l'auteur peut s'étrangler d'indignation devant « l'archaïsme » d'un tel programme avec de bonnes chances de convaincre son lecteur, ce programme ne soulève pas à l'époque de sa rédaction la même stupéfaction horrifiée, tout simplement parce que les représentations politiques et les critères de jugement

Les électeurs peuvent d'autant plus facilement considérer que le PS propose une « rupture » avec la « société capitaliste » ou en tout cas des propositions économiques très radicales, que les adversaires politiques de François Mitterrand ne manquent pas de souligner que la réalisation du programme du PS aboutirait immédiatement à la constitution d'une « économie socialisée » transformant en profondeur l'économie et l'industrie française :

> « *Valéry Giscard d'Estaing* – M. Mitterrand, s'il était élu président de la République, ferait nationaliser l'ensemble du système bancaire et onze grands groupes industriels. C'est un point très important. J'ai fait vérifier ce que ça représente : cela veut dire que dans l'industrie française, il y aura 50 % d'industries nationalisées. La France sera nationalisée pour la moitié de son industrie. Aucun pays d'Europe, aucun pays occidental n'aura une telle structure. Je le dis pour les téléspectateurs parce qu'ils croient que la gestion de M. Mitterrand apportera quelques modifications à quelques conditions de vie. Pas du tout, nous serions donc une économie socialisée. À partir du moment où tout le système de crédit est un système étatique, où la moitié de l'activité industrielle est étatique, c'est donc une économie socialisée, il faut le savoir »[36].

Entre 1974 et 1981, le Parti socialiste est soumis à deux contraintes contradictoires qui tendent à engager son discours dans deux directions différentes. Face aux critiques des partis « de droite » et du personnel politique gouvernemental qui insistent sur les dangers d'une alliance avec les communistes et sur le risque potentiel que l'application du programme commun fait courir à l'économie française et à la compétitivité internationale de ses entreprises[37], les porte-parole du PS tendent à atténuer la portée de leurs propositions pour tenter – dans la logique des représentations propres aux experts électoraux des partis, de la répartition linéaire des électeurs sur « l'échelle droite-gauche » et de leurs motivations de vote[38] – de ne pas effrayer les électeurs « les plus modérés » susceptibles de voter pour

---

propres à cette période sont différents de ceux qui ont cours aujourd'hui. En outre, on ne saurait prétendre [ce qu'indique d'ailleurs Roger Priouret cité par F.-O. Giesbert] que le programme de 1980 était substantiellement différent – que ce soit dans son vocabulaire ou dans les mesures avancées – du Programme commun signé en 1972 ou de la plate-forme élaborée pour les élections législatives de 1978 qui n'avaient, de même, suscité de stupéfaction indignée que chez les adversaires politiques de « la gauche » et en tout cas pas au sein de la rédaction *du Nouvel Observateur*. Il faut donc au contraire considérer que ce programme était parfaitement adapté à ce que les électeurs de « la gauche » étaient susceptibles d'accepter, alors même que l'acceptation d'un tel programme contribuait à définir ce que signifiait l'appartenance à « la gauche ».

36. Valéry Giscard d'Estaing lors du débat télévisé face à François Mitterrand en mai 1981 ; *le Monde*, le 7 mai 1981. Il ne s'agit là que de l'exemple le plus visible des discours alarmistes du personnel politique de la majorité à l'égard du Programme commun, de l'alliance avec les communistes et des propositions économiques du PS qui se multiplient avant les principales échéances électorales entre 1974 et 1981. Pour d'autres exemples citons également Joseph Fontanet, L'illusion lyrique, *le Monde*, 7 mai 1974, et deux livres racontant les élections de 1978 gagnées par la gauche (Philippe de Commines, *Les 180 jours de Mitterrand*, Paris, Belfond, 1977 et Catherine Clessis, *La dangereuse illusion*, Paris, Plon, 1977). Voir enfin les éditoriaux de Raymond Aron dans *le Figaro* lors des élections présidentielles de 1974 et dans *l'Express* lors des élections législatives de 1978 et des présidentielles de 1981.

37. Voir les deux livres sur l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1978.

38. Pour un exemple de l'application du savoir électoral des experts du Parti socialiste et du type de raisonnement sur les « électorats » qu'ils sont susceptibles d'envisager et de mettre en œuvre, voir Le Gall, « Réflexion sur “ Le Parti socialiste et les sondages ” », *Pouvoir*, n° 33, avril 1985, p. 89-95 ; « Le déclin du Parti communiste », SOFRES, *Opinion publique 1986*, Paris, Gallimard, 1986, p. 45-55 ; « L'effet immigration », SOFRES, *Opinion publique 1991*, Paris, Gallimard, 1991, p. 119-136.

eux. Mais soumis aux critiques du Parti communiste et des groupes politiques « gauchistes », ils cherchent également et simultanément à mettre en scène le caractère « radical » de leur programme. On comprend dès lors la double logique de l'engendrement des prises de position publiques des responsables socialistes : vis-à-vis des militants, des sympathisants, de tous ceux qui se reconnaissent dans l'opposition, face à toutes les organisations concurrentes qui leur disputent le terrain de « la gauche », il leur est nécessaire d'exhiber des signes de la radicalité politique ; mais vis-à-vis des électeurs exposés aux discours alarmistes du personnel politique de la majorité, il s'agit au contraire de rassurer et de minimiser l'ampleur des transformations proposées. L'offre politique d'allure radicale n'était donc pas la seule que proposaient les responsables du Parti socialiste qui oscillaient alors entre des énoncés soulignant l'ampleur des changements à venir en cas de victoire de la gauche et mettant en avant la solidarité que le programme du Parti socialiste entretenait avec l'offre des autres partis de gauche, et des énoncés qui, au contraire, entendaient rassurer les électeurs les plus modérés qu'aurait risqué d'effrayer une plate-forme prônant un changement de système économique.

> « Si, en 1975, le Parti socialiste semblait toujours écartelé entre la nécessité de se positionner sur le champ politique de la gauche et le souci de ménager une image de parti respectueux de l'ordonnancement économique et institutionnel, ce dernier impératif devint, à l'approche de l'échéance des élections législatives de 1978, prépondérant. »[39] “ Dès le 9 avril 1976 [François Mitterrand confiait] aux auditeurs de France-Inter : “ *La gauche ne prépare pas un changement radical de société [...] Son action tendra à accroître la liberté d'entreprendre au lieu de supprimer l'économie de marché*. ” [*in le Monde* du 11 avril 1976] Estimant que la place faite dans le discours socialiste aux nationalisations et à la planification pouvait laisser croire à une remise en cause par les socialistes de l'économie de marché, F. Mitterrand s'attacha à démontrer que ces derniers étaient en fait les vrais défenseurs de la liberté d'entreprise mise à mal par la concentration monopoliste. Devant les responsables de l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique, il soulignait donc : “ *L'économie de marché continuera à présider au destin de l'économie française. Le monde occidental vit de cette façon, il ne s'agit pas de s'en extraire.* ” *De même les expériences autogestionnaires ne sauraient remettre en question l'autorité du chef d'entreprise*. “ Si la délibération, indiquait-il, doit être multiple, le principe de décision doit être respecté ” [*in le Monde* du 28 avril 1976] »[40].

Ces énoncés qui apparaissent contradictoires aux observateurs spécialisés et aux concurrents politiques peuvent ne pas être perçus comme tels par la plupart des électeurs. Ils opèrent selon une logique du flou qui permet de faire coexister des discours ayant des destinataires et des zones de pertinence différentes[41]. S'adressant à des publics hétérogènes, le programme électoral d'un parti depuis longtemps dans l'opposition tend à susciter des attentes dans de multiples secteurs de la société, chaque catégorie sociale

39. Eric Melchior, *Le PS, du Projet au pouvoir*, Paris, Ed. de l'atelier, 1993, p. 200.
40. *Ibid*., p. 201.
41. Voir Luc Boltanski, *Les cadres*, Paris, Minuit, 1980.

étant conduite à attribuer à l'opposition la capacité d'améliorer sa situation. Tout se passe comme si les promesses de réformes radicales et les discours rassurants sur le maintien de la logique de marché, loin de se contredire, pouvaient chacun satisfaire indépendamment une catégorie différente du public auquel ils étaient adressés mais sans inquiéter ceux auxquels ils n'étaient pas destinés. On peut même faire l'hypothèse que chacun de ses discours était susceptible d'opérer chez le même individu à des niveaux différents, la même personne pouvant successivement se féliciter du caractère radical et orienté « à gauche » du programme du PS et des assurances données par François Mitterrand que l'économie de marché ne serait pas bannie et que le quotidien ne serait pas bouleversé[42]. Nous ne sommes par en train de dire que les électeurs, et en particulier ceux qui sont le moins intéressés par la politique, se déterminent en fonction du détail des programmes électoraux. Nous cherchons seulement à souligner que, dans le travail politique d'établissement de l'image politique du nouveau Parti socialiste mené par ses dirigeants, dominait l'effort pour confirmer et garantir aux électeurs l'appartenance du PS au pôle de « la gauche » radicale. Si le premier secrétaire du PS est ensuite mis dans l'obligation de chercher à « rassurer » l'électorat et les associations patronales sur le caractère « réformiste » du parti et sur sa volonté de maintenir le cadre d'une économie concurrentielle, c'est que cette orientation n'apparaît alors plus aller de soi, c'est-à-dire que les stratégies symboliques d'établissement de la radicalité du parti ont été réellement efficaces. L'énonciation de discours cherchant à rassurer l'électorat constitue donc plutôt un indicateur de l'image de « radicalité » effective dont était alors doté le PS, cosignataire du Programme commun.

> « Le Programme commun de 1972 – fruit des efforts conjugués des socialistes, des communistes et des experts indépendants de la gauche – n'était en vérité qu'une plate-forme social-démocrate à l'autrichienne ou à la norvégienne, avec quelques touches locales. Mais la droite comme la gauche préférait en parler en termes apocalyptiques, par analogie avec les espoirs et les craintes soulevés par la seule évocation du Chili, de Cuba ou même de la Yougoslavie. Ce décalage ridicule entre le langage et la réalité a conduit tout droit aux problèmes des années 80, où la victoire de la gauche unie ne provoqua qu'une vague massive de désaffection de la part des intellectuels face à la réalité bien ennuyeuse d'un pouvoir socialiste *à domicile* »[43].

> « [Au sein du PS] Le processus de sur-idéologisation ne concerna pas que le CERES. À un degré moindre, la direction mitterrandiste participa à ce mouvement de surinvestissement idéologique. Ce mouvement apparaît comme une réponse à la contestation interne

42. Voir François Mitterrand, *Ici et maintenant*, *op. cit.*, p. 136-142 sur la défense des artisans et des PME menacés par « la concentration capitalistique ».

43. Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 (éd. anglaise 1986), p. 244. L'auteur ne semble pas chercher à analyser les contraintes spécifiques qui pesaient sur les porte-parole du Parti socialiste et qui expliquent la radicalité de son offre politique. François Mitterrand expose d'ailleurs clairement en 1980 les raisons qui contraignent le PS à signer un accord avec le PC : « *François Mitterrand* – Je me souviens d'avoir dit à Helmut Schmidt un jour qu'il me recevait à Bonn : " Si vous aviez, en Allemagne, compte tenu de votre démographie, huit à neuf millions de communistes, ou bien vous n'auriez jamais été chancelier, ou bien vous auriez signé un Programme commun. " Et que vous a-t-il répondu ? Il a souri » ; François Mitterrand, *Ici et maintenant*, *op. cit.*, p. 35.

> exprimée par les partisans de Michel Rocard qui entendaient prendre en compte le caractère définitif de la rupture de l'Union de la gauche afin de lui substituer une orientation stratégique où la politique unitaire serait limitée au plan électoral à la “ discipline républicaine ”. [...] Or cette alliance était au cœur de ce que les proches de François Mitterrand appelaient “ la ligne d'Epinay ” qui avait favorisé le renouveau électoral et militant du Parti socialiste. [...] À cette ligne alternative [celle de Michel Rocard] qui relativisait l'Union de la gauche, la direction du Parti choisit de maintenir le cadre stratégique unitaire. Il faut, bien entendu, faire la part de ce qui découlait des pesanteurs organisationnelles, des habitudes de pensée. Il n'était pas aisé de rompre avec une ligne politique qui, durant plus de dix ans, avait sous-tendu toute l'action du Parti et favorisé son renouveau. Mais par-delà l'inertie propre à toute grande formation, il convient de considérer le maintien du cadre stratégique comme relevant d'un choix déterminé »[44].

Que le programme du Parti socialiste ait pu ne pas être jugé très original et en tout cas beaucoup moins radical que les acteurs politiques de chaque camp partisan voulaient bien le faire croire n'est pas ici déterminant pour notre objet : il nous faut établir non pas quelle était l'orientation idéologique réelle du programme socialiste de 1981 mais plutôt l'effet produit sur l'image publique du Parti socialiste par les stratégies discursives conjointes des porte-parole du PS qui accumulaient les signes d'appartenance à l'Union de la gauche et du personnel politique de la majorité dont les mises en garde contre les menaces de « collectivisation » de l'économie délivraient des brevets de radicalité et d'authenticité « anticapitaliste » aux propositions de François Mitterrand[45]. Que l'alliance politique entre le Parti socialiste et le Parti communiste ait été prise au sérieux n'est pas douteux. Les discours alarmistes que le personnel gouvernemental est alors susceptible d'adresser aux électeurs l'attestent. La « gauchisation » du Parti socialiste est alors perçue par les journalistes et les commentateurs politiques comme la condition du rapprochement avec le Parti communiste. François Bourricaux considère que le Parti socialiste devait effectuer, par rapport à la pratique « réformiste » de la SFIO durant la IVème République un *aggiornamento* politique pour parvenir au niveau de radicalité nécessaire à la conclusion de l'Union de la gauche :

> « Les conditions auxquelles une coalition socialiste-communiste pourrait d'abord gagner les élections et ensuite gouverner sans rupture du cadre constitutionnel me semblent d'une réalisation particulièrement malaisée. Il faut d'abord qu'il y ait un pacte électoral solide entre les deux grands partis de gauche. Mais cette condition minimale suppose à son tour d'autres conditions, qui d'ailleurs ont été partiellement et apparemment réunies entre 1972 et 1977. Le parti communiste était poliment invité à abjurer les formes les plus choquantes de son totalitarisme stalinien. En fait, les dirigeants socialistes, et tout particulièrement M. Mitterrand qui, à Épinay, était si pressé de faire affaire, n'avaient aucun intérêt – au moins immédiat – à rendre cette abjuration particulièrement onéreuse. Le solennel abandon de la “ dictature du

44. Eric Melchior, *Le PS, du Projet au pouvoir*, Paris, Ed. de l'atelier, 1993, p. 252-253. Nous nous intéresserons ci-dessous à la nature de ces « habitudes de pensée » et de ces « pesanteurs organisationnelles » qui auraient contraint les dirigeants socialistes à maintenir une ligne politique « de gauche ».

45. Lorsque le 6 mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing utilisa à la télévision le programme du PS de 1980 pour souligner les « menaces » que son application ferait courir à de nombreuses catégories sociales, François Mitterrand demande et obtient un « droit de réponse » pour affirmer qu'il n'est engagé que par les 110 propositions ; voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*..., *op. cit.*, p. 35 et 36 et Jacques Attali, *Verbatim*, *op. cit.*, vol. 1, p. 14.

> prolétariat ” n'était pas très gênant pour les chefs communistes aussi longtemps que n'était pas remise en question la pratique du “ centralisme démocratique ”, qui livre la base à la discrétion de la hiérarchie. Corrélativement il ne pouvait pas y avoir de “ gauche unie ” sans *aggiornamento* socialiste. *Il fallait évidemment que de leur côté les socialistes abjurent leur anticommunisme de “ guerre froide ” – ce qui avec la détente n'était pas trop difficile – mais surtout qu'ils renoncent aux orientations et à la pratique “ réformistes ” de la S.F.I.O. d'après-guerre. Le nouveau parti socialiste, en affichant comme premier objectif la “ rupture ” avec le capitalisme, en sacralisant la “ gauche unie ”, facilitait la constitution d'un néo-Front populaire*. »[46].

> « Pourquoi la droite en France est-elle aux affaires depuis 1947 ? C'est que l'hypothèse d'une coalition de gauche parvenant au pouvoir et gouvernant paisiblement a toujours suscité le scepticisme ou l'hostilité d'une frange plus ou moins large du corps électoral (la fraction critique de l'électorat flottant) qui traitait l'arrivée de la gauche comme un rêve ou une apocalypse, mais non pas du tout comme une éventualité prosaïque inscrite dans le jeu de l'alternance »[47]

On peut constater qu'un ensemble d'acteurs avait intérêt à la diffusion de l'image publique de radicalité du Parti socialiste et que les processus de concurrence politique ont favorisé la propagation d'une telle image. Dans le sous-champ du militantisme politique de « la gauche », les militants socialistes, pressés dans la course à la radicalité et à l'authenticité militante que pouvaient alors leur livrer les organisations d'extrême gauche, le PSU et le Parti communiste devaient être capables de souligner les orientations « marxistes » des textes programmatiques du parti et le langage très offensif des motions présentées lors des congrès. La signature du Programme commun leur a permis de s'adosser à la réputation militante du Parti communiste contre la concurrence du PSU et des mouvements gauchistes. À l'inverse, nous avons vu que les adversaires politiques de « la gauche » avaient intérêt à mener une stratégie d'inquiétude et de participer à la diffusion de l'image de radicalité politique du texte de l'Union de la gauche. Enfin, les journalistes, étaient portés à favoriser la description des aspects les plus saillants – et donc les plus radicaux – des propositions de l'Union de la gauche ou du Parti socialiste, souvent en raison de leur appartenance à l'un ou l'autre des camps politiques mais aussi selon des logiques proprement journalistiques et professionnelles de mise en avant des éléments les plus spectaculaires des faits d'actualité. Finalement l'image de radicalité du PS et de l'Union de la gauche est la seule que la plupart des acteurs du jeu politique ont, conjointement, intérêt à promouvoir.

> « [...] Du côté de François Mitterrand, on en tient pour l'Union de la gauche et un programme économique et social tout droit issu du Programme commun. [...]. Le PS a, de tous les partis socialistes européens d'importance, à la fois la doctrine la plus maximaliste et la clientèle la moins prolétaire. Il propose à des “ cols blancs ” d'environnement social-démocrate des textes de rupture franche et nette avec le système économique et social actuel. [...] À lire de près le Projet socialiste, d'ailleurs bien tourné, il est difficile de ne pas éprouver un fort sentiment d'irréalité. Voilà un texte des plus solennels, qui engage le PS tout entier et a été

46. François Bourricaud, « Improbable et désirable alternance », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 318-319.
47. *Ibid*., p. 321.

approuvé à l'unanimité. Il porte la date de 1980, sept ans après le début de la grande crise économique mondiale, trois ans après la rupture de la gauche, deux ans après la défaite électorale du PS, un an avant les élections présidentielles. Or ce Nouveau Testament accumule tant de formules polémiques et de jugements manichéens, tant d'explications dogmatiques et d'analyses simplificatrices, parfois même simplistes, qu'il finit par en paraître étranger au monde réel. Il ne se contente pas de caricaturer de façon sommaire la politique de ses adversaires : " idéologie de la démission ", " euthanasie de la France ", " éventration de l'économie française sur l'autel du capitalisme multinational ", " logique libérale conduisant à la fermeture de la maison France sous prétexte qu'elle ne serait plus rentable " – ce n'est jamais de bonne méthode. Il présente en outre la crise comme acceptée et presque comme voulue par les dirigeants occidentaux actuels. [...] Il exprime un antiaméricanisme quasi-obssessionel. [...] Or ce texte manifestement excessif, s'adresse à des militants plutôt cultivés et à des électeurs plutôt modérés. On compte parmi les délégués au congrès de Metz – très représentatifs selon Paul Bacot, spécialiste de l'étude de ces militants – quatre bacheliers sur cinq participants, 56 % d'anciens élèves de l'enseignement supérieur et 30 % d'enseignants. Il est vrai que 70 % se disent marxistes, intégralement ou avec réserve »[48].

« De tous les pays occidentaux nous sommes le plus divisé. Ailleurs majorité et opposition entretiennent un dialogue, parviennent à des ententes tacites, des accords partiels, des neutralités sectorielles. Rien de tel en France depuis le début de la Vème République. Non seulement les adversaires politiques doivent s'opposer en tout, mais ils doivent même accentuer artificiellement leurs divergences et se créer de toutes pièces des occasions de conflit. Ainsi va la vie politique à la française »[49].

L'offre politique du Parti socialiste durant la décennie soixante-dix nous apparaît donc rétrospectivement fortement orientée « à gauche » – en tout cas comparativement à ce que nous savons de son évolution ultérieure. Ci-dessous, Elie Cohen résume les caractéristiques de l'appréciation des experts du Parti socialiste touchant à la « crise économique ». Il souligne ce qu'il perçoit comme le très important décalage entre le discours économique défendu par les responsables du Parti socialiste en 1981 et les conceptions qu'il considère comme naturelles et allant de soi au moment où il écrit (1986) :

« Au départ, à gauche, il y a un discours économique en forme de triple négation : il n'y a pas de crise internationale mais crise de " l'austérité barriste imposée aux travailleurs " ; l'industrie française n'a pas de problèmes de compétitivité, elle souffre d'une contraction de la demande et du comportement timoré d'industriels qui refusent d'investir dans les nouvelles technologies alors que l'intérêt national le commande ; la classe ouvrière n'est pas en déclin, elle est assommée par la " politique de casse ". [...] Mais si nous rappelons ces positions qui paraissent être à des années-lumière de la perception actuelle de l'économique et du social, c'est parce qu'elles constituent le fond de la base doctrinale du PS (keynésianisme au plan macro et socialisation des moyens de production au plan micro), qu'elles ont été consignées dans un programme assumé par F. Mitterrand et qu'elles ont été à l'origine des politiques effectivement menées pendant " l'état de grâce " »[50].

48. Alain Duhamel, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980, p. 176-178. Remarquons qu'au moment de la parution de ce texte Alain Duhamel est beaucoup plus associé au personnel politique de la majorité qu'il ne le sera ultérieurement. Il est donc moins prudent dans ses propos qu'il ne le deviendra.

49. François de Closets, *Le système E.P.M.*, Paris, Grasset, 1980, p. 194.

50. Elie Cohen, « Les socialistes et l'économie », *in* Elisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 74-75. Voir aussi l'analyse de Philippe Alexandre et Roger Priouret : « Durant les sept années Giscard, la gauche (et en particulier François Mitterrand) considéra la crise mondiale comme un alibi invoqué par la droite pour faire passer la pilule de sa politique, et le chômage. " *De jour en jour, dit François Mitterrand le 26 octobre 1979, la société capitaliste a fait payer plus chèrement sa crise aux travailleurs. Docile aux riches et aux puissants, elle réserve aux faibles ses coups. Profits et*

Le commentateur est ici frappé par l'éloignement désormais considérable entre le discours économique officiellement tenu par les dirigeants du Parti socialiste jusqu'en 1981 – sans toutefois que quiconque (en particulier à gauche) ne le trouve incongru ou particulièrement risible – et les thèses économiques qui sont aujourd'hui majoritairement acceptées par le personnel politique[51]. Il existe désormais un écart important entre ce qui était alors considéré comme du domaine du pensable, du soutenable en matière de proposition de politique économique et ce qui est aujourd'hui considéré comme tel. On doit constater que les propositions économiques ayant cours dans le champ politique se sont transformées au point que les représentations de l'économie alors en usage nous sont devenus étrangères et difficilement accessibles.

Nous devons cependant admettre que la croyance en la possibilité d'une « rupture » avec le capitalisme était, avant 1981, assez largement diffusée et qu'une telle éventualité était effectivement débattue, aussi surprenant que cela puisse nous sembler aujourd'hui. Que le PS ait été en mesure de présenter un projet de réforme radical de la société et de l'économie, non seulement sans être démenti autrement que par ses adversaires politiques, mais en recevant le soutien de nombreux journaux, en particulier du quotidien disposant alors de la plus forte crédibilité – *le Monde* – constitue un indicateur qu'un tel programme était alors considéré comme concevable et réaliste. Le fait que les observateurs politiques, les intellectuels et les experts économiques proches de l'opposition aient pu considérer avec faveur un programme socialiste « radical », issu du Programme commun et pourvu de tous les marqueurs symboliques de l'appartenance à « la gauche »[52], est révélateur d'un état du système de représentations et de croyances politiques extrêmement différent de celui qui s'imposera progressivement après 1983. Les références symboliques et quasi mythologiques à « l'Union de la gauche » et au « Changement » ne pouvaient alors être utilisées que parce qu'elles étaient susceptibles de rencontrer un certain écho, d'abord chez les militants des groupes politiques de l'opposition mais aussi chez les électeurs les plus

---

privilèges sont sa philosophie. ” Alors que Valéry Giscard d'Estaing reconnaît qu'il existe une crise dans le capitalisme, François Mitterrand soutient que c'est une crise du capitalisme qui, pour retarder sa disparition, fait payer les pauvres. Il suffira donc, conclut Mitterrand, de rompre avec le capitalisme et d'adopter une politique inverse de celle de Giscard pour effacer la crise. C'est ce que la gauche va faire pendant une année après son arrivée au pouvoir » ; Philippe Alexandre et Roger Priouret, *Marianne et la pot au lait*, Paris, Grasset, 1983, p. 14. On peut cependant douter que le nouveau gouvernement ait jamais tenté de « rompre avec le capitalisme » de 1981 à 1982.

51. Certains journalistes ayant accès directement aux leaders du Parti socialiste avaient peut-être une vision plus modeste des perspectives d'application du Programme commun et de la réalité de la détermination des dirigeants socialistes de « rompre » avec le capitalisme ; voir par exemple les commentaires de Jean Boissonat sur le programme du candidat François Mitterrand avant 1981, *Journal de crise (1973-1984)*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1984, p. 90-240.

52. Parmi les mesures emblématiques de « la gauche », citons en particulier les nationalisations, la cinquième semaine de congé, la diminution du temps de travail sans perte de salaire, la retraite à 60 ans.

proches de l'opposition qui restent souvent très unitaires[53]. L'usage de ces références supposait un état des représentations politiques nettement segmenté dans lequel « la gauche » devait établir un système économique plus juste et plus égalitaire dans lequel les relations économiques bénéficieraient aux salariés tandis que « la droite » était accusée de vouloir maintenir une organisation économique au service des « capitalistes » et des « puissances d'argent ». Vues « de droite » les représentations politiques étaient tout aussi solidement établies, qui faisaient des socialistes et des communistes des « idéologues » qui, au mieux, ne comprenaient rien aux « contraintes économiques » et, au pire, souhaitaient mettre en place un régime « collectiviste ». Les caractéristiques de l'argumentation politique utilisée par les porte-parole des principaux partis « de gauche » apparaissent ajustées aux logiques qu'étaient prêts à entendre et à accepter les observateurs politiques professionnels – en particulier les journalistes –, les militants et les électeurs, c'est-à-dire correspondaient aux représentations politiques ordinaires des acteurs sociaux. Si les leaders de la gauche employaient un tel vocabulaire et une argumentation qui sera plus tard jugée « archaïque » c'est parce qu'ils ne se heurtaient alors à aucune sanction sociale, qu'ils ne voyaient pas leurs argumentations accueillies par des sourires goguenards ou une exaspération méprisante – si ce n'est celle de leurs concurrents politiques. On peut donc faire de la forme prise par l'argumentation politique mise en œuvre dans le débat public un indicateur précis de l'état des croyances et des représentations politiques des agents. En réalité, pour le Parti socialiste l'adoption d'un programme économique radical était non seulement possible dans la configuration idéologique et politique de l'avant-81, mais aussi requise et rendue nécessaire par les contraintes de l'alliance électorale avec les formations de l'opposition et par les attentes des organisations militantes de « la gauche » et de ses électeurs. Les difficultés auxquelles se heurte Michel Rocard au moment du congrès de Metz proviennent du refus d'une fraction importante de « la gauche », du Parti communiste au CERES et de l'aile marxiste de la majorité mitterrandiste du PS, d'accepter que l'accession au pouvoir de « la gauche » puisse seulement déboucher sur une gestion plus sociale de l'économie de marché[54].

---

53. François Mitterrand fonde d'ailleurs ouvertement sa stratégie électorale sur l'attachement des électeurs à la discipline de vote propre à la « gauche » : à la question de Guy Claisse sur le comportement futur du PC au second tour de l'élection présidentielle : « Ne peut-on craindre le “ bonnet blanc, blanc bonnet ” de Jacques Duclos ? » François Mitterrand répond « Il s'agissait à l'époque de choisir entre Poher et Pompidou et ce choix n'était pas facile pour un parti de gauche. Les dirigeants communistes oseront-ils, cette fois-ci, renvoyer dos à dos le candidat de la Droite et le candidat de la Gauche ? J'en doute. Ce serait pour eux une opération suicide. [...] j'espère que l'opinion communiste, essentiellement unitaire, finira par contraindre ses responsables de changer de comportement. [...] [le Parti communiste] n'est, pas plus que nous, propriétaire de ses suffrages. Il s'adresse à des Français qui appartiennent le plus souvent aux classes exploitées et ces Français ont l'intérêt le plus évident, le plus urgent, à renverser la domination de la Droite, bourgeoisie d'argent, classe des notables, grand capital. Ils veulent que cela change parce que pour eux c'est vital » ; *Ibid.*, p. 24 et 39.

54. Voir Jean-Louis Andreani, *Le mystère Rocard*, Paris, *op. cit*. et Michel Rocard, *Parler vrai*, Paris, Le Seuil, 1979.

Tenter de déterminer quelle était, avant 1981, le degré de croyance dans le caractère réalisable du programme du PS ou dans la possibilité de construire une société fondée sur une logique économique différente, dépasse de beaucoup le cadre de cette thèse. Notre propos n'est pas de soutenir que la plupart des électeurs de François Mitterrand connaissaient le programme du candidat et pensaient que l'application de celui-ci déboucherait sur une « rupture avec le capitalisme », ni que les individus les moins impliqués dans la vie politique aient réellement pu être touchés par la croyance dans l'efficacité potentielle du programme socialiste. Nous nous contenterons de souligner que le programme du Parti socialiste était alors pourvu d'une image sociale de « radicalisme » et que les campagnes électorales de 1973 à 1981 avaient diffusé l'idée – souvent également propagée par les adversaires mêmes du PS – que l'application du programme socialiste allait déboucher sur d'importants changements dans la société. Le travail politique des partis de gauche et l'allure « radicale » de leurs propositions avaient donc suscité des attentes et des espoirs considérables envers leur future arrivée au pouvoir, espoirs que la durée de leur séjour dans l'opposition avait évidemment favorisés.

B) Un champ des organisations militantes de « la gauche » polarisé contre le gouvernement

Le travail politique des partis et des organisations de l'opposition pour constituer symboliquement « la gauche » ne se limitait pas à un effort de rapprochement des discours et des programmes politiques. Une partie de ce travail politique consistait à mener des actions de mobilisation unitaires contre le gouvernement[55]. Diverses circonstances – meetings, manifestations, défilés du 1er mai – permettaient d'afficher la proximité politique et la solidarité de l'ensemble des groupes et des organisations militantes qui se réclamaient de « la gauche ». Les cortèges manifestants dont les premiers rangs pouvaient voir se côtoyer les leaders des grandes et des petites formations politiques de l'opposition, ceux des grandes centrales syndicales, des militants de nombreuses associations, des intellectuels et des artistes constituent la manifestation symbolique de l'unité de « la gauche ». La commune opposition à un gouvernement dont on s'attache à dénoncer la politique, constitue parfois l'unique point d'accord entre des mouvements militants par ailleurs en désaccord. Cependant, tant qu'ils sont placés dans l'opposition, les intérêts de tous les groupes militants

55. Il faudrait étudier comment l'ensemble des organisations syndicales et associatives qui se reconnaissent dans la gauche collaborent pour organiser et mener des actions de mobilisation contre le gauche avant 1981. Les grèves contre les réformes Haby sont par exemple menées par les syndicats de la FEN, par les organisations militantes intervenant dans les collèges et les lycées avec l'appui des partis de la gauche.

convergent pour s'opposer aux gouvernements de Georges Pompidou ou de Valéry Giscard d'Estaing.

Lorsque le crédit du Parti socialiste apparaîtra entamé, notamment durant le second septennat de François Mitterrand, sa participation à des manifestations aux côtés des autres organisations « de gauche » deviendra difficile[56] : lors de la manifestation du 25 janvier 1992 « contre les exclusions et pour l'égalité », Laurent Fabius et la délégation socialiste qui souhaitaient infléchir le sens de la manifestation pour en faire un rassemblement contre le Front national sont empêchés de défiler par les autres organisations. Des œufs sont même lancés sur le cortège socialiste. C'est notamment par crainte de ne pas y être accepté par les organisations militantes de « la gauche » que le PS renoncera à participer aux manifestations contre le vote des lois Pasqua en 1993, aux actions des sans-papiers ou des déboutés du droit d'asile et aux actions pour le logement du Comité des mal logés, puis de DAL. Au contraire, avant 1981, le Parti socialiste est en mesure d'apporter son soutien à l'ensemble des mouvements d'opposition au gouvernement. Il cherche d'ailleurs à apparaître le plus possible aux côtés « des luttes » et des mouvements contestataires. La participation des partis signataires de l'Union de la gauche est alors non seulement acceptée par toutes les organisations militantes de « la gauche » dans les mouvements sociaux d'opposition au gouvernement mais elle est souhaitée sinon requise. La continuité idéologique de tous les groupes se réclamant de « la gauche » que nous avons décrite suppose et permet leur continuité militante par delà toutes les divergences.

Lorsqu'à la suite d'une manifestation du groupe d'extrême droite Occident, le service d'ordre de la LCR en s'affrontant durement à la police – faisant 70 blessés dans les rangs de celle-ci – provoqua la dissolution de ce parti, Alain Krivine rechercha et obtint l'appui des leaders de deux autres organisations « de gauche » qui manifestèrent leur opposition de principe à cette interdiction :

> « On demanda à Charles Hernu le local des élus socialistes et républicains place de l'Hôtel-de-Ville. Il accepta. À l'aube, Henri Weber réveilla François Mitterrand et Edmond Maire, leur expliqua à tous deux que Krivine parlerait à la presse et qu'il serait sûrement arrêté. Tous deux répondirent : “ Ils n'oseront pas ”. Henri insista. François Mitterrand et Edmond Maire se consultèrent et décidèrent finalement de venir place de l'Hôtel-de-Ville, mais de n'apparaître que s'il se confirmait que le gouvernement voulait arrêter Krivine. Alain Krivine parla devant une nuée de micros et de caméras. Nous écoutions les radios de la police retransmises par la commission technique au bureau politique, rue de l'Université : les abords de la conférence de presse grouillaient de policiers, leur mission était claire : arrêter Krivine. Nous avertissons qui de droit : Mitterrand et Maire apparaissaient par une porte de côté, en cours de conférence de presse, et la presse, stupéfaite, les vit soutenir Krivine. Confusion générale. Bien joué. François Mitterrand demanda à Krivine ce qu'il voulait faire après son speech à la presse : il lui offrait, si Krivine l'acceptait, le local du PS, cité Malesherbes. On se consulta par téléphone : la réponse fut oui. Le cortège partit de l'Hôtel

56. Il est vrai que les mouvements de la gauche non parlementaire se seront partiellement transformés : leur action et leur mode de recrutement seront alors fondés justement sur le démarquage d'avec le parti hégémonique de la gauche et sur la critique de celui-ci.

de ville pour le local du PS, Krivine avec Mitterrand et Maire. Affolement dans les radios de la police. L'ordre était d'attendre : Alain arriva, libre, cité Malesherbes. Mais là, que faire ? rester ? Mitterrand lui disait que c'était possible. On se consulta encore par téléphone : on avait voté l'arrestation d'Alain, il devait se faire arrêter. Il devait donc sortir, puisque les flics n'osaient pas le prendre au local du PS. Alain transmit sa décision à Mitterrand et Maire. Ceux-ci montèrent ce scénario avec lui : il sortait, les deux leaders l'accompagneraient jusqu'à la porte de la cité et Charles Hernu et Claude Estier l'y accompagneraient jusqu'à son domicile, puisqu'il habitait un peu plus bas, rue Saint-Georges. Cela se passa ainsi, on vit Alain Krivine entre François Mitterrand et Edmond Maire sur toutes les photos »[57].

Face à l'interdiction de son mouvement Alain Krivine doit rechercher le soutien d'autres forces politiques pour sortir de l'isolement et de l'indifférence que risque de susciter la décision du ministre de l'Intérieur. Devant l'hostilité que le PC et la CGT ont toujours manifesté à l'égard de la LCR, il doit se tourner vers d'autres organisations « de gauche » susceptibles de le soutenir. Si on réfléchit aux conditions de possibilité d'une telle scène, Alain Krivine demande l'aide de François Mitterrand et d'Edmond Maire parce que l'un représente le principal parti de l'opposition, l'autre le principal syndicat non-communiste et que le gouvernement ne peut alors les arrêter. Mais il peut solliciter leur soutien parce qu'ils appartiennent à « la gauche » et à ce titre constituent des alliés possibles et acceptables pour les militants et les partisans des deux formations. La facilité et finalement la gourmandise avec laquelle chacun des protagonistes accepte d'être pris en photo aux côtés des autres en dit long sur les stratégies d'image croisées auxquelles cet épisode donne lieu. François Mitterrand et Edmond Maire, en apparaissant aux côtés d'Alain Krivine manifestent l'unité et la solidarité propre à « la gauche » : de Krivine à Edmond Maire ou François Mitterrand, il y a certes des différences programmatiques que chaque organisation s'efforce de souligner mais face à la politique de Pompidou, ils font front commun. François Mitterrand se voit décerner là un brevet de radicalité politique, puisque Alain Krivine accepte de faire appel à lui et d'apparaître à ses côtés face à la police de Raymond Marcellin. En retour, la Ligue communiste révolutionnaire se voit reconnaître au sein de la gauche la place d'un mouvement turbulent mais légitime. On peut faire l'hypothèse que François Mitterrand cherchait là à accroître sa capacité à se voir accepté par l'ensemble des organisations, des militants et des électeurs se reconnaissant dans « la gauche », y compris par ceux de l'extrême gauche. Le travail de « gauchissement » du programme du PS et de l'image publique du parti contribuait à faire du Parti socialiste et de son candidat une véritable alternative au gouvernement gaulliste. L'audience et la crédibilité oppositionnelle qu'il acquiert auprès des électeurs et des sympathisants de la gauche, mais aussi de tous les opposants au gouvernement obligeaient les communistes et les mouvements d'extrême

57. Gérard Filoche, *68-98...*, *op. cit.*, p. 176. Pour un autre récit de cette anecdote voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.*, t. 2, p. 503-514.

gauche à le soutenir contre « la droite », en partie contre leur gré, sous peine de perdre leur propre crédibilité et leurs propres soutiens populaires.

> « Quelques mois avant l'élection, en février 1974, la majorité de la Ligue se décida à corriger sa position sur la nature du PS : oui, c'était un parti “ ouvrier-bourgeois ”, c'est-à-dire que sa base était ouvrière, mais sa direction était bourgeoise, et si on devait trancher en dernière instance sur sa “ nature de classe ”, il était bel et bien de gauche, et faisait partie du mouvement ouvrier, ce qui le différenciait des vrais partis bourgeois, gaulliste, giscardien, radical. [...] Nous n'avions aucune formation sur l'histoire du PS, ses courants, son fonctionnement, sa direction, ses débats [...] On avait tout fait pour connaître et même tenter d'influencer de l'intérieur le Parti communiste, jamais le PS. [...] Ce qui me fit changer en profondeur [sur le vote en faveur de Mitterrand en 1974], ce ne fut pas la longue discussion théorique sur les “ cinq critères ” dont on disait qu'ils servaient à définir un parti (genèse historique, programme général, liens avec les syndicats, réalité de sa base sociale, fonction dans les luttes de classes) mais la pratique de la campagne électorale : quel était le sens d'appeler à l'abstention entre les deux tours ? Tous les espoirs, tout l'intérêt, toute l'énergie de ceux que je rencontrais, des salariés, des chômeurs, ou des jeunes, sur un marché ou à une bouche de métro en vendant Rouge, se concentraient dans la possibilité de la victoire de la gauche, enfin ! Mes parents disaient “ Pourvu que Mitterrand gagne ! ” Je mesurais le fossé qui s'était créé entre tous les miens, quand je les voyais à Rouen, et moi-même devenu “ permanent ” et “ trotskiste ” à Paris. [...] S'abstenir, pour le coup, c'était être en dehors de sa classe. Il fallait voter Mitterrand, et faire voter pour lui... quels que soient les doutes que l'on ait sur le personnage, ses ambitions, ses limites. À son corps défendant il était devenu le héraut de la gauche, et même des soixante-huitards que nous étions »[58].

La logique politique de bipolarisation favorise l'identification des électeurs à un camp partisan et la croyance en l'effectivité des « choix de société » qui leur sont alors proposés. Des groupes d'extrême gauche aux communistes, aux socialistes et à leurs sympathisants s'impose un sentiment de solidarité, de commune appartenance à un même camp politique, sentiment dont l'apparition est certes facilitée par l'absence de responsabilité propre à l'opposition et par la commune opposition au gouvernement. En contrepartie, pour être accepté au sein des secteurs militants propres à « la gauche » – féminisme, défense des homosexuels, écologisme, antiracisme – le Parti socialiste doit, sinon adopter leurs prises de positions extrêmes, au moins accepter certaines de leurs revendications pour se situer à l'intérieur de ces sous-champs dont la logique propre est alors fondée sur la course à la radicalité politique et la valorisation des postures contestataires. Chacun de ces secteurs militants dispose de thématiques qui lui sont propres – et nous pensons évidemment au champ particulier de l'antiracisme – qui s'imposent en partie à toute organisation qui voudrait y intervenir. Avant 1981, l'ensemble de ces champs militants est polarisé par l'opposition aux différentes politiques sectorielles du gouvernement. Pour filer la métaphore du champ magnétique, le gouvernement représente alors un aimant de forte puissance qui contribue à orienter dans sa direction l'activité de tous les champs militants où interviennent des militants « de gauche ». Cette orientation est évidement favorisée par le travail politique des formations de l'Union de la gauche pour coordonner et additionner symboliquement

l'ensemble des mécontentements. Dans le cas de l'antiracisme, c'est l'opposition au ralentissement du regroupement familial, à la politique d'aide au retour et surtout aux expulsions de jeunes immigrés de la seconde génération après une peine de prison qui suscite la mobilisation des organisations antiracistes. Dans ce secteur également le soutien des partis de l'Union de la gauche aux organisations antiracistes opposées au gouvernement contribue à arrimer le militantisme sectoriel aux oppositions propres au champ politique.

C) Le processus de transformations des besoins de justification de la gauche après 1981

Après 1981, la nouvelle configuration politique entraîne une transformation des contraintes de justification qui s'imposent au personnel politique du Parti socialiste : les nécessités symboliques et politiques auxquelles doit répondre le discours du parti changent profondément. Durant la période allant de 1971 à 1981, la fraction majoritaire du PS avait été conduite à adopter des thèmes politiques radicaux en raison de la concurrence symbolique et électorale interne à « la gauche » et de la durée du séjour dans l'opposition qui avait accru l'intensité de l'opposition symbolique entre « la gauche » et la « droite »[59]. La dédifférenciation des thèmes du Parti socialiste avec ceux du Parti communiste permettait l'alliance électorale – jusqu'à la rupture du Programme commun – et maintenait la qualité des reports de voix. En effet, les programmes des deux partis étaient assez proches pour qu'une part des anciens électeurs communistes puissent voter « socialiste » et pour que ceux qui n'avaient pas voté socialiste au premier tour soient susceptibles de le faire au second tour[60]. Une fois au gouvernement, les leaders du PS doivent faire face à des contraintes argumentatives très différentes : dans un premier temps il leur faut expliquer le caractère modéré des réformes et une gestion de type « social-démocrate » de l'économie alors que ce type de pratique était explicitement refusé avant l'élection, puis, dans un deuxième temps, justifier l'échec relatif de la politique sociale et économique mise en œuvre, mesuré en particulier par l'accroissement du chômage et la non application d'une partie importante des promesses électorales.

L'évolution du discours tenu par les responsables politiques de gauche ne s'est réalisée que progressivement : lorsque Pierre Mauroy était à Matignon, une partie du travail politique

58. Gérard Filoche, *68-98*..., *op. cit*., p. 196.
59 . Johnson (R. W.), *The Long March of the French Left*, London, MacMillan, 1981.
60. Voir Eric Melchior, *Le PS*, *op. cit*., et Jan Willem Duyvendak, *Le poids du politique*, *op. cit*.

des dirigeants du PS consistait à affirmer que le gouvernement tenait ses promesses et demeurait fidèle à ses engagements. L'arrêt de l'application du programme électoral en 1982 fut pendant longtemps purement et simplement nié[61]. La période dite du « tournant de la rigueur » fut caractérisée par la vigueur avec laquelle les principaux responsables socialistes refusèrent d'admettre publiquement avoir changé d'orientation politique et idéologique. La nomination de Laurent Fabius marquera une transformation des modes de justification du gouvernement et des dirigeants du PS. Alors que Pierre Mauroy cherchait encore à faire le lien entre la pratique gouvernementale de 1981 à 1984, les promesses électorales de François Mitterrand et la tradition de la gauche, Laurent Fabius change d'attitude et prend comme principale orientation de sa communication politique la notion de « modernisation » qui n'avait qu'un rapport lointain avec les thèmes traditionnellement en usage au sein de « la gauche ». On peut faire l'hypothèse que Laurent Fabius n'est alors en mesure d'adopter le thème de la modernisation que parce que l'opinion que les observateurs politiques et les journalistes pouvaient porter sur l'ancien programme de l'Union de la gauche puis du Parti socialiste s'est modifiée : il était alors couramment admis que ces propositions relevaient de conceptions économiques « dépassées » et que le « déclin » des idéologies obligeait maintenant les gouvernants à faire preuve de « pragmatisme ». L'absence de remontée électorale du Parti communiste laisse penser au personnel politique du Parti socialiste que les justifications qu'ils ont données de leur échec relatif ont été acceptées par des électeurs « de gauche » dont les sensibilités politiques se sont transformées et que le nombre de personnes attachées à l'ancien discours de la gauche ou susceptibles d'y adhérer encore a diminué. En outre, le niveau d'attente envers le gouvernement et l'action politique semble également s'être affaibli.

> « Le slogan du congrès de Metz était “ Rompre avec le capitalisme ”. Le préambule des statuts du Parti socialiste affirme : “ Parce que les socialistes sont des démocrates conséquents, ils croient qu'une démocratie véritable ne peut exister dans une société capitaliste. Dans ce sens, le PS est un parti révolutionnaire. ” Ces déclarations fracassantes n'étaient en partie que de la rhétorique, une sorte de langage tribal. [...] Après 1982, tout cet ensemble d'engagements idéologiques, d'idées préconçues, d'obsessions et de motivations morales ne résista pas au défi des faits. Parfois graduellement, parfois brusquement, le gouvernement socialiste modifia son approche dans différents domaines sensibles, comme par exemple la politique industrielle, les lois réglementant les rapports avec le monde du travail »[62].

> « Les vieilles certitudes révolutionnaires anticapitalistes qui étaient encore présentes en mai 1981 s'évaporèrent au cours d'une métamorphose culturelle qui restera peut-être la grande réalisation (probablement involontaire) de l'expérience socialiste »[63].

---

61. Voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*..., *op. cit.*, t. 1 p. 403-503 ; voir aussi Serge July, *Les Années Mitterrand. Histoire baroque d'une normalisation inachevée*, Paris, Grasset, 1986.
62. Georges Lavau, « La gauche et le pouvoir », in Stanley Hoffman et George Ross, *L'expérience Mitterrand. Continuité et changement dans la France contemporaine*, Paris, PUF, 1988 (1ere éd. 1987), p. 156.
63. Diana Pinto, « La Gauche, les intellectuels et la culture », in Stanley Hoffman et George Ross, *L'expérience Mitterrand*..., *op. cit.*, p. 288.

> « Au discours quantitatif de la droite, la gauche avait pris l'habitude d'opposer le “ mieux ”, c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie. “ Changer la vie ” fut certainement notre plus beau slogan ! Il était sans doute inévitable qu'une fois la gauche parvenue au pouvoir, les espoirs d'hier fassent naître certaines désillusions »[64].

La rhétorique « tribale » commune aux membres du Parti socialiste avant 1981 que décrit Georges Lavau avait pourtant des effets réels sur le recrutement des militants du parti et sur les contraintes que les engagements électoraux et les plates-formes officielles exerçaient sur les dirigeants de la gauche. Recrutés sur la base d'une offre électorale « radicale » et de discours politiques « de rupture », les militants du Parti socialiste mais aussi ceux des autres formations de la gauche et même des mouvements d'extrême gauche vont bientôt être embarrassés par l'écart entre la radicalité des projets de la gauche oppositionnelle et la faible ampleur des réformes réalisées par le gouvernement d'Union de la gauche. Avant 1981, le travail politique des leaders de la gauche avait pour objectif l'addition des mécontentements et la recherche du maximum de points de divergence avec le personnel politique du gouvernement. Après 1981, il s'agit au contraire de défendre l'action du gouvernement et, bien évidemment, d'en justifier surtout les aspects les plus contestés et ce qui en apparaît comme les insuffisances[65]. Confronté à l'exercice du pouvoir dans une conjoncture économique moins favorable que celle de la première moitié de la Vème République, le gouvernement de Pierre Mauroy qui a entrepris de nombreuses réformes suscite le mécontentement à la fois de ceux qui ne souhaitaient pas de réformes, de ceux qui les espéraient plus profondes ou plus rapides et de ceux dont la situation n'a pas été améliorée ou a même empiré.

> « L'impatience des français est réelle et légitime. Ils souhaitent voir leur vie quotidienne changer. Mon impatience, celle du gouvernement, celle des socialistes, celle de toute la gauche est équivalente. Mais il faut aussi tenir compte du temps, des rythmes. Il n'y a pas, par exemple, de concertation sérieuse possible avec les partenaires sociaux sans délai. Il n'y a pas de travail parlementaire authentique sans délai, [...]. Et puis il y a des rythmes administratifs qu'il convient également de prendre en compte »[66].

Le discours du personnel politique de la gauche change donc complètement d'orientation à partir du 10 mai 1981. Les postures oppositionnelles auxquelles étaient accoutumés les anciens responsables du PS doivent laisser la place à une logique justificative radicalement différente. Autant que les transformations du contenu de l'offre politique de la gauche c'est le changement de ton qui frappe les électeurs : quittant le ton ironique et critique qui était

64. Pierre Mauroy, *À gauche*, Paris, Albin Michel, 1985, p. 22.
65. Sur l'évolution de l'offre politique du PS dans le domaine social, voir Yves Poirmeur, « Emblème, repère, enjeu : le social au parti socialiste », in *Le « social » transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations sociales*, Paris, PUF, 1990.
66. *Ibid*., p. 198-199.

auparavant celui de l'opposition, les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste doivent adopter celui de la justification souvent embarrassée. Les premières difficultés économiques, l'augmentation persistante du chômage, l'accroissement brutal du déficit du commerce extérieur, les dévaluations successives de la monnaie placent le nouveau gouvernement dans l'obligation d'expliquer aux électeurs non seulement pourquoi le « Changement » annoncé est moins sensible qu'espéré et pour quelles raisons certaines promesses électorales ne peuvent être tenues mais également pourquoi la situation économique se dégrade encore. Alors que le chômage était auparavant présenté aux électeurs comme le résultat d'une politique délibérée du patronat et du gouvernement « de droite » destinée à modérer les exigences salariales des employés, le gouvernement de Pierre Mauroy apparaît embarrassé pour justifier son aggravation. Les modèles explicatifs que le nouveau personnel politique va utiliser pour expliquer les difficultés qu'il rencontre vont rapidement se rapprocher de ceux auparavant employés par le précédent gouvernement.

> « Le déficit de notre commerce extérieur ne date pas du 10 mai 1981. En 1980, alors que M. Barre était premier ministre et que le dollar se situait à un cours extrêmement bas (4,50 F au lieu de 7,20 F aujourd'hui) notre balance du commerce extérieur faisait apparaître un solde négatif de 72 milliards de Francs (en francs 1982). En outre, si l'on reprend l'histoire de la parité entre franc et mark tout au long de la Vème République, on constate tout simplement que de dévaluations du francs en réévaluations du mark, le mark a doublé de valeur par rapport au franc entre 1969 et 1980. [...] La gauche rencontre donc les mêmes problèmes que les gouvernements précédents »[67].

> « Pour rétablir nos grands équilibres économiques, il faut réduire notre différentiel d'inflation qui amoindrit notre compétitivité sur les marchés extérieurs. Il nous faut aussi réduire le différentiel de consommation qui expose notre marché intérieur à un risque de progression insupportable de nos importations. C'est ce souci qui a inspiré le plan de rétablissement de nos équilibres extérieurs décidé au conseil des ministres du 25 mars [1983]. L'objectif est de réduire les importations et d'augmenter la compétitivité des entreprises. Afin de réduire les importations et l'endettement extérieur le plan du 25 mars comporte trois orientations : agir dans le sens de la réduction de la demande intérieure ; satisfaire de manière non inflationniste les besoins de financement de l'économie en développant l'épargne ; diminuer les déficits et donc les besoins d'emprunts publics en agissant à la fois sur le budget de l'Etat, les grandes entreprises nationales, les régimes sociaux et les collectivités locales. En réduisant l'écart entre les besoins de financement internes publics et privés, et les capacités d'épargne nationale, le gouvernement crée les conditions d'une réduction de l'endettement extérieur. Le plan du 25 mars est un plan cohérent. D'un côté, il modère la progression de la demande intérieure. De l'autre, du côté de l'offre, il tend à améliorer la compétitivité des entreprises. D'abord, par les effets mécaniques du réajustement monétaire qui rendent les prix de nos produits plus compétitifs sur les marchés étrangers. Ensuite, par le choix des mesures décidées qui ne supposent aucune augmentation des charges sociales, fiscales ou financières de nos entreprises. Bénéficiant d'une amélioration de leur compétitivité, nos entreprises seront incitées à se lancer dans la bataille de l'exportation dès lors que la demande intérieure deviendra moins porteuse et, je l'espère, même avant cette période »[68].

---

67. Pierre Mauroy à la tribune de l'Assemblée nationale, cité in *À gauche*, *op. cit.*, p. 99 et 100.
68. Pierre Mauroy devant les commissaires de la République, le 5 mai 1983, *Ibid.*, p. 113. Voir également son discours devant l'Assemblée nationale : « Ce plan de rétablissement des équilibres extérieurs se distingue fondamentalement des sept plans de stabilisation qui ont été mis en œuvre dans ce pays depuis la Libération.

Le discours économique technique n'est bientôt plus le monopole du personnel politique de « la droite ». Les « grands équilibres », la « réduction des déficits », la « compétitivité des entreprises », sont des notions qui apparaissent dans le discours politique des nouveaux gouvernants, alors même qu'une partie des militants et des sympathisants de la gauche associaient auparavant ces termes et ce type de raisonnement à l'offre économique libérale du précédent personnel politique. Ils se révèlent plutôt liés aux positions gouvernementales elles-mêmes. Les premières mesures de restriction budgétaire doivent être accompagnées de la justification du ralentissement des réformes et de la fin de l'extension des droits des travailleurs et des acquis sociaux.

> « On accuse souvent le gouvernement d'avoir changé de politique en juin dernier, c'est-à-dire d'avoir soudain fait appel à la rigueur après avoir, pendant la première année, pris un certain nombre de mesures sociales conformes aux engagements de la campagne présidentielle de François Mitterrand. Ce changement de politique n'a pas toujours été bien compris à gauche... » « Pierre Mauroy répond “ Durant la première année, conformément aux engagements que nous avions pris dans le pays, conformément à ce qu'avait annoncé François Mitterrand, nous avons entrepris de réaliser ce qui avait été annoncé. [...] Le bilan ne me semble pas négatif même s'il est vrai, en contrepartie, que notre commerce extérieur s'est détérioré de manière préoccupante. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons pris des mesures et que, dès cette année, nous réduirons son déficit d'au moins 30 milliards de francs. Cette politique, si elle nous a permis de maintenir l'activité économique et de stabiliser le chômage, ne peut durablement être financée par le budget. Il est nécessaire qu'elle soit relayée par une reprise de la croissance économique. Nous étions en droit d'escompter cette relance au printemps ou à l'été 1982. Tous les experts l'annonçaient. Non seulement elle ne s'est pas produite, mais les taux d'intérêt excessifs et la flambée du dollar ont contribué à prolonger et à accentuer la récession. Nous nous sommes adaptés à cette situation en particulier en accélérant la baisse de notre taux d'inflation. La France en effet ne peut conserver sans dommage un rythme d'inflation supérieur à celui de ses principaux partenaires. Voilà pourquoi, forts de nos premiers succès, nous ne devons pas relâcher notre effort »[69].

Le discours politique de Pierre Mauroy essayait de maintenir le contact entre la nouvelle pratique gouvernementale et l'ancien discours de la gauche oppositionnelle. Il en résultait soit une tentative pour concilier des promesses réformistes et une pratique plus restrictive, soit une critique de « la droite », des « patrons » et de l'administration accusés d'entraver la réalisation du changement. Cependant, les thématiques traditionnelles de la gauche ne sont

---

Les plans de stabilisation sont, d'ordinaire, fondés sur des restrictions monétaires aveugles qui, en resserrant les trésoreries des entreprises, compromettent la réalisation de leur programme d'investissement. Tel a été le cas des plans de stabilisation de M. Antoine Pinay en 1957-58 et 1963, par M. Valéry Giscard d'Estaing [...] puis à l'automne 1976, par M. Raymond Barre. Leurs plans comportaient en outre des augmentations de charges fiscales et sociales des entreprises. [...] Notre plan s'attache à modérer l'évolution de la demande interne. Nous le faisons grâce à un double effort. Un effort de l'Etat d'abord. Le prélèvement sur la dépense publique est en effet de 25 à 30 milliards. Un effort aussi au niveau de la consommation des ménages, à hauteur de 35 à 40 milliards. Mais nous le faisons sans augmenter les charges fiscales et sociales des entreprises. nous le faisons sans remettre en cause l'effort budgétaire en faveur des groupes industriels nationalisés. Nous le faisons en ne demandant aucun effort supplémentaire à un tiers des Français, ceux dont les revenus sont les plus modestes. Le rétablissement de nos équilibres extérieurs est ainsi conçu de manière à préserver l'avenir » ; *ibid*., p. 114.

alors jamais remises en cause ou révisées et aucune doctrine alternative n'est proposée au sein du parti. Si le gouvernement était réputé rencontrer des difficultés conjoncturelles qui retardaient la réalisation de certains points du programme annoncé, le contenu de celui-ci et les principes sur lesquels il reposait n'était pas désavoués. L'analyse économique ou les constructions symboliques qui sous-tendaient les propositions de la gauche en 1981 n'étaient pas officiellement révisées. Le maintien formel des objectifs et des analyses de l'ancienne opposition facilitait la présence au gouvernement des communistes qui n'avaient pas à gérer, face à leurs militants et aux fractions radicales de leur électorat, les contradictions entre les représentations politiques associées à l'ancien discours de l'Union de la gauche et celles qui sous-tendaient la nouvelle pratique gouvernementale. Au contraire, l'arrivée de Laurent Fabius à Matignon qui accompagne le départ des ministres communistes se traduit par une transformation des principes de légitimation de l'action du gouvernement. La pertinence de l'ancienne thématique de la gauche est sinon répudiée, du moins réservée à des circonstances strictement limitées – congrès ou campagne électorale. L'analyse économique qui sous-tend le discours politique de Laurent Fabius est beaucoup plus ouvertement d'inspiration « libérale » ou « entrepreneuriale ».

> « C'est sur les entreprises que repose pour l'essentiel la responsabilité de la modernisation. Elles doivent bénéficier du soutien de l'ensemble du pays. J'ai toujours pensé que c'était la gauche qui était la mieux placée pour réconcilier l'entreprise et la Nation. Et c'est ce qui se produit. Faisons clairement confiance à la capacité des entreprises, en particulier aux artisans, aux P.M.E., qui sont probablement les plus susceptibles de créer des emplois. Le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour que, dès la rentrée parlementaire, il devienne possible de créer son entreprise en moins d'un mois. Faisons confiance aux personnels, à tous les niveaux de la hiérarchie, qui sont la réalité même de l'entreprise. Ce sont eux dans leur diversité, dans leur collectivité aussi qui feront le succès ou l'échec de notre économie.. Ici comme ailleurs, la réussite devra être reconnue et récompensée »[70].

« Moderniser » et « rassembler » devient le slogan du nouveau gouvernement. L'entrepreneur et l'entreprise sont alors placés au centre du discours et de la politique adoptés. La bonne santé des entreprises à laquelle doit œuvrer le gouvernement débouchera sur l'accroissement des embauches et sur la réduction du chômage. Il n'est bien entendu plus question d'utiliser le terme de « lutte des classes » ni même celui de « réduction des inégalités » puisqu'au contraire « l'initiative » doit être encouragée, en particulier celle des créateurs d'entreprises et celle des cadres, dont il faut bien récompenser la motivation et qu'il est désormais nécessaire d'éviter de « décourager ». Il n'est pas davantage question d'accroître les responsabilités des salariés subalternes dans leur entreprise ou de promouvoir « l'autogestion » mais au contraire de renforcer la responsabilité des cadres pour leur donner une attitude de « battant ».

---

69. Pierre Mauroy répondant à Claude Estier le 11 février 1983, *Ibid*., p. 101.
70. Laurent Fabius, *Le cœur du futur*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 55.

« Les lois qui renouvellent les relations du travail [en particulier les lois Auroux] n'ont pas été conçues et elles ne sauraient être appliquées au détriment de l'encadrement. Il existe en France des cadres de tous âges, compétents, motivés, et dont certains sont bien exercés aux pratiques de la compétition internationale. Leur participation aux décisions est indispensable au développement. C'est pourquoi il faut éviter tout nivellement par le bas, tout uniformisme réducteur, qui ne présente en fait aucun intérêt mais qui risquerait à l'inverse de décourager les cadres et d'alimenter chez eux ce que j'appellerais volontiers le " syndrome de la tondeuse à gazon ". Pas question de décourager la promotion. Pas question de baisser les bras. L'industrie à besoin de battants »[71].

« Le progrès économique et le progrès social doivent aller de pair. Préparer l'adaptation de la société française aux conséquences de la mutation technologique impose de mettre en œuvre, parallèlement une modernisation sociale. Cela passe évidemment par le reconnaissance du fait que l'entreprise est au centre de la modernisation. Ceux qui prennent le risque d'entreprendre doivent être reconnus par la société toute entière. Les forces syndicales, l'ensemble des forces sociales doivent être aussi pleinement reconnues et associées. L'expression, l'initiative et la capacité de créer de tous ceux qui forment l'entreprise doivent être soutenues et développées. Cette modernisation sociale doit s'accompagner de l'enrichissement de la négociation collective et d'une certaine souplesse, je pense par exemple aux demandes nombreuses en faveur du temps partiel »[72].

Tout souci réformiste propre à l'ancien discours de la gauche apparaît aboli dans la nouvelle offre politique du Parti socialiste. L'attachement à certaines thématiques traditionnelles est cependant maintenu : la réduction des inégalités, l'attachement aux services publics, la lutte contre le racisme, etc. Pourtant, il s'agit là surtout de références emblématiques dont le rappel ne débouche sur aucune politique spécifique. La logique principale de ce qui n'est plus tout à fait un programme politique mais qui relève plutôt des techniques de communication parait être la mise en forme d'un discours économique du type entrepreneurial, suffisamment teinté cependant de références progressistes pour ne pas apparaître totalement calqué sur le répertoire politique de l'ancienne majorité.

« Pour mener à bien cette modernisation la France ne peut cultiver ses divisions. Elle doit au contraire rassembler. Je constate que, quelles que soient leurs opinions politiques, beaucoup de nos concitoyens souhaitent, tout simplement que les choses " marchent ", que l'économie se développe, que les entreprises prospèrent, que les emplois se créent, que les jeunes puissent pratiquer le sport et la musique, se former aux qualifications les plus utiles, et que les individus, quels que soient leur âge et leur condition, puissent déployer librement leur talent et leur initiative. Je ne tomberai pas pour autant dans un unanimisme de façade. Les sujets de débat, les conflits d'intérêt, les oppositions réelles existent et ils sont la loi de la démocratie : sur le rôle de l'Etat, sur la nécessité ou non de lutter contre les inégalités sociales, sur la justice fiscale, sur une certaine conception de la société, il y a des oppositions entre nous qui fondent des convictions politiques diverses. [...] Je pense d'ailleurs que sur de grands problèmes de société la majorité et l'opposition doivent s'habituer à travailler ensemble. D'autres pays le font : pourquoi pas la France ? Je proposerais donc à deux parlementaires de l'opposition et à deux parlementaires de la

71. *Ibid*. p. 188. voir aussi « Nous souffrons d'une sorte de désintérêt pour le métier de vendeur, d'un dédain stupide pour la fonction commerciale, d'un manque de liaison entre l'ingénierie et le commerçant qui seule pourtant permet de concevoir les produits et d'anticiper les marchés. L'adaptation des produits aux souhaits des utilisateurs, le design et la conception des produits, le respect des délais de livraison, la maintenance et la qualité des services après-vente continuent d'accuser des retards », *ibid*., p. 175
72. *Ibid*. p. 164.

> majorité d'examiner ensemble les problèmes liés en France à l'allongement de la durée de la vie et à l'avenir à long terme de nos systèmes de retraite. [...]. Si cette expérience est fructueuse je souhaite qu'elle soit généralisée »[73].

> « La chose la plus importante qui s'est produite depuis 1981 [...], c'est précisément le changement culturel profond dans la compréhension économique [...] par exemple la notion que des entreprises saines et dynamiques sont indispensables, que la dimension internationale est indispensable [...] »[74].

Nous verrons ci-dessous que la dédifférenciation entre l'offre politique traditionnelle de la droite libérale et la nouvelle pratique gouvernementale de la gauche provoquera un certain trouble chez les militants et les électeurs les plus attachés à l'ancien discours de la gauche. En affaiblissant durablement l'ancienne culture militante de la gauche, en particulier chez les jeunes, la nouvelle offre politique du PS va transformer durablement les formes et les modalités de l'action militante et protestataire. Dans un premier temps, le relatif échec économique de la gauche va lui faire perdre le monopole sur les mouvements contestataires qu'elle détenait de fait auparavant, permettant ainsi l'apparition de nouvelles offres politiques d'opposition, y compris selon des formes et sur des thématiques – l'immigration – qui n'auraient pas été jugées, peu de temps auparavant, susceptibles de servir de support à des mobilisations politiques.

D) La fin du monopole symbolique de la gauche sur l'opposition et l'émergence du FN

Une des conséquences conjointes de la présence d'un gouvernement socialiste et communiste et de la dédifférenciation des offres politiques de « la gauche » et de « la droite » est la possibilité de l'émergence de nouvelles forces d'opposition se situant en dehors des clivages droite-gauche et dotées d'un personnel politique nouveau. Il ne s'agit pas ici de détailler l'ensemble des facteurs qui sont susceptibles d'expliquer le succès de l'émergence du Front national à partir de 1983[75]. Les effets de l'attention toute particulière que la plupart des journalistes ont portée au Front national entre 1983 et 1984 et qui à largement contribué à faire connaître nationalement une marque électorale qui avait jusque-là du mal à dépasser quelques implantations locales, n'ont jusqu'à présent pas été suffisamment pris en compte. Nous nous contenterons ici de remarquer que cette offre électorale contestataire nouvelle se développe à un moment où, après deux ans de

73. *Ibid*. p. 57 et 60
74. Laurent Fabius interviewé dans *le Nouvel Observateur*, 30 novembre 1984, cité par Anne Rolly, *Ainsi parlait la Rose*, Paris, La table ronde, 1986, p. 60.

gouvernement, les partis de gauche ont vu diminuer leur capacité à apparaître comme des forces de proposition et comme pouvant offrir des alternatives nouvelles. Notre hypothèse est donc qu'avant 1981, les partis « de gauche » disposaient du monopole symbolique des postures oppositionnelles et qu'une telle configuration obérait les chances d'une entreprise politique « protestataire ». Lorsque la gauche apparaît comme une force nouvelle, qui ne s'est pas trouvée en position de gouverner depuis plusieurs dizaines d'années, elle tend à rassembler et à concentrer sur son nom l'ensemble des mécontentements. Au contraire, à partir de 1983, lorsque les espoirs qui avaient été placés en elle auront disparu, lorsqu'elle ne sera plus en mesure de rassembler les oppositions par le seul fait qu'elle est alors au gouvernement, le PS ne sera plus en mesure de monopoliser les postures d'opposition et la possibilité de développement d'une nouvelle offre politique contestataire s'ouvrira.

> « Jusqu'en 1981 c'était le tandem “ Giscard-Barre ” qui était désigné par la gauche comme le responsable des problèmes des français. À partir du moment où il est apparu dans les milieux populaires que la gauche faisait la même politique que la droite, le Front national a pu mobiliser la xénophobie latente en proposant un autre responsable du mal, l'immigré »[76].

Alors qu'avant 1981, les partis « de gauche » et en particulier le Parti socialiste revendiquaient avec succès le monopole de la protestation politique, parvenant à nouer des liens avec les réseaux écologistes, antinucléaires, régionalistes, féministes, syndicaux et à fédérer toutes les oppositions au « pouvoir en place » et à « la droite », ils perdent cette capacité lorsqu'il apparaît que leur action gouvernementale ne va pas « changer la vie » et que leur politique est parfois peu différente de celle de leurs prédécesseurs. Ainsi, alors que jusqu'en 1981 l'Union de la gauche et en particulier le Parti socialiste représentait la seule alternative politique crédible au « pouvoir en place », s'identifiant au « changement » et rendant difficile l'émergence de forces protestataires différentes, son arrivée au pouvoir et la déception qu'elle entraîne conduisent les « votes protestataires » – d'ailleurs en partie engendrés par l'action du nouveau gouvernement – à se porter sur d'autres forces et en particulier sur de nouvelles offres politiques promues pour des raisons différentes par les médias : les écologistes et le Front national. Ces forces politiques placent au centre de leur offre politique des thèmes différents de ceux des partis traditionnels (les immigrés, l'insécurité, l'écologie) et se présentent comme extérieurs aux oppositions et aux identités gauche-droite qui semblent alors moins qu'auparavant désigner des oppositions réelles. Ces nouvelles formations politiques ne peuvent donc s'imposer que dans un certain état du « débat public », lorsque les identités partisanes constituées et la structuration de l'espace

---

75. Voir en particulier Bernard Lacroix, « Ordre social et ordre politique », in Madeleine Grawitz et Jean Leva (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1984. Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presse de la FNSP, 1989.

76. Etienne Schweisguth, « Les avatars de la dimension gauche-droite », *in* Elisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite cde la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 66.

politique s'opposeront moins qu'hier à la réception de leurs propositions. Les forces politiques alternatives ne pourront accroître leur crédibilité et transformer les configurations politiques que lorsque les responsables politiques, les journalistes et les responsables des rédactions et les électeurs prendront au sérieux leur offre politique, c'est-à-dire quand la « gauche » ne représentera plus dans les anticipations de chacun à la fois une alternative politique radicale et la seule alternative comme c'était le cas avant 1981.

> « En face, pour la première fois, à l'élection de Dreux, dès 1983, le Front national émergeait – la raison n'était pas difficile à comprendre, ce n'était pas seulement le chômage, à ce moment-là, qui l'expliquait, encore moins la présence d'immigrés, car il n'y avait pas de progression suffisamment spectaculaire dans un cas comme dans l'autre, pour expliquer une telle " percée " soudaine. Mais il y avait un " tournant ", une déception politique : la gauche ne répondait plus aux attentes qu'elle avait suscitées, elle provoquait le rejet. Une partie de l'électorat " bourgeois ", du XVI arrondissement, bascula volontiers vers le FN, mais aussi un public populaire déboussolé. C'est la gauche, toute la gauche gouvernementale qui était responsable, nous étions assimilés avec elle et perdions avec elle »[77].

On peut donc faire l'hypothèse que c'est en partie pour des raisons de topologie partisane que le Front national – une organisation dont l'offre politique, essentiellement centrée sur une mise en cause de la présence des immigrés en France, avait plus de chance de séduire les électeurs populaires les plus en contact avec les populations immigrées – devint susceptible d'émerger après que la gauche eut démontré son incapacité à réduire les conséquences de la crise économique dans les milieux sociaux les plus vulnérables[78]. Le bon score réalisé par Stirbois lors des élections municipales de Dreux en 1983 après une campagne menée essentiellement sur le thème de l'immigration dans une commune populaire de la banlieue parisienne a constitué le point d'origine de l'intérêt des journalistes de la presse nationale pour le FN et le début de la diffusion de sa marque électorale. Tant qu'un gouvernement mêlant socialistes et communistes n'avait pas fait la preuve de son impuissance, l'Union de la gauche demeurait dans l'esprit des électeurs la seule alternative politique au gouvernement gaulliste ou giscardien tandis que celui-ci demeurait le principal rempart contre le Programme commun. L'absence de regain électoral du Parti communiste et de l'extrême gauche après 1982 est la conséquence de la présence conjointe au gouvernement du Parti socialiste et du Parti communiste après 1981 et de l'imputation de

77. Gérard Filoche, *68-98*..., *op. cit*., p. 273-274.

78 . Il faudrait faire l'historique de la composition sociale du vote Front national. Après la diffusion nationale de sa marque électorale, le Front national attire des électeurs qui sont loin d'être seulement populaires. Cependant, cette diversification de la composition de son électorat n'a été rendue possible que par l'intérêt que certains journalistes lui ont manifesté, diffusant ainsi son offre politique, après de bon scores réalisés dans un contexte local de forte polarisation autour des enjeux de « l'immigration ». C'est seulement après avoir attiré localement un électorat populaire essentiellement préoccupé par les frictions sociales avec les populations immigrés et par des problèmes sociaux que l'arrivée de la gauche n'avait pas améliorés que la diffusion de la marque électorale du FN va attirer les investissements militants d'autre catégories sociales soucieuses de manifester une opposition radicale à la politique du gouvernement. Voir Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presse de la FNSP, 1989.

l'échec à toute la gauche plutôt qu'au seul PS. C'est parce que l'ensemble de l'ancienne opposition, du Parti socialiste au Parti communiste et à l'extrême gauche, était symboliquement associé au gouvernement – en partie du fait du travail politique mené dans les années soixante-dix pour faire exister « la gauche » en tant qu'ensemble de formations politiques symboliquement solidaires – que l'alternative à la politique gouvernementale ne pouvait plus être cherchée à l'extrême gauche, ni d'ailleurs dans l'ancienne majorité mais plutôt dans des groupes politiques apparaissant comme nouveaux et qui pouvaient alors servir de support à l'expression de mécontentements sociaux et politiques hétérogènes, sans doute seulement partiellement suscités par le nouveau gouvernement. Bien évidemment, l'émergence à partir de 1983 d'un parti d'extrême droite accusé de racisme va, par les résistances qu'elle suscite, favoriser considérablement les chances de succès de SOS-Racisme en 1985, et pour commencer, donner l'idée aux fondateurs de l'association qu'il est nécessaire et possible d'innover dans ce secteur militant.

* *
*

Les transformations du discours politique du Parti socialiste vont avoir des effets considérables dans le champ de l'information politique et dans le champ de production intellectuelle. L'ensemble des énoncés politiques susceptibles d'être publiquement défendus vont être transformés par la disparition des anciennes thématiques radicales de la gauche. La valeur sociale des postures contestataires s'affaiblit brutalement. Le nombre des militants politiques va décroître et la profondeur de leur implantation rapidement reculer – en particulier dans la jeunesse scolarisée. La configuration militante au sein des universités et dans les lycées, secteur dans lequel les fondateurs de SOS-Racisme animaient jusqu'alors le syndicat étudiant, change radicalement. Alors qu'auparavant la jeunesse était au moins susceptible de se considérer « de gauche » par opposition à la droite au pouvoir, après 1981, lycéens et étudiants deviennent plus indifférents aux clivages partisans et le militantisme politique au sein des universités connaît un recul sensible. Mais si les effets de l'arrivée de la gauche au pouvoir sur les chances d'apparition de mobilisations contestataires au sein des établissements scolaires vont être assez rapides, la transformation du contenu des énoncés politiques et celle des représentations politiques des acteurs seront plus progressives. À la suite de l'*aggiornamento* de l'offre politique du Parti socialiste, la transformation conjointe des lignes éditoriales des journaux de l'ancienne presse d'opposition va jouer un rôle important dans le processus de crédibilisation du nouveau discours du Parti socialiste et par conséquent sur la perception, par beaucoup de sympathisants de « la gauche », de la nécessité d'abandonner les représentations politiques

traditionnelles de la gauche. Notre hypothèse sera que la diminution de l'emprise sociale des représentations politiques clivées sera un élément nécessaire à la possibilité de concevoir une entreprise militante de forme « apolitique » dans le domaine de l'antiracisme.

Chapitre deuxième

Les transformations du champ de l'information politique après 1981

Et leurs effets sur les conditions d'émergence médiatique des entreprises militantes

« J'appellerais journaliste de droite quelqu'un qui, par exemple, [...] accréditerait l'idée selon laquelle les lois de l'économie, c'est-à-dire les lois du profit, sont éternelles »[1]

Louis Mermaz

« La publicité, toujours plus envahissante, n'exerce pas seulement son influence indirecte sur le contenu rédactionnel des journaux qu'elle finance, encourageant ainsi le conformisme. Son contenu constitue une propagande permanente pour le modèle culturel dominant »[2]

Projet socialiste, 1980

Entre 1958 et 1980, le système des médias traitant de l'actualité politique est dominé de façon croissante par la logique de l'opposition entre les deux factions qui structurent électoralement le champ politique. Les commentaires politiques dans les médias sont fortement dominés par les orientations partisanes des journalistes et des rédactions. Dans un contexte de forte rivalité électorale et symbolique entre hommes politiques « de gauche » et « de droite », la télévision apparaît étroitement contrôlée par les gouvernements gaullistes puis giscardiens tandis que la presse d'opposition tend à soutenir les candidats et les partis de son « camp »[3]. La forte différenciation des programmes partisans et des modes d'interprétation politiques de l'information rend très difficile à un quotidien de la presse nationale traitant de l'actualité politique de ne pas engager dans la seule description des « faits » un commentaire susceptible d'associer le journal à un « camp » politique. Mais la plupart des rédactions, loin de chercher à apparaître « neutres », défendent une orientation politique clairement établie. Cet engagement partisan des quotidiens est en partie dû aux intérêts politiques des propriétaires des moyens d'information, qui tendent à investir dans la presse pour des raisons d'influence politique mais aussi à l'intériorisation des oppositions politiques par les journalistes eux-mêmes. Cette segmentation du champ de la presse induit pour les principaux journalistes des trajectoires professionnelles qui se déroulent généralement à l'intérieur de leur segment partisan. Il est alors difficile pour un éditorialiste

1. Louis Mermaz au Club de la presse d'Europe 1, 25 octobre 1981 cité in Anne Rolly, *Ainsi parlait la Rose*, Paris, La table ronde, 1986, p. 129.
2. Projet socialiste, p. 292
3. La notion de « camp » politique, issu du langage des acteurs, nous permettra de désigner par un terme générique les réalités sociales complexes que constituent « la droite » et « la gauche » : alliances électorales de partis, mais aussi entreprises de presse associées, réseaux de promotion professionnelle, ensembles de représentations politiques constituées, catégories de l'entendement partiellement constitutives de la réalité qu'elles servent à décrire et systèmes de quasi-réflexes prélogiques qui se traduisent chez certains acteurs particulièrement soumis à l'emprise des logiques politiques par des sentiments d'appartenance puissamment ancrés.

ou un responsable de rédaction « de gauche » d'écrire ou d'animer une chronique dans un média considéré comme « de droite », alors qu'inversement un journaliste ayant fait carrière dans des organes de presse « de droite » peut difficilement envisager de travailler au sein de la presse identifiée à « la gauche ».

Nous chercherons à mettre en évidence les effets des transformations des offres politiques de la gauche après 1981 sur le champ des médias d'information politique et en particulier les conséquences des changement structurels des relations entre les hommes politiques et les journalistes après 1981 sur les conditions d'émergence de SOS-Racisme. Nous nous intéresserons en particulier aux effets de cette segmentation partisane sur le contenu de l'information politique et aux représentations politiques qu'elle tend à favoriser dans le public des médias. Nous chercherons en particulier à montrer que le processus de neutralisation des lignes politiques des principaux médias auparavant associés à des tendances politiques rend les organisations dotées d'une forme « apolitique » plus « appropriées » au nouvel espace des médias et aux nouvelles relations entre le personnel politique et les journalistes qui se mettent en place après 1981. Nous entendons ainsi montrer que l'autonomie relative des médias et la « neutralisation » politique relative de leur ligne éditoriale est une condition nécessaire à l'apparition d'une organisation antiraciste de forme « apolitique »[4].

A) La structuration du champ du journalisme politique avant 1981

1) Un secteur économique dominé par des logiques politiques

En 1945, de nouveaux groupes de presse, issus généralement de la Résistance, avaient occupé les locaux des anciens quotidiens et s'étaient procurés le matériel permettant

4 . Comme dans les chapitres consacrés à la couverture de l'action de SOS-Racisme par *le Monde*, *Libération* et *le Figaro*, nous utiliserons ici des sources journalistiques, souvent des livres de témoignages et d'anecdotes publiés par des journalistes pour étayer notre démonstration. Nous sommes évidemment conscients que ces ouvrages sont publiés surtout à des fins pratiques de règlements de compte ou de plaidoyers et que leur utilisation nécessite un travail de contrôle et d'interprétation que nous n'avons pas toujours les moyens de faire. Cependant, ces écrits subissent déjà un double contrôle, judiciaire (les lois sur la diffamation) et professionnel (réputation journalistique) réalisé par le milieu journalistique lui-même. Ainsi lorsque des textes nombreux et concordants montrent le souci des rédactions de la presse « de gauche » de se démarquer du gouvernement socialiste au moment de la chute relative de leur tirage à partir de 1981-1982, nous considérons – même s'il s'agit là de sources journalistiques – ce fait comme établi sauf démonstration contraire ultérieure. Nous considérerons les interprétations journalistiques que proposent les auteurs de ces documents comme des indicateurs de l'analyse et des jugements que des observateurs visant à la crédibilité et contrôlés par leur pairs peuvent alors porter sur la vie politique. La cohérence mutuelle de ces commentaires journalistiques et leur concordance avec les sources scientifiques permettent de les constituer en corpus de textes susceptibles d'être utilisé pour décrire les faits considérés. Ils constituent alors des sources nous permettant d'analyser la perception des luttes politiques ou journalistiques que pouvaient avoir des observateurs de l'époque eux-même engagés dans ces luttes.

l'édition des journaux à un coût très faible[5]. Cette situation historique exceptionnelle avait permis à certains groupes politiques issus de la Résistance de s'approprier des titres et d'échapper aux logiques proprement économiques de la presse d'avant-guerre qui faisaient des dirigeants de journaux des entrepreneurs nécessairement fortunés[6]. À partir de 1946, il devient cependant beaucoup plus difficile pour des individus ou des groupes ne disposant pas de ressources financières importantes d'envisager la création ou le rachat d'un titre de presse écrite. Pourtant, les entrepreneurs susceptibles d'investir dans la presse furent nombreux alors même que les journaux offraient rarement des perspectives de profit très importantes[7]. Les groupes qui engageaient des capitaux dans ce secteur ne le faisaient donc pas dans une logique de recherche de la rentabilité mais plutôt pour bénéficier d'une tribune et d'une influence politique.

Jean Prouvost qui possédait *Paris-Soir* avant sa fermeture pour « faits de collaboration » rachète *le Figaro* en 1950. Malgré les statuts du journal qui empêchent son propriétaire d'intervenir au sein de la rédaction, il tente cependant d'en prendre le contrôle en 1969 et n'y renonce qu'après une grève de trois semaines de la rédaction[8]. Bien que le journal ne perdît pas d'argent, Jean Prouvost en acquérant *le Figaro*, cherchait surtout à retrouver son influence politique et journalistique d'avant-guerre à travers le contrôle de l'un des grands journaux parisiens. Le rachat de *France-Soir* ou du *Figaro* par Robert Hersant en 1975 relève de la même logique politico-économique puisque le journal est alors déficitaire et continuera à perdre des lecteurs jusqu'en 1981[9]. Le nouveau propriétaire semble alors prêt à

5. Voir Albert (P.), Charlet (L.), Ranc (R.) et Terrou (F.), *Histoire générale de la presse française*, Paris, PUF, 1972, t. 4 (après 1940).

6. Sur la prise en main des journaux par des groupes de gauche issus de la résistance et sur l'élimination des entrepreneurs de presse de l'entre deux guerre voir Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997, p. 291-293 et Albert (P.), Charlet (L.), Ranc (R.) et Terrou (F.), *Histoire générale de la presse française*, *op*. *cit*.

7. Sur les difficultés économiques propres au secteur de la presse voir Jean Marie Charon, *La presse en France*, *op. cit.*, p. 50-90 et p. 114-118, Albert (P.), Charlet (L.), Ranc (R.) et Terrou (F.), *Histoire générale de la presse française*, *op*. *cit*., t. 3 et t. 4.

8. Voir Jean Marie Charon, *La presse en France*, *op. cit.*, p. 85 et 215-216, Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997, p. 315 et Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 67-69.

9. Entre 1958 et 1974, *France-Soir* apparaît comme un journal « gaulliste », son rachat par Robert Hersant en fait un journal alternativement « gaulliste » et « giscardien » au moins dans ses manchettes. On sait la détestation que les fondateurs de *Libération* avaient à l'égard de *France-Soir* et du mélange d'orientations éditoriales « gouvernementales » et de prédilection pour le fait divers que développait ce quotidien. « Exemple typique d'une manipulation par le pouvoir d'Etat : *France-Soir*. La nomination aux postes clefs, jusqu'à la prise en main du capital par Robert Hersant, était directement imposée par le pouvoir qui pouvait ainsi contrôler le plus grand quotidien “ parisien ” français. [...] La diffusion du journal chute : de 1 120 000 en 1961 à 720 000 exemplaires en 1974. Plutôt que d'affronter le problème, le pouvoir politique place et déplace ses hommes. Durant deux ans, Valéry Giscard d'Estaing parvient à imposer un des siens à la tête de la rédaction : Jean Méo. Puis c'est Henri Amouroux, chabano-centriste, qui règne à son tour sur les 280 journalistes. Il est remplacé par Jean Gorini [...]. “ Après Amouroux, il fallait un gaulliste avec l'accord de l'Elysée et de Matignon. [...] L'important pour le pouvoir politique était d'être assuré de la manchette, de la une contrôlée par le directeur. Sinon, il n'y avait pas vraiment besoin d'intervention directe extérieure ” » ; Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 244-246, les propos cités sont de Bernard Veillée-Lavallée alors journaliste à *France-Soir* avant de rejoindre en 1977 *le Matin de Paris*.

dépenser de l'argent pour maintenir l'existence d'un grand journal conservateur[10]. On ne peut comprendre le durcissement de la ligne politique du *Figaro* – qui, pour accroître sa capacité à attirer des lecteurs, aurait alors logiquement dû prendre ses distances avec le gouvernement – que si on admet que la recherche du profit n'était pas au principe de l'achat du journal par Robert Hersant. Symétriquement, la création de deux journaux « de gauche », *Libération* en 1973 et *le Matin de Paris* en 1979, ne relève pas de motivations strictement « entrepreneuriales ». *Libération* ne survit pendant plusieurs années qu'au prix de souscriptions « militantes » auprès des lecteurs et du maintien de salaires extrêmement bas par rapport au reste de la profession. Claude Perdriel, le fondateur du *Matin de Paris* en 1979, a semble-t-il utilisé le fichier des adhérents du PS et celui du *Nouvel Observateur*[11] pour lancer un quotidien qui est alors présenté comme un « journal de gauche indépendant des partis »[12]. Jusqu'en 1981, le journal aura fréquemment recours à des souscriptions auprès de ses lecteurs ou auprès de personnalités « de gauche » pour assurer son équilibre financier. C'était aussi au registre de la mobilisation militante qu'avait recours *le Nouvel Observateur* entre 1966 et 1969 pour demander à ses lecteurs des abonnements anticipés[13].

La création de journaux a parfois eu pour origine une tentative de contrebalancer – pour des raisons d'opposition politique – l'influence de quotidiens bien établis. La ligne politique oppositionnelle suivie par *le Monde* depuis 1969 sous l'impulsion de Jacques Fauvet et le « magistère intellectuel » du journal sur le champ de la presse irritaient le personnel politique de la majorité, d'autant que le contrôle exercé par le gouvernement sur les moyens d'information audiovisuels plaçait *le Monde* au premier rang des médias d'opposition[14]. En 1977 est créé *J'informe*, un journal « visant les hommes d'affaires, cadres, intellectuels, bref

10. L'origine des capitaux nécessaires à ce rachat a souvent été contestée et on a avancé l'hypothèse que Robert Hersant avait bénéficié de l'aide financière directe ou indirecte du gouvernement et de banques accommodantes. Voir Dominique Pons, *Dossier H... comme Hersant*, Paris, *op. cit.*, et Nicolas Brimo, *Le dossier Hersant*, *op. cit.* En 1975, le gouvernement ne peut se désintéresser du sort d'un journal comme *le Figaro* et s'occupe donc de la succession de Jean Prouvost. En 1981, le gouvernement socialiste s'apercevra qu'il ne lui est pas possible de faire pression sur Robert Hersant au moyen du secteur bancaire nationalisé, puisque l'ensemble des échéances du groupe ont été renégociées avant les élections (voir Paule-Marie Virard, *Comment Mitterrand a découvert l'économie*, Paris, Albin Michel, 1993, p. 24). Sur le rachat de *l'Aurore* par Hersant plutôt que par Marcel Dassault, voir Luc Bernard, *Europe 1. La grande Histoire dans une grande radio*, Paris, Ed. du Centurion, 1990, p. 467.

11. Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 125 et 132, voir aussi p. 122-137, 367-370.

12. *Ibid.* p. 128.

13. *Ibid.* p. 123. Parmi les entrepreneurs qui investissent dans la presse politique citons également Marcel Dassault qui cherche en particulier à racheter *le Figaro* en 1975 et Jérôme Seydoux, « patron de gauche » qui prend une majorité de parts dans *Libération*, une affaire sans doute chroniquement déficitaire, mais qui est, depuis la disparition du *Matin de Paris*, le seul grand quotidien de la gauche socialiste. Citons aussi *Infomatin*, quotidien indépendant plutôt classé « à gauche », longtemps déficitaire, qui sera racheté au moment de la campagne électorale des présidentielles en 1995 par André Rousselet, ancien directeur de cabinet de François Mitterrand et ancien président de Canal Plus qui arrêtera la publication en janvier 1996, quelques mois après les élections.

14. Voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 150. Voir aussi Jean Huteau et Bernard Ullmann, *AFP. Une histoire de l'agence France Presse, 1944-1990*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 410-413 et Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 430-431.

visant la clientèle du *Monde* »[15]. Son rédacteur en chef est Philippe Heymann et son directeur Joseph Fontanet, ancien dirigeant du MRP et du CDP[16] qui a été plusieurs fois ministre durant les présidences de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou mais qui n'apparaît cependant pas comme un proche de Valéry Giscard d'Estaing puisque son mouvement politique lui avait préféré Jacques Chaban-Delmas en 1974. L'origine des capitaux mis en œuvre pour lancer le nouveau journal est malicieusement publiée par *le Monde* et *Le Canard Enchaîné*[17] et fait apparaître *J'informe* comme un quotidien proche du « patronat » qui, selon Jacques Doléans, « n'hésite pas [...] à participer « plus ou moins ouvertement » à cette création »[18]. La fondation d'un nouveau quotidien destiné aux catégories sociales auxquelles s'adressait également *le Monde* risquait de diminuer le lectorat de ce journal et ses recettes publicitaires, portant ainsi atteinte à son équilibre financier. *J'informe*, perçu clairement par les observateurs de l'époque comme une offensive dirigée contre *le Monde,* disparaîtra après trois mois d'existence faute de lecteurs et d'annonceurs en nombre suffisant bien que Joseph Fontanet ait indiqué que « le journal avait de quoi tenir deux ans »[19]. Là encore, la logique ayant présidé à la création du nouveau quotidien se trouvait plus proche d'impératifs politiques – ne pas laisser le monopole de la presse haut de gamme au *Monde* qui apparaît comme un journal d'opposition et préparer les élections législatives de 1978 – que d'une logique commerciale[20]. Il n'est dès lors pas

15. Jacques Doléans, *La fin d'un monde*, *op. cit.*, p. 40.
16. CDP est l'acronyme de Centre démocratie et progrès.
17. Voir *le Canard Enchaîné* du 14 septembre 1977 et la revue *Lectures françaises* d'octobre 1977.
18. Voir Jacques Thibau, *Le Monde 1944-1996*, *op. cit.*, p. 437 et Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 43. Parmi les souscripteurs de *J'informe* Jacques Doléans cite : « la banque Paribas, le groupe Michelin, la société l'Oréal, un administrateur de la Caisse d'épargne de Paris, un haut responsable de la banque de Suez, un administrateur de société de plastique lié à Total, le patron d'une des filiales d'Havas, un commis voyageur de la banque d'Indochine, un promoteur grenoblois, etc...[Jacques Thibau ajoute à cette liste « les magasins Carrefour et certains pétroliers »] ». L'auteur considère qu'il s'agit là « d'une des plus graves menaces contre *le Monde* depuis 1956 [c'est-à-dire depuis le lancement du *Temps de Paris*] ». Une telle liste de souscripteurs n'est pourtant pas très différente de celle des entreprises qui rentreront bientôt dans le capital du *Monde* (la société « entreprise ») et dans celui de *Libération* (en 1985 – voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, puis en 1996 lors de l'entrée de Seydoux dans le capital). La proportion du capital laissé aux entreprises n'est cependant pas la même.
19. Jacques Doléans, *ibid.* p. 44. Joseph Fontanet reconnaît que les fondateurs du journal s'attendaient à une période de déficit relativement longue. La création de *J'informe*, journal doté d'une rentabilité négative à court terme et pour le moins incertaine à plus longue échéance, constituait donc pour les industriels ou les sociétés financières souscriptrices une forme d'investissement économique pour le moins originale.
20. *Le Monde* essuie entre 1976 et 1977 une campagne dirigée contre son soutien à l'Union de la gauche et contre sa prétention à l'hégémonie au sein de la presse française. Cette campagne est amorcée par la publication du livre de Michel Legris, un ancien journaliste du quotidien (*Le Monde tel qu'il est*, Paris, Plon, 1976). Le livre est « envoyé gracieusement aux élèves et aux anciens élèves des grandes écoles française » (Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 303). De nombreux comptes rendus du livre sont publiés dans la presse, généralement approbateurs de la thèse de l'auteur qui condamne l'engagement croissant à gauche du « quotidien de référence », notamment ceux de Raymond Aron (« *Le Monde* tel qu'il est », *le Figaro*, 5 avril 1976) et de Pierre Nora (« Si le sel perd sa saveur », *le Nouvel Observateur*, 12 avril 1976). Michel Legris participera à Apostrophes avec André Fontaine le 7 mai 1976. Les critiques de Michel Legris seront en outre partiellement reprises dans Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry*..., *op. cit.*, p. 289-295, « Trois dérapages : Cambodge, Chine, Portugal ». Selon Patrick Eveno, cette « campagne » fut « la plus destructrice, en terme d'image, pour le journal » : « En terme d'image, la campagne marque profondément l'opinion des élites économiques, administratives et politiques issues des grandes écoles. Il n'est pas rare d'entendre, près de vingt ans plus tard, des réflexions tirées directement de l'ouvrage de Michel

étonnant que si les entrepreneurs susceptibles d'investir dans la presse ne manquent pas – à condition qu'ils aient la maîtrise de la ligne éditoriale du journal face aux sociétés de rédacteurs[21] – les quotidiens qui apparaissent durablement dominés par leur rédaction aient beaucoup plus de mal à attirer les capitaux :

> « La marge commerciale [du *Monde*] semble en effet définitivement évanouie depuis vingt ans. Les porteurs de parts sociales tolèrent cette situation parce qu'ils ne sont que partiellement propriétaires de l'entreprise et qu'ils n'y ont pas investi de capitaux personnels. Cet état de fait a permis de maintenir de très faibles distributions de dividendes, quel que fût le taux de marge, afin de préserver l'importance des amortissements ou d'éviter de trop graves déficits tout en préservant les emplois de l'entreprise. [...]. Cette pratique a jadis favorisé l'autofinancement, mais elle n'autorise pas l'appel à des capitaux extérieurs ou à l'épargne du public, qui chercheraient un rendement plus convenable de leur investissement financier. *Le Monde* ne peut donc lever que des capitaux " désintéressés " et " amis ", ce qui réduit considérablement l'éventail du choix tandis que la faiblesse des dividendes distribués ne favorise pas une prise de conscience des salariés associés [...] »[22].

Les hebdomadaires d'information se trouvent également soumis à des logiques de soutien partisan. Le succès et le développement de *l'Express* et de *France-Observateur* puis *du Nouvel Observateur* sont liés de près à leur engagement contre la poursuite de la guerre d'Algérie. *Le Nouvel Observateur* reste longtemps associé à Pierre Mendès-France[23]. Durant la campagne présidentielle de 1974, le propriétaire de *l'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber avait engagé l'hebdomadaire, jusque-là plutôt de « centre gauche », dans le soutien à Valéry Giscard d'Estaing alors que sa rédaction était plutôt favorable à François Mitterrand. Le propriétaire et fondateur de *l'Express* avait maintenu cette ligne éditoriale jusqu'à la vente du titre à Jimmy Goldsmith en 1977. Celui-ci avait laissé jusqu'en 1981 une assez grande latitude à Jean-François Revel et Olivier Todd qui dirigeaient la rédaction, étant entendu cependant que la ligne éditoriale devait être plutôt favorable au président sortant – le principal éditorialiste de l'hebdomadaire était alors Raymond Aron, venu du *Figaro* après le rachat du journal par Robert Hersant[24] –. Après 1981, Jimmy Goldsmith

---

Legris devenues des évidences pour qui les formule » ; Patrick Eveno, *ibid.* Voir également, Raymond Aron, *Mémoires*, *op*. *cit*., (éd. poche) p. 752 et 838-839.

21. Voir Marc Martin, « L'espoir perdu des sociétés de rédacteurs (1965-1981) », in Marc Martin (dir.), *Histoire et Médias, journalisme et journalistes français 1950-1990*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 233-245 et Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, *op*. *cit*., p. 387-393.

22. Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 388.

23. Voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 123.

24. Pour un aperçu des orientations éditoriales de Raymond Aron et de l'intensité de son engagement en faveur de la majorité gouvernementale voir *Mémoires*, *op*. *cit*., p. 790 : « [dans mon éditorial] Je rappelais la thèse que j'avais soutenue l'année précédente, à savoir que le programme commun contenait en germe non un changement de politique mais un changement de société et je mis en garde les " subtils " qui ne croyaient pas à la sincérité des engagements pris par François Mitterrand : " Ceux qui, dans la presse ou les salons, présentent le vote du 19 mai comme s'il s'agissait de l'alternative entre le centre droit et le centre gauche se dissimulent à eux-mêmes ou dissimulent aux autres la vérité. Il s'agit bien d'un choix fondamental. Il se peut que M. Mitterrand une fois élu, n'accomplisse pas la mutation irréversible qu'implique le Programme commun et qu'exigent ses alliés. Mais il faut être un radical de gauche pour être assuré à ce point que M. Mitterrand trahira ses alliés avant que ceux-ci ne le trahissent " » et p. 789-790 : « Il y a eu maintes fois des communistes au gouvernement. Il n'y eut véritablement de programme commun qu'une seule fois et dans un seul pays : en 1945 et en Tchécoslovaquie. Argument bon marché, à coup sûr, qui suggérait un danger qui n'existait guère.

remplace par Yves Cuau et Yann de l'Ecotais, Olivier Todd, supposé responsable d'une première page de couverture hostile à Valéry Giscard d'Estaing, ainsi que Jean-François Revel, Albert Du Roy et Robert Schneider qui se sont solidarisés avec l'ancien directeur adjoint de la rédaction[25]. Le changement de dirigeants conduit sinon à un plus grand contrôle de *l'Express* par son propriétaire, en tout cas à une plus grande affinité politique entre Jimmy Goldsmith et la rédaction de son hebdomadaire[26].

Jusqu'en 1981, le secteur de l'information apparaît donc fortement dépendant des luttes politiques et segmenté selon des logiques partisanes. Une presse « de gauche » comprenant en particulier *le Monde*, *le Nouvel Observateur*, *le Canard Enchaîné*, *Libération* et depuis 1977 *le Matin de Paris*, s'oppose à une presse « de droite » comprenant *le Figaro*, *le Quotidien de Paris*, *France-Soir*, *l'Express* auxquels on peut ajouter les journaux télévisés et radiodiffusés qui, s'ils apparaissent plus neutralisés que les quotidiens de presse écrite, sont alors fortement critiqués pour leur caractère « gouvernemental »[27]. Cette segmentation politique régit le système de prises de position contradictoires entre la presse d'opposition et la presse « gouvernementale » qui diffèrent aussi bien par la présentation des informations et la qualification des faits que dans l'orientation des commentaires éditoriaux. L'emprise des logiques politiques sur le contenu des journaux provient en partie du fait que les entreprises de presse ont été pour la plupart historiquement constituées ou financées pour exprimer des intérêts politiques et pour servir de tribune à des groupes partisans. L'ancrage des journalistes et des responsables de rédaction au sein d'un « camp » politique s'est le plus souvent constitué dans un contexte d'opposition élevé entre des partis politiques fortement différenciés – de la guerre d'Algérie jusqu'en 1981 –. Après 1968, le renforcement de cette différenciation des offres politiques et l'intense travail politique de délimitation des frontières entre « la gauche » et « la droite » aurait rendu très difficile la définition d'une ligne éditoriale refusant de marquer un soutien à l'une des factions politiques.

> « Rares sont les journaux qui se déclareront ouvertement “ inobjectifs ”, mais, peu ou prou, chacun est engagé. C'est évident pour la presse d'opinion. Qui demande à *l'Humanité*, *Libération*, *Minute* ou *le Canard Enchaîné* d'être objectifs ? L'expression même perd son sens lorsqu'elle se réfère à une presse qui affiche clairement ses opinions politiques. On pourrait dénoncer une véritable altération des faits, mais non une interprétation jugée

---

[...] Il restait vrai que le Programme commun, signé par les deux partis, suspendait sur le président Mitterrand et le Parti socialiste une menace permanente : ou bien F. Mitterrand céderait aux exigences de son partenaire, ou bien il devrait rompre l'alliance qui l'avait amené au pouvoir ».

25. Sur le changement de direction de *l'Express* voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 27-40 et p. 24-25 pour un récit « ethnographique » de la perception par la hiérarchie de la rédaction de l'élection de François Mitterrand en 1981.

26. *À* propos du changement de direction de l'*Express* en 1981, Albert Du Roy interviewé par Yves Roucaute déclare ; « C'était la deuxième fois [après l'engagement de Jean-Jacques Servan-Schreiber durant la campagne présidentielle de 1974] que nous avions vu qu'il pouvait se passer n'importe quoi à *l'Express* et que le véritable pouvoir, c'est la propriété. Il avait suffi de six mois à JJSS pour reprendre en main un appareil qui marchait très fort. Il n'a fallu que quelques heures à Jimmy Goldsmith » ; Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 203.

27. Voir Arnaud Mercier, *Le Journal télévisé*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 29-73.

tendencieuse. Il en va de même, quoique moins ouvertement, pour des organes de presse qui donnent la priorité à l'information sur l'engagement politique. On ne saurait reprocher à l'*Aurore* ses positions concervatrices, au *Monde* sa sensibilité de gauche, au *Matin de Paris* ses thèses socialisantes, au *Parisien libéré* ses préférences de droite »[28].

Avant 1981, malgré une certaine mise en scène de l'indépendance et du professionnalisme journalistique, les principaux quotidiens nationaux sont donc des journaux d'opinion qui participent aux luttes politiques et au travail de persuasion et de crédibilisation des principales formations partisanes. Nous chercherons à montrer que les contraintes de cohérence avec la ligne politique propre au titre qui incombent aux journalistes entraînent un respect généralement strict de la discipline partisane et des logiques d'engendrement de l'orientation des commentaires politiques. Ainsi, avant 1981, il semble aussi difficile à un journal « de gauche » de critiquer un des leaders de l'opposition socialiste qu'à un quotidien « de droite » de mettre en cause la politique du gouvernement. Les journalistes de la plupart des rédactions sont donc tenus de se conformer à une ligne rédactionnelle plus ou moins explicite qui définit les limites de ce qui peut être dit et de ce qu'il faut taire. Notre hypothèse est qu'une telle cohérence idéologique au sein de la presse n'est pas sans conséquence d'une part sur la production et la persistance des représentations politiques des électeurs et d'autre part sur les possibilités d'émergence d'une organisation de forme « apolitique ».

2) Un secteur audiovisuel très contrôlé par le gouvernement.

Entre 1958 et 1981, les gouvernements gaullistes puis giscardiens contrôlent étroitement l'orientation des journaux télévisés ou radiodiffusés dont l'audience connaît une très forte augmentation à partir de 1960[29]. Les titulaires des principaux postes de responsabilité des sociétés de télévision publique – en particulier les présidents de la RTF ou de l'ORTF ainsi que les journalistes responsables de l'information dans les journaux télévisés – sont nommés directement ou indirectement par le ministre de l'Information ou le cabinet du premier ministre en raison de leur proximité politique avec la majorité présidentielle. Le gouvernement exerce ainsi une influence effective sur le contenu des journaux télévisés et sur les modes de présentation des informations politiques qui se manifeste en particulier par

28. François de Closet, *in Le système E.P.M.*, Paris, Grasset, 1980, p. 182. Ce propos est un exemple de ce qu'un commentateur aspirant à « l'objectivité informative » peut écrire en 1980 sur les tendances politiques des différents journaux. Remarquons que *Libération* et *le Canard Enchaîné* sont classés parmi la presse d'opinion « de gauche » et que le Parisien libéré est considéré comme beaucoup plus « à droite » qu'il ne le deviendra dans les années quatre-vingt dix.

le caractère faiblement critique des commentaires consacrés à la politique gouvernementale et aux personnalités de la majorité. Cependant, l'emprise du gouvernement sur l'information se heurte d'une part à des exigences de crédibilité, induites par l'existence d'une presse écrite d'opposition et d'autre part à la résistance des journalistes de la télévision, souvent moins proches du personnel politique gouvernemental que leur direction et qui souhaiteraient pouvoir se situer dans une logique professionnelle qui leur permettrait d'améliorer leur position symbolique au sein de leur profession[30].

Mais l'histoire du pouvoir gouvernemental au sein des médias audiovisuels est aussi celle du licenciement ou de la « placardisation » des journalistes insuffisamment dociles. Constatant en mai 1968, lors des grèves de la télévision, que le contrôle de la hiérarchie de l'*ORTF* sur son personnel ne s'est pas révélé suffisant, le gouvernement obtient le départ forcé d'une centaine de journalistes qui s'étaient montrés particulièrement actifs durant les « événements »[31]. La « reprise en main » touche également les stations de radio « périphériques » et en particulier la principale radio d'information, *Europe 1*, où une vingtaine de journalistes sont mis à l'écart[32]. La réforme de la télévision en 1974 et les grèves qu'elle provoque entraîneront également le licenciement d'environ 190 journalistes dont 170 membres du Syndicat national des journalistes[33]. Près de 2000 membres du personnel de l'ancienne *ORTF* ne seront plus salariés d'une des sept nouvelles entreprises créées en 1974[34]. Cette réforme permet au gouvernement de réduire l'influence des syndicats, particulièrement forte au sein de l'ancienne *ORTF*[35], et de renégocier les conventions collectives dans un sens nettement moins favorable aux journalistes[36].

> « Tout change dès lors qu'on affiche le label “ objectif ”. D'un côté on y gagne une crédibilité supplémentaire. Tout lecteur raisonnablement critique applique une sorte de “ coefficient correcteur ” lorsqu'il lit un journal engagé. Même le sympathisant n'est pas dupe. Seul le

---

29. Le taux d'équipement des ménages en postes de télévision passe de 6 % en 1957 à 40 % en 1964 puis à 70 % en 1970 (source Insee, cité *in* Bourdon, *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 354.

30. Sur la position subalterne au sein de la profession des journalisites de télévision avant 1980, voir Rémy Rieffel, *L'élite des journalistes*, Paris, PUF, 1984, p. 128. Voir également, Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, *op. cit.*, p. 408.

31. Voir Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 102-105 et Christine Manigand et Isabelle Veyrat-Masson, *Mai 68, à l'ORTF*, *op. cit*.

32. Voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 239 et Luc Bernard, *Europe 1*..., *op. cit.*, p. 278-279.

33. Voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 239 et Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 156-158. Selon Claude Lemoine (représentant de FR3 à la « commission de répartition » chargée de restructurer les nouvelles sociétés indépendantes issues de l'ORTF) interrogé en 1992 par Jérôme Bourdon, la commission « excluait explicitement les journalistes marqués à gauche » ; *ibid.* p. 158.

34. Sur ces 2000 personnes 900 on été mises en retraite anticipée et 250 replacées dans la fonction publique ; voir Arnaud Mercier, *Le journal télévisé*, *op. cit.*, p. 45 et Henri Poumerol, *Le statut et les conditions de travail des journalistes de la radio et de la télévision de service public, en France, depuis 1935*, Thèse de science de l'information, Paris II, 1987.

35. On peut penser que le caractère extrêmement combatif des syndicats de l'audiovisuel était dû à la conjonction d'une assez forte unité syndicale (intersyndicale) et de la pénurie relative de personnel qualifié (en particulier de personnel technique) dans des professions de l'audiovisuel en forte expansion numérique depuis seulement une dizaine d'années.

36. Voir Jérôme Bourdon, Haute fidélité, *op. cit.*, p. 203.

militant croit trouver “ la vérité ” dans la presse de son parti. Par opposition un organe d'information dégagé de toutes attaches partisanes inspire une plus grande confiance. Les dépêches de L'Agence France-Presse auront, en principe, plus de crédit que les articles de journaux. Tel devrait être la cas de l'information télévisée. Il lui faut respecter un strict équilibre entre toutes les tendances, ne jamais favoriser une opinion au détriment des autres, ne jamais se laisser influencer ; faire preuve d'une souveraine indépendance et d'une absolue impartialité. Et cela tout en proposant un véritable journal, c'est-à-dire en dépassant la simple relation des fait pour ajouter explications et commentaires sans lesquels il n'est pas d'information complète »[37].

Les interventions du gouvernement dans l'audiovisuel ne sont guère moins nombreuses sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing que sous celles de De Gaulle ou de Georges Pompidou. Lorsqu'en 1976, le ton adopté par les éditorialistes de la radio *Europe n° 1* déplaît, le directeur de la station, Maurice Siegel est contraint de partir ainsi que le directeur de l'information Georges Leroy[38]. Lorsque le mandat de Claude Roussel, président de l'*AFP* arrive à expiration, l'Elysée parvient sans difficulté à imposer son candidat, Roger Bouzinac[39]. De même, lorsque le cabinet de Valéry Giscard d'Estaing juge que le directeur de *RTL*, Jean Farran, est trop proche de l'ancien premier ministre Jacques Chirac, il a les moyens de l'obliger à quitter la station[40]. Michel Bassi, ancien journaliste du *Figaro* proche des giscardiens est nommé directeur de *RMC* après avoir succédé à la tête du service de presse de la présidence de la République à Xavier Gouyou-Bauchamp nommé président de la Sofirad, société qui gère les participations de l'Etat français dans les stations de radios dites « périphériques »[41]. Yves Cannac, secrétaire général adjoint de l'Elysée en 1975 est nommé en 1978 président de Havas[42]. En 1974, les nominations des nouveaux directeurs de chaînes affichent un effort « d'ouverture » apparent mais témoignent du maintien du contrôle politique sur la télévision puisque les PDG des chaînes ou leurs adjoints restent proches du gouvernement. À *TF1*, Jean Cazeneuve, universitaire et symbole du « renouvellement » se voit « proposer » Jean-Louis Guillaud, ancien conseiller de Georges Pompidou pour l'ORTF, comme directeur général[43] et Georges Rioux, ancien directeur adjoint du cabinet d'Alain

37. François de Closet, *Le système E.P.M.*, Paris, Grasset, 1980, p. 182.
38. Voir Luc Bernard, *Europe 1. La grande Histoire dans une grande radio*, Paris, Ed. du Centurion, 1990, p. 372-380. Voir aussi Anne Nourry et Michel Louvois, *Le Combat singulier*, Paris, Denoël, 1980, p. 116-117, Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 243 et le témoignage de Maurice Siegel, *20 ans ça suffit !*, Paris, Plon, 1975, p. 11-33. Sur les griefs de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard des journalistes d'Europe 1 et en particulier d'André Arnaud, Gérard Carreyrou et Ivan Levaï, voir Luc Bernard, *Europe 1*..., *op. cit.*, p. 374.
39. Voir Jean Huteau et Bernard Ullmann, *AFP, Une Histoire de l'agence France Presse 1944-1990*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 372-378.
40. Luc Bernard, *Europe 1*, *op. cit.*, p. 467. Sur le remplacement de Christian Chavanon (administrateur délégué de *RTL* et « gaulliste ») sous Valéry Giscard d'Estaing, voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 273. En mai 1968, selon Yves Roucaute, le gouvernement « coupe le cable reliant les studios parisiens de *RTL* au Grand-duché » parce que la rédaction de *RTL* se montre trop indépendante dans ses commentaires sur les « événements » ; *ibid*.
41. Voir Luc Bernard, *Europe 1*, *op. cit.*, p. 483 et 498.
42. Voir Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 175.
43. Jean-Louis Guillot, ancien journaliste du groupe de Lazareff est décrit par Jérôme Bourdon comme « un gaulliste au-dessus de tout soupçon » ; *ibid.* p. 89 et 102. Jean-Louis Guillot a été l'un des rares journalistes

Peyrefitte en 1962, comme directeur administratif. Sur *Antenne 2*, Marcel Jullian[44] se voit imposer un directeur général expérimenté, Xavier Larère, ancien responsable de la coordination des chaînes à l'ORTF entre 1971 et 1974, qui restera en place lorsque succédera à Marcel Jullian, Maurice Ulrich, ancien membre du cabinet d'Olivier Guichard et futur directeur de cabinet de Jacques Chirac entre 1986 et 1988[45]. À *FR3*, Claude Contamine est un ancien directeur de cabinet d'Alain Peyrefitte et a déjà dirigé la télévision publique en 1964[46] ; il a pour adjoint Claude Lemoine, ancien membre du cabinet de plusieurs ministres de l'Information après 1965.

Après la réforme de l'ORTF en 1974, la direction de l'information sur les chaînes publiques est confiée à des journalistes proches de la majorité, Jean-Marie Cavada[47] sur *FR3*, Jean-Pierre Elkabbach[48] sur *Antenne 2*, Henri Marque[49] puis Patrick Duhamel sur *TF1*[50] où le directeur de la rédaction est Christian Bernadac, ancien responsable de l'information sur FR3. Les présentateurs sont également en partie choisis en fonction de leur orientation partisane ou de leur faculté d'adaptation (Patrick Poivre d'Arvor, ancien vice-président des jeunesses giscardiennes, Yves Mourousi, ancien responsable des jeunesses gaullistes[51], Roger Gicquel[52], Léon Zitrone, Jean-Claude Bourret, Dominique Baudis[53], Jean-

---

de l'audiovisuel à ne pas faire grève en mai 1968. Il est l'un des signataires du communiqué du « comité d'action civique » (publié le 3 juin 1968) critiquant le comportement « antirépublicain » des journalistes grévistes.

44. Selon Jérôme Bourdon, Marcel Jullian, alors PDG des éditions Plon et Julliard, apparaît alors « *À* droite bien sûr, mais " original " (il se dit royaliste) » ; Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 177.

45. Pour le témoignage (et le plaidoyer) d'un acteur de cette période voir Marcel Jullian, *Délit de vagabondage*, Paris, Grasset, 1978 et *La télévision libre*, Paris, Gallimard, 1981. Sur le rôle de Maurice Ulrich durant la cohabitation, voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.* et Jacques Attali, *Verbatim II*, *op. cit.*

46. Claude Contamine sera à nouveau nommé à la direction d'une chaîne de télévision publique durant la cohabitation sur Antenne 2. Jérôme Bourdon le décrit comme « coléreux » et « d'un anticommunisme viscéral », *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 80.

47. Selon Jérôme Bourdon citant Bertrand Cousin, ancien secrétaire général « réputé giscardien » de FR3, Jean-Marie Cavada était alors réputé lié à Raymond Barre ; voir Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 211.

48. Bien que licencié en 1968 lors des grèves et en 1975 par Marcel Julian, Jean-Pierre Elkabbach nommé en 1977 à la direction de l'information allie une réputation de « professionnalisme » journalistique et un certain sens des exigences du gouvernement. Voir Nicole Avril et Jean-Pierre Elkabbach, *Taisez-vous Elkabbach*, *op*. *cit*., p. 152-154 et Jérôme Bourdon, *Haute fidélité...*, *op*. *cit*., p. 201-202.

49. Nommé en 1974 directeur de l'information de TF1, Henri Marque est l'ancien dircteur du cabinet d'Antoine Pinay. Selon Jérôme Bourdon, Henri Marque aurait pendant la campagne de 1974 « [obtenu] le ralliement de Pinay » à Valéry Giscard d'Estaing ; *ibid.*, p. 180.

50. Catherine Nay attribue à Jacques Chirac un mot cruel sur les frères Duhamel qui apparaissent alors étroitement liés au président Valéry Giscard d'Estaing et dont l'un, Patrick, est directeur de l'information de la première chaîne et l'autre, Alain, chroniqueur sur Antenne 2 et co-animateur avec Jean-Pierre Elkabbach des débats politiques de cette chaîne : « J'ai fait un terrible cauchemard, j'ai rêvé qu'à FR3 il y avait un troisième frère Duhamel » ; anecdote souvent citée, voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 50, Anne Nourry et Michel Louvois, *Le Combat singulier*, *op. cit.*, p. 271.

51. Voir Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, Paris, Fayard, 1997, p. 91.

52. Selon Jérôme Bourdon, Roger Gicquel « ne participa pas aux grèves [de 1974], un portrait de De Gaulle est affiché dans son bureau : il ne risque pas de porter la contestation au mauvais endroit » ; Jérome Bourdon, *Haute fidélité*..., *op. cit.*, p. 205. La décision de le nommer au poste de présentateur du journal télévisé de 20 heures est prise au plus haut niveau politique : Roger Gicquel raconte qu'il l'a apprise à l'Elysée de la bouche de Xavier Gouyou-Beauchamp alors conseiller au cabinet du secrétaire général de la présidence, puis chef du service de presse de l'Elysée ; voir Roger Gicquel, *Le placard aux chimères*, Paris Plon 1988, p. 181.

Louis Lecène[54]). En 1979, une commission parlementaire sur l'Information publique, créée à l'initiative des groupes socialistes et RPR[55], est chargée d'enquêter au sujet de l'objectivité politique de l'information dans les sociétés audiovisuelles publiques. Le rapport de la commission qui apparaît assez sévère à l'égard des pratiques du gouvernement ne sera pas publié en raison de l'opposition du groupe giscardien[56].

L'affaire des « diamants de Bokassa » permet de mesurer l'emprise du gouvernement sur les journaux télévisés et les radios mais aussi les limites de ses possibilités de contrôle de l'information :

> « Les lève-tôt qui écoutent la station [*Europe 1*, le mercredi 10 octobre 1979] sont des veinards. Ils apprennent [dans le bulletin de 5 heures 30] l'incroyable histoire que révèle le *Canard Enchaîné* [...]. Les auditeurs moins matinaux [...] ont dû attendre la revue de presse d'Ivan Levaï pour être informés. Jérôme Godefroy [journaliste de la rédaction d'*Europe 1*], présent ce matin-là, se souvient de cette " prudence " tout à fait conforme à l'esprit du moment. Eussent-ils écouté *France-Inter* ou *Radio Monte-Carlo*, les auditeurs n'auraient pas été plus avancés. Seuls *Europe 1* (du bout des lèvres) et RTL (où la rédaction fait le forcing pour qu'on donne l'info) font leur métier. L'AFP se tait ! La première dépêche ne tombe qu'à 11 H 46. Trois quotidiens seulement, *Libération*, *le Matin de Paris* et *l'Humanité* annoncent l'enquête du *Canard*. Rien, non plus, au journal de 13 heures de TF1. Il faut attendre la parution l'après-midi du *Monde*, qui titre en une sur " les diamants ", pour que l'événement prenne son ampleur. [...] Mercredi 10 octobre, ce n'est qu'à 19 h 45 que l'Elysée se décide à réagir en publiant un communiqué sibyllin sur le fil de l'AFP où chaque mot a été pesé. Un quart d'heure à peine avant les journaux télévisés de 20 h. Antenne 2 reste très discret tandis que Roger Gicquel brise le tabou et donne l'information sur TF1 contre l'avis de ses chefs[57]. " Les diamants " agissent comme un révélateur de la frilosité et de la giscardisation

---

53. Selon Pierre Péan, Jean-Claude Bourret et Dominique Baudis (par ailleurs fils du maire « centriste » de Toulouse) sont « deux " amis " de la Présidence », Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, *op*. *cit*., p. 92.

54. Candidat RPR dans la deuxième circonscription de la Nièvre en 1978 selon Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 207.

55. Jacques Chirac est alors très mécontent du faible temps d'antenne dont il dispose après son départ de Matignon. Il en attribue l'origine à un effort délibéré des giscardiens et des responsables des rédactions télévisées pour le priver de tribune : selon Jean-Pierre Elkabbach, « Le 9 mars 1981, après son passage à Cartes sur table, Jacques Chirac prit à partie Maurice Ulrich et moi : " attention, vous êtes surveillés. J'ai, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des gens qui regardent vos émissions. Au moindre manquement, nous le dirons au public. J'espère que vous m'avez compris ! " » ; Nicole Avril et Jean-Pierre Elkabbach, *Taisez-vous Elkabbach !*, *op. cit.*, p. 202. Selon Raymond Aron, « Jamais la pression de l'Elysée sur la télévision ne s'exerça aussi fermement qu'à l'occasion des élections [municipales] parisiennes [de 1977] » ; Raymond Aron, *Mémoires*, *op. cit.*, (éd. Presses Pocket) p. 806. Voir aussi Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 215). Jacques Chirac déclare à la télévision le 17 mai 1979 que « La pression de la propagande officielle, actuellement, est devenue vraiment intolérable » ; cité par François de Closet, *in Le système EPM*, Paris, Grasset, 1980, p. 27 ; François de Closet ajoute « Les professionnels sont un peu estomaqués par l'aplomb de Jacques Chirac : eux ont certains souvenirs... Les foucades du précédent premier ministre contre le " persiflage " d'Europe 1 par exemple ». Voir également Anne Nourry et Michel Louvois, *Le Combat singulier*, *op. cit.* et Catherine Nay, *La double méprise*, Paris, Grasset, 1980.

56. Voir Luc Bernard, *Europe 1*, *op. cit.*, p. 467. L'un des journalistes interrogés dans le cadre de ce rapport parlementaire déclare, à propos de l'information à la télévision : « La censure est devenue inutile. Tout baigne dans l'huile et est en place pour orienter l'information » ; *ibid.* et cité également dans *Les Nouvelles Littéraires* du 10 octobre 1979.

57. Selon Luc Bernard, le départ de Roger Gicquel du poste de présentateur du journal de 20 heures de TF1 est directement lié au fait que le journaliste a évoqué l'affaire des « diamants » durant son journal en 1979 : « Un départ aux connotations politiques depuis que le journaliste a révélé qu'il avait parlé " des diamants de Bokassa " contre l'avis de ses chefs. Le nouveau directeur de l'information de TF1, Jean-Marie Cavada, est-il giscardien ? s'inquiète la presse. Comme Etienne Mougeotte à son arrivée à la direction d'Europe 1, il affirme (ce que Giscard ne cesse de répéter) la nécessité de " séparer le fait du commentaire et de son explication ". Gicquel en 1981 à TF1 comme Jean-François Kahn en 76 à Europe 1 ne croit pas à l'existence du fait brut. Il

des médias »[58].

« “ L'affaire des diamants ” met pourtant en ébullition quotidiens, radios et télés ! Claude Sérillon, à *Antenne 2*, est interdit de revue de presse par Jean-Pierre Elkabbach parce qu'il ne voulait parler que des diamants dans sa compilation des journaux du 11. *Le Figaro* et *France-Soir* soutiennent Giscard, Robert Hersant censure Dominique Jamet dont la chronique de *l'Aurore* est accueillie par Jean-François Kahn dans *les Nouvelles littéraires*[59] [...]. À la rédaction d'*Europe 1*, bien des journalistes voudraient qu'on donne davantage d'importance à ce qui est devenu maintenant “ la première affaire du septennat Giscard ”. Robert Nahmias est de ceux-là... Mais non... On répond à Olivier de Rincquesen qu'il s'agit “ de la vie privée du Président de la République[60] ”. [...] Trois les journalistes d'Europe 1 interrogés, Villeneuve, Carreyrou, Nahmias, Dassier en conviennent : “ les diamants ont été un tabou à Europe 1, un sujet sensible a manier avec des pincettes parce qu'il concernait le Président de la République ”. [...] *Europe 1* demeure toujours aussi prudent. Il y est interdit (pendant longtemps) de faire les titres des journaux sur “ les diamants ”, témoigne Jérôme Godefroy, la seule intervention claire des années Mougeotte »[61].

Le jour de la parution dans le *Canard Enchaîné* du premier article « révélant » l'affaire, les journaux de presse écrite réagissent de façon prévisible selon la ligne politique qui leur est propre : les quotidiens classés « à gauche », *Libération*, *le Matin de Paris* et *l'Humanité* reprennent l'article du *Canard Enchaîné* et donnent de l'ampleur aux accusations formulées. Au contraire, les journaux classés « à droite » ne répercutent pas l'information dans un premier temps. Les radios et les télévisions sous l'influence directe du gouvernement n'en parlent pas davantage. Il est probable qu'on ne peut pas voir là, dès le 10 octobre, les effets de consignes explicites de ne pas mentionner « l'affaire des diamants » mais plutôt la conséquence de la prudence des responsables de chaînes et des directeurs de l'information vis-à-vis des possibles réactions de leurs autorités de tutelle. Le journal *le Monde*, en reprenant en première page l'information donnée le matin par *le Canard Enchaîné*, empêche – par sa réputation professionnelle – le gouvernement de faire de la publication de

---

abandonne le 20 heures. Julien Besançon, responsable de “ l'événement ” sur TF1 est écarté à cinq mois de l'élection présidentielle. Une échéance qui obsède les médias » ; Luc Bernard, *op. cit.*, p. 497-498. Selon Jérôme Bourdon « Le jour où paraîtra *le Canard Enchaîné*, Roger Giquel passera tout son temps à obtenir de ses patrons que le sujet soit abordé. Fait exceptionnel, ses papiers seront relus par le directeur de l'information et le président de la chaîne. Il sent alors que les relations entre la chaîne et le pouvoir politique se resserrent. Le 11 octobre, Claude Sérillon souhaite consacrer la revue de presse d'*Antenne 2 Midi* à l'affaire. Jean-Pierre Elkabbach lui propose toutes sortes de compromis : au minimum, de “ panacher ” l'affaire des diamants avec le chômage. Arguant que sa rubrique a toujours été consacrée à un seul sujet, Sérillon refuse. Le directeur de l'information lui retire alors la revue de presse : nouveau scandale, qui grandit au point d'être évoqué à l'Assemblée nationale » ; Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 213. Voir aussi Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 239. Roger Gicquel en parle durant le journal de TF1 tandis qu'Antenne 2 n'aborde pas le sujet ; voir Luc Bernard, *Europe 1*..., *op. cit.*, p. 469.

58. Luc Bernard, *Europe 1*..., *op. cit.*, p. 468-469.

59. Sur ce point voir l'interview de Dominique Jamet réalisée par Yves Roucaute : « Au moment de “ l'affaire des diamants ” de VGE, j'ai écrit un article pour en parler. L'Elysée a émis une “ vive protestation ” adressée à Robert Hersant. Celui-ci est venu me voir et dans une conversation amicale, il m'a dit : “ j'ai oublié de vous dire que lorsque ça concernait la vie du président, il ne fallait rien écrire. ” Je lui ai répondu : “ Je ne suis pas d'accord. ” Ça se passait dans son bureau au *Figaro*. “ Vous choisissez ”, me dit-il. J'ai choisi, je suis parti » ; Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 197. Pour une autre version de cette anecdote, voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 47.

60. Alain Duhamel présente également la direction d'Europe 1 comme asez sensible aux pressions politiques : « *À* Europe 1, dit Alain Duhamel [...], les hommes politiques avaient l'habitude d'appeler le patron et de lui dire : “ virez-moi ce morveux. ” » ; Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 244.

61. Luc Bernard, *Europe 1*..., *op. cit.*, p. 468-469.

cette nouvelle un effet ordinaire des polémiques partisanes entre le personnel politique ou la presse de droite et de gauche, comme pourrait conduire à le penser la différence de traitement selon l'orientation politique des rédactions. Il rend plus difficile l'effort du gouvernement et des responsables de l'information des différentes chaînes pour confiner la publication des informations sur l'affaire dans les pages des journaux d'opposition. Après quelques jours de flottement relatif au cours desquels certains journalistes de télévision (Roger Gicquel, Claude Sérillon...) insistent pour commenter l'information publiée dans le *Canard Enchaîné*, le nombre de mentions à « l'affaire » durant les journaux télévisés décroît tandis que les commentaires demeurent très neutralisés[62]. L'expression de l'affaire se limite alors aux médias les plus engagés qui ne touchent qu'une faible partie de la population, sans doute la moins susceptible d'être influencée puisque la plus politisée. L'affaire des diamants révèle ainsi l'étendue des capacités de la presse de gauche à impulser des polémiques scandaleuses au sein des médias étatiques et les limites du contrôle par le gouvernement des médias audiovisuels[63].

Le contrôle direct ou indirect de l'information audiovisuelle a plusieurs conséquences dans le déroulement du jeu politique. Tout d'abord, le personnel politique appartenant à la majorité bénéficie, par rapport à l'opposition, de plus grandes facilités pour figurer dans les journaux télévisés[64]. En outre, le président Valéry Giscard d'Estaing utilise fréquemment la grande disponibilité des médias à l'égard du président, soit dans des émissions régulières soit selon un format spécialement adapté à ses exigences[65]. En revanche, l'opposition, en dehors de la durée officielle des campagnes électorales, au cours desquelles une commission électorale veille au respect d'un strict partage du temps de parole, apparaît sensiblement moins souvent à l'écran[66]. La nomination gouvernementale des responsables

62. Il existe plusieurs modes de traitement journalistiques qui permettent de minorer une nouvelle sans toutefois la passer totalement sous silence. Citons à titre d'exemple, le traitement sous forme de « brève », l'évocation de l'information en fin de journal, l'utilisation du conditionnel ou d'un ton ostensiblement dubitatif, etc.

63. Voir Alain Garrigou, « Le *boss*, la machine et le scandale », *Politix*, 17, 1992, p. 7-35.

64. Sur ce point voir Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 172-181. En 1967, selon un décompte du ministère de l'Information réalisé à la suite de la demande des Républicains indépendants, le temps de parole télévisé des principaux leaders politiques en 1967 se répartissait ainsi : Georges Pompidou, 2 h 30, Michel Debré, 1 h 10, François Mitterrand 35 minutes, Jean Lecanuet 18 minutes, Valéry Giscard d'Estaing 16 minutes, Waldeck Rochet 16 minutes, Pierre Mendes-France 4 minutes ; Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*, *op. cit.*, p. 97.

65. Nous ne chercherons pas pour l'instant à comparer l'attitude à l'égard des médias télévisés de la majorité avant et après 1981. Notre propos est ici seulement de montrer comment l'organisation clivée du champ médiatique avant 1981 et la conviction largement diffusée de l'existence d'un contrôle gouvernemental étroit sur le contenu de l'information télévisée contribuent à constituer les représentations politiques ayant court durant les années soixante-dix.

66. Les conséquences de cette moins grande fréquence d'apparition sont difficiles à estimer. Selon Françoise Berger, François Mitterrand estimait que « Ça ne sert à rien d'avoir la presse avec soi. Giscard contrôlait tout et il s'est fait battre », Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 272. L'efficacité politique réelle du contrôle de l'information à la télévision est une question difficile, ne serait-ce que pour des raisons d'ordre méthodologique de mesure des effets des modes de présentation des nouvelles sur le public. S'il est probable que la trop forte présence à l'écran d'une même catégorie de personnel politique est susceptible d'entraîner la lassitude voire la colère du public (*cf.* la faible crédibilité des médias officiels dans les pays communistes avant 1989), une

de l'information des journaux télévisés conduit donc à un mode de présentation quotidien des informations en accord avec les préférences du personnel politique gouvernemental et à un contrôle partiel de la tonalité des commentaires politiques. Cependant, alors que pendant les années soixante le ministre de l'information avait la capacité d'imposer un angle de traitement aux journalistes de télévision, durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la tutelle se fait moins voyante et procède essentiellement par l'atténuation des modes de présentation de l'information les plus critiques à l'égard du gouvernement. Le monopole public sur l'audiovisuel et l'absence d'alternative professionnelle suffisante pour les journalistes licenciés ou « mis au placard »[67] conduisent ceux-ci à anticiper les exigences du pouvoir politique et les répercussions possibles d'une attitude négative ou insuffisamment favorable[68]. L'emprise du gouvernement sur les médias télévisés s'exerce alors sans doute plus par l'autocontrainte et l'autocensure des journalistes que par des procédures disciplinaires manifestes[69].

> En 1981, « La commission de contrôle de la campagne électorale épingle *Europe 1*. Elle lui reproche d'avoir invité Giscard au Club de la presse alors que la campagne officielle a débuté. [...] Cet incident contribue à entretenir une suspicion à l'égard de la politique de la station. Alors, giscardienne, *Europe 1* ? “ toutes les sensibilités étaient représentées dans la rédaction, témoigne Alain Duhamel, avec des tempéraments très différents, Boissonnat, très critique, Carreyrou, plutôt social-démocrate, Catherine Nay plutôt gaulliste, Nahmias plutôt socialiste, sans oublier Ivan Levaï, et la diversité du "Club de la presse", mais il y avait trois éditorialistes, Jean Boissonnat, Etienne Mougeotte et moi. Or les chroniques de Mougeotte

---

telle occupation des ondes pourrait cependant, par les différences de notoriété qu'elle entraîne, établir une inégalité durable dans la concurrence entre les factions politiques. Il s'agit là d'un débat classique de sociologie des médias qu'il semble difficile de trancher dans l'abstrait (pour une discussion déjà ancienne de la littérature consacrée aux théories de l'influence des médias, voir Jean-G. Padioleau, « Etude empirique des moyens de communication de masse et l'analyse des comportements politiques » *in* Francis Balle et Jean-G Padioleau, *Sociologie de l'information*, Paris, Larousse, 1973, p. 321-340). Cependant, les analyses de Harvey Molotch et de Todd Gitlin semblent montrer que l'effet d'unanimité produit par la coordination implicite des modes de présentation de l'information dans les principaux médias tend à affaiblir au sein du grand public les possibilités d'envisager une question différemment (voir Todd Gitlin, *The Whole World Is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1980 et Molotch (H.), « media and movements », in Mac Carthy ((J.) et Zald (M.N.) (dir.), *The dynamics of social movements*, Cambridge, Winthrop, 1979, p.71-93). On peut ainsi penser qu'au sein d'une « démocratie libérale » doté d'un service public de l'audiovisuel, une forte organisation de l'opposition ainsi que son association avec des médias assez largement diffusés sont nécessaires pour neutraliser partiellement l'emprise de médias contrôlés par le gouvernement, en particulier pour établir et diffuser la mise en doute de la crédibilité de ceux-ci.

67. Sur les difficultés de reclassement dans la presse écrite des jounalistes de l'audiovisuel, dues à leur statut professionnel faible, voir Arnaud Mercier, *Le Journal télévisé*, *op. cit.*, p. 60-69 et Rémy Rieffel, *L'élite des journalistes*, *op*. *cit*.

68. Voir Marcel Jullian, *Délit de vagabondage*, *op*. *cit*., et Françoise Tristani-Potteaux, *L'information malade de ses stars*, Paris, Jean-Jacques Pauvert et Ed. Garnier, 1983, p. 286-287

69. Selon Pierre Péan et Christophe Nick, le « contrôle politique » du gouvernement sur la télévision se fait plus discret entre 1974 et 1981, en particulier parce qu'il est assuré par des journalistes « professionnels » plutôt que par des hommes de partis : « Le “ contrôle politique ” ne s'exerce plus par des agents mais par des grands professionnels reconnus par leurs pairs et respectés comme tels. Le pouvoir n'a plus à intervenir directement sur le contenu du journal ; les hommes en place savent laisser l'information se développer, la rédaction travailler, ils ajustent le tir quand il faut, corrigent le fond au nom de la forme, si nécessaire, mais, dans ce cas, “ on met des gants ”, “ on fait ça proprement ”, on s'arrange pour que personne ne soit humilié. TF1 aura moins de problèmes qu'A2 pour faire prévaloir cette ligne : les “ électrons libres ” y sont rares, les fortes têtes ont été matées depuis belle lurette, les récalcitrants ont émigré sur la Deux » ; Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, Paris, Fayard, 1997, p. 93.

étaient plutôt giscardiennes et j'étais moi-même plutôt centre-droit giscardien. Est-ce que l'information était trop gouvernementale en 1981 ? Oui, sans doute, étant entendu que je me mets parmi ceux qui l'étaient exagérément. Pourquoi ? Il ne faut pas chercher des raisons très complexes, c'est vrai que les sensibilités dans ces moments-là s'excitent davantage ". Jean Boissonnat, de son côté, reconnaît qu'il y a eu en 1981, à *Europe 1*, " des chroniqueurs qui, effectivement, ont pu donner l'impression aux auditeurs qu'ils soutenaient la politique du Chef de l'Etat, si ce n'est pas systématiquement, du moins dans les grandes occasions. " Opinion partagée également par Robert Nahmias qui précise : " S'il y avait une totale liberté dans la fabrication des journaux, c'est-à-dire la quasi-totalité de l'antenne, il est incontestable que les chroniques politiques d'Alain Duhamel et d'Etienne Mougeotte étaient porteuses d'une orientation politique giscardienne " »[70].

La généralisation du sentiment que l'information à la télévision était politiquement orientée, sentiment partiellement suscité et entretenu par les protestations émanant du RPR et de l'opposition[71], avait pour conséquence l'affaiblissement relatif de la crédibilité et de

---

70. Luc Bernard, *Europe 1*..., *op. cit.*, p. 503-504. Voir aussi i*bid.* p. 481, 499 et 449-450 : « Souvent, quand Alain Duhamel entre dans le bureau d'Etienne Mougeotte, la vitre s'assombrit. Tiens, dit-on, voilà le porteur de la bonne parole qui arrive, en solex, de l'Elysée. Alain Duhamel sait ce que certains esprits bienveillants colportent à son égard. " C'est vrai, dit-il, j'étais giscardien, réformiste de centre droit, mais la sympathie n'est pas l'allégeance ". Il passe chaque jour juste avant la conférence de rédaction du soir, ce qui agace et conforte l'idée qu'il " briefe Mougeotte ". " Faux, proteste l'éditorialiste, Etienne est un grand garçon qui n'avait pas besoin de moi pour avoir des conseils politiques " ». Sur le traitement par Europe 1 et le reste de la presse de l'affaire des « diamants », voir *ibid.* p. 468-470.

71. François Mitterrand déclare le 17 mai 1979 au cours d'un débat télévisé : « Il y a aujourd'hui une propagande officielle, une propagande du pouvoir, massive, excessive, qui manque gravement aux règles élémentaires de notre droit public, qui bafoue le sentiment des citoyens, qui violent les suffrages, un véritable matraquage, par le fait du Président de la République, du Premier ministre, des membres du gouvernement, et, tout çela, par les moyens des radios et télévisions qui sont sans doute contraintes d'exécuter », cité par François de Closet, *in Le système E.P.M.*, Paris, Grasset, 1980, p. 27. Dans son livre *Ici et maintenant* qui présente les orientations du futur programme du candidat socialiste, François Mitterrand dénonce l'emprise du gouvernement sur l'information télévisée en utilisant la citation d'un communiqué de l'intersyndicale des journalistes d'Antenne 2 et un article du *Matin de Paris* qui en précise le contexte : « " [...] Particulièrement depuis le 13 mars [1978], la censure et la manipulation de l'information règnent sur les journaux de la chaîne. Au déséquilibre favorable à la majorité (mais non au RPR) qui a pu être constaté avant le premier tour, succèdent maintenant des actions directes. Nous citons à titre d'exemple, la diffusion mardi au journal de 20 heures, d'une rétrospective sur la crise de la gauche, mais le refus de diffuser, bien qu'il soit prêt, un sujet analogue sur les différends au sein de la majorité ; un refus d'enregistrer les réactions des leaders de l'opposition après l'enlèvement d'Aldo Moro ; la non-diffusion de plusieurs sujets réalisés par des journalistes de la rédaction dont le seul tort était de donner une image non orientée des problèmes posés par le deuxième tour ". *Le Matin* précise : " *À* l'origine de ce conflit : la décision prise voici quelques jours de réaliser deux 'sujets' confiés à Patricia Charnelet, et consacrés l'un aux divisions de la gauche, l'autre aux querelles au sein de la majorité. Alors que le premier a été normalement diffusé au cours de la semaine, Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'Information, a pris la décision de ne pas diffuser le second, arguant que l'actualité ne le justifiait pas ". Quant au syndicat des journalistes CFDT, il élargit l'accusation : " Les pressions du pouvoir en place et les manipulations ayant atteint un niveau rarement égalé dans un grand nombre de moyens d'information... C'est évidemment à la TV que cette réalité s'est le plus manifestée " » ; François Mitterrand, *Ici et Maintenant*, *op. cit.*, p. 106. Le premier secrétaire du Parti socialiste reprend ici à son compte les mises en cause de l'objectivité de l'information télévisée (en s'abritant toutefois derrière les prises de position d'acteurs syndicaux concernés). Le fait qu'il cite nommément l'action du directeur de l'information d'Antenne 2, Jean-Pierre Elkabbach, accrédite l'idée d'un contrôle politique effectif sur l'information télévisée, en particulier auprès des militants et des électeurs du PS, encouragés à dénoncer publiquement le caractère vicié du jeu démocratique. Cette dénonciation de la mainmise du gouvernement sur l'information audiovisuelle, présente dans le Programme commun de 1973 (« L'ORTF, qui devrait être au service de la nation, est un instrument de propagande entre les mains du pouvoir, lui-même au service des puissances d'argent » ; *Programme commun de gouvernement*, Paris, Flammarion, 1977, p. 78) comme dans le programme du Parti socialiste de 1980, représente une constante de l'attitude des dirigents et des militants du PS vis-à-vis de la télévision et par conséquent un énoncé très diffusé parmi ceux qui se réclament de « la gauche » de 1971 à 1981. Voir aussi François Mitterrand, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978, p. 291 : « Quand au Président et au Premier ministre qui, depuis novembre n'ont pratiquement pas quitté les écrans, peut-être commencent-ils à

l'efficacité symbolique des commentaires et des modes de présentation des journaux audiovisuels. Alors que Jacques Chaban-Delmas était parvenu, entre 1969 et 1972, à améliorer sensiblement l'image de la télévision publique et de l'information télévisée après plusieurs années d'un contrôle politique particulièrement manifeste, la « reprise en main » de l'information télévisée réalisée à partir de 1974 par les gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing – sans doute autant pour écarter le personnel d'encadrement des chaînes nommé par les gaullistes depuis les années soixante que pour contrebalancer la montée de l'influence des partis de l'Union de la gauche – aboutit à donner l'image d'une télévision très proche du gouvernement[72]. Le fait que le personnel politique de l'opposition estime alors concourir électoralement dans des conditions inéquitables provoque l'accroissement de l'intensité des oppositions politiques et du niveau d'agressivité symbolique des controverses[73]. Les militants ou les sympathisants politiques qui ont connaissance des dénonciations du caractère partisan des médias audiovisuels tendent alors à confondre dans une même désapprobation le personnel politique gouvernemental et les hommes de médias soupçonnés d'accepter de diffuser une information biaisée[74]. Cet accroissement de l'implication émotionnelle des acteurs politiques et des électeurs les plus engagés dans les antagonismes partisans se traduit dans les manifestations de joie qui suivent la victoire de

---

deviner que la résistance progressive des Français aux somnifères de la propagande officielle a désormais atteint le seuil d'indifférence au-delà duquel les paroles ne sont que du bruit ».

72. Un sondage réalisé par la SOFRES en 1973 indique que 49 % des personnes interrogées répondaient que les informations télévisées leur paraissaient « plutôt objectives » contre 27 % de « plutôt non objectives » ; sondage publié dans *l'Express* le 1er octobre 1973, cité *in* Arnaud Mercier, *Le journal télévisé*, *op. cit.*, p. 67. Un sondage SOFRES de 1975 donne des résultats encore plus favorables pour la crédibilité des journaux télévisés puisque 68 % des personnes interrogées accepteraient de déclarer que « les choses se sont passées comme la télévision les montre » contre 24 % qui déclareraient le contraire (voir Jean-Louis Missika, « Les médias contestés » in *SOFRES, L'Etat de l'opinion 1993*, Paris, Le Seuil, 1993, p. 151-165) Ces sondages doivent être pris non pas comme un état de « l'opinion » sur l'image des journaux télévisés – l'utilisation de la notion « d'objectivité » dans la formulation de la première question est-elle susceptible d'être interprétée de façon univoque par les interviewés ? une formulation moins floue que celle de la question posée (« ce sont passées comme la télévision les montre ») et posant plus directement l'hypothèse d'une possible influence politique sur l'orientation des journaux aurait peut-être recueillie des réponses totalement différentes – mais plutôt comme un indicateur de l'exposition du public aux discours critiques sur la télévision. Les mises en cause de la télévision « giscardienne » tendront à se diffuser lorsqu'elles seront promus à la fois par les organisations « de gauche » et par le RPR à partir de 1976.

73. Il y a de nombreux témoignages qui évoquent la dureté des affrontements politiques durant les années soixante-dix et la violence verbale qui avait cours entre le personnel politique de la majorité et celui de l'opposition. Pour des exemples de tels propos consignés par un journaliste qui militait alors pour un apaisement de la violence des oppositions politiques, voir Jean-François Kahn, *La guerre civile*, *op. cit.*

74. Signalons que le contrôle de l'information n'est alors qu'une des manifestations de la limitation de l'expression critique à l'égard du gouvernement. L'interdiction de figurer dans une émission de télévision faite avant 1981 à Guy Bedos et à Coluche participe de l'effort pour ne pas permettre la propagation de mises en forme de l'information trop différentes de celles proposées par les journaux télévisés. La large diffusion des disques et des cassettes de Coluche avant même 1981 s'explique en partie par le caractère sulfureux et « prohibé » de l'image du comique, provenant de son interdiction d'antenne mais aussi par le ton de ses sketches alors inhabituel pour le public de la télévision. Coluche fonde d'ailleurs sa stratégie publicitaire sur cette interdiction d'antenne. Qu'un tel mode de mise en scène de soi puisse être crédible et couronné de succès (la cassette des « Interdits de Coluche » se vend à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires) montre la diffusion auprès du public – en particulier les agents les moins politisés et les jeunes – de l'idée selon laquelle les médias audiovisuels étaient politiquement contrôlés jusque dans l'interdiction de l'humour « chansonnier » dont l'une des rares manifestations télévisées est alors l'émission « *Le petit rapporteur* » de Jacques Martin, au ton peu virulent.

François Mitterrand aux élections présidentielles de 1981 au cours desquelles les anciens responsables gouvernementaux et certains journalistes de télévision sont également conspués. Il n'est donc pas étonnant que le ressentiment se polarise contre des journalistes qui sont, autant que les hommes politiques de la majorité, identifiés à « l'ancien régime » par une partie des acteurs qui ne se limite pas aux seuls militants des partis « de gauche » :

> « Emblème malgré lui d'une télévision honnie par le “ peuple de gauche ”, Jean-Pierre Elkabbach est le premier buste, avant même celui du Président vaincu, que renverse et noie la marée de la Force Tranquille. En une soirée il catalyse toutes les rancœurs accumulées en vingt-trois années d'opposition. Il attise et libère, par le seul jeu d'un visage un instant défait, les désirs d'une révolution dans les télévisions et radios d'Etat. Conspué, insulté dans l'ivresse excessive d'un bonheur électoral, il ne lui est d'aucune consolation de savoir qu'il n'est pas le seul à vivre cette épreuve. Etienne Mougeotte, directeur de l'information à Europe 1, et l'éditorialiste Alain Duhamel sont jugés coupables par les clameurs[75]. C'est autant le rejet de la télévision dans son ensemble que celui d'un trio de journalistes. Une télévision perçue comme servile, à la botte du pouvoir déchu. Peu importent les compétences passées. Ils sont coupables. De giscardisme inavoué ou entêté. D'anticommunisme, de résistance aux changements politiques, de faiblesses réactionnaires pour un régime décrété ancien... »[76].

Le discrédit relatif de la télévision « giscardienne » ne touche évidemment que les militants et les électeurs les plus engagés dans les affrontements partisans. Cependant, l'intensité des sentiments d'appartenance politique et l'engagement émotionnel suscité par les luttes partisanes entre les porte-parole de « la gauche » et de « la droite » sont alors révélateurs de l'état des représentations politiques qui a cours avant 1981 et de l'emprise que pouvaient avoir les antagonismes politiques sur les façons de concevoir la vie publique. Le seul fait que le gouvernement se sente légitimement autorisé à restreindre le temps d'antenne des partis de l'opposition ou à influer sur le mode de présentation des informations télévisées, révèle une configuration politique dans laquelle les contraintes conduisant à la neutralité apparente des médias publics sont moins puissantes qu'elles ne le seront dans les années quatre-vingt. Ce n'est pas seulement l'effet des différences objectives entres les offres politiques des deux alliances électorales en compétition qui rend possible une telle distorsion de la concurrence électorale mais également l'existence et la diffusion de représentations politiques très clivées et agonistiques – c'est-à-dire pas seulement chez les militants des partis –, dans lesquelles « la droite » et « la gauche » sont identifiées à un

---

75. On pourrait croire que la réapparition de Jean-Pierre Elkabbach, d'Alain Duhamel et d'Etienne Mougeotte sur les ondes à partir de 1983 représente un retour au *status quo ante*. Ce serait oublier d'une part que la configuration des médias n'est plus la même après 1981 et que l'emprise de chaque alliance politique sur les journalistes qui lui sont proches n'est plus aussi forte qu'auparavant – c'est-à-dire que les logiques de production des commentaires sont moins qu'auparavent déductibles des orientations politiques des éditorialistes –, d'autre part que chacun de ces journalistes a accompli un important travail symbolique de transformation de son image publique en cherchant à se défaire de tout soupçon d'affiliation politique. Ce travail de démarcation à l'égard d'une réputation de journaliste trop «partisan » est particulièrement manifeste dans le cas d'Alain Duhamel.

76. Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La Télé, dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992, p. 29.

véritable choix d'organisation sociale et économique[77]. Finalement, l'indignation relativement faible suscitée par les pratiques de contrôle de l'information des médias audiovisuels alors mises en œuvre par le gouvernement a en partie pour origine la conception selon laquelle ce contrôle est justifié par les enjeux supposés des luttes politiques : la fraction des électeurs opposés au Programme commun admet un tel contrôle comme un moyen légitime de s'opposer à l'Union de la gauche, tandis que celle favorable à l'opposition y voit une méthode semblable à ce qu'elle considère être les pratiques habituelles de « la droite » dans les entreprises ou les administrations et n'en constituant donc qu'un exemple parmi d'autres[78]. Cette forte segmentation idéologique des électeurs est également à l'origine de la capacité du gouvernement à maintenir un tel système de contrôle partiel de l'information : dans des configurations politiques dans lesquelles les affiliations idéologiques seraient plus labiles (les Etats-Unis ou la France actuellement), une pratique « scandaleuse » rendue publique (contrôle des moyens d'information, financements occultes, écoutes, etc.) n'apparaîtrait plus justifiable par les nécessités de la lutte politique contre un adversaire dont la défaite légitimerait la plupart des moyens utilisés. Au contraire, une telle révélation provoquerait contre le parti pris en faute la coalition des électeurs qui lui était habituellement hostile, d'une partie de ses anciens partisans – qui peuvent considérer le maintien de l'équilibre du système de dévolution électif des positions d'autorité comme plus important que la victoire du groupe partisan dont ils s'estimaient les plus proches – et d'une fraction des agents moins intensément politisés, susceptibles d'être mobilisés par la campagne d'indignation morale suscité par la révélation scandaleuse[79]. Dans un système politique où les sentiments d'appartenance partisane des électeurs sont plus robustes que les critiques qui peuvent être adressées au personnel politique dont ils se sentent les plus proches, l'effet produit par les énoncés et les justifications politiques des porte-parole des partis est plus grand que dans une configuration où le degré d'intensité des croyances politiques est faible. Nous chercherons à montrer qu'avant 1981, la force et la stabilité des sentiments d'affiliation politique des électeurs permettent de comprendre l'emprise exercée par les acteurs politiques sur la presse dont ils sont proches.

77. *Cf*. l'ensemble des discours tenus par le personnel politique de la majorité visant à évoquer la menace de l'arrivée au pouvoir des communistes ou d'une « collectivisation » de l'économie en 1978 et en 1981. Ces thématiques ne peuvent se développer que parce qu'une partie du public est prête à les accueillir avec intérêt mais aussi sans doute parce que beaucoup de ceux qui le énoncent y sont eux-mêmes sensibles.
78. Il est cependant probable qu'une majorité des téléspectateurs ne perçoit pas de façon consciente et réflexive l'orientation politique des modes de présentation des nouvelles.
79. Pour une réflexion sur les processus de révélétion scandaleuse en politique voir Alain Garrigou, « Le *boss*, la machine et le scandale », *art. cit.*

3) L'emprise des logiques partisanes au sein de la presse

Entre 1976 et 1981, dans une configuration institutionnelle caractérisée par la durée de l'éloignement du pouvoir du personnel politique appartenant à l'opposition et par une succession d'élections qui ont pour conséquence d'intensifier le travail de différenciation des offres politiques, les sentiments d'identité partisane des électeurs se voient renforcés. L'antagonisme entre les organes de presse proches de chacun des « camps » partisans devient alors d'autant plus aiguë que le personnel politique de l'opposition et les journalistes qui leur sont proches ont le sentiment que le gouvernement exerce une forte emprise sur les journaux télévisés qui deviennent à cette époque le principal moyen d'accès à l'actualité politique d'une large proportion de la population[80]. Les rédactions dont la ligne éditoriale se situe « à gauche » vont ainsi faire preuve d'une hostilité constante à l'égard du gouvernement tandis que le personnel politique du Parti socialiste est alors conduit à rechercher le soutien actif et quasi militant des rédacteurs des journaux « de gauche »[81]. Les logiques d'opposition entre « la droite » et « la gauche » tendent donc à s'imposer au secteur de l'information, accentuant le processus d'enrôlement des rédactions et des journalistes dans des « camps » politiques et contribuant ainsi à définir et à solidifier les représentations politiques des agents et les schèmes d'interprétation du jeu politique qu'ils sont susceptibles de mettre en œuvre. Les luttes symboliques pour l'établissement d'un diagnostic légitime sur la réalité économique et sociale – la responsabilité de l'augmentation du chômage et de l'inflation, les inégalités sociales, la possibilité d'une politique économique différente, la réalité de la « menace » soviétique – qui conditionnent en partie la crédibilité d'une alternative politique « à gauche », sont menées autant par la presse d'opposition que par les dirigeants des partis de gauche.

Ainsi jusqu'au début des années quatre-vingt au sein de la presse écrite nationale, les positions de journaliste et de militant politique demeurent relativement peu éloignées et il est possible pour un journaliste d'apparaître très engagé aux côtés d'un « camp » partisan sans encourir de perte de crédibilité professionnelle. Il apparaît ainsi que les catégories de pensée que nous employons et en particulier la distinction nette entre une activité « journalistique » et une activité « politique » constituent des obstacles à la bonne compréhension des

80. La constitution d'un groupe de presse proche de la majorité dirigé par Robert Hersant, député de l'UDF – ensemble formé par le rachat progressif et la transformation de la ligne politique de nombreux titres régionaux – tend également à renforcer les préférences politiques constituées des journalistes de la presse d'opposition et à permettre au simple exercice de la profession de journaliste d'être vécu comme une action militante.

81. Ces relations s'appuient sans doute sur des rencontres fréquentes entre les hiérarchies des médias d'opposition et les dirigeants du PS – cf. le voyage que font en Chine, à l'invitation de François Mitterrand, certains journalistes proches du PS, en particulier Ivan Lavaï, alors à *Europe 1*, Jean Daniel *du Nouvel Observateur* et Raymond Barrillon du *Monde* ; voir Jean Daniel, *Les religions d'un président*, *op. cit.*, p. 90 et Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 125.

relations entre les journalistes et le personnel politique avant 1981. C'est seulement parce que nos schèmes de perception ont été constitués ou modifiés au sein d'une configuration politique dans laquelle les rôles de journaliste et de porte-parole politique sont plus nettement distincts que nous pouvons être surpris de l'attitude militante qui était, avant 1981, celle des journalistes de la plupart des rédactions nationales de presse écrite ou audiovisuelle. Dans une conjoncture marquée par l'intensité et la plus grande radicalité des croyances et des représentations politiques, en particulier parmi les électeurs les plus proches de « la gauche » qui constituait une part importante du lectorat des journaux d'opposition, l'adoption par les journalistes d'une posture partisane était moins qu'aujourd'hui susceptible d'entraîner une perte de crédibilité professionnelle. Ce n'est que dans un état ultérieur des luttes politiques qu'une plus grande euphémisation de l'orientation partisane des commentaires journalistiques sera requise. Jusqu'en 1981 au moins, les journalistes de chaque « camp » tendent ainsi à redoubler le travail politique des porte-parole des partis en proposant à leurs lecteurs une mise en forme journalistique de l'analyse des événements et des faits de l'actualité propre à chacune des principales alliances politiques.

L'orientation des commentaires politiques des journalistes apparait ainsi avant 1981 étroitement dépendante du camp partisan dans lequel se place leur rédaction. Après le rachat du *Figaro* par Robert Hersant, il va de soi que les journalistes de ce quotidien n'adoptent pas une attitude critique à l'égard du gouvernement. En 1974, Claude Perdriel dirige la campagne de François Mitterrand en utilisant, pour réunir des fonds en faveur de celui-ci, un fichier de souscripteurs établi à partir *du Nouvel Observateur* et de ses abonnés[82]. Max Gallo après avoir été journaliste à *l'Express*, puis porte-parole du gouvernement de Pierre Mauroy devient en 1985 directeur de la rédaction du *Matin de Paris*[83]. Thierry Pfister, chef du service politique du *Nouvel Observateur* après avoir appartenu à celui du *Monde* et ancien membre des Jeunesses socialistes participe après 1981 au cabinet de Pierre Mauroy[84]. Il avait pendant plusieurs années écrit au service politique du *Monde* sur les partis de gauche alors que son chef de service, Raymond Barillon, était réputé être proche de François Mitterrand[85]. Noël-Jean Bergeroux, le rédacteur

82. Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 124-125.
83. La nomination de Max Gallo à la direction du *Matin de Paris*, dans une configuration du secteur journalistique nouvelle dans laquelle la séparation symbolique entre les journalistes et les professionnels de la politique au sein des principales entreprises de la presse nationale se trouve renforcée, suscitera de nombreuses critiques au sein de la presse et du monde politique, sans doute pas toujours exemptes d'arrière-pensées engendrées par la concurrence journalistique ou la lutte politique. Les justifications avancées par Max Gallo, qui met en avant son expérience professionnelle de journaliste, ne sont alors pas suffisantes en raison des transformations de l'économie du crédit journalistique survenues entre 1981 et 1985.
84. Voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 169-171 et Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 159. Le retour de Thierry Pfister au journalisme en 1985 est rendu plus difficile par son image publique « socialiste ». Thierry Pfister se dirigera plutôt vers l'édition de livres politiques.
85. Voir Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 387 et Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 306. Pour un récit anecdotique de l'attitude « réjouie » de Raymond Barrillon et de Jacques Fauvet le soir du 10 mai 1981, voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 23.

du *Monde* qui suit Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1981 apparaît selon Patrick Eveno « rarement favorable à celui-ci »[86]. En 1983, c'est l'ensemble du service politique du *Monde* qui est réputé être favorable au nouveau gouvernement[87]. Avant 1981, il semble difficilement imaginable que *le Matin de Paris* ou *le Canard Enchaîné* puissent faire un article favorable à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing ou du personnel politique de la majorité ou un article fortement critique envers les principaux porte-parole du Parti socialiste[88]. Si *le Nouvel Observateur* émet des réserves sur le Programme commun, en particulier sur les nationalisations, ses éditorialistes et ses journalistes sont amenés durant les périodes électorales à intensifier leurs déclarations d'appartenance à « la gauche »[89] et à faire campagne pour les candidats socialistes et communistes de 1973 à 1981[90].

Ce processus d'enrôlement des médias au sein des luttes politiques rend périlleuse pour un journaliste la critique d'un homme politique appartenant à son propre « camp » partisan. Dans les médias et les rédactions contrôlés par le gouvernement ou par des groupes économiques proches, les règles décourageant la critique des personnels politiques de la majorité sont suffisamment intériorisées pour se transformer en autocontrainte[91]. Mais si l'autocensure des journalistes les plus proches du pouvoir peut être expliquée par les pressions que le gouvernement est susceptible d'exercer sur la direction des médias d'Etat

---

86. Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 308. Patrick Eveno cite en particulier les articles signés par Noël-Jean Bergeroux le 20 mai 1974, les 20 et 21 mai 1980 et le 12 mai 1981. Selon le codage réalisé par Jean Padioleau sur les articles du *Monde* durant la campagne électorale de 1981, 20 % des articles publiés sur Valéry Giscard d'Estaing apparaissent « défavorables » contre 13 % codés favorables et 63 % neutres tandis que pour François Mitterrand les pourcentages sont respectivement de 7, 55 et 36 % ; voir Jean G. Padioleau, « *Le Monde » et le « Washington Post »*, *op. cit.*, p. 240-242. Pour de succinctes précisions sur les conditions de codage voir *ibid.* p. 240 note 89.

87. Voir Françoise Berger, *Journaux..*, *op. cit..*, p. 225, Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 309, 331, 340 et 341. Jacques Thibau, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 454-461.

88. Voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 136 : « Pour le service politique du *Matin*, la technique consiste à pilonner Giscard. C'est amusant et ça donne l'air moins socialiste. L'affaire des diamants est un trésor en soi ». Françoise Berger raconte également l'anecdote suivante : lors d'un meeting électoral en 1981, le président Valéry Giscard d'Estaing se fait présenter les journalistes qui suivent sa campagne : « " Vous connaissez Claude Weill [futur journaliste du *Nouvel Observateur*], qui suit la campagne pour *le Matin* ?... " *Giscard* : " ...qui fait la campagne du *Matin* " » ; *ibid.* p. 136-137.

89. « Qui est de droite ? Mais le gouvernement actuel de la République française. Qui n'est pas de droite ? Mais nous !... » ; Jean Daniel, *le Nouvel Observateur*, septembre 1978 n° 722, cité *in* Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op*. *cit*., p. 185.

90. Sur la logique des prises de position des collaborateurs et des « amis » du *Nouvel Observateur* avant et après 1981 voir Louis Pinto, *op. cit.*, p. 181-205 : « Après l'essoufflement des théories de la " nouvelle gauche " puis, dans une moindre mesure, du " gauchisme ", la " nouvelle philosophie " a constitué parmi certains " amis " du journal, une tentative originale de mise en forme théorique, explicitement constituée contre le marxisme. Mais cette victoire contre les " tabous " avait un prix : le discours " post-marxisme " exprimait un refus sans garantir une formule de rechange indispensable dans un journal " de gauche ". Et tandis que les " amis " les plus audacieux, ou les plus conséquents, affichaient leur distances envers les principes du " socialisme générateur de Goulag ", *la direction a dû réaliser une sorte de survie journalistique au milieu des " idéologies " qu'elle avait contribué à disqualifier. Or sur les terrains constitués politiquement, le discours ne doit pas manquer d'être conforme tant bien que mal à la représentation que les lecteurs se font, pour la plupart, d'un journal se réclamant d'une idéologie " progressiste* " » ; italiques ajoutées.

91. Au *Figaro*, la principale de ces règles consiste, avant 1981, à ne pas critiquer le gouvernement ou le président de la République ; voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 155 : « [En 1981 Max Clos] a redurci la machine contre " l'expérience socialiste " de sa propre initiative. [...] Robert Hersant a laissé faire, ni approbateur ni rien. Qui ne dit mot consent, s'est dit Clos, habitué à l'art de la délégation. *Le Figaro* est rentré

ou sur le groupe de presse de Robert Hersant, au sein des journaux proches de l'opposition, qui ne sont pas soumis au contrôle hiérarchique institutionnel direct des dirigeants politiques qui leur sont proches, cette allégeance semble plus improbable. Cependant, dans un climat de tension entre les deux principales alliances politiques et le degré d'engagement et de mobilisation qu'il induit, le niveau de critique accepté par les responsables des partis de gauche de la part de la presse d'opposition est d'autant plus faible qu'ils estiment être marginalisés à la télévision. On ne saurait en effet sous-estimer l'intérêt électoral et politique que représentait, pour les leaders de l'opposition, les orientations éditoriales de la presse d'opposition. Celle-ci contribuait à la diffusion des points de vue et des idées de « la gauche » auprès de « sympathisants » rarement touchés par la presse militante mais aussi auprès des électeurs les plus intéressés par la politique, c'est-à-dire au sein de catégories dont les dirigeants du PS peuvent considérer qu'elles constituent des relais d'opinion indispensables[92]. En outre, les leaders des différents courants du Parti socialiste peuvent supposer que l'orientation éditoriale de la presse d'opposition – lue par des adhérents actuels ou potentiels du parti[93] – ne pourra manquer d'avoir des conséquences sur l'évolution des rapports de force internes au PS[94]. Enfin, l'existence d'une presse « de gauche » grand public apparaît comme une condition nécessaire à l'établissement de la crédibilité d'une alternative électorale face à un gouvernement cherchant à se présenter

---

franchement dans la bagarre en janvier 1982. Au service politique, c'était un vrai plaisir. *On pouvait enfin torpiller des ministres, ce qui ne s'était jamais produit* » (italiques ajoutées).

92. Les savoirs pratiques propres au personnel politique accordent une grande importance au travail des réseaux de militants et de sympathisants, en particulier durant les années soixante-dix lorsque l'opposition peut s'appuyer sur un réseau associatif particulièrement dense et actif. S'il apparaît difficile de mesurer avec un tant soit peu de pertinence l'influence effective de l'action de proximité des « militants » sur les votes ou les convictions partisanes – influence sans doute variable selon la configuration politique – il demeure cependant que les dirigeants de partis sont particulièrement soucieux d'entretenir les convictions politiques des sympathisants qui leur sont les plus proches – qu'ils soient ou non encartés – considérés en partie comme des agents électoraux informels et bénévoles.

93. Si une faible part des personnes susceptibles de voter pour « la gauche » lit régulièrement la presse nationale, une proportion importante des adhérents et des « sympathisants » du Parti socialiste sont des lecteurs de la presse « de gauche » à la fois pour des raisons d'intérêt politique et de morphologie sociale. En effet la composition sociale du lectorat des journaux « de gauche » (proportion importante de salariés des professions intellectuelles, en particulier du secteur public) se rapproche de près de celle des adhérents du Parti socialiste. Ce phénomène est en partie dû à un processus de sélection des journaux par le public en fonction de la ligne politique et des préoccupations exprimées par ceux-ci, mais aussi à une proximité sociale entre les salariés susceptibles d'être proches du PS et les journalistes salariés de la presse nationale. Sur l'analyse des milieux de recrutement du Parti socialiste, voir Frédéric Sawicki, *La structuration du Parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, thèse de doctorat en science politique, Université de Paris I, 1993 et Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992, p. 360-368.

94. En ce sens, à la stratégie des « rocardiens » dont la progression est bloquée au sein du PS à partir du congrès de Metz, visant à contourner la direction du parti en intervenant dans les médias et en particulier à la télévision s'oppose la stratégie du premier secrétaire qui exige des médias d'opposition une solidarité fondée sur un commun sentiment d'appartenance à « la gauche ». Les polémiques sur la « deuxième gauche » ou la « gauche américaine » sont le reflet du travail politique de censure opéré par les amis de François Mitterrand pour imposer une certaine ligne stratégique et une cohérence interne au Parti socialiste et à la presse « de gauche ». Elles peuvent s'analyser comme un travail de coordination visant à maintenir devant les journalistes et le public la cohésion de l'équipe partisane (au sens théatral que lui donne Goffman) mais aussi pour imposer aux journalistes un certain angle de traitement du PS. Voir Robert Schneider, *La haine tranquille*, *op. cit.*

comme disposant du monopole de la compétence économique et du sérieux gestionnaire. L'engagement des journalistes constituait ainsi une étape essentielle de la chaîne de légitimation des thèmes politiques radicaux et « anticapitalistes » promus par l'opposition et participait à la définition des représentations politiques ayant alors cours. Rendant compte des propos et des prises de positions des dirigeants du PS et des critiques qu'ils adressaient au gouvernement, mais aussi des engagements et des travaux des intellectuels – dans une phase où les intellectuels disposait d'un prestige social et de ressources symboliques supérieures – les journalistes contribuaient à la conjonction symbolique des diverses oppositions au gouvernement « de droite ». L'effort de la direction du Parti socialiste pour obtenir un droit de regard sur les orientations éditoriales de la presse d'opposition s'explique donc à la fois par la structuration du parti en courants rivaux et par la nécessité, imposée par la distribution inégale des ressources politiques et médiatiques, de disposer d'un moyen non critique de diffuser son offre politique et d'imposer ses leaders face aux médias dominés par le gouvernement.

Ainsi, on constate une forte répression informelle des commentaires qui pourraient échapper à la logique des oppositions droite-gauche : un article favorable à un responsable politique opposé à la ligne officielle du journal ou, inversement, un commentaire critique envers le porte-parole d'une formation ordinairement soutenue, suscitent des protestations immédiates auprès de la rédaction qui a rarement la capacité ou la volonté de négliger ces interventions. L'engagement des journaux d'opposition en faveur de la réussite électorale de « la gauche » a donc pour conséquence un contrôle rigoureux de la cohérence de leur ligne politique et rend très difficile l'expression d'une éventuelle critique contre les principaux dirigeants du Parti socialiste ou de la plate-forme électorale du Programme commun ou des 110 propositions[95]. L'argumentation utilisée par le personnel de chaque faction politique fait appel à la fidélité et à la solidarité propres à ceux qui appartiennent au même « camp », aux objectifs qu'il faut atteindre avant de pouvoir se permettre des désaccords ou aux éventuelles conséquences d'une victoire électorale de l'autre coalition partisane[96]. Il s'agit ainsi de solliciter un sentiment de solidarité interne au « camp » de « la gauche » ou de « la droite » entre les journalistes et le personnel politique par delà des différences de logiques professionnelles. Mais pour qu'une telle argumentation puisse rencontrer un certain succès, il est nécessaire que les journalistes, en particulier ceux de la presse d'opposition, soient

95. Louis Pinto parle de « censure de gauche » pour décrire la difficulté pour un journaliste « de gauche » – y compris ceux disposant des plus fortes ressources journalistiques et politiques – d'apparaître ouvertement favorable à un homme appartenant à l'autre « camp » politique : « Le débat idéologique prend souvent la forme, imposée par la censure de gauche, du jugement psychologique sur la personne de Giscard » ; Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 193.

96. *Cf*. la relative « indulgence » pour le PC manifestée durant la période de l'Union de la gauche dans *le Monde* et dans *le Nouvel Observateur* avant « l'affaire Soljenitsyne » pour ne pas rendre plus difficile le

susceptibles d'être sensibles à un appel à leurs convictions politiques[97]. Deux caractéristiques particulières de la configuration politique des années soixante-dix expliquent l'influence du personnel politique de l'opposition sur les rédactions « de gauche ». D'une part l'augmentation de l'intensité des croyances dans la pertinence des clivages et des antagonismes politiques entre l'opposition et le gouvernement après 1968 est perceptible au sein même des rédactions. L'accroissement de l'hostilité à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing et des groupes depuis longtemps aux affaires est sensible dans des rédactions auparavant modérées, en particulier au *Monde*[98]. Le recrutement des nouveaux journalistes au sein des rédactions « de gauche » s'opère en partie en fonction de critères de conformité à une ligne politique oppositionnelle. Cette politisation croissante « à gauche » de beaucoup de journalistes est facilitée et accentuée par la généralisation dans les milieux intellectuels et universitaires de postures « contestataires » et « de gauche »[99]. En outre, les jeunes journalistes sont de plus en plus souvent issus de l'université – études à dominante littéraire, écoles de journalistes ou même l'Institut d'Etudes politiques – dont les étudiants apparaissent majoritairement « à gauche » alors même qu'ils sont embauchés dans des rédactions souvent dominées par une ligne éditoriale proche de la majorité. La position subalterne et dominée de ces jeunes journalistes, au sein des rédactions et en tant que membres d'une profession qui n'a pas encore vu son statut social réévalué, tend à faciliter l'adoption d'attitudes contestataires et d'une posture politique « de gauche ». Comme les clercs subalternes et les catégories de salariés bénéficiant d'un capital culturel important mais n'ayant pas une position économique équivalente (professeurs du secondaire, intellectuels et universitaires de grade inférieur), les jeunes journalistes sont ainsi amenés à adopter des attitudes politiques plus souvent proches de l'opposition[100]. On pourrait ajouter que c'est sans doute l'ensemble de leur cercle de relations, professeurs, amis issus de

---

maintien de l'Union de la gauche. Voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit*., p. 181-205 et Pierre Grémion, *La gauche face au renouveau et à la répression tchécoslovaque, 1968-1978*, Paris, Julliard 1985, p. 288-289.

97. *Le Nouvel Observateur* est sans doute l'hebdomadaire « de gauche » qui se permet le plus de distance critique à l'égard du PS et en particulier de François Mitterrand ; cependant Jean Daniel affirme concevoir le journalisme comme un militantisme en faveur de la victoire de « la gauche » : « [...] Nous ferons campagne, mes amis et moi, en faveur de sa candidature [François Mitterrand], avec comme thème principal la nécessité d'en finir une fois pour toute avec l'hégémonie communiste à gauche. Au lendemain de la victoire du 10 mai 1981, François Mitterrand invitera à déjeuner chez lui, rue de Bièvre – avec Danièle Mitterrand, Laurent Fabius, Robert Badinter et Claude Estier – deux journalistes : Claude Perdriel, alors directeur du *Matin*, et moi-même, directeur *du Nouvel Observateur*. Sait-il qu'il imite un geste de Léon Blum invitant, en 1936, après la victoire du Front populaire, Jean Ghéhenno et André Chamson, directeurs de l'hebdomadaire *Vendredi* ? Léon Blum avait dit à ses interlocuteurs qu'ils avaient peut-être décidé du vote de ces quelques centaines de milliers de voix qui, en France, toujours, font la différence » ; Jean Daniel, *Les religions*..., *op. cit*., p. 94.

98. Pour une description de l'évolution de la ligne éditoriale du *Monde* voir *supra* et Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit*., p. 299-310, Jacques Thibeau, *Le Monde*..., *op. cit*., p. 334-367 et 384-398, Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, *op. cit*., p. 364-366 et Jean G. Padioleau, *« Le Monde » et « le Washigton Post »*..., *op. cit*., p. 49-88.

99. Voir Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984, p. 209-250.

100. *Ibid.* p. 230. Pour un aperçu des orientations politiques des journalistes en 1981, notamment ceux qui appartiennent à des rédactions classées « à droite », *le Quotidien de Paris* et *l'Express* voir Françoise Berger,

l'université ou bien collègues journalistes qui partage alors les mêmes opinions « de gauche » et qui crédibilise et valide des convictions politiques majoritairement partagées par les milieux intellectuels[101]. Il s'agit là d'un nouvel indicateur de l'emprise qu'exercent alors les catégories politiques de « droite » et de « gauche » sur les acteurs des médias et sur les électeurs ainsi que du caractère extrêmement diffusé et généralisé de représentations politiques nettement clivées.

Lorsque *le Nouvel Observateur* et Jean Daniel déclarent trouver du charme à Valéry Giscard d'Estaing[102] et à certains aspects de sa politique « réformiste », ils subissent les critiques des portes-parole des partis « de gauche »[103] :

> « Ne pas dire qu'il fait jour à midi, sous prétexte que votre adversaire politique l'ayant dit avant vous, vous pourriez paraître suspect de trahison aux yeux de vos amis : c'est ce qu'on appelle l'esprit de parti, surtout dans les pays latins, et c'était une règle du jeu que j'étais bien décidé à ne pas respecter. De plus, cela me paraissait grotesque. Ne pas souligner l'hommage que rend à la gauche un homme de droite qui lui emprunte ses idées [il s'agit de Valéry Giscard d'Estaing notamment sur les questions de la libéralisation de l'avortement, de la pilule et du respect du droit d'asile], c'est faire preuve non seulement d'intolérance mais aussi de stupidité. [...] Ainsi, lorsque j'observerai que Giscard a prononcé à Auschwitz un discours qui lui fait honneur, le cher René Andrieu [journaliste de *l'Humanité*] ne me ratera pas : je me serais compromis avec les ennemis de la classe ouvrière. Mais je parle aussi de toute la gauche pour qui une guerre civile froide doit séparer deux camps en France depuis 1789. [...] Dieu sait pourtant que nous avons nuancé notre interprétation des manifestations positives du giscardisme par bien des réserves essentielles. Nous n'avons pas crié à la " divine surprise ", et nous n'avons pas cru que nos idées étaient au pouvoir. [...] N'importe : nous commençâmes à devenir suspects. On reconnaissait en nous cette gauche parisienne, frivole, si sensible aux zéphyrs qui soufflent et à la séduction des modes. Même dans *l'Unité*, nous fûmes pris à partie »[104].

La répression des commentaires critiques des journalistes prend la forme de déclarations mettant en cause l'attitude du journal. Mais cette mise en accusation publique se double également de pressions exercées directement auprès des journalistes concernés et de leur

---

Journaux... op. cit., p. 18-19 et 24-25. Sur les opinions des journalistes de télévision voir en particulier Jérôme Bourdon, *Haute fidélité*..., *op. cit.*, p. 122 et 152.

101. On pourrait s'étonner du nombre de journalistes classés « à gauche » travaillant avant 1981 dans des rédactions dirigées par une hiérarchie nommée par la majorité politique en particulier dans le secteur audiovisuel. Le contrôle des nominations ne semble donc pas avoir abouti à composer des rédactions plus nettement favorables au personnel politique au pouvoir. On peut avancer que le développement rapide de l'audience de la télévision depuis 1965 a conduit à l'embauche de nombreux jeunes journalistes ayant une formation universitaire à un niveau de rémunération plutôt bas. Entre 1965 et 1980, dans « l'ambiance » intellectuelle propre à l'université et au milieu étudiant, la conjonction d'une formation universitaire dans des disciplines le plus souvent « littéraires » et d'un niveau de salaire modeste rendait assez forte la probabilité d'un tropisme vers « la gauche » des personnels recrutés.

102. Sur l'attitude *du Nouvel Observateur* à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing durant la première moitié de son septennat, voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 192-195.

103. Il est d'ailleurs probable que pour Louis Pinto, le projet de faire un livre sur *le Nouvel Observateur* et l'irritation ironique qui transparaît dans certaines pages de cet ouvrage ne sont pas sans lien avec l'agacement de certains intellectuels « de gauche » devant l'attitude critique des dirigeants de la rédaction de l'hebdomadaire à l'égard de la gauche politique.

104. Jean Daniel, *L'Ere des ruptures*, *op. cit.*, (éd. poche), p. 270-271. On peut remarquer que le travail politique d'exclusion hors des limites symboliques de « la gauche » des acteurs tentés par des prises de positions échappant à une opposition claire à l'égard du gouvernement est mené conjointement – avec des modalités et des objectifs différents – par le personnel politique communiste et mitterrandiste.

hiérarchie. Ces procédures de contrôle informel du contenu rédactionnel ne concernent pas seulement les phases de transgression flagrante des règles du soutien de la presse « de gauche » au personnel politique de l'opposition : même au sein des rédactions les moins critiques et au cours des périodes de forte cohérence entre l'orientation politique des articles effectivement publiés et la ligne éditoriale « officielle » des journaux d'opposition, il existe de nombreuses occasions d'intervention et de protestation – c'est-à-dire d'exercice de pressions – des lecteurs ou du personnel politique « de gauche » sur les journalistes des rédactions « amies ».

> « Jospin m'ayant plus ou moins plaisamment déclaré – comme c'est alors l'usage au Parti socialiste, depuis que le premier secrétaire lui-même en a donné le ton – qu'on est curieux de savoir ce que mon journal va bien pouvoir imaginer de surprenant et de désagréable. J'en profite pour donner libre cours à une impatience trop longtemps rentrée. Que nous reproche-t-on à la fin ? [...] D'avoir par mendesisme quelques indulgences pour Rocard. Je ne vais certes pas renier ou désavouer quoi et qui que ce soit. Mais, rappelant que les sympathies, qu'on paraît déplorer, pour certaines personnalités sont plus anciennes que l'accession de François Mitterrand au poste de premier secrétaire, je trouve singulier qu'au lieu de s'interroger sur les raisons qui me rapprochent maintenant de lui, on se demande pourquoi je garde des attaches avec les autres. [...] Je tiens à ce qu'il n'y ait plus de malentendus. Pour ma part, je ferai en sorte que personne autour de moi ne les alimente. S'il y a des divergences sérieuses entre nous, tâchons de nous enrichir mutuellement en élevant le débat au lieu de nous exprimer par des égratignures de notre côté, par des soupçons permanents du côté des lieutenants du premier secrétaire »[105].

Les rancunes que le principal dirigeant du principal parti d'opposition, François Mitterrand, entretient à l'égard de certains journalistes à qui il reproche leurs commentaires (citons en particulier André Fontaine[106], Jean Daniel[107], Jean Marie Colombani[108], Guy Claisse[109], Serge July[110]) sont révélatrices des luttes internes aux réseaux politiques de « la gauche » et

---

105. Jean Daniel, *Les religions du président*, *op. cit.*, p. 92-93. Ce n'est pas seulement l'intérêt pour Michel Rocard, que les « lieutenants » de François Mitterrand reprochent à Jean Daniel et au *Nouvel Observateur* mais également la mise en cause publique du Parti communiste et de la stratégie d'alliance électorale avec celui-ci qui risque de porter atteinte à la qualité des reports de voix et à la possibilité pour « la gauche » d'accéder au pouvoir : « Pour ce qui me concerne [François Mitterrand] est surtout attentif aux conditions, aux réserves et, selon son mot aux “ injonctions ” dont j'assortis ce soutien. [...] Je me souviens notamment d'un déjeuner “ Chez Francis ”, au carrefour de l'Alma, après l'émission de télévision où Mitterrand s'est prononcé en faveur de l'abolition de la peine de mort. En présence de Georges Dayan et s'adressant à Hector de Galard et à moi-même, le premier secrétaire du PS se livre à un incroyable procès de notre comportement politique “ irresponsable ”. Et il est vrai que le problème de l'union avec les communistes nous obsède, que ce mot “ d'union ” nous reste en travers de la gorge » ; Jean Daniel, *Les religions*..., *op. cit.*, p. 88-89. L'emploie du terme « d'irresponsable » est particulièrement révélateur du type d'argumentation que les hommes politiques peuvent développer face aux journalistes.

106. Voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.*, t. 1, p. 516. André Fontaine semble pourtant s'être toujours montré favorable à François Mitterrand.

107. Voir Jean Daniel, *Les religions*..., *op. cit.*, p. 92-93.

108. Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 363 et Jacques Thibau, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 393.

109. Voir le récit du raprochement entre François Mitterrand et Guy Claisse, chef du service politique du *Matin de Paris* et réputé « rocardien » et celui de la brouille qui a suivi un éditorial estimé hostile, écrit par Guy Claisse au moment des manifestations sur l'école en 1984 ; Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 44-46.

110. Les prises de position de *Libération* sur le projet de réforme d'Alain Savary sur l'enseignement privé et le projet de loi sur la presse qui contribuent sans doute à leur abandon (il se révèle difficile de défendre des lois contre lesquel le principal journal de gauche fait ouvertement campagne) marque un sensible refroidissement des relations entre la rédaction de *Libération* et François Mitterrand.

des pressions susceptibles d'être exercées sur les journalistes par les dirigeants du Parti socialiste[111] et, avec un succès moindre, par le Parti communiste[112]. Avant 1981, bien que le personnel politique du PS et du PC ne dispose pas de moyens de pression institutionnels[113], de telles interventions ne sont pas condamnées à rester sans suite. Il est de l'intérêt des rédactions des journaux d'opposition de ne pas encourir l'hostilité des porte-parole des partis « de gauche », en particulier parce qu'une part non négligeable de leur surface rédactionnelle est consacrée à la couverture de leur action politique et qu'une rupture rendrait l'obtention d'informations plus difficile[114].

Cependant, la capacité des leaders de l'opposition à obtenir des journalistes qui leur sont proches des articles favorables à leur égard et critiques envers leurs adversaires se traduit rarement par des pressions manifestes ou des polémiques publiques risquant de compromettre durablement les bonnes relations qu'ils entretiennent avec la presse. Dans la plupart des circonstances, les journalistes écrivent et publient des articles conformes à la logique de la ligne éditoriale de leur quotidien. C'est d'ailleurs pour cette raison que les rares articles faisant exception à cette règle tacite des relations entre la presse nationale et le personnel politique suscitent des réactions aussi vives car ils ne sont pas considérés comme relevant d'une liberté d'écriture qui serait propre aux journalistes mais comme la

111. L'étude de ces anecdotes permet de comprendre le type de relations pratiques que peuvent entretenir le personnel politique et les journalistes qui leur sont proches, en particulier ce que, dans une configuration déterminée, les hommes politiques estiment pouvoir demander aux journalistes de leur « camp » sans que ceux-ci ne soient susceptibles de s'en indigner. C'est lors de telles interractions, au cours desquelles les acteurs testent leur capacité à imposer les contraintes particulières de leur champ, que s'engendrent les règles pratiques et le niveau d'attente que chaque catégorie d'agents va entretenir à l'égard des comportements futurs de partenaires insérés dans d'autres secteurs. La transformation progressive des relations entre les hommes politiques et les journalistes peut donc être mesurée empiriquement à travers la modification des chances de chacun des acteurs d'imposer sa propre logique sociale.

112. Pour un récit des relations conflictuelles entre le PC et *le Nouvel Observateur* et du soutien apporté par François Mitterrand à Jean Daniel lors des attaques du Parti communiste que celui-ci essuie en 1975 lors de « l'affaire Soljenitsyne » voir Jean Daniel, *L'ère des ruptures*, *op. cit.*

113. Parmi les multiples moyens de pression sur la direction des journaux dont dispose le personnel politique aux affaires, citons le contrôle fiscal, le désabonnement des administrations, la rétention d'informations institutionnelles ou leur délivrance accordée en priorité au concurrent, le refus d'accorder des subventions ou des aides à la presse ou le retard dans leur versement.

114. Voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 182 : *le Nouvel Observateur* est sans doute, avant 1981, la rédaction la plus susceptible de prendre ses distances avec le personnel politique de l'opposition. Toutefois, le journal veille lors des échéances électorales à ce qu'on ne puisse pas lui reprocher de ne pas faire son devoir de soutien de « la gauche ». En réalité les périodes d'élection tendent à réduire la marge de manœuvre de la rédaction dans les stratégies de prise de distance distinctive caractéristiques de la position occupée par le journal dans la presse et dans le milieu intellectuel français : « Aux époques d'engagement qui se caractérisent par l'impossibilité de ne pas prendre position, par l'obligation “ d'amplifier ” (terme indigène) les mouvements tendanciels, mais aussi par le risque d'un excès de “ manichéisme ” avec toutes ses incidences négatives sur les ventes... succèdent les époques qui, étant libérées de toute urgence, se prêtent à une attitude faite de distance critique envers les “ dogmes ” de la gauche, le traitement de l'actualité étant alors confié à la routine professionnelle » ; Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 182. Louis Pinto identifie comme un savoir « indigène » bien établi la perception des effets négatifs sur les ventes des « excès de “ manichéisme ” » éventuels de la rédaction. Il semble cependant que l'augmentation générale des tirages de la presse d'opposition entre 1974 et 1981 montre qu'une ligne éditoriale fortement critique envers le gouvernement était alors loin de représenter un risque commercial ; voir ci-dessous note 115.

manifestation d'une attaque politique délibérée risquant de se reproduire[115]. Un journaliste expérimenté sait qu'un article conforme à la ligne éditoriale du journal n'entraînera aucun problème particulier tandis que s'y opposer nécessitera au contraire une énergie considérable pour affronter à la fois l'hostilité de la hiérarchie du journal, les protestations des hommes politiques mis en cause et celles des lecteurs les plus attachés aux orientations politiques du journal. L'autocontrôle des journalistes et de leur hiérarchie à l'égard des hommes politiques de leur « camp » est donc autant le produit des convictions partisanes des rédacteurs que l'effet de logiques professionnelles de minimisation des tensions entre le journaliste ou sa rédaction et les professionnels de la politique qu'ils soutiennent. Avant 1981, il est rare qu'un rédacteur n'appartenant pas à la hiérarchie du journal puisse mettre en cause les hommes politiques les plus proches de la ligne de son quotidien.

L'adoption de lignes éditoriales aussi clairement engagées soit dans le sens du soutien à l'opposition soit dans le sens de soutien au gouvernement, ne serait toutefois pas possible si un tel engagement avait pour conséquence la baisse tendancielle du tirage de la presse ou la chute de l'audience des journaux audiovisuels. En effet, si certains propriétaires de journaux peuvent accepter de perdre de l'argent pour bénéficier d'une tribune politique, il leur est difficile de voir leur entreprise rester chroniquement déficitaire sur une longue période, à moins d'être subventionné par les groupes politiques au pouvoir[116]. Cependant, entre 1968 et 1981, on constate au contraire un accroissement général de l'audience de la presse d'opposition, avec la création de deux nouveaux journaux, *Libération* en 1973 et *le Matin de Paris* en 1979, et l'augmentation du tirage du *Monde* qui passe, entre 1967 et 1981, d'une diffusion quotidienne de 294.000 à 439.000 exemplaires. On peut donc constater le succès commercial des stratégies éditoriales appuyées sur une ligne d'opposition au gouvernement. L'accroissement d'un public susceptible d'acheter des journaux hostiles à la majorité au pouvoir est donc une condition nécessaire au maintien de lignes éditoriales très oppositionnelles. On peut supposer que dans une configuration politique où le gouvernement donne le sentiment de contrôler les informations diffusées à la télévision ou à la radio, la demande de journaux critiques tend à augmenter. Appuyé sur la différenciation croissante

115. L'imputation, par les responsables partisans, d'une intentionnalité maligne au journaliste et à la rédaction qui publient un article critique est d'autant plus logique – et souvent bien fondée – que ce type d'attaque est rare (au moins au sein du même « camp » politique) et que journalistes et professionnels de la politique se connaissent bien. Plus fréquents en revanche sont les articles critiques portant sur les hommes politiques auxquels s'opposent les journalistes. Ainsi Valéry Giscard d'Estaing interprète la révélation de « l'affaire des diamants » par *le Canard Enchaîné* et *le Monde* le 10 octobre 1979 comme un complot politique ; voir Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie. L'affrontement*, Paris, Compagnie 12, (éd. poche), 1991, p. 319-327.

116. Sur le financement des *Nouvelles Littéraires* par des fonds secrets de l'Elysée et du Quotidien de Paris par Jean-Marc Vernes, banquier « proche » de Jacques Chirac voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, respectivement p. 298 et 239 et Marie-Paule Virard, *Comment Mitterrand a découvert l'économie*, Paris, Albin Michel, 1993, p. 24 « [Avant le 10 mai] Jean-Maxime Lévêque, Jean-Louis Descours, Jean-Louis Giral [banquiers proches de l'opposition] vont ainsi placer sous perfusion *le Quotidien de Paris*. Robert Hersant, s'est mis bien avant le 10 mai à l'abris des mauvaises surprises en faisant consolider par Georges Hervet et Jean-Marc Vernes ses crédit pour... sept ans ». Evidemment ce genre d'information est difficile à recouper.

des offres politiques et en l'absence de toute désaffection des lecteurs pour les journaux engagés dans les luttes partisanes, le système d'opposition gauche-droite au sein de la presse a tendance à s'entretenir de lui-même : une ligne éditoriale engagée sélectionne un lectorat sensible aux options politiques adoptées dont l'accroissement tend à encourager le maintien des orientations du journal.

> « Dans les colonnes des quotidiens ou des hebdomadaires, le journalisme politique oscille sans discontinuité entre le répertoire du discours idéologico-partisan et le subjectivisme missionnaire de la chronique ou de l'éditorial. Dans l'un ou l'autre cas, les sentiments de compétence, de confiance et de solidarité naissent beaucoup moins de l'observation de principes généraux, de la soumission à des critères professionnels collectifs ou d'accords fondamentaux sur des valeurs communes globales. Commentateurs, éditorialistes s'évaluent : i) à l'aune des qualités intrinsèques personnelles – distinction du style, pertinence des idées, ii) eu égard au degré de communion entre les certitudes idéologico-partisanes spécifiques des émetteurs et celles des récepteurs. Cette dernière procédure tient un premier rôle dans la figure du journalisme politique idéologico-partisan : un fond commun de croyances ou de pensées, auquel s'identifient des classes sociales ou des familles politiques particulières renforce la confiance que les lecteurs ont dans les journalistes, et même la compétence qu'ils leur reconnaissent »[117].

Le succès économique dispense les journalistes de remettre en cause leurs orientations rédactionnelles. Les savoirs pratiques que les professionnels de la presse peuvent avoir sur leur public, en particulier à travers les enquêtes de lectorat[118] ou par le traditionnel courrier des lecteurs, renforcent encore la croyance largement répandue – et peut-être bien fondée – d'une motivation d'achat fortement dépendante de la ligne éditoriale du titre[119]. Les cadres de perception et d'analyse des responsables des rédactions apparaissent donc façonnés par l'idée que la bonne santé de leur journal est conditionnée par le maintien de son orientation partisane[120]. Les conditions de possibilité des injonctions à la discipline et de l'autocensure

---

117. Jean G. Padioleau, *« Le Monde » et le « Washington Post », Précepteurs et Mousquetaires*, Paris, PUF, 1985, p. 312. Jean Padioleau décrit ici, dans un livre publié en 1985 mais pour lequel l'enquête avait été réalisée immédiatement avant et après l'élection présidentielle de 1981, les relations alors très étroites – ou qui étaient considérées comme telles par les professionnels de la presse et de la politique – entre la ligne « idéologico-partisane » des rédactions et des journalistes et les croyances et les convictions politiques des lecteurs – l'auteur ne parle pas ici seulement de l'exemple du *Monde* mais de l'ensemble de la presse nationale –. Dans une telle configuration, les journalistes disposent, certes, de critères de jugement professionnels mais doivent également conformer leur production rédactionnelle aux orientations qu'ils supposent ou qu'ils savent être celles de leurs lecteurs.

118. Ces enquêtes sont, dans les années soixante-dix, moins destinées à rationaliser l'adaptation des contenus journalistiques aux caractéristiques et aux préférences des lecteurs – une telle démarche ne parviendra à s'imposer aux journalistes qu'après 1982 dans un contexte d'affaiblissement des tirages et de baisse des engagements politiques dans les médias – qu'à donner aux annonceurs un aperçu des lectorats et de leurs caractéristiques économiques. *Le Monde* cherche ainsi à se prévaloir d'un public de cadres pour compenser par le pouvoir d'achat supposé de ses lecteurs un tirage qui ne peut rivaliser avec ceux du *Parisien Libéré* ou de *France-Soir*. Sur le processus de généralisation des techniques du marketing au sein de la presse nationale durant la décennie quatre-vingt, en particulier au *Monde* et dans le groupe Amaury, voir Jean-Marie Charon, *La presse en France*..., *op. cit.*, p. 259-291. On peut toutefois faire l'hypothèse que le relatif succès commercial de la presse d'opposition dans les années soixante-dix a retardé la généralisation en son sein des techniques « marketing » de rationalisation de l'offre éditoriale par rapport aux « demandes » du public telles qu'elles peuvent être perçues à partir des enquêtes de lectorat.

119. Dans le cas des rédacteurs du *Monde* voir par exemple Patrick Eveno, *Le Monde*, *op. cit.*, p. 341.

120. Cela est vrai *a fortiori* dans le cas des journaux d'opposition dont les lecteurs semblaient alors parmi les plus politisés et les plus susceptibles de rechercher dans leur quotidien ou leur hebdomadaire, un soutien

qui s'exercent sur les journalistes dans la couverture de l'actualité politique ne pourraient se comprendre si on ne voyait pas ce que de telles pratiques de régulation doivent à l'emprise des modes de pensée et des identités partisanes au sein de la fraction la plus politisée des lecteurs[121]. L'ascendant relatif que le personnel politique « de gauche » exerce avant 1981 sur la presse d'opposition apparaît donc liée au fait que les responsables de ces médias supposent qu'une part importante de leur lectorat le plus politisé n'admettrait pas que soient critiqués ouvertement les principaux porte-parole de « la gauche ». À ces contraintes structurelles, issues des relations existantes entre le personnel politique, les journaux de chaque « camp » et la fraction la plus politisée du lectorat, s'ajoutent les préférences politiques propres aux journalistes qui ont souvent été au principe de leur recrutement[122]. En ce sens, l'emprise croissante des sentiments d'appartenance partisane entre 1968 et 1981 ne pouvait pas ne pas toucher au premier chef les journalistes qui appartiennent aux catégories sociales les plus susceptibles d'être intéressées par la politique et qui ont souvent – en particulier dans la presse d'opposition – reconverti dans le journalisme une connaissance de l'espace politique acquise par le militantisme.

Jusqu'en 1981, l'orientation éditoriale des articles tend donc à être très contrôlée et apparaît rarement surprenante aux yeux des observateurs. Durant les phases électorales mais aussi pendant les périodes les plus routinières de la vie politique, la presse d'opposition soutient le personnel politique « de gauche »[123] tandis qu'à l'inverse la presse « de droite » se montre favorable à l'action du gouvernement. Cette prévisibilité du ton de la presse tend à renforcer la crédibilité des hommes politiques de chaque « camp » aux yeux de leurs partisans, puisque les seules informations critiques que ceux-ci peuvent recevoir proviennent de journalistes appartenant à des rédactions considérées comme hostiles ou aux commentaires d'adversaires politiques dont la légitimité peut paraître sujette à caution. La structuration du champ journalistique et le type de relation que les acteurs partisans entretiennent avec les rédacteurs rend improbable une éventuelle rupture de représentation – au sens de Goffman – et contribue à valider et à renforcer les

---

tacite ou explicite aux responsables des partis « de gauche ». Au sein de journaux qui avaient constitué leur lectorat sur la base d'une ligne éditoriale d'opposition au gouvernement et de soutien à l'Union de la gauche, une rupture de ton apparaissait pouvoir, avant 1981, mettre en danger leur diffusion.

121. Pour comprendre la force de cette autocensure et ses logiques de mise en œuvre, il serait intéressant d'étudier le traitement par la presse de gauche des périodes de tensions à l'intérieur de l'opposition – c'est-à-dire soit la rupture de l'Union de la gauche en 1977, soit les conflits entre François Mitterrand et Michel Rocard avant et immédiatement après le congrès de Metz en 1978 – afin d'analyser les procédures d'euphémisation de l'information au sein de chaque rédaction ; sur le rôle de la presse dans les rivalités internes au PS, voir Gilles Schneider, *La Haine tranquille*, *op. cit*.

122. Et parfois de leur affectation à un secteur particulier *Cf.*, Thierry Pfister est recruté au *Monde* pour traiter les mouvements gauchistes alors qu'il appartient au Parti socialiste.

123. En cas de tension entre le Parti communiste et le Parti socialiste (comme durant les mois qui suivent la rupture du programme commun), les polémiques publiques entre les dirigeants des deux partis sont redoublées par une lutte symbolique entre la presse non communiste et *l'Humanité* pour établir la responsabilité de la rupture.

représentations politiques bipolaires. Le système médiatique segmenté qui prévaut au moins jusqu'en 1982 repose donc sur trois facteurs, la structuration agonistique du jeu politique, celle, homologue, de l'organisation dualiste des médias où la logique de production des commentaires est alors proche des logiques partisanes et enfin l'emprise que le système des oppositions politiques constituées exerce sur les représentations et les dispositions politiques des agents dont les schèmes de perception des affrontements partisans tendent à être ajustés à la forte différentiation des offres et des discours politiques.

4) Des trajectoires professionnelles dépendantes de la segmentation du secteur des médias.

Jusqu'en 1981, la forte différenciation entre les thèmes développés par les groupes politiques appartenant à l'opposition et à la majorité et l'enrôlement des rédactions dans les luttes politiques contribuent à associer aux principaux journalistes une étiquette politique nettement identifiée : les dirigeants des rédactions et même les rédacteurs de moindre rang apparaissent embauchés et promus en raison notamment de leur conformité à la ligne politique de leur journal[124]. Une fois établie, cette image partisane les rend difficilement employables – pour des raisons de cohérence et de crédibilité professionnelle – dans une rédaction dont la ligne politique serait à l'opposé de leur identification. Avant 1981 mais également bien après, la mobilité professionnelle des journalistes de la presse nationale s'opère donc au sein de réseaux politiquement structurés. Ainsi, *le Canard Enchaîné*, *le Matin de Paris*, *Libération*, *le Monde*, *l'Evénement du Jeudi* et *le Nouvel Observateur* sont susceptibles d'échanger des journalistes comme peuvent le faire *l'Express*, *Le Point*, *le Figaro*, *France-Soir*, *le Quotidien de Paris* et les quotidiens régionaux du groupe Hersant.

> 66 % des 73 journalistes de *Libération* qui, entre 1973 et 1993, quittent le quotidien et demeurent dans le journalisme sont embauchés dans des journaux « de gauche » (n=48) dont dix-huit pour *le Nouvel Observateur*[125], onze pour *le Monde*, cinq pour *l'Événement du Jeudi*, cinq pour *le Matin de Paris* et huit pour divers titres « de gauche » (*Actuel*, *le Monde diplomatique*, *le Monde de l'éducation*, *l'Autre Journal*). Seuls 11 % (n=8) seront ensuite embauchés dans la presse classée « à droite » (dont cinq à *l'Express*, un au *Point*, un à la *Tribune de l'économie* et un au *Parisien*, alors considéré plus « à droite » qu'aujourd'hui) et dix-sept dans des journaux dont la ligne politique est moins clairement identifiée (*Courrier international*, *le Journal du dimanche*, etc.)[126]. Une analyse similaire montrerait que les journalistes du *Matin de Paris* ont été majoritairement réembauchés au sein de la presse « de gauche » tandis que ceux du *Quotidien de Paris* l'ont été dans les journaux « de

124. Il est en outre probable que la vie interne de chaque rédaction et les relations conflictuelles que chacune d'elle entretient avec ses concurrentes et avec certains professionnels de la politique tendent à faire progressivement endosser aux journalistes les positions politiques et journalistiques du titre.
125. Voir *supra* le chapitre consacré à *Libération* note 88.
126. Nous avons réalisé ce décompte à partir des indications biographiques reproduites dans Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai de* Libération, Paris, Julliard, 1994, p. 422-459.

droite ». On peut en outre faire l'hypothèse que les journalistes recrutés dans une rédaction ayant une autre orientation que leur journal d'origine ont une spécialité plus souvent « technique » (santé, sport...) que politique.

Les embauches matérialisent l'existence de réseaux d'entraide fondés sur l'appartenance politique qui tendent à favoriser l'arrivée d'un journaliste là où d'anciens membres de sa rédaction d'origine occupent déjà des postes de responsabilité, mais également les contraintes de crédibilité idéologique qui s'imposent aux producteurs intellectuels[127]. Lorsque *le Quotidien de Paris* devient après 1981, sous l'impulsion de Philippe Tesson, de plus en plus proche de l'opposition alors que la rédaction qui comprend des anciens journalistes de *Combat* et de *l'Aurore* se trouve être plutôt « à gauche »[128], beaucoup des journalistes qui partiront seront recueillis par *le Matin de Paris* et *l'Evénement du Jeudi*[129]. En 1988, une partie des anciens journalistes du *Matin de Paris* est engagée à *l'Evénement du Jeudi* ou dans d'autres rédactions proche de « la gauche »[130]. Après la disparition du *Quotidien de Paris*, les journalistes recrutés sur une ligne politique « de droite » seront partiellement réembauchés par *le Figaro* (citons notamment Paul Gilbert qui passe d'un service politique à l'autre et la journaliste chargée de SOS-Racisme, Judith Waintraub). La conformité d'un journaliste à la ligne politique de la rédaction d'accueil paraît être longtemps une condition nécessaire de son recrutement au sein de la hiérarchie d'un journal.

Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, il y a peu d'exemples de quotidiens nationaux de presse écrite ayant cherché à embaucher à un poste de responsabilité rédactionnelle un journaliste réputé être d'une orientation partisane opposée à celle de sa rédaction. Le passage d'un segment de la presse à un autre est pour un journaliste d'autant plus coûteux qu'il occupait une position plus élevée au sein de son ancienne rédaction et qu'il était plus étroitement associé à une tendance partisane. Les cas de transgression suscitent de fortes polémiques parmi les journalistes et les hommes politiques. Ainsi lorsqu'en 1980 Claude Perdriel veut engager Alain Froissart au *Matin de Paris*, la rédaction proteste contre l'arrivée d'un journaliste classé « à droite » dans un journal « de gauche » et vote la grève[131]. En

127. Pour une illustration des phénomènes de réseaux professionnels dans les médias et notamment sur l'importance du « clan d'*Europe 1* » au sein des rédactions de *TF1* ou de *la Cinq* voir Yves Roucaute, *Splendeurs et misères des journalistes*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 133-161 et Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, Paris, Fayard, 1997.

128. Selon Françoise Berger, lors d'une simulation du scrutin effectuée en 1981 avant l'élection présidentielle, 80 % de la rédaction s'était prononcée au second tour pour François Mitterrand, voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 18.

129. Voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 236-241. Frédérique Lantieri, journaliste « de gauche » appartenant au service société du *Quotidien de Paris* qui avait couvert les premiers mois de l'émergence de SOS-Racisme en 1985 avant d'être remplacée par Judith Waintraub plus conforme à la ligne politique du titre, quittera le journal pour rejoindre *l'Evénement du Jeudi*.

130. En particulier Frédéric Ploquin, le journaliste qui s'occupait de SOS-Racisme au *Matin de Paris*.

131. Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 135. « En mars 1980, lorsqu'il a voulu engager André Frossard, académicien et chroniqueur du *Figaro* qui avait rencontré Dieu sur son chemin, certes, mais aussi Robert Hersant sans plus de gêne, la rédaction du Matin s'était levée d'un bloc. Le vote pour la grève a eu lieu à une large majorité. [...] Dans l'absolu, la signature d'André Froissard dans le Matin n'était pas un mal en soi. Elle

1989, le départ de Franz-Olivier Giesbert *du Nouvel Observateur* pour *le Figaro* soulève une tempête de commentaires négatifs au sein des rédactions de la presse « de gauche » alors même que l'intensité des affrontements partisans est moindre qu'en 1981[132]. C'est parce que les journaux sont identifiés par le personnel politique comme des auxiliaires des luttes partisanes et par les fractions les plus politisées du corps électoral comme de quasi-tribunes politiques que le passage d'un journaliste d'une rédaction « de gauche » à un titre « de droite » est susceptible d'être considéré par de nombreux acteurs et observateurs comme un événement notable et analysé sous la catégorie de la « trahison »[133]. L'usage d'un tel terme implique une croyance forte en la pertinence des oppositions politiques entre le personnel politique « de droite » et « de gauche » et dans la nature partiellement idéologique de l'activité professionnelle des journalistes au sein de leur rédaction. La rupture de représentation que provoquait Franz-Olivier Giesbert en passant de l'organe de la gauche intellectuelle au principal journal « de droite » ne pouvait que susciter l'étonnement des profanes et la colère des hommes politiques « de gauche » alors même que la dédifférentiation des offres politiques avait depuis 1981 atténué la rudesse des affrontements partisans[134].

Certaines rédactions cependant, parce que les informations qu'elles diffusent sont susceptibles de toucher un public bien plus large que celui des journaux « politisés » – en

---

aurait permis de compenser le côté proche de la gauche qui lui collait à la peau. [...] Lui avoir fait barrage a renforcé l'image militante de la rédaction ». L'analyse de Françoise Berger, qui établit un rapport direct entre l'image publique « militante » du journal et la baisse de son tirage est sans doute insuffisante. En effet, tant que Valéry Giscard d'Estaing est à l'Elysée cette image d'opposant est au contraire un atout pour les ventes du journal qui progressent ainsi que les recettes publicitaires. Ce n'est que lorsque la demande d'un journal d'opposition à la droite aura baissé – et pas seulement en raison d'un « soutien » au nouveau gouvernement socialiste – que les ventes du Matin s'affaibliront.

132. L'objectif de Robert Hersant, est alors de transformer l'image jugée trop engagée « à droite » du *Figaro* après le soutien apporté à Jacques Chirac entre 1986 et 1988, voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 158-161 et Françoise Berger, *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 365-373. Le contenu des éditoriaux de Franz-Olivier Giesbert au *Figaro* montrera qu'à ce nouveau poste correspond de nouvelles références politiques et un nouveau camp partisan, c'est-à-dire que loin de contredire les logiques de l'organisation segmentée du champ de l'information (comme aurait pu le faire le maintien d'un rédacteur en chef « de gauche » dans un journal classé « à droite ») le départ de Franz-Olivier Giesbert *du Nouvel Observateur* n'en constitue qu'une illustration supplémentaire.

133. Les journalistes qui se sont trouvés durant une phase de leur trajectoire trop associés au pôle politique tendent à devenir inemployables au sein d'un journal sans mettre en danger la crédibilité professionnelles de la rédaction. Ainsi Thierry Pfister passe de la direction du service politique du *Monde* à celle du service politique *du Nouvel Observateur* puis au cabinet de Pierre Mauroy. Après le départ de Matignon de Pierre Mauroy, son image publique devenue trop clairement « partisane » l'empêche de retrouver un poste de direction dans le journalisme. Sa reconversion dans l'édition de livres politiques de journalistes lui permet de rentabiliser ses ressources sociales et son savoir-faire professionnel sans occuper une position qui mettrait en danger la réputation professionnelle de la rédaction l'ayant engagé. L'exemple inverse est celui de Max Gallo, qui, après avoir exercé les fonctions de porte-parole du gouvernement durant plusieurs années devient le rédacteur en chef du *Matin de Paris* et associe un peu plus dans l'esprit du public l'ancien journal de Claude Perdriel au PS et obérant ainsi les possibilités de redressement du quotidien.

134. On peut ainsi tenter d'imaginer les polémiques auquelles auraient données lieu le passage du rédacteur en chef *du Nouvel Observateur* à la direction du Figaro avant 1981. On peut avancer l'hypothèse que, difficile en 1989, un tel changement de journal et de camp politique aurait été structurellement « impossible » avant 1981 puisque encore beaucoup plus coûteux socialement pour le transfuge dans une configuration où les antagonismes politiques étaient plus aigues et plus fortes les croyances en la pertinence des divergences programmatiques entre les partis.

particulier les radios et les télévisions – sont contraintes de « neutraliser » leur orientation éditoriale. Si ces médias peuvent accueillir des éditorialistes associés à un groupe politique clairement identifié, il leur est nécessaire d'équilibrer ces tendances pour respecter une mise en forme « pluraliste » de la fonction éditoriale et de séparer nettement l'information « factuelle » donnée par des journalistes « ordinaires » de la station des prises de position des éditorialistes internes ou extérieurs à la rédaction[135]. Si avant 1981, les journalistes permanents les plus visibles des rédactions audiovisuelles n'échappent pourtant pas à l'image « gouvernementale » qui s'attache à l'ensemble de la radio et de la télévision, il leur sera ensuite plus facile, malgré le caractère encore toujours partisan de la plupart des nominations des directeurs de l'information et des présentateurs, de maintenir l'image « neutralisée » du contenu éditorial de leurs produits journalistiques. Dans une telle configuration, les journalistes de presse écrite ont donc quelques difficultés à pouvoir être embauchés dans les rédactions les plus neutralisées puisqu'ils sont souvent politiquement marqués par les orientations de leur précédente rédaction. Il serait pourtant difficile de discerner, à côté de la presse affiliée aux deux principales tendances politiques, un pôle journalistique « neutre » où pourraient être classés les radios et les télévisions, *le Journal du dimanche* et *la Croix* et au sein duquel les journalistes circuleraient en fonction de critères exclusivement professionnels. Nous l'avons vu, jusqu'à la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, la mise en scène de la neutralité rédactionnelle de la télévision ou des stations de radios périphériques s'avère déficiente. Ce n'est qu'après 1981, dans une conjoncture marquée par l'affaiblissement de la capacité du gouvernement à imposer une ligne éditoriale aux journaux audiovisuels et par la « neutralisation » relative des orientations éditoriales de l'ensemble de la presse parisienne, que se généraliseront des stratégies de mise en scène de l'apolitisme des orientations rédactionnelles des journaux – qui se réduiront souvent à une capacité accrue à critiquer l'ensemble des groupes politiques –.

135. Voir Philippe Riutort, « Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste », *Réseaux*, n° 76, mars-avril 1996, p. 61-81. Si avant 1981 *Europe 1* apparaît « giscardienne » aux yeux des dirigeants du PS et d'une fraction du public, c'est entre autre parce que l'équilibre des orientations politiques des éditorialistes n'est plus respecté.

B) Les transformations du champ des médias après 1981.

1) Affaiblissement tendanciel de la prééminence des hommes politiques sur les journalistes

Après 1981, on peut constater un affaiblissement structurel de l'emprise des acteurs politiques sur les médias, en raison d'un ensemble de processus induits par l'alternance politique. Le passage dans l'opposition des personnels politiques giscardiens et gaullistes tend à réduire sensiblement l'influence qu'ils pouvaient avoir sur les médias audiovisuels institutionnels mais aussi sur les rédactions indépendantes dont ils étaient proches (*L'Express* et le *Point*, *le Figaro*, *le Quotidien de Paris* et *France Soir* ainsi que certaines radios périphériques comme *Europe 1*) puisque leurs moyens de pression et leur pouvoir sur les marchés publics sont considérablement diminués. Les ressources des gaullistes et des giscardiens vis-à-vis des journalistes étaient fondées de longue date sur les positions institutionnelles qu'ils occupaient, tandis que seules les principales personnalités de la gauche se étaient connues nationalement[136]. Le contrôle exercé sur les médias d'Etat garantissait au personnel gouvernemental un accès routinisé et non disputé aux journaux télévisés. Après 1981, l'attention de la presse, perçue par l'ancien personnel gouvernemental comme une situation normale cesse de lui être acquise. Les anciens ministres doivent alors faire face simultanément à la démonétisation accélérée de leurs ressources politiques fondées sur des positions électives dont ils ne sont plus titulaires et à l'apparition de nouveaux concurrents au sein de leurs partis appuyés sur des dirigeants de premier plan (François Léotard, Alain Madelin et Gérard Longuet promus par Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Toubon, Alain Juppé, Philippe Séguin ou Charles Pasqua par Jacques Chirac qui accéderont tous en 1986 à des postes ministériels). Enfin la concurrence entre les personnels politiques gaullistes et giscardiens, exacerbée par les tensions qui ont suivi le départ de Jacques Chirac de Matignon en 1976 et la campagne électorale de 1981[137] n'est plus régulée, pour la première fois depuis 1958, par l'autorité institutionnelle du président ou du premier ministre et peut au contraire se déployer dans les colonnes des journaux et auprès des électeurs lors des premiers tours des scrutins. Dans une moindre mesure, le

136. Le rôle des informations régionales entre 1974 et 1981 – alors d'autant plus suivies qu'elles sont retransmises sur les deux principales chaînes nationales – dans la promotion télévisée de quasi « candidats officiels » (au sens du second Empire) dans chaque département n'a pas encore fait l'objet d'une étude particulière. L'établissement des ressources politiques et de la notoriété locale du personnel politique par les médias régionaux joue un rôle d'autant plus grand que les arrondissements ruraux sont sans doute ceux où l'intérêt pour la politique est le moins grand et qui sont les plus susceptibles d'échapper aux logiques partisanes nationales.

137. Voir notamment Catherine Nay, *La double méprise*, *op. cit*.

renouvellement de la direction du Parti socialiste, provoqué par la nomination de ses principaux leaders au gouvernement, va également conduire à l'apparition de nouvelles personnalités (les ministres de second rang, une partie des députés, les nouveaux cadres du parti) qui vont chercher à accroître leur notoriété et leur « ministrabilité » par des stratégies dirigées vers les médias autant que vers les structures partisanes.

Cette augmentation de la concurrence au sein de chaque « camp » politique et l'intensification des luttes pour les positions de pouvoir entre la gauche et la droite – liées à une perspective d'alternances plus fréquentes que durant la première partie de la Vème république – a pour conséquence une autonomie relative accrue des journalistes qui sont amenés à choisir partiellement les hommes politiques invités à s'exprimer sur l'actualité – exception faite de ceux qui sont institutionnellement placés au premier plan – . Ce choix se fera sur des critères souvent essentiellement « médiatiques » – comme la capacité à s'exprimer à la télévision – et aura pour conséquence un accroissement de l'autonomie relative des journalistes par rapport aux hommes politiques et en particulier ceux dont ils sont les plus proches[138]. La diminution de la capacité des structures partisanes à imposer leurs critères de choix dans le processus de renouvellement du personnel politique sera sensible lorsqu'apparaîtront durant les années quatre-vingt des entrepreneurs politiques semi-indépendants disposant d'une fortune personnelle ou des ressources d'une collectivité locale mais dont le principal capital politique sera constitué par leur capacité à « bien passer » dans les médias audiovisuels et à s'appuyer sur les journalistes de télévision pour contourner leurs autorités partisanes[139]. Enfin, dans une conjoncture électorale qui a vu l'affaiblissement de l'assise locale de beaucoup de notables de l'ancienne majorité (lors des élections municipales en 1977 et législatives en 1978 et 1981), la capacité de Robert Hersant – par son contrôle des orientations rédactionnelles d'une proportion importante des quotidiens locaux – à favoriser la sélection et l'éligibilité de certains candidats de l'UDF ou du RPR, le place en position de jouer un rôle politique au sein de l'opposition et contribue à atténuer la situation de subordination que les principaux journalistes de son groupe pouvaient auparavant entretenir avec les ministres et les dirigeants politiques[140].

---

138. Cette transformation du rapport de force entre journalistes et hommes politiques s'accompagne du développement d'instruments de mise à distance des politiques ou de relativisation de leur pouvoir comme les sondages, voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990. Voir aussi Bernard Lacroix, « La crise de la représentation politique », *Scapel*, vol. 1, 1994, p. 6-29, Erik Neveu, « La dynamique des médias dans la construction sociale de la " crise de la représentation " », *L'aquarium*, 10, 1992, p. 5-23.

139. Citons en particulier Bernard Tapie, Alain Carrignon, Michel Noir. On peut faire l'hypothèse que la précarité des circuits financiers mis en place pour entretenir leur notoriété politique joints au relatif isolement partisan induit par ce mode de carrière politique « par les médias » ont fragilisé ces hommes politiques et ont facilité leur mise à l'écart de la vie publique par une série de révélations scandaleuses.

140. Cette influence se mesure en partie au nombre de députés employés par le groupe Robert Hersant, qu'il s'agisse de cadres du groupes qui voient augmenter leurs chances d'obtenir l'investiture du RPR ou de l'UDF ou de l'effort de Robert Hersant de faire travailler dans ses journaux des personnalités politiques de « la droite ».

Si la nouvelle majorité remplace assez rapidement les présidents des chaînes de télévision et les directeurs de l'information[141], le gouvernement de Pierre Mauroy n'obtiendra jamais sur la nouvelle télévision le degré de contrôle qu'avaient pu avoir les gouvernements gaullistes ou giscardiens[142]. L'indépendance accrue des rédactions audiovisuelles sera manifeste lorsque le gouvernement sera dans l'impossibilité de limiter la reprise dans les journaux télévisés des informations sur « l'affaire » des « irlandais de Vincennes » ou celle du « Rainbow Warrior »[143]. Parallèlement, on observe un affaiblissement des moyens de pressions des dirigeants du Parti socialiste sur la presse de gauche. D'une part, la réalisation de l'alternance tant attendue et l'éloignement des échéances électorales rend moins pressante pour les journalistes les plus proches de la nouvelle majorité l'obligation de soutenir le personnel politique de leur « camp » et moins efficaces les injonctions à la solidarité politique. D'autre part, la désaffection des électeurs pour le nouveau gouvernement qui va se manifester assez vite lors des élections cantonales et municipales de 1982 et 1983, va conduire les responsables de rédactions « de gauche » à souhaiter marquer une prise de distance vis-à-vis du PS. On observe donc à partir de 1981 une diminution simultanée des possibilités de contrôle du contenu éditorial des journaux selon des logiques partisanes dans les deux « camps » politiques.

La diminution de l'emprise des groupes politiques sur les médias va également être facilitée par la croissance du nombre des rédactions et par l'extension du marché du travail pour les journalistes : en rendant plus aisées les possibilités de reclassement et de réembauche en cas de conflit et de démission, l'élargissement de l'offre rédactionnelle tend à accroître l'indépendance et les possibilités de résistance aux pressions. La diversification de la presse magazine, la création des radios privées de la bande FM, celle de *France Info*, de *Canal Plus*, de la *Cinquième* chaîne, la privatisation de *TF1* entraînent une augmentation du nombre des grandes rédactions nationales de presse écrite ou audiovisuelle susceptibles d'employer des journalistes. Cette accroissement du nombre des rédactions se traduit par une hausse sensible du nombre des titulaires d'une carte de presse qui augmente de 14 % entre 1970 et 1975, de 20 % entre 1975 et 1980 mais de plus de 30 % entre 1980 et 1985[144].

---

141. Voir Jérôme Bourdon, *Haute Fidélité*..., *op. cit.*, p. 229-232.
142. Voir Arnaud Mercier, *Le journal télévisé*, *op. cit.*, p. 50-51 : « Les choses ont changé pour les journalistes [en 1981]. Les pressions sont moins directes, les risques de perdre son emploi ont diminué, même si les ministres socialistes continuent à faire connaître leurs desiderata. On est passé d'un contrôle institutionnel à un contrôle interactionnel, de pratiques prescriptives à des pratiques incitatives. [...] Dans ce cadre nouveau, le pouvoir politique n'est plus " qu'un lobby comme les autres " ». Voir également Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992.
143. Sur les pressions politiques à la télévision entre 1981 et 1986 voir le témoignage de Roland Passevant, *Journalistes sous haute surveillance. 1981-1987. À TF1 dans les rouages de la désinformation*, Paris Messidor, 1987.
144. Taux calculés à partir des chiffres fournis par la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ; Institut français de presse, *Les journalistes français en 1990*, La documentation française-SJTI-CCIJP, 1992, p. 15, cité *in* Jean-Marie Charon, *Cartes de presse*, *op. cit.*, p. 341.

Le relatif équilibre – dû aux alternances successives de 1981, 1986 et 1988[145] – entre les rédactions affiliées aux deux camps politiques implique un accroissement plus que proportionnel des possibilités d'emploi des journalistes classés « à gauche » dont les perspectives professionnelles étaient avant 1981 plus étroites. L'employabilité accrue de ces journalistes leur permet donc d'être moins contraints qu'auparavant par les pressions exercées par les hommes politiques de leur camp. La possibilité nouvelle pour les grandes plumes de changer d'employeur entraîne également une moins forte soumission des principaux journalistes aux pressions institutionnelles d'une part mais aussi aux pressions des hommes politiques de leur propre camp lorsqu'ils appartiennent à l'opposition[146]. Le niveau d'autocensure des journalistes de télévision, auparavant élevé, tend donc à décroître à partir de 1982.

La création ou la privatisation de nouvelles chaînes, même opérées selon des logiques partisanes dans lesquelles les médias et leurs rédactions sont confiées ou affermées à des « amis » politiques, aboutissent donc à un affaiblissement tendentiel des capacités du personnel politique à faire pression sur les journalistes, par le seul effet de l'accroissement du nombre d'opportunités professionnelles offertes aux principaux journalistes[147]. Les journalistes disposant d'un crédit professionnel et d'un capital de notoriété se voient recherchés par les nouveaux propriétaires de médias pour asseoir la crédibilité de leur rédaction et pour attirer le public. La possibilité nouvelle pour les « grandes plumes » de changer d'employeur entraîne un affaiblissement du niveau d'autocensure des journalistes vis-à-vis du personnel politique par le seul effet de l'accroissement du nombre d'opportunités professionnelles offertes. L'augmentation des salaires des journalistes de télévision les plus connus du public, constitue un indicateur du rôle croissant joué par tous les journalistes susceptibles d'apparaître à l'antenne et rend manifeste le nouveau statut symbolique de la profession (même si la moyenne des émoluments au sein de la profession reste très éloignée de ces sommes)[148]. À partir de 1981, les hommes politiques ne sont donc plus face

145. Les observateurs politiques et les journalistes considèrent généralement que la rédaction de *TF1* penche plutôt à droite, *Canal Plus* plutôt « à gauche » et la *Cinquième* chaîne au « centre » ou au « centre-gauche » malgré la présence de Robert Hersant dans son capital. Cependant, ces orientations demeurent peu marquées parce que les logiques commerciales propres aux médias audiovisuels conduisent à une neutralisation du contenu politique des journaux d'information télévisés. Voir Jérôme Bourdon, *Haute Fidélité*..., *op. cit.*, p. 229-321, Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992 et Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, *op. cit*.

146. Sur les éditorialistes d'*Europe 1* voir Philippe Riutort « “ Au nom du nom ” ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'*Europe 1* » *in Scalpel*, vol. 2-3, 1997.

147. Sur le caractère partisan des attributions de fréquences télévisuelles entre 1984 et 1987, pour Canal Plus, La Cinquième et lors de la privatisation de TF1, voir encore Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La télé*..., *op. cit.*, et Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, *op. cit*. p. 163-239 notamment sur l'attribution de TF1 à Francis Bouygues plutôt qu'à Jean-Luc Lagardère et Jérôme Bourdon, *Haute Fidélité*..., *op. cit.*, p. 258-282.

148. Sur les salaires des journalistes et des dirigeants de rédaction en 1990, voir Yves Roucaute, *Splendeurs*..., *op. cit.*, p. 37-56. Jusqu'en 1987, les animateurs tels que Michel Drucker et les présentateurs du journal étaient payés comme des journalistes ordinaires, c'est-à-dire beaucoup moins bien que les chefs de rédaction ; voir Véronique Brocard, *La télévision*, *op. cit.*, p. 184-185. Sur la concurrence entre les chaînes

aux principaux journalistes dans la même position qu'auparavant, lorsque l'éviction d'un journalistes était susceptible d'être demandée par les principaux dirigeants de la majorité parlementaire. Non seulement les hommes politiques ne disposent plus d'autant de moyens institutionnels ou d'influence pour faire pression sur les journalistes vedettes ou les directeurs de l'information mais ils tendent au contraire à leur devenir redevables pour l'établissement de leur notoriété politique.

L'augmentation du nombre de radios et de télévisions accompagne un processus de transformation du mode de financement des médias audiovisuels. Face à la concurrence des nouvelles télévisions, la redevance n'est plus en mesure d'assurer des ressources suffisantes aux chaînes publiques sans une augmentation sensible de ses tarifs que les gouvernements entre 1984 et 1988 ne souhaitent pas imposer, ce qui va conduire à l'accroissement de la part du financement publicitaire dans le budget des télévisions publiques. Parallèlement, la publicité tend à devenir la principale source de revenus de la presse tandis qu'augmente la part de la télévision dans le total des dépenses publicitaires. Les ressources publicitaires de la télévision qui représentaient en 1983 73 % de celles de la presse quotidienne en représentent 128 % en 1988 (voir tableau 2). La création de *Canal Plus*, de la Cinquième chaîne et la privatisation de *TF1* se traduisent par un quasi doublement des dépenses publicitaires à la télévision[149]. Le contrôle des pouvoirs publics sur les télévisions privées – que ce soit par l'intermédiaire de la Haute Autorité et de la CNCL ou par des moyens non institutionnels – demeure faible tandis que les télévisions publiques sont de plus en plus dépendantes des logiques de recherche de l'audience induites par l'emprise du marché publicitaire. Les responsables de ces chaînes sont ainsi amenés à aligner en partie leurs programmes mais aussi leurs journaux télévisés sur ceux des chaînes privées. L'entrée des chaînes et des journaux télévisés dans une logique de concurrence contribue à rendre plus difficile un contrôle direct des propriétaires ou des autorités de

---

privées ayant abouti à la flambée des rémunérations des animateurs de télévision voir Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La télé*..., *op. cit.*, p. 419-434 : « C'est une valse inimaginable de chiffres. Jusqu'à ce moment [1987], les salaires de la télévision publique dépassent rarement 40.000 à 50.000 francs pour les animateurs, moitié moins pour les journalistes stars. D'un seul coup, on offre à certains de " doubler " ou " tripler " leur rémunération. Quand aux animateurs les plus recherchés, c'est un système encore bien plus profitable qui se met en place. Sur les conseils notamment de Silvio Berlusconi, ils créent leur propres sociétés de production. Ces animateurs producteurs ne travailleront plus en échange d'un salaire " dérisoire " de 100.000 ou 150.000 francs mais auront une enveloppe budgétaire par émission dont ils négocieront le montant, qui pourra dépasser 3 millions de francs ». On peut faire l'hypothèse que l'exemple fourni par les nouveaux salaires des animateurs de la Cinq et de TF1 ont encouragé l'accroissement des rémunérations des journalistes vedettes.

149. De 14,5 % du total des dépenses publicitaires en 1978, la télévision passe à 16,5 % en 1984 avant la création de *Canal Plus* et de la Cinquième chaîne. La croissance des parts de marché de la télévision se fait donc ensuite : 19 % en 1986 puis 24,5 % en 1988 alors que le marché publicitaire connaît lui-même une forte croissance de son chiffre d'affaires passant de 34,5 milliards de francs constants de 1995 en 1985 à 46,5 en 1987. Voir Jean-Marie Charon, *La presse en France*, *op. cit.*, p. 106 et Florenson (P.), Brugière (M.), Martinet (D.), *Douze ans de télévision, 1974-1986*, p. 225-238. Durant les années soixante-dix, la rédaction du *Monde* considérait que les recettes issues de la vente devaient à peu près équilibrer les revenus de la publicité (voir Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 223-236.). Cette proportion se dégrade ensuite au bénéfice de la publicité.

tutelles sur le contenu proprement politique des commentaires journalistiques ou sur les modes de présentation des informations[150]. Les personnels des rédactions du service public comme ceux des chaînes privés considèrent en effet qu'un tel contrôle pourrait porter atteinte à la crédibilité journalistique de la rédaction et risquerait d'entraîner une chute de l'audience – argument auquel les responsables de médias, en particulier privés, peuvent se montrer sensibles[151]. L'apparition de chaînes privées tend donc à affaiblir durablement le contrôle direct que le personnel politique au pouvoir était susceptible d'exercer sur la télévision.

150. Pierre Péan et Christophe Nick cherchent à montrer *a contrario* que Francis Bouygues a acquis *TF1* pour bénéficier d'un instrument d'influence sur la classe politique. *TF1* serait moins destinée à être intrinsèquement rentable qu'à servir de levier pour l'obtention de marchés publics par les autres entreprises du groupe Bouygues ; voir Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1. Un pouvoir*, *op*. *cit*. Cependant, outre que la stratégie non-commerciale de l'entreprise deviendrait particulièrement manifeste si TF1 n'était pas bénéficiaire, un tel calcul n'est concevable qu'à la condition que le journal garde une crédibilité professionnelle et qu'il ne s'écarte pas trop nettement de l'offre rédactionnelle des journaux concurrents. La dégradation de l'image publique de la chaîne – qui touche toutefois plus la programmation de divertissements que les journaux – peut laisser penser que la participation active de la hiérarchie de la rédaction aux campagnes électorales de 1993 et de 1995 n'a pas été sans conséquences pour la réputation professionnelle des journalistes de TF1.

151. La croyance en l'effet négatif des orientations politiques des journaux sur leur crédibilité journalistique et sur leur audience apparaît bien établie chez les professionnels de la télévision et de l'information. Ainsi selon Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, Robert Hersant souhaitait accorder aux journalistes de la *Cinq* dont il était propriétaire conjointement avec Silvio Berlusconi une autonomie dont n'auraient pas bénéficié dans la même mesure les rédacteurs des journaux de presse écrite qu'il possédait : « Aux journalistes-vedettes qu'il veut recruter, parmi lesquels Bruno Masure, Marie-France Cubbada, Pierre-Luc Séguillon, et qui se demandent ce que sera l'information sur une chaîne Hersant, le P-DG de la Socpresse tient un même discours : Moi, pour faire de la politique, j'ai mes journaux. Si je veux faire de l'agitation, je m'en sers. La *Cinq*, c'est différent. Sur cette chaîne, l'information sera ce que les journalistes en feront... *À* vous de voir. » Pas question de créer une Figaro-Télévision ; Berlusconi l'a convaincu que ce serait le plus sûr moyen de faire fuir les téléspectateurs », Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer, *La télé*..., *op*. *cit*., p. 420. On peut cependant s'interroger, au vue de l'étroitesse de l'offre d'information et de la forte structuration des habitudes d'écoute – la « messe » du 20 heures sur trois puis deux chaînes après la disparition de la *Cinq* – sur les possibilités d'un public partiellement captif d'échapper à un journal télévisé dont il n'approuverait pas l'orientation politique ou journalistique. Les considérables distorsions de l'information sur *TF1* entre 1991 et 1995 alors même que la chaîne restait en tête des sondages audience laisse penser que le public est peu sensible aux manipulations de l'information pourvu que celles-ci ne prennent pas la forme du commentaire critique le plus manifestement partisan ; voir Pierre Péan et Christophe Nick, *TF1, un pouvoir*, *op*. *cit*.

Tableau 1 : Recettes publicitaires de la presse et de la télévision en France entre 1968 et 1988

	1968	1978	1981	1983	1985	1987	1988
Presse	13700	15300	16000	19000	20600	25000	27600
dont quotidiens	-	7000	7000	7200	7200	8700	9500
T.V.	387	3600	4000	5300	6000	9800	12200
total grands médias	17700	24850	26800	32000	34600	46400	49600

source IREP (en millions de francs constants 1995)[152].

De plus en plus dépendantes des procédures de mesure de l'audience, les directions de chaînes publiques ou privées sont conduites à proposer des programmes et des journaux télévisés susceptibles de n'écarter aucune catégorie de téléspectateurs. Alors que le monopole d'État sur la télévision permettait au gouvernement d'exercer une tutelle directe sur les journalistes et le contenu de l'information, le processus de privatisation et l'accroissement de la concurrence vont au contraire contraindre la direction des chaînes – y compris celles du service public – à proposer un produit journalistique politiquement « neutralisé » acceptable par des téléspectateurs dotés de préférences partisanes hétérogènes, affaiblissant ainsi l'emprise des propriétaires ou des autorités de tutelle sur les modes de présentation des informations ou sur le contenu proprement politique des commentaires journalistiques.

Cet ensemble de transformations structurelles des relations entre les journalistes, les directions des médias, les régies publicitaires et les hommes politiques va également se traduire par un processus de « neutralisation » relative des lignes éditoriales de l'ensemble de la presse, en particulier celles de la presse « de gauche », qui va être conduite à transformer son orientation idéologique et l'attitude adoptée à l'égard du gouvernement de gauche et de l'ensemble des organisations associées au PS. Dans un premier temps, le changement de majorité et les transformations des contraintes institutionnelles s'exerçant sur le discours politique tenu par les nouveaux responsables gouvernementaux, va obliger les principaux journaux classés « à gauche » à modifier leur ligne éditoriale pour rester en phase avec l'offre politique du personnel gouvernemental dont ils sont proches. Mais la baisse des tirages que connaît l'ensemble des titres qui se réclament de « la gauche » va

152. François Balle, *Médias et société*, 5ème éd., Paris, Montchrétien, p. 171.

ensuite conduire ces rédactions à adopter des stratégies de prise de distance avec un gouvernement avec lequel elles se voyaient trop étroitement associées. Ces stratégies vont se traduire entre 1983 et 1986 puis après 1988 par l'adoption d'un ton plus nettement critique à l'égard du personnel gouvernemental et des organisations qui lui sont supposées « proches ».

2) La baisse de l'audience de l'ancienne presse d'opposition et les transformations de ses contenus éditoriaux après 1981

Aux logiques économiques et professionnelles favorisant le processus de « neutralisation » des lignes éditoriales des journaux doivent être ajoutées les contraintes proprement politiques qui concourent à amarrer les schèmes d'analyse et de jugement des journalistes à l'offre politique des partis dont leur rédaction est proche. Si les évolutions idéologiques des responsables socialistes après 1981 ont été souvent soulignées, soit pour regretter l'abandon des « idéaux de la gauche », soit pour se féliciter du nécessaire *aggiornamento* économique du PS et de l'adoption d'une « culture de gouvernement » (voir *supra*), on s'est peu intéressé au fait que la presse d'opposition qui, durant les campagnes électorales de 1974 à 1981, apportait son soutien aux programmes successifs des hommes politiques « de gauche », ait pu aussi rapidement que le personnel de la nouvelle majorité changer d'attitude et soutenir les nouveaux thèmes politiques défendus par les gouvernements de Pierre Mauroy puis de Laurent Fabius. Si les besoins argumentatifs d'un parti au gouvernement sont structurellement différents de ceux d'un parti d'opposition, il apparaît plus difficile de comprendre la transformation des orientations éditoriales de l'ancienne presse d'opposition – passée en l'espace de trois ans de l'approbation du programme des nationalisations à celle du « tournant de la rigueur » – ainsi que de la faible résistance rencontrée au sein des rédactions au cours de ce processus. Pour rendre compte de l'étonnante rapidité avec laquelle s'est faite cette transformation des orientations éditoriales de l'ancienne presse d'opposition, il est nécessaire de comprendre les logiques sociales qui lient le personnel politique de chaque « camp » partisan et les journalistes et les rédactions qui lui sont associés. Ainsi, il apparaît que les journalistes sont en partie « astreints » à suivre les orientations idéologiques des hommes politiques dont ils sont réputés proches, que ceux-ci soient dans l'opposition (voir *supra*) ou *a fortiori* au gouvernement.

La structuration homologue du champ politique et du champ de l'information politique, stable en l'absence d'alternance, va être profondément transformée par l'élection de

François Mitterrand à la présidence de la République. Après la nomination de Pierre Mauroy à Matignon, le tirage des journaux qui s'opposent au nouveau gouvernement tend à augmenter tandis que celui des titres qui le soutiennent diminue (voir le tableau 2)[153]. *Le Monde* voit sa diffusion nationale payée chuter entre 1981 et 1984 de 350.000 à 280.000 exemplaires par jour tandis que *le Matin de Paris* perd le tiers de ses ventes. Parmi les journaux classés « à gauche », seul *Libération* qui est alors en train de rompre avec son image de journal « marginal » en rapprochant son contenu rédactionnel de ceux du *Monde* et du *Matin de Paris*, gagne plus de lecteurs qu'il n'en perd[154]. Cette évolution touche seulement quelques dizaines de milliers de lecteurs mais en quelques mois *le Monde* et *le Matin de Paris* se situent en dessous de leur seuil de rentabilité. L'interprétation que les dirigeants de ces rédactions font de la baisse de leur tirage est spontanément d'ordre politique : si le nombre d'acheteurs des journaux les plus favorables au PS baisse tandis que celui des journaux d'opposition progresse, c'est parce qu'ils sanctionnent une ligne éditoriale de soutien au nouveau gouvernement.

> Il est douteux que les lecteurs des quotidiens « de gauche » aient pu en quelques mois se reporter sur les journaux appartenant au camp politique opposé selon le modèle du « marché » où le client déçu par un produit est immédiatement disposé à choisir son concurrent. Les lecteurs de journaux appartiennent en effet aux catégories sociales les plus susceptibles d'avoir des convictions partisanes leur rendant difficile la lecture d'un quotidien opposé à celles-ci. Cependant, cette transformation rapide de la demande manifeste à l'évidence une baisse des motivations d'achat pour les journaux « de gauche » et d'une augmentation des motivations d'achat pour les journaux d'opposition. On peut faire l'hypothèse que cette évolution recouvre deux phénomènes et deux temporalités distincts : d'une part, la demande d'articles critiques à l'égard du gouvernement de Raymond Barre – dont le tirage des journaux d'opposition bénéficiait partiellement – disparaît après la nomination de Pierre Mauroy à Matignon ; simultanément, certains électeurs qui s'identifiaient à l'ancien gouvernement et qui, avant 1981, achetaient de façon irrégulière un quotidien, cherchent dans une lecture plus assidue d'un journal d'opposition des éléments de réassurance de leurs convictions. Cette hypothèse permet de rendre compte de la rapidité de la baisse du tirage des journaux « de gauche » et de la hausse de celui des journaux « de droite » qui ne pourraient s'expliquer par l'apparition dès juin ou septembre 1981 de « déçus du socialisme ». D'autre part, il est possible, dans un second temps seulement, que la déception relative suscitée par les premiers mois du nouveau gouvernement ait détourné une partie des lecteurs « de gauche » des journaux les moins critiques à l'égard du pouvoir (*le Monde* et *le Matin de Paris*) et qu'au contraire les premières personnes mécontentes du nouveau gouvernement se soient mises à rechercher des journaux proposant une analyse critique de celui-ci. Enfin, on peut constater que le ton en usage dans les journaux de gauche à l'égard du gouvernement change radicalement après 1981, puisqu'auparavant fondé sur l'ironie, la critique et la dénonciation du personnel politique au pouvoir – caractéristiques pour lesquelles une partie de leurs lecteurs les achetaient – il devient plus mesuré et moins incisif, conséquence de l'embarras qu'éprouvent les journalistes à défendre le gouvernement. Il est donc vraisemblable qu'une

153. Après 1981, la baisse continue du tirage de *France-Soir*, journal plutôt classé « à droite », n'est que la poursuite de la chute de la diffusion des quotidiens populaires sous l'effet de la concurrence de la télévision (*France-Soir* et *le Parisien* passent d'un tirage cumulé de 1700 000 exemplaires quotidiens en 1967 à 700 000 exemplaires en 1980). Si les ventes de France-Soir ne bénéficient pas de la présence du nouveau gouvernement c'est sans doute parce que les motivations d'achat des lecteurs des quotidiens populaires sont moins liées à la ligne politique du journal que celles des lecteurs de journaux plus prestigieux.

154. Voir Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai*..., *op. cit.*, p. 187-230.

> partie du lectorat des journaux d'opposition avant 1981 ait davantage recherché leur posture ironique et contestataire envers les détenteurs des positions d'autorité qu'un soutien politique apporté au personnel de « la gauche ».

Quelles qu'aient pu être les causes effectives de la mévente des journaux « de gauche » celle-ci va conduire leurs dirigeants à infléchir leur ligne éditoriale en adoptant des stratégies de prise de distance symbolique envers le Parti socialiste. Les trajectoires commerciales et éditoriales opposées du *Matin de Paris* et du *Monde* entre 1983 et 1988 seront interprétées par les professionnels de la presse comme une confirmation de la nécessité, pour les rédactions classées « à gauche », d'adopter vis-à-vis du gouvernement une attitude plus visiblement critique. Les nominations de Max Gallo et de Paul Quilès, dirigeants du Parti socialiste, à la direction du *Matin de Paris* seront considérées comme ayant compromis la crédibilité professionnelle du journal qui voit ses ventes chuter et disparaît en 1988. À l'inverse, *le Monde* – qui disposait de ressources financières et symboliques supérieures à celle du *Matin* – sera réputé être parvenu à stabiliser son tirage en adoptant lors des « affaires » des « Irlandais de Vincennes », du « Rainbow Warrior » ou de Péchiney, une attitude critique à l'égard du gouvernement.

Tableau 2 : Évolution de la diffusion payée en France des journaux nationaux

entre 1981 et 1996[155].

Année	1981(1)	1984 (2)	1985 (2)	1986 (3)	1991 (1)	1994 (4)	1996 (3)
Le Figaro	308.000	338.000	367.000	414.000	392.000	374.000	349.000
France Soir	380.000	356.000	348.000	325.000	217.000	186.000	162.000
Le Parisien	329.000	321.000	342.000	347.000	379.000	427.000	457.000
Le Monde	349.000	279.000	265.000	284.000	323.000	344.000	325.000
Libération	48.000	105.000	123.000	150.000	166.000	170.000	151.000
Le Matin de Paris	185.000*	120.000	80.000	-	-	-	-
L'Humanité	122.000	97.000	91.000		67.000		
La Croix	108.000**	130.000	100.000		100.000		

* diffusion 1980, ** Diffusion 1982, source Bayard.

Alors que la prospérité commerciale de la presse d'opposition permettait une certaine indépendance rédactionnelle à l'égard de la publicité et autorisait des lignes politiques diversifiées, la contraction de la demande des journaux « de gauche » va au contraire avoir pour conséquence un accroissement de la concurrence entre ces quotidiens et le renforcement de l'emprise des logiques économiques dans la définition des contenus journalistiques. Avant 1981, le *Matin de Paris*, *Libération*, *le Monde*, *l'Humanité* ou *le Nouvel Observateur* s'adressaient à des lecteurs appartenant à des catégories sociales et des sensibilités politiques en partie distinctes ce qui rendait malaisé le passage des lecteurs d'un titre à un autre. La chute des tirages, la présence au gouvernement des partis « de gauche » dont l'offre politique est devenue sensiblement plus modérée et la stratégie de « recentrage » de *Libération* aboutissent à une dédifférenciation des offres journalistiques de ces titres et tend à accroître la possibilité pour les lecteurs de changer de quotidien. *Le*

155. (1) colonnes 1981 et 1991 source OJD, issues de Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 409. (2) colonnes 1984 et 1985 source OJD issues de Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, Paris, Samuel Tastet éditeur, 1988, p. 316. (3) source DSH et OJD *Le Parisien* 2 juin 1997. (4) source OJD *Libération* 7 janvier 1996. Voir également Patrick Eveno, *Le Monde*..., *op. cit.*, p. 481, 482 et 513. Ces chiffres de tirages quotidiens moyens sont donné ici à titre indicatif tant ils sont susceptibles de varier en fonction de l'organisme qui effectue la mesure et des types de diffusion considérés (payante, totale, lecture dernière période, etc.). Il ne faut s'attacher qu'à l'ordre de grandeur de ces ventes et aux évolutions globales qu'elles révèlent.

Monde, *Libération* et *Le Matin de Paris* se livrent une concurrence d'autant plus rude qu'ils ont alors la conviction de s'adresser au même public potentiel.

> De nombreux témoignages viennent confirmer qu'entre 1981 et 1985 les dirigeants des journaux « de gauche » se sentent en situation de concurrence croissante en particulier du fait de l'augmentation des ventes de *Libération* qui n'est plus compensée par l'accroissement global du marché de la presse d'opposition : « [...] *Libération* devient [en 1983-1984] quotidiennement la hantise du *Monde*. C'est un modèle interdit, mais un modèle qui fait envie à bien des égards » (Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*..., *op. cit.*, p. 196). À partir de 1982 les dirigeants du *Monde* s'inquiètent de la similitude existant entre le lectorat de *Libération* et le leur : « Pour *Libération*, nous venons d'avoir les résultats d'un sondage des lecteurs et nous nous sommes aperçus que nous vivions sur une idée fausse. Nous pensions que *Libération* était lu surtout par des marginaux. En réalité, il atteint exactement la même cible sociologique que celle du *Monde* : les étudiants, les jeunes de 15 à 24 ans, les enfants de cadres moyens ou supérieurs. Nous avons manqué de réflexe » (Jacques Fauvet [directeur du *Monde*] au comité d'entreprise du 24 mai 1982, cité in Patrick Eveno, *le Monde*, *op. cit.*, p. 354). André Laurens estime que « Le lecteur de *Libération*, c'est l'ancien lecteur du *Monde* ; même niveau socioculturel, mêmes diplômes. C'est peut-être inquiétant mais il vaut mieux le savoir », (*ibid*). Selon Françoise Berger, « Chaque matin [entre 1982 et 1983], Claude Perdriel [directeur du *Matin de Paris*] arrivait avec les chiffres de vente : " Nous aurons *Libé*. July a juré d'avoir notre peau, mais c'est nous qui aurons la sienne. Ce sera *Libération* ou nous " » ; (Françoise Berger, *Journaux*..., *op. cit.* p. 192).

L'affaiblissement de la santé économique de ces quotidiens va accroître leur dépendance à l'égard des logiques du marché publicitaire. Puisque les lecteurs recherchant des prises de positions « de gauche » semblent devenir moins nombreux, les dirigeants de journaux, plutôt que d'investir des secteurs idéologiques devenus trop étroits, vont chercher à se rendre acceptables par des « acheteurs » dotés de préférences politiques dissemblables et à se situer dans des positions éditoriales « médianes ». En outre, les « annonceurs » publicitaires, pour rentabiliser leurs investissements, privilégient les journaux dont la ligne politique reste compatible avec un lectorat de « cadres » disposant d'un pouvoir d'achat élevé[156]. Or, statistiquement, le vote « à gauche » ou la propension à avoir des opinions politiques « radicales » varient en raison inverse des revenus et du patrimoine détenu[157]. Une rédaction qui aurait continué de soutenir les thèmes politiques du programme socialiste de 1980 et qui aurait reproché au PS « le tournant de la rigueur » se serait retrouvée de fait placée à l'extrême gauche du champ de l'information et aurait pu craindre d'éloigner la fraction de son lectorat la plus intéressante pour les « annonceurs » nécessaires à son équilibre financier[158]. L'augmentation de la part de la publicité dans les recettes des journaux

---

156. Le rendement publicitaire de chaque lecteur est ainsi supérieur au sein des journaux ayant un lectorat de cadres. En 1978, pour une diffusion trois fois supérieure à celle du *Matin de Paris* et deux fois plus forte que celle de *l'Humanité*, *le Figaro* perçoit douze fois plus de recettes publicitaire que le premier et quatorze fois plus que le second. Source secodip, citée in Yves Agrès et Jean-Michel Croissandeau, *Lire le journal*, Paris, Ed. F.P. Lobies, 1979, p. 31-32.

157. Voir Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, Religion et comportements politiques*, Paris, Presses de la FNSP et Éd. Sociales, 1977 et Jacques Capdevielle et alii, *France de gauche vote à droite ?*, Paris, Presse de la FNSP, 1981, p. 139-227.

158. On pourrait objecter que les contraintes du marché publicitaire s'imposaient dans des conditions similaires avant 1981. Ce ne serait pas exact puisque le caractère bénéficiaire de ces entreprises leur faisait ressentir

rend donc difficile la survie commerciale d'un quotidien adoptant une ligne éditoriale qui s'écarterait des thèmes politiques des « partis de gouvernement ». Lorsque le centre de gravité idéologique de « la gauche » se sera déplacé, l'ancienne presse d'opposition sera économiquement contrainte d'accompagner cette évolution. La concurrence nouvelle et les contraintes structurelles du financement de la presse – que la configuration politique des années soixante-dix favorable aux ventes des journaux d'opposition avait rendu moins aiguës – vont donc entraîner la « neutralisation » relative de la ligne politique des quotidiens « de gauche » lorsque l'alternance aura provoqué le retournement du marché de l'information engagée.

> Il est significatif que l'introduction de la publicité à *Libération* en 1981 s'accompagne de la mise à l'écart des journalistes les plus « militants » et de l'embauche de journalistes « professionnels » issus d'autres rédactions ou des écoles de journalisme. Ce quotidien ne sera en mesure d'intéresser les publicitaires qu'une fois que l'*aggiornamento* politique de la direction aura transformé en partie le contenu du journal et les caractéristiques sociales du lectorat. Il sera en outre nécessaire à la direction du journal de transformer son image publique qui reste durablement associée à l'histoire « gauchiste » du quotidien. En 1984, la réalisation par le service économie de *Libération* d'un numéro hors-série accompagnant l'émission télévisée intitulée « Vive la crise » – au cours de laquelle des acteurs revendiquant leur appartenance à « la gauche » (Alain Minc, Bernard Tapie) ou historiquement liés à celle-ci (Yves Montand) reprennent à leur compte les idées « libérales » hier encore identifiées au personnel politique « de droite » – permettra aux dirigeants du journal de faire connaître leur nouvelle ligne éditoriale. À Libération, comme dans d'autres rédactions, le processus de « professionnalisation » du personnel journalistique ne peut être dissocié des stratégies de neutralisation politique du quotidien conduites par la direction.

On peut également s'interroger sur la possibilité symbolique entre 1981 et 1984 de proposer un journal d'audience nationale défendant contre le nouveau gouvernement des positions critiques « de gauche » tant apparaît grande l'unanimité des entrepreneurs de presse proches de « la gauche » sur l'impossibilité d'une telle démarche commerciale[159]. Si on considère que l'offre politique des principaux partis tend à structurer l'espace des opinions politiques possibles des électeurs et que les préférences politiques de ceux-ci se répartissent grossièrement selon une courbe de Gauss, on doit supposer – comme le font les acteurs des médias et de la publicité – que les positions jugées « extrêmes » ne

---

les nécessités économiques de façon moins pressante. En outre, *Le Monde* et *le Nouvel Observateur* disposent avant 1981 d'un lectorat en croissance et d'une image publique particulièrement forte, celle du quotidien de référence pour le premier, de l'hebdomadaire de « l'intelligentsia » pour l'autre, qui en faisait des supports publicitaires particulièrement recherchés. Après 1981, la baisse des ventes et l'affaiblissement du caractère politique des motivations d'achat des lecteurs va affaiblir les capacités de résistance de la presse « de gauche » aux logiques de la publicité.

159. Pourtant la réussite commerciale du *Monde Diplomatique* dont la ligne éditoriale est bien plus marquée « à gauche » que celle de *Libération* ou du *Monde* pouvait permettre de supposer qu'il existait un public pour un journal dont les options politiques auraient été moins « neutralisées » que celles de ses concurrents. Toutefois, il est d'une part difficile de déduire de la prospérité d'un mensuel les possibilités de succès d'un quotidien, d'autre part la présence de lecteurs susceptible d'acheter un journal ne constitue plus qu'un des éléments de sa viabilité financière conjointement à la publicité.

rassemblent qu'un nombre réduit de lecteurs potentiels[160]. Il semble en effet que peu de professionnels de la presse n'aient considéré que cette stratégie éditoriale était susceptible de rencontrer un public suffisament nombreux pour permettre le développement d'une entreprise de presse et constituer une réussite commerciale. Il était en effet vraisemblable de supposer que, parmi les agents susceptibles d'acheter un quotidien national, ni ceux qui étaient encore favorable au gouvernement, ni les lecteurs de l'*Humanité*, ni les sympathisants de la nouvelle opposition, ni les électeurs les moins impliqués dans le jeu politique, ne pouvaient être suffisamment intéressés par le projet d'un quotidien d'opposition de gauche au gouvernement pour constituer un lectorat assez large pour contrebalancer la probable faiblesse des ressources publicitaires[161]. Les savoirs pratiques et les modes de pensée par catégories sociales et catégories d'opinion en usage parmi ceux qui définissaient les orientations rédactionnelles des journaux tendaient à condamner les quotidiens qui auraient critiqué le revirement des socialistes au nom de leurs anciennes idées. Quel qu'ai pu être son degré de pertinence, qu'il ait constitué un diagnostique bien fondé ou un phénomène d'autosuggestion collective, ce relatif consensus des professionnels de la presse rendait plus difficile le maintien d'une offre éditoriale fondée sur l'ancienne thématique du PS et la résistance des journalistes « de base » à l'*aggiornamento* idéologique de leur hiérarchie rédactionnelle. Dans le même temps, l'importance des ressources nécessaires pour créer un nouveau quotidien et fidéliser un lectorat rendait impossible la constitution d'un journal adoptant une ligne éditoriale situé à la « gauche » de *Libération* et de l'offre politique du gouvernement[162]. Ainsi la conversion de la presse grand public proche de « la gauche » au nouveau discours de rigueur du PS raréfie soudainement l'offre de commentaires journalistiques critiques formulés à partir d'un point de vue « de gauche » et contribue à accréditer l'idée d'une évolution idéologique inéluctable des hommes politiques de l'ancienne

160. L'image de la courbe de Gauss conduit à accepter de classer les opinions des agents selon un axe unique et ne constitue qu'une métaphore qui, si elle rencontre une représentation traditionnelle des acteurs – « l'axe droite-gauche » – doit cependant être utilisée avec prudence. Ainsi les agents les moins intéressés par la politique sont-ils souvent placés dans une position centrale alors même qu'ils ne maîtrisent pas la logique de spatialisation des opinions politiques, pas plus d'ailleurs que la catégorie spécifique du « politique ». Nous essayons ici de rendre compte des schèmes de perception et de raisonnement partiellement communs aux « annonceurs » et aux dirigeants de journaux, quelques soient par ailleurs la pertinence de ceux-ci. Sur la question des biais d'enquête liés à l'ignorence des personnes interrogées à l'égard de la politique voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, *op. cit.*, Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *in Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, Daniel Gaxie, *Le cens caché*, *op. cit.* et Bernard Lacroix, « *À* quoi servent les sondages », *Revue de science administrative de la méditéranée occidentale*, n° 22-23, 3ème trimestre 1988.

161. Pourtant, le lancement de *l'Evénement du Jeudi* en 1985 puis de *Marianne* en 1997 montre que la création de titres est possible, même dans un « marché » (celui des *news* magazines) que les observateurs professionnels estimaient saturés, c'est-à-dire que le nombre des acheteurs de journaux est partiellement extensible lorsque l'offre se diversifie. Ainsi, bien que les cas cités ne pussent pas encore servir d'exemples il n'était sans doute pas impossible de concevoir le projet d'un quotidien susceptible de reconstituer un lectorat homologue à celui du premier *Libération.*

162. La création de titres dotés d'une ligne éditoriale plus à gauche que celle du *Matin de Paris* ou de *Libération* se réalisera plutôt dans le secteurs des hebdomadaires – avec *Politis*, *Chalie Hebdo*, *la Grosse Berta*, le succès croissant du *Monde diplomatique* et du *Canard Enchaîné*, etc. – moins onéreux à lancer qu'un quotidien.

opposition du fait de leur obligation de prendre en compte les « réalités économiques » et de leurs « contraintes ».

Enfin, la rédaction d'un grand journal national qui se serait trouvée durablement en opposition avec le personnel politique appartenant à son « camp » aurait semblé mener – en tant qu'organe de presse – une campagne d'ordre politique et aurait eu à justifier son engagement à la fois vis-à-vis du reste de la presse et de la classe politique mais aussi vis-à-vis d'un lectorat souvent constitué sur une ligne éditoriale de soutien à une alliance partisane plutôt qu'à des idées politiques déterminées. En outre, le crédit propre au travail journalistique provenant en grande partie de la posture « neutralisée » adoptée par les rédacteurs qui les distingue du personnel partisan, un quotidien qui mènerait contre les partis dont il est proche une campagne systématique selon une logique explicitement politique, s'exposerait à voir entamer la crédibilité professionnelle de ses journalistes[163]. Si on distingue les réserves superficielles et ponctuelles que peuvent comprendre certains articles et une critique fondamentale des orientations politiques essentielles, il apparaît ainsi difficile aux principaux journaux nationaux de sembler affronter le personnel politique de leur camp sous peine de rencontrer des difficultés de deux ordres : d'une part une partie de leurs lecteurs risqueraient de se détourner puisque ne se retrouvant plus dans les opinions défendues, d'autre part ils pourraient voir leur travail d'enquête entravé par l'hostilité des acteurs gouvernementaux alors même que leur proximité partisane devrait leur permettre d'obtenir des informations de façon privilégiée[164].

Comme nous l'avons montré ci-dessus, la conformité de la ligne éditoriale des journaux d'opposition avec les thèmes du programme socialiste était en partie suscitée par une logique de discipline de « camp » politique plutôt que par l'adhésion aux thèmes « anticapitalistes » du PS. Si l'on passe en revue la configuration économique et directoriale propre aux principaux titres de la presse « de gauche » en 1981, il apparaît que les dirigeants de la plupart d'entre eux n'adhéraient que faiblement à l'offre politique des partis

163. Le déclin du journal l'*Humanité* provient sans doute en partie du discrédit professionnel et symbolique qui s'attache à des journalistes voués à défendre une ligne politique déterminée et dont les commentaires ne bénéficient pas de « l'incertitude » qui s'attache au contenu des articles dans les journaux ayant une orientation partisane plus floue.

164. La direction de certains journaux n'hésite pas à se prévaloir de liens privilégiés avec le pouvoir. Ainsi quelques semaines après l'élection de François Mitterrand en 1981, *le Nouvel Observateur* lance une campagne publicitaire dont le slogan est « Bien placé pour savoir ». « Ces liens sont complaisamment étalés à travers » des interviews de « responsables » gouvernementaux (Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 201). Serge July tentera également entre 1983 et 1984 d'apparaître comme le journaliste dont les conversations avec le Président ou son entourage, et la transcription plus ou moins claire qui en transparaissait ultérieurement dans ses éditoriaux, devaient donner le la des commentaires politiques et faire de *Libération* le « journal officieux » indépendant du gouvernement. Symétriquement, *le Figaro* est généralement le quotidien le mieux placé pour toutes les informations non polémiques qui concernent l'UDF et le RPR, et lorsque ces partis sont au gouvernement, sur les annonces politiques officielles et semi officielles des ministres qui tendent à réserver à ses journalistes les « scoops » institutionnels qu'engendre l'exercice du pouvoir. On peut penser que les relations privilégiées tissées lorsque le personnel politique d'un parti appartenait au gouvernement perdurent dans l'opposition.

d'opposition. À *Libération*, la rupture des principaux responsables du journal avec le militantisme d'extrême gauche et avec les formes d'analyse « marxistes » de l'économie, les avait conduit non pas à un rapprochement avec les courants qui, au sein du PS, proposaient une thématique de type « marxiste » (qui ne pouvait leur apparaître que comme une imitation affadie de leurs anciennes doctrines) mais plutôt vers ceux qui défendaient un capitalisme modéré par la social-démocratie – les rocardiens avant 1981 et les personnalités socialistes les plus « modernistes » après 1981 –. Cependant, s'ils ne manifestent pas d'enthousiasme pour l'offre politique de l'opposition, ils assuraient dans les colonnes de *Libération* le « service minimum » de la gauche en ne critiquant pas le principe de l'union avec les communistes ou le programme du Parti socialiste qui représentait alors la seule alternative à la prolongation du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Ce n'est qu'après mai 1981 que le nouveau service économie de *Libération* dirigé par Pierre Briançon et Laurent Joffrin commencera à mettre en cause certains des éléments les plus symboliques des propositions économiques de la gauche et en particulier les nationalisations[165]. Au *Matin de Paris*, le propriétaire, Claude Perdriel, est un chef d'entreprise qui a investi ses ressources dans la presse[166]. Mendésiste puis réputé rocardien, le Programme commun ne lui plaît guère[167]. Les quelques articles critiques publiés dans *le Matin de Paris* conduisent François Mitterrand à considérer le journal comme une « centrale rocardienne »[168]. Toutefois le journal se montrera loyal envers « la gauche » et soutiendra fidèlement la campagne de François Mitterrand en 1981, puis les premières années du gouvernement socialiste, alors même que les professionnels de la presse considéraient que cette attitude lui faisait perdre des lecteurs[169]. Au *Monde*, Jacques Fauvet et Raymond Barrillon sont ouvertement engagés contre le président Valéry Giscard d'Estaing (voir *supra*). Le service politique apparaît favorable à François Mitterrand tandis que le service économie est en 1980, selon Françoise Berger, pour partie proche du courant chevènementiste et pour partie proche du gouvernement[170]. Le « soutien » que la rédaction du *Monde*, dans les éditoriaux, apporte à François Mitterrand, correspond sans doute plus à une opposition politique au président sortant qu'à une adhésion au programme économique du PS. Au *Nouvel Observateur*, Jean Daniel apporte son soutien à François Mitterrand et son programme, malgré une phase de sympathie avec Michel Rocard. Cependant, jusqu'en 1981, *le Nouvel Observateur* émettra des réserves sur l'alliance avec les communistes et sur les « 110 propositions » que les

165. Voir *supra*.
166. Selon Françoise Berger, les capitaux que Claude Perdriel investit dans *le Nouvel Observateur* proviennent de l'industrie sanitaire ; voir Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 122.
167. Sur les orientations politiques de Claude Perdriel, voir le commentaire de Françoise Berger, *ibid.* p. 192-193.
168. Françoise Berger, *ibid.* p. 44.
169. Sur les tentatives de « recentrage » de l'image militante du *Matin de Paris* voir *ibid.* p. 192-193.
170. Françoise Berger, *ibid.* p. 178.

éditorialistes de l'hebdomadaire jugent trop proches du Programme commun qu'ils avaient pourtant soutenu en 1974[171]. Les dirigeants des rédactions de la presse « de gauche » apparaissent donc en 1981 peu engagés en faveur des propositions économiques et sociales du Parti socialiste. Le soutien qu'ils apportent à la gauche politique provient plus de leur opposition quasi « culturelle » à « la droite » et des pressions de leur lectorat que d'une adhésion clairement exprimée en faveur du programme du PS.

Après mai 1981, dans un premier temps, les journalistes et les rédactions qui se montraient réticents à l'égard des propositions du candidat Mitterrand se voient libérés des injonctions à la cohésion partisane et du système de solidarité politique qui les obligeaient à euphémiser les critiques envers le personnel politique dont ils étaient proches. La victoire électorale aboutit ainsi à une diminution des contraintes d'expression des journalistes « de gauche ». L'engagement des journalistes de la presse d'opposition était entretenu et implicitement orchestré par la présence au pouvoir du personnel politique « de droite » dont l'action et les justifications avait pour effet de susciter la contestation et une certaine forme d'indignation dans leurs rédactions. Le changement de majorité, en réduisant les motifs d'engagement, contribue ainsi, au sein de beaucoup de rédactions, à atténuer la nécessité de l'adoption d'une posture militante. L'engagement « à gauche » des journalistes est perçu comme moins nécessaire puisque le facteur qui fédérait toutes les conduites d'allégeance à l'opposition a disparu. De surcroît, l'absence d'élections législatives ou présidentielles avant plusieurs années va atténuer la force des injonctions à la discipline partisane et affaiblir le sentiment d'appartenance à un camp politique chez les journalistes puisque le travail politique d'établissement et d'entretien de ces identifications partisanes tend à devenir moins intensif. On peut donc considérer qu'il y a une réduction du militantisme journalistique au sein des rédactions après 1981. Dans un second temps, les discours publics des nouveaux responsables gouvernementaux vont autoriser les journalistes à prendre une distance croissante avec les thèmes que défendait le PS lorsqu'il était dans l'opposition et que ces journalistes avaient souvent appuyés quelques mois auparavant. Enfin, les évolutions des représentations politiques des agents – en particulier l'affaiblissement de la croyance en la capacité du Parti socialiste à « changer la société »[172] – ne peuvent pas ne pas avoir eu d'effets sur l'autonomie relative des rédactions des anciens journaux d'opposition à l'égard du gouvernement puisque les agents s'identifiant à « la gauche » – qui constituent encore leur lectorat – vont progressivement devenir plus indépendants des attitudes et des

171. Voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit*., p. 181-205 et Françoise Berger, *Journaux... op. cit.*, p. 20-21.
172. Sur cette dégradation de l'image publique du PS telle que permettent de la percevoir les sondages voir Pascal Perrineau, « Glissements progressifs de l'idéologie », *in* Élisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 41. Il ne faut évidemment pas voir dans les chiffres de tels sondages la « mesure » objective « d'opinions » réellement formulées mais un indicateur approximatif de l'évolution de l'image publique différentielle que pouvaient alors avoir les partis politiques.

déclarations des responsables du Parti socialiste. Si les lecteurs de la presse de « gauche » n'eussent pas compris que celle-ci critiquât les leaders de l'opposition alors même que « la droite » était encore au gouvernement, après 1981, il sera plus facile aux journalistes de mettre en cause les dirigeants de partis qui déçoivent et qui ne peuvent susciter les mêmes allégeances qu'auparavant. Les élites politiques et journalistiques de « la gauche » semblent en accord en 1982 pour rompre avec les énoncés politiques qui avaient conjointement été les leurs dans l'opposition et en particulier avec le vocabulaire « marxiste » qui servait, pour une part, à les mettre en forme. L'opinion générale des entrepreneurs de presse et des responsables de rédactions entre 1982 et 1985, structurellement plus sensibles aux logiques du marché et de l'entreprise, est qu'il est nécessaire d'en finir avec « l'archaïsme » des idées du PS d'avant 1981. On peut ainsi constater une évolution progressive et parallèle des thèmes défendus par le gouvernement socialiste et des orientations de la ligne politique des principaux journaux « de gauche » entre 1981 et 1985.

> Il serait trop long de faire ici une description détaillée du contenu de la presse d'opposition entre 1979 et 1983 pour illustrer de façon convainquante l'analyse des transformations des thèmes et du ton de la presse « de gauche » après la victoire de François Mitterrand. Avant 1981, le soutien à la gauche s'exprimait sans doute moins par la justification claire de l'applicabilité du programme socialiste dans les pages économique des journaux que par la reprise des thèmes du PS sur la critique de l'injustice sociale, des inégalités économiques, des dysfonctionnements imputés par la presse d'opposition au gouvernement de Raymond Barre et de Valéry Giscard d'Estaing, qui faisaient apparaître en creux – et sans décrire précisément les effets éventuels du programme socialiste – combien le pays gagnerait à être gouverné « à gauche ». Plus que par la lecture des programmes électoraux – dont une grande partie des électeurs n'avait qu'une idée imprécise – c'est à travers la presse ou la télévision et la diffusion de quelques éléments saillants des offres politiques que les électeurs les plus proches des partis d'opposition nourrissait à l'égard de « la gauche » un certain nombre d'attentes et d'anticipations alimentées essentiellement par la critique de l'action et des pratiques gouvernementales de la majorité giscardienne.

On peut faire l'hypothèse que les journalistes et les responsables de rédactions qui ont accepté et participer à la transformation de la ligne éditoriale des journaux proches de « la gauche » ont été avantagés dans leur trajectoire professionnelle par rapport aux journalistes qui entendaient encore leur pratique professionnelle comme participant ouvertement aux luttes politiques et en tout cas selon les anciens thèmes politiques d'opposition entre les camps politiques. On peut ainsi penser que le passage d'une culture d'opposition à une culture de gouvernement a été plus aisé au sein de la hiérarchie des rédactions que parmi les journalistes « de base » qui restaient souvent d'autant plus attachés à l'ancienne définition idéologique de « la gauche » qu'ils étaient moins éloignés socialement – en terme de diplôme et de revenus – de certaines catégories sociales votant très majoritairement à gauche (en particulier les enseignant du secondaire). Ceux des journalistes qui ont refusé la nouvelle définition de la gauche risquaient de se voir accusés d'adopter une attitude non professionnelle, c'est-à-dire de mêler le travail à la politique. L'exigence croissante de

séparer le fait et le commentaire, voire de neutraliser le contenu politique des articles traduit les nouvelles exigence du marché de la presse mais aussi la nécessiter d'écarter (et de trouver des arguments et des justifications pour le faire) les journalistes les plus attachés au mode de fonctionnement militant. Les journalistes les plus attachés aux clivages partisans, dont les dispositions professionnelles ont été constitué dans un état antérieur du champ des médias et qui ont le plus de difficulté à s'adapter au nouveaux mode de fonctionnement des champs politique et médiatique tendent à être écarté directement (comme par exemple à *Libération* en 1981) ou à voir leur carrière ou la trajectoire professionnelle entravé. L'évolution de la configuration politique et l'affaiblissement de l'emprise des clivages partisans dans le champ politique conduisent les journalistes les plus engagés a se trouver dominer par les agents qui acceptent et conduisent la redéfinition des relations entre la presse et le monde politique.

* *
*

La transformation du contenu éditorial de la presse « de gauche » se fait donc selon deux axes distincts : d'une part la plupart des rédactions approuvent le « virage du réalisme » pris par le Parti socialiste, d'autre part à partir de 1983, les articles « critiques » envers le PS se multiplient alors qu'il n'y a pas de désaccords substantiels entre les orientations des lignes éditoriales et les options économiques générales du gouvernement. Il s'agit de critiques de méthode ou de dénonciations « d'affaires » qui permettent de donner une orientation critique à une ligne éditoriale qui, si elle demeure globalement favorable au personnel politique de « la gauche », connaît des inflexions destinées à assurer la crédibilité des rédactions proches de la majorité parlementaire. Ce souci de produire des marques d'indépendance vis-à-vis du gouvernement aura des effets notables sur le ton que les journalistes seront susceptibles d'adopter vis-à-vis de SOS-Racisme dont l'image publique va être de façon croissante associée à François Mitterrand et au Parti socialiste. Il apparaît donc que les relations d'interdépendance entre les hommes politiques et les journalistes du même camp sont beaucoup plus étroites et diversifiées que les acteurs n'acceptent généralement de l'admettre. D'une certaine façon l'activité journalistique et l'activité politique apparaissent étroitement liée tant le travail journalistique vient redoubler et conforter le travail politique du personnel électif. Aux raisons de proximité partisanes et de constitution historique mises en avant par les acteurs eux-mêmes doivent être ajouté les logiques économiques et professionnelles qui par delà les références idéologiques énoncées concourent à amarrer les schèmes d'analyse et de jugement des journalistes à l'offre politique des partis qu'ils

soutiennent. À partir de 1981, le personnel gouvernemental abandonnant progressivement les thèmes politiques qu'il avait défendu dans l'opposition, les journalistes se trouvaient donc contraints de les suivre. Nous verrons que ce revirement des élites politiques et journalistiques de la gauche ne sera pas sans effet sur les représentations politiques des agents et sur la forme sociale que devront adopter les organisations militantes pour apparaître acceptables auprès du public.

Chapitre troisième

Les transformations des postures politiques adoptées au sein du champ intellectuel après 1981

> « Tout reste à faire pour saisir les bouleversements qui affectent, entre 1976 et 1983, les points de repère collectifs qui spécifient l'opposition droite gauche. À première vue, le phénomène n'est pas sans analogie avec la crise idéologique des années 30. Brutalement les points de repère stables semblent perdre leur signification et tout se passe comme si la distinction entre droite et gauche devenait floue. Simultanément, le mouvement uniforme des reclassements parallèles de tous ceux qui donnent le ton, engendre une sorte de cécité collective relativement à leur sort commun, un peu comme si chacun s'interdisait de reconnaître en l'autre ce qui lui arrive. On a peine à imaginer, par exemple, sous l'effet de quel mécanisme la pensée de Raymond Aron, formulation limpide d'un idéalisme classique pour tout intellectuel de gauche qui se respecte dans les années 75, devient la référence obligée pour pouvoir se dire “ de gauche ” aujourd'hui. On a, de même, du mal à comprendre comment le thème du totalitarisme, dont il était encore possible de se démarquer vers 75 parce qu'il autorisait tous les amalgames et entretenait toutes les confusions, est devenu le dernier cri de la distinction de gauche aujourd'hui. Ces exemples seraient provocateurs ou caricaturaux s'ils ne renvoyaient à un problème : comment l'idée de liberté a-t-elle pu devenir, dans notre univers intellectuel, ce point d'accord de tous les désaccords et cette référence de toutes les différences que, pour le meilleur et pour le pire, elle représente aujourd'hui ? »[1].
>
> Bernard Lacroix

Entre 1968 et 1981, la participation de nombreuses personnalités culturelles à des pétitions ou à des manifestations publiques, toujours « à gauche », contribue à faire de l'appartenance à l'opposition un élément constitutif du statut d'intellectuel. L'attention que les journalistes et le personnel politique accordaient en France depuis longtemps aux intellectuels[2] s'est encore trouvé accrue par les événements de mai 1968, partiellement expliqués par les observateurs comme un effet du succès des pensées critiques au sein de l'université française. Bien que les prises de position publiques de beaucoup d'intellectuels aient rarement été réalisées dans le cadre de partis politiques, elles ont contribué à entretenir la crédibilité et la légitimité des propositions des formations de l'opposition. Le « gauchissement » du discours public du PS entre 1971 et 1981 a été suscité par la concurrence programmatique et politique qui a suivi mai 1968 entre le Parti communiste, le Parti socialiste et les organisations gauchistes mais également par les orientations politiques « radicales » ayant cours dans le champ intellectuel. Les prises de position politiques que les intellectuels et les organisations partisanes sont susceptibles d'adopter se trouvent donc en interdépendance au sein des configurations politiques et idéologiques qu'elles contribuent à

1. Bernard Lacroix, « L'enlisement de la gauche : le point de vue d'un politiste », in *Horizon*, 1984.

définir. La capacité du champ intellectuel à établir et à diffuser certains schèmes idéologiques « radicaux » contribue sinon à la politisation d'individus qui n'auraient pas sans cela développé de représentations politiques structurées, du moins à l'intensification des contraintes argumentatives des formations partisanes de gauche[3]. Il ne s'agit pas ici de soutenir que le développement, au sein du champ intellectuel, de discours politiques savants d'allure « radicale », utilisant un langage de forme « marxiste » ou « structuraliste »[4] auraient substantiellement contribué entre 1968 et 1981 à la diffusion de représentations politiques « de gauche »[5]. Nous serons beaucoup plus prudent concernant le rôle des œuvres savantes dans les processus de construction des représentations politiques des acteurs sociaux, y compris lorsqu'il s'agit d'étudiants ou d'intellectuels[6]. Nous nous contenterons de voir dans l'évolution de la configuration du champ intellectuel entre 1968 et 1985 dont nous chercherons à décrire les grandes lignes, un indicateur des transformations des représentations politiques des élites et de la forme des énoncés publiquement soutenables dans les champs intellectuel, journalistique et politique entre 1975 et 1985.

Après 1981, au sein de différents champs de production symbolique, certains acteurs vont simultanément cesser de tenir les discours qui étaient les leurs quelques mois auparavant, pour adopter une offre plus adaptée aux nécessités de justification induites par le passage de la gauche de l'opposition à la majorité. L'objectif de ce chapitre est de valider nos hypothèses concernant le processus de transformation des représentations politiques après l'accession de la gauche au pouvoir en 1981. En montrant que l'offre de biens culturels évolue de façon parallèle à l'offre politique après l'élection de François Mitterrand, nous chercherons à confirmer notre hypothèse d'un changement brutal et généralisé des énoncés politiques susceptibles d'être tenus après 1981 conduisant à une modification substantielle

---

2. Pour une analyse historique des processus de constitution du champ intellectuel voir Christophe Charles, *La naissance des intellectuels*, Paris, Minuit, 1990 et Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle, Khagneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

3. Une des difficultés propre à l'analyse des évolutions du champ intellectuel provient du fait que ceux qui sont susceptibles d'écrire sur le sujet ont des intérêts spécifiques à présenter l'histoire du champ selon leur propre position au sein de celui-ci. Voir Louis Pinto, « une science des intellectuels est-elle possible ? », *Revue de synthèse*, 4ème série, n° 4, octobre-décembre 1986.

4. Nous placerons dans la suite du texte les termes « marxisme » et « structuralisme » entre guillemets puisque ces dénominations ne sont pas toujours revendiquées par ceux à qui elles sont appliquées mais qu'elles constituent également dans catégories stigmatisantes. Le point d'inflexion à partir duquel la valeur péjorative des termes l'emporte mériterait une étude plus détaillée.

5. On peut cependant penser que les effets de conjoncture intellectuelle et politique sont sans doute particulièrement importants lorsque la domination d'une tendance politique et des idées qui lui sont associées – par exemple « la gauche » dans le secteur universitaire durant les années soixante-dix – va favoriser l'adoption de postures politiques « radicales » par des agents issus de catégories sociales qui, dans une autre conjoncture, n'y auraient probablement pas été sensibles. Ainsi, l'influence des idées de gauche va conduire à l'engagement politique d'une partie de la jeunesse étudiante « bourgeoise », dans la mesure où l'organisation du champ universitaire et du monde étudiant, avant et après 1968, rétribue socialement l'affirmation de telles attitudes politiques.

6. La lecture d'ouvrages politiques savants est généralement postérieure à la formation des identités partisanes des agents – en particulier pendant les périodes de forte emprise des logiques d'opposition droite-gauche. Il s'agit alors plutôt de la constitution d'un répertoire argumentatif légitime et compétitif, d'ailleurs

des représentions politiques des agents. Nous verrons que la perte d'influence des clivages politiques droite-gauche dans les modes de représentation de la politique permettra aux fondateurs de SOS-Racisme de donner une mise en forme « apolitique » à leur nouvelle association.

A) L'emprise des clivages partisans dans le champ intellectuel avant 1975

Les années 1960-1975 ont été marquées par l'émergence au sein du champ intellectuel de nouveaux acteurs et de nouveaux courants qui avaient la particularité commune de se situer non seulement en opposition avec les gouvernements successifs de la Vème République mais surtout en opposition diffuse au « système capitaliste » et à la « société de consommation » alors même souvent que l'objet de leur travaux n'était pas strictement politique. Nous ne tenterons pas ici de dresser un tableau même partiel de ces différentes tendances intellectuelles – généralement constituées autour d'intellectuels reconnus ou de revues – qui vont rencontrer un succès social croissant entre 1960 et 1968 que l'écho donné aux événements de 1968 et aux « penseurs de Mai » va encore accroître[7]. Signalons seulement de façon analytique – et sans préjuger que les acteurs intellectuels aient jamais pu partager un tel classement – des courants « marxistes » très diversifiés[8], un pôle « libidinal » ou « contre-culturel » autour de Jean-François Lyotard, Gilles Deleuze, Félix Guattari, Jean Baudrillard ou Michel Foucault et des démarches plus proches des sciences sociales et du « courant structuraliste » au sein duquel on pourrait ranger Alain Touraine et Pierre Bourdieu. Bien évidemment, un tel classement intervient *a posteriori* et entérine des frontières en partie issues d'un état postérieur du champ intellectuel. La pensée de beaucoup de ces auteurs apparaît partiellement dominée par des logiques politiques, soit dans le choix et l'orientation des sujets, soit dans leur mode de traitement. Par-delà toutes leurs différences et leurs antagonismes, ces « courants » de pensée partageaient une approche critique et partiellement « politique » du travail savant[9]. Mais ces tendances

souvent destiné à affronter des concurrents politiques et intellectuels appartenant au même camp partisan plutôt que des adversaires.

7. Pour un aperçu général sur le « structuralisme » voir François Dosse, *Histoire du structuralisme*, Paris, La Découverte, t. 1, 1991 et t. 2, 1992. Cet ouvrage très documenté serait sans doute plus pertinent si l'auteur ne tentait pas de faire partager à son lecteur la réprobation dubitative qu'il éprouve devant toute analyse de type structuraliste.

8. Citons Louis Althusser et Etienne Balibar, Henri Lefebvre, Nicos Poulantzas, Herbert Marcuse, etc. Citons également certains penseurs « marxistes » qui sont alors traduits ou réédités en collection de poche comme Georg Lukács, Antonio Gramsci, etc. – la date de traduction ou de réédition d'un intellectuel étranger constitue évidemment un indicateur de l'intérêt que certains acteurs du champ importateur peuvent lui porter. Il faudrait ajouter à cette liste sommaire la traduction des ouvrages d'acteurs historiques du mouvement communiste – Lénine, Rosa Luxemburg, Léon Trotski, et les livres des intellectuels liés au Parti communiste ou aux divers groupes gauchistes.

9. Pour une tentative d'histoire intellectuelle essayant de lier le structuralisme au marxisme et à la postérité de mai 68, voir Gil Delannoi, *Les années utopiques, 1968-1978*, Paris, La Découverte, 1990, p. 69-91 (il s'agit

intellectuelles ne recoupent pas toujours des différences politiques clairement définies ou des divisions homologues du public. On peut penser que le grand public cultivé n'est pas toujours au fait des rivalités et des oppositions théoriques qui séparent les démarches des principaux intellectuels, en particulier lorsqu'ils sont présentés dans la presse comme faisant partie de courants politiquement proches (« marxisme », « structuralisme », « situationnisme » « philosophie désirante »). Ceux qui utilisent selon une logique politique pratique la légitimité des principaux intellectuels (étudiants, acteurs ou militants politiques, etc.) peuvent être tentés d'additionner les prestiges – par exemple en conciliant une critique « marxiste » du capitalisme avec une mise en cause de forme « foucaldienne » de l'enrégimentation des corps travaillants et des dispositifs de pouvoir au sein des entreprises et une mise en cause « libidinale » des contraintes de la société de consommation – plutôt que de prendre parti pour une conceptualisation précise[10].

1) L'accroissement du marché des biens culturels

Le succès social des intellectuels à partir des années soixante s'explique en partie par des raisons morphologiques touchant à l'accroissement du public des essais de sciences humaines. L'augmentation des effectifs des universités entre 1960 et 1968[11] et l'ouverture de

---

d'une histoire fortement engagée – Gil Delannoi est un collaborateur de la revue *Esprit* et apparaît opposé à la fois politiquement et intellectuellement au « marxisme » et au « structuralisme »), notamment le chapitre intitulé « comment le structuralisme devint une idéologie » et celui appelé « comment la sociologie connut un triomphe éphémère » : « Si le structuralisme comme méthodologie n'appartient qu'à l'histoire des savoirs, sa vulgate est un signe plus vaste et plus français. Quelles que soient les hybridations, on passe en quelques années des notions de praxis, de dialectique, de sujet à des références à la science, au langage, aux structures. L'idéologie structuraliste a permis à nombre d'intellectuels de délaisser la raison historique sans renoncer au dogmatisme. La substance change, la manière de penser demeure quand on passe du marxisme au structuralisme. Il s'agit toujours de trouver le sens réel derrière le sens apparent. Et dans la vulgate politique, le virage n'est alors pas trop brusque. Glisser de Marx au structuralisme permet de tenir la pensée libérale à distance. Aron ou Camus, droite libérale et gauche réformiste, restent discrédités. Ainsi, Mai 68 ne contrecarre pas le succès du structuralisme : son aspect révolutionnaire favorise le structuralo-marxisme, tandis que son échec politique renforce le structuralisme comme effacement du sens de l'histoire ». Gil Delannoi énonce ici très clairement les relations qui existent entre les positions méthodologiques savantes propres au champ intellectuel et les prises de positions politiques.

10. Gérard Mauger perçoit une succession chronologique entre ces formes discursives plutôt que leur superposition. Il oppose un « style gauchiste », fondé sur une « vulgate marxiste dominante, c'est-à-dire sur fond d'une vision du monde social où s'affrontent “ bourgeoisie ” d'un côté et “ prolétariat de l'autre ” » et qui serait typique des situations de déclassement auxquelles se trouvent confrontés les titulaires de diplômes entre 1965 et 1972, à un « style contre-culturel » dont « *l'anti-Œdipe* » de Deleuze et Gattari et la contre-culture américaine seraient l'expression et qui deviendrait dominant après 1973. Les anciens acteurs du « mouvement gauchiste » seraient passés de l'un à l'autre en fonction des stratégies de reclassement mis en œuvre pour s'insérer de façon croissante dans la vie professionnelle et matrimoniale sans renier leur convictions « progressistes ». Voir Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la “ génération de Mai 68 ” », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, Puf, 1994, p. 206-226.

11. Le nombre d'étudiant inscrits dans les universités publiques passe de moins de 200.000 en 1959 à plus de 600.000 en 1970, augmentation en grande partie due aux facultés de lettres ; voir Olivier Galland et *alli*, *Le monde des étudiants*, Paris, Puf, 1995. L'ensemble des effectifs de l'enseignement supérieur passe de

nouveaux cycles de sciences sociales et de philosophie dans de nombreuses facultés de lettres ont contribué à l'élargissement du marché potentiel des produits intellectuels entre 1965 et 1975. Il s'agit là d'un processus partiellement circulaire : l'augmentation du nombre d'étudiants entraîne celui des professeurs capables – ou statutairement contraints – de produire des ouvrages de « sciences humaines » ; cet accroissement simultané des producteurs d'essais et du public susceptible d'acheter leurs livres[12] prépare le succès éditorial des sciences sociales et de la philosophie à partir de 1965 et conduit les journalistes culturels à s'intéresser aux auteurs de ces disciplines, contribuant à renforcer l'attrait de celles-ci auprès de nouveaux étudiants et du grand public cultivé. L'extension du nombre des acteurs du secteur des « sciences humaines » explique l'emprise de ces thématiques au sein du champ intellectuel.

Le succès commercial relatif des ouvrages de sciences sociales « critiques » induit par l'augmentation du nombre des lecteurs potentiels, conduit à l'accroissement du nombre de livres publiés par les éditeurs, au développement de nouvelles collections mais aussi à la création de maisons d'édition susceptibles de publier des auteurs de sciences sociales[13]. Les principaux éditeurs indépendants – Gallimard et surtout Le Seuil – créent entre 1965 et 1975 des collections de « sciences humaines » ou des collections consacrées au Tiers-Monde, au socialisme ou au féminisme, à la politique ou au « marxisme »[14]. Les éditions du Seuil éditent plusieurs séries d'ouvrages aux frontières des sciences humaines et du militantisme, en particulier la collection « Combats », créée en 1967, et la collection « Politique » dirigées par Claude Durand qui publie un grand nombre d'essayistes « de gauche » dont Daniel Cohn-Bendit, Régis Debray, Alain Krivine, André Glucksmann[15]. Les

---

250.000 à plus de 950.000 entre 1958 et 1968 (voir *Les Universités et le marché du travail*, Dossier du CEREQ, Paris, La documentation française, 1977).

12. Il est probable que l'augmentation de l'influence des sciences sociales ne se limite pas à ceux qui ont suivi un cursus de lettres mais aussi à leur proches. « L'inflation des titres scolaires multiplie les prétentions culturelles et crée, dans le même mouvement un public et les producteurs accordés à l'humeur de ce dernier », Bernard Lacroix, « L'enlisement de la gauche : le point de vue d'un politiste », in *Horizon*, 1984.

13. Plusieurs maisons d'édition sont alors spécialisées dans la publication d'ouvrages de sciences humaines et de littérature militante. Cette spécialisation menacera leur survie financière lorsque le retournement du marché éditorial et la baisse de l'attention des journalistes culturels à l'égard des essais de sciences sociales qui interviendra durant les années quatre-vingt, provoquera la chute de leurs tirages. Si les éditions Maspero ou Bourgois pourront se reconvertir partiellement dans la littérature générale ou l'édition grand public, d'autres éditeurs disparaîtront.

14. Selon Louis Pinto « [Au début des années soixante-dix] L'humeur optimiste pouvait être entretenue par un certain nombre d'indices attestant l'élargissement de la circulation des biens culturels à dimension plus ou moins philosophique : des collections de poche, la presse à destination d'un public cultivé – *le Monde* et *le Nouvel Observateur* étant en pleine croissance – le développement d'une production culturelle hybride engendrée aux frontières du militantisme, des sciences de l'homme et de l'avant-garde littéraire... ont pu contribuer à la diffusion d'un style " philosophique " profane », Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 141.

15. Voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 3, p. 82-90. Sur la sensibilité « catholique de gauche » des animateurs des éditions du Seuil voir Rémy Rieffel, *Les Intellectuels*..., *op. cit.*, t. 3, p. 82, Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les intellocrates*, *op. cit.*, p. 75-82. Si Gallimard n'apparaît pas *a priori* comme une maison d'édition nettement plus orientée « à droite » que Le Seuil (comme peuvent l'être, en revanche, les Presses Universitaires de France), cette maison d'édition publie peu d'ouvrages de sciences humaines « militants ».

éditions de Minuit ont trois collections de philosophie et de sciences humaines, « Arguments » qui publie notamment Georges Lucács et Herbert Marcuse, la collection « Critique » qui accueille Jean-François Lyotard, Gilles Deleuze et Félix Guattari et la collection « Le sens commun » dirigée par Pierre Bourdieu. L'éditeur François Maspero publie des classiques du mouvement communiste (Marx, Engels, Trotski, Mao Tsé-toung, Boukharine, Rosa Luxemburg), des commentaires d'auteurs se réclamant du « marxisme » – en particulier les livres d'Althusser et de ses élèves –, beaucoup d'ouvrages relatifs au Tiers-Monde et à la décolonisation, des livres sur le « socialisme », des ouvrages de sciences sociales « engagés », etc., souvent réédités ensuite dans la « petite collection maspero » dont la diffusion est plus large[16]. Mais à côté des principaux éditeurs existe un foisonnement de petites maisons d'édition « militantes » qui proposent des ouvrages à la frontière de l'essai, des « sciences humaines » et du militantisme de gauche : Christian Bourgois[17] et la collection « 10/18 », Gérard Lebovici et les éditions du Champ Libre ou encore Michel Delorme et les éditions Galilée. Ce foisonnement éditorial accompagne une attention nouvelle des journalistes culturels à l'égard des essais de sciences humaines[18]. L*e Nouvel Observateur*, *Les Nouvelles littéraires*, *La Quinzaine littéraire*, *Le Magazine littéraire*, le supplément « livres » du *Monde* se dotent tous de rubriques spécialisées dans les sciences humaines et s'intéressent à la production des idées dans une plus grande mesure qu'avant 1965 lorsque les formes littéraires étaient dominantes dans le champ culturel[19]. La publicité qu'ils donnent aux ouvrages de sciences sociales, à la philosophie « archéologique » ou « libidinale » et aux essais utilisant un langage de forme « marxiste », permet à ceux-ci de toucher le grand public cultivé et participe au succès social de cette

---

Signalons cependant la collection Témoins/Gallimard où ont été notamment publiées les *Lettre de prisons* d'Antonio Gramsci et *l'Aveu. Dans l'engrenage du procès de Prague* d'Arthur London.

16. Voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 3, p. 65-69.

17. Christian Bourgois décrit bien l'impression de foisonnement intellectuel des gauches marxistes entre 1968 et 1976 : « Je n'étais pas un militant mais un éditeur intellectuel. Je n'avais pas le sectarisme de Maspero, je ne faisais pas d'ouvriérisme. j'ai édité Trotski, Mandel, Mao, les situationnistes, les albanais, les pro-chinois, les anti-maos, etc. [...] J'ai publié toutes les gauches possibles de l'époque parce que j'étais lié à Jussieu grâce à Robert Jaulin, à Vincennes par Châtelet, Lyotard, Revault d'Allonnes, aux gens de la Ligue par Henri Weber. Leurs étudiants étaient mes lecteurs. De 69 à 76, j'ai publié cette effervescence théorique que j'aimais : le sommet se situe vers 1972-1974. C'est une constellation de gens qui s'excluaient les uns les autres. Mais c'était là la richesse et la confusion de l'époque » ; entretien de Christian Bourgois par Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 3, p. 69-70.

18. Voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit*. sur le rôle *du Nouvel Observateur* dans l'établissement et la diffusion de la notoriété des intellectuels de gauche et dans l'évolution des cotes des intellectuels au sein du grand public. Sur le rôle des médias dans la fluctuation de la valeur des intellectuels voir aussi Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 221 et p. 232, Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, *op. cit*., p. 275-286 « Le hit-parade des intellectuels français ou qui sera juge de la légitimité des juges » et *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 95-100, Louis Pinto, « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101-102, 1994, p. 25-38.

19. Il s'agit essentiellement des journalistes culturels et politiques de la presse « de gauche ». Durant les années soixante-dix les journalistes culturels les plus proches de la majorité s'intéresseront peu à la production des sciences humaines qu'ils ressentent comme politiquement hostiles. Les pages « essais », « philosophie », « sciences sociales » seront donc nettement plus abondantes dans la presse « de gauche ».

littérature[20]. Le succès éditorial et médiatique des sciences sociales et des essais politiques « de gauche » durant les années soixante-dix n'est donc pas plus séparable de l'action de promotion et de célébration des journalistes culturels et politiques que ne le sera ultérieurement le succès de la « nouvelle philosophie » puis celui de la « révolution libérale » à partir de 1983.

Le caractère « politique » de ces thématiques se trouvait en adéquation avec les postures « contestataires » qu'une fraction des étudiants et du grand public cultivé était alors susceptible d'adopter à ce moment. Il apparaît difficile de déterminer si la production intellectuelle critique concourt à engendrer un public d'étudiants « gauchistes » qui font le succès social de ces œuvres ou bien si la conjoncture politique contestataire – sensible à travers les activités politiques « radicales » de certains étudiants – contribue à engendrer des producteurs intellectuels correspondant à ce qu'attend ce public ou bien si l'ensemble de ce processus de « politisation » des contenus intellectuels est la conséquence de la monté des oppositions droite-gauche durant la Vème République. On peut seulement observer que l'orientation idéologique des œuvres de sciences humaines tend à entrer en résonance avec des attitudes politiques contestataires observables aussi bien parmi les étudiants que chez les agents qui se reconnaissent dans « la gauche ». Il est d'ailleurs vraisemblable que l'intérêt des journalistes culturels pour les intellectuels « de gauche » n'aurait pas été aussi grand dans les années suivant 1968 sans la curiosité provoquée au sein du public par les événements et les « idées de Mai » et sans l'augmentation du niveau d'intensité des oppositions politiques entre 1968 et 1974. Il est ainsi probable que le succès social de ces œuvres était en partie dû au fait qu'elles pouvaient apparaître procéder de l'ambiance politique « radicale » et constituer la justification d'une attitude politique oppositionnelle.

2) Le tropisme « gauchiste » du champ intellectuel

Mais l'accroissement structurel de l'offre et de la demande de l'édition de sciences humaines ne permet pas d'expliquer le « déplacement vers la gauche » de l'orientation idéologique de la production intellectuelle en « sciences humaines » ni le radicalisme de la posture politique de beaucoup d'intellectuels[21]. De 1968 à 1981, une fraction importante des principaux intellectuels et des clercs intermédiaires – étudiants, universitaires ou intellectuels

20. Sur le pouvoir de consécration croissant des intellectuels journalistes ou des universitaires journalistes, voir Louis Pinto, « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101-102, 1994, p. 25-38 et Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 156-158.
21. Il est probable que la faible implication actuelle des universitaires dans la vie politique nous rend plus sensible le caractère fortement engagé de la posture politique de certains des principaux intellectuels de l'époque.

« indépendants », militants politiques de formations d'opposition – déclarent s'opposer au « système capitaliste » et souhaiter la mise en œuvre des solutions économiques qui s'éloigneraient des logiques d'une économie de marché[22]. Ce type de représentations politiques apparaît alors largement partagé par les agents politisés les plus proches de « la gauche » en particulier lorsqu'ils sont exposés à l'influence sociale des intellectuels et sensibles à leur prestige : ceux qui ont un niveau scolaire supérieur, en particulier les enseignants et les professions intellectuelles. Cette légitimité diffuse des discours de forme « marxiste » auprès des militants ou des sympathisants du PS et de la gauche va favoriser l'établissement de plates-formes électorales de facture « marxiste ».

> « Pour comprendre l'attrait qu'exerce alors le style gauchiste auprès des aspirants intellectuels, il faudrait aussi écrire l'histoire du " prêt-à-penser " et du " prêt-à-porter identitaire " dans le monde des intellectuels, montrer quel était alors le crédit du modèle de " l'intellectuel engagé ", de Jean-Paul Sartre, et des *Temps Modernes*, du Che Guevara et des guérilleros d'Amérique Latine, du PCF, de ses intellectuels rebelles (Paul Nizan, Roger Vailland, etc.) et de ses compagnons de route, la vogue qui était alors celle de la vulgate marxiste, produit de l'histoire relativement autonome du sous-champ politique d'extrême-gauche en France et de la vulgarisation du marxisme savant alors dominant dans le champ de production intellectuelle, les profits symboliques qui étaient alors liés à la lecture du *Capital* et de *Lire le Capital*, etc. »[23].

Si les liens entre les principaux intellectuels et les partis de l'opposition apparaissent alors faibles c'est en particulier parce que le statut symbolique de l'intellectuel nécessite une image d'indépendance, c'est-à-dire des stratégies de mise à distance critique des professionnels de la politique, finalement assez proches de celles développées par les

---

22. Il serait ici nécessaire de faire une sociologie historique des relations entre les particularités structurales du champ politique français et le fait que la domination des discours littéraires et philosophiques dans le champ intellectuel avait contribué à marginaliser les acteurs ayant des compétences économiques et à faire de la référence « lettrée » à l'œuvre de Marx une connaissance suffisante des principes de l'économie. Dans la mesure où le Parti communiste qui représentait la principale force politique de la gauche prétendait puiser sa légitimité scientifique et militante dans la référence à l'œuvre de Marx, les concurrents politiques du PC au sein de la gauche étaient en partie contraints de lui disputer symboliquement le « marxisme » et de défendre celui-ci face aux acteurs qui le critiquaient. Dans une telle configuration, les acteurs politiques faisant référence aux courants « capitalistes » de la science économique se voyaient rejeter vers la droite de l'opposition ou vers la majorité politique. Ainsi la question des conditions sociales et économiques de l'application du Programme commun n'était, pour des raisons politiques, débattue qu'au sein des réseaux partisans et intellectuels opposés à sa mise en œuvre. Voir Jacques Attali et Marc Guillaume, *L'Anti-Economique*, Paris, PUF, 1972. Un économiste « libéral », Henri Lepage, s'étonne en 1978 de « l'économophobie généralisée » de la « société française » : « les idées anti-économiques sont aujourd'hui la norme de l'opinion publique. Ce sont elles qui, désormais forment la culture " économique " populaire et conditionnent la plupart des réflexes politiques de nos concitoyens, sans que ceux-ci appartiennent nécessairement à l'opposition d'idéologie socialiste » ; Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Pluriel, 1978, p. 9. La faible centralité des polémiques économiques dans les luttes politiques et le fait que les théories économiques libérales ne constituaient pas le langage d'expression unique de ces débats économiques – comme ce sera le cas après 1983 – est alors à la fois une condition et une conséquence du maintien de l'offre politique de forme « marxiste » de la gauche.

23. Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la " génération de Mai 68 " », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226. Gérard Mauger voit là l'une des interprétations possibles expliquant la diffusion du « style gauchiste » parmi les étudiants et les jeunes intellectuels entre 1965 et 1972. Pour comprendre comment un répertoire argumentatif et un système cohérent de représentations politiques a pu devenir dominant – même momentanément – il apparaît en effet

journalistes vis-à-vis du personnel partisan de leur « camp »[24]. Les intellectuels engagés « à gauche » sont donc conduits à se démarquer des partis de l'opposition en apparaissant soit comme plus « avancés », soit comme plus vigilants face au danger que représenterait le Parti communiste[25]. Les stratégies de mise en scène de leur action politique suivies par les organisations signataires de l'Union de la gauche obéiront donc en partie à la nécessité de respecter la définition publique de « la gauche », de « l'homme de gauche » et des « idées de gauche » qui ont été constituées dans l'interaction entre les organisations qui entendent incarner la tradition ouvrière et le champ intellectuel[26]. On peut observer ainsi une course symbolique à la « radicalité » au cours de laquelle chacun des acteurs politiques et intellectuels de l'opposition cherche à apparaître comme plus authentiquement « de gauche » que ses concurrents mais où chaque acteur s'autorise de la radicalité des autres pour légitimer ses propres positions « radicales ». Les partis de l'opposition développent ainsi des stratégies d'exhibition du soutien des intellectuels sous la forme de participation à des cortèges de manifestations, à des pétitions[27] ou à des colloques[28].

---

essentiel d'examiner les usages quotidiens qui pouvaient en être fait et en particulier les effets de prestige engendrés par l'adoption de postures « d'extrême gauche ».

24. Les relations conflictuelles entre Louis Althusser et le Parti communiste peuvent s'analyser comme un phénomène de multipositionalité dans deux secteurs sociaux disposant de règles propres : l'espace intellectuel qui rétribue la maîtrise « intelligente » et érudite des textes et l'espace politique au sein duquel prime la nécessité de « faire bloc » et de minimiser l'expression du dissensus. Voir Louis Althusser, *L'avenir dure longtemps*, Paris, Stock, 1992, (éd. Livre de poche), p. 227-229 et 259-269.

25. On ne saurait comprendre la logique de l'adoption des postures critiques des intellectuels face au personnel politique de la gauche, faites de surenchères érudites, de profondeur théorique, d'attitude professorale et d'irritation devant les simplifications propres aux offres politiques des partis, si on ne comprenait pas la nécessité de maintenir un écart de prestige dans l'analyse au sein du seul domaine où les intellectuels peuvent revendiquer avec quelques chances de succès un avantage sur les énoncés des organisations politiques généralistes et de leurs porte-parole. Leur crédibilité et finalement leur rôle éventuel dans le champ politique dépendent de l'écart distinctif que les intellectuels parviennent à maintenir entre leur production politique – que la structuration de leurs ressources conduit à justifier par l'autorité et les connaissances acquises par leur travaux proprement intellectuels – et celle des partis. Les compétences techniques propres à la haute administration tendent en outre à concurrencer la légitimité des intellectuels universitaires ce qui se traduit par l'accroissement du nombre des anciens élèves de l'ENA dans les cercles de direction des partis.

26. Selon Gérard Grunberg et Alain Bergounioux, la domination des intellectuels de gauche sur la pensée politique depuis 1945 avait contribué à définir le contenu minimal des idées nécessaires pour qu'un individu puisse se dire « de gauche » sans crainte d'être démenti ou exclu. Il apparaît cependant que le champ intellectuel n'est alors qu'un des secteurs sociaux intervenant dans la définition du noyau central des idées propres au camp politique de « la gauche » : « Le congrès d'Epinay ne s'est pas accompagné d'un mouvement intellectuel comme l'ont été le Front populaire en 1936 ou la politique de Pierre Mendès France en 1954. La mode idéologique de l'après-1968 n'intégrait guère dans ses préoccupations la recomposition du Parti socialiste. Mais il y a, dans l'idéologie comme ailleurs, un air du temps qui aide ou non à donner une légitimité aux idées et aux valeurs. La domination des intellectuels de gauche sur la pensée politique avait été telle, depuis la Libération, qu'elle avait rendu pleinement légitime et difficilement contournable un système de pensée confondant une idée de la République et une symbolique révolutionnaire, l'anticapitalisme et les principes du marxisme, l'anti-américanisme et l'universalité française, l'attachement au monde ouvrier et la férule du Parti communiste. Les critères d'une idée ou d'un homme de gauche étaient ainsi fixés » ; Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, p. 398. L'utilisation de la notion « d'air du temps » pour expliquer le fait qu'un certain nombre d'agents sociaux partagent un ensemble de représentations communes a cependant pour inconvénient de considérer comme une variable indépendante et finalement inexplicable les caractéristiques idéologiques d'une époque c'est-à-dire des phénomènes qu'il serait au contraire nécessaire d'analyser.

27. Pour un aperçu de l'activité pétitionnaire des intellectuels voir Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXème Siècle*, Paris, Fayard, 1990. Voir également la

Pierre Bourdieu qui a également été un acteur des configurations universitaires de cette époque a cherché à analyser cette polarisation « à gauche » des producteurs intellectuels et des étudiants par la structure hiérarchique des institutions universitaires et scolaires qui aurait conduit les « intellectuels subalternes » – « actuels ou potentiels » – à développer un discours de forme « hérétique » universalisant leur opposition aux niveaux supérieurs des hiérarchies culturelles auxquelles ils appartenaient ou aspiraient à appartenir. Ainsi, il cherche à lier la généralisation des postures politiques « gauchistes » et les « intérêts matériels ou symboliques des intellectuels subalternes – actuels ou potentiels – des grandes bureaucraties de la production culturelle » :

> « Le “ gauchisme pratique ” doit sans doute beaucoup moins qu'on ne l'a cru à la diffusion d'idéologies savantes – comme celle de Marcuse, plus souvent invoqué par les commentateurs que par les acteurs – même si, selon la logique caractéristique de la prophétie, certains des porte-parole ont dû une part de leurs effets et de leur charisme à leur art de porter dans la rue et dans le débat public des versions vulgarisées des savoirs savants, réduits souvent à des thèmes et des mots inducteurs qui étaient jusque-là réservés à l'échange restreint entre les docteurs (“ répression ” et “ répressif ” par exemple). L'apparence de la diffusion résulte en fait de la multiplicité des *inventions simultanées*, mais indépendantes, quoique objectivement orchestrées, que réalisent en des points différents de l'espace social, mais dans des conditions similaires, des agents dotés d'habitus semblables et, si l'on peut dire, d'un même *conatus* social, en entendant par là cette combinaison des dispositions et des intérêts associés à une classe particulière de position sociale qui incline les agents à s'efforcer de reproduire, constantes ou augmentées, sans même avoir besoin de le savoir ni de le vouloir, les propriétés constitutives de leur identité sociale. Aucune production idéologique n'exprime mieux en effet les contradictions spécifiques et les intérêts matériels ou symboliques des intellectuels subalternes – actuels ou potentiels – des grandes bureaucraties de la production culturelle dont le paradigme le plus ancien est évidemment l'Eglise, que la thématique qui s'invente alors, dans l'apparence de la liberté la plus anarchique, selon un petit nombre de schèmes générateurs communs tels que les oppositions entre l'invention et la routine, la conception et l'exécution, la liberté et la répression, formes transposées de l'opposition entre l'individu et l'institution. La contestation typiquement *hérétique* des hiérarchies culturelles et de la parole d'appareil qui, dans une variante moderne de l'idée de *sacerdoce universel*, professe une sorte de droit universel à

---

publication de listes de soutien de personnalités intellectuelles et artistiques lors des élections présidentielles de 1974 et de 1981, *le Monde* des 15, 16, 17 et 18 mai 1974. Signent en faveur de François Mitterrand Aragon, Simone de Beauvoir, Régis Debray, Marguerite Duras, Jean-Pierre Faye, Michel Foucault, Jean Genet, Henri Lefebvre, Laurent Schwartz, Philippe Sollers, François Truffaut, Antoine Vitez (entre autres). Signent en faveur de Valéry Giscard d'Estaing, outre Raymond Boudon, François Bourricaud et Pierre Chaunu, essentiellement des professeurs de droit ou de médecine qui n'ont qu'une position marginale parmi les intellectuels. En 1981 Michel Foucault n'a pas signé pour le comité se soutien à la candidature de François Mitterrand mais, dans une interview du 30 mais 1981, il déclare apporter son soutien au nouveau gouvernement, voir Didier Eribon, *Foucault*, Paris, Flammarion 1989, p. 277.

28. Le Parti socialiste a également recours à une catégorie particulière d'intellectuels – les experts économiques ou les hauts fonctionnaires – pour établir publiquement la crédibilité des propositions du PS. Les experts mobilisés par le Parti socialiste et dans une moindre mesure par le Parti communiste, donnent une caution « scientifique » au discours « radical » de la gauche. Le caractère sérieux et réalisable des propositions du Programme commun et de la plate-forme présidentielle de 1981 est attesté par un certain nombre « d'autorités » mobilisées en fonction de leur notoriété et de leur prestige. Cette stratégie symbolique de garantie de la crédibilité économique des propositions « de gauche » s'impose d'autant plus impérieusement au PS que les dirigeants de la majorité insistent fréquemment sur « l'incompétence » dont feraient preuve les « socialo-communistes » et sur l'irréalisme de leurs propositions (voir les stratégies discursives utilisées par Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre lors des débats télévisés qui les opposent à François Mitterrand en 74, 79 et 81, en particulier les tentatives « d'interrogation » érudite sur l'économie. Selon Alain Duhamel : « La gauche s'arroge le monopole du cœur, la majorité celui de la compétence », Alain Duhamel, *La République giscardienne. Anatomie politique de la France*, Paris, Grasset, 1980, p. 98).

l'expression spontanée (le " droit à la parole "), entretient une relation évidente avec les intérêts spécifiques des intellectuels dominés des grandes bureaucraties de la science et de la culture [...] »[29].

Si cette interprétation permet de rendre compte du succès social des postures « gauchistes » chez les étudiants et dans certaines catégories professionnelles, elle n'explique pas pourquoi le discours « gauchiste » se généralise précisément à la fin des années soixante et soixante-dix avant de régresser durant la décennie quatre-vingt alors qu'on peut supposer que les besoins argumentatifs de ces catégories précèdent de beaucoup 1960 et ne s'interrompent pas en 1980. Certains sociologues ont également tenté d'expliquer le développement du mécontentement au sein de l'enseignement supérieur et l'adoption de postures politiques « radicales » à la veille de 1968 par l'écart entre les attentes suscitées par l'entrée à l'université d'étudiants issus de catégories sociales qui n'en étaient pas usagers et la réalité du marché du travail qui ne permettait pas à chaque diplômé d'obtenir le poste et le statut auparavant attachés à leur titre scolaire[30]. Le hiatus entre les aspirations et les chances de réussite professionnelle objectives conduisant les étudiants à des situations de « déclassement » aurait facilité la diffusion des postures protestataires du « gauchisme pratique ». Cependant cette hypothèse ne permet pas d'expliquer certaines caractéristiques des processus de « radicalisation » concomitant des acteurs intellectuels et des étudiants puis du mouvement contraire de déclin de l'usage des thèmes « gauchiste », en particulier leur caractère collectif et généralisé et leur conjonction avec des configurations politiques particulières : la présence de gouvernements gaullistes puis socialistes[31]. En

29. Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984, p. 230. Si les discours des acteurs expriment partiellement la perception qu'ils ont de leurs intérêts sociaux, on ne peut toutefois déduire directement de ceux-ci la forme que prend cette expression et ses fluctuations. Cf. François Dosse, *Histoire du structuralisme*, *op. cit.*, p. 147.

30. Voir Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, 1978, p. 2-22 et *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 207-250, Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la " génération de Mai 68 " », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, Puf, 1994, p. 206-226, Bernard Lacroix, « *À* contre-courant : le parti pris du réalisme », *Pouvoirs*, n° 39, p. 117-126, « Les jeunes et l'utopie. Transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 68 », in *Mélanges offert au professeur J. Ellul*, Paris, Puf, 1983 et Raymond Boudon, « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales E. S. C.*, vol. 24, mai-juin 1969, p. 738-764.

31. Gérard Mauger n'ignore pas ces problèmes : « Mais l'inflation et la dévaluation des titres scolaires n'ont pas pris fin avec les événements de mai-juin 1968 : comment alors rendre compte du fait que des situations identiques (en fait aggravées) aient pu produire des réactions différentes, voire opposées ? On peut supposer que les nouvelles générations scolaires ont pris conscience de l'inflation-dévaluation des titres scolaires et du nouveau cours des titres sur le marché du travail et que, plus réalistes et mieux informées, elles sont moins exposées aux désillusions, au désenchantement [...]. Mais surtout, les schèmes de représentation et d'action face au déclassement (le Zeitgeist, l'humeur, la doxa) transmis, proposés en modèles, inculqués, aux nouvelles générations de déclassés par la génération qui, la première, a fait l'expérience du déclassement (la " génération de mai 1968 "), se sont transformés au fil du temps : stratégies, visions du monde, styles de vie liés aux différentes étapes du vieillissement social (et du reclassement) de la " génération de mai 68 " », *ibid.*, p. 216. Après avoir lié les représentations politiques des agents de la « génération de 1968 » à des processus morphologiques universitaires indépendants des processus politiques, il devient ensuite nécessaire de lier leur déclin à une évolution morphologique équivalente, le processus de « reclassement », expérimenté par l'ensemble de la « génération ». Cependant, le *modus operandi* du processus de conversion des frustrations

établissant un lien direct et univoque entre la trajectoire scolaire et professionnelle des agents et leurs idées, une telle hypothèse ne tient pas compte des processus souvent longs de construction des représentations politiques au sein de configurations politiques particulières et des logiques proprement intellectuelles de l'engendrement des idées au sein d'un espace de concurrence entre producteurs[32]. Il est d'ailleurs méthodologiquement délicat de faire d'une source de mécontentement précise et unique (en l'occurence les difficultés que rencontrent les diplômés pour obtenir de leurs titres scolaires le rendement espéré) l'origine de la généralisation d'un ensemble de discours politiques critiques de forme universaliste et générale qui ne font pas référence aux causes auxquelles on les impute. Il ne faut pas sous-estimer ce que la forme et le contenu de la production intellectuelle doivent à la structuration du champ culturel, au système d'oppositions entre les producteurs et aux répertoires discursifs déjà existants qui tendent à fonctionner comme matrice d'engendrement selon la double logique de l'imitation de formes intellectuelles existantes et du décalage distinctif. Le contenu de la production intellectuelle des années soixante ne peut donc pas être considéré indépendamment des œuvres antérieures. Il apparaît de surcroît difficile d'ignorer, dans la constitution des dispositions politiques d'une partie des étudiants et des jeunes intellectuels des années soixante, l'effet structurant des luttes idéologiques et politiques qui ont accompagné d'une part la décolonisation et la guerre d'Algérie[33], d'autre part la transformation des institutions politiques et l'arrivée au pouvoir du personnel gouvernemental gaulliste. L'instauration du régime présidentiel et d'un mode de scrutin majoritaire, joints à l'absence d'alternance au pouvoir entre 1958 et 1968 – situation qui contrastait avec les configurations parlementaires changeantes de la IVème République – ont partiellement modifié les modes d'apprentissage de la politique par les jeunes et accru les chances d'identification à un camp politique, en général selon une logique d'opposition à

---

relatives individuelles en dispositions idéologiques « radicales » exprimées dans un langage « universaliste » est difficile à identifier et à décrire.

32. Il apparaît délicat de faire de l'expérience du « déclassement » l'origine du processus de « radicalisation » politique des étudiants, puisqu'il s'agit d'une population qui se situe précisément dans une période « d'indétermination professionnelle » (voir Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme... », *in* Jacques Chevallier, *L'identité sociale*, *op. cit*., p. 209). Les défenseurs de cette hypothèse parlent donc plutôt « d'inquiétude » face aux « menaces de déclassement », de « décalage » entre « aspirations » et « chances objectives » (*ibid*. p. 215), voire de « pressentiment » du déclassement. On peut cependant douter que la simple « menace » de déclassement puisse suffire, à elle seule, à expliquer de façon convaincante la diffusion de représentations politiques « radicales » chez les étudiants et l'intensité de celles-ci. D'ailleurs, si les étudiants avaient des motifs de mécontentement, les représentations politiques « gauchistes » ou « marxistes » ne semblent pas avoir été généralisées au sein de la jeunesse (voir en particulier, Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 1. Les années de rêve*, *op. cit*.). L'identité des représentations des acteurs n'apparaît d'ailleurs nullement nécessaire pour rendre compte du déclenchement des situations d'émeutes et de crise politique (voir Michel Dobry, *Sociologie de crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986 et pour une analyse du processus de déclenchement de l'émeute voir Christian Bachmann et Nicole Leguennec, *Violences urbaines*, *op. cit.*, p. 343-358.). La diffusion et la généralisation de représentations politiques « radicales » est plutôt un résultat qu'un *prerequisit* des évènements de mai 68.

33. Sur le rôle de la guerre d'Algérie dans la constitution des sensibilités politiques voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986,

l'égard du personnel politique au pouvoir[34]. En outre, il ne faudrait pas négliger les transformations – consécutives à la période de l'Occupation et de la Collaboration – des modes de pensée et des représentations de la politique provoquées par la quasi-disparition de toute expression publique d'une pensée « de droite » ou « d'extrême droite »[35]. Cette disqualification politique des idées « conservatrices » s'accompagne dans le champ intellectuel d'une réduction de l'influence des intellectuels de droite très présents avant 1939[36]. Que la formation universitaire des jeunes intellectuels sortant de l'université à partir des années cinquante se soit entièrement déroulée dans une configuration du champ intellectuel dominée par des thématiques « de gauche » n'est sans doute pas sans effet sur leurs orientations idéologiques et sur les postures politiques qu'ils sont susceptibles d'adopter. Enfin, il semble difficile de dissocier les orientations politiques ayant cours au sein du champ de production intellectuel des chances objectives de placement professionnel – pas seulement au sein du monde universitaire – liées à la conjoncture économique. Il apparaît ainsi que la situation de plein emploi était probablement un facteur facilitant le développement d'attitudes revendicatrices, dont les effets se faisaient sentir au-delà du seul monde de l'entreprise privée[37]. Le processus d'expansion économique et le succès relatif

---

p. 196-204 et dans le cas des luttes internes à l'UNEF, voir Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983.

34. La mise en place d'un gouvernement stable menant une politique de développement industriel active était sans doute nécessaire à la généralisation de représentations politiques « marxistes » où les titulaires de positions d'autorité politiques ou économiques sont identifiés à la « bourgeoisie » à laquelle est opposé le « prolétariat ». Le nouveau gouvernement rend plus facile que sous la IVème République, le travail symbolique des organisations militantes de gauche pour identifier les élites économiques et politiques et dénoncer leur collusion. En outre, la présence d'un pouvoir apparaissant fort et donc susceptible d'être tenu pour responsable des dysfonctionnements du système éducatif et des difficultés d'insertion professionnelle des diplômés facilite le processus de transformation des mécontentements individuels en représentations politiques critiques des élites économiques et politiques « de droite ».

35. On pourrait ainsi soutenir que la délégitimation de l'ensemble du personnel politique et des idées qui apparaissent associées au régime de Vichy aboutit, après 1945, à une transformation généralisée des façons de considérer la politique, de la tonalité du débat public et donc à une rupture des modes de reproduction familiaux des représentations politiques. L'emprise des conceptions sociales « démocrates-chrétiennes » ou socialistes tend alors à structurer le débat politique et à constituer un impensé généralisé, qui forme le contexte de socialisation politique diffus des nouvelles générations d'intellectuels.

36. Selon Jean-François Sirinelli, la délégitimation de la pensée et des intellectuels de droite s'étend bien au-delà des seuls intellectuels compromis : « Ce ne fut pas la seule extrême droite “ collaborationniste ” – à laquelle s'ajoutait, on l'a vu, un rameau venu de la gauche, notamment par pacifisme – qui est réduite au silence, mais une large frange de la droite intellectuelle, pour soutien ou, pour le moins, neutralité bienveillante envers le vichysme. D'autant que même ses éléments non compromis se taisent, en raison du discrédit qui pèse alors sur les idées de droite, assimilées au nazisme et à l'holocauste et qui connaissent alors une véritable “ délégitimation ” (François Bourricaud) » ; Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 146 et p. 190 et Francois Bourricaud, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980.

37. Si on constate que l'augmentation du chômage à partir de 1974 a accru les possibilités de répression du syndicalisme au sein des entreprises et restreint la capacité des salariés à mener des actions de protestation, on doit admettre que la situation de plein emploi que l'on connaissait entre 1960 et 1974 induisait une forte combativité et une ambiance intellectuelle favorable à la contestation. Une situation de plein emploi représente ce qui – dans le monde de l'entreprise privée – s'approche le plus près de la garantie de l'emploi. Il faudrait alors décrire comment, à partir de « luttes » victorieuses et de l'absence de toute peur du lendemain, se diffusent des postures revendicatives « radicales » au sein du monde salarié par le biais des organisations militantes ou des médias.

des grèves et des revendications salariales[38] durant la décennie précédant Mai 68 contribuaient à définir un horizon d'attente favorable et tendaient en outre à dissoudre les notions de « rareté » et de « contraintes économiques » pour ne laisser apercevoir que la capacité de l'économie à engendrer des profits et à produire de façon toujours croissante[39]. Ce que les observateurs décrivent souvent comme un « air du temps » contestataire peut donc en partie s'expliquer comme la conjonction d'une configuration politique qui facilitait la constitution d'identités politiques durables fondées sur l'opposition à un régime exceptionnellement stable et d'une conjoncture économique d'expansion et de plein emploi qui permettait à chacun d'envisager une trajectoire sociale ascendante en disposant de la certitude de pouvoir retrouver du travail en cas d'antagonisme grave avec un employeur. La production d'une critique « politique » de « l'autorité » et du « capitalisme » au sein du champ intellectuel se trouve nourrie par les nécessités argumentatives de l'opposition politique au nouveau régime. La diffusion de postures « gauchistes » chez les étudiants est ainsi favorisée par la conjonction d'un mécontentement structurel provoqué par l'augmentation des effectifs universitaires mais aussi par le processus de croissance économique rapide que connait alors la France et d'une offre critique monopolisée – pour des raisons historiques – par les intellectuels et les partis « de gauche ». Le marché des biens symboliques apparait donc à partir de 1962 et de la fin de la guerre d'Algérie durablement orienté « à gauche » par la présence du gouvernement gaulliste.

3) Luttes politiques et luttes intellectuelles durant la décennie soixante-dix

Beaucoup d'observateurs de la vie intellectuelle ont voulu voir une cohérence entre le choix des sujets d'études de certains intellectuels, le mode de traitement de ces sujets (« structuralisme » ou « marxisme »[40]) et leur engagement politique « à gauche ». On peut

38. Le pouvoir d'achat réel des salaires ouvriers qui avait plus que doublé entre 1960 et 1975 commence à baisser à partir de 1977 ; voir Jean Fourastié, *Machinisme et bien-être*, Paris, Hachette, rééd 1988, cité *in* Christian Bachmann et Nicole Leguennec, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la vill*e, Paris, Albin Michel, 1996, p. 528.

39. En ce sens l'émergence durant les années soixante et soixante-dix des thématiques sur la « société de consommation », les « excès de l'économie capitaliste » ou certains thèmes écologistes sont sans doute propres à une situation économique d'élévation rapide du pouvoir d'achat au cours de laquelle les classes moyennes intellectuelles se voient rattraper dans leur niveau et dans leur style de vie par les catégories salariées qu'ils perçoivent comme culturellement et socialement inférieures. Ces discours permettent à tous les détenteurs de ressources intellectuelles de disposer d'un répertoire argumentatif pour s'opposer symboliquement aux valeurs perçues comme « matérialistes » des catégories sociales en ascension mais aussi à la domination des détenteurs de ressources économiques plus proches des thèmes productivistes.

40. Ce qui sous la plume de certains commentateurs n'est pas loin d'être la même chose. Voir Raymond Boudon, « The freudian-marxian-structuralist movement in France », *The Tocqueville Review*, hiver 1980, François Furet, « Les intellectuels français et le structuralisme », *Preuves*, n° 192, février 1967, Gil Delannoi, Les années utopiques (1968-1978), Paris, La Découverte, 1990, Pierre Grémion, *La gauche face au renouveau et à la répression tchécoslovaque, 1968-1978*, Paris, Julliard 1985 et Luc Ferry et Alain Renaut, *La*

en effet supposer que le choix des sujets de beaucoup d'intellectuels – la prison et l'asile pour Michel Foucault, l'analyse de la reproduction sociale à travers le système scolaire pour Pierre Bourdieu, les mouvements sociaux pour Alain Touraine, les classes sociales pour Nicos Poulantzas, le pouvoir pour Gilles Deleuze et Félix Guattari – n'étaient pas sans relation avec les préoccupations d'ordre politique que pouvaient avoir ces auteurs. Outre l'utilisation politique ou légitimatrice directe qui pouvait être faite des écrits des intellectuels les plus connus, leur production savante qui semblait se recouper sous certains aspects – en particulier les critiques partiellement convergentes du « pouvoir », de la « domination », de l'organisation « marchande » de la société ou de la « société de consommation » – engendrait un effet de légitimation diffus des thèses des acteurs politiques « de gauche » ou « d'extrême gauche »[41].

> « Les travaux, fort différents, de Michel Foucault, de Félix Guattari et Gilles Deleuze, de Jean Baudrillard, de Pierre Bourdieu – pour prendre les noms les plus illustres de la pensée critique[42] –, en traquant les inégalités de pouvoir inscrites au cœur des structures sociales, en passant au crible les grandes institutions – l'école, la justice, les médias, etc. –, jetaient pour le moins des doutes sur les fondements même de la gauche politique, faite de confiance dans l'action réformatrice de l'Etat[43]. Mais ils revêtaient un sens anticapitaliste qui

---

pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain, Paris, Gallimard, 1986. Ces deux derniers auteurs, analysent dans le chapitre « marxisme » de la « pensée de Mai 68 », la sociologie de Pierre Bourdieu plutôt que l'œuvre de Louis Althusser. Ce livre, destiné à critiquer les œuvres des intellectuels que les auteurs estiment s'opposer au processus de « retour du Sujet » ne s'intéresse qu'aux intellectuels « structuralistes » ou « marxistes » dont l'influence perdure en 1986. La perte d'influence de Louis Althusser et du « marxisme » en général après 1981 rend superflue l'écriture d'un chapitre consacré à la pensée de Louis Althusser. Au contraire, la reclassification de Pierre Bourdieu comme « marxiste » durant les années quatre-vingt, participe d'une volonté de l'associer symboliquement à un ensemble de références savantes qui apparaissent en perte de vitesse et qui vont être démonétisées comme « archaïques ».

41. Bien entendu les intellectuels n'ont pas, par la seule force de conviction de leur production culturelle, une influence sur le champ politique. Leur action suppose au contraire des structures susceptibles d'accueillir leurs énoncés et de leur accorder du crédit – journalistes, intermédiaires culturels, personnel politique, etc. – ainsi qu'un public disposé à leur reconnaître une certaine autorité. C'est sans doute parce que les intellectuels étaient structurellement connus et respectés en France – *cf.* le prestige acquis par Sartre – que leurs prises de paroles étaient capables d'avoir des effets sur le champ politique. Pour retracer l'histoire du crédit dont étaient susceptibles de bénéficier les interventions publiques des intellectuels au sein des luttes politiques voir Christophe Charles, *La naissance des intellectuels*, Paris, Minuit, 1990, Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle, Khagneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, *op. cit.*, Anne Boschetti, *Sartre et « Les Temps Modernes ». Une entreprise intellectuelle*, Paris, Minuit, 1985, Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde..., op. cit.*, et Rémy Rieffel, *Les intellectuels...*, *op. cit.*,

42. Le classement de ces auteurs dans une même catégorie, celle des auteurs « critiques » « progressistes » n'est sans doute possible que depuis un état du champ culturel où ces intellectuels sont devenus sinon minoritaires en tout cas moins dominants. Si la conjoncture intellectuelle des années 1970 avait perduré, il est probable que la taxinomie du commentateur aurait plutôt distingué entre les différents courants issus de ces auteurs. On peut aussi considérer ce regroupement comme une façon d'écrire l'histoire intellectuelle. En organisant la présentation de ces auteurs autour de ce qui est identifié comme une caractéristique commune à leurs œuvres – leur orientation idéologique – les commentateurs tendent ici à réduire leurs travaux proprement intellectuels à leurs prises de position politiques dans un état révolu des configurations partisanes et – donc – intellectuelles. Pour une classification similaire des spécialistes de sciences sociales des années soixante et soixante-dix voir Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *L'amour et la Justice comme compétence*, *op. cit.*, p. 49 (note 12) et *De la justification*, *op. cit.*, p. 417-421.

43. Il n'est pas sûr que cette critique de l'Etat – alors identifié aux gaullistes puis aux giscardiens – ait pu être interprétée comme une invalidation de type « libéral » de l'action de la puissance publique (les entreprises privées sont alors encore plus profondément disqualifiées par leur caractère « capitaliste » fondé sur « le profit ») mais au contraire un appel à la réforme des institutions (*cf.* le militantisme de Michel Foucault pour une réforme du système carcéral). Percevoir une contradiction patente et immédiate entre les travaux « antiautoritaires » des intellectuels et un Programme commun de la gauche politique d'allure « étatique » est

> leur donnait une tonalité commune. L'idée d'autogestion, véritable mot gigogne dans les années soixante-dix, sur laquelle la " deuxième gauche " voulait bâtir une culture politique anti-étatique, est venue cependant s'adjoindre aux notions de nationalisation et de planification pour former le triptyque talisman de la gauche. Toutes ces ambiguïtés donc, dont certaines ont préparé le retournement des années ultérieures en mettant en cause le pouvoir partout où il se trouvait, n'ont pas été réellement perçues dans les cinq ou six années qui ont suivi Mai 68. L'air du temps idéologique était anticapitaliste : la plupart des travaux et ouvrages qui ont alors marqué la gauche intellectuelle approfondissaient la critique de la société capitaliste. La gauche politique, communiste et socialiste en reçut une légitimation indirecte. L'échec politique du gauchisme, patent dès 1972-1973, a porté l'intérêt vers la gauche du programme commun qui, tout en avançant l'idée d'une rupture, promettait des réformes concrètes. [...] Si les grandes figures de l'intelligentsia française n'ont pas pour autant modifié leur position essentiellement critique, la gauche du programme commun trouvait une force en incarnant le principe de réalité »[44].

Le champ intellectuel des années 1965-1975 peut apparaître aux observateurs distants soit dans le temps soit au sein de l'espace de production intellectuel – comme le théâtre d'un mouvement foisonnant, disposant d'une aile intellectuelle (i.e. Foucault, Deleuze, Althusser, Barthes, Lacan, Poulantzas, Touraine, Baudrillard) et d'une aile plus ouvertement « politique », chacune légitimant la démarche de l'autre et participant d'une entreprise de contestation de l'ordre social qui procéderait de Mai 68 ou qui l'aurait initié. S'il ne faut pas céder à cette abusive globalisation rétrospective qui tendrait à rapprocher des auteurs et des thématiques dissemblables, parce que l'évolution ultérieure du champ intellectuel nous les ferait paraître proches, il est possible entre 1965 et 1975 d'identifier parmi les principaux « courants de pensée » des « orientations » communes, qui tiennent plus d'une même posture politique « progressiste » et d'une semblable hostilité au gouvernement « de droite » que d'une perspective politique qui aurait été partagée par l'ensemble de ces tendances ou de ces individualités[45]. C'est parce que l'opposition au gouvernement gaulliste puis giscardien constituait un cadre partagé par de nombreux acteurs politiques et intellectuels que peut se nouer, selon la logique du flou, une conjonction implicite entre des agents dont

---

une reconstruction *ex post* à partir d'un état du débat public qui incline à penser toute critique de l'Etat comme une défense de la « société civile » et en dernière analyse du secteur privé. Au contraire, il semble que la critique de l'Etat modernisateur gaulliste, interventionniste dans le secteur économique et autoritaire sur le plan social et politique pouvait alors sans difficulté être associée à la mise en cause de l'organisation inégalitaire de l'économie et des processus de reproduction des positions sociales dominantes sans pour cela entraîner de contradictions particulières avec le discours politique de « la gauche ».

44. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, p. 400.

45. Pour un aperçu sommaire des divergences et des traits communs aux diverses pensées associées à Mai 68 et sur la capacité des commentateurs ultérieurs à fondre les différents penseurs et intellectuels de cette période au sein d'une communauté d'idées et de tendances, voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 215-220 : « Concilier Marx et Freud passe pour définir l'horizon scientifique de la génération. Ailleurs c'est le qualificatif de " structuraliste ", déjà mis en avant pour Lacan, qui sert, on l'a vu, d'étiquette à l'œuvre d'un Claude Lévy-Strauss, dont les disciples, volontiers plus métaphysiques ou plus politiques que leur maître, déduisent une mort de l'homme par atomisation. Le rayonnement tout particulier d'un Roland Barthes ou d'un Michel Foucault va peut-être tenir précisément à leur situation au carrefour : deux œuvres " structuralistes ", sans doute, dans l'état où Mai 68 les trouve, mais fort évolutives l'une et l'autre : les contemporains en retiennent surtout la démolition du système occidental moins d'ailleurs de pensée que de " savoir ". *À* la grande béance du référent répondent donc ici le prolétariat, là le désir, ailleurs la structure [...] ».

les enjeux sociaux étaient partiellement situés sur des plans différents. Il suffisait que les principaux acteurs de la gauche intellectuelle s'opposent au gouvernement en place et s'abstiennent de critiquer publiquement les dirigeants et les propositions du Programme commun pour que le grand public cultivé fût susceptible d'accepter comme allant dans le même sens, les critiques « anticapitalistes » « intellectuelles » de la gauche intellectuelle et « l'anticapitalisme » politique des dirigeants des partis communiste et socialiste. L'engagement « à gauche » d'une fraction importante des intellectuels et des artistes disposant d'une certaine notoriété et la communauté de thèmes et parfois d'action qu'ils entretenaient avec les porte-parole de la gauche politique ne pouvaient pas ne pas être considérées comme une légitimation diffuse de l'action de ceux-ci contribuant à accroître la crédibilité des propositions du Programme commun puis du programme du candidat François Mitterrand.

L'engagement des principaux intellectuels se fait alors à deux niveaux : d'une part sur un plan strictement professionnel par la production d'énoncés critiques – « antiautoritaire », « anti-pouvoirs », « anticapitaliste », etc. –, qui vont être repris et utilisés par certains acteurs contestataires (militants, étudiants, groupes politiques) pour constituer un ensemble de références culturelles prestigieuses légitimant l'analyse de la société sous les catégories de l'exploitation économique et de la domination de classe ; d'autre part sur un plan politique, lorsque ces mêmes intellectuels prendront part aux luttes partisanes en engageant leur crédit symbolique lors de pétitions ou de manifestations suscitées par les organisations « de gauche », ou même lorsqu'ils soutiendront publiquement des groupes étiquetés comme « gauchistes »[46]. Les prises de position publiques des intellectuels peuvent prendre la forme de collaborations directes avec le personnel politique de « la gauche » au cours de multiples événements de la vie politique ou culturelle, suscités ou non pour mettre en scène la proximité politique des partis de l'opposition et « des intellectuels » – pétitions, manifestations, colloques. Ce type de rassemblements, juxtaposant des acteurs engagés dans des logiques sociales différentes, est susceptible de procurer des profits symboliques ajustés aux nécessités de mise en scène de soi de chaque catégorie de participants[47] : les

46. Michel Foucault apparaît très présent parmi les mouvements de soutien à l'extrême gauche et un temps très proche des militants de la Gauche prolétarienne. Il participe à la création et à l'animation du Groupe d'information sur les prisons et signe un texte très engagé dans lequel on perçoit comment la conceptualisation « antirépressive » est susceptible d'être engagée dans les luttes politiques : « Nul d'entre nous n'est sûr d'échapper à la prison, aujourd'hui moins que jamais. Sur notre vie de tous les jours le quadrillage policier se resserre ; dans la rue et sur les routes ; autour des étrangers et des jeunes ; le délit d'opinion est réapparu ; les mesures antidrogue multiplient l'arbitraire : nous sommes sous le signe de la « garde à vue ». On nous dit que la justice est débordée, nous le voyons bien. Mais si c'était la police qui l'avait débordée ? On nous dit que les prisons sont surpeuplées. Mais si c'était la population qui était emprisonnée ? » Texte extrait du manifeste cosigné par Michel Foucault, Pierre Vidal-Naquet et Jean-Marie Domenach, cité in Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 2. Les années de poudre*, *op. cit.*, p. 295, voir aussi *ibid.* p. 438-439.

47. La composition des têtes de cortège des grandes manifestations « de gauche » entre 1971 et 1981 vaudrait à elle seule une étude. La place de chaque personnalité au sein des cortèges dépend en effet de son

hommes politiques bénéficient ainsi de la notoriété et de la légitimité des intellectuels ou des artistes, tandis que ceux-ci montrent qu'ils participent « aux luttes » au côté des partis revendiquant la représentation des catégories sociales les plus « défavorisées »[48]. Sans que cela soit contradictoire, on pourra observer simultanément chez les intellectuels les plus proches de « la gauche » la recherche d'une proximité symbolique avec les responsables politiques des partis qui incarnent une alternance possible et des stratégies de prises de distance visant à ne pas attacher complètement leur image publique ou leur statut de « penseur » à des entreprises politiques dont les contraintes de production de discours – notamment en terme d'établissement des faits et de cohérence des énoncés – sont différentes de celles en vigueur dans le champ intellectuel. Cette pluralité de postures est imposée par la pluralité des secteurs sociaux – et donc de systèmes de contraintes – dans lesquelles sont susceptibles d'être engagés les intellectuels. Cependant, le rapprochement entre les langages et les thématiques spécifiques du champ intellectuel et les mises en forme des « questions politiques » propres au personnel politique de « la gauche » semble d'autant plus facile à établir que les constructions intellectuelles apparaissent bien souvent comme une traduction savante d'énoncés relevant de logiques politiques[49]. En effet, au delà

---

rang dans son organisation militante (et de la position de celle-ci vis-à-vis des organisateurs de la manifestation), de sa notoriété médiatique ou du prestige symbolique qu'elle peut apporter à la manifestation. La position relative de chaque acteur – leader politique ou syndical, intellectuel, artiste etc. – susceptible d'apparaître et de « faire poids » en tête de la manifestation peut donc être considérée comme un indicateur de sa dimension au sein de la famille de « la gauche » et de son utilité symbolique marginale face aux caméras.

48. Il ne faut sans doute pas négliger les logiques spécifiquement publicitaires liées à l'engagement politique de certains intellectuels pour lesquels leurs convictions sont d'autant plus facilement affichées qu'elles n'entrent pas en contradiction avec leurs intérêts professionnels. En ce sens, le caractère simultané de l'adoption de postures engagées par les artistes ou les intellectuels au cours de certaines périodes a sans doute à voir avec la perception de la valorisation potentielle de ce type d'attitude auprès des intermédiaires culturels et au sein d'une partie du public. Lorsque les artistes ou les intellectuels entendent maintenir une posture engagée alors que la conjoncture appelle au contraire des attitudes de distance à la politique, ils peuvent être sujet à des processus de démonétisation de leurs ressources symboliques à la suite de campagnes objectivement orchestrées tendant à les présenter sous des catégories dépréciatives (*e.g.* « ringards » – c'est-à-dire représentants d'un état dépassé du champ de production culturel –) menées par tous ceux qui participent de la nouvelle définition des attitudes valorisées. Ainsi les trajectoires de Jean Ferrat et d'Yves Montand, proches lorsque la gauche se trouve dans l'opposition, divergent-elles sensiblement lorsque les transformations de l'offre politique de « la gauche » les placent dans des catégories différentes d'engagement – le premier restant plus longtemps attaché à l'ancienne définition des thématiques de « la gauche » tandis que le second prenait part activement à leur redéfinition (*cf*. la présentation de l'émission « Vive la crise »).

49. Les responsables du PS chargés de la culture et les intellectuels les plus engagés en faveur de la réussite électorale de « la gauche » sont susceptibles de produire des énoncés politiques dotés d'une mise en forme « philosophique » permettant d'additionner les légitimités et les profits sociaux : « Les contre-pouvoirs reconstruisent l'autonomie en défaisant partout la norme unique : pas de classe dominante, pas d'équivalent général, pas de vérité officielle, pas de langage obligatoire. Les contre-pouvoirs sont différenciés, ils construisent les différences. De force, de travail, d'échange et d'information. Ils sont contre le pouvoir et contre le pouvoir unique [...] » citation issue de *Liberté, Libertés. Réflexions du comité pour une charte des libertés* animé par Robert Badinter, Paris, Gallimard, 1976 cité *in* Louis Pinto, *Les philosophes…*, *op. cit.*, p. 118. Louis Pinto précise qu'au « “ comité d'étude et de réflexion pour une charte des libertés ” figuraient François Châtelet, Elisabeth de Fontenay ; au comité de rédaction : Jacques Attali, Régis Debray et Michel Serres ». Au sein de cette liste, si la distinction entre les « intellectuels » et les « hommes politiques » est rétrospectivement nettement établie, il n'en était sans doute pas de même en 1976, Jacques Attali apparaissant comme un « économiste » et Robert Badinter comme un avocat ayant écrit plusieurs livres contre la peine de mort. Si Régis Debray nous semble devoir être classé parmi les « intellectuels » c'est peut-

des pratiques d'engagement de certains intellectuels en faveur d'entreprises politiques, c'est le contenu même de la production savante des années soixante-dix qui apparaît dominée par les thématiques et les mises en forme propres au champ politique[50]. Louis Pinto montre par exemple comment après 1968, le discours philosophique « d'avant-garde » est fortement imprégné par les logiques politiques revendicatives, au point que l'imbrication des préoccupations de distinction et de hauteur philosophique et d'un langage « politique » apparaît constitutive de la forme prise par une certaine production philosophique que rétrospectivement nous trouvons caractéristique de cette époque.

> « La politisation du discours philosophique apparaît ainsi comme un trait distinctif de la production d'avant-garde d'après Mai 68. L'affinité du discours philosophique, enfin libéré des carcans académiques, avec une attitude “ révolutionnaire ” est donnée comme allant de soi ; et les valeurs “ révolutionnaires ” sont tenues à ce point comme apparentées au projet philosophique qu'un philosophe digne de ce nom est d'emblée appelé à inscrire son discours dans l'horizon des activités “ de lutte ”. [...] La politisation ostentatoire du discours philosophique est la forme que prend, dans une conjoncture critique, le système des relations entre un champ philosophique polarisé par l'opposition orthodoxie/hérésie et le champ de production des représentations politiques qui semble détenir, un temps, le pouvoir d'imposer des catégories à d'autres champs. Si les philosophes se sont sentis tenus de politiser leurs discours – ce qui, après tout, n'est pas si évident – c'est parce que dans une conjoncture “ d'agitation ” marquée par une série de luttes (OS, Lip, toute une série de “ luttes nouvelles ”...), le langage politique tend à se présenter comme l'instrument symbolique privilégié de l'universalisation des intérêts : dans une période de ce type, le recours au seul langage “ pur ” de la culture savante aurait pu trahir les prétentions particulières d'un groupe social au lieu que le langage d'allure radicale permettait, lui, de démontrer l'excellence collective d'un groupe ayant pu se hisser à la hauteur des exigences supérieures dictées par le cours de l'histoire »[51].

On peut alors s'interroger sur les conditions sociales et politiques nouvelles qui conduisent le « champ de production des représentations politiques » à pouvoir « imposer des catégories à d'autres champs ». Remarquons tout d'abord que la « politisation du discours philosophique » intervient essentiellement après Mai 68, c'est-à-dire que les œuvres qui associent le plus étroitement la logique proprement intellectuelle et les signes les plus manifestes de l'engagement « politique » s'inscrivent dans une configuration politique, médiatique et universitaire profondément transformée par les « événements »[52]. Ceux-ci ont suscité parmi le grand public intellectuel une forte curiosité pour les « idées de mai » et ceux qui en apparaissent les porteurs, mais également une certaine radicalisation politique

---

être seulement parce qu'après 1981 il ne lui a pas été confié de fonctions susceptibles de le faire symboliquement changer de catégorie.

50. Pour un exemple de système d'énoncés savants disposant d'un niveau de lecture manifeste répondant aux exigences académiques et d'un niveau de lecture « politique » euphémisé, voir Pierre Bourdieu, *L'ontologie politique de Martin Heiddegger*, Paris, Minuit, 1988. On peut cependant juger que le niveau d'euphémisation des énoncés politiques enchâssé dans les textes savants était plus faible dans le cas des intellectuels de gauche des années soixante-dix.

51. Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 116-117.

sensible chez les étudiants et les jeunes ainsi que parmi les agents les plus proches de « la gauche ». L'attention accrue que les journalistes culturels et politiques accordent aux intellectuels ouvrent à ceux-ci de nouvelles perspectives de valorisation de leur activité professionnelle à une échelle inconnue jusqu'alors. Les tirages, le succès public, l'affluence aux séminaires des penseurs les plus connus transforment le rapport des intellectuels au monde social. L'existence au sein du grand public cultivé d'une proportion importante d'agents dotés d'une sensibilité « de gauche » et impliqués émotionnellement dans les luttes politiques, rend l'ampleur des rétributions symboliques potentielles sans commune mesure entre un universitaire académique traditionnel et un intellectuel public qui s'engage au côté des « luttes nouvelles ». Ces rétributions symboliques ne touchent pas seulement les intellectuels les plus connus mais aussi, dans une moindre mesure, tous les clercs qui sont susceptibles de se rattacher aux problématiques à la mode. Il n'est donc pas étonnant que l'emprise du champ politique ou plus précisément l'attrait des postures engagées susceptibles d'être adoptées sans abandonner le statut symbolique du « penseur » puissent s'exercer sur nombre d'intellectuels. On peut en outre supposer qu'après 1968, le caractère oppositionnel des milieux intellectuels conjugué à la longue tradition d'engagement « à gauche » de l'intelligentsia qui s'était instaurée après la guerre, ait considérablement réduit les coûts de l'engagement ainsi que les risques potentiels de mise en cause de la valeur de la production savante pour cause de parti pris partisan[53].

Cependant, si durant les années soixante-dix, les intellectuels « de gauche » restent dominants dans le champ intellectuel, les opposants au « marxisme » ou au « structuralisme » – citons en particulier les intellectuels « libéraux » autour de Raymond Aron et de la revue *Commentaire* et les intellectuels de sensibilité chrétienne autour de la revue *Esprit* – ne sont pas absents ou muets. Ils publient des livres, ils ont des revues, mais

52. Il faudrait pouvoir estimer plus précisément l'évolution de la proportion des œuvres savantes répondant à une double logique politique et intellectuelle avant et après 1968 au sein de la production globale de sciences humaines.

53. En revanche on peut penser que les contraintes de mise en forme qu'imposent, au sein des œuvres culturelles les plus identifiées aux années soixante-dix, la nécessité de concilier les logiques propres du champ culturel et celles de l'engagement politique, vont contribuer à accélérer leur démonétisation symbolique lorsque le retournement du marché conduira à la valorisation de formes intellectuelles ou artistiques d'autant plus opposées à celles auparavant en vigueur qu'il s'agira alors précisément, pour des acteurs aux positions hétérogènes (par exemple l'alliance conjoncturelle, au sein du champ intellectuel, des anciens dominés « libéraux » et des nouveaux entrants), de rompre avec celles-ci. Le secteur des sciences humaines n'est sans doute pas le seul du champ culturel où de telles logiques sont à l'œuvre : la marginalisation du théâtre politique et des formes les plus abstraites du théâtre des années soixante-dix s'explique en partie par de tels processus. La baisse du rendement de certaines postures artistiques – par exemple « l'avant-gardisme » expérimental des animateurs de la revue *Tel Quel* – va également conduire certains intellectuels à transformer leurs pratiques d'engagement public pour correspondre à ce qu'ils perçoivent de l'évolution du marché des biens symboliques. Le retour de Philippe Sollers à des formes littéraires plus classiques accompagne une évolution homologue de ses prises de position politiques. « D'extrême gauche » lorsque cette posture apparaissait consubstantielle à celle d'intellectuel, il devient « antimarxiste » au milieu des années soixante-dix. Dans une autre conjoncture intellectuelle et politique, lorsque le coût social du passage de « la gauche » à « la droite » se sera affaibli, Philippe Sollers fera partie du comité de soutien du candidat gaulliste aux

leur audience publique est plus faible que celle de leurs concurrents. L'influence des idées « de gauche », des discours « marxistes » ou « antirépressifs » tend à se diffuser et à s'imposer à l'ensemble du champ intellectuel. L'évolution de la revue *Esprit* est à cet égard symptomatique de la domination des thèmes culturels et politiques diffusés à la suite des événements de 1968 : issus du personnalisme chrétien d'Emmanuel Mounier et donc *a priori* plutôt réfractaire à la pensée « structuraliste » ou « déterministe »[54], Jean-Marie Domenach et Paul Thibaud subissent l'omniprésence et l'emprise des « idées de Mai » au sein du champ culturel et sont conduits à débattre des thèmes largement diffusés depuis 1968, mais ils le font à la manière d'*Esprit*. Ils trouvent par exemple en Ivan Illich, auquel la revue consacre plusieurs numéros spéciaux[55], un intellectuel dont les propos se rapprochent de certains thèmes issus de Mai 68, en particulier des thèmes « antirépressifs » et « autogestionnaires » mais qui, en cherchant à placer l'individu avant les institutions, possède une tonalité « individualiste » qui le situe à l'opposé du pôle marxiste dans la configuration des oppositions discursives de l'après-Mai. La référence à Ivan Illich, parmi d'autres stratégies intellectuelles, permet donc au groupe d'*Esprit* de paraître participer au mouvement des idées de Mai – nombreux articles sur l'autogestion de 1969 à 1976, accueil d'anciens membres du groupe *Socialisme ou barbarie* – sans adopter les thématiques les plus « marxistes » et les plus politiques. Nous verrons que ce sont les thèmes de la « critique du totalitarisme » et du « goulag » qui vont permettre symboliquement aux intellectuels « antimarxistes » de rompre avec les « idées de mai » dans le champ intellectuel et avec l'obligation de soutenir l'Union de la gauche sur le plan politique[56].

L'hégémonie des intellectuels « de gauche » sur les intellectuels « libéraux » ou « conservateurs » qui peut être observée entre 1965 et 1981 n'est pas plus fondée sur des critères objectifs de qualité de la production intellectuelle que ne le sera le processus de « déclin des idéologies » après 1981. Effet de la faible autonomie du champ intellectuel, les rapports de force entre les groupes d'intellectuels s'établissent partiellement pour des raisons qui ne relèvent pas des critères d'évaluation propres à cet espace de production – mais généralement de logiques politiques et publicitaires. Les œuvres de Michel Foucault, de Jean-François Lyotard, de Pierre Bourdieu, de Gilles Deleuze et de Félix Guattari n'étaient pas *a priori* susceptibles de devenir des best-sellers en dehors d'une entreprise publicitaire exceptionnelle[57]. L'ensemble des auteurs de sciences sociales auraient dû – en

élections présidentielles, Edouard Balladur. Voir Louis Pinto, « Tel Quel. Au sujet des intellectuels de parodie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 89, 1991, p. 66-77.

54. Voir en particulier le numéro spécial d'*Esprit*, « Structuralismes. Idéologie et méthode » publié en mai 1967.

55. Voir *Esprit*, n° 412, mars 1972 « Illich en débat » et n° 426, juillet-août 1973, « avancer avec Illich ».

56. Sur l'évolution d'*Esprit* voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 2, p. 118-146.

57. Selon Rémy Rieffel citant Jérôme Lindon ont été vendus 52 500 exemplaires de *L'anti-Œdipe* de Gilles Deleuze et Félix Guattari de 1972 à 1987 et 66 000 exemplaires de *La Distinction* de Pierre Bourdieu de 1979 à 1987, voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 3, p. 64 et 65. Selon François Dosse citant Pierre

toute logique académique – bénéficier d'une attention réduite de la part des journalistes, qui aurait sans doute nui à leur rayonnement intellectuel national ou international mais qui aurait préservé leur autonomie relative[58]. C'est l'action des médias culturels – en particulier celle du *Nouvel Observateur* – stimulée par l'intérêt public suscité en 1968 pour les « idées de mai », qui, en mettant le « structuralisme » et les intellectuels « marxistes » à la mode et en faisant connaître le nom et les livres de certains auteurs, a contribué au succès social des principaux intellectuels de gauche entre 1968 et 1975. On peut percevoir les signes de ce « phénomène de mode », dans l'affluence que connaissent les cours de Michel Foucault au Collège de France, les séminaires de Jacques Lacan ou ceux des autres intellectuels « vedettarisés »[59], dans les articles de vulgarisation de nombreux journaux ou hebdomadaires consacrés au « structuralisme[60] » ou au « marxisme », dans l'augmentation de l'offre éditoriale en sciences humaines et dans les tirages, inouïs depuis ceux de Sartre, atteints par des livres de philosophie ou de sciences sociales particulièrement spécialisés.

La capacité des philosophes « d'avant-garde » à s'imposer symboliquement sinon institutionnellement face à leurs concurrents plus académiques[61], provient donc en partie de leur médiatisation et de leur succès public, c'est-à-dire des usages politiques que certains acteurs sont susceptibles de faire de leurs œuvres[62]. En étant mieux ajustés aux débats

---

Nora, ont été vendus 45.000 exemplaires de *l'Archéologie du savoir* de Michel Foucault entre 1969 et 1987 dont 11.000 la première année et 70.000 exemplaires de *Surveiller et punir* entre 1975 et 1987 dont 8.000 la première année tandis que *Pouvoir politique et classes sociales* de Nicos Poulantzas a été vendu à plus de 40.000 exemplaires ; voir François Dosse, *Histoire du structuralisme*, *op. cit.*, t. 2, p. 286, 296 et 205. Bien que considérables pour des ouvrages de sciences humaines, ces tirages doivent conduire à relativiser l'influence directe des intellectuels : seule une fraction du grand public cultivé est directement en contact avec les œuvres savantes.

58. Le succès aux Etats-Unis des auteurs « déconstructionnistes » et « post-modernes » ne faiblit pas depuis de nombreuses années. L'importation des auteurs étrangers dans un champ scientifique national dépend des usages politiques et intellectuels que le contenu propre des œuvres va permettre au sein du champ d'accueil. Dans le cas des Etats-Unis, il apparaît que les intellectuels libéraux – au sens américain – tirent parti du prestige intellectuel de ces auteurs français pour légitimer des idées « relativistes » sur le plan intellectuel, social et politique.

59. Selon Hervé Hamon et Patrick Rotman, « il suffit que *le Nouvel Observateur* annonce tel ou tel programme [du Collège de France] pour qu'affluent 50 curieux » ; *Les intellocrates*..., *op. cit.*, (éd. poche), p. 48. L'affluence aux cours donnés par Michel Foucault au Collège de France à partir de 1970 est à la fois le signe de sa nouvelle notoriété médiatique mais aussi l'indice des possibilités d'utilisation politique du discours philosophique foucaldien dans une conjoncture de revendication et d'agitation étudiante.

60. L'usage du terme de « structuralisme » pour désigner un ensemble de travaux profondément hétérogènes, parfois à la grande surprise des auteurs rassemblés sous un même label – Aron écrit dans ses mémoires que Claude Lévy-Strauss l'a remercié de l'envoi de son livre *D'une sainte famille à l'autre* qui « l'avait convaincu, m'écrivait-il, d'avoir eu raison de ne pas lire *Pour Marx* et *Lire le Capital* » ; Raymond Aron, *Mémoires*, *op. cit.*, (éd. poche), p. 810 – ne relève peut-être pas seulement de techniques propres au journalisme culturel, mais aussi, à partir d'une certaine époque, de procédures de désignation agonistiques de la part d'adversaires intellectuels : « structuraliste » devient alors synonyme « d'abscons » et « d'inutilement compliqué ».

61. Là encore, on peut penser que ce phénomène ne touche pas seulement les philosophes ou les intellectuels les plus connus mais aussi tous les clercs de moindre notoriété qui, à différents niveaux du champ de production intellectuel, sont susceptibles de s'appuyer sur l'exemple et les thématiques des principaux intellectuels, soit dans leurs propres travaux soit par l'amélioration de leur position sociale induite par l'accroissement du prestige symbolique global de l'ensemble des intellectuels.

62. Voir Louis Pinto, « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101-102, 1994, p. 25-38 : « [...] *Le Nouvel Observateur*, incarnation d'un progressisme moderniste (“ intelligent ”), a favorisé le rapprochement entre des intellectuels aux dispositions journalistiques et des journalistes à prétentions intellectuelles. Ces universitaires qui avaient un intérêt primordial à contourner les instances de

politiques en cours, ces intellectuels sont assurés d'attirer davantage l'attention des journalistes spécialisés des pages culturelles ou du grand public cultivé politisé mais aussi souvent des instances de consécration propres au secteur universitaire. Les universitaires et les intellectuels sont donc tentés de concilier deux stratégies discursives, l'une qui relève des logiques de mise en forme proprement intellectuelles, l'autre qui entend répondre aux attentes politiques des publics politisés. L'usage savant et lettré de Marx, ou celui des thèmes « anti-répressifs »[63] selon une perspective philosophique ou « archéologique » peut alors se comprendre comme le moyen de concilier un discours intellectuel répondant aux normes universitaires et l'affirmation euphémisée de prises de position politiques « progressistes ».

On peut cependant penser que le succès social des premiers intellectuels « médiatiques » des années 60 et 70 n'avait pas pour origine la proximité de leur production savante avec les exigences des journalistes culturels. Le processus de médiatisation atteint des clercs qui avaient déjà produit une œuvre répondant aux exigences du champ de production universitaire. Les « structuralistes » ou « les nouveaux historiens » étaient alors avant tout des universitaires qui ne furent connus du grand public que par surcroît, après une carrière déjà bien avancée. Leur notoriété nouvelle n'a donc que peu affecté le processus de production intellectuel. Ce n'est que dans un état ultérieur du champ journalistique et du champ intellectuel que des non-universitaires vont être en mesure de s'imposer auprès des journalistes et des instances intermédiaires de célébration culturelle en produisant des livres ou des essais qui ne disposeront pas de toutes les garanties de légitimité savante mais qui seront mieux adaptés aux impératifs des médias ou des maisons d'édition, en particulier concernant la lisibilité et le traitement prioritaire des questions en débat dans « l'espace

---

consécration académique et scientifique, s'efforçaient d'utiliser le recours à des ressources extérieures comme une arme dans la lutte interne avec les gardiens de l'orthodoxie universitaire ; sous les emblèmes prestigieux du " structuralisme ", des nouvelles disciplines, de Marx, Nietzsche, Freud, etc., tendaient à s'imposer, au-delà des débats du jour, des modes de consécration inédits ».

63. L'insistance des promoteurs de la « philosophie désirante » sur les thèmes « anti-répressifs » et antiétatiques permet de se distinguer des « marxistes » et des matérialistes « vulgaires », des « sociologues » ou des simples énoncés politiques, tout en manifestant que l'on est du bon côté des « luttes », c'est-à-dire « de gauche ». Il existe cependant dans le champ intellectuel après 1968 une opposition identifiée entre un pôle « marxiste » et un pôle « libidinal » ou « désirant » qui définit une posture conciliant la fidélité à « la gauche » et la prise de distance avec le langage « marxiste ». Voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 2. Les années de poudre*, *op. cit.*, p. 438-439 et Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la " génération de Mai 68 " », *in* Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, *op. cit.*, p. 206-226. Selon Louis Pinto « La révolution contre le marxisme était largement préparée par la " philosophie désirante " qui contenait une critique de l'Etat et des organisations " totalitaires ". La nouvelle philosophie apparue vers 1975-1976 s'est contentée de proposer une version moins optimiste de l'anti-marxisme, plus en accord avec l'essoufflement du " gauchisme ". En outre la dramatisation existentielle qu'elle comportait a certainement contribué à donner une audience élargie à ces auteurs d'un autre type, plus audacieux – ou moins scrupuleux – dans l'usage de la culture philosophique » ; Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 143. On voit là encore que l'association symbolique entre « l'étatisme » ou le « totalitarisme » et le « marxisme » doit plus aux logiques politiques contribuant à identifier celui-ci avec le PCF et le régime de l'Union soviétique qu'à une analyse critique des textes selon une logique universitaire contrôlée.

public » (*i. e.* les « nouveaux philosophes » ou Alain Finkielkraut)[64]. Le recul de l'autonomie relative du champ intellectuel peut alors se mesurer à l'impossibilité pour les universitaires de délégitimer et de déconsidérer la production des intellectuels « médiatiques ».

La transformation des attitudes des plus jeunes intellectuels à partir de 1975 peut alors se comprendre comme un effet du rendement marginal décroissant de ces discours doubles dû en particulier à la saturation du marché des biens culturels par les différentes offres intellectuelles des « penseurs de Mai » et de leurs épigones. Il faudrait pouvoir mesurer l'évolution de la rentabilité sociale des différentes postures indissociablement « théoriques » et politiques des intellectuels en fonction de la période considérée et des configurations des champs politiques et intellectuels. Il faudrait en outre déterminer la trajectoire sociale des intellectuels pour comprendre comment, en fonction du type de posture théorique et politique momentanément récompensée par l'état du champ, les agents disposant du plus fort volume de capital culturel et social vont être amenés à choisir une catégorie d'énoncés savants plutôt qu'une autre[65]. En l'absence d'une validation empirique, on peut cependant avancer qu'on rencontre, à partir du milieu des années soixante-dix, un phénomène de saturation du marché universitaire, et des capacités – ou de la bonne volonté culturelle ou politique – du champ journalistique à promouvoir des « pensées » qui pouvaient être considérées comme « répétitives » et qui heurtaient en partie les logiques « personnalistes » enracinées dans le mode de pensée de la République des lettres et de l'élite journalistique[66]. Des stratégies de carrière ambitieuses deviennent envisageables en dehors du « structuralo-marxisme », alors même que les tenants de la gauche intellectuelle détiennent encore des positions

64. Le caractère simpliste des énoncés des nouveaux philosophes ne manque cependant pas d'étonner. (*cf*. la critique de Jacques Bouveresse dans *Le philosophe et les autophages*, Paris, Minuit, 1984). On peut certes y voir un effort publicitaire pour mettre le message politique « anticommuniste » à la portée du plus grand nombre sans s'encombrer d'une étape intermédiaire de critique universitaire des discours « marxistes ». L'intérêt d'un tel discours semble également être de proposer aux journalistes un produit culturel ayant une légitimité « intellectuelle » mais qui soit parfaitement à la portée de leurs lecteurs. Selon François Dosse, « La nouvelle philosophie est en effet une pensée courte, une pensée-clip sous forme de slogans, du type : “ Sans Marx, pas de révolution, sans le marxisme, pas de camp. ” (B.-H. Lévy, *le Nouvel Observateur*, 30 juin 1975) ; “ Le goulag est né en 1844 ” (M. Clavel, *le Nouvel Observateur*, 23 mars 1975). On ne peut en effet réduire l'histoire à la seule production des idées, sauf à relire l'histoire de l'humanité de la manière la plus réductrice et simplificatrice possible » ; François Dosse, *Histoire du structuralisme*, *op. cit.*, t. 1, p. 319. Voir aussi l'opinion de Raymond Aron sur les « nouveaux philosophes », in *Mémoires*, *op*. *cit*., éd. poche, p. 985-986 : « Les nouveaux philosophes ne me touchent pas personnellement. [...] Ils écrivent en dehors des normes universitaires. Leur succès fut favorisé par les médias et l'absence, dans le Paris d'aujourd'hui, d'une instance critique juste et reconnue ».

65. Ainsi Bernard-Henri Lévy présentera en 1973 aux éditions Grasset et à Françoise Verny un projet de livre sur « l'autogestion », objet qu'on peut considérer comme particulièrement typique des thématiques « de gauche » et de l'édition de sciences humaines durant cette période. Un tel sujet qui pouvait intéresser un jeune intellectuel désireux de se faire un nom puisqu'il était dans « l'air du temps » avait justement pour inconvénient d'être abondamment documenté et de promettre un rendement marginal faible. On le sait, Bernard-Henri Lévy s'engagera dans une voie différente, qui lui procurera sans doute plus d'ennemis, mais dont les profits de notoriété seront bien plus importants. Sur cette anecdote voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op*. *cit*., t. 3, p. 100-103.

66. Voir Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde*, *op*. *cit*., p. 142-161. La capacité du marché des biens symboliques de rémunérer les nouveaux entrants utilisant des références « marxistes » décroît fortement à partir de 1975. *À* cela s'ajoute le fait que l'opposition à la gauche politique va tendre à s'accroître à mesure que se rapprochera la perspective d'une possible victoire du PS.

institutionnelles importantes en raison de l'inertie relative du champ universitaire. Le retournement partiel du marché intellectuel peut alors se comprendre comme l'alliance conjoncturelle des adversaires politiques de l'Union de la gauche – en particulier des anticommunistes –, des concurrents et des adversaires intellectuels des penseurs dominants – antistructuralistes et antimarxistes qui voyaient dans le discours antitotalitaire un « coup double », touchant simultanément des adversaires académiques et des adversaires politiques – et des nouveaux entrants au sein du champ dont la stratégie polémique « antimarxiste » va permettre l'accroissement rapide de leur notoriété. De ce point de vue, il ne faudrait pas sous-estimer dans les motivations de beaucoup d'intellectuels qui vont participer à l'entreprise « antitotalitaire », le ressentiment que la période de domination des intellectuels « marxistes », « structuralistes » et « progressistes », avait pu provoquer. L'effort pour associer le « Goulag » au « marxisme » sous toutes ses formes – en partie contre toute vraisemblance intellectuelle – ne peut se comprendre que par la volonté de mettre en cause ce qui était souvent ressenti comme le terrorisme politique des intellectuels « de gauche »[67]. Des intellectuels de tendances différentes – en particulier les intellectuels de sensibilité catholique et les intellectuels libéraux ou conservateurs – vont collaborer pour réduire l'influence de ceux qu'ils ressentent comme des adversaires à la fois politiques (Programme commun ou références « progressistes ») et intellectuels (« déterminisme », « économisme » ou « holisme »). Toutefois nous verrons que jusqu'en 1981, ils ne parviendront au mieux qu'à rééquilibrer partiellement la prépondérance des intellectuels « de gauche ».

B) Les transformations de la répartition des postures politiques dans le champ intellectuel à partir de 1975

Comment l'association entre le statut d'intellectuel et une posture politique « progressiste » qui apparaissait massivement dominante entre 1968 et 1975 s'affaiblit-elle ensuite pour paraître s'inverser au tournant des années quatre-vingt ? La critique diffuse du « système capitaliste » qui représentait la forme idéologique la plus répandue au sein de l'intelligentsia et du grand public cultivé se reconnaissant dans « la gauche » ne se heurte durant les années soixante-dix qu'à très peu d'offres idéologiques contradictoires au sein du

67. Sur la perception de l'hégémonie des intellectuels « de gauche » par les intellectuels libéraux voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit*. et Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, *op. cit*.

champ de production culturel[68]. En dehors de Raymond Aron, aucun intellectuel de renom ne fait la promotion de l'économie de marché ou de l'inégalité des richesses en tant que facteur favorisant le dynamisme de l'économie comme ce sera parfois le cas à partir de 1982 avec le renouveau du libéralisme chez des intellectuels se réclamant de « la droite » mais aussi chez des hommes politiques et des personnalités culturelles se revendiquant « de gauche »[69]. Au contraire, en 1985, le personnel politique du Parti socialiste célèbre la « modernisation de l'appareil industriel » et les jeunes intellectuels cherchant à établir leur réputation n'essayent plus de concilier un discours savant « d'avant-garde » et une critique politique de l'organisation sociale. Cette évolution parallèle n'a pas manqué d'être remarquée par les observateurs politiques et par les spécialistes de l'histoire intellectuelle contemporaine[70]. Cependant les logiques de ce processus de transformation des thématiques susceptibles d'être mises en œuvre par les intellectuels n'ont pas été décrites. Nous chercherons à déterminer ce que cette évolution doit à la dynamique propre aux configurations du champ intellectuel entre 1968 et 1985 et quel a pu être le rôle des transformations de l'offre politique intervenues en 1981.

Il est d'usage dans la tradition universitaire de dater la « décrue des idéologies » de la campagne des « nouveaux philosophes » en 1975, de la rupture de l'union de la gauche en 1977 ou de la défaite aux législatives en 1978[71].

---

68. Il ne s'agit pas de dire que les discours publics favorables au « capitalisme » ou à l'organisation économique fondée sur l'action modernisatrice des « entrepreneurs » ne se rencontrent pas durant cette période (voir notamment les livres de Jean Fourastié, d'Alfred Sauvy, de François Perroux, de Louis Armand ou de François Bloch-Lainé). Il existe un presse économique pour laquelle la notion d'économie de marché est connotée positivement et dont le ton est très semblable à celui qui s'imposera entre 1983 et 1986 dans l'ensemble de la presse « de gauche » pour parler de « l'entreprise ». Il existe également un milieu universitaire en science économique où sont discutées des théories économiques libérales. Cependant au sein du champ de création culturel ce type de discours est très peu présent durant les années soixante-dix tant l'opposition diffuse au « capitalisme » et au « profit » est dominante. Evidemment il ne se rencontre pas davantage dans les pages des journaux de l'opposition.

69. Si l'émission télévisée « Vive la crise » « réhabilitant » l'entreprise privée et la figure de « l'entrepreneur » diffusée en 1984 a suscité autant d'émotion parmi les agents se reconnaissant dans « la gauche », c'est en particulier parce que ceux-ci n'avaient jamais été amenés à entrer en contact avec un discours intellecuel systématique justifiant les principes de l'économie de marché – *a fortiori* lorsque ceux qui défendaient ces thèmes étaient depuis longtemps identifiés à « la gauche » (Yves Montand) ou présentés comme des « experts économiques » incontestables puisque « de gauche » (Alain Minc). Certains militants ou lecteurs de la presse « de gauche » n'ont donc rencontré ce type d'énoncés que lorsque le personnel politique et la presse « de gauche » ont commencé à en faire usage.

70. Voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986 et pour une mise en forme de cette question par un homme politique et par un « intellectuel de gauche » voir Max Gallo, Les intellectuels, la politique et la modernité, *le Monde*, 29 juillet 1983 : « Ce qui doit être relevé sur le plan historique, c'est la concordance chronologique entre la résurgence des idées de droite et la victoire politique de la gauche. Mai-juin 1981 s'est, en effet, produit alors que l'offensive idéologique de la droite se déployait. Comme si le succès politique intervenait alors que ce mouvement culturel porteur avait déjà amorcé son repli ». Ou bien comme si, autre hypothèse, le succès politique de la gauche ne permettait le succès intellectuel de ses adversaires.

71. Voir notamment Raymond Aron, *Mémoires*, p. 817 et Gil Delannoi, *Les années utopiques, 1968-1978*, Paris, La Découverte, 1990, p. 147-153 pour un exposé systématique de cette thèse. Voir aussi *Le Débat*, Les intellectuels, n° 50, août 1988, Tony Judt, *Le Marxisme et la Gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 et Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, *op. cit.*, p. 230-232 : « La métaphore du Goulag ralliait en peu de temps quelques-uns des principaux maîtres à penser des jeunes générations. Un observateur alla jusqu'à écrire qu'en 1977 « La Rive gauche toute

« La vulgate culturelle de la gauche, dont la cohérence était dominée par le marxisme, n'a pas résisté à la " révélation antitotalitaire " qui a marqué la fin des années soixante-dix. Une crise des idéologies s'est ainsi ouverte pour la gauche, dont les effets perdurent encore aujourd'hui et qui a amené les intellectuels eux-mêmes à reconsidérer les vertus de l'engagement. Cette tendance ne trouve sans doute pas ses seules raisons dans l'évolution des valeurs, mais correspond aussi à une perte de confiance des intellectuels dans le rôle qui était le leur de " porter la vérité ". L'influence des médias, avec le changement des formes d'expression qu'ils ont entraîné, a incontestablement renforcé ce doute identitaire. Ainsi, à une décennie marquée par un fort investissement politique ont succédé des années dominées par le retrait. Le " silence des intellectuels " constaté en 1983 par Max Gallo trouve là son explication. Il n'est pas sûr, d'ailleurs qu'il ait nui aux socialistes pris au même moment dans le revirement de leur politique économique : ils n'ont pas eu à affronter un " discours du commandeur "... »[72].

« La perte de substance des idées de gauche favorisa enfin la reviviscence des idées libérales. En janvier 1978, le manifeste du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés réunit, dans la dénonciation du totalitarisme et la défense de toutes les libertés, les intellectuels libéraux et certaines personnalités de la gauche non marxiste. Le courant libéral trouva une force supplémentaire dans le mouvement plus général qui, depuis le début de la décennie, avait saisi la pensée anglo-saxonne, principalement en économie, où les principes keynésiens laissaient la place aux conceptions monétaristes. [...] Le concert d'approbation qui salua la parution des mémoires de Raymond Aron en 1983, par contraste avec l'isolement relatif qui avait été le sien dans l'intelligentsia pendant plus de trente ans, manifesta la réalité du renversement idéologique intervenu en quelques années »[73].

Les auteurs paraissent estimer que le point d'inflexion marquant le début du déclin de la référence au « marxisme » dans le champ intellectuel se situe avant 1981, aux alentours de 1977 : une telle chronologie a pour inconvénient de considérer comme définitivement acquis le recul de la gauche intellectuelle dès les premières manifestations de remise en cause de la « vulgate marxiste » dans certains réseaux intellectuels et médiatiques parisiens. Pourtant, après 1968, la diffusion très large des différents langages « progressistes » – et pas seulement du « marxisme – et les usages multiples auxquels ils donnaient lieu – en particulier dans le champ politique – avait pour conséquence une forte inertie sociale de leur utilisation[74]. Ainsi, ce n'est pas parce que les premiers livres de certains intellectuels

---

entière changea de cap comme un banc de daurades » (Jean-Claude Guillebaud, *Les années orphelines*, 1978) » et Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaques*, Paris, Julliard 1985, p. 352 : « " Le pouvoir intellectuel " [il s'agit du livre de Régis Debray] prend acte de l'antériorité de la défaite intellectuelle de la gauche sur sa défaite politique aux élections législatives de 1978 ».

72. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, p. 399.

73. *Ibid*., p. 402. Nous montrerons qu'il n'est pas indifférent que la personne de Raymond Aron suscite « un concert d'approbations » en 1983 plutôt qu'en 1980. Sur la présence dans le CIEL de certains « amis » *du Nouvel Observateur*, voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 199. Voir aussi Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXème Siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 274-281.

74. Pour une périodisation semblable de l'évolution du champ intellectuel voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, *op. cit.*, p. 232 : « L'hégémonie intellectuelle établie [...] semble avoir glissé, au tournant des années 80, sur une aire déblayée par la nouvelle philosophie, vers la relance des postulats libéraux, et d'abord des grandes synthèses libérales contemporaines (Raymond Aron) ou passées (Alexis de Tocqueville, Hannah Arendt) ». Voir également Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, p. 146 : « Comment expliquer le retentissement de cette pensée [la Nouvelle Droite] ? [...]. Plusieurs facteurs sont à retenir. La crise de la vulgate marxiste d'abord, ébranlée par la bourrasque de Mai 68 d'abord et le typhon " Soljenitsyne " qui ont créé un vide idéologique ; les difficultés de l'Union de la gauche et son échec ensuite en 1978, qui ont défait la culture politique de gauche ». L'auteur semble considérer comme un fait acquis que « la culture politique de gauche » fondée sur « la vulgate

remettant en cause le « marxisme » paraissent à partir de 1975 que toute référence à celui-ci disparaît immédiatement du champ intellectuel ou du jeu politique. En outre, cette analyse de l'évolution du débat intellectuel entre 1978 et 1985 a pour inconvénient de laisser dans l'ombre le *modus operandi* des transformations des orientations politiques des milieux intellectuels. Nous essayerons de préciser l'ampleur prise, durant la décennie soixante-dix, par la diffusion des langages politiques « progressistes » ainsi que la chronologie et les conditions de leur recul.

Gérard Grunberg et Alain Bergounioux ne semblent pas s'étonner qu'il ait pu suffire de la « révélation antitotalitaire », de la « découverte » du « Goulag » ou de la publication en France de *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne pour ébranler les convictions politiques des intellectuels et la « vulgate culturelle de la gauche ». Il apparaît ainsi douteux qu'une campagne d'opinion comme celle de la « révélation antitotalitaire » ait pu, par elle-même, affaiblir l'influence sociale d'un autre système d'idées. Une telle campagne n'est que la manifestation discursive de courants intellectuels et politiques déjà existants et ses effets directs sur les représentations politiques et les modes de pensée fortement solidifiés des intellectuels ou même du grand public cultivé ne peuvent être que fort réduites. En outre, les discours qui étaient susceptibles d'être alors tenus sur l'URSS au sein de la gauche intellectuelle ou politique ne pouvaient être assimilés à un soutien à l'égard du PCF ou de l'Union soviétique : marxisme libertaire ou « libidinal », anticommunisme de beaucoup de socialistes, féminisme, tiers-mondisme, anticommunisme des « gauchistes » qui s'étaient souvent heurtés au PC et à la CGT[75], modèles sociaux-démocrates autrichien et suédois[76],

---

marxiste » s'est « défaite » en 1978, alors même que l'influence électorale des partis de gauche se maintient ou augmente entre 1978 et 1981. Bien évidemment, faire de Mai 68 le point de départ de l'affaiblissement de « la vulgate marxiste » alors que l'édition de livres militants et « marxistes » connaît une croissance sans précédent entre 1968 et 1975 est purement et simplement absurde : « N'oublions pas que Mai a formidablement réactivé la vulgate marxiste dans la société française. [...] On était en train de sortir du marxisme avant 68. On y replonge » ; *Le Débat*, « Notre histoire. Matériaux pour servir à l'histoire intellectuelle de la France. 1953-1987 », 1988, n° 50, p. 73. Voir également François Dosse, *Histoire du structuralisme*, *op. cit.*, éd. poche, t. 2, p. 313 qui associe le déclin du « marxisme » à celui du « structuralisme » : « Au milieu de la décennie des années soixante-dix, la situation bascule, et le structuralisme qui venait de subir depuis 1967 de multiples tentatives de pluralisation, d'ouverture, de débordement est emporté par la vague. [...] La conjonction de plusieurs chocs, pour l'essentiel externes à la pensée structurale elle-même, a provoqué ce déclin. Le premier, le plus spectaculaire, est d'ordre politique, c'est l'onde de choc occasionnée par les révélations de Soljenitsyne. Certes, les informations sur la réalité totalitaire du monde soviétique ne datent pas de Soljenitsyne. [...] Mais une cécité particulière conjuguée à un effort parallèle – incarné notamment par Althusser – pour penser la théorie du socialisme sans tenir compte de la réalité, ont permis d'occulter une véritable réflexion sur les enseignements historiques à tirer de la funeste expérience soviétique. La révolte de Mai 68 et son discours largement emprunté au marxisme le plus pur ne permettait pas de tirer toutes les conséquences de la connaissance de la réalité totalitaire [...] ».

75. Aragon est ainsi sifflé par les étudiants et les militants « gauchistes » lorsqu'il prend la parole à la Sorbonne en 1968 ; voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, 1. Les années de Rêve*, *op. cit.*, p. 474-475. Après 1968 et ce qu'ils considèrent être la « trahison » du PC, les groupes « gauchistes » prennent l'habitude de placer entre guillemets le C de l'acronyme P. « C. » F. pour mettre en cause la qualité de « communiste » de la direction du parti.

76. François Mitterrand fait ainsi publiquement référence à ces deux modèles durant le débat télévisé qui l'oppose en 1981 à Valéry Giscard d'Estaing, voir *le Monde*, 7 mai 1981.

etc.. Il semble douteux que l'Union soviétique ait jamais représenté un « modèle » au sein de la gauche non-communiste française et en particulier à la SFIO puis au PS, alors même qu'à partir de 1971 cette organisation adoptait une mise en forme de son offre politique utilisant de façon croissante des références au « marxisme ». Que ce soit auprès des agents les plus informés de la politique ou auprès de ceux les plus démunis de connaissances spécifiques du jeu partisan, on voit mal comment aurait pu s'imposer l'association symbolique entre le Parti socialiste et le système dictatorial soviétique, malgré l'effort du personnel politique gouvernemental pour identifier, à travers leur alliance électorale, le programme du PS à celui du PC et « donc » à l'URSS. Une éventuelle « perte de substance des idées de gauche » – le recul de leur influence publique – peut donc difficilement avoir pour origine la perte du crédit de la « patrie du socialisme » à laquelle la gauche non communiste aurait été symboliquement associée – si toutefois il est possible de nommer « révélation antitotalitaire » la publication de quelques témoignages supplémentaires sur un objet déjà copieusement documenté[77]. Il semble en réalité que peu d'intellectuels parmi les plus prestigieux ont substantiellement et publiquement révisé leurs prises de position politiques. Notons d'ailleurs que parmi les intellectuels de premier plan qui apparaissaient engagés à gauche durant cette période seul Althusser se revendique du « marxisme », tandis que Michel Foucault, Roland Barthes, Gilles Deleuze et Félix Guattari, Pierre Bourdieu, Jean Baudrillard, Jean-François Lyotard, Alain Touraine, Jean-Pierre Faye apparaissent comme des intellectuels indépendants à la fois d'une quelconque obédience à l'égard du PC ou du PS et d'une révérence exclusive à l'œuvre de Marx. Ils ne pouvaient donc ni être assimilés aux pensées de type « marxiste » ni se trouver réellement atteints par un éventuel discrédit de celles-ci qui ne sauraient d'ailleurs être alors considérées comme coextensives de l'ensemble des énoncés politiques appartenant à « la gauche ». Aucun de ces intellectuels ne semble être concerné par la « révélation antitotalitaire » et aucun ne prend publiquement parti contre le Parti communiste ou l'Union de la gauche, ni même contre le principe du « désistement républicain » qui conduit à envisager la possibilité d'une participation du PC à un gouvernement socialiste en cas de victoire en 1978 ou en 1981.

Il apparaît ainsi abusif de faire de la « révélation antitotalitaire » la cause efficiente du déclin de la référence au « marxisme » au sein du champ intellectuel ou du champ politique et *a fortiori* celui de l'audience de l'ensemble des intellectuels et des thématiques savantes et

77. Au sein des collections éditoriales militantes « de gauche » comme celle dirigée par Claude Durand au Seuil, les livres critiquant le régime de l'URSS étaient nombreux et cela plusieurs années avant la campagne sur le « Goulag » et Soljenitsyne : *cf*. Pavel Tigrid, *Le printemps de Prague*, Paris, Le Seuil, 1969, Roy Medvedev, *Le stalinisme*, Paris, Le Seuil, 1971, Vladimir Boukovsky, *Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition*, Paris, Le Seuil, 1971, Jean-Jacques Marie et Carol Head, *Les nouveaux procès de Moscou : l'affaire Guinzbourg-Galanskov*, Paris, Le Seuil, « Samizdat I », *La voix de l'opposition communiste en URSS*, Paris, Le Seuil, 1970 pour ne citer que des livres publiés avant 1973. On pourrait faire le même inventaire chez d'autres éditeurs « de gauche ».

politiques associées à « la gauche »[78]. L'interprétation que donnent les auteurs – et qui apparaît globalement partagée par les historiens des idées et les analystes politiques – est à notre avis une reconstruction rétrospective qui met au principe de la transformation du champ intellectuel l'action des acteurs engagés dans les luttes politiques et culturelles de l'époque. Au contraire, c'est l'orientation durablement « antimarxiste » et « antistructurale » du champ intellectuel après 1981 qui va conduire les observateurs à accorder aux auteurs ayant lutté contre l'emprise des références « marxistes » un rôle moteur dans les transformations de l'orientation idéologique dominante du champ intellectuel, faisant d'un hypothétique processus cognitif – une soudaine « prise de conscience » du caractère « dictatorial » et « totalitaire » de l'Union soviétique – le principe du changement de l'orientation politique dominante des agents du champ intellectuel. Les analyses qui évoquent un « retournement » des milieux intellectuels vers 1977, qui estiment que le « marxisme », même contestataire, était symboliquement associé à l'URSS et font du recul de celui-ci un recul de l'influence de « la gauche » intellectuelle tout entière apparaissent caractéristiques d'une période immédiatement postérieure aux faits – 1985-1990 – où l'écriture de l'histoire intellectuelle prend acte du déclin durable du « marxisme » et de l'abandon des formulations y faisant référence au sein du PS à partir de 1981. Notre hypothèse est que ce mode de description de l'histoire culturelle n'est possible qu'à partir d'une configuration du champ politique dans laquelle les acteurs partisans qui se réclament du « marxisme » ont perdu de leur force.

On peut en effet supposer que dans une conjoncture politique caractérisée par une stabilisation du score électoral du PC entre 15 et 20 % des voix et par le maintien d'une offre politique utilisant une mise en forme d'allure « marxiste » au sein du courant majoritaire du PS – par exemple en cas de défaite de François Mitterrand en 1981 aboutissant à un approfondissement du système de références « radical » du PS –, le « déclin des idéologies » et le « virage des intellectuels » n'auraient pu avoir lieu ni être décrits de la même façon puisque les nécessités argumentatives des formations politiques se seraient imposées différemment au champ intellectuel[79]. Ce n'est donc pas seulement parce que les

78. Pierre Grémion n'hésite pas à faire du recul de la référence au marxisme au sein du champ intellectuel une défaite intellectuelle de « la gauche » (voir citation de la note 71, Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaques*, Paris, Julliard 1985, p. 352). Ce serait oublier que parmi les intellectuels qui tiennent le discours sur le « totalitarisme » figurent aussi des gens classés « à gauche » et que la généralisation du discours antimarxiste au sein des intellectuels médiatiques ne signifient pas obligatoirement un vote à droite ou des prises de position en faveur de la majorité. En outre, si en 1979, Régis Debray – alors proche de François Mitterrand – « prend acte » si facilement de la « défaite intellectuelle de la gauche » en reconnaissant le recul de la référence au « marxisme » et en surestimant la position des intellectuels « libéraux » dans le champ de création culturel, c'est qu'il s'agit alors pour lui de lutter contre les fractions de la gauche intellectuelle – et en particulier les « amis » *du Nouvel Observateur* – qui semblent mettre en cause la persistance de l'alliance électorale avec les communistes.

79. Les entreprises politiques sont en mesure d'imposer des problématiques au sein du débat public – par exemple la référence au « marxisme » – par la seule intervention conjointe de leurs porte-parole. En outre, les principaux partis – surtout le Parti socialiste qui bénéficie en 1980 de réseaux d'experts et de soutiens

intellectuels sont effectivement moins nombreux à adopter une mise en forme « marxiste » de leur production culturelle et de leurs prises de position politiques que les historiens de la culture sont en mesure entre 1985 et 1990 de décrire un revirement de l'orientation politique dominante du champ intellectuel mais c'est aussi parce que l'affaiblissement des nécessités politiques de mise en forme « marxiste » des offres politiques permettent aux historiens de rendre un verdict de déclin sans susciter de réactions politiques des acteurs attachés au maintien de l'efficacité symbolique de la référence légitimatrice au « marxisme ». Ce n'est que lorsque les acteurs politiques se référant au « marxisme » se seront raréfiés – c'est-à-dire, nous l'avons montré au chapitre précédent, après 1981 – que les intellectuels se réclamant de celui-ci diminueront et que les historiens pourront, sans courir le risque d'un démenti politique qui les feraient apparaître partisans, livrer leur verdict.

Notre hypothèse sera donc différente de celle des deux auteurs qui nous ont permis de préciser notre problématique : c'est l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 qui va transformer durablement les orientations idéologiques dominantes au sein du champ intellectuel et les postures politiques susceptibles d'être adoptées par les clercs. Cet effacement relatif de la figure de l'intellectuel « progressiste » va contribuer à affaiblir les identifications partisanes « à gauche » et affecter l'efficacité de la reproduction de la perception des clivages politiques chez les jeunes. L'intérêt de cette discussion n'est évidemment pas seulement de préciser la chronologie de l'évolution du champ intellectuel mais plutôt de comprendre le processus effectif de cette évolution. En mettant en évidence les transformations parallèles du champ journalistique et du champ intellectuel impulsées par l'évolution de l'offre politique à partir de 1981, nous voulons faire apparaître comment la modification brutale, simultanée et convergente de l'ensemble des énoncés autorisés susceptibles d'être tenus par des agents situés dans différents espaces sociaux et dotés de contraintes de crédibilité partiellement différentes – personnel politique, journalistes, intellectuels – va conduire à une transformation profonde des représentations politiques du public profane.

1) L’antimarxisme dans la champ intellectuel : l’usage du thème du « Goulag »

intellectuels solides – disposent de la capacité de susciter des prises de position coordonnées au sein du champ culturel. Nous analyserons ci-dessous plus en détail la façon dont s'exerce l'emprise du champ politique sur les champs journalistiques et intellectuels et comment le changement de la configuration du premier, induit par la victoire de François Mitterrand en 1981, va aboutir à la transformation durable des seconds. Signalons seulement pour l'instant que d'une part les évolutions électorales tendent à fonctionner

Le fait que les prises de position publiques adoptées par des acteurs sociaux puissent rétrospectivement être jugées justifiées ne doit pas conduire à faire l'économie d'une analyse des motivations de ces acteurs dans la promotion de leur cause. Ainsi, la réalité de la dictature en Union soviétique ne doit pas nous amener à penser que, dans un contexte international de détente relative où la guerre avec les pays du Pacte de Varsovie demeure improbable[80], la thématique du « Goulag » et la « promotion » publique de Soljenitsyne dans les pays occidentaux, pourraient obéir à la seule logique de l'indignation devant la violation des « droits de l'homme »[81]. Nous ferons au contraire l'hypothèse que l'attention accordée à Soljenitsyne et aux dissidents dépendra de l'intérêt variable des acteurs intellectuels et politiques à tenir un discours anticommuniste[82]. L'énergie déployée dans le champ culturel et dans le champ politique français pour rendre publique l'existence du « Goulag » qui constitue un drame lointain et ne relève pas d'une actualité récente, ne pourrait se comprendre si on ne s'intéressait pas aux effets politiques des usages de la rhétorique de la dénonciation du « totalitarisme »[83]. Il ne s'agit pas ici de mettre en doute la sincérité subjective des agents qui s'indignent de la situation politique dans un pays étranger mais de souligner qu'il sont d'autant plus facilement émus et révoltés que leur indignation recoupe des préoccupations

---

comme des indicateurs de tendance pour les producteurs symboliques (intellectuels ou journalistes) qui sont conduits à ajuster leur offre à ce qu'ils perçoivent des évolutions probables du marché des biens culturels.

80. La décennie soixante-dix n'est marquée par aucune période de tension militaire forte entre Moscou et Washington à la différence des années cinquante – guerre de Corée – et soixante – crise des missiles de Cuba et guerre du Viêt-nam. Au contraire, la signature des accords de réduction des armements nucléaires SALT marque l'instauration d'une période de « détente ». L'intensification des critiques formulées à l'égard de l'URSS doit par conséquent être recherchée non dans la perception accrue d'un danger international mais au contraire dans les caractéristiques de la configuration politique française.

81. On pourrait s'interroger sur la simultanéité de l'attention des médias occidentaux vis-à-vis des dissidents, du caractère rapide des traductions et des campagnes de promotion considérables dont Soljenitsyne a bénéficié. Il ne s'agit pas ici de suggérer une explication des faits sociaux au moyen d'une théorie du complot mais seulement de souligner que Soljenitsyne rencontre dans chaque configuration politique nationale particulière des acteurs qui ont intérêt à faire connaître son témoignage.

82. Pour une histoire de l'accueil en France des livres de Soljenitsyne et des différentes attitudes prises à son égard par les acteurs du champ politique et par les journalistes, voir Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression Tchécoslovaques*, Paris Julliard, 1985. L'implication personnelle de l'auteur dans les débats politiques de l'époque est fortement perceptible – Pierre Grémion parle ainsi du « renforcement de l'hégémonie soviétique et de son relais en France par l'alliance socialo-communiste » (*ibid.* p. 309). Il critique sévèrement les intellectuels, la presse et le personnel politique « de gauche » qui minimisent le témoignage des dissidents (sur l'attitude du *Monde* voir *ibid.* p. 301-303). Cependant, Pierre Grémion met bien en évidence le fait que les réactions des acteurs politiques et intellectuels à l'égard de Soljenitsyne sont directement dépendantes de leur attitude à l'égard du PC et de la stratégie politique d'Union de la gauche ; voir *ibid.* pages 292-326.

83. Pour un autre exemple de polémiques objectivement « absurdes » et qui, en toute logique « académique » n'auraient dû pouvoir survenir mais qui constituent une retraduction euphémisée dans le champ intellectuel des affrontements politiques, on peut citer les débats qui ont accompagné le bicentenaire de la Révolution française au cours desquels il ne s'agissait pas pour certains acteurs intellectuels de vulgariser une conception de la Révolution comme processus historique mais de mettre en cause, sous couvert de révision de l'historiographie pro-révolutionnaire traditionnelle, la légitimité des références à la Révolution du personnel politique de « la gauche ». La caractéristique de ces polémiques est de fonctionner à deux niveaux, un premier apparent où des arguments d'allure historique sont échangés, un second, politique, qui transparaît par un usage peu contrôlé des comparaisons (Révolution française, Révolution de 1917, Mai 68, naissance du « totalitarisme ») et des jugements de valeurs, en particulier lorsqu'il s'agit de distinguer entre des « victimes » et des « assassins », catégories politiques qui appellent la condamnation morale plutôt que l'analyse des processus historiques.

partisanes moins lointaines[84]. Les acteurs politiques qui font campagne contre le « totalitarisme » apparaissent donc d'autant plus sensibles aux informations concernant le « Goulag » que la lutte contre le Parti communiste leur semble plus importante. C'est leur opposition au PCF ou à « la gauche » qui les rend affectivement sensibles au « Goulag », plutôt que ce qu'ils connaissent du Goulag qui provoque leur hostilité au PCF.

Les thèmes du « totalitarisme » et du « Goulag » ne sont donc pas promus au sein du champ intellectuel et du débat public par n'importe quels acteurs : Pierre Grémion considère qu'il y a eu « trois milieux cristallisateurs du front anti-totalitaire, les anciens de *Socialisme ou barbarie*[85], la mouvance d'*Esprit*[86] et le cercle aronien[87] »[88], auxquels on pourrait cependant ajouter d'une part d'anciens « gauchistes repentis »[89] et d'autre part des intellectuels issus de la « deuxième gauche » autour de la CFDT, des rocardiens et *du Nouvel Observateur* – dans lequel Jacques Julliard est également éditorialiste – qui ne se confondent pas totalement avec le réseau d'*Esprit*[90]. Il ne s'agit pas ici de soutenir que les auteurs ou les groupes qui, à partir de 1974, font usage du thème du « totalitarisme » partagent des intérêts politiques communs. Ces différents réseaux politiques et intellectuels ont seulement en commun leur opposition au Programme commun d'Union de la gauche puis au programme du Parti socialiste – en tout cas à certains de leurs aspects – et leur hostilité envers les intellectuels utilisant un langage de forme « marxiste » ou « structuraliste »[91]. C'est l'identité

84. Les campagnes publiques contre la guerre du Viêt-nam partiellement suscitées et entretenues par les groupes « gauchistes » relèvent de la même logique. Le réel sentiment d'indignation provoqué chez certains agents par cette guerre apparaît fortement corrélé au sentiment d'appartenance à « la gauche » et à l'opposition à « l'économie de marché » dont l'antiaméricanisme constitue alors une thématique proche. L'émotion induite par cette guerre touchera donc davantage ceux que leurs représentations politiques disposent à se sentir concernés par ce type d'événement.

85. En particulier Cornélius Castoriadis auquel on peut ajouter les anciens animateurs d'*Arguments*, Claude Lefort et Edgard Morin.

86. Citons Jean-Marie Domenach, Paul Thibaud, Olivier Mongin et Jacques Julliard. Parmi la mouvance ou le réseau d'*Esprit*, Rémy Rieffel cite en outre Pierre Rosenvallon, Marcel Gauchet, Michel Deguy, Olivier Mongin, Daniel Mothé, Patrick Viveret, Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, p. 127-146. Sur l'attention qu'*Esprit* a accordée à Soljenitsyne, voir en particulier les numéros spéciaux d'*Esprit* datés de novembre 1973, n° 429, « Où va l'Union Soviétique ? », de septembre 1976, n° 460, « Révolution et totalitarisme » et de juin 1980, « Hannah Arendt », voir aussi l'article de Jean-Marie Domenach dans le numéro de mars 1974 intitulé « Soljenitsyne et le destin de l'Europe » et l'article de Marcel Gauchet dans celui de juillet 1976 sur le « totalitarisme ».

87. Les intellectuels libéraux ont jusqu'alors été dominés dans l'espace intellectuel. Citons autour de Raymond Aron, Annie Kriegel, Pierre Hassner, Jean-Claude Casanova, Alain Besançon qui animent les revues *Contrepoint* puis *Commentaire* et tiennent des chroniques dans la presse favorable au gouvernement : Raymond Aron puis Annie Kriegel écrivent dans *le Figaro* ; à partir de 1976, Raymond Aron est éditorialiste à *l'Express*. Sur ce point voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 3, p. 13-48 qui permet de reconstituer une partie des collaborations croisées entre les intellectuels libéraux entre 1965 et 1981.

88. Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression Tchécoslovaques*, *op. cit.*, p. 306.

89. Citons en particulier André Glucksmann, Christian Jambet et Guy Lardreau.

90. Voir Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 188-200, « La découverte du Goulag ».

91. Au sein du champ intellectuel, c'est plus les références savantes à Marx ou une approche structuraliste « déterministe » qu'une éventuelle l'influence des intellectuels communistes qui est combattue puisque celle-ci est en déclin depuis les années cinquante : « La marginalité des débats des intellectuels communistes, très évidente pour tout observateur extérieur, n'a été que très récemment perçu dans le parti communiste. [...] Les philosophes communistes ayant “ produit ” ces vingt dernières années se ramènent à quelques noms : Etienne Balibar, Christine Buci-Glucksmann, Georges Labica, Jacques Milhau, Michel Verret, Lucien Sève et

de leurs adversaires qui fonde leur apparente coordination. Les commentaires élogieux suscités en différents points du champ intellectuel par la publication de textes utilisant la thématique « antitotalitaire » – par exemple ceux des « nouveaux philosophes » ou ceux de Jean-François Revel – contribuent à donner l'apparence d'un mouvement orchestré à ce qui n'est que la coordination spontanée des oppositions à l'égard d'un adversaire commun[92]. L'usage des thèmes du « Goulag » et de « l'antitotalitarisme » n'implique pas la disparition des clivages politiques entre « antitotalitaires » de droite et de gauche qui, lors de la campagne électorale de 1981, retrouveront leurs positions respectives – Jacques Julliard et *le Nouvel Observateur* soutiendront la candidature de François Mitterrand malgré leurs réserves sur l'alliance avec les communistes alors que Raymond Aron et *l'Express* s'engageront aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing[93].

Face à des entreprises partisanes qui fondent leur offre politique sur la revendication du monopole de la défense des intérêts des catégories sociales les plus démunies – avec un certain succès[94] – les acteurs les plus hostiles à l'alliance électorale du PC et du PS sont contraints de rechercher un répertoire critique susceptible d'une certaine efficace. Le thème de « Goulag » fournit justement un angle critique acceptable contre l'ensemble des acteurs politiques qui ont adopté une mise en forme « marxiste » de leur offre politique[95]. Il constitue une forme euphémisée de la critique de l'Union de la gauche qui présente l'avantage de ne pas apparaître strictement destinée aux luttes politiques hexagonales. En associant symboliquement la dictature en Union soviétique et les acteurs politiques de l'opposition qui se réclament du « marxisme », le thème du « Goulag » participe de l'effort du personnel

---

Guy Besse, ces deux derniers étant d'ailleurs publiés à peu près uniquement dans l'univers communiste – les autres, par leur éditeur, leur position universitaire, etc., étant susceptibles de toucher un lectorat plus large » ; Jeannine Verdès-Leroux, *Le réveil des somnambules, Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard/Editions de Minuit, 1985, p. 30 et 303.

92. Il ne faut cependant pas exclure l'éventualité d'interventions du personnel politique de la majorité pour favoriser l'accès aux médias d'Etat ou à des positions universitaires des intellectuels les plus engagés dans des logiques de soutien politique à leur égard et en particulier de ceux qui font usage des thématiques du « totalitarisme » et du « Goulag » (*cf.* les interventions – infructueuses en l'occurrence – d'Alice Saunié-Séïté puis de Lionel Stoléru auprès de François Furet en faveur de la candidature du « nouveau philosophe » Philippe Némo à l'EHESS ; Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les intellocrates*, *op. cit.*, p. 44). Il faudrait pouvoir mesurer précisément la fréquence des citations que les médias les plus proches du gouvernement et les plus dominés par des logiques politiques – en particulier la télévision et la radio – accordent entre 1974 et 1978 aux « nouveaux philosophes ». Il serait également nécessaire de retracer la logique des invitations de personnalités culturelles dans les médias audiovisuels durant cette période.

93. Alain Besançon et Jean-Claude Casanova, proches de Raymond Aron, avaient déjà fait partie du comité de soutien universitaire à Valéry Giscard d'Estaing en 1974, voir *le Monde*, 17 mai 1974.

94. Les analyses du comportement électoral montrent qu'avant 1981 les catégories ouvrières et les couches inférieures des salariés votent très majoritairement pour « la gauche ». Voir par exemple la distribution du vote en faveur des partis de gauche aux élections législatives de 1978 en fonction de la catégorie socio-professionnelle et du patrimoine des électeurs dans Jacques Capdevielle et *alii*, *France de Gauche, vote à droite ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1981.

95. Voir François Châtelet et Evelyne Pisier-Kouchner, *Les conceptions politiques du XXème siècle*, Paris, PUF, 1981, p. 781 : « La revendication du terme totalitarisme s'inscrit dans un contexte de " guerre froide " et s'accompagne du projet d'abord délibérément polémique d'assimiler nazisme et stalinisme ; elle provoque une réplique marxiste non moins polémique invalidant le terme de totalitarisme pour son " anticommunisme " [...] C'est aux Etats-Unis que la pensée libérale savante prétend porter condamnation radicale du nazisme et du stalinisme sous le vocable de totalitarisme [...] ».

politique de la majorité pour dramatiser le débat politique et présenter la victoire électorale de la gauche comme pouvant comporter un risque pour la démocratie[96]. Cette identification faite par les acteurs intellectuels les plus polémiques – en particulier les « nouveaux philosophes » – entre le « marxisme » et le « Goulag », s'effectue selon la logique du « coup double » [97]. En critiquant dans un même mouvement le personnel politique et les intellectuels qui se réfèrent à Marx, les promoteurs de « l'antitotalitarisme » parviennent à mettre en cause – selon une stratégie typiquement « hérétique » propre aux prétendants dans le champ – des concurrents intellectuels jusqu'alors en position dominante[98]. Usant d'arguments politiques dans le champ intellectuel et d'énoncés intellectuels dans le champ politique, ils cherchent à cumuler les profits propres à l'intervention coordonnée au sein de deux espaces sociaux différents[99].

Mais si les intellectuels libéraux ou conservateurs ont des raisons bien compréhensibles de reprendre les thématiques du « Goulag » et du « totalitarisme », il peut paraître plus surprenant que les acteurs intellectuels appartenant à la « gauche chrétienne » en fassent également usage et entrent ainsi en contradiction avec la stratégie d'Union de la gauche mise en œuvre depuis 1971 par la direction du Parti socialiste et François Mitterrand. Louis Pinto analyse avec précision dans le cas *du Nouvel Observateur* la forte imbrication des logiques intellectuelles et des logiques politiques au sein du groupe des intellectuels « amis » du journal qui se manifestent dans le champ intellectuel par un refus « théorique » du « marxisme » et dans le champ politique par des « réserves » puis des critiques à l'égard de la stratégie d'Union de la gauche et de ceux qui entendent la promouvoir au sein du PS : opposés au Parti communiste, ils se montrent d'autant plus enclins à souligner ses aspects

96. Voir *supra* p. 393 et suivantes.

97. Sur la logique du « coup double » simultanément joué par les agents dans des espaces sociaux différents mais dont l'efficacité repose sur l'homologie entre les champs spécialisés et le champ social global voir Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 384.

98. Sur les phénomènes de mode idéologique dans le champ intellectuel, c'est-à-dire de rétribution symbolique d'un certain type de postures politiques et intellectuelles voir Pierre Bourdieu interviewé par Didier Eribon, *le Monde* du 4 mai 1981, repris in Pierre Bourdieu, *Question de sociologie*, Paris, Minuit, 1982, p. 71 : « Les glissements insensibles qui ont conduit en moins de trente années d'un état du champ intellectuel où il était si nécessaire d'être communiste que l'on n'avait pas besoin d'être marxiste à un état où il était si chic d'être marxiste que l'on pouvait même " lire " Marx, pour aboutir à un état où le dernier must de la mode est d'être revenu de tout, et d'abord du marxisme. [...] [Cette formule] est bonne à dire en un temps où ceux qui se sont laissés porter, comme la limaille, au gré des forces du champ intellectuel, veulent imposer leur dernière conversion à ceux qui ne les ont pas suivis dans leurs inconsciences successives. Il n'est pas gai de voir pratiquer le terrorisme au nom de l'anti-terrorisme, la chasse aux sorcières au nom du libéralisme par les mêmes souvent qui, en d'autres temps, mettaient la même conviction intéressée à faire régner l'ordre stalinien ».

99. Ce faisant ils risquent cependant de se heurter à l'opposition de tous ceux qui ont intérêt au maintien des formes requises au sein de chaque champ et à la persistance de frontières plus strictes entre l'espace culturel et l'espace politique. Accusés par les intellectuels les plus titrés de produire un travail ne répondant pas aux critères de rigueur en vigueur et par les acteurs politiques de la gauche de faire le jeu de la majorité « conservatrice », les « nouveaux philosophes » seront durement mis en cause. Intellectuels « indépendants », les plus connus d'entre eux feront une carrière au sein du pôle privé du champ culturel plutôt qu'à l'université. Cette reconversion dans des positions intellectuellement « dominées » du champ de création culturel – bien qu'économiquement dominantes – sera toutefois favorisée par la notoriété médiatique acquise au cours de ces polémiques.

les plus « autoritaires » que la perspective d'une victoire de la gauche gagne en vraisemblance entre 1976 et 1978.

> « [Au sein *du Nouvel Observateur*], les différentes tentations enfermées dans l'idéologie " nouvelle gauche " avaient pu coexister dans le journal aussi longtemps que la conjoncture n'a pas imposé de choix. Jusqu'au début des années 70, alors que l'arrivée de la gauche au pouvoir appartient à un avenir encore indéterminé, la voix d'extrême gauche représentée par Cuba et la Chine requiert une adhésion d'autant plus aisée qu'elle est purement symbolique, c'est-à-dire à la fois gratuite et verbale. Le changement d'attitude qui apparaît depuis ces années peut être imputé, en grande partie, à la diminution du degré d'irréalité des engagements politiques de gauche : l'Union de la gauche, réalisée en 1972-1974, inscrit dans l'univers des possibles politiques l'éventualité de la victoire d'une gauche en laquelle le partenaire communiste a un poids capital. Dès lors, tout s'est passé comme si, du fait de l'urgence nouvelle, la propension à défendre " l'intelligence " contre la menace du marxisme était passée de l'ordre théorique, propice à un travail d'euphémisation, à l'ordre de la lutte politique ouverte. Les élections présidentielles de 1974 surviennent à un moment où *le Nouvel Observateur* est engagé dans une polémique avec le PC à propos de Soljenitsyne ; le journal invite à voter pour Mitterrand, candidat commun de la gauche, en offrant " un soutien critique pendant la campagne et un soutien conditionnel en cas de victoire " (Jean Daniel, Qui peut battre Mitterrand ?, n° 492, avril 1974). Les réserves visent le Programme commun PS-PC [...]. Alors que la voie d'extrême gauche qui avait servi d'instrument de lutte contre l'orthodoxie marxiste (soviétique) tend à être abandonnée – après Cuba, on se détourne de la Chine –, le souci de distinguer entre un bon et un mauvais marxisme semble de plus en plus passer pour un refus de voir en face la vérité horrible du communisme, le Goulag. Amorcée vers 1974, la campagne sur le Goulag culmine en 1977 (à un an des élections législatives) avec la campagne des " nouveaux philosophes "[100] aux rangs desquels figurent plusieurs amis *du Nouvel Observateur* – Maurice Clavel, André Glucksmann, Bernard-Henry Lévy, Philippe Nemo. La lutte pour la " liberté " et contre le danger " totalitaire " tend à devenir la lutte prioritaire [...] »[101].

L'usage du thème du « Goulag » et de la « réflexion sur le totalitarisme » autorisait donc non seulement la remise en cause des « idéologies » et du « marxisme » mais permettait aussi de délégitimer – en direction des votants potentiels – l'alliance électorale entre le Parti socialiste et le Parti communiste[102]. On peut faire l'hypothèse que la reprise de ces thèmes

---

100. Issus d'itinéraires divers, parfois passés par le « gauchisme », les « nouveaux philosophes » sont mis en avant, constitués en « école », mis en scène et promus dans une logique de marketing et selon les catégories positives propres aux médias : il s'agit de jeunes gens brillants, qui sont censés « rompre » avec les « habitudes de pensée » de la gauche, qui se situent « résolument en dehors des sentiers battus » et qui dérangent les maîtres-penseurs et les mandarins. Cependant, leur impact est difficile à mesurer. Voir André Glucksmann, *La cuisinière et le mangeur d'homme, essai sur l'Etat, le marxisme, les camps de concentration*, Paris, Le Seuil, 1975, Bernard-Henry Lévy, *La barbarie à visage humain*, Grasset, 19, Jean-Marie Benoit, *Marx est mort*, Paris, Gallimard, 1970. Sur le commentaire d'Althusser à l'égard d'André Glucksmann et de Bernard-Henry Lévy, voir *L'avenir dure longtemps*, *op. cit.*, (éd. livre de poche), p. 507 et 508. Voir aussi Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 230 : « La fortune de la formule des " nouveaux philosophes " remonte à 1977, mais la réalité intellectuelle qu'elle qualifie est d'environ trois ans plus ancienne. Si en effet c'est, là aussi, à plusieurs campagnes *du Nouvel Observateur*, en 1976 et en 1977, qu'on doit l'entrée en intelligentsia du groupe éphémèrement composé de Bernard-Henry Lévy, André Glucksmann, Christian Jambet et Guy Lardreau, Jean-Paul Dollé, et sur les marges, d'un Jean-Marie Benoist ou d'un Philippe Nemo, le choc initial ayant bien été la publication, en 1974, de l'Archipel du Goulag, d'Alexandre Soljenitsyne, comme le certifia un virulent article de Glucksmann, dans *le Nouvel Observateur* du 4 mars de cette année-là : " Le marxisme rend sourd " ».

101. Louis Pinto, *L'intelligence en action...*, *op. cit.*, p. 190-191.

102. Pierre Grémion considère comme allant de soi que l'*Archipel du Goulag* met en cause en France le principe de l'alliance entre le PC et le PS : « La contradiction entre le renforcement et l'élargissement du système d'influence de la gauche et l'œuvre de Soljenitsyne apparaissait plus flagrante et plus profonde au fur

par des intellectuels et des acteurs politiques de longue date ancrés « à gauche » – *le Nouvel Observateur* et les intellectuels de la « deuxième gauche » – a permis au débat sur le « totalitarisme »[103] et sur Soljenitsyne de ne pas se limiter à un affrontement routinisé entre intellectuels ou personnel politique de droite et de gauche. C'est en effet l'utilisation de ces thèmes par certains journalistes et médias « de gauche » qui a fait de « l'affaire Soljenitsyne » autre chose que la simple actualisation d'un topique finalement classique de l'anticommunisme. Malgré les pressions des communistes et des socialistes pour éviter que la presse « de gauche » ne reprenne une rhétorique qui contribuait à rendre plus difficile et moins populaire le maintien de leur alliance électorale, la direction du *Nouvel Observateur* ne s'est pas alignée immédiatement sur l'obligation de solidarité au sein de la gauche[104] :

> « Après avoir neutralisé le Parti socialiste, la direction communiste cherche à obtenir le même effet d'intimidation auprès de deux organes de presse centraux qui occupent une position stratégique de relais du système d'influence intellectuel de la gauche du programme commun, *le Monde* et *le Nouvel Observateur*. Si le parti communiste peut compter sur la neutralité du *Monde*, il rencontre un môle de résistance au *Nouvel Observateur*. [...] Pourquoi *le Nouvel Observateur* résiste-t-il au chantage à l'union, se trouvant dès lors en première ligne pour la résistance de gauche à l'offensive communiste ? [...] La compréhension de la situation requiert de faire intervenir une double dimension historique et organisationnelle. *Le Nouvel Observateur* est en effet un des lieux privilégiés d'expression des anciens intellectuels communistes issus du grand décrochage de Budapest. Le journal se compose de trois strates que l'affaire Soljenitsyne traverse différemment :
> – Au sommet, Jean Daniel. Le directeur se cabre devant la tentative faite par *France-Nouvelle* [proche du PC], en usant des bons offices de Régis Debray, d'utiliser la position politique du parti socialiste pour faire pression sur sa position personnelle [...].
> – Les intellectuels-*columnists*, souvent anciens communistes (E. Morin, F. Furet, G. Martinet, C. Roy, E. Le Roy Ladurie) fonctionnent à la fois comme barrage et comme radar pour déjouer les anticipations communistes et conforter la position du directeur du journal.

---

et à mesure de la publication des tomes successifs de *l'Archipel du goulag*. Non seulement Soljenitsyne prenait à revers l'alliance nouée entre communistes et socialistes, mais encore il représentait pour les intellectuels de gauche un formidable contre-pied qui faisait vaciller leurs valeurs » ; Pierre Grémion, *Paris/Prague*..., *op. cit.*, p. 292. Encore une fois, le foisonnement des auteurs et des groupes se réclamant du « marxisme » mais se revendiquant « antistaliniens » rend cette interprétation très hasardeuse. La plupart des intellectuels de gauche ne se place nullement en position de défendre le régime de l'Union soviétique. Quelques années plus tard Franz-Olivier Giesbert s'étonnera que des responsables du PS aient pu dénoncer dans le projet socialiste de 1980 « l'exploitation idéologique du phénomène de la dissidence », propos qu'il juge relever de la « soviétophilie » : « Le projet socialiste s'en prend, sur le mode communiste, à “ la dénonciation sans retenue, sans mesure, incessante, de l'URSS ”. Pour lui, “ l'exploitation idéologique faite en Occident du phénomène de la dissidence fonctionne comme une gigantesque entreprise de démobilisation de la gauche et, inversement, de remobilisation idéologique du capitalisme ” » ; Franz-Olivier Giesbert, *Le président*, *op. cit.*, p. 60. Là encore, la constatation de la réalité de la dictature en URSS ne peut dispenser d'une analyse des caractéristiques politiques et des objectifs idéologiques de ceux qui, en France, utilisent la thématique du « Goulag ».

103. Pour un aperçu des usages politiques de la notion de « totalitarisme » par les intellectuels libéraux, voir François Châtelet et Evelyne Pisier-Kouchner, *Les conceptions politiques du XXème siècle*, Paris, PUF, 1981, (deuxième édition corrigée), p. 781-797.

104. On comprend que le Parti communiste ne pouvait accepter de subir sans réagir une campagne critiquant l'Union soviétique qui risquait de discréditer sa marque électorale et d'affaiblir sa position face au Parti socialiste alors même que l'Union de la gauche tendait alors à renforcer celui-ci. Le PC peut au moins obtenir du PS un silence relatif sur cette question puisque ce parti cherche à ménager l'alliance électorale avec le PC : participer à la critique de l'Union soviétique serait apparu comme une tentative pour se renforcer au sein de l'alliance, c'est-à-dire de ne pas jouer loyalement selon les règles de l'union. L'argumentation du PC est alors fondée sur la nécessité de maintenir l'Union de la gauche contre les attaques qu'elle subit. Cette argumentation est évidemment rendue crédible par l'origine des intellectuels et des hommes politiques qui se montrent attentifs à l'œuvre de Soljenitsyne.

– Les journalistes salariés, soumis à la pression politique et culturelle de l'union de la gauche, seraient souvent près à s'aligner sur les positions de dénigrement de celle-ci, ne voyant dans Soljenitsyne qu'un écrivain réactionnaire – ou pire encore " facho " »[105].

On peut penser que l'attention que certains intellectuels identifiés à « la gauche » accordent au thème du « Goulag » et la campagne qui se développe autour des « nouveaux philosophes » et de Soljenitsyne en particulier dans *le Nouvel Observateur*, permettent à la télévision et à la presse de donner une plus grande ampleur à ce débat. En effet, puisque la polémique traverse le camp politique de « la gauche », il est plus facile pour les médias audiovisuels, tendanciellement plus « neutralisés » que la presse écrite, de donner de l'ampleur aux informations touchant les « dissidents ». En revanche, le fait que la campagne sur le « Goulag » soit également menée par l'hebdomadaire de la gauche intellectuelle, qui depuis les « structuralistes » et les « nouveaux historiens », jusqu'aux « nouveaux philosophes » et même à la « nouvelle droite »[106] a participé à toutes les modes culturelles et à tous les lancements de « penseurs », permet à certains intellectuels de définir une position conciliant l'appartenance à « la gauche » et l'utilisation de la rhétorique « antitotalitaire ». Il est ainsi d'autant plus faux de faire de la « révélation antitotalitaire » le point d'origine de l'éloignement entre les intellectuels et la gauche politique – comme l'affirme, nous l'avons vu, la thèse dominante des historiens de la culture[107] – que l'organe de presse qui a le plus médiatisé la polémique sur « le goulag » et Soljenitsyne, apparaît fermement ancré « à gauche » et maintiendra jusqu'en 1981 son soutien public à l'opposition politique et à la stratégie unitaire de François Mitterrand. *Le Nouvel Observateur*, en contribuant à définir et à justifier une position intellectuelle qui concilie le soutien à l'alliance électorale de l'opposition et le discours moral sur le « Goulag », définit donc une position de repli pour les intellectuels qui entendent rester « à gauche » malgré le déclin relatif des rétributions symboliques des postures « gauchistes » au sein du champ culturel[108].

---

105. Pierre Grémion, *Paris/Prague*..., *op. cit.*, p. 288-289. Il est intéressant de constater que pour les journalistes « de base » les nécessités de soutien à la gauche politique prévalent.

106. Il s'agissait dans ce cas-là d'un lancement « critique » mais qui a donné à ce groupe d'intellectuels une audience qu'il aurait difficilement obtenue sans sa mise en cause par les journalistes du *Nouvel Observateur* et du *Monde*. On peut ici établir un parallèle avec les modes de traitement journalistiques qui seront ceux que la presse de gauche adoptera vis-à-vis du Front national. C'est la médiatisation dénonciatoire du Front national et de Jean-Marie Le Pen par les médias de gauche qui, en 1983, diffusera nationalement une marque électorale qui n'avait alors atteint une notoriété locale qu'à Dreux.

107. Voir *supra* et Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, *op. cit.*, et Gil Delannoi, *Les années utopiques, 1968-1978*, *op. cit*.

108. Voir par exemple la préface de Michel Foucault au livre de Jean Daniel, *Ère des ruptures*. Michel Foucault résume à grands traits l'histoire de « la gauche ». Mai 68 et les mouvements « gauchistes » ne sont jamais cités et le Parti communiste, c'est-à-dire l'opinion qu'on peut avoir sur l'U.R.S.S., devient l'axe central qui organise l'histoire de la conscience de gauche de 1960 à 1979, plutôt que, par exemple, la reconstruction du Parti socialiste. Malgré le caractère central donné à la critique de « l'U.R.S.S. concentrationnaire » il n'est cependant pas question pour Michel Foucault de se situer en dehors de « la gauche » : « Le " jour " qui vient de changer ? Celui de la gauche. La gauche : non pas coalition de partis sur l'échiquier politique, mais appartenance que beaucoup éprouvaient sans pouvoir ni vouloir lui donner une définition bien claire. Une sorte de gauche " essentielle ", mélange d'évidences et de devoirs : " Patrie plutôt que concept ". Et que, paradoxalement, Jean Daniel, plus qu'aucun autre, avait contribué à faire exister. Dans l'immédiat après-

« Que Mitterrand se trompe en jugeant que la “ mouvance ” [les intellectuels] décrite plus haut lui est fondamentalement hostile, j'en donnerai pour preuve deux témoignages. Le premier est celui de Jacques Monod, prix Nobel, qui confie à trois de ses étudiants venus le voir en 1974, qu'il votera au premier tour pour René Dumont et au second tour, “ après une bien longue réflexion ”, pour François Mitterrand, parce que nous avons réussi à l'en convaincre. Le second, encore plus inattendu, est celui du philosophe Michel Foucault qui, interrogé par Roger Stéphane sur la question de savoir pourquoi il a voté en 1978 en faveur des socialistes, répond qu'il le doit aux discussions que nous avons eues ensemble[109]. Autour de ces deux hommes illustres, bien représentatifs des milieux les plus hostiles à l'alliance avec les communistes préconisée par Mitterrand, se forment alors des groupes de plus en plus nombreux qui, à l'image de leur chef de file, se rallient au candidat Mitterrand. Celui-ci est-il conscient de l'efficacité de notre soutien ? Il ne le manifestera jamais »[110].

Il est difficile de juger des effets au sein des champs politiques et intellectuels de l'usage des thématiques du « Goulag » et du « totalitarisme » qui ne représentent qu'une partie de la rhétorique d'inquiétude déployée par le personnel politique de la majorité avant les élections

---

guerre, cette gauche d'appartenance avait bien du mal à exister. Adossé à la Résistance, appuyé sur l'U.R.S.S. et le “ camp socialiste ”, détenteur enfin de doctrines, le Parti communiste exerçait ainsi une triple légitimité : historique, politique, et théorique. Sur tout ce qui prétendait être de gauche, il “ faisait la loi ” : plaçant sous sa loi ou mettant hors la loi. Il magnétisait le champ politique, orientant la limaille voisine, lui imposant un sens ; on était pour ou contre, allié ou adversaire. Khroutchev, Budapest : les justifications politiques s'effritent. Déstalinisation, “ crise du marxisme ” : la légitimation théorique s'embrume. Et l'opposition à la guerre d'Algérie forme une référence historique dont, à la différence de la Résistance, le Parti sera notoirement absent. Plus de Loi à gauche : la gauche pouvait émerger. [...] Ce n'est pas l'Union de la Gauche ni le “ Programme commun ”, ce n'est pas l'abandon de la dictature du prolétariat par le “ parti de la révolution ” qui ont travaillé, en France, la conscience de la gauche. Mais un coin de terre au Moyen-Orient. Mais des bombardements et des camps dans une Indochine qui n'était plus française. Le tiers monde avec les mouvements révolutionnaires qui s'y développent et les Etats autoritaires qui s'y forment, la Palestine, les Arabes et Israël, l'U.R.S.S. concentrationnaire – et le gaullisme peut-être à cause de la décolonisation qu'il a opérée en dépit de tous les prophètes aveugles –, voilà ce qui a taraudé la gauche » ; préface à Jean Daniel, *L'Ère des ruptures*, *op. cit.*, (éd. poche), p. 11-13.

109. Michel Foucault avait cependant signé la pétition de soutien des intellectuels à la candidature de François Mitterrand en 1974 alors que celui-ci se présentait en tant que candidat unique d'une Union de la gauche au sein de laquelle le rapport de force entre socialistes et communistes était beaucoup plus favorable à ceux-ci que lors des législatives de 1978 où les deux partis se présentaient divisés. Si Michel Foucault apparaît en 1978 « bien représentatif des milieux [intellectuels] les plus hostiles à l'alliance avec les communistes », il s'agit là d'une évolution récente. L'accentuation de l'anticommunisme dans le champ culturel après 1974 semble être une tendance à laquelle Michel Foucault se montre sensible. Ainsi, il apparaît plutôt favorables aux « Nouveaux Philosophes » à l'inverse de Gilles Deleuze beaucoup plus critique : « Leur opposition [Il s'agit de Gilles Deleuze et Michel Foucault] est apparu très clairement lors de la querelle des “ nouveaux philosophes ”. Deleuze a assassiné Glucksmann et consort dans un petit dépliant où il démolit les concepts vides et creux de ceux qu'il considère comme des bateleurs pour émissions de télévision. Il clame son “ horreur ” devant leurs palinodies, leur “ martyrologie ” : “ Ils vivent de cadavres ”, dit-il dans une des formules violentes dont son texte fourmille. [...] Deleuze n'ignore pas que Foucault, un mois plus tôt, a fait l'éloge du livre de Glucksmann sur les Maîtres-Penseurs dans les colonnes *du Nouvel Observateur* [...] Foucault le remercie de faire entendre dans le discours philosophique “ ces foyards, ces victimes, ces irréductibles, ces dissidents toujours redressés [...] ”. Il ne fait aucun doute que le choix de Foucault, à ce moment là, a été dicté par des considérations plus politiques que philosophiques » ; Didier Eribon, *Foucault*, Paris, Flammarion 1989, p. 277.

110. Jean Daniel, *Les religions*..., *op. cit.*, p. 88. Bien qu'il s'agisse là d'un récit *a posteriori* qui a tout du plaidoyer *pro domo* et qui surestime sans doute l'influence électorale des prises de position des intellectuels (et « l'influence » de Jean Daniel sur les intellectuels), le fait que *le Nouvel Observateur*, qui apparaît symboliquement associé aux intellectuels, maintienne son soutien à François Mitterrand, contribue à désamorcer les effets négatifs potentiels des campagnes menées autour du thème du « Goulag » et du « marxisme » en tant que système de pensée « totalitaire » conduites par certains intellectuels et par la presse favorable à la majorité.

de 1978 et de 1981[111]. Tout laisse penser cependant que leur impact reste relativement faible sur les comportements électoraux mais aussi sur les rapports de force symboliques du champ intellectuel[112]. Comme nous l'avons déjà souligné, la critique de l'URSS était assez bien répandue dans le Parti socialiste qui avait pour une part hérité de la tradition d'anticommunisme de la SFIO[113] et dans les milieux « gauchistes » issus du mouvement de Mai – au sein lesquels le « totalitarisme » était appelé « stalinisme ». L'URSS étant donc déjà largement perçue comme une dictature, la « révélation anti-totalitaire » pouvait difficilement être considérée autrement que comme le nouvel habillage d'une argumentation anticommuniste classique dirigée contre la stratégie d'Union de la gauche. En outre, l'association entre le « marxisme » et le « Goulag » c'est-à-dire entre une pensée analysant les logiques de l'économie capitaliste datant de près de cent ans et une pratique répressive de plusieurs dizaines d'années postérieure, demeurait difficile à établir selon une logique strictement intellectuelle. La présence de Jean-Paul Sartre au côté de Raymond Aron en 1979 en faveur des *Boat people* vietnamiens, montre qu'il était alors possible pour un intellectuel de concilier – au moins symboliquement – un attachement à une forme radicale de la gauche et la critique publique de la dictature dans les démocraties populaires : Jean-paul Sartre ne déserte évidemment pas le soutien à la gauche « radicale » après 1979[114].

Dans le champ politique, les critiques formulées contre le « totalitarisme » constituaient un discours fortement codé et euphémisé[115]. Le lien entre la critique morale de la dictature soviétique et la situation politique française n'était susceptible d'être établi que par les agents les plus intéressés par la politique. Il était en effet nécessaire d'associer symboliquement le

111. Pour des exemples de l'état d'esprit des observateurs politiques avant les législatives de 1978 voir deux livres de journalistes publiés en 1977, Philippe de Commines, *Les 180 jours de Mitterrand*, Paris, Belfond, 1977 et Catherine Clessis, *La dangereuse illusion*, Paris, Plon, 1977 qui imaginent les conséquences – toujours catastrophiques – de la victoire du PS et du PC en 1978.

112. Ce n'est que sur un plan analytique que nous séparons les répertoires argumentatifs en usage dans le champ intellectuel et les rapports de forces symboliques entre clercs dont ils sont l'expression. La progression de l'usage et l'accroissement de l'audience journalistique des catégories du « Goulag » et du « totalitarisme » peuvent être interprétés comme une transformation du rapport de force symbolique entre des groupes d'acteurs du champ intellectuel dont les luttes apparaissent partiellement homologues à celles qui se déroulent dans le champ politique.

113. Voir Alain Bergounioux et Gérarg Grunberg, Le long remords..., *op. cit.*, et Frédéric Sawicki, La structuration du Parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités, thèse de doctorat en science politique, Université de Paris I, 1993.

114. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 226. Pour un récit de la rencontre entre le président de la République et la délégation d'intellectuels, voir Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, *op. cit.*, (éd. poche), p. 227-238.

115. Louis Pinto met bien en évidence les contraintes argumentatives qui s'exercent sur la critique du « marxisme » par les amis *du Nouvel Observateur*. L'objectif « réel » de ce discours apparaît « difficilement avouable » : « Que l'objet primordial, mais difficilement avouable, d'un discours intellectuellement acceptable soit de marquer avant tout les limites ou les incohérences de l'explication " marxiste ", se révèle particulièrement bien dans le cas du discours journalistique caractérisé par une propension à susciter, face aux " procureurs d'un tribunal marxiste " (Jean Daniel, *Le temps qui reste*, *op. cit.*, p. 270), une pensée " ouverte " acceptant d'assumer les facteurs les plus insaisissables dans le cours de l'histoire ». Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 139.

PCF et l'Union soviétique[116] et d'admettre qu'en cas de victoire de l'Union de la gauche, le Parti communiste prendrait le dessus sur le PS et serait en mesure d'imposer non pas un régime « eurocommuniste »[117] mais une « démocratie populaire » à l'image des régimes de l'Est. Le caractère très indirect d'une telle argumentation permet de supposer que l'établissement d'un tel lien symbolique entre l'Union de la gauche et le « totalitarisme » nécessitait une culture politique qui n'est généralement possédée que par des agents les moins susceptibles de changer leurs préférences partisanes constituées. Il n'y a aucune raison de penser que ceux qui ne maîtrisent pas les catégories politiques et qui cherchent à éviter tout contact avec des informations « politiques » aient pu être en mesure d'être atteints par un discours visant à associer symboliquement l'Union soviétique au PCF et à « la gauche » en général[118]. Enfin, croire que la « révélation antitotalitaire » ait été susceptible de changer une éventuelle opinion des « électeurs » communistes ou socialistes sur le « marxisme » ou sur les candidats « de gauche », c'est supposer que le vote « de gauche » n'était pas alors l'expression d'un mécontentement à l'égard de la situation sociale et économique – en particulier du fait de l'augmentation du chômage et des prix – ou encore l'expression d'une opposition culturelle pour ce qui était associé à « la droite » mais le produit des espoirs placés dans la « construction du socialisme ».

Au sein du champ intellectuel, l'efficacité symbolique de l'usage des thèmes du « Goulag » ou du « totalitarisme » se trouve encore réduite par le caractère politiquement identifié de la plupart des personnalités qui font usage de ces thèmes : les réseaux attachés à condamner moralement l'Union soviétique apparaissent assez restreints et rassemblent essentiellement des intellectuels anticommunistes, soit « conservateurs » et « libéraux », soit chrétiens, c'est-à-dire plutôt des acteurs dominés jusqu'en 1981. Le fait que ces thèmes soient promus dans les revues intellectuelles « de droite » – par exemple *Commentaire* – et, au sein de la presse, par *le Figaro* et *le Figaro magazine*, contribue à réduire encore leur crédibilité et leur audience au sein des fractions du public les plus proches de « la gauche ». Enfin un tel débat semble circonscrit à des catégories sociales et culturelles au sein desquelles les préférences intellectuelles et politiques demeurent assez stables – en particulier durant les années soixante-dix – et n'a sans doute guère d'effet sur les orientations partisanes du public, y compris celles des clercs « subalternes ». De même que le processus d'engendrement des discours sur le « totalitarisme » obéit à la logique des intérêts politiques et intellectuels de ses promoteurs, leur réception s'effectue selon les

116. Ce qui est sans doute moins courant qu'on pourrait le penser aussi bien chez des électeurs disposant de peu de connaissances politiques que chez ceux qui refusent d'assimiler le PCF au régime soviétique.
117. La thématique de « l'Eurocommunisme » peut apparaître comme une riposte symbolique aux discours sur le « totalitarisme » : il s'agit en effet pour les partis communistes d'Europe de l'Ouest d'admettre que l'URSS constitue un régime « stalinien » et de se démarquer des pratiques politiques des pays de l'Est pour s'affirmer sous une marque politique combinant la fidélité au communisme et l'originalité démocratique.
118. *Cf*. Daniel Gaxie, *Le Cens caché*, Paris, Le Seuil, 1977.

préférences et les représentations politiques des agents récepteurs – ou leur absence. Jusqu'en 1981, les alliances politiques restent nettement structurées et les identités partisanes – en particulier les engagements en faveur de l'Union de la gauche – demeurent solides : même la rupture entre les socialistes et les communistes intervenue en 1977 n'entamera pas sensiblement la qualité des reports de voix entre les candidats de « la gauche »[119].

Une nouvelle fois, le cas des journalistes et des intellectuels proches *du Nouvel Observateur* apparaît particulièrement représentatif des contraintes qui s'exercent sur les acteurs publics classés « à gauche ». Louis Pinto montre que, bien que le journal s'efforce d'infléchir et de faire évoluer le discours politique et économique des dirigeants du Parti socialiste, la logique électorale de l'Union de la gauche rendait impossible pour l'hebdomadaire ou pour les réseaux intellectuels « progressistes » anticommunistes, de ne pas soutenir, sous peine de s'exclure de « la gauche »[120], les candidats de l'opposition au second tour des législatives de 1978 et la candidature de François Mitterrand en 1981, alors même que la défaite du personnel politique gouvernemental semblait devoir conduire à la nomination de ministres communistes.

À l'issue de l'examen des débats et des luttes politiques propres au champ intellectuel qui se déroulent entre 1974 et 1981 autour du thème du « totalitarisme » et du témoignage de Soljenitsyne, il ne semble pas que ces polémiques aient marqué un changement de l'orientation politique majoritaire des agents qui y étaient investis. Après l'hégémonie presque complète des intellectuels « de gauche » qui avait suivi Mai 1968, l'insistance de certains acteurs sur la dénonciation de la dictature en Union soviétique marque la réorganisation institutionnelle des intellectuels les plus opposés, sur le plan politique, à l'Union de la gauche, et sur le plan intellectuel, au « marxisme » et au « structuralisme ». Cependant, malgré l'ampleur prise par ces polémiques dans la presse, le renforcement des opposants à la gauche intellectuelle ne constitue qu'un rééquilibrage après une période de domination quasi totale. Si les intellectuels les plus proches de la majorité politique ont trouvé là un thème particulièrement efficace – au moins sur le plan de sa diffusion dans les médias – les intellectuels de gauche restent durablement en position dominante (au moins jusqu'en 1981),

---

119. Voir sur ce point Jacques Capdevielle et *alii*, *France de Gauche, vote à droite ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1981, p. 80-93 et Alain Lancelot (dir.), *1981, les élections de l'alternance*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.

120. Une telle exclusion implique avant 1981 un important risque commercial dans la mesure où les lecteurs de l'hebdomadaire ont, à l'égard de l'opposition, des sentiments d'appartenance forts (voir Louis Pinto, *L'intelligence*, *op. cit.*, p. 42-43). Mais une rupture de la solidarité politique au sein de « la gauche » (qu'entraînerait par exemple un refus de soutien de la candidature de François Mitterrand tant qu'il n'aurait pas publiquement renoncé à nommer des ministres communistes en cas de victoire électorale) comporterait également un risque d'exclusion des réseaux intellectuels et politiques de l'opposition, qui sont également des réseaux de soutiens, de comptes-rendus élogieux et de coopération intellectuelle (*cf*. la trajectoire de Franz-Olivier Giesbert que sa rupture avec *le Nouvel Observateur* a rapidement isolé de ses anciens soutiens sans toujours lui en procurer de nouveaux).

ne serait-ce que pour des raisons d'inertie du marché éditorial – le public intellectuel constitué entre 1965 et 1975 sur la base de thématiques contestataires contribue à maintenir la production d'essais critiques – et d'inertie des bureaucraties culturelles puisque l'important recrutement universitaire opéré durant les années soixante et soixante-dix va se traduire par l'occupation de positions institutionnelles stables par de jeunes intellectuels engagés dans les débats et les problématiques « critiques » alors dominants et par conséquent par la persistance d'une orientation politique oppositionnelle dans l'enseignement universitaire.

2) Les transformations des rapports de force politiques au sein du champ intellectuel entre 1975 et 1981

Le champ intellectuel demeure donc dominé jusqu'en 1981 par les thématiques « de gauche » et les intellectuels qui les mettent en œuvre[121]. C'est vrai pour la haute intelligentsia puisque aucun clerc « de droite » ne peut rivaliser, ni en notoriété ni en prestige universitaire avec les intellectuels engagés publiquement à gauche depuis de nombreuses années – Sartre, Foucault, Deleuze, Barthes, Baudrillard, etc. L'hégémonie de la gauche intellectuelle sur le champ culturel apparaît encore plus manifeste si on considère les personnalités du monde artistique. Cette prépondérance nous paraît également vérifiée pour les intellectuels « de second rang » qui restent fortement imprégnés par la pensée « de gauche » des années soixante et soixante-dix, notamment dans ses volets « marxistes » et « anti-répressifs »[122]. Enfin, le grand public cultivé apparaît d'autant plus attaché aux problématiques et aux prestiges intellectuels des années soixante-dix que la configuration politique qui détermine en grande partie les préférences partisanes reste inchangée jusqu'en 1981. L'existence d'un gouvernement « giscardien » contribue à coaliser contre lui l'ensemble des mécontentements et, au sein du champ intellectuel, à entretenir les réflexes oppositionnels constitués depuis plusieurs années. Les intellectuels de droite ou les thématiques qu'ils mettent en œuvre demeurent généralement « inaudibles » par des agents qui restent attachés politiquement à « la gauche » et à l'alliance avec le PC pour « battre la

121. Pour un aperçu des rapports de force politiques, en 1981, au sein du champ intellectuel sur un plan strictement doctrinal voir François Châtelet et Evelyne Pisier-Kouchner, *Les conceptions politiques du XXème siècle*, *op. cit.*, 1981 qui font une large place aux auteurs des années soixante-dix (voir notamment l'index au terme « pouvoir »). Aussi bien en termes de notoriété intellectuelle des auteurs qu'en terme d'originalité et d'influence de leur travaux, les intellectuels « de gauche » – Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jean-François Lyotard etc. – demeurent prépondérants jusqu'en 1981. Voir aussi Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France*..., *op. cit.*, Rémy Rieffel, *Les intellectuels sous la Vème République*, *op. cit.* et François Dosse, *Histoire du structuralisme*, *op. cit*.

122. En dehors des intellectuels les plus connus, on ne finirait pas de citer les clercs qui vont demeurer influencés jusqu'en 1981-1982 par les thématiques critiques « antirépressives » ou « marxistes ». Il faudrait en outre ajouter les traductions d'auteurs étrangers se rapportant à ces problématiques – Herbert Marcuse, Wilhelm Reich, Antonio Gramsci, Georg Lukács, etc.

droite »[123]. Les représentations politiques et les dispositions acquises depuis la création de la Vème République font obstacle à l'efficacité argumentative des énoncés des intellectuels « antimarxistes » tant que les partis « de droite » se maintiennent au gouvernement. En outre, les intellectuels libéraux ne sont pas en 1978-1981 en position « critique », mais au contraire dans une posture de justification qui tend à les assimiler au pouvoir giscardien et qui contribue à liguer contre les idées qu'ils défendent tous ceux qui, à l'intérieur du champ intellectuel ou du champ politique, trouvent intérêt à mettre en cause le personnel gouvernemental et à promouvoir une critique de « l'économie de marché »[124]. Enfin, l'influence et la visibilité sociale des auteurs « libéraux » demeurent faibles jusqu'en 1981, puisque, par un processus de causalité circulaire, n'ayant pu accumuler des ressources de notoriété durant la période précédente, l'absence dans leurs rangs d'intellectuels reconnus et médiatisés – à l'exception notable de certains « nouveaux philosophes » et peut-être de Raymond Aron – contribue à la médiocrité de leurs tirages et au désintérêt des journalistes culturels[125].

---

123. En 1980, François Mitterrand peut ainsi fièrement déclarer que « il n'est aujourd'hui aucune branche de la science, de l'art, de l'éducation où notre parti n'exerce son rayonnement. Nos ambassadeurs se recrutent souvent parmi les spécialistes les plus reconnus. Voyez François Gros, professeur au Collège de France, qui prépare pour nous avec des savants du monde entier, un colloque sur le thème « biologie et développement ». Voyez Jacques Berque et André Miquel, rapporteurs de nos Rencontres méditerranéennes à L'Abbaye de Saint-Maximin » (François Mitterrand interrogé par Guy Claisse, *Ici et Maintenant*, *op. cit.*, p. 162). Il est évident que le premier secrétaire du Parti socialiste cherche ici, à un an des élections présidentielles, à se prévaloir du soutien des intellectuels, catégorie suffisamment floue pour que chaque entreprise politique puisse annoncer l'appui de quelques noms connus. Cependant, François Mitterrand ne fait qu'exprimer là le sentiment, très largement répandu, que les intellectuels se situent « à gauche » alors même que la mort de Jean-Paul Sartre survenue quelques mois auparavant vient de rappeler l'engagement politique de la figure intellectuelle emblématique de l'après-guerre. Remarquons enfin la « naïve » assurance avec laquelle François Mitterrand se flatte, sans crainte d'être démenti, du soutien des intellectuels. Après 1981, aucun parti ne sera en mesure de tenir de tels propos sans apparaître ridicule.

124. Emmanuel Le Roy Ladurie décrit en 1977 de manière passablement désabusée l'état des croyances politiques de « toute une jeunesse » : « [Les positions libérales] se trouvent coincées entre une certaine droite classique, qui se veut nationaliste et musclée, et les marxistes de tout poil, qui sont loin, c'est le moins qu'on puisse dire, d'être unanimement social-démocrates. Les libéraux à la Giscard, à l'anglaise, à l'européenne ne sont qu'une minorité influente que toute une jeunesse considère, à tort, comme défraîchie (...) ils sont moins percutants, du moins le pense Giscard, que ne le sont les chiraquiens “ autoritaires ”, et les “ collectivistes ” de l'extrême-gauche, cramponnés, eux, comme en 1930, aux recettes désuètes des nationalisations de l'économie » ; E. Le Roy Ladurie, La France racontée par un huguenot, *le Nouvel Observateur*, n° 634, janvier 1977, cité *in* Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 194n. Si nous en croyons cette peinture des opinions politiques ayant majoritairement cours en 1977, les idées politiques qu'Emmanuel Le Roy Ladurie juge raisonnables – libéralisme et social-démocratie – semblent fort peu répandues dans le public. En outre, la « jeunesse » de 1977, apparaît partagée entre, sur la droite, le RPR chiraquien et, sur la gauche, les projets de nationalisation communs au Parti socialiste, au Parti communiste et à « l'extrême gauche », mais en aucun cas séduite par les idées « centristes », libérales ou social-démocrates, ou par la mise en cause du « marxisme ». Il va de soi qu'il s'agit là d'un texte politique qui ne s'appuie pas sur une étude concrète des réelles tendances politiques de la « jeunesse ». Affectant de regretter une situation pour mieux mettre en évidence ce qu'il considère être les idées politiques « modernes », le propos d'Emmanuel Le Roy Ladurie n'est cependant possible que si une telle description n'apparaît pas en flagrante contradiction avec l'opinion que les journalistes et les observateurs politiques peuvent avoir des réelles orientations politiques de la « jeunesse ». La séduction du RPR étant sans doute marginale, il semble donc qu'en 1977, la « jeunesse » apparaisse encore aux observateurs comme majoritairement sous l'emprise des idées « d'extrême gauche ».

125. Certains livres des principaux auteurs libéraux américains – Friedrich von Hayek et Milton Friedman – commencent à être traduits en France à partir de 1980 seulement, en particulier aux PUF dont le directeur éditorial est Michel Prigent, créateur des Cercles universitaires « qui tentent de rassembler les enseignants du supérieur pour faire contrepoids aux intellectuels de gauche » (Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 1,

Les intellectuels « libéraux » se sentent d'ailleurs en position de faiblesse relative jusqu'en 1980. Jean-Claude Casanova, interrogé par Rémy Rieffel sur les conditions de la création de la revue *Commentaire* affirme que celle-ci avait un objectif politique autant qu'intellectuel, lutter contre le Programme commun, puisque « l'influence communiste »[126] était alors beaucoup plus forte que celle des intellectuels « libéraux » :

> *Commentaire* « est une revue destinée à lutter contre le Programme commun [en 1978] et l'influence communiste alors considérable. Donc l'option politique était première et dominait le débat intellectuel. Ce côté politique est marqué, on y privilégie la politique étrangère et l'économie. Y collaborent des rocardiens, des barristes, des giscardiens, des gaullistes, disons pour être plus exact des libéraux et des sociaux-démocrates. Elle est anticommuniste, pour le marché (en économie), pour la démocratie libérale, allant de la droite du PS au centre et à la droite gaulliste, à l'exclusion de l'extrême droite. Dans le monde intellectuel, comme Aron lui-même, nous étions minoritaires jusqu'en 1980 »[127].

La situation dominée des intellectuels « libéraux », « chrétiens » ou sociaux-démocrates perdure au moins jusqu'en 1981. Lorsqu'en 1983, Philippe Boggio, journaliste du *Monde*, au cours d'une enquête consacrée au « silence des intellectuels de gauche », publiée à la suite de l'article de Max Gallo, « Les intellectuels, la politique et la modernité »[128], cherche à décrire les rapports de force au sein de l'intelligentsia au moment de l'élection présidentielle, il ne lui apparaît nullement que les intellectuels « de droite » aient déjà disposé d'un ascendant moral décisif. L'intelligentsia lui apparaît au contraire encore massivement dominée par les intellectuels de gauche :

> « De cette catégorie-là, le pouvoir socialiste n'attendait pas de déconvenue. Le CNPF allait sans doute manifester sa résistance à la gestion de la gauche par un alarmisme économique. Les petits commerçants, les agriculteurs, les artisans allaient trouver, c'était prévisible, des raisons de mécontentement [...]. Mais sur l'intelligentsia, aucun doute. Aucune erreur possible. Tous les socialistes l'auraient juré la main sur le cœur. La gauche, en ces premiers temps de “ l'état de grâce ”, pouvait, comme elle comptait ses adversaires potentiels, dresser la liste de ses alliés. Et, parmi ceux-ci, [...] elle plaçait d'instinct les intellectuels. L'appellation n'était-elle pas toujours accolée à l'étiquette générique “ de gauche ” ? Ce conglomérat d'individualismes forcenés, cette classe sociale inclassable, ultra-minoritaire par le nombre de ses sujets, mais archi-majoritaire par l'influence qu'elle exerce sur l'histoire nationale, n'avait-elle pas alimenté, parfois provoqué, les convictions des nouveaux dirigeants ? Ce socialisme à la française mélange d'humanisme, de tiers-mondisme, d'égalitarisme, d'ouvriérisme, de républicanisme, de quelques vertus encore en

---

p. 197). Voir en particulier Friedrich von Hayek, *Droit législation et liberté : une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique*, Paris, PUF, 3 vol., 1980 et Milton Fiedman, *La liberté du choix*, Paris, Belfond, 1980. Si ces traductions peuvent être interprétées comme un signe de l'accroissement de l'influence des intellectuels libéraux, celle-ci demeure cependant modeste en 1980.

126. On peut supposer que Jean-Claude Casanova désigne par ce terme aussi bien, dans le champ politique, les discours sur la « rupture avec le capitalisme » tenus en particulier au sein du PS que toute forme de référence au marxisme dans le champ intellectuel.

127. Jean-Claude Casanova interviewé par Rémy Rieffel (autour de 1990), cité *in* Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 2, p. 40. On peut constater à quel point était forte avant 1981 l'emprise des logiques politiques sur le champ culturel. Interrogé quelques années après sur l'histoire des milieux intellectuels, Jean-Claude Casanova utilise spontanément des catégories politiques issues directement des luttes électorales les plus personnalisées – rocardiens, barristes – pour décrire la logique des oppositions entre clercs.

128. *Le Monde*, 29 juillet 1983

> “ isme ”, n'était-ce pas un peu l'invention, l'intuition théorique des intellectuels, entretenues, réchauffées pendant ces vingt, ces trente années de “ montée de la gauche ” ? »[129].

S'il est vrai que les intellectuels « marxistes » ou plutôt l'utilisation du langage « marxiste » dans les champs politique ou intellectuel se heurte à partir de 1975, à travers la campagne de presse des « nouveaux philosophes » à une résistance plus forte et mieux organisée que durant les années qui avaient suivi 1968, la large diffusion des thématiques « marxistes », « antiautoritaires » ou simplement « progressistes » durant les années 1968-1977, jointe à la progression de la gauche politique qui rend envisageable un changement de majorité, a pour conséquence la persistance de l'usage des répertoires rhétoriques « anticapitalistes » et « progressistes » jusqu'en 1981. Il s'agit selon nous d'un phénomène qui va au-delà du « décalage classique – déjà observé, par exemple, pour le radicalisme au moment du Cartel des gauches – fait qu'une idéologie imprègne encore largement les « simples professionnels de l'intellect » au moment où la haute cléricature a commencé à s'en détacher »[130]. Ce n'est pas seulement l'inertie des orientations idéologiques dominantes des « simples professionnels de l'intellect » ou des « intellectuels subalternes des grandes bureaucraties de la production culturelle » ou encore du grand public cultivé qui entrave jusqu'en 1981 la progression de l'audience des intellectuels « libéraux ». Ce qui alimente la persistance des énoncés savants « progressistes », ce sont les nécessités argumentatives des militants et du personnel politique « de gauche » face à la majorité. L'interconnexion entre les champs politiques et intellectuels apparaît alors telle que l'existence d'une forte demande au sein du champ politique d'énoncés critiques susceptibles d'être employés dans les luttes symboliques qui opposent le gouvernement à l'opposition tend à engendrer une offre discursive critique à différents niveaux du champ intellectuel, de façon plus ou moins euphémisée en fonction de la position du producteur et des ressources dont il dispose[131].

À la veille de l'élection présidentielle, l'affaiblissement de la domination de l'intelligentsia de gauche apparaît donc très incertaine. Ainsi en 1980, dans l'introduction de son livre *Le Bricolage idéologique*, François Bourricaud, sociologue « libéral », se demande « pourquoi chez nous, au moins depuis 1945, la grande majorité des intellectuels, de ceux qui se donnent pour tels, ou de ceux à qui ce titre est reconnu, se situent-ils « à gauche » ? ». À la fin de l'exposé, l'auteur n'apparaît pas beaucoup plus certain du recul de la domination des intellectuels de gauche : « Après une longue prédominance des idéologies de gauche, la

129. Philippe Boggio, Le silence des intellectuels de gauche. I. – Victoire à contretemps, *le Monde*, 27 juillet 1983.
130. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France*..., *op. cit.*, p. 211.
131. Les intellectuels les plus prestigieux (ou les plus ambitieux) tendent à euphémiser davantage l'expression de prises de position politiques au sein de leurs œuvres intellectuelles – et ce, sans doute davantage à mesure qu'on s'éloigne de 68 – soit en codant leurs propos, soit en séparant rigoureusement leur travail intellectuel de leurs prises de position publiques – qui font alors cependant partie du statut et des obligations de la posture d'intellectuel (et sans doute de l'activité promotionnelle des producteurs culturels).

Droite peut-elle revenir en force ? C'est ce que peut présager le grand tapage mené ces dernières années autour de la « Nouvelle Droite ». Mais il faut se garder de confondre une fluctuation courte et une reprise plus durable. Même pendant la période où l'intellectuel de gauche exerçait sa plus grande influence, une inflexion s'était déjà produite dans le cours des années 1950, consécutive au développement des sciences sociales et à une conception plus « réaliste » du rôle de l'intellectuel. Mais cette orientation n'a pas survécu à la bourrasque de 1968. [...] Le retour en force de l'idéologie de droite, s'il a lieu, ce qui n'est pas du tout sûr, répond-il à l'usure de l'idéologie progressiste ? Au désenchantement à l'égard du Parti communiste ? [...] »[132]. L'auteur semble faire des intellectuels de la « nouvelle Droite », autour d'Alain de Benoît, le principal signe du renouveau d'une pensée politique de droite, alors qu'il ne fait qu'évoquer les « nouveaux philosophes » et la figure de Soljenitsyne. Or la médiatisation de la « nouvelle Droite » par *le Monde* et *le Nouvel Observateur*, si elle contribue à faire connaître ses promoteurs du grand public intellectuel va également entraîner leur marginalisation au sein de leur principal tribune le *Figaro Magazine*[133]. La « nouvelle Droite » va quasiment disparaître des histoires intellectuelles[134] qui feront rétrospectivement des polémiques autour du « Goulag », la cause efficiente de l'affaiblissement de la gauche intellectuelle. Au contraire des reconstitutions qui datent l'origine de la raréfaction de l'adoption de postures d'engagement « à gauche » au sein du champ intellectuel » de 1977 environ, nous devons donc constater avec François Bourricaud et Jean-Claude Casanova qu'en 1980, si l'orientation « à gauche » d'une majorité d'intellectuels est moins écrasante qu'immédiatement après 1968, les intellectuels « de droite » restent encore minoritaires face aux intellectuels « progressistes », « marxistes » ou non. En effet, le débat autour du « Goulag » et du « marxisme » se déroule en grande partie entre des intellectuels « de gauche » qui demeurent hostiles à la majorité gouvernementale

132. Francois Bourricaud, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980, p. 7 et 261-262.

133. Voir Pierre-André Taguieff, *Sur la Nouvelle Droite : jalons d'une analyse*, Paris, Ed. Descartes & cie, 1994 et A.-M. Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle Droite. Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988. La polémique sur la « nouvelle droite » lancée en particulier par *le Monde* et *le Nouvel Observateur* (Thierry Pfister, La nouvelle droite s'installe, *le Monde*, 29 juin 1979) apparaît comme une nouvelle manifestation de la domination des intellectuels de gauche : selon le système d'action propre à la forme polémique beaucoup d'intellectuels sont conduits à exprimer leur « indignation » face à ce qui est perçu comme une tentative de relégitimation des idées « de droite » [en particulier les « amis » *du Nouvel Observateur*, Jacques Julliard, Mona Ozouf et Emmanuel Le Roy Ladurie]. Le succès publicitaire d'Alain de Benoît et des intellectuels de la nouvelle droite sera de courte durée. Voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 226. De même la publication de *Demain le capitalisme* d'Henri Lepage a en 1978, selon Pascal Ory, « un parfum de provocation » (Pascal Ory (dir.), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1987, p. 592) et suscite des réactions vigoureuses de certains intellectuels et journalistes « de gauche ». Alors que l'histoire rétrospective du champ culturel fera de cet ouvrage le précurseur du renouveau des idées libérales, les réactions majoritairement négatives qu'il essuie en 1978 doivent au contraire être interprétées comme un indicateur de l'emprise que les intellectuels « progressistes » conservent alors sur le champ de production des biens symboliques.

134. Voir Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours, *op. cit.* et Rémy Rieffel, Les intellectuels..., *op. cit.*, t. 3, p. 144-150

« libérale ». Dans l'extrait suivant, Régis Debray, alors proche de François Mitterrand[135], critique ironiquement une phrase où Jacques Julliard considère que si la « haute intelligentsia » se détourne de la « vulgate marxiste », une basse et moyenne intelligentsia – il s'agit sans doute des professeurs du secondaire et des échelons inférieurs du supérieur – conserverait des idées « marxistes » :

> « “ Alors que la haute intelligentsia, comme nous l'avons montré plus haut, se détourne de la vulgate marxiste[136] ainsi que de la politique professionnelle et se pose avec retard, mais acuité, le problème du totalitarisme dans les sociétés modernes, la basse et moyenne intelligentsia, beaucoup plus nombreuse et influante électoralement parlant, se pose avant tout le problème du pouvoir et de sa conquête. Par tous les moyens, elle cherche à obtenir qu'une éventuelle victoire de la gauche consacre son propre avènement. ” (Jacques Julliard, *Contre la politique professionnelle*, p. 112)[137]. Ainsi, ne rêvant que nationalisations et planification autoritaire, cette fraction, qui déguise “ ses appétits de commandement ” en phraséologie socialiste, témoignerait donc à la fois de son peu de vertu morale et de son inintelligence des réalités modernes. [...] Classe étatique voulant dire classe dangereuse – l'Etat mauvais objet, s'opposant à la société civile, porteuse de régénération. [...] Il faut lire de près ces pages exemplaires – de l'idéologie des idéologues dominants et du grand traditionalisme des audaces actuelles »[138].

La polémique entre Jacques Julliard, proche de Michel Rocard et Régis Debray, proche de François Mitterrand sur « le marxisme », semble constituer l'écho dans l'espace intellectuel des divergences politiques existantes au sein même du Parti socialiste sur la question de l'alliance avec les communistes. On ne peut donc nullement en faire un indicateur du recul des positions de la gauche intellectuelle au profit des intellectuels « libéraux ». Quelques années plus tard, Raymond Aron constate à peu près dans les mêmes termes qu'à la fin des années soixante-dix, si le « marxisme » lui apparaît en retrait au sein de la « haute intelligentsia », un « marxisme primaire » exerce encore une « influence dominante » sur les membres du corps enseignant du secondaire à l'université :

---

135. Voir Régis Debray, *Loués soient nos seigneurs. Une éducation politique*, Paris, Gallimard, 1996, p. 314-315.

136. Comme nous l'avons déjà souligné, même après 1968, en dehors d'Althusser et peut-être de Sartre, rares sont les intellectuels de renom qui se réclament du « marxisme » – peut-être parce que cette référence tend à cantonner celui qui s'en réclame dans le registre de l'exégèse savante, plutôt que dans celui de l'innovation intellectuelle plus propre à attirer l'attention sur les qualités de l'auteur. Que la « haute intelligentsia » se « détourne » de la « vulgate marxiste » ne signifie donc nullement que les postures « de gauche » se raréfient au sein du champ intellectuel.

137. On pourrait voir dans ces propos un écho du désarroi des intellectuels sociaux-démocrates frustrés que les succès médiatiques de la dénonciation du « Goulag » « marxiste » et de l'entreprise « totalitaire » du PC ne se traduise pas par la désaffection du public à l'égard du PC et des courants du Parti socialiste favorables à l'Union de la gauche. On pourrait également y voir le dépit du secrétaire général du SGEN, syndicat de l'éducation nationale affilié à la CFDT devant le manque d'audience alors persistant d'un syndicat qui n'arrive pas à s'imposer face au SNES et au SNESup dominés par des militants communistes ; sur le rôle de Jacques Julliard à la tête du SGEN et au sein de la CFDT et sur ses orientations politiques, voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Ramsay, 1982.

138. Régis Debray, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsey, 1979, (éd. Folio) p. 278. Si Régis Debray parle « d'idéologues dominants » il s'agit plus de l'adoption d'une posture « *d'outsider* » recherchant le soutien du public, que la constatation de la prise de pouvoir des intellectuels « anti-marxistes ». Remarquons l'usage du terme « vulgate » qui constitue un terme polémique plutôt qu'analytique et qui conduit à disqualifier les

> « La “ haute intelligentsia ” se détacha du marxisme. [...] Cependant, un marxisme, pas très éloigné de celui de la social-démocratie d'avant 1914, continue d'exercer une influence dominante sur le corps enseignant, celui des CES ou des maîtres-assistants des universités. La victoire du PS sur le PC et sur la majorité de droite fut commentée dans un langage qui ne doit presque rien aux professeurs de philosophie. Un marxisme primaire suffit aux militants de François Mitterrand »[139].

À la lecture de ces textes, le grand public cultivé apparaît en 1981 encore largement dominé par les thèmes politiques traditionnels de la gauche. Si Raymond Aron comme Jacques Julliard et dans une certain mesure Régis Debray considèrent que la « haute intelligentsia » s'est détachée du « marxisme », ils estiment qu'il n'en va pas de même du grand public politisé qui demeure attaché à la référence à Marx. Cependant, il apparaît que chez beaucoup d'intellectuels, la fidélité culturelle au camp de « la gauche » – partiellement induite par les contraintes à la loyauté qu'entraine l'intensité de l'engagement « progressiste » de certains d'entre eux – se révèle plus forte que la défiance envers l'offre électorale de forme « marxiste » maintenue jusqu'en 1981 par le courant majoritaire du Parti socialiste – comme nous l'avons vu *le Nouvel Observateur* soutiendra la candidature de François Mitterrand en 1981 –.

La distinction entre d'une part les intellectuels et les créateurs de haut niveau qui bénéficieraient d'une plus forte lucidité sur la véritable nature de l'idéologie « marxiste » et d'autre part les professeurs du secondaire et l'ensemble des personnes disposant d'une formation intellectuelle supérieure mais effectuant des taches intellectuelles « subalternes » qui resteraient, pour des raisons électorales, attachés à l'ancien discours de gauche a pour inconvénient de négliger les processus qui unissent les orientations idéologiques des producteurs culturels à ceux des « consommateurs » – on constate en effet que la persistance de représentations politiques « radicales » au sein du grand public cultivé va contribuer à maintenir l'offre éditoriale de littérature militante « marxiste » à un niveau élevé jusqu'en 1981. On pourrait en outre procéder à un découpage tout différent, au sein de la catégorie de la « haute intelligentsia » entre des intellectuels dont les travaux connaissent une reconnaissance publique importante qui restent généralement fidèles à « la gauche » et une « haute intelligentsia subalterne » – universitaires-journalistes, essayistes, responsables de l'édition, journalistes politiques et culturels – qui adoptent souvent des postures oppositionnelles à l'égard de la majorité giscardienne mais que semble inquiéter la perspective de la participation des communistes à un gouvernement d'Union de la gauche. On pourrait enfin distinguer entre des intellectuels universitaires assurés de la sécurité de

---

idées ainsi labellisées au seul motif qu'elles sont largement diffusées, en particulier auprès d'agents ayant des positions sociales subalternes.

139. Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard 1983, (éd. poche), p. 817.

l'emploi et des intellectuels « indépendants » qui vivent de leurs activités éditoriales. Il apparaît en effet que participent à la campagne publique contre le « totalitarisme » surtout des intellectuels non-universitaires, les plus proches du pôle de l'édition « privée » mais aussi pour cette raison les plus dépendants des tirages de leurs livres et par conséquent les plus tributaires de l'opinion des journalistes culturels et politiques. Au contraire, leur position les rend simultanément très peu dépendants des logiques de contrôle de conformité intellectuelle propres au champ universitaire[140]. Plus que la « haute intelligentsia », c'est essentiellement les intermédiaires culturels, en particulier les « intellectuels médiatiques », les journalistes culturels et politiques, de télévision ou de presse écrite, qui participent à la campagne sur le « Goulag ».

> En 1976 puis en 1978, le souhait du président Valéry Giscard d'Estaing de rencontrer des intellectuels " de gauche " provoque une situation quasi expérimentale permettant de mesurer l'emprise des logiques de camp politiques au sein du champ culturel. Le 9 décembre 1976, un déjeuner organisé à l'hôtel de Lassay par Lucie Faure, la femme d'Edgar Faure alors président de l'Assemblée nationale, rassemble Roland Barthes, Jean-Louis Bory, Claire Brétecher, Dominique Desanti, Hector de Galard, Gisèle Halimi, Emmanuel Le Roy Ladurie, Roger Stéphane et Philippe Sollers. Les intellectuels présents sont bien entendus mis en cause dans la presse d'opposition et accusés de servir les intérêts électoraux de Valéry Giscard d'Estaing. Gisèle Halimi décrit sa première réaction à l'invitation dans son livre de mémoires : « *Je reste sans voix. Pétrie de l'antagonisme pouvoir-opposition cher aux Français, je me vois mal trinquant à table avec le champion de la droite* »[141]. Claude Mauriac rapporte dans son journal la réaction de Michel Foucault qui refuse l'invitation : « *Ce qu'on ne dit pas, ce qu'on ne sait pas, et c'est agaçant, c'est qu'il leur a fallu six mois pour réussir à organiser ce déjeuner, pour trouver des gens qui acceptent l'invitation. L'impression est donc que tous les intellectuels, tous les écrivains de gauche.... [ont été à la soupe] au premier appel, oui. Je conviens que c'est embêtant. Mais qu'y faire ?* »[142]. Pour certains intellectuels, il apparaît inimaginable de faire le jeu du personnel politique gouvernemental et ceux qui accepteront se verront accusés de naïveté ou de « trahison ». La répression diffuse, au sein des réseaux d'interconnaissance de la gauche intellectuelle, d'une éventuelle collusion avec « la droite » dissuade sans doute nombre d'autres intellectuels d'accepter l'invitation[143]. Les organisateurs ont eu du mal à

---

140. Pierre Grémion se félicite ainsi de l'apparition d'un intellectuel « de type nouveau » qui permet de contourner « par les médias » l'influence de « la gauche » au sein de l'institution universitaire qu'il juge pour cette raison « peu autonome » : « La montée de l'intellectuel « de type nouveau » [i.e. les « nouveaux philosophes »] permet d'avancer un premier principe de compréhension de l'après-Soljenitsyne, l'absence complète d'autonomie de l'institution universitaire. Corrélativement, la formation d'un front anti-totalitaire s'éclaire d'abord en tant que prise de distance vis-à-vis de l'Université, pièce centrale du dispositif de mise en œuvre de la conquête d'une nouvelle hégémonie culturelle des forces de gauche unies dans le programme commun » ; Pierre Grémion, *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression Tchécoslovaques*, *op. cit.*, p. 300.

141. Gisèle Halimi, *Le lait de l'oranger*, Paris, Gallimard, 1988, p. 380-381, cité *in* Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 1, p. 200. La distance ironique que prend l'auteur avec « l'antagonisme pouvoir-opposition » doit sans doute beaucoup à la date de parution du livre, 1988, à une période où l'intensité des antagonismes entre la droite et la gauche durant les années soixante-dix est devenu à peu près incompréhensible, y compris parfois pour les acteurs qui ont vécu cette période.

142. Claude Mauriac, *Mauriac et fils, Le temps immobile 9*, Paris, Grasset 1986, p. 249, cité *in* Rémy Rieffel, *ibid.*, t. 1, p. 199.

143. Selon Claire Brétecher, « Oppositionnels forcenés, nous continuons à dîner avec des notables, à prêter notre concours à la presse capitaliste, à paraître en compagnie douteuse à la télévision, à fréquenter des ministres et, si l'on nous y invite, à courir à l'Elysée », Claire Brétecher, La gauche est-elle « maso » ?, entretien paru dans *le Monde* du 21 novembre 1975, cité in Louis Pinto, *L'intelligence*..., *op. cit.*, p. 200. Louis Pinto juge que « Ce que les indigènes [*du Nouvel Observateur*] eux-mêmes nomment " double langage " a été

présenter à la presse des intellectuels d'un niveau de notoriété suffisant. Il semble probable que Claire Brétecher ou Gisèle Halimi, intellectuelles de moindre renom, ont été contactées à la suite du refus d'autres clercs pressentis. La présence d'une proportion importante de collaborateurs *du Nouvel Observateur* – Hector de Galard, rédacteur en chef adjoint, Emmanuel Le Roy Ladurie et Claire Brétecher – montre que ce pôle rassemble des acteurs qui, au sein de la gauche intellectuelle, sont susceptibles de prendre leur distance avec les contraintes de l'opposition[144]. L'épisode révèle que les antagonismes partisans sont encore très forts parmi les intellectuels à la veille de l'élection présidentielle. L'emprise des logiques partisanes sur le champ culturel va perdurer tant que la configuration politique ne sera pas modifiée par les élections présidentielles de 1981[145].

Nous devons donc rejeter la thèse d'un retournement précoce du marché intellectuel avant 1981. Si l'adoption de postures « marxistes » au sein du champ intellectuel devient moins fréquente à partir de 1975, l'orientation « à gauche » des principales figures du champ intellectuel ne paraît guère affectée par « l'affaire Soljenitsyne » et plusieurs années d'usage de la rhétorique du « Goulag ». Il apparaît au contraire que les intellectuels libéraux sont alors à peine moins marginalisés que quelques années auparavant car le champ intellectuel est encore dominé par les figures de Michel Foucault, de Gilles Deleuze, de Roland Barthes, de Jean-François Lyotard, de Pierre Bourdieu et surtout de Jean-Paul Sartre qui n'apparaît presque plus publiquement mais dont le prestige reste immense[146]. La capacité du candidat socialiste lors des présidentielles de 1974 et de 1981 de présenter des listes de soutien d'intellectuels et d'artistes plus prestigieuses que celles de son rival, illustre que, jusqu'en 1981, le champ intellectuel reste largement dominé par une orientation « de gauche ». Selon nous, c'est la présence depuis de nombreuses années d'un gouvernement « de droite » et les oppositions qu'il suscite qui est le facteur principal du maintien de la rentabilité relative

---

finalement la solution de compromis entre la nécessité de défendre leur image publique “ d'indépendance ” à l'égard du “ pouvoir ”, et la tentation de participer à la communion entre les différents pôles, enfin réconciliés, de la bourgeoisie ». Cependant la nécessité de recourir au « double langage » pour défendre leur « image publique d'indépendance » doit nous amener à nous interroger sur les contraintes à la conformité qui s'imposent à ces acteurs. L'obligation de maintenir leur « façade » (au sens de Goffman) d'intellectuels engagés à gauche nous permet d'apercevoir, en creux, les multiples pressions qui s'exercent sur eux pour qu'ils agissent conformément aux positions politiques qu'ils ont publiquement adoptées.

144. La trajectoire politique ultérieure – lorsque se seront réduits les coûts sociaux du passage de la gauche à la droite – de plusieurs « amis » ou collaborateurs *du Nouvel Observateur* (François Furet, Emmanuel le Roy Ladurie ou Franz-Olivier Giesbert) suggère que celui-ci a pu représenter un « sas de décompression », point le plus à droite de la gauche, permettant l'adoption des postures politiques les plus éloignées de la gauche politique sans cependant quitter formellement le « camp progressiste ». Lorsque la configuration politique sera modifiée par la victoire de la gauche, les contraintes politiques de solidarité avec l'opposition à l'intérieur du champ intellectuel s'affaibliront et le passage dans l'autre camp deviendra plus facile. L'éloignement croissant du Parti socialiste de ses anciennes thématiques « marxistes » ne se traduira pas, pour ces intellectuels, par le renouvellement d'un soutien à un parti enfin social-démocrate, mais par un éloignement croissant à l'égard du camp de « la gauche ».

145. Pour un autre exemple des logiques de censure qui s'imposent aux acteurs intellectuels mêmes les plus prestigieux dans leurs relations avec le personnel politique de l'autre camp voir la relation que fait Valéry Giscard d'Estaing de sa rencontre avec Sartre (*Le pouvoir et la vie*, *op. cit.*, p. 233-238). Sartre ayant demandé au Président d'intervenir pour que Benny Lévy obtienne la nationalité française, il déclare dans une interview à RTL éprouver pour Giscard une « sympathie d'homme à homme ». Cependant pour éviter que cette déclaration ne puisse bénéficier politiquement au Président, il demande à ce que cette partie de l'interview ne soit diffusée qu'après sa mort.

des postures politiques oppositionnelles au sein du champ intellectuel. Notre thèse sera donc la suivante : la victoire de François Mitterrand en 1981, en transformant les configurations du champ politique et du champ des médias, va modifier les rapports de force politiques au sein du champ intellectuel au détriment des postures d'engagement « à gauche »[147].

C) La transformation des orientations idéologiques au sein du champ intellectuel après 1981

Après la victoire électorale de François Mitterrand en 1981 et la formation d'un gouvernement d'Union de la gauche, les observateurs politiques constatent une transformation des attitudes des intellectuels à l'égard du personnel politique de la nouvelle majorité. Max Gallo, alors porte-parole du gouvernement, signe en 1983 un article s'inquiétant du manque d'engagement politique des intellectuels et demandant à ceux-ci de soutenir l'action législative du gouvernement[148]. Selon Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, c'est la crainte que pouvait inspirer la présence des ministres communistes à des intellectuels dont l'antisoviétisme était devenu une préoccupation majeure qui permettrait d'expliquer que ceux-ci n'aient pas soutenu plus fermement l'action du gouvernement – quand ils ne le mettaient pas en cause –, et que le centre de gravité du champ intellectuel se soit déplacé vers la droite :

> « Une dimension particulière de la double victoire électorale de 1981 a sans doute joué dans cette prise de distance [des intellectuels vis-à-vis de la gauche] : le respect du principe de l'union de la gauche, et la présence de ministres communistes au gouvernement jusqu'en 1984. L'anticommunisme étant devenu à cette date le principal ciment de l'intelligentsia, renforcé encore par l'enlisement de la guerre afghane et l'aggravation de la crise polonaise, les actes de la nouvelle majorité furent en permanence examinés par ce jury dans une disposition d'esprit hantée par le soupçon du “ totalitarisme ” »[149].

---

146. La mort de Sartre sera suivie par plus de 50.000 personnes et sera l'occasion d'un concert de louanges dans l'ensemble de la presse. Cet « hommage » se fera sur le mode de nécrologie mais son ampleur témoignera cependant du prestige que l'intellectuel avait conservé.

147. On constate après 1981 que si les acteurs intellectuels restent souvent les mêmes, leurs engagements publics s'affaiblissent à mesure que décroît leur rendement social potentiel. Les écrivains et les artistes peuvent plus facilement transformer la nature ou même l'orientation partisane de leurs engagements. En revanche, les intellectuels dont les travaux portent directement sur des questions politiques restent plus durablement identifiés à leurs anciennes postures militantes. Bien que l'on constate une démonétisation durable de certaines attitudes ou de certaines références et des acteurs qui y sont associés, nous préférons suggérer que cette transformation des rapports de force au sein du champ culturel affecte dans un premier temps des « postures » et, seulement dans un second temps, ceux des acteurs qui n'ont pas engagé (ou n'ont pas été susceptibles de le faire) de stratégies de reconversion de leurs engagements partisans.

148. Voir Max Gallo, Les intellectuels, la politique et la modernité, *le Monde*, 29 juillet 1983.

149. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 234. Il est possible qu'une partie de ceux des intellectuels, qui avaient rompu avec les mouvements « gauchistes » ou le PC, non pas pour rejoindre le PS qui préconisait une alliance avec celui-ci, mais la majorité politique d'alors, aient été pris à « contre-pied » par la victoire de François Mitterrand alors qu'ils avaient engagé un processus de reconversion politique en direction de « la droite » : « Il est patent que

Cette thèse qui fait de l'action ou de la nature de la composition du gouvernement d'Union de la gauche – et notamment la nomination de ministres communistes – la cause de la désaffection ou d'un éventuel silence des intellectuels nous paraît peu vraisemblable. Il semble en effet improbable que les premiers mois du gouvernement de Pierre Mauroy aient pu susciter la crainte d'une extension de l'influence ou du pouvoir du Parti communiste. Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus l'adoption des thèmes « antitotalitaires » par les acteurs politiques ou intellectuels est fortement corrélée avec des préférences partisanes opposées à la gauche ou en tout cas à la stratégie mitterrandienne d'alliance avec le PC. Si certains intellectuels utilisent des rhétoriques « anticommunistes » ce n'est pas seulement parce qu'ils sont indignés par la guerre en Afghanistan et la crise en Pologne ou qu'ils craignent les communistes en France, mais surtout parce qu'ils cherchent à combattre une alliance électorale qui contraint le PS à maintenir partiellement ses anciens thèmes politiques. Cette hypothèse apparaît confirmée par le fait que la décrue des scores électoraux du PCF – et donc de son image de « dangerosité » – puis la détente suscitée par l'arrivée de Gorbatchev ne provoquent pas le retour des intellectuels les plus critiques à l'égard du « marxisme » vers le soutien à un Parti socialiste devenu officiellement social-démocrate, mais au contraire la généralisation des attitudes de retrait de l'engagement politique ou même de soutien à la nouvelle opposition[150]. Elle semble également corroborée par le processus de décrue de l'usage des thématiques du « Goulag » et du « totalitarisme » entre 1983 et 1986. Sur le plan politique, le caractère réformiste et rassurant du gouvernement de Pierre Mauroy et la perte d'influence du PC rendaient sans doute moins efficaces les rhétoriques d'indignation ou d'inquiétude utilisant la crainte de l'URSS. Au sein du champ intellectuel, la raréfaction rapide des intellectuels adoptant des postures « marxiste » rendait la thématique du « goulag » sans objet[151]. Ainsi, ce n'est pas la disparition effective des camps soviétiques qui va conduire au déclin des usages de la notion

---

la nouvelle conjoncture [la victoire de la gauche en 1981] surprit une société en pleine évolution à contre courant de celle-ci : à la fois parce que depuis la crise PS-PC de 1977 et l'échec corollaire aux législatives de 1978, la crédibilité de la victoire de la gauche paraissait plus faible que jamais, et parce qu'en son sein l'image du communisme n'avait cessé de se dégrader. Ainsi l'intelligentsia prédominante en 1981, structurée autour de la génération des gauchistes déçus, se trouva-t-elle, d'une part, prise à contre-pied, d'autre part, confrontée à une victoire électorale de la gauche qui ne lui devait rien, comme si un esprit malin s'acharnait à ne jamais l'associer, quoi qu'il en fût, au camp des vainqueurs. On peut donc postuler qu'il n'y eu guère de “ déception ” de l'intelligentsia devant la politique menée après 1981, mais un scepticisme *a priori* devant une majorité politique dont les choix fondamentaux lui était désormais étrangers » ; *Ibid.* p. 234-235. Il semble cependant qu'une telle évolution n'ait concerné qu'un nombre réduit d'intellectuels et il paraît quelque peu hasardeux de considérer que « l'intelligentsia prédominante en 1981 » était majoritairement opposée aux choix fondamentaux du nouveau gouvernement. À notre connaissance, une étude empirique portant sur le processus de reconversion politique des « gauchistes déçus » reste à mener.

150. Citons en particulier les trajectoires politiques d'André Glucksmann, de Bernard-Henri Lévy, de François Furet, d'Emmanuel Le Roy Ladurie, de Philippe Sollers, de Marcel Gauchet ou de Pierre Nora.

151. La démonétisation des intellectuels « marxistes » entraînera également celle des intellectuels qui avaient fondé une partie de leur carrière sur des thématiques spécifiquement « antimarxistes » – citons Cornélius

de « totalitarisme » – celle-ci n'interviendra qu'à partir de 1986 avec la « *perestroïka* » voire en 1990 après la chute du mur et le départ de Gorbatchev – mais plutôt la disparition de ses cibles françaises en politique ou dans le champ intellectuel.

Pour expliquer l'évolution des thématiques et des postures politiques susceptibles d'être adoptées au sein du champ intellectuel nous évoquerons trois processus parallèles et partiellement connexes : les effets structurels de l'arrivée du nouveau gouvernement sur les attitudes des intellectuels oppositionnels, les transformations de la conjoncture éditoriale qui conduit à l'accroissement de l'activité critique des intellectuels libéraux placés en position d'opposants par la victoire de la gauche et enfin les transformations des besoins argumentatifs de la gauche politique et la baisse de la rentabilité des positions progressistes au sein du champ intellectuel.

Castoriadis, André Glucksmann qui n'a plus jamais retrouvé la notoriété et les tirages qui furent les siens ou même Bernard-Henri Lévy qui se reconvertira dans des activités éditoriales ou artistiques.

1) Les effets de l'arrivée de la gauche sur les orientations oppositionnelles des intellectuels et les besoins argumentatifs de la gauche

Jusqu'en 1981, les critiques des intellectuels touchaient structurellement les responsables gouvernementaux plutôt que l'opposition. L'hostilité que pouvait susciter le gouvernement tendait à rejeter vers la gauche tous les agents qui s'estimaient mécontents à des titres divers. L'impression que tous les intellectuels étaient « de gauche » qui prévalait alors au sein du grand public provenait en partie du fait que n'étaient visibles que les intellectuels qui s'opposaient au gouvernement, que s'opposaient publiquement essentiellement des intellectuels de gauche mais aussi que tous ceux qui s'opposaient étaient symboliquement associés à « la gauche ». Les représentations politiques constituées que diffusaient et entretenaient les entreprises partisanes de l'opposition contribuaient à associer d'un côté le gouvernement giscardien, la bourgeoisie économique et tous ceux qui au sein de la société se trouvent en position d'autorité[152], de l'autre le personnel politique des partis de gauche, les catégories les plus défavorisées et les intellectuels. Ces représentations, qui étaient d'autant plus solidement établies que les partis de gauche n'avaient plus exercé de responsabilités gouvernementales depuis 1958 et que la critique des dysfonctionnements structurels de la société et celle de la responsabilité politique des équipes dirigeantes tendaient à se confondre, avaient pour effet de généraliser la mise en forme « politique » de tous les mécontentements sociaux et économiques. La conjonction symbolique entre les intellectuels et les formations de gauche – qui pouvaient apparaître se rejoindre notamment sur les thèmes de « l'anticapitalisme » et de la critique des structures hiérarchiques et inégalitaires de la société – permettait de suggérer l'existence d'un consensus programmatique sans que le cahier des charges que devrait remplir un éventuel gouvernement d'alternance ait besoin d'être précisé.

Lorsque le personnel politique giscardien quitte le gouvernement, la coordination des oppositions hier encore spontanément opérée par sa seule présence aux affaires n'a plus cours. Les postures oppositionnelles que suscitait chez les intellectuels le personnel gouvernemental de « la droite » deviennent caduques[153]. Les intellectuels « de gauche »

152. Pour une analyse à visée critique de ces représentations voir Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.

153. Tony Judt considère également que les intellectuels se situaient « à gauche » essentiellement par opposition au gouvernement « de droite ». La nécessité de se déclarer « de gauche » diminue donc sensiblement avec l'accession du Parti socialiste au pouvoir : « [Après 1982] Les dirigeants socialistes en sont venus à se plaindre que les intellectuels ne soient plus de “ leur côté ”, que les puissants courants intellectuels qui accompagnaient jadis les forces de gauche les aient laissé tomber à l'heure du triomphe. Et pourtant cela n'a pas vraiment de quoi surprendre : cent dix ans après la Commune de Paris, le déséquilibre moral qui encourageait et justifiait le *gauchisme* de principe de la grande majorité des intellectuels français a été, du moins temporairement, rectifié. Aussi n'existe-t-il plus dans la France moderne de *langage* très crédible dans lequel affirmer une identité de gauche » ; Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 (éd. anglaise 1986), p. 305.

sont alors conduits soit à devenir critiques à l'égard du personnel politique qu'ils soutenaient auparavant[154], soit à adopter des postures de justification de l'action du gouvernement, soit de se retirer de l'engagement politique. Ce qui a été ensuite appelé « le silence des intellectuels de gauche »[155] constitue ainsi sans doute moins une désapprobation à l'égard de l'action gouvernementale que la posture structurellement la moins coûteuse au sein du champ intellectuel face à la nouvelle configuration politique : ne pouvant pas apparaître perdre leur indépendance critique en soutenant un gouvernement que les réformes réalisées vont vite rendre impopulaire[156] mais ne pouvant pas davantage sembler renier les engagements « progressistes » de plusieurs lustres, les intellectuels « de gauche » sont donc conduits à adopter une position de retrait[157]. Les profondes divisions politiques et professionnelles existantes entre les intellectuels qui étaient occultées par la commune opposition à « la droite » vont au contraire apparaître lorsqu'il s'agira de réagir aux initiatives d'un gouvernement socialiste. On peut avancer que les conditions permettant de faire apparaître les intellectuels en tant que groupe possédant un minimum de cohésion et susceptible d'une action coordonnée n'existent plus à partir de 1981 : seule leur commune opposition à un gouvernement « de droite » était susceptible de donner au « groupe » des intellectuels une certaine réalité politique collective et de faire percevoir comme également

154. Dans le secteur de la presse, c'est la solution retenue après quelques mois de flottement par la rédaction du *Canard enchaîné*. Beaucoup de lecteurs semblent avoir été décontenancés par l'adoption vis-à-vis du personnel politique de la gauche du ton « satirique » adopté auparavant par l'hebdomadaire vis-à-vis du précédent gouvernement. Ce changement de ton a contribué à transformer en une attitude critique générique à l'égard du personnel gouvernemental ce qui était auparavant considéré par beaucoup comme une mise en cause de « la droite » en tant que telle.

155. Voir Philippe Boggio, Le silence des intellectuels de gauche. I. – Victoire à contretemps, *le Monde*, 27 juillet 1983 et II. – Les chemins de traverse, *le Monde*, 28 juillet 1983.

156. Les réformes réalisées par le nouveau gouvernement – souvent conformément à ses promesses – sont sans doute loin de provoquer la satisfaction de ses électeurs : « Contrairement aux croyances que peuvent avoir les professionnels de la politique et selon lesquelles réformer, adapter, est satisfaire telle ou telle catégorie sociale, réformer est, en fait, à peu près toujours mécontenter puisque cette activité consiste à changer les règles du jeu dans lesquelles sont impliqués les acteurs » ; Bernard Lacroix, « L'enlisement de la gauche : le point de vue d'un politiste », in *Horizon*, 1984.

157. Il ne s'agit là que de tendances. Bien évidemment l'ensemble des attitudes se rencontrent : tandis que certains intellectuels participent aux colloques et manifestations culturelles organisés par Jack Lang, d'autres préfèrent ne pas prendre la parole, tandis que d'autres encore, dont certains des intellectuels les plus associés à « la gauche » pétitionnent contre la politique du gouvernement. Lors du coup d'Etat du général Jaruzelski en Pologne en 1981, Pierre Bourdieu et Michel Foucault s'opposent publiquement au gouvernement socialiste sur la gestion de la crise polonaise – Claude Cheysson avait déclaré que « Bien entendu, nous n'allons rien faire » – et prennent l'initiative d'une pétition contre l'attitude du gouvernement français – signée par Marguerite Duras, Patrice Chéreau, Simone Signoret, Bernard Kouchner, Claude Mauriac, Yves Montand, Claude Sautet, Georges Semprun et la plupart des intellectuels proches de la « deuxième gauche » – voir Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 1, p. 200 et Didier Eribon, *Foucault*, Paris, Flammarion 1989, p. 314-322. La réaction du personnel politique gouvernemental est assez vive et met en cause les objectifs politiques des signataires de la pétition qui serait d'empêcher le maintien des communistes au gouvernement : « On est obligé de constater que les signataires [de la pétition Bourdieu-Foucault] veulent d'abord disloquer la majorité politique française avant de porter secours au peuple polonais » (Jack Lang, *le Matin de Paris*, 21 décembre 1981). Gilles Deleuze ne s'associe pas à la pétition pour ne pas « mettre dans l'embarras un gouvernement socialiste qui vient juste de s'installer » ; Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, t. 1, p. 317.

« progressistes » des discours qu'une autre configuration politique fera voir contradictoires[158].

Le changement de gouvernement a également un effet sur les contraintes à la discipline qui s'exerçaient sur les intellectuels de gauche lorsque ceux-ci étaient dans l'opposition. Jusqu'en 1981 des phénomènes de censure, ayant pour origine l'attachement d'une fraction importante du public lettré et des intellectuels à l'identité politique « de gauche » et la nécessité ressentie de « faire bloc » face au gouvernement « de droite », rendaient très coûteux le passage de « la gauche » à « la droite » et facilitaient le maintien d'une façade partisane chez tous les intellectuels associés au camp « progressiste » – *cf*. l'émotion suscitée parmi les intellectuels par le déjeuner d'une dizaine de personnalités culturelles avec Valéry Giscard d'Estaing et la désapprobation à laquelle sont sujets ceux qui s'y sont « prêtés » –. À la suite de la transformation de l'offre politique du PS et de l'affaiblissement des identités politiques qu'elle induit, l'emprise que cette censure informelle exerçait sur les comportements politiques et la production savante des intellectuels devient moins forte : des stratégies de prise de distance avec la gauche institutionnelle deviennent possibles sans provoquer les attaques coordonnées des acteurs politiques et intellectuels les plus attachés à la réussite électorale de « la gauche » puisque la nouvelle configuration politique rend à la fois plus difficile et moins nécessaire la mise en scène d'un front cohérent face à « la droite ».

2) La nouvelle conjoncture éditoriale : les succès nouveaux des essayistes « de droite »

Les transformations politiques induisent également une modification de la conjoncture éditoriale. Après mai 1981, la demande publique de justifications savantes au mécontentement éprouvé à l'égard du gouvernement « de droite » tend à fléchir. En outre, alors que les projets de l'opposition avaient suscité, par l'incertitude et par l'ouverture des possibles qu'impliquait la durée de son éloignement des affaires, une demande soutenue d'essais orientés « à gauche », l'accession du PS et du PC au pouvoir conduit à un

158. Ainsi, quel que soit l'affaiblissement relatif de l'influence de l'intelligentsia de gauche, une analyse des rares circonstances dans lesquelles « les intellectuels » ont participé en tant que tels à une action politique collective au sein du champ politique français depuis 1981 montrerait que cela a toujours été en opposition à un gouvernement « de droite » (grèves de décembre 1995, pétition contre les lois Debré). On pourrait avancer l'hypothèse que les catégories intellectuelles, socialement dominées par les élites administratives et économiques sont placées dans une situation structurelle de mécontentement et de contestation qui les rapprocherait des entreprises politiques de « la gauche ». Ajoutons que les registres de l'indignation et du scandale face à « l'injustice » que sont susceptibles d'adopter les intellectuels dans le champ politique sont sans doute structurellement plus faciles à opposer à un gouvernement « de droite » qu'à des partis qui revendiquent la représentation des couches sociales les plus « défavorisées ». Le registre d'intervention des intellectuels « de droite » serait plutôt celui de « l'expertise », en particulier économique, qui se prête moins facilement à des interventions collectives.

resserrement des perspectives politiques qui contribue à tarir la demande d'essais politiques « de gauche »[159]. Enfin, la relative déception provoquée par les premiers mois de pouvoir et la perte relative de confiance envers les capacités réformatrices des partis de la majorité ou la possibilité même d'une transformation de l'ordre social par l'action politique accentue ce phénomène de désaffection à l'égard de la littérature militante de gauche[160]. La transformation de l'offre politique des partis de gauche entraîne une diminution de l'intensité des adhésions partisanes chez les agents politisés les plus proches de l'ancienne opposition mais également un affaiblissement de l'attrait du public lettré pour les œuvres présentant un contenu politique et, plus généralement, de l'intérêt du grand public pour « la politique ». Au contraire, la demande d'ouvrages développant les critiques de la nouvelle opposition s'accroît rapidement puisque un public nouveau, peu habitué à se trouver placé en situation minoritaire va rechercher des justifications de son hostilité au gouvernement. Le marché de la critique politique va donc demeurer donc plus porteur que celui de l'approbation de l'action ministérielle.

> « La position prise par rapport au pouvoir, estimée en termes strictement stratégiques, a été, en revanche, un facteur incontestable de la reprise de pouvoir à droite. La seule considération de la bibliographie politique française entre 1981 et 1985 montre, à l'œil nu, la prédominance quantitative des thèses de l'opposition sur celles de la majorité ; l'accueil qui

159. Là encore peut se poser la question de la datation de la baisse de la demande d'essais politiques « progressistes ». Selon Rémy Rieffel citant Christian Bourgois, « *À* la suite du reflux des idéologies de la révolte, la collection 10/18 connaît, après 1975, un essoufflement que l'éditeur analyse en ces termes : " De 1975 à 1980, il y a eu plus de recul, on était en attente de la victoire de la gauche. Mon discours m'apparaissait répétitif, stéréotypé. C'est une période de crise de la théorie. Au moment du défilé dans la rue à la mort de Pierre Goldman, il y avait tous mes auteurs " 10/18 " par vagues successives. Je me suis dit : c'est la fin de tout cela " » ; entretien de Christian Bourgois par Rémy Rieffel, *Les intellectuels*..., *op. cit.*, p. 71. Il n'est pas surprenant qu'après une période d'intense activité éditoriale « gauchiste » entre 1968 et 1974, la demande d'essais critiques puisse s'atténuer – d'autant que le public potentiel de ce type de littérature apparaît relativement restreint même entre 1968 et 1972 et qu'il a été en parti saturé par la mise sur le marché, en édition de poche, d'un grand nombre d'essais entre 1970 et 1974 – sans qu'on puisse y voir le signe d'un affaiblissement de l'humeur intellectuelle « radicale » ou de la régression numérique du public potentiel de ce type de littérature dès 1975. *À* notre avis ce n'est qu'après 1981 que la demande d'essais politiques de gauche s'effondre réellement.

160. Cornélius Castoriadis date de 1979 la désaffection à l'égard des « analyses critiques de la société où nous vivons liées à un projet de transformation sociale » : « Les quatre premiers volumes (La société bureaucratique 1 et 2, L'Expérience du mouvement ouvrier 1 et 2) tirés à 10.000 exemplaires [dans la collection de poche 10/18], épuisés, ont dû être réimprimés en 1979. Mais cette même année 1979, lorsque j'ai fourni à Christian Bourgois les quatre volumes suivants [...], la conjoncture s'était passablement modifiée. Nous avons pu constater, assez rapidement, que l'intérêt du public pour les idées qui s'y expriment et même pour toute analyse critique de la société où nous vivons liée à un projet de transformation sociale s'était pratiquement évanoui. La combinaison de la " crise " économique, de l'usure des idéologies et, surtout, des ravages de la privatisation qui ont caractérisé l'ère Reagan-Thatcher (et dont la période " socialiste " en France forme le contrepoint logique), ont rapidement réduit à presque rien la demande de ces livres, qui ont petit à petit disparu de la circulation » ; Cornélius Castoriadis, *La société bureaucratique*, Paris, éd. Christian Bourgois, 1990, (préface). Toutefois, le fait que Cornélius Cartoriadis identifie comme cause principale de cette désaffection les privatisations de l'ère Reagan-Thatcher doit nous amener à réviser cette chronologie : Ronald Reagan n'entre en fonction qu'en janvier 1981 et le résultat des privatisations en Angleterre n'est manifeste qu'à partir de 1981 ou 1982. De même, le thème de « l'usure des idéologies » ne prend de l'ampleur qu'après 1981, justement lorsque les intellectuels les plus attachés à la victoire de la gauche politique ne sont plus mobilisés par l'existence d'un gouvernement « de droite ». Il semble donc que la baisse de la demande de littérature savante militante puisse être datée de 1981 ou 1982 et que la « période " socialiste " », loin de constituer un simple « contrepoint » de transformations idéologiques qui en seraient indépendantes, puisse être considérée comme le point d'origine de ce processus.

> leur fut fait dans les médias confirme qualitativement ce renversement d'hégémonie. Rien de plus explicable, qu'on mette en avant les “ loisirs ” d'un penseur de l'opposition ou le défi idéologique permanent que constitue pour lui la présence au pouvoir de ses adversaires, mais rien de plus nouveau, pour le lecteur français, habitué à un rapport de force inverse »[161].

L'économie de l'édition des biens culturels de forme politique se trouve profondément transformée par l'alternance. Après 1981, ce n'est pas une hypothétique « conversion au libéralisme » des agents dotés d'une identité politique « de gauche »[162] qui contribue, dans un premier temps, au retournement de l'orientation politique du marché des biens symboliques, mais seulement la conjonction de leur baisse d'intérêt pour les produits culturels associés à « la gauche » et de l'augmentation, au sein du public cultivé le plus proche de la nouvelle opposition, de l'attrait pour les livres critiquant le nouveau gouvernement[163]. La motivation des acheteurs mais aussi des auteurs d'essais de sciences humaines et d'essais politiques passe de gauche à droite[164]. La nouvelle configuration politique place après 1981 les intellectuels libéraux dans une position d'opposants, nouvelle pour eux, qui accroît leur propension à publier et procure à leurs écrits un mordant qu'autorise difficilement les postures de justification appelées par le soutien au gouvernement[165]. Ainsi écrivent des livres politiques des auteurs qui ne l'auraient sans doute jamais fait en dehors de l'occasion fournie par « l'expérience socialiste »[166]. Or la

---

161. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 234. Ce constat est partagé par Philippe Boggio dans son enquête dans *le Monde* sur le « silence des intellectuels de gauche » : « Prenons les signes extérieurs de l'intervention des philosophes dans les affaires de la cité. Chapitre des écrits : depuis deux ans, aucun livre ou presque sur le soutien au régime. Rêver chacun pour l'autre, celui de Catherine Clément, sur la politique culturelle navigue sur un océan d'ouvrages d'opposition. “ *C'est parce que ceux-ci se vendent mieux*, explique un impertinent. *Les écrivains n'ont en fait pour but que de réaliser des best-sellers. Il vaut donc mieux, désormais, les écrire à droite* ” » ; *le Monde*, 27 juillet 1983.

162. Pour une hypothèse de ce type voir Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la “ génération de Mai 68 ” », *art. cit*.

163. Simultanément, par un phénomène très similaire, on constate l'augmentation des tirages des journaux proches de la nouvelle opposition et la baisse de ceux qui sont associés à « la gauche ». Voir *supra* p. 136 et 443 et suivantes.

164. Comme le suggèrent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, on peut également penser que le chômage forcé d'une partie des membres des cabinets ministériels de l'ancien gouvernement (citons Jean-Claude Casanova qui était conseiller auprès du premier ministre chargé des l'Universités et de la Recherche ou Yves Cannac, secrétaire général adjoint de l'Elysée en 1975 et président de Havas en 1978 qui écrit en 1983 *Le juste Pouvoir. Essai sur les deux chemins de la démocratie*, Paris, Lattès) – et parallèlement l'aspiration au sein des équipes des nouveaux ministres de jeunes intellectuels (citons, parmi d'autres, Erik Orsenna, Jacques Attali ou Régis Debray) – va d'une part favoriser la rédaction et la publication d'essais politiques critiques à l'égard du nouveau gouvernement, et d'autre part affaiblir la capacité de riposte des intellectuels les plus proches des partis de gauche.

165. Le « pamphlet » qui ne revêt toute son efficacité symbolique que si l'auteur se place dans la posture du faible au puissant et du juste à l'injuste constitue sans doute la forme de littérature politique la plus susceptible d'attirer l'attention des lecteurs et des acheteurs, celle qui présente la plus grande charge critique et le plus fort potentiel de séduction. Lorsque le Parti socialiste accède au gouvernement, les intellectuels qui en étaient proches perdent la possibilité d'adopter le style pamphlétaire, à moins de mettre en cause l'action du personnel politique de « la gauche ».

166. L'histoire rétrospective des inflexions de la pensée va donner des « précurseurs » au renouveau de la pensée politique « de droite » que ce soit des intellectuels « libéraux » (Raymond Aron, Friedrich von Hayek, Milton Friedman...) ou les essayistes français qui vont diffuser leur pensée (Henri Lepage, Guy Sorman...) et faire des changements d'orientation idéologique du champ intellectuel le résultat de la confrontation des idées

transformation du public susceptible d'acheter des essais de sciences humaines a de fortes répercussions sur l'espace de production intellectuel. À la différence des Etats-Unis ou de certains pays européens, la plus grande part de l'édition de sciences humaines est assurée en France non par des presses universitaires autonomes mais par les éditeurs commerciaux grand public. Cette situation permet aux travaux intellectuels de dépasser une diffusion limitée aux seuls milieux universitaires. Elle a cependant pour conséquence de rendre l'édition de sciences humaines très sensible à la conjoncture économique ou intellectuelle et de soumettre partiellement le champ de production universitaire au goût du grand public intellectuel et, en particulier, aux critères de jugement des journalistes culturels qui sont susceptibles de promouvoir certaines œuvres au détriment des autres[167]. Si, entre 1965 et 1975, les principaux éditeurs privés se lancent dans la commercialisation de collections de « sciences sociales » et de collections « militantes », c'est en partie pour des raisons d'intérêt économique puisqu'il semble alors y avoir un public susceptible d'acheter ce type de littérature[168]. Lorsque les ventes des livres des intellectuels « militants » ou paraissant liés aux thématiques de Mai 68 commenceront à faiblir pour s'affaisser après 1981, le caractère largement privé de l'édition contribuera encore à accroître le processus de démonétisation des idées et des auteurs les plus identifiés aux années soixante-dix. Ils auront plus de mal à trouver un éditeur acceptant de prendre le risque de publier un type d'ouvrage réputé mal se vendre tandis que leur livres précédents seront plus difficilement réédités. Les nouveaux auteurs se situant dans ce courant intellectuel auront plus de mal à se voir publiés[169]. Alors que dans une configuration éditoriale où la publication des essais intellectuels aurait été essentiellement assurée par des presses universitaires indépendantes, les effets du changement de conjoncture se seraient sans doute fait sentir moins brutalement, la prépondérance des logiques commerciales au sein du secteur de l'édition universitaire entre

---

et de l'action d'un courant libéral autonome et ancien. Cette vision idéaliste de la marche des idées néglige le fait que les « précurseurs » ne sont considérés comme tels que par la nécessité rétrospective de donner une filiation intellectuelle au nouveau courant libéral suscité par la modification de la configuration politique et qui profite de la transformation de la conjoncture éditoriale.

167. Voir les analyses de Pierre Bourdieu concernant l'emprise sur le champ intellectuel du « public étudiant et du grand public intellectuel dont les exigences ou les attentes sont directement exprimées et façonnées par le journalisme à prétention intellectuelle, issu de la convergence entre les plus intellectuels des journalistes et les plus journalistes des intellectuels », Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 156 et ss. Voir également Louis Pinto, « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101-102, p. 25-38 et Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber, 1996.

168. On peut en effet supposer que – en dehors des petits éditeurs « militants » – le fait que la plupart des grandes maisons d'édition soient des entreprises privées conduit structurellement leur personnel dirigeant à se trouver proche de positions politiques au mieux « modérées » et en tout cas d'autant plus éloignées de l'offre politique des partis de gauche que celle-ci est d'allure plus « radicale » et plus « anticapitaliste ». Cependant, l'appartenance « culturelle » à « la gauche » d'une majorité des milieux intellectuels a probablement contribué à ancrer le personnel de l'édition dans l'opposition.

169. On peut faire l'hypothèse que la promotion des « nouveaux philosophes » et le renouveau ultérieur de la pensée « libérale » obéira à la fois à des logiques politiques et à celles, éditoriales, du « best-seller ». *À* cet égard, l'entrée très rapide de Bernard-Henry Lévy en tant que directeur de collection chez Grasset obéit à cette double logique politique et commerciale.

1976 et 1983 va au contraire accélérer la raréfaction des livres adoptant la mise en forme « politique » propre aux années soixante-dix[170].

3) Les changements des besoins argumentatifs de la gauche et la baisse tendancielle de la rentabilité des postures progressistes dans le champ intellectuel

a) Transformation des besoins de justification de la gauche après 1981

Les thématiques de la gauche intellectuelle organisées autour de « l'anticapitalisme » et de la contestation des hiérarchies économiques et sociales qui se révélaient particulièrement bien adaptées à l'offre politique de l'ancienne opposition deviennent moins pertinents lorsque un gouvernement de gauche se trouve en position d'autorité et entend gérer au mieux l'économie capitaliste. Les ressources critiques mises en œuvre durant les années soixante-dix par les intellectuels « de gauche » sont très différentes des besoins argumentatifs du nouveau gouvernement. La défaite de Valéry Giscard d'Estaing rend donc inutilisables au profit de « la gauche » les thématiques « antirépressives » et « anticapitalistes » des intellectuels les plus engagés aux côtés de l'ancienne opposition. Or, en raison des durées d'élaboration et de l'inertie propres à la forme écrite, le coût social d'une transformation des orientations politiques des intellectuels les plus connus est plus grand que pour le personnel politique dont l'activité est essentiellement orale et qui peut toujours arguer d'une modification de la conjoncture.

Les transformations de l'offre politique des partis « de gauche » après 1981 que nous avons décrites dans un précédent chapitre vont ainsi avoir des répercussions immédiates au sein du champ intellectuel. La modification des nécessités argumentatives due au passage de l'opposition au gouvernement va se traduire par une modification de la demande de justification intellectuelle du personnel politique de la gauche. À partir de 1984, le nouveau discours du gouvernement fondé sur la justification d'une gestion moderniste de l'économie de marché contribue à définir le type d'énoncés savants qu'il est susceptible de rechercher et de sanctionner positivement[171]. La teneur des débats politiques entre « la gauche » et « la

170. On peut d'ailleurs faire l'hypothèse que les résultats des ventes de livres, objectivés en particulier par les palmarès hebdomadaires publiés par *l'Express* ou *le Point*, tendent à fonctionner pour les écrivains et les universitaires comme des indices – presque au sens boursier du terme – des tendances du marché des biens symboliques, et des profits ou des difficultés qu'il y aurait à s'engager dans telle ou telle entreprise intellectuelle.

171. Les entreprises politiques – *a fortiori* lorsqu'elles contrôlent des ressources financières du gouvernement – disposent de moyens importants pour susciter et mettre en scène des débats « intellectuels » adaptés à leurs besoins de justifications politiques : colloques subventionnés, remise de rapports administratifs qui contribuent

droite » constitue pour les producteurs intellectuels un indicateur des rétributions symboliques et du rendement marginal que sont susceptibles de rencontrer les différents types d'énoncés politiques savants auprès du public lettré ou des détenteurs des positions institutionnelles. La disparition des références au « marxisme » au sein du PS et le déplacement « vers la droite » des thèmes des débats publics entre les deux camps politiques à partir de 1982[172] indiquent aux producteurs intellectuels que ceux d'entre eux qui pourraient rester fidèles aux anciens thèmes de la gauche oppositionnelle risqueraient de se trouver marginalisés dans le champ politique et donc dans le champ intellectuel[173]. Non seulement les intellectuels qui ne participent pas de la nouvelle définition de « la gauche » risquent de se voir exclus des prébendes que les ressources gouvernementales permettent au personnel politique de distribuer et qui constitue vis-à-vis du public ou des journalistes autant de marqueurs de la surface sociale et de la grandeur de l'intellectuel[174] mais ils risquent de se voir également mis en cause et marginalisés par l'action objectivement orchestrée de tous les acteurs – hommes politiques, journalistes et intellectuels – qui participent de la nouvelle définition du contenu politique de l'identité « de gauche »[175]. On assite donc après 1981 à un effacement relatif des intellectuels qui avaient été présents durant les années soixante-dix et au repli dans la sphère universitaire des clercs qui auraient été susceptibles, dans une autre conjoncture, de prendre des positions publiques « de gauche ». Le faible intérêt des médias proches du gouvernement pour une critique sociale « de gauche » contribue d'ailleurs à enrayer les processus de constitution de la notorité

à « faire l'événement » et à circonscrire l'espace des solutions « raisonnablement » envisageables, événements culturels, tribunes dans les quotidiens. L'enrôlement de la presse nationale dans les logiques d'opposition entre les camps politiques contribue à faire des besoins argumentatifs des entreprises politiques le principal déterminant des débats journalistico-intellectuels lorsqu'ils ont un objet politique.

172. En tout cas selon la définition des répertoires idéologiques de chaque camp politique qui avait cours avant 1981.

173. Au contraire, dans la configuration politique qui prévalait avant 1981, la radicalité de l'offre politique du Parti socialiste et le niveau électoral du PC contribuaient à intégrer les intellectuels « radicaux » dans la « famille » de la gauche dont ils n'étaient qu'une composante parmi d'autres.

174. Outre les postes de prestige (Ecole française de Rome, direction de la BN, directions d'institutions culturelles – Opéras, Beaubourg) les décorations et les subventions pour des projets culturels (festivals, manifestations) le gouvernement dispose de d'autant plus de moyens d'agir sur la production culturelle et ses acteurs (voir Marc Fumaroli, *L'Etat culturel*, Paris, 1992) que le budget du ministère de la culture connaît sous Jack Lang une extension considérable. On objectera qu'avant 1981, les intellectuels engagés « à gauche » se trouvaient généralement exclus de ces honneurs. L'organisation oppositionnelle du champ intellectuel permettait cependant de lutter contre l'efficacité symbolique des titres et des distinctions que pouvait attribuer l'Etat. Ce n'est par exemple qu'au prix d'une lutte permanente que pouvait être partiellement neutralisée l'efficacité légitimatrice d'un pôle de consécration – pourtant depuis longtemps associé aux écrivains conservateurs – comme celui de L'Académie française. L'autorité de figures intellectuelles incontestables – comme celle de Sartre – joue sans doute un grand rôle dans la capacité du champ intellectuel à établir de façon autonome la hiérarchie des prestiges qui y sont reconnus.

175. Nous ne suggérons pas que les acteurs politiques ont une quelconque réaction concertée à l'égard des intellectuels hostiles. Mais seulement que leur simple réaction « à l'occasion » – commentaire critique à la télévision lors de la question d'un journaliste – et le caractère objectivement orchestré de ces réactions dû à l'homogénéisation relative des intérêts politiques des acteurs appartenant aux grandes entreprises électorales va conduire à la marginalisation de fait des acteurs intellectuels hostiles au sein même du champ intellectuel par l'emprise que la configuration du champ politique exerce sur les orientations idéologiques susceptibles de s'exprimer au sein du champ intellectuel (effet de la faible autonomie de celui-ci).

intellectuelle. Alors qu'après 1968, le journalisme culturel – et en particulier l'action du *Nouvel Observateur* – avait contribué à faire connaitre beaucoup d'universitaires, leur plus faible implication dans la vie politique et l'usage plus difficle que peut en faire le personnel politique de la gauche va conduire à une diminution tendancielle de la notoriété des universitaires, auxquels se substituent des intellectuels « médiatiques » et des « experts » économiques, pourvus de moins de ressources académiques mais répondant mieux aux contraintes du métier journalistique. Au contraire des intellectuels « de gauche » qui, à partir de 1981, auront plus d'adversaires tout en voyant leurs appuis dans le secteur du journalisme culturel s'affaiblir, les intellectuels « libéraux » conserveront leur système d'influence tout en voyant leurs adversaires se raréfier.

> La notoriété tardive de Raymond Aron peut être analysée comme un effet du changement de conjoncture politique et intellectuelle. La publication de ses mémoires en 1983 est l'occasion d'une campagne de promotion du grand penseur « libéral » et de fréquents parallèles avec l'œuvre et l'engagement de Sartre, généralement à l'avantage du premier. Mais ce qui permet la « réévaluation » de Raymond Aron est moins les commentaires laudatifs de la presse « libérale » que l'absence d'opposition que suscitent ceux-ci. Durant les années soixante-dix Raymond Aron – qui publiait alors peu de livres[176] – était surtout considéré comme un éditorialiste du *Figaro* puis de *l'Express* qui soutenait activement la majorité contre les partis de gauche, n'hésitant pas à considérer que l'alliance entre les communistes et les socialistes faisait peser un risque sur la démocratie (voir Raymond Aron, *Mémoires*, *op*. *cit*., éd. poche p. 789-790). Le « concert d'approbations » suscité par la publication de ses mémoires et sa « réhabilitation » intellectuelle ne pourront avoir lieu sans polémiques que lorsque l'arrivée de la gauche au pouvoir et l'évolution du discours public des dirigeants du PS auront contribué à atténuer l'intensité des luttes politiques autour des notions de « marxisme » et « d'économie de marché ». Avant 1981, Raymond Aron, favorable au « libéralisme économique » et opposé au « marxisme » intellectuel comme aux partis qui s'y référaient, ne pouvaient que susciter l'opposition active de tous les acteurs attachés au maintien de la légitimité et de l'efficacité symbolique de la référence à Marx, aussi bien en politique que dans le champ intellectuel. Après 1981, l'utilité de telles références idéologiques décroît ainsi que le nombre des acteurs intellectuels ou politiques susceptibles de participer à ces luttes symboliques. La « réhabilitation » de Raymond Aron entreprise par les intellectuels libéraux ne se heurte donc qu'à de faibles réactions parmi leurs anciens adversaires. L'abandon des références intellectuelles à Marx et la conversion du PS à un « libéralisme social » impliquent la disparition de tous ceux qui auraient pu être susceptibles de s'opposer à la réhabilitation du penseur libéral. Ce n'est donc qu'après 1983, lorsque les enjeux savants et partisans des références au « marxisme » et au « libéralisme » auront disparu, que Raymond Aron pourra être célébré sans être simultanément critiqué. En 1980, le procès de canonisation n'est guère avancé, si ce n'est chez des producteurs culturels associés au « libéralisme avancé » défendu par Valéry Giscard d'Estaing. Voici par exemple ce qu'écrit Alain Duhamel en 1980 : « Camus, Malraux et Mauriac n'ont pas laissé d'héritiers. Sartre est mort, Aragon est vieux. Il reste Aron, mais sa lucidité et son courage intellectuel n'ont étrangement jamais réussi à en faire dans son propre pays la référence qu'il devrait être. Hors de France, il est, bien entendu, de tous les intellectuels parisiens, de bien loin le plus prestigieux. Mais ici, sa mesure et sa sobriété dérangent. Il faut aux Français des prophètes, des poètes ou des inquisiteurs. Raymond Aron est bien trop savant et bien trop clair pour plaire tout à fait à Paris »[177]. En revanche après 1983, on trouvera des acteurs classés « à gauche » qui participeront avec d'autant

176. Voir le jugement que Raymond Aron porte sur son œuvre, mélange de satisfactions politiques et de regrets académiques, *Mémoires*, *op*. *cit*., p. 1023-1025.

177. Alain Duhamel, *La République giscardienne. Anatomie politique de la France*, Paris, Grasset, 1980, p. 118.

plus d'enthousiasme à la célébration de Raymond Aron que celle-ci contribuera à la marginalisation intellectuelle de tous ceux qui pourraient encore défendre les thématiques « antilibérales » « archaïques » attachées à l'ancienne définition de l'identité de « la gauche »[178]. Jacques Attali écrit ainsi : « Raymond Aron était pour moi un modèle. Son extrême clarté était la marque d'une phénoménale rigueur intellectuelle »[179].

b) Les transformations de l'économie symbolique du prestige intellectuel

La dynamique du succès des intellectuels « structuralistes », « marxistes » ou « progressistes » durant les années soixante-dix avait en partie pour fondement l'intérêt que leur manifestaient les journalistes culturels du pôle « intellectuel » de la presse « de gauche » – notamment *le Monde* et *le Nouvel Observateur* – qui contribuaient à élargir le nombre de leurs lecteurs. L'effet d'imitation et d'entraînement que le succès éditorial et social de ces auteurs pouvait susciter, joint aux effets de la conjoncture politique contribuait à l'ancrage « à gauche » de l'ensemble du champ intellectuel. La baisse tendancielle de l'intérêt pour la politique et de l'intensité des identifications partisanes « à gauche » consécutive à la défaite de Valéry Giscard d'Estaing va transformer l'économie symbolique des biens intellectuels auparavant dominée par le succès des postures d'engagement « progressistes ». Les stratégies intellectuelles de « politisations » des énoncés savants, qui ne pouvaient se comprendre qu'en raison de l'existence d'un public susceptible d'accorder de la valeur à ces énoncés « doubles », deviennent contre-productives à partir de 1981 après avoir vu leur rendement marginal baisser dès 1974. L'effort de réajustement des énoncés politiques aux nécessités argumentatives nouvelles qu'opèrent simultanément le personnel politique du PS et les journalistes les plus proches de « la gauche » – et le processus de transformation des représentations politiques des agents qu'induit ce changement de l'offre partisane – réduit considérablement le public et les instances susceptibles d'approuver et de récompenser des productions intellectuelles demeurant attachées aux anciennes thématiques « radicales » de la gauche.

L'accueil que connaît, en 1983, l'essai politique de Guy Sorman, *La révolution conservatrice américaine*, qui constitue explicitement une entreprise de promotion des idées libérales que

178. *À* partir de 1983, on peut rencontrer des acteurs dont la principale ressource est de tenir un discours auparavant associé à l'offre politique de « la droite » tout en insistant pour être considérés comme « de gauche ». Alain Minc ou Bernard Tapie bâtissent une partie de leur notoriété sur une telle stratégie. La réussite de leur tentative provient essentiellement de l'affaiblissement de la capacité des acteurs « de gauche » attachés à l'ancienne définition de celle-ci pour maintenir des frontières étanches (le PC, et, au sein du PS, Jean-Pierre Chevènement ou Jean Poperen). Cette inefficacité a en partie pour origine l'appui que certains dirigeants du PS apportent aux acteurs qui cherchent à définir un « libéralisme de gauche ».

179. Jacques Attali, *Verbatim I*, *op. cit.*, p. 517. Après 1983, la célébration de la « lucidité » de Raymond Aron est une façon euphémisée d'évoquer ses positions face au communisme sans rappeler les engagements politiques « de droite » qui en étaient au principe et qui auraient pu susciter des réserves.

> les acteurs politiques de « la gauche » ont toujours associées à leurs adversaires apparaît symptomatique de la nouvelle orientation idéologique de certains acteurs de la nouvelle majorité. En règle générale les journalistes de la presse « de gauche » critiquent l'ouvrage, en particulier Dominique Dhombres du *Monde*, Yves Florennes du *Monde diplomatique* ou Jean Clémentin du *Canard Enchaîné*, ceux de la presse « de droite » lui apparaissent favorables comme Georges Elgosy dans le *Figaro*, Bernard Cazes dans *l'Express*, Michel Massenet dans *le Quotidien de Paris*, Louis Pauwels et Michel Poniatowski dans *le Figaro magazine*, Jean-Marie Benoist dans *Perspectives* et Catherine Nay dans *Jours de France*[180]. Cependant, Franz-Olivier Giesbert dans *le Nouvel Observateur* se montre plutôt bien disposé et écrit que si « la révolution conservatrice charrie le pire, à commencer par l'égotisme de classe et le poujadisme culturel », « ses réflexions sur l'impôt, par exemple, méritent d'être entendues : le taux de prélèvement est inversement proportionnel à la motivation, qu'on se le dise ! ». Il conclut sa recension en jugeant que certaines des idées développées dans le livre « devraient être creusées par la gauche avant que l'opposition ne s'en empare : ceux qui gouvernent se doivent de lire, d'urgence, l'ouvrage alerte et utile de Guy Sorman ». De son côté, Alexis Liebaert dans *le Matin de Paris* s'interroge : « Qui pourrait nier qu'un certain nombre de thèmes qui ont fait la fortune des néoconservateurs américains rencontrent une certaine audience dans la France d'aujourd'hui ? Antiétatisme, culte de « l'activisme économique », autant d'idées qui font leur chemin ». Plutôt que de considérer l'ouvrage de Guy Sorman comme un essai politique qui cherche à faire advenir en France ce qu'il décrit pour les Etats-Unis – l'auteur ne cache nullement que ses préférences politiques vont à l'opposition – Alexis Liebaert affecte d'y voir la description « objective » d'un phénomène politique « ambigu » puisque difficilement classable entre « gauche » et « droite » : « Quand Guy Sorman affirme que seuls Chirac ou Rocard pourraient incarner cette idéologie [en France], il met en lumière l'ambiguïté politique de ce phénomène fourre-tout rapporté à nos clivage traditionnels ». L'article est d'ailleurs accompagné d'une longue interview de l'auteur où celui-ci n'est nullement maltraité. L'attention nouvelle accordée au sein de la presse de gauche aux essais « libéraux » a pour corrolaire le désintérêt à l'égard des livres cherchant à s'opposer à la généralisation des idées « libérales ».

Le revirement de la presse se manifeste par des commentaires ironiques ou des réserves critiques à l'égard des œuvres des auteurs qui, malgré les modifications de l'humeur idéologique dominante, continueraient à promouvoir des thèmes « marxistes » ou « contre-culturels »[181] mais surtout par l'affaiblissement du nombre d'articles écrits à leur sujet. Lorsque les services culturels des journaux proches de la majorité, généralement plus durablement ancrés « à gauche »[182], accompagneront l'évolution idéologique de leur rédaction à partir de 1983, la publicité pour les œuvres intellectuelles les plus liées aux anciennes thématiques de la gauche se raréfiera. Les orientations des journalistes culturels tendent alors à constituer un indicateur des rétributions symboliques potentielles des œuvres intellectuelles et des profits relatifs que les différentes formes d'œuvres savantes sont susceptibles d'espérer, contribuant à façonner les anticipations des acteurs intellectuels. On

180. Dossier de presse réuni dans l'édition de poche du livre de Guy Sorman, *La Révolution conservatrice américaine*, Paris, Pluriel, 1984 (1ère édition 1983), p. 259-295.

181. Ces mentions prennent rarement la forme de tentatives de réfutation en bonne et due forme mais plutôt celle d'allusion ironique au caractère « ringard », « dépassé » ou « démodé » et « années soixante-dix », des « antiennes » ou des « vieilles lunes » de la contestation. Elle tendent à fonctionner pour le lecteur comme des indicateurs du type d'opinion qu'il est possible de formuler sur un livre ou un auteur et pour les producteurs culturels de l'accueil que leur production est susceptible de rencontrer dans le journal.

182. Françoise Berger parle pour le service culture de *Libération* en 1981 de « forteresse anarchiste » dotée lors de la guerre du Golfe en 1991 de « réflexes d'un antiaméricanisme fulgurant » tandis que le service « livres » est jugé « belliciste », *Journaux... op. cit.*, p. 99 et 386.

peut alors observer l'ajustement de la production culturelle aux nouvelles conditions du marché et aux chances de succès des différents types d'énoncés. Lorsque diminueront les chances objectives d'obtenir la reconnaissance publique des journalistes culturels, auparavant obtenue par la politisation euphémisée des contenus savants, les intellectuels tendront à revenir à un fonctionnement ésotérique de leur champ, abandonnant aux essayistes l'espace politico-intellectuel d'intervention dans le débat public[183]. Dès 1976, la participation du *Nouvel Observateur* aux campagnes sur « le Goulag » avait constitué un indicateur de la baisse du rendement relatif des ouvrages de forme « marxiste » sur le marché externe exogène. Après 1981, les transformations du discours du PS et du ton de la presse de gauche dont les énoncés publics tendent à se rapprocher des idées et des thèmes « libéraux » hier encore associés à « la droite » constitue un indicateur de la baisse du rendement des ouvrages « progressistes » eux-mêmes.

Cependant, on peut supposer qu'un certain nombre d'intellectuels conservant un mode d'analyse « marxiste » auraient été en mesure de maintenir la légitimité de l'usage savant à la littérature « marxiste ». Mais le principal avantage pratique de celle-ci était justement de permettre d'importer des postures militantes au sein du champ intellectuel. Lorsque les besoins de justification politique auront changé, les contraintes intellectuelles de manipulation d'un corpus ancien que les enjeux politiques dont il est investi contribue à rigidifier et le coût politique de son usage vont vite conduire à son abandon au sein du champ universitaire. De surcroît, à partir de la deuxième moitié des années soixante-dix, issues des rangs mêmes des intellectuels « progressistes », se multiplient les critiques contre le « marxisme », ou le Parti communiste ou encore contre le « Goulag ». Les intellectuels « structuralistes » les plus attachés à des prises de position « à gauche », comme Michel Foucault et Pierre Bourdieu, mettent alors en cause le PC et les schémas « simplistes » du « diamat » ou de la sociologie althusserienne[184]. Mais plus profondément que la disparition relative des références « marxistes », la présence au gouvernement du personnel politique de la gauche remet en cause la rentabilité au sein du champ intellectuel lui-même des postures « militantes ». Menacés dans leur réputation professionnelle par le

183. On peut en outre avancer que la disparition simultanée de plusieurs intellectuels au tournant des années quatre-vingt – Jean-Paul Sartre, Roland Barthes, Louis Althusser, Nicos Poulantzas en 1980, Jacques Lacan en 1980 et Michel Foucault en 1984 – va aboutir à la dispersion des réseaux intellectuels qu'ils avaient pu constituer et à l'affaiblissement de l'influence symbolique de leur œuvre. En effet, l'activité sociale des producteurs culturels tend à amener leurs concurrents à tenir compte de leurs travaux et les journalistes culturels à traiter de leur livres. La disparition d'un auteur a donc souvent pour effet l'affaiblissement de l'influence intellectuelle de sa pensée.

184. Ainsi alors que Michel Foucault se montre favorable aux « nouveaux philosophes » dans *le Nouvel Observateur*, Pierre Bourdieu critique incidemment dans plusieurs de ses textes le « diamat » et les auteurs utilisant la légitimité des textes de Marx ou les technologies militantes propres aux partis de gauche conduisant à la « remise de soi », voir par exemple Pierre Bourdieu, « La lecture de Marx : Quelques remarques critiques à propos de " Quelques remarques critiques à propos de 'Lire le capital' " », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5-6, 1975, p. 65-79 et « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 3-24.

rendement devenu négatif des engagements politiques, les intellectuels progressistes tendront à se replier sur la sphère savante et seront amenés à séparer plus strictement qu'auparavant, engegement politique et travail intellectuel. Entre 1981 et 1984, le changement « d'ambiance » politique au sein des milieux intellectuels, fait de tous les réajustements individuels, de tous les désengagements politiques sous couvert de « lucidité désabusée », ou de retour sur les « échecs des engagements de jeunesse », ou encore de « déclin des idéologies » va contribuer à la raréfaction brutale des énoncés intellectuels « politisés » et des justifications savantes des idéologies politiques qui étaient auparavant associés à « la gauche ». Joint aux transformations similaires que connaissent l'offre politique des partis de gauche et les orientations politiques des journalistes de la presse « de gauche », le changements de la tonalité dominante au sein du champ intellectuel va participer de l'assèchement brutal de l'offre de discours « progressistes » « radicaux » à partir de 1983 et contribuera à la transformation des représentations que les agents se faisaient de la politique. Ce chapitre nous a donc permis de vérifier la simultanéité des transformations ayant affectées le champ partisan, celui de l'information politique et le champ de création intellectuelle. Si ces transformations revêtent des modalités différentes en fonction des propriétés particulières de ces espaces sociaux, elles ont lieu au même moment et constituent les effets de la réorganisation de ces espaces provoquée par la nouvelle configuration politique induite par l'arrivée de la gauche au gouvernement. Cette nouvelle configuation politique qui entraine une nouvelle configuration idéologique va profondément modifier le rapport que les profanes mais aussi les acteurs militants et les agents s'identifiant à « la gauche » pourront entretenir avec l'action politique. Ce sont les formes et le contenu mêmes des répertoires cognitifs permettant de penser la politique et l'action militante qui seront transformés. C'est en cherchant à s'adapter aux nouvelles représentations politiques des jeunes que les fondateurs de SOS-Racisme seront amenés à donner à la nouvelle association sa forme sociale particulière : un mouvement « apolitique » de « jeunes » fondé sur l'affirmation abstraite de « l'antiracisme » plutôt que sur un programme revendicatif.

Chapitre quatrième

Le processus de transformation des représentations politiques après 1981

« Le changement de taille, qui est au principe du changement des contenus idéologiques, a des effets qui peuvent être perçus à peu près au même moment dans le champ proprement politique où le PS au pouvoir entre 1981 et 1986 révise ses mots d'ordre ; dans le champ de la presse où *le Monde* tente entre 1982 et 1985 un " recentrage ", et où, à *Libération* la ligne de " l'efficacité " gestionnaire de Serge July l'emporte définitivement en 1981 sur la ligne " libertaire " de journalistes semi-professionnels, non détachés de la bohème (*le Nouvel Observateur* avait quant à lui depuis longtemps procédé à ces diverses révisions)... Il faudrait aussi mentionner l'action de revues proches des lieux précédents, de " centres de recherches ", de " clubs ", " d'associations " telles que la Fondation Saint-Simon. [...] La redéfinition de la pensée " de gauche " procure à cette fraction d'intellectuels les moyens d'universalisation ajustés au travail de redéfinition de soi qu'il vise à accomplir. Suspectes de conduire au " Goulag ", les " utopies " associées à la pensée de gauche " traditionnelle " sont répudiées : il en est ainsi de la lutte des classes, du pacifisme, du " tiers-mondisme " et de tout ce qui évoque, de près ou de loin, l'ombre du marxisme. Des thèmes " réalistes " sont proposés à la place : ceux de la " modernisation ", de " l'entreprise ", du " défi " de " l'informatique "... ; on découvre ou redécouvre avec un œil neuf les vertus de l'armée, de l'armement nucléaire, de la pédagogie fondée sur " l'expérience " (leçon d'orthographe et d'éducation civique) et plus généralement, de tout ce qui, comme la " liberté " ou l'Amérique, soutien le " patrimoine " de la " démocratie occidentale " »[1].

Louis Pinto

« L'accès à la compréhension de ce que nous appelons " animisme " réside dans un plus haut niveau d'engagement et d'émotivité, tant intellectuel que pratique, associé à une moindre extension du savoir, donc à une moindre extension du contrôle des dangers. Cette dernière, à son tour, contribue à maintenir un degré élevé d'engagement et d'émotivité. La charge affective relativement forte de la pensée et de l'expérience se traduit par une certaine manière de percevoir comme intentionnels ou planifiés, comme étant l'œuvre d'une personne, tous les événements ressentis comme essentiels pour sa propre vie »[2].

Norbert Elias

« Particulièrement depuis une quinzaine d'années, il y a deux blocs dans la politique française : l'un qu'on appelle la droite, et l'autre la gauche. Le fait est que quand je vote, je vote pour Giscard d'Estaing et pas pour Mitterrand »[3].

Raymond Aron

« En France, l'année 1981 semble marquer une date

1. Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 155-156.
2. Norbert Elias, *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, p. 95.
3. Raymond Aron interviewé par Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, *Le spectateur engagé*, Paris, Julliard, 1981, (éd. poche), p. 316.

> charnière. Elle met un terme à une période de vingt-trois ans durant laquelle la gauche avait été totalement absente du pouvoir, événement qui ne s'était jamais produit depuis la Troisième République. Durant cette période l'idéologie de gauche s'est structurée en fusionnant plusieurs courants : l'expérience de la décolonisation, le mouvement libertaire de Mai 1968, la libéralisation des mœurs dans les années soixante-dix et, dernier mais non le moindre, l'anticapitalisme rendu crédible par l'alliance du Parti communiste et du Parti socialiste. L'arrivée de la gauche au pouvoir allait soumettre cette idéologie à l'épreuve de la réalité, provoquant le trouble et la désillusion dans l'électorat de gauche »[4].
>
> Etienne Schweisguth

Les fondateurs de SOS-Racisme vont être confrontés entre 1981 et 1985, à l'université, dans le cadre de leur activité syndicale, à des étudiants moins qu'auparavant intéressés par le militantisme politique et moins souvent pourvus d'idées politiques « radicales ». La perception de ce processus de « dégauchisation » de la jeunesse, va les conduire à proposer pour l'association antiraciste qu'ils projettent une mise en forme qui la placera en dehors des clivages partisans et qui correspondra à ce qu'ils perçoivent des nouvelles sensibilités politiques de la jeunesse auxquelles ils sont confrontés à l'université. Le succès de SOS-Racisme dans la forme sociale qui a été la sienne sera directement conditionné par l'accroissement du nombre des acteurs susceptibles de soutenir une organisation militante se déclarant « apolitique ». Parmi les conditions de possibilité de la création d'une entreprise antiraciste « neutralisée », nous devons donc décrire le processus de transformation des sensibilités politiques et des dispositions idéologiques des agents, en particulier celles des lycéens et des étudiants parmi lesquels se recruteront les « porteurs de badges ». L'analyse de l'évolution des représentations politiques des agents pose cependant des problèmes méthodologiques spécifiques : comment déterminer et décrire de façon convaincante un changement dans les perceptions des antagonismes partisans ? Comment imputer aux acteurs des modes de pensée particulier et repérer leurs évolutions historiques ? Comme les physiciens qui détectent la présence de certains corps aux perturbations qu'ils induisent sur leur environnement, nous chercherons à identifier l'existence des transformations des modes de perceptions des luttes politiques à travers les effets qu'elles auront sur un certain nombre de comportements et de pratiques politiques et militantes. Après avoir analysé les causes de l'accroissement de l'intérêt pour les affrontements politiques après mai 68, nous chercherons à expliquer les modalités de la transformation du régime d'acquisition et de reproduction des croyances et des dispositions politiques après 1981.

4. Etienne Schweisguth, « L'affaiblissement du clivage Gauche-Droite », in Pascal Perrineau (dir.),

A) La construction progressive des oppositions « droite-gauche durant la Vème République

Alors que durant la IVème République, les oppositions politiques étaient structurées par l'existence d'un bloc politique central, certes partagé entre une tendance « de centre droit » et une tendance « de centre gauche » mais au sein duquel, malgré des rivalités, le personnel politique s'entendait pour rejeter dans l'opposition les gaullistes et les communistes, à partir de 1958, l'action des acteurs politiques apparaît dominée de façon croissante par la logique de l'opposition entre deux camps politiques, « la droite »[5] et « la gauche ». Bien entendu, les notions de « gauche » et de « droite » existaient avant 1958 et elles étaient en particulier entretenues par le travail politique d'acteurs – notamment le Parti communiste – cherchant à maintenir l'efficacité symbolique des références politiques propres à « la gauche »[6]. Cependant, le Parti socialiste, alors dirigé par Guy Mollet, n'entendait pas mener une stratégie politique d'alliance effective avec le PC alors même qu'il participait à des gouvernements de coalition avec des formations classées au « centre » : la notion de « gauche » avait donc, moins qu'auparavant – du Cartel des gauches au Front populaire – des usages de mobilisation électorale[7]. Immédiatement après 1958, les blocs partisans de « la gauche » et de « la droite » ne sont pas encore mis en place ni dans la réalité des alliances électorales, ni dans les représentations politiques des électeurs : les « centristes » issus des formations de gouvernement de la IVème République sont dans l'opposition, une partie de la SFIO est trop anticommuniste pour envisager une alliance de gouvernement avec eux et le caractère atypique du « gaullisme » ne le fait pas encore identifier à une formation politique « de droite »[8].

L'engagement politique. Déclin ou mutation ?, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 213-237.

5. Face à de nombreuses formations politiques se réclamant de « la gauche » le terme de droite n'a été longtemps revendiqué que par des groupes marginaux. Les « gaullistes » et les « centristes » récusaient un terme devenu stigmatisant après 1945. Une étude lexicale de l'usage de ce terme et en particulier du moment où il a commencé à se voir à nouveau employé de façon non péjorative et à être revendiqué par des acteurs politiques constituerait un indicateur intéressant des processus de transformation de la configuration politique française. Ce n'est donc que par commodité que nous désignerons par « la droite » ce qui n'est pas « de gauche » avant 1981. Nous maintiendrons ces termes entre guillemets pour rappeler aux lecteurs qu'il s'agit de notions utilisées par les acteurs et par conséquent chargées encore aujourd'hui de forts investissements partisans et émotionnels.

6. Voir Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette, 1998. Parmi les références symboliques susceptibles d'être mobilisées au service de la notion de « gauche » citons Marx, Jaurès et surtout le Front populaire.

7. La SFIO continuait à se définir comme un parti révolutionnaire, marxiste et par conséquent « de gauche ». Cependant, l'usage de ces références, intense au sein du parti et durant ses congrès, était plus modéré vis-à-vis des électeurs devant qui il était nécessaire de justifier une politique d'alliance avec le MRP et différents partis centristes. La notion de « gauche » n'était en particulier pas employée intensément à des fins électorales puisque le mode de scrutin proportionnel conduisait chaque groupe à défendre sa propre marque électorale et que le terme de « gauche » était revendiqué par plusieurs d'entre eux.

8. Voir Brigitte Gaïti, *De Gaulle, prophète de la Vème République (1946-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

Tableau 1 : La proximité partisane déclarée des 21-29 ans en 1958, 1968 et 1978[9]

	sans réponse		total gauche		total droite	
	ensemble	21-29 ans	ens.	21-29 ans	ens.	21-29 ans
1958	50 %	64 %	26 %	22 %	24 %	15 %
1968	20 %	17 %	28 %	37 %	52 %	46 %
1978	16 %	14 %	44 %	56 %	37 %	24 %

C'est le travail politique de délimitation et de regroupement des frontières partisanes mené en particulier par les acteurs de l'opposition qui va progressivement conduire à l'expression de la concurrence entre la majorité et l'opposition sous les catégories de « droite » et de « gauche »[10]. La SFIO et le personnel politique « progressiste » issus des anciens partis de gouvernement, une fois placés durablement dans l'opposition, vont être amenés à procéder à un redécoupage des antagonismes politiques, en raison de l'entrée au gouvernement de leurs anciens partenaires « centristes » et du changement du mode de scrutin : l'introduction d'un deuxième tour contribue à favoriser les désistements et les regroupements politiques. Cette redéfinition des alliances électorales est opérée en utilisant les ressources symboliques qui peuvent permettre de rassembler les oppositions aux « gaullistes ». « La gauche », ensemble de repères et de références déjà établis, de mythes, d'organisations et de militants mobilisables constitue une voie symbolique déjà frayée et pour laquelle les investissements de formes et le travail de diffusion et d'inculcation des représentations politiques appropriées sont largement avancés[11]. Pourtant, les réserves que

9. Selon Annick Percheron, « Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral », in Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, p. 228-262, (tableau de la page 257. 1958 données de Converse-Dupeux d'après Cameron (1972) septembre 1958 (enquête IFOP portant sur 1121 personnes). 1968 : données Inglehart d'après Cameron (1972) juillet 1968. 1978 : données enquête CEVIPOF conduite par la SOFRES. La diminution des « sans réponse » entre 1958 et 1978 peut provenir d'une familiarisation croissante des personnes interrogées à l'égard de la technologie du sondage. Cependant il est probable que cet effet ne joue que marginalement. La plus grande partie de la diminution des « sans réponse » provient sans doute de l'accroissement de la signification sociale des clivages partisans au fur et à mesure que la logique des affrontements bipolaires s'impose aux agents et contribue à produire les schèmes de perception et d'intelligence que nécessitait le nouveau jeu politique. Les jeunes, venus à la politique après 1950, semblaient à l'issue de la IVème République les moins susceptibles de déclarer une proximité partisane. Au contraire ceux qui n'ont connu que le jeu politique de l'après-1958, et *a fortiori* celui de l'après-68 vont être beaucoup plus sensibles à des catégories de « droite » et de « gauche » dont les affrontements partisans de la Vème République ont réactivé la pertinence.

10. Les notions même de majorité et d'opposition sont indissociablement liées à un régime électif majoritaire puisque leur usage est beaucoup moins pertinent lorsque, avec un mode de scrutin proportionnel, les gouvernements sont à la fois extrêmement changeants mais cependant toujours constitués des mêmes partis. Entre 1946 et 1958 les deux principales formations exclues du gouvernement (le Parti communiste et les gaullistes) ne peuvent envisager de gouverner ensemble, ce qui laisse le champ libre aux coalitions centristes.

11. Sur les investissements de formes voir Laurent Thévenot, « les investissement de formes », in *Conventions économiques*, Cahiers du CEE, 29, Paris, CEE-PUF, p. 21-71.

suscitaient alors l'alliance avec le Parti communiste ne facilitaient pas l'organisation de l'opposition autour de la notion de « gauche ». L'utilité des « voix communistes »[12] à toute coalition électorale susceptible de gagner contre les candidats gaullistes va cependant conduire une série d'entrepreneurs politiques – dont le principal sera François Mitterrand – à tenter de réunir les oppositions au gouvernement sous la catégorie symbolique de « gauche » permettant, face à l'alliance des gaullistes et des anciens centristes de rassembler l'ensemble des opposants au gaullisme et en particulier les deux principales organisations oppositionnelles, le PC et la SFIO. L'échec des entrepreneurs qui tentent alors de concilier l'opposition au gaullisme et l'anticommunisme de la IVème République – notamment Gaston Defferre et une partie de la SFIO, Alain Poher ou encore Jean-Jacques Servan-Schreiber – va au contraire favoriser le rapprochement des militants et du personnel dirigeant de tous les groupes politiques susceptibles d'appartenir à « la gauche »[13]. Ainsi on verra de façon croissante des acteurs politiques se réclamer de « la gauche » à mesure que s'étendra le travail de réactivation, de constitution et de solidification des oppositions politiques suivant le binôme « droite-gauche »[14]. À l'issue de ce processus, tout autre découpage éventuel des antagonismes politiques sera devenu inconcevable et l'opposition tendra à se confondre avec « la gauche ». La réussite de la reconstruction symbolique de « la gauche » rend possible la signature du Programme commun, manifestation programmatique du travail de rapprochement des énoncés politiques et des stratégies électorales opéré par tous les groupes de l'opposition à partir de l'établissement de la Vème République.

Les « événements » de Mai 68 et la forme idéologique qu'ils prendront seront en partie le produit du processus de rassemblement de toutes les oppositions au gouvernement

12. *À* la fois bien fondées et partiellement erronées, les notions de « voix communistes » ou de « voix gaullistes », constructions spontanées des acteurs et des observateurs politiques, toujours portés à surestimer la cohérence des choix électoraux et à concevoir ceux-ci sur le modèle du militantisme, ont cependant des effets sur les modes de pensée politiques et sur les calculs des acteurs. L'attribution à la marque politique sur laquelle s'est porté le choix des électeurs au premier tour, d'un pouvoir de contrôle sur le vote de ceux-ci au second tour constitue une des croyances fondamentales du jeu électif. Nous verrons que la notion de « gauche » en tant que construction symbolique, permet, en créant une solidarité naturelle de « camp » politique, de contraindre en partie le désistement des électeurs, y compris contre les directives des formations partisanes.

13. L'anticommunisme d'une partie des maires et des notables de la SFIO qui se déclaraient « de gauche » lorsque le PC se trouvait exclu des alliances gouvernementales, va, lorsque s'imposera progressivement la nouvelle définition de « la gauche », placer ces acteurs en porte-à-faux vis-à-vis des dirigeants nationaux de leur marque électorale. Souvent, leur position électorale locale se révélant plus dépendante de leur notoriété personnelle que de leur étiquette politique, ils trouveront un parti d'accueil parmi les formations centristes ultérieurement réunies au sein de l'UDF.

14. Il serait possible de faire de l'usage que les politologues ont pu faire des catégories de « droite » et de « gauche » dans l'explication des processus politiques, en particulier durant la IVème République et le tout début de la Vème, c'est-à-dire dans la façon dont des observateurs et des analystes tenus à la neutralité politique ont pu en œuvre les notions de « droite » et de gauche » comme catégories d'interprétation, un indicateur de la pertinence et de l'importance politique de ces catégories. L'enquête classique de Guy Michelat et de Michel Simon (*Classes, Religions et comportement politique*, Paris, Editions sociales et Presses de la FNSP, 1977) est réalisée durant une période (1966) où les oppositions politiques selon les catégories « droite-

« gaullisto-centriste » sous l'unique catégorie politique de « gauche » favorisé conjointement par le nouveau mode de scrutin, par le travail politique des porte-parole des formations « de gauche » et par l'effet de radicalisation que produit cette bipolarisation sur les processus de socialisation politique, en particulier chez les jeunes qui, à partir de 1958, auront de moins en moins bien connu les clivages partisans propres à la IVème République (voir tableau 1). L'image positive dont a été finalement doté mai 68[15] et son effet d'exemplarité vont en outre favoriser pendant plusieurs années l'ancrage « à gauche » d'une partie de la jeunesse (voir tableau 2 et 3) en particulier au sein de catégories sociales qui auraient sans cela plus difficilement produit des étudiants se reconnaissant dans les groupes d'extrême gauche[16].

gauche » sont en train de se constituer et de s'affirmer. On peut penser qu'au milieu des années cinquante, la polarisation des électeurs selon ces catégories était plus réduite.

15. La défaite électorale de la gauche lors des élections législatives de 1968 montre que l'image « positive » des événements de mai n'est alors pas constituée. Ce n'est que par un travail d'analyse, de reconstruction, de célébration et de commémoration que des acteurs qu'on pourrait appeler des « entrepreneurs de sens » vont progressivement transformer l'image publique des événements, notamment en soulignant les aspects estudiantins et festifs de la révolte. Voir Bernard Lacroix, « La commémoration de Mai 68 », *Scalpel*, n° 4, septembre 1998, p. 5-45.

16. On peut ainsi faire l'hypothèse que l'exemplarité du mouvement de mai et la valorisation des postures militantes qu'il entraîne va favoriser l'entrée en militantisme d'étudiants issus de milieux sociaux soit économiquement aisés – compensant par le militantisme le stigmate que la nouvelle conjoncture idéologique leur assigne – soit économiquement et culturellement défavorisés, qui accèdent au militantisme parce que celui-ci, « à la mode », se « démocratise » en même temps que l'enseignement supérieur.

Tableau 2 : L'autopositionnement sur l'axe droite-gauche en 1966 et 1978 et par classe d'âge (en pourcentage)[17]

	1966						1978					
âge	0	1+2	3	4	5	6+7	0	1+2	3	4	5	6+7
18-20							5	29	33	10	18	4
21-24	26	24	10	19	5	16	5	29	30	15	17	4
25-29	23	20	13	23	7	14	3	24	29	23	17	5
30-34	24	20	10	22	10	14	3	21	25	24	23	5
35-39	22	24	14	23	4	13	4	18	27	26	18	6
40-44	24	25	7	22	11	10	5	14	25	23	22	10
45-49	14	30	7	33	6	10	4	14	26	28	22	6
50-54	17	25	5	30	11	12	4	13	26	29	21	7
55-59	21	27	7	27	7	10	4	15	26	30	19	7
60-64	26	27	11	18	8	9	2	10	26	36	17	9
65-69	21	26	13	22	7	12	4	14	20	32	24	6
70-74	23	25	6	24	9	12	4	10	16	34	26	10
75 et +	19	19	8	27	4	23	7	4	16	33	29	12
	22	24	9	26	8	13	4	17	25	26	21	7

source Annick Percheron, Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral, in Daniel Gaxie, *Explication du vote*, *op. cit*., p. 258.

Placées dans l'opposition durant plus de vingt ans, les formations « de gauche » vont, à partir des thématiques qui sont historiquement associées au mouvement ouvrier, définir une offre politique oppositionnelle – notamment par la candidature de François Mitterrand à la présidence en 1965 et la signature du Programme commun en 1972 – qui va participer à l'établissement et la confirmation des représentations politiques des électeurs. La constitution du Programme commun et la cohésion de l'Union de la gauche ont alors pour contraintes non pas des nécessités de justification d'un bilan gouvernemental ou des exigences de conformité avec les politiques économiques éprouvées mais plutôt celles de la concurrence interne à la gauche entre le PC et le PS au cours de laquelle la perspective de la mise en œuvre des programmes demeure relativement lointaine[18]. Les représentations politiques très clivées qui s'imposent et se renforcent durant les années soixante et soixante-

17. Les enquêtes sont celles de l'IFOP pour Guy Michelat en 1966 portant sur un échantillon de 1780 personnes représentatives de la population française sélectionnées selon la méthode des quotas et celle menée par le CEVIPOF en 1978. Le nombre des personnes interrogées qui acceptent de se situer sur un axe gauche-droite est en forte augmentation entre 1966 et 1978. Nous nous garderons de voir dans la réponse à ces enquêtes l'expression directe des opinions politiques « réelles » des agents mais plutôt un indicateur de leur degré différentiel de perception des oppositions politiques selon les catégories de « droite » et de « gauche » : de 1958 à 1978, la vie politique est en France de façon croissante comprise et organisée selon un clivage entre deux camps partisans, « la gauche » et « la majorité ».

18. Au moment de la signature du Programme commun en 1972, les partis de l'opposition viennent d'essuyer une série de revers lors des élections législatives de 1968 et des élections présidentielles de 1969 au cours desquelles aucun candidat « de gauche » n'a pu se maintenir au second tour. Ce n'est que pour les élections présidentielles prévues pour 1976 que l'accession de « la gauche » au pouvoir était alors envisageable.

dix sont donc le résultat incorporé du processus de recomposition des offres politiques et des entreprises électorales de l'opposition à partir de 1958 et de la solidification des clivages produits par Mai 1968. L'offre politique de « gauche » à partir de 1972, organisée autour du Programme commun, est élaborée d'une part dans un contexte de « radicalisation » des options politiques des partis de l'opposition non communiste consécutif aux grèves de 1968 et d'autre part dans une configuration électorale fondée sur la logique majoritaire de second tour dans laquelle une certaine proximité des offres politiques est nécessaire pour faciliter les reports de voix sur le candidat « de gauche » le mieux placé. À partir de 1977 et de la rupture des négociations de réactualisation du Programme commun, chacune des principales formations de l'opposition réorganise son offre politique en référence à l'accord de 1972, à la fidélité duquel les énoncés politiques des organisations « de gauche » sont jugés. La logique de la « concurrence unitaire » entre le PS et le PC, où chaque parti rejette sur son partenaire la responsabilité de la rupture mais cherche à apparaître comme le plus authentiquement au service des intérêts des catégories populaires, concourt à maintenir au sein de la gauche des offres politiques comparables et d'apparence très « radicale ».

Tableau 3 : L'autopositionnement sur l'axe droite-gauche en 1966 et 1978 et par classe d'âge (en pourcentage ; simplification du tableau précédent).

	1966			1978		
âge	1+2+3	5+6+7	4+0	1+2+3	5+6+7	4+0
18-20				62	22	15
21-24	34	21	45	59	21	20
25-29	33	21	46	53	22	26
30-34	30	24	46	46	28	27
35-39	38	17	45	47	24	30
40-44	32	21	46	39	32	28
45-49	37	16	47	40	28	32
50-54	30	23	47	39	28	33
55-59	34	17	48	41	26	34
60-64	38	17	44	36	26	38
65-69	39	19	43	34	30	36
70-74	31	21	47	26	36	38
75 et +	27	27	46	20	41	30
	33	21		42	28	

Même durant la décennie soixante-dix, l'intérêt pour la politique reste diversement distribué. À côté d'agents fortement concernés par la politique, parfois militants, beaucoup ne s'intéressent que modérément au jeu partisan[19]. Les agents disposant d'un capital culturel élevé sont évidemment les plus susceptibles de se trouver engagés dans les clivages « droite-gauche »[20]. D'une façon générale, ceux qui ont le plus de diplômes ont la meilleure connaissance du jeu politique mais également le plus de chance d'avoir des préférences partisanes et d'être engagés en politique. Cependant, l'intérêt pour la politique ou l'engagement dans des organisations associées aux luttes politiques sont alors plus répandus. On peut faire du taux d'adhésion à l'un des partis politiques liés au mouvement ouvrier ou à une organisation syndicale un indicateur de la diffusion de la culture politique antagonique et de la croyance dans les enjeux des luttes partisanes. Ainsi le taux de syndicalisation des salariés qui était tombé à moins de 20 % en 1958 remonte ensuite pour culminer à environ 27 % en 1968. Il demeure à peu près stable jusqu'en 1977 puis fléchit jusqu'à 22 % en 1981[21]. Les effectifs de l'ensemble des partis politiques augmentent durant toute la décennie soixante-dix : les effectifs estimés des partis politiques en France doublant

19. Voir Daniel Gaxie, *Le Cens caché*, Paris, Le Seuil, 1977.
20. Voir *Ibid*., « classe sociale et compétence politique », p. 105-122
21. Voir Dominique Labbé et Jean-Charles Basson, Syndicalisation et désyndicalisation en France depuis 1945, CERAT, séminaire du GERM, 1998 et Guy Groux et René Mouriaux, « Syndicalisme sans syndiqués : dimensions et dilemmes », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique, Déclin ou mutation ?*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 67-86.

en vingt ans, passant de 430.000 adhérents en 1959 à 500.000 en 1963, 680.000 en 1974 et 875.000 en 1982[22]. Il faudrait disposer d'indicateurs comparés plus précis de l'évolution de l'intensité du militantisme entre 1960 et 1985. Il semble cependant que, durant les années soixante-dix, le militantisme soit plus répandu et plus valorisé qu'il ne le deviendra ultérieurement, mais que soient également plus fortes l'intensité des croyances politiques et celle de l'engagement. Nous avons vu au premier chapitre que cette hypothèse était vérifiée dans le cas du militantisme étudiant de l'après-68. De 1968 à 1981, l'intérêt des jeunes pour la politique se situe à un niveau historiquement élevé (voir tableau 4). Tout laisse penser qu'il existe alors une population importante d'acteurs engagés dans les luttes politiques et pour lesquels les oppositions entre « la gauche » et « la droite » sont pertinentes pour exprimer l'ensemble des conflits sociaux susceptibles de survenir.

Tableau 4 : Réponses à la question : « vous intéressez-vous beaucoup à la politique ? »[23]

	16-17 ans	18-20 ans	21-23 ans	24-29 ans	30-34 ans
Beaucoup	13 %	21 %	27 %	24 %	23 %
Un peu	44 %	36 %	43 %	44 %	45 %
Très peu	27 %	28 %	22 %	23 %	17 %
Pas du tout	15 %	16 %	8 %	9 %	15 %
Sans opinion	1 %	-	-	-	-
N=	52	109	83	116	110

enquête réalisée à Boulogne en novembre 1972.

Cherchant à mesurer l'évolution des représentations politiques autour de l'année 1981, il nous est nécessaire de trouver des indicateurs de ces évolutions. Il apparaît ainsi logique d'étudier l'évolution des rapports de force entre « droite » et « gauche » à travers les sondages réguliers qui posent aux personnes interrogées la question de leur « autopositionnement » politique. Cependant, la tentative de mesurer les identités politiques ou le sentiment d'appartenance à une « famille » ou à un « camp » partisan au moyen de

22. Voir Colette Ysmal, « Transformations du militantisme et déclin des partis », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 47. « Le passage de la SFIO au PS (1969), la prise de pouvoir de François Mitterrand en 1971, les conquêtes électorales de 1973 et de 1974 puis, plus modestement, l'arrivée au pourvoir en 1981 attirent au « parti d'Epinay » nombre de nouveaux militants », *ibid*. p. 51.

23. Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op*. *cit*., p. 32 (enquête réalisée à Boulogne en novembre 1972). Il est probable que la situation d'enquête tend à surestimer l'intérêt des jeunes pour la politique. Cependant, le fait qu'une partie des enquêtés les moins concernés préfèrent répondre qu'ils éprouvent de l'intérêt pour la politique constitue un indicateur de ce qui pouvait alors être perçu comme la « bonne réponse », c'est-à-dire la réponse la plus socialement valorisée. Quelques années plus tard, il deviendra plus facile d'avouer un désintérêt pour la politique. On remarquera que le pourcentage des réponses « très peu » et « peu » qui est de 43 et de 44 % entre 16 et 20 ans s'abaisse à environ 30 % entre 21 et 34 ans. On peut faire l'hypothèse que l'intérêt pour la politique s'accroît lorsque les acteurs entrent à l'université ou dans le monde du travail, c'est-à-dire lorsqu'au contact de condisciples ou de collègues « politisés », voire de militants

sondages se heurte à de nombreuses difficultés méthodologiques. L'interviewer n'impose-t-il pas une problématique et un certain vocabulaire à l'interviewé ? Les catégories proposées, « la droite » et « la gauche » ont-elles une quelconque signification pour l'interviewé et n'est-il pas tenté de répondre seulement pour ne pas devoir avouer son ignorance ou son manque d'intérêt face aux questions de l'interviewer, ou parce que dans une relation de face à face une réponse même aléatoire est moins coûteuse qu'un refus de réponse ?

En outre, nous ne savons pas à quoi le sentiment subjectif d'appartenance correspond, c'est-à-dire si les réponses fournies sont sincères ou si « l'auto-positionnement » n'est pas un pur et simple artefact construit dans la relation sociale de questionnement par des motivations aussi diverses que la référence aux termes valorisés par l'entourage ou le désir de ne pas apparaître ridicule ou fautif aux yeux de l'enquêteur. La sous-estimation dans les réponses aux sondages des votes stigmatisés (comme par exemple le vote en faveur du Front national) est la conséquence du biais induit par le coût social variable des réponses faite à l'enquêteur au cours de ce qui est, non pas une parenthèse consacrée à la pure recherche dans le cours de la vie quotidienne, mais une interaction ordinaire durant laquelle les acteurs cherchent à faire bonne figure[24]. Dans le cas des enquêtes électorales, les instituts de sondages peuvent étalonner l'écart entre les réponses faites par les sondés et les comportements réels des électeurs de façon à pouvoir établir un « coefficient de redressement » permettant à partir des résultats sous-évalués d'enquêtes futures de calculer les intentions de vote probables de l'ensemble de l'électorat. Cependant, cette possibilité d'étalonnage entre des réponses à un questionnaire et des pratiques réelles et précisément mesurables – les votes – ne concerne qu'un nombre limité de sujets et il est difficile d'estimer avec certitude la part de hasard, d'ignorance, de bluff et la part de mensonge déployées par chaque sondé lors de questionnaires non directement électoraux.

Enfin, quand bien même l'instrument de mesure serait plus fiable, il n'est pas sûr que nous saurions exactement ce que nous aurions mesuré. En effet, nous ne savons pas avec certitude ce que recueillent les enquêtes par questionnaires lorsque l'on demande aux interviewés de se placer sur une « échelle droite-gauche »[25]. L'interprétation des chiffres

---

syndicaux, la politique cesse d'être une abstraction pour devenir le support de pratiques où le nouvel entrant est susceptible d'avoir à tenir un rôle.

24. Dans l'enquête que la SOFRES a réalisé en 1988 pour le compte du CEVIPOF, 39 % des personnes interrogées déclarent avoir voté pour François Mitterrand lors du premier tour des élections présidentielles de mai alors que celui-ci n'a recueilli que 34,1 % des suffrages exprimés (respectivement 59, 7 % et 54 % lors du second tour) tandis que Jean-Marie Le Pen ne recueillait que 11 % des votes déclarés dans le sondage contre 14,3 % des suffrages exprimés au premier tour. Voir Vincent Drouin, *Enquêtes sur les générations et la politiques 1958-1995*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 347.

25. Cette échelle comporte généralement 7 positions, trois identifiées à « la gauche », trois à « la droite » et une position « centrale » qui semble souvent servir de refuge à ceux qui ne veulent pas apparaître se rattacher à l'une des deux tendances. Le fait qu'il y ait une position centrale qui permette de ne se situer dans aucune des deux moitiés, comme la représentation linéaire d'un axe droite-gauche, comme l'absence fréquente de porte de sortie pour la personne interrogée à qui on ne propose aucun refus de se positionner préconstitué, posent des problèmes méthodologiques très nombreux. Il est évident que cette image linéaire de

obtenus est rendu malaisée par le caractère très subjectif et fluctuant de cet autoclassement : il est probable que les personnes interrogées n'ont pas la même idée des concepts de « droite » et de « gauche » (et peut-être bien n'en ont aucune idée) mais aussi que même les sondés disposant d'une forte connaissance de la politique n'ont pas, en 1967, en 1978 ou en 1985, la même conception des notions sur lesquelles on les interroge, le contenu des idées, des attitudes et presque des modes de vie associés à ces dénominations ayant substantiellement évolué entre 1965 et 1985. Tout se passe donc comme si le mètre-étalon utilisé pour mesurer l'évolution des opinions politiques était de longueur variable et changeait de taille justement en fonction des transformations qu'il était censé permettre de mesurer.

Il semble donc que les sondages ne permettent pas de déterminer ce que leurs promoteurs souhaiteraient les voir mesurer, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient sans signification ni enseignement possibles. Nous chercherons à utiliser les chiffres issus des sondages sur « l'autopositionnement » partisan des personnes interrogées, ou les chiffres des votes, non comme une donnée, permettant de décrire la réalité des préférences idéologiques des Français – comme le font les commentateurs de sondages payés par les instituts et qui doivent imposer l'idée, indispensable à la pérennisation du commerce de la connaissance de l'opinion, que les chiffres donnés par les sondages décrivent la réalité des opinions de l'ensemble de la population[26] – mais au contraire comme un indice, insignifiant à lui seul et en valeur absolue, mais dont les variations nous fournirons des renseignements indirects sur l'évolution des représentations politiques que nous cherchons à décrire.

L'implication dans le jeu politique, l'intensité des croyances dans l'importance des antagonismes politiques sont alors fréquentes parmi les élites politiques, journalistiques et intellectuelles. Les producteurs culturels, ceux qui sont en position d'écrire ou de parler à propos et autour de la politique ont toutes les chances d'appartenir à l'un des camps politiques. Les logiques d'enrôlement politiques des journalistes et l'affrontement entre « droite » et « gauche » au sein du champ intellectuel que nous avons décrit dans les chapitres précédents montrent que l'emprise des logiques partisanes s'imposait à l'ensemble des productions symboliques avant 1981. Nous avons vu précédemment que la forte différenciation partisane des offres journalistiques et l'engagement de la plupart des producteurs culturels de la presse et du champ intellectuel dans les logiques d'opposition

« l'axe » droite-gauche provient d'une représentation commune, usuelle et bien fondée de la politique, qui recoupe les schèmes de perception légitimes de la politique, ceux qui, constitués durant plus d'un siècle de tradition politique parlementaire, sont partagés par les observateurs professionnels de la politique et les professionnels de la politique. Cependant le degré de diffusion de cette conception est incertain.

26. Voir Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion*, Paris, Le Seuil, 1998 et Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, *op. cit*.

entre les camps politiques a pour conséquence que la majeure partie de l'information concernant la politique ou la société est mise en forme selon une logique partisane. Cette omniprésence des oppositions entre les camps partisans à différents niveaux de la société donnait aux rivalités politiques une réalité et une objectivité qui contribuaient à faire rentrer ces oppositions politiques dans la vie quotidienne d'un nombre croissant d'électeurs. Les représentations politiques antagonistes des producteurs culturels et des agents les plus « politisés », socialement dominantes, tendent à s'imposer et à se diffuser par le travail politique d'enrôlement des électeurs mené par les partis, mais aussi parce que les enjeux des affrontements partisans se voient dotés d'une forte crédibilité. C'est parce que l'alternative entre « la gauche » et la majorité est perçue comme un choix réel que les luttes politiques sont susceptibles d'enrôler des électeurs auparavant peu concernés par les débats partisans. L'emprise croissante que les oppositions politiques bipolaires exercent sur la perception que les agents ont des affrontements partisans et sur la socialisation à la politique des jeunes est sensible dans les modes de présentation « naturellement politique » que les observateurs journalistiques tendent à adopter pour rendre compte de ces oppositions partisanes. Tout se passe comme si les journalistes et les personnels politiques considéraient comme non problématique l'intérêt de l'ensemble des électeurs pour la politique dans les termes et les catégories mêmes que les acteurs politiques utilisent pour s'affronter, c'est-à-dire comme si l'intérêt proprement politique pour la politique était une faculté partagée par tous[27].

> De 23 % lors des législatives de 1958 et de 31 % lors de celles de 1967, le taux d'abstention s'abaisse à 18,7 % en 1973, premières élections législatives qui voient la présence de candidats de l'Union de la gauche, à 16,7 % pour les législatives de 1978 et à moins de 13 % pour les présidentielle de 1974, le taux d'abstention le plus bas de l'histoire électorale française ; après 1988 ce taux est toujours supérieur à 30 % lors des législatives de 1988, 1993 et 1997. L'accroissement du taux de participation durant les années soixante-dix lors des principales élections peut être expliqué par une abstention minimum chez les personnes les plus sensibilisées aux enjeux partisans mais aussi par la participation des électeurs qui accordaient auparavant moins d'attention à la politique. Cette augmentation du taux de participation constitue un indicateur de l'efficacité du travail politique des entreprises

27. Les ouvrages de sociologues ou de politistes, publiés durant les années soixante-dix, destinés à montrer que tous les électeurs ou toutes les personnes interrogées lors de sondages n'étaient pas également intéressés par la politique, peuvent être considérés comme une réaction contre la certitude, qui était alors celle des observateurs journalistes de la politique, que chacun pouvait avoir un avis sur l'ensemble des débats agitant les milieux partisans. Durant les années quatre-vingt la perception d'un « déclin des idéologies » et d'une « crise de la représentation politique », identifiés par les journalistiques, ont mis en cause la certitude de la généralité de l'intérêt de tous les électeurs pour les débats partisans. Si le sociocentrisme, qui suppose que les personnes interrogées sont également en mesure de répondre aux questions que se posent les catégories sociales et les institutions susceptibles de payer les sondages, apparaît propre à la technologie de l'enquête d'opinion elle-même, on peut faire l'hypothèse que les périodes au cours desquelles le nombre des militants politiques et syndicaux est le plus important tendent à renforcer les certitudes des utilisateurs et des opérateurs de sondages. Puisque de tels ouvrages auraient difficilement pu être écrits durant la IVème République ou pendant les septennats de François Mitterrand (on se demande alors plutôt comment remédier à la « dépolitisation » ou à la « crise de la représentation »), on peut y voir paradoxalement un indicateur de l'augmentation générale de l'intérêt pour le jeu politique durant les décennies soixante et soixante-dix.

> partisanes qui parviennent alors de façon croissante à persuader les électeurs potentiels de la réalité des enjeux des luttes politiques. Ce travail politique provoque l'augmentation, durant les mois de la campagne, des chances pour que le commerce social ordinaire suscite des échanges d'ordre politique (même sommaires) dans le cours de la vie quotidienne, contribuant à faire exister sur un mode pratique des « choix » politiques que les personnes les moins compétentes politiquement n'ont ordinairement que rarement l'occasion de rencontrer. En ce sens, le scrutin majoritaire qui conduit à l'opposition directe de deux candidats au second tour des présidentielles ou des élections législatives, c'est-à-dire à l'affrontement de deux logiques et de deux figures, sur le mode du combat sportif, facilite sans doute – par rapport au scrutin proportionnel plus abstrait – une maîtrise pratique élémentaire des catégories politiques et des propositions de chaque adversaire, y compris parmi les agents les moins familiers de ces catégories.

On peut d'ailleurs faire l'hypothèse que la longue période sans alternance favorise l'identification des acteurs et des oppositions politiques au sein d'un système de repérage aussi simple que celui du binôme droite-gauche, même par ceux qui font le moins preuve d'intérêt pour la politique. Il est en effet vraisemblable que la maîtrise pratique des schèmes de classification proprement politique « de droite » et « de gauche » s'accroît lorsque l'occupation des positions institutionnelles sur une longue période par les mêmes factions conduit à une identification plus claire des oppositions politiques et des positions institutionnelles détenues par les acteurs politiques même chez les agents maîtrisant le moins bien les schèmes d'opposition politique[28]. Entre 1958 et 1981, l'identification de l'opposition à « la gauche » et de la majorité et du gouvernement à « la droite » prend progressivement une signification pour des personnes qui n'étaient pas intéressées par la politique et qui s'estimaient incompétentes mais que la diffusion informelle de savoirs politiques et l'accroissement du nombre des discussions sur un sujet politique dans les pratiques quotidiennes finissaient par doter de connaissances et de repères élémentaires. Entre 1971 et 1981, la stabilité des plates-formes électorales et des leaders politiques (Valéry Giscard d'Estaing, Georges Marchais, François Mitterrand et Jacques Chirac), rend plus facile, pour les personnes les moins intéressées par les jeux électoraux, l'identification pratique élémentaire des rivalités et des oppositions politiques. L'association de la gauche au « changement » social voire à une transformation radicale de la société est sans doute assez bien établie en 1981 après six ans d'Union de la gauche et près de dix ans de construction du nouveau Parti socialiste et de campagne électorale permanente. Au contraire, au cours d'une période de rotation plus rapide des titulaires des positions institutionnelles – comme ce sera le cas entre 1981 et 1993, quand auront lieu quatre « alternances » – dont les électeurs les moins intéressés par les affrontements partisans peuvent d'autant plus difficilement saisir la dissemblance des politiques que le

28. Voir Daniel Gaxie, *Le cens caché*, *op. cit.*, chapitre Compétence politique et politisation p. 63-95. Le vote et l'autopositionnement sur l'échelle droite-gauche requièrent pour leur accomplissement pratique d'autant moins de connaissances proprement politiques que ces « choix » sont plus directement réductibles à un verdict

« changement » promis en 1981 s'est révélé peu visible, il est probable que l'identification d'un des camps politiques à « l'opposition » se fera moins facilement, qu'on distinguera plutôt la catégorie des « hommes politiques », dont les différentes factions sont alors alternativement au gouvernement[29] et que la barrière entre « eux » et « nous » passera non pas entre « la gauche » et « la droite » mais entre les « hommes politiques » et les « citoyens ordinaires »[30].

L'augmentation de la fréquence de l'emploi par les journalistes du terme de « classe politique » pour désigner l'ensemble des acteurs partisans est postérieure à l'alternance de 1981. Avant 1981, les représentations politiques et le langage ordinaire des journalistes et des observateurs professionnels distinguaient nettement le personel politique « de droite » au pouvoir depuis de nombreuses années et leurs challengers « de gauche », qui n'avaient souvent aucune expérience du gouvernement. L'association croissante sous la plume des journalistes de l'ensemble des personnels partisans sous une catégorie commune est conditionnée par le passage symbolique progressif du personnel politique socialiste du côté de « ceux qui gouvernent » et par la dédifférentiation des discours politiques. Cette transformation tend à favoriser l'expression d'une défiance à l'encontre des hommes politiques en général.

Tableau 5 : L'évolution du vote de gauche selon l'âge entre 1967 et 1978 (en pourcentage)[31]

	1967	1978	
18-24 ans	42	69	+27
25-34 ans	44	61	+17
35-49 ans	40	52	+12
50-64 ans	39	47	+8
65 ans et plus	31	33	+2

favorable ou défavorable envers « ceux qui gouvernent » et que la distinction entre ceux-ci et « ceux qui critiquent » est plus durable et plus tranchée.

29. Pour une analyse des processus liés à ce que les journalistes perçoivent comme la « crise de la représentation » voir Bernard Lacroix, « La crise de la démocratie représentative en France. Eléments pour une discussion sociologique du problème », *Scalpel*, 1994, vol. 1, p. 6-29.

30. Voir Richard Hoggart, *La culture du pauvre. Etudes sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit 1970 (ed. ang. 1957), p. 334. Le long séjour des hommes politiques de gauche dans l'opposition rend sans doute plus difficile la disqualification populaire de l'ensemble des politiciens décrite par Hoggart qui écrit qu'ils sont souvent assimilés à des « " escrocs ou des voleurs " » ou à « " des gens qui se remplissent les poches " » (*ibid*.). Jusqu'en 1981, les partis d'opposition cherchaient au contraire – en utilisant une thématique traditionnelle des partis ouvriers – à associer symboliquement les personnels politiques au gouvernement et les agents socialement dominants et à associer leur propre image publique aux classes dominées. Pour une illustration de l'utilisation du thème des « gros » et des « riches » dans le discours politique des porte-parole des partis socialiste et communiste, voir Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros*, Paris, Grasset 1979, Col. Pluriel, notamment p. 97-134 et p. 183-217. Curieusement, l'auteur semble considérer comme *a priori* illégitime ce travail politique de mobilisation des électeurs fondé sur l'opposition entre les « petits » et les « gros ».

31. L'évolution du vote de gauche selon l'âge entre 1967 et 1986, tableau issu de Nonna Mayer, « Pas de chrysanthèmes pour les variable sociologiques », in Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, Puf, 1986, p. 158.

Jusqu'en 1978 au moins, le nombre des électeurs qui, lors des enquêtes d'opinion déclarent voter pour les candidats « de gauche », ou appartenir à « la gauche » est en constante augmentation. Alors qu'en 1967 dans l'enquête réalisée pour Guy Michelat et Michel Simon, environ 40 % des personnes interrogées se déclaraient « de gauche » et représentaient une petite moitié de l'électorat, en 1978, près de 60 % des personnes interrogées de moins de quarante ans déclarent être « de gauche » (voir tableaux 5 et 6). En dix ans la gauche progresse dans chacune des classes d'âges. Ainsi la génération des 21-29 ans qui, en 1967, apparaissait « de gauche » à 44 % se déclare dix ans plus tard « de gauche » à 57 %, la génération des 30-39 ans passe de 43 % à 48 %, celle des 40-49 ans de 40 à 48 %. Il ne s'agit pas ici de déterminer selon une démarche positiviste quelle est la proportion exacte des individus « de gauche ». En effet, ces données issues de sondages ne permettent pas de mesurer ce que recouvrent exactement ces déclarations d'appartenance – lors des élections les votes réels sont d'ailleurs inférieurs aux chiffres recueillis lors des enquêtes[32] – ni quelle est l'intensité des sentiments déclarés, et encore moins le contenu des représentations politiques que recouvrent ces catégories d'appartenance autodéclarées[33]. Nous nous contenterons d'y voir de simples indicateurs de la tendance entre 1968 et 1981 à la progression de l'identification à « la gauche ». Le fait que ces déclarations d'appartenance soient probablement surévaluées, c'est-à-dire que face à l'enquêteur, les personnes interrogées – en particulier si elles sont jeunes et dotés d'une faible culture politique – préfèrent souvent déclarer une appartenance à « la gauche » plutôt qu'à « la droite » ou plutôt que rien, doit être considéré comme un indicateur supplémentaire de l'attrait exercé par les positions « de gauche » et des rétributions sociales que procure alors l'adoption de postures « progressistes » en particulier chez les agents les plus jeunes[34]. Si entre 1968 et 1981, certaines des personnes interrogées qui n'ont pas une grande connaissance des distinctions politiques préfèrent se déclarer « de gauche » c'est un indice du prestige que revêt ce terme même pour les agents les plus profanes : s'ils ne maîtrisent pas le contenu proprement politique des oppositions partisanes, ils en maîtrisent

32. Voir par exemple Guy Michelat et Michel Simon p. 472.

33. Nous ne reviendrons pas ici sur une critique des sondages désormais largement classique bien que semble-t-il sans effet ni sur les pratiques des instituts de sondage ni sur les croyances ordinaires en leur rigueur scientifique, voir en particulier Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n° 318, janvier 1973, p. 1292-1309, (repris in *Question de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p. 222-235) et « Remarques à propos de la valeur scientifique et des effets politiques des enquêtes d'opinion », Pouvoir, 33, avril 1985 p. 131-139 (repris in *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p. 217-224), Bernard Lacroix, « *À* quoi servent les sondages ? », *Revue de science administrative de la Méditerranée occidentale*, n° 22-23, deuxième trimestre 1988, p. 123-146, Daniel Gaxie, « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesures des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, mars 1990, p. 96-112 et Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, *op. cit*.

34. Voir l'enquête CEVIPOF de 1978 (*France de gauche, vote à droite*, *op*. *cit*., p. 232) pour une estimation de la déperdition entre les déclarations d'appartenance à « la gauche » et les votes réels pour celle-ci : sur 100 personnes interrogées qui se disent de gauche, 81 votent à gauche, 7 à droite et 12 s'abstiennent contre respectivement 90, 3 et 7 pour ceux qui se déclarent « de droite ».

en pratique la valeur sociale relative. On peut remarquer que, dans le tableau 6 ci-dessous la catégorie d'âge des 21-29 ans en 1967 recouvrant à peu près celle des 30-39 ans en 1978, le niveau des déclarations d'appartenance à « la gauche » tend à augmenter au sein d'une même génération, ceux qui sont devenus électeurs sous la Vème République augmentant plus leur niveau « d'autopositionnement à gauche » que ceux qui sont devenus électeurs durant la IVème République. En outre, les déclarations d'appartenance à « la gauche » augmentent considérablement pour les jeunes qui ont été socialisés à la politique après 1968.

Tableau 6 : Pourcentage de votes à gauche en fonction de l'âge et de la période en 1967 et 1978[35]

Âge	21-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-64 ans	65 ans et plus
1967	44 %	43 %	40 %	41 %	39 %	32 %
1978	68 %	57 %	48 %	48 %	45 %	34 %
glissement	-	+ 13	+5	+8	-	-

Cette valorisation sociale des positions « de gauche » est confirmée par la popularité croissante du nouveau Parti socialiste entre 1971 et 1981. Les effectifs du PS augmentent rapidement entre 1971 et 1981. Selon les chiffres avancés par le parti ils passent de 70.000 environ en 1970 à près de 200.000 en 1981[36]. S'il apparaît difficile de vérifier la valeur absolue des chiffres, les enquêtes réalisées lors du congrès socialiste de Valence en 1981

35. Tableau issu de Gérard Grumberg et Etienne Schweisguth, « Profession et vote : la poussée de la gauche, in Jacques Capdevielle et *alii*., *France de gauche, vote à droite ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1988 (1ère éd. 1981) p. 148.

36. Voir Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992, p. 361. Voir aussi Colette Ysmal, *Les partis politiques sous la Vème République*, Paris, Montchrétien, 1989, p. 165-166. Le premier chiffre 70.000 est issu d'un accord politique entre les différents participants au congrès d'Epinay – en particulier la SFIO et la CIR – pour permettre la réunification du parti. Les adhérents de la CIR ont ainsi été largement surestimés. Voir également Pierre Guidoni, *Histoire du nouveau parti socialiste*, Paris, Théma, 1973. Il s'agit ici des effectifs déclarés par le PS lui-même. On peut donc supposer qu'ils sont toujours supérieurs aux « chiffres réels » sans qu'on puisse déterminer le degré de correction que leur fait subir la direction du parti. Selon les estimations de Colette Ysmal, les chiffres « réels » seraient de 50.000 adhérents en 1971 et de 150.000 en 1981. Même en tenant compte de la surestimation du nombre d'adhérents au parti en 1970 et en 1980, il semble vraisemblable d'estimer que le nombre d'adhérents du PS a triplé entre 1971 et 1980. La tendance à l'augmentation des effectifs est nette. Il faut cependant considérer que l'appartenance à un groupe politique est souvent plus floue que les observateurs extérieurs ne l'imaginent. Entre les sympathisants qui séjournent au seuil de l'adhésion mais participent aux discussions et les anciens adhérents qui n'ont momentanément pas repris leur carte ou qui ne souhaitent pas le faire tout en restant disponibles pour participer à certaines activités festives ou électorales, la frontière entre l'intérieur et l'extérieur des partis ne se trouve pas nettement délimitée. Se poser la question en ces termes traduit d'ailleurs une conception objectiviste plutôt que sociologique de la participation à un groupe politique. Nous ne prenons pas les chiffres fournis ici comme la mesure du nombre d'adhérents du PS, mais simplement comme une indicateur approximatif des variations de celui-ci, à condition de faire l'hypothèse que les distorsions entre les chiffres officiels et le nombre de ceux qui peuvent être considérés comme militants ou proches du militantisme au PS soient à peu près constantes.

montrent cependant que 67 % des délégués ont adhéré entre 1971 et 1974[37], proportion qui confirme la forte croissance des effectifs du PS après 1971. Les enquêtes d'opinion réalisées en 1981 montrent que le PS est le parti politique qui bénéficie de la meilleure image (voir ci-dessous tableau 11). À la question « avez-vous plutôt confiance dans les partis politiques » les personnes interrogées répondent positivement à 22 % et respectivement à 18, 27 et 29 % lorsqu'on cite les partis communiste, gaulliste et giscardien, mais le Parti socialiste recueille 48 % de confiance et constitue la formation politique la plus populaire avant 1981[38]. Là encore nous ne prétendons pas que les chiffres de ce sondage constituent une photographie même approchée de ce que les personnes interrogées pensent des institutions qu'on leur demande de juger : nous y verrons seulement un indicateur différentiel des images publiques respectives des différents partis politiques. Seul nous parait significatif l'écart entre la popularité des formations politiques de la majorité (environ 30 %) et celle du PS (environ 50 %), indice de sa popularité relative et des attentes que son arrivée au pouvoir pouvait alors susciter.

L'accroissement tendanciel des déclarations d'appartenance à « la gauche » manifeste l'opposition croissante au camp politique qui gouverne depuis 1958. Il constitue également le résultat de la socialisation des nouvelles générations en opposition au gouvernement dans une configuration de bipolarisation et de fort antagonisme entre camps partisans, en particulier après mai 68 et la signature du Programme commun. L'instauration du régime présidentiel et du mode de scrutin majoritaire, jointe à l'absence d'alternance au pouvoir à partir de 1958 – situation qui contrastait avec les configurations parlementaires variées de la IVème République – ont partiellement modifié les modes d'apprentissage de la politique et accru les chances d'identification à un camp électoral, souvent selon une logique d'opposition à l'égard du personnel politique au pouvoir. Nous ne chercherons pas ici à déterminer quel était le degré de croyance dans la possibilité d'une « rupture » avec les politiques économiques suivies jusqu'alors, ni celui de la diffusion de schèmes « radicaux » de perception et d'intelligence des oppositions politiques chez les électeurs susceptibles de voter pour les candidats de l'Union de la gauche. Nous nous contenterons de constater que le discours « radical » des partis signataires de l'Union de la gauche tend à favoriser la diffusion de tels schèmes de perception et à susciter un certain nombre d'attentes, à la fois floues et contradictoires, à l'égard de ce que pourrait être « le Changement ». En 1981, 51 %

37. Colette Ysmal, *Les partis politiques sous la Vème République*, *op. cit.*, p. 166

38. Voir Pascal Perrineau, « Glissements progressifs de l'idéologie », *in* Elisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 41. Il s'agit d'un sondage SOFRES sur lequel l'auteur ne donne aucune information supplémentaire sur la constitution de l'échantillon. « Tous les sondages le montrent : le PS est régulièrement la formation la plus populaire, la seule qui suscite l'adhésion de ses supporters, mais aussi la sympathie de l'électorat de ses partenaires et même, fait unique, la bienveillance de la cliantèle de ses adversaires » ; Alain Duhamel, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980, p. 161.

des personnes interrogées peuvent déclarer qu'elles souhaitent que la nouvelle majorité « transforme en profondeur les structures économiques et sociales de la société française », contre 33 % et 16 % de sans réponse[39]. Entre 1972 et 1981, la progression du nouveau Parti socialiste et l'accroissement de la probabilité d'une alternance ont pour conséquence d'intensifier le travail de différenciation des offres politiques, d'augmenter le niveau d'antagonisme partisan et de renforcer les sentiments d'identité politique des agents les plus attentifs aux discours électoraux[40]. La signature du Programme commun qui prévoit la nationalisation de larges secteurs de l'économie et rend envisageable la participation des communistes au gouvernement entraîne une dramatisation accrue du débat public. Par-delà leurs divergences, les responsables politiques de la majorité et de l'opposition se rejoignent pour considérer que les électeurs se trouvent placés devant un « choix de société » : l'opposition affirme vouloir rompre avec un mode de gouvernement bénéficiant aux seules « classes possédantes » tandis que le gouvernement accuse « la gauche » de projeter une transformation radicale du système économique et déclare que la victoire conjointe du PS et du PC mettrait en danger les libertés publiques. La dénonciation du danger représenté par l'alliance des socialistes et des communistes et par une éventuelle « collectivisation » de l'économie a pu être menée entre 1972 et 1981 par la majorité parlementaire parce que la mise en forme partiellement « marxiste » de l'offre politique de la gauche – y compris dans les 110 Propositions – rendait vraisemblable ces accusations. L'efficacité symbolique d'un tel discours d'inquiétude dépendant directement de la crédibilité de l'écart programmatique entre les deux alliances électorales et de la croyance en la volonté des partis « de gauche » de mettre en œuvre leur projet, le fait qu'il ait constitué une ressource argumentative majeure du gouvernement de 1973 à 1981, constitue un indicateur du degré de certitude que la victoire de l'opposition se traduirait par des transformations substantielles de l'organisation économique et sociale.

La possibilité même d'une alternance démocratique est mise en doute publiquement par le personnel politique de la majorité. Ainsi, Valéry Giscard d'Estaing écrit en 1976 que « L'alternance est le propre des sociétés démocratiques avancées, dont l'organisation pluraliste n'est remise en cause par aucune des principales tendances qui les composent...

---

39. Sondage inédit cité dans Jérôme Jaffré, « France de gauche, vote à gauche », *Pouvoir*, 20, 1981, p. 22. Nous ne faisons pas d'un tel sondage une mesure précise de la proportion des électeurs en accord avec les projets de réformes « radicales » affichés par le Parti socialiste, mais seulement un indicateur partiel de la diffusion significative de la croyance en la possibilité de transformer “ en profondeur ” l'ordre social et économique comme de la volonté du Parti socialiste d'y parvenir.

40. Bien que les personnels politiques, les journalistes et les militants semblent considérer l'intérêt pour la politique et la connaissance de celle-ci comme universellement partagés on sait que les agents manifestent une attention inégale pour les péripéties ordinaires de la vie politique (voir Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Le Seuil, 1977). On peut cependant supposer que la longueur du séjour de « la gauche » dans l'opposition a, durant les années soixante-dix, favorisé l'identification des acteurs politiques et de leurs positions institutionnelles par une partie des agents les moins intéressés par la politique. La faible abstention lors des

L'état de divorce idéologique qui caractérise la société française, seule parmi les nations comparables, s'oppose, à l'heure actuelle, à ce qu'elle connaisse cette forme d'harmonie »[41]. En octobre 1977, M. Barre déclare « Les modalités de l'alternance telles qu'on peut les envisager ne me paraissent pas aller sans problème pour la France »[42]. En avril 1977, Jacques Chirac indique « Ce qu'on veut, c'est changer complètement les bases de notre société... Alors, je regrette de constater effectivement que cette alternance, dans le cadre de ce que peuvent espérer la grande majorité des Françaises et des Français, est aujourd'hui impossible. Elle ne l'est pas de notre fait. Elle l'est du fait des options marxistes... qui sont celles de l'opposition »[43]. La rhétorique d'inquiétude largement utilisée par le personnel politique de la majorité pour susciter la crainte d'une éventuelle arrivée au pouvoir des communistes alliés aux socialistes participe de la bipolarisation et de la radicalisation des luttes politiques. La dramatisation du débat public vis-à-vis du PC tend à faire considérer ce parti et ses alliés électoraux comme des ennemis potentiels de la démocratie et contribue donc à justifier des comportements politiques non conformes aux règles d'un régime électif. Selon Jean-François Kahn, « [Avant 1981], L'acte banal qu'est un changement de majorité apparaissait comme radicalement révolutionnaire. Il ne s'agissait plus de choisir entre deux politiques, mais entre une société « libre » et une société « totalitaire », entre l'ordre et le désordre, entre le droit de propriété et le collectivisme, entre la stabilité et le chaos, entre l'intérêt national et l'Anti-France, entre le bien et le mal ! »[44].

> Il faudrait analyser la façon dont le coup d'Etat du Chili en 1973 et la Révolution des Œuillets en 1974 vont être considérés et analysés en France par les militants des partis de gauche. Dans les milieux politiques et journalistiques, la chute du régime de Salazar et l'arrivée au pouvoir des socialistes portugais dont les liens avec les socialistes français sont étroits, sont considérées comme un test ou une expérience de ce que pourrait être l'installation d'un gouvernement d'union de la gauche en France (voir Jean Daniel, *L'Ere des ruptures*, p. 279-300). Au contraire, le coup d'Etat du Chili est perçu au sein de l'opposition française comme le destin possible d'un gouvernement de gauche confronté à l'opposition résolue de ses opposants politiques à le laiser se maintenir au pouvoir. Jean-Pierre Chevènement déclare lors du congrès de Nantes en 1977, « ni périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal »[45].

La violence symbolique des déclarations publiques des dirigeants des partis politiques et en particulier le niveau de dénigrement de l'adversaire peuvent être considérés comme un indicateur du degré d'intensité des antagonismes politiques et de l'état des représentations

élections de 1973 à 1981 constitue un indicateur de la plus grande efficacité, durant cette période, du travail politique de mobilisation et de concernement électoral mené par les entreprises partisanes.

41. Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie Française*, Paris, Fayard, 1976, p. 154-155, cité in Roger-Gérard Schwartzenberg, *La droite absolue*, Paris, Flammarion, 1980, p. 205.

42. *Ibid*.

43. *Ibid*.

44. Jean-François Kahn, *La guerre Civile*, *op. cit.*, p. 188-189.

45. Voir Eric Melchior, *Le PS*..., *op. cit.*, p. 152-162. Sur la perception de la révolution portugaise en France par les mouvements révolutionnaires et les partis de gauche voir Gérard Filoche, *Printemps Portugais*, Paris, Actéon, 1984.

politiques des électeurs. Déclarer que l'opposition est porteuse d'une menace pour la démocratie et l'ordre social du pays ou que la majorité constitue un parti bourgeois au service de propriétaires industriels accusés d'exploiter les salariés représente un niveau élevé de violence symbolique en politique. Les modes de désignation de l'adversaire en usage parmi le personnel politique de chaque camp partisan participent à la constitution des cadres d'interprétation ordinaires de la politique. Leur emploi n'est cependant possible que s'ils sont ajustés à ce que les électeurs sont susceptibles de considérer comme vraisemblable et acceptable. Une désignation perçue comme trop agressive de l'adversaire dans un contexte où les différences programmatiques entre les diverses offres politiques sont difficilement perceptibles apparaîtrait déplacée et marginaliserait son auteur. Au contraire, la perception que les choix politiques correspondent à des choix de société radicalement distincts appelle une dramatisation du débat public au cours de laquelle chacun des groupes partisans tend à présenter ses rivaux comme des adversaires ou même comme des ennemis. Voici comment Jean-François Kahn décrit les débats politiques en France en 1982 – cette description apparaissant pertinente *a fortiori* pour la période immédiatement antérieure :

> « Camp socialiste contre camp impérialiste, monde libre contre monde totalitaire, alliance progressiste contre alliance conservatrice, valets de Washington contre satellites de Moscou, rouges contre blancs, nationaux contre séparatistes, patriotes contre parti de l'étranger, front bourgeois contre Front populaire, exploiteurs contre exploités, libéraux contre marxistes, démocrates contre réactionnaires, le bon sens contre le fanatisme, valeurs chrétiennes contre la subversion morale... Tout se passe comme si deux immenses armées, conglomérats de forces plus ou moins coalisées, étaient en permanence face à face, chaque événement, chaque décision, chaque déclaration, chaque opinion émise s'inscrivant nécessairement dans le contexte des manœuvres tactiques esquissées par l'une ou l'autre [la droite ou la gauche] pour s'assurer des avantages stratégiques déterminants. [...] Dès lors, comme à la parade, tout s'actionne autour de ce centre binucléaire qui constitue le nerf de la bataille, l'œil du cyclone : une insurrection nationale, une émeute populaire, un putsch militaire, un acte terroriste, mais aussi une guerre, une élection partielle, la publication d'un livre, l'émergence d'une mode philosophique, une revendication sociale, une aspiration culturelle, une décision d'ordre économique, et même un crime crapuleux, un hold-up, un trafic de drogue, une affaire de mœurs : autant d'événements qui contribuent à dessiner la ligne de front. Impossible de s'installer dans le *no man's land* qui sépare les deux systèmes de tranchées sous peine de subir le feu des batteries concurrentes. Pas question non plus d'échapper aux impératifs de cette discipline dont chacun sait qu'elle fait la force des armées. Etaler publiquement ses troubles de conscience, c'est porter gravement atteinte au moral des troupes ; admettre la validité de l'une des thèses de l'adversaire c'est déjà trahir [...] »[46].

46. Jean-François Kahn, *La guerre civile*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 87-88. La position de Jean-François Kahn au sein du champ journalistique – employé au sein de médias proches du gouvernement – Europe 1 et Antenne 2 – mais cependant attaché à défendre les prérogatives symboliques de la position d'éditorialiste – position de surplomb et neutralité analytique (voir Philippe Riutort, « " Au nom du nom " ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'*Europe 1* » *art. cit.)* –rend possible la critique qu'il mène alors contre la caporalisation de l'espace des médias d'information politique.

Dans une telle configuration antagonique où chaque événement est susceptible de servir de support à l'expression des différents politiques, le niveau d'opposition entre les acteurs partisans et le spectacle de ces oppositions tendent à créer chez les profanes du jeu politique des représentations politiques elles-mêmes clivées, c'est-à-dire ajustées aux modalités des luttes partisanes. Les formes prises par les rivalités politiques contribuent à constituer les cadres de perception et de jugement adaptés au niveau de conflit propre au système politique. Lorsque certains des protagonistes des luttes politiques mettent en cause la fermeté de l'attachement au jeu démocratique de leurs adversaires tandis que ceux-ci critiquent la collusion de leurs concurrents politiques avec des élites économiques, cela a des effets sur les représentations politiques que les électeurs sont susceptibles d'avoir. Ainsi l'hostilité que les principaux leaders politiques des deux camps partisans se manifestent ne peut pas ne pas avoir d'effets sur les représentations politiques des agents s'identifiant à ces camps idéologiques. Nous avons montré que ce qui est alors perçu comme le contrôle des médias audiovisuels d'Etat, publiquement dénoncé par le personnel politique du PS et du PC, tend à renforcer les antagonismes politiques en donnant à penser que le débat démocratique est vicié par l'utilisation partisane de la télévision et des moyens d'action de l'Etat[47]. Si certaines fractions de la classe politique ou des milieux intellectuels pouvaient alors vivre la rivalité droite-gauche sur un mode moins antagonique, les électeurs les plus « politisés », les militants ou les sympathisants engagés dans les clivages « droite-gauche » adhéraient de près au débat politique tel qu'il était mis en scène.

La « discipline de vote » des électeurs communistes ou socialistes, c'est-à-dire la capacité à reconnaître dans un autre candidat que celui pour lequel on a voté au premier tour, un membre du même camp politique et par conséquent un « candidat en second » légitime, constitue une construction symbolique dont la tradition anticommuniste et antisocialiste propre respectivement à la SFIO et au PC durant les décennies cinquante et soixante ne facilitait pas l'élaboration au moment de la signature du programme commun. Evidemment cette solidarité électorale de « camp » politique apparaît en grande partie induite par les contraintes particulières imposées par le mode de scrutin instauré en 1958. La constitution de l'Union de la gauche en 1972, la présentation de listes communes lors des municipales de 1977 et la pratique du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé vont progressivement contribuer à établir la discipline de vote chez les électeurs habituels de la gauche. Pour les électeurs les plus attachés au PC ou au PS, le candidat d'un parti de gauche apparaît toujours préférable à l'abstention ou au vote blanc. Cette discipline de vote est alors si bien établie que la rupture de l'Union de la gauche en 1977 ne parviendra pas à la rompre. La qualité des reports de voix est construite par le travail

47. Voir *supra*, p. 422 et suivantes.

politique des porte-parole et des partis « de gauche » vis-à-vis des électeurs mais aussi à l'égard de leurs propres membres : les représentants du PS qui ne respectaient pas ces règles de désistement sont alors systématiquement exclus. L'instauration des règles de désistement contribue à imposer l'idée d'une solidarité politique entre toutes les formations de la gauche et d'une continuité idéologique entre le PS et le PC. Une fois la solidarité de camp politique fermement établie dans les représentations politiques des électeurs les plus proches de la gauche, les contraintes liées à cette construction symbolique tendront à s'imposer aux porte-parole de partis qui auront contribué à l'établir[48].

> « Les élections législatives partielles de novembre 1980 – où la gauche emporte deux sièges dans l'Ain et le Cantal et reprend celui de l'Aveyron abandonné par Robert Fabre – mettent en lumière [un facteur] essentiel pour la compréhension du prochain scrutin : [...] à gauche le PC n'est pas propriétaire de ses voix, sa consigne d'abstention dans l'Aveyron a été rejetée par son électorat. [...] Le PC ne parvient pas à assurer la mobilisation de ses sympathisants ni à freiner l'aspiration unitaire de ses électeurs. Spontanément, en janvier [1981], 69 % des électeurs déclarent leur intention de voter au second tour pour M. Mitterrand et 76 % souhaitent le succès du leader socialiste face au président sortant ; en février, 61 % de sympathisants – au lieu de 39 % en octobre ! – expriment le vœux qu'au second tour M. Marchais appelle lui même à voter pour M. Mitterrand. Plus frappant pour le PC : les intentions de vote en faveur du secrétaire général stagnent à 16-17 % et le quart des sympathisants communistes souhaite l'élection de M. Mitterrand plutôt que celle du candidat officiel de leur parti. [...] En 1978, socialistes et communistes faisaient jeu égal : moins de 600.000 voix (environ 2 % des suffrages exprimés) séparaient les deux partis. Trois ans plus tard, M. Mitterrand distance M. Marchais de trois millions de voix, soit 11 % des suffrages exprimés ! Le quart de l'électorat communiste s'est porté dès le premier tour sur l'ancien candidat commun de la gauche. Pour expliquer un tel séisme dans le plus stable et le plus fidèle des électorats, plusieurs hypothèses ont été avancées, au premier rang desquelles le “ vote utile ” pour le candidat de gauche le mieux placé. [...] À l'évidence, il s'est produit un mouvement général de l'électorat communiste visant à majorer les chances de la gauche. [...] L'état-major communiste avait pourtant bien analysé un phénomène semblable, à une toute autre échelle il est vrai, en septembre 1978 lors d'une élection législative partielle. Dans la 4ème circonscription du Pas-de-Calais où le candidat socialiste élu en mars avait été invalidé, le PC était brusquement passé de 13 % à 6 % des voix en l'espace de six mois[49]. Les dirigeants communistes avaient alors reconnu que la présence du parti était devenue “ inopportune ”, le socialiste invalidé ayant acquis une légitimité particulière aux yeux des électeurs de gauche. [...] [Le 10 mai 81], la presque totalité des électeurs de M. Marchais (92 % selon le sondage post-électoral de la SOFRES) a apporté ses voix au leader socialiste. Du reste le PC aurait-il pu adopter une autre attitude que le report sans négociation ni contrepartie ? Selon le sondage IFOP-Le Point réalisé les 27 et 28 avril, c'est-à-dire avant la décision du Bureau politique, 84 % des partisans de M. Marchais annonçaient leur intention de voter pour M. Mitterrand »[50].

Il est possible de décrire une culture politique « de gauche », faite de défiance à l'égard de « la droite » et du gouvernement, de la police et de l'armée, de l'Eglise et des catégories

---

48. Le PC restera durablement prisonier de la construction symbolique de « la gauche » qui tendra à maintenir des comportements électoraux de report et de solidarité de « camp » politique alors même que le PS et le PC n'auront plus d'accords programmatiques ni électoraux et qu'ils seront même à paritr de 1984 en forte opposition.

49. La forte cohérence entre les votes du premier et de second tour au sein de la gauche constitue un indicateur de la maîtrise pratique du jeu électoral des électeurs habituels de l'opposition durant les années soixante-dix.

50. Jérôme Jaffré, « France de gauche, vote à gauche », *Pouvoir*, 20, 1981, p. 5-27.

sociales qui disposent du pouvoir économique, etc.[51]. Il faudrait ainsi faire une analyse des schèmes de description et de jugement que les journaux de gauche et en particulier *le Canard Enchaîné* utilisent avant 1981 pour décrire le personnel politique gouvernemental, notamment lorsque l'actualité concernait les « affaires »[52]. Procédant du contrôle de positions de pouvoir politique et des opportunités qu'elles procurent, les scandales politiques impliquaient alors surtout le personnel politique de la majorité. L'accumulation des « affaires » scandaleuses, le « gaullisme immobilier », les affaires d'écoutes téléphoniques, les morts « inexpliquées » de Robert Boulin, de Joseph Fontanet et de Jean de Broglie, l'affaire « des diamants », renforçait, chez les électeurs les plus engagés à gauche, le sentiment du caractère trouble et équivoque des pratiques du gouvernement et du personnel politique de la majorité[53]. Les lignes de clivages et le niveau d'antagonisme entre « la droite » et « la gauche » se sont transformés au point que les représentations du jeu politique alors en usage au sein de chacun des camps partisans nous sont devenus difficilement accessibles. Pour beaucoup de militants « de gauche », les personnels politiques de « la droite » apparaissaient non seulement comme les détenteurs de

51. Tony Judt perçoit et décrit au début de la décennie soixante-dix un ensemble d'attitudes et de références idéologiques qui lui paraissent constitutives de ce qu'il nomme une « culture de gauche » : « En 1970, tandis que j'effectuais des recherches à Toulon, je fus invité à déjeuner au domicile d'une famille de militants du mouvement socialiste local. [...] Je demandais si quelqu'un savait à quand remontait la tradition de gauche dans cette famille. [...] [mon hôtesse] ne montra pas la moindre hésitation. Nous sommes à gauche depuis les années 1790 lança-t-elle ; [...] Mais quant à savoir *pourquoi* ils étaient toujours demeurés si obstinément du même côté de cette grande ligne de partage qui divise la France, cela demeura sans réponse. Deux choses me frappèrent à l'époque. La première ce fut de voir à quel point cette famille (d'enseignants, soit dit en passant) était différente d'autres dont j'avais eu l'occasion de faire la connaissance ailleurs en France, malgré certaines similitudes de profession, de revenu, de goûts et parfois même d'opinion. J'avais souvent pensé que cette différence n'est que politique et, certes, elle l'est. Mais elle est plus que cela, et elle est plus profonde. Il est en France une *culture* de gauche, dont toute l'importance historique tient précisément à l'incapacité dans laquelle se trouvent souvent ceux qui s'y reconnaissent de dire, au juste, en quoi elle consiste et ce que sont exactement leur vues. [...] Mes amis toulonnais étaient remarquablement représentatifs de leur moitié de France par la confiance avec laquelle ils affichaient leur identité politique, l'ancienneté de leur attachement à cette tradition – et l'incertitude entourant le sens exact de cette gauche à laquelle ils vouaient une foi inébranlable. [...] Etre de gauche, en France, c'est avant tout autre chose partager un style de discours, une même façon de parler de la politique, du passé, du présent » ; Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 (éd. anglaise 1986), p. 15-17. L'expression même utilisée pour désigner cette appartenance à un camp politique qui peut être vue comme faisant partie des traditions familiales et qui apparaît souvent constitutive des identités personnelles – « être de gauche » – est employée par ceux qui se l'appliquent pour désigner un ensemble systématique et stable d'attitudes et de postures positives valorisant la personne qui s'en réclame.

52. Pour un exemple d'analyse méthodique des schèmes de description utilisés par les journalistes pour parler de leur objet et qui tendent à contenir un angle éditorial implicite voir W. Gamson et A. Modigliani, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : a Constructionist Approach », *American journal of sociology*, vol. 95, 1, juillet 1989, p. 1-37.

53. Rétrospectivement, au vu de l'intensification de l'utilisation des révélations scandaleuses dans les luttes politiques après 1988 et du fait de leur meilleure répartition partisane, les « affaires » sorties dans la presse durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing n'apparaissent pas d'une gravité plus grande que celles qui seront ultérieurement rendues publiques. Ce serait oublier que la gravité de ces affaires n'est justement pas *comparable* puisqu'il n'existe pas encore de scandale similaire « à gauche ». L'effet de l'accumulation des scandales politiques au sein d'un même camp partisan entre 1958 et 1981 aura donc des effets très profonds dans la définition des cadres de perception et de jugement qu'adopteront les agents les plus proches des partis d'opposition à l'égard du personnel politique de la majorité ; le lendemain de l'élection de François Mitterrand, le directeur du *Monde*, Jacques Fauvet, écrit : « Cette victoire, c'est enfin celle du respect sur le dédain, du réalisme sur l'illusion, de la franchise sur l'artifice, bref, celle d'une certaine morale », cité *in* Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.*, p. 44.

l'ensemble des positions de pouvoir en politique et dans l'économie mais aussi comme leurs propriétaires historiques et « naturels ». Le contrôle des journaux télévisés par le gouvernement, la surveillance policière exercée depuis mai 1968 sur les mouvements d'extrême gauche mais aussi sur l'ensemble du personnel politique de l'opposition, les lois dites « Anticasseurs » et « Sécurité et liberté » et l'image publique répressive des ministres de l'intérieur successifs (notamment Raymond Marcellin et Michel Poniatowski), beaucoup d'éléments concourent alors à accroître le sentiment de défiance des militants ou des « sympathisants » « de gauche » à l'égard du personnel politique de « la droite »[54]. Cette « culture de gauche » est alors entretenue par le travail politique des partis de l'opposition qui consiste en particulier à utiliser – et de ce fait à renforcer – l'efficacité des constructions symboliques de la tradition ouvrière (les thèmes de la réduction des inégalités, de la « rupture avec le capitalisme », de la solidarité entre toutes les formations de la gauche, l'opposition entre les salariés et les « riches » ou les « possédants », toutes les formes de mystiques révolutionnaires, etc.)[55]. Est le produit de ce travail politique de définition des frontières de « la gauche », de commémoration de sa tradition et de stigmatisation de ses adversaires, ce que François Bourricaud décrit en 1980 comme « Le sentiment pour ainsi dire mystique, et probablement partagé par la base [du PC et du PS...], d'une « unité de la gauche » qui “ transcende les conflits d'appareil ” »[56]. Malgré son caractère minoritaire, cette culture oppositionnelle de « la gauche » est revendiquée par de nombreux acteurs politiques, syndicaux ou militants et sa diffusion est susceptible d'inspirer l'adoption de postures contestataires dans divers secteurs sociaux. Etre « de gauche » réunit et résume alors un ensemble d'attitudes critiques hétérogènes allant de la contestation vague du gouvernement, à la mise en cause des hiérarchies sociales établies, à l'action syndicale au sein des entreprises ou à la défense organisée d'un des répertoires argumentatifs des formations politiques de l'opposition – marxismes, contre-culture, autogestion, critique du capitalisme, etc. –. L'accroissement du nombre des agents susceptibles de faire usage de ces

54. Pour une évocation du contexte militant de la première moitié des années soixante-dix voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.*, t. 2.

55. Le soutien du Parti socialiste aux opposants les plus résolus à certains aspects de la politique des gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing comme les groupes antinucléaires qui manifestent à Creys-Malville, les mouvements antiracistes protestant contre la double peine et les expulsions d'immigrés (Rock Against Police) ou les mouvements d'enseignants ou d'étudiants de 1976 contre la loi Haby et de 1979 contre la loi Saunié-Seité participe du travail politique d'addition et de conjonction de l'ensemble des opposants au gouvernement. Le PS reprend en partie à son compte certains aspects « radicaux » de l'analyse que font ces mouvements du gouvernement « de droite » : certains militants du mouvement antinucléaire qui rassemblait des écologistes, des « autonomes » et des membres de l'extrême gauche considéraient que la politique énergétique de la France – la construction d'infrastructures nucléaires lourdes sans concertation – conduisait l'Etat à la mise en place d'institutions répressives (pour un exemple d'une argumentation de ce type voir Roger Garaudy, *L'appel aux vivants*, Paris, Le Seuil, 1979). Le soutien du PS aux manifestations antinucléaires permet la jonction symbolique du principal parti de l'opposition avec les éléments les plus radicaux de la gauche face à un gouvernement que ceux-ci considèrent comme autoritaire et pré-faciste.

56. François Bourricaud, « Improbable et désirable alternance », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 318-319.

thématiques contestataires est directement lié au travail politique des entreprises électorales (PC, PS et PSU) ou extraparlementaires (mouvements d'extrême gauche) à partir de 1968 et du processus de l'Union de la gauche. En renouant avec une offre politique « radicale », le Parti socialiste va tendre à proposer un produit politique, lié aux thématiques traditionnelles de la gauche et constituant un projet de transformation sociale susceptible de servir de support aux anticipations et aux attentes hétérogènes des électeurs contestataires. Durant les années soixante-dix, l'implication émotionnelle de beaucoup de militants, de sympathisants et d'électeurs se reconnaissant dans « la gauche » provient sans doute de l'exaspération que suscite la présence durable d'un gouvernement « de droite » mais aussi de la constitution de « l'Union de la gauche » et de l'accroissement des chances de réalisation du « Changement ». L'adhésion émotionnelle à l'action des entreprises politiques de « la gauche » et l'implication affective de premier degré dans les luttes politiques peuvent alors être considérables. Cette intensité dans les sentiments d'appartenance politique et l'engagement émotionnel suscité par les luttes partisanes sont alors la conséquence conjointe des attentes engendrées par « la gauche », de la virulence des polémiques entre le gouvernement et l'opposition, des stratégies de dramatisation appelées par la configuration bipolaire de la Vème République et de la socialisation à la politique d'un nombre croissant d'agents au sein d'une telle configuration. Cet apprentissage politique dans un contexte de forte polarisation contribue à faire de l'appartenance à un camp partisan – en particulier « à gauche » non pas une « opinion » dont les agents pourraient éventuellement se déprendre mais un pli du corps qui résistera souvent aux redéfinitions que le personnel politique fera subir à l'étiquette. La prévisibilité du contenu éditorial de la presse tend à conforter le crédit des hommes politiques de chaque « camp » aux yeux de leurs partisans respectifs, puisque les seules informations critiques que ceux-ci peuvent recevoir proviennent de journalistes appartenant à des rédactions considérées comme hostiles ou de commentaires d'adversaires politiques. Les manifestations publiques de joie que suscite la victoire de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1981 constituent un indicateur d'une part de l'engagement émotionnel d'une fraction des électeurs dans les luttes politiques et d'autre part du niveau d'attente et d'espérance sociale que pouvait susciter alors la perspective du « changement ».

> « Le 10 mai 1981 est une date dont les jeunes militants se souviennent comme leurs aînés se remémorent les grèves de Juin 1936 et la Libération. Dès que les résultats du scrutin furent annoncés, l'enthousiasme et le soulagement du “ peuple de gauche ” déferlèrent sur tout le pays. Les places de toutes les villes de France s'emplissaient de monde, tandis que convergeaient vers elles les cortèges des organisations qui avaient participé à la défaite de la droite. Mettant pour une fois les dissensions entre parenthèses, l'ensemble des partis politiques, des centrales syndicales, des organisations spécialisées comme les mouvements antiracistes et des personnalités littéraires, artistiques et universitaires, qui animent ce que l'on appelle couramment “ la gauche ”, se rassemblèrent pour fêter durant toute une nuit, sinon la victoire de François Mitterrand, au moins la défaite du président sortant. Cette

soirée fut le premier rassemblement nocturne de masse vécu par les militants d'extrême gauche depuis la nuit du 12 au 13 mai 1968, qui entra dans l'histoire sous le nom de " nuit des barricades ". Il ne s'agissait cependant plus, cette fois, d'affronter les CRS, mais de célébrer un événement que beaucoup considéraient comme ayant été provoqué par l'onde de choc des événements de 1968 »[57].

« Paris et les grandes villes de France résonneront tard dans la nuit des klaxons et des accents de mille orchestres improvisés. 4 heures du matin à l'Etoile, Roger Hanin et sa femme Christine Gouze-Raynal sont bloqués dans un joyeux embouteillage. Depuis leur voiture cette dernière appelle sa sœur Danielle rue de Bièvre. " Passe-moi François que je lui décrive cette incroyable fête. – Non je ne peux pas, il dort déjà depuis longtemps ", répond Mme Mitterrand »[58]. Ni l'élection de Georges Pompidou en 1969, ni celle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 n'avait donné lieu à un tel déploiement festif. La réélection de François Mitterrand en 1988 et l'élection de Jacques Chirac en 1995 ne feront pas davantage l'objet de manifestations de joie spectaculaires. On doit donc admettre que lors de l'élection de 1981, une fraction des électeurs de François Mitterrand était émotionnellement fortement engagée dans le résultat du vote.

Après l'élection de François Mitterrand, un ensemble de comportements et d'attitudes viennent rappeler que l'alternance politique n'est pas un phénomène banalisé. La ferveur qui suit l'élection et les dizaines de milliers de personnes qui se rassemblent sous la pluie place de la Bastille à Paris mais aussi dans la plupart des grandes villes françaises ; les huées de sympathisants de la gauche qui accompagnent le départ de l'Elysée de Valéry Giscard d'Estaing après la passation de pouvoir[59], la cérémonie du Panthéon, où François Mitterrand se recueille « symboliquement » devant les tombeaux de Jaurès et de Blum[60], ou *a contrario*, la scène dite « de la chaise vide » où Valéry Giscard d'Estaing laisse, à la fin de son dernier discours en tant que Président en exercice, la caméra s'attarder sur le fauteuil qu'il vient de quitter pendant que retentit la Marseillaise[61] ; l'attitude du Général Alain de Boissieu, qui

57. Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.*, p. 67. Le travail politique des organisations « de gauche » n'est pas sans effets sur leurs militants puisque, par delà les divergences entre partis, se constitue un sentiment d'appartenance à un camp politique unique dont la victoire suscite immédiatement l'émotion. Le fait que les militants d'extrême gauche – dont les organisations considèrent le PS avec méfiance – puissent ressentir comme une victoire de « la gauche » l'élection de François Mitterrand constitue *a fortiori* un indicateur de l'impact que pouvait avoir chez les sympathisants des principales formations de l'opposition l'opérateur symbolique que représentait « la gauche ».

58. Voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.*, t. 1, p. 39. Franz-Olivier Giesbert, *Le président*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 79 : « Paul Quilès, directeur de la campagne socialiste, a organisé la fête de la victoire place de la Bastille, à Paris. Plus de 100 000 personnes y communient, le soir du 10 mai, sous des trombes d'eau. Un autre vent s'est levé. Mais où sont les nouvelles Bastilles à prendre ? Les manifestants ne réclament que la tête de certaines vedettes du petit écran : « Elkabbach au rancart ! » « Les Duhamel au chômage ! » Tels sont les slogans de la fête. Il est vrai qu'on n'a jamais fait de révolutions avec de l'eau de rose... ».

59. *Ibid.*, p. 55. « Fausse note, inélégance, la sortie de Giscard se fait sous les sifflets et les huées de quelques dizaines de militants et d'électeurs de Mitterrand venus pour acclamer l'arrivée de leur candidats au palais présidentiel ». Franz-Olivier Giesbert fait de cette anecdote une coup monté par « le PS » : « Le PS entend frapper un grand coup : quelques militants ont été réquisitionnés pour manifester à la sortie de l'ex-président, rue du faubourg-Saint-Honoré. " dehors, va-t-en-vite ! " hurlent certains. " Rends-nous les diamants ! " crient les autres. Les tricoteuses, cette fois sont socialistes. Première faute de goût. Ce ne sera pas la dernière d'une journée qui en compta tant » ; Franz-Olivier Giesbert, *Le président*, *op. cit.*, p. 86.

60. Le travail politique d'entretien de la mémoire et des références militantes constitue un élément fondamental de la capacité d'attraction et de fidélisation des groupes politiques ; voir Marc Abélès, *Anthropologie de l'Etat*, Paris, Armand Colin, 1990.

61. Voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.*, t. 1, p. 51-52.

démissionne de ses fonctions de grand chancelier de la légion d'honneur plutôt que d'en donner le collier de grand maître au nouveau Président[62] ; l'inquiétude de certains responsables socialistes, craignant que le personnel politique « de droite » refuse de laisser le nouveau Président s'installer durablement[63] ; les termes « d'expérience socialiste » qu'utilisent en 1981, pour désigner le nouveau gouvernement, le personnel politique de l'opposition mais aussi parfois celui de la nouvelle majorité, tous ces faits, toute l'emphase qui est alors donnée à ces moments-là, témoignent de l'émotion suscitée par l'alternance au sein d'une France dirigée depuis vingt-trois ans par des gouvernements « de droite ».

Les motions très radicales déposées par les différents courants du Parti socialiste lors de ses congrès, les discours politiques se réclamant de la tradition du mouvement ouvrier prononcés par ses leaders, l'importance accordée à la littérature théorique militante sur le passage au « socialisme », sur « l'autogestion », le « front de classe », les nationalisations, le plan, etc., notions qui vont bientôt disparaître complètement du débat politique principal, le sérieux avec lequel sont menées, avant 1981, les polémiques entre les courants du Parti socialiste et vis-à-vis des partis de la gauche sur ces points de doctrine, cet ensemble de pratiques, d'attitudes et de discours suppose et nécessite la croyance effective de la plupart des militants et des cadres du PS dans la pertinence de ce travail idéologique et du programme du Parti. Depuis une période et une configuration politique où le degré de crédibilité des engagements du personnel politique est faible et où les notions que nous venons de citer n'ont plus cours, il nous est difficile de comprendre l'intensité des engagements militants et la profondeur des convictions politiques que pouvaient susciter le Programme commun et le programme « radical » du PS. Le sens et le contenu des rhétoriques politiques radicales du Parti socialiste avant 1981 ne peuvent se comprendre si on n'admet que les militants et les cadres socialistes croyaient aux propositions et aux débats internes au parti. Le nombre des acteurs politiques et des dirigeants de partis validant ces propositions radicales contribue d'ailleurs à engendrer la crédibilité collective de ce programme, à la fois vis-à-vis des journalistes, des cadres inférieurs des partis « de gauche » et des électeurs profanes. Nous verrons que le recrutement des militants et des cadres du Parti socialiste sur une ligne politique très ancrée dans la tradition politique de « la gauche » et sur un discours économique « radical » suscitera des difficultés spécifiques lorsque les contraintes de justifications nouvelles dues à l'accès aux positions

62. Voir *ibid*. p. 36. L'alternance est tellement peu banalisée que les responsables socialistes, inquiets de l'impact que pouvait avoir ce refus font alors intervenir l'amiral Sanguinetti pour mettre en cause l'attitude d'Alain de Boissieu.

63. Une partie des militants du Parti socialiste et du Parti communiste voient avec une surprise mêlée d'inquiétude le personnel politique de l'ancienne majorité céder le pouvoir. Tandis que Jacques Chirac déclare que « l'expérience socialiste » n'ira pas à son terme (voir Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand*, *op. cit.*), durant quelques mois, un scénario « à la chilienne » n'apparaît pas exclu à certains militants et sympathisants de la gauche.

gouvernementales conduiront à l'adoption du discours sur le « tournant de la rigueur » puis sur la « modernisation de la France ».

> Si, dans le champ de production intellectuelle, les références au « marxisme » sont en recul à partir des années 1974-1975, au sein du champ politique, les thématiques « marxistes » conservent en partie leur prestige et leur efficace, notamment parce qu'elles permettent d'opposer au discours « gestionnaire » du gouvernement une rationalité alternative. En outre, les luttes de prééminence et de classement qui opposent les mouvements « gauchistes » issus de mai s'énoncent à travers la référence à la tradition marxiste. Le travail politique et les oppositions doctrinaires de ces organisations – dont les effectifs augmentent jusqu'en 1981[64] – contribuent à l'accroissement des usages et de la légitimité du langage « marxiste » : « À travers la décennie soixante-dix, on peut observer une rapide croissance de l'influence du marxisme dans les cercles des anciens militants issus de mai 68 : toutes sortes “ d'anciennes ” opinions de classes (maoïsme, trotskisme, etc.) ont fait florès au sein des “ nouveaux ” mouvements. [...] Dans une société aussi polarisée autour du débat droite-gauche que la France, le patrimoine commun de la gauche est ressenti profondément. “ Car il n'existe pas à gauche d'autre référence idéologique que révolutionnaire [1789]. Il y a sans doute une politique "réformiste" qui n'est qualifiée ainsi que par son impuissance à réaliser son idéologie. Mais le terrain culturel à partir duquel s'expriment la gauche socialiste, le Parti communiste et l'extrême gauche est au fond le même ” (citation de Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 75) »[65].

La capacité croissante durant les décennies soixante et soixante-dix du jeu politique à capter l'attention des électeurs et les investissements des militants constitue un processus qui justifierait une analyse particulière. Signalons seulement que l'augmentation du taux de scolarisation secondaire et supérieure durant cette période favorise sans doute l'accroissement de l'intérêt pour la politique. Le développement de la télévision qui rend accessibles, sous une forme quotidienne et un mode pratique des débats et un personnel politique auparavant souvent inconnus des agents les plus intéressés par les luttes partisanes, représente également un facteur facilitant dont les effets d'homogénéisation des représentations sociales et politiques ont été abondamment discutés au moment de la généralisation de la télévision mais qui tendent aujourd'hui à ne plus être perçus tant nous sommes habitués à la présence de celle-ci et à son emprise. Enfin l'existence de deux camps politiques nettement délimités, porteurs de projets politiques fortement différenciés et dont la rivalité électorale est indécise au point de nécessiter un intense travail politique d'enrôlement des électeurs, favorise sans doute l'augmentation de l'intérêt pour les affrontements politiques. Nous verrons comment la configuration politique des années 1982-

64. Voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit*.
65. Jan William Duyvendak, *Le poids du politique*..., *op. cit*., p. 137. J. Duyvendak oppose, à la suite de l'école de Hanspeter Kriesi reprenant les idées d'Alain Touraine et d'Inglehart, des « nouveaux mouvements sociaux » organisés sur des thèmes qualitatifs comme l'environnement, le féminisme et l'antiracisme et les « anciens » mouvements, c'est-à-dire la tradition revendicative ouvrière. Si cette opposition semble utilisable dans le cas de démocraties sans alternance comme la Suisse ou les Pays-Bas, elle est plus difficilement employable dans le cas de la France où les anciens mouvements demeurent vivaces et où les thématiques qualitatives tendent, durant la décennie soixante-dix à être exprimées dans les termes au moins en partie « marxistes».

1986 s'oppose sur la plupart de ces points à la configuration de la décennie soixante-dix et conduit à une baisse relative de l'intérêt des électeurs pour les affrontements partisans.

B) Les effets cognitifs de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de gauche
Dissonances cognitives et transformation des configurations politiques

Nous avons décrit les effets de la présence continue d'un gouvernement « de droite » entre 1958 à 1981 dans les processus de constitution des identités de gauche et comment l'ensemble des oppositions aux gouvernements gaullistes puis giscardiens va se voir progressivement exprimé dans le langage de « la gauche ». Après 1974, l'insatisfaction suscitée par le gouvernement dans une période de forte augmentation du chômage et de l'inflation contribuait à repousser les mécontents vers « la gauche ». L'arrivée au gouvernement de l'alliance entre le PS et le PC va contribuer à transformer les modes de constitution des identités et des convictions politiques des agents. Alors que l'éloignement du pouvoir permettait aux partis « de gauche » de rassembler et de capitaliser l'ensemble des oppositions sociales et politiques, leur accession au gouvernement va au contraire retourner contre eux ces processus de constitution et de solidification des mécontentements. Là où les partis « de gauche » fédéraient l'ensemble des oppositions et parvenaient à exprimer les mécontentements sociaux, la présence du PS et du PC au gouvernement contribue à défaire l'association symbolique qui liait auparavant les postures contestataires et l'appartenance à « la gauche ».

> « Avec Marx, la gauche française (marxiste ou non) a assimilé la révolution, en général, au modèle particulier de la Révolution française. Par là même, elle a aussi fait sien le mythe du *grand soir*, de l'occasion unique où l'on peut apporter des changements irréversibles au système social. Et comme l'une des composantes du grand soir était l'arrivée de la gauche au pouvoir, celle-ci implique *mutatis mutandis*, que l'on a bien assisté à un changement capital. Ainsi 1981 fut-il un grand soir, comparable à ceux de 1791 et 1871. Mais à la lumière des changements limités, à certains égard anodins, promus par Mitterrand et ses gouvernements, que reste-t-il du mythe ? [...] François Mitterrand préside à d'immenses changements au sein du mouvement politique qu'il a conduit au pouvoir et, de fait, l'une de ses difficultés tient précisément à ce qu'il est désormais contraint de gouverner en prenant quasi quotidiennement le contre-pied de la plupart de ses thèses qui lui ont valu le soutien des militants socialistes. Il a certainement déçu ses partisans. [...] Ce n'est pas seulement la vision politique eschatologique du tout ou rien qui en a souffert aux yeux de l'électorat. Le langage même du débat politique en France, si immuable en six générations de conflit, ne cadre plus avec les réalités bien terrestres de la vie politique. C'est là une des raisons de la crise du marxisme dans la France contemporaine et c'est aussi, bien sûr, l'une des explications du courant de mécontentement qui agite en profondeur le mouvement socialiste

depuis 1982 [...] »[66].

Mais à cet effet social presque mécanique induit par l'accession de l'ancienne opposition à des positions institutionnelles, s'ajoute la déception relative que va provoquer la nouvelle majorité. En effet, le gouvernement de Pierre Mauroy va rapidement susciter le mécontentement d'une partie des anciens électeurs de François Mitterrand, catégorie alors nommée par les observateurs et les acteurs politiques les « déçus du socialisme ». « Parmi les électeurs de François Mitterrand du 10 mai 1981, la proportion des « déçus du socialisme » atteint 37 % en avril-mai 1983 et culmine à 42 % en septembre. Un pourcentage qui, traduit en chiffres bruts représente 6,5 millions d'électeurs »[67]. Ce n'est pas ici le lieu pour analyser les causes de cette désaffection. Notons seulement qu'il est probable qu'aux électeurs qui considèrent que le nouveau gouvernement fait trop de réformes, s'ajoutent ceux que ces réformes dérangent et ceux qui considèrent que le gouvernement ne va pas assez loin et ne tient pas ses promesses[68]. La cote de « confiance » de François Mitterrand qui était de 53 % en novembre 1982, passe à 51 % en mars 1983 puis à 43 % en juillet 1983 avant de chuter à 37 % à la fin de 1985[69]. En janvier 1982, 47 % des personnes interrogées jugent l'action de François Mitterrand positive depuis son élection, 31 % la jugent négative (sans opinion 22 %) ; en septembre 1982, 47 % la juge négative contre 34 % positive (sans opinion 19 %) ; en septembre 1983 une majorité absolue des personnes interrogées, 57 %, estiment son action négative contre seulement 28 % à l'estimer positive (sans opinion 15 %)[70]. Sur 100 électeurs déclarant avoir voté pour François Mitterrand, 51 % sont satisfaits, 37 % déçus et 13 % sans opinion en avril-mai 1983[71]. 90 % de ceux qui ont voté pour François Mitterrand en 1981 et qui se disent déçus en 1983 répondent que depuis

66. Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987 (éd. anglaise 1986), p. 304-305.
67. Jérôme Jaffré in SOFRES, *Opinion publique. Enquêtes et commentaires*, Paris, Gallimard, 1984, p. 12. Nous verrons dans ce sondage un indicateur approximatif de la déception relative qu'il suscite chez une partie des électeurs – peut-être pas seulement chez ceux qui ont voté pour François Mitterrand en 1981 – et que nous attribuerons au hiatus existant alors entre le programme « d'allure radicale » du Parti socialiste et la réalité des transformations constatées par les citoyens, mais également à l'important investissement émotionnel de beaucoup d'acteurs dans le « Changement » attendu.
68. *À* la question : « D'une manière générale, pensez-vous que M. Mitterrand tient les promesses qu'il a faites quand il était candidat à la présidence de la république ? », en janvier 1982, 54 % des personnes interrogées répondent « oui », 32 % « non » ; à la même question en septembre 1982, 46 % répondent « oui », 40 % « non » ; à la même question en septembre 1983, 32 % répondent « oui » et 53 % « non » ; *Ibid*., p. 44. On pourrait estimer étrange qu'une majorité des personnes interrogées répondent que François Mitterrand tient ses promesses en 1982, et qu'il ne les tient plus en 1983. L'orientation des réponses à cette question suit en réalité de près le déclin de la courbe de popularité de François Mitterrand, de Pierre Mauroy et du Parti socialiste. Lorsque l'impopularité du gouvernement s'imposera, les personnes interrogées répondront de façon négative à toutes les questions appréciatives qui seront posées sur le personnel politique de la gauche.
69. Voir SOFRES, *Opinion publique*..., *op. cit*., p. 38, et Eric Dupin, « Les hauts et les bas de la décennie Mitterrand », in Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré (ed.), *L'état de l'opinion 1992*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 73-86.
70. SOFRES, *Opinion publique*..., *op. cit*., p. 39 et 40. Sondage SOFRES pour un groupe de journaux de province.
71. *Ibid*., p. 67.

le 10 mai, il y a peu ou pas de progrès dans leur vie[72] et 78 % d'entre eux jugent l'action du gouvernement contre le chômage inefficace.

> « En octobre 1983, il se trouve une majorité de français pour se déclarer plutôt de droite que de gauche. Phénomène considérable si on songe au discrédit qui frappait le mot “ droite ” depuis 1945 ! »[73] ; En février 1981, 42 % des personnes interrogées se disaient de gauche, 34 % de droite et 20 refusaient de se classer (non réponse 7 %). En octobre 1983, 34 % se déclare à gauche, 36 % à droite, 22 % refusent de se classer (8 % de sans réponse)[74].

À partir de 1981 décroît la fréquence des déclarations d'appartenance à « la gauche » dans les sondages d'opinion. Il est probable qu'avant 1981, une part de ces déclarations d'appartenance à « la gauche » dans les sondages d'opinion recouvrait soit des prises de position antigouvernementale qui se résolvaient en identification à « la gauche » puisque celle-ci disposait alors de monopole de l'opposition, soit des « réponses aveugles »[75] qui fournissaient à l'enquêteur une réplique qui devait moins à « l'opinion » des personnes interrogées qu'à leur désir de produire une réponse qu'ils savaient en pratique socialement acceptable et plus valorisée que le choix de « la droite », catégorie stigmatisée. Lorsque la déception relative suscitée par l'arrivée de « la gauche » au pouvoir commence à rendre les rétributions sociales d'une déclaration d'appartenance à la gauche contre-productive et lorsque la posture d'opposition au pouvoir et au gouvernement ne pourra plus passer par une déclaration d'appartenance à « la gauche », on constatera une diminution de « l'autopositionnement » « à gauche » lors des enquêtes d'opinion.

---

72. *Ibid*., p. 70. Ici encore, nous ne nous attacherons pas à la valeur absolue de ces chiffres mais à la tendance qu'ils indiquent.

73. SOFRES, *Opinion publique*..., *op. cit*., p. 14. Nous ne faisons pas des réponses à ces sondages un instrument de mesure de la réalité de la répartition des personnes interrogées entre la « droite » et « la gauche ». Il n'est pas sûr qu'une telle question ou un tel positionnement ait un sens réel. Nous nous contenterons d'en faire un indicateur de la popularité relative des offres politiques après 1981. Le fait qu'en situation d'enquête, toute chose égale par ailleurs, les personnes interrogées puissent ouvertement se déclarer « de droite » alors qu'en effet ce terme était largement péjoratif depuis 1945 – en particulier durant les années soixante-dix – et qu'il était surtout utilisé par les adversaires de la majorité pour stigmatiser leurs attitudes politiques, constitue en effet une transformation notable des attitudes que les électeurs sont susceptible d'avoir à l'égard du personnel politique de la gauche.

74. *Ibid*., p. 83. Encore une fois, nous ne faisons pas des réponses à ces sondages un instrument de mesure de la réalité de la répartition des personnes interrogées entre la « droite » et « la gauche ». Nous nous contenterons d'en faire un indicateur approximatif de la popularité relative des offres politiques après 1981. Le fait qu'en situation d'enquête, toute chose égale par ailleurs, une majorité des personnes interrogées puissent ouvertement se déclarer « de droite » alors qu'en effet ce terme était largement péjoratif depuis 1945 – en particulier durant les années soixante-dix – et qu'il était surtout utilisé par les adversaires de la majorité pour stigmatiser les attitudes politiques de celle-ci, constitue en effet une transformation notable des attitudes que les électeurs sont susceptible d'avoir à l'égard du personnel politique de « la gauche ».

75. Voir Frank Franceries, « Les votes aveugles », *Politix*, n° 22, p. 119-137.

Tableau 7 : Autopositionnement des enquêtés en fonction de l'âge en 1981 et en 1983 (en pourcentage)[76].

	Ceux qui sont de gauche		ceux qui sont de droite		Refusent de se classer	
	Février 1981	0ctobre 1983	Février 1981	0ctobre 1983	Février 1981	0ctobre 1983
ensemble des français	42	34	31	36	20	22
18-24 ans	42	34	31	34	17	24
25-34 ans	54	38	25	30	16	23
35-49 ans	45	33	29	39	20	20
30-64 ans	37	33	33	38	25	21
65 ans et plus	32	30	37	39	21	21
Vote François Mitterrand en 1981	-	68	-	10	-	17
vote Valéry Giscard d'Estaing en 1981	-	2	-	76	-	15

Mais la diminution du nombre des personnes interrogées acceptant de se déclarer « de gauche », loin de constituer un simple retour à une mesure plus juste de ce qui serait l'étiage véritable de la gauche, constitue l'exact indicateur du recul de son influence politique. Le déclin de la valorisation sociale de l'appartenance à « la gauche » va affecter l'économie de l'adoption des postures oppositionnelles, des attitudes contestataires et par conséquent de l'adoption et diffusion des idées associées à « la gauche ». De même ce déclin de la valorisation de l'appartenance à « la gauche » va diminuer le rendement social des attitudes contestataires et de l'adoption des thématiques associées à « la gauche ».

> « Interrogés également sur la valeur des mots-symboles, les français évoluent vers le libéralisme économique. Tous les mots traditionnels de la gauche sont en recul : le socialisme, qui perd le plus de terrain (– 12 points), la planification (– 9), les syndicats (– 8), les nationalisations suscitent désormais plus d'opinions hostiles que d'appréciations favorables ". À l'inverse, on constate que le mot " libéralisme " obtient 53 % de jugements positifs, le libre-échange 58 %, la concurrence 60 %. [...] Le profit se trouve réhabilité avec 42 % de jugements positifs (+5) contre 33 % de négatifs. Seul le mot " capitalisme " reste banni malgré une légère avancée : 29 % d'opinions positives (+3) contre 47 % d'appréciations négatives »[77].

76. Source : sondage SOFRES, enquête du 20 au 26 février pour *le Nouvel Observateur* et du 21 au 26 octobre 1983 pour le groupe *Le Figaro*, cité dans SOFRES, Opinion 1985, *op. cit*., p. 93.
77. SOFRES, *Opinion publique*..., *op*. *cit*., p. 14.

Tableau 8 : Les autopositionnements à droite et à gauche entre 1981 et 1991 selon les enquêtes SOFRES (en pourcentage)[78]

Années	mars 1981	octobre 1983	81-83	octobre 1985	novem. 1986	octobre 1987	mars 1988	octobre 1988	octobre 1989	avril 1991
Se classent à gauche	42	34	- 8	34	35	36	41	43	40	36
Se classent à droite	31	36	+ 5	33	31	30	29	31	32	28
Refusent de se classer	20	22	+ 2	27	26	30	26	21	23	30

Ce que les enquêtes par sondages ne perçoivent pas derrière l'apparente identité de la formulation des questions c'est que cette diminution des déclarations d'appartenance à « la gauche » accompagne une transformation des significations et des implications sociales des termes et des catégories employées. Etre « de gauche » en 1980, alors que le PS et le PC font assaut de fidélité au Programme commun et où la « vulgate marxiste » tend à servir de langage commun aux différentes formations politiques de la gauche, recouvre des idées et des attitudes profondément différentes de ce que se déclarer « de gauche » signifiera après le « tournant de la rigueur » et l'aggiornamento du Parti socialiste. La transformation de la signification sociale et des implications pratiques de termes en apparence semblables rend le recul des identités « de gauche » encore plus sensible selon les critères qui étaient ceux de la décennie soixante-dix. Une partie des militants appartenant avant 1981 à des partis d'opposition ou à des syndicats aurait sans doute hésité avant de considérer comme appartenant à « la gauche » les nouvelles offres politiques issues du « tournant de la rigueur ».

78. Enquêtes annuelles de la SOFRES pour *le Point*, cité dans Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, *L'état de l'opinion 1992*, Paris, 1992, p. 59. Notons que l'évolution des déclarations d'appartenance à « la droite » et à « la gauche » suivent de près la présence au pouvoir du personnel politique « de gauche » et « de droite » : lorsque l'un des deux est au gouvernement la proximité politique des personnes interrogées avec le personnel de l'opposition tend à augmenter.

Tableau 9 : Erosion de la gauche électorale et de la gauche idéologique (1981-1986)[79]

	1981	1986	différence 1981-1986
ceux qui ont voté pour des candidats gauche (législatives de 1981 et 1986)	56	44	– 12
Ceux qui se déclarent de gauche (SOFRES mars 1981 et février 1986)	42	36	– 6
Ceux qui se déclarent de droite (SOFRES mars 1981 et février 1986)	31	37	+ 6

Tableau 10 : La pertinence des notions de droite et de gauche de 1981 à 1991 à travers les sondages de la SOFRES (en pourcentage)[80]

	mars 1981	janvier 1984	différence 81-84	février 1986	mars 1988	octobre 1989	avril 1991
Les notions de droite et de gauche sont dépassées	33	49	+16	45	48	56	55
Les notions de droite et de gauche sont toujours valables	43	37	– 6	42	44	36	33

Mais la côte de popularité des gouvernements socialistes n'est pas le seul indicateur de la surprise et de la déception des électeurs « de gauche » face à la faible ampleur prises par les transformations sociales attendues. Les effectifs du Parti socialiste en augmentation constante de 1971 à 1981 commencent à baisser à partir de 1982. Les effectifs déclarés passent de 213.000 en 1982 à 203.000 l'année suivante, 189.000 en 1984 et 176.000 en 1985. Il est significatif que le nombre des adhérents du PS varie en raison inverse de la durée de sa présence au gouvernement : de 1982 à 1986, le PS perd des adhérents, de 1986 à 1988, il en gagne, puis en perd à nouveau après 1988 puisqu'en l'espace de trois ans de 1989 à 1991 ses effectifs diminuent de 25 % pour se situer à 150.000 adhérents, c'est-à-dire un niveau qu'il avait atteint en 1975[81]. Les effectifs estimés du PC évoluent selon un

79. Voir Pascal Perrineau, « Glissements progressifs de l'idéologie », *art. cit*. p. 39 et 40.
80. Enquêtes annuelles de la SOFRES pour *le Point*, cité dans Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, *L'état de l'opinion 1992*, Paris, 1992, p. 59.
81. Voir Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir*..., *op. cit*., p. 361.

rythme semblable. Colette Ysmal estime à 375.000 les adhérents du Parti communiste en 1971. Ils auraient ensuite augmenté jusqu'à plus de 520.000 en 1981 ou 1982 avant de décroître alors pour atteindre 350.000 en 1986 et 220.000 en 1990[82]. Tout se passe comme si le mécontentement suscité par la deuxième et la troisième années du gouvernement Mauroy et le hiatus entre le niveau d'attente suscité par « la gauche » et les manifestations du « Changement » avaient contribué à la désaffection continue des militants politiques des partis de gauche après 1981. Les militants du Parti socialiste et du Parti communiste étaient précisément ceux qui avaient la meilleure connaissance de l'offre politique de leur parti et qui, recrutés selon une ligne partisane très radicale et dans une configuration politique fortement antagonique, avaient le plus de chances d'adhérer au premier degré à la doctrine de rupture défendue par leur dirigeants.

> « L'abandon, dans les années 1983-1984, du thème de la “ rupture avec le capitalisme ”, le ralliement aux maîtres mots que sont devenues la rigueur et la modernisation, la pratique gouvernementale qui n'a pu éviter ni la montée du chômage ni la croissance des inégalités, enfin la répétition des scandales contraires au moralisme et à l'humanisme de la communauté militante ont, semble-t-il, contribué à éloigner du PS bon nombre de militants »[83].

> « La présence de la gauche au pouvoir de 1981 à 1986 s'est accompagnée d'un bouleversement du paysage idéologique français. L'abandon du discours anticapitaliste de la part du Parti socialiste en est la manifestation la plus marquante. Il a désorienté nombre de militants de gauche ou d'intellectuels, pour lesquels la signification ultime de la dimension droite-gauche consistait en un affrontement entre partisans et adversaires du capitalisme. [...] Cette évolution idéologique s'est jouée à deux niveaux : au niveau du discours émis par les hommes et les partis politiques, c'est-à-dire par les producteurs de “ l'offre politique ” ; et au niveau des représentations, croyances, idées et valeurs des électeurs »[84].

82. Colette Ysmal, « Transformation du militantisme et déclin des partis », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, *op*. *cit*., p. 48.
83. Colette Ysmal, « Transformation du militantisme et déclin des partis », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 54. Remarquons que les scandales sont rares durant le premier septennat de François Mitterrand et qu'ils ne sont pas en cause dans la chute initiale du militantisme de gauche qui a suivi 1981.
84. Etienne Schweisguth, « Les avatars de la dimension gauche-droite », *in* Elisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 51.

Tableau 11 : L'évolution de l'image publique des institutions après 1981 (en pourcentage)[85].

avez-vous plutôt confiance dans...

	Mars 1981	Décembre 1985	Evolution
Les maires	73	73	0
Les députés	45	44	- 1
Les ministres	35	41	+ 6
Les hommes politiques en général	29	25	- 4
Les partis politiques en général	22	18	- 4
Le PC	18	8	- 10
Le PS	48	28	- 20
Les mouvements écologistes	40	25	- 15
L'UDF	29	28	- 1
Le RPR	27	29	+ 2

(SOFRES.)

L'image publique des syndicats connaît également une forte baisse après 1981. À la question : « Pour la défense de vos intérêts faites-vous confiance à l'action des syndicats ? », en 1979, 49 % des français et 57 % des salariés déclarent « faire confiance » aux syndicats contre respectivement 37 % et 36 % qui déclarent ne pas leur faire confiance ; en octobre 83, 39 % des personnes interrogées et 46 % des salariés interrogés déclarent faire confiance aux syndicats contre respectivement 47 % et 45 % qui déclaraient ne pas leur

85. Pascal Perrineau, « Glissements progressifs de l'idéologie », *in* Elisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p. 41. Ce tableau est intitulé par Pascal Perrineau, « La défiance croissante vis-à-vis du politique ». Il juge que « la confiance mise dans le personnel et les organisations politiques est, sauf rares exceptions, en baisse sensible » (*ibid*., p. 40.). Ce commentaire apparaît quelque peu excessif puisque l'image publique des maires, des députés, des partis « de droite » est stable. Celle des ministres, très basse en 1981, s'améliore même. Il s'agit essentiellement d'une dégradation de l'image des organisations politiques associées à « la gauche », PS, PC et mouvements écologistes. On peut interpréter la baisse de l'image publique des hommes politiques « en général » et des partis politiques à la dégradation de la popularité du PS et à l'assimilation croissante du personnel politique de l'ancienne opposition à la « classe politiques » et aux positions d'autorité nouvelles acquises en 1981. On peut en effet faire l'hypothèse qu'en 1981, aux questions « avez-vous plutôt confiance dans “ les hommes politiques ” » et « les partis politiques », les personnes interrogées émettaient plutôt un jugement sur le personnel politique gouvernemental auquel n'étaient pas assimilés les leaders de l'opposition qui n'avaient plus exercé de fonctions ministérielles depuis plusieurs décennies. Ainsi s'expliquerait l'apparente contradiction en 1981 entre la bonne image publique du Parti socialiste et le mauvais score des partis et des hommes politiques en général. Au contraire, lors du questionnaire de 1985, les différences d'image publique entre le nouveau personnel gouvernemental et l'ancien se sont atténuées et le PS est plus facilement associé aux « hommes politiques “ en général ” » de la question posée. Là encore, nous ne chercherons pas à analyser la valeur absolue des réponses données aux sondages mais seulement de faire de la variation entre ces réponses un indicateur de l'orientation des jugements portés entre 1981 et 1985 sur le nouveau gouvernement et le personnel politique de la gauche.

faire confiance[86]. Lors de la cohabitation les déclarations de confiance envers les syndicats redeviendront positives avant de chuter à nouveau après l'élection de François Mitterrand en 1988. Alors qu'en juin 1981, 62 % des personnes interrogées déclaraient souhaiter que les syndicats modèrent leurs revendications contre 29 % qui souhaitaient qu'ils les intensifient, en octobre 1982 au contraire, 43 % contre 38 % souhaitent des syndicats plus actifs[87]. À partir de 1977 et lorsque l'accroissement du chômage commence à avoir des effets, les effectifs des syndicats sont en baisse constante. En 1977, plus de 25 % des salariés étaient syndiqués, en 1981 ils sont encore plus de 22 %. Après 1981 sous l'effet conjugué de la démobilisation syndicale qui suit la déception des militants « de gauche » devant l'échec relatif du gouvernement et de l'accroissement du chômage et des possibilités de répression du syndicalisme, le taux de syndicalisation tombe à moins de 16 % en 86 et moins de 12 % en 1990[88]. Le nombre des journées de grève rapporté au nombre de licenciements est également en déclin. Alors qu'en 1975 on totalisait plus de 1.100.000 journées de grève et environ 500.000 de 1978 à 1980, la période suivante de 1981 à 1989 connaît une moyenne annuelle d'environ 350.000 journées de grève alors même que l'accroissement continu du chômage et la succession des licenciements collectifs augmentent les occasions de conflits[89]. Il semble donc que la combativité syndicale décroisse après 1981 du fait de la conjonction d'un ensemble de facteurs parmi lesquels figure la démobilisation militante consécutive à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Le processus de désyndicalisation s'accompagne d'une diminution tendancielle du nombre de mouvements sociaux revendicatifs. Le nombre des manifestations et le nombre des participants aux manifestations tend à décroître. Dans son étude sur les mains courantes de la police et des CRS, Olivier Filleule montre qu'après 1981, à Nantes et à Marseille, le nombre de manifestations « de gauche » décroît tandis que s'accroît le nombre

---

86. *Ibid*., p. 235. Voir Aussi Raymond Soubie, « La crise des syndicats », in Olivier Duhamel et Jaffré (ed.), *L'état de l'opinion 1992*, *op*. *cit*., p. 37-55.

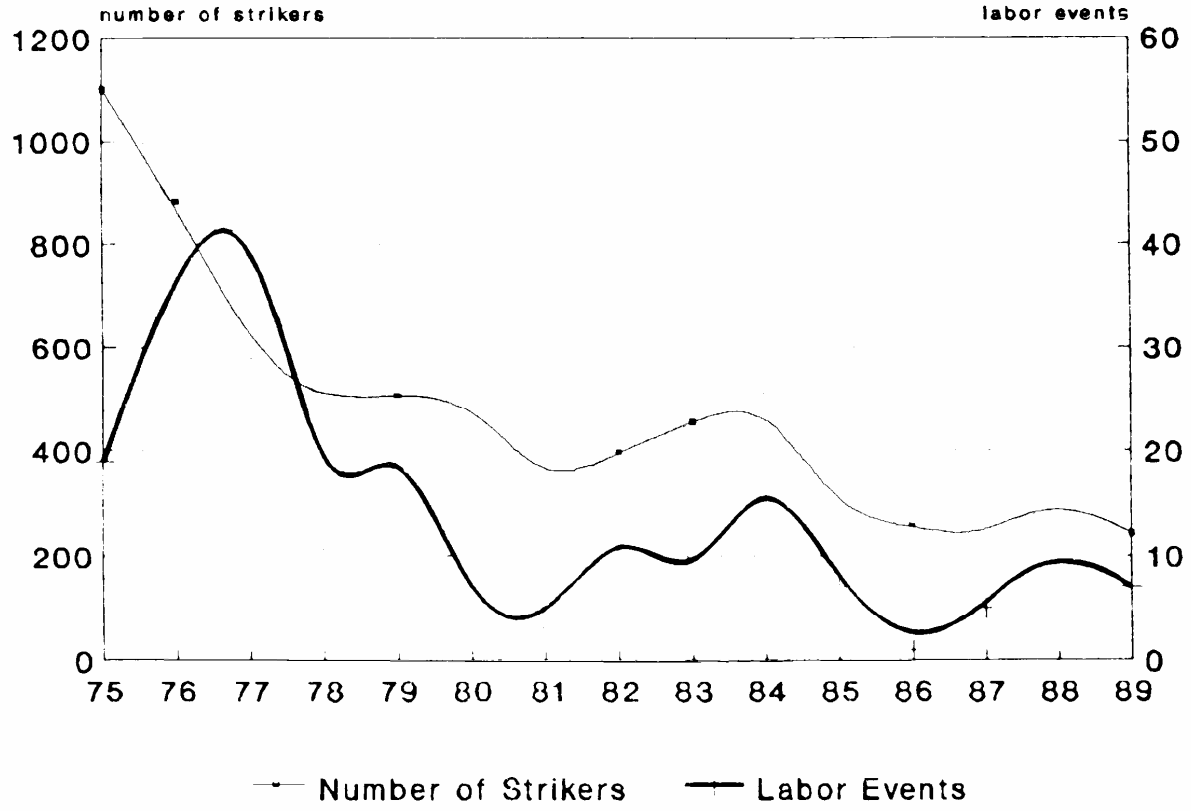
87. Raymond Soubie, « La crise des syndicats », in Olivier Duhamel et Jaffré (ed.), *L'état de l'opinion 1992*, *op*. *cit*., p. 51. Sondage SOFRES pour Liaisons sociales. On peut faire l'hypothèse que la victoire de la gauche avait pu donner l'impression que les syndicats allaient, avec l'appui du gouvernement, entamer un cycle de revendication. Au contraire devant la relative inertie des mouvements de revendication, puis l'annonce des plans de « rigueur », les syndicats ne tardent pas à apparaître trop peu « influents ». En octobre 1983, 35 % des personnes interrogées considéraient que les syndicats exerçaient une influence trop importante, contre 21 % qui pensaient que leur influence n'était pas suffisante. Au contraire en 1987, les proportions s'étaient inversées : 36 % trouvaient que leur influence était trop faible contre 24 % qu'elle était trop forte. En 1991, après dix ans de progression relative des pratiques et des attitudes « libérales », 42 % trouvaient qu'elle était trop faible et seulement 21 % trop forte ; *ibid*.

88. Pour la CGT, Dominique Andolfato, Dominique Labbé, *La CGT. Organisation et audience depuis 1945*, Paris, La Découverte, 1997, p. 237-242, et pour la CFDT Pierre-Eric Tixier, *Mutation ou déclin du syndicalisme. Le cas de la CFDT*, Paris, PUF, 1992, p. 306 : l'auteur identifie une « baisse d'effectif – estimée à cette époque entre 10 et 15 % – qui se marque particulièrement à partir du mois d'avril 1983, date du second plan de rigueur ».

89. Voir source O.M.T. cité in Jan Willem Duyvendak, *Le poids du Politique*..., *op*. *cit*., p. 150, issu de Jean-Daniel Reynaud et Yves Grafmeyer (eds.), *Français qui êtes vous ? Des essais et des chiffres*, Paris, La Documentation française, 1982.

de manifestations « de droite »[90]. Les manifestations antinucléaires nombreuses avant 1981 connaissent une brusque diminution après l'élection de mai 1981. Alors que le PS avait ouvertement soutenu le mouvement antinucléaire durant les années soixante-dix et demandé une remise en cause de la politique énergétique d'EDF, le changement d'attitude du nouveau gouvernement laisse les militants antinucléaires démunis.

Figure 1 : Jours de Grève en France 1975-1989[91].



Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les porte-parole du Parti socialiste avaient multiplié les signes de soutien et d'encouragements au mouvement antinucléaire puisqu'avant 1981, le PS s'attachait à apparaître au côté de tous les opposants au gouvernement. Pourtant après 1981, le nouveau gouvernement ne tient pas les promesses que ses dirigeants avaient faites lorsqu'ils étaient dans l'opposition : « Même si le PS était contre Super-Phénix à Creys-Malville, même s'il avait signé la pétition nationale exigeant un moratoire, même si François Mitterrand avait écrit aux mouvements qui s'opposaient à des projets spécifiques (« Je suis

90. Voir Olivier Fillieule, *Le pouvoir de la rue*, Paris, Presses de Science Po, 1997, p. 241-242.

avec vous »), et même si un référendum et un débat national étaient repris dans la liste des 110 propositions, le nouveau gouvernement n'apporta aucun changement fondamental à la politique nucléaire. Le mouvement, qui avait ouvertement affiché son soutien au candidat PS, se retrouva dans une impasse. [...] Le fait que le mouvement antinucléaire exprima le sentiment d'avoir été trahi par le Parti socialiste, qui avait (partiellement) fait sienne la lutte des années soixante-dix, montre que des changements décisifs au sein de la majorité politique étaient concevables aux yeux des membres du mouvement antinucléaire. Selon eux, le PS avait la possibilité et la capacité d'agir en accord avec les revendications du mouvement au-delà de tous les obstacles formels, mais il s'y est tout simplement refusé »[92]. Cependant, loin de relancer le mouvement antinucléaire en France, le revirement du Parti socialiste a plutôt conduit à une diminution de la participation aux manifestations et à une démobilisation des associations et des groupes antinucléaires. Dans son analyse du mouvement antinucléaire en France[93] Duyvendak souligne que les participants aux manifestations, nombreux lorsque « la droite » est au pouvoir et que le Parti socialiste approuve publiquement la mise en cause de la politique d'équipement autoritaire du gouvernement, se raréfient rapidement lorsque la gauche au pouvoir maintient la même politique. Comment peut-on comprendre la fin des manifestations de protestations contre un programme nucléaire qui, si certains projets sont abandonnés, demeure cependant proportionnellement l'un des plus important des pays industrialisés ?

> « En aucun cas il ne faut sous-estimer *l'importance accordée par les gens de gauche au premier gouvernement de gauche de la Vème République*, *ni l'identification à ce gouvernement*. [...] Dès le début, les autorités de gauche se sont opposées à plusieurs nouveaux mouvements sociaux, (les mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes notamment) [...] Les militants des nouveaux mouvements sociaux, *paralysés par leur identification à d'autres aspects des politiques gouvernementales, n'ont pas protesté immédiatement*. En fait, de nombreux militants des nouveaux mouvements sociaux partageaient l'ancienne politique de classe menée par le nouveau gouvernement : en effet ils avaient appris à tenir compte de l'importance de ce dernier »[94].

> « Dans un pays dont les lois électorales favorisent la bipolarisation, les mouvements sociaux sont contraints de choisir leur camp dans le clivage droite-gauche. Dès ce moment, les nouveaux mouvements sociaux dépendent presque complètement des partis de la gauche française, et leur évolution sera inhibée si les partis dont ils dépendent – les socialistes en particulier – accordent la priorité aux anciens problèmes, ce qui, de facto, entraîne la disparition simultanée de tout soutien et des chances de réussite des nouveaux mouvements. [...] En France, par la polarisation du système, les changements politiques exercent une influence prépondérante sur les possibilités offertes aux nouveaux mouvements sociaux. Dans les autres pays – aux gouvernements de coalition –, les modifications du taux de succès, ainsi que les modifications de soutien et de répression,

---

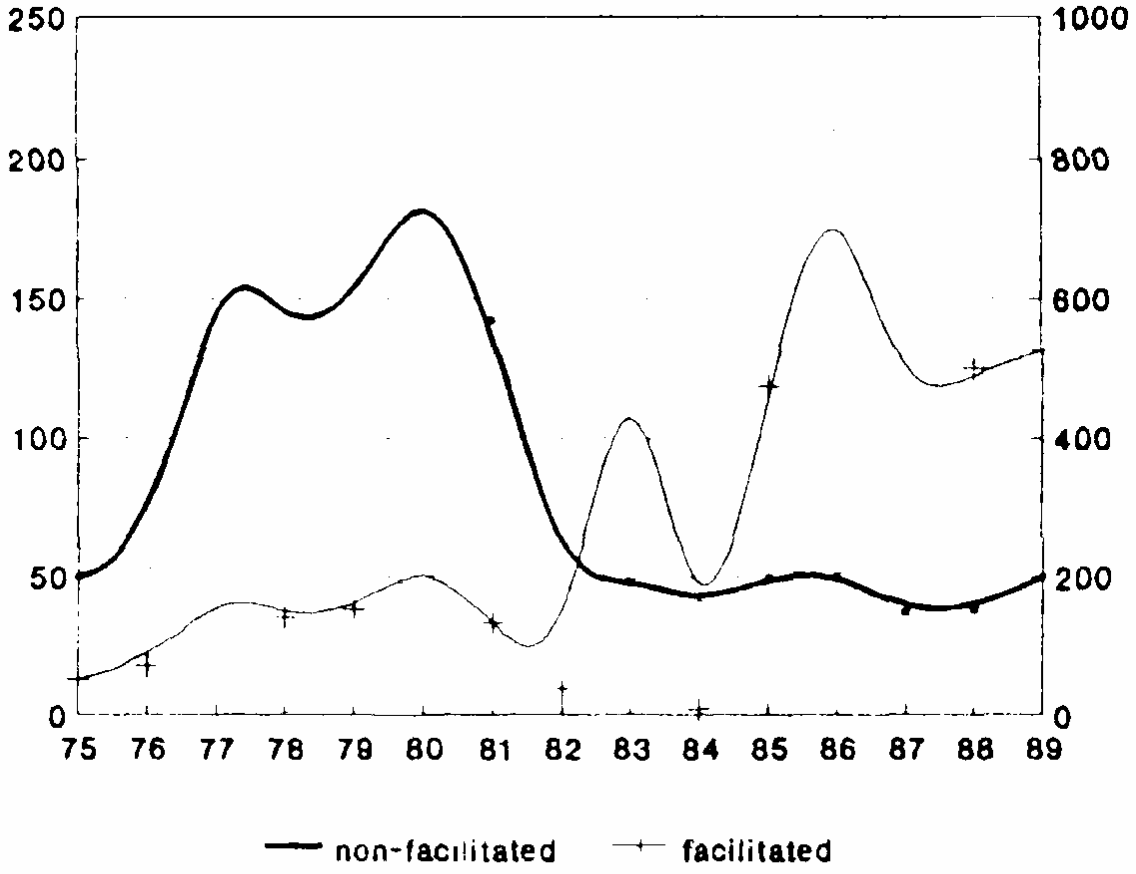
91. Jan William Duyvendak, *Le poids du politique*..., *op. cit.*, p. 150. Sources : Annuaire des statistiques du travail 1989-1990, Genève : O.M.T. ; Jean-Daniel Reynaud et Yves Grafmeyer, *Français qui êtes-vous ?*, *op. cit*.
92. Voir Jan William Duyvendak, *Le poids du politique*..., *op. cit.*, p. 253.
93. Jan William Duyvendak s'appuie en particulier sur le livre de Von Oppeln, *The Left and the nuclear energy conflit. A comparison between France and Germany*, 1989.
94. Jan William Duyvendak, *op. cit.*, p. 141, italiques ajoutées.

> seront moins spectaculaires (voire virtuellement absentes en Suisse). En France, les portes se sont fermées à (presque) tous les nouveaux mouvements sociaux en 1981 : il ne leur est resté ni accès au gouvernement, ni soutien des partis d'opposition. Conclusion, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, la vague d'activités des nouveaux mouvements sociaux, entamée en 74-75, a *avorté*. Le changement radical que représente l'arrivée de la gauche au pouvoir a eu d'énormes conséquences »[95].

Jan Duyvendak souligne que c'est l'adhésion d'une grande partie des manifestants antinucléaires à la « culture de gauche », leur « identification à d'autres aspects des politiques gouvernementales » qui permettent d'expliquer le manque de motivation de beaucoup de militants antinucléaires après 1981. Beaucoup de ceux qui participaient aux manifestations antinucléaires le faisaient autant pour s'opposer aux gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing que pour obtenir l'arrêt du programme nucléaire. Lorsque « la gauche » arrive au pouvoir et présente la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires comme une nécessité, la conjonction de ceux qui ne peuvent encore manifester contre un gouvernement qu'ils soutiennent, de ceux à qui le revirement du PS a ôté tout espoir d'atteindre les objectifs du mouvement et de ceux pour qui les manifestations d'hier représentaient surtout un moyen de s'opposer à un gouvernement « de droite », conduit à une diminution importante de la capacité d'attraction et d'action des organisations antinucléaires.

95. *Ibid*., p. 187. La notion de « nouveaux mouvements sociaux » est ici employée pour désigner les mouvements protestataires ou revendicatifs « progressistes » qui ne sont pas liés à la tradition du mouvement ouvrier ou à des revendications salariales. Cependant séparer des mouvements qui seraient « anciens » de causes qui seraient « nouvelles » posent des problèmes méthodologiques importants, dont la moindre n'est peut-être pas la connotation négative de « ancien » et positive de « nouveau ». Les liens historiques existant entre les organisations politiques et syndicales « traditionnelles » et les causes « nouvelles » rendent difficile et sans doute vain de chercher à opérer une coupure nette entre les groupes politiques et des mouvements revendicatifs d'ailleurs arbitrairement reliés ensemble. Remarquons cependant que ces causes « nouvelles » se développent dans le contexte revendicatif favorable des années soixante-dix et se révèlent très sensibles à la nouvelle configuration politique de l'après-81, sans doute en partie parce que la connexion entre les clivages du champ politique et les motivations de leurs militants est très forte.

Figure 2 : Participation aux nouveaux mouvements sociaux en France 1975-1989 (participation totale en milliers)[96].



C) Le processus de transformation des controverses politiques

Nous ne reviendrons pas sur les transformations qui vont affecter les configurations des champs politiques, journalistiques et intellectuels après 1981. De telles transformations parallèles et simultanées des contenus idéologiques de l'offre politique de l'ensemble des producteurs de biens politiques et culturels ne pouvaient pas ne pas avoir de conséquences sur la façon dont les acteurs ordinaires allaient se représenter la politique. Nous insisterons sur les effets de l'évolution de l'offre politique et des circuits de légitimation propres à chaque camp politique sur les représentations politiques des agents et leur capacité à s'engager en politique.

96. Jan William Duyvendak, *Le poids du politique*..., *op. cit.*, p. 190. Le trait gras représente les « actions non soutenues par le PCF, le PS et les syndicats ». Le trait fin les actions qu'ils soutiennent.

1) L'économie symbolique de la légitimation politique avant 1981

Avant 1981, deux systèmes de légitimité s'affrontaient dans le champ politique. Celui de la majorité fondé sur la possession des positions institutionnelles officielles, sur le contrôle de l'administration et sur les médias télévisés et celui de l'opposition appuyé par les organisations syndicales et militantes proches et par les journaux « de gauche ». Chacun de ces systèmes de légitimation disposait de partisans disposés à croire et à adhérer aux oppositions ainsi mises en scène.

Il convient ici de souligner la légitimité symbolique que procuraient aux factions politiques qui les détenaient le contrôle des positions gouvernementales et des administrations. La maîtrise du protocole et des rituels républicains, la détention de positions institutionnelles dont les leaders de l'opposition étaient exclus contribuaint à l'établissement de l'image de compétence et d'autorité du personnel politique de la majorité[97]. Lorsque les alternances sont fréquentes, le personnel de l'opposition occupait hier encore les positions officielles et les électeurs n'ont pas de difficultés à l'imaginer à nouveau au gouvernement. Mais lorsque l'opposition n'a plus exercé de fonctions officielles depuis des dizaines d'années – comme c'était le cas en 1981 – l'autorité institutionnelle tend à se voir associée au personnel politique de la majorité, dont les options politiques et économiques en viennent à être considérées comme ratifiées par l'expérience administrative et les faits. Maîtrisant les administrations permettant l'élaboration et la « mise en chiffres » des politiques possibles face à une opposition sans moyens, le personnel politique au pouvoir dispose en pratique du monopole de l'expertise administrative. Lorsqu'une longue période de maîtrise des nominations administratives a en outre permis aux gouvernements successifs de contrôler les orientations partisanes du personnel administratif[98] – la politique ordinaire de l'Etat, la

97. Voir Marc Abélès, *Anthropologie de l'Etat*, *op. cit.*, et Yves Déloye, Claudine Haroche et Olivier Ihl, *Le protocole ou la mise en forme de l'ordre politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.

98. Le contrôle des orientations idéologiques des hauts fonctionnaires n'est pas seulement obtenu au moyen de nominations « politiques » mais aussi par les effets d'anticipation auxquels sont conduits les jeunes fonctionnaires du fait de la fermeture de l'éventail des opinions susceptibles de permettre de faire carrière. Voir Ezra N. Suleiman, *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles*, Paris, Le Seuil, 1979, p. 103-110 et 153-162 et *Les Hauts fonctionnaires et la politique*, Paris, Le Seuil, 1976. Si les énarques des réseaux d'experts réunis par le Parti socialiste avant 1981 sont à des postes de responsabilité généralement faibles, c'est non seulement parce qu'on leur a souvent préféré des candidats plus sûrs mais aussi parce que les élèves sortis dans les premiers rangs tendent – avant 1981 – à éviter de manifester des opinions oppositionnelles. Voir aussi Danielle Lochak, « La haute administration à l'épreuve de l'alternance : le cas des directeurs d'administration centrale » dans Pierre Birnbaum (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir, 1981-1985*, Paris, PUF, 1985 et Monique Dagnaud et Dominique Mehl, *L'élite Rose. Sociologie du pouvoir socialiste 1981-1986*, Paris, Ramsay, 1988, p. 77-99 : « Beaucoup de hauts fonctionnaires des cabinets [socialistes de 1981] évoquent les difficultés professionnelles que leur appartenance politique leur a valu sous le gouvernement giscardien : refus d'avancement, mise à l'écart des postes de direction brimades diverses. [...] Plusieurs membres des grands corps sont demeurés cantonnés dans leur administration, faute de mieux. L'engagement, pourtant freine l'accès aux postes zénith de l'Etat, mais ne détruit pas une carrière : le conseil disciplinaire n'est jamais convoqué ».

politique présentée par la haute fonction publique comme la plus « rationnelle » et la politique prônée par la faction majoritaire tendent à se confondre. La légitimité sociale et politique de ceux qui occupent depuis longtemps les positions électives s'impose alors comme un fait d'évidence aux agents les moins impliqués dans le jeu politique[99].

Mais la légitimité « technique » du personnel politique et administratif est également particulièrement sensible dans les relations que les pouvoirs publics entretiennent avec les journalistes politiques chargés de l'actualité gouvernementale ou de chaque secteur d'activité ministériel. La capacité des sources institutionnelles à convaincre les journalistes de la pertinence de leurs problématiques et des solutions qu'elles proposent est directement en rapport avec les ressources d'expertise et le capital d'autorité qu'elles sont en mesure de mobiliser[100]. Dans une situation structurellement inégalitaire dans laquelle les journalistes sont demandeurs d'informations et de pré-analyses pour « cadrer » dans l'urgence leurs commentaires, la capacité des sources institutionnelles à imposer à leurs interlocuteurs un mode d'approche des problèmes et à circonscrire les débats éventuels est considérable[101]. De surcroît, le contrôle indirect que le gouvernement exerce avant 1981 sur une partie de la presse oblige les journalistes se situant en contradiction avec le cadre d'interprétation journalistique majoritairement adopté, à fournir un surcroît de justification à leur position – généralement seuls les médias d'opposition sont en mesure de se montrer critiques. Cette maîtrise des médias d'Etat, garantissait au personnel gouvernemental une couverture, sinon toujours conforme à ses désirs, du moins rarement hostile[102]. En outre, les sources institutionnelles sont structurellement prioritaires dans le processus d'établissement de l'ordre du jour politique et peuvent amener la presse à traiter d'une question, souvent dans les termes mêmes qui sont souhaités. La capacité du personnel politique occupant les

99. Voir Daniel Gaxie, *Le cens caché*, *op. cit.*, et Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 37, 1981, p. 3-24. Pour un indicateur de la « méfiance » à l'égard de l'administration chez les jeunes avant 1981, voir Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op. cit.*, p. 113-118. Il est probable que les questions des instituts de sondages et des enquêteurs scientifiques sur la « méfiance envers les administrations » ont été plus fréquentes durant la décennie soixante-dix qu'ultérieurement puisque structurellement liées à la configuration politique et idéologique de la Vème République gaulliste et giscardienne.

100. Même lorsque le journaliste dispose d'un certain prestige intellectuel et d'une réputation de compétence, il se trouve placé en situation d'infériorité vis-à-vis des ministres et de leurs services d'expertise : « Une fois, j'étais à la Commission des comptes de la nation et le ministre des Finances de l'époque, qui était Giscard d'Estaing, a attaqué courtoisement mais fermement mon dernier article du *Figaro*. Il me reprochait de l'avoir critiqué sans expliciter ce qu'il faudrait faire. J'ai répondu de mon mieux en disant : " Le duel n'est pas à égalité ; vous, vous êtes le ministre et vous disposez de tous les services qui vous donnent les données nécessaires à la compréhension et à la décision. Moi, je suis un journaliste tout seul, sans service d'information " » ; Raymond Aron, *Le spectateur engagé*, Paris, Julliard, 1981, éd. poche, p. 318.

101. Philip Schlesinger, « Repenser la sociologie du journalisme... » *art. cit*.

102. Ainsi entre 1974 et 1981, les difficultés économiques de la France sont généralement expliquées par la « crise du pétrole », c'est-à-dire par des causes extérieures et incontrôlables. La campagne de « communication gouvernementale » sur « l'heure d'été » et celle consacrée à « la chasse au Gaspi », auxquelles la télévision donne un large écho, contribuent à accréditer la thèse de la majorité – il ne s'agit pas ici de se prononcer sur la pertinence des arguments échangés alors, mais d'analyser quelles étaient les thèses dont l'exposé était privilégié dans les médias d'Etat – au détriment de celles de l'opposition mettant alors en cause la politique économique de Raymond Barre.

positions institutionnelles à susciter des « événements administratifs » – réalisations ou inaugurations, annonces ou applications de mesures, publications de rapports, contenus des projet de loi, communiqués ou conférences de presse tendant à définir le cadre de perception et de jugement des actions des pouvoirs publiques et les bornes du possible en politique – leur donne un accès aux médias routinier et beaucoup plus aisé que celui de tout autre acteurs politiques[103]. Enfin, les flux financiers qu'ils maîtrisent leur donnent une capacité d'initiative et d'action sans commune mesure avec celle des acteurs de l'opposition et par conséquent une plus grande faculté d'attirer l'attention des médias et d'obtenir une couverture favorable.

Face au monopole de la compétence économique et gestionnaire que revendiquent avant 1981 les détenteurs des positions gouvernementales[104] et face aux moyens d'action et d'influence que celles-ci leur procurent, les partis de gauche cherchent à établir leur propre légitimité alternative. Ne pouvant encore concurrencer leurs adversaires sur le terrain de l'excellence gestionnaire, les porte-parole du PS utilisent une rhétorique « radicale » qui identifie les partis gouvernementaux, les dirigeants d'entreprises et les catégories sociales « favorisées » comme également défenseurs d'un ordre social inégalitaire[105]. Le discours traditionnel de « la gauche » distingue nettement l'offre politique des partis de l'opposition de la politique « libérale avancée »[106] dont se réclame le gouvernement et constitue une critique radicale des principes mêmes sur lesquels sont alors fondées les politiques publiques[107]. L'utilisation d'un langage de forme « marxiste » permet de situer l'offre économique de l'opposition dans un espace de références très différent de celui qu'utilisent les formations de la majorité[108]. La revendication de la « rupture » avec l'économie capitaliste permet aux partis « de gauche » de remettre en cause radicalement l'expertise administrative du personnel gouvernemental[109]. L'opposition cherche par conséquent à définir, avant 1981, une véritable légitimité économique alternative, fondée sur une rhétorique de rupture avec

---

103. Voir R. W. Cobb et C. D. Elder, « The politics of agenda building : an alternative perspective for modern democratic theory », *Journal of politics*, 33, p. 892-915 et Philippe Garraud, « Politiques nationales : élaboration de l'Agenda », *L'année sociologique*, 1990, p. 17-41.

104. Selon Alain Duhamel : « La gauche s'arroge le monopole du cœur, la majorité celui de la compétence », (Alain Duhamel, *La République giscardienne. Anatomie politique de la France*, Paris, Grasset, 1980, p. 98). En 1980, après plusieurs dizaines d'années dans l'opposition, les partis de gauche ont du mal à convaincre certains électeurs qu'ils sont susceptibles de gouverner alors que gaullistes et giscardiens mettent en cause leur manque d'expérience et leurs supposées faibles qualités de « gestionnaires ».

105. Voir *supra* p. 382.

106. Voir Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

107. Voir par exemple les commentaires qui ont suivi dans la presse de gauche la nomination de Raymond Barre, alors présenté comme le « meilleur économiste de France » au poste de premier ministre en 1976. Ou les appréciations portées sur la politique « d'austérité » suivie entre 1976 et 1981.

108. Voir Elie Cohen, « Les socialistes et l'économie : de l'âge des mythes au déminage » in Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, *op. cit.*, p. 71-96 et Bruno Théret, « Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 41, 1991, p. 342-381.

109. Voir Eric Melchior, *Le PS...*, *op. cit.*, et Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir*, *op. cit.*,

l'économie « capitaliste » et avec les logiques libérales qui placent la « bonne santé » des entreprises au centre des objectifs des politiques publiques[110]. On constate donc qu'avant 1981, les propositions économiques de la droite et de la gauche relèvent de deux univers conceptuels différents et qu'ils établissent deux ordres de légitimité distincts entre lesquels les électeurs sont amenés à choisir[111]. On pourrait en outre soutenir qu'il existe deux débats politiques et économiques distincts, l'un propre au personnel de « la droite » qui repose sur les principes de l'économie libérale, l'autre interne à « la gauche » où sont débattues les questions de l'autogestion, des nationalisations, voire du « passage au socialisme »[112].

Le travail politique des partis « de gauche » consiste alors à donner une légitimité à ce programme économique « radical ». Comme nous l'avons montré ci-dessus, l'opposition bénéficie de l'appui de milieux universitaires majoritairement orientés « à gauche » et du prestige que les langages « critiques » et « marxistes » exercent sur les clercs – en particulier les plus jeunes –. La participation d'intellectuels parmi les plus connus à des manifestations organisées ou soutenues par les partis de l'opposition contribue à établir indirectement la crédibilité des propositions économiques radicales de la gauche et participe du système de légitimation global du personnel politique de la gauche. Soucieux de ne pas laisser au gouvernement le monopole de l'expertise administrative, le Parti socialiste a également constitué un « brain trust »[113], qui met en avant ses propres énarques[114], pour établir symboliquement la crédibilité et la rigueur des propositions économiques de la gauche qui doivent apparaître comme rigoureuses et entourées de garanties de sérieux, bien que fondées sur des principes économiques différents.

Enfin, nous avons montré dans un chapitre précédent que la légitimité du discours politique et économique alternatif de la gauche se trouvait établie et garantie par une presse qui approuvait l'offre politique de l'opposition et qui critiquait la logique des politiques économiques des gouvernements successifs de « la droite ». Redoublant le travail politique des porte-parole des partis de gauche, la presse « progressiste » venait confirmer et certifier la justesse de l'offre politique alternative de l'opposition. Face au monopole de l'information

110. Nous ne discuterons pas ici le fait de savoir si ces propositions étaient réellement « marxistes » ou bien seulement « keynésiennes » et « social-démocrates ». Il nous importe seulement de considérer que les formes prises par l'offre politique et économique du PS était conçues pour apparaître radicalement différentes de celle du gouvernement.

111. Nous ne cherchons pas à affirmer que les électeurs se prononcent en fonction des programmes électoraux mais nous voulons seulement analyser l'organisation symbolique du système de représentation des acteurs les plus intéressés par la politique pour déterminer les conséquences de la transformation de la structure de l'offre politique.

112. Ces deux discours n'étaient pas supportés par le même type de locuteur savant : plus d'experts administratifs, de hauts fonctionnaires ou d'économistes institutionnels pour le discours « libéral », plus d'intellectuels, d'universitaires et de professionnels de la politique pour le discours « critique ».

113. Ezra N. Suleiman, *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 109. Voir Aussi Monique Dagnaud et Dominique Mehl, *L'élite rose*..., *op. cit.*,

114. Citons en particulier Laurent Fabius, Lionel Jospin, Paul Quilès, Pierre Joxe, Jacques Attali, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Louis Bianco, etc.

audiovisuelle dont bénéficiait la majorité, elle constituait une instance extérieure aux partis d'opposition qui validait symboliquement leur offre politique. L'efficacité symbolique du soutien que les journaux d'opposition apportaient alors aux partis « de gauche » était d'autant plus grande qu'ils leur apparaissaient moins liés et que la caution qu'ils apportaient à leurs propositions semblait plus extérieure et « indépendante ». En ce sens, le rôle du journal *le Monde* apparaît plus grand que celui du *Matin de Paris*, du *Canard Enchaîné* ou de *l'Humanité* et il semble logique que le ressentiment du personnel politique de la majorité ait été dirigé contre lui[115]. Pierre Grémion considère ainsi qu'avant 1981 « deux organes de presse centraux [...] occupent une position stratégique de relais du système d'influence intellectuel de la gauche du Programme commun, *le Monde* et *le Nouvel Observateur* »[116].

Il existe donc, avant 1981, des économies symboliques de légitimation distinctes pour les offres politiques de « la gauche » et de « la majorité ». D'un côté le personnel politique gouvernemental s'appuie sur les ressources que lui donne la maîtrise de l'administration et sur le contrôle qu'il exerce sur les médias d'Etat et une partie de la presse privée pour justifier un discours économique « libéral » ; de l'autre, les partis d'opposition mobilisent le soutien des intellectuels, des experts administratifs « alternatifs » qu'ils parviennent à réunir et de la presse « de gauche » pour valider une offre politique utilisant un langage de forme « marxiste » et critiquant les logiques économiques libérales. Les électeurs potentiels se trouvaient donc en face de deux offres politiques différentes et cohérentes qui possédaient une force sociale dissemblable mais qui étaient chacune entourées d'un dispositif symbolique établissant et garantissant leur crédibilité. Chacun de ces discours avait un auditoire propre qui n'était que peu susceptible d'être sensible aux arguments avancés par le camp rival. Ces deux offres politiques se trouvaient appuyées par des entreprises de presse distinctes qui disposaient chacune d'un lectorat stable doté d'une identité partisane ou idéologique forte. La non continuité entre les deux espaces idéologiques avait pour conséquence que la pertinence des programmes, des projets et des attitudes était jugée à l'intérieur de chaque camp politique selon des critères qui lui étaient propres. Dans une telle configuration, les partisans de chaque camp ont peu de chance de voir leurs opinions modifiées à court terme par l'échange d'arguments. Un discours « de gauche » radical a alors d'autant moins de chance de se voir socialement invalidé qu'il est garanti par de nombreux journalistes, intellectuels, experts et hommes politiques qui en assurent la pertinence. L'offre d'expertise mise en œuvre par le Parti socialiste contribue à protéger les

115. Voir Jacques Doléans, *La fin d'un Monde*, *op. cit.*, p. 150 et aussi Jean Huteau et Bernard Ullmann, *AFP. Une histoire de l'agence France Presse, 1944-1990*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 410-413 et ci-dessus p. 133. Sans la caution que donne aux informations du *Canard Enchaîné* sur « l'affaire des diamants » la première page que lui consacre la rédaction du *Monde*, cette affaire serait apparue comme une forme dégradée des polémiques politiques ordinaires mises en avant par un journal bien connu pour « appartenir » à l'opposition.

116. Pierre Grémion, *Paris/Prague*..., *op. cit.*, p. 288-289.

journalistes de la presse d'opposition et les électeurs, de l'imposition de légitimité que sont susceptibles d'exercer les ressources d'expertise administratives du gouvernement[117]. La presse d'opposition contrebalance en partie les effets de légitimité qu'impliquent la possession durable des positions institutionnelles électives et le contrôle des médias audiovisuels. Les électeurs les plus proches de la gauche sont ainsi partiellement protégés de l'emprise exercée par l'autorité sociale et la légitimité politique propres au gouvernement. Lorsque le personnel politique de chaque camp, les journalistes qui leur sont affiliés et leurs lecteurs, les militants politiques et syndicaux et les électeurs les plus proches de chaque alliance partisane « font bloc », les sujets polémiques ont toutes les chances de se trouver constitués politiquement selon la ligne de clivage « gauche-droite » et de susciter des prises de position coordonnées selon des logiques de camp partisan. Dans une telle configuration où l'opposition recherche le maximum de points de polémique et dispose d'un ensemble de cadres interprétatifs et argumentatifs critiques bien diffusés par les journaux « de gauche », très peu de sujets sont susceptibles de faire l'objet d'un consensus.

L'emprise que le système d'oppositions politiques exerce sur les représentations collectives tient au nombre des acteurs qui y adhèrent et aux liens structuraux existant entre le champ politique et les différents champs de production symboliques. Que ce soit dans le domaine de l'art (art « bourgeois » contre avant-garde), du fait divers (légitime défense contre la délinquance ou autodéfense abusive des possédants), des mœurs (féminisme et libéralisation sexuelle ou morale traditionnelle), de l'entreprise (revendications des salariés ou compétitivité économique), de la politique internationale (insistance sur la délinquance aux Etats-Unis ou sur les succès de la NASA, sur l'aide au développement du Tiers-Monde ou le maintien de la stabilité des régimes politiques africains), un grand nombre de secteurs sociaux sont alors susceptibles de se voir appliquer les schèmes d'opposition entre la gauche et la droite. Des acteurs indépendants de toute affiliation partisane peuvent faire usage des ressources argumentatives protestataires que procurent les logiques d'affrontement politiques entre « la gauche » et « la droite » au sein des secteurs dans lesquels ils sont investis, contribuant ainsi à l'extention de l'emprise des clivages partisans en dehors même de toute intervention d'entreprises militantes. Le travail politique des partis de gauche a tendu à faire coïncider les frontières de camp partisan et les frontières de classes, elles-mêmes en partie entretenues ou produites par les organisations du mouvement ouvrier. L'orchestration objective des prises de position critiques tient en partie au travail politique des partis d'opposition pour coordonner et faire communiquer symboliquement l'ensemble des luttes entre prétendants et dominants dans différents

117. On peut faire l'hypothèse que la promotion des anciens élèves de l'École nationale d'administration au sein du Parti socialiste durant les années soixante-dix a pour origine la nécessité pour le parti et pour son premier secrétaire de s'entourer d'experts administratifs dont on ne pourra mettre en cause la compétence.

secteurs et pour les exprimer dans le langage propre au champ politique ; mais elle tient également à un ensemble d'événements – guerre d'Algérie, durée de l'emprise du personnel politique gaulliste, mai 1968 – qui vont contribuer à aligner les luttes propres à différents secteurs en rendant plus facile le travail politique d'identification des dominants et des dominés au sein de ces espaces sociaux. La force d'enrôlement des formations politiques de « la gauche » tient alors pour une part aux rétributions des postures critiques dans l'ensemble de la société, à la plasticité des répertoires argumentatifs « de gauche » qui peuvent assurer la connexion symbolique de luttes entre « *established* » et « *outsiders* » dans différents secteurs sociaux et dans la coordination objective des contestations que favorisent alors le travail argumentatif et militant propre aux formations de l'opposition qui se traduit par la superposition provisoire des luttes politiques et des luttes sociales.

Avant 1981, les électeurs les plus intéressés par les affrontements politiques étaient donc susceptibles d'adhérer soit au système argumentatif des partis « de gauche » soit à celui du personnel gouvernemental. Le nombre des acteurs impliqués dans les luttes entre « la gauche » et « la droite » et la multiplicité des secteurs dans lesquels ils intervenaient – champ politique, syndicats au sein de l'entreprise, champ des médias d'information, champ de production intellectuelle, secteur de l'université, mouvements de locataires, mouvement antinucléaire, associations militantes de l'antiracisme, du féminisme, etc. – renforçaient l'emprise et la légitimité sociale des logiques partisanes de l'affrontement entre « la gauche » et « la droite » qui tendaient à structurer l'ensemble des modes de perception des objets politiques et des « questions de société ». La conviction que l'ensemble des acteurs politiques et militants plaçaient dans la réalité et la pertinence des enjeux de leurs luttes tendaient à accroître encore leur vraisemblance et à interdire de concevoir les affrontements politiques selon d'autres logiques. Pourtant, la transformation structurelle que va entraîner l'arrivée de la gauche au pouvoir va profondément changer la forme et le contenu des affrontements partisans.

2) Les transformations de l'économie symbolique de la crédibilité politique

Alors qu'avant 1981, la cohérence entre l'offre politique des partis de gauche, les orientations de la presse d'opposition et les prises de position des intellectuels contribuaient à confirmer les électeurs les plus proches de la gauche dans des représentations politiques « radicales », à partir de 1981, les transformations de l'offre politique du Parti socialiste et l'évolution conjointe des orientations de la presse de gauche vont au contraire conduire à la mise en cause progressive du système de catégories politiques antagoniques sur lesquelles

étaient jusqu'alors fondées les représentations politiques des agents les plus intéressés par les luttes partisanes. En mettant en évidence les transformations parallèles du champ journalistique et du champ intellectuel impulsées par l'évolution de l'offre politique à partir de 1981, nous voulons faire apparaître comment la modification rapide, concomitante et objectivement orchestrée de l'ensemble des énoncés susceptibles d'être tenus par les acteurs politiques, les journalistes et les producteurs intellectuels identifiés à l'ancienne opposition va conduire à une transformation profonde de ce qu'étaient les représentations politiques « de gauche ».

Entre 1981 et 1983, le gouvernement se trouve investi de la responsabilité de la réussite ou de l'échec des idées de « la gauche ». Nous avons montré comment les transformations des besoins argumentatifs des partis « de gauche » qu'entraîne leur entrée au gouvernement vont modifier leur offre politique. Le soutien apporté par le PS et le PC au nouveau gouvernement et à son discours politique « réaliste » a pour effet que seuls les groupes de l'extrême gauche tentent alors de mobiliser les représentations politiques « radicales » qui constituaient l'ancienne définition de « la gauche » et sur la base desquelles avaient été menées les campagnes électorales des partis d'opposition depuis 1972. Cependant, les groupes d'extrême gauche, du fait de leur effectifs réduits et de leur manque de crédibilité politique ne sont pas susceptibles de se substituer aux principaux partis de l'ancienne opposition[118]. Face au revirement conjoint du PS et du PC, la possibilité de ces groupes de se faire entendre demeure faible. Cette quasi-disparition de l'offre politique associée à l'ancienne définition de « la gauche » contribue d'ailleurs à accroitre la crédibilité des justifications données par le gouvernement des difficultés rencontrées dans l'exercice du pouvoir. Ainsi se diffuse l'idée que, malgré les efforts et la volonté du personnel politique du PS, la « réalité économique » impose un certain nombre de contraintes avec lesquelles un gouvernement doit composer, c'est-à-dire que l'écart entre les attentes suscitées en 1981 et les résultats de la politique du gouvernement est finalement dû à une mauvaise interprétation de la réalité par les dirigeants du PS lorsque ceux-ci se trouvaient dans l'opposition plutôt, par exemple, qu'au manque de détermination à pousser plus loin la logique de la « rupture » comme le leur reprochaient alors les groupes d'extrême gauche[119].

L'introduction croissante de thèmes auparavant associés au « libéralisme » et à « la droite » au sein du discours public du gouvernement va également modifier la définition de ce que c'est qu'être « de gauche », c'est-à-dire de la limite à partir de laquelle un acteur politique peut légitimement se définir lui-même ou être qualifié comme « de gauche » sans encourir de démenti. En acceptant que soit classés « à gauche » un certain nombre de

118. Voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.*, p. 169-180.

nouveaux acteurs politiques (par exemple Bernard Tapie ou Alain Minc) – c'est-à-dire en ne menant pas le travail politique de définition des frontières qui quelques années auparavant aurait sans doute conduit à les exclure de l'appartenance à « la gauche » –, le personnel politique de la majorité et les journalistes qui en sont proches tendent à redéfinir les identités politiques propres à « la gauche » et à accepter une définition plus large de celle-ci, associée non plus à un discours radical de « rupture » avec le système économique « capitaliste » mais plutôt à un mode de gestion des affaires publiques se préoccupant des catégories sociales les moins favorisées[120]. Pour être plus précis, c'est la faiblesse institutionnelle et politique relative – en particulier au sein des médias – des fractions les plus attachées à l'ancienne définition de « la gauche » – les communistes, les groupes « d'extrême gauche », les amis de Jean Poperen ou de Jean-Pierre Chevènement – qui va rendre inefficace le travail politique de maintien des anciennes frontières partisanes mené à l'égard de ces nouveaux acteurs mais aussi vis-à-vis des fractions du Parti socialiste – mitterrandistes, fabiusiens ou rocardiens – attachées au contraire à redéfinir le contenu idéologique de « la gauche »[121].

L'évolution progressive et parallèle de l'offre politique du nouveau gouvernement, des orientations éditoriales des journalistes et des rédactions des journaux de l'ancienne opposition et des thématiques propres au champ de production culturelle permet d'expliquer pourquoi les agents qui se reconnaissaient alors dans « la gauche » n'aient pas conçu la pratique gouvernementale des dirigeants socialistes sous les catégories de la « trahison » ou du non respect des promesses électorales mais plutôt comme la conséquence « inévitable » de la prise en compte des « réalités économiques » ou de « la crise ». C'est la faiblesse de la contestation des nouvelles positions du Parti socialiste, tant dans le sous-champ politique de la gauche, dans le champ de production intellectuelle que dans celui de l'ancienne presse d'opposition, qui facilite l'abandon de l'ancienne thématique de « la gauche. C'est parce que la presse « de gauche », dotée à la fois d'une crédibilité militante et d'une image d'indépendance relative à l'égard du Parti socialiste admet les raisons données par le gouvernement pour justifier des résultats économiques alors perçus comme relativement décevants qu'est alors susceptible de s'imposer une nouvelle définition de ce que les militants et les électeurs doivent attendre du PS et donc une redéfinition de l'identité politique

119. Bien évidemment il ne s'agit pas ici de nous prononcer sur la pertinence de chacune de ces offres politiques. Nous chercherons seulement à éclairer le processus de transformation des représentations politiques propres à « la gauche » et ses effets sur les conditions d'apparition d'une organisation antiraciste.
120. Voir Philippe Riutort, « Bernard Tapie en politique. Contribution à la transformation structurelle des conditions d'émergence des acteurs politiques après 1981 », Nanterre, thèse de science politique en cours.
121. *À* mesure que les courants majoritaires du Parti socialiste abandonnaient des thèmes et des éléments de doctrine qui étaient auparavant considérés comme indissociablement attachés à l'identité de « la gauche », les courants situés à leur gauche atténuaient la radicalité de leur offre politique tout en maintenant leur position relative à la gauche du Parti socialiste.

de « la gauche ». En d'autres termes, la dissonance cognitive[122] due à l'écart entre les attentes suscitées chez les militants et les électeurs se reconnaissant dans « la gauche » et la réalité des résultats économiques et sociaux obtenus par le gouvernement, a été d'autant plus facilement gérée par les dirigeants du PS qu'il existait une presse identifiée à « la gauche » et dotée d'une certaine crédibilité politique établie – à la fois pour des raisons de proximité partisane et d'autonomie professionnelle et politique – qui a justifié la ligne de défense du gouvernement et qui a accepté la nouvelle définition de la « réalité économique » et des capacités de réforme limitées du gouvernement énoncées par les socialistes.

> En 1985, Serge July commente un sondage commandé par *Libération* intitulé « C'est quoi, être de gauche ? » et portant sur l'évolution des opinions politiques des Français depuis 1981. Il se félicite que les personnes interrogées préfèrent « la rénovation » au « retour » aux idées du passé et fait mine de critiquer au passage des dirigeants socialistes qui, soit croiraient encore aux doctrines anciennes, soit n'oseraient pas aller plus loin dans la « modernisation idéologique » de crainte de s'éloigner d'un électorat supposé encore attaché à l'ancienne définition de « la gauche » : « Que ce soit dans l'électorat de François Mitterrand en 1981, parmi les communistes ou les socialistes, ils sont plus de 60 % à préférer que la gauche se transforme, se rénove à l'éventualité d'un retour aux idées qui étaient les siennes avant 1981. Sentiment à bien des égards incroyablement positif. En d'autres termes, pour les électeurs de gauche, il importe de moderniser la gauche. [...] Il est manifeste que l'électorat, même l'électorat de gauche avait une sacrée longueur d'avance sur les dirigeants socialistes. Et au passage, ceux-ci ont perdu le bénéfice politique de “ la modernisation de la gauche ” »[123]. Dans cet exercice de grande virtuosité, Serge July cumule ici les profits du moraliste « modernisateur » de la vie politique et ceux de l'analyste évidemment impartial puisqu'il semble critiquer le personnel politique dont il est réputé le plus proche, tout en affirmant un ancrage à gauche dont le contenu est d'autant moins contraignant qu'il semble évoluer plus vite.

Le fait que la presse quotidienne « de gauche » ayant une posture oppositionnelle ait été réduite à *l'Humanité* – et encore seulement après le départ des communistes du gouvernement en 1984 – explique la difficulté de certains acteurs politiques « de gauche » et « d'extrême gauche » à promouvoir entre 1981 et 1986 une offre politique critique de l'action du nouveau gouvernement. La dédifférenciation de l'offre journalistique de la presse « de gauche » suit alors de près et suppose la dédifférenciation progressive entre le programme de l'opposition et celui du gouvernement pour l'essentiel dû au « recentrage » relatif de l'offre politique du Parti socialiste. Propagée par les principaux porte-parole du Parti socialiste mais aussi par les experts administratifs de l'État, la nouvelle thématique « réaliste » de « la gauche » ne se heurte – en particulier parce que le Parti communiste participe au gouvernement – à aucune opposition organisée en dehors de celle, marginalisée, des organisations « d'extrême-gauche ». Or les journalistes – mais aussi les profanes et même

122. Voir Leon Festinger, *A theory of cognitive dissonance*, Stanford, Standford University Press, 1957 et Festinger (L.), Riecken (H. W.) et Schachter (S.), *When prophecy fails. An account of a modern group that predicted the destruction of the world*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1956, [traduction française sous le titre *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, PUF, 1993].

123. Serge July, La fin des désillusions, *Libération*, 28 janvier 1985. Extrait cité également p. 225n.

les intellectuels – sont mal armés symboliquement et institutionnellement pour résister aux impositions de problématiques et de légitimité des acteurs politiques, notamment lorsque ceux-ci utilisent les ressources d'expertise et de diagnostic légitimes liées à l'exercice du pouvoir et à la maîtrise des services administratifs de l'État[124]. Alors qu'avant 1981, les journalistes de l'opposition pouvaient s'appuyer sur l'existence d'un projet économique alternatif et sur l'autorité des comités d'intellectuels et de hauts fonctionnaires du PS pour mettre en cause symboliquement l'expertise d'État qui se confondait alors avec celle du personnel politique « de droite », ils se trouvent privés de ressources critiques lorsque se dédifférencient les analyses économiques respectives du nouveau gouvernement, des services de l'État et des experts « libéraux » de l'opposition[125]. La disparition des acteurs politiques susceptibles de défendre les thématiques « traditionnelles » de « la gauche » et leur métamorphose en acteurs gouvernementaux dont les contraintes de justification sont largement différentes, restreint donc la capacité des journalistes de l'ancienne presse d'opposition à mettre en cause la politique du nouveau personnel gouvernemental et son évolution idéologique.

Alors qu'avant 1981, la presse d'opposition était conduite à rechercher les sujets de polémiques avec le gouvernement selon des logiques à la fois politiques et commerciales, après 1981, au contraire, les répertoires argumentatifs politiques ou les organisations militantes susciteront d'autant plus l'intérêt de la presse qu'ils apparaîtront plus éloignés des anciennes thématiques « radicales » de « la gauche ». Mais si les transformations du discours public du personnel politique de la majorité et l'effet de « validation » et de légitimation que produit le ralliement rapide des rédactions de la presse « de gauche » indépendante au « réalisme gouvernemental » contribuent à modifier les conceptions que les agents pouvaient avoir de la politique, à l'inverse, l'évolution des représentations politiques des lecteurs et des électeurs tend à justifier *a posteriori* la conversion idéologique des personnels politiques et des journalistes. En effet, la stabilité relative des rapports de force électoraux au sein de « la gauche » – en particulier la poursuite de la décrue du Parti communiste et l'absence de vote protestataire « de gauche » contribue à confirmer la validité électorale de l'évolution de l'offre politique du PS[126]. Tout se passe alors comme si le Parti communiste et les mouvements d'extrême gauche ne parvenaient pas à dissocier symboliquement leur offre politique de celle du Parti socialiste et comme si le relatif échec du

124. Voir Philip Schlesinger, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *art. cit*.
125. Sur les transformations des représentations économiques dans le débat politique voir Elie Cohen, « Les socialistes et l'économie : de l'âge des mythes au déminage » in Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, *op. cit.*, p. 71-96 et Bruno Théret, « Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 41, 1991, p. 342-381.
126. Voir les chiffres du PS et du PC aux cantonales de 82, aux Municipales de 83 et aux européennes de 84.

PS à « changer la vie » et à transformer l'ordre social condamnait dans l'esprit des électeurs susceptibles de voter à gauche tout projet politique « radical ».

> Voici comment Gérard Filoche, alors dirigeant d'une des tendances de la LCR, analyse l'absence de vote protestataire de gauche après 1981 : « Pendant dix ans, sous la droite, on avait fini par espérer que la victoire de la gauche sonnerait notre heure : non seulement il n'en fut rien, mais quand la gauche commença à décevoir, à " trahir " comme nous disions, nous n'avions pas progressé, nous avions reculé au même pas qu'elle. La découverte catastrophique du " tournant vers l'austérité " de 1983 ne nous donnait aucune prise, aucune écoute supplémentaire parmi les travailleurs, et fut très difficile à admettre et à comprendre par la Ligue. Il paraissait logique que la gauche, ne satisfaisant pas vraiment les revendications de son électorat, celui-ci se tourne vers l'extrême gauche. La majorité de la LCR, pour cela, définit une orientation dite de " l'alternative ". Elle consistait à reprendre l'antienne du " regroupement des révolutionnaires " : appeler à construire un " pôle " alternatif, une force à gauche de la gauche, en mesure de défendre un programme alternatif et de peser dans un sens différent de la gauche et de la droite. [...] Nous étions dans une impasse totale : comme nous avions été très peu partie prenante de la victoire de mai 1981 (sauf en appelant à " battre la division pour battre Giscard " et en nous désistant au deuxième tour), nous avions été marginalisés dès le début, nous n'avions pesé sur presque aucune des décisions, n'avions pu empêcher le retournement de 1983, et *avions reflué en même temps que la gauche tout entière*. Finalement, *nous suivions, en plus bas, la courbe de popularité des organisations traditionnelles et plutôt celle du PCF : quand celui-ci, rallié de dernière minute, commença à contester la rigueur du gouvernement Mauroy-Delors, il n'en retira aucun prestige et s'isola*. Avec la majorité de la Ligue, nous en tirâmes la conclusion qu'il fallait dénoncer plus fortement, plus violemment le Parti socialiste au pouvoir, nous refusions toujours de confondre la droite et la gauche. [...] Il y avait un " tournant ", une déception politique : *la gauche ne répondait plus aux attentes qu'elle avait suscitées, elle provoquait le rejet*. [...] *C'est la gauche, toute la gauche gouvernementale qui était responsable, nous étions assimilés avec elle et perdions avec elle*. [...] " L'alternative " était une chimère »[127].

L'absence de rebond électoral du Parti communiste ou de regain militant des groupe d'extrême gauche, la décroissance du nombre des manifestations « de gauche » et l'affaiblissement des mouvements sociaux donne au Parti socialiste la possibilité de poursuivre dans la voix de l'*aggiornamento* idéologique. Ne perdant pas de terrain électoral face au Parti communiste, le personnel gouvernemental peut alors considérer que son nouveau discours politique et sa pratique de gouvernement sont approuvés par « son électorat ». Simultanément, la stabilité relative ou la croissance des ventes des journaux qui accompagnent l'*aggiornamento* idéologique du PS peut donner aux responsables des rédactions le sentiment que leur choix est appuyé par leur lectorat. La trajectoire éditoriale de *Libération*, qui tend à adhérer étroitement au virage du « réalisme économique » du Parti socialiste, est certes le produit d'une évolution de long terme de ses fondateurs mais apparaît encouragée après 1981 par l'augmentation de ses ventes et la perception que les lecteurs « ratifiaient » cette transformation[128]. Ainsi, le changement des orientations

127. Gérard Filoche, *68-98*..., *op. cit*., p. 273-274, italiques ajoutées.
128. On peut au contraire faire l'hypothèse (voir *supra*) que le journal gagnait simplement plus de lecteurs « sur sa droite » en « neutralisant » sa ligne éditoriale et surtout en « normalisant » ses modes de présentation de l'information qu'il n'en perdait « sur sa gauche » parmi son ancien lectorat – si tant est qu'on puisse spatialiser aussi sommairement le lectorat d'un journal, fut-il alors aussi « politique » qu'avait pu l'être celui de *Libération*.

éditoriales de la presse « de gauche » – alors même que le personnel politique qu'elle soutenait ne change pas – n'est possible que parce que les lecteurs ne font pas défaut.

Après 1981, et plus encore après la nomination de Laurent Fabius à Matignon, les transformations de l'offre politique du PS et les transformations conjointes de ligne politique opérées par les principales rédactions « de gauche » conduisent à une modification des sujets d'antagonisme en politique. Beaucoup de controverses politiques qui auparavant opposaient le personnel politique de « la gauche » et celui de « la droite » disparaissent purement et simplement du débat public et tendent à être remplacées par des « désaccords consensuels » pour lesquels les partis sont susceptibles de restreindre leurs controverses en deçà de certaines limites. Alors que se modifient les thèmes faisant l'objet du débat entre « la gauche » et « la droite », les journalistes sont ainsi amenés à rendre compte de polémiques très différentes de celles qui avaient cours lorsque « la gauche » était dans l'opposition : il ne peut plus être question dans la presse du degré d'extension des nationalisations, du rôle de la planification économique ou de la « réduction des inégalités »[129] lorsque l'opposition et la majorité s'affrontent sur les modalités de la « modernisation de l'industrie française », sur la « compétitivité des entreprises » ou sur les questions de « l'immigration » et de « l'insécurité »[130]. L'effet de licitation que produit la conversion du Parti socialiste au « libéralisme » affaiblit les oppositions que rencontrait avant 1981 la généralisation du discours économique « entrepreneurial ». La diffusion d'énoncés célébrant « l'entreprise » et les « managers » au sein de la presse « de gauche », fréquents à partir de 1983, aurait été difficilement envisageable auparavant car ils auraient constitué une mise en cause directe du programme de « la gauche » et auraient été critiqués par tous les acteurs politiques de l'opposition. Pour utiliser une image topographique, la frontière symbolique entre « la gauche » et « la droite », ainsi que la limite entre ce qui est discutable en politique et ce qui ne l'est pas, s'est déplacée[131]. L'évolution des sujets de désaccord entre les deux camps partisans contraint tendanciellement la presse à suivre le déplacement du point de crédibilité propre au débat politique. Sur certains sujets, il devient très difficile à des formations politiques ou à des courants « de gauche » d'adopter une attitude alternative et critique sans être marginalisés dans le champ politique et dans les médias. Il apparaît alors qu'une « question de société » qui n'est pas constituée politiquement par au moins un courant d'un groupe politique majeur ou par un organe de presse susceptible de s'engager,

129. Comme ce pouvait être le cas en 1977 durant les négociations de réactualisation du Programme commun ou encore en 1981 lorsque chaque formation politique de l'opposition tentait d'apparaître comme l'héritier légitime du Programme commun pour capter au premier tour les suffrages « de gauche ».
130. Pour un développement paradigmatique de l'offre politique du PS de 1981 à 1985 voir Pierre Mauroy, *À Gauche*, Paris, Albin Michel, 1985 et Laurent Fabius, *Le Cœur du futur*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
131. On aurait pu assister à la redéfinition de la notion de « gauche » par l'ensemble des formations situées à la gauche du PS dans le but d'exclure celui-ci devenu trop tiède. Cependant ce n'est pas cela qui s'est passé,

tend à quitter le débat politique. Ce processus de disparition de la scène publique de certains sujets de controverse anciens apparaît encore accentué par les stratégies d'évitement des polémiques politiques et de neutralisation relative mises en œuvre par les médias et en particulier par les nouvelles télévisions privées à partir de 1984[132]. Contraintes par des logiques de recherche d'audience à tenter de réunir devant leur poste les publics les plus larges, ces chaînes sont conduites à proposer des produits les plus neutralisés possible, les moins susceptibles de heurter les convictions politiques d'une partie du public ou même de donner lieu à des accusations de parti pris. La politique apparaît donc cantonnée dans des émissions bien particulières au sein desquelles un éventuel contenu polémique ou partisan est neutralisé par une mise en scène scrupuleuse de l'objectivité[133].

À partir de 1983, de grandes aires idéologiques, de nombreux sujets politiques auparavant discutés entre « la droite » et « la gauche » mais aussi au sein même de la gauche apparaissent clos – le socialisme, l'autogestion, le plan, les nationalisations, le capitalisme, etc. On peut penser que cette modification brutale de l'organisation de l'espace symbolique de la politique et du débat public conduit les agents les moins intéressés par la politique, dont l'intense travail politique mené durant la décennie soixante-dix autour de l'enjeu de l'alternance avait momentanément accru les chances de participation au jeu partisan, à se détourner à nouveau de partis politiques dont les offres partisanes et les modalités d'affrontement viennent brusquement de changer. L'abstention ne retrouvera jamais pendant la décennie quatre-vingt le niveau très faible observé durant la décennie précédente. L'intérêt pour les polémiques politiques tend à décroître, y compris dans les catégories sociales auparavant les plus intéressées par le spectacle des rivalités politiques. La diminution du prestige social de l'engagement politique et des usages sociaux d'un capital de connaissance des théories et de la culture politique va favoriser la décrue des investissements militants dans la politique. Cette diminution de la valorisation des activités politiques tend à légitimer de façon croissante des déclarations de désintérêt envers « la politique » de la part de personnes qui disposaient d'un faible capital de connaissance politique mais qui auparavant n'osaient pas l'avouer ouvertement.

> Les sondages qui entendent mesurer l'intérêt pour la politique voient après 1981 augmenter le nombre des personnes interrogées susceptibles de reconnaître leur manque d'intérêt pour la politique. On constate parallèlement une hausse sensible du taux d'abstention durant les élections nationales. On peut y voir l'effet conjoint de deux facteurs, d'une part l'affaiblissement effectif de l'intérêt pour la politique d'électeurs qui n'avaient été amenés à s'y intéresser qu'à la suite de la dramatisation partisane de la décennie soixante-dix et de la

---

l'ancien découpage des formations s'est maintenu alors que le contenu réel des programmes et des idées que recouvrait la notion « de gauche » s'est transformé ou élargi.

132. Voir *supra* pour une analyse des transformations des orientations politiques des journaux d'information politique durant la décennie quatre-vingt.

133. Voir Patrick Champagne, « “ L'Heure de vérité ”. Une émission politique très “ représentative ” » *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 70-71, p. 98-101.

mise en scène d'un « choix politique » crucial entre une opposition se réclamant du « marxisme » et un gouvernement « libéral » et que la dédifférenciation entre les offres politiques conduit à se désengager des oppositions électorales, d'autre part l'affaiblissement de la valorisation des postures oppositionnelles, hier identifiées à « la gauche », qui va conduire à une diminution du biais déclaratif en faveur de la gauche qui auparavant contribuait à surestimer le nombre des acteurs s'en réclamant.

L'accroissement du nombre des médias neutralisés et la dédifférenciation des offres politiques contribuent à transformer le régime de crédibilité en vigueur dans le champ de l'information. Alors qu'avant 1981, les agents les plus politisés étaient susceptibles d'adhérer aux offres politiques radicales et aux mises en forme « partisanes » de l'information opérées par les journalistes engagés proches de leur camp électoral, après 1983, le fléchissement de la demande des journaux perçus comme « politiques » et l'augmentation de la proportion de médias pourvus de lignes politiques « neutralisées » tend à provoquer une baisse de la crédibilité relative des rédactions qui maintiennent une vision ouvertement partisane. Tout se passe comme si les acteurs politiques et les journalistes faisaient de la baisse des ventes des journaux « de gauche » l'indice d'une baisse de crédibilité des informations mises en forme selon les logiques partisanes. Cette perception d'une décrédibilisation de la presse engagée débouche sur l'adoption de stratégies de « neutralisation » des orientations politiques des journaux « de gauche ». Ce processus de neutralisation des lignes éditoriales de l'ancienne presse d'opposition, raréfie soudainement l'offre de commentaires journalistiques critiques formulés à partir des thématiques de la « gauche traditionnelle » et contribue à accréditer l'idée d'une évolution idéologique inéluctable de « la gauche » confrontée aux « contraintes de l'économie ». La modification brutale, simultanée et convergente des énoncés susceptibles d'être tenus par des acteurs situés dans des espaces sociaux distincts et dotés de contraintes de crédibilité partiellement différentes – personnel politique, journalistes, intellectuels – va conduire à une transformation des croyances et des représentations politiques des agents, favorisée, chez ceux qui étaient les plus attachés aux répertoires programmatiques traditionnels de « la gauche », par l'écart entre les attentes qu'avait engendrées l'opposition jusqu'en 1981 et le « Changement » effectif mis en œuvre par les gouvernements socialistes. À une vision clivée et antagonique des luttes politiques où chaque alliance électorale représentait un « choix de société » se substitue une vision plus « pacifiée » de la réalité sociale où les camps politiques recouvrent des modes de gestion économique relativement proches qui ne sont plus en mesure d'engendrer l'engagement émotionnel auparavant attaché à la politique.

Nous sommes donc en présence d'un processus de transformation des discours politiques et journalistiques susceptibles d'être légitimement énoncés dans lequel la modification des attitudes et des pratiques discursives de chacun des acteurs concernés –

personnel politique, journalistes, experts administratifs – contribue à justifier et à favoriser le changement d'attitude de leurs partenaires. Ainsi les transformations des thèmes et du contenu du discours politique tenu par le nouveau personnel gouvernemental tend à conduire les journalistes de la presse « de gauche » à critiquer l'ancien discours public du Parti socialiste et à se féliciter du changement d'attitude de ses principaux responsables. L'assèchement brutal de l'offre de discours et d'articles défendant ou illustrant des opinions ou des points de vue « radicaux » dans la presse nationale non militante, l'apparition d'énoncés politiques dont l'appartenance à « la gauche » est « garantie » par des acteurs appartenant au PS[134] mais qui sont pourtant critiques à l'égard de l'ancien répertoire idéologique du Parti socialiste ou des responsables socialistes qui le tiennent encore et la célébration nouvelle de la « modernisation » et de la conversion aux « réalités du pouvoir » tendent à persuader les électeurs « de gauche » les moins fermement engagés dans l'action militante qu'il n'y a pas de discours alternatif crédible, et qu'il faut faire son deuil des « utopies ». La perception plus ou moins précise par le personnel politique de l'évolution de « l'électorat de la gauche » (lors des élections et, entre les scrutins par les enquêtes d'opinion) ne freine pas cette évolution et tend au contraire à encourager la conversion doctrinale des responsables du Parti socialiste et les transformations du contenu idéologique des journaux. Le remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius constitue une étape essentielle de ce processus. Alors que la justification de l'arrêt des réformes était jusqu'en 1984 centrée sur la notion de « pause », de suspension provisoire due à des circonstances contraires, le slogan mis en place par Laurent Fabius lors de son arrivée, approuvé alors par l'ensemble de la presse de gauche – « moderniser et rassembler » – apparaît plus éloigné des thèmes principaux qui avaient cours avant 1981.

L'économie symbolique de la crédibilité en politique est alors transformée : alors qu'auparavant les sympathisants et les électeurs potentiels de « la gauche » étaient renforcés dans leurs convictions par un ensemble de processus symboliques de confirmation et de garantie de la pertinence des propositions de l'Union de la gauche puis du programme socialiste – en particulier par le travail politique conjoint des intellectuels de gauche, des journalistes de la presse d'opposition et des experts administratifs du PS –, progressivement à partir de 1981, ce système de réassurance s'affaiblit et joue même contre les anciennes convictions idéologiques auparavant associées à « la gauche ». Lorsque le personnel

134. Il serait intéressant d'analyser les stratégies de présentation utilisées pour le lancement des premiers livres d'Alain Minc, essayiste « de gauche » mais « iconoclaste » (selon le modèle de « gêneur » décrit par Louis Pinto), dont la principale originalité était de développer des thèmes et des idées qui étaient hier classés « à droite » alors qu'il déclarait souhaiter être étiqueté comme « de gauche » et que cet étiquetage apparaissait garanti par la faiblesse des attaques dirigées contre lui. Ce n'est que lorsqu'il soutiendra Edouard Balladur lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1995 qu'il subira les critiques d'hommes politiques et d'intellectuels non marginaux de « la gauche » attachés à maintenir la coupure symbolique entre les deux camps partisans, coupure alors réduite à son expression minimale, le vote pour l'une des coalitions.

politique de « la gauche » et les experts économiques du PS, ceux de « la droite » et les experts techniques de l'administration vont défendre des cadres d'interprétation de politiques économiques proches – par delà les polémiques conjoncturelles – , il devient alors très difficile aux journalistes « de gauche », aux militants et aux électeurs les plus proches de « la gauche » de résister à l'imposition du verdict symbolique condamnant le répertoire programmatique de l'ancienne opposition. Les journalistes des rédactions de gauche ne disposent plus d'aucun discours crédible pour contrebalancer la force de persuasion et la légitimité sociale du nouveau discours tenu conjointement par les ministres socialistes et par les experts gouvernementaux. La formation politique qui représentait auparavant la principale source d'énoncés politiques critiques occupant des positions gouvernementales et les acteurs partisans qui représentaient la seule alternative aux gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing ayant changé d'offre politique, il apparaît beaucoup plus difficile aux journalistes « de gauche » de conserver à leur engagement le même contenu idéologique qu'auparavant. Le nouveau répertoire interprétatif et programmatique du Parti socialiste va donc progressivement se voir considéré comme « réaliste » et « moderne » face à d'anciennes thématiques devenues « utopiques » ou « archaïques ». La transformation des représentations politiques entre 1981 et 1983 est facilitée, voire en partie induite, par l'absence d'offre politique « de gauche » d'opposition radicale au gouvernement[135] qui aurait permis à une partie des militants et des électeurs dotés d'une identité politique « de gauche » d'accéder à une interprétation des processus politiques mettant en cause la volonté et la capacité des socialistes de réformer l'ordre social et économique[136]. L'arrivée du Parti socialiste au pouvoir se traduit donc par une transformation en profondeur des échanges symboliques entre hommes politiques, journalistes, intellectuels et experts économiques ou administratifs, au sein de « la gauche ».

> Les discours sur la figure de « l'entrepreneur », sur « le profit » nécessaire à la « bonne santé » des entreprises pour qu'elles soient susceptibles d'embaucher ou sur les « acquis sociaux » comme handicaps à la compétitivité de ces entreprises étaient avant 1981 diffusés essentiellement dans les revues « de cadres ». Avant 1981, un sympathisant des partis « de gauche » aurait sans doute simplement haussé les épaules devant une rhétorique qui lui aurait semblé platement conservatrice. Il est même probable qu'il serait difficilement entré en contact avec de tels énoncés puisqu'aucune des entreprises de presse qu'il était susceptible de fréquenter n'aurait pu les reprendre à son compte et les citer autrement qu'accompagnées d'un commentaire critique. Au contraire à partir de 1982 ou 1983, non seulement ce sont les acteurs politiques associés au Parti socialiste qui assument ces

135. On peut en effet considérer qu'il existait au sein du PC et de la CGT un discours antisocialiste entre 1981 et 1984 à l'usage des militants. Cependant, le fait que ce discours critique fût essentiellement à usage interne et ne se manifestât que rarement par un discours public empêchait le PC de représenter une force d'opposition symbolique placée à la gauche du PS susceptible de susciter et de structurer des représentations politiques « radicales » d'opposition au gouvernement socialiste.

136. Une telle offre politique de la « gauche maintenue » aurait, par exemple, pu assimiler le PS à « la droite » comme, durant le congrès de Metz, le courant majoritaire du PS qualifiait les rocardiens – des propositions desquels les grandes lignes de la politique économique des gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius se rapprochaient beaucoup – de « gauche américaine » et de « Giscard de gauche ».

cadres d'interprétation de l'économie mais l'ancienne presse d'opposition les diffuse et de surcroît les éditorialistes et les journalistes économiques des journaux « de gauche » les reprennent à leur compte. On peut donc penser que les effets symboliques de ce changement ont pu être considérables sur les électeurs et les militants qui s'identifiaient à « la gauche ».

Une telle modification provoque évidemment des effets sensibles sur des militants et des agents qui avaient été socialisés à la politique durant une période où les oppositions partisanes portaient sur des enjeux considérés comme plus essentiels. Il faudrait pouvoir retracer, en fonction de leur position professionnelle et de leur expérience politique, la trajectoire idéologique des agents les plus attachés à l'ancienne définition de l'idéologie de la gauche, ceux pour qui les idées politiques ne constituaient pas des représentations mais plutôt des croyances constitutives de leurs dispositions mentales. La façon plus ou moins heureuse dont sera vécue la transformation de l'offre politique de « la gauche » et dont s'opérera la reconversion des représentations politiques des électeurs et des militants les plus attachés aux propositions de l'ancienne opposition, dépendra sans doute de la position sociale de chacun et du degré auquel les convictions politiques affichées participaient de l'identité et du statut de ces agents[137]. On peut faire l'hypothèse que les transformations du discours socialiste seront d'autant plus facilement tenues pour une « trahison » que l'agent se situait auparavant à « la gauche » du courant mitterrandiste et qu'il avait un statut social médian ou une position intermédiaire dans le Parti : une position d'élu ou de cadre partisan ou encore un statut professionnel élevé facilitent l'acceptation de la logique gestionnaire adoptée par le nouveau gouvernement ; au contraire une position inférieure dans le parti ou un statut professionel subalterne favorisent la remise de soi et rendent difficile la contestation de l'autorité et de l'expertise des dirigeants lorsqu'elle ne s'appuie pas sur un appareil établi (e.g. les militants du PC)[138]. On peut donc supposer que c'est parmi ceux qui avaient suffisamment de ressources pour mettre en cause les nouvelles orientations des dirigeants du PS mais dont l'arrivée de la gauche n'avait pas significativement amélioré la situation sociale que se rencontreront les « déçus du socialisme » et ceux qui se situeront dans le « conservatisme » du « socialisme maintenu ». On peut percevoir dans l'humeur durablement « anti-libérale » de certains militants ou sympathisants de « la gauche » à partir

137. On peut également penser que la fin de la peur que pouvait inspirer le Parti communiste (après 1981, le PC occupe des positions gouvernementales sans qu'il ne se « passe » rien) qui se trouve en partie masquée par le phénomène de la « déception relative » envers « la gauche » va aussi participer à la transformation des représentations politiques. On peut faire l'hypothèse que des électeurs ayant toujours voté « à droite » ou « contre le gauche » lorsque celle-ci pouvait incarner à leurs yeux une perspective de transformation sociale « radicale » pourront ultérieurement plus facilement voter pour une formation politique qui incarne désormais une politique de réformes modérées.

138. On peut en outre faire l'hypothèse que la conservation des représentations politiques traditionnellement associées à « la gauche » sera plus facile pour ceux qui sont le moins en contact avec les produits culturels ou ceux pour qui ils ne revêtent aucune crédibilité particulière. Au contraire, ceux qui sont les plus exposés aux modifications de l'orientation des produits culturels tendront à adopter plus facilement les nouvelles

de 1983 des effets d'hystérésis entre des dispositions et des représentations politiques constituées et stabilisées durant les années soixante-dix et une nouvelle configuration politique dans laquelle les oppositions politiques deviennent moins aiguës (si on les mesure selon les critères en vigueur avant 1981). Cette hystérésis, entre les dispositions constituées et les nouvelles configurations politiques et sociales était susceptible de se traduire par des attitudes différentes : un renforcement du militantisme « de gauche » accompagné par un discours antisocialiste et anti-élitaire, mais aussi par l'abandon des activités militantes joint au maintien d'une analyse politique « orthodoxe » en termes « de droite » et « de gauche » interprétant la politique des gouvernements socialistes comme un manque de volonté ou de conviction politique ou encore par un découragement militant total débouchant sur le retrait de toute activisme politique. Cependant, dans la majorité des cas, les anciennes convictions idéologiques produites par un état antérieur de l'offre politique vont être graduellement remplacées par le nouveau contenu programmatique de « la gauche », les réflexes de l'opposition à « la droite » parvenant à maintenir la fidélité au camp partisan « progressiste » même si celui-ci n'a plus la même signification idéologique qu'auparavant.

La disparition d'une offre politique « radicale » défendue par un grand « parti de gouvernement », comme l'était le Parti socialiste, privait les militants ou les électeurs qui ne voulaient pas investir dans des organisations trop marginales, d'un support partisan pour exprimer leurs mécontentements. L'affaiblissement du sentiment d'appartenance politique que suscite l'après-81 conduit beaucoup de militants politiques ou syndicaux à des stratégies *d'exit*. Mais si, chez les militants, les effets de cette dissonance cognitive sont sans doute atténués par la possibilité que leur donne l'appartenance à un groupe de proposer une interprétation collective à l'écart entre les espoirs placés dans l'arrivée de « la gauche » au gouvernement et leur réalisation, ces effets sont probablement plus importants chez les électeurs non organisés qui avaient au moins partiellement adhéré au discours de l'opposition jusqu'en 1981 ou qui avaient cru en la possibilité d'une politique économique alternative. C'est donc probablement chez ceux qui avaient incorporé les logiques de concurrence et d'identification partisanes engendrées par les luttes électives sans être engagés dans un mouvement militant ou, à plus forte raison, chez ceux qui avaient la moins grande maîtrise des catégories de l'entendement politique, que la déception a été la plus forte et que les effets de la dissonance ont été les plus importants. On observe ainsi une baisse de la croyance en la possibilité de « changer les choses » par l'action gouvernementale, par la politique, par le syndicalisme ou même par la mobilisation collective, une baisse de popularité des hommes politiques de gauche mais aussi de droite, une augmentation des attitudes ouvertement anti-politiques et un recul progressif de la

définitions des oppositions politiques, puisque la raréfaction des énoncés critiques rend le discours « libéral »

participation électorale. On observe aussi une baisse tendancielle de l'intérêt et de l'engagement affectif des profanes dans la concurrence élective des professionnels de la politique, due à la perception croissante de la dédifférenciation des discours et des offres politiques et de l'inexistence d'une politique alternative.

Cependant, la transformation des représentations politiques des adultes et leur adaptation aux contraintes de la nouvelle configuration politique et idéologique est progressive. Ce qu'on pourrait appeller le « conservatisme de l'Union de la gauche » persistera longtemps, périodiquement réactivé par les besoins électoraux des partis de gauche. Ce sont seulement les effets du travail politique de « modernisation » des conceptions politiques mené par les dirigeants du PS et le coût social grandissant qu'il y aura à maintenir dans un nombre croissant de secteurs sociaux les postures critiques et les répertoires idéologiques de l'ancien discours de la gauche qui vont progressivement amener à la généralisation des nouvelles représentations politiques « de gauche ». Au contraire, les jeunes qui viennent à la politique après 1981 et qui auront, de 1982 à 1986, de moins en moins bien connu les « années Giscard » vont adopter plus rapidemment et plus naturellement les nouvelles règles dédramatisées des affrontements partisans – mis à part ceux dont la socialisation familiale à la politique sera réalisée selon les anciens schèmes de l'opposition droite-gauche –. Ainsi le phénomène le plus marquant chez les lycéens et les étudiants après 1981 est la non reproduction de la culture contestataire « de gauche » qui était auparavant associée à « la jeunesse ».

D) La non-reproduction de la tradition contestataire de la jeunesse

Entre mai 1968 et 1980, les observateurs politiques ont le sentiment que la jeunesse est durablement orientée à gauche, en tout cas proportionnellement plus « à gauche » que les générations qui l'ont précédée : les jeunes sont plus nombreux à se déclarer « de gauche », ils sont plus fréquemment membres d'une organisation politique, ils participent plus volontiers à des manifestations, ils votent à une forte majorité pour l'opposition. Si les enquêtes par sondages qui demandent aux personnes interrogées de se situer par rapport à « l'axe droite-gauche » constituent un moyen relativement imprécis de connaître les préférences et les représentations politiques – d'une part en raison des faiblesses méthodologiques propres aux enquêtes par sondages, d'autre part en raison du manque de

omniprésent et sans concurrent crédible.

comparabilité et de précision des données recueillies – nous verrons dans l'écart important entre les déclarations en faveur de « la gauche » et celles en faveur de « la droite » mais aussi dans la relative constance des chiffres produits, un premier indicateur des orientations politiques majoritairement « à gauche » des jeunes durant les années soixante-dix. Sur le tableau 12 (voir ci-dessous) nous pouvons constater que l'ensemble des sondages d'opinion réalisés entre 1976 et 1978 indique que les individus appartenant aux catégories d'âge les plus jeunes déclarent à une forte majorité vouloir voter pour les candidats des partis d'opposition. Les chiffres des sondages post-électoraux entre 1978 et 1985 montrent également qu'au moins jusqu'en 1981 voire jusqu'en 1983, le vote à gauche demeure largement majoritaire chez les jeunes (voir ci-dessous tableau 13). Les jeunes qui ont entre 18 et 24 ans en 1978 votent à gauche à environ 60 % des suffrages exprimés.

Tableau 12 : Pourcentage d'opinions favorables à la gauche en fonction de l'âge dans cinq sondages[139]

	élections cantonales de 1976	Hypothèse d'un deuxième tour d'élection présidentielle 1977	Elections municipales de 1977	Elections législatives de 1978	Elections législatives de 1978 sondage post-électoral	Elections législatives de 1978
	Vote PC+PS	Vote Mitterrand	Vote pour une liste d'union de la gauche	Vote en faveur de la gauche	Total des voix de gauche	Total des voix de gauche
18-24 ans	61 %	58 %	60 %	44 %	62 %	60 %
25-34 ans	63 %	60 %	55 %	48 %	55 %	60 %
35-49 ans	52 %	53 %	56 %	39 %	47 %	54 %
50-64 ans	49 %	50 %	48 %	35 %	48 %	48 %
65 ans et plus	45 %	39 %	44 %	32 %	40 %	41 %
base de pourcentage	Opinions exprimées	Opinions exprimées	Opinions exprimées	Tout l'échantillon	Opinions exprimées	Opinions exprimées
date du sondage	post-électoral, SOFRES, 15-21 mars 1976	SOFRES, 9-12 mars 1977	SOFRES mars 1977	SOFRES 16-19 novembre 1977	24 avril 1978	Louis Harris, 1 février-1 mars 1978
origine du sondage	Le Nouvel Observateur 21 juin 1976	Sud-Ouest 9-12 mai 1977	Le Nouvel Observateur 23 mai 1977	Sud-Ouest, 30 novembre 1977	Le Nouvel Observateur, 24 avril 1978	L'Express 13-19 mars 1978

Pour les observateurs scientifiques de la fin de la décennie soixante-dix, il ne semble faire aucun doute que les jeunes sont plus souvent à gauche que les générations précédentes : « Deux idées dominent les propos sur les jeunes et la politique : " ils " ne s'intéresseraient pas à la politique ; " ils " se situeraient plus à gauche que leurs aînés. Au-delà des apparences, ces affirmations ne sont pas contradictoires mais demandent pour prendre sens à être singulièrement nuancées, précisées et complétées. Il est vrai que les jeunes expriment plus souvent que leurs aînés des opinions de gauche ou d'extrême gauche. Sur le plan social et économique, ils sont plus sensibles aux thèmes de l'égalité, de la liberté et de l'autogestion, ils se montrent en même temps plus favorables aux nationalisations (le groupe des 18-30 ans est le seul où une majorité leur soit favorable) et plus intransigeants dans la conduite des luttes. Sur le plan politique, c'est aussi parmi les plus jeunes que se rencontre la plus forte opposition au développement de l'énergie nucléaire et à la force de frappe. On sait enfin que les jeunes électeurs qui expriment des intentions de vote portent plus souvent leur choix sur des partis de gauche que l'ensemble du corps électoral »[140].

139. Voir Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op. cit*., p. 27 et 30.
140. Annick Percheron, « Se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre*, *op*. *cit*., p. 135.

Dans les années soixante-dix, les jeunes des milieux urbains[141], même s'ils sont rarement militants, se reconnaissent majoritairement dans « la gauche » ou « l'extrême gauche », celles-ci s'identifiant aux attitudes de contestation des positions d'autorité. Le souvenir héroïsé de mai 68 et la présence d'un gouvernement « de droite » favorisent la constitution d'identités politiques « de gauche », même élémentaires, au sein de la jeunesse. « La gauche », catégorie abstraite et qui ne se confondait que partiellement avec les principaux partis de l'opposition, représentait en politique le pôle contestataire en adéquation avec l'ensemble des productions culturelles destinées aux jeunes, notamment celles importées d'Angleterre ou des Etats-Unis, la musique « pop » et la mode « cool ». La valorisation des attitudes « contestataires » au sein de la jeunesse, favorisée et partiellement engendrée par le développement de la « culture jeune », avait pour conséquence de faciliter l'adoption des représentations politiques « antiautoritaires » associées à « la gauche ». Il était d'autant plus facile pour les jeunes de voir une continuité symbolique entre les figures sociales susceptibles d'incarner l'autorité – le proviseur, les professeurs, les policiers, les parents, le gouvernement – qu'était plus forte la contradiction entre les aspirations libérales en matière sociale ou dans le domaine des mœurs qu'avait pu exprimer ou engendrer mai 1968 et la réalité des relations hiérarchiques entre les adultes et les jeunes qu'avait contribué à maintenir la « restauration » pompidolienne. Nous analyserons dans le chapitre terminal le prestige qui était celui des postures militantes au sein des établissements scolaires durant l'après-68. Disons seulement que le rendement social des attitudes « contestataires » et « gauchistes » au sein des configurations interindividuelles lycéennes ou étudiantes, bien que probablement décroissant entre 1968 et 1981, contribue non seulement à la reproduction des minorités militantes mais également à la diffusion auprès d'élèves non militants de l'exemplarité des postures d'activisme politique. La persistance sur de longues durées de formes institutionnelles semblables (ou dont l'évolution et l'assouplissement ne

141. L'influence de mai 1968 et des organisations politiques « de gauche » dans les lycées et dans les universités semble en effet beaucoup plus sensible dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Cette différence géographique recouvre bien entendu des différences de milieux sociaux d'origine, et en particulier de capital culturel familial et de pratiques culturelles. Les jeunes des zones urbaines sont ainsi plus souvent en contact avec les offres politiques et avec les répertoires argumentatifs « contestataires » que ceux de milieux ruraux. L'enquête réalisée en septembre 1972 à Boulogne-Billancourt par la SOFRES pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques auprès de 470 personnes de moins de 35 ans montre que dans une population où les couches moyennes, les cadres supérieurs et les professions libérales sont sur-représentées au détriment des catégories ouvrières et des agriculteurs, les opinions en faveur de la gauche sont de 59 % contre 54 % pour l'ensemble des habitants de la région parisienne et 52 % de la population française de moins de 35 ans. (voir Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op. cit.*, p. 178). L'échantillon des jeunes de Boulogne se situe donc « plus à gauche » que presque toute autre fraction de la population française : pour eux Mai 68 est considéré comme quelque chose de positif pour 59 % de l'échantillon (contre 37 % plutôt négatif et 4 % de sans opinion) alors qu'à l'échelon national sur un échantillon de 1000 personnes représentatif de l'ensemble des Français à un sondage SOFRES d'avril-mai 1972 les réponses sont respectivement de 41 % (plutôt positif) et de 42 % (plutôt négatif) pour 17 % de sans opinion, *op. cit.*, p. 176. Le faible taux de sans réponse parmi l'échantillon des jeunes de Boulogne (4 %) indique que l'image de mai 68 est un sujet sur lequel les jeunes urbains interrogés ont, au moment de l'enquête (1972), un avis constitué.

sont pas perçus) – par exemple l'organisation hiérarchique stricte des collèges et des lycées – peuvent expliquer que les attitudes contestataires soient continûment valorisées entre 1968 et 1981 et qu'une tradition de militantisme puisse se transmettre dans les établissements d'éducation. La participation à des mouvements revendicatifs dans les lycées, les attitudes d'opposition à l'autorité des professeurs ou de l'administration des lycées conservent ainsi durablement leur prestige. Comme nous l'avons suggéré ci-dessus, l'analyse de l'évolution de l'économie du prestige individuel au sein des lycées apparaît indispensable à la compréhension des mécanismes de diffusion des postures militantes. Lorsque la rentabilité sociale de l'activisme politique va décliner à partir de 1976, on assistera à une diminution de la participation des lycéens et des étudiants à des organisations militantes et à un recul du niveau de l'intérêt des jeunes scolarisés pour les affrontements politiques. Cependant, comparitivement à d'autres périodes – la IVème République ou le début de la décennie soixante – la proportion des jeunes ayant une activité militante ou même seulement des préférences partisanes reste cependant extrêmement élevée. Ce n'est qu'à partir de 1981 que les attitudes militantes « de gauche » perdront leur séduction et leur intérêt pour les lycéens et les étudiants.

> Les livres d'enquêtes sur « la jeunesse » publiés durant la première moitié des années soixante-dix[142] ont pour caractéristique commune une interrogation particulière sur les convictions politiques – alors perçues comme nouvelles – des jeunes. Rétrospectivement nous sommes surpris par le caractère très centré sur la politique des questions que posent les enquêteurs aux lycéens et aux étudiants et par le naturel avec lequel ceux-ci semblent accepter de répondre[143]. Ces questions touchant les attitudes politiques des jeunes apparaissent comme la traduction des interrogations qu'un observateur extérieur pouvait avoir sur « la jeunesse » à la suite de mai 68. À la question « la révolution est elle un bon ou un mauvais moyen de transformer la société dans le sens que vous souhaitez ? » 24 % de l'échantillon de Boulogne répond un bon moyen, 72 % un mauvais et 4 % demeurent sans réponse, tandis qu'à l'échelon national les réponses sont respectivement de 4, 92 et 4 %[144]. Nous ne ferons pas de la réponse à la question sur la pertinence de la « révolution » autre chose qu'un indicateur de la fréquence de l'adoption, face à un interlocuteur inconnu, d'une posture politique « radicale ». Nous nous garderons de faire des réponses et des extraits

142. Citons Gérard Vincent, *Le peuple lycéen. Enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire*, Paris, Gallimard, 1974 ; Georges Jalade, *Et Eux qu'en pensent-ils ? Lycéens et étudiants témoignent*, Paris, Editions Georges Marguerite, 1973, Janine Mossuz-Lavau, *Les Jeunes et la Gauche*, Paris, Presse de la FNSP, 1979, Annick Percheron, « se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 128-168.

143. Gérard Vincent demande ainsi aux jeunes qu'il interroge ce qu'ils pensent du « socialisme » ou du « capitalisme », leur propose de donner pour plusieurs pays une note de 0 à 4 (de 0=la répression y est nulle ou très faible, à 4=la répression y est très forte) et leur demande « qu'évoque pour vous le mot répression ? » (selon Gérard Vincent, « La forte politisation d'une minorité mais le sens aigu de la solidarité de presque tous explique la fréquence des incidents que les journaux ont pris l'habitude de rapporter sous le titre “ agitation dans les lycées ” », p. 349) ; une large partie du livre de Gérard Vincent est consacré à la « politisation » de la jeunesse (voir partie quatre « une nouvelle classe révolutionnaire » et en particulier les chapitres « la politique au lycée », « abattre le capitalisme », « construire le socialisme ? », « la circulaire Guichard », « la meurtre de Pierre Overnay »). Voir également le chapitre « La politisation de la jeunesse » dans Georges Jalade, *Et Eux qu'en pensent-ils ?*..., *op*. *cit*., p. 51-101. L'enquête réalisée en 1972 à Boulogne-Billancourt par la SOFRES pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques sous la direction d'Alain Lancelot, Georges Lavau, Janine Mossuz et Pierre Weill « était, à l'origine, destinée à l'étude de l'aliénation politique des adolescents et des jeunes adultes » ; Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op*. *cit*., p. 13.

144. Sondage national SOFRES, 1973, *ibid*., p. 176.

d'entretiens et de questionnaires contenus dans ces ouvrages un indicateur fiable et directement représentatif du degré d'intérêt pour la contestation politique de « la jeunesse ». On peut en effet penser que, d'une part, les questions tendent à induire auprès des jeunes interrogés des réponses qui surestiment l'importance des sujets politiques dans leurs préoccupations et leurs pratiques quotidiennes, d'autre part que les enquêteurs sélectionnent les réponses les plus directement centrées sur des sujets politiques qui correspondent à leurs préoccupations davantage qu'à celles des lycéens, enfin que ces enquêtes, généralement réalisées dans la région parisienne et dans la filière scolaire générale – c'est-à-dire ni dans l'enseignement technique ni dans les filières professionnelles ou parmi les jeunes ayant achevé leur cursus scolaire –, accordent une attention proportionnellement surdimensionnée aux lycéens et étudiants des catégories sociales moyennes et supérieures, plus susceptibles d'être concernés par les luttes politiques et les postures d'engagement. Cependant, les questions posées, l'attitude des jeunes interrogés (une forte minorité au moins semble concernée par les questions d'ordre « politique » et capable d'y répondre en utilisant une rhétorique contestataire ou militante) et certaines des réponses présentées par les auteurs paraissent surprenantes à un observateur éloigné du contexte de la décennie soixante-dix. Ainsi certains termes comme « répressifs », « révolution », « gauchistes » « révolte » que certains jeunes interrogés durant la première moitié des années soixante-dix paraissent considérer comme « acceptables » et se référant à des objets réels et quotidiens sembleraient probablement étranges à des jeunes des années 1983-1990. Si ces enquêtes ne constituent pas des documents scientifiques opérant une photographie des attitudes politiques de l'ensemble des jeunes, nous verrons dans la possibilité sociale de concevoir et de poser de telles questions un indicateur de l'état d'esprit qui était alors celui des observateurs politiques à l'égard de la jeunesse : on semble imputer aux jeunes dans leur ensemble un tropisme gauchiste et « révolutionnaire » qui rétrospectivement paraît étonnnant en regard du taux d'engagement politique actuel des jeunes.

Il semble cependant difficile de trouver des sources plus fiables et convaincantes que les enquêtes et les sondages qui ont pu être faits sur les préférences politiques des jeunes. Il serait intéressant de pouvoir faire une étude à partir de l'évolution des contenus politiques des journaux lycéens publiés entre 1970 et 1985. Une telle étude poserait toutefois des difficultés d'interprétation importantes. Le statut de telles publications est sans doute loin d'être homogène puisque les journaux autorisés par l'administration et au contenu modéré côtoient les publications clandestines destinées à mettre en cause les professeurs et la hiérarchie de l'établissement. En outre on peut penser qu'après 1982, la teneur idéologique « radicale » des journaux lycéens a pu en partie se maintenir puisque les élèves les plus politisés, ceux qui avaient le plus de chance de conserver les représentations politiques de l'ancienne définition de la gauche, étaient sans doute également ceux qui se trouvaient être les plus motivés pour participer à la rédaction du journal. Enfin, les conditions de réalisation matérielle des journaux, jusqu'à la généralisation de l'informatique personnelle à partir de 1992, rendaient leur fabrication plus facile aux groupes de lycéens pouvant obtenir l'aide de formations politiques adultes (en particulier les Jeunesses communistes et les Jeunesses communistes révolutionnaires). Il serait par conséquent difficile de faire de la production idéologique constatée dans les journaux écrits par certains lycéens un indicateur convainquant de l'état des représentations politiques de leurs condisciples entre 1975 et 1985.

Tableau 13 : Vote des 18-24 ans entre 1978 et 1995 lors des élections législatives et présidentielles (en pourcentage des votes exprimés)[145]

	1978	1981 Présiden-tielles	1981	1986	1988 Présiden-tielles	1988	1993	1995 Présiden-tielles
Parti communiste	28	24	18	7	9	10	9	6
Extrême gauche et PSU	9	6	2	4	5	2	1	7
PS+MRG+div gauche	25	24	44	33	35	40	18	21
Ecologistes	4	11	2	2	4	1	12	3
Total gauche + écologistes	66	65	66	46	53	53	40	37
UDF+RPR+div droite	34	35	34	40	40	32	36	45
Front national	-	-	-	14	16	15	18	18
divers	-	-	-	-	-	-	6	-

Malgré la succession entre 1968 et 1981 de plusieurs « générations » distinctes de lycéens et d'étudiants pour lesquelles les modalités d'accès à la politique et la perception des luttes politiques ne peuvent pas être considérées comme tout à fait semblables[146], la coordination des mécontentements et des attitudes contestataires qu'opère la présence d'un gouvernement « de droite » maintient les conditions d'une construction des identités politiques plutôt « à gauche ». L'existence de producteurs culturels conservant des postures politiques radicales, journalistes d'opposition et intellectuels – l'autorité de Jean-Paul Sartre ou de Michel Foucault demeure d'autant plus grande parmi les étudiants que les intellectuels identifiés à « la droite » sont peu nombreux, manquent de notoriété et de prestige et occupent souvent des positions stigmatisées[147] – donne une légitimité persistante aux

145. Source Ministère de l'intérieur et *L'Economie de la jeunesse*, n° 44, octobre 1995.

146. Les logiques de la mode qui conduisent les jeunes à adopter des styles d'attitudes dotés d'une cohérence systématique dont le principe pratique d'engendrement est l'opposition au style précédent, peuvent être constitués en indicateurs des différentes « générations » qui se succèdent entre 1968 et 1981. Ainsi, même s'ils sont généralement minoritaires, les courants de la mode vestimentaire et musicale entre 1968 et 1981, représentent autant d'indices des attitudes « adoptables » et valorisables au sein de la jeunesse durant cette période. Il serait exagéré de soutenir que ces styles de vie ont toujours un contenu politique univoque (et de surcroît un contenu politique identifié par les jeunes autrement que sur un mode pratique), mais leur caractère systématique peut servir de marqueur générationnel permettant de distinguer à partir de quel moment un modèle d'attitude commence à être contesté par un autre.

147. L'Académie française, *le Figaro* ou *l'Express* dans le cas de Raymond Aron, principal intellectuel à être publiquement associé à « la droite ».

identités politiques « de gauche » au sein de la jeunesse. Le prestige de la presse d'opposition – en particulier celui de *Libération* et du *Monde* – rend la contestation du discours politique gouvernemental familière. Enfin entre 1968 et 1981, les jeunes sont en contact avec une présence militante et une offre idéologique « radicale » abondantes, dominantes aussi bien dans les lycées urbains où les mouvements « radicaux », bien qu'en déclin relatif après 1975, restent cependant en situation de monopole militant[148], qu'au sein des universités qui demeurent alors le principal vivier de recrutement des organisations « gauchistes ». La diffusion des offres politiques radicales après mai 1968, contribue à propager une vision « politique » des questions sociales et économiques, dans laquelle le gouvernement a la capacité de changer l'organisation sociale mais se voit également imputer la responsabilité de son maintien. Le militantisme lycéen et étudiant étant souvent en partie fondé sur une logique du prestige et de la distinction politique, les partis de la gauche institutionnelle sont généralement considérés comme insuffisamment « à gauche ». Il existe alors pour les jeunes une multiplicité d'occasions d'entrer en contact avec un discours politique « radical » et de voir renforcer et confirmer des convictions « de gauche ». D'après les sondages électoraux « sortie des urnes » de 1981 à 1988, la génération qui a été socialisée à la politique entre 1968 et 1981 reste de loin la génération qui vote le plus à gauche (voir tableau 14). Tout se passe comme si, formés à la politique durant une période de forte opposition entre la droite et la gauche les individus ayant commencé à voter durant la décennie soixante-dix conservaient dans une configuration politique ultérieure les schèmes de perception très clivés que nécessitaient et suscitaient les luttes politiques de la période précédente.

Il ne s'agit pas ici de soutenir qu'avant 1981 la jeunesse étaient majoritairement engagée « à gauche ». Il n'y avait au contraire qu'une minorité de jeunes susceptibles de s'impliquer dans une organisation militante et une proportion non négligeable de jeunes ne manifestait qu'un faible intérêt pour « la politique » ou les organisations partisanes et n'avait aucune connaissance spécifique des enjeux politiques. Cependant, le tropisme politique « de gauche » d'une partie de la jeunesse scolarisée urbaine se manifestait par le fait que les partis et les organisations « de gauche » étaient dotés d'une crédibilité et d'une image plus positive que celle du gouvernement ou de la majorité. La « politique » ou les « questions » politiques ne se voyaient pas rejetées en tant que catégories en elles-mêmes négatives – ou alors surtout parce que « la politique » renvoyait à tout ce qui apparaissait « gouvernemental ». Enfin l'implantation d'organisations militantes au sein des

148. Il est difficile de trouver des indicateurs fiables de l'implantation des mouvements gauchistes dans les lycées de 1970 à 1985. Tout laisse cependant penser que des noyaux militants d'extrême gauche se maintiennent jusqu'en 1981 dans les grands lycées urbains et bien au-delà dans les principaux lycées parisiens puisqu'en 1986, Lutte Ouvrière disposait encore de groupes militants dans les principaux lycées parisiens. Voir *supra* premier chapitre.

établissements scolaires mais aussi l'existence d'une proportion importante de lycéens ou d'étudiants n'appartenant à aucune formation partisane mais se reconnaissant dans « la gauche » et susceptibles de participer à des mouvements revendicatifs antigouvernementaux tendaient à faire considérer par les observateurs politiques la jeunesse de la décennie soixante-dix comme particulièrement « politisée », c'est-à-dire plus engagée dans les clivages partisans que les générations précédentes. Ainsi l'orchestration objective des comportements politiques au sein de la jeunesse scolarisée urbaine – participation à des actions protestataires, capacité à tenir un langage critique ou « antisystème » même élémentaire, hostilité spontanée aux discours de type libéraux, identifiés aux « privilégiés », diffusion de certains répertoires argumentatifs (tiers-mondisme, féminisme, anticapitalisme, etc.), non participation à certains types de mouvements (on ne peut en particulier retrouver l'existence d'aucun mouvement se définissant comme « apolitique » dans la jeunesse durant les années soixante-dix) – est la conséquence de la valorisation des attitudes contestataires et de la communauté de posture suscitée par les effets de mai 68 et la diffusion de la culture « jeune ». Nous cherchons en particulier à établir que, si un mouvement de forme « apolitique » avait pu être conçu et lancé avant 1981, il se serait heurté au sein de la jeunesse à l'hostilité active de toutes les organisations militantes attachées à se définir comme « de gauche » et à exclure de leur secteur revendicatif toutes les formations ne se réclamant pas de l'opposition ; il se serait également heurté à l'hostilité diffuse – ou au mieux à l'indifférence – des jeunes qui, bien que n'appartenant alors à aucune formation militante, pouvaient participer ponctuellement à des mouvements revendicatifs et acceptaient ou requéraient la tonalité « antigouvernementale » que donnaient à leur cause les militants de gauche qui animaient alors la plupart des organisations protestataires – associations antiracistes, féministes, homosexuelles, antinucléaires, mouvements de soutien aux prisonniers, syndicats, avant-gardes artistiques, etc.

Le tournant de 1981

Les jeunes entrés au collège ou au lycée entre 1981 et 1985 ne peuvent pas avoir la même perception de la politique que ceux qui ont fait leurs études secondaires durant les présidences de Georges Pompidou ou de Valéry Giscard d'Estaing. Lorsque « l'opposition de gauche » devient le « gouvernement de Pierre Mauroy » qui gère le pays, occupe les palais nationaux et apparaît co-responsable des difficultés économiques, sans toutefois toujours accomplir les réformes annoncées, l'identification de « la gauche » à la contestation, qui structurait les modes d'apprentissage de la politique depuis plus de vingt ans, tend à s'estomper. À partir de 1981, la culture protestaire qui était fondée sur l'opposition au « gouvernement conservateur » mais aussi sur l'attente du

« Changement » et des réformes que pourrait apporter un gouvernement « de gauche » tend à s'affaiblir et à ne plus être reproduite chez les nouveaux collégiens et lycéens. Les lycéens qui grandissent entre 1981 et 1985 ont donc une perception des clivages droite-gauche radicalement différente de celle qu'avait la génération immédiatement précédente : non seulement ils ont moins tendance à s'identifier à « la gauche » et sont plus souvent « de droite » (cf. vote aux élections législatives de 1986, tableaux 13 et 14) mais la croyance en la possibilité de transformer la société par l'action politique ou l'activité militante décroît. Les jeunes deviennent plus nombreux à déclarer ne pas aimer ou ne pas s'intéresser à la politique et répondre « ne pas avoir confiance » dans les hommes politiques. L'arrivée au pouvoir de l'ancienne opposition marque donc, au sein de la jeunesse scolarisée, la fin de la tradition d'opposition radicale à « la droite » issue de mai 1968. L'affaiblissement d'un mode de pensée qu'on pourrait qualifier de « politique », c'est-à-dire de la perception que les phénomènes sociaux jugés négatifs ont une cause repérable sur laquelle les pouvoirs publics peuvent agir et pour la résorbtion desquels les entreprises partisanes disposent de projets systématiques d'action, n'entraîne pourtant pas chez les jeunes un désintérêt pour les « problèmes sociaux » constitués en « causes », en particulier lorsqu'elles se trouvent promues par la télévision[149]. Mais la constitution de ces « causes » tend à ne plus pouvoir s'effectuer sur un mode global et politique, mais sur un mode anecdotique, médiatique et charitable – le sort des animaux, l'écologie, l'humanitaire[150] – D'où la nécessité pour SOS-Racisme (comme pour la coordination du mouvement étudiant en 1986 ou celle des lycéens en 1990) de ne pas apparaître comme un mouvement lié à un « camp » politique, c'est-à-dire soumis à des objectifs et à des manœuvres partisanes et électorales, mais comme un mouvement moral, incontestable.

149. Voir Anne Muxel, « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans Annick Percheron et René Raymond (éds.), Âge et politique, Paris, Economica, 1991, p. 203-232 et « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, XXXIII, 1992, p. 233-263.

150. Voir Annick Percheron, « Les jeunes et la politique ou la recherche d'un nouveau civisme, Jeunes d'aujourd'hui. Regards sur les 13-25 ans en France, *Notes et études documentaires*, p. 118-126, Paris, La Documentation Française, 1987. L'auteur cite un sondage de l'Observatoire interrégional du politique dans lequel la question « seriez-vous prêt à faire partie des mouvements suivants ? » peut servir à mesurer l'image sociale en 1985 des « causes » et des organisations. La cause de « la paix » et du « désarmement » recueille ainsi 57 % de réponses favorables contre 54 % pour la « défense de l'environnement », 45 % pour « la défense des droits de l'homme » et la « lutte contre le racisme » et 12 % pour les « partis politiques ».

Tableau 14 : l'évolution du vote de gauche selon l'âge entre 1967 et 1986 (en pourcentage)[151]

	1967	1978	1986
18-24 ans	42	69	50
25-34 ans	44	61	57
35-49 ans	40	52	46
50-64 ans	39	47	37
65 ans et plus	31	33	35

La baisse de la culture contestataire au sein de la jeunesse se manifeste en particulier par les difficultés croissantes des organisations d'extrême gauche pour maintenir des noyaux militants dans les établissements scolaires. Si l'après-68 avait suscité un afflux d'élèves et d'étudiants susceptibles de s'engager dans des mouvements politiques, leur nombre avait diminué après 1974 tout en restant à un niveau élevé. Les lycéens et les étudiants étaient alors au moins susceptibles de se sentir « de gauche » et d'entretenir des postures contestataires par opposition aux gouvernements de Valéry Giscard d'Estaing. Au contraire après 1981, on peut observer un affaiblissement des réseaux militants implantés dans la jeunesse, des syndicats étudiants, des organisations « gauchistes » et de l'activité des journaux lycéens qui met en danger le maintien des noyaux militants, en particulier dans les établissements du secondaire. Alors qu'auparavant les groupes d'extrême gauche rencontraient des lycéens et des étudiants susceptibles de les entendre et qui étaient préajustés, par leurs dispositions contestataires et par leur connaissance de la « vulgate marxiste », à leurs offres politiques, après 1981, ils sont confrontés à des jeunes scolarisés de plus en plus indifférents à l'action politique. Cette indifférence à l'égard des propositions de la gauche radicale croît sous le double effet de la déception de 1981 (qui atteint même la capacité d'attraction des formations d'extrême gauche qui affectaient d'entretenir peu d'espoir dans les capacités réformatrices du PS) et de la montée du chômage qui contribue à affaiblir l'intérêt et la disponibilité des étudiants pour toute activité les éloignant de leur scolarité. La diminution du nombre de militants présents dans les établissements scolaires – élèves ou membres du corps professoral – qui durant les années soixante-dix assuraient en partie la reproduction de la radicalité politique dans les lycées, va évidemment contribuer à amplifier le phénomène de désaffection à l'égard de l'action politique puisque dans la plupart des lycées, les nouveaux élèves ne sont plus en contact dans leur établissement avec aucun groupe politique ni aucun exemple militant.

« Un des traits majeurs définissant les attitudes et les opinions politiques des jeunes est le

151. Nonna Mayer, « Pas de chrysanthèmes pour les variables sociologiques », in Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, Puf, 1986, p. 158.

discrédit croissant dont souffrent les partis politiques et la désaffection pour la participation au jeu électoral. Si [...] ce phénomène est marqué dans toutes les classes d'âge, il touche particulièrement les jeunes ; une majorité d'entre eux n'a pas une opinion favorable sur les hommes et les partis politiques. Le taux de non-inscription comme le taux d'abstention sont très forts chez les jeunes (48 % de non-inscrits à 18-19 ans contre 9 % pour l'ensemble du corps électoral ; plus de 30 % d'abstentions déclarées au premier tour des législatives de 1988 contre 12 % chez les 50-64 ans) (enquête OIP 1987, *Données sociales 1990*)[152]. [...] Si des formes d'engagement militant connaissent aujourd'hui moins de succès auprès des jeunes générations, en particulier celles qui sont associées aux partis et aux syndicats, ce n'est pas par un rejet de principe de tout engagement mais plutôt à cause d'un glissement des formes et des thèmes de mobilisation »[153].

Tableau 15 : l'évolution du vote de gauche selon l'âge entre 1981 et 1986 (en %)[154]

	1981	1983	1984	1985	1986
18-20 ans			40		
< 21-24 ans	61	59	< 44	43	50
25-34 ans	62	53	50	51	57
35-49 ans	48	42	39	40	46
50-64 ans	43	40	36	35	37
65-74 ans				35	
< 75 ans et plus	37	37	37	< 33	35

Nous avons souligné lors du premier chapitre que la socialisation antigouvernementale des jeunes avait été en partie entretenue durant les années soixante-dix par les mouvements de mobilisation contre les projets de réforme du secondaire ou du supérieur des ministres de l'éducation nationale successifs. Au contraire, l'absence de mobilisation spécifique dans le secteur universitaire ou lycéen entre 1981 et 1986 – en dehors du mouvement des étudiants de médecine et du rassemblement contre la réforme de l'enseignement privé en 1984 – participe du déclin de la culture protestataire qui était auparavant celle de la jeunesse. L'action syndicale étudiante des fondateurs de SOS-Racisme au sein de l'Unef-Id rencontre donc à partir de 1982 a un écho de plus en plus faible, ce qui les conduit à s'interroger sur la nécessité d'une offre militante plus éloignée des formulations politiques routinisées du syndicalisme étudiant. La création de SOS correspondra à la définition d'un thème de mobilisation nouveau par rapport à ce que les militants de la tendance PLUS autour de Julien Dray étaient auparavant habitués à faire et

152. Cependant dans le Sondage de Boulogne-Billancourt les jeunes ne semblent pas avoir une très bonne image des partis politiques, voir Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op. cit.*, p. 186.
153. Olivier Galland, Sociologie de la jeunesse, Paris, Armand Colin, 1991, p. 180.
154. Voir Nonna Mayer, « Pas de chrysanthèmes... », *art. cit.*, p. 159. Sources : Sondages post-électoral SOFRES pour le 1er tour de l'élection présidentielle de 1981, et des élections municipales de 1983. Sondage SOFRES-Isoloir pour les élections européennes de 1984. Sondage BVA-Sortie des urnes pour les élections cantonales de 1985 (1er tour) et les élections législatives de 1986.

qui semblait avoir atteint ses limites. À des jeunes peu intéressés par l'action politique et de moins en moins mobilisables sur des thèmes de révolte sociale et d'opposition « au pouvoir » ou à « la droite », les fondateurs de SOS-Racisme vont proposer une mise en forme différente, plus neutralisée politiquement, qui s'appuira sur une morale antiraciste élémentaire.

Chapitre cinq

Les conditions de possibilité de l'émergence de SOS-Racisme

À l'issue de l'analyse de certaines des transformations qui ont affecté simultanément la configuration du champ politique, celle du champ de production intellectuelle et celle des médias d'information peu de temps avant la fondation de SOS-Racisme, nous devons montrer en quoi la possibilité de l'émergence de SOS-Racisme dans la forme qui a été la sienne en 1985 dépendait de ce processus de transformation des modalités des affrontements politiques et de leurs représentations. La thèse que nous chercherons ici à établir est que la configuration du champ politique et du secteur des médias existant jusqu'en 1981 rendait difficile le développement d'une entreprise de mobilisation antiraciste de forme politiquement « neutralisée » et dotée de l'audience qui sera celle de SOS-Racisme en 1985. Au contraire, la configuration politique ultérieure favorisera l'émergence d'une telle organisation mieux ajustée aux caractéristiques nouvelles des antagonismes partisans. Nous ne sous-estimons pas les difficultés propres à l'énonciation de cette thèse : comment établir de façon convaincante que l'émergence d'une organisation fondée en 1985 était improbable avant 1981 ? Les termes mêmes qui doivent être employés pour formuler une telle proposition ne sont pas adéquats puisqu'ils sembleraient supposer qu'un « même » mouvement puisse survenir à une autre époque que la sienne, revêtir une forme sociale différente de celle qu'il a effectivement adoptée et être porté par d'autres acteurs que ceux qui l'ont formé, toutes choses évidemment contradictoires. Cependant, si, par un effort de notre imagination nous tentons de placer une association antiraciste se revendiquant « apolitique », dans la configuration politique de 1979, nous devons nécessairement arriver à la conclusion que sa croissance n'aurait pu avoir l'ampleur qui sera ultérieurement celle de SOS. Le travail de description de l'évolution des champs politiques et médiatiques qui a été réalisé ci-dessus doit nous permettre de considérer que les contraintes qui s'y exerçaient avant 1981 rendaient, toute chose égale par ailleurs, très improbable l'émergence d'une nouvelle organisation antiraciste « neutralisée », susceptible de s'appuyer sur les médias et capable de dépasser l'audience des seuls militants, c'est-à-dire semblable à ce que sera SOS en 1985. Bien sûr, la création d'une organisation antiraciste était possible avant 1981, mais probablement pas celle d'une organisation dotée des caractéristiques sociales particulières qui seront celles de SOS-Racisme. Nous chercherons donc à montrer de quelles transformations structurelles des champs politiques et médiatiques dépendait, de 1979 à 1985, la mise en place des conditions sociales d'émergence d'une organisation antiraciste dotée de trois caractéristiques particulières : une apparence « apolitique », le soutien de la plupart des médias

d'information, notamment des journaux télévisés, et une popularité forte et non contestée, en particulier auprès des jeunes. Nous ne souhaitons pas nous livrer à l'exercice toujours vain qui consisterait à démontrer que les événements qui ont eu lieu sont arrivés parce que les processus qui conditionnaient leur venue se sont effectivement déroulés. Pas davantage nous ne ferons du repérage des conditions qui hier auraient empêché certains processus de se produire, la preuve du fait que leur apparition sera effectivement provoquée par la levée des obstacles supposés[1]. Nous ne renoncerons cependant pas à déterminer quels ont été les facteurs qui ont facilité l'émergence de SOS-Racisme. Nous entendons montrer que ce sont les transformations simultanées des configurations du champ politique et du champ journalistique consécutives à l'élection de François Mitterrand qui vont conduire à la mise en place des conditions de possibilité de l'émergence de SOS-Racisme, selon trois modalités principales : d'abord l'affaiblissement de l'emprise des logiques politiques sur les rédactions et la « neutralisation » relative de leur ligne éditoriale va rendre nécessaires des stratégies de prise de distance des journalistes à l'égard du personnel politique de leur camp et aura pour conséquence de détériorer la couverture journalistique des organisations trop engagées à gauche ; puis la diminution de l'intensité des croyances politiques des agents, en particulier lorsqu'ils avaient adhéré au Programme commun, affaiblira les organisations les plus identifiées à « la gauche » et accroîtra au contraire les chances de succès des groupes ayant une image publique plus neutre ; enfin la plus faible reproduction des représentations politiques « de gauche » au sein des générations qui vont entrer dans l'enseignement secondaire entre 1981 et 1985, qui va se traduire par la baisse d'influence des mouvements « de gauche » et « d'extrême gauche » au sein de la « jeunesse » scolarisée et par la diminution de leur capacité à concurrencer un mouvement de forme « apolitique ». Nous chercherons ici à comprendre, en identifiant certaines des conditions structurelles qui ont favorisé l'abondance de la publicité faite à SOS-Racisme et la participation des jeunes sympathisants aux campagnes du badge et du concert, en quoi la nouvelle association dans la forme qui a été la sienne était particulièrement bien adaptée à la configuration politique et médiatique produite par l'élection de François Mitterrand en 1981.

1. Voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, p. 47-60 et 61-79.

A) L'émergence récente d'un adversaire : le Front national

On ne saurait expliquer l'engouement d'un certain nombre d'acteurs en 1985 pour la cause antiraciste sans analyser l'impact que l'émergence du Front national a eu au sein des milieux de la politique et du journalisme. Certains journalistes de la presse « de droite » vont se montrer plutôt conciliants avec une association critiquant le Front national tandis que le personnel politique du RPR et de l'UDF semblera incapable de trouver comment mettre en cause SOS-Racisme – même lorsque l'association s'opposera au gouvernement de Jacques Chirac – de crainte de se voir accusé en retour de faire le jeu de l'extrême droite ou même de partager ses idées. Beaucoup de journalistes et d'observateurs politiques avaient été surpris par l'accroissement des suffrages en faveur du FN qu'ils analysaient comme une recrudescence de « l'extrême droite », potentiellement dangereuse pour les institutions politiques. La réaction hostile que beaucoup de journalistes ont eu face à la montée du Front national s'est manifestée par des commentaires qui lui étaient systématiquement hostiles mais aussi par une attention permanente aux actions et aux déclarations de Jean-Marie Le Pen. Beaucoup de journalistes ont cherché à affaiblir le nouveau parti en faisant l'hypothèse que la révélation publique des idées de Jean-Marie Le Pen et leur critique systématique finiraient par convaincre les électeurs de ne plus voter pour lui[2]. SOS a évidemment profité de l'attention bienveillante que la plupart des rédactions des médias d'information nationaux manifestaient pour toutes les initiatives qui apparaissaient pouvoir entraver la progression du Front national. SOS-Racisme est donc en partie un mouvement réactif qui, en 1985, s'est appuyé sur la menace que peut alors représenter le Front national pour susciter des soutiens. Ses fondateurs font valoir aux journalistes des rédactions « de gauche » que le développement d'un large mouvement antiraciste dans la jeunesse constituerait la meilleure réaction au Front national. L'opposition au Front national entraîne une orchestration objective des attitudes de soutien aux entreprises antiracistes et permet de réunir dans le soutien à ces mouvements des acteurs politiques et journalistiques qui s'opposent par ailleurs. De l'opposition au Front national de la plupart des acteurs du champ journalistique va provenir le succès « médiatique » des mouvements beurs puis celui de SOS-Racisme et enfin celui de Ras'l Front.

2. Nous avons vu que cette attitude vertueuse pouvant être considérée comme relevant d'un civisme démocratique était d'autant plus facile à adopter pour beaucoup de journaux « de gauche » que les « une » ou les couvertures réalisées sur Jean-Marie Le Pen et le Front national se sont vite révélées favorables aux ventes des quotidiens ou à l'audience des journaux télévisés ; voir *supra* p. 583. On peut voir dans l'effet des attaques dirigées contre le Front national un nouvel exemple du phénomène d'effets pervers décrit par Raymond Boudon (*Effets pervers et ordre social*, Paris, Puf, 1977).

L'existence d'une formation politique, alors en forte croissance, accusée de promouvoir le « racisme » joue également un rôle important dans l'attrait que la campagne du badge aura auprès des jeunes. L'affichage par le badge de convictions antiracistes aurait-il été ressenti comme aussi urgent si aucune « menace » « raciste » n'avait été perçue ? Si l'engagement antiraciste était sans doute une « bonne cause » généreuse à laquelle chacun était susceptible de s'identifier et qui valorisait ceux qui l'adoptaient, l'enthousiasme et la bonne volonté militante qui caractériseront les cours des lycées au moment de la pleine diffusion du badge pouvaient-ils être suscités par autre chose que la nécessité ressentie – et sans doute initiée par les nombreux articles ou reportages des journalistes et des éditorialistes – de s'opposer à la croissance du Front national ? L'existence du Front national agit donc à plusieurs niveaux distincts du processus de constitution de SOS-Racisme. C'est parce que le Front national accroissait son influence que Julien Dray et les militants de l'Unef-Id ont cherché un moyen de réagir face à ce qu'ils percevaient également comme une menace de l'extrême droite. Le fait que beaucoup de journalistes et d'hommes politiques « de gauche » partageaient cette aversion à l'égard de la « résurgence » de l'extrême droite a en outre été perçue sur un mode pratique par les fondateurs de SOS-Racisme comme un « climat » susceptible de favoriser leur projet. L'hostilité que le Front national, à la suite des campagnes critiques dans la presse[3], rencontrait dans une partie de la population laissait penser aux fondateurs de SOS-Racisme que leur initiative pouvait obtenir un certain succès. Par conséquent, la perception du caractère « favorable » de la présence du Front national tendait à susciter la création d'initiatives antiracistes – la marche des beurs et SOS-Racisme mais aussi ultérieurement Le manifeste contre le Front national et Ras'l Front – qui bénéficieront tous de l'antipathie que beaucoup de journalistes manifestaient envers le Front national[4]. Cependant, la bienveillance des journalistes à l'égard de SOS-Racisme n'aurait pas suffit à assurer la notoriété de l'association si celle-ci n'avait été en mesure d'organiser des événements susceptibles d'amener les rédactions à lui accorder leur attention. La capacité de SOS a organiser des actions en direction des journalistes était directement proportionnelle au financement qu'il pouvait obtenir.

3. Il faudrait faire l'analyse précise de la succession de « dossiers spéciaux » et de reportages télévisés que les premiers succès du Front national suscitent. Se conjuguent ici pour engendrer la surabondance de production journalistique dédiée au Front national, l'effet « boule de neige » – les concurrents en parle, il faut en parler – de l'événement d'actualité, l'effet de polémique, et les conséquences de l'orientation « antifasciste » des rédactions.

4. On peut d'ailleurs penser que la stabilisation relative des scores électoraux du Front national et son institutionnalisation à la marge de la droite parlementaire vont progressivement affaiblir à partir de 1988

B) Une association bien financée

L'origine publique du financement de SOS-Racisme a souvent fait l'objet dans la presse de révélations dénonciatoires. En effet, si la constitution autonome d'une association militante se propageant progressivement à différents secteurs sociaux et à diverses régions ne peut être que lente, la construction rapide d'une nouvelle organisation nécessite des moyens dont disposent rarement les groupes militants. Il est nécessaire, pour atteindre une certaine efficacité politique, que l'organisation soit en mesure de salarier des militants permanents pour doter leur action d'une compétence et d'une continuité que des bénévoles ne peuvent permettre. La légende veut que SOS ait été créé à partir de deux prêts étudiants de 50.000 francs qui auraient évidemment représenté un risque financier personnel très important pour les deux militants les ayant souscrits[5]. Il est cependant plus probable que l'association a reçu au moment de sa création de l'argent provenant du cabinet de l'Elysée qui a permis aux militants de l'Unef-Id de Villetaneuse de faire face aux premières dépenses – location du siège, lancement des premières séries du badge – que nécessitait le lancement de SOS. Ce versement a évidemment été tenu secret pour ne pas écorner l'image d'autonomie « apolitique » du débiteur. Une fois le badge largement diffusé et la notoriété de l'association établie par les premiers reportages télévisés, SOS-Racisme devient alors susceptible de demander plus d'argent pour organiser des événements plus importants. Mais SOS-Racisme n'a pu être capable, au bout de seulement quelques mois d'existence, d'organiser des événements musicaux d'une aussi grande ampleur que parce qu'il avait bénéficié de financements publics considérables. Bien que les artistes du premier concert n'aient, semble-t-il, pas facturé leur prestation au tarif habituel, l'organisation d'un tel événement dépassait pourtant de beaucoup les capacités de financement et d'organisation d'un groupe aussi jeune que l'était SOS. Or, l'analyse de la couverture de *Libération* et du *Monde* nous l'a montré, SOS-Racisme n'aurait pu bénéficier durant sa première année existence d'une presse aussi abondante et aussi favorable sans le concert de juin à la Concorde et celui de décembre au Bourget qui vont servir de supports d'actualité aux reportages des journalistes, rendant ainsi fameuses la main jaune du badge et l'association. En effet, même les journalistes les mieux

---

l'inquiétude qu'il peut susciter et donc l'intérêt relatif d'un certain nombre d'acteurs politiques et journalistiques à soutenir SOS-Racisme

5. Un tel prêt aurait laissé des traces : les membres fondateurs auraient gardé le souvenir au sein de l'association des noms des militants qui auraient accepté de prendre un tel risque, même s'ils n'avaient pas continué dans le militantisme étudiant – pourtant, il est probable qu'un tel prêt n'aurait été souscrit que par les militants les plus motivés, c'est-à-dire les plus susceptibles de maintenir leur engagement dans SOS –. Cependant, on ne trouve aucune trace dans la mémoire de l'association du nom de ces militants. Tout porte donc à croire que cette histoire est fictive et dissimule un financement en provenance de l'Elysée dès le début de l'association, comme la « légende de Diego » était destinée à ne pas faire apparaître l'origine politique des fondateurs.

disposés ne peuvent rendre compte de l'activité d'une organisation qu'ils entendent soutenir si celle-ci n'est pas en mesure de faire de ses actions des « faits d'actualité » dotés d'un intérêt propre et qui vont justifier leur présence et leurs articles. Les dirigeants de SOS-Racisme cherchent donc à produire des « événements pour journalistes »[6] pour faciliter la publication d'articles de presse, mais aussi de préférence des événements « visuels » – un concert plutôt qu'une pétition – parce que les reportages télévisés sont susceptibles d'avoir un impact plus important et d'atteindre le public de « jeunes » beaucoup plus difficilement accessible par des moyens militants classiques.

Avant 1981, il est probable qu'une organisation antiraciste aurait difficilement obtenu des subventions gouvernementales aussi importantes que SOS en 1985. En l'absence de manifestation ou de concert de grande ampleur, la création d'une association antiraciste durant la présidence de Georges Pompidou ou de Valéry Giscard d'Estaing aurait sous doute débouché sur un petit réseau de nouveaux militants susceptibles d'apparaître dans les manifestations antiracistes antigouvernementales mais cependant incapables d'obtenir la dimension qu'aura SOS. Avant 1981, il aurait été difficile aux fonds des partis d'opposition de se substituer partiellement aux subventions gouvernementales : les budgets dont ils disposaient étaient beaucoup plus réduits que ceux que contrôlaient les partis de la majorité gouvernementale qui bénéficiaient en outre de l'inquiétude que le programme de nationalisation et d'extension des droits des salariés défendu par l'opposition pouvait alors inspirer aux chefs d'entreprises. Avant 1981, la disproportion entre les moyens financiers des formations politiques de la majorité et ceux de l'opposition est considérable. L'opposition ne pouvait compter que sur les municipalités qu'elle contrôlait pour financer ses campagnes et il est probable qu'il lui était difficile de consacrer trop de ressources à une opération aussi hasardeuse que le lancement d'une nouvelle organisation antiraciste[7]. En outre, il leur aurait été difficile de donner secrètement des subventions à une nouvelle association antiraciste. Au contraire la possession des positions gouvernementales permettra d'attribuer à SOS, de façon beaucoup plus discrète puisque parfaitement publique, des sommes bien plus importantes.

Les sources de financement potentielles d'une organisations militante ne sont pas nombreuses en dehors des cotisations, toujours faibles : dons d'entreprises, fonds publics et plus rarement activités commerciales. Lorsque l'organisation est portée par une dynamique particulière – comme l'était SOS-Racisme en 1985 – et par conséquent capable d'une activité

6. Voir Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, *op. cit*.
7. Le réseaux de financement du Parti socialiste Urba se met en place entre 1972 et 1977 pour rationaliser le financement du PS et pour maximiser ce que le parti peut obtenir des municipalités qu'elle contrôle ; voir Yves Meny, *La corruption politique*, Paris, Fayard, 1992, p. 255-256.

militante importante, les moyens manquent rapidement et constituent le frein principal de son action. L'argent de la vente des badges épuisé ou placé en réserve, SOS-Racisme est contraint de se tourner vers les subventions annuelles publiques ou privées. L'analyse des conditions financières d'émergence d'une association appuyée par l'organisation d'événements musicaux de grande ampleur nous amène donc à la conclusion que la présence au gouvernement des partis politiques les plus proches des groupes militants antiracistes était nécessaire au financement de la nouvelle organisation pour lui donner la capacité de concevoir des événements susceptibles de la faire connaitre. La capacité financière de SOS, exceptionnelle pour une organisation aussi récente, était donc une condition nécessaire, bien que non suffisante, pour un succès rapide.

C) Les transformations du champ de l'antiracisme

Même si l'action d'une association militante est fortement aidée par les pouvoirs public, encore faut-il qu'elle soit acceptée au sein du champ dans lequel se situe son action. Une organisation antiraciste naissante peut difficilement agir – sans se voir immédiatement mise en cause – en contradiction avec l'attitude que les associations établies de ce secteur sont susceptibles d'adopter à l'égard de la politique du gouvernement en matière d'immigration. Or l'antiracisme est, en particulier depuis la guerre d'Algérie, un registre de mobilisation largement dominé par des acteurs politiques « de gauche »[8]. Le MRAP et la LDH, dont les directions sont proches du PC et du PS constituent, dans une certaine mesure, des structures semi-indépendantes ou déconcentrées de ces partis spécialisées dans l'indignation morale et la protestation contre les politiques gouvernementales de gestion des populations immigrées. Si la FASTI et le GISTI sont alors moins liés à un parti politique, ils sont cependant également animés par des militants se reconnaissant dans « la gauche ». Avant 1981, toutes ces organisations antiracistes associées à la gauche institutionnelle s'opposent au gouvernement « de droite ». Sur le terrain « de l'immigration », le débat public concerne alors essentiellement les conditions faites aux travailleurs immigrés au sein des entreprises – notamment lors de grèves[9] – et, à

8. On trouvera des éléments pour une histoire des usages politiques des argumentations antiracistes dans Pierre-André Taguieff, *Les fins de l'antiracisme*, Paris, éd. Michalon, 1995.
9. C'est-à-dire l'endiguement des revendications syndicales des immigrés opéré par les chefs d'entreprise et les autorités françaises qui contribue à faire des salariés étrangers une main-d'œuvre particulièrement calme comparée aux employés français que la situation de plein emploi encourage à se montrer combatifs. Patrick Weil, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration 1938-1991*, Paris, Calmann-Lévy, p. 104-106.

partir de 1977, la politique de Lionel Stoléru destinée à favoriser le retour des étrangers dans leur pays d'origine[10]. Entre 1977 et 1981, les autorités françaises tentent d'inciter les travailleurs étrangers à rentrer volontairement dans leur pays en attribuant une prime à tout immigré qui quitterait définitivement la France. Simultanément, le gouvernement cherche à négocier avec les pays d'émigration le retour forcé d'une partie de leurs ressortissants dont les titres de séjour de dix ans viennent à expiration à partir de 1979[11]. Cette politique d'encouragement au retour s'accompagne d'un accroissement des expulsions d'étrangers par les services du ministère de l'Intérieur – parfois des « jeunes issus de l'immigration » qui n'ont jamais habité dans le pays d'origine de leurs parents – qui passent de 4.700 environ en 1978 à 8000 en 1979 puis à 10.000 environ en 1980[12]. Une politique aussi énergique suscite des actions collectives de protestation contre les expulsions[13] qui réunissent les associations antiracistes, les groupes d'immigrés, les églises et les partis « de gauche » et « d'extrême gauche ». Face à des organisations composées pour une part de militants des partis d'opposition[14], une nouvelle organisation antiraciste aurait été contrainte avant 1981 de préciser son attitude à l'égard d'un gouvernement alors violemment mis en cause. Dans une configuration où la politique menée à l'égard des travailleurs étrangers devient un enjeu de confrontation partisan, les acteurs politiques de l'opposition, qui prétendent au monopole de la représentation des catégories sociales les moins favorisées[15], cherchent à se présenter comme les défenseurs des populations immigrées face à une majorité dont la politique de retours forcés et d'expulsions donne effectivement du crédit à une telle stratégie symbolique[16]. Le maintien de ce monopole, qui fait partie du travail politique

10. Pour un aperçu des mobilisations contre les projets de lois sur l'immigration entre 1977 et 1981, voir Patrick Weil, *ibid.*, p. 89-138.

11. *Ibid.* p. 109-119. Les objectifs du gouvernement et de Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs manuels et immigrés, sont de parvenir à environ 120.000 départs annuels pendant plusieurs années dans le but de réduire le chômage.

12. *Ibid*., p. 136. Selon Patrick Weil, cette politique d'expulsion qui concerne majoritairement des ressortissants algériens est destinée à faire pression sur le gouvernement algérien pour qu'il accepte une évolution plus restrictive des conditions d'entrée et de séjour de ses nationaux en France.

13. Pour le témoignage d'un acteur voir Claude Lefort, *Du bidonville à l'expulsion, itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*, Paris, Editions CIEM, 1980.

14. Sur la Ligue des droits de l'homme et l'orientation politique de sa direction et de ses membres voir Eric Agrikoliansky, *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990). Pérennisation et transformations d'une entreprise de défense des causes civiques*, thèse IEP, 1997.

15. Le personnel politique gouvernemental éprouve des difficultés à combattre efficacement le travail politique des partis de l'opposition pour identifier « la gauche » aux « travailleurs » et aux catégories défavorisées. La fameuse réplique de Valéry Giscard d'Estaing lors du débat télévisé de 1974 avec François Mitterrand, « vous n'avez pas le monopole du cœur », représente une tentative du ministre des Finances pour contrer – l'instant du débat – la prétention des leaders de la gauche à être les seuls défenseurs des intérêts des catégories sociales les plus pauvres ; pour une transcription du débat voir *le Monde*, 13 mai 1974 : « François Mitterrand – Il y a une politique qui défend la France qui travaille et que j'entends représenter et une politique qui lui nuit et qui sert les intérêts des classes privilégiées et c'est la vôtre ».

16. Les prises de position des porte-parole des partis sur la question de la « sécurité » ou de « l'ordre public » durant la décennie soixante-dix suivent strictement la ligne d'opposition droite-gauche sur un sujet qui constitue un thème de différenciation habituel entre les deux camps partisans. Le personnel politique de la majorité défendra

ordinaire des porte-parole de l'opposition pour mobiliser et élargir leur électorat, passe par la critique des politiques menées par le gouvernement mais aussi par le contrôle de toutes les organisations susceptibles de prendre position sur ce sujet. Il s'agit sans doute moins, pour les formations partisanes de la gauche, de gagner des électeurs qui se prononceraient sur l'enjeu spécifique de la solidarité avec les immigrés que de maintenir leur image de défenseurs des valeurs de solidarité.

> « [En 1981], l'immigration est devenue depuis quelques années, pour le Parti socialiste, un domaine de différenciation favorable [par rapport au PC]. C'est l'un des rares terrains sur lequel le PS peut se situer à la gauche de son partenaire parce que, loin des questions économiques, il a une forte dimension symbolique. [...] Le PS s'est montré actif, entre 1974 et 1981, sur la défense des droits des immigrés, pour deux autres raisons : sur ce thème, il était possible de trouver des convergences avec cette partie de la gauche non communiste, historiquement critique à l'égard de la SFIO puis du Parti socialiste (PSU, etc.) ; par ailleurs, on pouvait sur ce thème développer de meilleures relations avec l'Etat algérien que n'en avait eu la défunte SFIO »[17].

Il s'agit donc pour l'opposition de s'assurer que toutes les associations en mesure d'intervenir légitimement dans le débat sur l'immigration tiennent un discours critique envers le gouvernement. Cet investissement du secteur de la « défense des immigrés » par le personnel politique de l'opposition est redoublé par l'attention que les médias « de gauche » portent à l'immigration et au racisme[18] – en particulier *Libération*, dont les journalistes sont très actifs dans le soutien aux personnes expulsées et la mise en cause de la politique du gouvernement de Raymond Barre vis-à-vis des immigrés[19]. Dans une telle configuration politique, l'émergence d'une association antiraciste dotée d'une forme « apolitique » rencontrerait des difficultés

---

les thèmes de « l'ordre » et des lois restreignant les modalités pratiques du « droit de manifestation » (loi « anticasseurs », loi Sécurité et Liberté, etc.), tandis que le personnel de l'opposition insistera au contraire sur le thème des droits et des libertés politiques présentés comme menacés par un pouvoir tenté par « l'autoritarisme ». La rivalité entre les personnels gaullistes et giscardiens entre 1970 et 1981 va en outre engager les différentes factions de la majorité dans une concurrence symbolique pour l'exercice légitime des postures politiques autoritaires (Raymond Marcellin, Alain Peyrefitte et Christian Bonnet d'une part, Michel Poniatowski de l'autre).

17. Voir Patrick Weil, *La France et ses étrangers*..., *op*. *cit*., p. 142. Patrick Weil ne mentionne pas les avantages tactiques dans les polémiques politiques que présente la défense des droits d'une population démunie et en situation de faiblesse juridique face à la politique de découragement de l'exercice des droits syndicaux des étrangers puis d'aide à leur retour. L'immigration constitue pourtant, au sein des représentations politiques des agents ayant une identité politique « de gauche », un thème symboliquement très proche de ceux de la réduction des inégalités sociales ou de la défense des droits des travailleurs. Revendiquant la représentation des classes salariées, les partis de gauche sont alors tenus par la logique de leurs discours d'y associer les travailleurs immigrés. La défense des immigrés constitue donc un point de différenciation important avec le personnel politique gouvernemental. Voir aussi « Les socialistes et l'immigration », *Doc. socialiste* n° 2, Club socialiste du Livre, septembre 1980.

18. Pour une analyse de l'évolution de l'orientation éditoriale des journaux sur les « problèmes » liés à l'immigration voir Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, *op*. *cit*., p. 63-79 et Yvan Gastaut, « Les mutations du thème de l'immigration dans le journal *Le Monde* (1958-1992) », in *Migrations Société*, vol. 6, n° 31, janvier-février 1994, p. 40-51.

19. Voir Jean-Claude Perrier, *Le roman vrai de* Libération, *op*. *cit*., p. 59-206 et Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, *op*. *cit*., p. 32-37, 69-79 et 121-129.

importantes. Elle se verrait sommée, par les acteurs politiques de « la gauche » et par les associations antiracistes qui leur sont liées, de prendre position contre les expulsions mises en œuvre par la police et la politique gouvernementale d'inversion des flux migratoires. La nouvelle association serait vite contrainte soit d'adopter une posture oppositionnelle similaire à celle des autres organisations antiracistes, lui faisant ainsi perdre la spécificité de sa mise en forme « apolitique » (et par conséquent sa capacité à sortir l'antiraciste du strict cadre militant), soit de refuser de se prononcer sur la politique du gouvernement, ce qui entraînerait rapidement son discrédit au sein du sous-champ des associations antiracistes établies et des réseaux militants de soutien aux immigrés. L'intensité structurelle des oppositions politiques avant 1981 faisait qu'une organisation cherchant à mobiliser dans le secteur de l'antiracisme se serait vu enrôlée par l'une des factions politiques et aurait dû subir les attaques des acteurs politiques de l'autre camp. Comme le formule le journaliste Jean-François Kahn en utilisant une image militaire, « impossible de s'installer dans le *no man's land* qui sépare les deux systèmes de tranchées sous peine de subir le feu des batteries concurrentes »[20]. Or l'effet de telles controverses publiques serait de raréfier les acteurs susceptibles de soutenir la nouvelle association, d'une part parce que se détourneraient de la cause antiraciste les agents les plus proches du personnel politique à l'initiative des critiques, d'autre part parce que cette polémique éloignerait les agents les moins intéressés par la politique, ceux qui redoutent les débats apparaissant partisans ou « politiciens »[21] et qui ne peuvent s'engager que pour une cause morale « inattaquable », parce que ne maîtrisant pas les rites agonistiques du jeu partisan, tout débat critique leur paraît entacher le bien-fondé de la cause[22].

L'opposition des formations partisanes de « la gauche » à une entreprise de mobilisation « apolitique » n'aurait pas pu être aussi efficace si elles n'avaient pas disposées avant 1981 d'une forte légitimité, en particulier auprès des acteurs capables de participer à des actions collectives. Le crédit symbolique dont les personnels politiques « de gauche » se trouve dotés auprès des militants et des électeurs permet d'expliquer la capacité de l'opposition à s'opposer efficacement à l'émergence d'entreprises militantes dans un secteur sur lequel ils prétendent avec succès au monopole de la représentation. Ceux qui sont alors les plus susceptibles de se

20. Jean-François Kahn, *La guerre civile*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 87-88.
21. Voir Daniel Gaxie, *Le cens caché*, *op. cit.*, et Pierre Bourdieu, *La distinction*, *op. cit.*, chapitre 8, p. 463-541.
22. Et sans doute affaiblit la rétribution sociale de leur investissement militant. Voir l'article de Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27, n° 1, février 1977 p. 123-154. Sur les intérêts au militantisme des membres des organisations de soutien aux immigrés dans le cadre de grèves de la faim, voir Johanna Siméant, *La cause des « sans-papiers ». Mobilisations et répertoires d'action des étrangers en situation irrégulière en France et de leurs soutiens (1970-1992)*, p. 362-466. Il apparaît qu'une cause « marginale » et particulièrement propice au « misérabilisme » et à la « victimisation » de ses acteurs

mobiliser pour la défense des droits des immigrés ont souvent une autre activité militante « généraliste » dans un parti politique « de gauche » qui représente leur engagement « principal »[23]. Or jusqu'en 1981, le débat politique n'est structuré que très accessoirement autour des revendications liées à l'immigration qui constitue une cause secondaire et pour ainsi dire auxiliaire de luttes politiques plus globales, dans lesquelles l'ensemble de l'organisation économique du pays semble alors l'objet d'un « choix de société ». Comme nous l'avons observé, les thèmes de la réduction des injustices et des inégalités sociales, ceux de l'augmentation des salaires et des nationalisations, ceux du chômage et de la hausse des prix sont beaucoup plus présents dans le débat électoral que les thèmes liés aux conditions de vie des travailleurs immigrés ou aux politiques de l'immigration dont on peut d'ailleurs penser que leur généralisation est limitée par l'étroitesse de l'électorat susceptible de se prononcer principalement en fonction de cette question[24]. Il aurait par conséquent été difficile, avant 1983, d'imposer durant plusieurs mois le thème de l'antiracisme comme l'un des sujets essentiels et centraux du débat politique – comme contribuera à le faire SOS-Racisme en 1985 – tant les controverses sur la réduction des inégalités sociales et l'ampleur des nationalisations prédominaient[25]. De plus, une association antiraciste qui se serait vu dénoncée par les principaux partis de la gauche politique, aurait eu alors beaucoup de difficulté à trouver des militants tant la cause de l'antiracisme était symboliquement attachée à l'opposition. L'idée même d'une organisation « apolitique » destinée à rassembler au-delà du seul camp d'origine de ses fondateurs et se dotant de « parrains » « de gauche » et « de droite » serait apparue à une large fraction des militants potentiels comme une tentative étrange de réunir dans la lutte antiraciste des acteurs partisans que leur engagement politique et leurs prises de positions différentes sur cette question plaçaient précisément dans des camps opposés.

---

suscite l'intérêt d'un certain nombre de militants d'organisations de soutien, en partie attirés par la valorisation particulière qui s'attache à la défense des plus défavorisés.

23. Sur la multiappartenance associative et politique dans les mouvements de soutien aux travailleurs immigrés ou aux « sans-papiers » voir Johanna Siméant, *La cause des « sans-papiers »*, *op. cit.* et Eric Agrikoliansky, *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990)*..., *op. cit*.

24. Le fait que les groupes d'extrême gauche investissent durablement la défense des immigrés peut être considéré comme un indicateur de la marginalité de la cause : voir Patrick Weil *La France et ses étrangers*..., *op. cit.*, p. 104-106 et Johanna Siméant, *La cause des « sans-papiers »*..., *op. cit*.

25. Par ailleurs, dans l'émergence dans le jeu partisan des « problèmes » de l'immigration, l'effet proprement morphologique de l'arrivée à l'âge adulte des enfants issus de la première génération immigrée et du regroupement familial a été très important. Mieux insérés dans la société française que leur parents, ils sont aussi plus visibles et plus susceptibles d'être perçus comme une gêne par leur voisinage. La croissance du Front national à partir de campagnes locales centrées sur l'immigration, notamment à Dreux en 1983, est rendue possible par l'existence de frictions sociales locales entre une population de jeunes français perçus comme étrangers, et une population qui impute à un type racial les problèmes de voisinage posés par le comportement de jeunes qui ne parviennent pas à s'employer ; voir Philippe Juhem, « *Les politiques publiques de contrôle de la violence dans les quartiers de banlieue* », communication au colloque *Norbert Elias, la violence et l'Etat*, Nanterre 1997.

Enfin, avant 1981, une organisation antiraciste qui n'aurait pas été acceptée par le secteur associatif de l'antiracisme ou appuyée par l'un des « camps » politiques, aurait difficilement pu bénéficier de la couverture journalistique qui a favorisé l'essor de SOS-Racisme en 1985. Dans une configuration du champ des médias d'information dans laquelle les journalistes tendent à redoubler le travail politique des porte-parole des partis et se trouvent enrôlés dans les luttes partisanes entre la droite et la gauche, il aurait été difficile pour une organisation antiraciste de ne pas se trouver prise dans le système de description politiquement orienté des faits d'actualité par les journalistes associés à chaque alliance partisane. Les médias d'opposition, en raison des liens qui les unissaient aux partis « de gauche » n'auraient pu se montrer favorables à une association « apolitique » qui aurait refusé de se prononcer sur les politiques du gouvernement touchant à l'immigration. À l'inverse, les médias d'Etat et les journaux favorables au gouvernement ne se seraient probablement pas intéressés à une entreprise de mobilisation fondée sur une protestation morale antiraciste alors même que le gouvernement tentait de renvoyer des dizaines de milliers d'étrangers dans leur pays d'origine en soulevant le moins d'émotion possible. Le contrôle exercé avant 1981 par le personnel politique de la majorité sur la télévision, le média d'information le plus susceptible d'atteindre la catégorie d'âge à laquelle était plus particulièrement destinée la campagne du badge, la « jeunesse » – proportionnellement moins touchée que les adultes par la presse d'information nationale – rendait improbable avant 1981 une campagne de promotion télévisée de grande envergure pour un mouvement de mobilisation qui ne serait pas soutenu par le personnel politique de la majorité[26]. L'analyse de la configuration politique et médiatique entre 1968 et 1981 nous conduit donc à penser que, sans appartenir à l'un des camps politiques, une association antiraciste n'avait guère de chance de susciter l'intérêt des médias associés à l'une ou l'autre des factions politiques et qu'une fois soutenue par une partie de la presse, elle ne pouvait rencontrer que l'hostilité des journalistes et des acteurs politiques appartenant à la fraction politique opposée, rendant ainsi improbable le développement « consensuel » et sans opposition qui a été celui de SOS-Racisme durant sa première année d'existence.

26. On peut également estimer que le format plus rigide des journaux télévisés avant 1981 aurait constitué un obstacle à une forte publicité en faveur d'une nouvelle organisation telle que SOS. La mise en scène de l'information est réalisée avant 1981 dans le registre du sérieux journalistique respectant une stricte hiérarchisation de l'information selon les critères propres au public lettré et pourvu d'une culture politique. Les formes prises par l'information télévisée sont alors induites par le contrôle politique direct opéré par un personnel de parti ayant une conception « universitaire » et « politique » de la hiérarchisation de l'information. Au contraire, la publicité faite autour de SOS révèle un relâchement des logiques journalistiques de hiérarchisation de l'information et leur remplacement par des préoccupations commerciales d'audience qui conduisent les journalistes à rechercher des sujets plus « légers » et moins politiques pour réduire l'écart entre le journal et les émissions de divertissements.

Face à un gouvernement de droite dont la seule présence mobilisait les énergies militantes contre sa politique, une nouvelle organisation antiraciste n'aurait pu émerger sans accepter de se prononcer contre le gouvernement et de donner un tour revendicatif à son action. En apparaissant comme opposée au gouvernement de Raymond Barre, une association naissante se serait trouvée placée dans l'impossibilité de réunir autant de soutiens actifs et de non opposition passive. L'émergence de SOS aurait divisé les acteurs du champ politique entre soutiens et opposants, et la presse, en journaux favorables – « de gauche » – ou hostiles à son action – « de droite » –. Or ce qui a fait la spécificité de SOS-Racisme parmi d'autres associations antiracistes a été sa capacité à proposer une mise en forme sociale susceptible de ne heurter frontalement aucun acteur partisan et capable de rassembler bien au-delà des effectifs militants que pouvaient alors mobiliser les partis et les associations associés à « la gauche ».

D) Une cause momentanément sans adversaires

Tout porte donc à croire qu'à l'origine du succès de SOS-Racisme se trouve la capacité à définir une offre antiraciste en mesure d'obtenir cet effet d'unanimité, cette suspension provisoire des critiques, cette absence momentanée d'adversaires déclarés qui était l'une des conditions pour que, durant quelques mois, les journalistes les plus intéressés par la cause de l'antiracisme et de l'antilepénisme puissent soutenir une organisation destinée à lutter contre Le Pen selon une logique militante dans d'autres contextes interdits aux journalistes sous peine de voir leur crédit professionnel remis en cause. En réalité, le phénomène le plus surprenant du processus d'émergence de SOS n'est pas que la nouvelle organisation obtienne le soutien de la presse et du personnel politique « de gauche », mais plutôt que ce soutien ne s'accompagne pas de sa mise en cause simultanée par les journalistes et les hommes politiques du camp opposé. C'est cette absence de critique, voire parfois la publication par les journalistes de la presse « de droite » d'articles favorables, qui va contribuer à produire cette effet d'unanimité à l'origine de l'établissement de la popularité de SOS durant l'année 85. Cette unanimité va permettre à la télévision de couvrir très largement, « pour la bonne cause », l'action de SOS-Racisme, alors que face aux effets d'une polémique suscitée par d'éventuels adversaires de SOS, elle aurait été contrainte d'équilibrer sa couverture et donc présenter en partie les arguments critiques de ceux-ci, (en particulier si ceux-ci étaient apparus appuyés par les formations politiques de la droite). Cet effet d'unanimité provisoire, était en partie suscité par l'excellence de la cause, par

l'incapacité des adversaires de SOS à mettre en doute, quelques mois après le succès du badge, la légitimité intrinsèque qui était alors celle d'une action antiraciste, et par l'absence d'angles critique qu'offrait une association sans passé et sans passif, sans scandales, mais également sans programmes, bref, complètement vierge de toute caractéristique stigmatisable.

SOS-Racisme se présente comme un mouvement de rassemblement large destiné à pouvoir réunir toutes les sensibilités politiques à l'exception du Front national. La mise en forme « apolitique » suppose que tous les aspects pouvant donner à penser que les objectifs réels ne sont pas les objectifs manifestes ont été gommés du mode de présentation initial. Ainsi l'absence de contenu revendicatif dans les premières actions de l'association interdisait aux journalistes de classer l'association dans un type identifié d'organisation militante et en particulier leur interdisait de la considérer comme « de gauche ». L'impossibilité d'assigner à l'association un classement politique *a priori* par le seul effet de l'orientation objective de ses revendications lui permettait de ne pas avoir d'adversaires dans le champ politique. Cette neutralité revendicative ne donnait à aucun acteur partisan d'intérêt à critiquer publiquement l'association ; elle ne donnait pas prise à un éventuel adversaire – par exemple un parti de droite qui aurait décidé de mettre en cause préventivement l'association pour relativiser son audience future. Une des caractéristiques de SOS-Racisme est en effet d'être une « bonne cause » dont la critique doit être soigneusement argumentée sous peine de se retourner contre son auteur. Puisqu'elle n'est pas fondée sous un gouvernement « de droite », la nouvelle association peut éviter de suivre les autres organisations antiracistes qui s'opposaient hier à la politique de Raymond Barre et de Lionel Stoléru ; puisqu'elle adopte un discours non revendicatif, SOS-Racisme peut également ne pas s'opposer au gouvernement socialiste en 1985. La mise en forme non revendicative et « apolitique » de SOS lui permet de ne gêner aucun acteur politique ou militant – à l'exception des mouvements beurs – et de ne donner que peu de prise à la critique de l'association.

Les caractéristiques mêmes de la cause antiraciste – pourvue depuis la Libération et la défaite des régimes se réclamant de doctrines « racistes » d'une légitimité historique – facilitaient cette absence d'adversaires. Les promoteurs des causes politiques rencontrent des acteurs inégalement disposés à les accueillir favorablement[27]. Mais l'antiracisme constitue un mouvement militant dont les porte-parole ont rarement à se justifier de leur engagement. Attaquer le « racisme » ou plutôt les acteurs à qui cette opinion est imputée ne suscite qu'approbation parce que de tels systèmes argumentatifs sont de longue date mis en cause et que l'acteur critique va rencontrer beaucoup d'agents prêts à approuver et à soutenir son

discours. Au contraire, la mise en cause de l'antiracisme n'est pas aussi habituelle et spontanément légitime que celle du « racisme ». Certains acteurs sociaux sont susceptibles d'être heurtés par un discours critiquant ouvertement l'antiracisme en tant que tel. L'auteur des attaques dirigées contre une organisation antiraciste ne doit pas pouvoir être soupçonné de « racisme » – par exemple s'il appartient à une communauté stigmatisée – sous peine d'être exposé aux réactions hostiles des intellectuels, de journalistes ou d'hommes politiques attachés à maintenir les interdits pesant sur toute expression publique de xénophobie. En outre, un éventuel discours critiquant l'antiracisme doit s'armer de justifications particulièrement fortes. Durant la cohabitation, le personnel politique gouvernemental qui, dans la perspective d'éventuels reports de voix au second tour des élections présidentielles, tente alors de ne pas aliéner à leur futur candidat les électeurs du Front national, aura beaucoup de mal à mettre en cause SOS-Racisme sans permettre à leurs adversaires de les associer à l'offre politique stigmatisée du FN.

C'est la conjonction ultérieure de la mise en cause de l'association par des acteurs politiques de la gauche – les proches de Michel Rocard, Jean Poperen – et par des intellectuels dont l'antiracisme est reconnu qui va permettre la généralisation et la diffusion des discours critiques envers SOS-Racisme chez les journalistes. Pierre-André Taguieff, spécialiste reconnu du racisme depuis la parution de « *La force du préjugé* »[28], antiraciste et antilepéniste incontestable après la publication des deux tomes de « Face au racisme »[29], en reprenant à son compte certaines des attaques portées à SOS-Racisme depuis sa création mais que leur origine rendait peu efficaces (les mouvements beurs, le personnel politique ou les journalistes « de droite ») va accroître la capacité des journalistes à mettre en cause SOS. En effet, sa critique des « effets pervers » de « l'antiracisme médiatique » qui, loin de servir la lutte contre le racisme ou le Front national favoriserait au contraire leur diffusion sous l'effet de la publicité que leur donne leur « diabolisation », va faciliter la libération cognitive des journalistes face à la cause antiraciste en leur procurant une autorité morale et scientifique « incontestable » de couverture[30]. Ce n'est plus seulement les modalités du travail des organisations antiracistes qui peuvent alors être mises en cause mais le fondement même de leur légitimité à mener une action publique. Alors que les rédactions de la presse « de gauche » hésitaient encore à critiquer une organisation défendant

27. Voir Michel Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchretien, 1994.
28. Voir *La Force du préjugé*, Paris, La Découverte, 1987.
29. Voir Pierre-André Taguieff, *Face au racisme*, La découverte, Paris, 1991, « Vous avez trop diabolisé », tribune dans *le Nouvel Observateur*, 26 mars 1992 et *Les fins de l'antiracisme*, Paris, Editions Michalon, 1995.
30. Le grand nombre d'interviews que donne Pierre-André Taguieff lors de la sortie de *Face au racisme*, s'explique en particulier par la nécessité pour les rédactions et les journalistes de pouvoir se retrancher derrière les propos de l'auteur pour pouvoir publier une critique de l'antiracisme.

la cause de l'antiracisme, la thèse de Pierre-André Taguieff jugeant que les dirigeants de SOS desservent la cause qu'ils prétendent défendre emporte d'autant plus facilement les derniers scrupules de certains journalistes qu'ils étaient plus irrités par les prises de position des porte-parole de SOS.

> « *Marie-Laure Colson* – Taguieff, c'est ça qui les a... Ça leur a porté un sacré coup. Les arguments de Taguieff contre l'antiracisme étaient bons ; enfin le débat était fondé, [...] mais ça a eu un effet assez terrible. Ça a discrédité la lutte antiraciste de façon globale. Ça a obligé aussi SOS à repenser ses thèmes de mobilisation, la manière dont ils traitaient leurs affiches, leurs images, de l'antiracisme ou de l'immigré. [...] Pour les militants ça a été dramatique aussi, comme si tout ce qu'ils avaient fait jusqu'ici était criminel (rire). Alors qu'il y a un tas de gens qui faisaient essentiellement du soutien sur le terrain et qui étaient sincères dans leur démarche »[31].

La description du processus d'affaiblissement de la légitimité de la cause antiraciste à partir de 1989 permet donc de mettre en évidence, par contraste, les conditions liées à la structuration argumentative légitime du débat public en 1985 qui vont favoriser l'émergence de SOS-Racisme. La cause antiraciste telle qu'elle est alors définie permet difficilement qu'on lui oppose un discours critique légitime. Expression d'un civisme élémentaire et presque de sens commun, encore renforcée dans son bien-fondé par l'émergence du Front national, la cause antiraciste ne peut avoir aucun adversaire déclaré – hormis ceux que lui donnent ses défenseurs – et constitue donc un support particulièrement efficace pour la constitution d'une organisation recherchant un large rassemblement. Spontanément sympathiques, les organisations qui s'en réclament rencontreront le soutien d'acteurs publics attachés à s'opposer au Front national. Cependant, si les journalistes donnent à SOS-Racisme au début de 1985 une importance sans doute plus grande que la taille réelle de l'association ne le nécessite, ils ne pourraient durablement affecter, vis-à-vis de leurs lecteurs, un soutien à une organisation militante ne rencontrant aucun écho. Une des conditions de succès de SOS-Racisme était donc une adhésion ostensible de nombreux sympathisants. En utilisant des techniques de production d'événements militants – badge, concert gratuit – qui tendent à minimiser le coût de la participation, les dirigeants de SOS-Racisme vont permettre la participation spectaculaire de certaines catégories sociales – lycéens, jeunes de banlieue, acteurs ayant une faible connaissance de la politique – autrement très difficiles à enrôler dans une action manifestante. Cependant, la participation de ces catégories à la mobilisation « neutralisée » que propose SOS-Racisme est également rendue possible par le processus d'affaiblissement du niveau

31. Entretien avec Marie-Laure Colson, le 18 mai 1994.

d'intérêt pour les enjeux partisans et pour le militantisme politique, notamment au sein de la jeunesse.

E) Des acteurs sensibles à la mise en forme de SOS-Racisme

Nous avons souligné dans les chapitres un et neuf que les postures protestataires et l'orientation oppositionnelle d'une majorité des jeunes avaient été entretenues durant les années soixante-dix à la fois par les groupes militants et la tradition politique issus de mai 68, par les mouvements de mobilisation lycéens et étudiants et par la présence d'un gouvernement « de droite ». Au contraire, l'absence de mobilisation spécifique dans le secteur universitaire ou lycéen entre 1981 et 1986 – en dehors du mouvement des étudiants de médecine et des manifestations contre la réforme de l'enseignement privé en 1984 – était une conséquence du déclin de la culture protestataire qui était auparavant celle d'une partie de la jeunesse scolarisée mais en renforçait encore les effets puisque les lycéens et les étudiants les moins intéressés par le militantisme politique n'étaient plus entraînés et socialisés à la politique et ancrés « à gauche » par les mouvements d'opposition au gouvernement. L'action syndicale étudiante des fondateurs de SOS-Racisme au sein de l'Unef-Id rencontre donc à partir de 1982 un écho de plus en plus faible. Cette décrue de la propension au militantisme des étudiants les conduit à rechercher une offre militante moins marquée par le langage de l'extrême gauche encore dominant dans le syndicalisme étudiant. La création de SOS constitue une tentative pour définir un thème de mobilisation nouveau par rapport à des énoncés militants qui semblaient devenus inadéquats à la nouvelle configuration politique. À des jeunes peu intéressés par l'action politique et de moins en moins mobilisables sur les thèmes de révolte sociale et d'opposition « au pouvoir » ou à « la droite », les fondateurs de SOS-Racisme vont proposer une mise en forme différente qui, plus neutralisée politiquement, fera appel à une morale antiraciste élémentaire.

Au sein de la jeunesse scolarisée, le recul de la culture contestataire que nous avons décrit dans le chapitre précédent se manifeste par la raréfaction rapide après 1981 de la présence des organisations d'extrême gauche dans les établissements scolaires. Les noyaux militants lycéens qui ne parviennent pas à recruter de nouveaux membres disparaissent de leur établissement en deux ou trois ans au plus. Alors qu'auparavant les militants gauchistes rencontraient des lycéens et des étudiants déjà familiarisés avec les attitudes et les postures contestataires, qui étaient prêts, sinon à devenir militants, du moins à accueillir favorablement leurs offres politiques, après

1981, ils sont confrontés à des jeunes de plus en plus indifférents à l'action politique. La diminution du nombre de militants présents dans les établissements secondaires qui auparavant participaient à la transmission de la tradition politique radicale, va amplifier le phénomène de désaffection à l'égard de l'action politique : dans la plupart des lycées, les nouveaux élèves ne sont bientôt plus en contact avec aucun groupe politique ni aucun exemple militant.

Au moment de sa création, SOS-Racisme ne rencontre par conséquent aucun mouvement militant concurrent dans les lycées. Or, on peut faire l'hypothèse que l'existence de groupes militants d'extrême gauche aurait représenté un obstacle au succès de la nouvelle association. Une organisation recherchant à la fois des parrains appartenant à la gauche et à la droite comme Simone Veil ou Jacques Toubon aurait difficilement pu ne pas susciter de fortes réserves d'éventuels mouvements « gauchistes » lycéens. Les critiques (alors peu reprises dans la presse) que les militants beurs issus de l'extrême gauche font à SOS-Racisme avant le concert de la Concorde – ne pas adresser de revendications au gouvernement, se contenter d'une condamnation abstraite et morale du racisme sans chercher à identifier ses racines sociales[32] – auraient à coup sûr été celles que des militants radicaux présents dans les lycées auraient alors opposées au développement de SOS-Racisme. Les premiers succès de la nouvelle organisation antiraciste, qui se traduisent assez vite par la création de comités, auraient en outre difficilement pu être considérés autrement que comme une concurrence dangereuse pour des mouvements d'extrême gauche cherchant eux-mêmes à recruter de nouveaux adhérents. Alors que la réussite de SOS-Racisme reposait notamment sur l'absence de jugement négatif à son encontre durant ses premiers mois d'existence qui avait alors permis à l'association d'accumuler un capital de sympathie et d'imposer une image sociale positive, la présence dans beaucoup de lycées de noyaux militants susceptibles de mettre en cause l'orientation politique et l'absence d'attitude revendicative de SOS aurait, au contraire, entravé le succès naissant de SOS-Racisme dans le secteur qui a le plus contribué à le signaler à l'attention des journalistes, les établissement scolaires.

Comme nous l'avons montré précédemment, la construction des identités politiques en opposition aux gouvernements pompidoliens puis giscardiens avait contribué à l'identification à

32. Voir Saïd Bouamama, Hadjila Sad-Saoud, Mokhtar Djerboubi, *Contribution à la mémoire des banlieues*, Paris, Editions du Volga, 1994, Nicolas Beau et Ahmed Boubaker, *Chroniques métissées : histoire de France des jeunes Arabes*, Paris, Alain Moreau, 1986 et Farida Belghoul, « BHL, Barre, Gros minet et les autres... », *Sans Frontière*, La beur génération, mai 1985, p. 39-41. Mogniss Abdallah, « Points de repères... pour mémoire », in Douce France. La saga du mouvement beur, *Quo Vadis*, automne-hiver 1993, p. 7-8, Ahmed Boubeker et Mogniss Abdallah, « Les années beurs », *ibid.*, p. 43.

« la gauche » d'une majorité des jeunes[33]. À partir de 1981, la culture de protestation au sein de la jeunesse, qui était fondée sur l'opposition au gouvernement « conservateur » et sur l'attente des transformations sociales qu'apporterait un pouvoir « de gauche », tend à s'affaiblir et à ne plus être reproduite chez les nouveaux collégiens et lycéens. L'action du gouvernement socialiste et communiste déçoit les espoirs qui étaient auparavant investis dans la défaite de « la droite ». Indépendamment même de cette déception, le personnel politique « de gauche » ne peut plus comme auparavant incarner l'opposition au pouvoir et à l'autorité et se placer en position « d'outsider » face aux « established » de la majorité[34]. Lorsque la détention des positions hiérarchiques et les attitudes autoritaires étaient associées à « la droite », toute situation de conflit avec une autorité administrative ou même parentale contribuait à attacher les jeunes aux postures contestataires symboliquement identifiées à « la gauche ». La transmission et la reproduction de cette culture de défiance à l'égard du pouvoir alors identifié à « la droite » ne sont plus assurées lorsque la gauche parvient au gouvernement et que son personnel politique se notabilise. Le processus de « dégauchisation » de la jeunesse dont le principe est la non reproduction des attitudes contestataires et des répertoires argumentatifs issus de la tradition gauchiste de mai commence donc mécaniquement dès lors que Raymond Barre n'est plus Premier ministre. À partir de 1982, les lycéens sont plus indifférents qu'auparavant aux oppositions partisanes entre la gauche et la droite, moins disposés à percevoir dans ces oppositions de véritables choix politiques capables de changer leurs conditions de vie, moins susceptibles de croire en l'action militante et en la possibilité pour un gouvernement d'apporter un réel changement social. Enfin, ils ont une culture politique moyenne plus faible que celle de leurs aînés, puisque la diminution des chances de valorisation des savoirs militants fait que l'ignorance politique est devenue socialement moins sanctionnée et plus avouable qu'auparavant, gênant la persistance d'une socialisation politique « de gauche » minimum en particulier chez les jeunes d'origine populaire[35].

Les fondateurs de SOS-Racisme vont proposer une cause militante qui sera conçue en fonction d'une part des orientations nouvelles perceptibles au sein du champ journalistique – neutralisation des lignes éditoriales, critiques des « utopies » ou des idées « archaïques » – d'autre part de la perception qu'ils ont de l'affaiblissement de la culture de gauche parmi les

33. Voir chapitre précédent et Vincent Drouin, *Enquêtes sur les générations, op. cit.* et Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op. cit*.
34. Voir Norbert Elias, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997, (éd. orig. 1965).
35. La bonne volonté politique des jeunes d'origine populaire que décrivent Gérard Mauger et Claude Fossé-Poliak dans « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 50, 1983, p. 49-67 et « La politique des bandes », *Politix*, n° 14, 1991, p. 27-43 s'affaiblit lorsque, à la fin des années soixante-dix et plus encore à partir de

étudiants. La mise en forme « apolitique » d'une association qui était essentiellement conçue en direction des jeunes était donc nécessaire pour qu'ils ne se détournent pas immédiatement à la seule mention de l'appartenance politique des fondateurs. Ne pouvant plus donner une orientation ouvertement « de gauche » à la nouvelle organisation, ils vont adopter une mise en forme « neutralisée » à laquelle le souci d'exhiber des parrains « de droite » et « de gauche » donnera du crédit. Ne pouvant donner un tour revendicatif au discours initial de l'association sous peine de se dévoiler, ils vont proposer comme ressort mobilisateur une réaction morale et œcuménique fondée sur l'opposition à la progression du « racisme », identifié au Front national. La processus de « dépolitisation » relatif de la jeunesse est en partie à l'origine de la mise en forme « apolitique » de l'organisation fondée par Julien Dray, mais il en constitue une des conditions de l'émergence et du succès.

Avant 1981, l'émergence d'une entreprise de mobilisation de forme « apolitique » appuyée sur les médias et la jeunesse scolarisée était rendue difficile par l'emprise que le système partisan bipolaire exerçait sur le secteur des médias d'information, sur le champ militant de l'antiracisme et sur les modes de pensée et les représentations des agents susceptibles de se mobiliser pour la cause antiraciste. Ce n'est qu'après l'affaiblissement de la crédibilité des antagonismes politiques sous la forme radicale qui était la leur durant les années soixante-dix, forme à laquelle beaucoup d'électeurs et de militants avaient sincèrement adhéré, qu'apparaîtra la possibilité de concevoir une entreprise de mobilisation qui ne sera pas ouvertement liée à l'un des camps partisans.

* *
*

À l'issue de notre analyse, nous parvenons à la conclusion que l'émergence d'une entreprise de mobilisation antiraciste dotée d'une forme « apolitique » et susceptible de faire l'objet d'un consensus relatif, en particulier au sein des médias d'information, était politiquement difficilement concevable avant 1981 et n'aurait pas pu, dans la configuration politique prévalant entre 1968 et 1981 atteindre l'audience qui sera celle de SOS en 1985. Comme nous l'avons montré au cours des chapitres précédents, avant 1981, l'absence de contradiction entre les

1982, les rétributions sociales du militantisme diminuent, rendant ainsi plus improbables les pratiques politiques des jeunes issus de milieux populaires.

représentations politiques des électeurs, les attitudes des hommes politiques qui, par-delà leur rivalité, se rejoignent pour dramatiser les enjeux des luttes électorales et celles des journalistes de la presse nationale dont la production rédactionnelle participe aux luttes symboliques de leur camp partisan, contribue à renforcer la croyance en la pertinence des oppositions constituées et à stabiliser la forme très agonistique prise par les affrontements politiques. Le personnel politique de l'opposition, qui défend une offre politique « radicale » issue du Programme commun, s'appuie sur des électeurs pourvus d'un fort sentiment d'appartenance à « la gauche » et sur une presse qui valide les options politiques et économiques alternatives en critiquant la politique menée jusqu'alors. Chaque pôle de cette configuration tend à renforcer les autres : la « radicalité » de l'offre des principaux partis d'opposition contribue à entretenir celle des représentations politiques des agents, qui participe au maintien de l'ancrage « à gauche » de la presse d'opposition, qui elle-même valide et crédibilise l'offre politique des partis de gauche et participe aux luttes symboliques contre le personnel politique et les journaux « de droite ». L'entretien et la reproduction d'un tel système idéologique et partisan nécessitent un intense travail de délimitation des frontières politiques entre ce qui relève de « la gauche » et de « la majorité » et l'établissement d'un point de vue « de gauche » à la fois critique et crédible sur la société et l'économie, face aux énoncés du personnel gouvernemental toujours susceptibles d'apparaître dotés de la légitimité naturelle de l'institution. L'insistance avec laquelle les acteurs politiques de l'opposition revendiquent leur appartenance à « la gauche » est révélatrice du caractère positif que revêt alors cette appellation. L'emprise que les oppositions de camps partisans peuvent avoir sur les entreprises militantes, sur leur discours et sur leurs chances de succès provient du fait que beaucoup d'acteurs (journalistes, acteurs politiques, militants, sympathisants ou électeurs) agissent de façon objectivement coordonnée en fonction des représentations politiques clivées que ces antagonismes partisans suscitent et nécessitent. Il apparaît ainsi qu'entre 1968 et 1981 l'audience d'une organisation nouvelle n'aurait nullement été augmentée par une mise en forme « apolitique » de la cause défendue tant la légitimité politique du militantisme « de gauche » voire « d'extrême gauche » demeurait forte et tant l'audience des formations de « la gauche » restait importante[36]. Nous pensons avoir montré

36. La dénonciation de l'étiquette « apolitique » et des personnels politiques s'en réclamant constitue avant 1981 une partie du travail politique ordinaire des porte-parole des partis « de gauche » attachés à rejeter vers « la droite », catégorie stigmatisée, leurs adversaires politiques. Dans l'esprit de beaucoup de militants de gauche, la position « apolitique » est associée aux notables locaux qui cherchent à se dissocier symboliquement des gouvernements gaullistes pour résister à la poussée électorale de la gauche. Le caractère positif et valorisant de l'appellation « de gauche » entre 1968 et 1981 rendait d'ailleurs peu vraisemblable que des militants proches du Parti socialiste, cherchant à fonder une nouvelle organisation antiraciste, aient alors pu ne pas se réclamer de « la gauche » mais aient tenté de donner une image « apolitique » à leur mouvement. Chercher à fonder un mouvement « apolitique » lorsqu'on était un jeune militant « de gauche » était alors véritablement impensable.

qu'une telle configuration politique et médiatique était peu propice à l'émergence d'une entreprise de mobilisation antiraciste de forme « apolitique », dotée d'une stratégie publicitaire fondée sur les médias et cherchant à solliciter la participation de la « jeunesse ».

Au contraire, l'accession du PS au gouvernement en mai 1981 va provoquer des transformations concentriques du champ politique et des secteurs sociaux qui lui sont associés qui vont conduire à une libération cognitive et institutionnelle et favoriser la mise en place des conditions structurelles d'émergence d'une organisation antiraciste refusant toute affiliation partisane. La fin du monopole de la gauche sur les postures protestataires va permettre l'émergence du Front national, élément nécessaire à la création et au succès de l'entreprise de riposte qu'est alors SOS-Racisme. La présence d'un gouvernement de gauche va faciliter l'accès à des ressources financière importantes d'une organisation militante dont une partie au moins du personnel politique socialiste accepte de faciliter l'action. L'affaiblissement de l'emprise des logiques partisanes dans les médias d'information politique – c'est-à-dire la neutralisation relative de leurs lignes éditoriales – au profit de logiques commerciales d'audience, va favoriser les organisations dont le soutien ne risque pas de se traduire par la mise en cause de la rigueur professionnelle des journalistes par une partie de l'audience ou du lectorat et mettre en cause la santé économique. Enfin la diminution de l'emprise des oppositions politiques sur les façons de penser et d'organiser l'action de mobilisation va rendre certaines catégories de populations disponibles et ouvertes à de nouvelles offres militantes.

Nous devons donc admettre que les transformations que l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981 a entraînées à la fois sur le champ politique, dans le champ journalistique, sur le champ de production intellectuelle et sur les représentations politiques des acteurs ont été à l'origine, directement ou indirectement, de la mise en place de la plupart des conditions facilitant l'émergence de SOS-Racisme sous la forme qui a été la sienne. L'ensemble des énoncés et des modes de description de la réalité politique ayant brutalement changé, les représentations politiques des agents ne pourront plus être celles que requérait un champ politique où les antagonismes partisans étaient plus aigus. La modification brutale, simultanée et convergente des énoncés susceptibles d'être tenus par des acteurs situés dans des espaces sociaux distincts obéissant à des logiques en partie différentes – personnel politique, journalistes, intellectuels – va conduire à une transformation des croyances et des dispositions à l'action militante des acteurs. Les modes de socialisation à la politique des jeunes vont en être profondément affectés. C'est dans cette configuration politique et militante nouvelle que SOS-Racisme sera créé et à laquelle il devra ses caractéristiques particulières.

Mais si l'analyse des transformations structurelles des champs politiques et journalistiques ayant abouti à l'établissement d'une configuration favorable au succès de SOS-Racisme nous renseigne sur les conditions de la réussite de l'association après sa fondation, il nous reste à comprendre d'une part comment, entre 1983 et 1984, un groupe d'étudiants va être mis en position de vouloir et de pouvoir fonder une nouvelle organisation antiraciste, d'autre part comment la perception de la transformation du climat politique va les amener à donner à l'association la forme sociale « juvénile » et « apolitique » qui rendra possible son succès. Dans le dernier chapitre, nous verrons que la création de SOS-Racisme sous la forme qui a été la sienne sera l'effet de la rencontre entre des militants dont les dispositions mentales et les représentations politiques ont été formées durant la période de plus forte opposition partisane pendant la décennie soixante-dix et une génération de « jeunes » produite par la nouvelle configuration partisane dont l'intérêt pour l'engagement militant et les luttes politiques est beaucoup plus réduit. La mise en forme « apolitique » de l'antiracisme sera la solution trouvée par des militants étudiants appartenant au PS pour conserver un engagement politique au sein de la jeunesse alors même que les « jeunes » deviennent, de façon croissante, indifférents et étrangers aux modes de perception des oppositions politiques entre la droite et la gauche ayant cours auparavant.

Chapitre terminal

Investir l’antiracisme : les ressorts militants de la fondation de SOS-Racisme

> « Novembre 1984. Diego, un jeune Sénégalais de la Seine-Saint-Denis, prend le métro. Tout à coup affolée, une jeune femme alerte le compartiment de ses cris : on vient de lui voler son portefeuille. Aussitôt, sans qu'aucune parole ne soit prononcée, des regards accusateurs se portent sur Diego. Ce ne peut être que lui bien sûr ! c'est le seul noir du wagon. La tension monte. Silencieusement. L'affaire est entendue : Diego est le coupable. Miracle ! Deux stations plus loin, la jeune femme retrouve au fond de son sac le portefeuille qu'on lui avait " volé ". [...] Ce jour-là SOS-Racisme venait de naître. Diego, après l'incident, est allé retrouver ses copains à la fac de Villetaneuse et des cités de Saint-Denis. Il y avait Fatima, Thaima, Jean-Pierre et Hervé – et Harlem Désir. Immigrés, jeunes de la deuxième génération, Français ou métis comme Harlem. De père antillais et de mère alsacienne, étudiant à Tolbiac à l'époque où on militait encore dans les facs, puis animateur de centres de loisirs, Harlem a tout de suite été désigné président de l'association qui venait de naître à cause de Diego : SOS-Racisme »[1].

Mus par l'indignation envers l'injustice faite à leur ami Diego, tacitement accusé de vol, des copains de faculté auraient donc spontanément décidé en 1984 de constituer une association nouvelle pour combattre plus efficacement ce qu'ils ressentaient comme la montée du racisme au sein de l'opinion publique. Dans les premiers articles publiés en février 1985, nulle mention n'est faite à un engagement politique préexistant, ni à ce qui pouvait réunir ce groupe d'amis. Il semble rétrospectivement étrange que cette présentation de l'origine de SOS ait pu paraître vraisemblable aux journalistes et aux lecteurs, que l'ensemble des commentateurs politiques ait pu croire qu'en raison de l'incident survenu dans le métro, un petit groupe d'étudiants isolés avait pu se lancer dans la constitution d'une association antiraciste recherchant une audience nationale. Si l'analyse sociologique des processus de mobilisation nous apprend que la constitution d'une organisation militante est une entreprise difficile et coûteuse dans laquelle ne pouvaient s'engager que des militants déjà expérimentés, il s'agit là également d'un savoir politique pratique qu'un certain nombre d'anciens militants reconvertis dans le journalisme auraient alors pu connaître.

En 1984, les fondateurs de SOS ne constituent pas seulement un groupe informel d'amis mais ils appartiennent au syndicat étudiant Unef-id et plus particulièrement de sa tendance socialiste, la PLUS dont les représentants sont issus pour la plupart d'universités de la région parisienne, Tolbiac, Villetaneuse et Créteil. Ils tiennent au sein du Parti socialiste un discours plus radical que celui de sa direction alors même que SOS-Racisme revendique sa « neutralité

politique » en se plaçant sous le parrainage de personnalités politiques « de gauche » et « de droite ». Pour expliquer cet apparent paradoxe, il est nécessaire d'analyser la formation politique qui a été celle des fondateurs de SOS-Racisme durant les années soixante dix et leur place dans les configurations du militantisme étudiant au milieu des années quatre-vingt. En retraçant leur trajectoire politique et universitaire jusqu'en 1983, nous chercherons à montrer que la fondation de SOS-Racisme est la résultante des contraintes à la fois politiques, syndicales et professionnelles qui vont s'exercer entre 1980 et 1984 sur le groupe militant organisé autour de Julien Dray. En 1984, la fondation d'une organisation dans un secteur qu'ils n'avaient jusqu'alors jamais investi représentera pour les fondateurs de SOS-Racisme une réponse possible aux difficultés qu'ils rencontrent au sein de l'Unef-Id comme du Parti socialiste.

A) Le militantisme comme pratique : L'après-68.

Entre 1960 et 1970, la société française a connu une série de transformations profondes – une forte croissance économique, la poursuite de l'exode rural, la décolonisation et le rapatriement des « pieds noirs », l'augmentation du niveau de scolarisation secondaire et supérieur – qui ont contribué à modifier les structures sociales mais qui ont été également des sources de mécontentements sociaux. Face à des tensions sociales considérables mais hétérogènes, les événements de Mai 68 – dont nous ne chercherons pas ici à analyser les déterminants mais dont il serait difficile de soutenir qu'ils proviennent de dispositions politiques ou idéologiques communes à ses participants ou même de la seule action d'entrepreneurs politiques « gauchistes »[2] – vont permettre l'unification symbolique de multiples formes de contestations sociales en opposition au gouvernement. Les fondateurs de SOS[3] entrent au lycée et en militantisme dans la configuration politique particulière qui suit Mai 68. Alors qu'avant 1968, les organisations et l'offre politique « d'extrême gauche » restaient confinées dans certains sites restreints – en particulier le monde de l'université[4] –, la publicité que leur donnent les événements de Mai va élargir leur diffusion à des acteurs

1. Gilles Anquetil et Pierre Blanchet, Touche pas à mon pote, *le Nouvel Observateur*, 15 février 1985.
2. Voir Michel Dobry, *La sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.
3. Nous utiliserons ci-dessous des extraits d'entretiens de plusieurs membres fondateurs de SOS. Parmi les militants les plus âgés qui fondent SOS autour de Julien Dray, citons Laurence Rossignol, Bernard Pignerol, Harlem Désir, Eric Montès, Arnold Stassinet, Isabelle Thomas, Thaima Samman, Patrice Laveau, Pascal Aubert, Christophe Monnet. Nous indiquerons succinctement le parcours de chacun d'eux lors des entretiens.
4. Sur l'histoire de l'Union des étudiants communistes dont la reprise en main par la direction du PC sera à l'origine de la fondation des JCR et de UJCml voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*..., *op*. *cit*., t. 1. et Gérard Filoche, *68-98*..., *op*. *cit*.

jusqu'alors peu concernés par le militantisme, notamment les lycéens des principaux lycées urbains et les étudiants de sensibilité « de gauche ». L'augmentation du nombre des acteurs militants qui reprennent les thématiques contestataires, anticapitalistes ou anti-autoritaires tend à propager les discours et les attitudes « gauchistes » très largement au-delà des cercles militants. Ces thématiques critiques popularisées par Mai 68 vont être à l'origine d'une humeur contestataire dans une multiplicité d'espaces sociaux et en particulier dans la jeunesse scolarisée. Elles vont contribuer à l'attribution d'un sens et d'un langage commun à des oppositions sociales souvent très différentes. Les médias, en participant à la curiosité pour les « idées de Mai », vont favoriser la propagation des thématiques politiques des mouvements d'extrême gauche bien au-delà de ce qu'aurait pu réaliser leur diffusion par la voie militante.

> Les discours politiques radicaux se voient diffusés avant et surtout après 1968 parce qu'ils répondent aux besoins justificatifs et aux intérêts sociaux de catégories d'acteurs dont la frustration sociale ou le mécontentement catégoriel trouvent à s'exprimer dans des répertoires universels qui énoncent mais aussi masquent partiellement l'origine et le mode d'engendrement de leur insatisfaction. Cependant, en tant que produits symboliques revêtant une forme générale et universelle, ils peuvent se voir appropriés par des agents ayant des besoins justificatifs similaires sans être semblables mais aussi par des acteurs qui pourront les utiliser selon des logiques et dans des espaces sociaux très divers. Au sujet des relations entre le discours utopique « communautaire » et les processus sociaux qui l'engendrent Bernard Lacroix considère qu'il « existe ainsi d'un côté un processus massif de frustration lié à la conjoncture scolaire d'accès au marché de l'emploi et qui tend à favoriser, outre l'apparition de pratiques particulières, à la faveur du travail d'intégration logique auquel il accule ses victimes, l'émergence d'un produit symbolique singulier, qui acquiert, à travers l'échange dont il est le support et la diffusion dont il est l'objet, une existence autonome. Mais il existe également et parallèlement d'autres processus sociaux de frustration qui peuvent conduire ceux qui les vivent, à partir des nécessités de leurs propres itinéraires, à élaborer des solutions pratiques très voisines, en même temps qu'à se reconnaître dans le produit symbolique émergent, du fait de l'affinité objective de leur expérience avec l'expérience pratique des inventeurs de ce produit »[5]. Si les produits symboliques émergents acquièrent une « existence autonome » c'est que, soumis aux contraintes d'expression propres au champ politique, ils se voient donner une mise en forme « universaliste » qui les rend susceptibles d'être adoptés par des acteurs dotés de propriétés et d'intérêts partiellement différents de ceux de leurs promoteurs initiaux ou des catégories sociales dont ils sont réputés exprimer les intérêts[6]. Ainsi, durant la phase d'expansion des thématiques « gauchistes », rien ne permet d'affirmer que tous ceux qui en font usage se trouvent en position de frustration relative, ni que les usages qui en sont faits relèvent

5. Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire*, *op. cit.*, p. 186.

6. Pour Gérard Mauger, le discours gauchiste est un produit symbolique complexe dont l'engendrement relève de plusieurs logiques sociales : « La vulgate idéologico-politique [...] doit être analysée à la fois comme la vulgarisation de représentations savantes du monde social empruntées pour l'essentiel à la philosophie et pour partie aux sciences humaines [...], comme le produit de l'histoire relativement autonome des partis, groupes et sectes du sous-champ politique « de gauche » en France (ainsi les discours et pratiques politiques gauchistes se définissent-elles d'abord par rapport au « révisionnisme » du P.C.F., la « ligne politique » des maoïstes par rapport à celles des trotskistes et des anarchistes, celle de la Gauche prolétarienne par rapport à celle du P.C. m. l. F. et V.L.R.) et enfin comme l'objectivation floue de cette désillusion collective dont les porte-parole ne sont eux-mêmes que les échos » ; Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la “ génération de Mai 68 ” », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, Puf, 1994, p. 218.

exclusivement de la seule logique de revendication politique.

Ce que les journalistes perçoivent comme « l'air du temps » ou « l'ambiance idéologique » des années soixante-dix est produit par la proximité des répertoires argumentatifs auxquels vont pouvoir recourir pour leurs besoins de revendication et de protestation des acteurs placés dans des positions hétérogènes au sein de secteurs sociaux divers. La diffusion des produits symboliques critiques dans les médias après 1968 dépendra d'ailleurs autant de logiques proprement journalistiques d'intérêt pour la nouveauté et de mise en avant des informations supposées attirer les lecteurs que du travail politique de certains acteurs partisans (dénonciation ou promotion de l'extrême gauche)[7]. Le prestige des idées radicales et les besoins argumentatifs des acteurs au début des années soixante-dix vont favoriser la généralisation des thématiques « marxistes » ou « contestataires » dont l'usage sera d'autant plus rentable qu'il cumulera les profits de l'avant-gardisme, de la radicalité intellectuelle et du progressisme social. Les rhétoriques critiques popularisées par mai 68 vont contribuer à modifier les dispositions, les attitudes et les aspirations politiques susceptibles d'êtres adoptées par « les jeunes » durant toute la décennie suivante[8]. Les événements de 68 et le maintien au pouvoir du personnel politique gaulliste vont ainsi contribuer à orienter durablement « la jeunesse » « à gauche » et à faire en sorte que la socialisation politique des lycéens s'effectue en opposition aux partis au pouvoir[9].

L'usage et la propagation des « idées de Mai » seront en outre favorisés par l'action d'entrepreneurs culturels, éditoriaux ou journalistiques, qui vont tendre à abaisser les coûts d'accès à la littérature contestataire. La création de maisons d'édition et de journaux militants – *Libération*, *Actuel*, *Rouge* – va donner aux idées de la gauche radicale une considérable diffusion. Le succès économique de ces entreprises provient évidemment de la demande que les « événements » ont suscitée. Mais l'effet d'offre que provoque la mise à la disposition d'un large public d'une littérature critique ou militante auparavant souvent confidentielle contribue en

7. Pour une analyse des logiques indissociablement politiques, intellectuelles et commerciales de promotion des modes intellectuelles au sein *du Nouvel Observateur* durant la décennie soixante-dix, voir Louis Pinto, *L'intelligence en action*, *op. cit*.

8. Il est évident que nous ne considérons pas l'accroissement du militantisme gauchiste comme le simple effet de la diffusion « d'idées » ou de « répertoires argumentatifs ». En effet ceux-ci sont bien entendu indissociables des acteurs qui les diffusent et qui les incarnent en pratique. La diffusion des « idées de mai » n'est rien d'autre que l'accroissement du nombre des acteurs qui peuvent légitimement s'y référer dans certains secteurs sociaux. Le succès des idées radicales qui se manifesterait par l'accroissement des effectifs militants dépasse pourtant de beaucoup celui des entreprises politiques d'extrême gauche. La disjonction entre le discours gauchiste et les groupes militants que permettent le langage et les médias de masse va familiariser aux discours critiques et à la « vulgate marxiste » des agents que l'activité des groupes gauchistes avait socialement peu de chance d'atteindre. La « popularisation » des discours critiques va les rendre utilisables en pratique dans la vie quotidienne par des acteurs sans liens avec des mouvements partisans. Cette généralisation des rhétoriques et des postures critiques va favoriser en retour la diffusion des comportements militants.

retour à la généralisation et à la légitimation de l'emploi des répertoires argumentatifs radicaux. À ces entrepreneurs symboliques, il faut ajouter les entrepreneurs politiques d'extrême gauche qui assureront la promotion de ces thématiques et travailleront à l'accroissement du nombre des agents y ayant recours. L'extension des réseaux militants après mai 68, ceux de la Gauche Prolétarienne et des groupes maoïstes, des Jeunesses communistes, de la LCR, de l'AJS ou de Lutte Ouvrière est due d'une part à un effet d'offre qui a placé ces organisations au grand jour et a permis à un large public de connaître leur existence, d'autre part à la diffusion d'une culture de contestation que les événements de Mai ont permis sinon suscités[10]. Partout où des groupes militants sont présents, ils rencontrent des agents susceptibles de les entendre et qui sont comme préajustés, par leurs dispositions contestataires et par leur connaissance d'une « vulgate marxiste »[11], aux offres politiques d'extrême gauche[12]. En retour, la diffusion des attitudes critiques au sein de la « jeunesse » profite de l'existence de groupes politiques qui constituent des exemples d'engagement et de comportement militants[13]. Les oppositions entre les différents groupes d'extrême gauche, loin de constituer un obstacle à leur succès collectif, représentent sans doute au contraire un agrément du jeu de rôle militant qui s'épanouit alors. Cet aspect ludique du militantisme qui se développe alors n'est pas surprenant puisque les lycéens et les étudiants comptent parmi les catégories les plus susceptibles d'être séduites par les mouvements qui entendent incarner la postérité de Mai. Alors qu'au sein des entreprises les salariés sont organisés de longue date par des syndicats qui tendent à s'opposer à la pénétration d'autres entreprises de mobilisation des salariés, les structures militantes

9. Voir Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, Paris, Presses de la FNSP, 1979.
10. Sur les effectifs respectifs de ces mouvements en 1980 voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires dans la France sociale démocrate, 1981-1995*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 10, 27 et 47.
11. Voir Gérard Mauger, Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la “ génération de Mai 68 ” », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, Puf, 1994, p. 206-226. Sur l'atmosphère idéologique au sein des groupes militants gauchistes voir Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998 et Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération. Les années de Poudre*..., *op. cit*.
12. Voir Daniel Bertaux, Danièle Linhart, Béatrice Le Wita, « Mai 68 et la formation de générations politiques en France », in *Le Mouvement social*, n° 143, avril-juin 1988, p. 75-89, Gilles Bousquet, « Mai 68 ou la mystique de la révolution », in *cahiers de l'imaginaire*, n° 4, 1989, p. 45-55, André Staphane, *L'univers contestationnaire*, Paris, Payot, 1969 et également Pascal Ory, *L'entre-deux mai. Histoire culturelle de la France Mai 1968-mai 1981*, Paris, Le Seuil, 1983.
13. Sur le faible écho rencontré par les mouvements « gauchistes » avant 1968 et sur leurs effectifs réduits voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération. Les années de Poudre*..., *op. cit*. Les trajectoires personnelles et politiques des futurs leaders de mai 68 et des futurs militants des années soixante-dix témoignent de l'étroitesse de la base militante de l'extrême gauche avant juin 1968. L'histoire de l'exclusion du PC de la direction de l'UEC ne prendra de l'importance qu'ultérieurement lorsque le succès des mouvements d'extrême gauche issus de mai conduira à rechercher rétrospectivement les origines de la « mouvance gauchiste » avant les événements. Selon Isabelle Sommier, « Certes, l'on observe depuis 1966 l'éclosion tous azimuts d'organisations dénonçant le « révisionisme » des partis communistes : JCR et UJCml en France, Parti Communiste d'Italie marxiste-léniniste, fédération marxiste-léniniste d'Italie, etc. Mais leur impuissance à diriger un mouvement dont l'ampleur les a eux-mêmes pris de court va plutôt les plonger dans la crise, ou les contraindre à certaines transformations qui relèvent en partie d'un projet de reconquête de l'initiative » ; Isabelle Sommier, *La violence politique*..., *op. cit.*, p. 42.

gauchistes, elles-mêmes souvent constituées de jeunes[14], ne se heurtent, dans les établissements scolaires, qu'à des forces politiques plus faiblement organisées. En outre dans le monde du travail, la « geste » étudiante de Mai sur laquelle s'appuient les mouvements d'extrême gauche dans les universités dispose d'une autorité et d'une signification moindre.

> « Pour comprendre l'attrait qu'exerce alors le style gauchiste auprès des aspirants intellectuels, il faudrait aussi écrire l'histoire du " prêt-à-penser " et du " prêt-à-porter identitaire " dans le monde des intellectuels, montrer quel était alors le crédit du modèle de " l'intellectuel engagé ", de Jean-Paul Sartre, et des *Temps Modernes*, du Che Guevara et des guérilleros d'Amérique Latine, du PCF, de ses intellectuels rebelles (Paul Nizan, Roger Vailland, etc.) et de ses compagnons de route, la vogue qui était alors celle de la vulgate marxiste, produit de l'histoire relativement autonome du sous-champ politique d'extrême-gauche en France et de la vulgarisation du marxisme savant alors dominant dans le champ de production intellectuelle, les profits symboliques qui étaient alors liés à la lecture du *Capital* et de *Lire le Capital*, etc. »[15].

La période suivant immédiatement les événements de Mai 68 est donc caractérisée par la forte valorisation des attitudes critiques ou militantes. L'héroïsation des principales figures de Mai – Cohn-Bendit – ou celle de révolutionnaires « romantiques » – Che Guevara – contribue au prestige des postures contestataires. Si tous les lycéens ne sont pas prêts à assumer les coûts du militantisme – en particulier ses conséquences scolaires à court ou long terme – les pratiques militantes lycéennes minoritaires se voient valorisées même par les élèves qui n'ont pas d'engagement. Le nombre et l'ampleur des différentes grèves lycéennes et étudiantes survenues entre 1968 et 1979 (« l'affaire Guiot », la circulaire Guichard, la Loi Debré en 1973, la réforme Fontanet, la réforme Haby en 1976, la réforme Saunié-Seité en 1979) constituent des indicateurs de la capacité des militants lycéens ou étudiants à susciter durant les années soixante-dix des mouvements revendicatifs, c'est-à-dire de la considération dont jouit l'activité militante et de la diffusion des schèmes contestataires dans la jeunesse scolarisée. Puisqu'une

14. Il faudrait étudier plus précisément la pyramide des âges des militants des organisations trotskistes entre 1945 et 1990 pour comprendre comment les événements de Mai 68 ont entraîné un afflux de militants dans des structures qui étaient auparavant beaucoup plus restreintes. Le nombre des jeunes entrant dans les structures gauchistes peut en effet être considéré comme un exact indicateur de l'image sociale de ces organisations. On peut ainsi faire l'hypothèse que, de mouvement rassemblant essentiellement des jeunes étudiants, anciens de UEC, à la fin des années soixante, puis des « soixantehuitards » au début des années soixante-dix, les Jeunesses communistes révolutionnaires devenues la Ligue communiste révolutionnaire se sont transformées en mouvement militant « adulte » au fur et à mesure que les militants issus de Mai vieillissaient et que s'affaiblissait leur capacité à attirer de nouveaux membres au sein du monde scolaire. Selon Pierre Turpin, les troskistes lambertistes autour de Pierre Boussel étaient moins de 200 au début des années soixante et plus de 4500 en 1980.

15. Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la " génération de Mai 68 " », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226. Pour comprendre comment un répertoire argumentatif et un système cohérent de représentations politiques ont pu devenir dominants – même momentanément – il apparaît en effet essentiel d'examiner les usages quotidiens qui pouvaient en être faits et en particulier les effets de prestige engendrés par leur adoption.

proportion importante des lycéens urbains[16] se reconnaît dans des attitudes contestataires associées au gauchisme, la configuration politique dans laquelle « la gauche » est dans l'opposition et « la droite » au gouvernement représente un facteur essentiel du succès des mobilisations étudiantes et lycéennes qui sont en retour une des causes principales de la reproduction de la culture d'opposition et des identités « de gauche » dans la jeunesse[17].

Ainsi, les principaux fondateurs de SOS sont le produit d'une configuration historique où le militantisme est beaucoup plus estimé qu'il ne le sera ultérieurement. En outre, ils viennent à la politique dans une période de forte opposition entre « la droite » et « la gauche » alors que les répertoires argumentatifs « progressistes » sont dominants dans l'univers scolaire dans lequel ils évoluent. Dans les établissements secondaires urbains, il apparaît alors légitime de contester la hiérarchie administrative et la discipline – alors généralement stricte – mais aussi de s'interroger sur des « questions de société », sur les inégalités sociales, sur « la Révolution », le tiers-monde, le « capitalisme », etc.[18]. La diffusion de la « geste de Mai 68 » en tant que répertoire de postures critiques exemplaires va significativement influer sur les représentations politiques des lycéens, sur les schèmes d'interprétation de la réalité sociale qu'ils seront en mesure de mettre en œuvre et sur les comportements militants qu'ils pourront adopter. L'intensité des clivages et des antagonismes politiques entre le gouvernement et l'opposition confronte les lycéens à un mode de traitement des faits d'actualité et des « questions de société » par des acteurs divers – professeurs, journalistes, hommes publics, intellectuels et

16. Si lors des enquêtes d'opinion la proportion de jeunes indifférents à la politique ou susceptibles de se dire « du centre » voire « de droite » demeure importante, elle décroît très fortement dans les zones urbaines. Il est probable que la période de l'immédiat après-Mai marque une très importante différence entre les orientations politiques des lycées urbains qui évoluent plus vite et se trouvent beaucoup plus près des modes idéologiques et celles des lycées ruraux qui sont beaucoup moins touchés par la vague contestataire. Voir l'enquête réalisée par la SOFRES en décembre 1972 sur les jeunes de la ville de Boulogne près de Paris analysée par Janine Mossuz-Lavau dans *Les Jeunes et la Gauche*, Paris, Presse de la FNSP, 1979, montrant l'important tropisme « de gauche » de la population étudiée.

17. Pour percevoir les évolutions des représentations politiques de lycéens entre les années 1965 et 1985, il faudrait analyser le contenu des journaux lycéens, souvent très lus au sein des établissements où ils paraissent. Produits par les élèves les plus politisés, ces journaux permettraient de connaitre d'une part l'orientation idéologique des minorités politiquement actives au sein des lycées, d'autre part les idées politiques que les lycéens non militants pouvaient rencontrer, enfin la répartition géographique et donc sociale des groupes radicaux.

18. Pour un exemple d'enquêtes sur les jeunes lycéens durant les années soixante-dix, citons Gérard Vincent, *Le peuple lycéen. Enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire*, Paris, Gallimard, 1974 ; Georges Jalade, *Et Eux qu'en pensent-ils ? Lycéens et étudiants témoignent*, Paris, Editions Georges Marguerite, 1973, Alain Touraine, François Dubet, Zsusza Hegedus, Michel Wieviorka, *Lutte étudiante*, Paris, Le Seuil, 1978, Janine Mossuz-Lavau, *Les Jeunes et la Gauche*, *op. cit.*, Annick Percheron, « Se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 128-168. Les questions que les enquêteurs posent aux lycéens et aux étudiants durant les années soixante-dix sont révélatrices du type d'interrogations que les adultes pouvaient alors avoir vis-à-vis des jeunes qu'ils percevaient comme beaucoup plus politisés et contestataires que ne l'avaient été les générations précédant 68. Il est évident que ce type de problématiques conduit les enquêteurs à privilégier dans leurs comptes rendus les réponses ayant la forme la plus « politique » qui leur permettent de répondre à leurs interrogations initiales.

universitaires[19] – qui apparaît beaucoup plus critique et « politisé » qu'il ne le deviendra ultérieurement. C'est donc dans une configuration politique et scolaire favorisant l'engagement que s'effectue l'entrée des futurs fondateurs de SOS dans la carrière militante alors qu'ils sont encore au collège ou dans les premières classes du lycée.

> « *Julien Dray* – Durant les années soixante-dix, j'étais lycéen à Noisy-le-Sec. *Les lycées de banlieue n'avaient pas encore vécu de grandes agitations. Mai avait été vécu essentiellement par les parisiens*. [...] À la rentrée de 1970, en seconde, ma prof de français avait organisé des débats autour de l'origine du principe d'égalité. Grâce à quoi je m'étais découvert de gauche et volontariste, je refusais les principes établis mettant en cause l'égalité. [...] Je discutais avec les profs, après les cours. Je traînais au café, le soir, je lisais les journaux, je suivais l'actualité comme on dit. Tout doucement nous avons formé un petit noyau dans le lycée, à trois copains que nous étions. Djamila, une beur – avant que le terme existe –, Paprocki – pas besoin d'affirmer ses origines grecques – et moi, le juif pied-noir[20]. La politique, pour nous, durant des semaines, a consisté à animer le lycée. Nous n'étions pas des idéologues. L'univers à nos yeux se divisait en deux catégories : les sympas et les pourris. [...] Progressivement je deviens militant lycéen. À la Ligue communiste, bien sûr, mais d'abord et surtout attaché au bahut. Les polémiques avec les Jeunesses communistes se développent. Nous démontrons la vacuité de leurs propos. Peu importe de convaincre en profondeur, il faut surtout marquer des points »[21].

> « *Laurence Rossignol* – Oui, je suis engagée depuis longtemps. J'avais fait un tour par les Jeunesses communistes, ça s'était assez mal passé et assez vite soldé. Après j'ai été pendant un bon moment au comité Rouge, dans des structures sympathisantes de la Ligue. J'ai commencé par passer dans des structures sympathisantes. En fait, j'ai commencé à faire de la politique en 73 [à 14 ans] au moment de la Loi Debré. Au moment de la Loi Debré en 73, mais j'étais collégienne à l'époque. Donc après, il y a un parcours lycéen et puis il y a la grève contre

---

Cependant, l'abondance des réponses ayant une forme contestataire et leur convergence constituent un indicateur des postures critiques qu'une partie de la jeunesse, peut-être minoritaire, était susceptible d'adopter.

19. Le gauchissement du champ intellectuel à la suite de Mai 68 et de la diffusion des répertoires gauchistes est particulièrement sensible dans les prises de positions nouvelles d'intellectuels comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault au tournant des années 70. L'action d'entrepreneurs intellectuels comme Foucault ou Sartre qui vont utiliser la popularité nouvelle des postures radicales pour affermir leur position dans le champ intellectuel donne une publicité supplémentaire aux attitudes critiques et diffusent la valeur sociale de l'engagement politique bien au delà des cercles militants. Voir Didier Eribon, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 1989 et Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987.

20. On pourrait s'interroger sur l'éventuel caractère générateur de militantisme de l'appartenance à une minorité ethnique ou nationale et plus généralement de tout autre facteur de décalage des agents à l'égard des caractéristiques sociales dominantes dans une configuration historique particulière. Le fait que Julien Dray et Jean-Claude Cambadélis appartiennent tous deux à une minorité nationale ou religieuse pourrait constituer une confirmation de cette hypothèse. La question des ressorts individuels du militantisme est donc particulièrement intéressante. En l'espèce, dans le cas des fondateurs ou des membres de SOS, nous limiterons nos interrogations à la reconstitution des raisons sociales de l'entrée en militantisme et de la création de l'association.

21. Julien Dray, *SOS génération*, Paris, Ramsay, 1987, p. 166-171, italiques ajoutées. Ecrit en 1987 après les grèves étudiantes de décembre 1986 alors que les origines partisanes des fondateurs de SOS commencent à être connues et publiées dans la presse, le livre *SOS génération* permet à Julien Dray, à travers l'évocation de ses débuts de jeune militant lycéen, de rendre compréhensible et sympathique l'engagement « gauchiste » qui a été le sien, à des lecteurs que le contexte « antimilitant » des années quatre-vingt risque de ne pas incliner à la compréhension et à l'indulgence. Ainsi les aspects les plus organisationnels du militantisme au sein de la Ligue, en particulier les luttes de courants internes à la LCR qui risqueraient d'apparaître comme relevant des aspects les moins présentables de l'activité politique sont écartés au profit des aspects les plus frais et sympathiques du militantisme lycéen.

Saunié-Seité en 79 »[22].

« *Bernard Pignerol* – J'ai maintenant 32 ans [en 1991 soit 14 ans en 1973], je fais de la politique depuis que j'ai 14 ans, 14-15 ans, j'étais en comité Viêt-nam en Autriche parce que je faisais mes études en Autriche. Ces comités étaient des structures larges, j'y ai appris des choses, que je mets encore en pratique maintenant »[23].

« *Didier François – Je suis rentré en contact avec la Ligue sur mon lycée*. Parce que j'étais jeune, très jeune mais très agité. Je posais plein de questions, je voyais ce qui se passait. C'était au moment des mouvements étudiants contre la loi Debré [1973]. Et puis il y avait aussi les descentes de fachos de temps en temps sur les lycées. Je n'aimais pas les fachos, et je n'aimais pas non plus les staliniens ; donc c'est assez naturellement que je me suis tourné vers la Ligue, comme la plupart des jeunes de cette époque-là. C'était pas très théorique, surtout à cet âge-là. Enfin bon, ils étaient sympas, ils étaient efficaces, ils m'emmenaient dans les manifs, ils me faisaient marrer, ils me filaient des barres de fer et puis ça correspondait à ce que je pensais : c'était généreux, c'était jeune, c'était bien et puis on discutait de tout. *Au départ, j'avais une fondation théorique extrêmement faible. De toute manière, je suis rentré à la Ligue non pas par trotskisme – je ne savais même pas ce que c'est que Trotski, je n'en avais rien à faire – mais parce j'étais plutôt guevariste* si on doit se définir par rapport à quelque chose : parce que c'est la mythique révolutionnaire de l'époque, j'ai Guevara dans ma chambre, j'adore ça, le mythe guerrieriste, enfin c'est romantique, c'est super »[24].

« *Pierre Raiman* – Moi, j'ai décidé de militer à la suite d'un truc très simple **:** c'était en 1971, au moment de la manif contre le meeting d'Ordre Nouveau au Palais des Sports, premier vraiment grand meeting raciste. Avant il n'y avait pas de meeting raciste en France. Lors de ce meeting raciste, fasciste d'Ordre Nouveau, l'extrême gauche a fait une énorme manifestation et moi j'ai été à la manifestation parce que des gens de mon lycée y allaient et je les ai accompagnés. Il y a eu des bagarres très très violentes. Je n'ai pas vu ça moi, parce que j'étais très jeune, j'avais 12 ans, donc j'allais à la manif pendant une heure puis je me suis barré. Et à la télé, j'ai vu les scènes d'affrontement qu'il y avait eu dans la manif, etc., et le lendemain je suis allé voir les gens de la Ligue de mon lycée, que je connaissais très bien et je leur ai dit **:** je voudrais militer avec vous contre le fascisme. C'est comme ça que fin 71, je crois, 72 j'ai commencé à militer. Pour moi, c'était l'antifascisme qui était à l'origine »[25].

La précocité de l'entrée en militantisme des fondateurs de SOS doit nous amener à nous interroger sur les logiques du processus de leur engagement. Soutenir que de jeunes collégiens

22. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. Après avoir été conseiller technique sur les affaires sociales du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au cabinet du ministre de la jeunesse et des sports, elle est aujourd'hui conseillère régionale en Picardie. Nous détaillerons plus loin les trajectoires universitaires et professionnelles des membres fondateurs de SOS.

23. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991. Après avoir été l'assistant parlementaire de Julien Dray, il est rentré à l'ENA par la voie extérieure.

24. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992. L'assertion selon laquelle « la plupart des jeunes de cette époque-là » se seraient tournés vers la Ligue apparaît évidemment très exagérée puisque même au plus fort de l'influence des mouvements « gauchistes » dans les lycées et les universités, les militants demeurent de loin minoritaires. En revanche cette expression est la manifestation du sentiment diffus et alors généralisé que toute « la jeunesse » se trouvait « de gauche » – il s'agissait en réalité essentiellement de la jeunesse urbaine et scolarisée –.

25. Entretien avec Pierre Raiman, le 24 août 1998. Pierre Raiman n'appartient pas *stricto sensu* au groupe des fondateurs. Toutefois, il a milité avec Didier François et Julien Dray à la LCR et il rejoint SOS-Racisme à la fin de

ou lycéens deviennent militants ou participent à des mouvements de contestation pour des raisons de mécontentement social ou de « frustration relative » serait peu convaincant[26]. Il est en particulier difficile de mettre en évidence une éventuelle anticipation d'un écart entre le statut social que la trajectoire scolaire permettrait d'espérer et la réalité des positions professionnelles que le nouveau cours des diplômes permet en réalité d'obtenir. Tout porte à croire en effet que l'effectivité de cet écart ne peut jamais être anticipé mais est toujours vécu en pratique et *a posteriori* lorsque les anciens étudiants sont confrontés aux réalités d'un marché du travail auxquelles ils pouvaient auparavant espérer échapper et qu'ils percevaient sur un mode abstrait, peu susceptible de susciter engagement politique et frustration[27]. L'activité politique dans les lycées dans les années soixante-dix n'a donc pas pour principe les effets de trajectoires sociales relatives descendantes qui restent en grande partie neutralisées par l'atténuation partielle des nécessités sociales opérées par l'institution scolaire – en particulier chez les agents qui prolongent leurs études[28]. Il n'est possible d'analyser les pratiques politiques des lycéens ou des étudiants qu'en prenant en compte les configurations sociales effectives dans lesquelles ils sont insérés. Le changement d'échelle[29] que les événements de mai vont provoquer dans le secteur militant doit nous fournir un premier indice **:** c'est l'après-soixante-huit qui donne une ampleur sans précédent au militantisme radical, en particulier dans les établissements d'enseignement. Le mouvement de mai doit donc être analysé comme une cause de l'accroissement de l'intérêt des acteurs scolaires pour l'engagement militant plutôt que comme sa conséquence. Il faut

---

1984, avant les meurtres « racistes » de Menton et de Miramas dont les mobilisations de protestation contribueront à faire connaitre la nouvelle association.

26. Voir Ted Gurr, *Why men rebel*, New Jersey, Princeton University Press, 1970. Pour une explication de la crise universitaire de mai utilisant l'idée de frustration collective voir Raymond Boudon, « La crise universitaire française, essai de diagnostic sociologique », *Annales*, mai-juin 1969, n° 3, p. 738-764 et Raymond Boudon, *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977, (coll. quadrige), p. 61-96 et Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

27. Ainsi Bernard Lacroix montre que c'est l'expérience pratique de l'écart entre les positions espérées et la réalité des positions obtenues qui permet d'expliquer la conversion communautaire ; voir Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire*, *op*. *cit*., chapitre III.

28. Gérard Mauger définit la jeunesse comme un espace d'indétermination sociale partielle :« Parce que cette situation de transition entre une position sociale initiale (définie à la fois par celle de la famille d'origine et par une position scolaire) et une position future (définie par une insertion professionnelle et une alliance matrimoniale « définitive ») ne peut déjà plus être définie par la position de départ mais pas encore par la position d'arrivée (qui reste plus ou moins virtuelle), la jeunesse est une situation d'indétermination : indétermination professionnelle et matrimoniale variable d'un pôle à l'autre de l'espace et qui se réduit au fil du temps. [...] Si la plupart des jeunes de milieux populaires (ouvriers, employés ou chômeurs) n'entretiennent d'ores et déjà plus d'illusions sur leur avenir de classe et ont une représentation réaliste de leur situation, ceux qui, issus des classes dominantes, n'ont également plus d'autre avenir possible que la reproduction de leurs positions d'origine, cultivent parfois, à l'inverse, une vision indéterminée de leur situation présente : position en surplomb, arrachée aux pesanteurs et aux contingences de la famille d'origine comme à celles de l'avenir, indéfiniment reculé [...] » ; Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme... », *art. cit*., p. 209.

29. Voir Louis Pinto, *Les philosophes... op*. *cit*., p. 155-156.

comprendre comment les logiques pratiques d'adhésion aux mouvements d'extrême gauche ont pu être transformées par l'exemple des manifestations de soixante-huit.

La faible formation « théorique » des militants à leur entrée dans les mouvements d'extrême gauche – et parmi eux celle des futurs fondateurs de SOS – montre qu'ils adhèrent moins à un programme idéologique précis qu'ils n'adoptent une posture contestataire et une patente de radicalité. L'analyse de l'entrée dans la carrière militante ne doit donc pas se faire à partir des seuls concepts de « conviction » ou « d'idéologie » comme une sociologie du militantisme fondée sur une recherche individuée des motivations le fait souvent, ni même seulement par la recherche de particularités sociales génériques dans la trajectoire des acteurs permettant d'associer une classe d'expérience à un répertoire d'idées[30], mais plutôt en étudiant les logiques pratiques du processus d'engagement qui va confronter les dispositions acquises au cours d'une trajectoire à la fois singulière et socialement structurée aux configurations générales et aux situations locales dans lesquelles les agents sont insérés. Les raisons de l'engagement en politique ne se réduisent donc pas systématiquement à celles qui peuvent être légitimement produites et mises en avant – par exemple les convictions politiques ou les sujets de mécontentement et de frustration.

Ainsi, les pratiques militantes radicales comme l'usage des rhétoriques critiques ne peuvent se généraliser que lorsque leur adoption représente un profit symbolique pratique pour ceux qui l'adoptent vis-à-vis de ceux qui s'abstiennent. L'exercice d'une activité politique par les militants n'est donc pas séparable de l'opinion historiquement structurée que leur entourage quotidien peut porter sur l'engagement politique « de gauche »[31]. Après mai 68, la diffusion des répertoires argumentatifs contestataires s'accompagne de l'accroissement du prestige des acteurs qui s'en saisissent. La valeur que les événements de mai ont donné à la contestation politique de type gauchiste est nettement sensible dans l'augmentation des effectifs des groupes d'extrême gauche entre 1968 et 1973. Autant que par les frustrations des diplômés ou les conflits sociaux généraux, la hausse des effectifs militants lycéens ou étudiants durant les

30. Un tel cadre d'analyse qui fait reposer les ressorts de l'engagement sur les caractéristiques sociales et biographiques des agents pose d'importants problèmes d'interprétation. Il est en effet difficile de relier de façon complètement convaincante les particularités de la trajectoire sociale de l'agent et les formes prises par son engagement. En faisant de dispositions « lointaines » des agents l'origine principale des conduites d'engagement, un tel système explicatif « prête trop aux dispositions et trop peu aux situations dans lesquelles ces dernières sont appelées à jouer », sous-estimant les logiques pratiques de l'engagement et de l'activité politique et notamment le rôle des configurations locales – structurées par les particularités historiques du marché des biens idéologiques et des biens culturels – qui sont susceptibles d'engendrer les stratégies d'engagement politiques congruentes d'agents dotés de trajectoires hétérogènes ; voir Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire*, *op. cit.*, p. 158, Marco Giugni, *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements en Suisse*, Zurich, Seismo, 1995, p. 44-49 et Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, p. 47-60

31. Faute de données complètes nous ne pourrons ici reconstituer que partiellement les configurations d'engagement effectives des principaux fondateurs de SOS-Racisme.

années qui suivent mai 68 s'explique par l'extension de l'usage des discours radicaux dans l'ensemble de la société et par les rétributions symboliques que peuvent percevoir auprès de leurs condisciples les principaux animateurs politiques des établissements scolaires. Ainsi, les organisations militantes se développent principalement dans les établissements où les lycéens appartiennent aux catégories sociales qui ont le plus de connaissances politiques et qui valorisent l'expression d'idées politiques personnelles et la participation à des mouvements partisans[32]. Les jeunes scolarisés de milieux urbains ont plus de chances d'avoir un engagement militant ou de formuler des idées politiques « radicales » que les jeunes scolarisés de milieux ruraux et bien entendu que ceux qui ont quitté le système scolaire[33].

Ce cadre d'analyse permet à la fois d'expliquer pourquoi l'engagement politique ou syndical tend globalement à fluctuer en fonction des chances de valorisation des attitudes contestataires au sein des arènes sociales mais aussi pourquoi les groupes dans lesquels le militantisme et les relations de sociabilité se superposent – les incitations au militantisme devenant alors internes au groupe – tendent à résister mieux que d'autres aux fluctuations de la rétribution des postures militantes.

> « *Eric Montès* – Moi, je ne suis pas rentré aux JC à cette époque-là, je ne suis pas rentré à l'extrême gauche. Je connaissais déjà Julien qui était à la fac de Villetaneuse en 79, mais intuitivement les groupuscules ça ne me branchait pas parce que *les gens, la base, ils ne sont pas attirés intellectuellement par ce côté hyperbranché marxiste, ils sont plutôt attirés par ce qui est efficace*. Je connaissais Julien Dray, je trouvais que c'était un mec actif au syndicalisme étudiant, déjà en 79, mais je n'avais pas envie de rentrer dans les groupuscules trotskards »[34].

Lorsque les fondateurs de SOS entrent au lycée, l'engagement à l'extrême gauche constitue une pratique certes minoritaire mais d'autant plus facilement adoptée par certains élèves que les effectifs de ces mouvements sont en augmentation et qu'ils constituent des lieux de sociabilité actifs. Pratique élitiste et considérée en milieu lycéen, elle est aussi une activité ludique qui permet de se rassembler entre pairs face à tout ce qui est perçu comme une autorité

---

32. Sur les différences d'intérêt pour la politique, de connaisance du champ partisan et de valorisation de cette connaissance en fonction des catégories sociales voir Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Le seuil, 1977 et Pierre Bourdieu, *La distinction*, Paris, Minuit, 1979, p. 463-541.

33. Voir Mossuz Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op*. *cit*. La composition sociale et l'implantation géographique des mouvements d'extrême gauche constituent un bon indicateur des logiques pratiques de l'entrée en militantisme. Sur l'engagement politique des jeunes de milieux populaires dans les années soixante-dix voir Gérard Mauger, « La politique des bandes », *Politix*, n° 14, 1991, p. 27-43.

34. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992, italiques ajoutées. Le fait que Eric Montès explique sa non participation aux mouvements gauchistes par son origine populaire (alors même qu'il fait des études supérieures) montre qu'il considère que le public des groupes trotskistes est globalement d'une origine sociale plus élevée que la sienne. L'utilisation du terme « hyperbranché » qui connote le snobisme intellectuel pour parler de l'engagement dans les groupes d'extrême gauche constitue un indicateur de la logique distinctive de l'engagement militant trotskiste (en tout cas tel qu'il était perçu par certains acteurs extérieurs aux groupes trotskistes) en milieu scolaire à cette époque.

(administration du lycée, corps professoral ou parents). L'excellence reconnue des causes défendues – lutte contre le « fascisme », les inégalités de richesses et un système économique qui apparaît fondé sur « l'exploitation » – procure en outre à leurs défenseurs les profits de la participation à des mouvements apparaissant justes. Des dispositions vagues à la protestation ou à l'engagement – le refus des inégalités pour Julien Dray en seconde ou le « guevarisme » héroïsé de Didier François – peuvent, dans la configuration idéologique qui suit Mai 68 trouver à s'investir dans les organisations « gauchistes » présentes dans les lycées ou les universités. On ne saurait marquer une coupure nette entre militantisme et non militantisme. On peut seulement discerner un ensemble de pratiques plus ou moins intensives de participation politique, au sein des lycées et des universités, généralement à l'extrême gauche et qui procurent à leur auteurs des profits symboliques auprès des autres militants mais aussi vis-à-vis des élèves qui participent peu ou pas du tout. Parmi les lycéens ou étudiants pour qui les pratiques politiques constituent une source essentielle de prestige, certains vont intensifier leurs investissements dans le militantisme, passant d'une pratique ponctuelle à un engagement plus formalisé au sein d'une des marques organisationnelles de l'extrême gauche qui leur permettra une objectivation publique de leur statut de « militants ».

L'offre militante et idéologique rencontrée dans les établissements scolaires après mai 68 et le travail de prosélytisme mené par des militants radicaux ou des enseignants engagés vont contribuer à l'enrôlement d'un certain nombre de jeunes « de gauche » qui auraient moins facilement basculé dans le militantisme d'extrême gauche sans la conjonction de la séduction alors propre à l'action revendicative et de l'offre politique de proximité que suscite la présence de militants lycéens ou de professeurs « politisés » dans les établissements scolaires. Il faudrait décrire au cas par cas les contextes pratiques dans lesquels les futurs militants vont convertir des postures contestataires diffuses dans des mouvements et des contenus politiques différenciés en fonction de l'offre militante de proximité qu'ils rencontrent, alors généralement limitée aux mouvements radicaux.

> « Q – À quelle occasion vous êtes rentrée à la Ligue en 76 ?
> *Laurence Rossignol* – Parce que j'étais de gauche... [...] Mais surtout dans les facs en 76, dans les lycées et dans les facs en 76, ce qui faisait la vie politique ce n'était pas les militants du PS, c'était les militants d'extrême gauche, c'était quatre militants politisés et radicaux. Dans les années soixante-dix, *il fallait plutôt être à l'extrême gauche qu'être au PS*. Bon, il y avait le PC. *Moi, les lycéens socialistes, je crois que je n'en ai pas connu, en revanche dans les lycées, il y avait Lutte Ouvrière, il y avait la Ligue, il y avait toute une série d'organisations d'extrême gauche mais il n'y avait pas de lycéens socialistes.* À la fac, il n'y avait qu'un petit groupe d'étudiants socialistes, [...] »[35].

35. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. Italiques ajoutées.

Mais entre 1968 et 1978, l'engagement militant des lycéens et des étudiants est sans doute favorisé par la faible pression – comparativement à ce qu'elle sera ultérieurement – exercée alors par le marché de l'emploi. Si on fait l'hypothèse que l'augmentation du chômage à partir de 1975 a accru les possibilités de répression du syndicalisme dans les entreprises et restreint la capacité des salariés à mener des actions de protestation, il est au contraire vraisemblable que la situation de plein emploi que l'on connaissait entre 1960 et 1974 induisait de plus fortes capacités de revendication salariale et une configuration mentale favorable à la contestation. Cette combativité sociale que la situation de plein emploi suscite dans les entreprises tend à être ressentie dans l'ensemble des relations sociales et politiques. En effet, lorsque la menace du licenciement n'obère pas les capacités de syndicalisation et de protestation, les attitudes critiques que les salariés tendent à adopter sur leur lieu de travail favorisent la diffusion de postures contestataires dans d'autres secteurs sociaux. Le processus d'expansion économique et le succès relatif des grèves et des revendications salariales[36] durant les années précédant Mai 68 et jusqu'en 1978[37] contribuaient à définir un horizon d'attente favorable et tendaient en outre à dissoudre les notions de « rareté » et de « contraintes économiques » pour ne laisser apercevoir que la capacité de l'économie à engendrer des profits et à produire de façon toujours croissante. Durant la décennie soixante-dix, les militants n'éprouvent pas à l'égard de leur avenir l'inquiétude qui se généralisera durant la décennie quatre-vingt à mesure que la menace d'un chômage de longue durée des jeunes non ou mal qualifiés sera mieux perçue. La pression négative que l'entourage familial peut exercer sur les militants lycéens ou étudiants est donc réduite puisque les investissements scolaires n'apparaissent pas encore indispensables à la préservation des chances d'obtenir un emploi. Il faudrait montrer comment les attitudes éducatives familiales, objectivement orchestrées par le niveau d'anxiété à l'égard du chômage, vont contribuer à définir, avant et après les années 1978-1981, des dispositions différentes à l'égard de l'engagement et des hiérarchies sociales.

« *Didier François* – Dans les années soixante-dix en France, tu avais un rapport à la politique

36. Le pouvoir d'achat réel des salaires ouvriers qui avait plus que doublé entre 1960 et 1975 culmine en 1976 et baisse sensiblement après 1982 ; voir Jean Fourastié, *Machinisme et bien-être*, Paris, Hachette, rééd. 1988, cité *in* Christian Bachmann et Nicole Leguennec, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 528.

37. Le chômage commence à croître à partir de 1974 mais il est probable que cette augmentation ne pèse pas immédiatement sur les comportements syndicaux et revendicatifs des salariés les mieux établis. D'une part parce qu'ils ne sont pas les premières victimes des ajustements à la baisse des effectifs des entreprises (c'est plutôt les jeunes et les nouveaux entrants sur le marché du travail, les salariés précaires et les travailleurs étrangers), d'autre part parce que le changement de conjoncture n'est pas immédiatement intégré par les agents qui continuent à agir selon les catégories mentales habituelles de la période précédente.

> qui est un rapport ludique, qui est un rapport “ changer la vie ”. Je crois qu'à l'époque les étudiants qui faisaient de la politique le faisaient dans une période qui était une période de début de crise seulement en 74. Donc c'était l'époque où tu pouvais t'amuser à faire de la politique pendant 5-10 ans dans la fac et le jour où tu arrêtais la fac, tu trouvais un boulot le lendemain. C'était pas difficile de trouver un travail. Il n'y avait pas de problème de crise. Tu n'avais pas le problème qu'ont les générations d'aujourd'hui. Ils se disent maintenant que s'ils ne bachotent pas, s'ils ne s'en sortent pas, s'ils ne sont pas les meilleurs dans la compétition scolaire ils sont en échec social. Nous on n'avait pas ce genre de problème, au contraire. Donc tout le monde faisait ce qu'il voulait, tout le monde pensait à travailler très tard, tu n'avais pas d'angoisse de ce type-là »[38].

À partir de 1978, la peur du chômage va se diffuser et imprégner l'ensemble des conduites éducatives familiales, faisant passer l'accumulation des ressources scolaires au premier plan des stratégies d'éducation des parents, transformant ainsi les processus de constitution des dispositions au militantisme et la capacité des jeunes à adopter des postures revendicatives. En milieu scolaire, le gros des effectifs des organisations militantes était issu de familles de la petite bourgeoisie capables d'un projet d'ascension sociale par l'école et dont les enfants n'étaient ni exclus précocement du système scolaire, ni pris dans la course aux écoles prestigieuses qui mobilisait les familles disposant d'un capital économique ou culturel supérieur[39]. La détérioration des chances objectives de trouver un emploi à la sortie des études va intensifier les investissements scolaires et détourner les jeunes des activités non directement utiles dans la perspective de l'acquisition d'un diplôme monnayable. Au contraire, au moment où commencent à militer les fondateurs de SOS, les activités politiques n'apparaissent pas encore comme susceptibles d'entraver l'accumulation de ressources scolaires au point de compromettre l'avenir professionnel des militants.

Si l'engagement des lycéens est alors favorisé par la faiblesse des incitations négatives au militantisme, celui-ci touche cependant en priorité les lycéens de sensibilité familiale « de gauche » qui possèdent une tradition de militantisme, particularité il est vrai sans doute plus fréquente qu'aujourd'hui.

> « *Harlem Désir* – Mes parents, – ma mère est française et mon paternel antillais – étaient, [...] et c'est heureux, très durs avec moi. J'avais tellement peur de me faire engueuler par *mon père instituteur* que j'ai été un enfant presque sage »[40].

---

38. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992. Didier François, après avoir été l'un des animateurs du MJS de la région parisienne jusqu'à 1985, est devenu journaliste au *Matin de Paris* en 1985 avant d'intégrer la rédaction de *Libération*.

39. Si on fait une comparaison avec les profils militants actuels de SOS-Racisme ou d'autres organisations, on obtient également un faible nombre d'individus appartenant aux couches inférieures et supérieures. Le militantisme se voit pratiqué par une population ayant des ressources scolaires mais qui n'est pas engagée dans la concurrence scolaire la plus aiguë.

40. Harlem Désir interviewé par Joshka Schidlow in *Télérama* 1 mai 85. voir aussi « Mon père était enseignant » in Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, p. 16.

« Julien Dray – Mon père et ma mère n'étaient pas des militants politiques, c'étaient des syndicalistes engagés à gauche. Voilà. De bons instituteurs laïcs »[41].

« *Bernard Pignerol* – Mes parents sont fonctionnaires, tous les deux. Ma mère au Louvre, mon père au ministère des finances »[42].

« *Didier François* – Mon père est militaire, médecin militaire, troupes coloniales. Mon grand-père aussi. On est une famille de traditions, vivre à l'étranger. [...] Ma mère est orthophoniste, elle s'occupe d'enfants sourds, elle apprend à parler et à lire à des enfants sourds. En France, elle travaillait comme salariée et puis avant, quand on se baladait en Afrique, elle donnait des cours comme ça... en fonction des opportunités, ce n'était pas toujours simple pour elle. [...] Beaucoup de gens dans ma famille militaient : engagement gaulliste important, réseaux SAC, etc., pour une partie de la famille. Ils étaient anticommunistes, très violemment anticommunistes, mais parce que le communiste, de 39 à 41 c'est le pacte Hitler-Staline. Ils étaient très nationalistes. Bon, en tout cas, tout ça m'amène à des engagements politiques qui sont les questions internationales et l'antifaciste »[43].

« *Laurence Rossignol* – Oui, globalement je suis issue d'une famille de militants, communistes, d'obédience communiste mais qui ont rompu avec le Parti communiste au moment de la rupture de l'Union de la gauche, qui sont ensuite proches du Parti socialiste. [...] Mon père était CGTiste, dans sa prime jeunesse, et puis ma mère était militante de trucs comme l'UFF, des organismes un peu para-PC. C'étaient en gros *ceux que les communistes influençaient dans une catégorie sociale qui était plutôt intellectuellement et matériellement aisée*. C'était une petite bourgeoisie communiste. *Ma mère était podologue et mon père était cadre supérieur dans une boite*. Et puis *toute une partie de la famille c'étaient des enseignants, des enseignants très militants*, très actifs, Eux étaient des communistes très actifs, mes oncles et tantes, des instituteurs qui étaient Unité et Action »[44].

Les fondateurs de SOS sont pour la plupart issus de familles ayant plus de capital culturel que de capital économique, qui non seulement peuvent permettre à leurs enfants de faire des études mais pour qui il apparaîtrait inimaginable qu'ils n'en fassent pas. Pourtant, aucun d'entre eux n'est en mesure à l'issue d'un parcours scolaire en partie ralenti et détérioré par le militantisme de faire une classe préparatoire ou une grande école. Les principaux fondateurs de SOS ne semblent pas s'être consacrés en priorité aux investissements scolaires. Suivant une scolarité régulière mais pas réellement brillante, ils entrent à l'université sauf Didier François qui commence une classe préparatoire avant de l'abandonner. Ils sont issus d'une petite bourgeoisie scolaire, formée essentiellement de cadres du secteur public. Parmi le noyau initial, seul le père de Laurence Rossignol est cadre dans le secteur privé mais une grande partie de sa famille est composée d'instituteurs. Durant ses activités syndicales à l'université ce petit groupe va agréger autour de lui des étudiants de milieux sociaux différents venus au militantisme plus tardivement et au contact de Julien Dray.

41. Entretien avec Julien Dray réalisé par Olivier Laurens, 16 juillet 1998.
42. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991.
43. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.

« *Eric Montès* – Mon père était syndiqué CGT dans la métallurgie, il était OS »[45]

« *Arnold Stassinet* – Mon père était employé de notaire et ma mère était décédée »[46].

On peut cependant remarquer que parmi le groupe fondateur, ceux qui sont issus de catégories sociales populaires ont été en mesure de faire des études à l'université plutôt que d'intégrer précocement le monde du travail. Ainsi le passage par l'université a entraîné le rapprochement topographique et social des trajectoires individuelles qui auparavant n'avaient pas toutes les chances de se croiser[47]. La diversité des motifs et des logiques de la participation au syndicat étudiant sera alors partiellement masquée par l'identité formelle de la marque politique qui recouvre des formes hétérogènes d'investissement dans l'organisation. On peut imaginer – à titre d'exemple – qu'au sein de la même organisation étudiante d'extrême gauche peuvent se côtoyer le jeune bourgeois pour qui l'engagement militant constitue une forme de distinction sociale particulièrement efficace au sein de son espace de référence familial, le bon élève issu du corps enseignant pour qui l'émulation et les joutes théoriques du gauchisme vont fournir l'occasion de reconvertir dans le militantisme des compétences savantes acquises scolairement, le « rescapé scolaire » de milieu populaire pour qui l'espace militant peut représenter un moyen d'entrer dans le monde des intellectuels qui l'attire ou le jeune issu de l'immigration ou ayant grandi à l'étranger, un moyen de s'affirmer face à des camarades qu'il ressent comme des « established » toujours plus légitimes que lui-même[48]. L'activisme politique peut donc constituer le support de stratégies de vie différentes, un moyen d'élargir son horizon

---

44. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.

45. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992. Eric Montès, membre fondateur de SOS, a été l'un des animateurs du MJS en Seine-Saint-Denis entre 1982 et 1985. Il a été membre du cabinet de Jean-Louis Bianco au ministère des transports. Il appartient actuellement au mouvement des radicaux de gauche où il a suivi Bernard Tapie après avoir appartenu à son cabinet au ministère de la Ville. Il est le mari d'Hayette Boudgema, ancienne vice-présidente de SOS-Racisme.

46. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991. Arnold Stassinet a été président de l'AGE de l'Unef-Id de l'université de Villetaneuse et était en 1991 attaché parlementaire de Julien Dray.

47. *À* partir de 1960 l'accroissement progressif du niveau de scolarisation dans le supérieur tend à accroître les chances de rencontre entre des jeunes de catégories sociales différentes malgré les stratégies d'évitement des plus grosses universités suivies par les enfants des catégories supérieures.

48. Il serait possible de mettre le nom de certains des fondateurs de SOS-Racisme sur chacun de ces types militants. Cependant une véritable objectivation des logiques individuelles de participation à une structure militante nécessiterait un travail biographique plus complet, notamment un contrôle plus serré des caractéristiques sociales des acteurs qu'il n'est pas toujours facile de réaliser dans le cours de l'entretien. Il serait ainsi intéressant de croiser des sources différentes sur le même individu comme le fait par exemple Bernard Lahire dans *Tableau de famille* (Paris, Gallimard-EHESS, 1992) en interrogeant à la fois les instituteurs, la famille restreinte et la famille élargie des élèves qu'il étudie, etc. Il serait également nécessaire de retracer la perception des potentialités – politiques et professionnelles – qui, à certains moments de la trajectoire des militants, a pu les conduire à investir tel ou tel type de posture. Cependant la question que nous nous poserons ne sera pas : « pourquoi militent-ils ? » mais plutôt, « pourquoi ces militants ont-ils pu envisager de créer une nouvelle association antiraciste ? »

social pour les agents issus de milieux populaires[49], ou bien une façon romantique de vivre une adolescence bourgeoise accomplie[50]. Le « hasard » socialement structuré ayant réuni ces acteurs dans la même formation militante, la dynamique particulière du groupe va ensuite, à la faveur des investissements sociaux propres à chacun, leur donner un mode de perception de la réalité sociale, un langage et des pratiques partiellement similaires.

Nous avons ici essayé de comprendre les logiques de l'entrée en militantisme de Julien Dray et des membres du noyau fondateur de SOS-Racisme. Issus de la vague militante lycéenne et étudiante des années soixante-dix, ils vont, en prolongeant leurs études et en restant au sein du milieu militant de l'université, conserver durablement une orientation politique plus radicale que le champ politique oppositionnel « adulte ». La désaffection militante manifestée par les anciennes figures de Mai 68 aura peu d'effet sur ce milieu politique particulier qui restera dominé par l'extrême gauche bien au delà de 1981. Pris dans une activité politique intensive, Julien Dray et les animateurs du petit groupe formé autour de lui vont en venir à organiser leur vie autour de leur travail politique et syndical. Ce militantisme constituera pour eux un mode de vie particulier, instauré sous un régime de rétribution sociale très favorable mais dont il va être de plus en plus difficile de renouveler le taux de rémunération au fur et à mesure qu'après 1981, l'attrait pour le militantisme décroîtra dans la jeunesse.

B) Le militantisme comme style de vie

Pour les militants des mouvements d'extrême gauche des années soixante-dix, le militantisme n'est pas seulement une activité politique que l'on accomplirait par conviction ou devoir mais aussi un « style de vie »[51], une façon de vivre sa jeunesse pour des acteurs qui ne sont ni totalement engagés dans la compétition scolaire la plus rigoureuse, ni plongés dans le

49. Voir par exemple la trajectoire de Gérard Filoche dont l'ascension sociale a été façonnée par son engagement au sein du PC puis à la LCR, engagement qui lui permet de poursuivre sa scolarité et d'acquérir des compétences particulières monnayables ultérieurement ; voir Gérard Filoche, *68-98*..., *op*. *cit*.

50. L'engagement temporaire à l'extrême gauche de certains enfants de famille disposant d'un très important capital économique, (par exemple Bernard-Henri Lévy ou au sein de la LCR puis de SOS, Pierre Raiman) peut avoir été considéré par ces militants mais aussi par leurs familles comme une activité partiellement ludique et formatrice – au même titre, peut-être, qu'un séjour de longue durée à l'étranger. Le fait que certains individus dotés de ressources familiales conséquentes soient susceptibles de s'engager un temps au sein de l'extrême gauche constitue un indicateur du fait que l'adoption des postures gauchistes relevait de logiques pour le moins diversifiées.

51. Sur ce concept voir Pierre Bourdieu, *La distinction*, *op*. *cit*., et Gérard Mauger, Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires », in Baudelot (C.) et Mauger (G.), *Jeunesses Populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 347-384.

monde du travail. Toutes leurs activités vont s'organiser autour de leur engagement politique qui va ainsi structurer en pratique leurs investissements sociaux, l'acquisition de leurs compétences et de leurs ressources personnelles. Le militantisme va être pour les fondateurs de SOS durant toutes les années soixante-dix, l'activité qui va informer l'ensemble de leurs loisirs, de leur sociabilité, de leurs amours. Cette structuration des identités individuelles et des personnalités par les pratiques militantes collectives va permettre d'expliquer la persistance dans l'activisme politique d'individus pour qui ne plus « militer » est, sinon impensable, en tout cas suffisamment douloureux pour que l'on cherche à reculer au maximum cette échéance.

La trajectoire de Julien Dray est à cet égard exemplaire. Lycéen « ordinaire » au début des années soixante-dix, sans connaissances politiques particulières, c'est dans le cadre scolaire, notamment sous l'influence de certains professeurs et du contexte idéologique de son lycée qu'il va progressivement mener des actions politiques avant de rejoindre une organisation d'extrême gauche et de pouvoir exhiber son appartenance à la LCR. Dans le livre qu'il signe ultérieurement, il montre comment ses activités politiques dans le lycée ne constituaient en rien un indice de rupture avec le reste des élèves mais étaient au contraire un moyen d'élargir ses contacts sociaux. L'animation du ciné-club du foyer dans laquelle il s'investit et ses premières attitudes revendicatives dans son lycée représentent alors pour un lycéen deux formes d'activités sociales également possibles même si elles n'étaient pas également probables.

> « *Julien Dray* – Nous avons pris en main le ciné-club. À partir de quoi s'alimentait nos discussions politiques : sur l'anarchie, la société idéale. Y aidait Chabasseur, notre prof d'histoire – marqué par la guerre d'Espagne et la haine des structures de partis. [...] Nous avons créé le foyer du lycée. Nous avions essayé l'aumônerie. Pour moi elle reste la propriété des curés : le catéchisme etc. Le foyer est notre conquête. Nous pouvons enfin nous y exprimer : débats, discussions, expositions. Et les boums. Il devient notre refuge. Le lieu de rendez-vous coutumier. À chaque interclasse du matin nous y affichons les journaux. Toutes les formes de vie associative y prennent leur essor. Du journal du lycée à la vente des croissants et des petits pains, tout y passe. Il n'est pas rare de nous y voir très tard »[52].

L'investissement de Julien Dray dans le militantisme à la LCR ne fait donc que prendre le relais d'une implication forte dans la vie associative du lycée. L'animation du foyer et du ciné-club, les discussions politiques et les premiers actes de militantisme peuvent être interprétés comme des moyens partiellement interchangeables de se mettre en avant dans la vie sociale du lycée. Les pratiques militantes ne constituent pas alors une activité différente des autres loisirs des lycéens mais se trouvent au contraire profondément insérées dans les logiques de la vie scolaire. L'entrée dans un groupe politique d'extrême gauche ne constitue alors qu'une des

52. Julien Dray, *SOS génération*, Paris, Ramsay, 1987, p. 170.

formes, momentanément et localement profitables, d'investissement social des lycéens. Loin d'être vécu comme une activité ingrate, ennuyeuse ou stigmatisante comme peuvent le laisser penser les représentations actuelles du militantisme, celui-ci constitue au contraire un cadre d'activités partiellement ludiques qui attire une minorité significative de lycéens. Mettre en évidence le prestige qui était, durant les années postérieures à 1968, celle de l'activité militante c'est aussi comprendre que cette valorisation particulière pouvait être engagée en pratique dans une multiplicité d'espaces sociaux – vis-à-vis de camarades non militants, vis-à-vis des parents et des professeurs ou encore à l'égard d'éventuels partenaires amoureux – pour engendrer des profits sociaux diversifiés et pas toujours liés à la destination strictement politique ou idéologique de l'entreprise partisane. Comme l'élève qui investit les activités sociales de l'établissement scolaire, le militant lycéen « politisé » devient vite le point de mire des autres élèves. Au prestige propre à la position d'initiateur d'une activité associative s'ajoute l'aura qui est alors celle de l'action politique[53].

> « Q – D'où est venu votre engagement militant ?
> R – Une réaction, un sentiment de vouloir prouver quelque chose, un besoin d'être utile, beaucoup de choses... Il n'y a pas une seule raison qui explique cela, mais un ensemble de choses qui font qu'on est à un carrefour de situations. C'est une synthèse qui produit ça. *Une réaction à une certaine marginalisation dans laquelle j'étais quand j'étais jeune parce que j'étais en avance dans les classes, donc un peu rejeté par ceux qui redoublaient, etc., donc un peu persécuté, donc cette volonté de prouver par rapport à ceux qui me persécutaient. Le militantisme était un moyen de détenir un savoir et donc un certain pouvoir, c'est vrai, de devenir un leader par rapport à des gens qui ne m'ont jamais considéré comme tel*. Bon, et puis des convictions, qui ont été formées par mes parents, par tout ce que j'ai pu connaître à l'époque. Voilà, une formation initiale qui crée un certain nombre de convictions, des rencontres qui se font à un moment donné qui n'auraient très bien pu ne pas se faire dans ma vie, des rencontres affectives, amicales, qui créent une envie d'être avec ces gens-là. Et puis un terrain qui était peut-être propice à cet engagement-là parce qu'une envie de prouver quelque chose. Y en a qui le prouvent en devenant des génies, d'autres qui le prouvent par la politique »[54].

> « *Julien Dray* – Nous organisons la première grève du lycée. Il s'agit d'obtenir la libération de Gilles Guiot injustement accusé d'avoir agressé un policier lors d'une manifestation [février 1971]. Un manifestant maoïste, Gilles Deshayes, a été défiguré par le tir tendu d'une grenade lacrymogène. Sa photo est affichée dans les couloirs du lycée. Nous organisons une AG à 10 heures dans la cour. En quelques minutes nous sommes 500. Pour la première fois je parle en

53. Il faudrait de surcroit faire une analyse plus précise de l'économie du prestige propre à l'espace lycéen, notamment les relations qui lient et opposent les élèves des « grandes classes » ou des « prépas » à ceux des « petitres classes » ou du collège, les bons ou « trop » bon élèves aux lycéens moins impliqués dans les investissements scolaires, les enfants des couches sociales disposant d'un capital intellectuel impliquant l'intérêt pour la politique aux élèves des catégories sociales qui ne « s'intéressent pas à la politique ». Dans les grands lycées urbains, les lycéens des grandes classes peuvent alors se saisir des pratiques politiques pour en faire des marqueurs de maturité propres à les distinguer des élèves moins âgés ou moins « politisés ». L'engagement gauchiste peut également constituer une pratique distinctive face soit à des condisciples de milieux favorisés soit au contraire, face à des élèves de milieu populaire. En ce sens l'ouvriérisme du discours d'extrême gauche est susceptible d'usages multiples.
54. Entretien avec Julien Dray réalisé par Olivier Laurens, 16 juillet 1998, italiques ajoutées.

public. Rien à voir avec les réunions de café. Il me faut faire ce qu'on appelle en langage militant une “ interv ” (intervention). Construite, directe, convaincante, mobilisatrice. Car il s'agit de proposer. Le principe de la grève doit être voté. La veille nous avons travaillé tard à préparer mon texte, nous sommes parvenus à réparer le mégaphone. *Mes genoux tremblent, mes mains sont moites, je prends la parole. Silence. On me guette*. J'oublie ce qui a été soigneusement soupesé, je raconte les faits. Je proteste. Sans aller au fond, c'est vrai. Pas d'analyse. “ Ce qui vient de se passer est dégueulasse. D'ailleurs même le proviseur de Decour, le lycée de Guiot le dit. ” Et je propose la grève pour sa libération. *Après une courte hésitation les lycéens applaudissent. Vote, je crois la partie gagnée*. Débarque alors le proviseur accompagné du censeur qui depuis des semaines nous cherche querelle. L'horreur. Mais non. Le proviseur parle, il admet la grève. À condition que nous ne sortions pas du lycée. [...] Pendant trois jours ce sera la grève dans le lycée. [...] Gilles Guiot est libéré ! Hourra. Première grève, première victoire, ça donne la pêche, l'envie de continuer. *Nous devenons une sorte de direction politique du lycée* »[55].

« La victoire est double. Pendant trois jours la Jeunesse communiste a tenté de stopper le mouvement le considérant inutile et dangereux. Le cercle JC a perdu toute crédibilité. [...] Libres, enfin de cette tutelle nous pouvons agir en toute indépendance. Forte de cette autorité nouvellement conquise, mon équipe va alors s'engager plus à fond dans le militantisme. Je participe aux différentes activités de la Ligue »[56].

Si on considère le niveau d'engagement politique existant actuellement dans la plupart des lycées – souvent proche de zéro – on ne peut qu'être surpris par la présence au début des années soixante-dix de plusieurs groupes de militants rivaux dans le lycée de banlieue de Julien Dray. Comme nous l'avons vu, la diffusion des pratiques militantes chez les lycéens est alors favorisée par l'existence de groupes actifs, généralement présents dans les établissements scolaires seulement après mai 68, qui vont par leur activité de prosélytisme favoriser la participation politique d'élèves qui ne se seraient pas engagés sans l'exemple proposé et l'effet de facilitation qu'entraîne l'existence d'organisations déjà actives dans le lycée. Simultanément, la formation et le maintien de ces groupes militants dans les établissements secondaires ne sauraient être expliqués sans faire l'hypothèse d'une plus grande sensibilité contestataire des lycéens due en particulier à l'effet d'offre des « idées gauchistes » postérieur à Mai 68. Le développement d'une telle sensibilité contestataire est probablement favorisée par les activités pédagogiques proposées par des professeurs alors moins exclusivement consacrés à la réalisation du programme ou à l'obtention du niveau nécessaire au maintien des investissement scolaires familiaux et plus disponibles pour le développement de « l'esprit critique » des élèves. L'orientation « à gauche » du corps professoral du secondaire[57] et la diffusion des modèles

55. Julien Dray, *SOS génération*, Paris, Ramsay, 1987, p. 170-171, italiques ajoutées. Julien Dray est ici soucieux de ne pas apparaître comme un militant professionnel qui débite son discours bien rôdé mais au contraire comme un amateur essentiellement mû par l'indignation que suscite la répression policière.

56. Julien Dray, *SOS génération*, *op. cit.*, p. 172.

57. Rechercher les causes de ce tropisme à gauche du corps des enseignants du secondaire constituerait sans doute une fort intéressante étude. Pour une analyse des frustrations structurelles du corps professoral dans une configuration ultérieure voir Stéphane Beaud et Florence Weber, « Des professeurs et leurs métiers face à la démocratisation des lycées », *Critiques sociales*, 3-4, novembre 1992, p. 59-119.

contestataires « soixante-huitard » vont fortement favoriser la constitution de groupes militants dans les lycées immédiatement après les événements de mai.

> « *Laurence Rossignol – Au Lycée on avait des profs qui étaient à la Ligue qui nous influençaient beaucoup, moi j'ai eu deux profs à la Ligue* [dans un lycée proche de Dijon], un en français et puis un en histoire-géo, qui par ailleurs étaient des profs extraordinaires, c'était d'excellents enseignants, c'était pas du tout des baba-cools de l'enseignement, c'était des profs à la fois rigoureux et trotskistes, alors en histoire c'était un bonheur, et en littérature aussi, donc c'était à la fois des gens qui étaient respectables en tant qu'enseignants avec le respect du travail et de la transmission du savoir, c'était pas seulement des profs qui étaient là pour l'épanouissement des lycéens. *En même temps c'était l'époque où dans les cours on discutait, je pense que c'était une période où l'esprit critique était nettement plus aiguisé et entretenu par les enseignants qu'il ne l'est aujourd'hui*. Alors c'est à leur contact que j'ai rejoint la Ligue, c'est eux qui m'ont ouvert cet horizon-là, c'est eux qui m'ont formée intellectuellement »[58].

> « *Harlem Désir* – Nous étions en terminale en philo *avec des profs plus ou moins marxistes* »[59].

> « *Julien Dray* – [...] Pour être honnête je dois dire que notre évolution [politique vers le trotskisme] ne s'est pas opérée toute seule. *Nous avions découvert que notre prof de français, l'année précédente, militait à la Ligue communiste* : nous l'avions croisée sur un marché de Noisy, vendant *Rouge*, l'hebdomadaire de la Ligue. La discussion s'était engagée avec elle. Nous étions tiraillés : le PCF représentait la grosse machine, les travailleurs, l'efficacité. Les anarchistes, d'accord, mais ils semblaient trop parfaits et pas concrets du tout. En revanche, les trotskistes... Peu nombreux mais l'avenir avec eux. En tout cas les plus cohérents, les plus battants, avec un discours motivant, déterminé »[60].

Etant parvenus à mettre leur lycée en grève et à discréditer leurs concurrents politiques, Julien Dray et ses camarades se voient encouragés à poursuivre leurs activités militantes. Connus de tous dans l'établissement, devenus une « sorte de direction politique du lycée », ils retirent de leur pratique politique un grand prestige qui ne se limite sans doute pas aux autres élèves puisque les professeurs et même l'administration du lycée ne semblent pas vraiment opposés à leur action. Les autorités du lycée semblent ainsi amenées à se montrer conciliantes avec les animateurs de mouvements politiques qui apparaissent alors capables d'entrainer une future mobilisation de l'ensemble des élèves de l'établissement. Le proviseur du lycée de Julien Dray qui appartient à la FEN et certains des professeurs de Laurence Rossignol, d'Harlem Désir ou de Julien Dray qui semblent eux-mêmes avoir une activité militante paraissent ainsi éprouver une certaine bienveillance à l'égard de ces jeunes activistes. Le militantisme des lycéens les plus actifs, dans une configuration sociale où l'action politique apparaît légitime, en particulier celle des jeunes, semble donc bénéficier sinon de l'approbation générale des acteurs du secteur

58. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998, italiques ajoutées.
59. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992, italiques ajoutées.
60. Julien Dray, *SOS génération*, *op. cit.*, p. 168-169, italiques ajoutées.

scolaire, en tout cas de la bienveillance amusée que les adultes – et surtout les professeurs – peuvent éprouver à l'égard de jeunes en qui il leur plait de se reconnaître.

« *Julien Dray* – Mon cercle, par exemple, avait acheté des kilos de bonbons auxquels on avait joint des slogans : “ Vive la juste cause du peuple vietnamien ”, “ Viêt-nam vaincra ”, etc. Un jour à 10 heures, on a jeté nos bonbons avec nos mots d'ordre aux lycéens. On a remporté un de ces succès ! Les cinquièmes et les sixièmes nous couraient après. Des bonbons ! À la cantine, ils criaient “ Viêt-nam vaincra ! ”. Le proviseur nous a convoqué l'après-midi et nous a fait la morale. “ Croyez-vous que ce que vous avez fait sert à quelque chose ? ” On a aussi inventé la manif motorisée, le 19 avril 1972. On avait décoré nos mobylettes avec des drapeaux. Imaginez la scène, les rues de Bondy, de Noisy-le-Sec, presque désertes, et l'arrivée soudaine de cent cinquante lycéens, fanions au vent, certains la tête coiffée d'un chapeau à la vietnamienne. Les passants croyaient que c'était le carnaval. Aucun n'aurait été capable de reconnaître les emblèmes viêts »[61].

« *Didier François* – Le militantisme à la Ligue, c'est une vision, une tentative de comprendre le monde de manière globale : les rapports sexuels, la libération des femmes, l'avortement, la contraception, le Tiers-Monde, la répartition inégale des richesses, les camps staliniens, avec des revues théoriques sur le cinéma, les arts. Enfin, c'était la vie normale d'un jeune de cet âge-là, à cette époque-là. Plus la lutte après 68, les idéaux, mai 68 répétition générale, la Révolution est pour bientôt **:** regardez partout nos camarades se lèvent, au Viêt-nam, en Amérique Latine, en Afrique. C'était génial, je ne regrette rien du tout de cette époque-là. C'était génial, c'était une période, c'était une époque, ça nous permettait de réfléchir, de vivre, de manière totalement intense. On vivait 23 heures sur 24 et on dormait une heure. On lisait, on réfléchissait, on discutait, on avait des écoles de formation, on s'agitait, on faisait plein de trucs, c'était vraiment très vivant, c'était très bien »[62].

« *Pierre Raiman* – Moi, j’ai travaillé pendant de nombreuses années au service d’ordre à la Ligue communiste qui était un truc sympa...Ça c’était une façon d’exister dans la Ligue communiste, faire des coups contre les groupes d’extrême droite, on foutait le feu à des représentations diplomatiques de pays qui étaient des dictatures, on occupait des trucs symboliques. Je peux faire un tour total de tous les endroits dans Paris où on a fait des coups un peu comme ça pour la Ligue communiste. On avait suspendu un drapeau nazi sur l’ambassade du Chili juste après le coup d’Etat de Pinochet, on s’était introduit par les toits. Des tas de trucs comme ça, je peux vous en citer cinquante, ça c’était une façon de vivre... Le SO c’est une organisation dans l’organisation qui se réunissait toutes les semaines. Il y avait une direction qui s’appelait la CTS, la Commission des travailleurs syndiqués au nom du peuple, c’était sept ou huit personnes qui étaient nommées par le Comité central et qui choisissaient eux, ensuite, des chefs de groupes... À un moment donné, il y a eu quarante groupes, c’est-à-dire que le SO à Paris pouvait mobiliser 500 ou 600 personnes, par la suite un peu moins parce qu’il y avait une vingtaine de groupes. Moi, j’étais chef de groupe et les chefs de groupe se réunissaient avec la Commission de direction et planifiaient les opérations sur les quinze jours à venir, c’était alors des repérages de bâtiments qu’on allait occuper ou sur lesquels on allait foutre le feu, c’était des trucs classiques, mais foutre le feu... Il y avait un leader dans chaque groupe qui avait des responsabilités pour des opérations spéciales, il y avait des groupes qui étaient responsables pour des opérations de castagnes très violentes avec des mecs hyper

61. Julien Dray, *SOS génération*, *op*. *cit*., p. 174. On relèvera que Julien Dray semble avoir une mémoire exacte et précise de la date et du déroulement de cette manifestation, mémoire dont on ne fait souvent preuve que dans les circonstances qu'on ressent comme particulièrement exaltantes et accomplies.

62. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992. Il est évident que les acteurs sont d'autant plus disposés à regretter leur passé qu'ils l'ont vécu à travers les valeurs qui était les leurs et qu'ils goûtent moins les attitudes et les dispositions des générations suivantes.

balaises, etc., et moi j'étais dans un groupe qui était responsable des cocktails molotovs. Donc, je connaissais tout sur les cocktails molotovs, et on en fabriquait des quantités infernales qui étaient stockées dans des caves à différents endroits à Paris. L'autre jour je suis passé devant - les lignes aériennes, je crois que c'était les lignes aériennes de l'Iran à l'époque du Shah sur les Champs-Elysées qui avait exécuté je ne sais plus trop quel militant en 78, donc en 78-79, le truc classique, c'est qu'on arrivait, il y avait d'autres personnes qui cassaient la vitrine à coup de masse, et puis nous on balançait peut-être sept ou huit cocktails molotovs dedans et on bombait " le Shah assassin " et on se barrait avant que les flics n'arrivent. C'était vraiment classique, on faisait des tas de trucs comme ça. Vous pouviez avoir une ou deux manifs à encadrer par semaine, mettons une par semaine, il y avait bien un meeting dont il fallait faire la protection. Il y avait au moins une fois toutes les semaines, il y avait des trucs à protéger contre l'extrême droite, des coups de poing à faire, il y avait une guéguerre permanente avec Ordre Nouveau, il y avait une bagarre par quinzaine. En général, c'est la Ligue qui avait le dessus. En règle générale, parce que le service d'ordre était plus nombreux, plus massif on va dire, le problème, c'est que Ordre Nouveau attaquait les vendeurs de *Rouge*, et donc l'idée c'est d'arriver à protéger les vendeurs de *Rouge*, et si possible de choper les gars d'Ordre Nouveau et de leur flanquer une leçon. Alors ça c'était des trucs très fréquents. En plus il y avait tout ce qui était repérage. Alors les repérages, parce qu'il y avait une action qui avait été décidée **:** la distance par rapport au métro, le temps que mettraient les flics pour arriver, le nombre de personnes nécessaires pour faire l'opération, le ceci, le cela, l'heure probable, etc., et puis en plus, on multipliait les objectifs, y compris sur des choses sur lesquelles on avait rien à faire, mais on voulait avoir sur une base de données, les objectifs possibles. Le service d'ordre, ça pouvait nous occuper à mi-temps, quoi, c'était vraiment un truc qui prenait du temps. Mais c'était tellement exaltant le service d'ordre que après, tout d'un coup, ça devenait un peu plus chiant, les mecs, ça les emmerdait, mais jusqu'en 80, c'était sympa, le service d'ordre avec les mecs, on s'éclatait... Et d'un certain point de vue, à SOS-Racisme j'avais retrouvé un truc comme ça, et là à une échelle de masse puisque c'était de masse avec SOS Racisme »[63].

Plus jeune que Julien Dray et plus tardivement engagé que Didier François, Harlem Désir vient à la politique dans la configuration scolaire et politique de la fin des années soixante-dix. Bien que rétrospectivement il soit devenu fréquent de voir l'engagement militant en déclin dès 1975, celui-ci reste relatif et touche probablement dans une moindre mesure les principaux collèges et lycées urbains. Dans les établissements de la région parisienne, le militantisme demeure valorisé même si le nombre des lycéens engagés et organisés à l'intérieur des lycées est sans doute plus faible qu'auparavant. En outre, si l'engagement militant dans une organisation d'extrême gauche est probablement en recul du fait de la difficulté de maintenir durablement des noyaux militants au sein d'établissements dans lesquels les élèves ne restent pas plus de trois ans, l'attrait des postures contestataires, notamment face à l'administration persiste durablement chez les lycéens. Les attitudes de contestation, en particulier celles menées sur un mode ludique, demeurent largement partagées ou soutenues par les lycéens, y compris ceux qui n'appartiennent pas à une organisation politique.

Laurence Rossignol – Dans mon lycée, comme les militants avaient en même temps une pratique un peu syndicale, on était aussi appréciés. C'était quand même une période, les

63. Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.

années 75-76 où dans les lycées il y avait encore des combats sur les droits des lycéens qui étaient importants. C'était pas la liberté absolue dans les lycées, donc il y avait en même temps des combats sur les droits des lycéens et ces combats-là c'est les militants qui les menaient, donc on était vus comme étant dans un monde un peu à part, avec Lutte Ouvrière à s'engueuler sur des trucs auxquels personne ne comprenait rien, personne ne comprenait rien à ce pour quoi on s'engueulait, ceci dit on était quand même utiles parce qu'on avait une pratique de type syndical en même temps dans le lycée, donc on était plutôt bien perçus »[64].

« *Harlem Désir* – Le gros truc qu'on a fait, on devait être en première ou en terminale, c'est l'organisation d'une sorte d'opération happening. On avait choisi une date, je crois que c'était le 7 avril et on s'est mis, un mois avant, à placarder le lycée d'affiches[65]. On avait conquis de fait le droit de s'exprimer librement, ç'avait été une conquête spontanée, comme ça, de toutes nos agitations. Donc on avait des tas d'endroits où l'on avait l'habitude de mettre des panneaux, il y avait des gens, de temps en temps, qui lançaient un journal, alors ça commençait par un dazibao, on écrivait des articles, des poèmes, après ça devenait un petit journal ronéoté dont on tirait deux numéros. On avait décidé d'annoncer que le 7 avril il allait se passer quelque chose ; évidemment sans dire de quoi il s'agissait. Il y avait des affiches sibyllines comme ça, c'était une sorte de *teasing* comme on dit maintenant en pub, avant l'heure. Ce n'était même pas encore utilisé dans la publicité. Et du coup la sauce a pris, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure les gens se sont dit tiens le 7 avril qu'est-ce qu'on fait ? Qui a lancé cette idée ? Comme ce lycée a 2000 élèves, tout le monde se connaît, très vite *on savait qui était dans le coup et c'était un peu toujours les mêmes*. Moi je faisais beaucoup de musique, on était un petit groupe de gens, ce qui nous liait surtout c'est que nous étions passionnés de pop music. Alors les autres élèves se disaient, ils vont organiser un concert et puis au fur et à mesure ça a tellement marché que l'administration elle-même a été obligée de réagir et la semaine d'avant a fait passer une circulaire chez les profs qui l'ont lue devant les élèves en disant le 7 avril il ne se passe rien. Alors évidemment à ce moment-là on avait gagné puisque c'était eux-mêmes finalement qui annonçaient l'événement. Et ce jour-là, il s'est passé des tas de trucs complètements loufoques ; on avait été cherché des kilos d'emballages de téléviseurs, des cartons avec lesquels on voulait construire des espèces de maisons à l'intérieur du lycée, ça nous venait aussi du fait qu'on était un certain nombre à faire de l'animation – on venait de passer notre BAFA – alors les méthodes d'animation qui étaient en vogue à l'époque c'était tout ce qui était dérivé des terrains d'aventure donc c'était la pédagogie du déséquilibre ; il fallait quasiment essayer de reconstituer des terrains vagues pour que les enfants soient dans des milieux en déséquilibre pour qu'ils découvrent toutes les potentialités de leur intervention dans ces milieux. Alors on avait acheté des rouleaux de papier énormes qu'on avait tendus sur des murs entiers, il y avait des matchs de foot dans la cour, il y avait du théâtre, de l'expression libre, il y avait une boum permanente à un étage en dessous, etc. Et puis avec nos copains des Verts et donc ce copain qui était à la LCR – et en hypokhâgne, donc ça devait être l'année où j'étais en terminale on avait décidé d'organiser quand même quelques débats politiques, en invitant en particulier des militants de la fac de Tolbiac qui est juste à côté. [...] Nous on était des agitateurs au petit pied, sans doctrine, simplement qui aimions bien faire un peu de désordre dans notre bahut, c'est-à-dire, c'était un lycée en plus un peu archaïque qui avait été un lycée de filles. La première année où je suis arrivé, on voulait nous faire porter des blouses donc *c'était une révolte anti-autoritarisme nous qu'on avait fait*, totalement primaire. Et *on avait envie de franchir un pas supplémentaire, c'est pour ça qu'on avait invité des militants politiques* »[66].

64. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
65. On remarquera là aussi que plus de quinze ans après, Harlem Désir se souvient (ou croit se souvenir) de la date exacte de l'événement. Les principales actions du militant restent comme des « coup d'éclats », susceptibles d'être ultérieurement racontés et toujours associés à des souvenirs très positifs, souvent bien au-delà de leur contenu politique réel.
66. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992, italiques ajoutées.

Généralement associée à de bons souvenirs et à des actions ludiques – il s'agit là il est vrai d'évocations du militantisme réalisées plusieurs années après dans un contexte d'interview sans doute favorable à la remémoration émue des aspects les plus agréables du passé – l'action politique apparaît comme une activité que les lycéens les plus « en vue » du lycée peuvent adopter en renforçant leur position sociale. Dans le lycée d'Harlem Désir ce sont en effet toujours « un peu les mêmes lycéens » qui font parler d'eux – généralement des garçons[67] – soit en faisant de la « pop music » soit en étant les « meneurs » d'activités contestataires[68].

Alors que les postures adoptées par Harlem Désir dans son lycée peuvent sembler proches de la « contre-culture », il semble plutôt attiré par les groupes d'extrême gauche. Les répertoires argumentatifs de la « contre-culture » et du « marxisme » parfois considérés comme relevant de logiques sociales distinctes – Gérard Mauger analyse la contre-culture comme un moyen pour certains acteurs de s'éloigner du marxisme tout en restant « de gauche » – sont ici conciliés sur un mode pratique pour constituer le support de postures critiques[69]. Mais si le discours contre-culturel a constitué la stratégie rhétorique spécifique de certains acteurs militants de mai 68 que les contraintes du reclassement soumettaient aux nécessités contradictoires de l'abjuration publique du gauchisme et du maintien de l'identité oppositionnelle « de gauche », il est évident que les jeunes militants lycéens vont en faire un usage tout différent. Vus depuis le lycée, la « contre-culture » et le « marxisme » appartiennent à la même culture critique et il existe une continuité entre les postures contre-culturelles et le militantisme d'extrême gauche, les premières pouvant être réinvesties au sein d'une formation politique présente dans l'établissement. Malgré le déclin relatif du « marxisme intellectuel » à partir de 1974 et celui de la présence de militants d'extrême gauche dans les lycées, les groupes gauchistes et les thématiques marxistes gardent une forte capacité d'attraction au moins jusqu'en 1981. L'expression des postures contestataires dans le langage du « marxisme » dans les milieux militants scolaires apparaît d'autant plus naturelle que le Parti socialiste maintient une mise en forme partiellement marxiste de son offre politique jusqu'en 1981.

L'action politique constitue l'un des styles de vie alors disponibles pour les lycéens et les étudiants. Dans ce cas, les liens sociaux établis à partir des activités politiques constituent

67. La prépondérance des garçons parmi les militants gauchistes constitue un indicateur supplémentaire de l'importance des logiques de prestige – auxquelles, par éducation, le sexe masculin est plus sensible – qui sont au principe de l'engagement dans des groupes radicaux.
68. On pourrait sans doute faire un lien entre les pratiques musicales alors majoritaires des « jeunes » (la « pop-music ») généralement critiquées par les « adultes » et la propension à adopter des postures contestataires au lycée. Le contenu politique des chansons de « pop-music » est alors souvent dénoncé par les secteurs les plus « conservateurs » du champ culturel. Les usages sociaux qui sont faits de la musique « pop » dans les années soixante-dix participent à l'établissement de l'image d'une jeunesse contestataire.

souvent le principal cadre de sociabilité des militants. Si l'activisme politique est intensif, comme c'est généralement le cas dans des organisations comme la LCR et l'Unef-id auxquelles ont appartenu les fondateurs de SOS, le cercle de sociabilité tend à se limiter aux personnes fréquentées au cours des activités politiques. Lorsque les pratiques militantes apparaissent valorisées, le milieu militant demeure suffisamment large et ouvert, l'engagement ne contribuant pas à contracter le cercle de sociabilité des militants. Au contraire, l'affaiblissement de la popularité des activités politiques à partir du milieu des années soixante-dix et surtout à partir de 1981, tend à réduire les réseaux de fréquentation des militants aux autres activistes. Le degré d'endogamie existant au sein des organisations peut constituer un indicateur de l'intensité de l'activisme politique qui ne laisse pas aux militants la possibilité de trouver un partenaire affectif externe et du niveau de repli des militants sur les réseaux de sociabilité issus des activités politiques. Harlem Désir, Laurence Rossignol, Julien Dray, Didier François, Éric Montès, Bernard Pignerol, Isabelle Thomas parmi les fondateurs de SOS, Pierre Raiman, Kaïssa Titous, Malik Lounès, Malek Boutih, Delphine Batho,Yann Galut, Carine Seiler parmi les personnes qui rejoignent SOS-Racisme ultérieurement, ont trouvé leur conjoint parmi les militants de l'Unef-Id, de SOS-Racisme ou du Parti socialiste.

> « Q – Est-ce que votre conjoint est militant ?
> *Laurence Rossignol* – Oui, au PS
> Q – Vous l'avez rencontré au cours de votre activité militante ?
> R – Je l'ai rencontré au PS c'est vrai, lui il fait partie de la bande de Marie-Noëlle Lienneman »[70].

L'activité militante intensive constitue donc pour ceux qui l'exercent un mode de vie particulier qui tend à englober l'ensemble de leurs activités scolaires, de leurs loisirs et même de leur vie amoureuse. Abandonner le militantisme a alors pour conséquence une rupture non seulement avec l'ensemble des réseaux d'amitié et avec le cercle des connaissances sociales du partant mais aussi avec la principale source d'activités et de gratification sociale. Cette rupture sera d'autant plus douloureuse que les militants seront restés plus longtemps dans l'organisation et auront appris à aimer les satisfactions offertes par l'activité politique[71].

La durée de l'engagement militant de Julien Dray et des fondateurs de SOS-Racisme doit être considérée comme un indicateur des rapports pratiques qu'ils entretiennent avec l'action

---

69. Voir Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la “ génération de Mai 68 ” », *art. cit*.
70. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
71. Lorsque les organisations proches du Parti communiste pouvaient couvrir tous les secteurs de la vie quotidienne de leurs membres ceux-ci éprouvaient une certaine difficulté à quitter un milieu militant au sein duquel se déroulaient l'ensemble de leur relations sociales : rompre avec le Parti c'était rompre avec tous ses amis et

politique. Les pratiques militantes constituent pour eux non pas un travail contraignant mais un espace social dans lequel leur activité et leur savoir-faire propres sont valorisés. Dans cette perspective, l'activisme politique constitue pour eux un mode de vie particulier avec lequel ils ont du mal à rompre. Le maintien de l'activité syndicale étudiante de Julien Dray et des étudiants de la PLUS entre 1981 et 1984 peut être en partie expliqué par la difficulté qu'ils ont d'abandonner les investissements militants qui leur permettent de se trouver sur le devant de la scène sociale de l'université. On peut alors faire l'ypothèse que la fondation de SOS-Racisme représentera également pour Julien Dray et le groupe Questions socialistes[72] un moyen de maintenir leur style de vie militant.

C) Un groupe investi dans le secteur militant de l'université

Alors qu'entre 1974 et 1978, une grande partie des acteurs historiques de mai 68 rompt avec le « gauchisme » voire avec « la gauche », comment expliquer que beaucoup de jeunes militants – et en particulier les fondateurs de SOS-Racisme jusqu'à l'adhésion de Julien Dray au Parti socialiste en 1981 – continuent de s'engager dans les groupes militants d'extrême gauche ? Comment expliquer en outre qu'après leur adhésion au PS en 1981, Julien Dray et ses amis puissent demeurer attachés à une rhétorique marxiste alors même que les principaux dirigeants du parti abandonnent simultanément les mises en forme les plus radicales de leur ancienne offre politique oppositionnelle ?

1) Un milieu favorisant les engagements politiques radicaux

Gérard Mauger analyse l'évolution idéologique de certains des militants de mai qui mène du gauchisme à la « contre-culture » et de celle-ci au « libéralisme » comme un processus de reclassement individuel qui permet aux anciens militants et individus impliqués dans le mouvement « gauchiste » d'évoluer progressivement vers une moins grande radicalité idéologique en fonction des positions professionnelles qu'ils parviennent progressivement à

connaissances, voir Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

72. Questions socialistes était le groupe politique qu'avaient formé Julien Dray et les quelques militants qui avaient quitté la LCR en même temps que lui. Voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.*, p. 114-115.

occuper[73]. Gérard Mauger distingue un continuum de positions idéologiques allant du « conservatisme gauchiste », aux « perpétuels convertis au " dernier cri de la doxa intellectuelle " en passant par les " fixations au stade de la contre-culture " ». Il semble en effet vraisemblable que la sensibilité aux inflexions des modes idéologiques dépend de la réussite sociale différentielle des membres de la génération de 68. De telles trajectoires idéologiques concernent des individus dont le niveau de ressources permet les reclassements quand il ne les suscite pas **:** les positions intellectuelles ou sociales et le capital de relations acquis en cherchant à diffuser les postures « gauchistes » servant ensuite de ressources pour le reclassement professionnel qui induit un reclassement idéologique[74]. On peut également soutenir que le travail de reclassement et la recherche de positions hiérarchiques supposent le retrait du militantisme et la réorientation des investissements personnels dans les activités professionnelles. Cependant, comment comprendre qu'au moment même où les principales figures de la « génération de mai 68 » opèrent un reclassement idéologique progressif, la génération suivante des jeunes militants qui n'a pas connu Mai 68 demeure très radicale et que la quasi-totalité des mouvements militants dans les lycées et les universités demeure des mouvements d'extrême gauche ?

> Q – On dit que cette période-là c'est celle du déclin du gauchisme en 76-77, est-ce que vous le ressentiez comme ça ou pas du tout ?
> *Laurence Rossignol* – Non, non, on ne le ressentait pas comme ça. Oui avec le recul effectivement ça préfigure le déclin du gauchisme *sauf que c'était encore les gauchistes qui tenaient le pavé dans les universités, on se partageait le monde entre l'OCI et la Ligue et puis d'un autre côté le PC. Du côté du PC*, il y avait l'UNEF-renouveau, et de notre côté c'était la Ligue et l'OCI. Tout ce qui se passait était loin des organisations politiques traditionnelles, moi je me souviens, j'étais aux pétroleuses, j'était au MLF, tout ça c'était le monde des gauchistes. On

73. Voir Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la " génération de Mai 68 " », *art. cit*. et Fosse-Poliak (C.) et Mauger (G.), « " Choix " politiques et " choix " de recherches, Essai d'auto-socio-analyse (1973-84) », *Cahier « jeunesses et Société »*, n° 3-4-5, p. 27-121. Voir aussi Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, novembre 1978, p. 2-22 et Bernard Lacroix, « Les jeunes et l'utopie. Transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 68 », in *Mélanges offert au professeur J. Ellul*, Paris, Puf, 1983

74. Il faudrait cependant analyser les « effets de banc » que suscitent les variations de la rentabilité sociale des opinions politiques. Ainsi, Yves Montand et Michel Foucault, (pour prendre des exemples connus) dont la position sociale établie de longue date n'est pas soumise aux variations des reclassements de la génération 68 ont pourtant été sujets aux mêmes évolutions idéologiques « générationelles » que les acteurs de Mai. Yves Montand passant du compagnonnage avec le PC, à la gauche antigiscardienne, puis à l'anticommunisme antitotalitaire avant de se convertir au néo-libéralisme. Michel Foucault évoluant du non-engagement intellectuel avant 1968 à l'engagement gauchiste et au compagnonnage avec la Gauche Prolétarienne puis à la contre-culture anti-autoritaire, et enfin à l'anticommunisme antitotalitaire. La fluctuation des engagements et des discours qu'il est possible de tenir s'impose donc en partie aux acteurs quelles que soient leurs contraintes de reclassement ou la stabilité apparente de leur statut social. La pression que l'espace journalistique et la résultante des jugements qui peuvent être légitimement tenus à un moment donné font peser sur les acteurs les plus en vue – mais qui sont aussi pour cette raison ceux dont la position est structurellement la plus exposée aux changements des modes intellectuelles et politiques – semble déterminante pour l'analyse de ces trajectoires de « perpétuels convertis au " dernier cri de la doxa intellectuelle " ». Voir Louis Pinto, « Les armes de la théorie. Les intellectuels mobilisés de 1968 », *Scalpel*, n° 4, octobre 1998.

n'y trouvait pas beaucoup de socialistes. Les socialistes étaient dans *Choisir*, des choses de dames hein (rires). Le mouvement *Choisir* c'était bien mais c'était un truc de dames. Ça décoiffait pas tout à fait autant qu'on a envie que ça décoiffe quand on a vingt ans ou 17 ans et qu'on livre la bataille sur l'IVG. C'était beaucoup plus rigolo d'être gauchiste. *Le PS, c'est pas qu'on avait quelque chose contre, moi j'avais rien contre, mais c'était pas rigolo* (rire) *ce n'était pas là que ça se passait*. Enfin, c'était en réalité là que ça se passait. La vrai réalité, c'est que c'était là que ça se passait. Des gens comme Julien ou moi, je ne vais pas dire qu'on regrette, mais *si on était rentré au PS en 77, ça aurait vraisemblablement changé beaucoup de choses dans la façon dont on a fait de la politique, et nos destins individuels*. Donc c'était en réalité là que ça se passait mais dans la vraie vie c'était pas là que ça se passait quoi (rire) »[75].

Pierre Raiman – Oui, quand j'étais lycéen à la Ligue communiste ou même étudiant en 76, je n'avais pas l'impression d'être dans un ghetto. J'avais l'impression, au contraire, j'étais un peu comme un poisson dans l'eau. Mais à la Ligue communiste, on avait coutume de dire après coup, que les choses ont changé en 78 avec le Programme commun. L'influence du Programme commun, ça a mis du temps à se ressentir. Ça s'est ressenti à partir de 76-77, inadaptation, Programme commun. Parce que à ce moment-là, la gauche classique a représenté une alternative réelle qui a immédiatement marginalisé à des degrés divers l'extrême gauche. Là, juste auparavant, il y avait cet Etat gaulliste, pesant, giscardien après, qui était là, et qui était inamovible, donc à la limite, la Ligue communiste avec sa radicalité, ses intellectuels, ce côté intelligent, etc. c'était une forme d'opposition radicale à cet Etat »[76].

Au moins jusqu'en 1981, l'extrême gauche reste plus attirante pour les militants lycéens ou étudiants que le Parti socialiste qui connaît alors pourtant une forte progression de ses effectifs et de son influence dans le milieu politique « adulte »[77]. L'Unef-id demeurera jusqu'en 1986 dominée par les étudiants trotskistes du PCI face à la minorité de la LCR et au petit groupe socialiste animé à partir de 1982 par Julien Dray. Les militants socialistes sont alors très peu nombreux à l'université, ne disposent pas d'une organisation structurée présente dans chaque ville universitaire et ne constituent pas un pôle d'attraction réel. Au moment où les fondateurs de SOS-Racisme font leurs études, les organisations d'extrême gauche et les Jeunesses communistes sont hégémoniques dans le champ militant étudiant.

L'impression de recul et de déclin des mouvements gauchistes à partir de 1975 s'est ultérieurement imposée parce que la période antérieure avait connu un niveau d'activité de ces mouvements historiquement élevé et que la plupart des observateurs avaient étalonné leur perception des mouvements d'extrême gauche sur les effectifs qui étaient les leurs entre 1968 et 1973. En outre le déclin de l'ensemble du militantisme « de gauche » à partir de 1981 – pour des raisons probablement partiellement différentes – a pu faire percevoir la période 1973-1985

75. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. Italiques ajoutées.
76. Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.
77. Le Parti socialiste voit entre 1971 et 1981 ses effectifs augmenter considérablement puisqu'ils passent de 70.000 en 1970 avant le congrès d'Epinay à 180.000 en 1978 puis à 196.000 en 1981. Il s'agit là des chiffres officiels cité *in* Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992, p. 361. Même si on peut supposer qu'ils sont exagérés en valeur absolue, il est possible de penser qu'ils indiquent néanmoins une tendance haussière.

comme un processus continu de décroissance de la participation aux mouvements politiques au cours duquel la période 74-81 ne constituerait qu'une étape du procès de déclin. Si cette perception s'est imposée, c'est aussi parce que certains des acteurs les plus connus des mouvements d'extrême gauche dans l'immédiat après-mai – qui disposent d'une sorte d'expertise légitime sur l'interprétation des « événements » et du gauchisme – vont quitter ces mouvements et ainsi imposer spontanément leur propre vision de l'échec et du recul de la gauche radicale[78]. Cette impression de déclin est ainsi confortée par le spectacle de la reconversion idéologique de certaines des principales figures du mouvement de Mai ou de l'immédiat après-Mai que leur célébrité et leur engagement dans le champ intellectuel ou journalistique vont contraindre à justifier publiquement leurs évolutions idéologiques successives selon la double contrainte de l'abjuration publique des erreurs du passé et du maintien du capital de notoriété et d'expertise politique acquis[79].

> Après les grèves étudiantes et lycéenne de 1976 la constitution du Mouvement d'action syndicale (MAS) où se côtoient entre autres des militants du Parti socialiste, du PSU et de la LCR, manifeste le dynamisme des mouvements militants dans l'université. Voici ce qu'à la fin de 1978 Alain Touraine écrit sur les orientations idéologiques des militants syndicaux dans les universités : « La production idéologique du mouvement étudiant s'organise autour de deux versions du discours anticapitaliste. La version gauchiste dénonce l'université bourgeoise et appelle les étudiants à lutter contre un appareil idéologique d'Etat en se joignant à la lutte anticapitaliste ; la version de l'UNEF appelle la grande masse des étudiants à défendre leurs intérêts contre la politique gouvernementale en se joignant à l'Union du peuple de France contre les monopoles. Entre cette orientation anticapitaliste et cette stratégie antimonopoliste s'étend une zone où s'est installé le MAS, formé dans la chaleur de la grève, déséquilibré par l'entrée de la LCR dans ses rangs et dont l'unité se brise dès le printemps 1977. Mais les groupes d'intervention formés par les chercheurs ont montré la fragilité de ces idéologies. Au moment où se place la recherche, le “ gauchisme ” étudiant, affirmant l'inclusion entière de l'Université dans le système de domination économique est en recul et en crise. “ L'intérieur ” ne peut être réduit à “ l'extérieur ” ; L'Université n'est pas seulement une instance de domination idéologique au centre ou au sommet du système général de la domination capitaliste. Les problèmes culturels qui touchent plus directement les étudiants, ceux de l'enseignement et de la vie universitaire d'abord, ceux de la condition féminine aussi ne s'intègrent pas aisément dans la lutte anticapitaliste : l'université est moins bourgeoise que mandarinale »[80]. Ce texte montre que le milieu militant dans les universités est encore en 1978 – et sans doute au moins jusqu'en 1981 – dominé par les communistes et les gauchistes. Le discours marxiste constitue donc alors le langage d'expression ordinaire de l'action militante étudiante. Mais il montre également que le commentateur n'est nullement impatienté par l'utilisation de la « vulgate marxiste » par les militants étudiants comme pourront l'être après 1983 les observateurs qui seront confrontés au « conservatisme gauchiste ». Si Alain Touraine pointe quelques insuffisances et contradictions des propos tenus par les militants étudiants, insistant notamment sur l'importance des

78. Cette hypothèse permet d'expliquer pourquoi ce sentiment de déclin des mouvements d'extrême gauche ne correspond pas aux sentiments subjectifs des acteurs du milieu étudiant qui voient encore leurs organisations dominantes dans les univers sociaux dans lesquels ils sont insérés et les postures contestataires ou les idées « radicales » beaucoup plus répandues qu'elles ne pouvaient l'être avant 1968.

79. Voir Louis Pinto, *L'intelligence en action*..., *op. cit*.

80. Alain Touraine, François Dubet, Zsusza Hegedus, Michel Wieviorka, *Lutte étudiante*, Paris, Le Seuil, 1978, p. 357.

revendications féministes et des revendications qualitatives qu'ils devraient avoir face à « l'université mandarinale », il semble trouver leur langage parfaitement *naturel*.

Mais il est au contraire possible de considérer les années 1975-1981 comme une période d'engagement « gauchiste » historiquement élevé par rapport aux années 1982-1990 et même à la décennie 1958-1968. La « reconversion » idéologique des leaders de mai ne constituerait alors qu'un phénomène minoritaire touchant essentiellement les quelques personnalités les plus susceptibles de s'insérer dans les univers politiques adultes « modérés » qui les acceptent alors en leur imposant un taux de change des ressources acquises en 68 variable en fonction de la profondeur et la publicité de leur *aggiornamento* idéologique. La visibilité de ces personnalités nous conduiraient à surestimer leur représentativité vis-à-vis de l'ensemble de la génération influencée par mai 1968[81]. Pourtant il est vrai que les militants d'extrême gauche qui sortent du milieu étudiant sont confrontés à des situations professionnelles et à des configurations politiques « adultes » qui sont moins favorables au maintien des postures politiques radicales que l'espace idéologique propre à l'université. Il est ainsi nécessaire de comprendre les logiques pratiques qui vont favoriser les postures politiques radicales en milieu scolaire.

« *Harlem Désir* – Brice Lalonde est venu dans notre lycée. À l'époque, Brice Lalonde, c'était vraiment les Verts purs et durs. C'était juste avant les élections présidentielles de 81, il allait ensuite être candidat. Il y a eu des scènes assez incroyables, il y avait Brice Lalonde qui était en train d'expliquer que lui son combat c'était pour l'environnement, l'écologie etc. et puis en face de lui toute une bande d'étudiants d'extrême gauche, des autonomes de la fac de Tolbiac. Ils y étaient tous, il y avait des anars, des trotskistes de la LCR, de l'AJS etc. Ils étaient tous venus parce qu'ils savaient que ce lycée remuait de façon un peu bizarre et qu'il y avait sûrement là un public à récupérer et à encadrer. Et puis il y avait tout un tas d'étudiants, dont nous, qui étions *en terminale en philo avec des profs plus ou moins marxistes. Nous nous posions des questions sur le fait que l'écologie c'était sympathique mais bon, quand même, il y avait la lutte des classes*, *l'oppression des travailleurs, l'exploitation de l'homme par l'homme* et lui qui disait qu'il y avait déjà assez de monde qui s'occupait de cela et qu'il n'avait pas besoin de s'ajouter à ce que disait le PC, l'extrême gauche, toutes les bureaucraties syndicales. Alors il a manqué d'être lynché, il y a un moment où on a cru que Lalonde n'allait jamais ressortir du lycée, c'est un véritable guet-apens. Au milieu de cela les autonomes expliquaient qu'il fallait carrément faire de la récupération ouvrière, de l'auto-récupération, qu'il fallait voler les voitures dans la rue, qu'il ne fallait même pas adhérer à des organisations, que cela ne servait à rien, qu'il fallait tout casser tout de suite, tout brûler. Alors bon, c'était hallucinant pour nous, c'était une sorte d'initiation, *on était fasciné* par ces militants qui étaient un peu plus âgés en hypokhagne ou en fac »[82].

« *Harlem Désir* – Alors après quand je suis allé à la fac en 76, en fait je suis allé à Tolbiac parce

81. La génération qui fait son éducation politique dans les années soixante-dix est celle qui vote le plus durablement pour les candidats « de gauche » ; voir Vincent Drouin, *Enquêtes sur les générations et la politique 1958-1995*, Paris, L'Harmattan, 1995 et Nonna Mayer, « Pas de chrysanthèmes pour les variable sociologiques », in Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, Puf, 1986, p. 158.
82. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992, italiques ajoutées. La gourmandise avec laquelle Harlem Désir cite la diversité des mouvements « gauchistes » et de leurs oppositions laisse penser que cette multiplicité de mouvements, loin de nuire à la séduction qu'ils peuvent exercer en est un des principes d'engendrement.

que j'avais envie de faire de la philo et puis parce que *je voulais être dans cette espèce de fièvre politique que j'avais entr'aperçue à l'occasion de deux trois visites justement pendant cette année de terminale*, où il y avait des assemblées générales permanentes et des grèves à l'occasion de l'extradition de Klaus Croissant. Et puis j'ai donc rencontré en terminale un étudiant en hypokhagne, qui était à la LCR, qui s'appelle Rocky, Didier François de son vrai nom, qui est maintenant journaliste à Libération, et que j'avais trouvé particulièrement sympa. On s'est retrouvé ensemble à la fac, parce que lui a laissé tombé les classes prépas, s'est réinscrit en première année de philo. Moi, je n'ai pas adhéré à la LCR, mais j'ai adhéré au MAS. Ensuite j'ai milité de façon plus classique, d'abord au MAS, puis progressivement de façon plus politique aux JCR, mais sans jamais être à la LCR [...] J'ai hésité à rentrer à la LCR. J'avais peur de me retrouver trop tôt dans une organisation qui était très compliquée parce que dès qu'on rentrait il fallait être dans un courant [...]. J'ai été militant de l'Unef-id. Quand Julien, Rocky et tout ça sont rentrés au PS, moi je les ai suivis. J'ai surtout milité aux MJS. J'ai été m'occuper de l'AGE[83] de Créteil de l'Unef-id : Créteil, c'était les socialistes et à partir du moment où Julien était rentré au Parti Socialiste, Créteil c'était nous. Le groupe le plus militant, le plus implanté dans la fac c'était les anciens trotskistes qui étaient avec Julien et qui étaient passés au Parti Socialiste. Il y avait une tendance qui s'appelait la tendance PLUS, Pour L'Union Syndicale, et moi j'ai pris des responsabilités dans cette tendance de l'Unef et je me suis occupé donc j'étais le président de l'AGE de Paris XII, Créteil-St Maur et je suis rentré au Bureau National de l'Unef et au secrétariat du Bureau National. J'en étais là en 1984 quand on a décidé de faire autre chose, voilà »[84].

Placés dans un état de neutralisation relative des caractéristiques sociales que produit l'insertion dans l'espace scolaire et universitaire, les militants étudiants ne subissent pas les contraintes qu'imposent aux agents qui ont quitté l'espace scolaire les stratégies de reclassements idéologiques rendues nécessaires par l'obligation d'évoluer dans un espace professionnel et politique peu favorable aux postures radicales[85]. Les étudiants ayant commencé à militer après 68 sont donc plus susceptibles de se situer dans le « conservatisme gauchiste » que ceux de leurs prédécesseurs qui ont quitté le champ militant des universités. Alors que du fait de leur âge, beaucoup des anciens leaders de Mai 68 ont été, rapidement après le mouvement, confrontés aux nécessités du reclassement professionnel et idéologique

83. AGE : association générale des étudiants.

84. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992. Le « goût » pour l'extrême gauche que manifeste Harlem Désir est sans doute partagé par un certain nombre de lycéens à la fin des années soixante-dix, alors même que ces mouvements semblent en déclin. Il s'en faut alors de beaucoup que le début de la baisse d'audience des mouvements d'extrême gauche ait signifié la disparition totale de toute capacité d'attraction.

85. Les étudiants militants radicaux qui se trouvent embauchés à leur niveau de compétence – ou même à un niveau inférieur – sont souvent placés dans une position hiérarchique où ils doivent adapter leur discours idéologique et politique aux contraintes de leur pratique professionnelle. On pourrait voir dans les orientations politiques différentes des cadres du public et du privé (à milieu social d'origine et à niveau de compétence égaux) un indicateur de l'effet différentiel des conditions du reclassement professionnel en fonction des rapports hiérarchiques plus ou moins importants et objectivés existant dans les secteurs publics et privés. Ainsi, plus la position acquise comporterait de relations avec des subordonnés, plus les acteurs seraient portés à modifier leur attitudes politiques pour les rendre compatibles avec les obligations pratiques de leur nouvelle position sociale (ne serait-ce que pour justifier à leurs yeux et vis-à-vis des autres leur statut supérieur). Au contraire moins les acteurs seraient engagés dans des relations sociales hiérarchiques – la position d'enseignant, du primaire au supérieur, étant à cet égard idéale – moins ils seraient contraints à un travail d'adaptation des postures politiques acquises à l'université. Enfin il est probable qu'à ce processus s'ajoutent les effets de la répression proprement politique des attitudes radicales que permet la structure hiérarchique des entreprises.

qu'impliquait la sortie du milieu étudiant[86], les fondateurs de SOS-Racisme non seulement n'ont pas été soumis à ces contraintes mais ont été au contraire immergés durablement dans une configuration militante scolaire valorisant la radicalité politique. Finalement, c'est peut-être moins le milieu professionnel adulte et le travail de reclassement auquel il contraint les anciens militants qui suscitent leur reniement des rhétoriques radicales que le départ d'un milieu scolaire prescrivant le radicalisme des idées[87].

Dans les lycées et les universités on peut expliquer le maintien continu de la domination des mouvements d'extrême gauche entre 1968 et 1981 par le fait qu'ils possèdent depuis la fin des années soixante des organisations militantes bien implantées dont la simple reproduction et le prosélytisme assurent durablement la présence dans les facultés. Mais le tropisme gauchiste des militants étudiants a également pour origine la configuration militante concurrentielle ayant cours dans les établissements universitaires qui induit une course à la radicalité politique entre les différents mouvements partisans présents[88]. Contrairement aux formations politiques adultes qui se trouvent placées en position de devoir exercer des responsabilités soit au niveau gouvernemental, soit, comme le PS et le PC avant 1981, à un niveau local et qui sont de ce fait soumises à des contraintes de justification propres à l'exercice du pouvoir (il s'agit en particulier de justifier les échecs et l'écart entre les critiques formulées dans l'opposition et les résultats obtenus une fois aux affaires), les formations militantes étudiantes n'ont aucune contrainte de

86. Les principaux leaders de mai 68 comptaient parmi les étudiants les plus âgés puisqu'ils avaient souvent appartenu à la direction de UEC avant sa dissolution. Il n'est pas étonnant que les étudiants susceptibles d'être en position de « leaders » dans le mouvement aient été ceux les plus anciennement insérés dans les réseaux militants et sociaux des universités. Sur ce point voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.*, t. 1.

87. Pierre Turpin considère que « les origines estudiantines d'un nombre important de militants révolutionnaires français ont pour conséquence le développement d'un type d'organisation dans laquelle le débat théorique ou la dénonciation des tendances considérées comme révisionnistes est souvent privilégiée par rapport à la prise en considération des responsabilités historiques que les adhérents des partis concernés se sont eux-mêmes assignés ». En 1980, lors des meetings d'Alain Krivine pour la campagne présidentielle, Pierre Turpin estime que la composition sociale de l'assistance est différente de celle des meetings habituels de la LCR et que ce public différent a une incidence sur le contenu des débats : « La tournée de meetings d'Alain Krivine commença dès les dernières semaines de l'année 1980 [...]. La fréquentation de ceux-ci fut variable et souvent limitée à moins de 300 personnes. Il convient toutefois de signaler qu'indépendamment de l'audience relativement réduite de ces meetings, ceux et celles qui y participaient ne constituaient pas le public considéré comme traditionnel des rassemblements d'extrême gauche. Les étudiants activistes des années 1960 et 1970 commençaient à s'effacer devant une assistance dont l'âge moyen tendait à s'élever et dont la configuration sociologique se modifiait en faveur d'une participation plus importante et plus active des salariés. Cette transformation du public rassemblé par Alain Krivine avait pour corollaire une évolution de la teneur des discussions qui se déroulaient lors de ces rencontres. *Les polémiques complexes, dans lesquelles les dirigeants historiques de la LCR avaient forgé leurs premières armes au cours des houleuses assemblées générales d'étudiants, étaient peu à peu remplacées par des prises de parole rendant plus directement compte de la vie syndicale et politique quotidienne des salariés* » ; voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.*, respectivement p. 39 et 52, italiques ajoutées.

88. Le contenu idéologique plus radical des mouvements de jeunesse ne s'explique donc pas par des propriétés sociales liées à l'âge des militants mais dépend plutôt des contraintes structurelles généralement différentes qui s'exercent sur les partis « adultes » et les mouvements de jeunesse.

réalité qui puissent infléchir leurs stratégies rhétoriques[89]. Ce phénomène peut également être repéré dans le champ politique « adulte » : de 1958 à 1968 et plus encore entre 1968 et 1981, les répertoires argumentatifs « de gauche » se déploient librement selon les logiques de la concurrence entre le PS, le PC et, après 68, le PSU et les mouvements d'extrême gauche, en rencontrant de moins en moins la limite d'un exercice récent des responsabilités gouvernementales. Dans la mesure où les oppositions au gaullisme ou au giscardisme les plus virulentes se voient valorisées dans le champ de la gauche institutionnelle et *a fortiori* dans le secteur de la gauche universitaire après mai 68, chaque organisation militante a intérêt à apparaître plus radicale, plus « marxiste » et plus « antiautoritaire » que ses concurrentes[90].

> « *Laurence Rossignol* – Mon premier souvenir quand je suis arrivée à la fac en 76, dans un couloir, je croise un grand mec que je ne connaissais pas du tout, qui me dit : " camarade, explique toi sur le foquisme ", je me dis " qui c'est ce mec-là, je ne le connais pas, qu'est-ce qu'il me veut ? ". Il avait déjà repéré que j'étais une pabliste et il me sort " explique toi sur le foquisme ". Alors je me dis " le foquisme mais qu'est-ce que c'est ? Encore une attaque anti-homosexuels de la part des lambertistes (rire) ? Pédé comme un phoque, explique-toi sur le foquisme (rire) ! " je me suis dis " non c'est pas ça, non le foquisme ce sont les focos, la théorie de la guérilla d'Amérique centrale ". Voilà c'était ça les lambertistes : un peu terroristes. Moi, 18 ans, le foquisme, je n'avais rien à dire. Voilà la Ligue était quand même nettement moins terroriste »[91].

> « *Laurence Rossignol* – Je n'ai pas perçu tout l'enjeu du congrès d'Epinay, de ce que ça pouvait porter comme perspective de transformation sociale. En même temps moi je suis issue d'un milieu plutôt communiste et donc en rupture avec l'analyse de l'Union soviétique, donc j'étais plutôt naturellement trotskiste, ça correspondait assez naturellement à mon regard sur le monde. Mais surtout dans les facs en 76, dans les lycées et dans les facs en 76, ce qui faisait la vie politique c'étaient pas les militants du PS, c'étaient les militants d'extrême gauche, c'était quatre militants politisés et radicaux. Dans les années soixante-dix *il fallait plutôt être à l'extrême gauche qu'être au PS*. Bon, il y avait le PC. *Moi, les lycéens socialistes, je crois que je n'en ai pas connu, en revanche dans les lycées, il y avait Lutte Ouvrière, il y avait la Ligue, il y avait toute une série d'organisations d'extrême gauche mais il n'y avait pas de lycéens socialistes.* À la fac il n'y avait qu'un petit groupe d'étudiants socialistes, ça nous paraissait déjà être des gens très installés dans la vie, tout petits déjà, très installés dans la vie (rire) »[92].

---

89. Sur le rôle des oppositions entre les groupes politiques gauchistes dans la production d'une surenchère de rhétoriques radicales, voir Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme », *art. cit*. p. 218 : « La vulgate idéologico-politique [...] doit être analysée à la fois comme la vulgarisation de représentations savantes du monde social emprunté pour l'essentiel à la philosophie et pour partie aux sciences humaines [...], comme le produit de l'histoire relativement autonome des partis, groupes et sectes du sous-champ politique « de gauche » en France ».

90. Pour une analyse des phénomènes de concurrence entre organisations dans le processus d'engendrement de la violence politique voir Sydney Tarrow, *Democraty and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1989 et Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, New York, Cambridge University Press, 1995.

91. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. On aurait pu penser que des groupes politiques rivaux aient cherché à s'éviter. Il semble au contraire qu'au sein des universités les militants de tendances opposés aient établi plus de contacts qu'on aurait pu le supposer. On peut ainsi faire l'hypothèse que les tensions entre organisations concurrentes, loin de nuire à l'efficacité de l'action de chaque groupe, constituent un élément d'animation nécessaire à l'intérêt que les militants retirent de leur activisme.

92. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. Italiques ajoutées. Extrait partiellement reproduit page 650.

« Q – Et au niveau des effectifs, est-ce qu'il y avait encore de gros effectifs à la Ligue, dans les lycées et les universités ?
Laurence Rossignol – Il n'y avait pas de gros effectifs. Ils étaient en baisse, je pense, par rapport à ceux qui ont vécu les années 70-73. Jusqu'à la dissolution, il y a dû y avoir des effectifs plus importants. Mais à mon époque, les effectifs étaient quand même conséquents. Et au-delà il y avait des zones d'influence idéologique quand même, la Ligue était quand même implantée. Comme la Ligue, à la différence de l'OCI ou de Lutte ouvrière, était beaucoup plus ouverte sur les questions de société, puisqu'à la Ligue c'est là qu'il y avait les homosexuels, c'est là qu'il y avait les féministes. Moi je suis dijonnaise, il y avait des liens beaucoup plus grands avec LIP. Il y avait LIP à Besançon donc c'est tout près de Dijon. C'était la Ligue qui était à la jonction, la Ligue était idéologiquement proche du PSU par certains aspects, donc avait une zone d'influence intellectuelle qui allait au-delà de ses militants et la Ligue était en phase avec une série de mouvements de société, beaucoup plus que les autres organisations d'extrême gauche, donc en terme d'effectifs militants, c'est pas énorme, parce que c'était des groupuscules mais oui, on avait une zone d'influence qui passait par une série de structures autour »[93].

Si on fait l'hypothèse qu'une des raisons de l'engagement dans les mouvements politiques d'extrême gauche provient des profits symboliques que celui-ci peut procurer, on peut alors comprendre la course à la radicalité politique que se livrent les organisations de jeunes militants durant les années soixante-dix et les stratégies de rapprochement avec les ouvriers qui sont alors menées[94] : ceux qui montrent le plus de radicalisme et d'authenticité ouvrière apparaissent, au sein du sous-champ politique de l'université, comme les plus légitimes et les plus hauts placés dans la hiérarchie militante.[95]. Il faut donc voir dans le maintien de l'influence des organisations d'extrême gauche dans les universités l'effet conjoint de l'hégémonie locale des offres politiques radicales et de la structure de distribution du prestige militant chez des étudiants qui n'ont pas à se préoccuper de l'applicabilité ou de l'efficacité politique de leurs prises de position mais tendent au contraire à récompenser symboliquement les stratégies de radicalisme maximum. Dans une telle configuration, l'offre politique de la « gauche modérée » universitaire ne propose aux étudiants ni les profits symboliques de la radicalité ni des rétributions sociales suffisantes puisque les effectifs squelettiques des organisations étudiantes

93. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
94. Voir Gérard Mauger, « étudiants-ouvriers tous unis ! », in *Les Temps Modernes*, vol. 32, n °370, mai 1977, p. 1879-1897.
95. La surenchère ouvriériste de certains groupes marxistes et maoïstes peut s'expliquer par la logique propre des systèmes argumentatifs qui les justifient mais aussi par l'obligation concurrentielle dans laquelle ces groupes se trouvent placés de mettre en œuvre en partie leur programme d'action. Placés devant l'alternative du renoncement idéologique qui prend les allures de la trahison ou de la fuite en avant dans l'activisme, certains acteurs militants peuvent être dans l'obligation, pour ne pas « perdre la face » vis-à-vis de leur organisation (c'est-à-dire pour ne pas subir une perte de prestige militant irrémédiable), d'appliquer au moins en partie leur doctrine, même au détriment de leur trajectoire professionnelle. Voir l'exemple des « établis » ou des « communards » : Marnix Dressen, *Les étudiants à l'usine. Mobilisation et démobilisation de la gauche extraparlementaire en France dans les années 60-70, le cas des établis maoïstes*, Paris, Thèse d'Etat en sociologie, Institut d'Etudes politiques de

socialistes ne procurent que peu de positions de pouvoir et peu d'occasions d'être remarqué dans le PS. Le maintien du personnel politique de « la droite » au pouvoir et la configuration de concurrence entre les entreprises militantes radicales contribuent donc dans les universités à geler la situation idéologique du début des années soixante-dix ou en tout cas à ralentir l'évolution du sous-champ militant propre à l'université par rapport au champ politique « adulte ». L'analyse des logiques pratiques de la participation à des actions politiques à l'université doit donc nous amener à conclure que les conditions de la domination des mouvements étudiants d'extrême gauche vont perdurer au moins jusqu'en 1981.

Les cadres de pensée et d'interprétation des luttes politiques des fondateurs de SOS-Racisme ont donc été constitués au sein de mouvements marxistes radicaux et durant une période où l'intensité des affrontements droite-gauche contribuait à faire percevoir les adversaires politiques de façon très antagonique. Leur participation aux mouvements lycéens et étudiants antigouvernementaux des années soixante-dix, « l'affaire Guiot », les manifestations contre la loi Debré sur la suppression des sursis en 1973, les manifestations contre les réformes Haby en 1976 contribuent également à constituer leurs attitudes politiques.

> « *Harlem Désir* – Alors il y a eu quelques événements qui ont compté. Il y a eu des grèves lycéennes en 73 déjà, mais là j'étais encore au collège, mais je me souviens qu'il y avait eu des gens qui étaient venus nous faire débrayer. Ma première manif, c'était aux alentours de 73-74. On n'était pas un lycée très en pointe sur le plan politique c'était plutôt Rodin dans le 13ème qui était en pointe, Gabriel Fauré un peu aussi, enfin surtout Rodin. Les gens de Montaigne venaient chez nous de temps en temps. Ils venaient nous ramasser comme toujours dans les grèves : *les premiers bahuts qui partent ont intérêt à élargir le mouvement et puis c'est leur gloire d'aller entraîner les autres*. Donc on voyait arriver des cortèges de lycéens. On y allait parce qu'il fallait y aller, c'est la moindre des choses, on faisait comme tout le monde. Alors on faisait des AG. On se mettait en grève, mais on n'était pas les premiers. Ensuite ça marchait plutôt bien et alors, à ce moment-là, les gens comme moi qui étaient un peu des agitateurs spontanés non politiques on devenait des porte-parole de la grève, bon on s'adaptait au mouvement, mais on était inorganisés »[96].

> « *Didier François* – La direction de SOS, en tout cas pour ce qui est des cadres qui viennent des organisations politiques qui étaient les cadres militants les plus formés d'un point de vue théorique et du point de vue de l'action, *tu as des cadres qui sont formés dans tous les mouvements de jeunesse depuis les grèves lycéennes de 73*, les grèves générales de l'Education Nationale de 76, les interventions sur les étudiants étrangers de la Loi Bonnet, les créations d'organisations syndicales, de la réunification syndicale du mouvement étudiant, les actions sur les concerts qui commencent d'ailleurs dans les années 70 [...] »[97].

Paris, 1992 et Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire*, *op. cit*. Pour un témoignage Robert Linhart, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978.

96. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992, italiques ajoutées.

97. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.

Les mobilisations dans les établissements secondaires contre les projets de loi des différents gouvernements « de droite » sont souvent l'occasion pour les lycéens de participer à leur première manifestation et d'entrer en militantisme. Même dans les établissements qui n'apparaissent pas particulièrement combatifs ou « politisés » – notamment l'ancien lycée de filles Claude Monet dans lequel se trouve Harlem Désir et Didier François – l'humeur contestataire diffuse et l'orientation « à gauche » majoritaire contribuent à rendre les lycéens particulièrement disponibles pour participer à des mouvements de protestation. Le tropisme de gauche de la jeunesse jusqu'en 1981 est pour une part provoqué par la socialisation politique pratique induite par les mouvements de mobilisation contre le gouvernement « de droite » et par l'intense travail politique que ces mouvements suscitent. Tant que « la droite » est au pouvoir cette « socialisation politique » de la jeunesse s'effectue « à gauche » et les mouvements militants de jeunesse peuvent adopter une mise en forme très oppositionnelle et très « politique » de leur action sans que cela représente un handicap pour le succès des mouvements.

> « *Laurence Rossignol* – Nous, on vient d'une génération structurée par les organisations d'extrême gauche, par une série de grands mouvements. [Sous Giscard] globalement tous les ans il y avait un mouvement de jeunesse quelque part, un mouvement lycéen ou étudiant, qui structurait la jeunesse et puis donnait un cadre de réflexion et de mobilisation : la réforme Fontanet qui a été suivie par la réforme Haby, qui a elle-même été suivie par la réforme Saunié-Seité »[98].

La diffusion des répertoires argumentatifs radicaux et de représentations politiques « de gauche » dans la jeunesse scolarisée bénéficie, en même temps qu'elle les favorise, des mouvements de mobilisation consécutifs à Mai 68, pour une part impulsés par les organisations « gauchistes » présentes dans les sites d'enseignement[99]. Ainsi se constituent l'enracinement et l'identité politique « de gauche » de l'équipe fondatrice de SOS. Pour des militants façonnés par les mouvements lycéens et par l'appartenance à l'extrême gauche durant les années soixante-

98. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.

99. Dans un premier temps, mai 1981 ne représentera pas une rupture de cette ancrage de la jeunesse « à gauche » : « *Eric Montès* – Après 81, les jeunes sont arrivés, beaucoup aux jeunesses socialistes donc l'autre [Julien Dray] il en a fait rentrer beaucoup forcément à la fac. Le contexte était enthousiaste, on venait de battre la droite qui était là depuis 25 ans, on allait changer la vie, il y avait un gouvernement d'extrême gauche, par rapport à l'époque puisque c'était quand même Pierre Mauroy et les communistes au gouvernement : parce que même en 1945, il y a des communistes mais il y a la droite, là, ça s'arrêtait à radicaux de gauche. Donc c'était vachement enthousiasmant et dans cette ambiance celui qui venait et disait on va faire un syndicat de masse, qui va répondre aux revendications des étudiants, on sera dans toutes les facs, et d'ailleurs on va commencer en faisant une formation sur la révolution cubaine : bon, les mecs nous trouvaient super » ; Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992. Cependant, une fois que le nouveau gouvernement commencera à susciter une certaine déception et que les conditions de la reproduction de la culture oppositionnelle au sein de la jeunesse ne seront plus assurées, la sensibilité des jeunes à des mouvements protestataires sur les valeurs identifiées à « la gauche » va décroître.

dix, l'arrivée de la gauche au pouvoir et les possibilités que le changement de majorité permet d'envisager constituent un événement considérable dont le déroulement et le résultat seront soigneusement analysés dans les différentes tendances de la LCR[100]. On peut ainsi comparer l'effet de l'accession du PS et du PC au gouvernement sur des militants de l'extrême gauche universitaire à celui de la réalisation d'une prophétie depuis longtemps attendue.

2) Une prophétie réalisée : l'arrivée de la gauche au gouvernement

Jusqu'en 1981 au moins, les fondateurs de SOS que leur triple position de « jeunes » (au sein d'une génération majoritairement « de gauche »), d'étudiants – dans un milieu scolaire qui tend à concentrer (notamment dans les disciplines littéraires) les agents les plus fortement concernés par la politique – et de nouveaux entrants (par conséquent placés au bas des échelles sociales dans chacun des secteurs sociaux qu'ils investissent) rend particulièrement susceptibles d'adopter des postures contestataires, sont impliqués sur un mode pratique et émotionnellement profondément ressenti dans la croyance en la réalité et l'importance effective du clivage droite-gauche. Les oppositions sociales et politiques que suscitaient les gouvernements de la Vème République jointes au travail politique des formations de l'opposition avaient abouti à constituer dans une fraction notable d'électeurs un fort sentiment d'appartenance subjectif au camp de « la gauche »[101]. Les fondateurs de SOS participent au premier degré de cette culture oppositionnelle qui se renforce et se diffuse de 1968 à 1981 et dont ils sont à la fois les agents diffuseurs et le support.

> « *Laurence Rossignol* – Donc avant 81, dans ce qui amène la gauche au pouvoir en 81, il y a un mouvement de liberté, c'est-à-dire qu'on a un peu tendance à oublier aujourd'hui à quel point l'Etat est liberticide, parce que c'est l'Etat des flics, c'est l'Etat des flics et des patrons, c'est l'Etat qui réprime, c'est l'Etat qui tient les médias, c'est l'Etat qui tient tout ça. C'est Ponia à l'Intérieur, c'est la loi sécurité et Liberté de Peyreffitte, c'est tout ça et donc il y a un mouvement qui est un mouvement, il y a le souffle de la liberté sur 81, mais ce mouvement pour les libertés, c'est un mouvement très individualiste, c'est un mouvement de liberté individuelle, on est dans la contractualisation des rapports, et on est contre la Loi »[102].

---

100. Voir Gérard Filoche, 68-98..., *op. cit.*, p. 255-264 et Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.* Les mouvements trotskistes interprétaient l'accession d'un gouvernement d'Union de la gauche ou de Front populaire soit comme un prélude à des mouvements sociaux revendicatifs qui permettraient ou obligeraient le nouveau pouvoir à aller plus loin, soit comme le début d'une phase d'instabilité qui se traduirait par l'installation d'un gouvernement autoritaire conduisant à une situation révolutionnaire.

101. François Bourricaud parle en 1980 de l'existence d'un « sentiment pour ainsi dire mystique, et probablement partagé par la base des deux bords [PC et PS], d'une « unité de la gauche » qui « transcende les conflits d'appareil » [...] » ; François Bourricaud, « Improbable et désirable alternance », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 318-319.

102. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.

> « Au cours de l'émission *À armes égales* [en 1973], Bernard Stasi a affronté Alain Krivine qui ne l'a pas ménagé. Malgré sa tonalité centriste et libérale, il a été traité par le trotskiste en pur représentant de la droite. Face aux caméras, Krivine a brandi un livre classé confidentiel provenant des services de police, lequel contenait la liste de milliers de suspects fichés ; Stasi en était resté sans voix ; il ne pouvait imaginer que le titulaire de l'intérieur fît surveiller des syndicalistes, des enseignants, des militants de partis de gauche, des journalistes coupables du seul délit d'opinion »[103].

Le contenu et l'intensité des oppositions entre la droite et la gauche se sont aujourd'hui transformés au point qu'il est devenu difficile de se représenter ce qui constituait alors la culture politique de chacun des camps partisans. Pour beaucoup de militants « de gauche », le gouvernement de droite était souvent considéré comme ce qui se rapprochait le plus d'un régime policier et pré-autoritaire dans un pays qui entendait maintenir les apparences de la démocratie. Au sein d'une partie de « la gauche », les événements du Chili en 1973 et ceux du Portugal en 1975 sont considérés comme des exemples de ce que pourrait être, en France, une prise de pouvoir par l'opposition. Les dénonciations d'Alain Krivine ne sont pas de purs exercices rhétoriques face aux caméras[104]. Le contrôle de l'information télévisée par le gouvernement[105], le sentiment que le personnel politique de la droite contrôlait ses opposants politiques en utilisant l'appareil administratif de l'Etat et en particulier la police, les lois dites « Anticasseurs » et « Sécurité et liberté » qui donnent au gouvernement des moyens de répression accrus, les licenciements collectifs qu'entraînent l'accroissement du chômage et les « restructurations » industrielles – notamment dans les secteurs de la sidérurgie, du textile et des chantiers navals – qui sont alors réalisées par le gouvernement de Raymond Barre, beaucoup de faits concourent à accroître le sentiment de défiance des militants ou des « sympathisants » de gauche à l'égard du personnel politique de « la droite »[106]. Au contraire, pour les acteurs de la majorité, l'alliance des « socialistes et des communistes » était perçue comme pouvant remettre en cause le régime de propriété et l'organisation économique du pays. La présence probable des communistes dans un gouvernement d'alternance était alors ressentie comme une menace pour les libertés politiques et même, à la suite des nombreuses campagnes sur la puissance militaire de l'Union soviétique, comme un danger pour la sécurité militaire du pays. C'est dans cette configuration politique particulière qu'intervient l'élection de François Mitterrand qui constitue pour les militants minoritaires de la LCR et de l'Unef-Id autour

103. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.*, t. 2, p. 503.
104. Sur la perception de la révolution portugaise au sein du Parti socialiste voir Eric Melchior, *Le PS...*, *op. cit.*, p. 152-162.
105. Voir ci-dessous chapitre 7, p. 414-469.

de Julien Dray un événement capable de transformer leur rapport au militantisme et le sens de leur engagement.

> « *Didier François* – Pourquoi nous quittons la Ligue ? À ce moment-là, tu as la victoire de Mitterrand en 81 que nous analysons comme l'expression d'un rapport de force favorable à ce qu'on appelle le mouvement ouvrier en France. C'est un rapport de force extrêmement favorable, en France et à l'échelle internationale. La question est de savoir comment on utilise ce rapport de force. Alors on a aucune illusion sur ce qu'est le Parti Socialiste, comme appareil, prêt au compromis jusqu'à la trahison. Parce que on a l'analyse de ce qu'est la social-démocratie. *Une critique marxiste, révolutionnaire, de la social-démocratie, trotskiste*. D'abord on n'est pas des dogmatiques. On ne rejette pas le marxisme ni aucune de ses tendances, parce qu'on pense que c'est intéressant, que ça fait partie des outils d'intervention théorique d'un militant. Mais on a une formation qui est justement d'un certain point de vue une vraie formation marxiste : on pense que le marxisme n'est pas un dogme mais qu'il est intéressant parce qu'il montre les grands rapports de forces etc. Mais donc on voit un Parti Socialiste et un président de la République porteurs d'espoir très largement, pas seulement dans le Parti socialiste mais aussi plus largement à gauche, parce que la victoire de Mitterrand c'est une victoire contre la division de la gauche, c'est une victoire contre l'appareil stalinien du Parti Communiste qui depuis 77 avec la division tente de faire repasser la droite, en 74 puis en 78. De manière très ouverte en 78 en faisant perdre les élections à la gauche alors qu'elle devait gagner. Donc on voit ensuite le ras le bol : ça suffit, *il faut en finir avec 23 ans de droite*. Alors, tout en pensant qu'effectivement Mitterrand est un apparatchik, est un politicien, on se dit qu'il est porté par quelque chose et qu'on doit se mettre dans le mouvement qui porte Mitterrand. Qu'on doit y être en tant que militants de ce mouvement-là, militants honnêtes avec les gens qui portent Mitterrand avec leurs espoirs – même leurs faux espoirs – pour les accompagner, les aider, en changeant le rapport de force de manière qualitative sur le terrain pour faire évoluer les choses. Sinon on reste un petit groupe d'opposition avec un programme super-propre mais totalement inutile parce que préservé de toute atmosphère extérieure par une cloche de verre. Alors on le fait en sachant qu'on est peu nombreux et tu ne réformes pas le Parti Socialiste à trois. Mais nous on pense malgré tout qu'il faut le faire, donc on décide de quitter la Ligue pour tenter l'aventure dans le Parti Socialiste[107]. À terme, donc, comme on ne pourra pas être tout seul, on sera l'aile gauche du Parti Socialiste ou les pivertistes ou les révolutionnaires. On pense qu'avec notre expérience, notre capacité à intervenir dans la jeunesse, on pèsera, *dans notre secteur, dans le secteur de la jeunesse*, on aura les capacités de faire progresser un certain nombre de choses et de résister à un certain nombre d'attaques. On pense que ce n'est pas parce que Mitterrand a gagné que les choses vont se faire toutes seules, parce que la droite a aussi les capacités de résister et que le Parti Socialiste, lui, par nature, n'organise pas la mobilisation pour essayer de faire monter les choses, alors on comprend très bien qu'il faut un rapport de force »[108].

Pour tous les militants et les sympathisants des formations de l'opposition, tout se passe comme si l'arrivée au pouvoir de « la gauche » constituait un événement pouvant être comparé à la réalisation d'une prophétie depuis longtemps attendue, capable de modifier leurs représentations politiques, nécessitant en tout cas un travail de réexamen de leurs convictions

---

106. Pour une évocation du contexte politique de la première moitié des années soixante-dix voir Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op. cit.*, t. 2.
107. Sur l'exclusion de Julien Dray de la LCR lors de son cinquième congrès voir Gérard Filoche, *68-98*..., *op. cit.*, p. 265-269.
108. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992, italiques ajoutées.

partisanes[109]. Même si le Parti socialiste est considéré par les militants d'extrême gauche comme une formation « réformiste » voire « bourgeoise »[110] dont l'arrivée au gouvernement est peu susceptible de conduire à des transformations sociales véritablement significatives, il n'en reste pas moins la principale formation électorale de « la gauche », la seule pouvant permettre la défaite électorale de « la droite » et de conduire, sinon à une « rupture avec le capitalisme », en tout cas au « Changement »[111]. La rupture des futurs fondateurs de SOS avec le gauchisme est concomitante de l'arrivée de la gauche au pouvoir quand il apparaît clairement que la LCR et les autres mouvements d'extrême gauche n'ont joué aucun rôle ni dans l'accession électorale de la gauche au pouvoir, ni dans le renforcement de l'orientation sociale démocrate du PS. Pour Julien Dray et le groupe Questions socialistes, la dissonance cognitive avec le gauchisme ne se produit donc pas entre 1974 et 1978, durant la période qui est considérée comme celle de son recul mais à partir de 1981, quand l'événement depuis si longtemps attendu – la défaite de la droite – oblige les militants de l'extrême gauche à une réflexion sur le sens de leur engagement et du rôle politique de leur organisation dans une période de transformation des lignes de partage idéologiques.

> « Q – comment se fait justement le passage de la Ligue au PS, après 1981 je crois..
> *Laurence Rossignol*– Julien part en décembre 81, officiellement, et moi je dois partir en Mai 82 je crois, mai ou juin 82. Moi en 79 je vais continuer mes études à Paris en 79, je rentre à Paris I, je rentre au secrétariat étudiant de la Ligue, sur la tendance sur laquelle étaient Julien Dray, Gérard Filoche etc. Donc je suis avec Julien au secrétariat étudiant, Julien, Didier François. Après, il y a le choc quand même de mai 81. *À un moment donné, on se dit que l'histoire est en train de se dérouler pas du tout comme on l'avait prévu, qu'on a beau passer notre temps à dénoncer la trahison des sociaux-démocrates et des réformistes envers le peuple et bien le peuple quand il veut voter contre la droite et quand il veut que ça change, il continue de voter pour des réformistes. On se dit que la dénonciation des sociaux-démocrates n'est pas très utile*.

---

109. Voir Leon Festinger, *A theory of cognitive dissonance*, Stanford, Standford University Press, 1957 et Festinger (L.), Riecken (H. W.) et Schachter (S.), *When prophecy fails. An account of a modern group that predicted the destruction of the world*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1956, [traduction française sous le titre *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, PUF, 1993].

110. Sur les débats au sein de la LCR sur la nature de classe exacte du PS, voir Gérard Filoche, *68-98*..., *op*. *cit*., p. 156 et 196 et Pierre Turpin, *Les Révolutionnaires*..., *op*. *cit*. Voir aussi Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération..., op*. *cit*., t. 2, p. 575-58. Ces débats théoriques ne sont pas sans conséquences politiques puisque de la nature de classe du PS dépend la possibilité ou non pour la LCR de soutenir publiquement l'Union de la gauche puis le PS et François Mitterrand – on pourrait même soutenir que ces débats constituent une façon de déterminer la ligne tactique de l'organisation selon les codes propres aux discussions théoriques marxistes. Au sein du Parti socialiste les débats autour de la notion de Front de classe, permettant de rassembler au sein de la même formation des couches sociales n'appartenant pas historiquement aux catégories populaires dont les partis de gauche revendiquent la représentation, sont menés selon la même logique théorico-tactique ; voir Paul Bacot, « Le Front de classe », *Revue française de science politique*, n ° 28, 2, avril 1978 et Eric Melchior, *Le PS*..., *op*. *cit*.

111. Voici comment l'un des dirigeants minoritaires de la LCR, Gérard Filoche, décrit les relations entre les groupes d'extrême gauche et le PS à la veille de 1981 : « Il fallait voter Mitterrand, et faire voter pour lui... [S'abstenir, pour le coup, c'était être en dehors de sa classe]. Quels que soient les doutes que l'on ait sur le personnage, ses ambitions, ses limites. À son corps défendant, il était devenu le héraut de la gauche, et même des soixante-huitards que nous étions » ; Gérard Filoche, 68-98..., *op*. *cit*., p. 196.

> Ce qui est pour moi déterminant dans la réflexion c'est la rupture avec l'idée que le changement se fait autrement que par les transitions démocratiques. À un moment donné, je ne crois plus que le changement, que les changements puissent se faire autrement que dans des processus démocratiques, non seulement je ne le crois plus mais je ne le souhaite pas (rire). Voilà c'est ça : je ne le crois plus et en plus, je ne le veux plus, donc à partir de là quel est l'instrument pour le changement démocratique ? C'est le Parti socialiste ou le Parti communiste, alors quand on est trotskiste, pour reprendre une vraie formule des lambertistes, entre les staliniens et nous il y a un fleuve de sang, donc rentrer au Parti communiste, c'est loin d'être évident **:** se faire martyriser par le PC, c'est pas très tentant. Alors que le Parti socialiste, il y a des courants, c'est divers et puis il y a la personnalité de Mitterrand qui a voulu l'Union de la gauche. Dans l'analyse qu'on fait, on ne renvoie pas dos à dos le PC et le PS, on pense en particulier que dans l'Union de la gauche et la rupture de l'Union de la gauche, il y a un courant qui veut que la gauche arrive au pouvoir, c'est les socialistes et puis un courant qui ne veut pas que la gauche arrive au pouvoir qui est le Parti communiste qui est encore surdéterminé par les intérêts de l'Union soviétique. À partir de mai 81, il y a une série de questions qui commencent à se poser dans nos têtes. La direction de la Ligue se plante complètement sur l'analyse de Mai 81, et puis, bon, Julien commence un peu à regarder aussi la possibilité de faire autre chose ailleurs »[112].

Aux révisions idéologiques que facilite l'arrivée du Parti socialiste au pouvoir, s'ajoute l'accroissement des contraintes personnelles imposées par le durcissement de la LCR et en particulier de sa tendance majoritaire qui commence à exiger de ses membres une plus grande mise en adéquation des discours ouvriéristes et des trajectoires individuelles. Face à ces exigences nouvelles qui impliquent un danger de déclassement que l'accroissement du chômage menace de rendre durable, les militants se voient mettre en demeure de transformer radicalement leur mode de vie professionnel ou de quitter leur organisation politique, c'est-à-dire un ensemble de liens sociaux et affectifs souvent établis de longue date. Cependant, abandonner son groupe politique c'est également pour un militant rompre avec les formations sociales – sections locales ou départementales, réseaux de militants – qui lui accordaient une certaine reconnaissance personnelle et qui participaient à l'établissement et au maintien de son estime de soi[113]. Lorsque des individus sont reconnus et valorisés dans un cercle d'interconnaissance, une exclusion de ce cercle met en danger les fondements de leur insertion sociale[114]. Le départ de Julien Dray, de Didier François et d'Harlem Désir de la LCR et de son

112. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998, italiques ajoutées.

113. Le coût social pour un agent du départ d'une organisation où il s'est investi représente sans doute une des principales forces de cohésion des organisations militantes face aux tensions qui les agitent. Ainsi on constate que les associations ou les partis sont constitués de membres souvent anciens et de nouveaux adhérents dont la présence est souvent de courte durée. L'investissement en temps et le coût de l'établissement de nouvelles relations sociales que représente l'adhésion à une organisation militante est un facteur qui dissuade souvent les nouveaux adhérents – qui avaient souvent une idée erronée de l'organisation – passé le premier contact mais qui contribue au maintien des anciens membres, qui retirent les profits sociaux des investissements réalisés auparavant.

114. Les récits des exclusions du Parti communiste montrent à quel point l'investissement et l'engagement émotionnel des militants dans le parti sont liés aux relations de sociabilité et à l'estime que leur portent les autres militants. Au cours du processus d'exclusion c'est souvent l'hostilité des anciens amis de la cellule qui est le plus difficilement supportée par l'exclu. Voir le récit que Gérard Filoche fait de son exclusion du PC, *68-98*..., *op. cit.*, p. 37-44.

organisation étudiante, la LEAS, à la suite d'un processus d'expulsion fortement conflictuel, implique pour eux un renoncement aux cercles de sociabilité et aux réseaux qu'ils fréquentaient antérieurement d'autant plus complet et brutal que leur engagement à la LCR était plus intense et interdisait en pratique le maintien de liens amicaux en dehors du cadre militant. Laurence Rossignol alors pourtant très proche de Julien Dray et de Didier François hésitera plusieurs mois avant de quitter la Ligue. Il n'est dès lors pas surprenant que Julien Dray et le groupe de militants qu'il anime adhèrent aussi rapidement à une autre organisation politique. Ce réengagement immédiat constitue un moyen, pour des acteurs qui consacrent depuis presque dix ans l'essentiel de leur temps à l'action politique, de ne pas rompre avec une activité qui est devenue étroitement attachée à leur identité sociale, à l'organisation quotidienne de leur temps et à l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes.

> « *Laurence Rossignol* – À la Ligue dans les années 80, il y a eu le tournant ouvrier[115]. Alors le tournant ouvrier il fallait voir les mecs : quand on avait fait 5 ans d'études, après le bac, minimum, aller s'établir, il fallait vraiment être des fils de bourgeois. Donc moi, c'est une des raisons pour lesquelles je suis partie de la Ligue, entre autres. Oui, c'est le tournant ouvrier, et Julien pense un peu dans le même sens que moi. Parce que moi je pense que c'est un truc d'aristocrates et de petits bourgeois. Pour pouvoir dire à ses parents : " voilà vous me payez 6 ans d'études après le bac, je viens de finir ma thèse et puis maintenant je vais être ouvrière chez Renault ", il ne faut pas avoir des parents qui ont misé sur l'école républicaine. Moi, je ne me voyais même pas rentrer chez moi et dire ça. Je ne me voyais même pas rentrer à la maison et dire à mes parents : " et bien voilà, je retourne trois générations en arrière, je retourne à l'usine (rire), j'arrête, j'interromps la chaîne de la promotion républicaine ". Pierre Raiman, lui il a fait le tournant, il était conducteur de bus, il a fait le tournant mais il pouvait se le permettre et ensuite il est retombé sur ses pieds[116]. Et il y en a quelques uns comme lui. Il y en a un certains

115. Il s'agit d'une orientation décidée lors du Vème congrès de la LCR en 1980. Voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*.., *op*. *cit*.

116. Le père de Pierre Raiman dirige une société de service informatique. Pierre Raiman est aujourd'hui PDG de la société d'édition de Cédéroms Montparnasse Multimédia. « Pierre Raiman – Au moment du " tournant ouvrier ", la Ligue a envoyé plusieurs centaines de militants qui étaient auparavant les gens qui étaient les plus forts, ceux qui ont pris le plus de risques, les plus animateurs des mouvements de grèves, pour aller dans les entreprises. Moi, ça m'a usé à titre personnel, parce que ça c'était très dur... Pas par le boulot, mais c'était très dur pour une raison simple. Quand vous êtes dans un milieu étudiant, dans votre tête vous vous dites moi je suis un révolutionnaire, mais quelque part, votre logique professionnelle normale, en attendant que la révolution arrive, c'est d'être prof, c'est d'être chercheur, c'est d'être journaliste, etc. Je pense que c'est très dur de devenir ouvrier. Parce que un ouvrier, quand il a un peu de connaissances intellectuelles, la logique, c'est qu'il monte, c'est pas qu'il reste ouvrier. Donc, c'est très très dur de faire le contraire. Moi pour entrer à la RATP, j'ai été obligé de dire que je n'avais pas le bac. Alors comme honnêtement, ça ce voyait que je n'étais pas un prolo, j'ai dit : " ouais, j'ai essayé le bac je l'ai raté ". Si je disais que j'avais le bac, ils m'auraient mis dans des bureaux. Or le but de la Ligue, c'était pas de nous envoyer dans des bureaux, c'était de mettre les gens à la production, à la RATP, c'était chauffeur de bus. Ensuite à la RATP, c'est clair qu'il y avait un fossé entre moi et les… c'est pas sûr que les autres s'en rendaient compte, mais pour moi il y avait un fossé, la plupart du temps, les mecs ils m'emmerdaient, enfin ils m'emmerdaient… intellectuellement... Il y avait des alcoolos, ça me gonflait un peu, bon... J'étais au dépôt Croix-Nivert dans le XVeme, mais ce qui se passait, c'est que je n'arrivais pas après le boulot à la RATP, quand j'étais revenu au dépôt, je n'avais pas envie d'aller traîner un heure dans les bars du coin à me choper une cirrhose du foie pour discuter avec les mecs qui sortatent du boulot. Il faut bien comprendre, les mecs, le chauffeur moyen, il sort du boulot, chez lui, il s'emmerde avec bobonne, et donc il va au bar discuter. Et c'est vrai qu'un militant, il aurait été là-bas, traînailler etc, et ça me gonflait. Moi j'avais des copines de la fac à voir, j'avais d'autres truc à faire, donc je sortais du boulot, j'avais d'autres trucs à faire... Donc, je faisais mon boulot, j'ai quitté même

nombre qui ont quitté la Ligue aussi, plein de gens ont quitté la Ligue dans les années 80, 82, 83, 84 qui regardaient ce qu'on faisait dans le PS en n'y croyant pas du tout et en pensant qu'il n'y avait pas d'avenir. Et puis qui, à partir du moment où on fait SOS, retrouvent tout de suite quelque chose qui leur a plu, ils retrouvent la marque de famille quoi, ils retrouvent la marque de famille, donc ils viennent aussi assez vite rejoindre SOS, donc comme Raiman »[117].

« *Pierre Raiman* – Il y a eu certainement après la victoire de Mitterrand, il y a eu en 83-84 - hémorragie, c'est un grand mot - mais il y a le départ de beaucoup de militants de la Ligue. Je pense que c'est en 84 après la déception qui s'est produite, quand au lieu d'avoir une radicalisation de la société, il y a eu en fait une montée de la droite. Parce que le militantisme c'est très fatigant, très dur. À un moment, vous rentrez dans la vie, vous fondez une famille, il faut réussir... C'est vachement dur je crois, de réussir à progresser dans la Ligue en changeant de registre. Parce qu'à un moment donné, vous avez cru dans la Ligue »[118].

En outre, le passage de la LCR au Parti socialiste et en particulier à ses mouvements de jeunes, le MJS et la tendance PLUS de l'Unef-Id, constitue pour Julien Dray un moyen de ne pas abandonner l'ensemble des ressources sociales et politiques constituées durant le militantisme à la LCR. Quittant une tendance pour une autre en restant dans le même secteur, Julien Dray parvient à convertir en partie le capital de notoriété et la réputation sociale qui étaient les siennes lorsqu'il dirigeait le secteur étudiant de la LCR[119]. Cette conversion est d'ailleurs facilitée par le fait que la tendance PLUS, nouveau courant de Julien Dray, va voir adhérer certains des anciens étudiants de la Ligue qui quittent l'organisation gauchiste – comme Laurence Rossignol ou plus tard Pierre Raiman.

Cependant l'entrée dans le Parti socialiste pose aux anciens militants gauchistes quelques problèmes spécifiques. L'adhésion de Julien Dray s'effectue sur une ligne d'ancrage « à gauche ». En effet, les fondateurs de Questions socialistes vont faire, dans un premier temps, de la fidélité à une expression « marxiste » de leur offre politique un signe d'identité dans le Parti socialiste[120]. Le maintien d'une orientation politique affirmant la fidélité au « marxisme » voir au trotskisme s'explique également par la nécessité de proposer aux anciens militants de l'extrême gauche un moyen d'évoluer sans apparaître se renier face à d'anciens camarades que la poursuite du militantisme dans le même secteur étudiant conduit à fréquemment rerouver. Dans le champ des organisations militantes de l'université une telle position politique autorise un

---

syndiqué à la CGT... En soi, ça ne se passait pas trop mal, si vous voulez, mais... J'étais parti en disant à la Ligue : je vais faire ça cinq ans, c'est ça le contrat moral. Je me suis aperçu que je n'allais pas faire cinq ans parce que ça n'avait pas de sens... » ; Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.

117. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.

118. Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.

119. Cette responsabilité n'était nullement formelle mais impliquait une large autonomie puisque les responsables étudiants du MAS parviennent à imposer la réunification à l'UNEF à une direction de la Ligue plutôt réticente.

120. Les idées politiques des futurs fondateurs de SOS sont cependant peu visibles avant 1985 au sein du Parti socialiste puisqu'ils ne sont implantés qu'au sein du MJS et dans quelques sections de la région parisienne et

relâchement des contraintes vis-à-vis du discours rigoriste « gauchiste » tout en permettant à ses promoteurs ne pas être totalement distancés dans la course à la radicalité par les autres mouvements d'extrême gauche, la LEAS, la majorité lambertiste de l'Unef-Id ou même le PC. Ainsi au contraire des anciens communistes qui ne peuvent changer de parti sans être contraints de renier publiquement ce qu'ils ont été, le passage de beaucoup d'anciens gauchistes au PS peut s'effectuer à un coût social et politique moindre[121].

> Le passage d'un organisation de l'extrême gauche étudiante à une organisation plus modérée, c'est-à-dire moins bien placée dans la course à la radicalité propre au champ militant universitaire représente un risque pour le prestige des militants ayant changé de parti, toujours susceptibles de se voir accusés d'avoir renié leurs principes par carriérisme : « *Pierre Raiman* – Au moment où je suis entré à SOS, j'avais appelé Julien, je lui avais dit : écoute, voilà, j'ai quitté la Ligue communiste il y a une quinzaine de jours, j'ai une expérience de la Marche des beurs, et je trouve que ce que vous faites là est bien. Je me rappelle, il m'a reçu rue Martel, on est allé prendre un pot, c'est assez rigolo, d'ailleurs à l'époque, *il m'a dit : bon, alors, qu'est-ce qu'on dit de moi dans la Ligue ? Alors, je lui ai dit : eh bien, écoute on dit de toi que tu vas te chercher un poste de député. Il m'a dit : écoute, Pierre, regarde-moi bien dans les yeux, jamais de ma vie je ne serais député* »[122]

Mais l'évolution du Parti socialiste à partir de 1983 tend à mettre en péril la position de Julien Dray et de ses amis. À partir de 1971 et du congrès d'Epinay, la radicalisation du Parti socialiste rendue manifeste par la signature du Programme commun et la réaffirmation de l'ancrage « marxiste » du parti lui avait permis d'effacer partiellement l'image publique centriste de la SFIO et avait favorisé l'adhésion de militants plus « à gauche » que les notables municipaux de l'ancienne SFIO[123]. L'arrivée de Julien Dray et de certains anciens militants d'extrême gauche au PS avait été rendue possible par la réduction de l'écart symbolique existant entre les groupes de la gauche radicale et les partis signataires du Programme commun. Au contraire, le « tournant

---

qu'ils ne disposent pas encore de la possibilité de déposer des textes lors des congrès du parti. Nous verrons que c'est l'ampleur prise par SOS-Racisme qui leur permettra d'accroître leur influence au sein du PS.

121. La culture politique et les pratiques militantes que les dirigeants du groupe Questions socialistes transmettent entre 1982 et 1985 à leurs nouveaux membres se rapprochent de celles des mouvements d'extrême gauche à la fois au niveau des rhétoriques « marxistes » adoptées mais également concernant le niveau d'engagement attendu des adhérents : « *Eric Montès* – Des gens comme moi ou Rocky on a fait notre service militaire complet, et dans des unités comme les commandos de l'air pour moi, et lui il a fait un truc dans le même genre. On voulait pas faire comme d'autres jeunes socialistes qui profitaient qu'on avait pris le pouvoir pour être pistonnés. On a fait ça pas pour créer des comités de soldats comme dans les années 70, qui est une démarche gauchiste, mais pour gagner des jeunes militaires à rentrer dans le mouvement des jeunesses socialistes de masse, puisque on disait qu'il faut être dans l'armée avec eux. Voilà, on a fait notre service militaire jusqu'à la fin dans les commandos, voilà le résultat c'est ça, et à l'époque on avait gagné des mecs ça c'est vrai, gagné sur la politique extérieure, sur la base, sous l'uniforme le jeune appelé est aussi un jeune agriculteur, un jeune travailleur, un jeune chômeur, un jeune étudiant » ; Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992.

122 . Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.

123. Une partie de ces notables avaient d'ailleurs préféré quitter le nouveau Parti socialiste plutôt que d'accepter le « virage à gauche » que supposait la stratégie d'Union de la gauche. Sur l'évolution historique et les logiques de recrutement propre à trois fédérations du Parti socialiste voir Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

de la rigueur » et la « réhabilitation de l'entreprise » constituent pour les futurs fondateurs de SOS qui continuent à se revendiquer du marxisme un accroissement de la distance entre leurs propres positions politiques et celles de la majorité du parti[124]. Cette évolution du gouvernement les met en difficulté dans les organisations étudiantes auxquelles ils appartiennent face aux groupes d'extrême gauche (PCI et LCR au sein de l'Unef-Id). Cependant, au delà de l'inconfort tactique auquel les expose le « tournant de la rigueur », les membres de Questions socialistes manifestent une sorte d'indignation morale devant la nouvelle politique économique du gouvernement Mauroy à partir de 1982-1983 qui heurte fortement leur convictions politiques profondes constituées durant une période où l'ensemble des formations de « la gauche » dénonçaient une politique économique peu éloignée, dite alors « d'austérité », conduite par Raymond Barre.

> « *Arnold Stassinet* – J'ai failli à un moment donné basculer au PCI [trotskisme lambertiste] en 82 après le 2ème plan Delors, blocage des prix et des salaires, pour moi c'était intolérable. *Ça peut paraître un peu fou aujourd'hui, maintenant qu'on est tellement habitué à... avant il y avait l'indexation des salaires, c'était l'échelle mobile... De voir que ça n'existait plus, enfin de voir qu'on s'en prenait aux travailleurs ça m'avait choqué*. À l'époque on parlait de la construction d'un mouvement pour la création d'un parti des travailleurs, et puis j'étais de *sensibilité marxiste* quand même. Je commençais à réfléchir, à lire beaucoup plus de choses là-dessus sur la question. Et puis un jour j'ai rencontré Julien Dray, qui était un étudiant de troisième cycle, c'était en 82, qui m'a dit “ ne va pas là-dedans j'en sors, c'est des chapelles, des petites boutiques qui ne pèsent rien dans la lutte de classes ”, et puis depuis je me suis embarqué avec lui et j'y suis encore aujourd'hui »[125].

> « *Didier François* – À partir de 1984, on voit qu'il y a un abandon du terrain associatif actif par une direction socialiste qui s'embourgeoise largement dans les ministères, en tout cas qui s'énarchise : c'est là qu'on commence à voir le “ gang des R25 ” se mettre en place, gang qu'on voit maintenant. On commence à voir ça à ce moment-là, les cabinets, les machins, les énarques, les trucs et les bidules, tous les mecs qui parlaient de “ changer la vie ”, de “ vivre autrement ” ils commencent à te parler de contrainte financière, de SME, et puis à ce moment-là le grand mot, c'est la “ culture gouvernementale ”. C'était le grand truc à la mode à ce moment-là, il fallait se doter d'une culture gouvernementale. Nous, la culture gouvernementale on trouve ça bien joli mais ça nous cassait franchement les couilles parce que ça ne servait pas à grand chose, on a décidé que la culture gouvernementale il fallait aussi l'avoir dans la rue et sur le

124. Selon Arnold Stassinet, le groupe Questions socialistes autour de Julien Dray ne peut être jugé « gauchiste » au sein du PS parce que rapidement ils ne font que maintenir la ligne majoritaire au congrès de Metz face à une direction mitterrandienne qui adopte les positions de la minorité rocardienne de 1979 : « *Arnold Stassinet – À* la différence des Bolchéviques-léninistes ou des pivertistes qui avaient des propos plus radicaux que l'orientation du parti, nous on n'a jamais été plus radicaux que la majorité du PS ne l'avait été. On n'a jamais dit rien de plus que ce que disait le Parti socialiste avant d'être au pouvoir. Il suffit de lire ce qui a été écrit dans certains congrès avant 81, celui de Metz ou celui de Grenoble : on est même plutôt en deçà. On ne peut pas être qualifiés de gauchistes » ; entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.

125. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991, italiques ajoutées. On remarquera la persistance durable d'un langage marxiste au-delà de 1982 au sein du Parti socialiste. Les militants de Questions socialistes vont conserver durablement une formulation « marxiste » de leur offre politique, ce qui peut être considéré comme un indicateur montrant que cette référence n'est pas encore discréditée au sein de la jeunesse étudiante entre 1981 et 1985, ni même au sein du PS immédiatement après 1981.

terrain »[126].

De ce point de vue l'initiative de la fondation de SOS-Racisme constitue un moyen de répondre à certaines contraintes s'exerçant sur les anciens militants gauchistes de la tendance PLUS de l'Unef-Id : comment résister à ce qu'ils perçoivent comme une « dérive droitière » de leur nouveau parti, mais aussi comment ne pas perdre la face vis-à-vis des militants d'extrême gauche qu'ils continuent de côtoyer dans les universités.

> « *Arnold Stassinet* – Les fondateurs de SOS, [...] c'étaient des gens qui étaient pour la plupart des socialistes convaincus qui estimaient que le Parti s'engageait dans la voie d'un renoncement. Les chocs ça avait été 82-83, 1982 le plan Delors, 1983 l'école privée, 1984 la loi universitaire, les renoncements ça commençait à peser lourd »[127].

> « *Pascal Aubert* – On était déjà à l'époque des militants de gauche engagés politiquement. C'est vrai que l'affaire de l'école privée ça a été une grande claque. Bon on la sentait venir d'une certaine manière : depuis 83 on commençait à abandonner quelques illusions mais là ça a été plus qu'un abandon d'illusion, ça a été une grande claque. C'est le premier grand recul quand même. Et le recul sous la pression de la rue. La manif sur Versailles c'est l'une des plus grosses manifs qu'il y ait eu depuis 10 ans »[128].

> « *Didier François* – En 1981-83, le problème c'est que Mitterrand et la direction socialiste ne veulent pas créer le rapport de force sur le terrain : on le voit sur la question de l'école et sur la question de la laïcité, où on ne crée pas le rapport de force, sur pression de la base. De manière autoritaire et sans avoir préparé le terrain, ils essayent d'imposer une laïcité de bureau et une laïcité théorique imbécile, et ils se prennent une patate dans la gueule par la droite qui, elle, mobilise sur le terrain et il y a un recul réel sur un thème qui est quand même un thème fondamental de la gauche. *On dit cette erreur-là, elle va se reproduire à l'infini si on laisse faire les choses. C'est l'excuse utilisée par le gouvernement pour à chaque fois reculer en disant on n'est pas mobilisé, on n'est pas mobilisé, on n'est pas mobilisé*. On les voit commencer d'ailleurs à reculer sur l'immigration à ce moment-là. Tu vois Defferre qui fait ses déclarations sur les immigrés, tu vois les mecs de gauche qui commencent à sérieusement déjanter et tu commences à voir en plus l'utilisation de Le Pen comme une façon de diviser la droite »[129].

La fondation de SOS-Racisme représente donc en partie la réponse que des militants « socialistes » convaincus de l'utilité de l'action politique pouvaient produire face à une évolution idéologique de la direction de leur propre parti qu'ils désapprouvaient. S'ils ne voulaient pas le quitter et s'ils n'avaient pas les moyens ou les ressources suffisantes pour faire entendre leur désapprobation au sein de l'organisation[130], il leur était cependant possible d'agir à l'extérieur de celle-ci pour obliger leurs partenaires à tenir compte de leur opinion.

---

126. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.
127. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.
128. Entretien avec Pascal Aubert, 7 décembre 1992.
129. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992, italiques ajoutées.
130. Voir Albert Hirschmann, *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Paris, Editions ouvrières, 1972.

« *Eric Montès* – Dès cette époque, dès 81, on pensait qu'il y avait de l'espace dans ce pays pour faire un mouvement de politique de jeunes, de masse, un mouvement politique de jeunes de masse. Ça correspondait à la période, le gauchisme avait atteint ses limites, l'aspiration était sociale et social-démocrate, en 80-83. Harlem, on l'a connu dans l'Unef-Id mais Julien, Rocky, moi-même et quelques autres on était dans les Jeunesses socialistes et on voulait faire un mouvement de la jeunesse socialiste de masse. Alors " de masse " dans le sens marxiste du terme, c'est-à-dire mouvement très important, très enraciné sur les luttes, très enraciné dans la jeunesse, au plus près de la jeunesse, c'est-à-dire dans les lycées dans les facs, dans les cités, dans les boîtes, parce qu'il y avait encore une mystique ouvrière en 81 »[131].

Mais l'accession de la gauche au gouvernement a également d'autres conséquences dans les universités. Julien Dray et les anciens militants des mouvements de jeunesse de la LCR (qui sont encore très investis dans l'action politique dans l'enseignement supérieur à travers leurs successeurs à l'Unef-Id) constatent après 1981, le déclin de la culture contestataire dans les lycées et les universités et l'enrayement des processus de politisation « à gauche » de la jeunesse. De 1958 à 1981, l'instauration du régime présidentiel et du mode de scrutin majoritaire joint à l'absence d'alternance au pouvoir avait modifié les modes d'apprentissage de la politique et accru les chances d'identification à un camp électoral, souvent selon une logique d'opposition à l'égard du personnel politique au pouvoir. La construction des identités politiques en opposition au gouvernement gaulliste puis giscardien avait contribué à l'identification à « la gauche » d'une majorité de jeunes et de tous les acteurs susceptibles d'imputer au gouvernement une part de leurs difficultés ou de leurs frustrations[132]. La transmission et la reproduction de cette culture de défiance à l'égard du pouvoir « de droite » ne sont plus assurées lorsque la gauche parvient au gouvernement. Alors que la socialisation antigouvernementale des jeunes avait été en partie entretenue durant les années soixante-dix par les différents mouvements de mobilisation contre les projets de réforme du secondaire ou du supérieur des ministres de l'éducation nationale successifs, l'absence de mobilisation spécifique de la jeunesse entre 1981 et 1983-84 contribue à atténuer la culture protestataire qui était auparavant celle de la jeunesse et dont les manifestations contre les projets de réforme d'Alice Saunié-Seité avaient encore en 1979 montré la vigueur.

« *Laurence Rossignol* – Nous, on vient d'une génération structurée par les organisations d'extrême gauche, par une série de grands mouvements. [Sous Giscard] globalement tous les ans, il y avait un mouvement de jeunesse quelque part, un mouvement lycéen ou étudiant, qui structurait la jeunesse et puis donnait un cadre de réflexion et de mobilisation : la réforme Fontanet qui a été suivie par la réforme Haby, qui a elle-même été suivie par la réforme Saunié-Seité. Après on rentre dans une autre période, le mouvement anti-Savary des universités, qui est un truc qui n'est pas structurant ; la grève des étudiants en médecine, n'en parlons pas. On

131. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992
132. Voir Vincent Drouin, *Enquêtes sur les générations, op. cit.* et Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*,*op. cit.*

> voit d'ailleurs plutôt l*a droite en capacité de structurer la jeunesse résistante à la gauche, on voit le Front national et on voit pas où est la révolte*. Les mouvements de jeunesse, les mouvements lycéens, *les mouvements étudiants, ils naissent de la révolte : à partir du moment où il y a la gauche au pouvoir, il n'y a plus de révolte tournée vers les institutions, vers les ministres, vers les réformes* »[133].

Julien Dray et les militants de l'Unef-Id qui l'entourent ont, au fil des mouvements lycéens et étudiants, constitué un modèle réflexif pratique des processus sociaux à l'œuvre au cours des mobilisations de la jeunesse contre « la droite », du rôle supposé qu'ils jouent dans l'orientation durable « à gauche » des préférences politiques des jeunes et du problème que risque de poser, aux organisations militantes du secteur de la jeunesse scolarisée, l'absence de mouvements antigouvernementaux et antiautoritaires pour la reproduction de la culture politique de gauche dans la jeunesse après 1981. Tout porte à croire que les militants syndicaux de l'Unef-Id se heurtent au sein du milieu étudiant entre 1981 et 1984 à un désintérêt croissant pour le militantisme et à une attention de plus en plus faible des étudiants envers les questions et les engagements politiques.

> *« Arnold Stassinet* – La décision est prise de créer SOS pour essayer de remobiliser la jeunesse. Et puis surtout parce que *c'est quand même l'idée à l'origine qu'on a essayé de vendre, éviter que la jeunesse ne se désolidarise de la gauche*, ne soit plus à gauche, ne se réfugie dans l'abstentionnisme. Donc il fallait remobiliser et il fallait des idées généreuses dans lesquelles la jeunesse puisse se retrouver. SOS-Racisme ça faisait partie d'un dispositif de remobilisation de la jeunesse »[134].

À partir de 1981, la culture de protestation de la jeunesse qui était fondée sur l'opposition au gouvernement « conservateur » mais aussi sur l'attente du « Changement » et des réformes que pourrait apporter un gouvernement « de gauche » tend à s'affaiblir et à ne plus être reproduite chez les nouveaux collégiens et lycéens. L'action du gouvernement socialiste et communiste commence à décevoir les espoirs qui étaient auparavant investis dans la défaite de « la droite ». Les militants d'extrême gauche se heurtent au scepticisme de plus en plus manifeste des lycéens et des étudiants qui auparavant étaient au moins susceptibles de se sentir « de gauche » et d'entretenir des postures contestataires par opposition au gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing.

> « *Arnold Stassinet* – [...] Autant moi je me rappelle quand j'arrivais à la fac en 81, quand on voyait les syndicalistes descendre en bas des amphis on les sifflait, on rigolait, même ceux de l'UNEF hein moi je n'étais pas encore syndiqué, parce que c'était des lambertistes qui appelaient carrément à la révolution mondiale »[135].

---

133. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
134. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.
135. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.

« Q – Vous savez comment ensuite a évolué le militantisme dans votre lycée après les années 76-77 ? Si le militantisme y a continué ?
Laurence Rossignol – Non, ce n'est pas un lycée qui est resté une pépinière de militants. [...] Ce n'était pas vraiment un lycée militant mais bon c'est un lycée qui a formé des militants...
Q – Et à quel moment s'est fait justement la non-reproduction des militants lycéens. Vous diriez que c'est 78, 79, 81, 82 ?
R – Je ne sais pas. Je n'ai jamais réfléchi à ça. Je ne peux pas vous répondre. Je n'y ai jamais réfléchi. Comment s'est fait la non-reproduction ? *Je crois que les profs eux-mêmes ont décroché. Les profs eux-mêmes ont décroché parce que le militantisme des gauchistes ça use, et puis bon après 81, 81-83, même chez les plus militants, chez les dirigeants de la Ligue qui avaient la tête à peu près au clair, tout le monde se rendait compte qu'il y avait un problème*, il y avait quelques chose qui ne collait pas entre la réalité et ce qu'on racontait, donc il y a quand même une série de gens qui ont commencé à ne plus tellement y croire, à plus tellement y croire »[136].

La déception qui suit l'échec relatif d'un gouvernement qui est alors considéré comme l'un des plus « à gauche » de l'histoire[137] ébranle même des formations qui affectaient d'entretenir peu d'espoir dans les capacités réformatrices du Parti socialiste associé au Parti communiste[138]. Les militants d'extrême gauche qui durant les années soixante-dix assuraient en partie la reproduction de la radicalité politique dans les lycées deviennent moins nombreux – chez les élèves comme dans le corps professoral. Les militants étudiants autour de Julien Dray commencent à rencontrer de moins en moins d'échos autour des thématiques « marxistes » qui auparavant constituaient des marqueurs de radicalité. À partir de 81, les dispositions au militantisme des jeunes tendent à ne plus être reproduites. Les fondateurs de SOS se trouvent face à des étudiants qui sont peu intéressés par l'action politique et de moins en moins mobilisables sur des thèmes de révolte sociale et d'opposition « au pouvoir » ou à « la droite » qui représentaient les axes principaux des mobilisations antérieures. L'indifférence à l'égard des propositions de la gauche radicale croît dans les universités sous le double effet de la faible ampleur du changement de 1981 qui tend à discréditer l'idée même de réforme de la société et de la montée du chômage qui contribue à affaiblir l'intérêt et la disponibilité des étudiants pour toute action les éloignant du travail d'accumulation de capitaux universitaires. L'action syndicale des militants de la tendance PLUS de l'Unef-Id se heurte donc à une réactivité des étudiants de plus en plus faible qui les conduit à s'interroger sur la possibilité d'une offre de militantisme qui

136. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998, italiques ajoutées. On remarquera qu'il apparait que l'échec du PS et du PC à mener une politique de réforme profonde décourage jusqu'aux militants d'extrême gauche qui affectaient pourtant de ne pas y croire. Tout conduit à penser que l'Union de la gauche était pourvue d'une certaine crédibilité auprès de ceux qui adoptaient des postures gauchistes.
137. Sur le processus de déception voir Bernard Lacroix, « L'enlisement de la gauche : le point de vue d'un politiste », in *Horizon*, 1984.
138. Voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.*, p. 37-111. Voir aussi Gérard Filoche, *68-98*..., *op. cit.*, p. 273-274.

serait moins liée aux formulations politiques routinisées du syndicalisme universitaire. La création de SOS correspondra à la définition d'un thème de mobilisation nouveau par rapport à ce que les militants de la tendance PLUS autour de Julien Dray étaient auparavant habitués à faire et qui semblait avoir atteint ses limites. À des jeunes qui sont moins qu'auparavant susceptibles de s'impliquer dans un engagement politique ou syndical, les fondateurs de SOS-Racisme vont proposer une mise en forme différente qui, plus neutralisée politiquement, fera appel à une morale antiraciste élémentaire.

D) Un groupe militant marginalisé au sein de l'Unef-Id et du Parti socialiste

Mais la réaction d'anciens militants d'organisations étudiantes d'extrême gauche à l'égard du déclin des identités politiques « de gauche », que leur socialisation politique durant les années 70 leur faisaient accepter comme constitutives de l'intelligence du monde politique, ne peut suffire à rendre compte des ressorts qui vont conduire Julien Dray et le groupe Questions socialistes à créer SOS-Racisme. En effet beaucoup d'anciens militants ont été comme eux atteints par le choc cognitif qu'a constitué le « tournant de la rigueur » et l'*aggiornamento* du Parti socialiste à partir de 1982 sans toutefois avoir les moyens ou la volonté de fonder une nouvelle organisation. On peut en particulier remarquer que Jean-Christophe Cambadélis et les militants trotskistes du PCI qui dominent le syndicalisme étudiant de 1980 à 1994 et dont la trajectoire politique est presque parallèle à celle du groupe Questions socialistes animé par Julien Dray, ne réagissent pas particulièrement à la nouvelle configuration politique : ils ne rompent avec leur organisation qu'en 1986 et ne fondent pas de nouvelle organisation pour s'opposer à une évolution perçue comme négative de la configuration politique[139]. La différence entre Julien Dray et Jean-Christophe Cambadélis en 1984 est cependant substantielle **:** le second dispose de la maîtrise d'une organisation militante nationalement implantée alors que Julien Dray n'y possède que quelques bastions dont les éventuelles actions autonomes ne peuvent être couvertes par aucun sigle public.

> « *Laurence Rossignol* – Le congrès de réunification syndicale de 1980 a été important : à ce moment-là les lambertistes nous mettent une belle pâtée. Ils enclenchent un processus d'unité et de fusion dans lequel nous on est obligé d'aller, nous on suit parce qu'il est juste, il est légitime, il est nécessaire : on ne peut pas tenir avec trois syndicats étudiants c'est insensé. Donc ils enclenchent le processus et comme souvent ceux qui enclenchent le processus de fusion, bouffent les autres. Le congrès de réunification syndicale a été très très très très dur. On

139. Sur la trajectoire politique de Jean-Christophe Cambadélis (dit Kostas) voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op. cit.*, p. 451-452.

en garde tous un souvenir à la fois amer parce que dans la LCR on est contre la majorité de la Ligue qui ne voulait pas faire la réunification donc c'est la direction étudiante qui la fait et puis on se fait laminer parce que lors du congrès de réunification syndical, il y a un accord entre les socialistes et les lambertistes »[140].

L'opposition qui est souvent faite au sein de SOS-Racisme entre Julien Dray qui serait davantage à l'écoute des mouvements sociaux et Jean-Christophe Cambadélis présenté comme plus intéressé par le travail d'appareil apparaît constituée moins par les différences de traditions troskistes entre leurs organisations d'origine, l'OCI et la LCR, que par l'écart de ressources existant entre les deux dirigeants étudiants qui conduit le second, majoritaire dans l'Unef-Id à s'appuyer sur une stratégie syndicale permettant de faire jouer au mieux les ressources dont il dispose tandis que le premier, minoritaire, est au contraire contraint de miser sur les processus de mobilisation à l'œuvre dans les mouvements universitaires pour élargir une audience confinée à quelques sites dont les universités de Villetaneuse et de Créteil.

« *Didier François* – Il y avait deux ténors à l'époque qui étaient Juju et Jean-Christophe Cambadélis. Tu as d'un côté Jean-Christophe Cambadélis et puis de l'autre côté Julien Dray qui au niveau individuel symbolisent un peu les deux tendances qui existaient, la Ligue et les lambertistes, donc ceux qui étaient plus pour l'auto-organisation (la Ligue) et ceux qui étaient plus pour des formes plus d'appareil (les lambertistes). Donc plus le mouvement de masse ou plus l'appareil. Donc tu retrouves ça y compris à travers leur cheminement dans le PS, l'un qui fait la Gauche Socialiste, l'autre qui choisit l'appareil de Jospin avec Convergence. Et que tu retrouves dans l'antiracisme : d'un côté SOS, de l'autre côté l'appel des intellectuels contre le Front national. Enfin tu vois c'est deux types de choses très différentes, tu as d'un côté Juju dans son activité politique, indépendant, changeant ses alliances, votant contre la guerre dans le Golfe et de l'autre côté tu as Camba, qui lui est beaucoup plus institutionnel, beaucoup plus traditionnel, dans sa façon de faire. À tous les niveaux tu vas retrouver ça. Tu as un courant qui est plus à l'écoute du mouvement social, de ce qui bouge, de ce qui change, de ce qui est actif, quitte à chevaucher le tigre ou à l'impulser, mais qui est un peu mal à l'aise dans tout ce qui est institutionnel, qui a du mal à s'y mouvoir, à s'y résoudre, à s'y ployer. À chaque fois on butte ou on fait des erreurs sur ces questions-là. On a toujours eu des rapports difficiles conflictuels, passionnels avec ce qui est pouvoirs institutionnels. [...] À l'inverse, si tu prends l'équipe de Cambadélis, ils sont patauds, lourdauds, dès que ça bouge, parce qu'ils ne le sentent pas, ce n'est pas leur tradition, ils sont débordés, ils n'aiment pas ça, ça va à contresens. Par contre dès qu'il s'agit de construire un appareil, ils sont beaucoup plus balaises que nous »[141].

L'entrée de Julien Dray au Parti socialiste s'accompagne de la prise en main de la tendance socialiste de l'Unef-Id, la PLUS. Cependant au sein du syndicat étudiant, Julien Dray ne fait que passer d'une tendance minoritaire, la LEAS qui rassemble les étudiants proches de la LCR à une autre qui ne regroupe que peu d'étudiants et ne contrôle que les AGE de quelques universités. Les futurs fondateurs de SOS-Racisme, Julien Dray, Didier François, Bernard

140. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. L'Unef-Id a été constituée par la fusion de trois courants, l'Unef-Us des lambertistes dirigée par Jean-Christophe Cambadélis, le MAS de la LCR conduit par Julien Dray et un courant socialiste mené par Jean-Marie Le Guen.

Pignerol et Laurence Rossignol, animent donc entre 1981 et 1984 une fraction d'un syndicat étudiant contrôlé de façon écrasante par une majorité trotskiste lambertiste sans avoir aucune perspective de pouvoir en prendre un jour la direction.

> « *Laurence Rossignol* – Alors on prend la direction de la PLUS parce qu'en terme de militants étudiants les socialistes c'est pas grand chose. Nous on arrive avec un savoir-faire syndical, et puis une capacité à diriger. Parce que c'est compliqué **:** [dans l'Unef-Id les socialistes] ont des liens avec Cambadélis mais en même temps ils ont besoin d'exister. Parce qu'avec Cambadélis, il faut se faire respecter parce que sinon il vous bouffe et donc avec nous ils avaient la capacité d'exister et puis pour nous ça tombe bien, Cambadélis à ce moment-là, il est pas du tout PS, il est toujours à l'OCI, donc il y a un accord qui se fait à ce moment-là qui est positif et qui fait qu'effectivement on va s'occuper de la PLUS »[142].

> « SOS était la première organisation que Questions socialistes avait en propre ?
> *Laurence Rossignol* – Oui, oui parce que la PLUS c'était pas une organisation.. c'était une bande. Une bande avec un local.. »[143].

> « *Arnold Stassinet* – Ce qui a poussé à la création de SOS c'est qu'à un moment donné dans le parti, on dirigeait un secteur qui était une tendance de l'UNEF, la PLUS, prise entre la Mutuelle Nationale des Etudiants de France et les lambertistes qui à l'époque étaient déjà en train de négocier leur passage chez Jospin »[144].

Les perspectives du groupe d'étudiants animé par Julien Dray sont, en 1983-1984, d'autant plus mauvaises que Jean-Christophe Cambadélis est alors en train de négocier avec le Parti socialiste le ralliement au PS de la plupart des étudiants du PCI dans l'Unef-Id – groupe qui sera nommé Convergence Socialiste au moment de son départ du PCI –. L'adhésion au Parti socialiste et la prise de contrôle de la tendance PLUS avait permis à Julien Dray et au groupe Questions socialistes d'accroître les ressources qu'ils étaient susceptibles de maîtriser en utilisant le portefeuille de relations et les moyens matériels accordés par le parti au gouvernement. Envisagée dès 1984, l'adhésion au PS de Jean-Christophe Cambadélis et de la

---

141. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.
142. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. En 1982, le groupe de militants réunis autour de Julien Dray est très réduit et ne représente pas une menace pour les dirigeants du secteur jeunesse du Parti socialiste : « *Laurence Rossignol* – Je crois qu'en août 82, on fait les premières rencontres de Questions socialistes dans un gîte rural à Fécamp et je crois qu'on est une douzaine, c'est pas mal non ? »
143. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
144. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991. Ce fait est confirmé par Jean-Louis Bianco qui a participé au ralliement de Jean-Christophe Cambadélis au PS : « *Jean-Louis Bianco* – Il a fallu d'ailleurs beaucoup de temps pour que Jospin se fasse à l'idée que Cambadélis était quelqu'un de fréquentable. Il a bien fallu un an avant qu'ils nouent un vrai contact et là c'est aussi c'est passé par moi, c'est pour ça que c'est à peu près à la même époque que la fondation de SOS. Cambadélis donc a quitté ses différentes organisations trotskistes – l'OCI – et m'a dit : « j'aimerais bien adhérer au PS ». Donc, j'ai dit à Jospin avec qui j'avais de bons rapports déjà à l'époque : « j'ai rencontré un type, c'est un trotskiste, il vient de l'OCI, il voudrait adhérer ». Mais ils ont mis beaucoup de temps à trouver un terrain d'entente car Jospin s'en méfiait effectivement beaucoup à l'époque » ; entretien avec Jean-Louis Bianco, 28 avril 1998. Puisque le départ du PCI était collectif (environ 400 étudiants), les négociations ne se sont sans doute pas limitées aux dialogues rapportés, voir Pierre Turpin, *Les révolutionnaires*..., *op*. *cit*., p. 196-197.

tendance majoritaire de l'Unef-Id ferait passer Julien Dray du rang de principal animateur étudiant au Parti socialiste, position dont on peut penser qu'elle lui procure ainsi qu'à son groupe des perspectives d'ascension et la possibilité de voir leur influence croître dans le parti, à celui de minoritaire au sein de la tendance socialiste de l'Unef-Id, simple président de l'AGE de Villetaneuse.

> « *Harlem Désir* – Les guerres entre fractions rivales de l'Unef-Id empêchaient aussi la masse des étudiants de se joindre aux organisations. L'Unef-id était quand même beaucoup un cartel de fractions. Quand un étudiant venait spontanément parce qu'il se disait que c'était important pour les étudiants d'être organisés dans un syndicat pour effectivement se battre contre la sélection, contre l'expulsion des étudiants étrangers etc., il se rendait très vite compte, au bout d'une ou deux réunions, que ce n'était pas du tout ça que les gens faisaient dans l'Unef : ils menaient des batailles politiques qui n'avaient rien à voir. *L'Unef-id restait très cartelisée. Et c'est une des raisons pour lesquelles on a décidé de faire autre chose et de créer SOS-Racisme* »[145].

Engagés dans le syndicalisme universitaire depuis de longues années, Julien Dray et ses amis de Questions socialistes sont placés en 1984 dans une situation difficile **:** ils se trouvent fortement minoritaires dans leur principal lieu de militantisme et leur travail syndical profite essentiellement à une organisation contrôlée par des rivaux politiques qui ne leur laissent que peu d'espace et d'autonomie. Le contrôle et le verrouillage de l'appareil de l'Unef-Id par les amis de Jean-Christophe Cambadélis réduisent les perspectives d'ascension du groupe animé par Julien Dray. En outre, le départ prochain de Jean-Christophe Cambadélis et des militants de Convergence socialiste risque de priver les animateurs de Questions socialistes de leur principale ressource dans l'Unef-Id, celle d'être les seuls représentants du PS dans le milieu universitaire. Mais si les perspectives du groupe de Julien Dray dans l'Unef-Id ne sont pas très bonnes, elle ne sont pas meilleures au sein du Parti socialiste dont les principaux responsables du secteur jeunesse craignent les efforts des militants de Questions socialistes pour accroître leur influence dans le Mouvement des jeunesses socialistes en région parisienne.

> « *Eric Montès* – Le mouvement des jeunes socialistes quand j'y suis rentré c'était des fils de fonctionnaires ou des fils de socialistes, qui étaient classe moyenne, puisque c'était le PC qui organisait les ouvriers. Mais ma chance à moi c'est d'avoir rencontré Julien Dray, parce que lui il est venu de la Ligue Communiste et il est passé au PS, et il avait compris ça, il a été le premier à comprendre qu'il y allait avoir des gars comme moi, la classe des défavorisés, qui avant allaient au PC, et qui ne se retrouvant plus dans le PC, ni dans l'extrême gauche, iraient au PS parce que c'est Mitterrand, il faut battre Giscard, parce qu'il y a la gauche. C'était vers le premier trimestre 81. Et donc il y a eu une jonction entre un petit groupe d'étudiants, comme Dray, trotskistes mais de masse, et de gens qui arrivaient des masses, et ça a donné très vite un mouvement des jeunesses socialistes fort, très, très nombreux, mais complètement iconoclaste par rapport à ce qu'étaient d'habitude les étudiants, les jeunesses socialistes. Au début les mecs

145. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992.

du PS, ils étaient super contents, mais au bout de trois ans qu'on était hypernombreux dans toute l'Ile de France, et qu'on commençait à essaimer dans des régions, dans des métropoles urbaines, comme Rennes, comme Lyon, et que ceux qui nous irriguaient politiquement, c'était des trotskards ou des ex, comme Dray, et puis que, en plus, comme on avait une pratique de masse et puis une pratique de lutte, et on était, on collait complètement à la réalité d'une certaine jeunesse défavorisée. En 81-82, dans les MJS, on avait gagné beaucoup de gens. En 83 dans mon département en Seine-Saint-Denis on devait être 300-400 jeunes socialistes, ce qui ne s'était jamais vu de l'histoire des jeunesses socialistes. Et Rocky le faisait à Paris, ils étaient beaucoup. Il y en avait d'autres dans le Val-d'Oise, surtout en banlieue. Le Parti Socialiste a arrêté ça, c'est-à-dire que ça leur plaisait pas. Déjà ça leur plaisait pas tellement qu'on soit là. Deuxièmement ça leur plaisait pas que des gars comme moi qui étaient vraiment issus de la zone soient là : c'était la première fois qu'ils voyaient arriver la classe lumpen. Et donc ils ont cassé ça, c'est-à-dire à partir de 83-84, ils n'ont plus laissé grossir comme ça cette jeunesse socialiste, entraînée – irriguée en plus par le syndicalisme étudiant, irriguée par des mecs comme moi venus des quartiers. En même temps au niveau politique, en 83-84, les plans de rigueur commençaient à se succéder et donc il n'y avait plus l'élan de 81 »[146].

L'investissement des militants de Questions socialistes dans le Mouvement des jeunesses socialistes provoque en 1984 l'inquiétude de la direction du Parti, comme quelques années auparavant le contrôle du mouvement des Jeunesses socialistes par le courant minoritaire du CERES avait également suscité la réaction énergique de la direction du PS qui pouvait alors craindre un accroissement de l'audience du courant de Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane appuyé sur une organisation de jeunesse indépendante servant d'instrument de recrutement de nouveaux adhérents[147].

« *Didier François* – En 82, on rentre au PS [...] Les socialistes savaient quand même à qui ils avaient affaire : on n'a jamais caché nos idées. Nous on voulait bien rentrer mais on voulait pas capituler. Quand on est rentré à la PLUS et au Parti Socialiste, on n'est pas rentré en reniant ni le marxisme, ni le trotskisme ni ce qu'on avait fait avant. On a toujours dit qu'on gardait nos analyses. On pensait que c'était là que ça se passait et qu'on y venait avec notre histoire. On n'y venait pas en fraction, envoyés en mission, en sous-marin. On est parti avec ce qu'on était dans la tête et dans notre histoire, et puis on l'a jamais caché. Donc il y avait à la fois une inquiétude d'une partie de la direction du Parti socialiste qui hurlait au sous-marin, au loup etc., ce qui était, après tout, logique et normal. Et tu en avais une partie d'entre eux qui à la fois savaient qu'ils avaient besoin de nous, donc nous faisaient rentrer, mais en faisant bien attention d'essayer de nous casser au maximum notre indépendance et notre autonomie »[148].

« *Eric Montès* – Dès le début 84 on a commencé à réfléchir à ce qu'on pouvait faire. On était déjà coincés nous, parce qu'on voulait faire un mouvement politique de jeunesse et que le Parti socialiste refusait. »[149].

146. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992.
147. Après le congrès de Pau où le CERES réunit plus du quart des mandats, Edith Cresson reprend en main le Mouvement des jeunesses socialistes. En 1984 la situation est quelque peu différente et les quelques départements où Questions socialistes est majoritaire au sein du MJS ne sont pas appuyés sur un courant national comme l'était le MJS CERES de 1975.
148. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.
149. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992..

« *Laurence Rossignol* – Alors après notre entrée au PS, il y a de vraies années de galère, oui il y a des vraies années de galère parce que nous, on est persuadé qu'on est des aigles : on était au Comité central de la Ligue, on est super formés politiquement, on sait tout, on est capable de raconter la révolution russe par cœur et d'être des brillants théoriciens, on pense qu'on est des pas mauvais de la pratique. [...] Donc on pense qu'on est vachement bons, qu'on est jeunes et qu'on a plein d'idées et ben forcément on va nous dérouler le tapis rouge partout. Qu'on va nous accueillir à la hauteur de nos talents. En fait, ils s'étaient passés de nous jusqu'en 82, ils pouvaient encore bien se passer de nous, et puis ils avaient déjà le CERES, il y avait déjà toute une série de courants dans le Parti socialiste. Et puis on rentre nous sur des idées un peu fantasmatiques : on rentre en 81 sur l'idée du Front populaire, donc on rentre avec l'idée qu'on a un processus qui va être un processus comme le Front populaire, c'est-à-dire mobilisations sociales, combinaison de la transformation par le haut et de la lutte par le bas[150]. En 81, c'est une tout autre situation qui se fait jour et on entre avec l'idée d'y construire un courant au PS, de construire un courant de gauche dans le PS. Mais le premier congrès c'est le congrès de Bourg-en-Bresse auquel on participe, on regarde passer le train, on ne touche pas une bille, on n'existe pas, on regarde passer le train. Il y a le CERES, bon, nous, nous sommes mitterrandistes parce que nous sommes mitterrandistes, voilà »[151].

Comme le Parti socialiste ou l'Unef-Id, le Mouvement des jeunesses socialistes est organisé en courants entre lesquels les rapports de force sont difficiles à faire évoluer. En effet, la structure cloisonnée géographiquement de ces organisations rend la progression des effectifs d'un courant très laborieuse et difficilement envisageable pour un groupe dont la plupart des adhérents du Parti socialiste n'ont alors jamais entendu parler. Les animateurs de Questions socialistes ne peuvent espérer gagner en influence au sein du PS ou des structures politiques qui lui sont proches s'ils ne disposent pas des moyens militants nécessaires pour mener un travail politique interne au parti ou, stratégie alternative, pour faire parler d'eux dans les médias.

« *Eric Montès* – Alors en 1984, avec Rocky on se dit “ *tiens on va expliquer aux copains du MJS qu'on lance SOS*. Donc on explique ça, les mecs s'en foutaient complètement, ils parlaient entre eux. Alors on dit “ putain ça va être vachement bien, il faudrait que vous fassiez ça aussi dans vos groupes de jeunes socialistes, c'est sûr que ça va leur plaire ”. Et Emmanuel Valls qui était déjà un sacré coco à l'époque il nous dit : “ c'est pas parce qu'une poignée de trotskistes se lance dans l'aventure du mouvement de masse qu'ils peuvent compter sur notre soutien ”. Tu vois, un môme de vingt ans nous raconter ça, aux dirigeants de la jeunesse socialiste... Alors nous on se démontait pas pour autant, on dit “ c'est des bandes de cons, ils veulent pas voir et bien on va le faire dans leur dos ”. Ça m'avait vexé, nous on y croyait, alors l'autre il nous dit : “ C'est pas parce qu'une poignée... ”. Tu sais ces jeunes mecs du MJS ils se la jouaient déjà très sérieux, ils étaient déjà en costard, habillés comme des ministres. Ils étaient déjà comme ça et ils avaient 20 ans »[152].

« *Pierre Raiman* – Le PS en soi, la direction du PS était en conflit avec SOS Racisme parce que SOS Racisme était un peu l’électron libre de l’Elysée qui fout le bordel avec les Jeunesses

150. Sur les débats internes au Parti socialiste sur les modalités du processus de transformation sociale à mettre en œuvre en cas de victoire électorale, voir Eric Melchior, *Le PS...*, *op*. *cit*., Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992 et pour un témoignage, Pierre Joxe, *À propos de la France, Itinéraires 1*, Paris, Flammarion, p. 154-200.
151. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
152. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992, italiques ajoutées.

socialistes – qui est un truc foireux par ailleurs – qui détestaient SOS Racisme. Puisque les Jeunesses socialistes, c'était SOS-Racisme, donc eux, qu'est-ce qui leur restait ? Rien. Seulement un truc merdique »[153].

Aussi bien à l'Unef-Id qu'au Mouvement des jeunesses socialistes ou au Parti socialiste, les fondateurs de SOS se heurtent à des obstacles politiques et pratiques qui ne leur semblent pas surmontables en restant dans le strict cadre des règles ordinaires de l'action au sein de ces organisations. Les chances de progression du groupe Questions socialistes dans le PS sont assez réduites dans une conjoncture routinière dans laquelle les règles de dévolution des postes de responsabilité et celles de la répartition des ressources politiques et financières dans le parti avantagent les courants les plus anciennement installés. En outre le militantisme minoritaire auquel les contraignent la direction de l'Unef-Id et celle du Parti socialiste restreint leurs possibilités d'initiative politique et leur capacité à proposer des carrières personnelles à leurs cadres syndicaux et partisans. La comparaison des taux de renouvellement différentiels des militants de la majorité de l'Unef-Id et de sa minorité ou celui des adhérents du Parti socialiste appartenant au courant majoritaire en regard de celui des courants minoritaires constituerait une vérification empirique de l'hypothèse selon laquelle les contraintes propres au militantisme minoritaire dans une organisation politique rendent plus difficiles le recrutement et la conservation des militants. On peut alors analyser la création de SOS-Racisme comme la réaction quelque peu désespérée d'un groupe de militants minoritaires dans toutes les structures politiques dans lesquelles ils se sont investis. L'association antiraciste constitue pour ses fondateurs un moyen de résoudre en partie les problèmes de croissance et d'existence que leur pose leur position dominée et marginalisée au sein du Parti socialiste comme de l'Unef-Id. La création d'une nouvelle organisation leur permet d'apparaître personnellement sur le devant de la scène publique – c'est-à-dire d'accumuler vis-à-vis des journalistes un capital de notoriété individuelle qu'il pourront ensuite valoriser dans le PS face aux leaders des courants majoritaires – et de construire une structure militante autonome pour accroître les ressources politiques qu'ils contrôlent et tenter de recruter d'autres militants « par l'extérieur ».

« *Eric Montès* – Dans l'Unef-Id, Julien Dray était le dernier arrivé des anciens par rapport à Le Guen, à Ménouchi de Marseille, à Spitakis de la MNEF. Bon les gars, ils étaient tous les fils d'un ministre : alors Le Guen il était avec Cresson, Ménouchi avec Deffere, Bauer avec Rocard, et Julien il était avec personne ; avec Trotski lui, voilà mais il était pas ministre en 81. Donc lui il s'est rattrapé sur " on fait un mouvement syndical de masse " »[154].

« Q – SOS, c'était la première fois depuis le MAS que Julien dirigeait une organisation ?

153. Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998.
154. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992

Laurence Rossignol – Oui.
Q – Est-ce que dans la décision de créer SOS il y avait aussi la volonté de créer sa propre boutique ?
R – Oui [...] il y a la nécessité politique et puis il y a la certitude qu'on n'arrivera jamais à se faire respecter dans le PS et donc qu'il faut passer par un rapport de force qui est créé sur l'extérieur [...] et donc oui de créer son appareil »[155].

Face au rythme plutôt lent et peu actif du militantisme au Parti socialiste au sein duquel les discussions sont d'autant moins animées et contestataires que ses principaux dirigeants sont alors au pouvoir, les anciens syndicalistes étudiants de Questions socialistes sont amenés à agir en-dehors du parti faute de pouvoir le faire suffisamment vite au-dedans. À l'alternative classique de l'Exit, Voice et Loyalty se posant aux membres mécontents d'une organisation, il faudrait y ajouter une quatrième voie qui serait Action[156]. Ce serait toutefois opérer une reconstruction *a posteriori* abusive que de placer les possibilités nouvelles offertes aux fondateurs de SOS par le succès de l'association antiraciste au principe de sa fondation et de soutenir qu'ils lancent le nouveau mouvement pour constituer un courant dans le Parti socialiste. En réalité, puisque le succès n'était nullement assuré avant qu'il ne se confirme, les fondateurs étaient très loin de viser les possibilités de développement de leur tendance que la réussite leur a effectivement ouvertes. Ce que les entretiens disent sur le groupe Questions socialistes est en partie une reconstruction *a posteriori* qui perçoit le futur courant de la Gauche socialiste en embryon dans Questions socialistes. La reconstitution *ex post* des ambitions à la hausse est induite par la réussite ultérieure **:** interrogés sur leurs motifs, les fondateurs de SOS tendent à projeter dans le passé l'ambition de faire ce qu'ils ont réalisé. Les raisons pratiques du lancement de la nouvelle organisation antiraciste étaient sans doute beaucoup plus modestes et plus proches des besoins de survie politiques immédiats des militants de la PLUS. Julien Dray et Questions socialistes visaient sans doute une amélioration de leur position dans le Parti socialiste mais le succès a été bien plus grand qu'attendu.

« Q – C'était aussi un moyen de vous imposer dans le PS ?
Laurence Rossignol – Non pas du tout, c'est pas notre genre de faire ça (rire) OUI OUI, c'est aussi ça, c'est pas un moyen de nous imposer. On n'est pas machiavéliques, on piaffe, on est jeunes, on est disponibles. [...] On piaffe, on a envie de faire des choses, et puis on n'arrive pas à trouver où les faire, et on s'ennuie, on s'emmerde dans le PS, oui on s'emmerde. On anime Questions socialistes, on a notre petit bulletin, on en vend 60 machins etc. mais on s'emmerde. Et puis nous, notre tradition, notre culture, c'est le mouvement social, c'est pas la culture d'appareil. Donc c'est tout naturellement qu'on va vers quelque chose comme SOS, parce que c'est notre culture. On fait ça pour exister tout court, voilà pour exister, pour vivre, parce qu'on s'emmerde, et parce que c'est nécessaire et parce qu'on croit que c'est utile et que c'est bien et

155. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
156. Albert Hirschmann, *Face au déclin des entreprises...op. cit*.

que si on ne le fait pas personne ne le fera »[157].

« *Pascal Aubert* – Alors [le succès] a dépassé nos espérances d'une certaine manière »[158].

Le but de la fondation du nouveau mouvement antiraciste n'est donc pas seulement de parvenir à se faire entendre dans le Parti socialiste, ni même d'accumuler suffisamment de ressources pour y progresser. Il est en effet nécessaire d'échapper à la conception objectiviste d'un groupe militant stable existant indépendamment des actions qu'il entreprend et capable de se projeter dans des initiatives qui resteraient sans liens avec la composition et la nature du groupe. Tout porte à croire au contraire que les initiateurs du groupe ne parviennent à coaliser un certain nombre de militants et de moyens qu'en raison des actions qu'ils sont en mesure de proposer à leurs membres et aux individus pouvant s'y agréger. Si les activités militantes engendrées par la structure organisationnelle s'affaiblissent ou deviennent moins attractives, les membres auront moins de raisons de maintenir leur participation et la reproduction de l'organisation se fera moins facilement. Le groupe de Questions socialistes, minoritaire dans toutes les organisations auxquelles il appartient et peu susceptible d'y mener des initiatives capables de susciter les investissements militants d'un nombre croissant d'acteurs était sans doute condamné à disparaître sous l'effet de l'affaiblissement progressif des motivations au militantisme de ses membres les moins déterminés. En outre, la nature de l'activité d'une organisation n'est pas pour rien dans les caractéristiques des acteurs qui y entrent : un groupe militant qui se contenterait de pratiquer un syndicalisme étudiant routinisé tendrait à recruter et à former des cadres ayant des caractéristiques assez éloignées de celles nécessaires à une diffusion de sa marque militante. Les animateurs de Questions socialistes ont alors besoin d'une structure dans laquelle ils seraient les maîtres d'œuvre, d'une part pour continuer à maintenir leur façade – au sens de Goffman[159] – de groupe politique radical dans un PS gagné par la « culture de gouvernement », d'autre part pour entretenir leur organisation menacée de dilution dans le PS.

« Q – Alors sur quelle base se fait la décision de construire SOS...
Laurence Rossignol – La décision de construire SOS elle se fait sur plusieurs choses, d'abord une analyse sur une place à l'intérieur du PS, qui est qu'on a beau être jeunes, pleins de talents et diriger la PLUS *on ne passe pas, on n'arrive pas, on ne passe pas, et on n'arrivera pas à s'imposer et à exister dans le Parti socialiste uniquement par l'intérieur*, ça c'est une première

157. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. La revendication d'une « culture du mouvement social » que posséderaient les fondateurs de SOS autour de Julien Dray face à une « culture d'appareil » qui serait celle des amis de Jean-Christophe Cambadélis est fréquemment mise en avant au sein de l'association : voir ci-dessus.
158. Entretien avec Pascal Aubert, 7 décembre 1992.
159. Voir Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. Présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973, p. 29.

chose et on le voit »[160].

« *Arnold Stassinet* – On était inquiet aussi par la montée du Front national et puis par l'absence de réaction du Parti socialiste, pris qu'il était dans la spirale de la défaite après la bataille de l'école privée etc. Le Parti socialiste était désarmé. À l'époque, *on apparaît comme étant du Parti socialiste mais on n'a pas de possibilité de peser tant qu'on n'a pas atteint une certaine position hiérarchique dans l'appareil et que celle-ci soit appuyée par un dispositif, une armée de militants*. Donc il fallait se constituer cet instrument d'intervention dans et sur le parti socialiste. C'était un peu la stratégie de pression à l'intérieur, pression à l'extérieur. Donc des militants présents dans le secteur antiraciste, dans le secteur associatif, qui prenaient des initiatives, qui obligeaient le parti à réagir, qui utilisaient un certain nombre de réseaux, ou qui en constituaient de nouveaux parce que *le Parti socialiste dans la jeunesse commençait à avoir un certain discrédit*. On a constitué SOS à partir surtout au début des réseaux qu'on avait acquis soit dans la jeunesse socialiste soit dans l'UNEF en particulier dans la tendance Plus que moi j'avais animée une période »[161].

La manifestation de l'école libre est souvent décrite par les fondateurs de SOS-Racisme comme un des éléments déclencheurs de la décision de constituer une nouvelle association antiraciste. Il est intéressant de constater qu'ils peuvent considérer la constitution d'une nouvelle marque militante dans le secteur de l'antiracisme comme une réponse pertinente à l'échec subi par le gouvernement et plus généralement par « la gauche » dans le secteur scolaire. Comme nous l'avons analysé précédemment, les dirigeants de Questions socialistes pensent la politique selon le schème de l'affrontement entre deux camps nettement distincts qui interviennent en fonction de leurs besoins partisans dans l'ensemble des secteurs sociaux. En outre, la localisation de leurs ressources dans un nombre restreint de sites leur interdit d'envisager des actions militantes en dehors du secteur de la jeunesse : l'action syndicale au sein des entreprises étant hors de leur portée, il leur reste à envisager un mouvement de jeunesse portant sur une cause « incontestable ».

« *Pascal Aubert* – Avec les manifs sur l'école privée, le signal était clair : c'était aussi la droite conservatrice qui relevait la tête après le KO debout qu'elle avait pris en 81. Donc il y avait cet élément. Alors je ne pense pas que les fondateurs de SOS aient été de doux rêveurs qui voulaient faire du joli en faisant de la lutte antiraciste, c'est clair. [...] Mais c'était conçu comme l'amorce d'une remobilisation du peuple de gauche entre guillemets en s'appuyant sur ce qu'on maîtrisait le mieux c'est-à-dire le secteur jeune »[162].

« *Laurence Rossignol* – Et puis surtout c'est la manif de l'enseignement privé, la manif de l'enseignement privé, le résultat des municipales de 83 qui nous mettent face à une situation de remobilisation de la droite, de montée du Front national et de montée du racisme, et on se dit à la fois qu'il est nécessaire de mettre en place un nouvel outil pour lutter contre le Front national et structurer la jeunesse, l'aider à résister au Front national et puis en même temps on se dit que si la droite a pu mettre un million de personnes dans la rue sur l'école libre, on devrait être

160. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998, italiques ajoutées.
161. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991, italiques ajoutées.
162. Entretien avec Pascal Aubert, 7 décembre 1992.

capable d'en faire autant sur un sujet comme la lutte antiraciste qui a en écho la montée du Front national, donc c'est à partir de ces deux éléments-là que commence à naître l'idée d'un mouvement antiraciste, la création d'un nouveau mouvement antiraciste et puis le constat aussi que les organisations antiracistes classiques sont incapables d'accueillir une jeunesse qui a envie de se mobiliser contre le racisme, c'est la multiplication des crimes racistes »[163].

« *Bernard Pignerol* – À partir de Mai 1984, quand il a semblé évident et apparent que sur la question de l'école, la Droite avait réussi à cristalliser un mouvement social dans la jeunesse et plus largement en faveur de l'école privée et que manifestement il n'y aurait, en face, pas de réaction, on a commencé à réfléchir en se disant que *tout ça allait très mal et était en train de déraper* »[164].

Pour les militants de Questions socialistes dont certains étaient il y a peu membres du comité central de la LCR, le « recul » des socialistes sur la question de l'école laïque participe, au côté de la mise en œuvre des plans de rigueur et l'ampleur limitée des réformes, de la déception qui suit l'arrivée de « la gauche » au gouvernement. On pourrait cependant imaginer que face à ce qu'ils considèrent comme une dérive politique inquiétante, les animateurs de Questions socialistes lancent une campagne dans le Parti socialiste contre ce qu'ils perçoivent comme les « renoncements idéologiques » de ses dirigeants et contre la politique suivie depuis quelques années. Or, au contraire, non seulement ils décident de mener une action dans un secteur dans lequel ils n'ont jusqu'alors jamais investi et qui n'a pas de rapport direct avec les principaux sujets de désaccord qui les séparent des dirigeants du Parti socialiste mais de surcroît ils lancent SOS-Racisme en sollicitant l'aide du gouvernement. Tout se passe comme si la position des étudiants socialistes ayant depuis peu quitté l'extrême gauche n'était pas assez assurée dans le parti pour qu'ils puissent, en 1984, adopter une stratégie d'opposition frontale à l'égard des nouvelles orientations gouvernementales. Leur position est tellement précaire dans le PS qu'ils sont au contraire conduits à donner des gages de fidélité à ses dirigeants. En 1984, Julien Dray et les animateurs de la tendance PLUS se trouvent donc dans une position soumise à des contraintes multiples – les organisations d'extrême gauche du secteur étudiant, la majorité de l'Unef-Id, la direction du PS, leur propre base militante – telles qu'il leur est devenu nécessaire de mener une initiative mais que celle-ci ne peut être dirigée frontalement contre la direction du PS[165]. Il semble que l'antiracisme dans lequel la gauche est traditionnellement forte constitue un des rares secteurs dans lequel la création d'un mouvement de mobilisation ne sera pas

163. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.
164. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991.
165. Il faudrait également rapporter la création de SOS à l'analyse que ses fondateurs font de la situation politique en 1984 à la lumière de la théorie pratique des mouvements sociaux dont ils disposent. Pensant que le principal défaut du gouvernement « social-démocrate » est de ne pas chercher à organiser le mouvement social sur les secteurs qu'il cherche à réformer, Julien Dray et les animateurs de Questions socialistes pouvaient logiquement,

considérée comme un danger par le gouvernement. Au contraire, la constitution d'une organisation syndicale, d'un mouvement de chômeurs ou encore d'une mobilisation sur le logement aurait directement placé les militants qui l'auraient entreprise en position de devoir critiquer la politique suivie par le gouvernement de gauche depuis quatre ans. Tous les mouvements qui comme « AC ! », le comité des mal logés ou Droit au logement, ont ultérieurement investi ces secteurs ont été conduits à mettre en cause les politiques suivies par les gouvernements qui se sont succédés depuis 1981, et l'on fait justement pour cette raison précise puisque généralement dirigés par des militants « d'extrême gauche » souhaitant placer le Parti socialiste devant ce qu'ils jugeaient être ses « contradictions »[166]. Au contraire, le secteur de l'antiracisme pour lequel un large consensus est susceptible de se faire « à gauche » représente l'une des rares solutions permettant à la fois de mobiliser sur un thème sur lequel la gauche s'est plusieurs fois rassemblée depuis la guerre d'Algérie mais qui, ne plaçant pas le gouvernement en position d'accusé, permet de solliciter son aide matérielle.

E) Une trajectoire universitaire forclose

Nous avons déjà analysé pourquoi la création de SOS-Racisme s'effectue à ce moment de la conjoncture politique, précisément lorsqu'après la dissonance cognitive causée par le « tournant de la rigueur », certains militants « de gauche » cherchent à réagir. Il nous faut maintenant comprendre comment les logiques partisanes qu'induit cette configuration politique particulière s'articulent avec les contraintes et les rythmes des trajectoires individuelles de Julien Dray et des principaux dirigeants de Questions socialistes. Entrés à l'université entre 1973 et 1976, ils ont suivi des parcours universitaires parallèles largement consacrés à l'action politique. À partir de 1980, les principaux animateurs du groupe Questions socialistes étirent la durée de leur études pour pouvoir maintenir leurs investissements militants dans l'université. Vers 1983, il leur devient cependant difficile pour des raisons de crédibilité mais aussi des raisons financières de continuer le militantisme dans le milieu étudiant. Se pose à eux la question de leur entrée dans la vie professionnelle comme celle de la poursuite de leur activités militantes.

« *Laurence Rossignol* – Julien *au début de ses études ne traîne pas, c'est après, quand il a fini*

---

dans la mesure de leurs moyens, chercher à impulser ce mouvement social dans le secteur de la jeunesse scolarisée où ils étaient implantés.

166. Sur la composition des organisations de mobilisation pour le logement, voir Cécile Péchu, *De la marginalisation par l'habitat a l'illegalisme sectoriel : l'action collective des sans-logis (1986-1995)*, Rapport pour la M.I.R.E., Février 1997.

qu'il commence à traîner..
Q – Oui parce que lui il va achever ses études vers...?
R – Il les a achevées quand ? (rire)
Q – Il a commencé une thèse qu'il n'a pas finie c'est ça ?
R – Voilà..
Q – Mais disons qu'il abandonne l'idée de faire une thèse vers...?
R – Oui, *il arrête ses études vers 81, après il a une vague thèse qui traîne*...
Q – C'est au moment de la fondation de SOS qu'il arrête, non ?
R – Je ne sais plus. Je sais que Julien, il fait ses premières années jusqu'à son DEA selon un parcours extrêmement normal, rapide, et puis après il s'inscrit en thèse, il doit faire un mémoire ou un truc comme ça mais il n'a pas fini sa thèse. Régulièrement il dit : si vous m'emmerdez, j'arrête et je continue ma thèse »[167].

« *Didier François* – J'ai des diplômes en philo, en histoire, en géographie et en relations internationales, donc ça va de la licence au DEA, dans l'ordre j'ai commencé par la philo, ensuite maîtrise d'histoire, j'ai des doubles cursus. *Moi je reste à Paris I parce que mon syndicat voulait que je sois là*, donc à chaque fois que je finissais des études je me réinscrivais dans une autre matière. *Je n'étais pas beaucoup aux TD ou aux cours mais comme je passais les examens à la fin de l'année et quand même en fac c'est pas très compliqué, ça fait beaucoup de diplômes, mais ça ne veut pas dire grand chose.* J'ai donc fait d'abord philo avec Harlem, ensuite histoire, puis DEA de géographie de Paris avec de la géostratégie et relations internationales, avec une option de défense, ensuite j'ai travaillé pendant deux ans comme assistant de recherche à l'INSED, l'Institut national supérieur d'études de défense de Paris I qui travaille pour des contrats de recherche pour le ministère de la défense, la FEDN, fondation d'études de défense, et ensuite journaliste au Matin 85, puis court passage à l'ACP, et enfin Libération »[168].

En 1983, Julien Dray et les principaux animateurs de Questions socialistes ne suivaient plus d'études depuis plusieurs années et militaient à plein temps. Cependant, les emplois à temps partiel auxquels la conciliation des nécessités économiques et des investissements militants conduit les militants de la PLUS ne peuvent se prolonger plus de quelques années sans mettre en danger les possibilités de reclassement professionnel ultérieurs. Les positions institutionnelles et politiques atteintes au sein du PS et de l'Unef-Id ne peuvent alors garantir que le reclassement professionnel des anciens militants s'effectue dans des cabinets ministériels, des institutions prébendaires du pouvoir ou des structures para-militantes proches du secteur jeunesse du PS (MNEF, IRAM, etc.)[169]. Entre 1983 et 1985, la plupart d'entre eux auront achevé leurs études, ou plus exactement, les ayant souvent achevées depuis quelques années, ils ne pourront plus sérieusement affirmer qu'ils les poursuivent encore. Se pose alors aux militants de Questions socialistes la question de leur reconversion professionnelle.

167. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998, italiques ajoutées.
168. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992, italiques ajoutées.
169. Il serait intéressant d'analyser en parallèle les trajectoires des membres de Questions socialistes et les stratégies de reconversion professionnelles des proches de Jean-Christophe Cambadélis au sein de la MNEF (Spitakis), des assurances IRAM (Marc Rozenblatt) ou d'autres organisations du secteur paraétudiant et leur passage dans des institutions à la fois plus centrales et plus lucratives à mesure que Jean-Christophe Cambadélis progressait au sein du courant Jospin et du PS.

« *Eric Montès* – Moi j'étais tout seul à l'école de la santé publique, j'ai fait l'école de la santé publique à Rennes. En 85-86, je ne suis plus étudiant, je suis déjà directeur d'Hosto »[170].

« *Laurence Rossignol* – Ben, j'ai passé le bac en 76, j'ai fait mon DEA en 81 : je suis d'une génération de militants qui considéraient qu'il fallait militer et avoir ses examens tous les ans. Je fais un DEA jusqu'en 81, je m'inscris en thèse, que je ne fais pas plus que Julien. À ce moment-là je suis chargée de TD à la fac de Paris I, en troisième cycle de droit commercial, je travaille comme journaliste juridique à *La Vie Ouvrière*, la revue de la CGT, et puis après pour quelques mois je travaille pour la PLUS, trois-quatre mois pendant lesquels je continue de donner des cours en fac. Après, *vers mai 83, je travaille avec Joxe, au groupe socialiste*, moi je suis la techno de la bande : je travaille avec Joxe, avec Fabius, je suis au groupe socialiste, je m'occupe de la commission des affaires sociales, après je suis conseiller social chez Fabius, à la présidence de l'Assemblée et puis je finis chez Bredin conseiller technique, ministre des sports. Et après Spitakis m'appelle et me dit qu'il a besoin d'une juriste, d'une juriste en économie de la santé pour s'occuper de suivre la législation sociale pour la MNEF »[171].

« *Bernard Pignerol* – Je suis vice-président de SOS-Racisme, c'est un métier à plein temps. Avant j'étais assistant de Julien, quand Julien est devenu député au bout de quatre mois il m'a demandé de venir l'aider à se mettre en place parce qu'il ne savait pas. J'avais déjà été assistant parlementaire, donc je connaissais la maison. J'ai aussi beaucoup assumé de cours, de travaux de recherche, j'ai vécu longtemps de travaux de recherche dans un centre de recherche qui s'appelle le CREI, Centre de Recherche en Economie Industrielle, qui est à Paris 13, à Villetaneuse encore. J'ai été chargé de TD en Droit Public. J'ai envie de refaire de l'enseignement d'ailleurs, si possible l'année prochaine au moins comme chargé de conférences. J'ai deux diplômes de troisième cycle universitaire (un diplôme de droit public et un diplôme de philosophie du droit) ce qui doit faire de moi le plus diplômé de toute la permanance de SOS, je pense, largement. J'ai fait des cours pour la formation des personnels communaux aussi, longtemps. Et donc j'ai été assistant parlementaire un an. *J'ai aussi été à l'Ofpra, l'office français de protection des réfugiés et apatrides en 83,* juste quand je suis sorti de l'armée, où j'étais l'adjoint du directeur du contentieux de l'Ofpra et, j'ai été directeur de cabinet d'un député-maire pendant deux ans ce qui m'a appris le fonctionnement d'une commune et d'un appareil politique traditionnel. J'ai exercé différents boulots, divers et multiples, en changeant à peu près tous les deux ans de travail, parce que je m'ennuie au bout de deux ans »[172].

« *Arnold Stassinet* – J'ai commencé un DEA de droit, mais je n'ai jamais rendu le mémoire. J'aimais bien. J'aime toujours bien le droit, je suis un passionné de droit public, mais je n'ai pas eu le temps, c'est des concours de circonstances de la vie d'un individu qui font qu'à un moment donné les difficultés matérielles et des problèmes personnels... qui ont fait que je n'ai pas pu rendre ces choses-là en temps voulu, des problèmes d'argent, des problèmes personnels plus que les responsabilités syndicales et politiques. Et puis après, pris dans le quotidien de la vie, je n'ai pas eu la possibilité ni le temps de m'y remettre. [...] J'ai abandonné les études en mars 86, j'ai abandonné la présidence de l'AGE de Villetaneuse et puis mes fonctions au niveau national à l'Unef »[173].

À partir de 1982, certains des principaux animateurs de Questions socialistes commencent à rechercher du travail. Bernard Pignerol est engagé à l'Ofpra puis dans le cabinet d'un maire

170. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992
171. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998, italiques ajoutées.
172. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991, italiques ajoutées.
173. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.

socialiste tandis que Laurence Rossignol devient conseiller technique du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Julien Dray est alors chargé de cours à l'université de Villetaneuse, mais l'état d'avancement limité de sa thèse ne lui permet pas d'envisager une reconversion dans l'enseignement supérieur. La sortie du milieu étudiant et leur entrée sur le marché du travail affaiblissent leur disponibilité pour l'action militante. Mais cette reconversion professionnelle s'opère en fonction des ressources politiques et du capital relationnel que les militants de Questions socialistes ont constitué dans le Parti socialiste depuis 1981. L'intégration de Bernard Pignerol et de Laurence Rossignol à des structures institutionnelles contrôlées par le PS constitue à la fois une perspective professionnelle et un moyen de ne pas s'écarter de l'action militante. Toutefois elle menace de dissoudre l'originalité du groupe. Il semble alors probable que si Questions socialistes n'est pas assez vite susceptible de leur proposer des positions politiques et professionnelles plus importantes, les militants intégrés à des cabinets liés au courant majoritaire du PS finiront par s'éloigner de leur groupe d'origine.

> « *Laurence Rossignol* – On piaffe, on est jeunes, on est disponibles, on a plus ou moins fini nos cursus universitaires pour beaucoup d'entre nous, on est vous savez un peu en fin d'études, on fait nos thèses, nos machins et au moins on a du temps pour faire de la politique. On piaffe, on a envie de faire des choses »[174].

La fondation de SOS est donc aussi une façon de retarder l'abandon du militantisme collectif pour le groupe de la tendance Plus de l'Unef-Id et de Questions socialistes. C'est également pour Julien Dray un moyen de retarder son propre départ du milieu étudiant après une dizaine d'années de militantisme syndical, dans un contexte d'accroissement du chômage qui ne favorise pas la reconversion d'une expérience militante, sans doute moins encore qu'auparavant susceptible de se voir valorisée en dehors du secteur politique. En effet, les responsabilités assurées par Julien Dray dans le secteur syndical étudiant ne peuvent alors être reconverties, dans le meilleur des cas, en position de cadre dirigeant qu'au sein des organisations politiques « adultes » proches du PS, seules susceptibles de valoriser son savoir-faire militant, et non pas dans les secteurs privés ou publics du marché du travail privilégiant généralement les ressources objectivées par des diplômes. Julien Dray aurait sans doute la possibilité d'obtenir un poste technique dans les réseaux institutionnels du Parti socialiste. Ce serait toutefois pour lui hypothéquer ses chances de convertir sa position de leader de la tendance socialiste de l'Unef-Id à son cours le plus haut en position de responsabilité au sein du Parti socialiste. Julien Dray est en quelque sorte tenu par son statut de leader étudiant : arrêter le militantisme ou se

174. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998.

reconvertir professionnellement dans un poste technique, ce serait abandonner la position sociale de dirigeant à laquelle il doit une grande partie de ses gratifications sociales. En fondant SOS, il montre aux dirigeants socialistes ses capacités d'organisateur et d'animateur et fait le pari que la réussite de la nouvelle association lui permettra de négocier favorablement sa reconversion professionnelle à l'intérieur du PS[175]. La fondation de SOS permet enfin de ressouder une équipe militante que la recherche individuelle d'une position professionnelle et d'une vie personnelle commençait à distendre.

> « *Harlem Désir* – Face au Front national, il nous semblait qu'il fallait inventer une autre façon de riposter et que la marche des beurs avait montré la façon de le faire, c'est-à-dire partir d'un mouvement de génération qui s'appuierait sur des solidarités un peu spontanées entre les jeunes de banlieue, les enfants d'immigrés, les enfants de français etc. Tout ça ne pourrait pas reposer sur une mobilisation à travers ni les organisations politiques d'extrême gauche, ni le MJS, ni à travers l'Unef-Id parce que [...] de toute façon c'était une bataille qui dépassait le milieu étudiant. *On a eu envie de sortir de tout cela. Je veux dire, la création de SOS sur le plan politique enfin si on fait le lien avec nos parcours militants, c'est aussi une façon de tourner la page*, de dire bon on a acquis une expérience, c'est important dans une vie militante d'avoir quelques racines, même si ensuite on s'en détache, d'avoir un enracinement idéologique. Nous on l'a eu à travers donc des organisations trotskistes, mais ce sont de très bonne écoles de formation, il n'y a rien de tel pour apprendre à faire du militantisme mais *on avait envie d'en sortir, de sortir de la marginalité*. On pensait quand même qu'il y avait un certain nombre de choses, de valeurs qui étaient les nôtres qui n'étaient pas vouées inexorablement à peser les 1.3 % ou les 2 % que peuvent peser les candidats d'extrême gauche aux élections »[176].

En 1984, le groupe dirigeant de Questions socialistes hésite sur le type de mouvement qu'il leur serait possible de constituer. Tout se passe – en tout cas les fondateurs de SOS le racontent ultérieurement ainsi – comme si le principe de la fondation d'un mouvement était acquis et qu'il ne leur manquait plus qu'à en déterminer son secteur d'application. Dans cette perspective, le contenu et l'objet de la future organisation doivent être choisis avec précaution mais parmi un éventail large de causes envisageables. C'est sur la base d'un raisonnement d'opportunité politique qu'est prise la décision d'intervenir sur le secteur antiraciste.

> « *Harlem Désir* – La question du racisme est devenue au fur à mesure une question qui a pris une place inattendue. La montée du Front national personne ne l'avait vu venir, personne n'avait imaginé que l'immigration deviendrait le centre de la vie politique française. Ça nous a tous

175. On peut faire l'hypothèse que le passage de Jean-Christophe Cambadélis et des militants de la tendance lambertiste du PCI correspond également à une stratégie de reclassement et de réorientation des intérêts politiques du groupe lorsque ses principaux dirigeants sont placés devant la perspective de quitter le milieu militant étudiant et d'entrer sur le marché du travail. Les perpectives de reclassement professionnel qu'offre le PS aux principaux dirigeants de la tendance majoritaire de l'Unef-Id sont bien entendu bien supérieures à celles que permet la fidélité au PCI. Il n'est donc pas étonnant que ce soit précisément les militants les plus jeunes du PCI qui soient conduits à quitter le mouvement trotskiste puisque pour les militants adultes ayant une position professionnelle établie, la question du reclassement et des perspectives de carrière ouvertes par le Parti socialiste ne se présente pas pour eux de la même façon.

176. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992.

surpris et la marche des beurs a été un révélateur *du fait qu'il y avait des capacités de mobilisation qui existaient dans la jeunesse alors qu'elles n'existaient pas ailleurs* parce que l'opinion publique et la gauche institutionnelle ont été totalement prises au dépourvu par la montée du Front national à partir des municipales de 83. Les dérapages ont commencé à ce moment-là : j'ai le souvenir quand même des grandes grèves de l'automobile en 83 avec Mauroy expliquant que les grévistes c'étaient les ayatollahs qui les manipulaient etc., il y avait un vrai désarroi, une totale incapacité de la gauche à faire face à ça »[177].

« *Thaima Samman* – Et en 1984 on a commencé à avoir une réflexion collective sur *la possibilité d'intervenir au niveau social sur un autre créneau que celui des étudiants* directement, on a essayé de regarder s'il y avait une possibilité de mobiliser les jeunes sur la question du racisme, avec la montée du Front national »[178].

« *Bernard Pignerol* – À partir de ce moment-là la réflexion a porté – de manière un peu abstraite au départ – sur : " *quel champ politique, quel champ d'activité pour des jeunes plutôt engagés à gauche, plutôt engagés du côté des valeurs humaines, des valeurs d'humanisme – mais plutôt à gauche quand même malgré tout – quel champ d'activité politique pouvait-on investir ?* " Les universités, ce n'était plus possible *d'abord parce qu'on était en limite d'âge*, et puis parce qu'après la grève de 83 et un certain nombre de choses, ça semblait très compliqué. Donc c'est une analyse de la situation, une analyse de ce qui se passait dans la jeunesse issue de l'immigration à l'époque qui nous a amené progressivement à conceptualiser SOS-Racisme. Premier débat c'était : " est-ce que la jeunesse ou le mouvement antiraciste pouvait se retrouver dans un mouvement autonome beur – comme il était dit à l'époque – ? Mouvement autonome beur qui était la démarche d'un mouvement comme Convergence 84. Donc là, en réaction à cela, nous avons nous toujours pensé que le mouvement antiraciste ne pouvait être qu'un mouvement de la jeunesse en général, donc forcément intercommunautaire »[179].

Alors que les militants de la tendance PLUS de l'Unef-Id avaient toujours appartenu à des organisations intervenant dans les établissements d'éducation, ils décident en 1984 de ne pas fonder un autre mouvement dans le secteur universitaire. Si leur secteur d'intervention traditionnel est écarté c'est avant tout parce que les principaux dirigeants de la tendance sont « en limite d'âge ». De jeunes militants auraient sans doute pu prendre le relais et constituer un nouveau mouvement s'adressant aux étudiants. Cette solution n'est pas retenue par Julien Dray et les militants les plus anciens parce qu'une telle structure ne leur permettrait pas d'occuper les avant-postes et ne constituerait pas pour eux une possibilité de rester militants. Il apparaît donc que l'une des caractéristiques fondamentales que devait alors comporter la nouvelle organisation était précisément de permettre à Julien Dray et aux « vieux » étudiants de la PLUS de poursuivre leur activité militante, si possible en étant rémunérés, dans une structure indépendante de l'Unef-Id et du Parti socialiste que les fondateurs contrôleraient en propre. Ainsi en fondant SOS-Racisme en 1984, il s'agit pour Julien Dray d'éviter de rompre avec le milieu militant, comme, en 1981, l'adhésion au PS et la réorganisation de la tendance PLUS

177. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992, italiques ajoutées.
178. Entretien avec Thaima Samman, 1 décembre 1992, italiques ajoutées.

après son exclusion de la Ligue avaient représenté pour lui un moyen de ne pas abandonner toute activité politique. L'antiracisme qui avait connu en 1983 un spectaculaire regain d'intérêt militant avec les marches des beurs constituait un secteur militant lié aux valeurs et aux thèmes de mobilisation traditionnels de la gauche, sur lequel les fondateurs de SOS étaient certains de rencontrer le soutien des militants et des appareils des partis de gauche mais qui ne pourrait leur imposer ultérieurement une limite d'âge comme les mouvements de jeunesse.

F) Ressources militantes et dispositions entrepreneuriales

Nous comprenons mieux maintenant les logiques organisationnelles, générationnelles et idéologiques qui vont conduire à la création de SOS-Racisme. Mais l'une des objections qui sont classiquement faites aux tentatives d'explication de la création des mouvements ou des organisations par les caractéristiques sociales, les ressources et la position de leurs initiateurs est que si les fondateurs possèdent bien certaines caractéristiques particulières, tous ceux qui ont leurs propriétés ne se montrent pas également entreprenants. Tous les anciens gauchistes déçus par mai 1981 n'ont pas contruit une nouvelle organisation militante en 1984. Nous avons déjà mis en évidence certaines des caractéristiques qui vont être au principe de la création de SOS – la position de Julien Dray et des fondateurs, minoritaires dans leur organisation, bientôt trop âgés pour le militantisme étudiant et hésitants sur leur reconversion professionnelle. Mais il leur fallait posséder également les dispositions et les capacités entrepreneuriales ainsi que les ressources et les appuis permettant d'envisager la création d'une nouvelle association antiraciste et de la mener à bien. Nous devons donc analyser des caractéristiques particulières de Julien Dray et du groupe Questions socialistes pour montrer que les propriétés et les ressources dont ils disposent permettent de rendre compte de la création de la nouvelle association antiraciste.

1) Les dispositions entrepreneuriales de Julien Dray

Le groupe qui fonde SOS-Racisme s'appuie sur un savoir-faire syndical en milieu étudiant reconnu. Cette expérience du militantisme à l'université se double d'une expérience de la direction d'un syndicat étudiant puisque Julien Dray a dirigé le Mouvement d'action syndical

179. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991, italiques ajoutées.

(MAS) jusqu'au congrès de réunification de l'Unef-Id en 1981. Ainsi le passage de Julien Dray et de quelques animateurs étudiants de la LCR à la tendance PLUS de l'Unef-Id peut s'apparenter au débauchage réalisé par une entreprise auprès des cadres particulièrement réputés d'une firme rivale.

> « *Arnold Stassinet* – Le passage de Julien Dray à la tendance Plus, c'est comme son passage au Parti socialiste : c'est un deal qu'il y a eu entre certains socialistes de l'Unef, en particulier à l'époque il y avait Jean-Marie Le Guen, qui étaient à la recherche d'un animateur. Julien Dray a pris en charge l'animation de cette nouvelle tendance »[180].

> « *Didier François* – La tendance socialiste dans l'Unef-Id autant dire qu'on l'a créée, parce qu'ils avaient des positions institutionnelles mais ils n'avaient pas de cadres compétents. Ça a été à la fois compliqué et simple pour prendre la direction de la PLUS. C'était compliqué parce que, effectivement, ceux qui étaient en place ne voulaient pas trop laisser la place »[181].

> « *Laurence Rossignol* – Alors on prend la direction de la PLUS parce qu'en terme de militants étudiants les socialistes, c'est pas grand chose. *Nous on arrive avec un savoir-faire syndical, et puis une capacité à diriger* »[182].

Si les responsables du secteur jeunesse du Parti socialiste et en particulier Jean-Marie Le Guen ont souhaité que Julien Dray prenne la direction de la tendance PLUS, c'est parce qu'il possédait une expérience du militantisme de base qui faisait défaut aux étudiants qui animaient jusqu'alors la tendance socialiste de l'Unef-Id. Face aux autres organisations étudiantes gauchistes, les étudiants socialistes manquaient d'un cadre expérimenté permettant à la tendance PLUS de maintenir ou d'accroître ses positions[183]. La « capacité à diriger » que Jean-Marie Le Guen reconnaît à Julien Dray est fondée sur un savoir-faire organisationnel mais aussi sur des qualités d'orateur et de mise en forme syndicale des discours politiques. C'est également une capacité à initier des campagnes dans les universités et des stratégies d'expansion dans l'Unef-Id.

> « *Harlem Désir* – Quand j'ai connu Julien, il était déjà une personnalité, entre guillemets, du mouvement étudiant organisé, puisqu'il était le responsable des étudiants de la LCR. Il n'était pas au bureau politique mais il était au comité central et il était le responsable du MAS. Quand Julien est rentré dans le PS, il n'est pas rentré avec beaucoup de gens, mais il avait une position reconnue. Je veux dire il avait un certain climat de confiance avec Le Guen, Spitakis, [...] les socialistes qui donc contrôlaient la MNEF. Le Guen lui a confié d'une certaine façon la gestion de la représentation socialiste dans l'Unef, alors qu'en terme numérique ça pouvait se discuter parce que vraiment quand il est rentré au PS, il n'y avait pas grand monde avec lui qui l'a suivi de la LCR. Il n'y a pas eu un transfert numérique très important. Il y a eu des gens après qui

180. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.
181. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.
182. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. Italiques ajoutées. Extrait également cité p.691.
183 .

progressivement l'on rejoint et ce n'est pas ça qui a compté, *c'est qu'on lui a donné les moyens de travailler et y compris de faire accepter à des étudiants socialistes qui étaient déjà là avant que désormais il était un vrai socialiste et que les choses allaient se faire avec lui*. Il *a apporté une dimension militante qui n'existait pas*, c'est ça que Le Guen a compris. Donc on était un petit groupe, quand on a fait la PLUS parce que à ce moment-là notre identité c'était la PLUS, en réalité, c'est à dire la tendance pour l'unité syndicale de l'Unef-Id, il y avait un petit groupe de gens. On a commencé à s'élargir, avec d'ailleurs beaucoup de gens de Villetaneuse »[184].

Mais ce qui différencie Julien Dray d'autres militants qui n'ont jamais envisagé la constitution d'un mouvement, c'est l'expérience de la direction d'un syndicat étudiant qui lui permet de se concevoir à la tête d'une organisation. Le fait d'avoir eu la responsabilité du Mouvement d'action syndicale (MAS) avant 1980 lui donne à la fois la connaissance des modes de construction d'un appareil et aussi probablement la nostalgie de la position de dirigeant d'une organisation que l'animation de la petite tendance de la PLUS ou de l'université de Villetaneuse ne peut suffire à combler. Julien Dray a d'abord quitté la Ligue et reconstruit son propre petit courant à l'intérieur du Parti socialiste, avant de créer SOS-Racisme lorsque la progression de ce groupe semblait ralentir. Les dispositions d'entrepreneur militant de Julien Dray sont donc le produit de l'expérience de la direction d'un appareil syndical mais aussi de la frustration qu'avaient provoquée la privation de celui-ci et le recul de son statut entre 1980 et 1984.

La comparaison des trajectoires conflictuelles de Julien Dray et Jean-Christophe Cambadélis montre les effets des différences de ressources et de dispositions qui peuvent exister entre eux. Le second accède à la direction des étudiants du PCI sans avoir eu à créer et à construire cette organisation mais seulement à la développer. En outre, il n'a jamais été privé d'une position de pouvoir puisque l'UNEF-Us qu'il dirige en 1980 gagne le congrès de réunification contre le MAS de Julien Dray. Jean-Christophe Cambadélis dispose donc déjà d'une organisation qui lui permet de lancer des campagnes dans les universités et dont la gestion absorbe une grande partie de son personnel militant. Il n'est dès lors pas étonnant que les dispositions entrepreneuriales de Julien Dray aient été beaucoup plus fortes que celles des dirigeants de la majorité de l'Unef-Id qui, puisqu'ils contrôlent une organisation plus importante, n'ont pas à s'interroger sur la nécessité de constituer une autre structure militante.

2) Les ressources de Questions socialistes

184. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992.

Nous avons montré que le groupe des fondateurs de SOS ne disposait pas des ressources et des moyens organisationnels dont bénéficiaient les amis de Jean-Christophe Cambadélis ou encore les jeunes des courants majoritaires du MJS. Mais nous avons vu que c'était précisément cela qui les plaçait en position de devoir fonder une organisation nouvelle dont ils auraient le contrôle. Cependant un groupe qui ne disposerait d'aucune forme de moyens ne serait pas en position de tenter de fonder une nouvelle organisation. Ce qui conduit Julien Dray et le reste des animateurs de la PLUS à créer SOS-Racisme, c'est justement cette position d'entre-deux, leur manque de pouvoir et d'initiative dans les organisations dans lesquelles ils militent mais simultanément suffisamment de ressources pour rendre la fondation d'une nouvelle organisation à la fois matériellement possible et intellectuellement pensable. Le groupe Questions socialistes construit donc une nouvelle structure associative qui correspond exactement aux savoir-faire dont ils disposent et aux ressources qu'ils peuvent mobiliser.

> « *Bernard Pignerol* – Ce que nous savions faire c'était des organisations de jeunesse, ce que nous avons fait c'est une organisation de jeunesse, dans la banlieue nord. Après SOS s'est développé, a pris de l'ampleur »[185].

> « *Harlem Désir* – Quand on a lancé SOS, on a bénéficié de tout ce travail qui avait été fait dans l'Unef depuis 1982, par exemple quand on a fait je me souviens de la première réunion qu'on a fait avec tous les copains qu'on a pu rassembler, qui étaient intéressés par le projet avant même de sortir la petite main, on était quand même cinquante, ce qui est quand même pas négligeable. Avoir déjà 50 personnes prêtes à se mobiliser sur une action militante, c'est pas mal. Bon en même temps, évidemment, c'est de dimension réduite. Et puis sur ces cinquante, il y en avait une quinzaine qui étaient vraiment prêts à militer de façon acharnée tous les jours. On était une cinquantaine aux premières réunions. Par exemple on étaient 50 à diffuser des badges à la manif de Convergence 84, début décembre 84, quand les mobylettes sont arrivées à Paris »[186].

> « *Thaima Samman* – Il y a eu 50 membres fondateurs et 15 militants réels, ça paraît un peu extraordinaire aujourd'hui. Et donc je suis très rapidement devenue permanente du mouvement parce qu'il n'y avait plus le choix, en vérité il n'y avait pas de choix, on manquait de personnel. Je me souviens très bien qu'ils me demandaient d'assumer des tâches pour lesquelles je n'étais absolument pas à la hauteur. Il a fallu se former sur le tas, à la dure (rire). Oui très très vite en février 85, jusqu'à la fin de 1986. Alors permanente, on n'était pas déclarés, j'étais pionne, j'avais quitté mes parents, j'avais un loyer à payer. On n'était même pas payés, très irrégulièrement (rire) »[187].

Pour fonder SOS-Racisme, Julien Dray dispose de l'organisation de la PLUS et notamment de son bastion principal, l'université de Villetaneuse. Les cinquante militants intensifs ou occasionnels sur lesquels peuvent compter les animateurs de Questions socialistes constituent

185. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991.
186. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992.
187. Entretien avec Thaima Samman, 1 décembre 1992.

à la fois un groupe réduit et conséquent. Une initiative en provenance d'un groupe aussi restreint suppose qu'une dynamique propre au mouvement va suppléer aux insuffisances du nombre de ses fondateurs. C'est effectivement ce qui se passera dans le cas de SOS-Racisme. Mais une telle stratégie aurait pu « tout aussi bien » ne déboucher que sur plusieurs mois d'activisme infructueux. Sur les cinquante militants que peuvent réunir les fondateurs seuls une quinzaine – dont les principaux animateurs de la PLUS, Julien Dray, Harlem Désir, Didier François – sont disposés à se consacrer à plein temps à cette initiative. C'est ce groupe qui va durant les premiers mois de l'existence de SOS-Racisme tenter de s'imposer parmi les associations beurs et les mouvements antiracistes, tout en essayant d'intéresser les vedettes de la chanson pour en faire des parrains, puis les journalistes pour que la presse accepte d'écrire sur la nouvelle association. Tous les acteurs déçus par le gouvernement socialiste ne sont pas en mesure de rassembler un petit groupe de militants susceptibles de croire suffisamment à leurs orientations politiques communes et aux perspectives futures de la nouvelle association pour y militer intensivement, sans rémunération régulière et sans se préoccuper à court terme de leur carrière professionnelle. Il est probable qu'en dehors des principales formations politiques de gauche – que la création d'instruments de mobilisation nouveaux intéresse parfois – seul un groupe issu du syndicalisme étudiant disposait à la fois de la motivation et du personnel militant pour réussir la création d'une nouvelle organisation antiraciste.

> « *Arnold Stassinet* – Au niveau de l'Unef-Id et de la Plus, je me rappelle, moi j'étais au point culminant où on faisait encore vraiment du syndicalisme. À Villetaneuse c'était un vrai réseau, avec tout ce que ça voulait dire, une capacité de réaction à n'importe quel événement sur le campus, on avait la capacité d'avoir un tract quasiment dans la demi-heure qui suivait, on pouvait faire des délégations, on avait des réseaux pour des antichambres, pour résorber toute une série de conflits. On avait bien réseauter, on avait un vrai travail de maillage, on était des interlocuteurs incontournables »[188]

> « *Julien Dray* – SOS, au départ, c'est deux groupes, un noyau initial de militants politiques issus de l'extrême gauche des années 70 et des mobilisations de la jeunesse des années 70, en France, c'est-à-dire, l'affaire Guiot, les conséquence de Mai 68 dans la jeunesse lycéenne – c'est comme ça qu'il faut analyser le processus – qui a produit tout ce qui avait été l'agitation lycéenne de l'époque, l'affaire Guiot, la circulaire Guichard, la loi Debré, les différentes réformes Fontanet ou Haby. Donc un noyau venu des luttes lycéennes et un peu des luttes étudiantes, mais marqué par l'ambiance des luttes lycéennes plus que par celle des luttes étudiantes au départ. *Le noyau d'origine provenait du MAS, mais c'est microcosmique, c'est de l'ordre des cinq ou six copains qui se connaissaient*. C'est un petit noyau de copains, une dizaine de types, entre lesquels s'étaient tissées à la fois des relations politiques et des relations d'amitié et personnelles. C'est ce noyau-là qui collectivement adhère au Parti socialiste en 81 en s'en allant de la Ligue, en pensant que les choses sont finies. C'est ce noyau-là qui prend en charge la responsabilité de la construction d'un courant socialiste à l'université de 81 à 84, en lui donnant un peu de vie dans l'Unef. *À ceux-là se sont adjoints des jeunes des années 80 qui eux étaient*

188. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.

plus dans la mouvance mitterrandiste, la mouvance socialiste. C'est la fusion de ces deux-là qui a donné le noyau initial des membres fondateurs de SOS-Racisme »[189].

Les premiers mois d'existence de SOS-Racisme nécessitent un personnel militant nombreux et disponible pour contacter les vedettes du monde du spectacle et tenter d'attirer l'attention des journalistes sur une organisation inconnue qui n'a alors mené aucune action visible. La plupart des militants qui vont participer à la création de SOS-Racisme étaient des syndicalistes étudiants des universités de Villetaneuse ou de Créteil ainsi que les proches que ceux-ci pouvaient mobiliser.

« *Patrice Lavaud* – J'ai participé au lancement de SOS. Ça s'est fait un peu par hasard parce que j'étais étudiant à Villetaneuse. Il y avait plein de copains qui avaient cette idée-là et j'avais un chargé de TD qui s'appelait Julien Dray, et que c'est comme ça que j'ai connu SOS quoi.. et bon ça m'a paru tout de suite évident de participer à cela, surtout que j'avais déjà fait la marche des beurs en 83 ouais c'était 83, ça m'avait emballé et tout et donc heu bon ben on a participé à tout le lancement quoi, dès 1984 ».[190]

« *Pascal Aubert* – J'ai rencontré les futurs fondateurs de SOS à Villetaneuse où j'étais étudiant de 1980 à 1983. C'était dans le cadre du syndicalisme étudiant, plus précisément celui de la tendance PLUS de l'Unef-Id qui à l'époque était animée par Julien, par Rocky et puis par Harlem à Créteil. Ma rencontre avec les fondateurs de SOS c'est à ce moment-là, donc pendant deux années, environ, jusqu'à 84, ça s'est cantonné à l'action syndicale pour ce qui me concerne sur ma fac et puis aux MJS »[191].

« *Taïmma Samman* – Moi j'ai été en fac à Villetaneuse. C'était au début des années 80. Et donc j'ai commencé un petit peu à militer sur la question de la loi Savary. Il se trouvait que la fac de Villetaneuse était la fac de Julien Dray et de gens qui faisaient du syndicalisme étudiant. Ils étaient un peu les têtes de proue du mouvement contre Savary donc j'ai pris contact avec eux à ce moment-là. On a commencé à bosser ensemble, à faire du syndicalisme étudiant. Alors, à l'époque j'étais très peu formée politiquement. Moi j'étais vraiment une novice en la matière. Une novice complète. J'étais, au lycée, j'étais progressiste et plutôt de gauche. Je n'étais probablement pas très progressiste au niveau économique. Je veux dire sur mes conceptions économiques, parce que je viens d'une famille bourgeoise où ils sont tous ingénieurs, donc avec l'idée de l'efficacité et des techniciens : le règne des techniciens. Les mouvements sociaux, c'était le bordel. Le mouvement ouvrier en tant que tel, ça me faisait plus peur qu'autre chose. Bon j'ai changé ensuite. Mon engagement, mes idées venaient de deux thèmes fondamentaux, le tiers-monde, l'aberration de la situation du développement nord-sud et le féminisme, j'étais ultra-féministe. Par ailleurs, je n'avais jamais milité jusqu'à la fac, peut-être parce que ça ne s'était pas présenté. C'est assez souvent aussi des rencontres qui provoquent ce genre de choses. J'étais au lycée d'Enghien, dans le Val-d'Oise, donc une banlieue plutôt bourge. La radicalité des gens qui intervenaient dans mon lycée ne me correspondait pas, enfin ne m'allait

189. Entretien avec Julien Dray, 18 juin 1991, italiques ajoutées. Les anciens du MAS étaient en très petit nombre dans le noyau fondateur de SOS-Racisme, mais les pratiques et l'expérience politique de ce groupe en procédaient : « Didier François – Tous les dirigeants de SOS n'avaient pas une expérience gauchiste, seulement les plus anciens militants. Ça ne faisait pas énormément de monde. Ceux qui ont une expérience gauchiste dans les années 70, il n'y a quasiment que Juju, moi et deux ou trois autres personnes qui ont vraiment une expérience gauchiste » ; entretien avec Didier François, 5 octobre 1992.
190. Entretien avec Patrice Laveau, 12 juin 1991.
191. Entretien avec Pascal Aubert, 7 décembre 1992.

pas. Donc quand je suis arrivée à la fac je n'avais rien de la militante aguerrie contrairement à beaucoup d'autres »[192].

« *Isabelle Thomas* – J'ai commencé à militer dans une organisation (en dehors des grèves lycéennes que j'avais pu faire) à l'université de Villetaneuse quand j'ai pris ma carte à l'Unef-id en première année, de manière quasi automatique. J'ai commencé à faire quelques actions du style instruction d'étudiants étrangers, des choses très classiques au point de départ. Puis est venu en 83, la loi Savary et la grève des étudiants, grève à double détente à l'époque puisqu'il y avait d'une part les étudiants de droite de l'Uni qui faisaient grève et puis d'autre part les étudiants de gauche (L'Unef-id par exemple à Villetaneuse). Il se trouve que j'étais en deuxième année de droit à l'époque, et je suis devenue le porte-parole de mon amphi. À ce moment je ne connaissais pas bien Julien, j'étais vraiment syndicaliste de base qui faisait juste l'inscription des étudiants étrangers. Donc je tiens mon AG, on était sur l'estrade avec une prof de droite, qui voulait la grève mais qui voulait faire un ordre du jour qui l'avantageait elle, ne parler que des modalités de la grève sans parler des objectifs. Et Julien vient à la tribune et me dit : " il faut changer l'ordre du jour, elle est en train de nous baiser sur l'ordre du jour ". Moi, je ne comprenais pas cette histoire, j'ai dit à Julien : " de quoi tu te mêles, tu n'es même pas étudiant en droit etc ". Bref, petit affrontement avec Julien Dray. Et puis effectivement, je me suis fait avoir sur l'ordre du jour et je suis sortie de l'AG en me disant : il avait raison. J'ai commencé à voir les choses autrement d'autant plus que au bout d'un moment quand on fait du syndicalisme étudiant, quand on fait des petites actions, des petites inscriptions des étudiants étrangers, en préparant des dossiers, en allant en délégation etc. : c'est épuisant et au bout d'un moment on se rend compte que si la loi était modifiée... On commence à faire de la politique nécessairement, on commence à évoluer, à globaliser les problèmes. On se dit qu'on est en train de faire du raccommodage et du rafistolage-là où il faudrait changer les choses en profondeur »[193].

« *Christophe Monnet* – Au moment de la fondation de SOS, j'avais fini mes études, et je faisais mon service civil dans une association laïque. Je n'avais pas appartenu à l'Unef-Id, je connaissais la bande de copains qui a fondé SOS parce qu'Isabelle Thomas appartenait à cette association laïque et je la connaissais. Ensuite j'ai été permanent à SOS »[194].

Mais outre le personnel militant qu'il pouvait mobiliser, Julien Dray disposait également du capital de relations constitué à partir de sa position de principal coordonnateur des militants étudiants du Parti socialiste. Ce capital politique lui permettra d'obtenir l'assistance du gouvernement et du cabinet de François Mitterrand. Cette aide touchant à la mise en forme du logo et du slogan mais aussi sans doute le concours financier de l'Elysée pour faire concevoir et fabriquer les premiers lots de badges interviennent dès la fondation de la nouvelle association, avant même qu'elle ne rencontre le succès auprès des journalistes à partir de février 1985 ou lors du concert de la Concorde. Cette capacité à solliciter et à obtenir l'aide du Parti socialiste et surtout du gouvernement n'est alors accessible qu'à très peu d'acteurs.

« *Jean-Louis Bianco* – C'est moi qui mets les fondateurs de SOS en contact avec le publicitaire

192. Entretien avec Thaima Samman, 1 décembre 1992.
193. Entretien avec Isabelle Thomas, 22 octobre 1992.
194. Entretien avec Christophe Monnet, 11 décembre 1992.

Jacques Pilhan. Je les mets en contact sur le thème : " Comment tu peux les aider, les conseiller en termes de mise en forme, de logo ". Et là on a plusieurs séances de brainstorming, et puis d'autres sans moi d'ailleurs aussi, avec Pilhan qui devait être déjà installé à Temps Public à côté de l'Alma puisque j'ai le souvenir de réunions où on était là-bas. Et donc il aide, en effet, pas mal à mettre en forme, il donne surtout son avis ce qui était intéressant, sur les différentes idées qu'il y avait. Il aide à mettre en forme la petite main et le slogan. Encore une fois, dans ma mémoire (les gens de SOS seront plus précis que moi) c'est plutôt Didier François – c'est complètement indépendamment de Pilhan ou de moi – qui avait inventé ce truc-là. Pilhan est tout de suite enthousiasmé par ce slogan par rapport à ce que l'on avait envisagé avant. Il donne une sorte de réaction de professionnel de la communication, sur la main aussi, et donc c'est lui qui les aide du point de vue graphique, visuel, logo, à mettre cela en forme et évidemment gratuitement dans les relations qu'il a avec eux à l'époque »[195].

« *Jean-Louis Bianco* – Alors, sur l'aide financière du gouvernement à SOS, là Mitterrand dit : " il faut les aider " et donc je les renvoie sur Lang et Matignon. Jack Lang, les aide certainement beaucoup, parce que ça a été beaucoup Lang, et Matignon, la Concorde c'est 85, donc c'est Fabius. Alors Fabius s'y intéresse, il les soutient assez vite, il a toujours gardé un lien assez personnel avec eux. C'est un de ceux qui a été le plus constant dans les dirigeants socialistes à être présent à leurs concerts, à leurs manifestations. Il y avait aussi Henri Weber qui était assez proche d'eux pendant un temps. Laurent Fabius, donc c'est Schweitzer, et Schweitzer se débrouille avec Lang pour trouver des financements. Mais là c'est une demande explicite de Mitterrand, je ne sais s'il a directement demandé à Fabius ou à Lang, en tout cas, moi je retransmets la demande de Mitterrand : " il faut les aider ".
Q – Mais au niveau de la mise de départ, pour la création des badges, je suppose qu'il y a aussi un financement à ce moment-là ?
R – Je ne sais pas. Cela paraît logique ce que vous dites, de mémoire. Mais je n'ai pas de souvenir particulier. À moins, là aussi, qu'il y ait eu, avec François Mitterrand, un circuit direct pour les financer sur ses fonds ou sur les fonds spéciaux. C'est logique, mais je n'ai pas de souvenir là-dessus. Ca paraît logique qu'ils aient un truc au départ parce qu'ils n'avaient pas beaucoup de cotisants au début, ça me parait logique »[196].

Une fois le succès assuré et l'efficacité politique de l'association établie, les animateurs de SOS-Racisme pourront en cas de besoin faire appel aux entrepreneurs proches de « la gauche », Antoine et Christophe Riboud, Jérôme Seydoux et surtout Pierre Bergé, pour financer des opérations particulières ou même le fonctionnement ordinaire de SOS, notamment lorsque les antagonismes politiques de la Cohabitation auront tari les sources de subventions gouvernementales.

« Q – Donc, les gens de SOS vous téléphonaient en disant : " Pierre, voilà, on a besoin d'argent, est-ce que tu peux nous en donner " ? Très simplement ?
Pierre Bergé – Oui, très simplement. Mais comme ils l'ont fait avec Christophe Riboud, comme ils l'ont fait avec Jérôme Seydoux, comme ils l'ont fait avec des gens qui étaient sympathisants, bien sûr, c'est naturel.
Q – Et est-ce que le pouvoir en place à l'époque vous a incité ?
– Jamais. [...] Moi, quand on me disait qu'il y avait un concert, qu'ils allaient ouvrir un truc à tel endroit et qu'il leur manquait 100 000 balles, je leur donnais 100 000 balles, voilà, et quelques

195. Entretien avec Jean-Louis Bianco réalisé avec Olivier Laurens, 28 avril 1998.
196. Entretien avec Jean-Louis Bianco réalisé avec Olivier Laurens, 28 avril 1998.

fois même je suis allé taper Yves Saint-Laurent lui-même. [...] Je n'ai jamais entendu parler de frais de fonctionnement. Non, ça a toujours été sur un colloque, sur un concert »[197].

Inenvisageable pour un groupe politique trop faible ou d'anciens militants isolés et inutile pour un groupe politique plus installé, la fondation d'une nouvelle association antiraciste correspond aux besoins propres d'un groupe disposant de ressources importantes mais cependant trop démuni et trop dominé pour progresser au sein des organisations politiques dans lesquelles il intervient.

G) L'apport de SOS à Questions socialistes : la construction d'un courant

La réussite de SOS apporte aux responsables de Questions socialistes le moyen de faire avancer leurs idées dans le Parti. Ainsi la nouvelle organisation est bien acceptée au sein des sections du Parti socialiste et chez les militants de base même si la direction du parti et en particulier Lionel Jospin considère avec méfiance une organisation dont ils ne contrôlent pas l'activité et qui leur apparaît comme une tentative pour un courant minoritaire de la gauche du parti d'accroître son influence.

« *Arnold Stassinet* – Alors la fondation de SOS a été bien accueillie au Parti socialiste. Elle a été bien accueillie chez les militants, elle a été bien vécue. C'est vrai, on vendait pas mal de badges et de cartes aux camarades du Parti socialiste et on montait les comités aussi avec eux. Après avoir subi des défaites, pour eux c'étaient quand même quelque chose qui bougeait. Il faut se souvenir que les militants socialistes, tous ceux qui ont participé à l'élection de François Mitterrand dans les années 70, c'était des gens qui se bougeaient, qui étaient sur les marchés, qui faisaient des boîtes aux lettres, qui distribuaient des tracts, qui collaient des affiches, qui faisaient des réunions de quartiers, qui avaient une activité militante, les militants socialistes étaient quand même assez actifs, c'étaient des syndicalistes etc. Et l'arrivée au pouvoir avait un petit peu terni cette image. Il y en a qui se sont jetés sur SOS en disant on va se bouger. Ils s'inscrivaient bien. À un moment donné comme c'était la grande mode, il fallait que tout le monde joue “ plus antiraciste que moi, tu meurs ”, donc c'est certain qu'il y a eu pas mal de responsables du Parti socialiste qui se sont entichés du badge qui étaient bien contents de le mettre. Alors en même temps, je me rappelle pour certains responsables fédéraux, nationaux, sachant qui était derrière, certains disaient : “ c'est des anciens trotskars, méfiez-vous, c'est les petits jeunes de la Plus de l'UNEF ”. C'était quelque chose que le Parti ne contrôlait pas et dont il se méfiait »[198].

« *Eric Montès* – SOS au début ça a plu dans le PS. Pas à l'appareil, mais aux militants de base. Il y avait une conférence nationale des jeunesses socialistes à Pau, en 85. Rocky nous avait dit qu'il fallait qu'on fasse comme les jeunes communistes dans les conférences nationales des jeunes socialistes après guerre, il fallait qu'on soit partout sauf à notre place, et qu'on discute avec tout le monde. Nous on avait quatre tables, 94, 93, 95 et 92 et Rocky devait faire la

197. Entretien avec Pierre Bergé réalisé par Olivier Laurens, 24 mars 1998.
198. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.

chasse : il voulait voir personne là sur ces tables-là durant ces trois jours. Donc, il y avait plein de jeunes socialistes de province. On venait de commencer les badges, alors on était arrivé avec des cartons entiers de badges, donc on en avait vendu plein. Alors les autres à la tribune en train de nous voir : " merde, il me prend ma base ". Ils disaient : " Rocky, Rocky, viens à la tribune viens à la tribune " et Rocky dans les travées : " non, non, je suis bien là " (rire) »[199].

Si la création de SOS-Racisme n'est pas favorablement accueillie par la direction du Parti socialiste, la direction de l'Unef-Id considère aussi négativement ce qu'elle perçoit comme un moyen de faire rentrer des militants dans les AGE du syndicat à partir des comités SOS de facs que l'association de Julien Dray met en place dès 1985.

« *Arnold Stassinet* – L'Unef, elle voyait un peu dangereusement la capacité qu'avaient les militants de SOS à monter des comités dans les facs, à partir de ces comités ça faisait des réservoirs de militants qui pouvaient s'inscrire à l'Unef, et qu'il y avait des AGE qui pouvaient basculer donc en réalité. Moi au début de SOS je m'occupais de l'Unef, je faisais attention à ce que SOS n'absorbe pas complètement tous nos camarades et qu'au moment des échéances dans l'Unef plus personne soit là, il fallait se servir de SOS pour que en même temps on ait des billes au prochain congrès de l'Unef »[200].

Cependant, l'outil nouveau que représente SOS-Racisme, les moyens financiers qu'il permet d'obtenir et la notoriété qu'il procure à chacune de leurs actions, vont permettre à Julien Dray et Questions socialistes de progresser rapidement au sein du Parti socialiste. La période de la cohabitation durant laquelle la direction de SOS-Racisme participe à plusieurs mouvements de mobilisation contre le gouvernement de Jacques Chirac – la campagne sur les bavures en 1986, le mouvement étudiant de décembre 1986 et la campagne contre la réforme du code de la nationalité en 1987 et enfin leur participation à la campagne électorale de François Mitterrand – constitue pour les animateurs de Questions socialistes autant de moments leur permettant de se voir reconnus par François Mitterrand et dans le Parti socialiste malgré les réticences de la direction de celui-ci.

« *Eric Montès* – [Au moment des grèves étudiantes de décembre 1986], la direction de l'Unef-Id voulait négocier avec le gouvernement le retrait de certains points du texte [nous, nous voulions un retrait complet]. Donc pendant les discussions au bureau de l'Unef-Id, les copains de notre tendance font chier la virgule du texte, ils jouent la montre, ils jouent la montre comme des brutes, pendant ce temps-là Isabelle Thomas, elle tourne partout, dans tous les médias, dans tous les journaux en disant on continue la lutte, on continue la lutte. Pendant ce temps-là, ils étaient en réunion et les autres copains de SOS ont tenu jusqu'à 11 heures du soir, et la direction de l'Unef-Id n'a pas pu aller en presse et le dimanche, dans le *Journal du Dimanche*, interview d'Isabelle Thomas : " le gouvernement n'a rien compris, il faut continuer la lutte ". Donc on a continué par la manif des deux millions. Alors là on leur a mis 40.000 à 0 au gouvernement. Et puis dans le PS ça a marqué beaucoup de points, et chez le Vieux, c'est là que le Vieux a commencé à dire : " ceux-là, ils commencent à être sympas, ils sont pas cons " ; parce que lui il

199. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992
200. Entretien avec Arnold Stassinet, 24 juin 1991.

était tout seul en cohabitation, alors là le Scud qu'on a mis dans l'avion Chirac, ça l'a beaucoup aidé, surtout que en plus après ils ont tué Malik Oussekine. Alors là c'était le carnage. Bon, au secours Léo : “ oui aucune voix ne vaut la mort d'un homme ”. Bon ça y est, ils sont morts-là (rire), ils sont morts, vas-y, vas-y Tonton finis-les (rire), la débandade (rire) Devaquet désavoué, Monory aussi tout le monde, vas-y Pasqua, non ? Il faut en tuer un autre ? Bon, vas-y, vas-y Tonton, achève, achève-les ! Après on a voulu continuer à taper la droite quand ils ont mis la réforme du code de la nationalité, donc on a fait des manifs mais bon ils étaient déjà à genoux, d'ailleurs après ils n'ont plus voulu faire aucune réforme. Donc là, c'était bon et ça dans le PS, c'est là qu'on a marqué le plus de points. Parce que le président et l'entourage direct ont commencé à dire : “ bon, ceux-là, ils savent mettre des buts ”. Et puis le PS, l'appareil a pris le mors aux dents mais ils pouvaient plus nous taper de la même façon parce que on avait quand même sauvé la mise au président, hé hé, pendant que eux ils étaient en train de négocier. Bon, dans le reste du mouvement des jeunes, alors là on était les caïds, on faisait un malheur, dans les sections, “ ah oui lui il est de SOS tout bon ” : ça voulait dire que lui il savait se battre. Du coup, ça s'est enchaîné parce qu'en 87 il y a un congrès du PS et Isabelle Thomas rentre au comité directeur par le fait du prince, ça c'est le remerciement. Alors là tu as quelqu'un au comité directeur, ça veut dire que normalement tu mets des motions, donc tu peux devenir un vrai courant : tu vois, c'est l'enchaînement. On a présenté un texte, très “ ancrage à gauche ” au congrès de 87. On nous laisse l'autorisation de faire un texte alors qu'on n'a aucun droit de faire un texte, mais c'est dû aux mérites de la lutte des classes. Donc “ rassembler à gauche ”, premier jalon et on arrive à faire signer des gens comme Mélanchon. Les militants de la gauche dans le PS, ils disent bon ceux-là, ils en ont : ça nous ouvre des espaces dans tous les coins, les communistes nous regardent différemment, l'extrême gauche comprend que on n'est pas des pourris et que, du coup, c'est eux les ringards et c'est nous les vrais d'extrême gauche. De 87 à la réélection de François Mitterrand, on n'a fait qu'entretenir l'acquis : on a fait des rassemblements, “ Tonton laisse pas béton ”, “ pour nous c'est lui ”, non, Mélenchon a fait “ pour nous c'est lui ”, nous on a fait “ les jeunes pour l'égalité avec François Mitterrand ”. Bon, le grand Rancard c'était en mars 88, c'est un grand rassemblement de SOS, François Mitterrand a envoyé un message : ça n'a été que de l'entretien. Après c'est lancé, Isabelle rentre au comité directeur donc elle peut poser un texte au congrès de Rennes et on nous donne une circonscription, donc Julien Dray devient député »[201].

La première cohabitation demeure, chez les dirigeants de SOS-Racisme, la période où la perception de l'efficacité politique de l'association a été le plus fortement ressentie. À travers la campagne contre les « bavures » et le mouvement étudiant de décembre 1986, les militants de l'association, antiracistes politiques, avaient le sentiment de participer directement aux affrontements partisans avec une capacité d'action hors de proportion avec leur force organisationnelle réelle. La période précédant les élections de mars 1986 avait été celle de la construction de l'association durant laquelle l'activité militante avait été intense mais où les usages politiques du mouvement sous un gouvernement « de gauche » étaient restés limités. Celle suivant les élections présidentielle de 1988 sera une phase de déclin durant laquelle les responsables de l'association s'opposeront durement au nouveau gouvernement socialiste, à la fois sur la question des banlieues et de la politique de la ville, sur le mouvement des infirmières et des lycéens mais également sur la politique économique et lors de la guerre du Golfe. Seule la période de la cohabitation, durant laquelle le militantisme antiraciste permet de tenir un

201. Entretien avec Eric Montès, 14 décembre 1992.

discours revendicatif en ayant l'approbation des dirigeants du Parti socialiste et des journalistes de la presse d'opposition constitue pour les animateurs de SOS-Racisme une période d'accord politique avec leurs soutiens partisans et journalistiques.

* *
*

La décision de créer SOS-Racisme est donc le résultat des stratégies particulières à un groupe syndical étudiant dans les configurations militantes de l'université au milieu des années 80. Ce groupe des jeunesses socialistes issu de l'université de Villetaneuse va se retrouver en position minoritaire et sans perspectives de croissance dans toutes les structures militantes auxquelles il participe alors. Lorsqu'à partir de 1983, Julien Dray et les cadres les plus expérimentés de la PLUS deviennent trop âgés pour poursuivre le syndicalisme étudiant, ils sont contraints de se poser la question de la transformation de leurs investissements militants et de leur entrée dans la vie professionnelle. Puisque le groupe Questions socialistes est alors incapable de donner une position professionnelle à ses principaux cadres, ceux-ci sont amenés soit à chercher un travail et abandonner le militantisme, soit à profiter des relations qu'ils ont au sein du groupe PS pour trouver un emploi de conseiller technique à la frontière du politique et du militantisme en attendant les opportunités offertes par une future alternance. La voix du reclassement commence à être explorée en 1983 par Bernard Pignerol et Laurence Rossignol qui sont rémunérés par des institutions publiques contrôlées par le PS. Le groupe Questions socialistes pourrait se dissoudre alors, chacun intégrant l'équipe d'un élu socialiste et finissant par suivre le courant de celui-ci. Il s'agit là d'un des futurs possibles, peut-être le plus probable. Celui qui aurait le plus à perdre dans cette reconversion par le bas du militantisme en professionnalisation politique est Julien Dray qui anime toujours à plein temps la tendance PLUS de l'Unef-Id et n'a donc pas encore sollicité un poste auprès du PS. En position de dirigeant dans le mouvement étudiant, une telle reconversion professionnelle ne lui permettrait pas de conserver son statut social et politique. En 1984, la création de SOS-Racisme est donc une façon d'échapper aux différentes contraintes qui s'exercent alors sur Julien Dray et les principaux animateurs de la PLUS. Le lancement d'une nouvelle organisation permet de remobiliser tout le groupe de Questions socialistes qui menaçait alors de se défaire sous le double effet du manque de perspectives collectives offertes par l'Unef-Id et des stratégies de reconversion individuelles de ses cadres. Elle offre à Julien Dray un nouveau moyen et une nouvelle chance de réussir au sein du PS en lui fournissant un poste de direction dans une

organisation dont il aura la maîtrise. La nouvelle structure permettra de recruter des militants pour le compte de Questions socialistes plutôt que pour celui de la majorité de l'Unef-Id et sur l'ensemble du territoire plutôt que dans quelques bastions. Ce n'est sans doute que dans un deuxième temps que l'ampleur inattendue de la réussite de SOS-Racisme permettra au groupe Questions socialistes de progresser au sein du Parti socialiste, objectif qui n'était peut-être pas présent au premier plan dès l'origine. Ce formidable succès a certes été recherché par les fondateurs de SOS mais ils n'en ont maitrisé ni l'ampleur, ni la durée, ni les causes. Rendue possible par les ressources militantes dont disposaient les dirigeants de la tendence PLUS, la constitution de SOS-Racisme a été pour eux un moyen déterminant d'acumulation d'un capital poltique leur permettant de jouer un rôle au sein du Parti socialiste.

Conclusion

Au terme de notre démonstration, il convient de revenir sur ce que ce travail nous a permis d'établir. La création et le succès de l'entreprise militante SOS-Racisme dans la forme qui a été la sienne sont le produit du travail social d'acteurs engagés dans des secteurs sociaux hétérogènes, dont aucun n'a maîtrisé les effets de ses actions, mais dont l'interaction au sein d'espaces sociaux structurés a abouti à l'émergence de l'association.

La fondation d'une nouvelle organisation antiraciste a été le résultat des stratégies particulières d'un groupe syndical étudiant dans les configurations militantes de l'université au milieu des années 80. Lorsqu'à partir de 1983, Julien Dray et les dirigeants de la tendance socialiste de l'Unef-Id deviennent trop âgés pour poursuivre le syndicalisme étudiant, ils sont contraints à des stratégies de reconversion de leurs investissements militants. En 1984, la création de SOS-Racisme est alors une façon d'échapper à l'obligation de l'entrée dans la vie professionnelle qui s'impose alors à Julien Dray et aux principaux animateurs de la PLUS, permettant de maintenir la rentabilité sociale de leurs investissements politiques au moment où le Parti socialiste devient susceptible de leur offrir des perspectives de promotion et de carrière. Le lancement d'une nouvelle organisation permet de remobiliser un réseau militant qui menaçait alors de se défaire sous le double effet du manque de débouchés collectifs offerts par l'Unef-Id ou le PS et des stratégies de reconversion individuelles de ses cadres. Elle donne à Julien Dray une nouvelle chance de progresser au sein du PS en lui fournissant un moyen de capitaliser des ressources politiques. L'ampleur inattendue de la réussite de SOS-Racisme permettra au groupe Questions socialistes d'établir la notoriété de certains de ses dirigeants et de constituer un capital politique de relations au sein du Parti socialiste. Ce succès a certes été recherché par les fondateurs de SOS mais ils n'en ont maîtrisé ni l'ampleur, ni la durée, ni les causes. Nous nous sommes attachés à mettre en évidence les logiques à la fois politiques et personnelles des trajectoires militantes et professionnelles. La constitution d'un groupe de militants dotés de dispositions entrepreneuriales et disposant à la fois de suffisamment de ressources politiques pour réussir mais cependant dominés dans les organisations auxquelles ils appartiennent pour être tentés par une initiative nouvelle est la conséquence des luttes propres à l'espace militant étudiant de l'après 1981. L'offre antiraciste de ce groupe va rencontrer une configuration favorable au sein de la presse et des journalistes disposés à la soutenir.

En effet si la création de SOS doit être expliquée par les logiques propres au champ du militantisme étudiant, l'accroissement rapide de la notoriété de la nouvelle association a eu pour origine l'intérêt particulier que les journalistes ont eu à son égard. La faiblesse des ressources militantes initiales des fondateurs de l'association et leur absence de statut professionnel stable leur interdisaient une stratégie lente de construction progressive d'une association militante. Nous nous sommes attachés à décrire les logiques de la production des commentaires des journalistes pour comprendre comment les particularités de l'association vont contribuer à permettre et à susciter l'engouement des journalistes. C'est l'adéquation entre la forme que ses fondateurs ont donnée à l'association et les besoins particuliers des journalistes qui a été à l'origine de l'intérêt de la presse à l'égard de l'association. La promotion de SOS-Racisme constitue pour des journalistes « de gauche » alors engagés dans un processus de « neutralisation » relative de leur lignes éditoriales, un moyen de s'opposer au Front national sans se voir identifier à un camp partisan. L'intérêt des journalistes pour SOS est donc essentiellement le fait des quotidiens « de gauche » mais la fin du contrôle que les gouvernements gaullistes puis giscardiens exerçaient avant 1981 sur la télévision accroît les chances de ces journaux d'impulser des campagnes conjointement aux journaux télévisés. On peut ainsi analyser le succès de SOS-Racisme comme le produit de la rencontre d'une offre constituée par des entrepreneurs politiques possédant un capital et un savoir-faire militants et de la demande journalistique de certaines rédactions qui souhaitaient s'opposer à ce qui était alors perçue comme la progression de l'extrême droite. La forme sociale qu'a initialement revêtue SOS-Racisme – une association « nouvelle », « apolitique », composée de « jeunes » et n'ayant pas de « revendications » mais procédant seulement à une affirmation de convictions antiracistes face à la progression du Front national – était donc parfaitement adéquate aux besoins particuliers des journalistes. Alors que l'intérêt des lecteurs des journaux nationaux pour « la politique » et en particulier ses formes « militantes » est réputé décroître, SOS-Racisme donne aux journalistes l'occasion de défendre une cause généreuse traditionnellement associée à la gauche, sans risquer d'ennuyer le lecteur. C'est donc l'adaptation de SOS-Racisme aux intérêts partisans des journalistes de gauche et aux contraintes commerciales qui s'exercent sur eux qui permet en 1985 à la presse et à la télévision de promouvoir l'association. Le processus de déclin de SOS-Racisme, lorsque ses propriétés de mise en forme changent et qu'elles cessent d'intéresser les journalistes – l'association « apolitique » devient « proche du PS » après l'élection de Julien Dray, l'organisation « nouvelle » se routinise, l'antiracisme sans adversaires qui permettait un traitement consensuel de son action est ouvertement contesté – constitue une validation de cette hypothèse.

Cependant, l'analyse du processus d'émergence de SOS-Racisme n'aurait pas été complète si nous ne nous étions pas intéressés à la signification de l'adoption par des militants politiques issus du « gauchisme » et se situant à la gauche du Parti socialiste d'une

mise en forme « apolitique » pour leur association antiraciste. Avant 1981, le champ particulier de l'antiracisme étant dominé, comme la plupart des secteurs du militantisme progressiste, par l'opposition radicale au gouvernement « de droite », l'émergence d'une nouvelle association « apolitique » se serait heurtée à l'hostilité de toutes les entreprises concurrentes du secteur et aux critiques des partis de la gauche soucieux de coaliser toutes les oppositions à la politique du gouvernement. L'intensité des oppositions partisanes induites par la durée de la présence de « la droite » au gouvernement conduisait à la radicalisation des organisations politiques de l'opposition et tendait à rendre improbable et impensable la constitution d'une organisation antiraciste « apolitique ». La crédibilité symbolique qui était alors celle des partis de l'opposition aurait tendantiellement disqualifié toute entreprise antiraciste tentant d'échapper à l'emprise du clivage « droite-gauche ». Au contraire, nous avons montré que la déception relative suscitée par le bilan de la politique de la gauche à partir de 1981, jointe au processus de recentrage des entreprises politiques de gauche et des rédactions qui leur étaient liées va abaisser le crédit symbolique des organisations politiques et la rentabilité sociale des postures militantes. La non-reproduction de la culture oppositionnelle de la jeunesse à partir de 1981 et la mauvaise image publique du gouvernement socialiste vont rendre difficile l'émergence de mouvements de protestation se réclamant de « la gauche » dans le secteur éducatif. La configuration politique particulière dans laquelle la plupart des organisations de protestation restent contrôlées par des militants attachés aux anciens répertoires idéologiques de la gauche face à un gouvernement en qui ils continuent de se reconnaître mais dont l'évolution idéologique leur déplaît ne favorise pas l'émergence de mouvements protestataires. L'affaiblissement des croyances en la possibilité de transformer l'ordre social rend moins rentables les formes de militantisme les plus identifiées à la gauche et au jeu politique « politicien ». La définition d'une offre antiraciste de forme « apolitique » constitue alors un moyen de résoudre les difficultés que rencontrent les militants étudiants autour de Julien Dray face à des jeunes scolarisés que l'opposition à « la droite » est de moins en moins susceptible de mobiliser. Cette mise en forme permet à la fois de surmonter l'indifférence croissante des jeunes envers les discours traditionnels de la gauche militante des années soixante-dix et les préventions des journalistes pour tout sujet associé à « la politique ». Adoptée en pratique pour des raisons tactiques par ses fondateurs, « l'apolitisme » de SOS-Racisme constitue une des raisons principales de son succès en 1985 et de son adéquation à la configuration politique et idéologique issue de mai 1981. L'apparition d'une entreprise antiraciste « apolitique » appuyée sur les médias a ainsi été rendue possible par les transformations structurelles intervenues simultanément dans le champ politique, dans le champ des médias d'information et dans les représentations politiques des acteurs. L'émergence de SOS-Racisme est donc le produit d'une série d'interactions socialement structurées par les transformations des configurations institutionnelles dans lesquelles ses fondateurs sont engagés.

Notre travail entend donc être une contribution à la sociologie de l'action militante en France après 1968 et après 1981. En identifiant les contraintes nouvelles que l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 exerce sur les entreprises militantes, sur les journalistes amenés à en rendre compte et sur les personnes susceptibles de s'y engager, nous avons cherché à rendre compte des transformations des conditions d'exercice et de possibilité de l'action politique durant les décennies soixante-dix et quatre-vingt. L'analyse des logiques pratiques de l'abandon des postures radicales de l'extrême gauche entre 1970 et 1986 avait surtout été conduite dans le cas particulier de la première génération des acteurs de mai 68. Nous nous sommes au contraire intéressés ici aux acteurs de la génération suivante qui n'ont pas participé aux événements de Mai pourtant directement à l'origine de leur engagement militant ultérieur. Les trajectoires politiques parallèles des groupes militants animés par Julien Dray ou Jean-Christophe Cambadélis illustrent l'une des voies de rupture avec le gauchisme et de reconversion collective de ressources militantes au sein du Parti socialiste. Elles se distinguent des trajectoires de reconversion individuelle ou encore de sortie définitive de l'action militante des membres d'une génération politique qui sont, durant la décennie soixante-dix, proportionnellement plus souvent engagés que ceux des générations immédiatement antérieures ou postérieures. Formés à l'action politique durant les années soixante-dix au plus fort de l'antagonisme idéologique entre la droite et la gauche, les membres du groupe militant réuni autour de Julien Dray ne sont placés en situation de pouvoir intervenir dans les luttes politiques que dans une configuration de dédifférenciation des offres partisanes très différente de celle qui a présidé à leur formation politique. Proportionnellement plus souvent amenés que la direction « adulte » du PS à côtoyer des « jeunes » dont les dispositions politiques, produites par la nouvelle configuration idéologique et le nouveau style d'opposition partisan, sont profondément différentes des leurs, les fondateurs de SOS sont contraints d'adapter leur mode d'intervention aux caractéristiques de la nouvelle configuration politique et à l'économie cognitive des agents qui en découle, tout en conservant à leur action le cadre d'interprétation d'opposition radicale à « la droite » qui était antérieurement le leur, de la même façon que les générations politiques précédentes, partiellement formées à la politique dans la configuration d'antagonismes de faible intensité de la IVème République, ont dû adapter leurs modes d'action partisans à la polarisation idéologique nouvelle induite par la mise en place de la Vème République puis par l'après-68, engageant cependant dans cette opposition une conviction moindre que les nouvelles générations issues de l'effervescence politique de l'après-mai qui se voient au contraire socialisées à la politique dans un système idéologique bipolaire. Les modalités de la rupture avec le gauchisme et de la reconversion sociale progressive du capital militant acquis dans les organisations d'extrême gauche, comme le

processus d'accumulation de ressources politiques, d'un capital de relations à l'intérieur et à l'extérieur du Parti socialiste, nécessiteraient une analyse plus complète dont nous n'avons fait – en limitant notre étude au cas des militants de Questions socialistes – que poser les jalons. Il ne faut donc pas seulement considérer les acteurs politiques comme des stratèges cherchant à optimiser leur action en fonction de ce qu'il perçoivent d'une situation politique ou encore comme des individus dotés de dispositions issues de leur trajectoire sociale dont la confrontation à des situations particulières permettra d'expliquer le comportement, mais également comme des agents qui sont à la fois constitutifs des situations politiques considérées et dont les dispositions mentales sont le produit continu de leur engagement partisan ainsi que des stratégies de reconversion politiques et professionnelles que leur permet leur confrontation avec des configurations nouvelles. Il est alors nécessaire de préciser, pour chaque acteur, comment son entrée dans l'un des sites où une position politique importe (milieu lycéen ou étudiant, monde du travail syndiqué, groupe d'amis politisés...), le conduit à adopter une posture politique particulière et constitue un moment essentiel de la cristallisation de ses dispositions politiques initiales dont il devra ensuite gérer l'évolution en fonction des groupes qu'il intégrera et des attitudes que requerra l'évolution de sa position sociale et professionnelle. Les transformations des modes d'action et des prises de position de Julien Dray et du groupe Questions socialistes sont la résultante de leur engagement politique initial dans un contexte favorisant les postures radicales et de la succession des opportunités de reclassement professionnel et idéologique que leur entrée collective dans le Parti socialiste, la construction d'un courant socialiste au sein de l'Unef-Id, puis la fondation de SOS-Racisme vont leur fournir.

Cette thèse constitue également une contribution à la sociologie du journalisme en France depuis 1968. On ne saurait en effet comprendre l'évolution des répertoires argumentatifs et des modes d'action politiques employés sans analyser conjointement la segmentation partisane de la presse et l'évolution des commentaires que les journalistes de chaque rédaction peuvent légitimement porter sur l'action des acteurs sociaux. Les chances de succès des mouvements collectifs apparaissent indissociables des jugements que les journalistes seront susceptibles d'émettre sur les causes qu'ils défendent. Pour rendre compte des fluctuations des commentaires portés sur SOS-Racisme nous avons cherché à mettre en relation les produits journalistiques avec leurs conditions sociales de production. Nous nous sommes attachés à déterminer comment la position du rédacteur, la ligne éditoriale du journal et son histoire, les stratégies particulières de sa direction et les contraintes commerciales, financières et publicitaires qui s'exerçaient sur elle, notamment du fait de l'impact des alternances politiques sur la santé économique des journaux, participaient, de façon différente au sein de chaque rédaction, à la production d'un commentaire positif ou négatif sur l'action SOS-Racisme. Dans le cas étudié, l'orientation partisane et les nécessités de la concurrence commerciale ont joué un rôle déterminant dans

l'orientation des commentaires journalistiques. Ajoutons seulement que si la profession journalistique ne peut pas être considérée comme socialement homogène, les membres des hiérarchies rédactionnelles ont des caractéristiques sociales proches – positions acquises à travers la possession de diplômes de l'enseignement supérieur, trajectoires sociales souvent ascendantes, salaires au dessus de la moyenne mais patrimoines généralement inférieurs à ceux des élites économiques – dont on peut faire l'hypothèse qu'elles engendrent non pas des positions politiques similaires mais une communauté de postures susceptible de favoriser le rapprochement des lignes éditoriales chaque fois que la question considérée ne constitue pas un point de clivage entre les principales formations partisanes. Attentif en particulier à l'importance des logiques financières et des contraintes de crédibilité permettant d'expliquer la convergence provisoire des commentaires entre les différents titres d'un segment partisan ou même entre des segments partisans généralement opposés, nous espérons avoir contribué à la sociologie des produits journalistiques et de leurs effets sur l'action des acteurs politiques.

Plus généralement, cette analyse de l'émergence de SOS-Racisme est conçue comme une contribution à la sociologie du militantisme et des mobilisations. En opposition à des théories de l'action collective qui ne considèrent souvent que le face à face entre des entreprises militantes qui s'efforceraient de « rassembler » des ressources et des pouvoirs publics souvent réduits à leurs caractéristiques institutionnelles, l'exemple du processus d'émergence de SOS met en évidence certaines des lacunes de ces modèles, en particulier leur faible intérêt pour la construction symbolique des causes considérées ainsi que pour la sociologie du champ journalistique par lequel la plupart des agents auront connaissance des actions des mouvements sociaux. Nous avons au contraire cherché à comprendre comment les causes sont préconstruites au sein des représentations et des dispositions mentales des agents comme dans celles de cette catégorie d'acteurs particuliers, les journalistes, dont l'activité consiste justement à présenter les « faits » et à livrer un commentaire aux lecteurs et aux téléspectateurs[1], puis comment l'interaction structurée des acteurs politiques va contribuer à modifier les chances de succès des mobilisations et des organisations militantes. La réussite de SOS a ainsi tenu au fait qu'en 1985 la critique éventuelle de l'antiraciste n'était pas socialement frayée et que les adversaires politiques de l'association n'avaient pas les moyens argumentatifs d'attaquer légitimement une « cause » comme celle de l'antiracisme. La progression du Front national, dont SOS-Racisme se présente comme le premier opposant, a, au contraire, contribué à mobiliser les énergies journalistiques en faveur de la promotion de l'association. Ce n'est que lorsque la critique de l'antiracisme aura été constituée par des acteurs légitimement susceptibles de le faire que les critiques à l'égard de SOS pourront être reprises dans la presse.

Enfin nous avons cherché à montrer comment les changements politiques institutionnels modifiaient les représentations et les façons de penser la politique transformant ainsi les chances de succès des mouvements et la forme sociale que les acteurs militants étaient amenés à leur donner. Autrement dit, les cadres cognitifs de l'action des acteurs ne sont pas stables mais évoluent au contraire parallèlement aux configurations politiques et journalistiques, contribuant à définir les modes de pensée disponibles en politique[2]. La transformation de l'offre politique des partis « de gauche » et le processus de neutralisation relative de l'offre journalistique ont modifié la perception qu'il était possible d'avoir des luttes politiques. L'alternance de 1981 n'a donc pas seulement constitué un remaniement conjoncturel de l'organisation des pouvoirs publics mais a entraîné la modification durable des croyances et des représentations politiques des agents. Le phénomène connu sous le terme de « déclin des idéologies », dont les manifestations recouvrent à la fois la raréfaction des acteurs se réclamant des thématiques traditionnelles des partis « de gauche » et l'affaiblissement de la propension des agents à y accorder du crédit, loin de constituer un processus historique autonome, issu d'on ne sait quelle « prise de conscience » collective, se révèle au contraire le produit du fonctionnement ordinaire du jeu politique. Il apparaît ainsi que la concurrence électorale entre les entreprises partisanes, par les oppositions que celles-ci suscitent, par leur capacité à enrôler des militants, par les productions intellectuelles qu'elles influencent, par les relais médiatiques qu'elles mobilisent, par les flux financiers qu'elles mettent en œuvre, par la multiplicité des intérêts qu'elles coordonnent, par l'énergie sociale que leur antagonisme est susceptible d'engendrer, exerce une emprise déterminante sur les cadres d'interprétation de la réalité sociale que peuvent mettre en œuvre les agents.

2. Pour un processus voisin à une toute autre échelle voir Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 et *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

Annexe

Nous avons placé en annexe les textes préparatoires à un chapitre devant analyser les discours publics des porte-parole de SOS-Racisme. Notre intention était de montrer que le contenu des répertoires argumentatifs de SOS évoluaient, tant sur le plan des prises de positions partisane que sur celui des propositions programmatiques en fonction des nécessités tactiques de l'engagement dans les luttes partisanes et en particulier en fonction de la couleur politique des pouvoir publics. Ce chapitre n'ayant finalement pas été écrit, il nous a cependant paru difficile de ne jamais analyser les discours de SOS-Racisme. Aussi nous plaçons ici une analyse descriptive de la succession des prises de positions politiques des port-parole de l'association puis de ses programmes successifs.

L'analyse du discours de SOS vise à mettre en évidence les modalités de l'intervention de l'association dans la concurrence entre les acteurs politiques. Les prises de position des porte-parole de SOS à l'égard des partis et des hommes politiques sont soumises à des contraintes d'expression liées à la difficulté de concilier l'intervention dans les luttes politiques et le maintien d'une position d'extériorité à l'égard des logiques proprement partisanes. Cette position d'extériorité (« l'apolitisme » de SOS-Racisme) donne au discours tenu par l'association une légitimité particulière mais implique un travail symbolique permanent de déni des propriétés des membres fondateurs et de leur trajectoire politique. Nous montrerons donc que le discours de SOS est extrêmement sensible aux modifications des configurations politiques mais aussi à celles de l'image politique de l'association.

Les prises de position publiques de SOS-Racisme

Le Corpus

Pour retracer l'évolution des propositions programmatiques et des prises de positions politiques de SOS-Racisme, j'ai utilisé les interventions publiques écrites des porte-parole de l'association que j'ai pu retrouver[1]. Les interventions télévisées d'Harlem Désir n'ont pu être

1. Pour réunir notre collection de coupures de presse consacrées à SOS, nous avons utilisé les revues de presse de *Libération*, du *Monde* et de *La Croix*. Les services de documentation des journaux sont particulièrement attentifs à recueillir les interviews et les articles signés par les responsables des organisations pour fournir les journalistes en citations. Sans atteindre à l'exhaustivité, en particulier pour les interviews ou

consultées mais le corpus dépouillé comprend les livres publiés par les dirigeants de l'association, les tribunes publiées par des membres de SOS-Racisme et les interviews accordées par les porte-parole de l'association ; soit 63 entretiens dont cinquante-six d'Harlem Désir, trois de Julien Dray, trois d'Hayette Boudjema et une de Malek Boutih (voir tableau 1), et 27 tribunes dont 14 d'Harlem Désir, 8 de Malek Boutih, 2 de Julien Dray, 2 de Francis Terquem.

Tableau 1 : nombre d'interviews et de tribunes publiées entre 1985 et 1992 par les porte-parole de SOS-Racisme.

année	interviews	tribunes	livres et documents
1985	10	11	1
1986	5	1	0
1987	9	3	2
1988	8	1	0
1989	9	4	0
1990	9	3	1
1991	7	1	1
1992	6	3	0
total	63	27	

Pour étudier l'évolution du discours de SOS sur le racisme et de ses propositions de programme, j'ai privilégié les sources qui avaient été explicitement conçues dans le but de présenter de façon cohérente les analyses et les propositions de l'association. J'ai donc principalement travaillé sur les livres et les brochures publiés par l'association plutôt que sur les interviews parues dans la presse[2].

Pour analyser l'évolution du positionnement politique de SOS-Racisme, l'ensemble des interviews, des tribunes et des livres publiés par les porte-parole de l'association a été dépouillé et leurs prises de positions envers les responsables des partis politiques et le « jeu politique » systématiquement relevées. Les extraits que nous présentons ci-dessous ne constituent pas un simple « échantillon » des prises de positions de SOS mais un relevé relativement complet des déclarations des porte-parole de l'association vis-à-vis des hommes politiques. Le nombre et le volume de ces déclarations sur la politique sont assez

les tribunes les plus courtes, notre échantillon représente donc probablement une part importante de l'ensemble des articles issus des responsables de SOS.

2. Il s'agit des livres signés par Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985 et *SOS Désir*, Paris, Calmann-Lévy, 1987 ; du texte *Manifeste pour l'intégration*, présenté lors du Congrès de Longjumeau et du texte d'Harlem Désir, l'intégration : conditions et instruments, publié dans Taguieff (Pierre-André) (dir.), *Face au racisme*, Paris, La Découverte, 1991, p. 106-118.

importants car nous verrons qu'une proportion considérable des interventions publiques de SOS-Racisme est justement consacrée à prendre des positions politiques ou, selon les termes employés par Harlem Désir, à « interpeller l'ensemble des forces politiques »[3].

Outre le traitement qualitatif des déclarations publiques des porte-parole de SOS, on a réalisé un codage sur les 90 documents rassemblés. On a relevé dans chaque article les mentions (systématiquement négatives) du Front national, les mentions positives de l'action gouvernementale ou des personnalités politiques des partis « de droite », les mentions négatives de l'action gouvernementale ou des personnalités politiques des partis « de droite », les mentions positives de l'action gouvernementale ou des personnalités politiques des partis « de gauche » et les mentions négatives de l'action gouvernementale ou des personnalités politiques des partis « de gauche » (voir tableaux 2 à 6). Ces comptages permettront de mettre en évidence quantitativement l'évolution des thèmes et des orientations politiques de SOS.

Pour des raisons de clarté, j'ai choisi de distinguer les prises de positions politiques de SOS-Racisme de son discours programmatique. Nous verrons toutefois que ces deux ordres de discours ne sont que partiellement distincts et que des prises de positions politiques sont induites par l'élaboration d'un programme plus détaillé. Dans un premier temps on s'intéressera aux modes d'interventions de SOS en politique. On s'attachera à rester au plus près des déclarations des acteurs pour restituer la logique des oppositions politiques dans lesquelles l'association va être engagée. On essayera de décrire la position de l'association dans les configurations politiques entre 1985 et 1992 et de reconstruire la logique des transformations du contenu des déclarations des porte-parole de SOS-Racisme.

I) Les prises de position politiques de l'association

Contrairement à d'autres organisations antiracistes qui fondent leur action sur l'aide aux victimes du racisme et sur leurs interventions « sur le terrain », SOS est explicitement conçue par ses fondateurs comme une association qui agit sur les responsables politiques (voir également le texte 3 dans lequel Harlem Désir revendique une stratégie de lobbying et texte ci-dessous notes 17 et 18) et qui cherche à se poser comme interlocuteurs des pouvoirs publics :

> « En tant que mouvement d'opinion, notre association a cherché à utiliser à plein les mass-média dès sa création. Notre vocation est d'agir sur les mentalités et d'obtenir des évolutions

3. Pour alléger le texte d'un trop grand nombre de citations, nous avons choisi de faire figurer les extraits d'interviews les plus significatifs dans le corps du texte tandis que la plupart des extraits ont été placés à la fin de chaque partie et identifiés par un numéro. Ils seront appelés au cours de l'exposition.

législatives et administratives. [...] [Nos relations avec le pouvoir] sont dictées par la nature de notre association. Si cela peut faire avancer les choses, nous nous appuyons sur les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, nationaux ou locaux, de droite ou de gauche, verts ou roses. S'ils sont un obstacle, si nous sommes en désaccord, nous nous exprimons, nous faisons nos propositions et nous nous opposons, le cas échéant. Nous savons bien que la société n'est jamais aussi convaincante à l'égard du pouvoir que quand elle impose son rapport de force[4] ».

« Nous nous concevons comme un mouvement de la société civile par rapport à l'Etat. Cela ne signifie pas que l'on ait une attitude apolitique ou de rejet du politique. Au contraire, sur une cause précise, sur un enjeu particulier de société, nous pensons qu'il est nécessaire de dépasser les clivages politiciens et partisans, et de susciter un vaste mouvement d'opinion qui interpelle tous ceux qui ont en charge la gestion des affaires publiques[5] ».

Nous avons adopté un découpage scandé par les alternances politiques de 1986 et de 1988. Nous verrons que ce découpage est pleinement justifié par l'adaptation très rapide du discours politique de SOS aux changements de majorités gouvernementales.

1) Le gouvernement de Laurent Fabius
de 1985 à mars 1986

Le principal souci des porte-parole de SOS est d'abord de situer l'association en dehors du « jeu des partis », des « clivages politiques ». L'antiracisme est un thème de mobilisation traditionnel des partis « de gauche » et « d'extrême gauche » et il a beaucoup servi dans les années soixante-dix[6]. Les fondateurs de SOS veulent justement rompre avec la tonalité « de gauche » des manifestations antiracistes qui leur paraît en limiter la capacité de rassemblement aux plus politisés. En quittant la LCR, Julien Dray souhaite rompre avec une logique de mobilisation menée sur une ligne très radicale et qui recueille de moins en moins d'échos.

Apparaître d'emblée comme une organisation de gauche critiquant ceux qui, à droite, envisagent de faire alliance avec Jean-Marie Le Pen, exposait l'association à ne recevoir de soutien que de ceux qui acceptent une identification « à gauche » et à être critiquée par tous ceux qui se sentent proches de « la droite ». L'association n'aurait pu se prévaloir d'échapper et de dépasser les contraintes partisanes et les critiques d'ordre politique se seraient multipliées. Les opinions sur SOS auraient ainsi été distribuées selon la logique du jeu politique et en fonction des proximités partisanes. Devenue enjeu de débats politiques dans le champ politique, c'est-à-dire une organisation politique, l'association n'aurait pu mobiliser ceux que la politique, définie comme telle, rebute.

---

4. Interview d'Harlem Désir par *Le Débat*, n° 61, septembre-octobre 1990..
5. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « le racisme est injustifiable », *Révolution*, 29 mars 1985.
6. référence ?

Les fondateurs de SOS cherchent au contraire à mettre en scène leur association pour qu'elle apparaisse comme un mouvement « moral » appartenant à la « société civile », à l'écart des luttes partisanes et électorales. La mise en forme de SOS est conçue pour offrir le moins de prise possible à la critique : pas de programme ou de revendications qui pourraient être attaqués, des membres fondateurs présentés comme sans origines militantes et des prises de positions politiques qui n'excluent que le Front national. SOS est présenté comme un mouvement spontané d'indignation contre le racisme. En atténuant son caractère politique, SOS parvient, pendant quelques mois (entre février et juin 1985), à échapper aux contraintes du champ politique en faisant l'unanimité sur des objectifs antiracistes larges.

a) L'art d'apparaître apolitique

Pour apparaître apolitiques, les responsables de SOS tiennent deux discours en apparence contradictoires mais qui ont pour logique commune de montrer que l'association entend se tenir à l'écart des rivalités politiques. D'une part, ils déclarent que SOS n'est pas une association politique ordinaire et qu'ils se défient de toutes les organisations politiques :

> « SOS n'a rien à voir avec une organisation traditionnelle, ayant pignon poussiéreux sur rue tranquille, et défilant paresseusement le 1er mai avec tout le monde, parce que nous ne nous sentons ni concernés, ni représentés, ni défendus par ce type d'association. SOS ne s'intéresse pas aux partis politiques, parce que plus personne parmi les jeunes ne prend encore au sérieux leurs leaders sentencieux et leurs querelles ineptes. Mais de la politique, oui, nous en faisons, au coup par coup, parce que nous nous occupons de problèmes essentiellement « politiques », c'est-à-dire relatifs à la vie des citoyens dans la cité. Nous ne nous préoccupons ni des discours ni des promesses. Nous jugeons des comportements. « Parler vrai », pourquoi pas , encore faut-il « agir vrai » également »[7].

Cette orientation qu'un commentateur hostile pourrait qualifier de « basisme apolitique »[8] (« les jeunes contre les organisations politiques poussiéreuses et sclérosées et leurs leaders coupés des réalités », « une nouvelle façon de s'occuper des affaires de la Cité en dehors des clivages droite-gauche archaïques », etc..) permet à l'association de mettre à distance l'ensemble du personnel politique sans distinction. Ce discours se retrouvera souvent par la suite lorsque SOS renverra la gauche et la droite dos à dos ou critiquera les politiques municipales de l'ensemble des partis politiques (voir textes 6, 7 et 11).

D'autre part, les responsables de SOS déclarent vouloir dialoguer avec les partis politiques de « tous les bords », à l'exception du Front national :

---

7. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 148.
8. En reprenant certains éléments de la présentation de SOS que Jacques Julliard avait faite dans le Nouvel Observateur du 15 février 1985.

> « Nous sommes surtout un groupe d'interpellation, à gauche comme à droite, un mouvement d'opinion. Il y a une extension de notre audience. Nous allons préparer des Etats Généraux qui déboucheront peut-être sur la rédaction de textes permettant d'interpeller la classe politique »[9].

> « SOS Racisme ne donnera pas de consigne de vote – ce n'est pas sa fonction – mais restera vigilante. Nous continuerons ainsi d'exercer une pression morale sur l'ensemble des forces démocratiques, celles qui excluent encore le mensonge, le cynisme, le racisme (c'est-à-dire en principe toutes, sauf, à peu de chose près, le Front national) »[10].

Le souci des dirigeants de SOS est que leur action n'apparaisse pas dominée par les logiques partisanes du champ politique. Etre perçus comme de jeunes militants socialistes critiquant le Front national et ayant pour objectif de mettre en difficulté les partis concurrents aurait pour conséquence de décrédibiliser l'association auprès des journalistes. Les fondateurs de SOS voudraient l'imposer comme une association « de la société civile », à l'image de Médecins sans frontières ou d'Amnesty International, c'est à dire « neutre » politiquement. Il s'agit donc de donner une portée universelle à la cause de l'antiracisme et en faire un élément qui s'impose par delà les divergences, comme l'idée de république ou de démocratie.

Qu'ils critiquent l'ensemble des partis politiques ou qu'ils dialoguent avec tous, les responsables de SOS-Racisme évitent de s'impliquer dans les luttes électorales. Harlem Désir déclare ainsi que le racisme est une question qui doit être traitée par le consensus de l'ensemble des hommes politiques, comme en Suède (voir texte 2) et félicite les fondateurs de SOS racisme en Belgique pour avoir réussi à maintenir l'équilibre entre le droite et la gauche (voir texte 1).

Cette « neutralisation » politique de l'association et de son image publique implique un programme de revendications réduit. Des propositions trop précises auraient conduit l'association à critiquer l'action du gouvernement de Laurent Fabius ou la plate-forme électorale commune de l'U.D.F. et du R.P.R. (projet de réforme du Code de la nationalité, instauration des contrôles d'identité, etc.). En laissant leurs idées dans le flou, les responsables de SOS parviennent à maintenir un positionnement non-politique mais aussi à rendre la critique de l'association très difficile.

Les dirigeants de SOS cherchent d'ailleurs moins à paraître comme « neutres » qu'à ne pas apparaître publiquement comme « de gauche ». En effet, venant pour la plupart du trotskisme ou de mouvements étudiants « de gauche », militant pour la plupart au Parti socialiste, ils ne risquent guère d'être critiqués comme « centristes ». Avant le concert de la Concorde, la plupart des journaux ont publié la trajectoire politique des principaux

9. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Michel Chemin, *Libération*, 25 mars 1985.
10. Harlem Désir interviewé par Jean Liberman, *L'Unité*, 3 janvier 1986.

animateurs de SOS. Il s'agit donc pour eux de se démarquer de l'image « de gauche » qui risque de leur être accolée. C'est pourquoi le maintien de leur positionnement « neutre » et « non-politique » rend nécessaire des critiques sévères envers les partis de gauche :

> « Nous ne nous retrouvions pas dans les organisations existantes. Jusqu'alors, les partis de gauche étaient les garants de l'antiracisme et aujourd'hui ils ont peut-être une responsabilité dans la montée et la banalisation du racisme »[11].

Harlem Désir n'explique pas quelle pourrait être la responsabilité des partis de « gauche » dans « la montée et la banalisation du racisme » ; si SOS n'hésite pas à attaquer le Parti socialiste, il ne met cependant jamais en cause, entre 1985 et 1986, la politique suivie par les gouvernements de Laurent Fabius ou de Pierre Mauroy. L'action du Président de la République n'est critiquée dans aucune des interviews d'Harlem Désir[12]. Les déclarations de démarquage visent donc principalement le Parti socialiste et le Parti communiste (voir textes 8 et 9).

Harlem Désir peut ainsi attaquer la politique du logement conduite par les maires socialistes (voir texte 7), ou les déclarations de Jean Poperen soulignant la nécessité d'assimiler les immigrés (voir texte 6). Ces prises de positions qui pourraient paraître contredire la « neutralisation politique » de l'association renforcent au contraire sa stratégie de positionnement « ailleurs qu'à gauche ». En revanche, à l'exception du Front national, SOS ne critique jamais les partis « de droite » en tant que tels : cela risquerait de donner de la consistance aux accusations de politisation qui lui sont adressées (voir textes 12 et 13)[13].

Il est donc parfaitement conforme à la stratégie de SOS que l'association puisse à la fois critiquer l'ensemble des partis politiques « poussiéreux » et « ineptes », souhaiter dialoguer avec tous sauf le FN, ne jamais mettre en cause le R.P.R. et l'U.D.F. mais attaquer au contraire le Parti socialiste et le Parti communiste. Selon cette logique de positionnement

---

11. Propos de Harlem Désir rapportés dans Chemin (Michel), Lifting pour l'antiracisme, *Libération*, 20 février 1985.

12. Voir Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 109-114. Voilà comment Harlem Désir raconte sa première rencontre avec le président de la République : « François Mitterrand m'assura qu'il était toujours favorable [au droit de vote des immigrés aux élections locales] mais qu'il fallait admettre que la majorité des français y était hostile. De la bataille épique, livrée l'année précédente à propos de l'école privée, il avait retenu une leçon : convaincre l'opinion avant de tenter une réforme en profondeur. [...] J'avais été séduit par l'homme et impressionné par le politique, et pourtant je restais sur ma faim. [...] Mais je comprenais que le chef de l'Etat soit tenu à une certaine prudence. Aussi, je tombai des nues lorsque trois jours plus tard, devant le congrès de la Ligue des Droits de l'homme, François Mitterrand déclara qu'il était personnellement favorable au droit de vote des immigrés aux élections municipales. Les convictions de l'homme de gauche avaient été plus fortes que les scrupules du président ».

13. Si un porte-parole de SOS critique l'attitude des « partis de droite » c'est pour souligner aussitôt le soutien individuel d'un responsable de l'opposition : « c'est un peu la faute des partis de droite [si le P.S. tente de récupérer SOS]. Ils sont moins spontanés, moins présents à nos côtés que le Parti socialiste ou le MRG. La droite est plus frileuse. Mais il y a des exceptions. Jacques Toubon, par exemple, nous adresse le premier un télégramme de félicitations. » Eric Ghébali cité par Frédérique Lantieri, Comment la gauche récupère « SOS Racisme », *Le Quotidien de Paris*, 27 mars 1985.

« neutre », Harlem Désir et Julien Dray doivent principalement éviter tout ce qui pourrait les lier d'une manière ou d'une autre au Parti socialiste ou aux partis « de gauche » :

> « Dans l'Airbus [transportant les responsables de SOS allant à Menton après la mort d'Aziz Madak], nous retrouvons une équipe de TF1 allant filmer l'événement. La journaliste veut saisir l'occasion pour réaliser un portrait de moi en deux minutes. Et, comme elle vient de découvrir, au fond de l'avion, l'écrivain Max Gallo, ex-député de Nice et ex-porte-parole du gouvernement, qui se rend lui aussi à la manif, elle nous présente et nous propose de nous filmer, descendant ensemble de la passerelle de l'avion. Idée géniale ! De là à comprendre que Max Gallo m'avait emporté dans ses bagages, il n'y a qu'un pas, et je refuse donc poliment sa proposition. Mais la journaliste s'accroche ferme à son idée. Le ton monte et nous frisons carrément l'engueulade après un quart d'heure de polémique sur le thème des relations entre médias et SOS. Elle nous affirme que nous avons besoin de la télé, et que nous devons apprendre à faciliter les choses aux journalistes, au besoin en leur renvoyant l'ascenseur. Eternel débat... »[14].

Cette anecdote, vrai ou fausse, montre que les dirigeants de l'association attachent une grande importance à l'image politique qu'ils veulent donner de SOS-Racisme et qu'ils sont surtout attentifs à contrôler cette image sur la gauche. Les fondateurs de SOS critiquent à plusieurs reprises les tentatives de « récupération » du Parti socialiste (voir textes 10 et 11)[15] ou les réactions du Parti communiste (voir textes 8 et 9)[16]. Par ailleurs, Julien Dray ou Harlem Désir s'emploieront à minimiser l'importance de leur ancrage à gauche même lorsque l'appartenance au Parti socialiste de la plupart des membres fondateurs sera devenue publique (voir textes 12 et 13). Les critiques du Front national et du Parti communiste servent les responsables de l'association dans leur effort pour se démarquer des clivages et des polémiques politiques : critiquée à la fois par « la droite extrême » et « la gauche extrême », SOS peut alors apparaître comme une association de « consensus », appartenant à la « société civile » c'est à dire comme une organisation crédible et raisonnable.

b) Un adversaire : le Front national.

Un seul parti est d'emblée exclu du consensus antiraciste : le Front national (voir textes 4 et 9). Il est considéré comme la force politique qui conduit les campagnes anti-immigrés et

---

14. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 76.
15. Voir aussi Lantieri (Frédérique), Comment la gauche récupère « SOS-Racisme », *Le Quotidien de Paris*, 27 mars 1985 ; notamment la citation d'Eric Ghébali, secrétaire général de SOS « Pourtant nous sommes des jeunes apolitiques, qui luttons contre le racisme, c'est tout. »
16. Voir aussi Cheraga (Myriam), Ne mélangeons pas tout, *Sans Frontière*, n° 92-93, La « beur » Génération, mai 1985, p. 26-28. Myriam Cherage réagit contre les critiques qui ont été adressées au Parti Communiste par les orateurs de SOS-Racisme lors du débat qu'ils avaient organisé le 7 mars au Havre après l'agression dont avait été victime Saïd Zanati le 13 février 1985 à Notre-dame-de-Gravanchon.

« qui transporte des idées racistes »[17]. SOS condamne les « discours tonitruants et éructants de Le Pen » et les « agressions de ses supporters » (texte 9). Pourtant, le Front national n'est pas la force politique dont Harlem Désir parle le plus dans ses interviews. Il semble considérer comme acquise la nature raciste du Front national et estimer inutile de l'attaquer : on ne critique pas un adversaire, on le combat. Pour les responsables de SOS le Front national, et ses militants semblent hors d'atteinte des discours antiracistes. Il ne s'agit pas de convaincre les électeurs du Front national ou ceux qui pourraient être tentés de voter pour lui mais d'isoler ce parti par une sorte de cordon d'infamie politique. Les porte-parole de SOS s'adressent donc surtout aux partis de la « droite classique » qui apparaissent susceptibles de faire alliance avec le Front national.

> « Lorsque Bernard Pons prit la parole [lors d'un meeting organisé par l'UEJF et SOS à la mutualité où « les socialistes avaient jugé utile d'y placer bon nombre de militants chargés d'assurer à la fois la claque pour Delanoë et le chahut pour les représentants de l'opposition »] son rappel des principes républicains d'accueil, de tolérance, de non discrimination en fonction des races ou des religions ne sembla pas satisfaire ses auditeurs. Ils lui reprochaient à voix haute le flirt (très poussé) de son parti avec Le Pen, et les discours sécuritaires et anti-immigrés de certains de ses membres. [...] [lors de ce meeting] Bernard-Henri Lévy et Olivier Stirn avaient proposé de définir une sorte de « code de bonne conduite » antiraciste en politique : rejet des pratiques et des discours anti-immigrés, refus de se faire élire avec le soutien des formations racistes, notamment. Tous les présents en firent la promesse solennelle. Au moins à titre personnel pour Bernard Pons, qui déclara ne pouvoir parler au nom du R.P.R. tout entier. On s'en doutait bien un peu... Mais cette parole donnée avait quand même valeur d'engagement et je la pris pour telle »[18].

Selon sa stratégie de « lobbying », SOS n'entend pas agir sur le système politique en soutenant l'un des partis en compétition ou en donnant des consignes de vote lors des élections législatives de 1986 (voir texte 3 et ci-dessus notes 6 et 7) mais cherche à faire pression sur chaque parti pour sanctionner toute « faiblesse » vis-à-vis du Front national et pour dénoncer toute collaboration locale ou nationale avec les partisans de Jean-Marie Le Pen. Harlem Désir déclare vouloir établir un « cordon sanitaire » autour du Front national en interdisant toute alliance avec lui et donc toute application partielle de son programme. Evidemment, cette démarche vise plus les partis de la « droite classique » qui sont susceptibles de s'allier avec le FN que les partis de « gauche ».

Mais Harlem Désir prend soin de distinguer au sein des partis « de droite » ceux qui entendent rester intransigeants avec le Front national et ceux qui semblent prêts à faire alliance avec lui. Il s'attache à reconnaître les « antiracistes sincères », de ceux situés « plus

---

17. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « Le racisme est injustifiable », *Révolution*, 29 mars 1985. Il ajoute : « il y a des gens qui propagent l'idéologie raciste comme s'ils propageaient des idées. Il est grand temps de mettre un terme à cette infection généralisée, à la banalisation des thèmes racistes qui a engendré une progression de la bêtise, de la haine, puis du passage à l'acte comme cela vient de se produire à Menton » (cité par Frédérique Lantieri, *Le Quotidien de Paris*, 26 mars 1985). Voir aussi Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, *Le Quotidien de Paris*, 2 janvier 1986 : « Va-t-on laisser entrer des racistes déclarés au Parlement ? ».

à droite », non pas accusés de racisme mais suspectés de vouloir transiger avec Le Pen pour gagner les élections. Simone Veil, Michel Noir, Bernard Stasi, Lionel Stoléru ou Raymond Barre sont fréquemment félicités pour leur opposition formelle à toute alliance avec le Front national (voir textes 4, 5, 6, 11 et ci-dessus). Toutefois, SOS ne décerne jamais de brevets d'antiracisme à des partis politiques (par exemple le CDS) mais toujours à des individus ; en outre, ce ne sont jamais des dirigeants politiques de première importance, susceptibles de briguer Matignon ou l'Elysée mais plutôt des personnalités politiques isolées ou ne disposant pas de l'appui d'un parti ; enfin, il ne s'agit jamais de membres du Parti socialiste ou de « la gauche » en général mais toujours des responsables « de droite » : tout se passe comme si l'antiracisme des responsables politiques « de gauche » était implicitement acquis.

Le discours de « diabolisation » du Front national (selon les termes de Jean-Marie Le Pen) tend à rendre impossibles les alliances électorales, même locales, entre la « droite républicaine » et « l'extrême droite ». En identifiant ainsi un parti infréquentable, et en opposant, parmi les responsables des partis d'opposition, ceux qui sont susceptibles, par conviction idéologique ou par électoralisme, de s'allier avec le Front National, aux hommes de bonne volonté avec qui « un consensus est possible » (texte 6), Harlem Désir gêne moins le Front national que les partis de la « droite classique »[19]. Il tend à diviser l'U.D.F. et le R.P.R. puisque certains membres de ces organisations politiques (par exemple Michel Noir ou François Léotard) peuvent, pour promouvoir leur propre notoriété, être tentés d'entrer dans la logique de dénonciation du Front national[20]. La stigmatisation du Front national tend à contaminer[21] de proche en proche tous les responsables politiques qui sont amenés à prendre des positions « dures » sur les « questions de l'immigration » ou sur « la sécurité »[22].

La « droite républicaine » constitue le « point d'application » de la stratégie politique de SOS-Racisme. Les responsables de SOS, en participant à la stigmatisation du Front national

---

18. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 101.
19. « On souhaite placer les gens devant leurs responsabilités. On veut qu'ils prennent des positions claires parce que souvent l'habileté des politiciens est de préserver toutes les combinaisons possibles en restant dans le flou ». Harlem Désir entend ici obliger les responsables des partis « de droite » à prendre publiquement position vis-à-vis du Front national et d'une éventuelle alliance électorale. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « le racisme est injustifiable », *Révolution*, 29 mars 1985.
20. Cf. la tribune de Michel Noir dans le Monde expliquant qu'il vaut mieux perdre les élections que perdre son âme.
21. Voir Boltanski (Luc), *Les cadres*, Paris, Minuit, 1982, p. 47?-47?. Une fois que l'on a identifié un parti et un leader raciste, tous ceux que l'on peut rapprocher par un attribut ou une caractéristique quelconque du modèle peuvent participer des propriétés diverses du modèle.
22. « *Harlem Désir constate avec inquiétude que Jean-Marie Le Pen est au centre du débat sur l'immigration.* « C'est lui qui en a fixé les termes. On ne parle plus des immigrés que par rapport au chômage et à la délinquance. Bientôt on expliquera la crise par l'immigration. Comme bouc émissaire, on ne fait pas mieux » », Harlem Désir cité par Solé (Robert), Un président nommé Désir, *Le Monde*, 8 novembre 1985 ; la phrase en italique est de Robert Solé.

visent explicitement à l'isoler et à l'empêcher d'exercer une influence sur les partis de la « droite classique ». En augmentant le coût politique d'une alliance avec Jean-Marie Le Pen, l'action de SOS tend à exclure le Front national du jeu d'alliances potentielles des partis de la « droite classique ».

Cependant, la stigmatisation du Front national a aussi pour effet d'induire des divisions au sein du R.P.R. et de l'U.D.F. entre ceux qui sont partisans d'une alliance officielle ou officieuse, et ceux qui prennent position contre toute perspective de rapprochement[23]. En outre, ce discours laisse penser qu'une partie de la « droite républicaine » serait soit « raciste », soit tentée par une alliance avec « l'extrême droite », au besoin en acceptant de faire une politique répressive envers les immigrés ou les jeunes « issus de l'immigration »[24]. Enfin, en agitant le danger du racisme et d'une alliance de toutes les droites contre la « gauche », SOS contribue probablement à remobiliser un certain nombre d'électeurs de « gauche » « déçus du socialisme » mais susceptibles de voter encore pour la gauche pour enrayer la progression du Front national.

Un tel discours ne sera crédible et ne laissera pas prise à la critique que si SOS n'apparaît pas comme une organisation « de gauche » ordinaire critiquant des hommes politiques « de droite » selon la logique propre au jeu politique, mais comme une association « de la société civile » intervenant pour des raisons morales et humanitaires. Pour obtenir ce positionnement non-politique, Julien Dray et Harlem Désir doivent surtout se démarquer d'un engagement politique à gauche. Cette exigence tactique explique les brevets d'antiracisme et de courage politique décernés aux responsables « modérés » de l'opposition, les critiques exprimées à l'encontre des partis ou de la politique en général, mais aussi les nombreuses prises de distance vis-à-vis du Parti communiste et du Parti socialiste dont sont membres, par ailleurs, la plupart des fondateurs de SOS.

---

23. « La fracture racistes-antiracistes n'épouse pas le clivage politique majorité-opposition. On l'a vu au récent Congrès extraordinaire du RPR où des nuances fort importantes se sont exprimées. Cela dit, le subtil slogan de la « préférence nationale », cela me rappelle une autre époque, celle du « Deutschland über alles » et de la traque aux juifs. », Harlem Désir interviewé par Pierre-Yves Le Priol, *La Croix*, 15 juin 1985.

24. « Dans le débat politique tel qu'il se présente, les immigrés sont les otages des élections ! [...] Quand j'entends remettre en cause les prestations sociales, parler de contrôle d'identité au faciès, d'une refonte du code de la nationalité, j'ai peur », Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, *Le Quotidien de Paris*, 2 janvier 1986.

Texte 1

Lorsque les responsables de l'association sont contactés pour l'implantation de SOS dans d'autres pays, les relations avec les milieux politiques sont considérées comme essentielles ainsi que l'équilibre entre les différentes factions présentes :

> « Yannick et son équipe [les fondateurs de SOS en Belgique] étaient parfaitement sur la même longueur d'onde que nous, et firent preuve d'une grande habilitée dans le « positionnement » du mouvement vis-à-vis des hommes politiques, là-bas comme en France, toujours à l'affût de fréquentations électoralement payantes. Ils réussirent à obtenir que leur soutien reste distant et, surtout, équilibré, tant à droite qu'à gauche »[25].

Texte 2

> « Contrairement à ce qui se passe en France, en Suède, la majorité et l'opposition marchent main dans la main pour régler le problème du racisme. L'immigration n'est pas l'objet d'une polémique droite-gauche, il existe un consensus entre les deux partis. L'ensemble de la classe politique se mobilise sur le sujet »[26].

Texte 3

> « On a vu apparaître des candidats « beurs ». Ce type d'engagement ne vous tente pas ? [réponse :] Pour certains, les élections sont l'occasion de disposer d'une tribune. Nous préférons établir une stratégie de lobbying. SOS n'est pas une organisation politique, elle ne cherche pas à obtenir des députés, mais à exercer sur l'ensemble du personnel politique une pression en faveur de l'égalité des droits »[27].

Texte 4

> « Les hommes politiques sont contraints d'être rigoureux quand ils parlent d'économie. Pourquoi l'immigration serait-elle un thème-défouloir, le seul domaine où on laisserait la part belle aux fantasmes et à l'irrationnel ? C'est pour cette raison que nous avons repris au vol l'idée lancée par Raymond Barre d'une « commission des sages », que nous avons appelée « haute autorité de l'antiracisme ». Cette « haute autorité » devrait notamment permettre de soustraire le débat sur l'immigration aux polémiques politiciennes, de le mettre entre parenthèses dans cette campagne »[28].

Texte 5

> « Il y a une majorité de gens qui, lorsqu'ils comprennent où mènent les campagnes anti-immigrés, ne peuvent que les refuser. Je crois en effet qu'il y a une certaine résonance dans la classe politique à ce frémissement de l'opinion. Ainsi l'appel à la fraternité des évêques, des loges franc-maçonnes, de toutes les confessions religieuses et des trois grandes associations antiracistes, a facilité incontestablement la prise de position de M. Barre »[29].

---

25. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 125.
26. Harlem Désir interviewé par Christine Bravo, *La Matin de Paris*, 18 novembre 1985.
27. Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, *Le Quotidien de Paris*, 2 janvier 1986.
28. Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, *Le Quotidien de Paris*, 2 janvier 1986.
29. Harlem Désir interviewé par Jean Liberman, *L'Unité*, 3 janvier 1986. Raymond Barre est par ailleurs critiqué pour avoir, à la suite de l'attentat de la rue des Rosiers en 1980, parlé de victimes juives et de « Français innocents », voir, Harlem Désir, *Touche pas...*, op. cit., p. 94.

Texte 6

« On a très mal ressenti [la prise de position de Jean Poperen sur la nécessaire « assimilation » des immigrés]. Cela montre que le clivage ne se situe pas entre la gauche et la droite, même si les « tentations » sont plus fortes dans l'opposition. D'ailleurs, une évolution s'est produite à droite grâce à la remontrance de Raymond Barre. Notamment sur la question des prestations sociales. Des gens comme Barre, Stasi, Veil prouvent qu'un consensus est possible. Evidemment ça demande aux hommes politiques plus de sens des responsabilités que de sens de l'électoralisme. [...] Tous les partis paient aujourd'hui leur manque de réflexion sur la question. Du coup le Front national réussit à être hégémonique sur ces thèmes »[30].

Texte 7

« C'est bien de protester après chaque assassinat ou attentat. De défiler avec des pancartes. Nous, bêtement, on a envie de rendre ça impossible ; mais comment ? Une certitude : on ne peut pas compter sur les partis de gauche – la droite, on n'en parle même pas. Dans les municipalités qu'il contrôle, le P.S. applique souvent, sans même le reconnaître, les fameux « quotas » d'immigrés dans les H.L.M. Quotas d'ailleurs valables également pour les antillais, dont la carte d'identité française ne compense pas la couleur de peau »[31].

Texte 8

« Onze heures. Conférence de presse [concernant la mort d'Aziz Madak à Menton]. La foule des grands jours. J'explique l'initiative du lendemain. Surprise. Dans la salle, un homme se lève, se présente : mandaté par le P.C., il annonce que son organisation soutient SOS-Racisme dans cette entreprise et appelle, à son tour, à une minute de silence partout en France. Son intervention se faisant un peu longue, je le remercie en lui faisant remarquer que c'est une conférence de presse de SOS-Racisme et non un meeting politique »[32].

Texte 9

« Nous avions alors à faire face à deux types de réactions. Celle, prévisible et attendue, du Front National, avec les discours tonitruants et éructants de Le Pen, les agressions de ses supporters, et le lancement du contre-badge « touche pas à mon peuple ». et celle, plus inattendue, d'une partie de la gauche et du mouvement antiraciste lui-même. Le P.C. nous avait toujours considérés avec méfiance, voire soupçonnés d'anticommunisme ou de sionisme. D'autres dénonçaient, plus bizarrement, le caractère trop « gentil » de SOS, sur le thème « c'est un phénomène de mode », « touche pas à mon pote, c'est angélique, ça ne règle pas les vrais problèmes », etc. nous avons eu alors quelques articles perfides, comme celui de Sylvie Caster dans *Le Canard Enchaîné*, ou celui d'Ezzedine Mestiri dans *La Croix*, qui qualifiait notre badge de « nouveau gadget d'une gauche bon chic bon genre en mal de référence humaniste ». Rien que ça »[33].

30. Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, *Le Quotidien de Paris*, 2 janvier 1986.
31. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 25.
32. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 71.
33. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 99.

Texte 10

« Les jeunes ne veulent pas être récupérés. Il m'arrive, devant certains socialistes ou communistes, qui arborent avec outrecuidance notre badge, de leur dire : « Arrêtez les frais, vous aller nous couler, la ficelle est trop grosse ! »[34].

Texte 11

« Le succès de notre badge nous valait bien des problèmes. De partout nous revenait que des hommes politiques – parfois de droite, mais plus souvent de gauche – tentaient de nous récupérer pour leur propagande. Et curieusement, ce n'était jamais ceux qui, comme Bernard Stasi, Jean-Michel Belorgey, Françoise Gaspard ou Jean-Pierre Worms, nous avaient soutenus dès le départ. [...] Je compris rapidement que nous risquions fort d'étouffer sous ces bruyantes embrassades »[35].

Texte 12

« Est-il exact que vous soyez directement lié au PS ?
Julien Dray – .....
Q – Est-ce exact ?
Julien Dray – C'est un bruit qui court dans Paris.
Q – Mais encore ?
Julien Dray – Il faut bien distinguer deux choses : la calomnie d'abord. Du genre, si ça a tant de succès, c'est qu'il y a le PS derrière, ou bien : vous avez touché cinq cents millions pour une opération préélectorale... c'est idiot ! Avons nous montré de la complaisance pour un parti plutôt qu'un autre ? Et jugez d'après le plateau. Jean-Jacques Goldmann est-il PS ? »[36].

Texte 13

« *Ne craignez-vous pas une tentative de « récupération » politique ? SOS roule pour la gauche oui ou non ?* [Réponse :] Attendez ! avant toute chose, notre orientation est une orientation morale. Nos prises de positions partent d'un certain nombre de principes, ni partisans ni politiques. Avec nous, il y a des gens qui s'engagent et on pense qu'a priori, ils sont sincères ; ensuite on juge sur les actes. Les tentatives de récupération, c'est une chose inévitable. On s'en est bien rendu compte durant la campagne des élections cantonales. Tout le monde a la tentation, face à un mouvement essentiellement de jeunesse, face à un mouvement d'opinion aussi large que le nôtre, de vouloir le réutiliser à des fins électorales. Il y a de notre part une attitude très ferme de refus »[37].

Texte 14

« *Les partis politiques vous aident-ils ?* [réponse] Ils ont plutôt tendance à vouloir s'aider sur notre dos, à tenter de mettre la main sur les mouvements de jeunes. Ce faisant, ils se discréditent à nos yeux. Cette attitude des partis est d'autant plus honteuse qu'aucun d'entre eux ne tient de discours cohérent sur l'immigration. Le seul discours existant sur la question est celui de l'extrême droite... »[38].

---

34. Eric Ghébali, cité par Bothorel (Jean), La récupération politique de « SOS-Racisme », *Le Figaro*, 5 mars 1985. Notons que Jean Bothorel semble prêt à croire que les fondateurs de SOS cherchent à faire une association non politique. Il proteste seulement contre les manœuvres de « récupération » des partis de gauche. Il faut donc se garder de penser que le positionnement neutre de SOS ait pu être d'emblée considéré par les observateurs politiques et par les professionnels de la politique comme invraisemblable. Voir aussi Lantieri (Frédérique), Comment la gauche récupère « SOS-Racisme », *Le Quotidien de Paris*, 27 mars 1985.
35. Harlem Désir, *Touche pas à mon pote*, Paris, Grasset, 1985, p. 99.
36. Harlem Désir interviewé par Martin Peltier, *Le Quotidien de Paris*, 15 juin 1985.
37. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Véronique Brocard, *Libération*, 13 juin 1985.
38. Harlem Désir interviewé par Joshka Schidlow, *Télérama*, 1 mai 1985.

2) La Cohabitation

entre mars 1986 et mai 1988

Après les élections législatives de mars 1986 et le changement de gouvernement, la stratégie politique de l'association ne se modifie pas notablement. Les critiques que SOS adressait aux partis d'opposition sont maintenant faites au nouveau gouvernement. Mais ces critiques sont maintenant rendues plus aiguës par les projets législatifs de la nouvelle majorité et par la présence des députés du Front national à l'Assemblée. Dès le mois d'avril 1986, Harlem Désir déclare craindre une entente entre la nouvelle majorité et le Front national pour appliquer une politique « anti-immigrés » :

> « Les élections de mars ont bouleversé la situation. C'est une nouvelle donne qui se met en place. Il y a aujourd'hui une machine de guerre anti-immigrés qui siège à l'Assemblée nationale, une machine qui peut se réveiller d'un jour à l'autre. Il est essentiel de faire en sorte que la droite classique largue ces quelques liens avec le Front national. Surtout que l'on a assisté ces derniers jours à une étrange évolution : l'on cherche à nous présenter les députés du Front national comme des gens tout à fait bien, comme les autres »[39].

La stigmatisation du Front national est toujours au principe de l'intervention de SOS-Racisme en politique. C'est parce que les responsables de SOS dénoncent dans le Front national un parti raciste et non démocratique qu'ils sont fondés à intervenir publiquement dans les luttes politiques.

> « Il faut montrer que le Front national n'est pas un parti comme les autres : il remet en question les principes mêmes de la démocratie. On peut toujours s'écharper entre la gauche et la droite, sur les privatisations, la télé, etc. Ça n'a jamais fait de morts. Mais sur les idées de Jean-Marie le Pen, il n'y a pas de discussion possible. Ce qu'il propose, c'est une politique d'apartheid. [...] C'est une logique de guerre civile »[40].

S'appuyant sur l'affirmation d'une différence radicale entre le Front national et les autres partis, SOS tend à faire de l'attitude vis-à-vis de Jean-Marie Le Pen un clivage politique déterminant (voir texte 20 et 21). En accréditant l'idée que ce qui sépare les « républicains » « de gauche » ou « de droite » est moins important que ce qui les sépare du Front national, Harlem Désir peut attaquer les responsables de la « droite classique » qui lui paraissent

---

39. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau, *Libération,* 15 avril 1986.

40. Harlem Désir interviewé par Claude Weill, *Le Nouvel Observateur*, 18 juin 1988. Harlem Désir accuse ainsi le Front national d'être à l'origine des « crimes racistes » : « Le racisme n'est jamais simplement une idéologie. C'est toujours la violence meurtrière. Avec des esprits faibles qui passent à l'acte après ce qui leur a été raconté par les démagogues. Il y a des mots qui tuent. On ne peut passer son temps à dire que les immigrés sont responsables de la crise sans que certains essayent de faire œuvre de salubrité en les

envisager une alliance avec Jean-Marie Le Pen mais aussi ceux qui lui semblent suivre une politique qui aurait pour objectif de capter l'électorat du Front national[41].

Tableau 2 : Les mentions négatives à l'égard du Front national ou de Jean-Marie Le Pen dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme[42].

période	1985/3-1986	3-1986/5-1988	5-1998/1992
Nb de mentions du FN	4	13	16
Nb d'interviews et de tribunes	23	20	46
pourcentage	17 %	65 %	35 %

Les dirigeants de SOS maintiennent donc jusqu'au début de 1988 la stratégie politique qu'ils suivent depuis 1985. Ils contribuent à contraindre l'ensemble des acteurs politiques à prendre position vis-à-vis de Jean-Marie Le Pen et font de la dénonciation du Front national la forme que doit prendre l'antiracisme en politique. Les critiques de SOS-Racisme semblent n'avoir que peu de prise sur le Front national qui paraît peu affecté par la stigmatisation dont il est l'objet. Les effets de l'action de SOS se font plutôt sentir sur les partis de la nouvelle majorité parlementaire. SOS-Racisme cite beaucoup plus souvent le Front national durant la cohabitation (voir tableau 2) contribuant à contraindre les membres du gouvernement et de la majorité parlementaire à prendre position vis-à-vis de Jean-Marie Le Pen. Harlem Désir est ainsi conduit à distinguer entre les « vrais républicains » qui refusent toute compromission avec le Front national, et ceux qui sont tentés par des alliances électorales.

> « Entre « délégitimer le Front national », comme l'a demandé Claude Malhuret, et accrocher ses wagons à la locomotive Le Pen, comme l'a fait Pasqua, il faut choisir. En deux phrases[43], Charles Pasqua vient de « délégitimer » Barzach et Juppé, qui avaient clairement

---

éliminant. Le discours anti-immigrés, raciste, est meurtrier » Harlem Désir interviewé par Laeticia Aubry, *Le Quotidien de Paris*, 13 juin 1987.

41. « On avait réussi, fin 1984, à montrer qu'il y avait un grand courant anti-raciste et, sinon à endiguer le phénomène Le Pen, du moins à le marginaliser. Ce qui est grave aujourd'hui, c'est que la classe politique l'a laissé se rebanaliser. Regardez ce qui se passe dans les conseils régionaux. On nous expliquait : « en les absorbant, on va les récupérer. » Et que constate-t-on... Les élus du Front national utilisent tous les postes qu'ils ont conquis pour faire passer des politiques de discrimination, de préférence nationale », Harlem Désir interviewé par Claude Weill, *Le Nouvel Observateur*, 12 Juin 1987.

42. Un codage a été réalisé sur des interviews et des tribunes accordées par les porte-parole de SOS-Racisme entre 1985 et 1992. Le tableau 2 indique selon la période le nombre d'interviews ou de tribunes qui contiennent une mention négative du Front national ou de Jean-Marie Le Pen.

43. Charles Pasqua avait déclaré, le 11 mai 1987 dans un meeting à Béziers : « Un charter c'est trop disent certains, mais si demain je dois faire un train, je le ferai ». Devant les réactions critiques de SOS, il a ajouté le 13 mai, lors des assises départementales du RPR du Val-de-Marne au Perreux : « Je le dis et je le répète, nous continuerons à reconduire à la frontière les immigrés en situation irrégulière. Même si ça doit déplaire à cette conscience de la nation française que prétend être Harlem Désir, cet élément enfanté de la contestation

choisi de démythifier les thèmes du Front national. C'est à croire que Le Pen a décervelé nos gouvernants. [Question] *Vous n'avez pas le sentiment d'un subtil partage des tâches dans le gouvernement ?* [Réponse] Non, j'ai l'impression qu'il s'agit de réelles divergences. Si ce n'était pas le cas, ce serait un jeu dangereux. À faire de la surenchère avec le Front national, on n'est jamais gagnant »[44].

Harlem Désir approuve les hommes politiques de la majorité parlementaire qui critiquent le Front national. Michel Hannoun, Michel Noir, Alain Juppé, Bernard Stasi ou Simone Veil sont félicités pour leur attitude « courageuse » (voir aussi textes 22 et 23). En indiquant qu'il y a de réelles divergences de morale politique et de stratégie électorale au sein de la majorité parlementaire, Harlem Désir refuse de condamner globalement des partis « de droite », donnant ainsi plus de crédit à sa critique des « durs » du gouvernement. C'est donc paradoxalement durant la cohabitation que SOS cite positivement le plus souvent des membres de partis « de droite » (voir tableau 3).

« Il y a une ambiguïté dans la classe politique vis-à-vis de SOS-Racisme, et ce depuis sa création. Quelques personnes, à droite, ont le courage d'avancer des idées audacieuses et concrètes, comme Michel Hannoun, Bernard Stasi ou Michel Noir, et leurs rapports atterrissent dans les tiroirs, alors que les lignes de force qui se dessinent, ce sont les concessions à l'extrême droite. Voyez l'étonnant *come back* de la réforme du code de la nationalité sous la forme d'un référendum qui ressemble comme un jumeau au référendum sur l'immigration réclamé par le Front national »[45].

Tableau 3 : Les mentions positives à l'égard de personnalités classées « à droite » dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme.

période	1985/3-1986	3-1986/5-1988	5-1998/1992
Nb de mentions positives envers des personnalités classées à droite	2	4	3
Nb d'interviews et de tribunes	23	20	46
pourcentage	9 %	20 %	7 %
fréquence (une intervention de SOS tous les n jours)	17	39	37

Les principales cibles des attaques d'Harlem Désir sont Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et Robert Pandreau, ministre délégué à la police, qui traitent les dossiers relatifs à l'immigration et à la « sécurité ».

---

socialiste et qui est un agitateur professionnel, nous expulserons les immigrés qui se sont rendus coupables de délits. C'est la moindre des choses quand même ».

44. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Le Matin de Paris*, 14 mai 1987.

45. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Globe*, mars 1988.

« Comment peut-on avoir confiance dans ce gouvernement ? Il ne faut pas oublier que Chalandon a pour collègues Pasqua et Pandraud. Nous, on ne refuse pas de discuter, mais si Chalandon veut qu'on le croie, il faut d'abord qu'il retire le projet [de réforme du code de la nationalité] »[46].

Les responsables de SOS-Racisme accusent Jacques Chirac et Charles Pasqua de mener une politique discriminatoire à l'égard des immigrés pour donner des gages à l'électorat du Front national et favoriser l'élection de Jacques Chirac en 1988, (voir textes 23, 24, 25 26 et 27). Le discours que tiennent les porte-parole de SOS tendent à donner de Charles Pasqua, mais aussi de Jacques Chirac, une image répressive et à jeter un doute sur le caractère « républicain » de leur action en matière de « sécurité » et d'immigration. Tout se passe comme si les responsables de la majorité se voyaient acculés à un embarrassant dilemme : soit condamner publiquement le Front national en risquant un mauvais report des voix de ses électeurs au second tour des élections, soit le ménager et mettre en œuvre une politique plus énergique en matière de « sécurité » et d'immigration en risquant d'acquérir une image répressive pouvant effrayer les électeurs qu'une politique trop coercitive répugne.

Tableau 4 : Les mentions négatives à l'égard de personnalités classées « à droite » dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme.

période	1985/3-1986	3-1986/5-1988	5-1998/1992
Nb de mentions négatives envers des personnalités classées à droite	2	14	9
Nb d'interviews et de tribunes	23	20	46
pourcentage	9 %	70 %	20 %

À partir de 1987, SOS-Racisme critique aussi le bilan du gouvernement et pas seulement sa position vis-à-vis de Jean-Marie Le Pen. Les attaques de SOS contre Pasqua et le gouvernement « de droite » sont très dures : entre mai 1986 et mai 1988 toutes les interviews données par Harlem Désir ou Julien Dray critiquent la politique du gouvernement ou la compromission de la « droite républicaine » avec le Front national. La plupart des actions menées entre 1986 et 1988 par SOS ont été dirigées contre le gouvernement de Jacques Chirac : la campagne contre les bavures en juillet et en août 1986, le mouvement étudiant en novembre 1986 et les manifestations protestant contre la mort de Malik

Oussekine, le mouvement contre le code de la nationalité en 1987, la campagne du « charter des 101 maliens » contre les expulsions d'immigrés. C'est durant la cohabitation qu'Harlem Désir critiquera le plus souvent des personnalités politiques classées « à droite » (voir tableau 4). À deux mois des élections présidentielles SOS-racisme s'engage directement contre le candidat à l'élection présidentielle issu du gouvernement :

> « *Quelles sont les forces politiques qui se rapprochent de votre choix de société...?* [réponse :] Certaines en tout cas s'en éloignent. On n'y arrivera pas avec ceux qui refusent de donner la priorité à l'éducation, ceux qui ne sont même pas capables de dire franchement leur refus de prendre des membres du Front national dans leur gouvernement. Avec tous ceux qui n'apportent pas de réponses claires aux exigences de la jeunesse. *À quelques semaines des élections présidentielles, ce genre de déclaration ressemble quasiment à une consigne de vote ?* [réponse :] Ce n'est pas à SOS de le faire. [...] Nous disons simplement qu'au regard de nos valeurs, tous les choix politiques ne se valent pas »[47].

Cependant, la diabolisation de Charles Pasqua et de Robert Pandreau est rendue possible par le programme législatif du gouvernement. Les lois ou les projets de loi concernant l'immigration, les expulsions spectaculaires d'étrangers, les contrôles d'identité et le code de la nationalité (voir texte 28) pouvaient difficilement ne pas faire réagir SOS, comme l'ensemble des organisations antiracistes. SOS n'a souvent fait que saisir les occasions que lui offrait le gouvernement. Si Harlem Désir peut critiquer la politique du gouvernement, c'est aussi parce qu'il rencontre la volonté de Jacques Chirac et de Charles Pasqua de ne pas laisser à Jean-Marie Le Pen le monopole de la dénonciation de l'insécurité et de l'immigration, mais également la stratégie du Front national qui recherche des alliances avec « le reste de la droite »[48].

Entre 1986 et 1988, SOS s'efforce encore d'apparaître comme une organisation non politique qui se défie des partis (voir texte 15) ou comme une association voulant dialoguer avec l'ensemble des forces politiques (voir textes 18, 19 et 20). Pourtant, les dirigeants de l'association ont de plus en plus de mal à maintenir une façade de stricte neutralité politique, en partie parce que leurs attaques contre le gouvernement conduisent certains partisans de celui-ci à tenter de les faire apparaître comme dominés par les intérêts électoraux du Parti socialiste et non pas seulement attachés à la défense de l'antiracisme[49]. Le passé militant de

---

46. Harlem Désir interviewé par Martine Azoulay et Isabelle Nataf, *Le Matin de Paris*, 14 mars 1987.
47. Harlem Désir interviewé par Alain Léauthier et Jean Quatremer, *Libération*, 12 mars 1988.
48. Bruno Mégret déclare par exemple le 12 mai 1987 « Les représentants de la majorité parlementaire ainsi que certains ministres [devraient] être plus lucides sur les conditions de leur survie politique » : Jean Marie Le Pen « est victimes d'attaque scandaleuses » alors que « Près de 150 députés ne pourront être élus sans les voix du Front national et qu'aucun candidat de droite à l'élection présidentielle ne peut être élu sans les voix de toute la droite », cité in Konopniki (Guy), Mégret sort ses griffes, *Le Matin de Paris*, 14 mai 1987.
49. Voir par exemple Soustelle (Jacques), Un sous-marin nommé Désir, *Le Quotidien de Paris*, 11 juin 1986, Beneton (Philippe), L'antiracisme dévoyé, *Le Figaro*, 12 septembre 1986, Toubon (Robert), Gustave et

Julien Dray, de Didier François et de plusieurs des membres fondateurs était connu depuis 1985, mais jusqu'en 1987, celui du président de SOS n'était pas mis en cause. Harlem Désir nie d'ailleurs, lors de « l'Heure de Vérité » en août 1987, avoir exercé des responsabilités au Mouvement des Jeunesses socialistes (voir textes 16 et 17). Pourtant, malgré l'image de plus en plus « marquée à gauche » des dirigeants de SOS, il continue d'affirmer le caractère non partisan de l'action de SOS (voir aussi textes 19 et 20) :

> « *Acceptez vous d'être classé à gauche ?* [réponse :] En tant qu'animateur de SOS-Racisme, certainement pas ! En revanche comme citoyen, je n'ai jamais caché que j'étais de gauche. Mais je demande à être jugé sur mes résultats. Pas sur un bulletin de vote »[50].

Harlem Désir semble concevoir SOS à l'image des administrations d'Etat, composées de fonctionnaires de toutes opinions, mais censées être politiquement neutres. Cependant, pendant la période de la cohabitation, SOS-Racisme n'attaque jamais « la gauche » ou le Parti socialiste qui, n'étant plus aux affaires, peut difficilement se mettre en position d'être critiquée. Le président de la République et la politique menée par ses premiers ministres successifs, ne sont jamais remis en cause. Harlem Désir ne commencera d'ailleurs à attaquer la politique d'intégration des populations immigrées ou « issues de l'immigration » du gouvernement de Jacques Chirac qu'à partir d'août 1987 lors des interviews précédant son « Heure de Vérité ». Cette transformation de l'analyse que fait SOS des causes du racisme et des solutions qui doivent y être apportées va permettre aux dirigeants de l'association de critiquer les politiques sociales de tous les gouvernements qui se succéderont entre 1987 et 1993.

Texte 15

> « *Comment juger vous la classe politique ?* [réponse :] Sévèrement. Son principal centre d'intérêt c'est elle-même. Je me refuse à faire du poujadisme. Pourtant comment ne pas constater tout de même que, si l'ère de la démagogie et des promesses est révolue, le règne du look et de l'absence de projet lui a succédé ? Voyez la campagne présidentielle : il n'est plus question comme aux Etats-Unis, que « d'affaires » et de questions de personnes ! Où sont les débats de société ? »[51].

Théodule, *Le Quotidien de Paris*, 16 mars 1987 et Philippe Seguin interviewé par Robert Toubon, Code de la Nationalité, « une campagne qui relève de la désinformation », *Le Quotidien de Paris*, 16 mars 1987.
50. Harlem Désir interviewé par Dominique de Montvalon et Sylvianne Stein, *L'Express*, 2 octobre 1987.
51. Harlem Désir interviewé par Dominique de Montvalon et Sylvianne Stein, *L'Express*, 2 octobre 1987.

Texte 16

« *Pourquoi, à « L'Heure de Vérité », n'avoir pas dit que vous aviez fait partie, naguère, des Jeunesses socialistes ?* [réponse :] Sur ce point j'ai été sommaire. J'ai été effectivement, pendant quelques temps, animateur des Jeunesses socialistes à l'université de Créteil? »[52].

Texte 17

« [Harlem Désir] reconnaît qu'il a été un peu sommaire le soir où on l'a questionné à la télévision sur sa virginité politique : « J'aurais dû dire que j'avais été sympathisant d'extrême gauche et que j'avais adhéré aux Jeunesses socialistes. J'étais très jeune. J'avais un idéal. J'avais envie de changer le monde très vite. Les médiations n'étaient pas alors mon fort. » Depuis qu'il s'est écarté des brigades du P.S. on a souvent essayé de le récupérer »[53].

Texte 18

« Il y a des gens qui sont à SOS et qui sont par ailleurs des militants politiques. C'est leur droit, il faut tout simplement qu'ils ne mélangent pas les deux. C'est bien ainsi qu'ils le comprennent. *À* partir de là, ce n'est pas moi qui leur reprocherai de se battre au sein de leur parti pour faire passer les idées de SOS-Racisme ! »[54].

Texte 19

« *À l'instar de Philippe Séguin, beaucoup vous reprochent d'avoir tenté de faire du combat antiraciste un monopole de la gauche...* [réponse :] Je trouve ça un peu fort de café (au lait) ! Personne n'a fait plus d'efforts que nous pour rassembler droite et gauche dans le combat antiraciste. Nos portes sont toujours restées ouvertes. Il est évident qu'on ne peut se passer de la moitié du pays. Heureusement, j'ai l'impression que le ministre des Affaires sociales revient à une plus juste vision des choses... »[55].

Texte 20

« *Diriez vous qu'entre Le Pen et vous il n'y a rien ?* [réponse :] Oui. Mais à condition de bien comprendre que ce « nous », cela signifie tous les gens raisonnables, tous les républicains, de gauche comme de droite. J'en suis convaincu : contre le racisme et pour l'intégration, les chances d'un consensus national existent désormais »[56].

Texte 21

« D'un côté vous avez les républicains : il y en a qui sont de droite, d'autres de gauche, ils ne sont pas d'accord sur un tas de choses, mais ils reconnaissent tous que les hommes sont égaux en dignité et qu'ils doivent être égaux en droits. De l'autre, vous avez une idéologie incompatible avec celle de la République. Et si la droite républicaine s'allie avec l'extrême droite, je fais le pari qu'elle perdra son électorat »[57].

52. Harlem Désir interviewé par Dominique de Montvalon et Sylvianne Stein, *L'Express*, 2 octobre 1987.
53. Bouvard (Philippe), Harlem Désir écrira un jour l'histoire de Martin Luther King, *Paris Match*, 16 octobre 1987.
54. Harlem Désir interviewé par Thierry Leclère, *Télérama*, 12 août 1987.
55. Harlem Désir interviewé par Dominique de Montvalon et Sylvianne Stein, *L'Express*, 2 octobre 1987.
56. Harlem Désir interviewé par Dominique de Montvalon et Sylvianne Stein, *L'Express*, 2 octobre 1987.
57. Harlem Désir interviewé par Thierry Leclère, *Télérama*, 12 août 1987.

Texte 22

« Il y a, à gauche, des gens qui sont formidables – Françoise Garpard par exemple – , il y a, à droite, des gens formidables – Michel Noir, Bernard Stasi, Simone Veil, etc. – et sur certains sujets, le racisme par exemple, on peut faire des choses ensemble »[58].

Texte 23

« Il y a un déséquilibre dans nos rapports avec le monde politique depuis l'été 1986, parce que le gouvernement, à cette époque-là a choisi de mener une politique anti-immigrés pour *essayer de récupérer l'électorat du Front national*. Cela ne nous empêche pas de conserver des contacts avec un certain nombre de gens, qu'il s'agisse de centristes ou de RPR, qui ont notre vision des choses mais qui possèdent désormais une moins grande marge de manœuvre, y compris pour s'afficher avec nous »[59].

Texte 24

« Il y a bel et bien virage dans l'attitude du pouvoir. Cela a commencé pendant l'été 1986 avec la volonté de couvrir les bavures et le vote de la loi sur les expulsions. En apparence, la droite condamnait l'extrême droite, mais en réalité, cherchait à capter son électorat. L'aboutissement de cette politique, c'est le charter pour le Mali. Alors la jeunesse s'est mobilisée contre le projet Devaquet et la réforme du Code de la nationalité. Le pouvoir a reculé, un équilibre s'est établi. Depuis, il est rompu. Devaquet, qui est au demeurant un homme sympathique, a été réhabilité, les propositions Valade vont dans le même sens et on tente de nous resservir une réforme du Code de la nationalité »[60].

Texte 25

« Il y a un grand risque de voir toute la campagne présidentielle polarisée par Le Pen. Tout se passe comme si on ne se déterminait plus que par rapport à lui. Jugez plutôt. [...] Mercredi, Le Pen parle à l'Heure de Vérité, et jeudi on ressort le projet de Code de la nationalité du tiroir. Dimanche, Le Pen défile devant le portrait de Pétain à la fête de Jeanne d'Arc et, lundi, Pasqua affrète des trains. Visiblement, le virus lepenique se répand rapidement. On est en train de dépasser les limites de la décence démocratique. Les partis de la majorité doivent-ils comme Gaudin, se laisser contaminer ou sauront-ils sauver leur âme et l'honneur de la démocratie en refusant la démagogie des fantasmes et de la haine ? »[61].

Texte 26

« [...] Si chaque fois que le leader du Front national prend la parole, on commence à s'agiter et à ressortir du tiroir les réformes discriminatoires, alors là, on part perdant. Quand Le Pen passe à L'Heure de Vérité et que le lendemain Jacques Chirac ressort la réforme du Code de la nationalité, alors que ça fait trois mois qu'elle est enterrée, on donne le sentiment que c'est le Front national qui dicte sa loi »[62]

Texte 27

« À qui Charles Pasqua peut-il faire croire que sa détermination est de lutter contre le racisme [...] ? Son message n'a qu'un destinataire, l'électorat du Front national, à qui il dit : « Ce n'est pas la peine de voter Le Pen puisque moi je suis capable de faire le travail »[63]

58. Harlem Désir interviewé par Patrick Fiole, *Le Matin de Paris*, 19 août 1987.
59. Harlem Désir interviewé par Claude Weill, *Le Nouvel Observateur*, 12 juin 1987 ; c'est moi qui souligne.
60. Harlem Désir interviewé par Alain Léauthier et Jean Quatremer, *Libération*, 12 mars 1988.
61. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Le Matin de Paris*, 14 mai 1987.
62. Harlem Désir interviewé par Thierry Leclère, *Télérama*, 12 août 1987.
63. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Le Matin de Paris*, 14 mai 1987.

Texte 28

« *Comment réagissez-vous lorsque le premier ministre propose de modifier le Code de la nationalité ? [Réponse :]* Cette mesure a un côté paradoxal. Jusqu'à présent, il y avait un processus naturel d'intégration qui faisait qu'à la deuxième génération, on n'était plus tout à fait un immigré et qu'à la troisième on avait même oublié l'origine immigrée de la famille. Désormais tous les enfants d'immigrés qui ne choisiront pas de devenir français iront augmenter le nombre des étrangers, au lieu de le diminuer comme le souhaite la droite »[64].

Texte 29

« Votre gouvernement, en quelques mois, a réussi l'exploit de creuser un énorme fossé entre le monde de la jeunesse et celui du pouvoir. Plutôt que de crier sans cesse à la récupération politique, il vaudrait mieux vous demander pourquoi vous n'êtes pas présents aux côtés des jeunes quand ils se battent contre le racisme et les discours odieux de l'extrême droite qui les prend pour cible »[65].

Texte 30

« Les jeunes ne peuvent comprendre la volonté du gouvernement de séparer le bon grain de l'ivraie. (...) À travers ce projet de Code, on s'attaque aux enfants de la deuxième génération et on risque ainsi de perpétuer la marginalisation et le rejet que connaissent les communautés immigrées »[66].

Texte 31

« Deux choix clairs s'offrent à nous, la démocratie de l'exclusion ou la démocratie de l'intégration. La première, nous la connaissons, c'est celle des bavures policières, des attentats racistes, de l'exclusion, des expulsions et du saccage de la vie sociale pour des millions de gens. Nous n'en voulons pas »[67].

Texte 32

Je suis frappé par la résurgence dans le discours politique français d'un vocabulaire aux réminiscences douteuses. Les « sidaïques » et « sidatoriums », les « hyènes puantes« de Le Pen, les « trains » de Pasqua, on sait bien quelles fibres ces termes font vibrer »[68].

---

64. Harlem Désir interviewé par Serge Raffy, *Le Nouvel Observateur*, 18 avril 1986.
65. Harlem Désir interviewé conjointement à Alain Carignon par Robert Schneider et Gilles Anquetil, *Le Nouvel Observateur*, 20 mars 1987.
66. Harlem Désir interviewé conjointement à Alain Carignon par Robert Schneider et Gilles Anquetil, *Le Nouvel Observateur*, 20 mars 1987.
67. Discours d'Harlem Désir cité par Judith Waintraub dans, Le rancard vidéo du chef de l'Etat chez Harlem, *Le Quotidien de Paris*, 14 mars 1988 ; phrase citée également par Moinet (Jean-Philippe), SOS-Racisme : à gauche toute !, *Le Figaro*, 14 mars 1988.
68. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Le Matin de Paris*, 14 mai 1987 ; Charles Pasqua avait déclaré le 11 mai 1987 « Un charter c'est trop, disent certains, mais si demain je dois faire un train, je le ferai ». Pour un autre exemple d'association de Charles Pasqua et du Front national voir aussi Harlem Désir interviewé par Claude Weill, *Le Nouvel Observateur*, 12 juin 1987 : « Les élus du Front national utilisent tous les postes qu'ils ont conquis pour faire passer des politiques de discrimination, de préférence nationale. Ajouter à cela le langage tenu par Pasqua, l'amalgame immigration-délinquance-terrorisme : tout cela fait le lit de Le Pen. C'est conforter l'électorat du Front national dans l'idée que Le Pen a levé un lièvre, qu'il soulève de vrais problèmes. Et comme il est le seul qui soit capable d'aller jusqu'au bout... »

3) Le gouvernement de Michel Rocard après mai 1988

Le positionnement politique de SOS va totalement changer après mai 1988. Après avoir critiqué pendant deux ans le gouvernement de Jacques Chirac, Harlem Désir se félicite de la réélection de François Mitterrand et tend à s'associer à la gauche :

> « *La victoire de François Mitterrand, c'est une victoire pour SOS-Racisme ?* [Réponse :] Une page est enfin tournée après deux années de gâchis. C'est une victoire pour les valeurs d'égalité. C'est une sanction contre une politique qui depuis deux ans était perçue comme une politique d'exclusion, d'égoïsme, d'autoritarisme empreint de xénophobie. Il est très important qu'une large majorité ait fait la démonstration que la France n'est pas prête à se laisser gouverner du côté de la bêtise et de la force brutale »[69].

Toutefois, après 1988, l'association peut difficilement continuer à axer l'ensemble de son discours sur la seule dénonciation de Jean-Marie Le Pen, alors que la disparition du groupe parlementaire frontiste, l'éloignement des prochaines élections générales et l'échec relatif du Front national lors des élections municipales de 1989 (en partie dû à l'interdiction par le R.P.R. et l'U.D.F. de toutes alliances locales) tendent à réduire la visibilité du Front national. Charles Pasqua et Jacques Chirac étant dans l'opposition, il est également difficile pour les porte-parole de SOS de poursuivre la critique de l'action ou des propositions électorales des partis « de droite ».

De plus, les prises de position de SOS contre le Front national et les partis « de droite » entre 1985 et 1988 n'avaient pu avoir une certaine efficacité que parce que l'association avait établi une image de neutralité politique et qu'elle n'était pas « marquée à gauche » ; après la participation directe de Julien Dray et d'Harlem Désir aux meetings du candidat François Mitterrand, l'image de neutralité politique de l'association se détériore.

Enfin, les prises de position d'Harlem Désir à partir de l'Heure de Vérité sur les insuffisances de la politique du gouvernement de Jacques Chirac à l'égard des banlieues obligeaient en partie l'association, pour des raisons de cohérence interne et de crédibilité vis-à-vis des journalistes et des autres associations du secteur de l'immigration à poursuivre son évaluation publique de la politique gouvernementale en matière d'immigration.

SOS-Racisme va donc modifier son discours en profondeur pour faire du gouvernement socialiste la principale cible de ses déclarations politiques. L'absence de Julien Dray du nouveau gouvernement rend probablement plus facile la critique de l'action de Michel Rocard .

---

69. Harlem Désir interviewé par Benoît Rayski, *Passages*, juin 1988.

a) L'art de critiquer ses propres soutiens politiques (le gouvernement socialiste)

Dès le mois de juin 1988, Harlem Désir fixe le programme du gouvernement, il est chargé :

> « *Qu'attendez vous du nouveau gouvernement ?* [Réponse :] Il faut très rapidement apporter des réponses aux problèmes qui se sont traduits dans le vote du premier tour par le score du Front national. Cela signifie qu'il faut engager une véritable action de lutte contre la marginalisation sociale. [...] Dans le domaine de l'action sociale, les priorités sont les suivantes : l'amélioration du logement, de la scolarisation des enfants étrangers, et des autres. Je crois aussi à la nécessité d'une réforme rapide en matière de naturalisation ; elle posera le problème de la citoyenneté, du droit de vote aux élections locales »[70].

Au mois de novembre 1988, quelques mois seulement après l'arrivée de Michel Rocard à l'Hôtel Matignon, Harlem Désir commence à dresser un bilan négatif de l'action du gouvernement :

> « Je dois bien constater que l'intégration est en panne. Si les menaces les plus graves qui ont pesé sur l'immigration de 1986 à 1988 ont cessé, à commencer par la réforme du Code de la nationalité, les problèmes n'ont pas, pour autant, été résolus. La lutte contre le racisme se satisfait mal du sur-place du gouvernement. Ainsi les expulsions d'étrangers continuent à s'effectuer sous le régime de la loi Pasqua, cadre législatif répressif s'il en est. [...] Pourtant, la lutte contre le racisme ne peut se contenter de la dénonciation ou de l'appel à la morale. Elle doit passer par une politique sociale d'intégration des communautés étrangères. Or, de ce point de vue, force est de constater qu'on ne voit rien venir »[71].

Les reproches que SOS fait au gouvernement de Michel Rocard sont les mêmes que ceux qu'il adressait au gouvernement de Jacques Chirac. Mais le point de désaccord principal entre le gouvernement et SOS-Racisme concerne les « lois Pasqua » qui avaient été très sévèrement critiquées par l'association et le Parti socialiste lorsque l'Assemblée les avait votées, et contre lesquelles SOS et l'ensemble des associations antiracistes avaient manifesté le 31 octobre 1986 :

> « *Rien n'a changé depuis six mois pour les immigrés*. Leur statut est toujours régi par la loi Pasqua, loi que les socialistes avaient pourtant qualifiée de loi inique. À la brutalité et au mépris d'hier ont succédé un silence gêné ou une condescendance technocratique. Pour toute réponse à nos questions ou à nos propositions, le gouvernement s'est contenté de répéter : « il faut attendre... Plus tard... » *L'immigration est devenue un sujet tabou passé par pertes et profits de je ne sais quel consensus* »[72].

La modification de la loi Pasqua est différée parce que le ministre de l'intérieur Pierre Joxe et la hiérarchie policière s'opposent vigoureusement à tout retour au régime antérieur.

---

70. Harlem Désir interviewé par Benoît Rayski, *Passages*, juin 1988.
71. Harlem Désir interviewé par Jean Quatremer, *Libération*, 16 novembre 1988.
72. Harlem Désir interviewé par Georges-Emmanuel Hourant, *Le Journal du Dimanche*, 18 décembre 1988, souligné dans le texte.

Pourtant SOS-Racisme peut difficilement accepter l'inertie gouvernementale concernant une des lois qu'il a le plus souvent dénoncée. L'abrogation ou l'amendement de la loi Pasqua est pour SOS-Racisme et les autres associations antiracistes le minimum qu'elles estiment pouvoir exiger du nouveau gouvernement. Il faudra pourtant plusieurs mois de mobilisation de l'ensemble des associations réunies dans un « collectif de coordination »[73] et l'intervention personnelle de François Mitterrand lors de ses vœux le 31 décembre 1988, pour qu'un projet de réforme soit présenté, immédiatement jugé insuffisant par Harlem Désir (voir texte 34)[74]. Lorsque les dispositions les plus contestées de la loi Pasqua seront supprimées, SOS ne créditera pas Michel Rocard et Pierre Joxe de ce qu'il considère comme une avancée mais déclarera que le gouvernement n'aurait probablement rien fait si les associations antiracistes et François Mitterrand n'avaient pas fait pression en ce sens (voir texte 35).

Le gouvernement socialiste est donc sévèrement attaqué. On lui reproche de ne pas différencier sa politique en matière de droits de l'homme de celle du gouvernement précédant contre laquelle SOS avait manifesté (voir aussi texte 36) :

> « Pendant deux ans, entre 1986 et 1988, toute une génération s'est battue contre l'exclusion et le racisme. Cette génération ne peut accepter que la gauche et la droite, au pouvoir, ce soit la même chose sur de tels sujets »[75].

Mais les principales attaques de SOS contre le gouvernement concernent la politique sociale et urbaine. Michel Rocard est accusé d'immobilisme, et on lui reproche de ne pas prendre la mesure des problèmes qui se posent en banlieue. Puisque, selon SOS, le racisme est engendré par les mauvaises conditions de vie dans les banlieues, son traitement est de la compétence du gouvernement.

> « *Est-ce-que vous reprochez au gouvernement de n'avoir rien fait pour faire reculer le racisme ?* [Réponse :] Il existe des raisons objectives au racisme. Ce sont les conditions de vie et de logement, les problèmes dans les quartiers, les questions de sécurité et d'éducation. C'est au gouvernement de les régler. Nous, nous avons joué notre rôle d'accompagnement culturel de la lutte contre le racisme. Mais ce n'est pas suffisant. La vrai politique consiste à donner des moyens pour que ces quartiers changent. Or sur ce plan, il y a un vide »[76].

---

73. Voir J.P., Plusieurs associations dénoncent le silence du gouvernement sur l'immigration, *Le Monde*, 7 décembre 1988 et Quatremer (Jean), les antiracistes placent le gouvernement sous surveillance, *Libération*, 6 janvier 1989.

74. « Pour obtenir l'abrogation de la loi Pasqua, il a fallu monter le ton, et engager une campagne publique, ce qui n'a pas forcément plu au gouvernement et au Parti socialiste. Finalement le président de la République nous a entendus et a répondu dans ses vœux de fin d'année. Il a fallu encore se battre pour que cet engagement verbal se concrétise et passe au stade de décision gouvernementale », Harlem Désir interviewé par Lionel Rotcage, *Rolling Stone*, juin 1989.

75. Harlem Désir interviewé par Georges-Emmanuel Hourant, *Le Journal du Dimanche*, 18 décembre 1988, souligné dans le texte.

76. Malek Boutih interviewé par Gilles Smadja, *L'Humanité*, 3 mai 1990.

Entre 1989 et 1993, SOS va inlassablement dénoncer ce qu'il considère comme l'absence de politique des gouvernements socialistes dans les banlieues. L'association leur reproche de ne pas consacrer assez de moyens à la politique de la ville, à la rénovation urbaine, à l'amélioration des transports et à la lutte contre l'échec scolaire. Les responsables de SOS souhaiteraient que la situation des populations immigrées et françaises en banlieue soit considérée comme une cause prioritaire, devant entraîner un effort budgétaire important.

> « Depuis dix-huit mois, SOS est pendu au signal d'alarme. Nous disons sur tous les tons que la situation s'aggrave, que les tensions augmentent. [...] On crée un comité interministériel, on nomme un haut fonctionnaire sans pourvoir ni crédits, et on se défausse de ses responsabilités sur un nouveau comité des sages. Refuser la création d'un ministère de l'Intégration, c'est refuser de prendre en charge politiquement le dossier. [Question :] *Le gouvernement répond qu'il ne veut par traiter les immigrés à part, qu'il inclut la question de l'immigration dans une politique sociale d'ensemble...* [Réponse :] Du coup, il n'y a pas de politique »[77].

Toutes les interviews qu'Harlem Désir donne entre 1989 et 1992 critiquent la politique du gouvernement vis-à-vis des banlieues et des populations « issues de l'immigration » (voir textes 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44 et 45). SOS déclare craindre que ne se développe en France une situation « à l'américaine » avec des pauvres marginalisés habitant dans des quartiers dégradés où règneraient le chômage, la drogue et l'insécurité (voir textes 38 et 41). Le thème de la politique urbaine s'est imposé progressivement dans le discours de SOS mais il devient dominant après 1988 (voir tableau 5). SOS demande donc au gouvernement une politique de la ville qui permette de lutter contre ce que l'association perçoit comme une tendance à la ghettoïsation et à la ségrégation des populations d'origine immigrée dans les banlieues les plus reculées et dans les logements les plus dégradés.

77. Harlem Désir interviewé par Laurent Joffrin et Robert Schneider, *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 1989.

Tableau 5 : Les références à la « politique de la ville » dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme.

année	1985-1986	3-1986/8-1987	8-1987/5-1988	5-1998/1992
Nb de références à la politique de la ville	0	1	3	27
Nb d'interviews et de tribunes	23	9	11	46
pourcentage	0 %	11 %	27 %	59 %

Le programme d'investissement dans les banlieues que SOS propose au gouvernement est coûteux et contraignant. Les résultats d'une telle politique sont incertains et ne pourront être évalués qu'à moyen ou à long terme. Il est rare qu'une association demande au gouvernement l'adoption d'une série de mesures aussi ambitieuses et engageant autant de ressources. Les responsables de SOS pensent-ils vraiment que les critiques qu'ils adressent au gouvernement peuvent induire l'adoption de la politique de la ville qu'ils préconisaient ? Ou bien placent-ils le gouvernement de gauche en position d'être critiqué « sur sa gauche » pour sa politique sociale ?

Après quelques années d'opposition entre SOS et les gouvernements socialistes, Harlem Désir tient un discours très critique envers la gauche et le Parti socialiste :

> « *La gauche au pouvoir en 1981, c'était aussi l'espoir de faire reculer le racisme. Dix ans après, dur constat non ?* [Réponse :] Il est évident que si l'on regarde dans quel état se trouve aujourd'hui la société française, confrontée au racisme, à des discriminations banalisées, à la violence, aux difficultés d'intégration des immigrés, il faut bien reconnaître que ce n'est pas un domaine où la gauche a eu beaucoup de succès. [...] Et ce qui s'est passé dernièrement à Sartrouville ou dans d'autres banlieues confirme que la situation sociale et urbaine s'est dégradée »[78].

Après son départ de SOS-Racisme, Harlem Désir dresse un bilan sévère de l'action gouvernementale du Parti socialiste qui est aussi celle de François Mitterrand. S'il ne

78. Harlem Désir interviewé par Gilles Smadja, *L'Humanité*, 10 mai 1991 ; Harlem Désir commence à critiquer l'action des gouvernements de gauche de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, ce qu'il ne faisait pas entre 1985 et 1988 : « Nous sommes passés successivement du discours moralisateur et culpabilisateur de la gauche, qui a été incapable d'enrayer la montée du Front national, à la démagogie et aux concessions de l'équipe Chirac-Pasqua, qui se sont soldées par une progression de 50 % du Front national en deux ans. Tant

regrette pas d'avoir fait campagne pour sa réélection, il s'affirme déçu par le faible bilan du second septennat :

> « Le constat est là : le bilan social, moral, et politique de la gauche est catastrophique. Le PS a trahi l'espérance placée en lui, ainsi que nombre de ses engagements, en particulier à l'égard de la jeunesse. Pour ce qui est de 1988, j'ai fait un choix qu'il me semble un peu abstrait de remettre en cause aujourd'hui en oubliant le contexte. On ne peut pas dire que le retour de la droite au pouvoir entre 1986 et 1988 ait représenté une cure de jouvence pour les valeurs que nous défendons. Il y avait eu la loi Pasqua, ses déclarations sur le thème « Je partage les valeurs du FN » la réforme du Code de la nationalité. Pour moi, on ne pouvait pas renvoyer dos à dos Chirac et Mitterrand. Pour moi, on a voté pour Mitterrand parce qu'on pensait qu'il resterait à l'écoute de ce que l'on représentait. On comptait sur la gauche pour relayer nos aspirations sur le plan gouvernemental [Question :] *Sept ans après l'arrivée de la gauche au pourvoir, vous y comptiez toujours ?* [Réponse :] Si vous voulez dire que nous nous sommes trompés, je ne suis pas d'accord : ce n'est pas nous qui nous sommes trompés, c'est la gauche qui s'est trompée. Les socialistes n'ont pas été capables de s'appuyer sur les forces vives qui les avaient portés au pouvoir en 1988 »[79].

Même l'action de François Mitterrand, longtemps épargnée, n'est plus à l'abri des reproches (voir textes 42, 48 et 56). L'essentiel des critiques est toujours adressé au gouvernement de Michel Rocard puis à ceux de ses successeurs, mais l'ensemble du bilan de François Mitterrand et du Parti socialiste est mis en cause. Alors qu'avant 1988, SOS ne mettait que rarement en cause l'action ou les déclarations de personnalités « de gauche », 65 % des prises de positions publiques de l'association après 1988 comportent une critique du personnel politique « de gauche » (voir tableau 6).

---

qu'à faire les gens préféraient l'original à l'imitation », Harlem Désir interviewé par Robert Solé, *Le Monde*, 17 juin 1988.

79. Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, *Le Quotidien de Paris*, 3 octobre 1992.

Tableau 6 : Les mentions négatives à l'égard de personnalités classées « à gauche » dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme.

période	1985/3-1986	3-1986/5-1988	5-1998/1992
Nb de mentions négatives envers des personnalités classées à gauche	1	1	30
Nb d'interviews et de tribunes	23	20	46
pourcentage	4 %	5 %	65 %

Parallèlement, Harlem Désir critique moins les partis politiques de l'opposition depuis qu'ils n'ont plus de responsabilités gouvernementales (voir cependant les textes 43, 50 et 51 où SOS continue de stigmatiser le FN et Charles Pasqua). Même le Front national tend à disparaître du discours de SOS-Racisme après les municipales de 1989 qui semblent marquer un recul de l'influence électorale de Jean-Marie Le Pen[80].

b) L'art de ne pas apparaître socialiste

Après l'intervention de SOS dans la campagne des présidentielles de 1988 et l'élection de Julien Dray à l'Assemblée nationale, l'identification de l'association au Parti socialiste est forte et il est difficile à SOS de maintenir l'image de neutralité politique qu'elle avait défendue depuis 1985 :

> « *On vous critique beaucoup sur vos rapports avec le PS ?* [Réponse :] La nature d'un mouvement de lutte pour les droits civils, c'est évidemment de dialoguer avec les institutions politiques. Un dialogue qui peut aller de l'affrontement à un bout de chemin ensemble, mais en restant indépendant. Et c'est ce qu'on fait à SOS. [question] *Cette année est-elle l'occasion de se débarrasser définitivement de l'image de machine politique du PS ?* [Réponse :] Notre vocation n'est pas de servir un gouvernement, enfin ! Avant 1986, le PS était au pouvoir, ça ne nous empêchait pas de dire des choses. Moi, je n'ai pas de problème avec ça. Il est évident que je préfère ce gouvernement parce qu'on a plus de chances d'être entendus. À lui de faire la preuve qu'il nous entend »[81].

80. Les Listes du Front national recueillent 10,1 % des suffrages exprimés dans les 143 grandes villes où elles étaient présentes contre 13,5 % aux élections législatives de juin 1988 et 17,3 % lors des élections présidentielles de mai 1988. Voir Birenbaum (Guy), *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992, p. 168.

81. Harlem Désir interviewé par François Blaise et Youssef Elftouh, *L'Etudiant*, novembre 1988.

Cette image indésirable contraint les responsables de SOS-Racisme à un effort de démarquage vis-à-vis du Parti socialiste. Harlem Désir conteste tout d'abord que SOS ait soutenu la campagne de François Mitterrand parce que ses dirigeants étaient proches du PS mais affirme que c'est la politique du gouvernement de Jacques Chirac qui les a contraint à prendre parti (voir texte 33)[82]. Pourtant, malgré les nombreuses attaques lancées contre le gouvernement de Michel Rocard, l'association aura beaucoup de mal à établir la preuve de son indépendance vis-à-vis du PS. Seules ses prises de position durant la Guerre du Golfe (voir textes 44 et 56) parviendront à entamer quelque peu son image d'association « proche du Parti socialiste ». SOS n'en tirera que peu de bénéfice puisque ne changera que le contenu des critiques qui lui sont adressées.

La volonté des responsables de SOS de se démarquer du Parti socialiste sera également concrétisée par le rapprochement avec d'autres forces politiques. Il était difficile pour Harlem Désir, après la période de la cohabitation durant laquelle SOS s'était montré très actif contre le gouvernement (voir texte 33), de renouer des liens avec les responsables du R.P.R. ou de l'U.D.F., même avec ceux qui avaient parrainé certaines initiatives de l'association. Alors qu'entre 1985 et 1986 les responsables de SOS pouvaient afficher le soutien de personnalités appartenant à l'ensemble des partis politiques, à partir de 1988 l'association ne souhaite pas être associée au PS et ne peut plus obtenir la coopération de responsables des partis d'opposition. SOS devra donc se tourner vers des partis moins institutionnalisés pour essayer de modifier son image. Harlem Désir va amorcer un rapprochement public avec les Verts qui cherchent à imposer un positionnement « en dehors du clivage droite-gauche » et qui disposent d'une image de mouvement politique plutôt « moderne » et « novateur » : Antoine Waechter sera invité lors du Congrès de Longjumeau en avril 1990 (voir texte 52 et 47) et des militants des Verts participeront aux comités de *Maintenant la Paix* créés pour participer aux mobilisations contre l'engagement de la France dans la Guerre du Golfe.

Le nouveau discours anti-socialiste de SOS va aussi lui permettre d'accroître sa capacité à participer à des mouvements unitaires. Entre 1985 et 1989, l'association était critiquée à la fois par les mouvements beurs, les associations liées au Parti Communiste et par la plupart des organisations d'extrême gauche (à l'exception de la LCR) ; à partir de 1990, le changement d'attitude à l'égard du Parti socialiste va permettre à SOS d'organiser des manifestations rassemblant de nombreuses organisations antiracistes, syndicales et

82. Voir également Harlem Désir interviewé par la rédaction du *Débat*, Défense et illustration de l'antiracisme, *Le Débat*, n° 61, septembre-octobre 1990, p. 42-58 ; « Nous n'avons donné aucune consigne de vote pour les législatives. Et nous avons engagé le dialogue avec le nouveau gouvernement. Nous n'avions pas de raison de remettre en cause un gouvernement qui procédait d'une majorité légalement élue, même si nous avions quelques inquiétudes. [...] Il se trouve que très rapidement ce gouvernement a pris des positions pour nous inacceptables. Il l'a fait en fonction d'un choix politique lui-même commandé par une stratégie électorale : récupérer les voix égarées au Front national en adoptant une attitude spectaculairement anti-immigrés. Cela a

politiques. La manifestation du 25 janvier 1992 dont SOS est l'initiateur rassemble, outre les principales associations antiracistes et le Comité contre la Double Peine, l'ensemble des organisations et des partis « de gauche », du PC au PS, de la FEN. à la CGT, soit environ 200 « signatures » d'organisations. Cette manifestation donne à SOS-Racisme une nouvelle occasion de manifester publiquement sa prise de distance envers le Parti socialiste et le gouvernement pour les critiquer « sur leur gauche » :

> « Après avoir longtemps hésité, les socialistes s'y associent [il s'agit de la manifestation du 25 janvier 1992]. Tant mieux. Mais pour combattre le FN, il faut commencer par ne pas céder sur les valeurs, aussi bien dans les discours que dans la pratique gouvernementale. Quand on parle de charters, quand on présente à l'Assemblée le projet de loi Marchand, quand on enterre le droit de vote des immigrés non communautaires, quand on n'investit pas massivement dans la lutte contre la ségrégation urbaine, quand on en reste au traitement social du chômage avec des formules de stage qui ont échoué, je ne suis pas sûr qu'on se donne tous les moyens pour faire reculer le FN. Il ne suffit pas de diaboliser Le Pen. Encore faut-il se donner les moyens de traiter socialement et politiquement le problème en redonnant à l'Etat son rôle de garant des droits des citoyens et en redonnant un projet collectif à la société »[83].

À partir de novembre 1988, le discours de SOS-Racisme est donc tout à fait différent de ce qu'il était en 1985. L'association est devenue un opposant de gauche au gouvernement socialiste et ses prises de position se rapprochent de celles du Parti Communiste. Le journal *l'Humanité* augmente d'ailleurs sensiblement le nombre des articles qu'il consacre à SOS à partir de 1990. Les prises de position de SOS-Racisme tendent à se rapprocher du discours que tient la Gauche Socialiste au sein du Parti socialiste. L'association est alors bien loin de l'apolitisme que les fondateurs assuraient vouloir maintenir.

À la différence des autres associations antiracistes, SOS privilégie les interventions publiques et les actions d'opinion en direction du public et des médias. Ce mode d'intervention public conduit l'association à se poser en « interlocuteur de l'ensemble de la classe politique » (voir texte 33) et à vouloir « dialoguer avec les institutions politiques » (voir supra texte de la note 87 (-2)) : ce mode d'action conduit l'association à s'adresser principalement au personnel politique qui participe au gouvernement et généralement à critiquer son action. À partir de 1986, SOS se place systématiquement en position d'opposant. C'est ce qui explique en partie qu'après 1988 le Front national et les partis de l'ancienne majorité passent au second plan dans les discours de l'association qui critique surtout le gouvernement de Michel Rocard.

Les critiques que Harlem Désir adresse aux gouvernements socialistes sont très sévères : ils sont accusés d'avoir « cédé sur les valeurs », en abandonnant les propositions les plus

---

été l'opération du charter pour le Mali, la couverture des bavures policières, le projet de réforme du Code de la nationalité ».

83. Harlem Désir interviewé par Michel Soudais, *Politis*, 20 janvier 1992.

progressistes comme le droit de vote aux élections locales pour les immigrés, en imitant la politique répressive de Charles Pasqua et en ne proposant pas de réelle politique urbaine. Harlem Désir leur reproche finalement de mener une politique qui se rapproche beaucoup de celle que pourrait conduire un gouvernement « de droite ». SOS-Racisme est alors victime d'une image publique paradoxale : toutes les déclarations d'Harlem Désir critiquent l'action du gouvernement de Michel Rocard tandis que l'association est associée au Parti socialiste pour avoir soutenu François Mitterrand durant la campagne présidentielle de 1988.

Texte 33

« *Quels sont les liens exacts entre SOS Racisme et le PS, et plus généralement avec la gauche?* [Réponse :] On a voulu faire du mouvement un interlocuteur de l'ensemble de la classe politique. Mais c'est vrai qu'après les élections de mars 86, la réforme du Code de la nationalité, la loi Pasqua sur les expulsions, les concessions et les alliances avec l'extrême droite ont d'une certaine façon poussé l'antiracisme dans l'opposition, même si le contact n'a jamais été perdu avec des gens comme Simone Veil, Michel Noir ou Bernard Stasi. Cela dit, après le retour de la gauche au pouvoir, lorsqu'on a constaté que le chantier de l'intégration était resté en rade nous avons su montrer notre indépendance. Pour obtenir l'abrogation de la loi Pasqua, il a fallu monter le ton, et engager une campagne publique, ce qui n'a pas forcément plu au gouvernement et au Parti socialiste »[84].

Texte 34

« *Comment interprétez-vous l'avant-projet de loi qui a été remis jeudi soir à SOS Racisme ?* [Réponse :] C'est davantage un toilettage qu'une abrogation de la loi Pasqua. Seuls quatre articles sur les vingt de la loi Pasqua sont touchés. Bref on peut parler d'un « Canada Dry » d'abrogation. [...] S'il s'agit du texte définitif que le gouvernement veut présenter à l'Assemblée nationale, ce n'est pas acceptable, c'est en contradiction avec les engagements pris et avec l'annonce du Conseil des ministres du 29 mars »[85].

Texte 35

« Le gouvernement ne voulait pas de cette loi à l'origine. C'est la mobilisation des antiracistes et la décision du président de la République qui ont permis d'en finir avec cet immobilisme. Aujourd'hui, je crois que le gouvernement aurait intérêt à défendre sa réforme avec beaucoup plus de vigueur, à la mettre en perspective, à l'insérer dans une politique cohérente d'intégration des immigrés à laquelle il manque encore les volets logement, école, naturalisation et citoyenneté »[86].

---

84. Harlem Désir interviewé par Lionel Rotcage, *Rolling Stone*, juin 1989.
85. Harlem Désir interviewé par Béatrice Vallaeys, *Libération*, 8 avril 1989.
86. Harlem Désir interviewé par Jean-Yves Lhomeau, *Le Monde*, 4 juin 1989.

Texte 36

« Il n'y a pas de grands équilibres à préserver sur le terrain des droits de l'homme. Si le consensus politique doit se payer par l'incapacité de revenir sur des injustices que l'on a condamnées pendant la période 86-88, je crois qu'il ne faudra pas s'étonner de susciter une grande déception chez ceux qui attendaient quelque chose. Pour tout dire le compte n'y est pas. Il est grand temps de passer à l'action en matière de lutte contre les exclusions »[87].

Texte 37

« Le premier ministre pense qu'il faut agir sur les conditions de vie quotidienne, le logement, les « ascenseurs et les boîtes aux lettres » comme il dit. Vous devriez être d'accord puisqu'il n'a fait que reprendre des expressions – « réparer les boîtes aux lettres et les ascenseurs » – que vous aviez déjà utilisées. [Réponse :] Encore faut-il le faire et s'en donner les moyens. Mais quand on a réparé l'ascenseur et que quelqu'un écrit dessus « les français d'abord », on n'a pas résolu tout le problème. Il faut affronter le débat d'idées sur l'intégration des immigrés, leur insertion dans les quartiers. La gauche a effectué une sorte de looping. Après s'être contentée d'une réponse morale dans le début des années 80, une partie de la gauche semble vouloir se contenter, aujourd'hui, d'une réponse sociale. On ne peut pas déserter comme cela le débat d'idées »[88]

Texte 38

« Il faut de nouveaux moyens. Et vite. Si on ne fait rien, dans quelques années il y aura des ghettos partout et des banlieues peuplées de bandes en tout genre. Evidemment, il faudra y mettre le prix. Accélérer l'intégration et lutter contre l'échec scolaire, ça coûte cher. Car c'est un traitement qui ne concerne pas seulement les immigrés mais tous les exclus de la société, quelle que soit leur origine. La misère n'a pas de couleur, l'intégration non plus »[89].

Texte 39

« Nous, cela fait trois ans que nous ne cessons d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la dégradation du climat dans les banlieues. [...] Les pouvoirs publics ne se sont pas donné les moyens de remettre en cause cette dérive. On créait un secrétariat général à l'intégration, on annonçait une politique de la ville, mais l'intendance ne suivait pas. Si bien que l'on a plutôt accru les frustrations et découragé les acteurs de terrain. On a cru que la société française pouvait vivre avec 10 % de chômage. Et bien non, ça pète ! Parce que dans certains quartiers, pour les jeunes ça veut dire 30 % ou 40 % et aucune perspective, ni de statut social, ni d'argent. [...] La grande erreur des trois années qui viennent de s'écouler a été de penser qu'on pouvait tout régler par des procédés technocratiques dans les banlieues. Or l'essentiel, pour les pouvoirs publics, ce devrait être d'aider à faire émerger, face à lui, un interlocuteur et de redonner du sens à un dialogue civique. Mais il faut accepter que cet interlocuteur intervienne comme perturbateur du fonctionnement technocratique. Il faut accepter que des gens revendiquent, admettre qu'ils se révoltent. Il faut accepter qu'il y ait conflit civique »[90].

87. Harlem Désir interviewé par Jean Quatremer, *Libération*, 16 novembre 1988.
88. Harlem Désir interviewé par Jean-Yves Lhomeau, *Le Monde*, 4 juin 1989.
89. Harlem Désir interviewé par Carole Barjon, *Le Nouvel Observateur*, 13 juin 1990.
90. Harlem Désir interviewé par Jean-Yves Lhomeau, *Le Monde*, 1 juin 1991.

Texte 40

« Les pouvoirs publics ont tellement épongé le discours des associations sur l'intégration qu'à la fin ce discours finit par ne plus vouloir rien dire. On n'attend pas qu'ils annoncent un nouveau coup, on attend qu'ils se mettent à l'écoute des gens, qu'ils répondent concrètement à leurs demandes, qu'ils se donnent les moyens administratifs et financiers de traduire sur le terrain leurs décisions politiques. C'est la seule façon de recrédibiliser l'action des pouvoirs publics »[91].

Texte 41

« Le problème principal est celui de l'intégration sociale. Il faut absolument prendre garde à ne pas s'orienter vers une situation à l'américaine. Car on aurait alors une petite partie des communautés issues de l'immigration qui aurait une réussite brillante dans le show-business, l'entreprise, l'université mais qui masquerait de l'autre côté l'exclusion du plus grand nombre, qui régresserait dans le ghetto ou dans la marginalisation sociale. Le plus grand risque aujourd'hui en France est de voir se constituer un cocktail raciste banalisé, pas forcément spectaculaire, à base d'expulsion sociale, de dérive des grands ensembles vers les ghettos. Et depuis la guerre du Golfe, il faut ajouter un risque de guerre des cultures, fondé sur ce sentiment que la politique du pays est indifférente aux problèmes du Sud, du monde arabe, du Maghreb [...] »[92].

Texte 42

« Moi je ne peux pas faire arriver le métro aux Minguettes ! Je n'ai pas les moyens de financer les équipements collectifs ! Je ne suis pas au pouvoir : ce sont les élus, les présidents de conseils généraux, Michel Rocard, François Mitterrand qui peuvent le faire. Qu'ils le fassent ! Je demande au Premier ministre [Michel Rocard] de ne pas simplement dire mais de faire. (...) Assez parlé, agissez ! »[93].

Texte 43

« Nous étions contre ceux qui voulaient les alliances avec Le Pen, la loi Pasqua, la réforme du Code de la nationalité. Si ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir ne font pas avancer l'intégration, nous le disons. Et nous continuerons à dire la vérité : qu'ils n'ont pas été capables de faire ce que ce pays attendait. Cela fait un an et demi que j'ai tiré la sonnette d'alarme en expliquant, dans vos colonnes que l'intégration était en panne. Cela fait un an et demi que l'on ne m'écoute pas »[94].

Texte 44

« Voilà deux ans que la gauche est au pouvoir et elle s'aperçoit aujourd'hui seulement qu'il y a urgence ! C'est une sorte d'aveu. Ce n'est pas moi qui peux réparer les HLM ! Quand on est au pouvoir, il ne s'agit pas seulement de dire, il faut aussi faire ! »[95].

91. Harlem Désir interviewé par Brigitte Vital-Durand, *Libération*, 1 décembre 1990.
92. Harlem Désir interviewé par Gilles Smadja, *L'Humanité*, 20 mars 1991.
93. Harlem Désir interviewé par Jean Quatremer et Fabien Roland-Lévy, *Libération*, 28 avril 1990.
94. Harlem Désir interviewé par Jean Quatremer et Fabien Roland-Lévy, *Libération*, 28 avril 1990.
95. Harlem Désir interviewé par Florence Touret, Raymond Pronier et Stanislas Noye, *Profession politique*, 27 avril 1990.

Texte 45

« Nous, nous avions mis en œuvre des méthodes de mobilisation majoritaire. Mais la gauche, revenue au pouvoir en 1988, n'a pas relayé, ne s'est pas appuyée sur ce mouvement d'opinion pour le traduire en une véritable politique sociale qui redonne confiance au pays dans sa capacité d'intégration et le détourne de la démagogie anti-immigrés. Les choses ont trop tardé. Trois ans pour créer le ministère de la ville. Certains à gauche, et c'est plus grave, ont même passé leur temps à se défier de ce mouvement et à le culpabiliser. D'où le désarroi, une désaffection à l'égard de la gauche, une démobilisation. Il y a des gens qui ne sont pas à leur place quand ils prétendent être aujourd'hui à la tête des manifestations : ce que l'on attend d'eux, c'est qu'ils soient à la tête d'une politique sociale. Il faut que chacun fasse son travail »[96].

Texte 46

« Une chose nouvelle dont on se félicite, c'est la création d'un ministère de la Ville. Certes nous souhaitions un ministère de l'Intégration, car nous pensons que les problèmes ne sont pas uniquement de nature urbaine. En tout cas, c'est la première fois depuis 1988 que nous avons une réponse concrète aux demandes que nous formulons. Cela dit, il est évident que nous, comme les gens concernés, nous jugerons sur les résultats et pas sur les intentions. Nous notons avec satisfaction que les deux projets de loi Delebarre reprennent certaines revendications du manifeste de l'intégration adopté à notre dernier congrès. Là où il y a problème, c'est quand la loi annonce des mécanismes sans toujours donner les moyens de les mener à leur terme. C'est surtout le cas en matière d'équipements sociaux »[97].

Texte 47

« *On a parlé de repositionnement de SOS-Racisme après ce congrès. Est ce que vous acceptez ce terme ?* [Réponse :] Oui, on peut parler de repositionnement dans la mesure où l'opinion publique percevait SOS comme étant directement lié au gouvernement. Nous avons rencontré le Premier ministre en janvier et nous lui avons exprimé les mêmes positions qu'aujourd'hui. Il s'avère que non seulement nous n'avons pas été entendus, mais voilà qu'en plus on nous fait le procès d'être les créateurs du racisme dans ce pays, et ceux qui jettent de l'huile sur le feu »[98].

Texte 48

« En ce qui concerne les conséquences de notre prise de position pendant la guerre du Golfe, je crains que le gouvernement ne nous fasse payer notre indépendance – après avoir repris nombre de nos idées et de nos propositions concrètes. La gratitude n'est pas le fort du monde politique... Financièrement, cela a déjà des conséquences »[99].

Texte 49

« On pourrait réfléchir à une espèce de pacte que signeraient les élus démocratiques et qui serait rédigé par des gens comme Simone Veil, Michel Noir, Bernard Stasi et des élus de gauche. Il s'agit de définir un accord sur lequel les démocrates sincères pourraient s'entendre et qui serait un pacte de non-complaisance dans le travail démocratique »[100].

---

96. Harlem Désir interviewé par Jean-Yves Lhomeau, *Libération*, 18 mars 1992.
97. Harlem Désir interviewé par Gilles Smadja, *L'Humanité*, 20 mars 1991.
98. Malek Boutih interviewé par Gilles Smadja, *L'Humanité*, 3 mai 1990.
99. Harlem Désir interviewé par Olga Grimm-Weissert, *Der Standart* (Vienne), traduit dans *Le Courrier international*, 18 avril 1991.
100. Harlem Désir interviewé par Benoît Rayski, *Passages*, juin 1988.

Texte 50

« Il y a quatre ou cinq ans seulement, toute une partie de la droite et même une partie de la gauche tablaient sur une politique de retour massif, dans le pays d'origine, par l'incitation ou la contrainte. Ceux qui sont intimement convaincus que l'intégration est la bonne solution ne doivent pas laisser l'aile dure du RPR s'exprimer en leur nom et saboter une évolution plutôt saine du débat politique. L'attitude d'Alain Juppé, en particulier, n'est pas cohérente. Il avait annoncé que l'ère des ambiguïtés envers le Front national était passée et que le gaullisme revenait à ses traditions humanistes. Mais il fallait aller jusqu'au bout. Or, dans le débat d'aujourd'hui, on se sert encore de l'immigration comme d'un épouvantail »[101].

Texte 51

« *Que pensez-vous de l'hypothétique création d'un « front républicain » contre Jean-Marie Le Pen ?* [Réponse :] Je ne suis pas partisan d'un « front républicain » qui structurerait toute la vie politique autour du Front national et lui ouvrirait un espace plus important encore. Sur ce point, Alain Juppé a raison. Il faut dénoncer le cynisme d'une partie de la gauche, qui compte sur le Front national pour se rendre indispensable en l'absence de tout projet nouveau. Mais la droite doit encore faire le ménage dans son propre camp »[102].

Texte 52

« Nous avons invité Antoine Waechter parce que les Verts sont maintenant une composante importante de l'opinion. Par ailleurs, nous attendons beaucoup des nouvelles forces et des nouvelles générations politiques. Que ce soit sous la forme de partis comme les Verts ou de personnalités comme Michel Noir, Bernard Stasi, etc. il existe une génération en politique qui possède une approche différente sur l'intégration, le racisme, la politique de la ville »[103].

Texte 53

« *Comment jugez-vous la précipitation du PS à encadrer votre manifestation ?* [réponse :] Le PS avait initialement refusé de signer l'appel lancé par SOS-Racisme, la Fasti, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP. Il le jugeait trop exigeant sur le droit d'asile, la double peine et le droit de vote des étrangers. Puis il a décidé de monter en tête du wagon. C'est la rançon du succès. Je fais simplement remarquer aux dirigeants socialistes que quand on est , depuis si longtemps, aux affaires, on devrait être un peu plus modeste. C'est quand même d'abord sur le terreau de l'exclusion sociale qui s'est développée ces dernières années que le Front national a prospéré ! Et puis, il n'y a pas eu que les mots malheureux « d'invasion » et « d'odeurs », il me semble que l'on a parlé aussi de « charters » »[104].

Texte 54

« En réalité, le pouvoir cède sur les valeurs de gauche, il brouille les messages. D'un autre côté, on parle de loi cadre pour l'intégration, on met en place des dispositifs pour les quartiers défavorisés d'accord, mais il n'y a aucun moyen pour cette politique. Rien ne se met en place. Les efforts contre l'exclusion, pour le logement, pour la formation, l'insertion scolaire, les actions concrètes viennent presque toujours des mêmes, des associations ou de groupes d'individus. Alors où est le souci de l'égalité des droits, de la lutte contre l'exclusion et la marginalisation ? »[105].

---

101. Harlem Désir interviewé par Jean-Yves Lhomeau, *Le Monde*, 4 juin 1989.
102. Harlem Désir interviewé par Joseph Macé-Scaron, *Le Figaro*, 24 janvier 1992.
103. Harlem Désir interviewé par Florence Touret, Raymond Pronier et Stanislas Noye, *Profession politique*, 27 avril 1990.
104. Harlem Désir interviewé par Joseph Macé-Scaron, *Le Figaro*, 24 janvier 1992.
105. Hayette Boudjema interviewée par Pierre Agudo et Lucien Degoy, *L'Humanité*, 23 janvier 1992.

Texte 55

« La Manif de samedi n'est pas d'abord une manif anti-Le Pen – c'est malhonnête de la présenter ainsi – c'est une manif pour obtenir une politique sociale en faveur de l'égalité et contre les exclusions »[106].

Texte 56

« Aider les peuples du monde arabe à se libérer, c'est justement sortir des schémas qui ont mené à cette guerre. C'est cesser de s'appuyer sur un dictateur pour en affaiblir un autre, de surarmer un régime pour neutraliser le voisin, et de punir tout un peuple au napalm, pour le monstre que nous avons fabriqué et entretenu à sa tête »[107].

Les prises de position politiques de SOS se sont donc considérablement modifiées entre 1985 et 1992. Elles ont connu trois phases :

– Entre février 1985 et mars 1986, un gouvernement socialiste est au pouvoir mais l'association naissante ne dispose pas d'un catalogue de propositions ou de revendications et ne fait pas de l'intervention de l'Etat et du gouvernement un élément susceptible de réduire le racisme. Le Parti socialiste et le gouvernement de Laurent Fabius ne sont donc pas mis en difficulté par les actions de SOS. La cible de l'association est alors « le racisme » et ce qui apparaît comme son incarnation politique, le Front national. Les critiques qui lui sont adressées gênent finalement moins Jean-Marie Le Pen que les partis de la « droite républicaine » qui craignent à cette époque un mauvais report de voix sur leurs candidats au second tour de la plupart des élections, et qui tentent de retenir ceux de leurs électeurs qui choisissent de les quitter.

– Entre mars 1986 et mai 1988, SOS critique à la fois la politique du gouvernement de Jacques Chirac et les alliances ou les « concessions » que les partis de la « droite classique » risquent de faire au Front national. Harlem Désir met en cause les « bavures », la politique répressive à l'égard des immigrés, la réforme du Code de la nationalité. Il critique également les rapprochements entre Charles Pasqua et le Front national, concrétisés notamment par la déclaration du ministre de l'Intérieur affirmant, entre les deux tours de l'élection présidentielle, que « le Front national poursuit essentiellement les mêmes valeurs que les partis de la majorité ». À partir d'août 1987, l'association dispose d'un programme ou d'un catalogue de propositions destinées à faire reculer le racisme. Les reproches que l'association adresse au gouvernement de Jacques Chirac gagnent en précision. L'action de SOS est alors surtout dirigée contre les partis de la « droite classique »

– Entre mai 1988 et 1992, l'orientation de SOS change radicalement : le Front national et les partis d'opposition ne constituent plus sa cible principale. L'association demande au

---

106. Hayette Boudjema interviewée par Pierre Agudo et Lucien Degoy, *L'Humanité*, 23 janvier 1992.
107. Tribune de Harlem Désir, *Le Figaro Magazine*, 9 mars 1991.

gouvernement de Michel Rocard la création d'un ministère de la ville et la mise en œuvre du plan d'action pour la rénovation des banlieues et la prise en compte des problèmes des populations « issues de l'immigration » et marginalisées. Puisque le gouvernement ne s'engage pas suffisamment vite dans cette voix, les critiques que l'association adresse aux gouvernements de Michel Rocard, puis d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy engagent l'association dans une opposition de plus en plus ferme au Parti socialiste. Les prises de position de l'association contre la politique sociale du gouvernement de Michel Rocard, en faveur de la tolérance du port du voile dans les établissements scolaires et contre la Guerre du Golfe engage l'association dans une opposition « de gauche » à un gouvernement socialiste. La tentative d'Harlem Désir, après son départ de la présidence de l'association, de constituer un mouvement politique situé entre le P.C. et le P.S. est la poursuite de cette stratégie de contestation du P.S. sur sa gauche.

II) Le discours programmatique de SOS-Racisme

Nous allons faire ci-dessous l'analyse de l'évolution des thèmes mis en avant par les porte-parole de l'association. Nous allons analyser les prises de position de l'association sur des points précis qui ont été l'objet de polémiques ou de discours critiquant l'association.

l'ensemble des critiques et des points de débat permettent l'élaboration d'une grille de lecture du discours de l'association qui sert à faire une description systématiques des caractéristiques des discours et des offres politiques dans le « secteurs de l'immigration », mais aussi de suivre les évolutions des discours de l'association et des contraintes qui s'exercent sur elle.

Ceci permet de traiter les discours non pas comme des entités abstraites, ayant seulement une cohérence logique qu'on surestimerait, mais comme d'une part un élément d'un système de prises de position en concurrence dont chaque élément s'explique par son opposition à d'autres discours dans un espace social de positionnement conflictuels, d'autre par comme un processus, comme une série de prise de position pas toujours cohérente ou comme une série de tâtonnement et d'ajustement du discours à une série de contrainte qu'on expliquera ensuite, et non pas comme un discours unique entre 1984 et 1994 comme le font (non sans une certaine hostilité à l'association) certains pamphlétaires ou certains acteurs hostiles à l'action de SOS.

I) Le discours de 1987

a) Le diagnostique que dresse SOS-Racisme

SOS-Racisme appuie son action sur une analyse de l'évolution du racisme. Les responsables de l'association observent un accroissement des agressions à caractère « raciste » qui justifie la poursuite de leur activité[108]. Mais SOS insiste moins sur les agressions « racistes » que sur les problèmes sociaux dont ces tensions sont supposées être la manifestation. En effet, pour l'association, les crimes, les agressions et les bavures « racistes » ne sont que les symptômes d'une situation sociale que la progression du chômage rend particulièrement tendue. Un passage du livre S.O.S. Désir[109], publié immédiatement après la participation de Harlem Désir à l'Heure de

108. Voir Yonnet (Paul), Le Voyage..., *op. cit.*, p. 98-101, pour un commentaire critique sur la chronologie de la création de SOS.
109. Harlem Désir et S.O.S.-Racisme, *S.O.S. Désir*, Paris, Calmann-Lévy, 1987

Vérité en 1987, décrit le « scénario explicatif » que l'association donne du développement du racisme en banlieue[110] :

> « Tout commence dans le quotidien, dans les cercles vicieux du quotidien, des cités. C'est toujours la même histoire. Pendant les trente glorieuses, la France devient un Etat industriel moderne. Elle a besoin de main-d'œuvre. Elle la fait venir des campagnes, et d'ailleurs, d'Espagne, du Portugal, du Maghreb. Cette main-d'œuvre, on lui construit, vite, trop vite, et mal, des cités immenses, des machines qui n'ont qu'une fonction : que les ouvriers puissent y loger... Pas y vivre. (...) Là les difficultés commencent. les cloisons sont minces. Tout peut devenir une gêne pour le voisin et toute gêne devient vite insupportable.
> Dehors, rien, ou si peu de choses. Pas de terrains de sport, des terrains vagues. Pas de gymnases. Rien d'autre à faire que ne rien faire.
> Vient la crise, le chômage. Il touche d'abord, et le plus fort, les emplois les moins qualifiés, les emplois pour lesquels on est allé chercher tant d'étrangers. Les loyers rentrent déjà plus difficilement, les offices HLM gèrent au jour le jour, ils économisent sur l'entretien. Le cycle des dégradations commence. Si une boîte aux lettres cassée est réparée le jour même, c'est une boîte aux lettres qui a été cassée, un point c'est tout. Mais si une semaine passe, si personne ne paraît vouloir faire quelque chose, ça n'est plus une boîte aux lettres qui est cassée, ce sont dix boîtes aux lettres qui sont détruites – et bientôt le temps où les boîtes aux lettres pouvaient servir à ce qu'on y mette le courrier paraît lointain.
> Dix boîtes aux lettres cassées en bas d'une cage d'escalier, c'est une cage d'escalier avec des graffiti, une cage d'escalier qu'on ne nettoie plus, où on ne change plus les ampoules grillées - peu à peu une cage d'escalier où on trouve normal que les vitres soient cassées, que les globes d'éclairage disparaissent.
> La crise dure. Les immigrés sont de plus en plus nombreux à perdre leur emploi, leurs enfants de moins en moins nombreux à en trouver. Pour eux, à seize ans, l'école c'est fini. Où aller ? Il n'y a pas où aller. Alors ils sont là dans les cages d'escalier, dans les halls d'entrée des immeubles. Ils zônent.
> Et tout se délite peu à peu. La misère vient et avec elle la délinquance. Les vols se multiplient. La tension entre voisins s'exacerbe. Construit trop vite, peu adaptés à leurs habitants, les bâtiments n'arrangent rien. Les appartements sont trop petits pour les familles nombreuses, l'atmosphère y est étouffante - et les jeunes préfèrent encore rester dehors. Le moindre bruit se répercute chez le voisin du dessus, chez le voisin du dessous, chez les voisins d'à côté.
> Tout concourt à transformer le chômage, la médiocrité du logement en crise entre communautés. Les jeunes qui traînent dans les cités, ce sont souvent, très souvent, des enfants d'immigrés. Normal : leurs parents habitent là, ils ont plus d'enfants que les autres – et les jeunes ne trouvent pas d'emploi. Les décalages de coutumes, de rythme de vie deviennent autant de sources de tension : le Ramadan fournit chaque année son lot d'incidents, de petits drames, parfois de vrais drames. Dans cet environnement, tout devient agression : le moindre bruit est intolérable, toute silhouette dans la nuit passe pour celle d'un voleur d'autoradio en puissance, le terrain est mûr pour les tragédies de l'autodéfense. L'étonnant c'est peut-être qu'il n'y en ait pas encore plus...
> Alors les français qui le peuvent s'en vont – s'ils sont fonctionnaires, militaires, ils se débrouillent pour obtenir de changer de cité. En 1966, il y avait 20% de Maghrébins, à la cité Font-Vert dans le XIV arrondissement de Marseille. Vingt ans après, il ne reste que dix familles françaises ; sur 3000 habitants, 70% sont arabes.
> La cité devient la zône : les petits commerces sont partis - trop de larcins à répétition, et , en plus, la concurrence des hypermarchés ; l'entretien est depuis longtemps abandonné : à quoi bon ? Les autorités baissent les bras : au Plan d'Aou, les deux tiers des 900 logements sont inoccupés. Ceux qui le sont encore le sont à 90% par des étrangers. Des carcasses de voitures brûlées traînent. L'office mure les logements des rez-de-chaussée, les habitants des étages mettent du grillage aux fenêtres ; depuis six ans, le centre commercial est fermé - muré lui aussi.

110. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur la vraisemblance ou l'exactitude de ce scénario, mais seulement d'exposer les grandes lignes des prises de positions de l'association à partir d'août 1987 et de fournir des éléments pour une analyse des évolutions des prises de positions de l'association.

> Personne ne peut aimer vivre dans ces cités. Y supporter son voisin, est presque impossible. Terrain parfait pour les thèses racistes : le voisin, c'est un étranger, c'est l'étranger. À la cité des Flamants, 50% de pauvres, 45% de votes pour le Front National... Il ne faut pas aller chercher bien loin pour comprendre comment montent les tensions, comment des enchaînements de causes à effets qui ont bien peu à voir avec les origines, avec la religion, avec les coutumes, alimentent le racisme au quotidien. Les virus sont ceux du chômage, du logement, de l'échec scolaire ; et les symptômes sont la haine, le rejet de l'autre, la désignation d'un bouc émissaire. »[111]

SOS décrit ici le processus de dégradation de l'habitat et des relations sociales en banlieue : le chômage crée la pauvreté qui entraîne l'échec scolaire des enfants puis la délinquance qui engendre les tensions puis la haine entre des habitants identifiés à leur apparence ethnique. Le problème central apparaît être la concentration des populations les plus défavorisées et en particulier des populations immigrées dans les quartiers les plus vétustes et les plus mal desservis. Les difficultés de vie (chômage, désœuvrement, pauvreté) induisent des comportements déviants[112] (délinquance, économie parallèle) qui concourent à la stigmatisation des « immigrés de la seconde génération » et à l'apparition de comportements « racistes » à leur égard. La cohabitation des familles françaises et immigrées les plus pauvres dans les logements et les HLM les plus inconfortables et les plus périphériques paraît être à elle seule suffisante pour générer des tensions sociales à caractère raciste. L'apparition de ces tensions « racistes » semble considérée comme un processus sans sujet, une sorte de mécanisme qui se déclenche quand certaines conditions sont réunies. Selon cette conception « sociale » du racisme, ceux qui le propagent et ceux qui le subissent sont également considérés comme des victimes de processus économiques et sociaux qui les dépassent et les poussent les uns contre les autres sans qu'ils en aient conscience. Les actes racistes eux-mêmes sont conçus non pas comme les conséquences de préjugés ou de « haines raciales » mais comme les effets de conditions de vie (logement, chômage, etc.) engendrant naturellement tensions et agressivité.

Le discours que tient SOS en 1987 fait disparaître un personnage classique du discours antiraciste, celui du « beauf », du « petit blanc », du raciste stupide[113]. SOS tient un discours sans adversaire autre que les représentants de « l'extrême droite ». En dehors des « racistes » politiques, propagateurs intentionnels des discours « xénophobes », la plupart de ceux qui tiendraient des propos ou adopteraient des comportements « racistes » ne seraient que superficiellement « racistes », en fonction

111. Harlem Désir et S.O.S.-Racisme, *S.O.S. Désir*, *op. cit*. p. 159. Voir aussi une description semblable concernant les Minguettes, *ibid*., p. 65-68.
112. Au sens « d'action publiquement disqualifiée » que Howard Becker donne à ce terme, voir Becker, *Outsider*, Paris, Métailié, 1985, p. 186.
113. référence ? Bouamama ?

des frictions sociales de proximité qui les opposent à des populations stigmatisées. Ainsi, SOS-Racisme admet l'existence d'une délinquance propre aux jeunes maghrébins, et reconnaît le rôle qu'elle joue dans l'apparition de tensions « racistes », mais il souligne qu'il s'agit du produit des déséquilibres économiques et urbains propres aux habitants des banlieues, plutôt que d'un problème particulier aux populations immigrées. L'association indique qu'il serait préférable d'agir sur ce qu'elle considère comme les véritables causes de la délinquance plutôt que sur ses effets.

> « Honnêtes, nous le sommes lorsque nous ne nions pas qu'il existe un vrai problème de la délinquance immigrée : les tribunaux voient passer, tous les jours, une proportion importante d'immigrés, eux qui en grand nombre peuplent les prisons. Mais une fois cette constatation faite, deux conceptions s'opposent. Ou bien on considère que les immigrés sont intrinsèquement mauvais, inadaptés socialement, et que seule la violence de la répression peut leur être opposée, ou bien on s'interroge sur les raisons réelles de cette délinquance. (...) Force est de constater qu'ils font l'objet d'une surveillance particulière et que seule leur précarité sociale est la cause de cette délinquance. »[114]

Les relations difficiles que les « jeunes des quartiers » entretiennent avec la police ont souvent été à l'origine des rodéos et des émeutes urbaines qui ont eu lieu aux Minguettes, à Vaulx-en-Velin ou à Sartrouville, mais aussi de la créations des associations « beurs » et des mobilisations collectives des marches[115]. Hormis dans le texte cité ci-dessus, les porte-parole de SOS ont rarement évoqué le système de relations conflictuelles formé par la police et les « jeunes des quartiers » qui tend à produire les « bavures » et les émeutes urbaines. Une telle analyse risquerait en effet de suggérer qu'une part de responsabilité incombe aux jeunes eux-mêmes, ce qui n'améliorerait pas l'image de SOS dans les banlieues et nuirait aux efforts de l'association pour faire apparaître les « jeunes issus de l'immigration » comme des victimes, discours jugé nécessaire pour mobiliser les médias et l'opinion contre les « bavures » et les « crimes racistes ». De même, SOS a longtemps évité de prendre position sur le caractère criminogène de la consommation de drogues et de leur prohibition estimant d'une part qu'elle n'était pas capable de modifier le consensus général sur leur condamnation, et que d'autres part lier la « question des banlieues » au trafic de drogue risquerait d'identifier les « jeunes issus de l'immigration » à l'une des formes de criminalité les plus réprouvées.

---

114. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 177.
115. Voir Le grand baroud policier et « Faut pas rêver, ici on est au Val-Fourré ! », in Abdallah (M. H.) et Boubeker (A.), Douce France. La Saga du Mouvement Beur, *Quo vadis*, automne-hivers 1993, p. 23-25, Mogniss H. Abdallah, Police-Justice, quels contre pouvoirs ?, in *La « beur » génération*, *op. cit.*, p. 42-44 et Adil Jazouli, *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, L'Harmattan, p. 57-92 : « Quoi qu'on en dise, c'est d'abord dans cette oppression et ces provocations policières quotidiennes qu'il faut chercher les raisons qui ont entraîné ces « rodéos de la colère » », *ibid.*, p. 83.

Considérant la délinquance comme une fonction directe de la pauvreté et du chômage, l'association juge que les pouvoirs publics devraient s'attacher à traiter ces problèmes spécifiques plutôt que de s'en tenir à une simple politique de répression. Dans le discours que tient SOS à partir 1987, la plupart des manifestations de « racisme » sont donc conçues comme les effets de dysfonctionnements sociaux qui appellent une thérapeutique appropriée. Cette analyse de la situation des populations immigrées et « issues de l'immigration » conduit logiquement l'association à proposer la mise en œuvre par l'Etat de politiques publiques susceptibles de réduire les causes des tensions sociales engendrant le racisme.

b) Les propositions de SOS-Racisme

Puisque l'association considère que le racisme a pour origine la situation sociale et économique des populations, d'origine immigrée ou non, habitant dans les cités de banlieue, elle préconise d'améliorer les conditions de vie dans ces quartiers pour faire décroître les tensions racistes. Pourtant, SOS ne prétend pas proposer des solutions pour ce qui apparaît comme le facteur de précarité sociale le plus important : le chômage. La question est déjà débattue depuis de longues années par les hommes politiques et il serait donc difficile à SOS d'avancer des solutions originales et crédibles[116]. L'association préfère énoncer des propositions plus modestes pour traiter certains des problèmes qui tendent à aggraver les conflits et les haines dans les « quartiers en difficulté ».

Outre le chômage, SOS relève deux causes principales des tensions sociales qui se transforment en tensions racistes : la conception fautive de certains quartiers jointe à la politique d'accession à la propriété qui contribuent à concentrer les populations les plus pauvres et les plus fragiles dans certaines cités HLM et l'échec scolaire qui conduit beaucoup de jeunes à n'avoir aucune qualification et aucune perspective d'emploi.

La formation scolaire

SOS souhaite que l'école remplisse son rôle d'alphabétisation des enfants d'origine étrangère mais aussi qu'elle leur offre les mêmes chances de réussite qu'aux autres enfants. En matière d'échec scolaire, l'association présente les méthodes de deux

116. À la différence de la Gauche Socialiste qui propose la réduction du temps de travail à 35 heures sans réduction de salaire. voir À Gauche N° XX .

instituteurs d'une école de la rue de Tourtille : au lieu de réprimer l'expression des cultures de leurs élèves de différentes nationalités, au risque de les détourner de tout intérêt pour l'école, ils ont organisé dans le cadre de leurs classes des activités où chaque enfant était amené à parler de la culture et du pays de ses parents. Le but recherché était de contribuer à l'épanouissement et à la fierté personnelle des élèves pour favoriser un investissement scolaire plus important.

> Trois ans plus tard, la plupart de ces élèves sont parvenus en classe de cinquième. (...) Tous ces enfants ne feront sans doute pas polytechnique. Les embûches du système scolaire sont encore suffisamment nombreuses pour les laisser en route. Ils auront néanmoins reçu une éducation de base décisive. »[117]

SOS ne propose pas de promouvoir par l'école l'ensemble des « immigrés de la deuxième génération », l'objectif paraîtrait sans doute irréaliste. L'association souhaite plutôt éviter que certaines zones et certaines populations soient d'emblée exclues de toute possibilité de promotion sociale par l'école et qu'elles ne se tournent vers une « culture de ghetto », où « l'économie parallèle » et les activités illégales constitueraient la seule source d'enrichissement et de promotion possible. SOS considère donc qu'il faut maintenir la crédibilité de l'institution scolaire dans les zones en difficulté pour que les jeunes « issus de l'immigration » puisse investir dans l'école.

> « Dans le domaine de l'école, par exemple, je pense qu'il faut quelque chose qui ressemble à des discriminations positives. Je crois à des mesures de promotion, d'incitation, que des enseignants motivés puissent intervenir dans des zones d'éducation prioritaires avec des renforts budgétaires. Il faut donner une prime à l'action de l'Etat, de l'Ecole, dans les zones les plus défavorisées[118].

Pour parvenir à maintenir la « continuité scolaire » des établissements, c'est-à-dire pour que l'écart entre les niveaux moyens des élèves des collèges des zones les plus défavorisées et ceux des quartiers ordinaires ne fassent pas des premiers des sortes de garderies ou de machines à prendre du retard, SOS propose une politique volontaire de l'Education Nationale compensant par des moyens financiers supplémentaires et des effectifs renforcés les handicaps des habitants des quartiers en difficulté. Toutefois, il s'agit là de mesures à moyen terme et l'association n'apporte aucune précision sur leur degré d'efficacité ou sur leur coût : dans des quartiers où les investissements scolaires sont délégitimés et considérés comme illusoires, il est sans doute moins facile que ne l'indique l'association de modifier les perceptions et les

117. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 94.
118. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Globe*, mars 1988.

anticipations des familles et des élèves[119]. En outre, SOS ne fait pas de proposition pour ceux dont le parcours scolaire est achevé et dont le niveau de formation ne les prépare souvent qu'au chômage.

Mais la formation scolaire ne suffit pas puisque SOS dénonce les nombreuses discriminations à l'embauche envers les « jeunes issus de l'immigration ». S'ils sont en moyenne moins diplômés que les jeunes « français de souche », les « enfants d'immigrés » sont, à qualification égale, plus souvent au chômage[120]. L'association ne propose cependant pas de mesures précises pour lutter contre la discrimination à l'embauche en reconnaissant qu'elle est souvent très difficile à prouver. SOS préfère présenter des cas de réussite personnelle de « beurs » : celle de Zaki Laïdi, chercheur au CNRS, ou celle d'Aliona Assiz, pharmacien de Pouilly-sous-Charlieu, regroupés dans un chapitre intitulé « Objectif cadre sup ». Sont également présentés les cas d'un créateur de mode de Marseille, du fondateur d'un magasin d'alimentation, des créateurs d'une entreprise de pièces détachées automobiles d'occasion, d'un sculpteur qui est « un des décorateurs vedette du show-biz », regroupés dans un chapitre intitulé « La génération des entrepreneurs ».

En présentant l'école comme le principal outil de la mobilité sociale et en citant en exemple des cas de réussite individuelle, SOS fait implicitement de la promotion personnelle, par les diplômes ou le travail, la seule voie d'intégration possible[121]. Il s'agit moins de promouvoir des revendications collectives, ou une avancée commune de l'ensemble de la population des « jeunes issus de l'immigration » qu'une sorte de salut individuel par l'école et par la réussite professionnelle conçu sur le « modèle » de l'intégration des immigrations italiennes et polonaises. Dans cette perspective, les revendications collectives n'ont pour but que d'améliorer les conditions de la réussite individuelle et de permettre l'établissement d'une plus grande « égalité des chances ». En ce sens, les propositions de SOS-Racisme apparaissent profondément différentes

119. Voir la littérature sociologique consacrée à l'échec scolaire et à la promotion sociale par l'école, notamment Ballion (R.), Le choix du collège : le comportement éclairé des familles », *Revue française de sociologie*, 1986, 712-734, Boudon (R.), *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, Armand Colin, 1973, Bourdieu (P.), Passeron (J.-C.), *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris Minuit, 1964, *La reproduction*, Paris, Minuit, 1970, Jenks (C.), et alii, *L'inégalité, l'influence de la famille et de l'école en Amérique*, Paris, PUF, 1979 (Ed. originale 1972). Pour une analyse (engagée) des débats sur « l'égalité des chances » voir Derouet (J.-L.), *Ecole et justice. De l'égalité des chances aux compromis locaux ?*, Paris Métailié, 1992.

120. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 105-107.

121. Un chapitre est par ailleurs spécifiquement consacré aux réussites de « femmes issues de l'immigration » (appelées ici « beurettes ») dont l'intégration, qui s'effectue également par l'école et par le métier exercé, se double d'une émancipation par rapport à la tutelle des pères, des frères ou des maris ; voir « les beurettes sont partout », p. 43-58.

de celles des associations « beurs » ou des autres associations antiracistes, à l'exception peut-être de celles de France-Plus[122].

De tels propos sur la promotion sociale étaient probablement plus destinés aux journalistes ou au public « français de souche » qu'aux jeunes de banlieue et aux associations « beurs » qui ne pouvaient que rejeter des thèmes qui, d'une part, sont en grande partie irréalistes, puisque cette « promotion sociale » ne pourrait toucher à moyen terme qu'une faible minorité des « jeunes issus de l'immigration » et qui, d'autre part, contribuent à relativiser la posture de victime qu'elles cherchent à définir (parallèlement à SOS d'ailleurs) pour les « beurs » car ils tendent à attribuer aux jeunes une part de responsabilité dans leurs échecs. On peut supposer en effet qu'un discours sur la nécessité de la réussite scolaire et professionnelle serait mal perçu par des « jeunes des cités » souvent en situation d'échec scolaire et qui ne se mobilisent le plus souvent que lors d'incidents avec la police. SOS-Racisme ne va d'ailleurs pas insister sur ces thèses qui sont plutôt issues des parrains intellectuels de l'association réunis dans le comité Brain-pote qui ont aidé Harlem Désir à préparer son Heure de Vérité et en particulier de Christophe Riboud. Par la suite Harlem Désir ne parlera plus de « l'objectif cadre sup » ni de la « génération des entrepreneurs », thèmes qui seront donc abandonnés.

122. SOS évitera cependant de faire campagne publiquement autour des thèmes de la réussite individuelle et de la promotion sociale par l'entreprise qui ne correspondent pas à la tradition militante des membres de l'association. L'hésitation de l'association durera toutefois jusqu'au congrès de Créteil en 1993. Ce positionnement « libéral » sera plutôt utilisé par France-Plus et Arezki Dahmani.

Le logement

Mais le principal objet des propositions de l'association est le logement. SOS présente les cas de deux rénovations urbaines citées comme exemplaires des possibilités d'amélioration des « quartiers difficiles ». Aux Minguettes, des tours ont été détruites pour réduire la concentration de population, l'intérieur des logements a été réaménagé et leur aspect extérieur amélioré, de préférence par des entreprises embauchant des jeunes habitants du quartier. Des commerces ont été réinstallés, dont « trois sont tenus par des couples de jeunes arabes » ; la confiance retrouvée a permis d'arrêter le processus de concentration aux Minguettes des familles immigrées les plus défavorisées. Ce réaménagement opéré par les sociétés de HLM a été largement subventionné par l'Etat qui a donné 96 millions de francs entre 1982 et 1986. SOS souligne toutefois le rôle pacificateur de la marche des beurs qui aurait permis de diminuer les tensions et de renouer les fils du dialogue[123].

À Clermont-Ferrand, le Quartier du Mazet dans le centre ville, considéré comme un quartier vétuste et « peu sûr », était principalement habité par des familles immigrées : « Le Mazet tournait au ghetto »[124]. La rénovation entreprise par la municipalité et l'office de HLM consistait, pour « conserver son cachet au quartier », à racheter les immeubles, à les rénover dans la mesure du possible pour ne détruire que les plus insalubres. Le but de la rénovation est aussi de ne pas chasser les anciens habitants en banlieue mais de les reloger dans les immeubles modernisés en compensant les augmentations de loyer par l'attribution d'aide au logement[125]. À travers ces exemples SOS-Racisme propose une action directe des pouvoirs publics pour la rénovation des quartiers insalubres et des quartiers-ghettos. Il s'agit de diminuer les tensions sociales qui sont induites par les conditions de logement et la concentration des populations les plus pauvres.

> « Dans le domaine du logement, il faut réfléchir à une loi cadre anti-ghetto qui fasse que, sous forme de dégrèvements fiscaux, de subventions, d'aides publiques, on favorise la construction, la réhabilitation, l'aménagement de la vie sociale dans les endroits qui sont en voie de ghettoïsation ; une sorte de New Deal, de grande redistribution qui ne peut s'appuyer que sur l'action de la collectivité, des pouvoirs publics, de l'Etat. Il faut prendre des mesures anti-ghetto sinon, demain, on en arrivera à se poser la question de comment enrayer la spirale de l'exclusion de ces communautés »[126].

123. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 59-76. Pour une autre vision de la rénovation aux Minguettes voir Martine Azoulai, Minguettes : la cité modèle rêve d'anonymat, *Le Matin de Paris*, 24 août 1987, article publié quelques jours après l'Heure de Vérité de Harlem Désir.
124. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 77-82.
125. Pour une version moins optimiste de la rénovation du quartier du Mazet, voir Bouffin (Yann), Clermont-Ferrand, l'ombre du racisme sur les murs rénovés du Mazet, *Libération*, 16 novembre 1987.
126. Harlem Désir interviewé par Didier François, *Globe*, mars 1988.

SOS-Racisme souhaite voir les pouvoirs publics jouer un rôle important dans l'intégration des populations immigrées et dans la diminution du « racisme ». Il s'agit de résorber les quartiers dont les particularités induisent des « tensions racistes » et à fournir les moyens d'une réelle égalité des droits en matière d'éducation et d'embauche entre les « beurs » et les « Français de souche ». Finalement, l'association ne demande rien d'autre que l'établissement dans les quartiers de banlieue et pour les « immigrés de la deuxième génération » des conditions de l'application du « principe républicain » de « l'égalité des chances »[127].

Les flux migratoires

Lorsque le Front national impose dans le débat public le thème de « l'immigration clandestine », repris et utilisé avant les élections législatives de 1986 par les partis de la « droite républicaine » contre le gouvernement socialiste accusé de « laxisme », SOS-Racisme est contraint de prendre position sur la question de la réduction des flux migratoires, terrain qui ne favorise pas la défense des immigrés puisque ceux-ci sont d'emblée placés en position de hors-la-loi. Toutefois les positions de SOS sur l'évolution des flux migratoires manquent parfois de clarté, en partie parce que l'association semble vouloir tenir un discours de principe restrictif en direction des médias et du public français sans pouvoir assumer auprès du milieu associatif militant et des organisations « beurs » les conséquences restrictives et policières de l'application de ces principes. Ainsi SOS-Racisme paraît accepter l'idée d'une politique restrictive en matière d'immigration :

> « L'immigration clandestine ? Elle n'est pas souhaitable : la rendre légale, c'est accréditer l'idée d'une croissance indéfinie et incontrôlée du flux migratoire, qui ne fera qu'exaspérer les extrêmes ; c'est surtout mettre sur le même plan le nouvel arrivant et celui qui travaille depuis des années à s'intégrer ; c'est déstabiliser les communautés présentes en France pour un bénéfice aléatoire dans une période de fort chômage. La situation des clandestins doit être examinée dans des conditions conformes au droit des gens, et non comme aujourd'hui sous la seule responsabilité de l'arbitraire administratif et policier. Les immigrés sans papiers ne sont pas des criminels. Leur seul tort est de chercher du travail »[128].

Les arguments que l'association met en avant pour refuser l'immigration clandestine n'adoptent pas la formulation provocante qui sera celle de Michel Rocard quelques années plus tard : « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde »[129] mais sont assez proches

127. Voir Pierre-André Taguieff, *Les fins de l'antiracisme*, Paris, Michalon, 1995, p. 176.
128. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 35.
129. Discours de Michel Rocard le 3 décembre 1989.

de ceux qui seront alors avancés. Le maintien d'un flux migratoire positif risquerait de favoriser le développement du racisme et « des extrêmes » et nuirait à l'intégration de l'ensemble des immigrés. On est ici proche de l'idée de seuil de tolérance (même si SOS a toujours réprouvé le terme et les politiques qu'il suppose[130]) : toute introduction supplémentaire d'immigrés risquerait de provoquer un mécontentement général et des réactions « racistes ». Si l'immigration clandestine est condamnée, l'association nuance quelque peu cette position en constatant que certains secteurs économiques fonctionnent quotidiennement avec une main d'œuvre en situation illégale :

> « La confection ou une partie du secteur de la construction survivent principalement grâce à l'existence des clandestins. [...] Une répression féroce aboutirait à la fermeture d'entreprises et à la délocalisation des activités, provoquant la mise au chômage de beaucoup de français. Favoriser la régularisation de tous ceux qui le désirent serait plus opportun qu'une répression-renvoi inutile car à chaque fois le remplaçant existe déjà »[131].

La régularisation d'immigrés clandestins est même envisagée. Toutefois, l'argumentation de SOS semble contradictoire : si l'immigration clandestine est engendrée par le besoin de l'industrie textile et du secteur du bâtiment en main d'œuvre bon marché parce que non déclarée et en situation précaire, la régularisation des clandestins leur ôterait une grande partie de leur attrait économique pour en faire des salariés comme les autres. En réalité, SOS ne propose pas de créer un statut de salarié clandestin précaire et sous-payé mais cherche ici à atténuer partiellement la réprobation qui entoure les travailleurs immigrés clandestins en les présentant comme des auxiliaires indispensables de la bonne marche de l'économie. L'association affirme donc simultanément qu'il ne faut pas encourager l'immigration clandestine mais que sa répression ne sert à rien et serait même contre-productive pour l'économie française, que les renvois sont inutiles puisque pour chaque clandestin expulsé « le remplaçant existe déjà » et qu'il vaudrait mieux procéder à des régularisations[132]. En outre, l'association demande que la situation des immigrés clandestins soit examinée par la justice plutôt que par la police pour que les immigrés échappent à « l'arbitraire administratif » et puissent bénéficier des « garanties du droit ». SOS déclare donc condamner l'immigration clandestine tout en rejetant toutes les mesures d'ordre répressif qui pourraient être prises pour la combattre. Harlem Désir propose même une loi assouplissant les conditions de naturalisation :

> « Pour ceux qui résidant en France, mais qui n'y sont pas nés, le seul accès à la citoyenneté française, c'est la naturalisation. S'engager dans l'aventure de la naturalisation relève du parcours du combattant. La plupart des migrants ignorent totalement leurs droits. Ce sera à

130. Voir ci-dessous p. XX
131. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 35.
132. Paul Yonnet parle de « rhétorique autophage » ; Yonnet (P.), *Voyage..., op. cit.*, p. 95.

> eux de trouver l'information et de tenter de contourner tous les obstacles... Il n'y a pas de meilleure entrave à la progression des naturalisations. Nous sommes pour une loi ouverte : tout étranger résident en France depuis plus de cinq ans doit pouvoir devenir français sur simple manifestation de sa volonté, par déclaration »[133].

Il serait donc logiquement possible à un immigré de se faire régulariser puis naturaliser un peu plus de cinq ans après une entrée illégale sur le territoire français, possibilité qui ne semble pas compatible avec une politique d'arrêt de l'immigration. SOS reprend pourtant la revendication du droit de vote des étrangers aux élections municipales commune à toutes les associations antiracistes et aux associations « beurs ».

> « L'attribution des droits politiques aux immigrés se fera un jour ou l'autre, elle est inscrite « dans l'ordre des choses ». Elle se fera parce que le statut d'étranger, fondé sur l'exclusion des droits politiques, n'est plus adapté à une présence immigrée d'un type nouveau. Toute une redéfinition de la place des immigrés dans la société et de leur participation à l'exercice du pouvoir est en train de naître »[134].

On pourrait se demander pourquoi SOS demande le droit de vote des étrangers aux élections locales alors qu'il propose également une loi permettant la naturalisation automatique après cinq ans de résidence[135]. La revendication du droit de vote des immigrés aux élections locales revêt une importance symbolique pour les associations « beurs » alors même que leurs animateurs ont pour la plupart la nationalité française : elle leur permet de faire le lien entre les « jeunes issus de l'immigration » et leurs parents[136], entre les luttes des travailleurs immigrés dans les années soixante-dix et les marches des « beurs » de 1983 et 1984[137]. SOS-Racisme, en maintenant la revendication du droit de vote des immigrés aux élections locales, exprime donc son appartenance à la mouvance des associations « beurs »

---

133. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 127. SOS se déclarera favorable à un accès facilité à la naturalisation au moins jusqu'en 1989 : « Nous proposons la création d'une agence nationale pour la naturalisation, chargée de développer l'information, l'accueil et la rapidité de traitement des dossiers, pour faciliter et encourager l'acquisition de la nationalité française », Harlem Désir, Une loi-cadre pour l'intégration, *Le Monde*, 10 novembre 1989. À partir de 1990, SOS tendra à être plus discret sur ses positions en matière d'immigration clandestine et d'accès à la nationalité.

134. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 128.

135. Cette proposition sans doute trop « avancée » disparaîtra ultérieurement des programmes de SOS.

136. Voir Jazouli (A.), Autonomie, contestation et intégration conflictuelle, in *La beur génération*, op. cit., p. 52, notamment : « que des militants dont je suis, revendiquent ce droit de vote, cela me paraît cohérent, mais que des jeunes qui dans leur immense majorité sont, ou vont devenir français de par leur nationalité, le revendiquent aussi, cela ne me paraît pas très sérieux » ; voir aussi Jazouli (A.) *Les années..., op. cit.*, p. 83 et *L'action collective..., op. cit.*, p. 144. Pour une illustration du discours sur la « nécessaire solidarité » entre première et deuxième génération de l'immigration, voir Azzoun (R.) et Titous (K.), « Nous sommes tous des bougnoules de Talbot », in Sans Frontières, n° 83, Paris, février 1984 et Abdallah (M. H.) et Boubeker (A.), « Ce qui nous guette, c'est l'oubli », in Douce France. La Saga du Mouvement Beur, *Quo vadis*, automne-hiver 1993, p. 20-22.

137. La principale revendication (satisfaite) de la marche de 1983 était d'ailleurs la carte de séjour de dix ans qui ne concernait probablement qu'une minorité des « marcheurs » mais qui était demandée par l'ensemble des organisations de travailleurs immigrés et des associations antiracistes ou de soutien aux travailleurs immigrés.

et des organisations antiracistes[138], c'est-à-dire qu'elle limite les critiques que celles-ci peuvent lui adresser et conserve sa capacité à avoir des militants « beurs »[139].

L'intervention d'Harlem Désir à l'Heure de Vérité le 19 août 1987 avait surpris les observateurs par la fermeté inattendue de son discours vis-à-vis de l'immigration clandestine[140] mais SOS s'oppose par ailleurs à toute mesure répressive. En réalité, l'association est prise dans un réseau de contraintes contradictoires qui l'oblige à tenir des discours adaptés à ses interlocuteurs : si l'état du débat public l'amène à tenir des propos fermes sur l'immigration clandestine, la concurrence avec les autres associations antiracistes et la nécessité de garder une certaine popularité chez les « immigrés de la deuxième génération » et dans le milieu militant « de gauche » la conduisent à refuser toutes les conséquences pratiques d'une politique d'immigration restrictive. En 1987, la popularité de SOS est telle qu'aucun acteur n'a la possibilité d'exploiter les contradictions de sa position mais il en ira autrement à partir de 1988.

Pour les responsables de SOS le thème « l'immigration clandestine » a pour inconvénient de donner une tonalité d'emblée suspicieuse et répressive aux débats sur l'immigration. Il établit une connexion entre les « beurs », les étrangers naturalisés, les demandeurs d'asile et les irréguliers et tend à faire de tous les immigrés des clandestins et des coupables potentiels y compris de ceux qui ont la nationalité française. Dans un contexte de chômage généralisé, il est difficile à SOS de se déclarer favorable à l'existence d'un flux migratoire même légal[141]. Le débat sur l'immigration clandestine appelle donc la mise en place d'une structure policière répressive adaptée et oblige SOS à approuver un dispositif conduisant finalement à la possibilité pour la police de contrôler l'authenticité des papiers de chaque passant « au faciès ». L'association cherche donc à montrer que « les immigrés clandestins

---

138. Signalons que certaines associations issues de l'immigration ne défendent pas une conception de l'intégration à la société française allant jusqu'à la naturalisation ; ils peuvent revendiquer « le droit de rester immigrés et non celui de se fondre dans l'ordre national du fait de la politique d'accession à la nationalité ». Voir, sur la ligne des responsables du journal *Sans Frontières*, Polac (C.), Quand les immigrés prennent la parole, in Périneau (P.) (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 386.

139. Durant l'émission l'Heure de Vérité, Harlem Désir s'est déclaré « personnellement favorable au vote des immigrés aux élections municipales »,« Il faut pour cela optimiser l'intégration mais il faut d'abord convaincre tous les français » ; cette restriction tend à réduire le propos à un simple positionnement de principe.

140. Harlem Désir avait déclaré qu'il était « contre l'immigration clandestine » mais que « les expulsés doivent pouvoir se défendre devant la justice ». Pour un aperçu des réactions politiques et journalistiques, voir par exemple, Thierry Lelouet, Harlem Désir jugé par Michel Hannoun : « un ton nouveau », *Le Quotidien de Paris*, 21 août 1987, Jean-François Moruzzi, Harlem Désir : haut la petite main, *Le Quotidien de Paris*, 20 août 1987, S.R., « L'Heure de vérité » tranquille d'Harlem Désir, *Le Matin de Paris*, 20 août 1987, P. P., Harlem Désir : avocat de l'intégration, *Le Figaro*, 21 août 1987.

141. Harlem Désir le proposera pourtant dans une tribune publiée en 1989 : « Puisque notre économie semble avoir besoin de cette main d'œuvre, pourquoi ne pas ouvrir une procédure d'immigration économique légale et contingentée afin de sortir de l'actuel engorgement des demandes d'asile ? », in Harlem Désir, Une loi-cadre pour l'intégration, *Le Monde*, 10 novembre 1989. Cette proposition formulée à la fin de « l'affaire du foulard », ne sera plus évoquée par la suite, ni dans le Manifeste pour l'intégration présenté au congrès de Longjumeau en avril 1990, ni dans les différentes tribunes publiées par Harlem Désir (voir en particulier Militer, *Le Monde*, 29 juillet 1990).

ne sont pas des criminels » et à mettre en évidence les causes structurelles qui engendrent les flux migratoires, l'écart de développement entre les pays du Sud et ceux du Nord :

> « La question [de l'immigration clandestine] ne peut être traitée isolément de l'énorme dossier des rapports Nord-Sud. L'inégalité de développement des deux côtés de la Méditerranée est le véritable aliment du flot. De fil en aiguille, la question des sans-papiers nous conduit à celle de l'aide au développement. Seuls les progrès des pays du Sud résorberont le déséquilibre. C'est l'intérêt de la France que de se tourner plus franchement vers la Méditerranée, dont elle est une riveraine essentielle, pour y favoriser la marche vers le progrès économique »[142].

Bien sûr, SOS n'indique pas à partir de quand la réduction progressive des inégalités économiques est susceptible d'entraîner la fin des flux migratoires Sud-Nord : si la solution proposée est radicale, elle ne semble pas pouvoir résoudre à court terme la question de l'immigration d'origine politique ou économique. Pour l'association il s'agit moins de présenter des propositions réalistes pour ralentir les flux migratoires que de lutter contre la criminalisation de l'immigration clandestine qui a tendance à s'étendre à l'ensemble des populations immigrées ou « d'origine immigrée ».

142. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 36.

c) L'avenir de l'immigration

Lorsque l'association évoque le futur des populations immigrées, elle dresse un tableau qui ressemble fortement à une pure et simple « assimilation »[143]. Alors que cette éventualité est explicitement refusée par la plupart des associations « beurs »[144], SOS-Racisme suggère que plus leur séjour en France se prolongera, moins les immigrés et leur enfants seront différents des Français « de souche ». SOS-Racisme propose donc beaucoup plus clairement que les associations « beurs » la perspective de l'assimilation des populations immigrées à la population française. Cette assimilation est conçue comme un processus social inéluctable mais aussi comme un objectif souhaitable. Ce n'est d'ailleurs pas seulement les « immigrés de la deuxième génération » qui ressemblent aux français mais aussi leurs parents qui tendent à adopter les coutumes et les habitudes françaises :

> « Le mode de vie français possède une force intégratrice extraordinaire.
> Par cent moyens, par mille canaux, il pénètre l'esprit de l'étranger. Par son action quotidienne, brutale ou insidieuse, il insuffle dans la mentalité immigrée les germes d'une mentalité commune. La télévision, les journaux, les cafés, le travail au bureau ou à l'usine, les courses chez le commerçant, les relations avec le médecin, l'instituteur, le fonctionnaire ou le pharmacien, le ticket du tiercé, le match du dimanche, la partie de cartes, l'autobus, le métro, la voiture et le garagiste, tout conspire à imprégner des coutumes d'ici celui qui vient d'ailleurs.
> Bientôt l'étranger qui veut préserver son identité d'origine la voit confinée à l'espace du salon et de la cuisine, parfois celui de la mosquée. Fragiles îlots d'identité constamment menacés, d'autant que les enfants nés en France n'ont pas ces craintes et ces scrupules. Oublieux de la langue du pays, ils parlent avec l'accent local, ont les loisirs du voisinage et fréquentent les filles du cru. Tout étranger qu'il est, en dix ans l'immigré est absorbé. Pour résister il lui faut une force d'âme particulière. Elle est rare.
> De cette loi d'airain, cruelle et salutaire à la fois, les chiffres nationaux portent la marque. À dix-huit ans, une proportion infime des fils d'immigrés refusent la nationalité française; sur une classe d'âge, ceux qui font leur service militaire à l'étranger quand ils en ont la possibilité forment une minorité, alors que le souvenir de la guerre d'Algérie provoque dans les familles concernées des drames si le fils sert dans l'armée des anciens colons (...).
> L'histoire confirme amplement tout cela. La France a expérimenté depuis longtemps les afflux migratoires. Vague après vague, tous se sont intégrés. »[145]

SOS envisage donc clairement l'assimilation progressive des immigrés. Alors que la haine et le racisme seraient le produit de relations sociales conflictuelles,

---

143. Le terme est utilisé dès 1985 ; voir l'interview d'Harlem Désir par Michel Chemin, Lifting pour l'anti-racisme, *Libération*, 20 février 1985 ; voir aussi Malek Boutih, Hambourg : Les vieux démons du nazisme, *Le Matin de Paris*, 7 août 1985. Lors de l'étape allemande du Voyage de l'égalité organisé par SOS dans les pays de l'Europe du nord en août 1985 voici comment Malek Boutih décrit l'action de certaines organisations locales : « Dans le local de l'Action pour la réunion des étrangers en Allemagne les animateurs racontent leur travail : l'apprentissage de la langue allemande, l'aide face aux problèmes administratifs. Pour Ahmed, l'un des voyageurs, ce travail tend vers une assimilation. Ce dont les dirigeants se défendent, car pour eux, cette immigration est destinée à un retour vers leur pays d'origine. Mais les jeunes turcs nés à Hambourg retourneront-ils un jour dans un pays qu'ils ne connaissent pas ? »

144. Voir par exemple Bouamama (S.), Le Nord contre les fayots de la République, In Douce France : la saga du mouvement beur, *Quo Vadis*, automne-hiver 1993, p. 62-64.

145. Harlem Désir et S.O.S. Racisme, *SOS Désirs, op. cit.*, p. 30.

l'assimilation est présentée comme découlant naturellement des rapports sociaux les plus quotidiens : les immigrés sont conduits à suivre la plupart des coutumes et des usages français. La première génération gardera sans doute certains traits culturels « résiduels », la religion, la disposition de l'appartement ou la façon de manger, mais la génération suivante sera amenée à adopter presque entièrement le mode de vie français. SOS envisage l'intégration de l'immigration maghrébine sur le modèle de celle des autres afflux migratoires qu'a déjà connus la France, c'est-à-dire son absorption indistincte. Le terme « d'assimilation » n'est pas cité parce qu'il est rejeté par les associations « issues de l'immigration » mais c'est bien cette perspective qui est tracée.

SOS ne peut alors que condamner le « droit à la différence » qui tend à prolonger les caractéristiques particulières des populations immigrées :

> « SOS Racisme a aussi rompu avec l'ambiguïté du « droit à la différence », pour prôner le « droit à la ressemblance ». [...] Le « droit à la différence » ne peut couvrir les coutumes ou les pratiques qui contredisent la culture des droits de l'homme. [...]. Ce sont des comportement minoritaires : ils existent. La polygamie est illégale et illégitime, parce qu'elle est contraire aux droits et à la dignité de la femme. Le respect des coutumes traditionnelles est ici second par rapport à celui de la loi. De même le patriarcat traditionnel dans certaines familles doit céder le pas au respect du droit des filles à choisir leur vie, des épouses à divorcer si elles le désirent. C'est le prix incontournable de l'intégration. Le nier, c'est choisir sans le dire la politique du ghetto contre celle du mélange »[146].

Toutefois, il ne s'agit pas d'imposer un choix formel aux populations d'origine immigrée. Il ne leur est jamais demandé une démarche volontaire pour rompre avec leurs « différences » ou leur culture d'origine. On ne leur demande pas de renoncer à l'Islam, de renoncer à leur langue ou de franciser leurs noms. L'intégration est seulement conçue comme un processus insensible dont les intéressés eux-mêmes n'ont pas toujours conscience. SOS se contente de refuser l'idée d'un droit propre aux populations immigrées (droit qu'aucune association ne réclame au demeurant) qui

---

146. Harlem Désir et SOS Racisme, *SOS Désir*, *op. cit.,* p. 36-37. Harlem Désir considère que SOS a permis de rompre avec la notion de « droit à la différence » : « Le discours antiraciste a [...] changé. Pas tant celui de SOS Racisme, qui joue l'intégration depuis le début, que sa vulgate publique répercutée par les médias. Ce fut la surprise de « L'Heure de Vérité » », Ibid., p. 34. Dans un article publié avant L'Heure de Vérité, Laurent Joffrin qui fait alors partie de Brain-pote et qui est proche des responsables de SOS, soutient également que l'association a toujours été hostile au « droit à la différence » : « Cette option de la génération – et non de la communauté – a eu au départ un inconvénient : celle de déclencher la polémique avec une partie des associations beurs. D'emblée, SOS choisissait l'intégration des immigrés à la société française, c'est à dire leur francisation progressive, quand beaucoup de militants beurs mettaient d'abord l'accent sur leur originalité culturelle, au nom du « droit à la différence », Joffrin (L.), Trois thèses pour une génération, *Libération*, 19 août 1987. Voir aussi Harlem Désir, SOS n'est pas ce que l'on dit, *L'Express*, 28 novembre 1990 où en réponse à un précédant article de *L'Express*, Harlem Désir conteste que SOS ait jamais été pour le « droit à la différence ». À la fin de la tribune, *L'Express* indique qu'Harlem Désir « n'aime pas que l'on lui rappelle que son discours s'est infléchi et qu'avant le tournant qu'a constitué pour tout le monde son passage à « L'Heure

autoriserait le maintien de certaines coutumes[147]. L'association prend seulement position contre les coutumes les plus facilement condamnables (polygamie, autorité du père, excision) et elle ne se prononce pas sur des modes de vie plus anodins mais qui rompent avec les pratiques des « français de souche » et peuvent être utilisées soit comme marqueurs de différence soit comme signes de stigmatisation (pratique religieuse, vêtements, Ramadan, fêtes familiales – Aït el Kébir –).

La perspective adoptée par SOS fixe une échéance de résolution des « problèmes de l'immigration » très lointaine : la première génération a cohabité plus ou moins bien avec la population française, la seconde génération s'intégrera mais gardera des caractéristiques culturelles qui distingueront ses membres des « Français de souche » et seules les troisièmes et quatrièmes générations seront considérées, y compris ceux qui rejetaient leurs parents ou leur grands-parents, comme « complètement intégrées », c'est-à-dire assimilés selon le modèle des immigrations russes, italiennes et polonaises.

---

de Vérité », en 1987, l'intégration conçue comme le rassemblement de citoyens autour des valeurs républicaines n'était pas le thème dominant de SOS ».

147. Il s'agit surtout pour Harlem Désir de montrer aux journalistes et au public « français de souche » que SOS n'est pas un syndicat de défense des intérêts des immigrés et qu'il se situe dans la tradition de l'intégration « républicaine ».

d) Les adversaires de l'antiracisme

SOS-Racisme ne fait pas des électeurs du Front national des adversaires[148]. L'association ne considère pas qu'il y aurait des populations qui seraient racistes *a priori* : puisque le « racisme » et les tensions raciales sont produites par des « causes sociales », ceux qui vivent en banlieue, qui sont irrités par la présence des immigrés et tentés par le vote Le Pen, sont finalement, comme les immigrés, les victimes d'une situation économique, sociale et urbaine qui les dépasse. Si les dirigeants de SOS proposent des politiques de réduction des sources de tensions racistes, ils assurent ne pas renoncer à tenter de convaincre la « petite partie de l'opinion [qui] s'entretient dans l'idée rance que l'immigration est un handicap et une menace »[149]. Les responsables de SOS semblent donc conserver l'idée que « l'intolérance prospère à la force du préjugé »[150], c'est-à-dire qu'une campagne d'opinion peut agir sur des attitudes « racistes » :

> « C'est l'irrationnel qui préside à ces angoisses. Du coup, on pourrait croire la discussion inutile. Dès lors que la haine de soi se purge par la haine de l'autre, que l'incertitude identitaire est à la base des certitudes xénophobes, que la répulsion devant la modernisation de la société nourrit l'archaïsme, le débat serait-il inutile ? À quoi bon réfuter une névrose ? (...) L'association se renierait si elle ne croyait pas à la raison, à la démonstration logique, au discours critique. Certes l'argumentation rationnelle ne brise pas le préjugé ; mais elle l'érode et finit par le réduire. Car le racisme pour prendre la parole doit se plier aux règles du discours, à l'apparence du rationnel, dérouler les faits, enchaîner les raisonnements. C'est là qu'il est faible, c'est là qu'il faut enfoncer le coin. On ne tuera pas les préjugés ; on déchirera leur costume de raison. « Les idées ne s'invalident pas, elles s'usent », disait Raymond Aron. Cette usure n'est pas celle du temps : elle est le fruit d'un patient travail d'explication. Les mots ne s'envolent pas. Petit à petit, ils pénètrent l'esprit. Plaider, argumenter, démontrer, nuancer, discuter, réviser et recommencer : jamais les militants de SOS ne s'en lasseront. Déjà les idées toutes faites sont ébranlées. On le voit bien, en dépit des remous de la scène publique : au fur et à mesure que le débat s'approfondit, sur le code de la nationalité notamment, l'argumentation raciste faiblit »[151].

SOS juge nécessaire de combattre la propagande du « parti de l'intolérance » et de la « xénophobie organisée »[152] qui « bat les estrades et se gonfle de sondages et de succès électoraux »[153]. Harlem Désir considère que « Le Pen plastronne » et que

148. Harlem Désir définit à l'Heure de Vérité le portrait-type de l'électeur de Front national : « c'est M. X..., habitant des quartiers nord de Marseille, les grandes cités qui ont été laissées à l'abandon, dont le fils est au chômage, dont on a volé l'autoradio, dont la boîte aux lettres a été arrachée. Et lorsque ce monsieur est arrivé au 8ème étage et qu'il se rend compte qu'il a oublié le sel, eh bien ! il est obligé de descendre par l'escalier, parce que l'ascenseur est en panne et que personne ne s'en occupe, et de passer dans le hall au milieu d'une haie de jeunes désœuvrés qui sont au chômage, dont une grande partie d'immigrés et qui lui semblent effectivement menaçants ». Harlem Désir semble même considérer que des attitudes « d'énervement social » sont légitimes.
149. Harlem Désir et SOS Racisme, *SOS Désir*, *op. cit.,* p. 23.
150. *Ibid.*
151. *Ibid.,* p. 24.
152. Ibid., p. 15.
153. Ibid., p. 16.

« ses éructations tonitruantes empoisonnent l'air médiatique »[154] mais qu'il est possible d'argumenter et d'user les préjugés racistes. Les responsables de SOS font donc une distinction entre les habitants des banlieues qui sont susceptibles de se déclarer « racistes » et de voter pour le Front National et les dirigeants de ce parti qui diffusent une « idéologie xénophobe ». Les premiers paraissent pouvoir être convertis pour peu qu'une politique de la ville résolue atténue ou fasse disparaître les causes des tensions racistes et à condition que les antiracistes mettent en lumière les faiblesses de l'argumentation raciste. Les seconds, accusés de diffuser une idéologie raciste, doivent être combattus politiquement, en les isolant et socialement, par une action sur leurs électeurs, actuels ou potentiels.

On pourrait observer ici une contradiction entre deux conceptions du racisme, celle qui en fait le produit de dysfonctionnements sociaux sur lesquels il faut agir et celle qui le considère comme un préjugé, une opinion qu'il est nécessaire de combattre par une argumentation juste. SOS ne tranche pas clairement entre ces deux logiques et ne propose pas de solution discursive intermédiaire[155]. Nous ne sommes pas ici dans le domaine d'une argumentation intellectuelle travaillée et polie pour éliminer toute incohérence formelle ou tout espace vide dans la chaîne d'argumentation, mais dans la logique d'un discours pratique qui peut se contenter d'une argumentation floue parce que le lecteur ou l'auditeur n'y regardera pas de plus près à moins d'être déjà foncièrement hostile. En réalité, SOS cherche à tenir simultanément deux discours qui ont des objectifs limités : l'un, sur l'engendrement des actes racistes par le contexte social des banlieues, permet à l'association de demander la mise en œuvre d'une politique publique particulière et donc de critiquer le gouvernement de Jacques Chirac ; l'autre, sur l'utilité des campagnes d'opinion, lui permet de maintenir sa présence dans les médias et de mobiliser ses militants pour des initiatives de visualisation de l'association.

154. Ibid., p. 15.
155. On pourrait par exemple considérer que le racisme peut avoir plusieurs sources, les unes sociales et les autres idéologiques, ou encore que les véritables causes sont sociales mais qu'il est possible de lutter par la parole et l'argumentation pour convaincre ceux que leur environnement social conduit au « racisme », ou enfin que, les germes du racisme s'étant emparé des esprits lorsque les conditions sociales y étaient favorables, la simple disparition du terreau raciste ne suffirait pas à assurer la disparition des « idées racistes » et qu'il est nécessaire de mener un travail de persuasion.

II) Le discours de 1985

Les thèmes qu'Harlem Désir expose pendant l'Heure de Vérité en août 1987 marquent une sensible évolution par rapport à ceux que l'association développe depuis sa fondation. Alors qu'en 1987, SOS avance des propositions de « politiques publiques », en 1985, le discours tenu par les fondateurs de l'association n'était pas de nature à déboucher sur une action gouvernementale précise, sauf sur des propositions pour une plus grande répression pénale des propos « racistes »[156]. Le premier discours de l'association n'est donc pas un programme de revendications que le gouvernement devrait appliquer mais un discours de condamnation du « racisme » et des « racistes ». Il a été *a posteriori* qualifié « d'antiracisme moral » par les adversaires politiques de l'association qui entendaient désigner son caractère purement verbal et inefficace, mais aussi, dès la création de SOS, par les associations « beurs » qui le perçoivent comme un recul par rapport au contenu revendicatif des marches de 1983 et 1984[157].

156. L'association ne conteste d'ailleurs pas la transformation de ses thèmes de campagne : « La méthode que nous avons employée les premières années, fondée avant tout sur la protestation morale et l'optimisme culturel, a permis de stopper la première dérive anti-immigrés. Mais elle ne suffit plus. Nous en avons tiré la leçon depuis au moins deux ans. Nous avons maintenant un programme concret, qui traite le problème à la racine, et qui cherche à prendre en compte les attentes et les angoisses des français comme celles des immigrés », Harlem Désir interviewé par Laurent Joffrin et Robert Schneider, *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 1989.

157. Voir l'article de Mohamed Jabbad, membre de l'ANGI (association de la nouvelle génération immigrée), Quel Anti-racisme aujourd'hui ?, in La « beur » génération, *Sans Frontière*, n° 92-93, mai 1985, p. 23-25 : « Il ne faudrait pas oublier que l'apport essentiel du mouvement des jeunes issus de l'immigration a été de donner un contenu au combat anti-raciste : la lutte pour l'égalité » ; voir aussi Belghoul (Farida), BHL, Barre, Gros minet et les autres..., *ibid*, p. 39-41.

a) Un antiracisme moral ?

> « La lutte antiraciste ne peut rester celle des victimes ou des communautés visées parce que « un arabe à Menton, un juif à Paris, c'est toujours nos potes qu'on assassine ». Il faut organiser les convergences les plus larges, en faire le problème de toutes les consciences qui, au-delà des clivages se sentent concernées. Il s'agit d'exclure le racisme, de le disqualifier, de le « ringardiser ». À ce titre l'école peut jouer un grand rôle ; les enseignants y sont prêts, beaucoup d'ores et déjà, s'y attellent. Les médias doivent, de même, faire un effort pour ne pas cataloguer les crimes racistes dans les faits divers... Je souhaite enfin que le clivage racisme/antiracisme ne recoupe pas les habituels clivages partisans, mais que chacun s'accorde pour dresser un cordon sanitaire autour des idées racistes. (...). Pour une partie de l'opinion publique le racisme est malheureusement devenu une opinion comme une autre, équivalente à son contraire et qu'on pourrait choisir comme on choisit d'être de droite ou de gauche. Tout cela, directement ou indirectement, a accrédité l'idée selon laquelle les immigrés seraient responsables des difficultés vécues. Il faut donc rappeler avec force qu'en aucune circonstance le racisme ne peut être excusable »[158].

L'action contre le racisme prend ici une forme strictement idéologique. Le racisme est considéré comme une idée qu'il faut combattre et non comme un processus social comme il le sera dans le discours de l'association en 1987. C'est l'école qui se voit attribuer un rôle central, mais elle n'est pas conçue comme un moyen de lutter contre l'échec scolaire et les écarts de niveaux de diplômes et de taux de chômage entre les « communautés » comme elle le sera en 1987. L'école est considérée comme le lieu où les enfants doivent apprendre le caractère nocif du « racisme » avant de risquer d'être contaminés. SOS-Racisme est alors encore très proche des organisations antiracistes traditionnelles (MRAP, LDH) qui proposent également une action pédagogique contre le « racisme ».

Pourtant dans les propos alors non revendicatifs de SOS peut parfois se glisser un discours beaucoup plus proche de ce qu'il sera en 1987.

> « Tout le monde sait que ce fameux « seuil de tolérance » est sorti tout droit de l'imagination fertile de certains hommes politiques. Aucune étude scientifique n'a jamais prouvé – et pour cause – que tout marchait bien entre communautés lorsque pour quatre-vingt dix bons français on ne trouvait que dix bougnoules, mais que rien n'allait plus lorsqu'il y en avait douze. En revanche, entassez trois mille familles dans des cités-dortoirs aux murs de papier mâché, sans espaces verts ni distractions à proximité, laissez l'environnement se dégrader, les tenants de l'extrême droite parler à la télévision, et vous êtes sûrs d'obtenir un bon crime

158. Interview de Harlem Désir, avec Jean Bellanger (responsable du secteur immigration à la CGT) par Pierre Tartakowsky, *la vie ouvrière*, 22-28 août 1985. Par contraste la position de Jean Bellanger met en évidence les spécificités de la position d'Harlem Désir en 1985 : « Je rejoins entièrement ce que vient de dire Harlem. J'y ajouterais la *dimension de la crise, du chômage*, vécu indifféremment par tous les jeunes, Français, immigrés, sur le même mode, celui de l'exclusion et du mépris. (...) Aujourd'hui, les luttes contre la casse, pour l'emploi, se doivent d'inclure l'antiracisme. Si elles y manquaient, cela signifierait que le poison de la division a fait son œuvre et elles courraient à l'échec. L'antiracisme ne peut s'en tenir au plan moral. (...) C'est sur cette base qu'on fera échec à la division-diversion, qu'on peut battre la crise sur son terrain, renforcer l'antiracisme dans le monde du travail » (c'est moi qui souligne). Jean Bellanger insiste sur l'importance de « la crise, du chômage ». Les difficultés économiques ne sont pas clairement désignées comme les causes directes des sentiments racistes, mais le responsable de la CGT établit un lien beaucoup plus direct qu'Harlem Désir entre la « crise » et le racisme, même s'il semble surtout inquiet du risque de « division-diversion » que le racisme pourrait introduire entre les travailleurs pour les détourner des luttes sociales.

raciste, que les immigrés soient 5 pour 100, 10 pour 100 ou 20 pour 100. Voilà pourquoi il est si important pour nous de combattre par les mêmes armes ce discours discriminateur qui avait envahi insensiblement les canaux d'information »[159].

Dans ce texte, Harlem Désir indique que pour obtenir un « crime raciste » deux ingrédients sont indispensables : des conditions de vie dégradées et une propagande « d'extrême droite » faisant porter la responsabilité des problèmes ressentis par les habitants sur les immigrés. Il serait donc faux de penser qu'en 1985 les responsables de SOS ne sont susceptibles de tenir qu'un discours « purement moral » et qu'ils n'évoqueront les « problèmes des banlieues » qu'à la suite de la pression des mouvements « beurs » ou d'une évolution interne de l'association. Pourtant en 1985, SOS ne proposera à aucun moment une politique précise pour la rénovation des grands ensembles HLM comme il le fera en 1987. Entre 1985 et août 1987, SOS se limitera à associer une condamnation formelle des agressions « racistes » et des revendications d'ordre politique en demandant notamment le droit de vote aux élections locales pour les immigrés.

Harlem Désir en appelle donc, avant tout, à une réprobation publique des attitudes racistes que rien ne doit excuser :

« En toute circonstance le racisme est injustifiable. En somme, on ne doit pas trouver des excuses au racisme parce qu'il y a la crise, parce qu'il faut comprendre les gens qui sont excédés par le chômage qui les frappe, et qu'ils ont l'impression que ce phénomène frappe moins les immigrés, etc. Bref, moralement, sans préalable, il est important de dire « le racisme est inacceptable » car il est dangereux et que, très vite, il débouche sur la haine, la violence[160].

SOS semble concevoir l'antiracisme avant tout comme une campagne publique de persuasion où il peut être contre-productif de connaître les motivations des agressions « racistes » avant de les condamner. Il s'agit d'abord de délégitimer le « racisme » pour l'empêcher de se diffuser, de s'enraciner. En 1985, SOS n'entend pas mener un combat pour un programme et des revendications précises, pour la défense des immigrés ou pour « l'égalité des droits ». L'association conçoit plutôt le travail antiraciste comme une pédagogie et une intervention sur les idées. L'action que SOS entend mener est donc très différente de celle que préconisent les mouvements beurs plus revendicatifs, notamment en ce qui concerne les relations entre les « jeunes issus de l'immigration » et la police et les discriminations informelles (embauches, accès aux boîtes de nuit, etc.). SOS considère que les immigrés sont touchés par un racisme réel qui ne peut pas résorbé être pas la seule satisfaction d'une série de revendications.

« Je pense qu'il existe un vrai problème du racisme en France et qu'il ne suffit pas pour le

159. Harlem Désir, Touche pas..., op. cit., p. 94.
160. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « le racisme est injustifiable », *Révolution*, 29 mars 1985.

> combattre de crier : « égalité des droits » à tout bout de champ. On ne peut pas abolir ce racisme-là par décret ni par simple mesure égalitaire. Moi je crois plutôt à un travail à faire dans les mentalités. Voyez les antillais ou les jeunes « beurs » français : ils ont théoriquement les mêmes droits que les métropolitains et pourtant ils souffrent du racisme »[161].

Pour SOS en 1985 le racisme est un ensemble d'idées partagées par les « racistes » et non pas, comme en 1987, une relation sociale engendrée par la promiscuité et les conditions de vie dans les « cités ». Par conséquent l'action antiraciste doit aussi être avant tout fondée sur la délégitimation publique des idées « racistes ».

b) L'action antiraciste

SOS affirme vouloir établir la nocivité et la fausseté des « idées racistes ». Ce travail ne semble pas impossible ou improbable parce que le racisme est finalement décrit comme une idéologie faible, dont les arguments sont peu crédibles et cèdent vite face à une démonstration raisonnable. Il serait bien sûr préférable de faire de la prévention et d'agir dans les écoles lorsque les préjugés et les haines ne sont pas encore apparus, mais il importe aussi de faire diminuer le racisme actuel et pour cela il faut avant tout convaincre les « racistes » ou ceux qui sont menacés de le devenir.

> « Nous voulions nous adresser non pas aux convaincus, mais aux adversaires. leur dire : ne croyez pas ces mensonges, voyez les réalités de la vie de ceux que vous rejetez, cessez d'avoir peur, c'est de la peur que naissent la haine et la violence... »[162].

En outre, le « raciste » tel que l'imagine et le présente SOS-Racisme dispose rarement d'une rationalisation construite de ses idées :

> « Depuis la station Monge son regard exaspéré passe du badge « touche pas à mon pote » épinglé comme d'habitude au revers de ma veste, à mon visage, évidemment trop basané à son goût. À la station Châtelet, il n'y tient plus. Beaucoup de gens étant descendus, nous pouvons enfin nous asseoir. Il s'installe en face de moi et m'apostrophe :
> - je ne suis pas du tout d'accord avec votre machin-là...
> Moi tout sourire :
> - Ah bon ! Et pourquoi ça ?
> - Parce que je suis raciste.
> - Vous êtes raciste ? Mais alors, pourquoi m'adressez-vous la parole ? Les racistes pensent que les noirs sont des sous-hommes. Vous acceptez de parler à un sous-homme ?
> - Non, évidemment, je ne pense pas que vous êtes un sous-homme. Mais ma sœur s'est fait violer par trois noirs, alors...

---

161. Harlem Désir interviewé par Pierre-Yves Le Priol, Gaffe aux récupérations, *La Croix*, 15 juin 1985. Harlem Désir affirme « qu'il y a quelques années, jamais les gens n'affichaient aussi ouvertement leurs opinions racistes, ce changement nous inquiète » (cité par Jean-Charles Lajouanie, *Le Quotidien de Paris*, 20 février 1985).
162. Harlem Désir, *Touche pas..., op. cit.*, p. 95.

- Alors, pour vous, tous les noirs sont des violeurs et tous les viols sont commis par des noirs. Donc vous ne m'aimez pas parce que je suis un violeur ?
- Non je ne dis pas ça. Mais il y a quand même beaucoup de cas.
Ah oui ? Vous avez des chiffres à me citer ? Des statistiques ?
- Non, mais j'ai un voisin dont la collègue de bureau s'est fait agresser par des Noirs... Ou par des Arabes. C'est pareil. Il y en a plein les journaux de ces histoires-là. Ça suffit.
- C'est vrai. Dans les journaux il y a parfois des titres du genre « Un Arabe - ou un noir - viole une jeune fille. Avez-vous déjà un titre en gras comme « Un Blanc viole... » ? Dans ce cas là, on lit « Mlle X a été agressée par un ou des voyous... ». Vous ne trouvez pas ça étrange ?
Silence. Puis mon interlocuteur hoche la tête :
- C'est vrai. Là, vous avez raison...
Nous sommes descendus tous les deux de la rame à la station suivante pour continuer notre discussion autour d'un café. (...) Avais-je transformé un raciste primaire en antiraciste secondaire ? Sans doute pas, mais il avait fini par avouer que les choses étaient moins simples qu'il ne le pensait ce matin encore, avant de prendre son métro »[163].

Cette anecdote montre un dialogue possible entre un « raciste » et un antiraciste. Nous ne nous prononcerons pas sur sa vraisemblance : ne nous intéresse ici, pour comprendre la logique du positionnement public de SOS, que la mise en scène de l'échange d'arguments par Harlem Désir. L'homme qui est présenté apparaît comme un « raciste modéré » : il ne croit pas à la hiérarchisation des races, dont Harlem Désir fait la doctrine de base du racisme et ne propose pas un racisme culturaliste ou différencialiste[164]. Son racisme n'est pas un mépris envers des « races inférieures » ; il se contente de ne pas aimer les noirs et les arabes. Cette détestation est présentée comme issue d'une « mauvaise interprétation » d'expériences que sa famille a vécues (viol de sa sœur), des propos tenus par son entourage ou d'informations lues dans la presse. Ce « raciste » généraliserait à tous les noirs et à tous les arabes les actes de quelques uns. Cette globalisation abusive dont la presse est également accusée, apparaît permise par la visibilité sociale forte des membres de certains groupes qui sont identifiés par leurs caractéristiques physiques ethniques alors que la population majoritaire ne l'est pas. Le racisme ne semble pas raisonné – l'homme ne peut pas citer de « chiffres », de « statistiques objectives » – mais plutôt fondé sur des exemples particuliers, sur une affectivité individuelle. L'anecdote n'attribue pas au « raciste » de heurts précis avec « les noirs » ou « les arabes » : il n'a jamais été personnellement mis en cause dans une relation conflictuelle avec des « noirs », même si le viol de sa sœur le touche directement.

La description qu'Harlem Désir donne du « raciste » dans cette anecdote lui permet de justifier la stratégie de l'association. D'une part, le « raciste » semble prêt à discuter et à admettre les arguments de « l'antiraciste » : il est donc possible, par l'argumentation rationnelle, sinon de supprimer les préjugés racistes, du moins de les faire reculer. D'autre part, le viol de sa sœur n'aurait peut-être pas suffi à faire basculer cet homme dans « le

163. Harlem Désir, *Touche pas..., op. cit.*, p. 139-140.
164. Voir Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé*, Paris La Découverte, 1987, p. 330 et s.

racisme » : il aurait pu considérer que ces violeurs-là étaient noirs comme ils auraient pu être blancs. Mais il y a la rumeur publique qui tend à accuser les « arabes » et les « noirs » et ce qu'on peut lire dans les journaux. Les préjugés du « raciste » proviennent donc moins d'une expérience qu'il aurait éprouvée personnellement (par exemple une confrontation fréquente avec des actes de petite délinquance) que d'informations orientées et déformées, de rumeurs anti-immigrés et de la présentation partiale que font les journaux de certains faits divers. Le « racisme »[165], paraît donc plus dépendre d'un environnement idéologique hostile, d'une ambiance de dénigrement, d'amalgames, de lieux communs considérés comme vrais que de faits réels ou de situations de conflit[166]. Si les actes et les préjugés « racistes » sont issus de tous les propos quotidiens hostiles aux immigrés, on doit alors considérer que l'institutionnalisation et la généralisation des thèmes anti-immigrés conduisent à la banalisation des propos « racistes » puis des actes « racistes » et enfin des crimes « racistes ».

> « (...) Au Havre, (...) quatre lycéens de seize, dix-sept ans ont décidé un beau jour de « se payer un arabe ». Quatre jeunes qui ne sont pas organisés dans un parti fasciste ou d'extrême-droite, et qui, simplement, parce que c'est dans l'air du temps, parce qu'ils ont entendu un certain nombre de bêtises dans leur entourage, se sont permis un tel geste. (...) tout cela est très grave, car ça montre que ce n'est pas uniquement l'affaire d'un parti politique, qu'il suffirait d'isoler pour battre en brèche le racisme. Il y a une banalisation qui fait qu'aucune famille idéologique n'a été épargnée par ce climat »[167].

Selon SOS, il apparaît que n'importe qui, de n'importe quelle « famille idéologique », et plus particulièrement un jeune, est exposé à une sorte de tentation du racisme. Il semble que certains, en entendant suffisamment de « bêtises » autour d'eux, risquent de « passer à l'acte » et *a fortiori* d'être entraînés à des paroles ou à des actes racistes. Il n'est donc pas nécessaire d'être embrigadé dans un mouvement extrémiste ou raciste, d'être entraîné par une structure politique formelle. SOS semble considérer qu'il suffirait de se laisser entraîner par la pente ordinaire de l'époque, par la rumeur générale, par un air du temps qui pousserait au racisme :

> « Malheureusement, il y a quelque chose dans l'air du temps qui fait qu'un certain nombre de gens se croient autorisés à passer à l'acte. Parce qu'il y a un terreau qui banalise le racisme. On peut s'attendre de plus en plus, s'il n'y a pas de réaction, à ce type de comportement et d'agression. (...) Je crois qu'il y a un réveil de gens qui se sont aperçus qu'ils n'avaient pas été assez fermes, qu'ils avaient laissé des verrous sauter, à droite comme à gauche. (...) S'il y a réveil, c'est qu'il y a état d'alerte, parce que c'est la première

---

165. Qui semble ici défini comme l'attribution à chaque membre d'un « groupe ethnique » de caractéristiques négatives communes.
166. Contrairement au discours de 1987, (voir note 39) dans lequel l'électeur du Front national est décrit comme directement confronté à des attitudes hostiles.
167. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « Le racisme est injustifiable », *Révolution*, 29 mars 1985.

fois depuis la Libération que l'on peut s'afficher raciste »[168].

Il semble aux responsables de SOS-Racisme qu'il n'est plus honteux d'être « raciste » et que certains peuvent l'avouer et même le revendiquer. Cette « relégitimisation » du « racisme » rend possible l'apparition d'attitudes « racistes » chez beaucoup plus d'individus qu'auparavant et un approfondissement de ce « racisme » chez ceux qui étaient déjà touchés. Cette banalisation est présentée comme un effet purement mécanique de la diffusion d'une idéologie ouvertement raciste par des groupes et des partis politiques (le Front National, mais aussi certaines fractions de la « droite classique »). Il semble donc suffire que le discours « raciste » soit diffusé pour qu'une partie de ceux qui l'entendent adopte des positions « racistes ».

> « Le discours anti-immigrés est venu de l'extérieur et a contaminé les cités. On part du présupposé idiot que les immigrés ont nécessairement des problèmes et qu'ils les font payer aux autochtones. En fait le problème, le vrai, est le chômage qui frappe les jeunes, Français comme immigrés, qui tournent en rond et finissent par sombrer dans la délinquance. Je ne crois pas qu'il soit fatal que le racisme se développe en temps de crise. Nous faisons à « S.O.S. Racisme » le pari inverse »[169].

L'association désignera en 1987 le « chômage » comme la source des tensions « xénophobes » ; toutefois, en 1985, SOS n'en fait pas la cause principale de la montée du « racisme » puisqu'elle « ne croit pas qu'il soit fatal que le racisme se développe en temps de crise ». Les réactions « racistes » et « anti-immigrés » ne sont pas issues des relations sociales ordinaires dans les « quartiers difficiles » mais proviennent de l'extérieur. Il a fallu que les cités soient « contaminées » pour qu'elles deviennent « racistes ». La cause principale de la propagation des crimes et des actes « racistes » est donc bien le discours tenu par les partis « d'extrême droite » qui présente les immigrés comme des boucs-émissaires. Mais, outre la diffusion de ces idées, c'est l'absence de réaction, de sursaut moral de la part de ceux qui étaient sensés lutter contre le racisme (associations ou partis politiques) qui est à l'origine de la diffusion du « racisme ». L'association semble considérer que s'ils avaient réagi, s'ils avaient maintenu les « verrous » fermés, les idées « racistes » n'auraient pu s'implanter.

> « Pour une partie de l'opinion publique le racisme est malheureusement devenu une opinion comme une autre, équivalente à son contraire et qu'on pourrait choisir comme on choisit d'être de droite ou de gauche. On a perdu de vue qu'il s'agit d'une idéologie honteuse, de

168. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Michel Chemin, Harlem Désir : cause à tes potes, leur tête est malade, *Libération*, 25 mars 1985. Voir aussi les propos de Harlem Désir rapporté par Frédérique Lantiéri : « Accuellement le racisme devient presque une opinion comme les autres, qu'on affiche comme d'autres points de vue. Il y a des gens qui propagent l'idéologie racistes comme s'ils propageaient des idées. Il est grand temps de mettre un terme à cette infection généralisée, à la banalisation des thèmes racistes qui a engendré une progression de la bêtise, de la haine puis du passage à l'acte comme cela vient de se produire à Menton », in SOS-Racisme : « appel au conscience » aujourd'hui, *Le Quotidien de Paris*, 26 mars 1985.

169. Interview de Harlem Désir par Joshka Schidlow, Harlem Désir « le discours anti-immigré a contaminé les cités », *Télérama*, 1er mai 1985.

> haine débouchant sur l'abomination. Il y a eu quelque part démission des autorités morales, chargées de préserver certaines valeurs ; (...). Tout cela, directement ou indirectement, a accrédité l'idée selon laquelle les immigrés seraient responsables des difficultés vécues. Il faut donc rappeler avec force qu'en aucune circonstance le racisme ne peut être excusable »[170].

Cette conception du « racisme » comme une « montée des eaux » qu'il faudrait endiguer, comme une poussée contre une porte qu'il conviendrait de maintenir fermée et bien verrouillée, ou comme une épidémie contre laquelle il serait nécessaire de faire des « piqûres de rappel » de raison et d'antiracisme, justifie l'action de SOS-Racisme durant l'année 1985. Le « racisme » y est considéré comme un système idéologique susceptible de s'implanter chez certains et d'y déclencher des attitudes « racistes ». Il est donc nécessaire pour le combattre de se situer sur le terrain de la parole, des idées, de la morale, et donc en particulier sur le terrain médiatique[171]. Alors que certaines associations « beurs » font grief à SOS de ne pas être « sur le terrain », c'est-à-dire de ne pas situer son action au niveau où l'on observe les manifestations de « racisme », les fondateurs de SOS agissent au contraire là où, selon leur conception du « racisme », une action peut être efficace. La campagne d'opinion, l'appel à des artistes, à des parrains, à des personnalités morales, à des hommes politiques de tous les partis sont sensés permettre la reconstitution du barrage moral contre le « racisme ». L'association entend culpabiliser les « racistes » et rétablir le caractère honteux et inavouable du « racisme », en rendant l'antiracisme « à la mode », c'est-à-dire valorisant pour ceux qui l'affichent. Le badge, en permettant ainsi à chacun de s'afficher antiraciste, vise à replacer l'antiracisme dans la position de l'idéologie « normale » et dominante et le « racisme » dans celle de la pensée refoulée. La lutte antiraciste peut parfaitement être menée par une association pour peu qu'elle soit relayée par les médias.

> « Nous sommes surtout un groupe d'interpellation, à gauche comme à droite, un mouvement d'opinion. (...) La réussite nécessite de s'appuyer sur le mouvement d'opinion le plus large possible. On nous a reproché de trop jouer la carte des médias, mais notre action n'a de sens que si ce mouvement passe aussi par la puissance médiatique »[172].

Si politiquement l'ensemble des partis « non-racistes » doivent maintenir en quarantaine « Le Front national [qui] est un parti qui transporte des idées racistes »[173], l'antiracisme tel qu'il est conçu par le premier discours de l'association n'appelle pas d'action particulière des

---

170. Interview de Harlem Désir, avec Jean Bellanger (responsable du secteur immigration à la CGT) par Pierre Tartakowsky, *La vie ouvrière*, 22-28 août 1985.
171. Faisant le récit du meeting antiraciste tenu à Assas le 28 mars 1985, Harlem Désir insiste sur le rôle de la parole et du débat dans la lutte antiraciste : « La plupart des interventions, certaines de très haute volée, portaient sur le phénomène raciste et ses manifestations dans l'histoire, la culture, la philosophie ou même la psychanalyse. Chacun souligna l'importance du verbe, « arme suprême qui permettra à la logique de la vie de l'emporter sur la logique de la guerre », Harlem Désir, *Touche pas...*, op. cit., p. 82.
172. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Michel Chemin, Harlem Désir : cause à tes potes, leur tête est malade, *Libération*, 25 mars 1985.
173. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « Le racisme est injustifiable », Révolution, 29 mars 1985.

pouvoirs publics puisqu'ils ne sont sans doute pas les mieux placés pour mener une campagne d'opinion.

> « Cette semaine sanglante[174] a remis les pendules à l'heure. Oui, SOS existait sur le terrain. Oui, SOS avait raison de se frayer un chemin jusqu'aux médias nationaux. D'abord pour donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais, afin que l'écho de leurs cris vienne enfin troubler la paisible bonne conscience de ces « français innocents » chers à M. Barre. Mais aussi parce que *le discours, les thèmes, les accusations racistes, avaient eux, depuis longtemps, accès à la presse, à la télé, à la radio.* « Dehors les immigrés », nous avions déjà entendu ça durant les années soixante-dix. Mais ces vociférations ne sortaient guère alors du huis clos de la faculté d'Assas et des meetings néo-nazis à la Mutualité. En dix ans, ce discours s'était tellement banalisé qu'aux municipales de 83 on vit ainsi se développer un étrange thème de campagne sur les « quotas d'immigrés » que les élus s'engageaient à respecter dans leur ville pour ne pas en troubler l'harmonie. 10 pour cent disait l'un, 12 pour 100 disait l'autre .
> (...) Entassez trois mille familles dans des cités-dortoirs aux murs de papier mâché, sans espaces verts ni distractions à proximité, laissez l'environnement se dégrader, les tenants de l'extrême droite parler à la télévision, et vous êtes sûrs d'obtenir un bon crime raciste, que les immigrés soient 5 pour 100, 10 pour 100 ou 20 pour 100. Voilà pourquoi il est si important pour nous de *combattre par les mêmes armes ce discours* discriminateur qui avait envahi insensiblement les canaux d'information »[175].

Dans cette perspective, il semble logique que les actions menées par les responsables de l'association soient principalement « symboliques » et « médiatiques ». La campagne du badge doit mettre en position d'accusés le Front National et ceux qui font alliance avec lui ; les mobilisations consécutives aux « crimes racistes » doivent manifester l'indignation et le scandale, et les concerts montrer qu'il est possible de rassembler les jeunes de toutes origines. Les premières actions des fondateurs de l'association sont donc en adéquation avec la théorie du racisme qu'ils affichent alors. Il n'est cependant pas étonnant qu'ils entrent rapidement en conflit avec certaines associations « beurs » dont la lutte contre le « racisme » n'est pas le principal objectif et qui demandent au contraire la satisfaction d'un ensemble de revendications.

L'insistance de SOS sur la lutte idéologique contre le racisme et le Front national s'explique à notre avis par plusieurs facteurs. D'une part, l'action militante, qui tend à diviser les gens en militants convaincus, adversaires politiques et masse de manœuvre susceptible d'être enrôlée, conduit naturellement à insister sur la dimension discursive de l'action politique et à prendre au sérieux les échanges idéologiques des organisations. D'autre part, les responsables de SOS ne veulent pas que l'analyse des causes sociales des tensions dans les quartiers atténue l'indignation et la condamnation morale des « crimes racistes » qu'ils cherchent à exploiter ; en outre, ils ne souhaitent pas que l'étiologie du racisme débouche sur une condamnation de la politique des gouvernements de gauche depuis 1981

174. Il s'agit de la semaine du 21 au 31 mars 1985 qui a vu la mort d'Aziz Madak à Menton, celle de Nouredine Hassan Daouadj à Miramas et l'explosion d'une bombe dans un cinéma parisien qui organisait un festival du film juif.
175. Harlem Désir, *Touche pas...*, op. cit., p. 95, c'est moi qui souligne.

en matière de logement social, d'accession à la propriété et de désenclavement des banlieues, mise en cause qui indisposerait leurs soutiens politiques ; enfin ils craignent qu'une image « revendicative » ne rende l'association moins attractive pour les médias, en la faisant apparaître comme plus identifiable politiquement, plus traditionnelle et plus « ennuyeuse ». Notre hypothèse est donc que les porte-parole de l'association ont, entre 1985 et août 1987, délibérément écarté toute allusion trop marquée aux processus d'engendrement du racisme pour ne pas donner un aspect revendicatif à leur démarche.

c) Le « différencialisme » de SOS-Racisme

En 1985, Harlem Désir déclare se réjouir de l'avènement d'une société « multiraciale », « multiculturelle », « multiconfessionnelle » et « multicolore ». Cette thématique n'avait pas alors suscité d'opposition marquée sauf chez les associations « beurs »[176], mais à partir de 1989, certains adversaires de l'association lui reprocherons d'avoir adopté des positions « différencialistes » c'est à dire d'avoir prôné la coexistence, au sein de la société française, de « communautés » constituées, conservant leurs traditions et leurs coutumes propres, ce dont Harlem Désir s'est toujours défendu. Le procès qui sera fait à l'association à partir de 1989, en particulier après « l'affaire des foulards », sera l'occasion d'une relecture critique de ses prises de positions antérieures. Il s'agira pour les adversaires de SOS de montrer que l'association se situe en dehors de la « tradition républicaine » de l'intégration et défend avec le « droit à la différence » une conception anglo-saxonne de la citoyenneté passant par le maintien des communautés d'origine[177].

Si SOS préconise clairement à partir de 1987 l'assimilation progressive des populations immigrées, il paraît beaucoup plus ambigu en 1985, en partie parce que, ce thème ne faisant pas l'objet d'une polémique publique, l'association n'a pas eu à préciser sa position. À partir de 1989 les critiques sur le « différencialisme » de SOS obligeront les responsables de l'association à réinterpréter leurs déclarations passées et à préciser ce que signifiaient les termes de « multiracial » et de « multiculturel ». Il ne s'agit pas ici de trancher une polémique entre les acteurs pour définir ce qu'était le véritable discours de SOS, mais de montrer que si l'association a profondément modifié son diagnostique public sur les causes du « racisme »

176. Voir Farida Belghoul, BHL, Barre, Gros Minet et les autres..., in La « beur » génération, *Sans Frontière*, n° 92-93, mai 1985.
177. Voir en particulier l'article d'Eric Conan qui attaque le « différencialisme » de SOS : Eric Conan, Vous avez dit école laïque, *L'Express*, 27 octobre 1989. Voir aussi Yvette Roudy (interview par Judith Waintraub), « Pourquoi ne pas revenir au port de la blouse ? », *Le Quotidien de Paris*, 24 octobre 1989, Alain Finkielkraut, La sainte alliance des clergés, *Le Monde*, 25 octobre 1989, M. J., Préjugé contre savoir, *Le Nouvel Observateur*, 23 janvier 1992, Paul Yonnet, *Voyage ..., op. cit.*

et donc sur les moyens de le combattre, ses prises de position pour l'intégration progressive des populations immigrées n'ont pas varié, à quelques inflexions tactiques près.

> « La France multiculturelle, multiconfessionnelle, multicolore, n'est pas un but pour lequel nous militons, c'est une réalité que rien ne sert de nier. Si l'association et le badge ont provoqué tant de réactions virulentes, c'est qu'ils contraignaient une partie de la société française à se voir telle qu'elle est. Malade. Malade de vieillesse et de peur. Une société qui se ferme aux autres, aux apports extérieurs qui, à travers les siècles, l'ont toujours enrichie, contrainte à évoluer, est une société moribonde »[178].

La « France multiculturelle » est-elle une société dans laquelle cohabitent durablement plusieurs cultures d'origines différentes ? La « France multicolore » est-elle la juxtaposition de communautés ethniques qui ne se mélangent pas ? La « France multiconfessionnelle » est-elle compatible avec les « valeurs républicaines de laïcité » ? Les porte-parole de SOS ne définissent jamais précisément le contenu des termes de « multiculturalité », « multiracialité », « multiconfessionnalité », pas plus que la durée des phénomènes qu'ils désignent. Ils ont été interprétés par SOS selon un modèle « intégrationiste » et par ses adversaires selon un modèle « communautaire ». Dans le second cas, la France deviendrait une juxtaposition de « communautés » qui chacune garderait en partie sa langue, sa culture, sa religion et sa « couleur » ; dans le premier, les individus issus de peuples différents se fondraient dans la nation française, soit en s'y intégrant totalement, soit en conservant quelques éléments de culture originelle « francisés » et, éventuellement, leur religion. Notre propos n'est pas pour l'instant de déterminer quelle est la pertinence de ces « modèles » ni quels sont leurs usages sociaux. Nous allons avant tout essayer de définir la position de l'association en 1985 par rapport à cette opposition qui à l'époque ne structurait encore que partiellement le débat public et journalistique sur l'immigration.

En ce qui concerne la réalité de la France multiconfessionnelle et multicolore le propos d'Harlem Désir paraît descriptif : il y a en France de nombreux immigrés d'origine africaine et de religion islamique, et leurs enfants ont pour la plupart la nationalité française. Si la « multiculturalité » désigne la présence en France d'habitants pour qui la « culture française » n'est pas la culture maternelle, alors ce terme exprime également un état de fait. Si au contraire le mot « multiculturel » signifie que les membres de chaque « groupe national » peuvent vivre selon leurs coutumes nationales et dans leur propre langue, selon un « modèle » qui est, dans la presse, couramment appelé « anglo-saxon » ou « américain », on peut difficilement considérer que la France connaît une situation de « multiculturalité ». La difficulté est donc de déterminer ce que les responsables de SOS entendaient alors par le terme de « multiculturel », même si le caractère flou des discours de mobilisation est justement l'une de leurs caractéristiques efficaces.

Dans le texte cité plus haut, l'immigration africaine est présentée comme semblable à tous les autres « apports extérieurs, qui à travers les siècles (...) ont toujours enrichi » la France. Elle n'est pas conçue différemment des immigrations italiennes ou polonaises de la première moitié du siècle qui sont souvent citées comme des exemples d'assimilations réussies. SOS semble donc considérer que l'immigration contemporaine deviendra, à plus ou moins long terme, indiscernable du reste de la population, comme les immigrations qui « à travers les siècles » ont « enrichi » la France. Le terme « d'assimilation » lui-même n'est assumé par Harlem Désir qu'une seule fois en 1985 : « Notre démarche première a été une envie de partir de ce que chacun de nous vivait autour de lui pour démontrer que l'assimilation est possible, que la multiracialité est vécue parfois positivement »[179]. Il est ensuite abandonné parce que les fondateurs de SOS-Racisme cherchent à se concilier les associations « beurs » qui ne sont pas favorables à la perspective d'une pure et simple « assimilation » de l'immigration maghrébine[180]. Mais en 1985, la « multiracialité » et la « multiculturalité » ne sont pas, selon SOS, contradictoires avec « l'intégration ».

> « Il faut inciter les gens à accepter des réalités sur lesquelles on ne pourra plus revenir. Pour notre génération par exemple, il est de notre responsabilité de montrer la richesse des rapports que nous entretenons avec des jeunes qui viennent d'ailleurs »[181]
> « Plutôt que de mener des combats d'arrière-garde à propos de leur hypothétique départ, ceux qui leur contestent encore ce droit à la parole dans leurs terres d'adoption, feraient mieux d'admettre l'évidence : la majorité resteront là où ils ont trouvé du travail. Et c'est d'ailleurs ainsi que s'est, au fil des siècles, constituée l'Europe d'aujourd'hui. La société multiculturelle est une force et une richesse pour ceux qui savent, non seulement l'accepter, mais en tirer la substantifique moelle »[182].

L'immigration est destinée à rester en France et à s'insérer dans une « société multiculturelle ». Mais cette « société multiculturelle » n'apparaît en rien différente de celle qui s'est constituée en Europe depuis « des siècles ». Les populations immigrées semblent donc avoir pour perspective leur « intégration » à la culture des Etats-nations européens. On pourrait certes penser que la « multiculture » pourrait être conçue plus comme l'addition de pratiques particulières que comme la conversion des derniers arrivants à la culture locale. Mais ce n'est pas cette variante forte de la « multiculturalité » qu'évoquent les discours des porte-parole de l'association ; il ne s'agit pas de maintenir sur une longue durée la culture des immigrés et en particulier leur langue, mais de faire coexister plus ou moins temporairement des éléments « folklorisés » des traditions culturelles des pays d'émigration :

---

178. Harlem Désir, *Touche pas...*, *op. cit.*, p. 144-145.
179. Interview de Harlem Désir par Chemin (Michel), Lifting pour l'anti-racisme, *Libération*, 20 février 1985.
180. Voir en particulier Bouamama (Saïd), *Dix ans..., op. cit.*, notamment p. 122 et 123 et Jazouli, *L'action collective..., op. cit.* et Boubeker (Ahmed) et Abdallah (Mogniss H.), Douce France..., *Quo Vadis, op. cit.*, p. 84-106, notamment p. 84, « au crépuscule du modèle jacobin ».
181. Harlem Désir interviewé par Richard Michel, « Le racisme est injustifiable », *Révolution*, 29 mars 1985.

> « Il y a certes des réalités communautaires et la nécessité pour chaque communauté issue de l'immigration d'avoir ses propres structures et de développer ses aspirations mais il existe aussi une autre réalité. À savoir que les contours sont devenus plus flous pour des générations qui ont grandi dans les mêmes cités, les mêmes écoles et écoutent les mêmes musiques, souvent elles-mêmes expression de métissage »[183].

Les jeunes de « communautés » différentes scolarisés dans les mêmes établissements tendent à se rapprocher dans une culture commune, où l'influence de la musique noire américaine ou africaine, représente l'élément le plus métissé et le seul qui contrebalance une forte francisation.

> « C'est bien de vivre avec des étrangers, ça fait voyager sur place et c'est une richesse sociale. Il ne faut pas seulement se lamenter. C'est, je crois, à cette démarche qu'ont été sensibles les lycéens par exemple. La société multicolore ils la vivent ici et maintenant »[184].

La « France multiculturelle » présentée par Harlem Désir n'est donc nullement une France des communautés séparées ou une France « multilinguistique ». Elle se résume ici à la possibilité pour la jeunesse de pouvoir apprécier des produits culturels du monde entier. Le caractère « multiculturel » de la société proposée par SOS ressemble fort à l'assimilation plus le « couscous et le Raï »[185]. Harlem Désir souligne plusieurs fois que les jeunes vivent déjà dans la « société panraciale », « multicolore » ou « multiculturelle », qu'il s'agit d'une « réalité que rien ne sert de nier », que le « métissage » s'est déjà opéré. Cela signifie que la perspective proposée par les fondateurs de SOS pour l'immigration et la société française n'est finalement pas très éloignée de la société de 1985 ou des années quatre-vingt-dix, les « problèmes de racisme » en moins. En utilisant le terme « multiculturel » Harlem Désir ne demande pas une politique d'aide au maintien des cultures et des langues des pays d'origine des immigrés, mais seulement une plus grande tolérance envers les particularités, conçues comme provisoires, des jeunes « issus de l'immigration ».

> « Parce que ce racisme-là est l'expression d'un repli, d'un réflexe de peur face à l'autre, à une manière de vivre, de s'exprimer, d'appréhender la réalité, différente de celle admise par les faiseurs de normes. Or ces jeunes rejettent ces normes. La différence est leur univers. Ils n'ont pas peur de cette « société panraciale » dénoncée par *le Figaro*, parce qu'ils y

---

182. Harlem Désir, *Touche pas...*, *op. cit.*, p. 132.
183. Harlem Désir interviewé par Jean Liberman, Harlem Désir : « Non, la France n'est pas raciste », *L'Unité*, 3 janvier 1986.
184. Propos de Harlem Désir rapportés dans Chemin (Michel), Lifting pour l'antiracisme, *Libération*, 20 février 1985.
185. Voir Bouamama (S.), Le Nord contre les fayots de la République, In Abdallah (M. H.) et Boubeker (A.), Douce France la saga du mouvement beur, *Quo Vadis*, automne-hiver 1993, p. 62-63 pour une justification du rejet de ce mode « d'intégration » : « Je crois que ce multiculturalisme des années beur n'était qu'une apparence. Quand le rapport de force a changé, les socialistes ne se sont plus embarrassés de discours de façade. Dès 1985 le fond de leur pensée est claire : « assimilez-vous ! » »

vivent déjà »[186].

> « La fête fera la démonstration grandeur nature que la France multiculturelle n'est pas une utopie. D'abord sur le plateau il y aura des artistes représentatifs de toutes les cultures auxquelles s'identifie la jeunesse française. La musique africaine, maghrébine, américaine, anglaise, française, de variétés, de jazz, etc. Ce sera une démonstration du grand métissage qui s'est opéré. »[187]

Si le « métissage s'est déjà opéré », il s'est produit essentiellement au bénéfice de la culture du pays d'accueil. L'association ne prône donc nullement le maintien de communautés nettement identifiables, ne fusse que pour que le mélange puisse durer. Elle ne propose pas de défendre les particularités culturelles des immigrés ; le « mélange » ou le « métissage » des cultures apparaissent comme définitivement réalisés au sein d'une jeunesse « immigrée de la deuxième génération » qui souvent ne parle pas la langue des parents. Ce serait donc une erreur de faire de SOS à ses débuts un défenseur du « droit à la différence » car si « la différence » est décrite comme faisant partie de l'univers des jeunes, il s'agit de différences mineures qui ne remettent pas en cause l'assimilation rapide des enfants des immigrés à la langue et à la « culture française ». L'utilisation par l'association du thème du métissage, du mélange des cultures et des races est donc, dès 1985, plutôt assimilationniste. Harlem Désir marque clairement le souci de l'association de prôner l'éloignement des « communautés d'origine » :

> « C'est évident que dans une phase de montée du racisme et de rejet par une partie de la population française, il y a un repli réactif des immigrés. Ce n'est pas notre logique à nous, qui nous sommes appuyés, pour fonder l'association, sur ce que nous avions vécu en région parisienne plutôt que sur nos communautés d'origine, mais je pense qu'il n'y a pas de contradiction entre les gens de la Marche des « beurs » 1983 et nous »[188].

Quelques années plus tard, certains critiqueront les dirigeants de SOS pour avoir défendu durant leurs premières années d'existence le « droit à la différence ». Il semble au contraire que le premier discours que tient l'association est celui du « mélange » selon une logique clairement « assimilationiste ».

On trouve cependant quelques rares propos équivoques qu'il serait possible d'interpréter comme « communautaristes » :

> « Le propre d'une société laïque ce n'est pas d'être assimilationniste, c'est de préserver la liberté de conscience, de religion et de culture, pour en revenir aux définitions de base »[189].

---

186. Harlem Désir, *Touche pas...*, op. cit., p. 145.
187. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Véronique Brocard, Harlem Désir : les dessous de l'après fête, *Libération*, 13 juin 1985.
188. Harlem Désir interviewé par Eric Favereau et Michel Chemin, Harlem Désir : cause à tes potes, leur tête est malade, *Libération*, 25 mars 1985.
189. Harlem Désir interviewé par Judith Waintraub, Harlem Désir au *Quotidien de Paris* : « les immigrés sont les otages des élections », *Le Quotidien de Paris*, 2 janvier 1986 ; voir dans la même interview la

S'agit-il d'une défense des « cultures communautaires » face à « l'assimilation » à la société française ? Sous couvert de reprendre la lettre du « principe de laïcité », règle de conduite officielle des gouvernements vis-à-vis des majorités ou des minorités religieuses, il s'agit là surtout d'une concession terminologique au « mouvement beur » qui refuse le terme « d'assimilation ». Sur le fond, si les responsables de SOS défendent la « liberté [...] de religion et de culture » c'est parce qu'ils constatent déjà une forte convergence entre les jeunes « issus de l'immigration » et les jeunes « français de souche » qu'il serait maladroit de redoubler par une injonction officielle à l'assimilation qui ne pourrait qu'induire un replis identitaire[190]. Plus ambigus sont les commentaires fait par Harlem Désir à la suite du voyage de militants de SOS dans des pays d'Europe du Nord pour souligner les différences d'attitude vis-à-vis des immigrés entre les Pays-Bas et l'Allemagne :

> « Priorité à la lutte contre le racisme à Amsterdam, et ce n'était pas une vaine promesse : fermeture des établissements pratiquant une ségrégation raciale, annulation des contrats municipaux passés avec des entreprises dont les pratiques sont notoirement discriminatoires, embauche d'immigrés dans l'administration et même dans la police »[191]
> « L'Allemagne fut moins accueillante, du moins sur le plan officiel. Des camarades turcs décrivirent les expulsions brutales qui avaient touché, ces dernières années, des dizaines de milliers d'entre eux, y compris des familles installées depuis des années. « Soyez allemands ou rentrez chez vous », rengaine connue, des deux côtés du Rhin »[192].

SOS défend-t-il ici le droit des immigrés de rester indéfiniment turcs ou arabes en Europe, c'est-à-dire le « droit à la différence », le droit pour chaque « communauté » immigrée de perdurer dans son identité et sa culture sur le sol français ? Entre février 1985 et mars 1986 et *a fortiori* au-delà, on ne peut trouver aucun texte dans lequel SOS citerait le « droit à la différence » ou s'en réclamerait. Ce n'est pas seulement parce que le terme n'était pas encore au centre des polémiques sur l'immigration. La notion de « droit à la différence » était critiquée au sein même de la mouvance « beur »[193]. Les fondateurs de SOS ne tenaient nullement à se prononcer publiquement sur une question sur laquelle ils ne pouvaient qu'être critiqués par les associations « beurs » ou par certains partis politiques. Les propos ambigus

---

condamnation des propos de Jean Poperen qui affirmait qu'il était nécessaire que les immigrés s'assimilent à la société française : « - (Judith Waintraub) Et les déclarations de Jean Poperen, n° 2 du PS, sur la nécessaire « assimilation » ? - (Harlem Désir) Evidemment, on a très mal ressenti cette prise de position ».

190. Voir aussi l'interview de Harlem Désir par Laurent Joffrin et Robert Schneider, *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 1989 : « Nous respectons les différences, bien sûr, nous ne sommes pas des tenants de l'assimilation, nous ne demandons pas aux étrangers et à leurs enfants de se renier. Notre philosophie est républicaine, au sens strict. Accuser SOS de « différencialisme », c'est un contresens ».

191. Harlem Désir, *Touche pas...*, *op. cit.*, p. 129.

192. Harlem Désir, *Touche pas...*, *op. cit.*, p. 130.

193. Voir Belghoul (Farida), Le droit à la différence : une forme voilée de l'exclusion », *Vivre ensemble avec nos différences*, Paris, Ed. Différences, 1984, notamment : « Le droit à la différence n'aboutit jamais à l'égalité. J'ai conscience d'aborder ici un raisonnement qui risque de surprendre, mais je maintiens que le droit à la différence est peut-être une forme voilée de l'exclusion car finalement, octroyer aux étrangers le droit de n'être pas comme les autres revient, qu'on le veuille ou non, à les empêcher de prendre part à une égalité avec les français, à une vie sociale et politique démocratique ».

cités ci-dessus ne doivent pas être interprétés comme une prise de position en faveur du « droit à la différence » ou du « communautarisme », mais plutôt comme un effort pour ne pas se prononcer trop clairement sur la question du « droit à la différence », tout en refusant absolument d'employer le terme « d'assimilation » et toute forme de discours contenant des injonctions à la conformité. Si on relève une certaine discontinuité entre le discours tenu entre février et juin 1985 et celui utilisé à l'automne 1985, c'est pour permettre l'entrée à SOS de Kaïssa Titous et de personnalités issues du « mouvement beur » et pour favoriser, lors de la « troisième marche » de novembre 1985, un rapprochement avec les associations « beurs » qui remettaient en cause la légitimité[194] de l'association. Le terme de « communauté » entre ainsi dans le lexique reconnu par SOS. Si l'association se revendique toujours comme un « mouvement intercommunautaire », elle admet que les immigrés puissent exprimer des revendications en tant que « communauté ».

> « SOS-Racisme ne s'appelle pas SOS-immigration et nous n'avons pas la prétention de nous exprimer à la place des communautés immigrées. Nous voulons traduire la volonté, pour les nouvelles générations immigrées ou françaises, de toutes origines, de prendre la parole et d'intervenir collectivement dans le débat public sur la place des immigrés, les différences, la multiculturalité dans la société française d'aujourd'hui et de demain. D'où notre spécificité par rapport aux autres associations. (...) Nous sommes, en outre, un mouvement intercommunautaire, ce qui correspond à la façon dont les jeunes vivent aujourd'hui la solidarité. C'est-à-dire, non pas d'un côté des Français bien-pensants humanistes, devant aider des immigrés qui, de leur côté, s'organisent tout seuls dans leur ghetto culturel en subissant toutes les agressions »[195].

Les responsables de SOS ne critiquent pas le processus d'intégration des populations immigrées mais les pressions les plus brutales à « l'assimilation »[196]. Si l'utilisation des thèmes de la « société multiculturelle », du « mélange » et du « métissage » est bien conçue dans un sens « assimilationniste » pour décrire la ressemblance de plus en plus forte entre les enfants des immigrés et le reste de la jeunesse française, les dirigeants de SOS s'opposent toutefois à ceux qui prononcent des injonctions à « l'assimilation »[197].

---

194. Voir en particulier les articles écrits à la suite de la publication par le journal *Le Monde* des extraits de la lettre du père Christian Delorme critiquant SOS (article non signé, Le père Christian Delorme reproche à SOS une tendance à l'Hégémonie, *Le Monde*, 8 mai 1985) ; voir Favereau (Eric), SOS-Racisme au tournant : des potes s'en mêlent, *Libération*, 10 mais 1985, Solé (Robert), Les militants antiracistes découvrent la difficulté de la cohabitation, *Le Monde*, 10 mai 1985 et Joannès (Frank), SOS Racisme : Les « potes » lavent leur linge sale en famille, *Le Matin de Paris*, 11 mai 1985.

195. Harlem Désir interviewé par Jean Liberman, Harlem Désir : « Non, la France n'est pas raciste », *L'Unité*, 3 janvier 1986. Un an plus tard, lors de l'Heure de vérité, Harlem Désir déclarera qu'il « faut qu'ils [les immigrés et les Français] fassent l'effort pour se rapprocher des gens et se rencontrer au-delà de leurs différences dans une communauté de destin », cité in Harlem Désir : avocat de l'intégration, *Le Figaro*, 20 août 1987.

196. Ainsi Harlem Désir déclare-t-il en juin 1987 qu'il faut « organiser aujourd'hui la vie ensemble, tout en refusant la voix de l'assimilation uniformisatrice, du style « lave plus blanc », ou celle de l'enfermement dans la différence, du genre ghettos anglais ou américains », cité in Dominique Le Guilledoux, *Libération*, 20 juin 1987.

197. Harlem Désir critique ainsi ceux qui, au sein du Parti socialiste, ont été en pointe dans la polémique sur le foulard islamique (Régis Debray, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen) : « Nous assistons au retour d'un nationalisme de gauche qui rappelle les mauvaises heures du mollétisme colonial. Aujourd'hui, ce courant est

L'association estime que l'insertion des immigrés dans la société française est un processus lent qu'il n'est pas réaliste de vouloir hâter en plaçant les « beurs » dans l'obligation de devoir faire un choix entre la fidélité à leurs parents et « l'intégration » à la société française[198]. SOS juge ainsi illusoire d'exiger « l'assimilation » des immigrés de la première génération qui n'abandonneront jamais toutes leurs particularités culturelles. Puisqu'il est impossible de les renvoyer « chez eux », SOS considère qu'il est donc nécessaire de vivre avec eux en bonne intelligence, c'est-à-dire en respectant leur religion et leurs particularités culturelles.

> « Evidemment, du fait que les communautés immigrées sont les principales victimes du racisme, nous sommes amenés dans notre action à relayer et à amplifier leurs revendications sans nous substituer à elles. Et quand, par exemple, nous insistons sur l'importance du droit de vote aux élections locales, nous prenons surtout en compte les revendications des immigrés de la première génération, puisque les enfants de la seconde génération possèdent déjà ce droit de vote... C'est d'autant plus important pour les jeunes issus de l'immigration qu'ils ne veulent pas avoir à faire un choix déchirant, ou de reniement, entre leur propre statut – de ceux qui ont accédé à la nationalité française – et celui de leurs parents qui reste ségrégatif puisque dépourvu de droits civils. Il est important que l'insertion des jeunes immigrés puisse se faire du même pas que celle de leurs parents »[199].

Les prises de position les plus « communautaristes » de SOS concernent donc les « immigrés de la première génération ». En revanche, pour les « jeunes issus de l'immigration », le discours « pluriculturel » de l'association a toujours été celui du « mélange » et du « métissage » entendu selon un sens « non communautaire » et « intégrationniste ». Cependant, les responsables de SOS, en partie pour ne pas se couper des associations immigrées et des autres organisations antiracistes, refusent de disjoindre la question de l'intégration des « beurs » de celle de leurs parents bien qu'ils aient des statuts juridiques différents. Le droit de vote des immigrés aux élections locales qui est une revendication de l'ensemble des associations « beurs » a été reprise et défendue par SOS-Racisme depuis sa création. L'association considère qu'il permettrait de les soustraire aux enjeux de l'élection en les faisant passer du statut de « problème immigré dans la commune » à celui d'électeurs à convaincre. En outre, SOS indique que si « l'insertion » des immigrés de la première génération ne peut pas être du même ordre que celle de leurs enfants, elles ne doivent pas être entreprises indépendamment l'une de l'autre : il n'est pas

---

plus assimilationniste que républicain », Harlem Désir interviewé par Laurent Joffrin et Robert Schneider, *Le Nouvel Observateur*, 14 décembre 1989.

198. « Obliger un jeune à s'exprimer en ces termes, c'est lui imposer de manifester une fracture avec ses origines, avec ses parents, de choisir entre son pays et ses parents en terme d'exclusive là où il s'agit de concilier. » Harlem Désir cité in Jean Quatremer, Enfants du sol, enfants du sang, égaux devant la nationalité, *Libération*, 14 octobre 1987. Un tel choix est d'ailleurs difficile à matérialiser. La possibilité pour les fils d'Algériens de faire leur service militaire soit en France soit en Algérie, objective cette alternative. De même, la réforme du Code de la nationalité oblige l'ensemble des « jeunes issus de l'immigration » à faire une demande de nationalité française.

199. Harlem Désir interviewé par Jean Liberman, Harlem Désir : « Non, la France n'est pas raciste », *L'Unité*, 3 janvier 1986.

concevable de vouloir « intégrer » les jeunes de « la seconde génération immigrée » en rejetant leurs parents.

Les déclarations de SOS qui seront ultérieurement considérées comme « communautaristes » représentent donc aussi une réponse aux critiques des associations « beurs » et une tentative pour concilier certaines de leurs revendications concernant la première génération immigrée avec les contraintes du « discours républicain » assimilationniste, dominant dans les principaux partis politiques et parmi les journalistes qui constituent les interlocuteurs de l'association. Lorsque SOS préconisera une « intégration » progressive qui n'induirait pas de déchirement et de rupture entre la culture et les pratiques des parents et celles de leurs enfants qui se rapprocheraient progressivement, par « mélange », « métissage » et « multiculture » de la « jeunesse française » elle-même en évolution[200], il se trouvera critiqué à la fois par les mouvements « beurs » qui lui reprocheront d'être trop assimilationniste et par des hommes politiques – souvent de gauche[201] – qui l'accuseront de défendre le maintien des caractéristiques culturelles des immigrés et de leurs enfants[202]. SOS-Racisme ne défend donc pas entre 1985 et 1987 le « droit à la différence » ou la faculté pour les « communautés » de conserver en France leurs pratiques culturelles, religieuses ou populaires. En fait, si sur les questions d'urbanisme, SOS préconise une politique de réduction des occasions de « tensions racistes », en matière d'intégration culturelle il propose plutôt de laisser faire le cours normal des choses pour aboutir, au terme d'une évolution naturelle qui se serait déjà produite pour les immigrations précédantes, à une « assimilation » à la population française. En ce sens, la position de SOS sur l'avenir des populations d'origine immigrée en France n'a pas réellement changé entre 1985 et 1992 même si les formulations ont évolué au gré des nécessités tactiques. Toutefois, il faut souligner que SOS ne sera pas mis en cause pour le « différencialisme » de ses thèmes en 1985 lorsqu'Harlem Désir tient le discours le plus proche de celui des associations « beurs », mais seulement après 1988, lorsque les soutiens politiques et médiatiques de l'association se seront érodés et que beaucoup d'acteurs auront intérêt à instruire son procès. Les termes de « multiculturel » ou « pluriculturel » qui seront ultérieurement retenus contre l'association

200. Comme par exemple durant l'affaire des foulards.

201. Voir par exemple les déclarations à *L'Express* de Jean Poperen sur « l'affaire du foulard islamique » : « Le port du voile ne peut manquer d'être ressenti par les autres comme une manifestation de prosélytisme religieux. Prenons garde : si nous ne retrouvons pas les chemins de tolérance de la laïcité, la France ira tout droit vers une forme de libanisation pacifique. [...] SOS et la section locale de la Ligue des droits de l'homme [...] se rendent-ils compte que l'affaire de Creil ne peut que nourrir l'intolérance ? », *L'Express*, 13 octobre 1989.

202. En 1987, après le passage de Harlem Désir à l'Heure de vérité, les journalistes qui commentent sa prestation semblent considérer comme solidement établi que SOS ne défend pas le « droit à la différence » et cela depuis déjà longtemps. Ainsi Laurent Joffrin écrit que pour SOS « les immigrés ne sont pas accueillis en raison du droit à la différence, ou bien en vertu de la grandeur d'âme du bon peuple, mais au non de l'intégration républicaine. Ils reçoivent égalité de droits et de devoirs, à la condition d'adhérer à leur tour au contrat, qui suppose non pas l'assimilation destructrice d'identité, mais le strict respect de la loi » ; Laurent Joffrin, Harlem a mis le droit dessus, *Libération*, 21 août 1987.

dans leur acception la plus « différencialiste » étaient d'ailleurs des notions courament utilisés dans la presse en 1985 sans qu'il leur soit attribuer le sens anti-assimilationiste que le débat sur « l'affaire du foulard » contribuera à leur donner[203].

III) Le discours de 1990

I) le diagnostique

Entre 1987 et 1990 les propositions et les thèmes publiquement défendus par SOS évoluent peu. Les plus graves émeutes urbaines n'ont pas encore eu lieu mais SOS-Racisme continue à organiser son discours à partir du thème de « l'intégration » des populations immigrées. SOS voit toujours deux causes principales au développement du « racisme » : des conditions de vie et d'habitat dégradées et un échec scolaire massif des enfants d'immigrés qui tendent à les condamner au chômage et à la marginalité sociale. L'association critique en particulier les « cités » construites durant les années soixante et soixante-dix, qui avaient alors représenté un progrès par rapport aux bidonvilles, mais qui, aujourd'hui, concentrent les problèmes.

> « Les deux facteurs principaux de l'enlisement des grands ensembles sont connus. D'une part, depuis 1974, les politiques publiques de logement ont favorisé l'habitat pavillonnaire périurbain. La composition sociologique du parc du logement social s'en est trouvée déséquilibrée. D'autre part la régulation actuelle par le marché du secteur du logement est dans une spirale spéculative telle qu'elle a pour conséquence les énormes disparités et ségrégations spatiales actuelles. »[204].

Les populations immigrées se trouvent concentrées dans ces grands ensembles peu confortables, isolés du reste de la ville et engendrant l'ennui, l'échec scolaire, le chômage, la délinquance et, par conséquent, les tensions « racistes ». Le catalogue de mesures et d'initiatives que propose SOS pour le congrès de Longjumeau comprend trois axes : une politique de la ville, une politique du logement et une politique scolaire.

---

203. Voir par exemple Dominique Jamet, Melting-potes, *Le Quotidien de Paris*, 17 juin 1985 : « La France au début du troisième millénaire sera [...] une authentique communauté, multiraciale, multinationale, pluriculrurelle. Est-ce à dire que notre identité doive en être menacée ou renouvelée et enrichie ? [...] L'exemple des Etats-Unis, mélange réussi de cultures et de nationalités, nous enseigne qu'une nation puissante, rayonnante, prospère, sûre d'elle-même, absorbe, digère, *assimile* les apports étrangers qui étouffent ou que rejette une nation débilitée, divisée, amoindrie », (c'est moi qui souligne).
204. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 28.

a) la politique de la ville

Le « tissu urbain » en banlieue est trop dispersé et segmenté en quartiers, cités et grands ensembles qui tendent à se transformer en ghettos par le regroupement en leur sein des populations les plus défavorisées et en particulier des immigrés. Les offices de HLM et les autorités municipales sont d'ailleurs en partie responsables du regroupement des immigrés dans les cités les plus dégradées. Les transports en commun n'arrivent plus, les services publics sont absents et la concentration de ceux qui sont culturellement les plus défavorisés conduit à l'échec scolaire et à la délinquance.

> « Les « belles cités » des années soixante, construites dans l'urgence et où ne restent que ceux qui n'ont pas le choix, les français les plus pauvres, les familles nombreuses et les immigrés, se sont vite dégradées. (...) Les équipements publics, écoles, crèches, transports en commun, ont été réduits au minimum. L'initiative privée n'a pu se substituer à ces défaillances et, contrairement aux idées reçues, la densité y est trop faible pour le commerce. (...) Et c'est facilement, fatalement presque, que s'y est installé le cycle infernal de l'échec scolaire qui mène du chômage à la délinquance »[205].

La réhabilitation des cités et des grands ensembles est, certes, indispensable. Pourtant,

> « Les réhabilitations des cités ne suffisent plus. Elles ont été utiles et doivent continuer mais ne changent pas la nature profonde de ces mal-vivre. La cité, quand elle devient ghetto, zone de non-urbanité, devient par là même une zone de non-citoyenneté »[206].

En effet, la réhabilitation ne résout pas les principaux problèmes qui se posent aux habitants des cités : le chômage et l'éloignement du centre ville qui induisent des effets très négatifs.

> « L'isolement des cités empêche toute velléité de déplacement, assignant à résidence des populations qui ne peuvent espérer vivre ailleurs ni ne peuvent se projeter dans un avenir meilleur. Mais la ville, en se refusant ce flux et cet échange, s'ampute elle-même »[207].

SOS-Racisme considère qu'il est nécessaire de concevoir une autre politique de la ville. Il faut envisager autre chose que les grands ensembles HLM, il faut réinventer un tissu urbain plus continu et plus homogène, qui ne redouble pas l'exclusion sociale et ethnique par une exclusion spatiale.

> « Une forte concentration de population étrangère n'a pas les mêmes conséquences dans un quartier qui vit au cœur de la cité, en échange permanent avec elle, que dans un grand ensemble débarqué de la banlieue. C'est toute la différence entre Belleville et les Bosquets de Montfermeil, entre l'échange et l'enfermement. C'est bien souvent en détruisant les premiers sous prétexte de les rénover qu'on précipite les populations dans les seconds,

205. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 16.
206. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 23.
207. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 17.

créant les conditions des drames »[208].

SOS refuse d'avaliser une quelconque politique de quota qui légitimerait la notion de « seuil de tolérance » et ferait des immigrés un problème en soi. Pourtant, l'association propose la disparition progressive des cités périphériques et le relogement de leurs habitants dans le centre-ville, ce qui aurait pour conséquence la dilution des populations immigrées qui habitent ces quartiers dans l'ensemble de la ville. Il s'agit tout à la fois d'améliorer l'habitat et de reconcentrer la ville.

> « Il convient de demander à chaque commune de faire un plan de densification, d'embellissement et de désenclavement sur son territoire, complément de son plan d'occupation des sols, qui soit approuvé ou visé par la préfecture, le conseil général et indique un phasage pluriannuel. Un tel document devra faire état de la politique de logement social au centre-ville, pendant de réhabilitation de la cité ou des cités »[209].

Les obstacles d'une telle « politique d'intégration » sont d'une part le manque de détermination des pouvoirs publics mais aussi la dispersion des centres de décisions qui doivent la mettre en œuvre. Les maires, les offices HLM, les différents ministères (celui du logement, celui de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, celui des affaires sociales), la Délégation interministérielle à la ville (DIV), les conseils généraux, la région, etc.

> « La descente de la décision à l'opérationalité des projets s'englue dans une mélasse de plus en plus visqueuse. Il n'est pas faux de parler de blocage. (...) Entre faire et faire faire, la volonté se disperse, l'efficacité s'émousse »[210].

Pour SOS, il est donc nécessaire que l'aménagement de la banlieue soit replacée dans un plan national qui donne une plus grande cohérence aux diverses initiatives éparses qui se manifestent. L'association défend donc la création d'un ministère de l'intégration, « seul moyen d'obtenir une ligne budgétaire supplémentaire et un suivi des dossiers »[211] et l'instauration d'une politique de la ville permettant d'agir sur les conditions de vie dans les 440 « quartiers en difficulté » recensés par la DIV.

b) la politique du logement

L'association n'a guère confiance dans les élus locaux soupçonnés de bloquer l'application d'une politique de la ville nationale pour des raisons électorales selon la logique du « pas de ça dans ma commune ».

---

208. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 14.
209. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 43.
210. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 24.

> « Dans les mécaniques municipales, la situation, dès lors que les communes sont maîtres d'œuvre, est encore pire. L'argent tourne en rond et la déperdition est telle qu'une mesure de l'efficacité irait jusqu'à établir un rapport de 1 à 100. Les processus de décentralisation des attributions aboutissent à des phénomènes ubuesques. La décentralisation a créé des baronnies dirigées par de tels potentats que les préfets abandonnent la charge des phases opérationnelles aux maires dont l'électoralisme le plus plat favorise un immobilisme non avoué. (...) Alors que le discours est cohérent au niveau national, sur le terrain, là où les points noirs sont bel et bien identifiés, les projets n'aboutissent à rien de concret »[212].

L'association ne pense pas seulement au maire de Montfermeil, accusé de jouer sur l'antagonisme entre la cité des Bosquets et le reste de la ville pour assurer sa popularité mais aussi à beaucoup de maires « de droite » qui chercheraient à affermir leur base électorale en favorisant systématiquement le logement pavillonnaire haut de gamme pour sélectionner leurs électeurs et même à certains maires de gauche qui tenteraient d'avoir moins d'immigrés dans leur commune en pratiquant une discrète politique de quota. SOS considère que les élus locaux ne doivent pas avoir la possibilité de refuser la construction de logements sociaux sinon les populations immigrées, souvent logées en HLM, seront rejetées de beaucoup de communes (généralement les plus aisées) pour être concentrées dans les rares municipalités qui accepteront l'établissement de logements sociaux sur leur sol. SOS-Racisme demande donc une élaboration nationale de la politique du logement :

> « Il faut imposer, lorsque c'est nécessaire, aux collectivités locales la construction de logements sociaux. La répartition des logements doit faire l'objet de décisions au niveau des bassins d'habitat régionaux, articulés avec des politiques de transport et de localisation des activités. L'action de l'Etat doit fixer les grandes lignes des règles d'attribution de logement, pour prévenir toute pratique de quota d'attribution »[213].

Il s'agit donc de loger ceux qui en ont besoin, mais pas de manière anarchique et aléatoire comme dans les années soixante et soixante-dix, méthode qui conduit, selon SOS, à la ségrégation et au ghetto. Les responsables de l'association estiment que l'objectif d'une politique du logement est d'assurer la répartition géographique homogène des différentes couches sociales et des différentes nationalités, pour assurer à chacun un accès égal aux services publics, aux transports urbains, à des établissements scolaires. Cet objectif ne peut être atteint que par une politique nationale qui dépasse les intérêts locaux et les égoïsmes locaux.

> « Le logement social doit devenir, encore plus qu'aujourd'hui, une priorité budgétaire. Mais il ne suffit pas de construire, il faut changer la localisation, réintégrer les HLM dans une politique urbaine cohérente. Cela suppose de dépasser les égoïsmes municipaux au profit d'une réelle solidarité intercommunale basée sur la péréquation de la taxe

---

211. Harlem Désir au congrès de Longjumeau (avril 1990), cité in Jean-Jacques Bozonnet, SOS-Racisme se mobilise contre les « idées molles » de la classe politique, *Le Monde*, 2 mai 1990.
212. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 25.
213. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 45.

professionnelle »[214].

SOS préconise d'une part d'augmenter le nombre des logement sociaux en les finançant au moyen d'un « grand emprunt »[215] mais aussi de faire en sorte que les logements sociaux vides soient effectivement attribués[216]. SOS ne propose cependant pas de réquisitionner les logements privés vides comme le fait l'association DAL à partir de 1990. Les propositions de SOS sur le logement supposent la mise en œuvre d'une politique du logement sur une échelle nationale coordonnée dans les quartiers par un ministère de la ville.

c) la politique scolaire

Cependant la politique de la ville ne fait pas disparaître la principale difficulté que rencontrent les habitants des grands ensembles, le chômage. Pas plus qu'auparavant l'association ne prétend pouvoir y apporter des solutions originales mais elle constate que les « jeunes issus de l'immigration » sont plus touchés que les jeunes « français de souche », en partie pour des raisons de discrimination à l'embauche mais surtout parce que leur niveau de qualification est généralement plus faible. Pour SOS, il ne s'agit que partiellement d'un problème de langue ou de culture maternelles, mais plutôt d'un problème d'ordre social : la réussite scolaire des enfants d'immigrés est comparable à celle des enfants « d'origine française » de couche sociale équivalente. De plus, la forte proportion d'enfants d'immigrés dans les « cités » a pour conséquence une concentration dans certains lycées des élèves qui sont en difficulté scolaire, ce qui ne contribue pas à leur permettre de rattraper leur retard.

> SOS constate « l'association fréquente et pernicieuse de la situation d'échec scolaire et de celle d'élève immigré dans un contexte d'élévation rapide du niveau de formation générale, d'éducation et de qualification professionnelle. Le niveau monte, mais il monte de manière différenciée. Ceux dont on est allé chercher les pères pour être la composante essentielle du sous-prolétariat urbain sur lequel nos pays ont fondé leur prospérité au cours des Trente Glorieuses, sont en droit d'attendre une attention particulière dans les dispositifs de zones afin qu'une génération plus tard les mêmes différenciations ne se reproduisent pas. (...) Comment peut-on tolérer ce que nous disent études et statistiques récentes ? Aujourd'hui le lieu de naissance et d'habitation de l'enfant détermine sa réussite ou le condamne à l'échec. Né dans un ghetto, il en subira toutes les conséquences. (...) Les conditions objectives qui lient par la carte scolaire le ghetto à son école rendent les situations difficiles »[217].

---

214. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 44.
215. « Il faut dégager des crédits supplémentaires pour le logement social, par le biais d'un grand emprunt ». *Manifeste...*, *op. cit.*, p. 45.
216. « Il faut mettre sur le marché locatif social tous les logements vides non loués ». *Manifeste...*, *op. cit.*, p. 44.
217. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 39.

L'échec scolaire apparaît en partie dû aux différences de niveau entre lycées « du centre ville » et de « la périphérie » :

> SOS préconise « la résolution positive des problèmes de concentration des populations scolaires dont le milieu familial socialement défavorisé se double d'un problème de langue. Et s'il faut, à titre démonstratif, en passer par des expériences de *school busing* comme dans certaines villes et Etats de l'Amérique du Nord, il faudra avoir ce courage »[218].

SOS considère que la concentration dans les établissements les plus proches des « cités » d'élèves en situation d'échec croissant et donc de moins en moins motivés par l'investissement scolaire est la source du faible niveau moyen et de la mauvaise productivité des classes des lycées de banlieue. Mais cette concentration des élèves « socialement défavorisés » dans les lycées publics tend à être renforcée par les stratégies de certains parents qui préfèrent inscrire leurs enfants dans des établissements privés. Cette fuite des parents les mieux informés et les plus motivés par la réussite scolaire de leurs enfants est difficile à éviter sans interdire les établissements privés dans certaines villes. L'association réclame donc surtout que des moyens budgétaires supplémentaires soient affectés aux établissements des zones d'éducation prioritaires[219] pour permettre une amélioration des conditions de travail et de l'encadrement, c'est-à-dire en particulier pour « dédoubler les classes les plus dures et développer le soutien scolaire »[220].

> « L'échec scolaire n'est pas une fatalité. Il dépend en grande partie des moyens budgétaires et pédagogiques, du nombre d'élèves par classe. Mais l'association du milieu familial encore trop extérieure à l'institution scolaire, la mise en valeur d'expériences, la valorisation des formes nouvelles de soutien scolaire qui passe par la responsabilisation « des grands frères et des grandes sœurs », mieux à même que leurs parents de suivre les méandres du monde scolaire, sont autant d'éléments qu'il faut prendre en compte »[221].

Les revendications de l'association pour lutter contre l'échec scolaire sont donc relativement classiques et proches des propositions des syndicats enseignants. SOS est soucieux de ne pas attribuer au faible taux de réussite scolaire des enfants des immigrés une origine trop difficile à transformer par une politique publique (famille nombreuse, écart entre la culture familiale et la culture majoritaire, culture de la rue, milieu social des parents, effort scolaire accru des familles de milieux plus favorisés, etc.). De toute façon, même si les propositions de l'association ne constituent sans doute pas des solutions définitives à l'échec scolaire, il s'agit surtout pour elle de souligner son importance dans le processus de

---

218. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 38.
219. La qualification de certains lycées en « zones d'éducation prioritaires » (ZEP) leur permet d'obtenir des moyens supplémentaires.
220. Voir Harlem Désir, Une loi-cadre pour l'intégration, *Le Monde*, 10 novembre 1989.
221. Manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école, congrès de Longjumeau, 28-30 avril 1990, p. 40.

construction de « populations sans avenir » tendant à engendrer des tensions sociales et « racistes ».

Le programme de SOS en 1990 est finalement assez proche de ce qu'il était en 1987 mais SOS développe plus qu'auparavant les thèmes de l'école et de la « politique de la ville », quelques mois avant les « émeutes » de Vaulx-en-Velin. Cependant, certains thèmes liés à l'emploi, centraux dans le discours de 1987, perdent de l'importance, en particulier ceux concernant les discriminations à l'embauche et surtout la réussite individuelle. Comme nous l'avons dit, ce discours autour de la « génération des entrepreneurs » était peu mobilisateur parce qu'il ne faisait pas reposer l'intégration sur les luttes collectives mais au contraire sur les efforts individuels de chacun. Il semblait par contrecoup attribuer une part de la « responsabilité » du faible taux d'ascension sociale de la « deuxième génération immigrée » aux jeunes eux-mêmes qui auraient manqué d'assiduité scolaire ou d'ambition professionnelle. Il tendait en outre à contrecarrer le discours de victimisation des populations d'origine immigrée qui était à la base des mobilisations réactives après les « bavures » ou les « crimes racistes ». En outre, ce discours qui rencontrait l'hostilité des militants des mouvements « beurs », ne suscitait que peu d'écho chez les militants de SOS. Ce discours était surtout destiné aux médias, aux hommes politiques et aux administratifs et donc il n'était pas forcément utile de le diffuser largement à partir de la formulation écrite. On peut cependant souligner qu'il a parfaitement atteint son but et que le discours sur la promotion sociale individuelle a été le discours de SOS qui a connu le plus de succès.

Les thèmes que SOS met en avant après 1987 font des « xénophobes » comme des « populations d'origine immigrée » les victimes d'un processus social qui associe le chômage, l'appauvrissement relatif, la dégradation de l'habitat, l'échec scolaire et le manque de perspectives des populations habitant dans les « cités » pour produire du « racisme ». Le discours de SOS est donc très différent de celui des associations « beurs » qui critiquent beaucoup plus ouvertement l'action de certains acteurs publics ; les policiers et la justice en premier lieu, les municipalités qui gèrent les « cités », la plupart des partis politiques, ceux de « droite » mais surtout ceux de gauche qui sont accusés d'avoir trahi les immigrés après leur avoir beaucoup promis[222]. Enfin, les mouvements « beurs » mettent souvent en cause les « racistes » eux-mêmes, tous ceux qui manifestent de l'hostilité aux populations immigrées[223].

---

222. Voir Bouamama (Saïd), Dix ans..., op. cit. et Bouamama (Saïd), Le nord contre les fayots de la République, in Douce France..., *Quo Vadis, op. cit*., p. 62 et 63 : « je pense que le PS n'a jamais misé un radis sur l'interculturel. Les socialistes ont tenté de résoudre la question de la différence autour du folklore. [...] Quand le rapport de force a changé, les socialistes ne se sont plus embarassés de discours de façade. Dès 1985 le fond de leur pensée est claire : « assimilez-vous ! » »

223. Voir Boubeker (Ahmed) et Abdallah (Mogniss H.), Le Beauf d'à côté, in Douce France..., *Quo Vadis, op. cit*., p. 39-41. « La figure du beauf, surveillant jour et nuit les allées et venues des gosses de ses voisins

Les associations « beurs » réagissent surtout contre des discriminations dont ceux auxquels elles s'adressent éprouvent quotidiennement la réalité. Leurs principales revendications concernent les relations conflictuelles entre les « jeunes des cités » et les policiers, les crimes et les agressions « racistes » mais aussi les jugements perçus comme trop cléments lorsque ces affaires arrivent devant les tribunaux, ainsi que les effets de la double peine qui conduit à l'expulsion de « jeunes issus de l'immigration » qui n'ont jamais vécu qu'en France[224]. Ces thèmes sont suffisament quotidiens et affectifs pour permette la mobilisation réactives des « populations issues de l'immigration » par ailleurs difficiles réunir rassembler sur un discours de type politique, avec des objectifs à long et à moyen terme et autour d'organisations hiérarchisées.

La façon dont SOS parle de l'immigration est évidemment très différente de celle qu'emploie le Front national. Celui-ci met en avant l'immigration clandestine, l'islam et la « délinquance immigrée » tandis que SOS qui n'aborde que rarement ces sujets, préfère parler d'intégration et de politique de la ville. Symétriquement, alors que les associations « beurs » insistent sur la question de la double peine et des rapports entre la police et les jeunes, SOS ne fait jamais campagne sur ces thèmes, essentiellement parce qu'elle considère qu'en parler serait médiatiquement contre-productif. SOS-Racisme tend à éviter les sujets risquant d'accréditer l'idée qu'il existerait un « problème » immigré. Ainsi l'association écarte tous les thèmes qui associeraient les « beurs » avec la délinquance, comme ceux de l'immigration clandestine ou de la double peine (qui touche les « jeunes issus de l'immigration » qui n'ont pas la nationalité française et qui ont été condamnés à de la prison ferme). De même, SOS évite de se prononcer sur la question de la drogue et de ses effets dans les banlieues, en particulier sur la délinquance induite par son prix élevé sur la possibilité pour certains jeunes en devenant « dealers » de vivre dans une « économie parallèle » bien plus rémunératrice que les emplois ordinaires[225].

---

arabes, incarne le comble de la psychose sécuritaire. Les petites peurs franchouillardes prennent parfois une allure tragique ».

224. Ainsi, lorsque le 15 mars 1987 SOS-Racisme et la plupart des autres associations antiracistes organisent avec les partis d'opposition une manifestation contre le projet de réforme du Code de la nationalité, Djida Tazdaït (dirigeante des JALB – jeunes arabes de Lyon et de sa banlieue –) déclare à la presse que « Tout cela sent la récupération politique et les préoccupations électoralistes. *Nous, nous avons mieux à faire : il y a des expulsions sur le terrain.* » (c'est moi qui souligne), propos rapportés par Raphaëlle Rerolle, Le Monde, 16 mars 1987.

225. Cet attitude changera après 1992. Mais l'association ne prendra position que pour une libéralisation limitée des « drogues douces », qui engendrent beaucoup moins de délinquance que l'héroïne. Voir le compte-rendu de la « commission drogue » au IIIème congrès de SOS-Racisme à Créteil et, dans la revue de la Fédération nationale des maisons des potes, Drogue : L'urgence dure !, *Potapote*, octobre-novembre 1994, p. 6-7.

Liste des Tableaux

Première partie

Codage de la base de données

Tableau 1 : nombre d'articles consacrés à SOS en fonction de leur type et des événements organisés page 78
Tableau 2 : nombre d'articles consacrés à SOS en fonction du journal et des événements page 80
Tableau 3 : part des articles consacrés à SOS en fonction du journal et de la taille et de la centralité des articles page 82
Tableau 4 : nombre des articles consacrés à SOS en fonction du mode de collecte et du journal page 84
Tableau 5 : pourcentage des articles supplémentaires issus du dépouillement systématique. page 84
Tableau 6 : Nombre d'articles consacrés à SOS présents dans notre corpus en fonction du journal et de l'origine de sa recollection page 85
Tableau 7 : articles de la presse parisienne citant SOS en fonction de l'année et de la taille des articles page 88
Tableau 8 : articles de la presse parisienne citant SOS en fonction de l'année et de la taille des articles en pourcentage page 89
Tableau 9 : nombre d'articles dont SOS est le sujet principal par rapport au nombre d'articles où SOS est seulement cité page 90
Tableau 10 : nombre d'articles de la presse parisienne qui ont pour origine une action de SOS par rapport aux articles qui ont SOS pour sujet ou qui le citent sans avoir pour support une action de SOS page 91

Chapitre 1

Tableau 1 : Répartition des articles du *Monde* citant SOS selon leur polarité entre 1985 et 1992 page 99
Tableau 2 : Nombre d'articles citant SOS publiés par chacun des organes de la presse nationale entre 1985 et 1992 page 102
Tableau 2bis : nombre d'articles consacrés à SOS publiés par chacun des organes de la presse nationale entre 1985 et 1992 (en pourcentage) page 104

Tableau 3 : Articles du *Monde* consacrés aux concerts de SOS publiés 6 jours avant et 6 jours après les concerts page 117
Tableau 4 : Nom et fonction des journalistes du *Monde* ou des personnalités extérieures à la rédaction ayant signé au moins trois articles sur SOS-Racisme présents dans notre corpus d'articles page 132

Chapitre 2
Tableau 1 : répartition des articles de *Libération* selon leur orientation à l'égard de SOS entre 1985 et 1992 page 171
Tableau 2 : Nombre d'articles du corpus signés par Eric Favereau ou d'autres journalistes publiés par *Libération* en 1985 page 180
Tableau 3 : Proportion d'articles écrits par Eric Favereau au sein de *Libération* durant l'année 1985 page 203
Tableau 4 : Nombre d'articles signés et de pages du journal Libération consacrés en 1985 à SOS publiés avant ou après un événement organisé par SOS page 216
Tableau 5 : Numéros de *Libération* comportant au moins deux articles signés consacrés à SOS-Racisme durant l'année 1985 page 217
Tableau 6 : articles de *Libération* consacrés aux concerts de SOS publiés 6 jours avant et 6 jours après les concerts page 232
Tableau 7 : nombre d'articles du corpus citant SOS-Racisme consacrés à des "bavures" et à des "crimes racistes" en 1986 et 1987 page 233
Tableau 8 : Nombre de formules "événement" de *Libération* dont SOS a été l'objet entre 1985 et 1992 page 257

Chapitre 3
Tableau 1 : Répartition des articles du *Figaro* selon leur polarité entre 1985 et 1992 (n=67) page 307
Tableau 2 : Articles du *Figaro* consacrés aux concerts de SOS publiés 6 jours avant et 6 jours après les concerts page 313
Tableau 3 : Noms et fonctions des journalistes du *Figaro* ayant écrit au moins deux articles présents dans le corpus et ayant SOS pour sujet, avec la date de parution de leur premier et de leur dernier article page 319
Tableau 4 : résumé de l'orientation du *Figaro* à l'égard de SOS-Racisme page 331

Chapitre 4

Tableau 1 : articles de la presse nationale ayant SOS pour sujet en fonction de l'année et de leur orientation page 339
Tableau 2 : Nombre d'articles collectés consacrés à SOS publiés par *Libération*, *le Matin de Paris* et *le Monde* entre 1985 et 1992 (en pourcentage) page 342
Tableau 3 : Répartition de la tonalité des articles entre 1985 et 1992 dans les journaux « de droite », *le Figaro*, *le Quotidien de Paris* page 351
Tableau 4 : Les mentions négatives à l'égard de personnalités politiques en fonction de la période et du camp partisan dans les interviews et les tribunes données par les porte-parole de SOS-Racisme page 356
Tableau 5 : Répartition de l'orientation des articles entre 1985 et 1992 dans les journaux « de gauche », *le Matin de Paris*, *Libération* et *le Monde* page 360
Tableau 6 : nombre d'articles du *Monde* citants les différentes associations antiracistes entre 1987 et 1992. Comptage effectué à partir du CD-Rom qui collecte les articles du *Monde*. page 363

Seconde partie

Chapitre 2

Tableau 1 : Recettes publicitaires de la presse et de la télévision en France entre 1968 et 1988 page 456
Tableau 2 : Évolution de la diffusion payée en France des journaux nationaux entre 1981 et 1996 page 460

Chapitre quatrième

Tableau 1 : La proximité partisane déclarée des 21-29 ans en 1958, 1968 et 1978 page 542
Tableau 2 : L'autopositionnement sur l'axe droite-gauche en 1966 et 1978 et par classe d'âge (en pourcentage) page 545
Tableau 3 : L'autopositionnement sur l'axe droite-gauche en 1966 et 1978 et par classe d'âge (en pourcentage ; simplification du tableau précédent) page 547
Tableau 4 : Réponses à la question : « vous intéressez-vous beaucoup à la politique ? » page 548
Tableau 5 : L'évolution du vote de gauche selon l'âge entre 1967 et 1978 (en pourcentage) page 553

Tableau 6 : Pourcentage de votes à gauche en fonction de l'âge et de la période en 1967 et 1978 page 555
Tableau 7 : Autopositionnement des enquêtés en fonction de l’âge en 1981 et en 1983 (en pourcentage) page 571
Tableau 8 : Les autopositionnements à droite et à gauche entre 1981 et 1991 selon les enquêtes SOFRES (en pourcentage) page 572
Tableau 9 : Erosion de la gauche électorale et de la gauche idéologique (1981-1986) 573
Tableau 10 : La pertinence des notions de droite et de gauche de 1981 à 1991 à travers les sondages de la SOFRES (en pourcentage) page 573
Tableau 11 : L'évolution de l'image publique des institutions après 1981 (en pourcentage) page 575
Tableau 12 : Pourcentage d’opinions favorables à la gauche en fonction de l’âge dans cinq sondages page 602
Tableau 13 : Vote des 18-24 ans entre 1978 et 1995 lors des élections législatives et présidentielles (en pourcentage des votes exprimés) page 606
Tableau 14 : l'évolution du vote de gauche selon l’âge entre 1967 et 1986 (en pourcentage) page 610
Tableau 15 : l'évolution du vote de gauche selon l’âge entre 1981 et 1986 (en %) page 611

BIBLIOGRAPHIE

Sociologie générale

Abélès (Marc), *Jours tranquilles en 89*, Paris, Odile Jacob, 1989.
Abélès (Marc), *Anthropologie de l'Etat*, Paris, Armand Colin, 1990.
Birbaum (Pierre) et Leca (Jean) (dir.), *Sur l'individualisme. Théories et methodes,* Presses de la FNSP, 1986.
Blondiaux (Loïc), *La fabrique de l'opinion*, Paris, Le Seuil, 1998.
Boltanski (Luc), *Les cadres*, Paris, Minuit, 1980.
Boltanski (Luc) et Thévenot (Laurent), *Les économies de la grandeur*, Cahiers du CEE, PUF, 1987.
Bourdieu (Pierre), « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n° 318, janvier 1973, p. 1292-1309, (repris in *Question de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p. 222-235).
Bourdieu (Pierre), *La distinction*, Paris, Minuit, 1979.
Bourdieu (Pierre), *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.
Bourdieu (Pierre), « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 37, 1981, p. 3-24.
Bourdieu (Pierre), « Remarques à propos de la valeur scientifique et des effets politiques des enquêtes d'opinion », Pouvoir, 33, avril 1985 p. 131-139 (repris in *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p. 217-224).
Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.
Déloye (Yves), Haroche (Claudine) et Ihl (Olivier), *Le protocole ou la mise en forme de l'ordre politique*, Paris, L'Harmattan, 1997.
Elias (Norbert), *La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.
Elias (Norbert)*, Qu'est ce que la sociologie ?*, Paris, Edition de l'aube, 1991.
Elias (Norbert), *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 199
Fosse-Poliak (C.) et Mauger (G.), « " Choix " politiques et " choix " de recherches, Essai d'auto-socio-analyse (1973-84) », *Cahier « jeunesses et Société »*, n° 3-4-5, p. 27-121.
Héran (François), « Un monde sélectif : les associations », *Economie et statistiques*, n° 208, p. 17-31.
Héran (François), « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents », *Economie et statistiques*, n° 208, p. 33-44.
Gaïti (Brigitte), *De Gaulle, prophète de la Vème République (1946-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
Daniel Gaxie, « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesures des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, mars 1990, p. 96-112.
Giddens (Anthony), *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 1987 (1ère éd. 1987).
Goffman (E.), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991.
Grignon (C.) et Passeron (J.-C.), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS-Gallimard-Le Seuil, 1989.
Lacroix (Bernard), « Ordre social et ordre politique », in Madeleine Grawitz et Jean Leva (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1984.
Bernard Lacroix, « A quoi servent les sondages ? », *Revue de science administrative de la Méditerranée occidentale*, n° 22-23, deuxième trimestre 1988, p. 123-146.
Lacroix (Bernard), « La crise de la démocratie représentative en France. Eléments pour une discussion sociologique du problème », *Scalpel*, 1994, vol. 1, p. 6-29.

Mayer (Nonna) et Perrineau (Pascal), *Le Front national à découvert*, Paris, Presse de la FNSP, 1989.
Sayad (A.), *L'immigration*, Bruxelles, Editions universitaires-de Boeck, 1991.
Suaud (C.), *La vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Minuit, 1978.
Strauss (Ancelm), *Mirroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, 1992 (1ère éd. 1959).
Thévenot (Laurent), « les investissement de formes », in *Conventions économiques*, Cahiers du CEE, 29, Paris, CEE-PUF, p. 21-71

A) Sources sur SOS-Racisme.

Closets (François de), *La grande Manip*, Paris, Le Seuil, Paris, 1990.
Désir (Harlem), SOS-Racisme, Paris, Grasset, 1985.
Désir (Harlem) et Sos-Racisme, *SOS désir*, Paris, Calmann-Lévy, 1987.
Dray (Julien), *SOS génération*, Paris, Ramsay, 1987.
Faux (Emmauel), Legrand (Thomas), Perez (Gilles), *La main droite de dieu, ou « le péché originel »*, Paris, Albin Michel, 1991
Joffrin (Laurent), *Un coup de jeune. Une génération morale*, Paris, Aléa, 1987.
Malik (Serge), *Histoire secrète de SOS-racisme*, Paris, Albin Michel, 1990.
Taguieff (Pierre-André), *Les fins de l'antiracisme*, Paris, éd. Michalon, 1995.
Yonnet (Paul), *Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national*, Paris, Gallimard,1993.

B) Ouvrages, documents et témoignages sur la vie politique française entre 1968 et 1990

Alexandre (Philippe), *Exécution d'un homme politique* Paris, Grasset 1973.
Alexandre (Philippe) et Priouret (Roger), *Marianne et la pot au lait*, Paris, Grasset, 1983.
Amouroux (Henri), *Monsieur Barre*, Paris, Pluriel, 1986.
Andreani (Jean-Louis), *Le mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993.
Attali (Jacques), *Verbatim*, Paris, Fayard, 3 tomes.
Bazin (François) et Macé-scaron (Joseph), *Les politocrates vie moeurs et coutumes de la classe politique,* Paris, Le Seuil, 1993.
Boissonnat (Jean), *Journal de crise (1973-1984)*, Paris, J-C Lattès, 1984.
Yves Cannac, *Le juste Pouvoir. Essai sur les deux chemins de la démocratie*, Paris, Lattès, 1983.
Clessis (Catherine), *La dangereuse illusion*, Paris, Plon, 1977.
Colombani (Jean-Marie), *La gauche survivra-t-elle aux socialistes ?*, Paris, Flammarion, 1994
Commines (Philippe de), *Les 180 jours de Mitterrand*, Paris, Belfond, 1977.
Decaux (Alain), *Le tapis rouge*, Paris, Perrin,1992.
Desjardins (Thierry), *Un inconnu nommé Chirac*, Paris, La table ronde,1983
Alain Duhamel, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.
Duhamel (Alain), *Les habit neufs de la politiques*, Paris, Flammarion, 1989.
Duhamel (Olivier) et Jaffré (Jerôme) (ed.), *L'état de l'opinion 1984*, Paris, Gallimard, 1984.
Duhamel (Olivier) et Jaffré (Jerôme) (ed.), *L'état de l'opinion 1985*, Paris, Gallimard, 1985.
Duhamel (Olivier) et Jaffré (Jerôme) (ed.), *L'état de l'opinion 1986*, Paris, Gallimard, 1986.
Duhamel (Olivier) et Jaffré (Jerôme) (ed.), *L'état de l'opinion 1991*, Paris, Le Seuil, 1991.
Duhamel (Olivier) et Jaffré (Jerôme) (ed.), *L'état de l'opinion 1992*, Paris, Le Seuil, 1992.
Duhamel (Olivier) et Jaffré (Jerôme) (ed.), L'état de l'opinion 1993, Paris, Le Seuil 1993.
Dupin (Eric), *L'après Mitterrand, le parti socialiste à la dérive*, Paris, Calmann-Lévy Paris, 1991.

Duverger (Maurice), *Bréviaire de la cohabitation*, Paris, PUF, 1986.
Evin (Kathleen), *François Mitterrand chronique d'une victoire annoncée*, Paris, Fayard, 1988.
Fabius (Laurent), *Le cœur du futur*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
Faure (Edgar), *Mémoire I avoir toujours raison...c'est un grand tord*, Paris, Plon, 1982.
Favier (Pierre) et Martin-Roland (Michel), *La décénnie Mitterrand 1. les ruptures*, Paris, Le Seuil Paris Polit jour 1990.
Favier (Pierre) et Martin-Roland (Michel), *La décénnie Mitterrand 2. Les épreuves*, Paris, Le Seuil, 1991 .
Roger Garaudy, *L'appel aux vivants*, Paris, Le Seuil, 1979.
Gaspard (Françoise), *Une petite ville en France*, Paris, Gallimard, 1990.
Genestar (Alain), *Les péchés du Prince*, Paris, Grasset Pluriel, 1992
Giesbert (Franz-Olivier), *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1977.
Giesbert (Franz-Olivier), *Jacques Chirac*, Paris, Le Seuil Paris, 1987.
Giesbert (Franz-Olivier), *Le président*, Paris, Le Seuil, 1990.
Giesbert (Franz-Olivier), *La fin d'une époque*, Paris, Fayard Le Seuil, 1993.
Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie Française*, Paris, Fayard, 1976.
Giscard d'Estaing (Valéry), *Le pouvoir et la vie. L'affrontement*, Paris, Compagnie 12, (éd. poche), 1991.
Giroud (Françoise), *La comédie du pouvoir*, Paris, Fayard 1977.
Giroud (Françoise), *Journal d'une parisienne*, Paris, Grasset, 1993.
Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Ramsay, 1982.
Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, 2 tomes, Paris, Le Seuil, 1987.
Huchon (Jean-Paul), *Jours tranquilles à Matignon*, Paris, Grasset, 1993.
Joffrin (Laurent), *La gauche en voie de disparition*, Paris, Le Seuil, 1984.
July (Serge), *Les Années Mitterrand. Histoire baroque d'une normalisation inachevée*, Paris, Grasset, 1986.
Jean-François Kahn, *La guerre civile*, Paris, Le Seuil, 1982.
Las Casas (pseudonyme), *La France sans président*, Paris, Balland, 1993.
Maris (Bernard), *Jacques Delors. Artiste et martyr*, Paris, Albin Michel, 1993.
Pierre Mauroy, *A gauche*, Paris, Albin Michel, 1985.
Mitterrand (François), *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978
Mitterrand (François) interrogé par Guy Claisse, *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, 1980.
Mitterrand Apocryphe, *J'allais vous dire, Journal Apocryphe d'un président*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1993.
Ney (Catherine), *La double méprise*, Paris, Grasset, 1980.
Ney (Catherine), *Le Noir et le Rouge*, Paris, Grasset, Livre de poche, 1984.
Ney (Catherine), *Les sept Mitterrand*, Paris, Grasset, 1988.
Nourry (Anne) et Louvois (Michel), *Le Combat singulier*, Paris, Denoël, 1980.
Philippe (Annie) et Hubscher (Daniel), Enquête à l'intérieur du Parti Socialiste, Paris, Albin Michel, 1991.
Plenel (Edwy) et Rollat (Alain), *Le phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte-*Le Monde*, 1984.
Plenel (Edwy), *La part d'ombre*, Paris, Stock, 1992.
Rocard (Michel), *Parler vrai*, Paris, Le Seuil, 1979.
Rolly (Anne), *Ainsi parlait la Rose*, Paris, La table ronde, 1986.
Schneider (Robert), *La haine tranquille*, Paris, Le Seuil, 1993.
Virard (Paule-Marie), *Comment Mitterrand a découvert l'économie*, Paris, Albin Michel, 1993

C) Ouvrage d'histoire, de sociologie ou de science politique consacré à la vie politique française entre 1968 et 1990

Bergounioux (Alain) et Grunberg (Gérard), *Le long remords du pouvoir. Le parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.
Birnbaum (Pierre), *Le peuple et les gros*, Paris, Grasset 1979, Col. Pluriel.
Bourricaux (François), « Improbable et désirable alternance », in Henri Mendras, *La sagesse et le désordre France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. .
Cohen (Elie), « Les socialistes et l'économie : de l'âge des mythes au déminage » in Élisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, *op. cit.*, p. 71-96.
Dagnaud (Monique) et Mehl (Dominique), *L'élite Rose. Sociologie du pouvoir socialiste 1981-1986*, Paris, Ramsay, 1988, p. 77-99.
Dreyfus (F.-G.), *Histoire des gauches, 1940-1974*, Paris, Grasset, 1975.
Duhamel (Olivier), *La gauche et la Vème République*, Paris, Puf, 1980
Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, Paris, Le seuil, 1977.
Guidoni (Pierre), *Histoire du nouveau parti socialiste*, Paris Téma, 1973.
Hamon (P.), *Le groupe parlementaire socialiste à l'assemblée nationale de 1973 à 1981*, Thèse de doctorat de 3ème cycle de science politique, Paris I, 1986.
Kergoat (Jacques), *Le parti socialiste de la commune à nos jours*, Paris, Le Sycomore, 1983.
Lavau (Georges), « La gauche et le pouvoir », in Stanley Hoffman et George Ross, *L'expérience Mitterrand. Continuité et changement dans la France contemporaine*, Paris, PUF, 1988 (1ere éd. 1987).
Lochak (Danielle), « La haute administration à l'épreuve de l'alternance : le cas des directeurs d'administration centrale » dans Pierre Birnbaum (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir, 1981-1985*, Paris, PUF, 1985.
Meny (Yves), *La corruption politique*, Paris, Fayard, 1992.
Melchior (Eric), *Le PS, du projet au pouvoir. L'impossible concordance*, Paris, Ed. de l'atelier, 1993.
Moreau (Jacques), *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette, 1998.
Poirmeur (Yves), « Emblème, repère, enjeu : le social au parti socialiste », in *Le « social » transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations sociales*, Paris, PUF, 1990.
Suleiman (Ezra N.), *Les Hauts fonctionnaires et la politique*, Paris, Le Seuil, 1976.
Suleiman (Ezra N.), *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles*, Paris, Le Seuil, 1979.
Théret (Bruno), « Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 41, 1991, p. 342-381.
Sawicki (Frédéric), *La structuration du Parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, thèse de doctorat en science politique, Université de Paris I, 1993.
Schmitter (Philip) et Lehmbruch (Gerhard), *Paterns of corporatist policy-making*, Sage, Londres, 1992.
Touraine (Alain), Dubet (François), Hegedus (Zsusza), Wieviorka (Michel), *Lutte étudiante*, Paris, Le Seuil, 1978.
Turpin (Pierre), *Les révolutionnaires dans la France sociale démocrate, 1981-1995*, Paris, L'Harmattan, 1998.
Ysmal (Colette), *Les partis politiques sous la Vème République*, Paris, Montchrétien, 1989.
Von Oppeln, *The Left and the nuclear energy conflit. A comparison between France and Germany*, 1989.

D) Sociologie des partis et des groupes politiques

Bacot (Paul), *Les dirigeants du PS*, Presses universitaires de Lyon, 1979.
Collovald (Annie), « Les poujadistes ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 1, 1989, 113-133.
Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil, 1976, (1ère éd. 1951).

Janda (Kenneth), *Political parties. A cross-national survey*, New York, The Free Press, 1980.
Eldersveld (Samuel J.), *Political parties : a behavioral analysis*, Chicago, Round Mac Nally and Cie, 1964.
Epstein (Leon), *Political parties in wertern democraties*, New Brunswick,-New Jersey, Transaction book, 1980 (1ère éd. 1967).
Gerstlé (Jacques), *Le langage des socialistes*, Stanké, 1979.
Hanley, (D.), *Keeping left ? CERES and the frensh socialiste party. A contribution to the study of fractionnalisme in political parties*, Manchester, Manchester university press, 1986.
Hardouin (P.), « Les caractéristiques sociologiques du Parti socialiste », *Revue française de science politique*, XXVIII, n° 2, 1978, p. 220-256.
La Palombara (Joseph) et Weiner (Myron), *Political parties and political development*, Princeton University Press, Princeton, 1966.
Lipset (Seymour) M, Rokkan (S), *Party systems and voters alignements*, Free Press, New York, 1967.
Michels (Roberto), *Les parties politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris, Flammarion, 1971, (1ère éd. 1911).
Offerlé (Michel), *Les partis politiques*, Paris, Puf, 1987.
Pudal (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presse de la FNSP, 1988.
Rovan (J.), *Histoire de la social-Démocratie allemande*, Paris, Le Seuil, 1978.
Sawicki (Frédéric), *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
Seiler (jean-Louis), *Parties et familles politiques*, Paris, Puf, coll. Thémis, 1980.
Schonfeld (W.R.), « la stabilité des dirigeants des parties politiques : le personnel des directions nationales du Parti socialiste et du mouvement gaulliste », *Revue française de science politique*, XXX, n° 3, 1980, p. 477-505.
Schonfeld (W.R.), « la stabilité des dirigeants des parties politiques : la théorie de l'oligarchie de Roberto Michels », *Revue française de science politique*, XXX, n° 4, 1980, p. 846-866.

E) Ouvrages, documents et témoignages sur les médias et les journalistes entre 1968 et 1990

Asline (Jacques), *Profession présidentiable*, Paris, Plon, 1993.
Berger (Françoise), *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont, 1992.
Bernard (Luc), *Europe 1. La grande Histoire dans une grande radio*, Paris, Ed. du Centurion, 1990.
Brimo (Nicolas), *Le dossier Hersant*, Paris, François Maspéro, 1977.
Bourdon (Jérôme), *Haute fidélité pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Le Seuil, 1994.
Chamard (Marie-Eve) et Kieffer (Philippe), *La télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992.
Closets (François de), *Le système E.P.M.*, Paris, Grasset, 1980.
Doléans (Jacques), *La fin d'un Monde*, Paris, Samuel Tastet éditeur, 1988
Gicquel (Roger), *Le placard aux chimères*, Paris Plon 1988.
Huteau (Jean) et Ullmann (Bernard), *AFP. Une histoire de l'agence France-Presse 1944-1990*, Paris, Robert Laffont, 1992.
Jeannenay (Jean-Noël) et Julliard (Jacques), *Le Monde* de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste, Paris, Le Seuil, 1979.
Jullian (Marcel), *Délit de vagabondage*, Paris, Grasset, 1978.
Jullian (Marcel), *La télévision libre*, Paris, Gallimard, 1981.
Legris (Michel), *Le Monde tel qu'il est*, Paris, Plon, 1976
Lorraine (Bérangère), *Meurtres à* Libération, Paris, Calmann-Lévy 1989
Mamou (Yves), *«C'est la faute aux médias !» essai sur la fabrication de l'information*, Paris, Payot, 1991.

Mouillaud (Maurice) et Tetu (Jean-François), *Le journal quotidien*, Lyon, PUL, 1989.
Passevant (Roland), *Journalistes sous haute surveillance. 1981-1987. A TF1 dans les rouages de la désinformation*, Paris Messidor, 1987.
Péan (Pierre) et Nick (Christophe), *TF1. Un pouvoir*, Paris, Fayard, 1997
Périer Daville (Denis), *Main basse sur le Figaro*, Tema-Editions,1976
Perrier (Jean-Claude), *Le roman vrai de* Libération, Paris, Julliard, 1994.
Pons (Dominique), *Dossier H... comme Hersant*, Paris, Alain Moreau, 1977.
Roucaute (Yves), *Splendeurs et misères des journalistes*, Paris, Calmann-Lévy Paris, 1991.
Schnedermann (Daniel), *«Où sont les caméras ?»*, Paris, ???, 1989.
Siegel (Maurice), *20 ans ça suffit !*, Paris, Plon, 1975.

F) Ouvrages d'histoire, de sociologie ou de science politique sur les médias et les journalistes

Agrès (Yves) et Croissandeau (Jean-Michel), *Lire le journal*, Paris, Ed. F.P. Lobies, 1979.
Albert (P.), Charlet (L.), Ranc (R.) et Terrou (F.), *Histoire générale de la presse française*, Paris, PUF, 1972, t. 4 (après 1940).
François Balle, *Médias et société*, 5ème éd., Paris, Montchrétien.
Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber, 1996.
Bourdon (Jérôme), *Haute fidélité pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Le Seuil, 1994.
Chamard (Marie-Eve) et Kieffer (Philippe), *La télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992.
Charon (Jean Marie), *La presse en France*, Paris, Le Seuil, 1994.
Champagne (Patrick), *Faire l'opinion le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.
Patrick Champagne, « " L'Heure de vérité ". Une émission politique très " représentative " » *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 70-71, p. 98-101.
Dagenais (B.), Media in crises : observers, actors or scapegoats ?, dans Dagenais (B.) et Raboy (M.) (dir.), *media, crisis and democracy*, Londres, Sage, 1992.
Gastaut (Yvan), « Les mutations du thème de l'immigration dans le journal *Le Monde* (1958-1992) », in *Migrations Société*, vol. 6, n° 31, janvier-février 1994, p. 40-51.
Glasgow University Media group, *Bad news* (vol. 1) et *More bad news* (vol. 2), Londres, Routledge et Keagan, 1976 et 1980.
Gamson (W.) et Modigliani (A.), « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : a Constructionist Approach », *American journal of sociology*, vol. 95, 1, juillet 1989, p. 1-37.
Gans (H.), *Deciding What's News*, New-York, Pantheon, 1979.
Gerstlé (Jacques), La communication politique, Paris, PUF, 1992.
Gitlin (Todd), *The Whole World Is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1980.
Guegen (Jean-Yves), *Libération nouvelle formule : qu'est ce qui a changé ?*, IUT de Bordeaux, Département des carrières de l'information, 1983.
Hadley Lyme, *Libération 1972-1983, changement de pensée*, Etude soumise à la section de français d'Allegheny College en vue de l'obtention du diplôme du Bachelor of Arts in French, mars 1983.
Kielbowicz (R.) et Scherer (C.), The role of the press in the dymamics of social mouvements, in Kriesberg (L.), *Research in social movements, conflicts and change*, JAI Press, 1986.
Lacroix (Bernard), « La crise de la représentation politique », *Scapel*, vol. 1, 1994, p. 6-29.
Martin (Marc), « L'espoir perdu des sociétés de rédacteurs (1965-1981) », in Marc Martin (dir.), *Histoire et Médias, journalisme et journalistes français 1950-1990*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 233-245.
Martin (Marc), *Médias et journalistes de la République*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997
Mercier (Arnaud), *Le Journal télévisé*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
Missika (Jean-Louis), « Les médias contestés » in *SOFRES, L'Etat de l'opinion 1993*, Paris, Le Seuil, 1993.

Molotch (Harvey), « media and movements », in Mac Carthy ((J.) et Zald (M.N.) (dir.), *The dynamics of social movements*, Cambridge, Winthrop, 1979, p.71-93
Mouillaud (Maurice) et Tetu (Jean-François), *Le journal quotidien*, Lyon, PUL, 1989.
Neveu (Erik), « La dynamique des médias dans la construction sociale de la " crise de la représentation " », *L'aquarium*, 10, 1992, p. 5-23.
Padioleau (Jean-G.), « Etude empirique des moyens de communication de masse et l'analyse des comportements politiques » *in* Francis Balle et Jean-G Padioleau, *Sociologie de l'information*, Paris, Larousse, 1973, p. 321-340.
Padioleau (Jean G.), *« Le Monde » et le « Washington Post », Précepteurs et Mousquetaires*, Paris, PUF, 1985
Pinto (Louis), L'intelligence en action : « *Le Nouvel Observateur* », Paris, A. M. Métailié, 1984.
Poumerol (Henri), *Le statut et les conditions de travail des journalistes de la radio et de la télévision de service public, en France, depuis 1935*, Thèse de science de l'information, Paris II, 1987.
Rémy Rieffel, *L'élite des journalistes*, Paris, PUF, 1984.
Roucaute (Yves), *Splendeurs et misères des journalistes*, Paris, Calmann-Lévy Paris, 1991.
Schlesinger (P.), Rethinking the sociology of journalisme : source strategies and the limits of media cantrism, in Ferguson (M.) (dir.), Public communication : the new imperatives, Londres sage, 1990, trad. frç., Réseaux, n° 51, 1992.
Schwartzenberg (Roger-Gérard), *L'Etat spectacle. Essai sur et contre le star-système en politique*, Paris, Flammarion, 1977.
SIMEANT Johanna, *L'élaboration de normes professionnelles : le cas d'une école de journalisme, le CFJ*, Paris, mémoire pour le DEA d'études politiques sous la direction de Jean Leca, IEP Paris, 1991.
Tristani-Potteaux (Françoise), *L'information malade de ses stars*, Paris, Jean-Jacques Pauvert et Ed. Garnier, 1983.
Tuchman (G.), *Making news : a Study in the Construction of Reality*, New-York, The Free Press, 1978.
Veron (Eliseo), *Construire l'événement : les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Minuit, 1982.
Veron (Eliseo), « L'analyse du contrat de lecture : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », *Les Médias. Expériences actuelles, Applications*, Paris, IREP, 1985.
Veron (Eliseo), « Presse écrite et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation », in *La presse, Produit, Production, Réception*, Paris, Didier Erudition, 1988, p. 11-25.
Von Zoonen (E.), The women's movement and the media : constructing a public identity, *European journal of communication*, vol.7, n°4, p. 453-476.

G) Ouvrages, documents et témoignages sur l'immigration et les « problèmes de la banlieue ».

Aïchoune (Farid), *Nés en banlieues*, Paris, Ramsay, 1991.
Begag (A.), « La révolte des lascars contre l'oubli à Vaulx-en-Velin », *Les annales de la recherche urbaine*, n°49, 1991.
Beau (Nicolas) et Boubaker (Ahmed), *Chroniques métissées : histoire de France des jeunes Arabes*, Paris, Alain Moreau, 1986.
Bedag (A.) et Chaouite (A.), *Ecarts d'identité*, Paris, Le Seuil, 1990.
Belghoul (Farida), « BHL, Barre, Gros minet et les autres... », *Sans Frontière*, La beur génération, mai 1985, p. 39-41.
Bouamama (Saïd), Sad-Saoud (Hadjila), Djerboubi (Mokhtar), *Contribution à la mémoire des banlieues*, Paris, Editions du Volga, 1994
Boubeker (Ahmed) et Abdallah (Mogniss H.), « Points de repères... pour mémoire », in Douce France. La saga du mouvement beur, *Quo Vadis*, automne-hiver 1993
Claude Lefort, *Du bidonville à l'expulsion, itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre*, Paris, Editions CIEM, 1980.

H) L'immigration et les banlieues

Bachmann (Christian) et Leguennec (Nicole), *Violence Urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, Albin Michel, 1996.
Bettegay (A.) et Boubeker (A.), Des Minguettes à Vaulx-en-Velin, fractures sociales et discours publics, *Les Temps modernes*, 545-546, décembre 1991-janvier 1992.
Bekouchi (M.H.), *Du bled à la ZUP, et/ou la couleur de l'avenir*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1984.
Bonnafous (Simone), *L'Immigration prise aux mots*, Paris, Kimé, 1991.
Borkowski (J.-L.), L'insertion sociale des immigrés et de leurs enfants, in INSEE, *Données sociales 1990*, Paris, INSEE, 1990.
Boulot (S.) et Boyson-Fadet (D.), *Les immigrés à l'école : une course d'obstacles*, Paris, L'Harmattan/CIEMI, 1988.
Catani (M.) et Palliada (S.) (eds;), *Le rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées*, Paris, FAS/DPM, 1987.
Charlemagne (J.) et Costa-Lascoux (J.), *Politiques sociales à l'égard des jeunes immigrés et nomades : réduction des inégalités ou marginalisation*, t.1, Paris, Commissariat général du Plan, 1987.
Commissariat général du Plan, *Immigrations : le devoir d'insertion*, Paris, La documentation Française, 1988.
Commission des Droits de l'homme, *Rapport sur le racisme et la xénophobie*, Paris, 1990.
Commission de la Nationalité, *Etre français aujourd'hui et demain*, Paris, UGE, 1988.
Conte (M.) et Tandjaoui (H.), *Le Logement social et les familles «immigrées»*, Paris, ADRI, 1983.
Costa-Lascoux (Jacqueline), *De l'immigré au citoyen*, Paris, La Documentation française, 1989.
Costa-Lascoux (Jacqueline) et Weil (Patrick) (dir.), *Logiques d'Etat et immigrations*, Paris, Kimé, 1992.
Crowley (J.), Minorité ethniques et ghettos aux Etats-Unis. Modèles ou antimodèle pour la France ?, *Esprit*, n° 182, Juin 1992.
Cunha (M.) et Delcroix (C.), *Politiques locales de sécurité. Pertinence du territoire et de la fonction d'une police de proximité. Exploration d'un espace social, Montfermeil*, Paris, IHESI/ADRI, 1991.
Delannoi (Jil) et Taguieff (Pierre-André) (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, Kimé, 1991.
Delarue (J.-M.), *Banlieues en difficulté : La relégation*, Paris, Syros, 1991.

Donzelot (Jacques) et Roman (Joël), *Face à l'exclusion*, Paris, Esprit, 1991.
Dubet (François), *La galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.
Dubet (François), *Immigrations : qu'en savons nous ? Un bilan des connaissances*, Paris, La Documentation Française, 1989.
Dubet (François), Jazouli (Adil) et Lapeyronnie (Didier), *L'Etat et les jeunes*, Paris, Editions Ouvrières, 1985.
Dubet (François) et Lapeyronnie (Didier), *Les quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil, 1992.
Etienne (Bruno), *La France et l'Islam*, Paris, Hachette, 1989.
Fernandez (A.), Boumaza ((N.), Couëtoux (M.) et Guegan (J.-Cl.), *Le logement des immigrés de la deuxième génération*, Paris, ministère de l'Equipement et du Logement, 1988.
Foret (C.), *Trajectoires de l'exclusion. Recomposition sociale et processus de territorialisation dans l'espace d'une copropriété discalifiée*, Paris, CNAF, 1986.
Gilroy (P.), La fin de l'antiracisme, *Les Temps modernes*, juillet-août 1991.
Girard (A) et al., « attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère », *Population*, 5, 1971, p. 827-863; attitudes des Français à l'égard de l'immigration étrangère. Nouvelle enquête d'opinion, *Population*, 6, 1974, p. 1015-1067.
Giraud (M.), Assimilation, pluralisme, «double culture : l'ethnicité en question, *Information sur les sciences sociales*, 31, 2, 1992.
Giudicelli (A), *La Caillera*, Paris, Jacques Bertoin, 1991.
Guillon (M.) et Taboada-Leonetti (I.), « Le Triangle de Choisy : un quartier chinois à Paris », Paris, L'Harmattan, 1986.
Guillot (C.) et Neyrand (G.), *Les Jeunes étrangers et les mesures d'insertion sociales et professionnelles. Le cas des TUC et des SIVP*, Paris, FAS/DPM, 1989.
Jazouli (Adil), *Les années banlieues*, Paris, Le Seuil, 1992.
Jazouli (Adil), *L'action des jeunes maghrébins en France*, Paris, CIEMI-l'Harmattan, 1986.
Juhem (Philippe), « *Les politiques publiques de contrôle de la violence dans les quartiers de banlieue* », communication au colloque *Norbert Elias, la violence et l'Etat*, Nanterre 1997.
Kastoryano (R.), *Etre turcs en France, réflexions sur familles et communautés*, Paris, L'Harmattan, 1986.
Kennedy brenner (C.), *Les travailleurs étrangers et les politiques d'immigrations. Le cas de la France*, Paris, OCDE, 1979.
Kepel (George), *Les Banlieues de l'Islam. Naissance d'une religion en France*, Paris, Le Seuil, 1987.
Khellil (M.), « Le fond d'action social. Histoire d'une institution », *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, t. 22, Montpellier, 1988.
Lapeyronnie (Didier), «Assimilation, mobilisation, et action chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine», 1987, *Revue française de sociologie*, 28, n°2, p. 287-318.
Lapeyronnie (Didier) (dir.), *Immigrés en Europe. Politiques locales d'intégration*, Paris, La Documentation Française, 1992.
Lapeyronnie (Didier), *L'individu et ses minorités*. *La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*, Paris, PUF, 1993.
Lebon (A.), « Diminution, féminisation et tertiarisation. L'évolution récente de l'emploi des jeunes étrangers », *Migrants-Formation*, n° 70, septembre 1987.
Lebon (A.), L'insertion sociale et professionnelle des jeunes immigrés, in Lorreyte (Bernard) (dir.), *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, l'Harmattan, 1989.
Lebon (F.), *Immigrés en France. Tendances 1988/mi-1989*, Paris, La Documentation française, 1989.
Lévy (F.), *Bilan/perspectives des contrats de plan de développement social des quartiers*, Paris, La Documentation française, 1989.
Lefebvre (Bruno), Mouillart (Michel), Occhipinti (Sylvie), *Politique du logement. Cinquante ans pour un échec*, Paris, L'Harmattan, 1991.
Linhart (Virginie), « Des minguettes à Vaulx-en-Velin : les réponses des pouvoirs publics aux violences urbaines », *Cultures et conflits*, n°6, été 1992.

Lorreyte (Bernard) (dir.), *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, l'Harmattan, 1989.
Malewska-Peyre (H.), Crise d'identité, Problèmes de déviance chez les jeunes immigrés, *Les Temps modernes*, n° 4526-453-454, 1984.
Michel (B.), « Le Chômage des étrangers de 1975 à 1985 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, n°29, mars 1987.
Naïr (Sami), *Le regard des vainqueurs. Les enjeux français de l'immigration*, Paris, Grasset, 1992.
Noiriel (Gérard), Longwy. *Immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, PUF, 1984.
Noiriel (Gérard), *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1988.
Noiriel (Gérard), *La Tyranie du national. Le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris Calmann-Lévy, 1991.
Poutignat (Philippe) et Streiff-Fenart (Jocelyne), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995.
Rougé (M.) et Saglio (J.), *Construire la ville et gérer les solidarité. Le logement des immigrés dans l'agglomération lyonnaise*, Paris, Mire, 1989.
Roy (O.), Ethnicité, bandes et communautarismes, *Esprit*, n° 169, février 1991.
Rudder (V. de), *Le logement et l'intégration des immigrés dans les villes françaises*, colloque franco-américain sur l'immigration, Royaumont, 1989.
Rudder (V. de), Taboada-Léonetti (I.), et Vour'h (F.), Immigrés et Français. Strategies d'insertion, représentations et attitudes, Paris, CNRS, 1990.
Schain (M.A.), Immigration and changes in the French party system, *European journal of Political Research*, vol. 16, n°6,1988.
Schnapper (Dominique), *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris, Gallimard, 1991.
Schwartz (B.), *L'intégration professionnelle et sociale des jeunes*, Paris, La documentation française, 1981.
Tabard (N.) et Aldeghi (I.), *Développement social des quartiers : les sites cocernés et leurs caractéristiques socio-économiques par rapport aux autres communes de France ou aux autres quartiers de l'Ile-de-France*, Paris, CREDOC,1988.
Taguieff (Pierre-André) et Weil (Patrick), Immigration, fait national et citoyenneté, *Esprit*, n°5, mai 1990.
Taguieff (Pierre-André), *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988.
Taguieff (Pierre-André) (dir.), *Face au racisme*, Paris, La Découverte, 1991.
rilabat (M.), Immigrés, étrangers, français : l'imbroglio statistique, *Population et sociétés*, n°241, décembre, 1989.
Tripier (Maryse), *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, L'Harmattan, 1990.
Videlier (P.), Vénissieux avant les beurs, in Travail et tranvailleurs en France aux XIXe et XXe siècle, Paris, Greco, 1985.
Voisard (J.) et Ducastelle (C.), *La question immigrée dans la France d'aujourd'hui*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.
Wacquant (Loïc), « Banlieues française et ghetto noir américain, de l'amalgame à la compassion », French Politics ans Society, 10-4, Automne 1992.
Weil (Patrick), *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration, 1938-1991,* Paris, Calmann-Lévy, 1991.
Wieviorka (Michel), *L'espace du racisme*, Paris, Le Seuil, 1991.
Wieviorka (Michel), *La France raciste*, Paris, Le Seuil, 1992.
Wisniewski (J.), Etrangers en France. Vérités statistiques sur l'immigration, *Hommes et Migrations*, n° 1090, mars 1986.
Withol de Wendel (Catherine), *Immigrés : le passage du culturel au politique, Intervention*, n°17, 1986.
Withol de Wendel (Catherine), *Les immigrés et la politique. Cent cinquante ans d'évolution*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.

I) L’évolution du vote sous la Vème République

Birnbaum (Pierre), *Les élites socialistes au pouvoir*, PUF, 1985.
Boy (Daniel), Système politique et mobilité sociale, *Revue française de science politique*, 30, (5), octobre 1980, p.925-958.
Boy (Daniel) et Mayer (Nona) (dir.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presse de la FNSP, 1990.
Capdivielle (Jacques), Dupoirier (Elisabeth), Grunberg (Gérard), Schweisguth (Etienne), Ysmal (Collette), *France de gauche, Vote à Droite ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1981.
Cayrol (Roland), Jaffré (Jérôme), Y-a-t-il plusieurs éléctorats socialistes, Le Monde, 22 mars 1977. (exploitation de 2 sondages de 1976)
Charlot (Jean), Quand la gauche peut gagner, *Paradoxes*, 17, avril-mai 1976.
Donégani (Jean-Marie) et Lescane (Guy), *Les raisons de vivre des français de 20-40 ans*, Paris, Le centurion, 1982, p. 21.
Collectif CEVIPOF, *L'opinon Française en 1977*, Paris presse de la FNSP, 1978.
Donégani (Jean-Marie), Michelet (Guy) et Simon (Michel), *Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques*, Paris-Lille, 1980, ronéo.
Duhamel (Olivier), L'évolution des dissensus français, dans *Sofres, Opinion publique*, Paris Gallimard, 1984.
Duhamel (Olivier), Les institutions, dans Sofres, Opinion publique. enquêtes et commentaires. 1984., Paris, Gallimard, 1984, p.103-114.
Duhamel (Olivier), Libéraux-socialistes-concervateurs : les évolutions idéologiques des français, dans *Sofres, Opinion publique*, Paris, Gallimard, 1985, p.89-103.
Dupoirier (Elisabeth), Percheron (A.), Choix idéologiques, attitudes politiques des pré-adolescents et contexte politique, *Revue française de science politique*, 25, (5), octobre 1975, p.870-900.
Dupoirier (Elisabeth), L'électorat français du 17 juin 1984, *Sofres-opinion publique*, Paris, Gallimard, 1985.
Dupoirier (Elisabeth), La démocratie en France, dans *Sofres-opinion publique 1986*, Paris, 1986.
Gaxie (Daniel) (dir.), *L'explication du vote*, Paris, Presses de la FNSP, 1984.
Franceries (Frank), « Les votes aveugles », *Politix*, n° 22, p. 119-137.
Gaxie (Daniel), « Mort et résurection du paradigme du Michigan », *Revue française de science politique*, 32, (2), avril 1982, p.251-269.
Grunberg (Gérard), L'évolution des électorats entre 1973 et 1978, *Le Monde*, 29 mars 1978.
Grunberg (Gérard), La grève des urnes, *Esprit*, mars-avril 1989, p. 124-132.
Habert (Philippe) et Lancelot (Alain), l'émergeance d'un "nouvel électeur", *Le Figaro. Elections législatives 1988*, juin 1988, p. 16-23.
Haegel (Florence), « Etre de gauche aujourd'hui », dans *Sofres-opinion publique 1986*, Paris, 1986.
Jaffré (Jérôme), « France de gauche, vote à gauche », *Pouvoir*, 20, 1981, p. 22.
Jaffré (Jerôme), Trente années de changement électoral, *Pouvoir*, 49, 1989, p. 15-26.
Jaffré (Jerôme), Droite et gauche confondues, *Le Point*, 27 novembre 1989.
Jeanbar (Denis), Gauche-droite, la révolution tranquille, *Le Point*, 27 novembre 1989.
Lagrange (Hugues), « Autoritarisme : les limites d'une interprétation morphologique », *Revue française de science politique*, (5), octobre 1989, p. 637-663.
Lancelot (Alain), « L'échec de l'alternance et les chances du renouvellement », *Projet*, 126, 1978, p. 718-731.
Lancelot (A.) et (M.-T.), *Annuaire de la France politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1983 et 1984.
Lancelot (Alain), L'orientation du comportement politique, dans Grawitz (Madeleine) et Leca (Jean) (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1984.
Lancelot (A.), Le brise-lame : les élections législatives de mars 1986, Projet, n°199, 1986.

Lancelot (A.) dir., *1981 : Les élections de l'alternance*, Presses de la FNSP, 1986.
Lavau (Georges), Grunberg (Gérard), Mayer (Nona), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la FNSF, 1983.
Lavau (Georges), L'électeur devient-il individualiste ?, p.301-329, dans Birnbaum (Pierre), Leca (Jean) (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.
Mayer (Nonna), « Pas de chrysanthèmes pour les variable sociologiques », in Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, Puf, 1986.
Mayer (Nona), « La situation professionnelle », *Cahier du CEVIPOF*, 1, 1988.
Mayer (Nona), « Qui a voté le 24 avril ? », *Le journal des élections*, 1, avril-mai 1988.
Merle (Pierre), « L'homo politicus est-il un home œconomicus ? L'analyse économique du choix politique : approche critique », *Revue Française de science politique*, 40, (1), février 1990, p. 64-80.
Michelat (Guy) et Simon (Michel), *Classe, Religion et comportements politiques*, Paris, Presses de la FNSP et Éd. Sociales, 1977.
Missika (Jean-Louis), Bergman (Dorine), L'axe gauche-droite ressucité, dans *L'élection présidentielle*, 24 avril-28 mai 1988, supplément aux *dossiers et documents du Monde*, Paris, Le Monde, mai 1988.
Parodi (Jean-Luc), L'échec des gauches, *Revue politique et parlementaire*, 871, 1978, p. 1-24.
Parodi (Jean-Luc) et Platone (François), l'adoption par les gouvernés, dans Duhamel (Olivier) et Parodi (Jean-Luc) (dir.), *La constitution de la cinquième République*, Paris, Presses de la FNSP, 1985.
Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, Paris, Presses FNSP, 1994.
Percheron (Annick), Peut-on encore parler d'héritage politique en 1989 ?, dans *Idéologie, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.
Perrineau (Pascal), Recentrage idéologique des français, *Le Figaro*, 2 novembre 1988.
Henri Rey et Françoise Sibileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presse de la FNSP, 1991.
Schweisguth (Etienne), La dimention droite-gauche en France, quatorzième congrès mondial de l'association internationale de science politique, Washington, 28 août-1er septembre 1988.
Ysmal (Colette), Et la gauche n'a pas gagné, *Critique socialiste*, 32, juin 1978, p. 5-17.
Ysmal (Colette), *Le comportement électoral des français*, Paris, La découverte repères, 1986.

J) Sociologie des mobilisations

Cobb (R. W.) et Elder (C. D.), « The politics of agenda building : an alternative perspective for modern democratic theory », *Journal of politics*, 33, p. 892-915.
Dalla Porta (Donatella), *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, New York, Cambridge University Press, 1995.
Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presse FNSP, 1986.
Dobry (Michel), Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986, in Favre (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, p.357-386.
Duyvendak, (J. W.), *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994.
Galland (O. et Louis (M. V.), « Chômage et action collective », in « Le chômage, politique d'emploi et action collective », *Sociologie du travail*, n° 23/2, 1981.
Philippe Garraud, « Politiques nationales : élaboration de l'Agenda », *L'année sociologique*, 1990, p. 17-41.
Gurr (Ted), *Why men rebel*, Princeton, Princeton university press, 1970.

Fillieule (Olivier), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaire*, L'Harmattan, 1993.
Fillieule (Olivier), *Le pouvoir de la rue*, Paris, Presses de Science Po, 1997.
Hassenteufel (Patrick), « Pratique représentatives et construction identitaire : une approche des coordinations », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 1, février 1991, p. 5-27.
Klandersmans (B.), « Mobilisation and participation : Social Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, 49, p. 583-600.
Klandersmans (B.), « Linking the " Old " and the " New " : Movement Networks in the Netherlands », in Dalton (R.) et Kuechler (M.) (dir.), *Challanging the political order : New Social and Political Movements in Western Domocraties*, Oxford University Press, 1991.
Lapeyronnie (Didier), « Assimilation, mobilisation et action chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », Reve Française de sociologie, vol. 28, n° 2, p. 287-318.
Lapeyronnie (Didier), «Mouvements sociaux et action politique. Existe-il une théorie de la mobilisation des ressources ?», *Revue française de sociologie*, 29, 1988, pp 593-619.
Mann (Patrick), L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives, Paris, Armand Colin, 1991.
Montlibert (Christian de), *Crise économique et conflits sociaux*, Paris, L'Harmattan, 1989.
MacAdam (D.), *Political process and the development of Black Insurgency, 1930-1970*, The university of Chicago Press, 1982.
Mac Carthy (J.D.) et Zald (M.N.) (dir.), *The dynamics of social movements*, Cambridge, Mass., Winthrop, 1979.
Mac Carthy (J.D.) et Zald (M.N.) (dir.), *social mouvements in an organisational society*, Transaction books, 1987.
Oberschall (A.), *Social conflicts and social mouvements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1973.
Oberschall (A.), *Social movements. Idéologies, Interests and Identities*, Transaction, NJ, 1993.
Piven (F.F.) et Cloward (R.A.), *Poor people mouvement : Why they suceed, How they fail*, New York, Vintage, 1977.
Pizzorno (A.), Considération sur la théorie des mouvements sociaux, *Politix*, n°9, p. 74-80.
Siméant (Johanna), « Violence d'un répertoire. Les sans-papiers en grève de la fain » in Braud (Philippe) (dir.), La violence politique dans les démocraties occidentales, Paris, L'harmattan, 1993.
Siméant (Johanna), *La cause des « sans-papier ». Mobilisations et répertoires d'action des étrangers en situation irrégulière en France et de leurs soutiens (1970-1992),* 1994.
Siméant (Johanna), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Science Po, 1998.
Snow (D.) et Benford (R.), « Ideology, frame resonance, and Participant Mobilization », in Klandermans, Kriesi (H.), Tarrow (S.) (dir.), *From Structure to action : comparing social movement Research across Cultures*, Greenwich, Connecticut, JAI, p. 197-218.
Snow (D.), Rocheford (Jr B.), Worden (S.) et Benford (R.), « Frame alignment Process, Micromobilization and movement participation », *American Sociological Review*, 51, p. 454-481.
Tarrow (Sydney), *Democraty and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1989.
Tilly (Charles), *From mobilization to revolution*, Addison-Wesley, 1978.
Tilly (Charles), *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986.

K) Sur l'évolution des comportements politiques au sein de la jeunesse

Boudon (Raymond), « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales E. S. C.*, vol. 24, mai-juin 1969, p. 738-764.
Voir aussi Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, novembre 1978.

Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.
Coutrot (Aline), les jeunes entrent en politique, *Projet*, mai 1977, p.521-531.
Drouin (Vincent), *Enquêtes sur les générations et la politiques 1958-1995*, Paris, L'Harmattan, 1995.
Galland (Olivier), Sociologie de la jeunesse, Paris, Armand Colin, 1991.
Galland (Olivier) et *alli*, *Le monde des étudiants*, Paris, Puf, 1995.
Gokalp (C.), *Quand vient l'heure des choix*, Paris, INED, 95, 1981.
Jalade (Georges), *Et Eux qu'en pensent-ils ? Lycéens et étudiants témoignent*, Paris, Editions Georges Marguerite, 1973.
Lacroix (Bernard), *L'utopie communautaire*, Paris, Puf, 1981.
Lacroix (Bernard), « A contre-courant : le parti pris du réalisme », *Pouvoirs*, n° 39, p. 117-126.
Lacroix (Bernard), « Les jeunes et l'utopie. Transformations sociales et représentations collectives dans la France des années 68 », in *Mélanges offert au professeur J. Ellul*, Paris, Puf, 1983.
Mauger (Gérard) et Fossé-Poliak (Claude) dans « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 50, 1983, p. 49-67.
Mauger (Gérard), « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la " génération de Mai 68 " », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, Puf, 1994.
Mauger (Gérard) et Fossé-Poliak (Claude), « La politique des bandes », *Politix*, n° 14, 1991, p. 27-43.
Mossuz-Lavau (Janine), *Les jeunes et la gauche*, Paris, Presses de la FNSP, 1979.
Monchablon (Alain), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983
Muxel (Anne), « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans Annick Percheron et René Raymond (éds.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991.
Muxel (Anne), « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, XXXIII, 1992, p. 233-263.
Percheron (Annick), Subileau (Françoise), Mode de transmission des valeurs politiques et sociales chez les préadolescents, *RFSP*, février 1974, p.33-51 et avril 1974, p.189-213.
Percheron (Annick), *L'univers politiques des enfants*, Paris Presses FNSP, 1974.
Percheron (Annick), Tel père, tel fils ?, *Projet*, mai 1977, p. 532-546.
Percheron (Annick), Bonnal (F.), Boy (D.), Dehan (N.), Grumberg (G.) et Subileau (F.), *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Presses FNSP, 1978.
Percheron (Annick), «se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes», p. 129-165 in Mendras (Henri.) ed., *La sagesse et le désordre*, Paris Gallimard, 1980.
Percheron (Annick) et Donégani (Jean-Marie), *Political participation and political attitudes of the 18-24 years old today in France*, Rapport préparé pour le 3ème congrès de la société internationale de psychologie politique (groupe «from adolescence to adulthood»), Boston juin 1980.
Percheron (Annick), «les 14-20 ans et la politique, in *Phosphore*, 16, mai 1982, p. 26-34.
Percheron (Annick), « Les jeunes et la politique ou la recherche d'un nouveau civisme, Jeunes d'aujourd'hui. Regards sur les 13-25 ans en France, *Notes et études documentaires*, p. 118-126, Paris, La Documentation Française, 1987.
Percheron (Annick), Classes d'âge en question, Revue française de science politique, 38, (1), février 1988, p. 107-124.
Vincent (Gérard), *Le peuple lycéen. Enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire*, Paris, Gallimard, 1974

L) Sur le militantisme et le déclin du militantisme

Agrikoliansky (Eric), *La Ligue des droits de l'homme (1947-1990). Pérennisation et transformations d'une entreprise de défense des causes civiques*, thèse IEP, 1997.

Andolfato (Dominique), Labbé (Dominique), *La CGT. Organisation et audience depuis 1945*, Paris, La Découverte, 1997.
Dominique Labbé et Jean-Charles Basson, Syndicalisation et désyndicalisation en France depuis 1945, CERAT, communication au séminaire du GERM, 1998 et
Dressen (Marnix), *Les étudiants à l'usine. Mobilisation et démobilisation de la gauche extraparlementaire en France dans les années 60-70, le cas des établis maoïstes*, Paris, Thèse d'Etat en sociologie, Institut d'Etudes politiques de Paris, 1992.
Festinger (Leon), *A theory of cognitive dissonance*, Stanford, Standford University Press, 1957
Festinger (L.), Riecken (H. W.) et Schachter (S.), *When prophecy fails. An account of a modern group that predicted the destruction of the world*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1956, [traduction française sous le titre *L'échec d'une prophétie. Psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisaient la fin du monde*, Paris, PUF, 1993.
Groux (Guy) et Mouriaux (René), « Syndicalisme sans syndiqués : dimensions et dilemmes », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique, Déclin ou mutation ?*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 67-86.
Schweisguth (Etienne), « Les avatars de la dimension gauche-droite », *in* Elisabeth Dupoirier et Gérard Grumberg, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986, p.
Soubie (Raymond), « La crise des syndicats », in Olivier Duhamel et Jaffré (ed.), *L'état de l'opinion 1992*, *op*. *cit*., p. 37-55
Tixier (Pierre-Eric), *Mutation ou déclin du syndicalisme. Le cas de la CFDT*, Paris, PUF, 1992.
Ysmal (Colette), « Transformations du militantisme et déclin des partis », in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994,

M) Ouvrages, documents et témoignages sur la vie intellectuelle française entre 1968 et 1990

Althusser (Louis), *L'avenir dure longtemps*, Paris, Stock, 1992, (éd. Livre de poche).
Attali (Jacques) et Guillaume (Marc), *L'Anti-Economique*, Paris, PUF, 1972.
Boukovsky (Vladimir), *Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition*, Paris, Le Seuil, 1971.
Bouveresse (Jacques), *Le philosophe et les autophages*, Paris, Minuit, 1984.
Bourdieu (Pierre), *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.
Bourdieu (Pierre), *L'ontologie politique de Martin Heiddegger*, Paris, Minuit, 1988.
Castoriadis (Cornélius), *La société bureaucratique*, Paris, éd. Christian Bourgois, 1990.
Châtelet (François) et Pisier-Kouchner (Evelyne), *Les conceptions politiques du XXème siècle*, Paris, PUF, 1981.
Debray (Régis), *Loués soient nos seigneurs. Une éducation politique*, Paris, Gallimard, 1996.
Ferry (Luc) et Renaut (Alain), *La pensée 68. Essai sur l'anti-humanisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1986.
Glucksmann (André), *La cuisinière et le mangeur d'homme, essai sur l'Etat, le marxisme, les camps de concentration*, Paris, Le Seuil, 1975.
Halimi (Gisèle), *Le lait de l'oranger*, Paris, Gallimard, 1988.
Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Pluriel, 1978.
Lévy (Bernard-Henry), *La barbarie à visage humain*, Grasset, 1974.
Mauriac (Claude), *Mauriac et fils, Le temps immobile 9*, Paris, Grasset 1986.
Sorman (Guy), *La Révolution conservatrice américaine*, Paris, Pluriel, 1984 (1ère édition 1983)
Tigrid (Pavel), *Le printemps de Prague*, Paris, Le Seuil.

N) Ouvrages et articles d'histoire, de sociologie ou de science politique sur la vie intellectuelle en France.

Boschetti (Anne), *Sartre et « Les Temps Modernes ». Une entreprise intellectuelle*, Paris, Minuit, 1985.
Bourricaud (Francois), *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980.
Bouveresse (Jacques), *Le philosophe et les autophages*, Paris, Minuit, 1984.
Bourdieu (Pierre), *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.
Bourdieu (Pierre), *L'ontologie politique de Martin Heiddegger*, Paris, Minuit, 1988.
Châtelet (François) et Pisier-Kouchner (Evelyne), *Les conceptions politiques du XXème siècle*, Paris, PUF, 1981.
Charles (Christophe), *La naissance des intellectuels*, Paris, Minuit, 1990.
Debray (Régis), *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsey, 1979, (éd. Folio).
Dosse (François), *Histoire du structuralisme*, Paris, La Découverte, t. 1, 1991 et t. 2, 1992
Delannoi (Gil), *Les années utopiques, 1968-1978*, Paris, La Découverte, 1990.
Duranton-Crabol (A.-M.), *Visages de la Nouvelle Droite. Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.
Eribon (Didier), *Foucault*, Paris, Flammarion 1989.
Pierre Grémion, *La gauche face au renouveau et à la répression tchécoslovaque, 1968-1978*, Paris, Julliard 1985
Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française, 1830-1981*, Paris, Hachette, 1987.
Ory (Pascal) et Sirinelli (Jean-François), *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986.
Ory (Pascal) (dir.), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 1987.
Pinto (Louis), *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987.
Louis Pinto, « Tel Quel. Au sujet des intellectuels de parodie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 89, 1991, p. 66-77.
Louis Pinto, « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101-102, 1994, p. 25-38.
Sirinelli (Jean-François), *Génération intellectuelle, Khagneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.
Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXème Siècle*, Paris, Fayard, 1990.
Taguieff (Pierre-André), *Sur la Nouvelle Droite : jalons d'une analyse*, Paris, Ed. Descartes & cie, 1994.
Verdès-Leroux (Jeannine), Le réveil des somnambules, Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985), Paris, Fayard/Editions de Minuit, 1985.

Table des matières

Philippe Juhem

SOS-Racisme

Histoire d'une mobilisation « apolitique »

Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981

Thèse de science politique soutenue à l'université de Nanterre en décembre 1998 sous la direction du professeur Bernard Lacroix

Jury : Bernard Lacroix
Jacques Gerstlé
Patrick Champagne
Jean Leca
Jacques Lagroye

Introduction générale

1

Chapitre préliminaire

Histoire de SOS-Racisme 7
Les marches des Beurs 8
La préparation de l'association 12
Un décollage long à se dessiner 17
L'explosion médiatique 19
La construction de l'association 29
La cohabitation 32
De l'élection présidentielle à « l'affaire des foulards » 44
Des foulards à la Guerre du Golfe 53
De l'après-Guerre du Golfe jusqu'aux élections législatives 62

Première partie

Parler de l’antiracisme

Les logiques de la fluctuation des attitudes des journalistes envers SOS-Racisme 66

Introduction 67
Constitution et codage d’une base d’articles de presse sur SOS-Racisme 72
A) La constitution d'une base d'articles 75
B) Le codage 86
1) Le codage de la tonalité des articles 86
2) codage de la longueur 87
3) Le sujet de l'article 89
4) Codage de l'initiative de l'écriture de l'article 90
5) Les insuffisances du codage 91

Chapitre premier

La couverture journalistique de SOS-Racisme par le journal *le Monde* 93

A) En retrait de *Libération :* une couverture de SOS-Racisme « mesurée » 96

B) Un concert pas « trop » annoncé : l'art de faire référence 116

C) La cohabitation : l'art de la « neutralité » politique 126

D) Une tonalité critique de plus en plus affirmée après 1988 144

Chapitre deux

La couverture de SOS-Racisme par le journal *Libération :* du soutien à l'indifférence 169

A) SOS-Racisme critiqué par *Libération* 172

B) Les stratégies de « recentrage » de *Libération* 188

C) Le revirement de la rédaction de *Libération* à l'égard de SOS-Racisme : une stratégie publicitaire 201

1) La couverture phlétorique du premier concert 207

2) Les raisons politiques du soutien de SOS par *Libération* 216

D) Le retour à des logiques partisanes : le soutien à une association « de gauche » en période de cohabitation 228

E) Les premières critiques 241

F) La mise en cause croissante de SOS-Racisme dans *Libération* lors de la campagne présidentielle de 1988 250

G) Le déclin du soutien de *Libération* à SOS-Racisme après 1988

1) L'affaire du foulard 275

2) Une couverture exemplaire 280

3) La raréfaction des articles consacrés à SOS-Racisme 282

H) La guerre du Golfe et l'accentuation de la baisse de l'attention de *Libération* envers SOS-Racisme 289

Chapitre trois

La couverture de SOS-Racisme par le journal *Le Figaro :*
les contraintes de la critique 301

A) La création de SOS-Racisme : une couverture faible et négative 307

B) Le retour des logiques d'opposition politique : la Cohabitation 315

C) La stratégie de recentrage du Figaro après 1988 322

D) De l'affaire des foulards à la guerre du Golfe : l'accentuation de la critique 327

Chapitre quatre
La participation des médias à l’émergence et au déclin de SOS-Racisme 337
A) L'importance de la presse dans l'émergence du mouvement 339
B) Les raisons politiques du soutien initial de la presse à SOS 342
C) Stratégies publicitaires et soutiens journalistiques à SOS 347
D) Une mise en forme pour la presse 350
E) D’une cause sans adversaires à une association critiquée : les effets des usages politiques de SOS-Racisme 352
F) Affaiblissement des intérêts au soutien de SOS après 1988 360

Deuxième partie
Les conditions d’émergence d’une entreprises de mobilisation « apolitique » 368
Introduction 369

Chapitre premier
Les transformations de l'offre politique de la gauche après 1981 374
A) Un discours politique « radical » utilisant une mise en forme « marxiste » (1972-1981) 379
a) Etre « de gauche », les usages partisans d’une référence symbolique 380
b) Le Programme commun : une plate-forme radicale cristallisant un électorat 386
B) Un champ des organisations militantes de « la gauche » polarisé contre le gouvernement 398
C) Le processus de transformations des besoins de justification de la gauche après 1981 402
D) La fin du monopole symbolique de la gauche sur l'opposition et l'émergence du FN 409

Chapitre deux
Les transformations du champ de l'information politique après 1981 414
A) La structuration du champ du journalisme politique avant 1981 416
1) Un secteur économique dominé par des logiques politiques 416
2) Un secteur audiovisuel très contrôlé par le gouvernement 422
3) L'emprise des logiques partisanes au sein de la presse 434

4) Des trajectoires professionnelles dépendantes de la segmentation du secteur des médias 446
B) Les transformations du champ des médias après 1981 450
1) Affaiblissement tendanciel de la prééminence des hommes politiques sur les journalistes 450
2) La baisse de l'audience de l'ancienne presse d'opposition et les transformations de ses contenus éditoriaux après 1981 457

Chapitre trois

Les transformations des postures politiques adoptées au sein du champ intellectuel après 1981 470
A) L'emprise des clivages partisans dans le champ intellectuel avant 1975 473
1) L'accroissement du marché des biens culturels 474
2) Le tropisme « gauchiste » du champ intellectuel 477
3) Luttes politiques et luttes intellectuelles durant la décennie soixante-dix 484
B) Les transformations de la répartition des postures politiques dans le champ intellectuel à partir de 1975 495
1) L’antimarxisme dans la champ intellectuel : l’usage du thème du « Goulag » 501
2) Les transformations des rapports de force politiques au sein du champ intellectuel entre 1975 et 1981 513
C) La transformation des orientations idéologiques au sein du champ intellectuel après 1981 522

1) Les effets de l'arrivée de la gauche sur les orientations oppositionnelles des intellectuels et les besoins argumentatifs de la gauche 525
2) La nouvelle conjoncture éditoriale : les succès nouveaux des essayistes « de droite » 527
3) Les changements des besoins argumentatifs de la gauche et la baisse tendancielle de la rentabilité des postures progressistes dans le champ intellectuel 531
a) Transformation des besoins de justification de la gauche après 1981 531
b) Les transformations de l'économie symbolique du prestige intellectuel 534

Chapitre quatre
Le processus de transformation des représentations politiques après 1981 538
A) La construction progressive des oppositions « droite-gauche durant la Vème République 541
B) Les effets cognitifs de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de gauche 568
C) Le processus de transformation des controverses politiques 580
1) L'économie symbolique de la légitimation politique avant 1981 581
2) Les transformations de l'économie symbolique de la crédibilité politique 587
D) La non-reproduction de la tradition contestataire de la jeunesse 600

Chapitre cinq
Les conditions de possibilité de l'émergence de SOS-Racisme 613
A) L'émergence récente d'un adversaire : le Front national 616
B) Une association bien financée 618
C) Les transformations du champ de l'antiracisme 620
D) Une cause momentanément sans adversaires 626
E) Des acteurs sensibles à la mise en forme de SOS-Racisme 630

Chapitre terminal
Investir l’antiracisme :
Les ressorts militants de la fondations de SOS-Racisme 637
A) Le militantisme comme pratique : L'après-68 639
B) Le militantisme comme style de vie
C) Un groupe investi dans le secteur militant de l'université 665
1) Un milieu favorisant les engagements politiques radicaux
2) Une prophétie réalisée : l'arrivée de la gauche au gouvernement 676
D) Un groupe militant marginalisé au sein de l'Unef-Id et du Parti socialiste 689

E) Une trajectoire universitaire forclose 700
F) Ressources militantes et dispositions entrepreneuriales 706
1) Les dispositions entrepreneuriales de Julien Dray 706
2) Les ressources de Questions socialistes 708
G) L'apport de SOS à Questions socialistes : la construction d'un courant 714

Conclusion 719

Annexe 727
Liste des tableaux 812
Bibliographie 816